2025

Délibérations du Comité syndical du 17 janvier 2025– compétence SCoT	
2025-001	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés au budget SCoT

Délibérations du Comité syndical du 17 janvier 2025– compétence SPANC	
2025-002	Election à la Vice-Présidence – compétence SPANC (remplacement JF DUMAS)
2025-003	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés au budget SPANC

Délibérations du Comité syndical du 17 janvier 2025– compétence générale	
2025-004	Désignation d'un membre du Bureau syndical (remplacement JF DUMAS)
2025-005	Désignation de nouveaux représentants aux organismes extérieurs (remplacement JF DUMAS)
2025-006	Rapport d'Orientation Budgétaire 2025

Délibération du Comité syndical du 14 février 2025– compétence SCoT	
2025-007	Débat d'orientation du Projet d'Aménagement Stratégique du SCoT AEC

Délibérations du Bureau syndical du 14 février 2025	
2025-008	Lancement de la déclinaison de la Stratégie Nationale des Aires Protégées (SNAP) sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses
2025-009	Constitution Conseil de Développement
2025-010	Adhésion à ENOS (European Network of Outdoor Sports)
2025-011	Mise à jour du tableau des effectifs
2025-012	Augmentation du capital de la SE Causses Energia
2025-013	Avenant à la convention d'objectif PNRGC/ SEM Causses Energia
2025-014	Covoiturage solidaire – Action 1 du programme TIMS
2025-015	Autopartage entre particuliers – Action 2 du programme TIMS
2025-016	Candidature à l'AAP CHENE saison 4 pour la commune d'Aguessac : Réhabilitation de l'ancienne école en Maison des associations et Mairie
2025-017	Marque « Valeurs Parc naturel régional » pour Séjours Languedoc Nature
2025-018	Plan de financement LEADER : Valorisation et promotion du patrimoine
2025-019	Défi familles à biodiversité positive – 5ème et 6ème éditions 2025 et 2026 – Participation à un programme inter-Parcs piloté par la Fédération des Parcs naturels régionaux de France
2025-020	Animation des sites intégrés au réseau Natura 2000 – Année 2025 : période du 1er janvier au 31 décembre 2025
2025-021	Prêts de parasols
2025-022	Attribution du marché public : Rend compte

Délibération du Comité syndical du 21 mars 2025– <u>compétence SCoT</u>	
2025-023	Vote / Approbation du compte financier unique 2024
2025-024	Délibération sur l'affectation des résultats 2024
2025-025	Vote du budget 2025

Délibération du Comité syndical du 21 mars 2025– <u>compétence SPANC</u>	
2025-026	Vote / Approbation du compte financier unique 2024
2025-027	Délibération sur l'affectation des résultats 2024
2025-028	Vote du budget 2025
2025-029	Validation du RPQS 2024
2025-030	Validation du règlement intérieur du SPANC
2025-031	Créances irrécouvrables
2025-032	Prêt de canne à boue

Délibération du Comité syndical du 21 mars 2025– <u>compétence générale</u>	
2025-033	Vote / Approbation du compte financier unique 2024
2025-034	Délibération sur l'affectation des résultats 2024
2025-035	Vote du budget 2025
2025-036	Modalités de refacturation entre budgets
2025-037	Comité scientifique
2025-036	Modalités de refacturation entre budgets
2025-037	Comité scientifique

Délibération du Bureau syndical du 21 mars 2025	
2025-038	Convention ANAH – Service public de rénovation de l'habitat 2025
2025-039	Avenant au Contrat Grand Site Occitanie – Millau – Roquefort – Sylvanès 2023-2027

Délibérations du Bureau syndical du 26 juin 2025	
2025-040	Programme d'action Vallée Verte
2025-041	Convention au titre de l'ingénierie territoriale entre la Région Occitanie et le PNR des Grands Causses
2025-042	Avenant au CRTE (Contrat pour la Réussite de la Transition Ecologique)
2025-043	Fond Vert 2025 pour soutenir l'ingénierie du PNRGC pour les projets de transition écologique
2025-044	Fond Vert : PCAET
2025-045	Convention cadre de partenariat visant à proposer des séjours touristiques alternatifs dans les parcs naturels du Massif Central pour les adhérents du CSE Michelin
2025-046	Accompagnement de l'ADEFPAT en ingénierie du Grand Site Occitanie Millau – Roquefort - Sylvanès
2025-047	LEADER : Affirmer la destination touristique 2024-2025
2025-048	Convention Espace Triple Label entre la Fédération Française de cyclisme et le PNRGC
2025-049	ADEFPAT : Espace test agricole du Sud-Aveyron – Formation-accompagnement au pilotage de gestion d'une couveuse agricole
2025-050	Horaires été AEER
2025-051	Horaires été équipe
2025-052	Convention d'occupation parking CCI
2025-053	Modification du guide interne de la commande publique

Délibérations du Bureau syndical – compétence SCoT - du 23 juillet 2025	
2025-054	Décision modificative n° 1 du BP 2025 – Régularisation sur l'affectation des résultats 2024

Délibérations du Bureau syndical – compétence générale - du 8 octobre 2025	
2025-055	Convention de partenariat 2025 entre le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses et EDF
2025-056	Appel à Manifestation d'Intérêt pour le projet d'opération groupée d'ombrières photovoltaïques sur du foncier public
2025-057	Fond Vert PCAET : Actions mobilité durable sur l'autopartage
2025-058	Lancement d'un service pour lutter contre la précarité énergétique : Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME)
2025-059	LEADER – Poste de chargé de projet « Valorisation, structuration et pérennisation de l'itinéraire du GR 736 »
2025-060	Réponse à l'Appel à Projet Mieux Manger pour Tous 2025-2026
2025-061	Réponse à l'Appel à Candidature « Soutien à la structuration des Plans Alimentaires de Territoire de niveau 2 – PAT 4 »
2025-062	Tableau des effectifs (avancement de grades)
2025-063	Recours à l'apprentissage
2025-064	Renouvellement de la convention avec la médecine du travail
2025-065	Convention de mise à disposition des locaux du 1er étage à la LPO Grands Causses
2025-066	Approbation des statuts d'Aveyron Ingénierie et nouvelles modalités administratives pour les missions hors cotisation annuelle
2025-067	Evolution du cadre relatif aux déplacements du personnel - Ordre de mission permanent annuel pour les agents du Syndicat mixte du Parc

Délibérations du Comité syndical – 3 compétences - du 28 novembre 2025	
2025-068	Rapport d'Orientation Budgétaire 2026

Délibérations du Comité syndical – compétence SCoT - du 12 décembre 2025	
2025-069	Vote du budget 2026
2025-070	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés à la compétence SCoT

Délibérations du Comité syndical – compétence SPANC - du 12 décembre 2025	
2025-071	Vote du budget 2026
2025-072	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés à la compétence SPANC

Délibérations du Comité syndical – compétence PNRGC - du 12 décembre 2025	
2025-073	Vote du budget 2026
2025-074	Modalités de refacturation entre budgets
2025-075	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés à la compétence générale

Classeur n° 47

Délibérations du Bureau syndical – compétence générale - du 12 décembre 2025	
2025-76	ADEFPAT – Association Jeunesse et Vacances Millavoises – Formation accompagnement au projet associatif de La Salvage
2025-77	Avenant à la convention vigifoncier SAFER
2025-78	Candidature à l'APP Bons réflexes Santé Occitanie
2025-79	Vente en régie de visière de soleil upcyclée
2025-80	Renouvellement de la convention de mise à disposition de véhicule pou la SEM Causses Energia pour 2026
2025-81	Convention de compensation avec La Couvertoirade
2025-82	Tarifs du guichet M.A.R. 2026
2025-83	Convention IPAMAC 2026-2027
2025-84	Convention Interparcs Occitanie
2025-85	Renouvellement de la convention triennale avec le SMICA
2025-86	Partenariat CPIE-PCAET
2025-87	ADEFPAT – EMC2
2025-88	Fond Vert SNAP
2025-89	Contrat d'assurance statutaire 2026-2029 avec le centre de gestion de l'Aveyron
2025-90	Rend-compte des marchés publics

Délibération SCoT n°2025-001 du Comité syndical du 17 janvier 2025

Prise en charge des frais de missions pour les agents rattachés au budget SCoT » du Syndicat mixte du Parc pour 2025

Etaient présents les représentants suivants : **6**

- Pour le collège des groupements de communes : **6**
  *Jean **CAPEL** - Richard **FIOL** - Esther **CHUREAU** - Thierry **PEREZ LAFONT** - Bernard **SIRGUE** - Cyril **TOUZET***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **1**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  *Philippe **LEPETIT** donne son pouvoir à Ester **CHUREAU***

Absents / Excusés : **1**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  *Gérard **CAILHOL***

Les frais supportés par un agent, dans le cadre des missions confiées hors de la résidence administrative et de la résidence familiale, sont remboursés par le syndicat mixte du Parc à l'appui d'un ordre de mission préalablement établi et accepté par la Direction et/ou le Président.

Frais de transport

L'agent s'engage à utiliser de préférence les véhicules de la collectivité mis à disposition.

Dans tous les cas, l'agent qui se déplace choisit le moyen de transport au tarif le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Les frais de transports en commun, de stationnement et de péage sont pris en charge au réel sur présentation des justificatifs.

A titre exceptionnel, et lorsque les besoins de service sont supérieurs à la capacité du parc automobile du syndicat mixte, l'agent peut utiliser un véhicule personnel adapté à ses fonctions et en règle vis à vis des règlements de police et de circulation. En contrepartie de cet usage professionnel, le syndicat mixte du Parc remboursera les frais kilométriques occasionnés sur la base des indemnités kilométriques en vigueur applicables dans la fonction publique territoriale ; elles varient selon la puissance du véhicule et la distance parcourue. Ce barème, communiqué à chaque réactualisation, figure sur l'état de frais de mission. L'agent devra présenter une copie de la carte grise de son véhicule personnel. En revanche les frais d'assurance ou de réparation en cas d'accident, ne sont pas pris en charge. Le contrat d'assurance personnel de l'agent doit intégrer l'usage professionnel du véhicule.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_001-DE
Reçu le 22/01/2025

Frais de repas

Les agents du syndicat mixte du Parc bénéficient de tickets restaurant.

La prise en charge de frais de repas peut venir se substituer dans le cadre d'un déplacement professionnel ou d'un déjeuner de travail.
Par dérogation, si le déjeuner de travail a lieu sur la résidence administrative, il pourra être pris en charge à l'appui d'un certificat administratif signé par l'ordonnateur.

L'agent doit présenter un justificatif (note de restaurant) et, le remboursement pour frais de repas ne doit pas conduire à rembourser à l'agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

La prise en charge se fera donc à la hauteur des frais de repas engagés par l'agent dans la stricte limite du plafond du forfait en vigueur déterminé par le barème des remboursements de frais applicable dans la fonction publique territoriale (à ce jour, ce forfait est fixé à 20 euros par repas).

Frais d'hébergement

Les frais d'hébergement (hôtel) sont également pris en charge de manière forfaitaire et sont plafonnés aux barèmes de la fonction publique territoriale (à ce jour, en France métropolitaine le barème est fixé à 90€, sur les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris à 120€ et sur la commune de Paris à 140€).

Depuis 2013, le comité syndical du Parc a mis un système de remboursement aux frais réels pour, si nécessaire, déroger au forfait sur les hébergements des missions en région parisienne et en métropoles. A partir de 2025, il est proposé d'étendre cette dérogation à tous les hébergements de toutes les destinations sans distinction sur le nombre d'habitants de la ville d'accueil.
Le système forfaitaire habituellement applicable apparaît inopérant sur toutes les missions dans la mesure où les prix de l'offre hôtelière sont supérieurs au montant forfaitaire prévu par la réglementation.

Dans tous les cas, le remboursement de frais d'hébergement se fera sur présentation d'un justificatif et il ne doit pas conduire à rembourser à un agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

Le Président propose au Comité syndical du SCoT de valider cette procédure de prise en charge des frais de missions applicable sur l'année **2025.**

VOTE :	Pour : **7**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette procédure et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_001-DE
Reçu le 22/01/2025

Délibération SPANC n°2025-002 du Comité syndical du 17 janvier 2025

Election à la Vice-Présidence – compétence SPANC

Etaient présents les représentants suivants : **20**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  *Bernard **SIRGUE** - Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **18**
  *Loïc **ALMERAS** - Julie **ALRIQUET** - Jacques **ARLES** - Philippe **CAVALIER** - Alain **DELMAS** - Christophe **FROMENT** - Bastien **GIACOBBI** - Romain **JEANJEAN** - Bernard **MAURY** - Elisabeth **MUYS** - Bernadette **NEGROS** – Séverine **PEYRETOUT** - Jean-Michel **PINAULT** - François **RODRIGUEZ** - Martine **RODRIGUEZ** - Alain **ROUGET** - Jérôme **SINTES** -Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **11**

- Pour le collège des communes :
  1. *Nicole **ANTOINE** donne son pouvoir à Jean-Michel **PINAULT***
  2. *Marie-Chantal **CALMES** donne son pouvoir à Julie **ALRIQUET***
  3. *Régis **COLSON** donne son pouvoir à Bernard **MAURY***
  4. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Nicolas **WOHREL***
  5. *Florence **DELORT** donne son pouvoir à **Elisabeth MUYS***
  6. *Aurélie **ESON** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT***
  7. *Victorien **GENIEZ** donne son pouvoir à Jérôme **SINTES***
  8. *Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Bernadette **NEGROS***
  9. *Franck **LE MOUTON-MAZIERES** donne son pouvoir à Romain **JEANJEAN***
  10. *Dominique **MAURY** donne son pouvoir à Philippe **CAVALIER***
  11. *Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Alain **DELMAS***

Absents / Excusés : **19**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  *Gérard **CAILHOL** - Sébastien **CROS***

- Pour le collège des communes : **17**
  *Caroline **ASTRUC** - Jean-Marc **BEA** – Christine **BEDEL** - Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** – Guy **CAZOTTES** – Christian **GINESTE** - Sylvain **GOLEO** - Philippe **GOUT** - Alain **JOSEPH** - Mathieu **LAMBRECHT** – Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Loïc **MARLAS** - Philippe **RAMONDENC** - Michel **SENTY** - Mickaël **THOMAS** – Didier **VIDAL***

Vu le code Général des Collectivités Territoriales plus particulièrement les articles L.5211-2, L.5211-10, L.2122 -4 alinéa 1, L.2121-7

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Pnr des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024

Vu la délibération n° 2024-004 en date du 15 mars 2024 du Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses

Considérant la démission de Jean-François DUMAS de la Vice-Présidence pour la Compétence SPANC.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_002-DE
Reçu le 22/01/2025

Election de la Vice-Présidence au titre de la Compétence SPANC

Il convient de procéder à l'élection de la Vice-Présidence au titre de la Compétence SPANC en remplacement de Jean-François DUMAS, démissionnaire.

Le Président propose la candidature de Jacques ARLES, seule candidature reçue et enregistrée au PNR des Grands Causses, dans les conditions prévues aux statuts du Syndicat mixte.

Il est ensuite proposé de passer au vote.

Décision

Le vote est organisé.

Les résultats s'établissent comme suit :

Jacques ARLES : 31
Bulletins blancs : 0
Bulletins nuls : 0

Jacques ARLES est élu Vice-Président du Syndicat mixte au titre de la compétence SPANC.

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_002-DE
Reçu le 22/01/2025

Délibération SPANC n°2025-003 du Comité syndical du 17 janvier 2025

Prise en charge des frais de missions pour les agents rattachés au budget SPANC du Syndicat mixte du Parc pour 2025

Etaient présents les représentants suivants : **20**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  *Bernard **SIRGUE** - Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **18**
  *Loïc **ALMERAS** - Julie **ALRIQUET** - Jacques **ARLES** - Philippe **CAVALIER** - Alain **DELMAS** - Christophe **FROMENT** - Bastien **GIACOBBI** - Romain **JEANJEAN** - Bernard **MAURY** - Elisabeth **MUYS** - Bernadette **NEGROS** – Séverine **PEYRETOUT** - Jean-Michel **PINAULT** - François **RODRIGUEZ** - Martine **RODRIGUEZ** - Alain **ROUGET** - Jérôme **SINTES** -Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **11**

- Pour le collège des communes :
  1. *Nicole **ANTOINE** donne son pouvoir à Jean-Michel **PINAULT***
  2. *Marie-Chantal **CALMES** donne son pouvoir à Julie **ALRIQUET***
  3. *Régis **COLSON** donne son pouvoir à Bernard **MAURY***
  4. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Nicolas **WOHREL***
  5. *Florence **DELORT** donne son pouvoir à **Elisabeth MUYS***
  6. *Aurélie **ESON** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT***
  7. *Victorien **GENIEZ** donne son pouvoir à Jérôme **SINTES***
  8. *Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Bernadette **NEGROS***
  9. *Franck **LE MOUTON-MAZIERES** donne son pouvoir à Romain **JEANJEAN***
  10. *Dominique **MAURY** donne son pouvoir à Philippe **CAVALIER***
  11. *Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Alain **DELMAS***

Absents / Excusés : **19**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  *Gérard **CAILHOL** - Sébastien **CROS***

- Pour le collège des communes : **17**
  *Caroline **ASTRUC** - Jean-Marc **BEA** – Christine **BEDEL** - Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** – Guy **CAZOTTES** – Christian **GINESTE** - Sylvain **GOLEO** - Philippe **GOUT** - Alain **JOSEPH** - Mathieu **LAMBRECHT** – Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Loïc **MARLAS** - Philippe **RAMONDENC** - Michel **SENTY** - Mickaël **THOMAS** – Didier **VIDAL***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_003-DE
Reçu le 22/01/2025

Le personnel du Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) relève du droit privé.

Les frais supportés par un salarié, dans le cadre des missions confiées hors de la résidence administrative et de la résidence familiale, sont remboursés par le syndicat mixte du Parc à l'appui d'un ordre de mission préalablement établi et accepté par la Direction et/ou le Président.

Frais de transport

Le salarié s'engage à utiliser de préférence les véhicules de la collectivité mis à disposition.

Dans tous les cas, le salarié qui se déplace choisit le moyen de transport au tarif le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Les frais de transports en commun, de stationnement et de péage sont pris en charge au réel sur présentation des justificatifs.

A titre exceptionnel, et lorsque les besoins de service sont supérieurs à la capacité du parc automobile du syndicat mixte, le salarié peut utiliser un véhicule personnel adapté à ses fonctions et en règle vis à vis des règlements de police et de circulation. En contrepartie de cet usage professionnel, le syndicat mixte du Parc remboursera les frais kilométriques occasionnés sur la base des indemnités kilométriques en vigueur applicables dans la fonction publique territoriale ; elles varient selon la puissance du véhicule et la distance parcourue. Ce barème, communiqué à chaque réactualisation, figure sur l'état de frais de mission. Le salarié devra présenter une copie de la carte grise de son véhicule personnel. En revanche les frais d'assurance ou de réparation en cas d'accident, ne sont pas pris en charge. Le contrat d'assurance personnel du salarié doit intégrer l'usage professionnel du véhicule.

Frais de repas

Les salariés du SPANC du syndicat mixte du Parc bénéficient de tickets restaurant.

La prise en charge de frais de repas peut venir se substituer dans le cadre d'un déplacement professionnel ou d'un déjeuner de travail.
Par dérogation, si le déjeuner de travail a lieu sur la résidence administrative, il pourra être pris en charge à l'appui d'un certificat administratif signé par l'ordonnateur.

Le salarié doit présenter un justificatif (note du restaurant) et, le remboursement pour frais de repas ne doit pas conduire à rembourser au salarié plus que ce qu'il a réellement dépensé.

La prise en charge se fera donc à la hauteur des frais de repas engagés par le salarié dans la stricte limite du plafond du forfait en vigueur déterminé par le barème des remboursements de frais applicable dans la fonction publique territoriale (à ce jour, ce forfait est fixé à 20 euros par repas).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_003-DE
Reçu le 22/01/2025

Frais d'hébergement

Les frais d'hébergement (hôtel) sont également pris en charge de manière forfaitaire et sont plafonnés aux barèmes de la fonction publique territoriale (à ce jour, en France métropolitaine le barème est fixé à 90€, sur les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris à 120€ et sur la commune de Paris à 140€).

Depuis 2013, le comité syndical du Parc a mis un système de remboursement aux frais réels pour, si nécessaire, déroger au forfait sur les hébergements des missions en région parisienne et en métropoles.
A partir de 2025, il est proposé d'étendre cette dérogation à tous les hébergements de toutes les destinations sans distinction sur le nombre d'habitants de la ville d'accueil.
Le système forfaitaire habituellement applicable apparaît inopérant sur toutes les missions dans la mesure où les prix de l'offre hôtelière sont supérieurs au montant forfaitaire prévu par la réglementation.

Dans tous les cas, le remboursement de frais d'hébergement se fera sur présentation d'un justificatif et il ne doit pas conduire à rembourser à un agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

Monsieur le Président propose au Comité syndical du SPANC de valider cette procédure de prise en charge des frais de missions applicable sur l'année 2025.

VOTE :	Pour : **31**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette procédure et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_003-DE
Reçu le 22/01/2025

Délibération PNRGC n°2025-004 du Comité syndical du 17 janvier 2025

Désignation d'un membre complémentaire au Bureau syndical du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses

Etaient présents les représentants suivants : **63**

- Pour le collège de la Région : **2**
  *Clément **CARLES** – Emmanuelle **GAZEL***

- Pour le collège des Départements : **3**
  *Monique **ALIES** – Jacques **RIGAUD** – Hélène **RIVIERE***

- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  *Jean **CAPEL** – Esther **CHUREAU** - Richard **FIOL**- Thierry **PEREZ LAFONT** - Sophie **PRADEL** – Jean-Luc **REQUI** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **50**
  *Loïc **ALMERAS** – Julie **ALRIQUET** - Roselyne **AMALRIC-VUAGNAT** – Jacques **ARLES** - Marie-Pierre **AUTET** - Luc **BEVILACQUA** - Ghislain **CABAL-ZINCK** - Nelly **CABANES** - Philippe **CAVALIER** – Marie-Rose **COMBES** - Roger **CORROCHANO** - Jonathan **COSTES** - Jean-Luc **CROUZET** - Sébastien **DAVID** - Alain **DELMAS** - Daniel **FABRE** - Christophe **FROMENT** – Bastien **GIACOBBI** - Bernard **GOUJON** - Antoine **GOUTELLE** - Edmond **GROS** – Jean-Pierre **HERVAS**– Franck **ISSERT** - Romain **JEANJEAN** - Yann **JEANNIN** – Danièle **JOSEPH** – Gaëlle **LEVEQUE** - Bernard **MAURY** - Christiane **MAURY** - Lauric **MERLAN** – Elisabeth **MUYS** - Bernadette **NEGROS** – Maxime **PETRAUD** - Séverine **PEYRETOUT** - Jean-Michel **PINAULT** - Céline **RENAUD** – Jean-Luc **RICARD** - François **RODRIGUEZ** - Martine **RODRIGUEZ** - Frédéric **ROIG** – Christophe **ROMO** – Alain **ROUGET** -- Jean-Philippe **SABATHIER** - Jean-Marc **SAUVIER** - André **SERIN** - Michel **SIMONIN** - Jérôme **SINTES** - Benoit **SOLIER** – Claire **VAN DER HORST** –-Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec **pouvoir** les représentants suivants : **33**

- **Pour le collège de la Région : 2**

  *Fadilha **BENAMMAR KOLY** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL***
  *Christine **SAHUET** donne son pouvoir à Clément **CARLES***

- **Pour le collège des Départements : 1**

  *Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à Monique **ALIES***

- **Pour le collège des groupements de communes : 1**

  *Philippe **LEPETIT** donne son pouvoir à Ester **CHUREAU***

- **Pour le collège des communes : 29**

  1. *Eloi **ALBET** - donne son pouvoir à François RODRIGUEZ*
  2. *Nicole **ANTOINE** donne son pouvoir à Jean-Michel **PINAULT***
  3. *Yves **BIOULAC** donne son pouvoir à Christophe **ROMO***
  4. *Yves **BOUSQUET** donne son pouvoir à Maxime **PETRAUD***
  5. *Jean-Louis **CABANES** donne son pouvoir à Benoît **SOLIER***
  6. *Marie-Chantal **CALMES** donne son pouvoir à Julie **ALRIQUET***
  7. *Claude **CHIBAUDEL** donne son pouvoir à Roger **CORROCHANO***
  8. *Laure **CLEMENT** donne son pouvoir à Sébastien **DAVID***
  9. *Régis **COLSON** donne son pouvoir à Bernard **MAURY***
  10. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Nicolas **WOHREL***
  11. *Florence **DELORT** donne son pouvoir à **Elisabeth MUYS***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_004-DE
Reçu le 22/01/2025

12. *Elisabeth* ***DODINET*** *donne son pouvoir à Orianne* ***BOYER***
13. *Monika* ***DUVINAGE*** *donne son pouvoir à Céline* ***RENAUD***
14. *Aurélie* ***ESON*** *donne son pouvoir à Séverine* ***PEYRETOUT***
15. *Victorien* ***GENIEZ*** *donne son pouvoir à Jérôme* ***SINTES***
16. *Philippe* ***GIGANON*** *donne son pouvoir à Daniel* ***FABRE***
17. *Christophe* ***HURAULT*** *donne son pouvoir à Roselyne* ***AMALRIC VUAGNAT***
18. *Marie* ***JEANJEAN*** *donne son pouvoir à Bernadette* ***NEGROS***
19. *Michel* ***LEBLOND*** *donne son pouvoir à Michel* ***SIMONIN***
20. *Franck* ***LE MOUTON-MAZIERES*** *donne son pouvoir à Romain* ***JEANJEAN***
21. *Dominique* ***MAURY*** *donne son pouvoir à Philippe* ***CAVALIER***
22. *Philippe* ***MEJANE*** *donne son pouvoir à Jean-Philippe* ***SABATHIER***
23. *Bernadette* ***PAILHAS*** *donne son pouvoir à Alain* ***DELMAS***
24. *Nathalie* ***PALMIER*** *donne son pouvoir à Christiane* ***MAURY***
25. *Viviane* ***RAMONDENC*** *donne son pouvoir à Edmond* ***GROS***
26. *Daniel* ***ROUSSEL*** *donne son pouvoir à Yann* ***JEANNIN***
27. *Arnaud* ***VIALA*** *donne son pouvoir à Jonathan* ***COSTES***
28. *Yves* ***VIALA*** *donne son pouvoir à Claire* ***VAN DER HORST***
29. *Marina* ***VIDAL CONDAMINES*** *donne son pouvoir à Jean-Luc CROUZET*

Absents / Excusés : **47**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  Jean-Michel ***ARNAL*** *- Gérard* ***CAILHOL***

- Pour le collège des communes : **45**
  Guilhem ***ALLEMAN*** *– Caroline* ***ASTRUC*** *- Philippe* ***BAYLET*** *- Jean-Marc* ***BEA*** *- Christine* ***BEDEL*** *- Didier* ***BEREAUX*** *- Jean-Marie* ***BODT*** *– Adrien* ***BOUDES*** *- Christian* ***BOUDES*** *– Ludovic* ***CAMPO*** *– Alain* ***CARLES*** *- Arlette* ***CAZABONNE*** *- Guy* ***CAZOTTES*** *- Michel* ***COMBES*** *- Vincent* ***COURTEAUX*** *- Anne* ***CROS*** *- Francis* ***CULIE*** *- Natacha* ***CUNTY*** *- Luc* ***DONNADIEU*** *- Nathalie* ***GARRIGUES*** *- Emmanuelle* ***GASCOIN*** *– Christian* ***GINESTE*** *- Sylvain* ***GOLEO*** *– Philippe* ***GOUT*** *- Alain* ***JOSEPH*** *– Jean-Michel* ***LADET*** *- Robert* ***LADET*** *- Mathieu* ***LAMBRECHT*** *– Bernard* ***LAUTREC*** *- François* ***LEROY*** *– Aimé* ***MAJOREL*** *- Magali* ***MALINOWSKI-BERTRAND*** *- Loïc* ***MARLAS*** *- Françoise* ***OLIVIER*** *- Pierre* ***PANTANELLA*** *– Gilles* ***PLET*** *– Gaétan* ***PRIVAT*** *- Philippe* ***RAMONDENC*** *- Elian* ***ROQUES*** *– Guy* ***SALES*** *- Jean- Michel* ***SENTY*** *- Claude* ***SOUYRIS*** *- Mickaël* ***THOMAS*** *- Jean* ***TRINQUIER*** *– Didier* ***VIDAL*** *- Michel* ***WOLKOWISKI***

- Vu le code Général des Collectivités Territoriales plus particulièrement les articles L.5211-2, L.5211-10, L.2122 -4 alinéa 1, L.2121-7
- Vu les statuts du Syndicat Mixte du PNR des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024
- Vu la délibération n°2024-005 en date du 15 mars 2024 du Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses
- Considérant l'élection de la Vice-présidence au titre de la compétence SPANC à la suite de la démission de Jean-François DUMAS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_004-DE
Reçu le 22/01/2025

Désignation d'un membre complémentaire du Bureau du Syndicat mixte du PNR des Grands Causses

A la suite de la démission de Jean-François DUMAS, il convient de désigner un membre du bureau complémentaire au titre du collège des Communes

Daniel FABRE, membre du collège des communes, est le seul candidat déclaré.

Il est ensuite proposé de passer au vote.

Le vote est organisé

Décision

A l'issue du vote, les résultats sont les suivants :

Daniel FABRE : **96** voix
Bulletins blancs : 0
Bulletins nuls : 0

Daniel FABRE est élu membre du Bureau syndical du Parc naturel régional des Grands Causses au titre du collège des communes.

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_004-DE
Reçu le 22/01/2025

Délibération PNRGC n°2025-005 du Comité syndical du 17 janvier 2025

Désignation d'un nouveau représentant pour remplacer Jean-François DUMAS auprès des organismes extérieurs et désignation d'un représentant au Comité Régional de la Biodiversité

Etaient présents les représentants suivants : **63**

- Pour le collège de la Région : **2**
  *Clément **CARLES** – Emmanuelle **GAZEL***

- Pour le collège des Départements : **3**
  *Monique **ALIES** – Jacques **RIGAUD** – Hélène **RIVIERE***

- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  *Jean **CAPEL** – Esther **CHUREAU** - Richard **FIOL**- Thierry **PEREZ LAFONT** - Sophie **PRADEL** – Jean-Luc **REQUI** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **50**
  *Loïc **ALMERAS** – Julie **ALRIQUET** - Roselyne **AMALRIC-VUAGNAT** – Jacques **ARLES** - Marie-Pierre **AUTET** - Luc **BEVILACQUA** - Ghislain **CABAL-ZINCK** - Nelly **CABANES** - Philippe **CAVALIER** – Marie-Rose **COMBES** - Roger **CORROCHANO** - Jonathan **COSTES** - Jean-Luc **CROUZET** - Sébastien **DAVID** - Alain **DELMAS** - Daniel **FABRE** - Christophe **FROMENT** – Bastien **GIACOBBI** - Bernard **GOUJON** - Antoine **GOUTELLE** - Edmond **GROS** – Jean-Pierre **HERVAS**– Franck **ISSERT** - Romain **JEANJEAN** - Yann **JEANNIN** – Danièle **JOSEPH** – Gaëlle **LEVEQUE** - Bernard **MAURY** - Christiane **MAURY** - Lauric **MERLAN** – Elisabeth **MUYS** - Bernadette **NEGROS** – Maxime **PETRAUD** - Séverine **PEYRETOUT** - Jean-Michel **PINAULT** - Céline **RENAUD** – Jean-Luc **RICARD** - François **RODRIGUEZ** - Martine **RODRIGUEZ** - Frédéric **ROIG** – Christophe **ROMO** – Alain **ROUGET** -- Jean-Philippe **SABATHIER** - Jean-Marc **SAUVIER** - André **SERIN** - Michel **SIMONIN** - Jérôme **SINTES** - Benoit **SOLIER** – Claire **VAN DER HORST** --Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec **pouvoir** les représentants suivants : **33**

- **Pour le collège de la Région : 2**

  *Fadilha **BENAMMAR KOLY** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL***
  *Christine **SAHUET** donne son pouvoir à Clément **CARLES***

- **Pour le collège des Départements : 1**

  *Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à Monique **ALIES***

- **Pour le collège des groupements de communes : 1**

  *Philippe **LEPETIT** donne son pouvoir à Ester **CHUREAU***

- **Pour le collège des communes : 29**

  1. *Eloi **ALBET** - donne son pouvoir à François RODRIGUEZ*
  2. *Nicole **ANTOINE** donne son pouvoir à Jean-Michel **PINAULT***
  3. *Yves **BIOULAC** donne son pouvoir à Christophe **ROMO***
  4. *Yves **BOUSQUET** donne son pouvoir à Maxime **PETRAUD***
  5. *Jean-Louis **CABANES** donne son pouvoir à Benoît **SOLIER***
  6. *Marie-Chantal **CALMES** donne son pouvoir à Julie **ALRIQUET***
  7. *Claude **CHIBAUDEL** donne son pouvoir à Roger **CORROCHANO***
  8. *Laure **CLEMENT** donne son pouvoir à Sébastien **DAVID***
  9. *Régis **COLSON** donne son pouvoir à Bernard **MAURY***
  10. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Nicolas **WOHREL***
  11. *Florence **DELORT** donne son pouvoir à **Elisabeth MUYS***
  12. *Elisabeth **DODINET** donne son pouvoir à Orianne **BOYER***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_005-DE
Reçu le 22/01/2025

13. Monika **DUVINAGE** donne son pouvoir à Céline **RENAUD**
14. Aurélie **ESON** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
15. Victorien **GENIEZ** donne son pouvoir à Jérôme **SINTES**
16. Philippe **GIGANON** donne son pouvoir à Daniel **FABRE**
17. Christophe **HURAULT** donne son pouvoir à Roselyne **AMALRIC VUAGNAT**
18. Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Bernadette **NEGROS**
19. Michel **LEBLOND** donne son pouvoir à Michel **SIMONIN**
20. Franck **LE MOUTON-MAZIERES** donne son pouvoir à Romain **JEANJEAN**
21. Dominique **MAURY** donne son pouvoir à Philippe **CAVALIER**
22. Philippe **MEJANE** donne son pouvoir à Jean-Philippe **SABATHIER**
23. Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Alain **DELMAS**
24. Nathalie **PALMIER** donne son pouvoir à Christiane **MAURY**
25. Viviane **RAMONDENC** donne son pouvoir à Edmond **GROS**
26. Daniel **ROUSSEL** donne son pouvoir à Yann **JEANNIN**
27. Arnaud **VIALA** donne son pouvoir à Jonathan **COSTES**
28. Yves **VIALA** donne son pouvoir à Claire **VAN DER HORST**
29. Marina **VIDAL CONDAMINES** donne son pouvoir à Jean-Luc CROUZET

Absents / Excusés : **48**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  Jean-Michel **ARNAL** - Gérard **CAILHOL**

- Pour le collège des communes : **46**
  Guilhem **ALLEMAN** – Caroline **ASTRUC** - Philippe **BAYLET** - Jean-Marc **BEA** - Christine **BEDEL** - Didier **BEREAUX** - Jean-Marie **BODT** – Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** – Ludovic **CAMPO** – Alain **CARLES** - Arlette **CAZABONNE** - Guy **CAZOTTES** - Michel **COMBES** - Vincent **COURTEAUX** - Anne **CROS** - Francis **CULIE** - Natacha **CUNTY** - Luc **DONNADIEU** - Nathalie **GARRIGUES** - Emmanuelle **GASCOIN** – Christian **GINESTE** - Sylvain **GOLEO** – Philippe **GOUT** - Alain **JOSEPH** – Jean-Michel **LADET** - Robert **LADET** - Mathieu **LAMBRECHT** – Bernard **LAUTREC** - François **LEROY** – Aimé **MAJOREL** - Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Loïc **MARLAS** - Françoise **OLIVIER** - Pierre **PANTANELLA** – Gilles **PLET** – Gaétan **PRIVAT** - Philippe **RAMONDENC** - Elian **ROQUES** – Guy **SALES** - Jean- Michel **SENTY** - Claude **SOUYRIS** - Mickaël **THOMAS** - Jean **TRINQUIER** – Didier **VIDAL** - Michel **WOLKOWISKI**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_005-DE
Reçu le 22/01/2025

Vu la délibération n° 2024-011 en date du 29 mars 2024 du Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses

A la suite de la démission de Jean-François DUMAS, il convient de le remplacer au sein des structures dont il était le représentant, à savoir :

- Le CDESI (Commission Départementale des Espaces Sites et Itinéraires (représentant)
- La Commission de sélection des offres et la Commission d'appel d'offres du Parc (représentant titulaire)
- Le Conseil d'exploitation de la régie du SPANC (Président)
- Commission locale de l'eau du SAGE Tarn amont (représentant)
- Le CPIE du Rouergue (représentant titulaire)

Il convient par ailleurs de nommer un représentant pour siéger au Comité Régional de la Biodiversité.

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	4			4	4
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	9	0	0	11	9
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	79	0	0	125	79
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	96	0	0	144	96
	résultats relatifs	**100,00**	0,00	0,00		

Ouï cet exposé et après avoir délibéré, les membres du Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses adoptent à l'unanimité la représentation du Parc auprès de diverses instances ou organismes extérieurs telle que présentée dans le tableau en annexe.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_005-DE
Reçu le 22/01/2025

Représentation du Parc naturel régional des Grands Causses au sein des instances et organismes extérieurs

2025

Version du 17 janvier 2025

Organisme/Instance	Représentation	Désignation
ADEFPAT (Association pour le Développement par la Formation des Projets, Acteurs et Territoires)	1 représentant titulaire	Edmond GROS
	1 représentant suppléant	Thierry PEREZ LAFONT
Agence de développement touristique de l'Aveyron (Assemblée générale)	1 représentant	Bouchra EL MEROUANI
ARB (Agence régionale pour la Biodiversité)	1 représentant	Christophe LABORIE
AREC (Agence Régionale de l'Énergie et du Climat Occitanie)	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
Association de préfiguration pour la création d'une plateforme d'approvisionnement alimentaire territoriale de l'Aveyron	2 représentants	Richard FIOL Jacques ARLES
Assemblée des Territoires Région Occitanie	2 représentants	Séverine PEYRETOUT
		Cyril TOUZET
Association Aveyron Énergie-Bois (Conseil d'administration)	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
ATMO Occitanie	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
Aveyron Ambition Attractivité (Assemblée générale)	1 représentant	Jonathan COSTES
Aveyron Culture	1 représentant	Richard FIOL
Aveyron Ingénierie	1 représentant titulaire	Edmond GROS
C3R (Conseil d'orientation et de coordination (COC) du Centre de Ressources du Rayon de Roquefort)	1 représentant suppléant	Richard FIOL
	1 représentant	Cyril TOUZET
CAUE de l'Aveyron (Conseil en Architecture, Urbanisme et Environnement de l'Aveyron) (Assemblée générale)	1 représentant	Thierry PEREZ LAFONT
CAUSSES ENERGIA	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
CDESI (Commission départementale des Espaces Sites et Itinéraires)	1 représentant	Jacques ARLES
Comité Régional de la Biodiversité	1 représentant titulaire	Christophe LABORIE
	1 représentant suppléant	Loïc ALMERAS
Commission de sélection des offres du Parc **Commission d'Appel d'Offres du Parc**	Le Président	Richard FIOL
	5 membres titulaires	Séverine PEYRETOUT
		Thierry PEREZ-LAFONT
		Bernard SIRGUE
		Jacques ARLES
		François RODRIGUEZ
	5 membres suppléants	Cyril TOUZET
		Edmond GROS
		Michel DURAND
		Christophe LABORIE
		Gaëlle LEVEQUE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_005-DE
Reçu le 22/01/2025

Organisme/Instance	Représentation	Désignation
Conseil d'exploitation de la régie du SPANC	Le Président	Richard FIOL
	3 membres	Thierry PEREZ-LAFONT
		Jacques ARLES
		François RODRIGUEZ
Commission Départementale des Risques Naturels Majeurs (CDRNM)	1 représentant titulaire	Cyril TOUZET
	1 représentant suppléant	Jacques ARLES
Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites		
• **Formation spécialisée « SITES ET PAYSAGES »**	1 représentant titulaire	Michel DURAND
	1 représentant suppléant	Joël ESPINASSE
• **Formation spécialisée « UNITES TOURISTIQUES NOUVELLES »**	1 représentant titulaire	Loïc ALMERAS
	1 représentant suppléant	Joël ESPINASSE
• **Formation spécialisée « ENERGIE EOLIENNE »**	1 représentant titulaire	Cyril TOUZET
	1 représentant suppléant	Jacques ARLES
Commission locale de l'eau du SAGE Tarn amont	1 représentant	Loïc ALMERAS
Commission locale de l'eau du SAGE Lot amont	1 représentant	Sébastien CROS
Commission locale de l'eau du SAGE Viaur	1 représentant	Arnaud VIALA
CPIE du Rouergue (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Rouergue) (Conseil d'administration)	2 membres titulaires	Martine RODRIGUEZ
		Séverine PEYRETOUT
	2 membres suppléants	Jean-Michel PINAULT
		Jacques ARLES
Entente interdépartementale des Causses et des Cévennes (Conseil d'administration)	1 représentant titulaire	Richard FIOL
	1 représentant suppléant	Edmond GROS
Fédération des Parcs naturels régionaux de France	Le Président ou son représentant (mandaté à cet effet)	Richard FIOL
	1 autre représentant	Emmanuelle GAZEL
Fédération des SCoT	Le Président	Richard FIOL
	1 représentant suppléant	Cyril TOUZET
Géoparc Terres d'Hérault (Comité stratégique)	1 représentant titulaire	Fadilha BENAMMAR KOLY
	1 représentant suppléant	Jean-Michel PINAULT
InterParcs Occitanie (Assemblée générale)	Le Président ou son représentant (mandaté à cet effet)	Richard FIOL
	1 autre représentant	Emmanuelle GAZEL
IPAMAC (Association Inter PArcs MAssif Central)	2 représentants titulaires	Richard FIOL
		Edmond GROS
	1 représentant suppléant	Emmanuelle GAZEL
Parlement de la Montagne – Région Occitanie	1 représentant	Séverine PEYRETOUT
SCIC Mobilib	1 représentant titulaire	Richard FIOL
SCIC Rézo Pouce	1 représentant titulaire	Richard FIOL
	1 représentant suppléant	Séverine PEYRETOUT
SMICA (Syndicat Mixte pour l'Informatisation des Collectivités Aveyronnaises)	1 représentant	Bernard SIRGUE
UPRA Lacaune (Unité Pour la Race Lacaune) (Assemblée générale)	1 représentant	Jacques ARLES

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_005-DE
Reçu le 22/01/2025

Délibération PNRGC – SCOT – SPANC n°2025-006

du Comité syndical du 17 janvier 2025

Rapport d'Orientation Budgétaire 2025

Etaient présents les représentants suivants : **63**

- Pour le collège de la Région : **2**
  *Clément **CARLES** – Emmanuelle **GAZEL***

- Pour le collège des Départements : **3**
  *Monique **ALIES** – Jacques **RIGAUD** – Hélène **RIVIERE***

- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  *Jean **CAPEL** – Esther **CHUREAU** - Richard **FIOL**- Thierry **PEREZ LAFONT** - Sophie **PRADEL** – Jean-Luc **REQUI** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **50**
  *Loïc **ALMERAS** – Julie **ALRIQUET** - Roselyne **AMALRIC-VUAGNAT** – Jacques **ARLES** - Marie-Pierre **AUTET** - Luc **BEVILACQUA** - Ghislain **CABAL-ZINCK** - Nelly **CABANES** - Philippe **CAVALIER** – Marie-Rose **COMBES** - Roger **CORROCHANO** - Jonathan **COSTES** - Jean-Luc **CROUZET** - Sébastien **DAVID** - Alain **DELMAS** - Daniel **FABRE** - Christophe **FROMENT** – Bastien **GIACOBBI** - Bernard **GOUJON** - Antoine **GOUTELLE** - Edmond **GROS** – Jean-Pierre **HERVAS**– Franck **ISSERT** - Romain **JEANJEAN** - Yann **JEANNIN** – Danièle **JOSEPH** – Gaëlle **LEVEQUE** - Bernard **MAURY** - Christiane **MAURY** - Lauric **MERLAN** – Elisabeth **MUYS** - Bernadette **NEGROS** – Maxime **PETRAUD** - Séverine **PEYRETOUT** - Jean-Michel **PINAULT** - Céline **RENAUD** – Jean-Luc **RICARD** - François **RODRIGUEZ** - Martine **RODRIGUEZ** - Frédéric **ROIG** – Christophe **ROMO** – Alain **ROUGET** -- Jean-Philippe **SABATHIER** - Jean-Marc **SAUVIER** - André **SERIN** - Michel **SIMONIN** - Jérôme **SINTES** - Benoit **SOLIER** – Claire **VAN DER HORST** --Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec **pouvoir** les représentants suivants : **33**

- **Pour le collège de la Région : 2**

  *Fadilha **BENAMMAR KOLY** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL***
  *Christine **SAHUET** donne son pouvoir à Clément **CARLES***

- **Pour le collège des Départements : 1**

  *Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à Monique **ALIES***

- **Pour le collège des groupements de communes : 1**

  *Philippe **LEPETIT** donne son pouvoir à Ester **CHUREAU***

- **Pour le collège des communes : 29**

  1. *Eloi **ALBET** - donne son pouvoir à François RODRIGUEZ*
  2. *Nicole **ANTOINE** donne son pouvoir à Jean-Michel **PINAULT***
  3. *Yves **BIOULAC** donne son pouvoir à Christophe **ROMO***
  4. *Yves **BOUSQUET** donne son pouvoir à Maxime **PETRAUD***
  5. *Jean-Louis **CABANES** donne son pouvoir à Benoît **SOLIER***
  6. *Marie-Chantal **CALMES** donne son pouvoir à Julie **ALRIQUET***
  7. *Claude **CHIBAUDEL** donne son pouvoir à Roger **CORROCHANO***
  8. *Laure **CLEMENT** donne son pouvoir à Sébastien **DAVID***
  9. *Régis **COLSON** donne son pouvoir à Bernard **MAURY***
  10. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Nicolas **WOHREL***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

11. Florence **DELORT** donne son pouvoir à **Elisabeth MUYS**
12. Elisabeth **DODINET** donne son pouvoir à Orianne **BOYER**
13. Monika **DUVINAGE** donne son pouvoir à Céline **RENAUD**
14. Aurélie **ESON** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
15. Victorien **GENIEZ** donne son pouvoir à Jérôme **SINTES**
16. Philippe **GIGANON** donne son pouvoir à Daniel **FABRE**
17. Christophe **HURAULT** donne son pouvoir à Roselyne **AMALRIC VUAGNAT**
18. Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Bernadette **NEGROS**
19. Michel **LEBLOND** donne son pouvoir à Michel **SIMONIN**
20. Franck **LE MOUTON-MAZIERES** donne son pouvoir à Romain **JEANJEAN**
21. Dominique **MAURY** donne son pouvoir à Philippe **CAVALIER**
22. Philippe **MEJANE** donne son pouvoir à Jean-Philippe **SABATHIER**
23. Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Alain **DELMAS**
24. Nathalie **PALMIER** donne son pouvoir à Christiane **MAURY**
25. Viviane **RAMONDENC** donne son pouvoir à Edmond **GROS**
26. Daniel **ROUSSEL** donne son pouvoir à Yann **JEANNIN**
27. Arnaud **VIALA** donne son pouvoir à Jonathan **COSTES**
28. Yves **VIALA** donne son pouvoir à Claire **VAN DER HORST**
29. Marina **VIDAL CONDAMINES** donne son pouvoir à Jean-Luc CROUZET

Absents / Excusés : **47**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  *Jean-Michel **ARNAL** - Gérard **CAILHOL***

- Pour le collège des communes : **45**
  *Guilhem **ALLEMAN** – Caroline **ASTRUC** - Philippe **BAYLET** - Jean-Marc **BEA** - Christine **BEDEL** - Didier **BEREAUX** - Jean-Marie **BODT** – Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** – Ludovic **CAMPO** – Alain **CARLES** - Arlette **CAZABONNE** - Guy **CAZOTTES** - Michel **COMBES** - Vincent **COURTEAUX** - Anne **CROS** - Francis **CULIE** - Natacha **CUNTY** - Luc **DONNADIEU** - Nathalie **GARRIGUES** - Emmanuelle **GASCOIN** – Christian **GINESTE** - Sylvain **GOLEO** – Philippe **GOUT** - Alain **JOSEPH** – Jean-Michel **LADET** - Robert **LADET** - Mathieu **LAMBRECHT** – Bernard **LAUTREC** - François **LEROY** – Aimé **MAJOREL** - Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Loïc **MARLAS** - Françoise **OLIVIER** - Pierre **PANTANELLA** – Gilles **PLET** – Gaétan **PRIVAT** - Philippe **RAMONDENC** - Elian **ROQUES** – Guy **SALES** - Jean- Michel **SENTY** - Claude **SOUYRIS** - Mickaël **THOMAS** - Jean **TRINQUIER** – Didier **VIDAL** - Michel **WOLKOWISKI***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Dans la continuité du budget 2024, l'exercice 2025 s'inscrit dans le cadre de la nouvelle Charte 2024 – 2039 sur un territoire élargi avec 119 communes adhérentes - 93 du Département de l'Aveyron et 26 du Département de l'Hérault - et, de nouveaux statuts prévoyant de nouvelles dispositions financières et comptables intégrant cet élargissement avec les contributions des nouvelles communes du Département de l'Hérault ainsi que les contributions statutaires de sept intercommunalités.

A la suite de plusieurs années marquées par un contexte inflationniste avec de fortes tensions sur la trésorerie, l'année 2024 a été plus sereine grâce notamment à l'augmentation des recettes statutaires ainsi qu'aux mesures mises en place pour faire face à l'augmentation des frais de structure.

Pour l'année 2025, il convient toutefois de rester prudent car les frais de structure resteront impactés par :

- La masse salariale avec la majoration des taux des cotisations sociales au 1er janvier 2025 avec notamment la prévision d'une hausse de 4 points des cotisations des employeurs territoriaux pour combler le déficit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) présentée en Conseil des Ministres du 10/10/2024 dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025. Tout ceci à rajouter aux différents sauts d'échelon d'ancienneté appliqués à l'ensemble du personnel (fonctionnaires et contractuels) et aux éventuels avancements de grade.
- Les coûts de carburant liés aux déplacements des équipes dans les communes et notamment du fait de l'extension.
- Les tarifs des différents contrats d'assurance, de maintenance, d'entretien et, de fourniture sont également orientés à la hausse dans des tendances égales ou supérieures à l'inflation moyenne constatée à 1.20% en 2024 (en octobre 2024, les prix à la consommation augmentent de 1.20% sur un an).
- La charge nouvelle liée à la location auprès de la CCI du parking (dit P3) jusqu'ici mis à disposition à titre gracieux dans le cadre de l'achat du siège du PNR, permettant de stationner les véhicules de services et les véhicules des agents du syndicat mixte du Parc et des services de la DDT.

Il convient de noter que l'isolation du siège, le mode de chauffage au bois, l'autoconsommation électrique et la flotte hybride ou électrique protègent quelque peu le budget du Syndicat.

Du côté des recettes, à la suite de l'augmentation globale des recettes liées aux dotations statutaires en 2024 dans le cadre des nouveaux statuts, il n'est pas prévu d'augmentation en 2025.

Il est également proposé, pour 2025, le maintien des tarifs des mises à disposition de services et de personnel auprès des collectivités membres du Syndicat mixte, réévalués en 2023 (pour rappel : 300€ par jour pour l'équipe d'agent d'entretien de l'espace rural et 370€ par jour pour les prestations d'ingénierie).
En parallèle, la réussite à différents appels à projets et l'obtention de subventions sur différents programmes permettront la poursuite de la valorisation de la structure dans le plan d'action (notamment via les AAP).
Par ailleurs, le Syndicat mixte doit composer avec des tensions sur sa trésorerie du fait des effets conjugués de retard de paiement de plusieurs partenaires, des retards pris par le programme Leader et des modalités comptables de plusieurs appels à projet.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

DEPENSES DE PERSONNEL

Au 1er janvier 2025 l'effectif de la compétence générale est composé de 22 fonctionnaires territoriaux, 1 agent en CDI « Contrat à Durée Indéterminée » et 13 agents en CDD « Contrat à durée déterminée ».

22 fonctionnaires, 12 CDD et 1 CDI exercent le travail à temps complet ; 1CDD est à temps partiel au taux de 80%, 1 CDD est en temps partagé avec la compétence SPANC et 2 fonctionnaires sont détachés sur un contrat de projet sur le programme d'action. Il convient de noter qu'aucun temps partiel n'est imposé par l'employeur mais relève de choix individuels des agents.

Au total, l'équivalent temps plein (ETP) de la compétence générale (permanent et plan d'action) est au 1er janvier 2025 de 35,80 (36 agents).

L'effectif financé sur le budget SCoT correspond à 1 fonctionnaire à temps plein mutualisé à 60% sur le budget SCoT et à 40% sur le budget principal de la compétence générale, tandis que l'effectif du budget SPANC correspond à 5 agents à temps complet en CDI de droit privé, soit 5 ETP et 1 CDD en temps partagé avec la compétence générale.

Au 1er janvier 2025, l'effectif complet toutes compétences confondues est de 42 personnes représentant 41,80 ETP.

Au 1er janvier 2025, le coût total (équipe permanente et contractuels liés à l'équipe AEER « Agent d'Entretien de l'Espace Rural » et aux appels à projet ou au plan d'action) du poste personnel relevant du budget général est de 1 944 000€ à minorer de 20 000€ correspondants aux remboursements des assurances pour « maladie », soit un total de 1 924 000€.

Sur l'année 2025 sont programmés quatre recrutements dont deux sur de nouvelles missions financées dans le cadre du plan d'actions (recrutements de deux chargé(es) de mission ZAN et itinérance) et deux recrutements saisonniers (2 x 6 mois) pour renforcer l'équipe AEER représentant un coût de 119 500 euros.

En 2025, en intégrant les recrutements prévisionnels énoncés, cette dépense est constituée pour 1 365 000€ par le coût des emplois permanents occupés par des fonctionnaires et un CDI, pour 698 500€ pour les emplois occupés en CDD dont 99 500€ pour les AEER, 86 000€ pour les emplois occupés sur des postes structurels et 513 000€ sur les postes liés à la mise en œuvre du plan d'actions et donc financés par ce biais.

En 2024, le poste rémunération indiciaire des fonctionnaires représentera environ 261 500€.

- La nouvelle bonification indiciaire 11 500,00 €
- Le régime indemnitaire 250 000,00 €

Le temps effectif des agents à temps complet correspond à 1 607 heures annuelles, décomptées pour tous les agents sédentaires au siège par le biais d'un système de « pointeuse », tandis que les autres agents (chargés de mission, techniciens) fonctionnent sous le système du forfait jour (cf. accord cadre temps de travail).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

DETTE

La dette du Syndicat est exclusivement constituée d'un prêt de 900 000 € contracté en 2017 auprès du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour une durée de 25 années à taux fixe de 2,73 % (renégocié en 2019 au taux de 2,21 %).

Ce prêt a été contracté dans le cadre de l'acquisition – amélioration du siège du Syndicat, le capital restant dû au 1/1/2025 est de 706 039,30 €.

Dans les perspectives budgétaires du syndicat aucun nouvel emprunt n'est envisagé.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

Prêt renegocié en 2019

CREDIT AGRICOLE NORD MIDI-PYRENEES

Votre agence

Collectivites Publiques 12
6 Bd Du 122E Rgt D Infanterie
12000 Rodez
Tél : 05 65 89 12 24
Fax : 05 65 89 19 36

Votre Conseiller

Alexandra Regimbeau
Tel : 05 65 89 12 78

Vos contacts

Internet : www.ca-nmp.fr
Filservice : 098 098 18 18
(numéro non surtaxé)
Email : contact@ca-nmp.fr
Votre Appli : Ma Banque

PNR
REÇU LE
25 MARS 2019
PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

1/2 50/14/716/509 01AA1460391G4DP 2 CRM
GREE464 00510

PARC NATUREL REGIONAL
DES GRANDS CAUSSES
71 BOULEVARD DE L AYROLLE
12101 MILLAU CEDEX

RODEZ, le 20 Mars 2019

PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES,
Votre contrat N°00001920417

Référence à rappeler dans toute correspondance :
Client : 030180172
Contrat : 00001920417
Agence : 00510
Date : 20.03.2019

IBAN : FR76 1120 6000 8020 0111 3992 213

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-dessous les informations relatives à votre financement.

Caractéristiques du crédit :

Catégorie	: 1143	Date valeur réalisation	: 28.02.2019
Taux	: 2,2100 TAUX FIXE	Montant déjà réalisé antérieurement	: 0,00 EUR
Durée en mois	: 288	Montant du crédit	: 875 763,07 EUR
Différé total	:		
Différé partiel	:		
Périodicité	: TRIMESTRIELLE	Montant réalisé	: 875 763,07 EUR

Décompte du crédit :

Commission	:	0,00 EUR			
Frais de dossier	:	1 751,53 EUR	Droits d'enregistrement	:	0,00 EUR
Frais d'étude	:	0,00 EUR	Intérêts avant le 30.06.2019	:	0,00 EUR

N°	Date	Capital Restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Capital amorti en EUR	Intérêts en EUR
1	30.06.2019	868 822,37	13 357,09	6 940,70	6 416,39
2	30.09.2019	861 843,32	11 779,29	6 979,05	4 800,24
3	31.12.2019	854 825,71	11 779,29	7 017,61	4 761,68
4	31.03.2020	847 769,33	11 779,29	7 056,38	4 722,91
5	30.06.2020	840 673,97	11 779,29	7 095,36	4 683,93
6	30.09.2020	833 539,40	11 779,29	7 134,57	4 644,72
7	31.12.2020	826 365,42	11 779,29	7 173,98	4 605,31
8	31.03.2021	819 151,80	11 779,29	7 213,62	4 565,67
9	30.06.2021	811 898,32	11 779,29	7 253,48	4 525,81
10	30.09.2021	804 604,77	11 779,29	7 293,55	4 485,74
11	31.12.2021	797 270,92	11 779,29	7 333,85	4 445,44
12	31.03.2022	789 896,55	11 779,29	7 374,37	4 404,92
13	30.06.2022	782 481,44	11 779,29	7 415,11	4 364,18

CR Nord Midi-Pyrenees 219 Avenue Francois Verdier 81022 ALBI CEDEX 9 444 953 830 RCS ALBI

IMPRIM'VERT
PEFC 10-31-1248 / Certifié PEFC : pefc-france.org

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

N°	Date	Capital Restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Capital amorti en EUR	Intérêts en EUR
14	30.09.2022	775 025,36	11 779,29	7 456,08	4 323,21
15	31.12.2022	767 528,09	11 779,29	7 497,27	4 282,02
16	31.03.2023	759 989,39	11 779,29	7 538,70	4 240,59
17	30.06.2023	752 409,04	11 779,29	7 580,35	4 198,94
18	30.09.2023	744 786,81	11 779,29	7 622,23	4 157,06
19	31.12.2023	737 122,47	11 779,29	7 664,34	4 114,95
20	31.03.2024	729 415,78	11 779,29	7 706,69	4 072,60
21	30.06.2024	721 666,51	11 779,29	7 749,27	4 030,02
22	30.09.2024	713 874,43	11 779,29	7 792,08	3 987,21
23	31.12.2024	706 039,30	11 779,29	7 835,13	3 944,16
24	31.03.2025	698 160,88	11 779,29	7 878,42	3 900,87
25	30.06.2025	690 238,93	11 779,29	7 921,95	3 857,34
26	30.09.2025	682 273,21	11 779,29	7 965,72	3 813,57
27	31.12.2025	674 263,48	11 779,29	8 009,73	3 769,56
28	31.03.2026	666 209,50	11 779,29	8 053,98	3 725,31
29	30.06.2026	658 111,02	11 779,29	8 098,48	3 680,81
30	30.09.2026	649 967,79	11 779,29	8 143,23	3 636,06
31	31.12.2026	641 779,57	11 779,29	8 188,22	3 591,07
32	31.03.2027	633 546,11	11 779,29	8 233,46	3 545,83
33	30.06.2027	625 267,16	11 779,29	8 278,95	3 500,34
34	30.09.2027	616 942,47	11 779,29	8 324,69	3 454,60
35	31.12.2027	608 571,79	11 779,29	8 370,68	3 408,61
36	31.03.2028	600 154,86	11 779,29	8 416,93	3 362,36
37	30.06.2028	591 691,43	11 779,29	8 463,43	3 315,86
38	30.09.2028	583 181,24	11 779,29	8 510,19	3 269,10
39	31.12.2028	574 624,03	11 779,29	8 557,21	3 222,08
40	31.03.2029	566 019,54	11 779,29	8 604,49	3 174,80
41	30.06.2029	557 367,51	11 779,29	8 652,03	3 127,26
42	30.09.2029	548 667,68	11 779,29	8 699,83	3 079,46
43	31.12.2029	539 919,78	11 779,29	8 747,90	3 031,39
44	31.03.2030	531 123,55	11 779,29	8 796,23	2 983,06
45	30.06.2030	522 278,72	11 779,29	8 844,83	2 934,46
46	30.09.2030	513 385,02	11 779,29	8 893,70	2 885,59
47	31.12.2030	504 442,18	11 779,29	8 942,84	2 836,45
48	31.03.2031	495 449,93	11 779,29	8 992,25	2 787,04
49	30.06.2031	486 408,00	11 779,29	9 041,93	2 737,36
50	30.09.2031	477 316,11	11 779,29	9 091,89	2 687,40
51	31.12.2031	468 173,99	11 779,29	9 142,12	2 637,17
52	31.03.2032	458 981,36	11 779,29	9 192,63	2 586,66
53	30.06.2032	449 737,94	11 779,29	9 243,42	2 535,87
54	30.09.2032	440 443,45	11 779,29	9 294,49	2 484,80
55	31.12.2032	431 097,61	11 779,29	9 345,84	2 433,45
56	31.03.2033	421 700,13	11 779,29	9 397,48	2 381,81
57	30.06.2033	412 250,73	11 779,29	9 449,40	2 329,89
58	30.09.2033	402 749,13	11 779,29	9 501,60	2 277,69
59	31.12.2033	393 195,03	11 779,29	9 554,10	2 225,19
60	31.03.2034	383 588,14	11 779,29	9 606,89	2 172,40
61	30.06.2034	373 928,17	11 779,29	9 659,97	2 119,32
62	30.09.2034	364 214,83	11 779,29	9 713,34	2 065,95
63	31.12.2034	354 447,83	11 779,29	9 767,00	2 012,29
64	31.03.2035	344 626,86	11 779,29	9 820,97	1 958,32
65	30.06.2035	334 751,63	11 779,29	9 875,23	1 904,06
66	30.09.2035	324 821,84	11 779,29	9 929,79	1 849,50
67	31.12.2035	314 837,19	11 779,29	9 984,65	1 794,64
68	31.03.2036	304 797,38	11 779,29	10 039,81	1 739,48
69	30.06.2036	294 702,10	11 779,29	10 095,28	1 684,01
70	30.09.2036	284 551,04	11 779,29	10 151,06	1 628,23
71	31.12.2036	274 343,89	11 779,29	10 207,15	1 572,14

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

CREDIT AGRICOLE
NORD MIDI-PYRENEES

N°	Date	Capital Restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Capital amorti en EUR	Intérêts en EUR
72	31.03.2037	264 080,35	11 779,29	10 263,54	1 515,75
73	30.06.2037	253 760,10	11 779,29	10 320,25	1 459,04
74	30.09.2037	243 382,83	11 779,29	10 377,27	1 402,02
75	31.12.2037	232 948,23	11 779,29	10 434,60	1 344,69
76	31.03.2038	222 455,98	11 779,29	10 492,25	1 287,04
77	30.06.2038	211 905,76	11 779,29	10 550,22	1 229,07
78	30.09.2038	201 297,25	11 779,29	10 608,51	1 170,78
79	31.12.2038	190 630,13	11 779,29	10 667,12	1 112,17
80	31.03.2039	179 904,07	11 779,29	10 726,06	1 053,23
81	30.06.2039	169 118,75	11 779,29	10 785,32	993,97
82	30.09.2039	158 273,84	11 779,29	10 844,91	934,38
83	31.12.2039	147 369,01	11 779,29	10 904,83	874,46
84	31.03.2040	136 403,93	11 779,29	10 965,08	814,21
85	30.06.2040	125 378,27	11 779,29	11 025,66	753,63
86	30.09.2040	114 291,69	11 779,29	11 086,58	692,71
87	31.12.2040	103 143,86	11 779,29	11 147,83	631,46
88	31.03.2041	91 934,44	11 779,29	11 209,42	569,87
89	30.06.2041	80 663,09	11 779,29	11 271,35	507,94
90	30.09.2041	69 329,46	11 779,29	11 333,63	445,66
91	31.12.2041	57 933,22	11 779,29	11 396,24	383,05
92	31.03.2042	46 474,01	11 779,29	11 459,21	320,08
93	30.06.2042	34 951,49	11 779,29	11 522,52	256,77
94	30.09.2042	23 365,31	11 779,29	11 586,18	193,11
95	31.12.2042	11 715,11	11 779,29	11 650,20	129,09
96	31.03.2043	0,00	11 779,84	11 715,11	64,73

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, société coopérative à capital et personnel variables, agréée en tant qu'établissement de crédit. Siège social : 219, Avenue François Verdier 81022 ALBI Cedex 9. Tél : 098 098 18 18 (numéro non surtaxé) - 444 953 830 RCS ALBI. Société de courtage en assurances, immatriculée sous le numéro 07 019 259 au Registre de l'ORIAS.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

FINANCEMENT STRUCTURE

Le coût de la structure (hors plan d'action et investissement) représente environ 2 010 000€ dont 1 550 500 € sont des dépenses de personnels, 459 500€ des achats, prestataires, indemnités élus et fournitures, dont 16 000 € d'intérêts de la dette (échéance annuité de 47 000 €/an environ).

Ces coûts sont financés à hauteur de 1 350 000 € par :

- Les participations statutaires des membres (480 000 € de la Région / 360 000 € des Départements / 240 000 € des communes / 120 000€ des Communautés de communes).
- Une participation annuelle forfaitaire de l'Etat pour 150 000 €.

Les recettes institutionnelles représentent 1 350 000 €, laissant un reste à financer d'environ 660 000€.

La mutualisation des moyens généraux entre les diverses compétences permet un gain de productivité qui dégage 220 000 €.

La valorisation des locaux et la vente d'énergie permettent de dégager 50 000 €.

La mise à disposition de personnel et les prestations assurées par les équipes d'entretien de l'espace naturel et/ou de l'ingénierie représentent 280 000 €.

La valorisation de l'ingénierie dans le cadre du plan d'action et des appels à projet, les recettes d'activités permettront d'une part d'équilibrer le financement de la structure et d'autre part de dégager de l'autofinancement affecté pour partie à certains investissements tels que la téléphonie, le renouvellement du parc informatique et la recapitalisation de la SEM Causses Energia à hauteur de 15 000 euros.

Au regard du contexte budgétaire national, les dépenses liées au renouvellement programmé du parc automobile seront reportées d'une année.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

SCoT

L'année 2025 est marquée par un budget SCoT de révision avec l'élaboration d'un SCoT CAE en conformité avec la Charte 2024-2039.

Les études liées à cette révision, imputées en section d'investissement, ont été budgétisées à hauteur de 130 000 euros sur le budget 2024. Les restes à réaliser seront à la fois repris sur 2025 et réajustés puisque ces frais d'études ont été réévalués à 150 000 euros.
L'équilibre budgétaire de cette section d'investissement se fait, en partie, par le biais de l'amortissement appliqué sur les études depuis 2014, origine du budget SCoT. Cet amortissement a ainsi constitué au fil des années un excédent d'investissement reporté.
L'année 2025 fera également l'objet d'une dotation annuelle sur les amortissements des études antérieures évaluée à 4 500 euros environ.

Sur la section de fonctionnement, les frais de ressources humaines en 2024 devraient avoisiner les 112 000 euros ; ils intègrent 4 000 euros de gratification d'une stagiaire étudiante venue en renfort sur 6 mois. En 2025, le recours à un stagiaire rémunéré n'est pas envisagé.
Cependant, il convient de reconduire ces charges de personnel sur 2025 à hauteur de 112 000 euros avec la prise en compte des ajustements à venir sur les charges sociales, des évolutions statutaires sur le poste de chef de projet SCoT, avec le maintien de l'appui budgétaire/RH et le maintien du suivi renforcé de la Direction dans le but de mener à bien la révision du SCoT.

Les frais de structure évalués à 33 000 euros environ en 2024 doivent être maintenus à cette hauteur pour 2025 afin de poursuivre l'intégration de frais supplémentaires liés à la révision tels que l'animation d'ateliers de concertation qui engendreront des frais de réception et de défraiement d'intervenants, une provision de 5 000 euros pour couvrir d'éventuels besoins juridiques. Le budget SCoT reste également impacté par l'inflation sur l'ensemble des postes.

Il faut également prévoir des frais supplémentaires pour la procédure d'enquête publique avec notamment des frais de publicité dans les journaux, des frais de reprographie et d'indemnisation des commissaires enquêteurs.

Malgré la réévaluation de tous ces postes, la contribution des EPCI, en 2025, sera maintenue au niveau de l'année précédente pour un montant global avoisinant 90 000 euros.

Dans le cadre de la révision, une contribution exceptionnelle de l'Etat - DGD - Dotation Générale Décentralisée – a été perçue pour un montant de 42 000 euros en 2024.
Une nouvelle demande sera faite en 2025.

Il est essentiel de noter la mutualisation du personnel avec le budget principal qui représente environ une recette de 35 000 € par an pour le budget SCoT ; le chef de projet SCoT est affecté à 60% sur le budget SCoT et à 40% sur le budget principal au titre de ces missions d'encadrement d'un pôle.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

SPANC

Le coût d'exploitation du service pour le suivi des 9 700 installations sur 86 communes sera de l'ordre de 350 000€ en 2024 et devrait passer à 360 000€ environ en 2025.

Ce coût d'exploitation intègre le coût du personnel évalué pour 2025 à 201 500 euros environ pour les 5 techniciens à temps complet en CDI de droit privé et le coût du personnel mis à disposition par la collectivité de rattachement évalué en 2024 à hauteur de 66 000 euros pour le suivi comptable de la redevance, les prestations RH, budgétaire et d'encadrement.

L'évolution du coût sur les charges à caractère général s'explique en partie par l'inflation (en octobre 2024, les prix à la consommation augmentent de 1.20% sur un an) notamment avec quelques ajustements sur certains postes comme l'entretien de matériel roulant pour tenir compte du vieillissement des véhicules, sur le carburant du fait du nombre croissant des dispositifs à contrôler et sur les postes formation et prestations de services en corrélation avec le changement de logiciel.

Le service SPANC se dotera en 2025 d'un nouveau logiciel « métiers » et « de facturation de la redevance ». L'actuel logiciel « Qis » du prestataire Altereo présente de nombreux dysfonctionnements depuis plusieurs années au point que le prestataire a décidé de mettre fin au suivi et à la maintenance.
Le choix n'est pas complétement déterminé à ce jour. Plusieurs prestataires sont en cours de consultation. Au-delà du logiciel dont le coût sera inscrit en section d'investissement une prestation de migration du fichier tiers (9 700 abonnés au service) doit être réalisée. Au regard des premiers éléments reçus, le coût global logiciel, prestation et formation devrait être proche des 10 500 euros TTC.

Les coûts d'exploitation sont couverts par les redevances payées par les usagers du service (330 000 € environ en 2024). Ce montant augmente progressivement avec le déploiement de l'ensemble des visites sur les installations du Saint-Affricain, de Broquiès et du Rougier.

Depuis 2022, l'intégration d'une vingtaine de communes a modifié la structure budgétaire du Parc avec l'accroissement des dépenses liées à un poste supplémentaire de technicien et la montée en charge progressive qui sera complétée de manière dégressive par l'apport de subvention d'équilibre des collectivités concernées selon le plan validé par le Comité syndical. C'est dans ce cadre-là que la Communauté de communes du Saint-Affricain, Roquefort et Sept vallons abondera, une année de plus, le budget 2025, de 7 500€ environ. La commune de Broquiès a contribué sur 3 années de 2022 à 2024.

Depuis plusieurs années, le budget de fonctionnement trouve son équilibre par l'affectation du résultat excédentaire cumulé sur les exercices antérieurs.
En effet, sur quatre exercices comptables successifs, de 2020 à 2023, les résultats annuels ont été déficitaires. A ce jour l'exercice 2024 n'est pas clôturé.
Pour inverser cette tendance, depuis 2023, les redevances du service sont revalorisées par un coefficient de réactualisation validé par délibération n°2023-012 du Comité syndical du 10 mars 2023 afin de rechercher l'équilibre financier entre le coût structurel du service et les redevances des usagers.

Les éléments budgétaires sont détaillés et présentés au Conseil d'exploitation du SPANC deux semaines avant le vote du budget.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	4			4	4
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	9	0	0	11	9
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	79	0	0	125	79
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	96	0	0	144	96
	résultats relatifs	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical approuve le rapport d'orientation budgétaire 2025.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250117-20250117_006-BF
Reçu le 22/01/2025



PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

17/01/2025

COMITE SYNDICAL

17 JANVIER 2025

LODÈVE

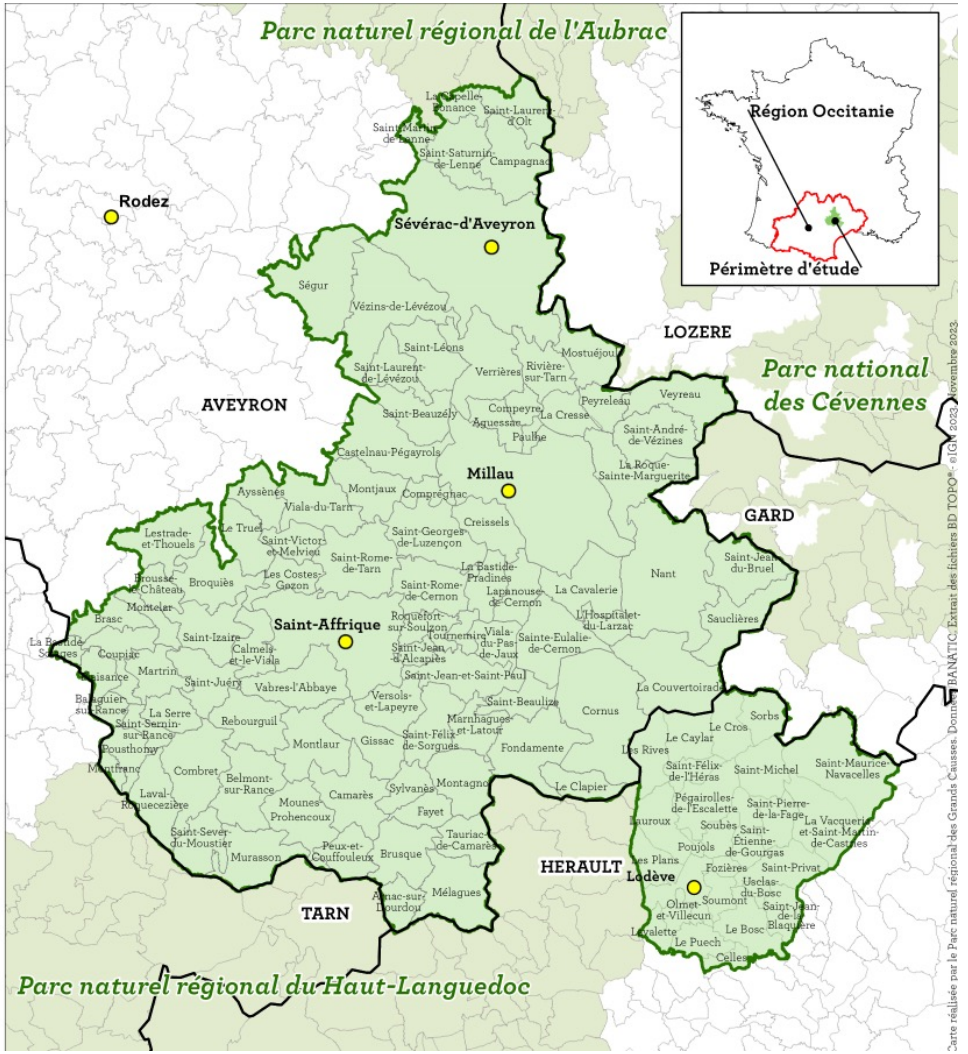
BILAN DES ACTIONS 2024

RENOUVELLEMENT DU CLASSEMENT

Chiffres clés

- Troisième Charte
- Décret du 10 avril 2024
- 380 565 hectares
- 119 communes
- 9 Communautés de communes
- 2 Départements Aveyron – Hérault
- 1 Région : Occitanie
- 86 115 habitants

- 2eme plus grand Parc naturel régional en superficie après les Volcans d'Auvergne



RENOUVELLEMENT GOUVERNANCE

16/02/2024 Arrêté préfectoral approuvant la modification des statuts du Syndicat Mixte

15/03/2024 Comité Syndical– installation nouvelle gouvernance

29/03/2024 et 08/04/2024 Comité Syndicaux DOB et budgets

10/04/2024 Décret n°2024-335 portant renouvellement de classement du parc naturel régional des Grands Causses



Le Bureau Syndical s'est réuni à 4 reprises : 03/05; 21/06;18/10 et 22/11/2024



PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

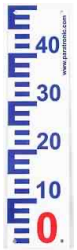
17/01/2025

BILAN ET PERSPECTIVES 2024 PÔLE RESSOURCES NATURELLES BIODIVERSITÉ

Parc naturel régional des Grands Causses

LE SUIVI DE LA RESSOURCE EN EAU

Réseau quantitatif :



41 Stations
dont 8 télétransmises

6 stations hors réseaux

+ 7 stations en projet avec la CCLL

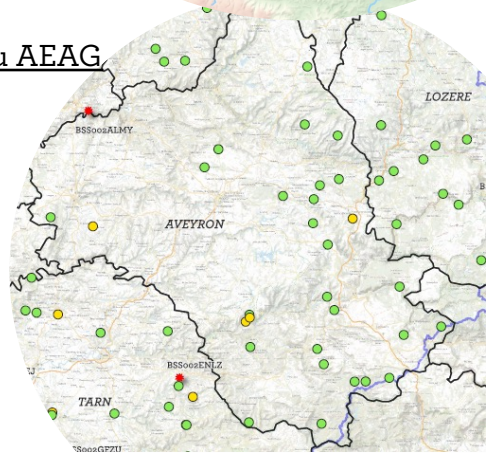






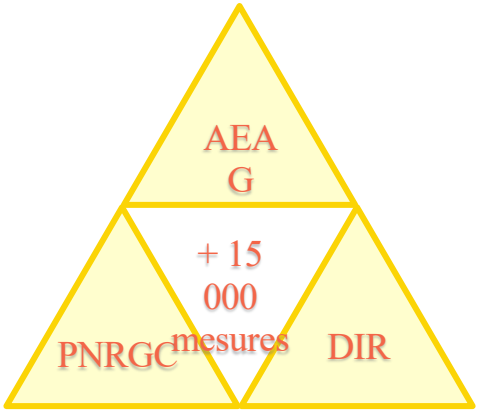


Réseau AEAG



Réseau Qualitatif :





3 réseaux

LE SUIVI DE LA RESSOURCE EN EAU

Et...



Actions sur les PFAS



Traçages communaux (Périmètres de protection captages)



Etude de faisabilité de la réutilisation des forages d'eau miniers ou industriels pour des économies d'eau

LE SPANC

915 visites au titre du contrôle périodique de fonctionnement tous les 8 ans ;

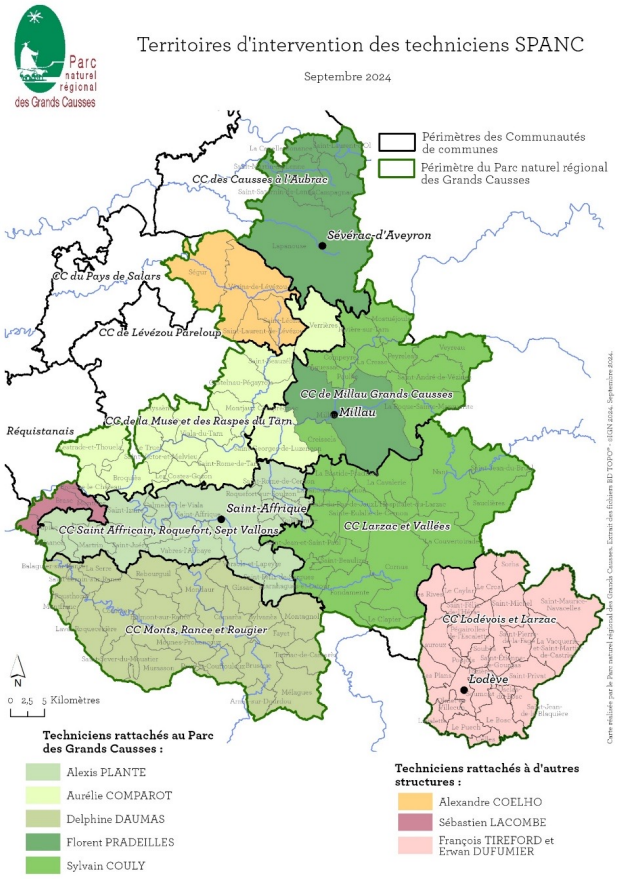
435 diagnostics de dispositifs existants au titre du premier contrôle ou au bout d'un an après réalisation d'un nouveau dispositif (réhabilitation ou installation dans le cadre d'un permis de construire),

la réalisation d'environ 125 diagnostics immobiliers.

l'instruction de 220 dossiers permis de construire ou réhabilitation (300 prévus), en baisse par rapport aux autres années du fait de la décroissance du marché immobilier sur le territoire national.

Un travail important a été lancé pour rappeler aux nouveaux propriétaires possédant des installations non conformes qu'ils doivent réaliser les travaux de réhabilitation au bout d'un an. Ceci fait l'objet de négociation lors de la vente avec le vendeur et l'agent immobilier. Le notaire rappelle ces éléments lors de la signature de l'acte.

Arrivée d'Alexis PLANTE depuis cet été et de Marina LIQUIERE le 15 juillet pour la partie comptable et facturation



86 communes et environ
9 709 dispositifs d'assainissement autonome.

LA FORÊT ET LES ZONES HUMIDES



- Plans de massif DFCI
- Accompagnement post-incendie

- Sylvotrophée 2023-24, dispositif Sylv'ACCTES
- Patrimoine forestier : Sylvanès et hêtraies du Lévézou...

- Mares et lavognes : diagnostic (stage de Leïla)
- Pollution lumineuse (stage d'Élodie)

- Sauvegarde du Busard cendré et Busard Saint-Martin
- Suivi du Chat forestier...

LA BIODIVERSITÉ

2024 Animation Natura 2000



Transition vers l'animation de 3 sites dans l'Hérault (convention CPIE CM)

Lâcher de 4 Gypaètes femelles (15 gypaètes présents dans les Grands Causses)



Terre et Tornade bientôt dans le ciel des Grands Causses

ENVIRONNEMENT

4ème Défi familles à biodiversité positive (Fédé/OFB)



2024 : La Cavalerie/Nant
2025 : convention avec CPIECM

Connaître, faire connaître et protéger la biodiversité (Région)

Journée chauves-souris avec MFR/OFB/CENO
Edition en 2025 d'un livret sur les chauves-souris (idem Libellules)

STRATÉGIE AIRES PROTÉGÉES

Stratégie Nationale Aires Protégées 2030 : « aires en protection forte »

Déclinaison à l'échelle du territoire du PNR (Charte 2024)

27 sites identifiés – **13 sites** retenus comme prioritaires

Adaptation de zonages existants
OU **Création** de nouvelles zones

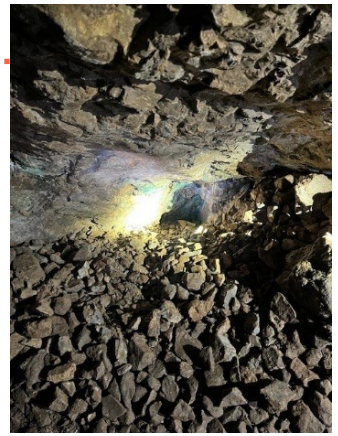


2024 : **0,02 %** du territoire en protection forte

- Grotte du Boundoulaou (APPB)
- Cirque de Madasse (RBI)

LES GEOSITES



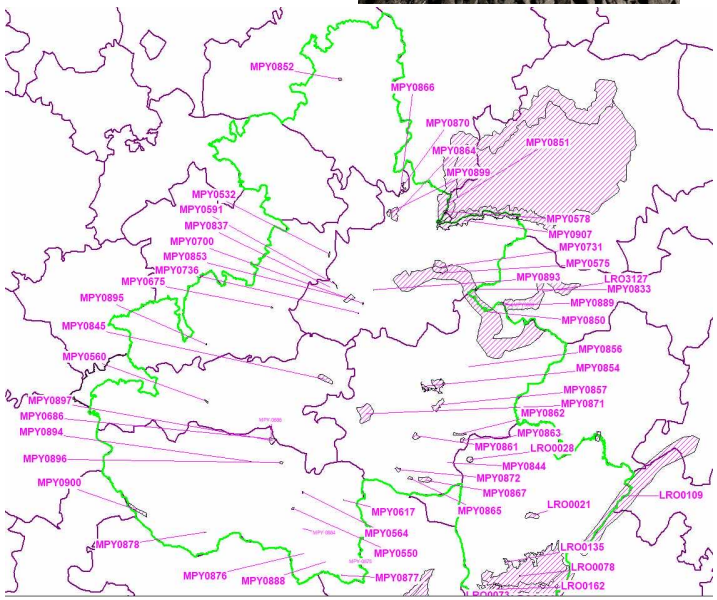


L'inventaire du patrimoine géologique du département de l'Aveyron a permis de retenir plusieurs géosites sur le territoire du Parc qui concernent plusieurs domaines d'intérêts dont les plus importants concernent la géomorphologie, la stratigraphie, la paléontologie, les ressources naturelles, la sédimentologie et la minéralogie.

Aucun de ces géosites ne fait l'objet actuellement d'une protection particulière type APPG (Arrêté Préfectoral de Protection de Géotope) ce qui pourrait protéger certains géosites et notamment ceux concernant la paléontologie.

La mise en valeur de quelques géosites est proposée avec une gestion spécifique, une valorisation pédagogique et culturelle, des visites commentées, la mise en place de panneaux d'informations, la création d'itinéraires géologiques à l'instar des sentiers de randonnée.

La prise en compte de ces géosites au niveau communautaire participerait également au déploiement de la SNAP (Stratégie Nationale des Aires Protégées).





PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

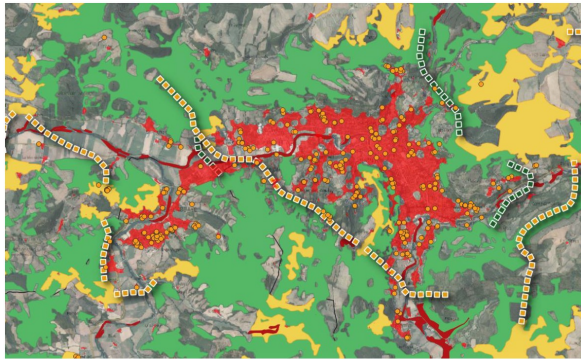
BILAN ET PERSPECTIVES 2024 POLE AMENAGEMENT PAYSAGE EVALUATION

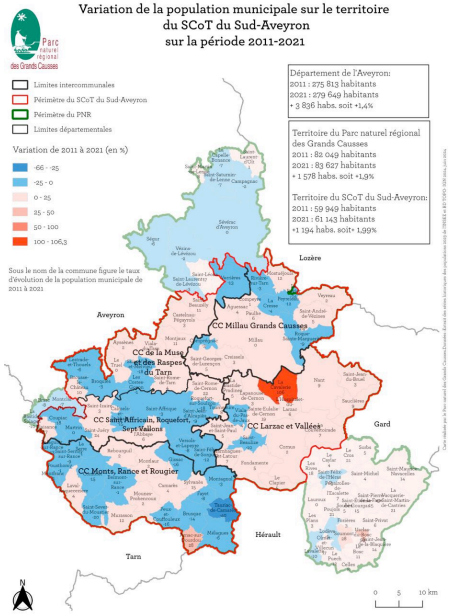
Parc naturel régional des Grands Causses

PLANIFICATION ET STRATÉGIES TERRITORIALES

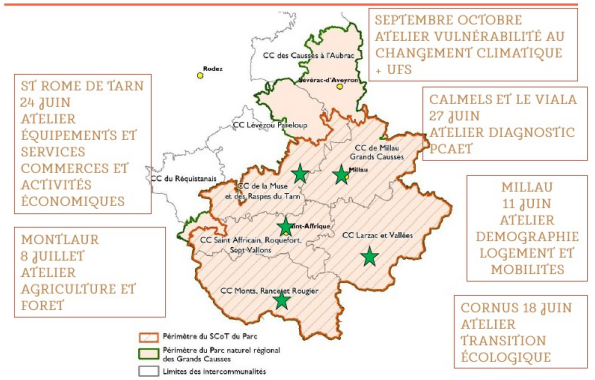
PLANIFICATION ET STRATÉGIES TERRITORIALES

- 10 avril 2024 : décret charte 2024-2039
- Lancement révision SCOT valant PCAET : phase de diagnostics





ATÉLIERS TERRITORIAUX DE CO CONSTRUCTION DU DIAGNOSTIC ET DES ENJEUX



ATTÉNUATION

« Eviter l'ingérable »

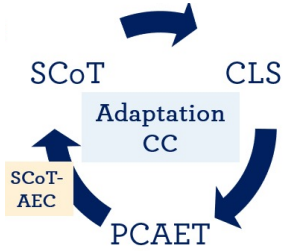
Changement climatique

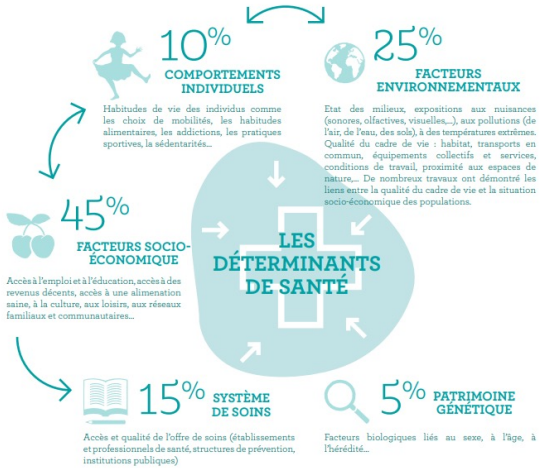
ADAPTATION

« Gérer l'inévitable »









ORIENTATION SUR L'AGRIVOLTAISME

Adaptation au Changement climatique

Alimentation
- SCoT-AEC + CLS

- 01/24 – 06/24: Diag de vulnérabilité du territoire
- 09/24 – 11/24 : Restitutions participatives auprès des partenaires et du grand public









- Prochaine étape: co-construction actions – focus santé/cadre de vie et tourisme

ACTUALISATION DU MODÈLE D'OCCUPATION DES SOLS

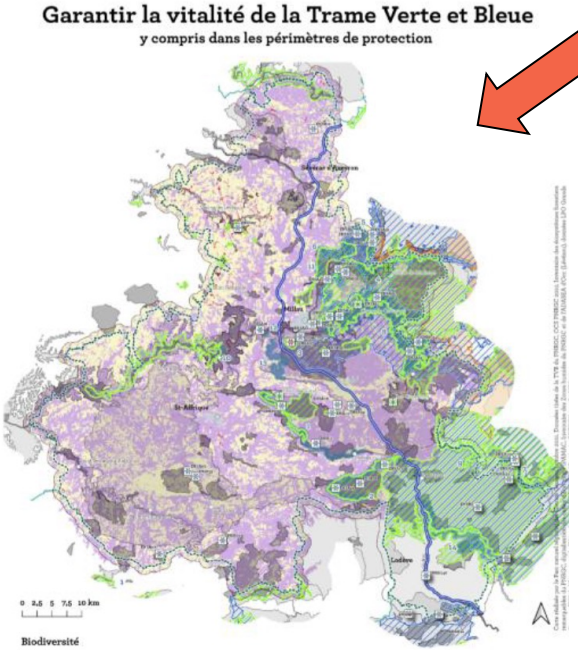
✓ CARACTERISER l' Etat de Surface

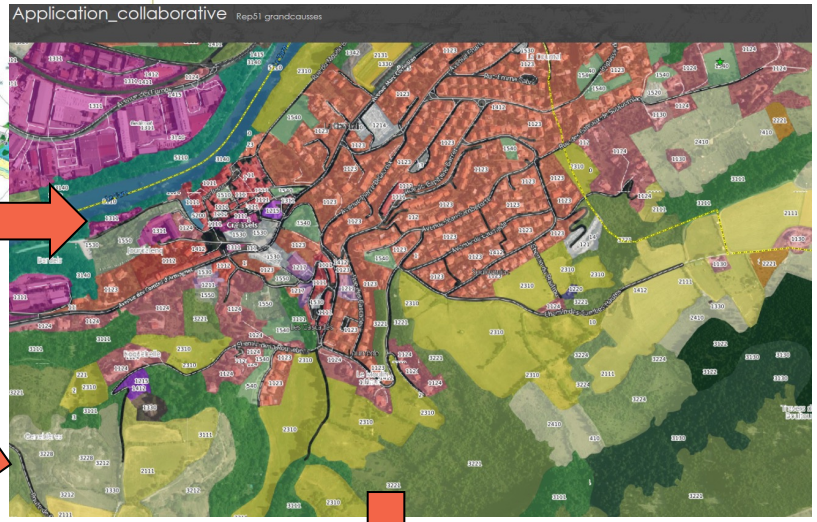
- Nature des sols et usage des sols (OCS)
- Imperméabilisation / artificialisation et coefficient d'écoulement associés
- Contribution de la végétation : Infrastructure Verte & Zones humides

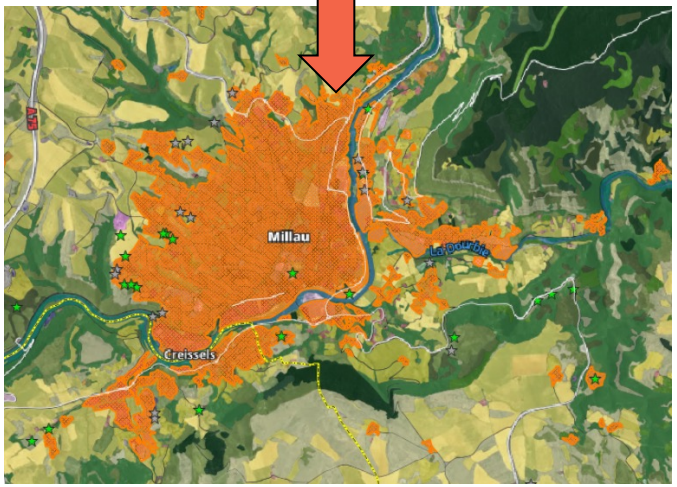


✓ DECRIRE finement les usages et enjeux

- L'usage des sols et les Pressions
- Zones d'activités / équipement
- Les formes d'habitat







code_niv4	typo_niv4
1111	Tissu urbain compact
1112	Tissu urbain aéré
1121	Bâti collectif
1122	Bâti mixte individuel et collectif
1123	Bâti individuel lache ou dense
1124	Bati diffus en zone agricole ou naturelle
1130	Bâti isolé en zone agricole ou naturelle
1151	Bâti léger ou informel
1152	Ruines
1211	Emprise scolaire et universitaire
1212	Emprise hospitalière
1213	Equipement de loisirs, camping, aire aménagée
1214	Cimetières
1215	Lieux de culte
1216	Equipements sportifs
1217	Autres équipement collectif
1220	Equipement eau,T.I.C. et déchet, électrique
1221	Parc ou centrale éolienne
1222	Ombrière sur parking
1223	Parc photovoltaïque
1311	Zone d'activité industrielle, commerciale, tertiaire ou mixte
1314	Ancienne emprise d'activité
1330	Exploitation agricole
1341	Zone d'extraction
1342	Décharge et zone de stockage
1411	Emprise réseau ferré
	Emprise réseau routier
1413	Espace associé aux réseaux routiers et ferrés
1414	Emprise aéroportuaire
1415	Voie verte et voie cyclable
1510	Espace vert urbain
1520	Chantier et espace en transition
1530	Place et parking
1540	Espace libre en milieu urbain
1550	Jardin familiaux
2111	Culture annuelle et de plein champs
2131	Maraîchage de plein champ
2132	Serres / Tunnels
2133	Culture en terrasse
2210	Vignoble
2221	Verger
2222	Oliveraie
2223	Pepinière
2310	Prairie et jachère
2410	Friche herbacée
3111	Peuplement naturel de feuillus
3112	Coupe forestière
3113	Prés-bois ou forêt ouverte
3121	Peuplement naturel de résineux
3122	Plantation de résineux
3130	Forêt mélangée
3140	Ripisylve ou autre forêt rivulaire
3150	Zone incendiée ou aléa climatique
3211	Agroforesterie
3212	Pelouse et paturage naturel
3213	Végétation clairsemée sur roche affleurante
3221	Végétation basse herbacée avec arbustif épars
3222	Végétation arbustive basse en voie de fermeture
3223	Végétation principalement arbustive fermée
3224	Lande climacique stable
3225	Saltus méditerranéen à garrigue principalement arbustive
3226	Forêt méditerranéenne
3227	Zone d'érosion faiblement végétalisée
3228	Zone d'érosion en cours de recolonisation
3229	Formation végétalisée sur coteaux
3310	Plage, dune et sable continental
3330	Roche nue, falaise, éboulis
4100	Zone humide et tourbière
4200	Prairie humide
5110	Cour d'eau
5120	Canal
5200	Plan d'eau

PLAN DE PAYSAGE DE LA VALLÉE VERTE
AVANCEMENT



Phasage et calendrier



2021	2022	2023	2024…
Candidature AAP			
Réunions partenaires Arboriculteurs Réunions d'information Communications			
	Diagnostic		
PRE-COTECH	COTECH COPIL GT GT COTECH	COPIL	
	Orientations et définition du projet de territoire		
	COTECH	COPIL GT GT COTECH COPIL	
		Programme d'actions et mise en œuvre	
		COTECH	COPIL GT COTECH COPIL
			Recherche de financements : LEADER

PLAN DE PAYSAGE DE LA VALLÉE VERTE
AVANCEMENT

Les points forts de 2024



- Définition du projet de territoire : 5 orientations

Pour la protection de la ressource en eau et la sobriété de ses usages
Pour la consolidation de l'activité agricole et l'accompagnement de son adaptation
Pour l'attractivité du territoire et la conciliation des usages
Pour la quiétude et la résilience du cadre de vie
Pour la préservation de la richesse écologique et du patrimoine bâti

- Mise en œuvre des mesures en GT

(cadre de vie/espaces publics/habitats vacants/mobilités/activités pleine nature/activités aquatiques/tourisme/foncier/patrimoine vernaculaire bâti)



- AAP Coopération territoriale - FEADER

(Arbo pro/chgt clim, pluri/transmission, viti/foncier)

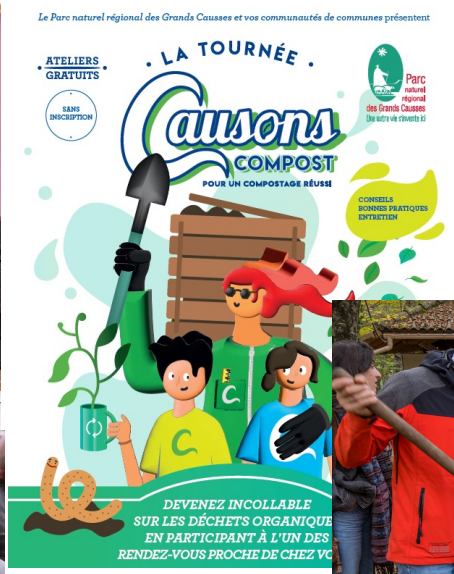
- Inventaire du patrimoine bâti vernaculaire (stage)

DES ACTIONS OPERATIONNELLES

ECONOMIE CIRCULAIRE









Biodéchets





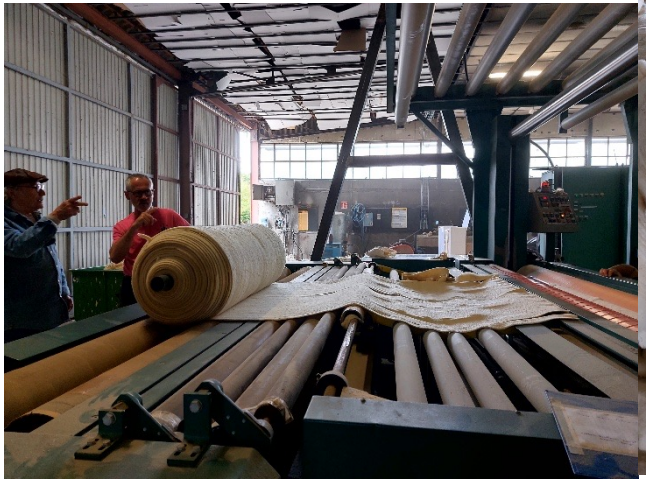
Animations écoles

Laine



Repair café

Annuaire acteurs réemploi réparation + page dédiée





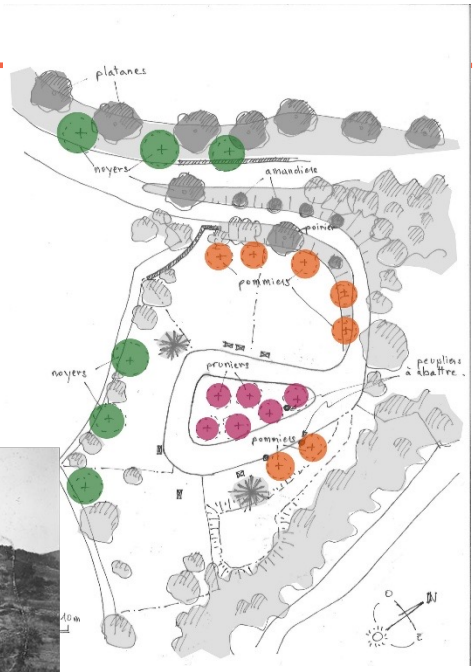


LA FILATURE COLBERT CAMARÈS-AVEYRON

CONSEILS ET SOUTIEN AUX PORTEURS DE PROJET

➔ Une dizaine de communes accompagnées

➔ Le cas d'Olmet et Villecun (34)



Embellissement des rues, placettes et des abords du village

- Conforter l'image du hameau
- Améliorer le cadre de vie des habitants






Terrasses à créer


Murs à reprendre


Vue à ouvrir

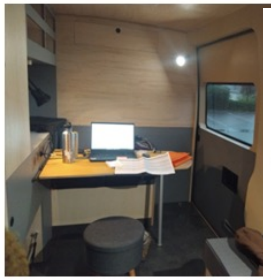

Limite à requalifier


Conteneurs à supprimer

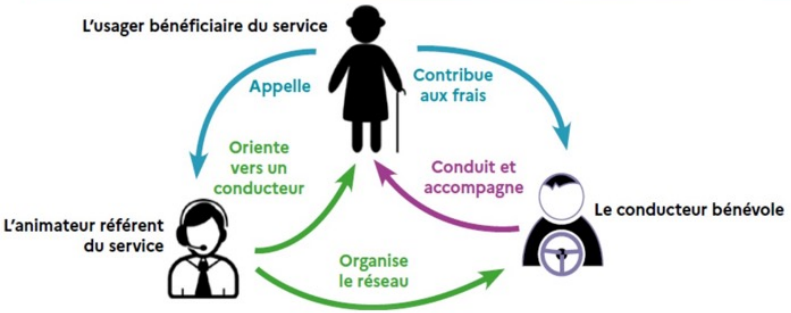

Coffrets à intégrer

APPEL À PROJET TIMS : 3 ACTIONS





COVOITURAGE SOLIDAIRE



Communauté de Communes Monts Rance et Rougier
Territoire de projets

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LARZAC ET VALLÉES



-> Lancement 2025



LA MOBILITE DANS LE PNRGC

Vélicausses



Vitamines12
L'EXPÉRIMENTATION DE L'ÉCOMOBILITÉ RURALE INNOVANTE



la malle postale
randonnez en toute légèreté



40 VAE sur bourgs
Location de 3 à 6 mois

122 locations en 1 an
Liste d'attente >100

Communauté de Communes
Monts Rance et Rougier
Territoire de projets

ADEME
AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

FRANCE 2030

Agence de la transition écologique

Perspectives 2024
La Malle Postale / La Malle Développement
données statistiques

la malle postale randonnez en toute légèreté
la malle développement

+40% devis proposés

+10% réservations avril > juin

+25% de bagages avril > juin

UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC QUI RESTE, MAIS…

Au 1er janvier 2025, le GURE devient… l'ESPACE CONSEIL FRANCE-RENOV'

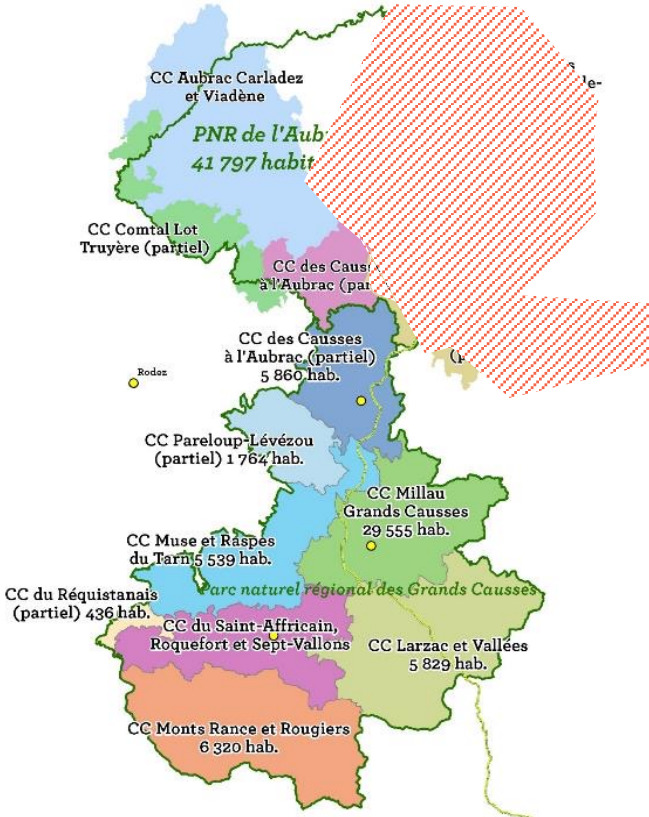
1 700 Conseils simples

201 Conseils personnalisés

Rénov'Occitanie — Ma rénovation énergétique → France Rénov' — Le service public pour mieux rénover mon habitat

réel (objectif)	PNRs A et GC 2021	PNRs A et GC 2022	PNRs A et GC 2023
Information de premier niveau A1	1780 (1000)	1942 (1300)	1485 (1500)
Conseils personnalisés A2	196 (325)	328 (300)	272 (300)





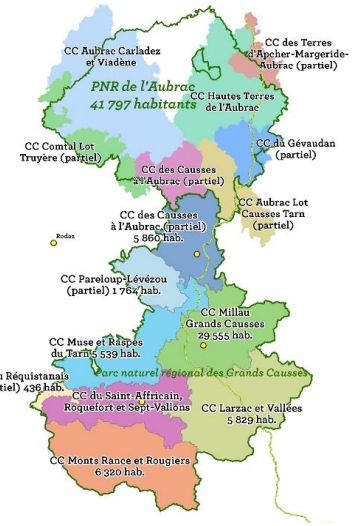
UNE PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT

réel (objectif)	PNRs A et GC 2021	PNRs A et GC 2022	PNRs A et GC 2023	PNR GC 2024	PNR A 2024	PNRs A et GC au 1/11/2024
Audit énergétique en logement individuel	60 (110)	77 (105)	96 (90)	72(40)	61 (30)	*133 (70)*
Audit en copro	*33*	115 (55)	24(40)	55(30)	0	***55 (30)***
Total Audits A3	**93 (110)**	**192 (160)**	**120(130)**			**188 (100)**
Accompagnement aux travaux (AMO Maison individuelles)	*2(28)*	5 (15)	9 (4)	67(40)	61 (30)	*133 (70)*
Accompagnement aux travaux (AMO copro / nb logements)	*0*	92 (40)	30(43)	31(24)	0	***31 (24)***
Total AMO A4	**2(28)**	**97 (55)**	**48(47)**	**98(64)**	**0**	***164 (94)***

MON ACCOMPAGNATEUR RÉNOV' AGRÉÉ

Agrément officiel délivré par l'État

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE





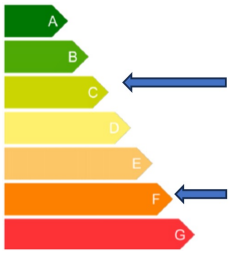
Une montée en puissance de l'accompagnement…

Et une augmentation du coût en 2025

LA RÉNOVATION DES COPROPRIÉTÉS

○Bilan 24: premiers projets terminés ou en cours de réalisation







Les Ondes 29 lgts

Consos avant travaux (fuel)	27000 €
pendant travaux (bois)	14000 env.
Estimées après travaux	9000 € env

- **3 Audits restitués en 2024: 55 lgts (1 abandon)**
- **2 AMO signés en 2024: 31 lgts**
- **3 en cours d'APS : 44 lgts**
- **2 en cours d'APD: 28 lgts**
- **2 DCE en cours: 54 lgts**
- **1 en cours de travaux: 11 lgts**

Campagne de communication engagée en 2024 à continuer en 2025



ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS – RENO+ ENR



MILLAU	• Réalisation d'audits énergétiques sur 7 bâtiments publics dans le cadre d'un SDIE • 3 écoles + 2 bâtiments sportifs + 2 bâtiments culturels
L'HOSPITALET DU LARZAC	• Audité énergétique réalisé en 2023 • Projet de rénovation ambitieux (isolation, changement des menuiseries, sortie du chauffage fioul pour un chauffage biomasse)
AGUESSAC	• Réhabilitation de l'ancienne école en Maison des associations et Mairie
VERRIERES	• Réhabilitation d'un logement en Maison des Assistantes Maternelles (isolation, sortie du chauffage fioul pour une pompe à chaleur, changement des menuiseries)
SAINT-SEVER DU MOUSTIER	• Réhabilitation d'un bâtiment communal en tiers-lieu et épicerie associative

- AAP Tourisme Durable
- hors AAP



- marché à bon de commande PV sur toiture :

5 chantiers terminés : 85 kWc installés
- Atelier St Georges (59 kWc)
- MDE en cours (55 KWc)
- Centre technique Salles Curan (9 kwc)
- Commerce Viala du T (9 kwc)
- Garage Communal Le Truel (82 kwc)

- Opération de tiers investisseurs :
  - AMI1 : reste 6 projets sur 52 projets réalisés
  - 2024 : Atelier Buzeins, boulodrome Creissels et St Aff, SdF St Rome de C, Atelier Recoules et salle Gym St Aff
  - AMI2 : abandon du projet

- plusieurs projets d'autoconsommation collective en cours d'étude

DES PERSPECTIVES POUR 2025

DES PERSPECTIVES POUR 2025...

- Arrivée de Baptiste Roux sur l' AMI ZAN Pré catalogue des sites naturels à forts gain de biodiversité

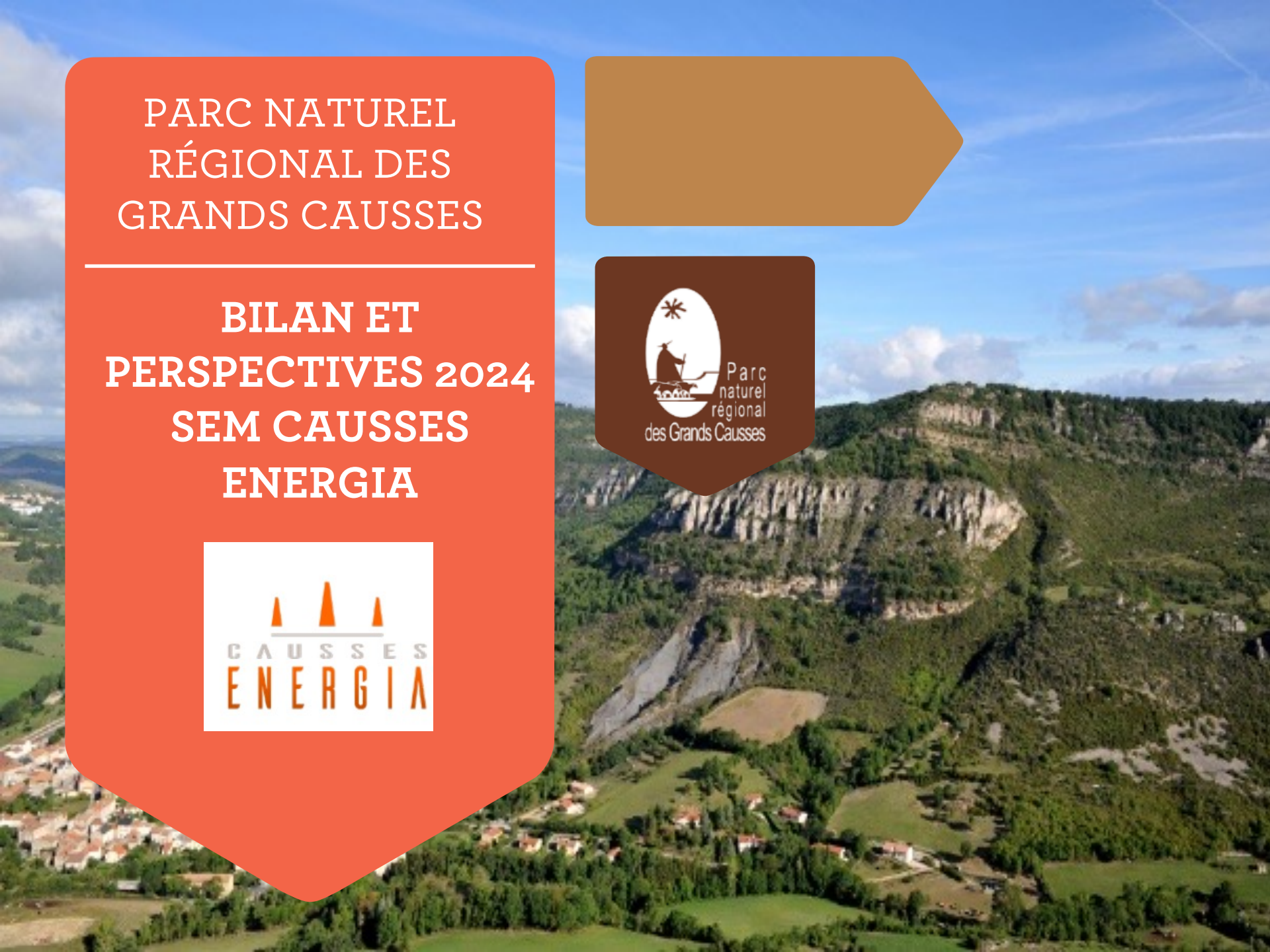
- Poursuite révision SCOT AEC

- poursuite des AAP en cours : Avenir Montagne, TIMS, Vallée verte, COT, Chêne...

- Poursuite du programme d'économie circulaire : repairs café, commande durable, synergie interentreprise et une journée grand public « récup-réparation-réemploi »

- poursuite des AMI ENR et nouveaux AMI en prévision : Ombrières...

- Changement de gouvernance des guichets France Rénov'



PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

BILAN ET PERSPECTIVES 2024 SEM CAUSSES ENERGIA

Parc naturel régional des Grands Causses

CAUSSES ENERGIA

LA SEM CAUSSE ENERGIA





Avancement des 3 réseaux de chaleur biomasse « Bourg de village »

☞ Construction 2025-2026

Un programme chargé pour 2025 !

- Chantiers
- Augmentation du capital
- Montage pour intégrer le MARE
- Développement des rojets réseaux de chaleur et solaires dans les tuyaux



Augmentation du capital social de la SEM

200 000 € de promesses côté collectivités

2 entrées : CC du Lodévois et Séverac d'Aveyron

☞ Achèvement en 2025



Parc éolien de Ventajou – Séverac d'Aveyron

Convention d'objectifs Parc

Entrée officielle dans la société de projet : partage de la valeur et gouvernance territoire

☞ Signature du pacte d'associés en 2025



PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

BILAN ET PERSPECTIVES 2024 POLE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Parc naturel régional des Grands Causses

TOURISME DURABLE

Fonds tourisme durable : 16 dossiers + Organisation des rencontres du Tourisme durable, le 5 février 2024, + de 100 participants –

Marque Valeurs du parc : 3 nouveaux hébergement (16 en tout) + Ouverture aux accompagnateurs en montagne – 4 concernés

Ami sentiers : 305 km de sentiers entretenus en 2024 + panneaux d'accueil et de sensibilisation (CCMGC, LV, SARSV, MRR)



3 Appels à projets remportés : **Europe, HITTS SUDOE / Massif central, Itinérances emblématiques : GR®736 Gorges et Vallée du Tarn** et **Pôle de pleine nature de pleine nature** (2024-2026)
1 nouvel AMI : Région Occitanie : **Office de tourisme de la mobilité** / PARC(en cours)
2 candidatures - (réponses 2025) : GSO ingénierie : mutualisation de l'action des OT + AMI Cycling HUBS

Partenariats éco-événements : Festival des Templiers, Natural Games, La Coupe du monde Gravel, Gravel Larzac Expérience

Réseaux Interparcs :
IPAMAC

- ✓ GTMCVTT (challenge, salons : Destination nature, Nature is bike, Roc d'Azur, réseaux sociaux, presse)
- ✓ Partenariat avec CSE Michelin : Convention de partenariat, IPAMAC/CSE Michelin / Parc / Délégation du partenaria à l'OT de Millau Grands Causses
- ✓ La Traversée des Parcs (Expérience bikepacking)

Inter-Parcs Occitanie – CRTLO : 1 nouvelle campagne de communication + **Carnet d'inspiration/Vidéo/refonte des contenus Web**



CONTRAT LOCAL DE SANTE



- Eco-anxiété, de quoi parle-t-on?
- Activité physique régulière, au service d'une bonne santé
- Les jeunes aidants: un phénomène croissant encore méconnue
- Avicenne: un accueil de jour itinérant en Lozère





ALIMENTATION/SANTÉ : MIEUX MANGER POUR TOUS





ATTRACTIVITÉ





La Région Auvergne-Rhône-Alpes — Cofinancé par l'Union européenne

POLITIQUES TERRITORIALES

CTO GRANDS CAUSSES LEVEZOU

Le Programme Opérationnel 2024



PROGRAMME LEADER 2014-2020

115	72	62,60%	15	28
dossiers programmés	dossiers payés	taux de paiement	dossiers à la validation	dossiers à payer

PROGRAMME LEADER 2023 – 2027

17	36,03	1 130 725,35	2 007 754,65
dossiers déposés	% consommés	€ consommés	€ restants

ATI FEDER OCCITANIE 2021-2027

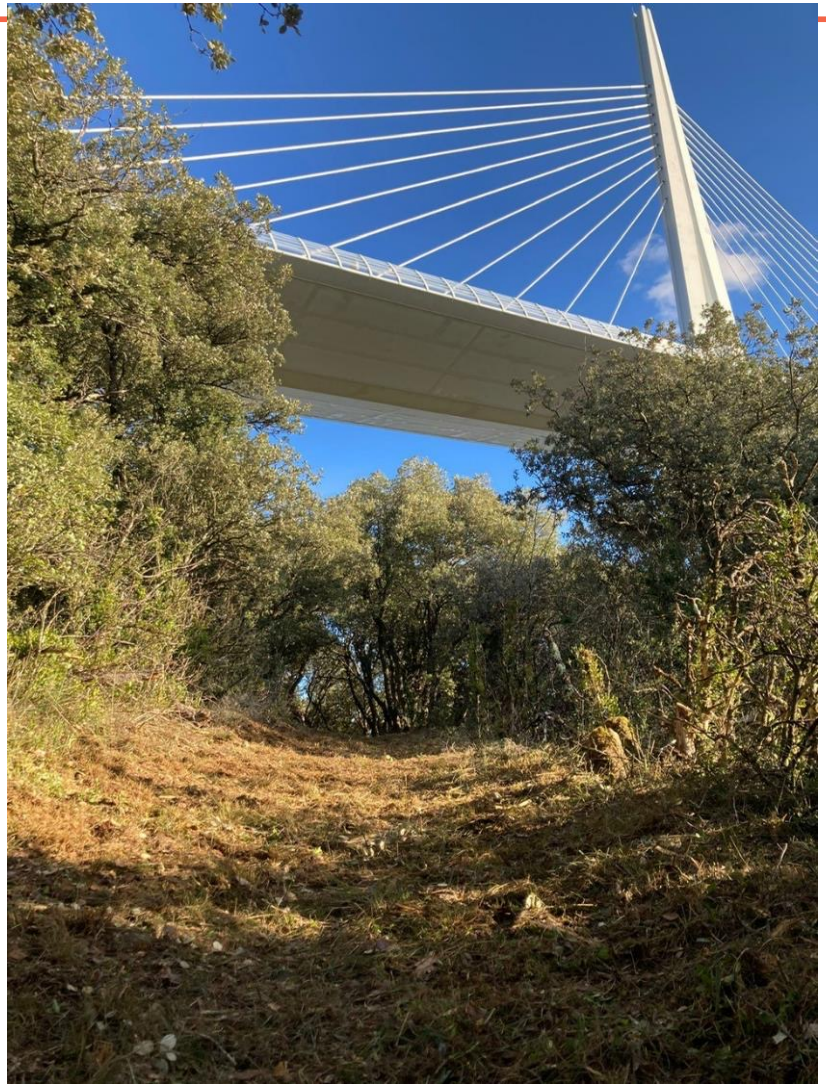
Porteur du projet	Nom du projet	Coût €	FEDER maxi €*
Département de l'Aveyron	Réaménagement de l'aire d'accueil touristique du Viaduc de Millau	1 152 507,00€	212 000,00€
Département de l'Aveyron	Itinéraires cyclables structurant ruraux	3 798 000,00€	1 600 000,00€
Commune de Millau	Création de la Place des Sablons	1 801 881,00€	900 000,00€

ENVELOPPE : 3 138 479 €
COPIL du 29/11/2024

L'EUROPE S'ENGAGE L'OCCITANIE AGIT
UNION EUROPÉENNE
La Région Occitanie Pyrénées · Méditerranée
Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

RANDONNÉES ET AEER

Chantiers 2024
1 267 journées de travail dont :
- PPES sur 4 CC + SIVOM de St Rome de Tarn
- AMI Sentiers



UNE OFFRE MULTIPRATIQUES PLUS GRANDE

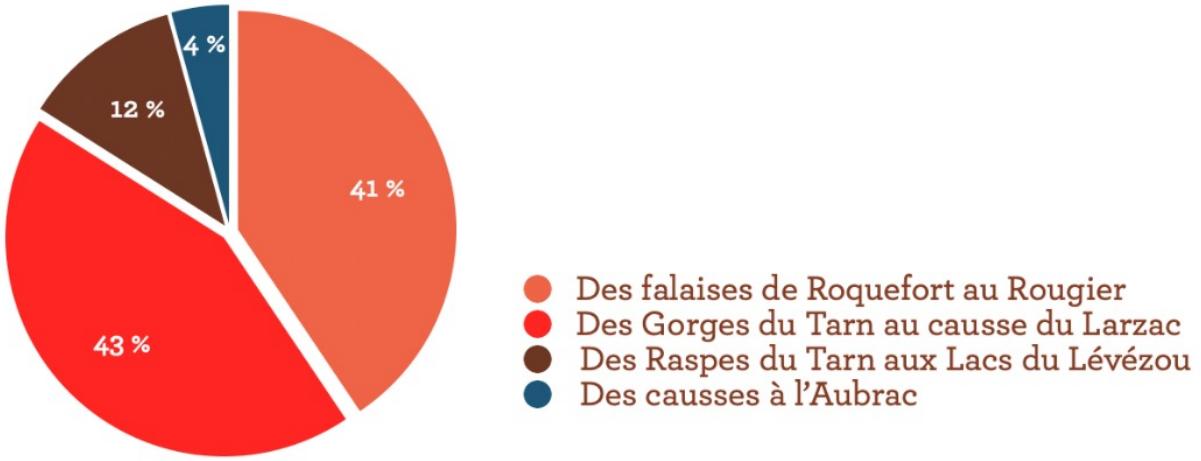
Fiche d'identité :

437 itinéraires en ligne au 20 novembre 2024

Par catégorie :

- 265 pédestre
- 70 VTT
- 38 trail
- 32 cyclo
- 24 gravel
- 6 enduro
- 1 équestre
- 1 canoë

Par destination :

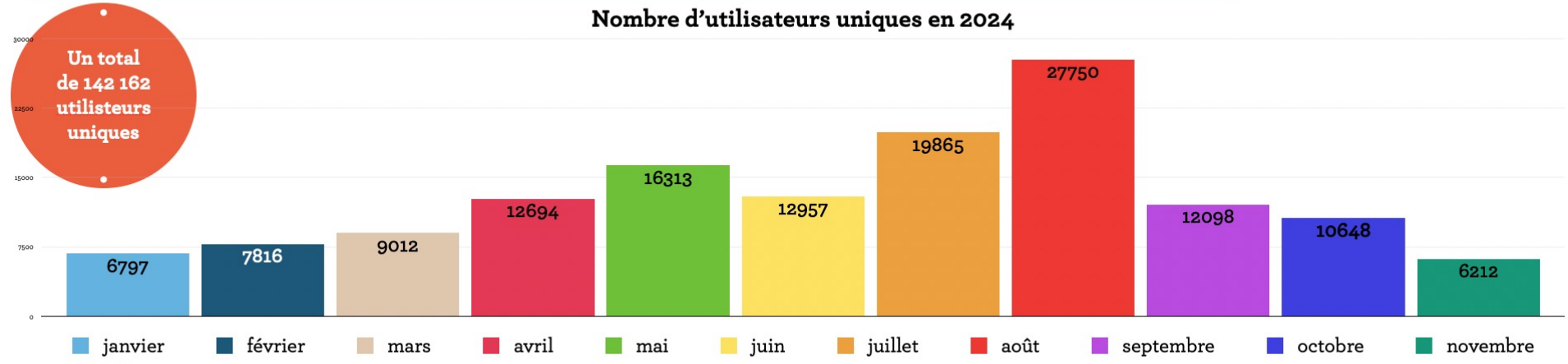


RANDO
GRANDS CAUSSES

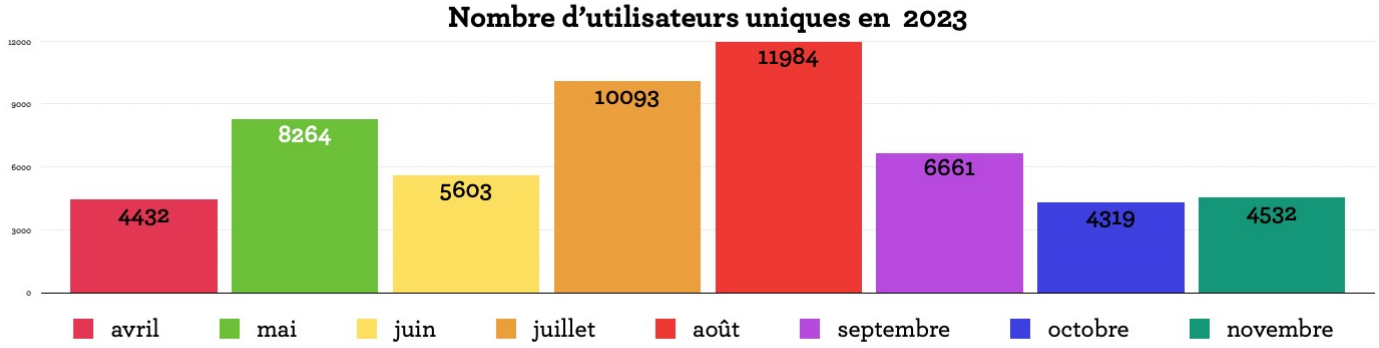
SITE INTERNET RANDO GRANDS CAUSSES : +115% D'UTILISATEURS EN ÉTÉ 2024

RANDO GRANDS CAUSSES

Un total de 142 162 utilisteurs uniques



Un total de 46 888 Utilisateurs uniques



*dysfonctionnement flux Géotrek - aucune donnée disponible avant avril 2023



PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

17/01/2025

COMITE SYNDICAL

17 JANVIER 2025

LODEVE

Délibération SCoT n°2025-007 du Comité syndical du 14 février 2025

Débat sur les orientations du projet d'aménagements stratégiques du SCoT AEC

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Gérard **CAILHOL** – Jean **CAPEL** - Bouchra **EL MEROUANI** – Richard **FIOL** - Philippe **LEPETIT** - Patrick **PES** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ Pouvoirs	/
■ Excusés	/

Contexte et motifs

La délibération de prescription du SCOT modernisé dit SCOT AEC (Air énergie Climat) du 24 novembre 2023 a affiché plusieurs objectifs dans le cadre de ce projet qui s'inscrit dans la continuité du SCOT précédent :

- Accroitre l'attractivité du territoire et faciliter le développement sociétal qui sont des enjeux majeurs vis-à-vis du vieillissement de notre population et de l'évolution sociétale
- La résilience au changement climatique (adaptation et atténuation), avec une nouvelle entrée thématique de la santé environnement (cadre de vie)
- La protection et la valorisation des ressources territoriales (ressource en eau, espaces naturels agricoles et Forestiers-ENAF, biodiversité…).

À la suite de cette délibération, un comité de pilotage s'est déroulé le 13 mars 2024 avec les élus du territoire et les personnes publiques associées afin de consolider la méthodologie et les temps d'échange de l'année à venir.
L'actualisation de ce projet de territoire SCOT modernisé s'appuie sur plusieurs démarches. La première est la démarche d'adaptation au changement climatique qui a été engagé sur le territoire avec l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME qui accompagne les territoires d'Occitanie qui souhaitent mettre en place une stratégie d'adaptation au changement climatique sur leur territoire. La deuxième démarche est en lien direct avec le Contrat Local de Santé qui a pour objectif notamment la réduction des inégalités sociales géographiques et environnementales de santé. Or, l'aménagement est un des facteurs majeurs qui influe sur la santé. Aussi, afin d'intégrer pleinement les enjeux de santé dans le SCOT, le CEREMA a été choisi pour accompagner le territoire sur le volet urbanisme favorable à la santé. La 3eme démarche concerne la déclinaison territoriale de la loi Climat et Résilience et notamment son volet ZAN qu'il convient de bien appréhender afin de s'inscrire dans cet objectif réglementaire de ZAN en 2050 tout en permettant au territoire de poursuivre sa politique d'accueil de nouvelle population qui est indispensable au maintien démographique et économique du territoire. Enfin, le volet Air Energie Climat du SCOT avec l'intégration de la stratégie et du nouveau plan d'action du Plan Climat permet de croiser les enjeux énergétiques et d'empreintes carbone avec les enjeux environnementaux du territoire.

Plusieurs ateliers ont été organisés avec les forces vives du territoire pour partager le diagnostic et définir les enjeux du territoire : le 14 mai à Millau sur les évolutions climatiques et leurs impacts autour de 4 thématiques (agriculture, forêt et milieux naturels, santé et cadre de vie, tourisme) le 11 juin à Millau sur la démographie, le logement et les mobilités, le 18 juin à Cornus sur la transition écologique, le 24 juin à Saint Rome de Tarn sur les équipements et services, commerces et activités économiques, le 27 juin à Calmels-et-le-Viala sur le PCAET, le 8 juillet à Montlaur sur l'agriculture et la forêt. Ensuite, une restitution du diagnostic de vulnérabilité a eu lieu en 2 temps avec l'outil climastory le 24 septembre à Saint-Affrique et le 01 octobre à Millau. Le 15 octobre, a eu lieu un atelier avec les acteurs du territoire sur le partage de scénarios du PCAET

Concernant l'information et la participation de la population, outre l'espace dédié sur le site internet du SCOT et aux diverses informations transmises via la newsletter du PNR, une réunion publique présentant le diagnostic et les enjeux du SCOT et du PCAET a eu lieu à Vabres l'Abbaye le 13 novembre 2024. Le 22 novembre, à Millau, a eu lieu une restitution citoyenne sous la forme d'une mise en récit graphique des impacts du changement climatique sur notre territoire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_007-DE
Reçu le 17/02/2025

À la suite de ce diagnostic, il est proposé de structurer la stratégie du territoire autour de 3 défis transversaux et de 3 axes stratégiques.

Les 3 défis transversaux

Attractivité et développement sociétal

La population sur le périmètre du SCOT depuis 2007 a connu une augmentation de 1.4% soit prés de 850 nouveaux habitants. Cette évolution est très disparate en fonction des territoires. Globalement, cette évolution positive est possible grâce à un solde migratoire positif ainsi que l'installation de la DBLE sur le Larzac qui a maintenu ce dynamisme.

Cette évolution démographique s'accompagne d'un vieillissement global de la population avec une part des plus de 60 ans qui a augmenté de 15% entre 2009 et 2020 et qui est de près de 20% supérieur à la moyenne régionale. Aussi, le renouvellement des actifs est un enjeu majeur pour l'ensemble des activités économiques du territoire.

Les pôles urbains doivent renforcer leur rôle de catalyseur de ces populations, en proposant en premier lieu un parc de logements qualitatif. L'installation durable des nouveaux arrivants dépendra de la qualité de leur accueil par le territoire et de la concordance entre celui-ci et leur projet de vie. Ces nouveaux habitants seront alors susceptibles, dans le cadre de leur parcours résidentiel, de s'implanter dans les communes rurales du territoire.

Changement climatique

Les projections climatiques 2050 laissent entrevoir une multiplication par 13 du nombre de jours très chauds (>35°) et la disparition des vagues de froid, une division par 2 du nombre de jours de gel, une augmentation de température de 1.5°C des cours d'eau, des cumuls de précipitations stables mais avec une variabilité inter et intra annuelles qui s'accentuent (+40% de nombre de jours de fortes pluies).

La résilience du territoire au changement climatique suppose une adaptation du territoire au changement climatique sur tous les pans des activités humaines : la préservation des ressources naturelles (ressource en eau…), le logement, l'aménagement des espaces publics, les activités économiques (agriculture, tourisme…), la résilience des services et infrastructures.

Un autre volet est la participation du territoire à l'atténuation du changement climatique avec l'objectif 2050 d'atteindre un taux de couverture de 300% en 2050 qui sera possible avec une réduction de la consommation de 31% et une augmentation de la production en ENR de 2.66 par rapport à) 2023. Cela s'accompagne de la réduction de 25% de l'émission de GES et de 32% des polluants atmosphériques.

Le volet Santé environnement

Malgré un cadre de vie qui semble propice à la santé et au bien-être de ses habitants, le territoire du PNR des Grands Causses présente des spécificités qui influencent directement les modes de vie, les comportements, et les expositions aux risques sanitaires. L'isolement géographique, par exemple, conditionne l'accès aux services de santé et aux infrastructures, tandis que le vieillissement de la population et les défis liés à la mobilité amplifient les inégalités sociales de santé. Plusieurs groupes de populations sont sujets aux inégalités sociales de santé : les personnes âgées, les personnes en situation de précarité économiques (habitants et nouveaux arrivants), les enfants et adolescents isolés géographiquement et exposés aux risques d'addictions aux écrans…. Et le changement climatique en cours va venir amplifier les risques pour la santé humaine. Aussi, 4 objectifs ont été préciblés pour améliorer la qualité de vie sur le territoire :

- Prévenir des impacts environnementaux sur la santé mentale
- Réduire les Inégalité Sociale, Territoriales et Environnementales de santé et notamment sur les plus vulnérables
- Prévoir des aménagements (espaces publics en zone urbaine et en milieu naturel) favorable à la santé
- Un maillage territorial d'accès aux services participant à la santé : Mobilités, santé, social (hôpital médian et coordination avec la médecine de ville et les centres hospitaliers régionaux)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_007-DE
Reçu le 17/02/2025

Les 3 axes stratégiques

Protéger : Un territoire riche de ses ressources naturelles, patrimoniales et culturelles…mais fragiles

- Protéger et valoriser une biodiversité d'exception
- Préserver la richesse paysagère
- Sécuriser la ressource en eau

Aménager : Un territoire en transitions à ménager

- Poursuivre l'effort de sobriété foncière par des formes urbaines adaptées et acceptables pour le bien vivre ensemble
- Proposer une offre qualitative de logements pour tous qui répond aux parcours résidentiels tout au long de la vie
- Une mobilité qui se diversifie en proposant des alternatives à l'autosolisme avec une incitation aux mobilités actives favorables à la santé

Développer : Un territoire attractif et solidaire

- Consolider l'armature territoriale entre les pôles urbains structurants, les pôles de proximité et le rural
- Maintenir un maillage commercial et économique qui renforce les centralités du territoire
- Valoriser les ressources locales

Délibération

- Je vous propose de débattre des orientations générales du PAS – Projet d'Aménagement Stratégique
- D'acter ce débat sur les des orientations générales du PAS – Projet d'Aménagement Stratégique Du projet de Schéma de Cohérence Territoriale du PNR des Grands Causses.

Il est précisé que les orientations du PAS présentées seront annexées à la présente délibération.

VOTE :	Pour : 8	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical prend acte de la tenue du débat sur les orientations du PAS Projet d'Aménagement Stratégique.
Acte en est donné au Président.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_007-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération SCOT n° 2025-023 du Comité syndical du 21 mars 2025

Vote du Compte Financier Unique 2024 – SCOT

Etaient présents les représentants suivants : **7**

- Pour le collège des groupements de communes : 7
  Gérard CAILHOL - Jean CAPEL - Richard FIOL - Philippe LEPETIT – Patrick PES - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 1

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Philippe LEPETIT

Excusés : /

- Pour le collège des groupements de communes : /

Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'utilisation des crédits inscrits au budget primitif 2024, dont les résultats consignés dans le compte financier unique sont les suivants :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	145 425,77 euros
Recettes	217 319,49 euros
Résultat excédentaire de l'exercice	**71 893,72 euros**
Résultat excédentaire N-1	1 372,72 euros
Résultat cumulé excédentaire de la section de fonctionnement	**73 266,44 euros**
INVESTISSEMENT	
Dépenses	38 435,70 euros
Recettes	11 241,42 euros
Résultat déficitaire de l'exercice	**-27 194,28 euros**
Résultat excédentaire N-1	96 494,72 euros
Résultat cumulé excédentaire de la section d'investissement	**69 300,44 euros**
CUMUL des deux SECTIONS	
Résultat global excédentaire de l'exercice	**44 699,44 euros**
Résultat cumulé excédentaire	**142 566,88 euros**

Section d'investissement – restes à réaliser reportés	
En dépenses	*91 564,30 euros*
En recettes	*0,00 euros*
Solde déficitaire des restes à réaliser	***91 564,30 euros***

Le Comité syndical décide de voter, hors la présence du Président, le compte financier unique 2024 du budget relatif à la compétence SCOT du syndicat mixte du Parc.

VOTE : Pour : 8 Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le compte financier unique 2024 et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA

Numéro SIRET : 25120134900031

POSTE COMPTABLE : 012038 SGC SAINT-AFFRIQUE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	31
B	Compte de résultat	Comptable	35
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	37
D	Balance des comptes	Comptable	38
	IV. États annexés		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	44

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	33 505,28	177 520,42	211 025,70
	Recettes réalisées (1)	B	11 241,42	217 319,49	228 560,91
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	130 000,00	178 893,14	308 893,14
	Dépenses réalisées (1)	E	38 435,70	145 425,77	183 861,47
	Restes à réaliser	F	91 564,30	0,00	91 564,30
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	-27 194,28	71 893,72	44 699,44
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	96 494,72	1 372,72	97 867,44
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	69 300,44	73 266,44	142 566,88
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-91 564,30	0,00	-91 564,30
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-22 263,86	73 266,44	51 002,58

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES					
Investissement	96 494,72		-27 194,28		69 300,44
Fonctionnement	1 372,72		71 893,72		73 266,44
Sous-Total	97 867,44		44 699,44		142 566,88
TOTAL II	**97 867,44**		**44 699,44**		**142 566,88**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**97 867,44**		**44 699,44**		**142 566,88**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE	B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 91 564,30
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	91 564,30
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I II) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(I V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	21,58
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	-0,09
Autres immobilisations incorporelles	54,14	Réserves	101,95
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	1,37
Terrains		Résultat de l'exercice	71,89
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**196,70**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**54,14**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15,48
Stocks		Autres dettes non financières	21,63
Créances	179,68	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**37,11**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**179,68**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**37,11**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**233,82**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**233,82**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations	183,56	
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	33,76	
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion		
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**217,32**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	91,18	
Charges de personnel	46,61	
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	7,63	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**145,43**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**71,89**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**71,89**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	130 000,00	38 435,70	29,57	91 564,30
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**130 000,00**	**38 435,70**	**29,57**	**91 564,30**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**130 000,00**	**38 435,70**	**29,57**	**91 564,30**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**130 000,00**	**38 435,70**	**29,57**	**91 564,30**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**130 000,00**	**38 435,70**		**91 564,30**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 612,14	3 612,14	100,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 612,14**	**3 612,14**	**100,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*22 263,86*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*7 629,28*	*7 629,28*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**29 893,14**	**7 629,28**	**25,52**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**33 505,28**	**11 241,42**	**33,55**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**96 494,72**			
Total des recettes de la section d'investissement		**130 000,00**	**11 241,42**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	32 900,00	27 455,95	0,00	27 455,95	83,45	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	116 000,00	110 340,54	0,00	110 340,54	95,12	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**148 950,00**	**137 796,49**	**0,00**	**137 796,49**	**92,51**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**149 000,00**	**137 796,49**	**0,00**	**137 796,49**	**92,48**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 263,86*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*7 629,28*	*7 629,28*	*0,00*	*7 629,28*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**29 893,14**	**7 629,28**	**0,00**	**7 629,28**	**25,52**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**178 893,14**	**145 425,77**	**0,00**	**145 425,77**	**81,29**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**178 893,14**	**145 425,77**	**0,00**	**145 425,77**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	316,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 000,00	33 755,09	0,00	33 755,09	99,28	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	123 204,40	183 564,40	0,00	183 564,40	148,99	0,00
75	Autres produits de gestion courante	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**177 520,42**	**217 319,49**	**0,00**	**217 319,49**	**122,42**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**177 520,42**	**217 319,49**	**0,00**	**217 319,49**	**122,42**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**177 520,42**	**217 319,49**	**0,00**	**217 319,49**	**122,42**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 372,72**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**178 893,14**	**217 319,49**	**0,00**	**217 319,49**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme		38 435,70		38 435,70	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	130 000,00	38 435,70		38 435,70	91 564,30
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement		**130 000,00**	**38 435,70**		**38 435,70**	**91 564,30**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**130 000,00**	**38 435,70**		**38 435,70**	**91 564,30**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**130 000,00**	**38 435,70**		**38 435,70**	**91 564,30**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		130 000,00	38 435,70		38 435,70	91 564,30

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		3 612,14		3 612,14	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	3 612,14	3 612,14		3 612,14	
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**3 612,14**	**3 612,14**		**3 612,14**	
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 263,86*				
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*		*4 613,68*		*4 613,68*	
28031	*Frais d'études*		*3 015,60*		*3 015,60*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*7 629,28*	*7 629,28*		*7 629,28*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***29 893,14***	***7 629,28***		***7 629,28***	***22 263,86***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'investissement de l'exercice		33 505,28	11 241,42		11 241,42	22 263,86
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		96 494,72				
Total des recettes de la section d'investissement		130 000,00	11 241,42		11 241,42	118 758,58

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60632	Fournitures de petit équipement		132,00		132,00	
6132	Locations immobilières		2 600,00		2 600,00	
6231	Annonces et insertions		271,63		271,63	
6234	Réceptions		1 064,58		1 064,58	
6237	Publications		110,40		110,40	
6281	Concours divers (cotisations...)		2 693,89		2 693,89	
62871	A la collectivité de rattachement 4		20 583,45		20 583,45	
total chapitre 011	Charges à caractère général	32 900,00	27 455,95		27 455,95	5 444,05
6211	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		59 677,16		59 677,16	
6218	Autre personnel extérieur		4 049,83		4 049,83	
64111	Rémunération principale		46 613,55		46 613,55	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	116 000,00	110 340,54		110 340,54	5 659,46
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	50,00				50,00
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**148 950,00**	**137 796,49**		**137 796,49**	**11 153,51**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques	50,00				50,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**149 000,00**	**137 796,49**		**137 796,49**	**11 203,51**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*22 263,86*				
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*7 629,28*		*7 629,28*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*7 629,28*	*7 629,28*		*7 629,28*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***29 893,14***	***7 629,28***		***7 629,28***	***22 263,86***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**178 893,14**	**145 425,77**		**145 425,77**	**33 467,37**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**178 893,14**	**145 425,77**		**145 425,77**	**33 467,37**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	316,02				316,02
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
70841	à la collectivité de rattachement		33 755,09		33 755,09	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	34 000,00	33 755,09		33 755,09	244,91
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
74718	Autres		93 860,00		93 860,00	
74758	Autres groupements		89 704,40		89 704,40	
total chapitre 74	Dotations et participations	123 204,40	183 564,40		183 564,40	-60 360,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	20 000,00				20 000,00
Total des recettes de gestion des services		**177 520,42**	**217 319,49**		**217 319,49**	**-39 799,07**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**177 520,42**	**217 319,49**		**217 319,49**	**-39 799,07**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement						
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**177 520,42**	**217 319,49**		**217 319,49**	**-39 799,07**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**1 372,72**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**178 893,14**	**217 319,49**		**217 319,49**	**-38 426,35**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles		197 924,20	143 786,17	54 138,03	23 331,61
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**197 924,20**	**143 786,17**	**54 138,03**	**23 331,61**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		33 755,09		33 755,09	40 476,44
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes		145 924,90		145 924,90	76 450,17
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**179 679,99**		**179 679,99**	**116 926,61**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**377 604,19**	**143 786,17**	**233 818,02**	**140 258,22**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés		21 582,19	17 970,05
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-90,02	-90,02
RÉSERVES		101 946,30	101 946,30
REPORT A NOUVEAU		1 372,72	16 105,71
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		71 893,72	-14 732,99
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**196 704,91**	**121 199,05**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		15 484,87	2 582,93
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		21 628,24	16 476,24
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**37 113,11**	**19 059,17**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**37 113,11**	**19 059,17**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**233 818,02**	**140 258,22**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations		183 564,40		
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		33 755,09		
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion				
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**217 319,49**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		91 182,94		
Charges de personnel		46 613,55		
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*46 613,55*		
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)				
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		7 629,28		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**145 425,77**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**71 893,72**		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**71 893,72**		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	F.C.T.V.A.		17 970,05				3 612,14		21 582,19		21 582,19
	Sous Total compte 1022		**17 970,05**				**3 612,14**		**21 582,19**		**21 582,19**
	Sous Total compte 102		**17 970,05**				**3 612,14**		**21 582,19**		**21 582,19**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		101 946,30						101 946,30		101 946,30
	Sous Total compte 106		**101 946,30**						**101 946,30**		**101 946,30**
	Sous Total compte 10		**119 916,35**				**3 612,14**		**123 528,49**		**123 528,49**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		16 105,71	14 732,99				14 732,99	16 105,71		1 372,72
	Sous Total compte 11		**16 105,71**	**14 732,99**				**14 732,99**	**16 105,71**		**1 372,72**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	14 732,99			14 732,99			14 732,99	14 732,99		
	Sous Total compte 12	**14 732,99**			**14 732,99**			**14 732,99**	**14 732,99**		
193	Autres neutralisations et régularisation	90,02						90,02		90,02	
	Sous Total compte 19	**90,02**						**90,02**		**90,02**	
	Total classe 1	**14 823,01**	**136 022,06**	**14 732,99**	**14 732,99**		**3 612,14**	**29 556,00**	**154 367,19**	**90,02**	**124 901,21**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	154 734,70				38 435,70		193 170,40		193 170,40	
2031	Frais d'études	15 078,00			15 078,00			15 078,00	15 078,00		
	Sous Total compte 203	**15 078,00**			**15 078,00**			**15 078,00**	**15 078,00**		
2051	Concessions et droits similaires	4 753,80						4 753,80		4 753,80	
	Sous Total compte 205	**4 753,80**						**4 753,80**		**4 753,80**	
	Sous Total compte 20	**174 566,50**			**15 078,00**	**38 435,70**		**213 002,20**	**15 078,00**	**197 924,20**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		134 418,69				4 613,68		139 032,37		139 032,37
28031	Frais d'études		12 062,40	15 078,00			3 015,60	15 078,00	15 078,00		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2803		**12 062,40**	**15 078,00**			**3 015,60**	**15 078,00**	**15 078,00**		
2805	Concessions et droits similaires, brevet		4 753,80						4 753,80		4 753,80
	Sous Total compte 280		**151 234,89**	**15 078,00**			**7 629,28**	**15 078,00**	**158 864,17**		**143 786,17**
	Sous Total compte 28		**151 234,89**	**15 078,00**			**7 629,28**	**15 078,00**	**158 864,17**		**143 786,17**
	Total classe 2	**174 566,50**	**151 234,89**	**15 078,00**	**15 078,00**	**38 435,70**	**7 629,28**	**228 080,20**	**173 942,17**	**197 924,20**	**143 786,17**
4011	Fournisseurs		2 582,93	13 360,24	26 262,18			13 360,24	28 845,11		15 484,87
	Sous Total compte 401		**2 582,93**	**13 360,24**	**26 262,18**			**13 360,24**	**28 845,11**		**15 484,87**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			38 435,70	38 435,70			38 435,70	38 435,70		
	Sous Total compte 404			**38 435,70**	**38 435,70**			**38 435,70**	**38 435,70**		
	Sous Total compte 40		**2 582,93**	**51 795,94**	**64 697,88**			**51 795,94**	**67 280,81**		**15 484,87**
421	Personnel - Rémunérations dues			47 273,31	47 273,31			47 273,31	47 273,31		
	Sous Total compte 42			**47 273,31**	**47 273,31**			**47 273,31**	**47 273,31**		
44312	Recettes - Amiable			3 612,14	3 612,14			3 612,14	3 612,14		
	Sous Total compte 4431			**3 612,14**	**3 612,14**			**3 612,14**	**3 612,14**		
44331	Dépenses			832,47	832,47			832,47	832,47		
	Sous Total compte 4433			**832,47**	**832,47**			**832,47**	**832,47**		
44341	Dépenses			5 505,74	5 505,74			5 505,74	5 505,74		
	Sous Total compte 4434			**5 505,74**	**5 505,74**			**5 505,74**	**5 505,74**		
44351	Dépenses		16 476,24	22 544,70	27 696,70			22 544,70	44 172,94		21 628,24
44352	Recettes - Amiable			89 704,40	89 704,40			89 704,40	89 704,40		
	Sous Total compte 4435		**16 476,24**	**112 249,10**	**117 401,10**			**112 249,10**	**133 877,34**		**21 628,24**
44381	Dépenses			30 226,09	30 226,09			30 226,09	30 226,09		
44382	Recettes - Amiable		40 476,44	33 755,09	40 476,44			74 231,53	40 476,44	33 755,09	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4438	**40 476,44**		**63 981,18**	**70 702,53**			**104 457,62**	**70 702,53**	**33 755,09**	
	Sous Total compte 443	**40 476,44**	**16 476,24**	**186 180,63**	**198 053,98**			**226 657,07**	**214 530,22**	**12 126,85**	
	Sous Total compte 44	**40 476,44**	**16 476,24**	**186 180,63**	**198 053,98**			**226 657,07**	**214 530,22**	**12 126,85**	
4512	Compte de rattachement avec... (à subdiv	76 450,17		228 505,93	159 031,20			304 956,10	159 031,20	145 924,90	
	Sous Total compte 451	**76 450,17**		**228 505,93**	**159 031,20**			**304 956,10**	**159 031,20**	**145 924,90**	
	Sous Total compte 45	**76 450,17**		**228 505,93**	**159 031,20**			**304 956,10**	**159 031,20**	**145 924,90**	
47138	Autres			94 712,95	94 712,95			94 712,95	94 712,95		
	Sous Total compte 4713			**94 712,95**	**94 712,95**			**94 712,95**	**94 712,95**		
	Sous Total compte 471			**94 712,95**	**94 712,95**			**94 712,95**	**94 712,95**		
4728	Autres dépenses à régulariser			852,95	852,95			852,95	852,95		
	Sous Total compte 472			**852,95**	**852,95**			**852,95**	**852,95**		
	Sous Total compte 47			**95 565,90**	**95 565,90**			**95 565,90**	**95 565,90**		
	Total classe 4	**116 926,61**	**19 059,17**	**609 321,71**	**564 622,27**			**726 248,32**	**583 681,44**	**179 679,99**	**37 113,11**
580	Opérations d'ordre budgétaires			7 629,28	7 629,28			7 629,28	7 629,28		
	Sous Total compte 58			**7 629,28**	**7 629,28**			**7 629,28**	**7 629,28**		
	Total classe 5			**7 629,28**	**7 629,28**			**7 629,28**	**7 629,28**		
60632	Fournitures de petit équipement					132,00		132,00		132,00	
	Sous Total compte 6063					**132,00**		**132,00**		**132,00**	
	Sous Total compte 606					**132,00**		**132,00**		**132,00**	
	Sous Total compte 60					**132,00**		**132,00**		**132,00**	
6132	Locations immobilières					2 600,00		2 600,00		2 600,00	
	Sous Total compte 613					**2 600,00**		**2 600,00**		**2 600,00**	
	Sous Total compte 61					**2 600,00**		**2 600,00**		**2 600,00**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6211	Personnel affecté par la collectivité de					59 677,16		59 677,16		59 677,16	
6218	Autre personnel extérieur					4 049,83		4 049,83		4 049,83	
	Sous Total compte 621					**63 726,99**		**63 726,99**		**63 726,99**	
6231	Annonces et insertions					271,63		271,63		271,63	
6234	Réceptions					1 064,58		1 064,58		1 064,58	
6237	Publications					110,40		110,40		110,40	
	Sous Total compte 623					**1 446,61**		**1 446,61**		**1 446,61**	
6281	Concours divers (cotisations...)					2 693,89		2 693,89		2 693,89	
62871	A la collectivité de rattachement 4					20 583,45		20 583,45		20 583,45	
	Sous Total compte 6287					**20 583,45**		**20 583,45**		**20 583,45**	
	Sous Total compte 628					**23 277,34**		**23 277,34**		**23 277,34**	
	Sous Total compte 62					**88 450,94**		**88 450,94**		**88 450,94**	
64111	Rémunération principale					46 613,55		46 613,55		46 613,55	
	Sous Total compte 6411					**46 613,55**		**46 613,55**		**46 613,55**	
	Sous Total compte 641					**46 613,55**		**46 613,55**		**46 613,55**	
	Sous Total compte 64					**46 613,55**		**46 613,55**		**46 613,55**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					7 629,28		7 629,28		7 629,28	
	Sous Total compte 681					**7 629,28**		**7 629,28**		**7 629,28**	
	Sous Total compte 68					**7 629,28**		**7 629,28**		**7 629,28**	
	Total classe 6					**145 425,77**		**145 425,77**		**145 425,77**	
70841	à la collectivité de rattachement						33 755,09		33 755,09		33 755,09
	Sous Total compte 7084						**33 755,09**		**33 755,09**		**33 755,09**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 708						**33 755,09**		**33 755,09**		**33 755,09**
	Sous Total compte 70						**33 755,09**		**33 755,09**		**33 755,09**
74718	Autres						93 860,00		93 860,00		93 860,00
	Sous Total compte 7471						**93 860,00**		**93 860,00**		**93 860,00**
74758	Autres groupements						89 704,40		89 704,40		89 704,40
	Sous Total compte 7475						**89 704,40**		**89 704,40**		**89 704,40**
	Sous Total compte 747						**183 564,40**		**183 564,40**		**183 564,40**
	Sous Total compte 74						**183 564,40**		**183 564,40**		**183 564,40**
	Total classe 7						**217 319,49**		**217 319,49**		**217 319,49**
	Total gÃ©nÃ©ral	**306 316,12**	**306 316,12**	**646 761,98**	**602 062,54**	**183 861,47**	**228 560,91**	**1 136 939,57**	**1 136 939,57**	**523 119,98**	**523 119,98**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 17/02/2025

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M Sylvain DOMERGUE	du	01/10/2024	au	17/02/2025
Mme Isabelle BESSARD-LURBE	du	01/01/2024	au	30/09/2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

CARON David-John (1020847202-0), Contrôleur des Finances Publiques 2ème classe **A DDFiP DE L'AVEYRON, le 18/02/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

DOMERGUE Sylvain (1026118062-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A SAINT-AFFRIQUE, le 18/02/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 21/03/2025 par l'organe délibérant.

FIOL RICHARD (rfiol2-xt), Président **A MILLAU, le 24/03/2025**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_023-BF
Reçu le 01/04/2025

Département : AVEYRON	**DELIBERATION N°2025 - 024**	Nombre de membres en exercice : 8
SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES	**du COMITE SYNDICAL SUR LE COMPTE FINANCIER UNIQUE SCOT DE L'EXERCICE 2024**	Nombre de membres présents : 7
	Séance du 21 mars 2025	Nombre de suffrages exprimés : 8

Le comité syndical réuni sous la présidence de séance de Monsieur Cyril TOUZET, délibérant sur le compte financier unique du budget annexe SCOT de l'exercice 2024 dressé par Monsieur Richard FIOL, Président après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte financier unique, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats de l'exercice 2023		96 494,72		1 372,72		97 867,44
Transfert à la sect°d'investissemt	-	-				
Résultats cumulés reportés 2023		**96 494,72**		**1 372,72**		**97 867,44**
Opérations de l'exercice 2024	38 435,70	11 241,42	145 425,77	217 319,49	183 861,47	228 560,91
Résultats de l'exercice 2024	**27 194,28**			**71 893,72**		**44 699,44**
RESULTATS DE CLOTURE en €		**69 300,44**		**73 266,44**		**142 566,88**

ETAT DES RESTES A REALISER	INVESTISSEMENT	
Dépenses reportées	91 564,30	
Recettes reportées		0,00
Besoin de financement	**91 564,30**	

Affectation des résultats

Résultat excédentaire de fonctionnement en €	**73 266,44**
Affectation du résultat prévu au BP 2025 :	
- En section de fonctionnement - article 002 "Excédent d'exploitation reporté" - report à nouveau en €	**73 266,44**
- En section d'investissement - article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" en €	

Résultat excédentaire d'investissement en €	**69 300,44**
Affectation du résultat prévu au BP 2025 :	
- En section d'investissement : article 001 "Excédent d'investissement reporté" en €	**69 300,44**

2° Constate, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4° Voté et arrêté les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_024-BF
Reçu le 27/03/2025

Richard FIOL *Titulaire CC Larzac Vallées*		**Maryse ROUX** *Suppléant CC Larzac Vallées*	
Patrick PES *Titulaire CC Millau Grands Causses*		**Bouchra EL MEROUANI** *Suppléant CC Millau Grands Causses*	
Thierry PEREZ *Titulaire CC Millau Grands Causses* Donne pouvoir à P. Lepetit		**Esther CHUREAU** *Suppléant CC Millau Grands Causses*	
Philippe LEPETIT *Titulaire CC Millau Grands Causses* Pouvoir de T. Perez		**Valentin ARTAL** *Suppléant CC Millau Grands Causses*	
Jean CAPEL *Titulaire CC Muse et Raspes du Tarn*		**Maxime CONSTANS** *Suppléant CC Muse et Raspes du Tarn*	
Cyril TOUZET *Titulaire CC Monts, Rance et Rougiers*		**Patrick RIVEMALE** Titulaire CC Monts, Rance et Rougiers	
Bernard SIRGUE *Titulaire CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*		**Thierry ARTAL** *Suppléant CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*	
Gérard CAILHOL *Titulaire CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*		**Thierry ROQUES** *Suppléant CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*	

Sceau du syndicat mixte
du Parc naturel régional des grands causses

Parc naturel régional des Grands Causses

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU Cedex
Tél. 05 65 61 35 50 - info@parc-grands-causses.fr
www.parc-grands-causses.fr

Pour expédition conforme
Le Président de séance

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_024-BF
Reçu le 27/03/2025

Délibération SCOT n°2025-025 du Comité syndical du 21 mars 2025

Vote du Budget Primitif 2025 – SCOT

Etaient présents les représentants suivants : **7**

- Pour le collège des groupements de communes : 7
  Gérard CAILHOL - Jean CAPEL - Richard FIOL - Philippe LEPETIT – Patrick PES - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 1

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Philippe LEPETIT

Excusés : /

- Pour le collège des groupements de communes : /

A partir des besoins recensés et, après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés au budget primitif 2025 SCOT, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	202 600,00 euros	182 097,42 euros
Opérations d'ordre	52 763,86 euros	
Résultat reporté		73 266,44 euros
TOTAL	**255 363,86 euros**	**255 363,86 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	122 064,30 euros	0,00 euros
Opérations d'ordre		52 763,86 euros
Résultat reporté		69 300,44 euros
TOTAL	**122 064,30 euros**	**122 064,30 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**377 428,16 euros**	**377 428,16 euros**

VOTE : Pour : 8 Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2025 relatif à la compétence SCOT du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoria (M57) (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (M57) (2)

Numéro SIRET : 25120134900031

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des emprunts de couverture Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	42
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	43

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Reçu le 27/03/2025
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

A

Informations statistiques	
	Valeurs
population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Reçu le 27/03/2025
Acusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	183 861,47	228 560,91	0,00	A1	44 699,44
Investissement	38 435,70	11 241,42 (3)	0,00	A2	-27 194,28
Fonctionnement	145 425,77	217 319,49 (4)	0,00	A3	71 893,72

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	91 564,30	III + IV	0,00	B1	-91 564,30
Investissement	I	91 564,30	III	0,00	B2	-91 564,30
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	-46 864,86
Investissement	A2 + B2	-118 758,58
Fonctionnement	A3 + B3	71 893,72

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	91 564,30
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		91 564,30
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	30 500,00	52 763,86
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	91 564,30	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 69 300,44
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	122 064,30	122 064,30

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	255 363,86	182 097,42
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 73 266,44
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	255 363,86	255 363,86

TOTAL DU BUDGET (4)	377 428,16	377 428,16

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Accusé de réception en préfecture

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	130 000,00	91 564,30	30 500,00	30 500,00	122 064,30
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**130 000,00**	**91 564,30**	**30 500,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**130 000,00**	**91 564,30**	**30 500,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**130 000,00**	**91 564,30**	**30 500,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
					+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**122 064,30**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 612,14	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*22 263,86*		*41 968,72*	*41 968,72*	*41 968,72*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*7 629,28*		*10 795,14*	*10 795,14*	*10 795,14*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***29 893,14***		***52 763,86***	***52 763,86***	***52 763,86***

TOTAL	**33 505,28**	**0,00**	**52 763,86**	**52 763,86**	**52 763,86**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**69 300,44**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**122 064,30**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**52 763,86**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	32 900,00	0,00	64 500,00	64 500,00	64 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	116 000,00	0,00	138 000,00	138 000,00	138 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**148 950,00**	**0,00**	**202 550,00**	**202 550,00**	**202 550,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**149 000,00**	**0,00**	**202 600,00**	**202 600,00**	**202 600,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*22 263,86*		*41 968,72*	*41 968,72*	*41 968,72*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*7 629,28*		*10 795,14*	*10 795,14*	*10 795,14*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***29 893,14***		***52 763,86***	***52 763,86***	***52 763,86***
TOTAL		**178 893,14**	**0,00**	**255 363,86**	**255 363,86**	**255 363,86**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**255 363,86**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	316,02	0,00	375,22	375,22	375,22
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 000,00	0,00	35 500,00	35 500,00	35 500,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	123 204,40	0,00	121 222,20	121 222,20	121 222,20
75	Autres produits de gestion courante (3)	20 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Total des recettes de gestion courante		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**73 266,44**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**255 363,86**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**52 763,86**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	122 064,30	*0,00*	122 064,30
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**122 064,30**	***0,00***	**122 064,30**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**122 064,30**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	64 500,00		64 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	138 000,00		138 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	50,00	*0,00*	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	50,00	*0,00*	50,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*10 795,14*	10 795,14
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*41 968,72*	41 968,72
	Dépenses de fonctionnement – Total	**202 600,00**	***52 763,86***	**255 363,86**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**255 363,86**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M 57.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*10 795,14*	10 795,14
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*41 968,72*	41 968,72
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***52 763,86***	**52 763,86**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**69 300,44**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**122 064,30**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	375,22		375,22
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 500,00		35 500,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	121 222,20		121 222,20
75	Autres produits de gestion courante (8)	25 000,00	*0,00*	25 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**182 097,42**	***0,00***	**182 097,42**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			73 266,44
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			255 363,86

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

	Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**130 000,00**	**91 564,30**	**0,00**	**30 500,00**	**30 500,00**	**0,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	130 000,00	91 564,30	0,00	30 500,00	30 500,00	0,00	30 500,00	122 064,30
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**130 000,00**	**91 564,30**	**0,00**	**30 500,00**	**30 500,00**	**0,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**130 000,00**	**91 564,30**	**0,00**	**30 500,00**	**30 500,00**	**0,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**122 064,30**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**33 505,28**	**0,00**	**52 763,86**	**52 763,86**	**52 763,86**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 612,14	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 263,86*		*41 968,72*	*41 968,72*	*41 968,72*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*7 629,28*		*10 795,14*	*10 795,14*	*10 795,14*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***29 893,14***		***52 763,86***	***52 763,86***	***52 763,86***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**69 300,44**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	122 064,30

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**130 000,00**	**91 564,30**	**0,00**	**30 500,00**	**30 500,00**	**0,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	130 000,00	91 564,30	0,00	30 500,00	30 500,00	0,00	30 500,00	122 064,30
202	Frais réalisation documents urbanisme	130 000,00	91 564,30		30 500,00	30 500,00	0,00	30 500,00	122 064,30
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**130 000,00**	**91 564,30**	**0,00**	**30 500,00**	**30 500,00**	**0,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**130 000,00**	**91 564,30**	**0,00**	**30 500,00**	**30 500,00**	**0,00**	**30 500,00**	**122 064,30**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**33 505,28**	**0,00**	**52 763,86**	**52 763,86**	**52 763,86**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 612,14	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	3 612,14	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 263,86*		*41 968,72*	*41 968,72*	*41 968,72*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*7 629,28*		*10 795,14*	*10 795,14*	*10 795,14*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*4 613,68*		*10 795,14*	*10 795,14*	*10 795,14*
28031	*Frais d'études*	*3 015,60*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***29 893,14***		***52 763,86***	***52 763,86***	***52 763,86***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Accusé de réception en préfecture

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**178 893,14**	**0,00**	**0,00**	**255 363,86**	**255 363,86**	**0,00**	**255 363,86**	**255 363,86**
011	Charges à caractère général (3)	32 900,00	0,00	0,00	64 500,00	64 500,00	0,00	64 500,00	64 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	116 000,00	0,00		138 000,00	138 000,00		138 000,00	138 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	50,00	0,00	0,00	50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**148 950,00**	**0,00**	**0,00**	**202 550,00**	**202 550,00**	**0,00**	**202 550,00**	**202 550,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**50,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**50,00**		**50,00**	**50,00**
Total des dépenses réelles		**149 000,00**	**0,00**	**0,00**	**202 600,00**	**202 600,00**	**0,00**	**202 600,00**	**202 600,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 263,86*			*41 968,72*	*41 968,72*		*41 968,72*	*41 968,72*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*7 629,28*			*10 795,14*	*10 795,14*		*10 795,14*	*10 795,14*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**29 893,14**			**52 763,86**	**52 763,86**		**52 763,86**	**52 763,86**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**255 363,86**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Reçu le 27/03/2025
Acusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
013	Atténuations de charges (2)	316,02	0,00	375,22	375,22	375,22
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 000,00	0,00	35 500,00	35 500,00	35 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	123 204,40	0,00	121 222,20	121 222,20	121 222,20
75	Autres produits de gestion courante (2)	20 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Total des recettes de gestion des services		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**73 266,44**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**255 363,86**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Reçu le 27/03/2025
Acquitté de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**178 893,14**	**0,00**	**0,00**	**255 363,86**	**255 363,86**	**0,00**	**255 363,86**	**255 363,86**
011	Charges à caractère général (4)	32 900,00	0,00	0,00	64 500,00	64 500,00	0,00	64 500,00	64 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	200,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
611	Contrats de prestations de services	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6132	Locations immobilières	2 600,00	0,00		2 600,00	2 600,00	0,00	2 600,00	2 600,00
62268	Autres honoraires, conseils	6 500,00	0,00		6 500,00	6 500,00	0,00	6 500,00	6 500,00
6228	Divers	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6231	Annonces et insertions	200,00	0,00		13 800,00	13 800,00	0,00	13 800,00	13 800,00
6234	Réceptions	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00		4 800,00	4 800,00	0,00	4 800,00	4 800,00
6237	Publications	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	200,00	0,00		200,00	200,00	0,00	200,00	200,00
6281	Concours divers (cotisations)	800,00	0,00		800,00	800,00	0,00	800,00	800,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	16 400,00	0,00		29 700,00	29 700,00	0,00	29 700,00	29 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	116 000,00	0,00		138 000,00	138 000,00		138 000,00	138 000,00
6211	Personnel affecté par CL de rattachement	64 000,00	0,00		88 000,00	88 000,00		88 000,00	88 000,00
6218	Autre personnel extérieur	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	48 000,00	0,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	50,00	0,00	0,00	50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
65888	Autres	50,00	0,00		50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**148 950,00**	**0,00**	**0,00**	**202 550,00**	**202 550,00**	**0,00**	**202 550,00**	**202 550,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Accusé de réception en préfecture

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
67	Charges spécifiques (4)	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**50,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**50,00**		**50,00**	**50,00**
Total des dépenses réelles		**149 000,00**	**0,00**	**0,00**	**202 600,00**	**202 600,00**	**0,00**	**202 600,00**	**202 600,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 263,86*			*41 968,72*	*41 968,72*		*41 968,72*	*41 968,72*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*7 629,28*			*10 795,14*	*10 795,14*		*10 795,14*	*10 795,14*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*7 629,28*			*10 795,14*	*10 795,14*		*10 795,14*	*10 795,14*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**29 893,14**			**52 763,86**	**52 763,86**		**52 763,86**	**52 763,86**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
013	Atténuations de charges (3)	316,02	0,00	375,22	375,22	375,22
6419	Remboursements rémunérations personnel	316,02	0,00	375,22	375,22	375,22
7316	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7317	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 000,00	0,00	35 500,00	35 500,00	35 500,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	34 000,00	0,00	35 500,00	35 500,00	35 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	123 204,40	0,00	121 222,20	121 222,20	121 222,20
74681	Autres DGD	20 000,00	0,00	28 500,00	28 500,00	28 500,00
74718	Autres participations Etat	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	89 704,40	0,00	92 722,20	92 722,20	92 722,20
75	Autres produits de gestion courante (3)	20 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
757368	Établiss. et services rattachés (Autres)	20 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Total des recettes de gestion des services		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**177 520,42**	**0,00**	**182 097,42**	**182 097,42**	**182 097,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.
(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**69 300,44**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-91 564,30**	**-91 564,30**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-91 564,30**	**-22 263,86**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-91 564,30**	**-22 263,86**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-91 564,30**	**-22 263,86**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**52 763,86**	**52 763,86**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**52 763,86**	**52 763,86**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**52 763,86**	**III**	**52 763,86**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**52 763,86**		**52 763,86**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*10 795,14*		*10 795,14*
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*41 968,72*		*41 968,72*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 8
Nombre de membres présents : 7
Nombre de suffrages exprimés : 8
VOTES :
Pour : 8
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/02/2025

Présenté par Cyril TOUZET (1),
A Saint-Affrique, le 21/03/2025

Délibéré par l'assemblée le Conseil syndical(2), réunie en session
A Saint-Affrique, le 21/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil syndical (2),(3).

001. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	
002. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
003. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire	
004. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
005. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ Thierry , Titulaire Donne Pouvoir à P. Lepetit	
006. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
007. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire Pouvoir de T. Perez	
008. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
009. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
010. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
011. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
012. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maxime , Suppléant	
013. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
014. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
015. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
016. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par Cyril TOUZET (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le Saint-Affrique le 21/03/25

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_025-BF
Reçu le 27/03/2025

Délibération SPANC n°2025-026 du Comité syndical du 21 mars 2025

Vote du Compte Financier Unique 2024 – SPANC

Etaient présents les représentants suivants : 24

- Pour le collège des groupements de communes : 3
  Gérard CAILHOL - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : 21
  Julie ALRIQUET - Jacques ARLES - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL – Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Philippe CAVALIER - Jean-Luc CRASSOUS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE - Philippe GOUT - Romain JEANJEAN – Franck LE MOUTON MAZIERES – Elisabeth MUYS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ – Jérôme SINTES – Mickaël THOMAS - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 9

- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : 9
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT
  Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT
  Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES
  Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA
  Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL
  Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS
  Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES
  Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérôme SINTES

Excusés : 17

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Sébastien CROS
- Pour le collège des communes : 16
  Adrien BOUDES - Guy CAZOTTES - Régis COLSON - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - Alain JOSEPH - Mathieu LAMBRECHT – Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Bernadette PAILHAS - Philippe RAMONDENC - Michel SENTY - Didier VIDAL

Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'utilisation des crédits inscrits au budget primitif 2024, dont les résultats consignés dans le compte financier unique sont les suivants :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	357 506,95 euros
Recettes	360 476,80 euros
Résultat excédentaire de l'exercice	**2 969,85 euros**
Résultat excédentaire N-1	124 482,55 euros
Résultat cumulé excédentaire	**127 452,40 euros**
INVESTISSEMENT	
Dépenses	0,00 euros
Recettes	29 952,00 euros
Résultat excédentaire de l'exercice	**29 952,00 euros**
Résultat déficitaire N-1	- 13 932,00 euros
Résultat cumulé excédentaire	**16 020,00 euros**
CUMUL des deux SECTIONS	
Résultat cumulé excédentaire	**143 472,40 euros**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

Le Comité syndical décide de voter, hors la présence du Président, le compte financier unique 2024 du budget relatif à la compétence SPANC du syndicat mixte du Parc.

VOTE :	Pour : 33	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le compte financier unique 2024 et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA

Numéro SIRET : 25120134900023

POSTE COMPTABLE : 012038 SGC SAINT-AFFRIQUE

Compte financier unique (M49)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures

ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	19
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	20
C2	Recettes d'investissement	Comptable	22
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	24
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	25
B	Compte de résultat	Comptable	30
C	Balance des comptes	Comptable	33
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	41

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**29 952,00**	**334 703,00**	**364 655,00**
	Recettes réalisées (1)	B	**29 952,00**	**360 476,80**	**390 428,80**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**16 020,00**	**459 185,55**	**475 205,55**
	Dépenses réalisées (1)	E	**0,00**	**357 506,95**	**357 506,95**
	Restes à réaliser	F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**29 952,00**	**2 969,85**	**32 921,85**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**-13 932,00**	**124 482,55**	**110 550,55**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**16 020,00**	**127 452,40**	**143 472,40**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**16 020,00**	**127 452,40**	**143 472,40**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	**B**

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES					
Investissement	-13 932,00		29 952,00		16 020,00
Fonctionnement	138 414,55	13 932,00	2 969,85		127 452,40
Sous-Total	124 482,55	13 932,00	32 921,85		143 472,40
TOTAL III	**124 482,55**	**13 932,00**	**32 921,85**		**143 472,40**
TOTAL I + II + III	**124 482,55**	**13 932,00**	**32 921,85**		**143 472,40**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	E

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	0,00	Fonds globalisés	0,00
Constructions	0,00	Réserves	16,02
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	124,48
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2,97
Autres immobilisations corporelles	0,00	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**0,00**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**143,47**
Créances	50,54	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	207,87	Fournisseurs (2)	40,30
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	71,83
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**258,42**	**Total des dettes à court terme**	**112,13**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**112,13**
		Comptes de régularisation	**2,82**
TOTAL ACTIF	**258,42**	**TOTAL PASSIF**	**258,42**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	13,64	24,04
Produits des services	346,77	300,74
Autres produits	0,04	0,04
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	360,44	324,82
Traitements, salaires, charges sociales	179,95	174,03
Achats et charges externes	143,05	130,30
Participations et interventions		0,62
Dotations aux amortissements et provisions	17,87	
Autres charges	11,09	10,56
Charges courantes non financières	351,96	315,51
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**8,48**	**9,31**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		
RESULTAT COURANT FINANCIER		
RESULTAT COURANT	**8,48**	**9,31**
Produits exceptionnels	0,03	0,55
Charges exceptionnelles	5,55	3,85
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-5,51**	**-3,31**
RESULTAT DE L'EXERCICE	**2,97**	**6,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	**A**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE	A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	89 750,00	71 979,76	0,00	71 979,76	80,20	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	266 000,00	262 111,71	0,00	262 111,71	98,54	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	20 200,00	2,25	0,00	2,25	0,01	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**375 950,00**	**334 093,72**	**0,00**	**334 093,72**	**88,87**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	6 300,00	5 546,50	0,00	5 546,50	88,04	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	60 000,00	1 846,73	0,00	1 846,73	3,08	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	915,55					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**443 165,55**	**341 486,95**	**0,00**	**341 486,95**	***77,06***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*16 020,00*	*16 020,00*	*0,00*	*16 020,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***16 020,00***	***16 020,00***	***0,00***	***16 020,00***	***100,00***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**459 185,55**	**357 506,95**	**0,00**	**357 506,95**	**77,86**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**459 185,55**	**357 506,95**	**0,00**	**357 506,95**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	319 315,00	346 771,00	0,00	346 771,00	108,60	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	14 138,00	13 638,00	0,00	13 638,00	96,46	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	50,00	35,80	0,00	35,80	71,60	0,00
Total des recettes de gestion courante		**334 003,00**	**360 444,80**	**0,00**	**360 444,80**	**107,92**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	700,00	32,00	0,00	32,00	4,57	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**334 703,00**	**360 476,80**	**0,00**	**360 476,80**	**107,70**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**334 703,00**	**360 476,80**	**0,00**	**360 476,80**	**107,70**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**124 482,55**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**459 185,55**	**360 476,80**	**0,00**	**360 476,80**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	16 020,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**16 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**16 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**13 932,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**29 952,00**	**0,00**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	13 932,00	13 932,00	100,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**13 932,00**	**13 932,00**	**100,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*16 020,00*	*16 020,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***16 020,00***	***16 020,00***	***100,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**29 952,00**	**29 952,00**	**100,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**29 952,00**	**29 952,00**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement		1 340,62		1 340,62	
6068	Autres matières et fournitures		13,85		13,85	
6132	Locations immobilières		7 700,00		7 700,00	
61551	Matériel roulant		4 677,90		4 677,90	
618	Divers		1 634,00		1 634,00	
6237	Publications		291,60		291,60	
6256	Missions		495,08		495,08	
627	Services bancaires et assimilés		168,11		168,11	
6281	Concours divers -cotisations		75,00		75,00	
62871	à la collectivité de rattachement		55 583,60		55 583,60	
total chapitre 011	Charges à caractère général	89 750,00	71 979,76		71 979,76	17 770,24
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		71 071,91		71 071,91	
6311	Taxe sur les salaires		10 096,00		10 096,00	
6331	Versement mobilité		862,49		862,49	
6332	Cotisations versées au FNAL		127,38		127,38	
6411	Salaires, appointements, commissions de base		123 993,72	57,55	123 936,17	
6451	Cotisations à l'URSSAF		40 269,52		40 269,52	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		10 585,71		10 585,71	
6454	Cotisations au Pôle Emploi		5 162,53		5 162,53	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	266 000,00	262 169,26	57,55	262 111,71	3 888,29
total chapitre 014	Atténuations de produits					
6588	Autres charges diverses de gestion courante		2,70	0,45	2,25	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	20 200,00	2,70	0,45	2,25	20 197,75
Total des dépenses de gestion courante		**375 950,00**	**334 151,72**	**58,00**	**334 093,72**	**41 856,28**
total chapitre 66	Charges financières					
673	Titres annulés (exercices antérieurs		5 546,50		5 546,50	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	6 300,00	5 546,50		5 546,50	753,50
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		1 846,73		1 846,73	
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)	60 000,00	1 846,73		1 846,73	58 153,27
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues	915,55				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**443 165,55**	**341 544,95**	**58,00**	**341 486,95**	**101 678,60**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*16 020,00*		*16 020,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*16 020,00*	*16 020,00*		*16 020,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***16 020,00***	***16 020,00***		***16 020,00***	
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**459 185,55**	**357 564,95**	**58,00**	**357 506,95**	**101 678,60**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**459 185,55**	**357 564,95**	**58,00**	**357 506,95**	**101 678,60**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges	500,00				500,00
7062	Redevances d'assainissement non collectif		351 660,20	4 889,20	346 771,00	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	319 315,00	351 660,20	4 889,20	346 771,00	-27 456,00
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
747	Subventions et participations des collectivités territoriales		13 638,00		13 638,00	
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	14 138,00	13 638,00		13 638,00	500,00
7588	Autres		35,80		35,80	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	50,00	35,80		35,80	14,20
Total des recettes de gestion courante		**334 003,00**	**365 334,00**	**4 889,20**	**360 444,80**	**-26 441,80**
total chapitre 76	Produits financiers					
7714	Recouvrement sur créances admises en non valeur		32,00		32,00	
total chapitre 77	Produits exceptionnels	700,00	32,00		32,00	668,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**334 703,00**	**365 366,00**	**4 889,20**	**360 476,80**	**-25 773,80**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation						
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**334 703,00**	**365 366,00**	**4 889,20**	**360 476,80**	**-25 773,80**
002 Résultat d'exploitation reporté		**124 482,55**				
Total des recettes de la section d'exploitation		**459 185,55**	**365 366,00**	**4 889,20**	**360 476,80**	**98 708,75**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total opération n° 16	Opération d'équipement n° 16	16 020,00				16 020,00
Total des dépenses d'équipement		**16 020,00**				**16 020,00**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 020,00**				**16 020,00**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**16 020,00**				**16 020,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		13 932,00				
Total des dépenses de la section d'investissement		29 952,00				29 952,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
1068	Autres réserves		13 932,00		13 932,00	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	13 932,00	13 932,00		13 932,00	
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**13 932,00**	**13 932,00**		**13 932,00**	
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*					
2805	*Concessions et droits similaires brevets licences marques procédés logiciels droits et valeurs similaires*		*16 020,00*		*16 020,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*16 020,00*	*16 020,00*		*16 020,00*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***16 020,00***	***16 020,00***		***16 020,00***	
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**29 952,00**	**29 952,00**		**29 952,00**	
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**29 952,00**	**29 952,00**		**29 952,00**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 16 (1)
LIBELLE : MATERIELS INFORMATIQUE / BUREAU

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./Art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – mandats émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		16 020,00	A 0,00	0,00	0,00	B 30 266,40
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	16 020,00	0,00	0,00	0,00	30 266,40
2051	Concessions et droits assimilés	16 020,00	0,00		0,00	30 266,40
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations – titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (3)	Cumul des réalisations (4)
RECETTES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – dépenses	C-A 0,00	D-B -30 266,40

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D				
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires	16 020,00	16 020,00		16 020,00
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
3) Reçues en affectation ou en concession				

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**16 020,00**	**16 020,00**		**16 020,00**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	52 391,34	1 846,73	50 544,61	58 950,87
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres				
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques				
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal				

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances				130,62
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	**207 873,95**		**207 873,95**	**169 048,06**
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**260 265,29**	**1 846,73**	**258 418,56**	**228 129,55**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser				
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**276 285,29**	**17 866,73**	**258 418,56**	**244 149,55**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations		
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves	16 020,00	2 088,00
Report à nouveau (1)	124 482,55	132 413,00
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	2 969,85	6 001,55
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**143 472,40**	**140 502,55**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	39 430,09	39 236,20

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales	870,00	1 258,00
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques	70 816,91	61 490,38
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes	1 011,84	831,22
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**112 128,84**	**102 815,80**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser	2 817,32	831,20
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV	**2 817,32**	**831,20**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**258 418,56**	**244 149,55**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	*346 771,00*	*300 741,70*
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	13 638,00	24 035,00
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	35,80	41,93
TOTAL I	**360 444,80**	**324 818,63**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	143 051,67	130 301,06
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations	*11 085,87*	*10 563,73*
Autres		
Salaires et traitements	123 936,17	120 652,85
Charges sociales	56 017,76	53 373,17
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*16 020,00*	
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants	*1 846,73*	
Dotations aux provisions pour risques et charges		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Autres charges	2,25	619,89
TOTAL II	**351 960,45**	**315 510,70**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**8 484,35**	**9 307,93**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		
A + B - RÉSULTAT COURANT	**8 484,35**	**9 307,93**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*32,00*	*416,00*
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations		*130,62*
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
TOTAL V	**32,00**	**546,62**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations	*5 546,50*	*3 853,00*
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	**5 546,50**	**3 853,00**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	**-5 514,50**	**-3 306,38**
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**360 476,80**	**325 365,25**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**357 506,95**	**319 363,70**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**2 969,85**	**6 001,55**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Autres réserves		2 088,00				13 932,00		16 020,00		16 020,00
	Sous Total compte 106		**2 088,00**				**13 932,00**		**16 020,00**		**16 020,00**
	Sous Total compte 10		**2 088,00**				**13 932,00**		**16 020,00**		**16 020,00**
110	Report à nouveau solde créditeur		132 413,00	13 932,00	6 001,55			13 932,00	138 414,55		124 482,55
	Sous Total compte 11		**132 413,00**	**13 932,00**	**6 001,55**			**13 932,00**	**138 414,55**		**124 482,55**
12	Résultat exercice bénef ou perte		6 001,55	6 001,55				6 001,55	6 001,55		
	Sous Total compte 12		**6 001,55**	**6 001,55**				**6 001,55**	**6 001,55**		
	Total classe 1		**140 502,55**	**19 933,55**	**6 001,55**		**13 932,00**	**19 933,55**	**160 436,10**		**140 502,55**
2051	Concessions et droits assimilés	16 020,00						16 020,00		16 020,00	
	Sous Total compte 205	**16 020,00**						**16 020,00**		**16 020,00**	
	Sous Total compte 20	**16 020,00**						**16 020,00**		**16 020,00**	
2805	Concessions droits similaires brevets						16 020,00		16 020,00		16 020,00
	Sous Total compte 280						**16 020,00**		**16 020,00**		**16 020,00**
	Sous Total compte 28						**16 020,00**		**16 020,00**		**16 020,00**
	Total classe 2	**16 020,00**					**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**
4011	Fournisseurs		39 236,20	71 122,68	71 316,57			71 122,68	110 552,77		39 430,09
	Sous Total compte 401		**39 236,20**	**71 122,68**	**71 316,57**			**71 122,68**	**110 552,77**		**39 430,09**
	Sous Total compte 40		**39 236,20**	**71 122,68**	**71 316,57**			**71 122,68**	**110 552,77**		**39 430,09**
411	Clients	45 455,54		351 660,20	354 473,32			397 115,74	354 473,32	42 642,42	
4161	Créances douteuses	13 495,33		22 468,88	26 215,29			35 964,21	26 215,29	9 748,92	
	Sous Total compte 416	**13 495,33**		**22 468,88**	**26 215,29**			**35 964,21**	**26 215,29**	**9 748,92**	
	Sous Total compte 41	**58 950,87**		**374 129,08**	**380 688,61**			**433 079,95**	**380 688,61**	**52 391,34**	
421	Personnel - rémunérations dues			96 403,87	96 403,87			96 403,87	96 403,87		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
425	Personnel - acomptes			86,80	86,80			86,80	86,80		
	Sous Total compte 42			**96 490,67**	**96 490,67**			**96 490,67**	**96 490,67**		
431	Sécurite sociale			32 970,07	32 970,07			32 970,07	32 970,07		
437	Autres organismes sociaux			22 269,08	22 269,08			22 269,08	22 269,08		
	Sous Total compte 43			**55 239,15**	**55 239,15**			**55 239,15**	**55 239,15**		
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			13 638,00	13 638,00			13 638,00	13 638,00		
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux			1 600,00	1 600,00			1 600,00	1 600,00		
	Sous Total compte 441			**15 238,00**	**15 238,00**			**15 238,00**	**15 238,00**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r		75,00	819,35	744,35			819,35	819,35		
	Sous Total compte 442		**75,00**	**819,35**	**744,35**			**819,35**	**819,35**		
4431	Opér particul avec Etat dépenses		61 415,38	61 670,38	71 071,91			61 670,38	132 487,29		70 816,91
	Sous Total compte 443		**61 415,38**	**61 670,38**	**71 071,91**			**61 670,38**	**132 487,29**		**70 816,91**
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		1 258,00	39 100,68	38 712,68			39 100,68	39 970,68		870,00
	Sous Total compte 44		**62 748,38**	**116 828,41**	**125 766,94**			**116 828,41**	**188 515,32**		**71 686,91**
466	Excédt de verSEMent		318,38	1 851,19	2 067,81			1 851,19	2 386,19		535,00
46711	Autres comptes créditeurs		512,84	5 606,28	5 570,28			5 606,28	6 083,12		476,84
	Sous Total compte 4671		**512,84**	**5 606,28**	**5 570,28**			**5 606,28**	**6 083,12**		**476,84**
46721	Débiteurs divers - amiable	130,62		116,00	246,62			246,62	246,62		
	Sous Total compte 4672	**130,62**		**116,00**	**246,62**			**246,62**	**246,62**		
	Sous Total compte 467	**130,62**	**512,84**	**5 722,28**	**5 816,90**			**5 852,90**	**6 329,74**		**476,84**
	Sous Total compte 46	**130,62**	**831,22**	**7 573,47**	**7 884,71**			**7 704,09**	**8 715,93**		**1 011,84**
4713	Recettes percues avant émission titres			2 926,56	2 926,56			2 926,56	2 926,56		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		658,20	7 416,55	9 425,97			7 416,55	10 084,17		2 667,62
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		173,00	289,10	265,80			289,10	438,80		149,70
	Sous Total compte 47141		**831,20**	**7 705,65**	**9 691,77**			**7 705,65**	**10 522,97**		**2 817,32**
47143	Flux d'encaissements à réimputer			75,70	75,70			75,70	75,70		
	Sous Total compte 4714		**831,20**	**7 781,35**	**9 767,47**			**7 781,35**	**10 598,67**		**2 817,32**
4718	Autres recettes à régulariser			3 965,58	3 965,58			3 965,58	3 965,58		
	Sous Total compte 471		**831,20**	**14 673,49**	**16 659,61**			**14 673,49**	**17 490,81**		**2 817,32**
4722	DACR commission carte bancaire			168,11	168,11			168,11	168,11		
4728	DACR - autres dépenses à régul			7 490,74	7 490,74			7 490,74	7 490,74		
	Sous Total compte 472			**7 658,85**	**7 658,85**			**7 658,85**	**7 658,85**		
4751	Redevables sur rôle			347 555,40	347 555,40			347 555,40	347 555,40		
4757	Produits sur rôle			347 555,40	347 555,40			347 555,40	347 555,40		
	Sous Total compte 475			**695 110,80**	**695 110,80**			**695 110,80**	**695 110,80**		
	Sous Total compte 47		**831,20**	**717 443,14**	**719 429,26**			**717 443,14**	**720 260,46**		**2 817,32**
491	Dépréciat comptes de clients				1 846,73				1 846,73		1 846,73
	Sous Total compte 49				**1 846,73**				**1 846,73**		**1 846,73**
	Total classe 4	**59 081,49**	**103 647,00**	**1 438 826,60**	**1 458 662,64**			**1 497 908,09**	**1 562 309,64**	**52 391,34**	**116 792,89**
5115	Cartes bancaires à l'encaisSEMent			44 389,70	44 389,70			44 389,70	44 389,70		
51172	Chèques impayés			38,70	38,70			38,70	38,70		
	Sous Total compte 5117			**38,70**	**38,70**			**38,70**	**38,70**		
5118	Autres valeurs à l'encaisSEMent			5 112,10	5 052,20			5 112,10	5 052,20	59,90	
	Sous Total compte 511			**49 540,50**	**49 480,60**			**49 540,50**	**49 480,60**	**59,90**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
515	Compte au trésor	169 048,06		369 255,94	330 489,95			538 304,00	330 489,95	207 814,05	
	Sous Total compte 51	**169 048,06**		**418 796,44**	**379 970,55**			**587 844,50**	**379 970,55**	**207 873,95**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			16 020,00	16 020,00			16 020,00	16 020,00		
584	Encaissements chèques par lecture opt			42 339,04	42 339,04			42 339,04	42 339,04		
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			3 252,18	3 252,18			3 252,18	3 252,18		
588	Autres virements internes			1 167,00	1 167,00			1 167,00	1 167,00		
	Sous Total compte 58			**62 778,22**	**62 778,22**			**62 778,22**	**62 778,22**		
	Total classe 5	**169 048,06**		**481 574,66**	**442 748,77**			**650 622,72**	**442 748,77**	**207 873,95**	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					1 340,62		1 340,62		1 340,62	
6068	Autres matières et fournitures					13,85		13,85		13,85	
	Sous Total compte 606					**1 354,47**		**1 354,47**		**1 354,47**	
	Sous Total compte 60					**1 354,47**		**1 354,47**		**1 354,47**	
6132	Locations immobilières					7 700,00		7 700,00		7 700,00	
	Sous Total compte 613					**7 700,00**		**7 700,00**		**7 700,00**	
61551	Mat roulant					4 677,90		4 677,90		4 677,90	
	Sous Total compte 6155					**4 677,90**		**4 677,90**		**4 677,90**	
	Sous Total compte 615					**4 677,90**		**4 677,90**		**4 677,90**	
618	Divers					1 634,00		1 634,00		1 634,00	
	Sous Total compte 61					**14 011,90**		**14 011,90**		**14 011,90**	
6215	Persel affecté par collectivité rattacht					71 071,91		71 071,91		71 071,91	
	Sous Total compte 621					**71 071,91**		**71 071,91**		**71 071,91**	
6237	Publications					291,60		291,60		291,60	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 623					**291,60**		**291,60**		**291,60**	
6256	Missions					495,08		495,08		495,08	
	Sous Total compte 625					**495,08**		**495,08**		**495,08**	
627	Services bancaires et assimilés					168,11		168,11		168,11	
6281	Concours divers -cotisations					75,00		75,00		75,00	
62871	à la collectivité de rattachement					55 583,60		55 583,60		55 583,60	
	Sous Total compte 6287					**55 583,60**		**55 583,60**		**55 583,60**	
	Sous Total compte 628					**55 658,60**		**55 658,60**		**55 658,60**	
	Sous Total compte 62					**127 685,30**		**127 685,30**		**127 685,30**	
6311	Taxe sur les salaires					10 096,00		10 096,00		10 096,00	
	Sous Total compte 631					**10 096,00**		**10 096,00**		**10 096,00**	
6331	Versement mobilité					862,49		862,49		862,49	
6332	Cotisations versées au FNAL					127,38		127,38		127,38	
	Sous Total compte 633					**989,87**		**989,87**		**989,87**	
	Sous Total compte 63					**11 085,87**		**11 085,87**		**11 085,87**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					123 993,72	57,55	123 993,72	57,55	123 936,17	
	Sous Total compte 641					**123 993,72**	**57,55**	**123 993,72**	**57,55**	**123 936,17**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					40 269,52		40 269,52		40 269,52	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					10 585,71		10 585,71		10 585,71	
6454	Cotisations au Pôle Emploi					5 162,53		5 162,53		5 162,53	
	Sous Total compte 645					**56 017,76**		**56 017,76**		**56 017,76**	
	Sous Total compte 64					**180 011,48**	**57,55**	**180 011,48**	**57,55**	**179 953,93**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6588	Autres charges diverses de gestion coura					2,70	0,45	2,70	0,45	2,25	
	Sous Total compte 658					**2,70**	**0,45**	**2,70**	**0,45**	**2,25**	
	Sous Total compte 65					**2,70**	**0,45**	**2,70**	**0,45**	**2,25**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					5 546,50		5 546,50		5 546,50	
	Sous Total compte 67					**5 546,50**		**5 546,50**		**5 546,50**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					16 020,00		16 020,00		16 020,00	
6817	Dot dépréciat actifs circulants					1 846,73		1 846,73		1 846,73	
	Sous Total compte 681					**17 866,73**		**17 866,73**		**17 866,73**	
	Sous Total compte 68					**17 866,73**		**17 866,73**		**17 866,73**	
	Total classe 6					**357 564,95**	**58,00**	**357 564,95**	**58,00**	**357 506,95**	
7062	Redevance d'assainisSEMent non collectif					4 889,20	351 660,20	4 889,20	351 660,20		346 771,00
	Sous Total compte 706					**4 889,20**	**351 660,20**	**4 889,20**	**351 660,20**		**346 771,00**
	Sous Total compte 70					**4 889,20**	**351 660,20**	**4 889,20**	**351 660,20**		**346 771,00**
747	Subv participations coll territoriales						13 638,00		13 638,00		13 638,00
	Sous Total compte 74						**13 638,00**		**13 638,00**		**13 638,00**
7588	Autres						35,80		35,80		35,80
	Sous Total compte 758						**35,80**		**35,80**		**35,80**
	Sous Total compte 75						**35,80**		**35,80**		**35,80**
7714	Recouvrement sur créances admises en nv						32,00		32,00		32,00
	Sous Total compte 771						**32,00**		**32,00**		**32,00**
	Sous Total compte 77						**32,00**		**32,00**		**32,00**
	Total classe 7					**4 889,20**	**365 366,00**	**4 889,20**	**365 366,00**		**360 476,80**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total général	244 149,55	244 149,55	1 940 334,81	1 907 412,96	362 454,15	395 376,00	2 546 938,51	2 546 938,51	633 792,24	633 792,24

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 21/02/2025

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M Sylvain DOMERGUE	du	01/10/2024	au	21/02/2025
Mme Isabelle BESSARD-LURBE	du	01/01/2024	au	30/09/2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

CARON David-John (1020847202-0), Contrôleur des Finances Publiques 2ème classe **A DDFiP DE L'AVEYRON, le 24/02/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

DOMERGUE Sylvain (1026118062-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A SAINT-AFFRIQUE, le 24/02/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 21/03/2025 par l'organe délibérant.

FIOL RICHARD (rfiol2-xt), Président **A MILLAU, le 24/03/2025**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_026-BF
Reçu le 01/04/2025

Département : AVEYRON	**DELIBERATION N°2025- 027**	Nombre de membres en exercice : 50
SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES	**du COMITE SYNDICAL SUR LE COMPTE FINANCIER UNIQUE SPANC DE L'EXERCICE 2024**	Nombre de membres présents : 24
	Séance du 21 mars 2025	Nombre de suffrages exprimés : 33

Le comité syndical réuni sous la présidence de séance de Monsieur Jacques ARLES, délibérant sur le compte financier unique du budget SPANC de l'exercice 2024 dressé par Monsieur Richard FIOL, Président après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats de l'exercice 2023	13 932,00			138 414,55		124 482,55
Transfert à la sect°d'investissemt			13 932,00		13 932,00	
Résultats cumulés reportés 2023	**13 932,00**			**124 482,55**		**110 550,55**
Opérations de l'exercice 2024	0,00	29 952,00	357 506,95	360 476,80	357 506,95	390 428,80
Résultats de l'exercice 2024		**29 952,00**		**2 969,85**		**32 921,85**
RESULTATS DE CLOTURE en €		**16 020,00**		**127 452,40**		**143 472,40**

Affectation des résultats

Résultat excédentaire de fonctionnement de l'exercice 2024 en €	**127 452,40**
Affectation du résultat prévu au BP 2025 :	
- En section de fonctionnement - article 002 "Excédent d'exploitation reporté" - report à nouveau en €	**127 452,40**
- En section d'investissement - article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" en €	**0,00**

Résultat excédentaire d'investissement de l'exercice 2024 en €	**16 020,00**
Affectation du résultat prévu au BP 2025 :	
- En section d'investissement : article 001 "Excédent d'investissement reporté" en €	**16 020,00**

2° Constate, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4° Voté et arrêté les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_027-BF
Reçu le 27/03/2025

Les membres du Comité syndical :

Dominique MAURY donne PV à LETOUTOND. (Creissels) Titulaire Commune d'Aguessac	**Anne PAILHAS** Suppléant Commune D'Aguessac
Marie-Chantal CALMES Titulaire Commune d'Ayssènes donne pouvoir à Arles (St Rome de Tarn)	**Jérôme GRIALOU** Suppléant Commune d'Ayssènes
Jean-Luc CRASSOUS PV de JEANJEAN T. (Castelnau) Titulaire Commune de Broquiès	**Christian BRENGUES** Suppléant Commune de Broquiès
Régis COLSON Titulaire Commune de Brousse-Le-Château	**Pierre PEIFFER** Suppléant Commune de Brousse-Le-Château
Marie JEANJEAN donne PV CRASSOUS J.L (Broquiès) Titulaire Commune de Castelnau-Pégayrols	**Jérémie GAYRAUD** Suppléant Commune de Castelnau-Pégayrols
Loïc ALMERAS Titulaire Commune de Compeyre	**Jean BLANCHOT** Suppléant Commune de Compeyre
Mathieu LAMBRECHT Titulaire Commune de Comprégnac	**Patrick LEPETIT** Suppléant Commune de Comprégnac
Jean-Michel PINAULT pouvoir de Nicole Antoine (Montbazens) Titulaire Commune de Cornus	**Frédéric PAUL** Suppléant Commune de Cornus
Franck LE MOUTON-MAZIERES PV de MAURY D. (Aguessac) Titulaire Commune de Creissels	**Roger BOUDES** Suppléant Commune de Creissels
Martine RODRIGUEZ Titulaire Commune de Fondamente	**Bastien FABRE** Suppléant Commune de Fondamente
Bastien GIACOBBI Titulaire Commune de la Bastide- Pradines	**Magali COMBY** Suppléant Commune de la Bastide-Pradines
François RODRIGUEZ Titulaire Commune de la Cavalerie	**Claudine DELACROIX PAGES** Suppléant Commune de la Cavalerie

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_027-BF
Reçu le 27/03/2025

Sylvain GOLEO Titulaire Commune de la Couvertoirade	**Madeleine SARROUY** Suppléant Commune de la Couvertoirade
Christophe FROMENT Titulaire Commune de la Cresse	**Laurence VALETTE** Suppléant Commune de la Cresse
Florence DELORT Titulaire Commune de la Roque-Sainte-Marguerite	**Marie-Françoise BLANC** Suppléant Commune de La Roque-Sainte-Marguerite
Adrien BOUDES Titulaire Commune de la Lapanouse-de-Cernon	**Thierry BERNAT** Suppléant Commune de la Lapanouse-de-Cernon
Philippe GOUT Titulaire Commune Le Clapier pouvoir de Astruc (Viala Pas de Cerne)	**Katia PUEL** Suppléant Commune Le Clapier
Christian GINESTE Titulaire Commune Le Truel	**Emmanuelle CAZOTTES** Suppléant Commune Le Truel
Jean-Marc BEA Titulaire Commune Les Costes Gozon	**Marylène AUBELEAU** Suppléant Commune Les Costes Gozon
Alain JOSEPH Titulaire Commune Lestrade-et-Thouels	**Bernard CASTANIER** Suppléant Commune Lestrade-et-Thouels
Jérôme SINTES Pv de B. NEGROS (Saulières) Titulaire Commune L'Hospitalet-du-Larzac	**Cyril GELY** Suppléant Commune L'Hospitalet-du-Larzac
Nicole ANTOINE Titulaire Commune de Manhargues-et-Latour donne pouvoir à Jean Michel Pinault (Cornus)	**Fernand DURAND** Suppléant Commune de Manhargues-et-Latour
Séverine PEYRETOUT Titulaire Commune de Millau pouvoir de Boudes (St André Vezines)	**Michel DURAND** Suppléant Commune de Millau
Nicolas WOHREL Titulaire Commune de Millau pouvoir de Eon (Millau)	**Yannick DOULS** Suppléant Commune de Millau

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_027-BF
Reçu le 27/03/2025

Aurélie ESON Titulaire Commune de Millau donne pV à Wahel (Millau)	**Marie-Eve PANIS** Suppléant Commune de Millau
Philippe RAMONDENC Titulaire Commune de Millau	**Karine HAUMAITRE** Suppléant Commune de Millau
Philippe CAVALIER Titulaire Commune de Montjaux	**Florence POLLET** Suppléant Commune de Montjaux
Christine BEDEL Titulaire Commune de Mostuéjouls	**Bernard GRAILLE** Suppléant Commune de Mostuéjouls
Alain DELMAS Titulaire Commune de Nant	**Anne-Marie FRENEHARD** Suppléant Commune de Nant
Bernadette PAILHAS Titulaire Commune de Paulhe	**Frédéric JULIEN** Suppléant Commune de Paulhe
Alain ROUGET Titulaire Commune de Peyreleau	**Joël ESPINASSE** Suppléant Commune de Peyreleau
Bernard MAURY Titulaire Commune de Rivière-sur-Tarn	**Patrick SALSON** Suppléant Commune de Rivière-sur-Tarn
Christian BOUDES Titulaire Commune de Saint-André-de-Vézines donne pouvoir à Delpech (Millau)	**Audrey ROQUES** Suppléant Commune de Saint-André-de-Vézines
Guy CAZOTTES Titulaire Commune de Saint Beaulize	**Jean DUCROS** Suppléant Commune de Saint Beaulize
Magali MALINOWSKI-BERTRAND Titulaire Commune de Saint Beauzély	**Olivier LUSPIN** Suppléant Commune de Saint Beauzély
Victorien GENIEZ Titulaire Commune de Sainte Eulalie de Cernon	**Thierry CADENET** Suppléant Commune de Sainte Eulalie de Cernon

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_027-BF
Reçu le 27/03/2025

Elisabeth MUYS Titulaire Commune de Saint Georges de Luzençon	**Jean-Luc BERNARD** Suppléant Commune de Saint Georges de Luzençon
Didier VIDAL Titulaire Commune de Saint Jean du Bruel	**Daniel VIALA** Suppléant Commune de Saint Jean du Bruel
Michel SENTY Titulaire Commune de Saint Jean et Saint Paul	**Pierre SAUVEPLANE** Suppléant Commune de Saint Jean et Saint Paul
Jacques ARLES Titulaire Commune de Saint Rome de Tarn pouvoir de Cabres (Aysseres)	**Francis MANCINO** Suppléant Commune de Saint Rome de Tarn
Julie ALRIQUET Titulaire Commune de Saint Victor et Melvieu	**Jordy LAVABRE** Suppléant Commune de Saint Victor et Melvieu
BERNADETTE NEGROS donne pvoir à SINTES J. (L'Hospi du L.) Titulaire Commune de Sauclières	**Tessa VEYRIE** Suppléant Commune de Sauclières
Romain JEANJEAN Titulaire Commune de Verrières	**Dominique BOYER** Suppléant Commune de Verrières
Loïc MARLAS Titulaire Commune de Veyreau	**Nicolas AUSTRUY** Suppléant Commune de Veyreau
Caroline ASTRUC Titulaire Commune de Viala du Pas de Jaux donne pouvoir à Gout (Le Clapier)	**Lucien MOULIERES** Suppléant Commune de Viala du Pas de Jaux
Mickaël THOMAS Titulaire Commune de Viala du Tarn	**Marie-Hélène LE MERRE** Suppléant Commune de Viala du Tarn
Sébastien CROS Titulaire Communauté de communes Causses à l'Aubrac	**André CARNAC** Suppléant Communauté de communes Causses à l'Aubrac
Cyril TOUZET Titulaire Communauté de communes Monts Rance et Rougier	**Patrick RIVEMALE** Suppléant Communauté de communes Monts Rance et Rougier

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_027-BF
Reçu le 27/03/2025

Bernard SIRGUE Titulaire Communauté de communes Saint Affricain Roquefort 7 Vallons	**Thierry ARNAL** Suppléant Communauté de communes Saint Affricain Roquefort 7 Vallons
Gérard CAILHOL Titulaire Communauté de communes Saint Affricain Roquefort 7 Vallons	**Thierry ROQUES** Suppléant Communauté de communes Saint Affricain Roquefort 7 Vallons

Pour expédition conforme, le Président de séance

Jacques ARLES

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_027-BF
Reçu le 27/03/2025

Délibération SPANC n° 2025-028 du Comité syndical du 21 mars 2025

Vote du Budget Primitif 2025 – SPANC

Etaient présents les représentants suivants : 24

- Pour le collège des groupements de communes : 3
  Gérard CAILHOL - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : 21
  Julie ALRIQUET - Jacques ARLES - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL – Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Philippe CAVALIER - Jean-Luc CRASSOUS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE - Philippe GOUT - Romain JEANJEAN – Franck LE MOUTON MAZIERES – Elisabeth MUYS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ – Jérôme SINTES – Mickaël THOMAS - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 9

- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : 9
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT
  Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT
  Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES
  Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA
  Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL
  Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS
  Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES
  Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérôme SINTES

Excusés : 17

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Sébastien CROS
- Pour le collège des communes : 16
  Adrien BOUDES - Guy CAZOTTES - Régis COLSON - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - Alain JOSEPH - Mathieu LAMBRECHT – Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Bernadette PAILHAS - Philippe RAMONDENC - Michel SENTY - Didier VIDAL

A partir des besoins recensés et, après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés au budget primitif SPANC 2025, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	521 200,00 euros	393 747,60 euros
Opérations d'ordre		
Résultat reporté		127 452,40 euros
TOTAL	**521 200,00 euros**	**521 200,00 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	16 020,00 euros	
Opérations d'ordre		
Résultat reporté		16 020,00 euros
TOTAL	**16 020,00 euros**	**16 020,00 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**537 220,00 euros**	**537 220,00 euros**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

VOTE :	Pour : 33	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2025 relatif à la compétence SPANC du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 25120134900023	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Commune Budget SPANC

POSTE COMPTABLE DE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : SERVICES PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (2)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 18
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 21
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 23
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 24

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	521 200,00	393 747,60
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 127 452,40
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	521 200,00	521 200,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	16 020,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 16 020,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	16 020,00	16 020,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	537 220,00	537 220,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	89 750,00	0,00	115 400,00	115 400,00	115 400,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	266 000,00	0,00	267 100,00	267 100,00	267 100,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 200,00	0,00	13 700,00	13 700,00	13 700,00
Total des dépenses de gestion des services		**375 950,00**	**0,00**	**396 200,00**	**396 200,00**	**396 200,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	6 300,00	0,00	7 500,00	7 500,00	7 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	60 000,00		117 500,00	117 500,00	117 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	915,55		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**443 165,55**	**0,00**	**521 200,00**	**521 200,00**	**521 200,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*16 020,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***16 020,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**459 185,55**	**0,00**	**521 200,00**	**521 200,00**	**521 200,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	521 200,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	319 315,00	0,00	384 642,01	384 642,01	384 642,01
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	14 138,00	0,00	7 955,59	7 955,59	7 955,59
75	Autres produits de gestion courante	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
Total des recettes de gestion des services		**334 003,00**	**0,00**	**393 147,60**	**393 147,60**	**393 147,60**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	700,00	0,00	600,00	600,00	600,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**334 703,00**	**0,00**	**393 747,60**	**393 747,60**	**393 747,60**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**334 703,00**	**0,00**	**393 747,60**	**393 747,60**	**393 747,60**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	127 452,40

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	521 200,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	0,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	16 020,00	0,00	16 020,00	16 020,00	16 020,00
Total des dépenses d'équipement		**16 020,00**	**0,00**	**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 020,00**	**0,00**	**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**16 020,00**	**0,00**	**16 020,00**	**16 020,00**	**16 020,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	16 020,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	13 932,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**13 932,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**13 932,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*16 020,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***16 020,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**29 952,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**16 020,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 020,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**0,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	115 400,00		115 400,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	267 100,00		267 100,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	13 700,00		13 700,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	7 500,00	*0,00*	7 500,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	117 500,00	*0,00*	117 500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		**521 200,00**	***0,00***	**521 200,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**521 200,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	16 020,00		16 020,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**16 020,00**	***0,00***	**16 020,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 020,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	500,00		500,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	384 642,01		384 642,01
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	7 955,59		7 955,59
75	Autres produits de gestion courante	50,00		50,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	600,00	*0,00*	600,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**393 747,60**	***0,00***	**393 747,60**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	127 452,40

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	521 200,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	16 020,00

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	16 020,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**89 750,00**	**115 400,00**	**115 400,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	500,00	800,00	800,00
6064	Fournitures administratives	100,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	200,00	100,00	100,00
6132	Locations immobilières	7 700,00	7 700,00	7 700,00
61551	Entretien matériel roulant	2 700,00	3 800,00	3 800,00
6156	Maintenance	1 500,00	500,00	500,00
618	Divers	2 000,00	4 000,00	4 000,00
6226	Honoraires	1 000,00	500,00	500,00
6228	Divers	1 000,00	14 500,00	14 500,00
6237	Publications	500,00	500,00	500,00
6256	Missions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6257	Réceptions	200,00	200,00	200,00
627	Services bancaires et assimilés	200,00	250,00	250,00
6281	Concours divers (cotisations)	100,00	150,00	150,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	71 050,00	81 400,00	81 400,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**266 000,00**	**267 100,00**	**267 100,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	66 000,00	66 500,00	66 500,00
6311	Taxe sur les salaires	11 600,00	11 600,00	11 600,00
6331	Versement de mobilité	800,00	900,00	900,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	200,00	200,00	200,00
6411	Salaires, appointements, commissions	127 500,00	127 500,00	127 500,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	42 100,00	42 100,00	42 100,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	12 000,00	12 500,00	12 500,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	5 600,00	5 600,00	5 600,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	200,00	200,00	200,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**20 200,00**	**13 700,00**	**13 700,00**
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	13 500,00	13 500,00
6542	Créances éteintes	100,00	100,00	100,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	100,00	100,00	100,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**375 950,00**	**396 200,00**	**396 200,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**6 300,00**	**7 500,00**	**7 500,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	200,00	200,00	200,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	6 000,00	7 200,00	7 200,00
678	Autres charges exceptionnelles	100,00	100,00	100,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**60 000,00**	**117 500,00**	**117 500,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	60 000,00	117 500,00	117 500,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**915,55**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**443 165,55**	**521 200,00**	**521 200,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***16 020,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*16 020,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***16 020,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***16 020,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**459 185,55**	**521 200,00**	**521 200,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			521 200,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**500,00**	**500,00**	**500,00**
64198	Autres remboursements	500,00	500,00	500,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**319 315,00**	**384 642,01**	**384 642,01**
7062	Redevances assainissement non collectif	319 315,00	384 642,01	384 642,01
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**14 138,00**	**7 955,59**	**7 955,59**
747	Subv. et participat° collectivités	13 638,00	7 455,59	7 455,59
748	Autres subventions d'exploitation	500,00	500,00	500,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**50,00**	**50,00**	**50,00**
7588	Autres	50,00	50,00	50,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**334 003,00**	**393 147,60**	**393 147,60**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**700,00**	**600,00**	**600,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	500,00	450,00	450,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	50,00	50,00	50,00
778	Autres produits exceptionnels	150,00	100,00	100,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**334 703,00**	**393 747,60**	**393 747,60**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**334 703,00**	**393 747,60**	**393 747,60**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**127 452,40**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**521 200,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
16	Opération d'équipement n° 16 (5)	16 020,00	16 020,00	16 020,00
	Total des dépenses d'équipement	16 020,00	16 020,00	16 020,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	16 020,00	16 020,00	16 020,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	16 020,00	16 020,00	16 020,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	16 020,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**13 932,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	13 932,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**13 932,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**13 932,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***16 020,00***	***0,00***	***0,00***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*16 020,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***16 020,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***16 020,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**29 952,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**16 020,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 020,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 16 (1)
LIBELLE : MATERIELS INFORMATIQUE / BUREAU

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		30 266,40	a 0,00	16 020,00	b 16 020,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	30 266,40	0,00	16 020,00	16 020,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	30 266,40	0,00	16 020,00	16 020,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-16 020,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**16 020,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**16 020,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**16 020,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**16 020,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III**	**0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**		**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**
Technicien	B	5,00	0,00	5,00	0,00	5,00	5,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Accusé de réception en préfecture

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_028-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 50
Nombre de membres présents : 24
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/02/2025

Présenté par (1) Monsieur Jacques ARLES,
A Saint-Affrique le 21/03/2025
(1) Monsieur Jacques ARLES,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Saint-Affrique, le 21/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

001. 1 CNE AGUESSAC : MAURY Dominique , Titulaire donne PVà LEMOUSSU N. (Creissels)	
002. 1 CNE AGUESSAC : PAILHAS Anne , Suppléant	
003. 2 CNE AYSSENES : CALMES Marie-Chantal , Titulaire donne pouvoir à [illegible] (ST Rome de Tarn)	
004. 2 CNE AYSSENES : GRIALOU Jérôme , Suppléant	
005. 3 CNE BROQUIES : CRASSOUS Jean-Luc , Titulaire PV à JEANJEAN M. (Castelnau)	
006. 3 CNE BROQUIES : BRENGUES Christian , Suppléant	
007. 4 CNE BROUSSE-LE-CHATEAU : COLSON Régis , Titulaire	
008. 4 CNE BROUSSE-LE-CHATEAU : PEIFFER Pierre , Suppléant	
009. 5 CNE CASTELNAU-PEGAYROLS : JEANJEAN Marie , Titulaire donne PV CRASSOUS JL (Broquiès)	
010. 5 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : GAYRAUD Jérémie , Suppléant	
011. 6 CNE COMPEYRE : ALMERAS Loïc , Titulaire	
012. 6 CNE COMPEYRE : BLANCHOT Jean , Suppléant	
013. 7 CNE COMPREGNAC : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
014. 7 CNE COMPREGNAC : LEPETIT Patrick , Suppléant	
015. 8 CNE CORNUS : PINAULT Jean-Michel , Titulaire donne de pouvoir à [illegible] (Salvan)	
016. 8 CNE CORNUS : PAUL Frédéric , Suppléant	
017. 9 CNE CREISSELS : LE MOUTON-MAZIERES Franck , Titulaire PV de THURY D. (Aguessac)	
018. 9 CNE CREISSELS : BOUDES Roger , Suppléant	
019. 10 CNE FONDAMENTE : RODRIGUEZ Martine , Titulaire	
020. 10 CNE FONDAMENTE : FABRE Bastien , Suppléant	
021. 11 CNE LA BASTIDE-PRADINES : GIACOBBI Bastien , Titulaire	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

022. 11 CNE LA BASTIDE-PRADINES : COMBY Magali , Suppléant	
023. 12 CNE LA CAVALERIE : RODRIGUEZ François , Titulaire	
024. 12 CNE LA CAVALERIE : DELACROIX PAGES Claudine , Suppléant	
025. 13 CNE LA COUVERTOIRADE : GOLEO Sylvain , Titulaire	
026. 13 CNE LA COUVERTOIRADE : SARROUY Madeleine , Suppléant	
027. 14 CNE LA CRESSE : FROMENT Christophe , Titulaire	
028. 14 CNE LA CRESSE : VALETTE Laurence , Suppléant	
029. 15 CNE LA ROQUE-STE-MARGUERITE : DELORT Florence , Titulaire	
030. 15 CNE LA ROQUE-STE-MARGUERITE : BLANC Marie-Franç , Suppléant	
031. 16 CNE LAPANOUSE-DE-CERNON : BOUDES Adrien , Titulaire	
032. 16 CNE LAPANOUSE-DE-CERNON : BERNAT Thierry , Suppléant	
033. 17 CNE LE CLAPIER : GOUT Philippe , Titulaire pouvoir de Astruc (Viala Pas de jeux)	
034. 17 CNE LE CLAPIER : PUEL Katia , Suppléant	
035. 18 CNE LE TRUEL : GINESTE Christian , Titulaire	
036. 18 CNE LE TRUEL : CAZOTTES Emmanuelle , Suppléant	
037. 19 CNE LES COSTES-GOZON : BEA Jean-Marc , Titulaire	
038. 19 CNE LES COSTES-GOZON : AUBELEAU Marylène , Suppléant	
039. 20 CNE LESTRADE-ET-THOUELS : JOSEPH Alain , Titulaire	
040. 20 CNE LESTRADE-ET-THOUELS : CASTANIER Bernard , Suppléant	
041. 21 CNE L'HOSPITALET-DU-LARZAC : SINTES Jérôme , Titulaire	
042. 21 CNE L'HOSPITALET-DU-LARZAC : GELY Cyril , Suppléant	
043. 22 CNE MARNHAGUES-ET-LATOUR : ANTOINE Nicole , Titulaire donne pv à Pinault (cornus)	
044. 22 CNE MARNHAGUES-ET-LATOUR : DURAND Fernand , Suppléant	X
045. 23 CNE MILLAU : PEYRETOUT Severine , Titulaire pouvoir de Boudes (St André de Vezines)	
046. 23 CNE MILLAU : DURAND Michel , Suppléant	
047. 24 CNE MILLAU : WOHREL Nicolas , Titulaire pouvoir de Eson (Millau)	
048. 24 CNE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
049. 25 CNE MILLAU : ESON Aurélie , Titulaire donne pouvoir à Wohrel (Millau)	
050. 25 CNE MILLAU : PANIS Marie-Eve , Suppléant	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

051. 26 CNE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire	
052. 26 CNE MILLAU : HAUMAITRE Karine , Suppléant	
053. 27 CNE MONTJAUX : CAVALIER Philippe , Titulaire	
054. 27 CNE MONTJAUX : POLLET Florence , Suppléant	
055. 28 CNE MOSTUEJOULS : BEDEL Christine , Titulaire	
056. 28 CNE MOSTUEJOULS : GRAILLE Bernard , Suppléant	
057. 29 CNE NANT : DELMAS Alain , Titulaire	
058. 29 CNE NANT : FRENEHARD Anne-Marie , Suppléant	
059. 30 CNE PAULHE : PAILHAS Bernadette , Titulaire	
060. 30 CNE PAULHE : JULIEN Frédéric , Suppléant	
061. 31 CNE PEYRELEAU : ROUGET Alain , Titulaire	
062. 31 CNE PEYRELEAU : ESPINASSE Joël , Suppléant	
063. 32 CNE RIVIERE-SUR-TARN : MAURY Bernard , Titulaire	
064. 32 CNE RIVIERE-SUR-TARN : SALSON Patrick , Suppléant	
065. 33 CNE ST-ANDRE-DE-VEZINES : BOUDES Christian , Titulaire donne pouvoir à Peyrelleau (Millau)	
066. 33 CNE ST-ANDRE-DE-VEZINES : ROQUES Audrey , Suppléant	
067. 34 CNE ST-BEAULIZE : CAZOTTES Guy , Titulaire	
068. 34 CNE ST-BEAULIZE : DUCROS Jean , Suppléant	
069. 35 CNE ST-BEAUZELY : MALINOWSKI-BERTRAND Magali , Titulaire	
070. 35 CNE ST-BEAUZELY : LUSPIN Olivier , Suppléant	
071. 36 CNE STE-EULALIE-DE-CERNON : GENIEZ Victorien , Titulaire PVde NEGROS B. (Sandières)	
072. 36 CNE STE-EULALIE-DE-CERNON : CADENET Thierry , Suppléant	
073. 37 CNE ST-GEORGES-DE-LUZENCON : MUYS Elisabeth , Titulaire	
074. 37 CNE ST-GEORGES-DE-LUZENCON : BERNARD Jean-Luc , Suppléant	
075. 38 CNE ST-JEAN-DU-BRUEL : VIDAL Didier , Titulaire	
076. 38 CNE ST-JEAN-DU-BRUEL : VIALA Daniel , Suppléant	
077. 39 CNE ST-JEAN-ET-ST-PAUL : SENTY Michel , Titulaire	
078. 39 CNE ST-JEAN-ET-ST-PAUL : SAUVEPLANE Pierre , Suppléant	
079. 40 CNE ST-ROME-DE-TARN : ARLES Jacques , Titulaire pouvoir de Calmes (Aussières)	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

080. 40 CNE ST-ROME-DE-TARN : MANCINO Francis , Suppléant	
081. 41 CNE ST-VICTOR-ET-MELVIEU : ALRIQUET Julie , Titulaire	
082. 41 CNE ST-VICTOR-ET-MELVIEU : LAVABRE Jordy , Suppléant	
083. 42 CNE SAUCLIERES : NEGROS Bernadette , Titulaire donne PV à GENIEZ V. (St Eulalie)	
084. 42 CNE SAUCLIERES : VEYRIE Tessa , Suppléant	
085. 43 CNE VERRIERES : JEANJEAN Romain , Titulaire	
086. 43 CNE VERRIERES : BOYER Dominique , Suppléant	
087. 44 CNE VEYREAU : MARLAS Loïc , Titulaire	
088. 44 CNE VEYREAU : AUSTRUY Nicolas , Suppléant	
089. 45 CNE VIALA-DU-PAS-DE-JAUX : ASTRUC Caroline , Titulaire donne pouvoir à Gout (Pe Angela)	
090. 45 CNE VIALA-DU-PAS-DE-JAUX : MOULIERES Lucien , Suppléant	
091. 46 CNE VIALA-DU-TARN : THOMAS Mickaël , Titulaire	
092. 46 CNE VIALA-DU-TARN : LE MERRE Marie-Hélène , Suppléant	
093. 1 CC CAUSSES A L'AUBRAC : CROS Sébastien , Titulaire	
094. 1 CC CAUSSES A L'AUBRAC : CARNAC André , Suppléant	
095. 2 CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
096. 2 CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
097. 3 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
098. 3 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
099. 4 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
100. 4 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par (1) Monsieur Jacques ARLES, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil syndical.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Délibération SPANC n°2025-029 du Comité syndical du 21 mars 2025

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service 2024 (RPQS)

Etaient présents les représentants suivants : 24

- Pour le collège des groupements de communes : 3
  Gérard CAILHOL - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : 21
  Julie ALRIQUET - Jacques ARLES - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL – Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Philippe CAVALIER - Jean-Luc CRASSOUS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE - Philippe GOUT - Romain JEANJEAN – Franck LE MOUTON MAZIERES – Elisabeth MUYS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ – Jérôme SINTES – Mickaël THOMAS - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 9

- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : 9
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT
  Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT
  Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES
  Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA
  Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL
  Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS
  Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES
  Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérôme SINTES

Excusés : 17

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Sébastien CROS
- Pour le collège des communes : 16
  Adrien BOUDES - Guy CAZOTTES - Régis COLSON - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - Alain JOSEPH - Mathieu LAMBRECHT – Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Bernadette PAILHAS - Philippe RAMONDENC - Michel SENTY - Didier VIDAL

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) doit être élaboré, pour chaque exercice. Il doit être soumis pour avis à l'assemblée délibérante de la collectivité qui gère le service.

Ce rapport a été présenté le 3 mars 2025 à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et au Conseil d'exploitation du SPANC qui l'ont approuvé.

Les membres du Comité syndical sont invités à approuver ce RPQS (cf. rapport joint).

Pour l'année 2024, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est de 29.1 % contre 30.8 % en 2023, cela concerne 2 475 installations conformes sur 8 502 installations contrôlées et en fonctionnement.

VOTE :	Pour : 33	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide le RPQS 2024 et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL

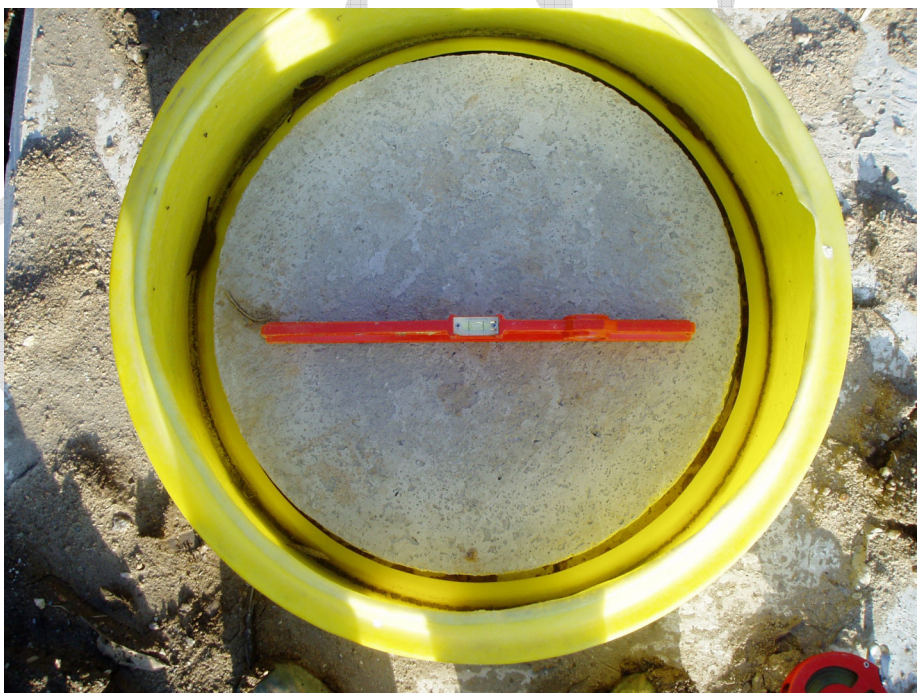


Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public (RPQS) Assainissement Non Collectif

Exercice 2024



Validé par le Comité Syndical du Parc du 21 mars 2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Présenté conformément à l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr

Conformément à la loi, la note d'information de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne est jointe en annexe.

Projet

Sommaire

1. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE 3
1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI 3
1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE 5
1.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE 5
1.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 6
2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE 6
2.1. MODALITES DE TARIFICATION 6
2.2. DELIBERATIONS FIXANT LES TARIFS 7
2.3. RECETTES 2024 (EN €) 8
3. INDICATEURS DE PERFORMANCE 8
3.1. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 8
4. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 10

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau : ☐ **communal** ☒ intercommunal

- Nom de la collectivité : Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat mixte
- Compétences liées au service :

☒ Contrôle des installations ☐ Traitement des matières de vidanges
☐ Entretien des installations ☐ Réhabilitation des installations ☐ Réalisation des installations

- Territoire desservi (nom des communes adhérentes au service, des secteurs et hameaux desservis, etc.) :

86 communes sont concernées par le SPANC du Parc naturel régional des Grands Causses, il s'agit des communes suivantes :

Commune	N° INSEE	Commune	N° INSEE	Commune	N° INSEE
AGUESSAC	12002	LAVAL ROQUECEZIERE	12125	SAINT FELIX DE SORGUES	12222
ARNAC SUR DOURDOU	12009	LE CLAPIER	12067	SAINT IZAIRE	12228
AYSSENES	12017	LE TRUEL	12284	SAINT JEAN D ALCAPIES	12229
BALAGUIER SUR RANCE	12019	LES COSTES GOZONS	12078	SAINT JEAN SAINT PAUL	12232
BELMONT SUR RANCE	12025	LESTRADE ET THOUELS	12129	SAINT JUERY	12233
BROQUIES	12037	L'HOSPITALET DU LARZAC	12115	SAINT LAURENT D'OLT	12 237
BROUSSE LE CHÂTEAU	12038	MARNHAGUES ET LATOUR	12139	SAINT ROME DE CERNON	12 243
BRUSQUE	12039	MARTRIN	12141	SAINT ROME DE TARN	12244
CALMELS ET LE VIALA	12042	MELAGUES	12143	SAINT SERNIN SUR RANCE	12248
CAMARES	12044	MILLAU	12145	SAINT SEVER DU MOUSTIER	12249
CAMPAGNAC	12 047	MONTAGNOL	12147	SAINT VICTOR ET MELVIEU	12251
CASTELNAU-PEGAYROLS	12062	MONTFRANC	12152	SAINT-ANDRÉ DE VÉZINES	12211
COMBRET	12069	MONTJAUX	12153	SAINT-EULALIE DE CERNON	12220
COMPEYRE	12070	MONTLAUR	12154	SAINT-GEORGES DE LUZENÇON	12225
COMPRÉGNAC	12072	MOSTUEJOULS	12160	SAINT-JEAN-DU-BRUEL	12 231
CORNUS	12 077	MOUNES PROHENCOUX	12192	SAINT-MARTIN-DE-LENNE	12 239
COUPIAC	12080	MURASSON	12163	SAINT-SATURNIN-DE-LENNE	12 247
CREISSELS	12084	NANT	12 168	SAUCLIÈRES	12 260
FAYET	12099	PAULHE	12178	SÉVÉRAC-D'AVEYRON	12 270
FONDAMENTE	12155	PEUX ET COUFFOULEUX	12179	SYLVANES	12274
GISSAC	12109	PEYRELEAU	12180	TAURIAC DE CAMARES	12275
LA BASTIDE PRADINES	12022	PLAISANCE	12183	TOURNEMIRE	12282
LA CAPELLE BONANCE	12 055	POUSTHOMY	12186	VABRES L ABBAYE	12 286
LA CAVALERIE	12063	REBOURGUIL	12195	VERRIÈRES	12291
LA COUVERTOIRADE	12 082	RIVIÈRE-SUR-TARN	12200	VERSOLS ET LAPEYRE	12292
LA CRESSE	12086	ROQUEFORT SUR SOULZON	12203	VEYREAU	12293
LA ROQUE-STE-MARGUERITE	12204	SAINT AFFRIQUE	12208	VIALA DU PAS DE JAUX	12295
LA SERRE	12269	SAINT BEAULIZE	12212	VIALA DU TARN	12296
LAPANOUSE DE CERNON	12122	SAINT BEAUZELY	12213		

- Existence d'une étude de zonage : ☐ Non ☒ Oui, date d'approbation : Cf. Annexe 1

- Existence d'un règlement de service : ☐ Non ☒ Oui, date d'approbation : délibéré et

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Projet

voté par le Comité Syndical du Parc naturel régional des Grands Causses lors de sa séance du 2 octobre 2008 puis du 7 avril 2017 puis du 10 mars 2023.

- Existence d'une CCSPL : ☐ Non ☒ Oui

(CCSPL : Commission Consultative des Services Publics Locaux, institution qui a vocation à faire participer les usagers à la vie de leurs services publics locaux, définie selon l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriale)

La CCSPL s'est réunie le 11 septembre 2012, le 25 février 2013, le 24 février 2014, le 2 mars 2015, le 7 mars 2016, le 13 mars 2017, le 12 mars 2018, le 5 mars 2019, le 7 décembre 2020, le 8 mars 2021, le 31 janvier 2022, le 13 février 2023, et le 25 mars 2024.

La composition de la CCSPL, conformément au règlement intérieur du Parc, est la suivante :

- Le Président du Parc naturel régional des Grands Causses
- Le Président et les membres du Conseil d'exploitation du SPANC,
- Les délégués des communes urbaines, rurales et de la Communauté de Communes du Saint-Affricain Roquefort et 7 vallons siégeant au Comité syndical qui ont transféré la compétence Assainissement Non Collectif au Parc,
-Des représentants des associations locales : UFC Que choisir, la CLCV, l'UDAF, Halieutitarn.

- Autres : le SPANC du Parc est doté également d'un Conseil d'exploitation depuis 2008.

Ce Conseil est lié à la régie nommée « Régie du Service Public d'Assainissement Non Collectif du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses » qui est une régie à autonomie financière. La régie a pour objet l'exploitation du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Le Conseil d'exploitation est composé de 6 membres :
- 4 membres titulaires du Comité syndical du Parc,
- un représentant de l'Agence de l'eau Adour Garonne,
- un représentant du SATESE de l'Aveyron.

Rôle du Conseil : les projets de budget et les comptes lui sont soumis. Le Conseil peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle. Il présente au Président du Conseil toutes propositions utiles. Le directeur de la régie doit tenir le Conseil au courant de la marche du service.

Le Comité syndical du Parc, sur avis du Conseil d'exploitation :
- fixe les tarifs et les modalités d'établissement des prix (montant des redevances). Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4.
- autorise le Président à intenter ou soutenir les actions judiciaires et à accepter les transactions,
- vote le budget de la régie et délibère sur les comptes,
- délibère sur les mesures à prendre au vu des résultats d'exploitation à la clôture de l'exercice.

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en : ☒ **Régie**
☐ **Régie avec prestation de service**
☐ **Délégation de service public (affermage ou concession)**

*Si c'est une **délégation de service public** :*

- Type de contrat : sans objet
- Nom du délégataire : sans objet
- Date de début de contrat : sans objet
- Date de fin de contrats : sans objet
- Missions du délégataire : sans objet

Si vous avez un ou plusieurs prestataires de service :

- Nom du prestataire : sans objet
- Date de début de contrat : sans objet
- Date de fin de contrats : sans objet
- Missions du prestataire : sans objet

1.3. Estimation de la population desservie

Est ici considéré comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

D 301.0 - Le service public d'assainissement non collectif dessert **22 930** habitants (en prenant une moyenne de 2.5 habitants par dispositif d'assainissement) et **9 172** dispositifs (estimation à la fin 2024), soit 175 dispositifs en moins par rapport à 2023.

La répartition par communes des habitants desservis par le service d'assainissement non collectif est la suivante : cf. tableau en annexe 2.

Remarques : Le nombre d'habitants desservis n'est pas une donnée facile à connaître car il est rarement possible d'établir le nombre de personnes résidant au sein d'une habitation et notamment pour les résidences secondaires.
En 2024, plusieurs habitations se sont connectées au réseau d'assainissement collectif, il s'agit d'habitations situées notamment sur les communes de BROQUIES, SAUCLIÈRES, SAINT-MARTIN-DE-LENNE, MONTLAUR, LA BASTIDE PRADINES, SAINT SEVER DU MOUSTIER, VABRES L'ABBAYE, BROUSSE LE CHÂTEAU.

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.
***Attention** : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.*

A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service		
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	☒
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	☒
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	☒
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	☒
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service		
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	☐
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	☐
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	☐

D 302.0 - **L'indice de mise en œuvre du service de l'assainissement non collectif est de *100*.**

Remarques :
Les opérations de réhabilitation de l'assainissement autonome sur des zones sensibles (périmètres de protection et zones de baignade) sont maintenant terminées du fait de l'arrêt des aides de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne dans ce domaine.

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- *la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;*
- *la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'usager ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Les tarifs applicables sont les suivants :

Entre le 11 mars 2023 et le 25 mars 2024 :

- Pour les compétences obligatoires
  - Tarif du contrôle des installations neuves : 185 euros.
    - 92.5 euros pour le contrôle de conception et d'implantation : instruction du dossier et notamment de la fiche de renseignement ;
    - 92.5 euros pour le contrôle de bonne exécution du dispositif d'assainissement autonome.
  - Tarif du contrôle des installations existantes :
    - Diagnostic de l'existant : 296 euros annualisés à 37 euros/an (passage tous les 8 ans)
    - Diagnostic de l'existant pour les dispositifs compris entre 21 et 199 EH : 81.2 euros/an (passage tous les 4 ans)
    - Diagnostic immobilier : 92.5 euros.
    - Majoration de la redevance de l'existant à 400 % en cas d'obstacle à l'accomplissement de la mission du SPNAC et en cas de non-réhabilitation des installations non conformes après vente : 185 euros
  - Tarifs des autres prestations aux abonnés : sans objet

Entre le 25 mars 2024 et le 31 décembre 2024 :

- Pour les compétences obligatoires
  - Tarif du contrôle des installations neuves : 193.40 euros.
    - 96.7 euros pour le contrôle de conception et d'implantation : instruction du dossier et notamment de la fiche de renseignement ;
    - 96.7 euros pour le contrôle de bonne exécution du dispositif d'assainissement autonome.
  - Tarif du contrôle des installations existantes :
    - Diagnostic de l'existant : 309.60 euros annualisés à 38.70 euros/an (passage tous les 8 ans)
    - Diagnostic de l'existant pour les dispositifs compris entre 21 et 199 EH : 84.80 euros/an (passage tous les 4 ans)
    - Diagnostic immobilier : 96.70 euros.
    - Majoration de la redevance de l'existant à 400 % en cas d'obstacle à l'accomplissement de la mission du SPNAC et en cas de non-réhabilitation des installations non conformes après vente : 193.50 euros
  - Tarifs des autres prestations aux abonnés : sans objet

- Pour les compétences facultatives
  - Sans objet

2.2. Délibérations fixant les tarifs

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du 02/10/2008 effective à compter du 01/01/2009 fixant les tarifs du SPANC, le règlement et les statuts de la régie
- Délibération du 25/02/2011 effective à compter du 25/02/2011 fixant les tarifs du SPANC
- Délibération du 07/04/2017 concernant la tarification des visites des installations comprises entre 21 et 199 EH (délibération n° 2017-028-SPANC)
- Délibération du 19/03/2021 concernant les nouvelles tarifications du SPANC
- Délibération du 10 mars 2023 concernant le coefficient de réactualisation des redevances au budget SPANC du Syndicat mixte du Parc (n°2023-012 du Comité syndical) ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Projet

- Délibération du 10 mars 2023 concernant la majoration de la redevance à 400 % en cas d'obstacle à l'accomplissement de la mission du SPANC (n°2023-014 du Comité syndical) ;
- Délibération du 10 mars 2023 concernant la majoration de la redevance à 400 % en cas de non-réhabilitation des installations non conformes après vente (n°2023-015 du Comité syndical).

2.3. Recettes 2024 (en €)

	Collectivité	Délégataire (Le cas échéant)
Facturation du service obligatoire	351 547 €	0 €
Facturation du service facultatif	0 €	0 €
Autres prestations auprès des abonnés	0 €	0 €
Contribution exceptionnelle du budget général	0 €	0 €
Autres : Aides Agence de l'eau (AEAG + AE RMC) Aides Etat, collectivités.	13 670 €	0 €

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- *d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service* ***depuis la création du service,***
- *d'autre part le nombre total d'installations contrôlées* ***depuis la création du service,***

Attention *: cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100. (article 1.4)*

P 301.3 - Pour l'année 2024, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif est :

$$\frac{\text{Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité x 100}}{\text{Nombre total d'installations contrôlées}} = 29.1\ \%\ (30.8\ \%\ \text{en } 2023)$$

Remarques : 2 475 installations conformes sur 8 502 installations contrôlées et en fonctionnement (a été retiré les habitations non occupées ou non encore visitées autour de 670).

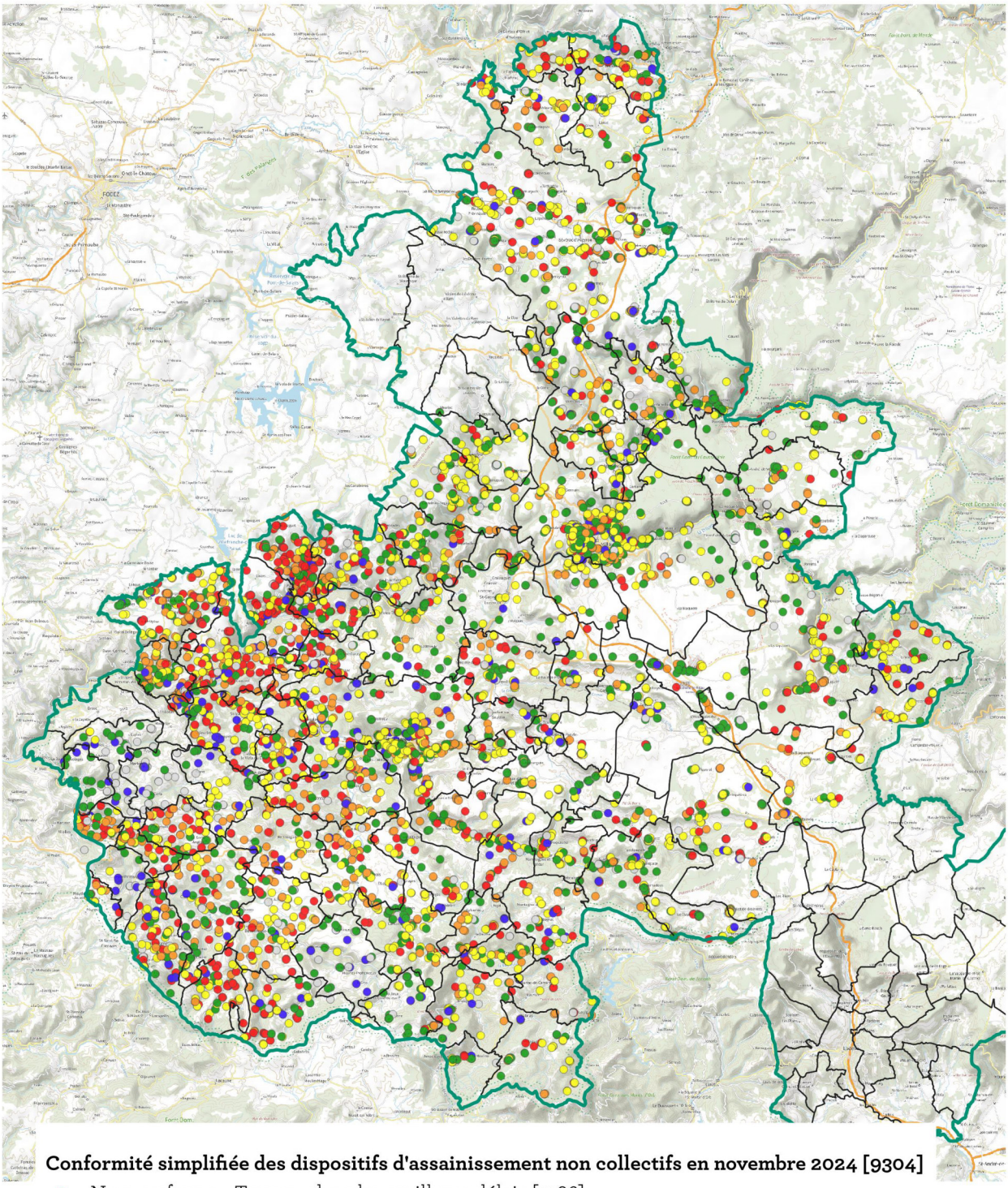
Ce taux de conformité est passé de 13.6 % en 2011 à 29.1 % en 2024. La progression est visible mais se stabilise depuis 2022 (récupération de nouvelles communes).

On comptabilise également :

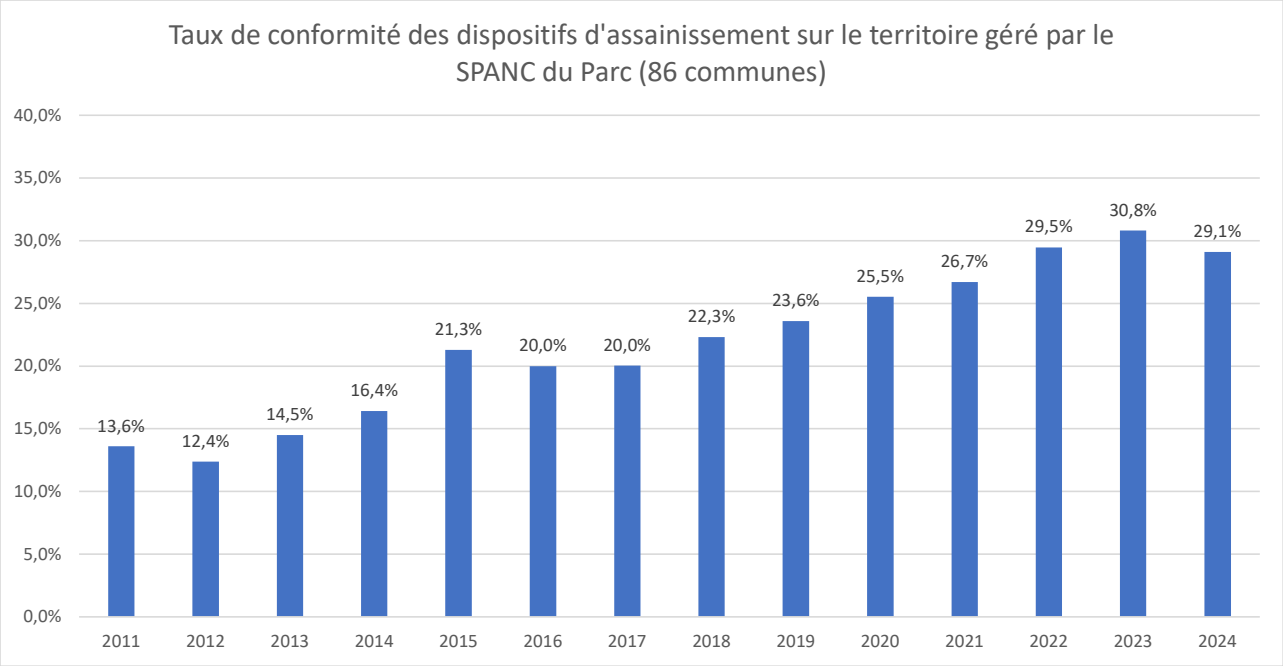
- 1463 habitations qui sont mises en demeure de réaliser un assainissement
- 1392 dispositifs non conformes avec 4 ans pour réhabiliter
- 338 dispositifs non conformes avec 1 an pour réhabiliter (ventes).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Projet



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025



4. Financement des investissements

Sans objet

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Annexe 1 :

Dates du zonage (après enquête publique) par communes

Commune	N° INSEE	Date du zonage (après enquête publique)	Commune	N° INSEE	Date du zonage (après enquête publique)
AGUESSAC	12002	26/11/2003	MOSTUEJOULS	12160	01/12/2009
ARNAC SUR DOURDOU	12009	28/07/2008	MOUNES PROHENCOUX	12192	02/11/2004
AYSSENES	12017	05/08/2004	MURASSON	12163	28/06/2004
BALAGUIER SUR RANCE	12019	07/11/2003	NANT	12 168	30/05/2003
BELMONT SUR RANCE	12025	27/07/2004	PAULHE	12178	23/02/2005
BROQUIES	12037	12/02/2008	PEUX ET COUFFOULEUX	12179	14/069/04
BROUSSE LE CHÂTEAU	12038	25/01/2008	PEYRELEAU	12180	30/08/2008
BRUSQUE	12039	29/12/2007	PLAISANCE	12183	14/04/2004
CALMELS ET LE VIALA	12042	16/12/2004	POUSTHOMY	12186	19/03/2004
CAMARES	12044	18/03/2004	REBOURGUIL	12195	09/10/2006
CAMPAGNAC	12 047	24/03/2005	RIVIÈRE-SUR-TARN	12200	18/09/2001
CASTELNAU-PEGAYROLS	12062	21/10/2003	ROQUEFORT SUR SOULZON	12203	08/02/2002
COMBRET	12069	01/04/2004	SAINT AFFRIQUE	12208	31/01/2005
COMPEYRE	12070	27/06/2002	SAINT BEAULIZE	12212	24/06/2010
COMPRÉGNAC	12072	25/02/2004	SAINT BEAUZELY	12213	05/09/2003
CORNUS	12 077	04/10/2002	SAINT FELIX DE SORGUES	12222	11/02/2005
COUPIAC	12080	14/12/2004	SAINT IZAIRE	12228	"2013"
CREISSELS	12084	27/11/2003	SAINT JEAN D ALCAPIES	12229	05/04/2002
FAYET	12099	06/04/2007	SAINT JEAN SAINT PAUL	12232	24/05/2002
FONDAMENTE	12155	14/02/2006	SAINT JUERY	12233	En cours
GISSAC	12109	27/06/2008	SAINT LAURENT D'OLT	12 237	04/10/2002
LA BASTIDE PRADINES	12022	04/02/2004	SAINT ROME DE CERNON	12 243	21/12/2004
LA CAPELLE BONANCE	12 055	26/01/2006	SAINT ROME DE TARN	12244	29/05/2007
LA CAVALERIE	12063	03/02/2004	SAINT SERNIN SUR RANCE	12248	27/02/2004
LA COUVERTOIRADE	12 082	13/03/2003	SAINT SEVER DU MOUSTIER	12249	29/06/2004
LA CRESSE	12086	02/04/2003	SAINT VICTOR ET MELVIEU	12251	23/01/2003
LA ROQUE-STE-MARGUERIT	12204	10/05/2002	SAINT-ANDRÉ DE VÉZINES	12211	22/10/2003
LA SERRE	12269	02/07/2004	SAINT-EULALIE DE CERNON	12220	27/06/2002
LAPANOUSE DE CERNON	12122	11/01/2005	SAINT-GEORGES DE LUZENÇON	12225	17/02/2005
LAVAL ROQUECEZIERE	12125	18/09/2006	SAINT-JEAN-DU-BRUEL	12 231	21/11/2002
LE CLAPIER	12067	08/02/2003	SAINT-MARTIN-DE-LENNE	12 239	05/11/2004
LE TRUEL	12284	21/06/2004	SAINT-SATURNIN-DE-LENNE	12 247	07/01/2005
LES COSTES GOZONS	12078	23/09/2008	SAUCLIÈRES	12 260	28/12/2004
LESTRADE ET THOUELS	12129	17/09/2004	SÉVÉRAC-D'AVEYRON	12 270	21/03/2003
L'HOSPITALET DU LARZAC	12115	07/02/2005	SYLVANES	12274	12/04/2007
MARNHAGUES ET LATOUR	12139	07/02/2003	TAURIAC DE CAMARES	12275	17/01/2009
MARTRIN	12141	02/11/2004	TOURNEMIRE	12282	23/04/2003
MELAGUES	12143	06/12/2008	VABRES L ABBAYE	12 286	28/10/2004
MILLAU	12145	27/07/1999	VERRIÈRES	12291	28/11/2017
MONTAGNOL	12147	18/06/2008	VERSOLS ET LAPEYRE	12292	27/06/2008
MONTFRANC	12152	14/04/2004	VEYREAU	12293	02/07/2003
MONTJAUX	12153	31/07/2003	VIALA DU PAS DE JAUX	12295	27/05/2002
MONTLAUR	12154	25/02/2005	VIALA DU TARN	12296	28/05/2004

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Annexe 2 : nombre de dispositifs en 2023 et 2024 et variations

Commune	N° INSEE	Nombre d'installations en 2023	Nombre d'installations en 2024	Différence entre 2024 et 2023
AGUESSAC	12002	37	38	1
ARNAC SUR DOURDOU	12009	23	23	0
AYSSENES	12017	217	212	-5
BALAGUIER SUR RANCE	12019	37	37	0
BELMONT SUR RANCE	12025	126	130	4
BROQUIES	12037	280	245	-35
BROUSSE LE CHÂTEAU	12038	143	134	-9
BRUSQUE	12039	51	68	17
CALMELS ET LE VIALA	12042	98	98	0
CAMARES	12044	161	165	4
CAMPAGNAC	12 047	109	115	6
CASTELNAU-PEGAYROLS	12062	124	121	-3
COMBRET	12069	143	137	-6
COMPEYRE	12070	41	41	0
COMPRÉGNAC	12072	57	55	-2
CORNUS	12 077	215	217	2
COUPIAC	12080	150	152	2
CREISSELS	12084	41	42	1
FAYET	12099	60	60	0
FONDAMENTE	12155	132	133	1
GISSAC	12109	56	57	1
LA BASTIDE PRADINES	12022	100	87	-13
LA CAPELLE BONANCE	12 055	53	54	1
LA CAVALERIE	12063	46	46	0
LA COUVERTOIRADE	12 082	90	91	1
LA CRESSE	12086	30	30	0
LA ROQUE-STE-MARGUERITE	12204	74	75	1
LA SERRE	12269	71	66	-5
LAPANOUSE DE CERNON	12122	21	22	1
LAVAL ROQUECEZIERE	12125	152	143	-9
LE CLAPIER	12067	45	46	1
LE TRUEL	12284	118	116	-2
LES COSTES GOZONS	12078	99	95	-4
LESTRADE ET THOUELS	12129	196	194	-2
L'HOSPITALET DU LARZAC	12115	36	36	0
MARNHAGUES ET LATOUR	12139	74	74	0
MARTRIN	12141	8	12	4
MELAGUES	12143	52	52	0
MILLAU	12145	902	904	2
MONTAGNOL	12147	71	72	1
MONTFRANC	12152	19	19	0
MONTJAUX	12153	149	145	-4
MONTLAUR	12154	131	117	-14
MOSTUEJOULS	12160	93	93	0
MOUNES PROHENCOUX	12192	120	124	4
MURASSON	12163	110	103	-7
NANT	12 168	237	236	-1
PAULHE	12178	17	17	0
PEUX ET COUFFOULEUX	12179	47	48	1
PEYRELEAU	12180	5	5	0
PLAISANCE	12183	134	134	0
POUSTHOMY	12186	92	95	3
REBOURGUIL	12195	63	59	-4
RIVIÈRE-SUR-TARN	12200	56	56	0
ROQUEFORT SUR SOULZON	12203	25	25	0
SAINT AFFRIQUE	12208	791	790	-1
SAINT BEAULIZE	12212	18	18	0
SAINT BEAUZELY	12213	120	113	-7
SAINT FELIX DE SORGUES	12222	64	66	2
SAINT IZAIRE	12228	140	140	0
SAINT JEAN D ALCAPIES	12229	46	47	1
SAINT JEAN SAINT PAUL	12232	80	79	-1
SAINT JUERY	12233	113	121	8
SAINT LAURENT D'OLT	12 237	221	221	0
SAINT ROME DE CERNON	12 243	95	95	0
SAINT ROME DE TARN	12244	97	97	0
SAINT SERNIN SUR RANCE	12248	55	53	-2
SAINT SEVER DU MOUSTIER	12249	92	79	-13
SAINT VICTOR ET MELVIEU	12251	77	72	-5
SAINT-ANDRÉ DE VÉZINES	12211	90	92	2
SAINTE-EULALIE DE CERNON	12220	54	57	3
SAINT-GEORGES DE LUZENÇON	12225	32	32	0
SAINT-JEAN-DU-BRUEL	12 231	154	153	-1
SAINT-MARTIN-DE-LENNE	12 239	66	42	-24
SAINT-SATURNIN-DE-LENNE	12 247	71	71	0
SAUCLIÈRES	12 260	77	52	-25
SÉVÉRAC-D'AVEYRON	12 270	688	695	7
SYLVANES	12274	41	39	-2
TAURIAC DE CAMARES	12275	24	22	-2
TOURNEMIRE	12282	19	19	0
VABRES L ABBAYE	12 286	119	107	-12
VERRIÈRES	12291	158	153	-5
VERSOLS ET LAPEYRE	12292	92	94	2
VEYREAU	12293	53	53	0
VIALA DU PAS DE JAUX	12295	15	15	0
VIALA DU TARN	12296	110	107	-3
		9709	**9565**	**-144**

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_029-DE
Reçu le 27/03/2025

Délibération SPANC n°2025-030 du Comité syndical du 21 mars 2025

Révision du règlement du SPANC

Etaient présents les représentants suivants : 24

- Pour le collège des groupements de communes : 3
  Gérard CAILHOL - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : 21
  Julie ALRIQUET - Jacques ARLES - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL – Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Philippe CAVALIER - Jean-Luc CRASSOUS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE - Philippe GOUT - Romain JEANJEAN – Franck LE MOUTON MAZIERES – Elisabeth MUYS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ – Jérôme SINTES – Mickaël THOMAS - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 9

- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : 9
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT
  Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT
  Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES
  Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA
  Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL
  Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS
  Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES
  Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérôme SINTES

Excusés : 17

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Sébastien CROS
- Pour le collège des communes : 16
  Adrien BOUDES - Guy CAZOTTES - Régis COLSON - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - Alain JOSEPH - Mathieu LAMBRECHT – Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Bernadette PAILHAS - Philippe RAMONDENC - Michel SENTY - Didier VIDAL

Cette révision concerne le chapitre IV : Redevances et paiements avec des modifications des articles 22 à 26 :
Article 22 : Principes applicables aux redevances d'ANC
Article 23 : Types de redevances et personnes redevables
Article 24 : Institution et montant des redevances d'ANC
Article 25 : Information des usagers sur le montant des redevances
Article 26 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif

Ce projet de révision a été présenté le 3 mars 2025 à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et au Conseil d'exploitation du SPANC qui l'ont approuvé.

Les membres du Comité syndical sont invités à approuver ce nouveau règlement applicable à partir du 22 mars 2025 (cf. règlement joint).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

VOTE :	Pour : 33	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide le nouveau règlement du SPANC et autorise le Président à signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Règlement du service public d'assainissement non collectif

projet

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

71, boulevard de l'Ayrolle, BP 50126, 12101 MILLAU cedex
Tél. 05 65 61 35 50
Spanc.pnrgc@parc-grands-causses.fr
Horaires d'ouverture : 9h00 12h00, 14h00 17h00
Responsable : Monsieur Richard FIOL

Approuvé par le Comité syndical le 21 mars 2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

SOMMAIRE

Chapitre Ier : Dispositions générales 4

Article 1er : Objet du règlement 4
Article 2 : Territoire d'application du règlement 4
Article 3 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement 4
Article 4 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement 4
Article 5 : Immeubles concernés par l'article 4 5
Article 6 : Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC 5
Article 7 : Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation 6
Article 8 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite 6
Article 9 : Règles de conception et d'implantation des dispositifs 7

Chapitre II : Responsabilités et obligations du SPANC 7

1- Pour les installations neuves ou à réhabiliter : 7

a- Vérification préalable du projet 7

Article 10 : Avis du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif 7

b- Vérification de l'exécution 9

Article 11 : Vérification de bonne exécution des ouvrages 9
Article 12 : Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite 10

2- Pour les installations d'ANC existantes 10

Article 13 : Contrôle périodique par le SPANC : 10
Article 13b : Contrôle annuel de la conformité 12
Article 14 : Contrôle par le SPANC au moment des ventes 12
Article 15 : Contrôle de l'entretien par le SPANC 13

Chapitre III : Responsabilités et obligations du propriétaire 14

1- Pour les installations neuves ou à réhabiliter 14

a- Vérification préalable du projet 14

Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui a un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC 14

b- Vérification de l'exécution des travaux 15

Article 17 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute un projet 15

2- Pour les installations existantes 15

Article 18 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble 15
Article 19 : Responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation (loi Grenelle 2) 16
Article 20 : Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation (loi Grenelle 2) 16
Article 21 : Entretien et vidange des installations d'ANC 16

Chapitre IV : Redevances et paiements 17

projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Article 22 : Principes applicables aux redevances d'ANC *17*
Article 23 : Types de redevances et personnes redevables *17*
Article 24 : Institution et montant des redevances d'ANC *18*
Article 25 : Information des usagers sur le montant des redevances *19*
Article 26 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif *19*

Chapitre V : Sanctions, voies de recours et dispositions diverses concernant la mise en œuvre du règlement 20

Article 27 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante *20*
Article 28 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle *20*
Article 29 : Sanctions pour non réhabilitation des installations non conformes *20*
Article 30 : Modalités de règlement des litiges *21*
Article 31 : Modalités de communication du règlement *21*
Article 32 : Modification du règlement *22*
Article 33 : Date d'entrée en vigueur du règlement *22*
Article 34 : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif (RPQS) *22*
Article 35 : Exécution du règlement *22*

Annexe 1 – Définitions et vocabulaires.....23

Annexe 2 – Références des textes législatifs et réglementaires 25

projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Chapitre I$_{er}$: Dispositions générales

Article 1$_{er}$: Objet du règlement

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement de service précise les prestations assurées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives du SPANC, d'une part, et de ses usagers, d'autre part. Les usagers du SPANC sont définis dans l'annexe 1. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental. Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application indiqué à l'article 2.

Article 2 : Territoire d'application du règlement

Le présent règlement s'applique sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses auquel les missions en matière d'assainissement non collectif ont été transférées par les communes.

Le Parc naturel régional des Grands Causses est compétent en matière d'assainissement non collectif et sera désigné, dans les articles suivants, par le terme générique de « Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ».

Article 3 : Explications et définitions des termes employés dans le règlement

Certains termes spécifiques à l'assainissement non collectif sont expliqués et définis en annexe 1. Les dispositions de cette annexe font partie du présent règlement.

Article 4 : Obligation d'assainissement des eaux usées domestiques : respect de l'hygiène publique et de la protection de l'environnement

Conformément à l'article L1331-1-1 du code de la santé publique, le traitement par une installation d'assainissement non collectif des eaux usées des immeubles d'habitation, ainsi que des immeubles produisant des eaux usées de même nature que ces derniers, est obligatoire dès lors que ces immeubles ne sont pas raccordés directement ou indirectement à un réseau public de collecte des eaux usées pour quelque cause que ce soit (absence de réseau public de collecte ou, lorsque le réseau existe, immeuble dispensé de l'obligation de raccordement ou non encore raccordé).

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées.
Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou de fosse septique, est interdit.
Le rejet d'eaux usées, même traitées, est interdit dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.
Le présent article s'applique même en l'absence de zonage d'assainissement.
Le non respect du présent article par le propriétaire d'un immeuble, peut donner lieu aux mesures administratives et/ou aux sanctions pénales mentionnées au chapitre VI.
L'article 4 ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la commune et le propriétaire.

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Les dispositifs de prétraitement et d'accumulation, notamment les fosses septiques ou les fosses toutes eaux, mis hors service ou rendus inutiles, pour quelque cause que ce soit, doivent être vidangés et curés. Ils sont soit comblés, soit désinfectés s'ils sont destinés à une autre utilisation, ceci conformément aux articles L.1331-5 et L.1331-6 du Code de la santé publique.
En cas de construction d'un réseau public d'assainissement collectif, les habitations raccordables doivent obligatoirement y être raccordées dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau, conformément à l'article L.1331-1 du Code de la santé publique.

Remarque : Lorsqu'un immeuble produisant des eaux usées domestiques ou assimilées est raccordable à un réseau public de collecte conçu pour de telles eaux, le propriétaire n'a pas le choix entre assainissement collectif et assainissement non collectif : il est tenu de raccorder l'immeuble au réseau public de collecte. Toutefois, jusqu'à ce que le raccordement soit effectivement réalisé, l'obligation de traitement par une installation d'assainissement non collectif s'applique, y compris en zone d'assainissement collectif, avec toutes ses conséquences incluant notamment le contrôle par le SPANC (qui intervient donc en zone d'assainissement collectif pour le contrôle des installations des immeubles non encore raccordés au réseau public).

Article 5 : Immeubles concernés par l'article 4

Les immeubles équipés d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme (et dont le permis de construire date de moins de 10 ans) peuvent bénéficier d'une dérogation au non-raccordement au réseau public de collecte des eaux usées pendant un délai de 10 ans maximum afin d'amortir les frais engagés pour la mise en place d'un dispositif d'ANC, à compter de la date d'établissement du réseau. Cette autorisation de non-raccordement est délivrée par arrêté du maire.

Les immeubles difficilement raccordables au réseau public de collecte des eaux usées au titre du code de la santé publique, peuvent également obtenir une dérogation de non-raccordement, délivrée par la collectivité compétente en matière d'assainissement collectif.

Article 6 : Nature des effluents à ne pas rejeter dans les installations d'ANC

Il est interdit de déverser ou d'introduire dans une installation d'assainissement non collectif tout fluide ou solide susceptible d'entrainer des détériorations ou des dysfonctionnements de cette installation. Les fluides et solides interdits, à ce titre sont notamment :

-les eaux pluviales
-les eaux de piscine, provenant de la vidange d'un ou plusieurs bassin(s) ou du nettoyage des filtres,
-les ordures ménagères même après broyage,
-les effluents d'origine agricole,
-les matières de vidange provenant d'une autre installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche,
-les huiles usagées même alimentaires,
-les hydrocarbures,
-les liquides corrosifs, des acides, des produits radioactifs,
-les peintures ou solvants,
-les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.
-les médicaments
-les matières non dégradables, notamment en plastique
- …

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Article 7 : Renseignements préalables à la conception, réalisation, modification ou remise en état d'une installation

Tout propriétaire d'immeuble existant ou à construire, non raccordable à un réseau public destiné à recevoir les eaux usées, doit contacter le SPANC avant d'entreprendre tous travaux de réalisation, de modification ou de remise en état d'une installation d'ANC. Sur sa demande, le SPANC doit lui communiquer les références de la réglementation applicable et la liste des formalités administratives et techniques qui lui incombent avant tout commencement d'exécution des travaux. Les mêmes dispositions sont applicables à tout propriétaire, ou toute personne mandatée par le propriétaire, qui projette de déposer un permis de construire situé sur un terrain non desservi par un réseau public de collecte des eaux usées.

Article 8 : Droit d'accès des agents du SPANC et avis préalable à la visite

Conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique, les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées :

- ✓ pour procéder au contrôle des installations d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par le présent règlement ;
- ✓ pour effectuer des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation, dans le cas où une convention relative à de tels travaux a été conclue entre le propriétaire et le SPANC ;
- ✓ pour procéder à des travaux d'office en application de l'article L 1331-6 du code de la santé publique.

Les visites sont réalisées pendant les jours ouvrables.

Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages ou, en cas d'impossibilité de localiser le propriétaire, à l'occupant des lieux, dans un délai d'au moins sept jours ouvrés avant la date de la visite. Toutefois l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC.

Dans le cas où la date de visite proposée par le SPANC ne convient pas au propriétaire ou à l'occupant, cette date peut être modifiée à leur demande, sans pouvoir être reportée de plus de 60 jours.
Le destinataire de l'avis préalable de visite est informé de cette possibilité de déplacer le rendez-vous dans la convocation adressée par le SPANC.
Le propriétaire devra informer le SPANC en temps utile, au moins un jour entier (hors samedis, dimanches et jours fériés) avant le rendez-vous pour que le SPANC puisse en prendre connaissance et annuler la date et l'horaire proposés.

Le propriétaire doit être présent ou représenté lors de toute intervention du SPANC. Lorsqu'il n'est pas lui-même l'occupant de l'immeuble, il appartient au propriétaire de s'assurer auprès de cet occupant qu'il ne fera pas obstacle au droit d'accès des agents du SPANC. Il incombe aussi au propriétaire de faciliter aux agents du SPANC l'accès aux différents ouvrages de l'installation d'assainissement non collectif, en particulier, en dégageant tous les regards de visite de ces ouvrages.

Tout refus explicite ou implicite d'accepter un rendez-vous à la suite d'un avis préalable de visite adressé par le SPANC, lorsque celui-ci intervient dans les conditions fixées par les textes législatifs et règlementaires en vigueur, ainsi que l'absence répétée aux rendez-vous fixés, constitue un obstacle mis à l'accomplissement de la mission du SPANC selon les modalités fixées par l'article 28. Dans ce cas, les agents du SPANC constatent l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer l'intervention prévue. Ce constat est notifié au propriétaire (avis de passage). En cas de danger avéré pour la santé publique ou de risque

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

avéré de pollution de l'environnement, une copie du constat est également adressée au maire ou, en cas de transfert du pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement, au président du groupement de communes, détenteur de ce pouvoir de police.

Sans préjudice des mesures qui peuvent être prises par le maire, ou le président du groupement de communes, au titre de son pouvoir de police, le propriétaire dont l'installation d'assainissement non collectif n'est pas accessible pour les agents du SPANC, est redevable de la pénalité financière mentionnée à l'article 28 du présent règlement.

Article 9 : Règles de conception et d'implantation des dispositifs

Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées ou réhabilitées de manière à ne pas présenter de risques de pollution des eaux et de risques pour la santé publique ou la sécurité des personnes.

Les installations d'assainissement non collectif règlementaires qui ne sont pas soumises à agrément ministériel doivent être mises en œuvre selon les règles de l'art de la norme AFNOR XP DTU 64.1 du 16 juillet 2013 (*annexe n°1*).

Tout projet d'installation d'assainissement non collectif doit être adapté au type d'usage (fonctionnement par intermittence ou non **ou** maison principale ou secondaire), aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi (capacité, …).

Les installations d'ANC de capacité supérieure à 1,2 kg/ de DBO5 (plus de 20 équivalents-habitants) doivent répondre à des performances épuratoires minimales, fixées par la réglementation en vigueur.

Chapitre II : Responsabilités et obligations du SPANC

1- Pour les installations neuves ou à réhabiliter :

a-Vérification préalable du projet

Article 10 : Avis du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif

10.1- Dossier remis au propriétaire

Pour permettre la présentation des projets d'assainissement non collectif et faciliter leur examen, le SPANC établit un dossier-type destiné aux auteurs de projets (propriétaires et leurs mandataires), constitué des documents suivants :

- un formulaire d'informations administratives et générales (étude de conception en vue de l'installation d'un dispositif d'assainissement individuel) à fournir sur le projet présenté à compléter destiné à préciser notamment l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble (descriptif général et type d'occupation), le lieu d'implantation et son environnement, les ouvrages d'assainissement non collectif déjà existants (le cas échéant) et les études réalisées ou à réaliser, Dans ce formulaire est indiqué, une information sur la réglementation applicable ainsi que les liens vers les sites internet qui renseignent sur les filières autorisées par la réglementation, ainsi que sur le guide d'accompagnement des usagers dans le choix de la filière

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

- le cas échéant, une liste de bureaux d'études auxquels les propriétaires peuvent faire appel.
- le présent règlement du service d'assainissement non collectif.

Ce dossier-type est tenu à la disposition des personnes qui en font la demande dans les bureaux du SPANC et en mairie, il peut être adressé par courrier sur demande et être également mis en ligne sur les sites Internet du SPANC et des communes.

Un courrier précisant le coût de l'examen du projet par le SPANC est envoyé au propriétaire.

La liste des éléments à fournir par le propriétaire comprend généralement :
- le formulaire d'informations administratives et générales dûment rempli,
- un plan cadastral de situation de la parcelle,
- un plan de masse de l'habitation et de son installation d'assainissement, à l'échelle,
- un plan en coupe des ouvrages, si le SPANC le juge nécessaire,
- une étude de filière et une autorisation de rejet lorsque l'effluent de l'installation d'ANC est dirigé vers un milieu hydraulique superficiel, dans les cas où l'évacuation par le sol est impossible
- une étude de filière ou une étude de sols si elle est prescrite en application de l'article 10.2.

10.2 - Examen du projet par le SPANC

Le SPANC examine le projet d'assainissement dès la réception du dossier complet transmis par le propriétaire contenant toutes les pièces mentionnées à l'article 16.

En cas de dossier incomplet, le SPANC notifie au propriétaire ou à son mandataire la liste des pièces ou informations manquantes. L'examen du projet est différé jusqu'à leur réception par le SPANC.

L'examen du projet comprend une visite du SPANC sur place dans les conditions prévues à l'article 8. Le SPANC proposera au moins une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours à compter de la remise au SPANC du dossier complet.

En cas de contrainte particulière pour la réalisation du projet (par exemple exiguïté de la parcelle, sol très imperméable, puits déclaré en mairie utilisé pour l'alimentation en eau potable situé à proximité), une demande d'étude de sol et/ou de compléments d'information sur la conception de l'installation, à l'exclusion du descriptif de la mise en œuvre, peut être adressée au propriétaire avant ou après la visite. Cette demande doit être justifiée par des explications permettant au propriétaire de comprendre la nécessité de l'étude ou des informations qu'il doit fournir.

Le SPANC peut exiger une étude de filière dans les cas suivants :
- ✓ projet concernant un immeuble comportant plusieurs logements ou locaux commerciaux ;
- ✓ projet concernant une installation commune à plusieurs immeubles ;
- ✓ cas définis par la réglementation (notamment projet prévoyant un rejet vers le milieu hydraulique superficiel pour justifier que l'évacuation par le sol est impossible).
- ✓ nature de sol hétérogène et aptitude à l'épuration et à l'infiltration variante sur une partie ou la totalité du territoire du SPANC

Concernant les projets hors « maison d'habitation », une étude est obligatoire qui comprend le calcul du dimensionnement de la filière, l'étude de sol, la définition de la filière.

L'examen du projet porte sur sa conformité aux dispositions réglementaires et son adaptation aux documents décrivant le contexte local (zonage d'assainissement, carte pédologique locale,…) mais aussi sur la cohérence de l'étude de filière jointe au dossier.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Pour ce qui est des installations comprises entre 21 et 199 EH, la conformité du projet sera étudiée par rapport au respect des performances épuratoires minimales requises et les valeurs de pH et température, et suivant la distance minimale des habitations et bâtiments recevant du public ainsi que les zones à usages sensibles.

10.3 – Mise en œuvre de l'avis du SPANC

A l'issue du contrôle du projet du propriétaire, le SPANC formule un avis sur la conformité du projet au regard des prescriptions techniques réglementaires dans un rapport d'examen ou une attestation de conformité du projet.
Le rapport d'examen, est adressé au propriétaire dans un délai qui ne peut pas excéder 15 jours à compter de la remise au SPANC du dossier complet.

En cas d'avis sur le projet, « conforme » du SPANC, le propriétaire peut commencer immédiatement les travaux.
Un avis sur le projet « conforme » du SPANC peut éventuellement être assorti d'observations ou de réserves qui doivent être prises en compte au stade de l'exécution des ouvrages.
Lorsque le projet est lié à une demande d'autorisation de construire ou d'aménager, le propriétaire l'intègre au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager à transmettre au service de l'urbanisme.

Si l'avis du SPANC sur le projet est non conforme, le propriétaire devra proposer un nouveau projet jusqu'à l'obtention d'un avis conforme du SPANC, et obtenir l'autorisation de réaliser ses travaux et le cas échéant, l'attestation de conformité de son projet.

La transmission du rapport d'examen ou de l'attestation de conformité rend exigible le montant de la redevance de vérification préalable du projet mentionnée à l'article 23. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 26.

b- Vérification de l'exécution

Article 11 : Vérification de bonne exécution des ouvrages

Le SPANC est informé par le propriétaire ou son mandataire de l'état d'avancement des travaux. Il fixe un rendez-vous avec le propriétaire pour effectuer le contrôle de vérification de bonne exécution des travaux dans un délai de 5 jours.

Le contrôle de bonne exécution a pour objet de vérifier la conformité des travaux réalisés par rapport au projet d'assainissement non collectif préalablement validé par le SPANC, ainsi que la prise en compte des éventuelles observations ou réserves formulées par le SPANC dans l'avis qu'il a remis au propriétaire (ou à son mandataire) à l'issue de l'examen de ce projet. La vérification est effectuée au cours d'une visite du SPANC sur place, organisée selon les modalités prévues à l'article 8.

Les modifications apportées par le propriétaire ou ses prestataires, au projet d'assainissement non collectif initial devront être conformes aux prescriptions réglementaires en vigueur et ne pas engendrer de risques sanitaires et environnementaux pour être acceptées par le SPANC.

Si la visite sur place ne permet pas d'évaluer les conséquences des modifications apportées par rapport au projet initial d'ANC validé par le SPANC, celui-ci peut prescrire une étude de définition de la filière d'ANC à la charge du propriétaire selon les conditions fixées à l'article 10.2. Dans ce cas, le rapport de visite qui intègre le certificat de conformité établi par le SPANC à l'issue de la vérification de la bonne exécution énonce notamment les justifications qui rendent nécessaire l'étude de filière.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

La visite du SPANC doit être effectuée avant remblaiement des ouvrages, si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas accessibles, le SPANC demandera le découvert des dispositifs afin de pouvoir exécuter un contrôle efficace.

Pour ce qui est des installations comprises entre 21 et 199 EH, la vérification consiste à :
- identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
- repérer l'accessibilité et vérifier la sécurisation des ouvrages ;
- vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.

L'ensemble des ouvrages de la station de traitement doit être délimité par une clôture. Le maître d'ouvrage devra fournir un procès-verbal de réception des travaux ainsi que les résultats des essais de réception.

Article 12 : Mise en œuvre et délivrance d'un rapport de visite

A l'issue de la vérification de bonne exécution, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite qui comporte les conclusions de la conformité de l'installation (certificat de conformité de l'installation) au regard des prescriptions réglementaires. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

S'il y a lieu, le SPANC mentionne dans le rapport de visite les aménagements ou travaux obligatoires pour supprimer tous risques sanitaires et environnementaux et rendre l'installation conforme à la réglementation en vigueur, ainsi que les travaux recommandés relatifs notamment à des défauts d'entretien ou d'usure des ouvrages.

Quelque soit la conclusion du rapport, la notification du rapport de visite rend exigible le montant de la redevance de vérification de l'exécution des travaux mentionnée à l'article 23. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 26.

En cas d'aménagements ou modifications inscrits par le SPANC dans le rapport de visite, le SPANC réalise une contre-visite à la charge du propriétaire pour vérifier la bonne exécution de ces travaux. La contre-visite est effectuée lorsque le SPANC est prévenu par le propriétaire de l'achèvement des travaux selon les modalités prévues à l'article 17.
La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire dont la notification à ce dernier rend exigible le paiement de la redevance due au titre de cette contre-visite si elle est instaurée. Le rapport de visite comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle.

2- Pour les installations d'ANC existantes

Article 13 : Contrôle périodique par le SPANC :

13-1 Opérations de contrôle périodique

Le contrôle des installations existantes est effectué périodiquement lors d'une visite sur place organisée dans les conditions prévues à l'article 8. Le SPANC précise dans l'avis préalable de visite les documents relatifs à l'installation d'assainissement non collectif que le propriétaire ou son représentant doit communiquer lors de la visite, s'ils sont en sa possession.

Les opérations réalisées par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique sont celles qui sont définies par la règlementation. Si le propriétaire ou son représentant en formule la demande au cours du contrôle, le SPANC lui communique immédiatement le texte règlementaire applicable.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif qui ne fonctionnent pas de manière entièrement gravitaire ou qui comportent des dispositifs d'épuration autres que le traitement par le sol, la vérification de l'état de fonctionnement effectuée lors du contrôle périodique consiste à examiner visuellement l'état général des ouvrages et des équipements et à s'assurer qu'ils sont en état de marche apparent. Cette vérification ne comprend pas les diagnostics des organes mécaniques, électriques, électroniques et pneumatiques. Les diagnostics correspondants, qui doivent être réalisés aux fréquences prescrites par l'installateur ou le constructeur pour éviter l'arrêt des installations d'assainissement non collectif en cas de panne, font partie des opérations d'entretien.

Si les ouvrages d'assainissement non collectif ne sont pas suffisamment accessibles, le SPANC pourra demander le découvert des dispositifs afin d'exécuter un contrôle périodique efficace qui donnera lieu à une nouvelle visite du SPANC après découvert.

Dans le cas des installations d'assainissement non collectif avec rejet en milieu hydraulique superficiel, l'agent du SPANC procède à un examen visuel et olfactif de ce rejet. Si le résultat de cet examen paraît anormal par rapport au rejet d'une installation en bon état de fonctionnement et si l'installation se situe dans une zone sensible, zone à enjeu sanitaire et zone à enjeu environnementaux, le SPANC alerte le maire de la commune ou les services de protection des cours d'eau, de la situation et du risque de pollution.

A l'issue du contrôle périodique, le SPANC notifie au propriétaire un rapport de visite dans lequel il consigne les points contrôlés au cours de la visite et qui évalue les dangers pour la santé, les risques de pollution de l'environnement et la conformité réglementaire de l'installation. Ce même rapport de visite contient le cas échéant, la liste des travaux obligatoires par ordre de priorité pour supprimer les dangers et risques identifiés, ainsi que les délais impartis à la réalisation de ces travaux. Il peut également recommander d'autres travaux, relatifs notamment à l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications. Le rapport de visite comprend obligatoirement le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature et la date de réalisation du contrôle.

La fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation est précisée dans le rapport de visite.

La notification du rapport de visite établi par le SPANC rend exigible le montant de la redevance de vérification du fonctionnement et de l'entretien mentionnée à l'article 24. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 26.

Lorsque le rapport de visite prescrit des travaux obligatoires à la charge du propriétaire et que ceux-ci nécessitent une réhabilitation, le SPANC réalise sur demande du propriétaire, avant le délai imparti, un examen préalable à la conception, conformément à l'article 10, puis une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis conformément à l'article 11, après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 17. La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique notifié par le SPANC au propriétaire qui comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle. Cette notification rend exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 23. Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 26.

Dans le cas d'un premier contrôle périodique concernant un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif dont le projet et la bonne exécution des travaux n'ont pas été antérieurement soumis au contrôle du SPANC, celui-ci effectue a postériori les vérifications définies à l'article 11 du présent règlement qui font partie, dans ce cas particulier, du premier contrôle périodique.
La contre-visite fera l'objet d'un rapport de visite spécifique transmis par le SPANC au propriétaire qui comprend obligatoirement la date de réalisation du contrôle et dont la

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

notification à ce dernier rend exigible le paiement de la redevance due au titre de cette contre-visite.

13-2 Périodicité du contrôle

Le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé tous les 8 ans *(le minimum légal étant de 4 ans, le maximum légal étant 10 ans) ;*

Dans le cas d'une installation neuve ou réhabilitée, un contrôle périodique sera effectué un an après afin de vérifier les éléments de l'installation et son fonctionnement. Après la notification du rapport de visite établi par le SPANC, la redevance de vérification du fonctionnement et de l'entretien mentionnée à l'article 24 est mise en place. Par la suite le contrôle périodique est réalisé tous les 8 ans.

Un contrôle exceptionnel peut être réalisé par le SPANC, avant la date normale du prochain contrôle périodique, dans les deux cas suivants :

- lorsque le SPANC reçoit des plaintes écrites pour nuisances causées par une installation ;
- sur demande du maire au titre de son pouvoir de police.

Si ce contrôle ne révèle ni défaut, ni risque pour l'environnement et la santé de personnes, il ne sera pas facturé au propriétaire.

Pour ce qui est des installations comprise entre 0 et 20 EH, le service, selon les constations lors du dernier contrôle en date, pourra faire varier la fréquence de contrôle selon le type d'installation et ses conditions d'utilisation.
Dans le cas des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement, les contrôles peuvent être plus fréquents tant que le danger ou les risques perdurent.

Pour ce qui est des installations comprises entre 21 et 199 EH, le contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif est réalisé tous les 4 ans. La fréquence de contrôle pourra être augmentée si les contrôles annuels de la conformité (contrôle administratif) démontrent une absence ou une mauvaise exploitation de l'installation, ou si le cahier de vie n'est pas transmis au SPANC.

Article 13b : Contrôle annuel de la conformité

Pour ce qui est des installations comprises entre 21 et 199 EH, ce contrôle ne fait pas l'objet d'une visite sur site systématique. C'est un contrôle administratif effectué tous les ans avant le 1er juin de chaque année à partir du cahier de vie fourni par le propriétaire avant le 1er décembre de l'année n-1.
Le SPANC informe le maître d'ouvrage, chaque année avant le 1er juin, de la situation de conformité ou de non-conformité de l'installation d'ANC. En cas de non-conformité, le maître d'ouvrage fait parvenir au SPANC l'ensemble des éléments correctifs qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais. Une visite supplémentaire du SPANC peut alors être nécessaire.

Article 14 : Contrôle par le SPANC au moment des ventes

Au moment de la vente d'un immeuble, le SPANC peut être contacté par le vendeur afin que le SPANC puisse effectuer un contrôle de l'installation existante. Suite à la demande présentée au SPANC, et dans un délai de deux jours ouvrés à compter de sa réception, le SPANC adresse au demandeur l'une des deux réponses suivantes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Cas 1 – Lorsque le SPANC possède un rapport de visite de l'installation concernée dont la durée de validité n'est pas expirée *(moins de 3 ans à compter de la date de la visite)*, il transmet, sauf exception mentionnée ci-dessous, une copie de ce rapport au demandeur.

Toutefois, le SPANC peut procéder à son initiative à un nouveau contrôle, même si le dernier rapport de visite est encore en cours de validité, dès lors que le SPANC a connaissance de suspicions de dysfonctionnements de l'installation (constats, plaintes écrites) de risques de pollution pour l'environnement et de risques pour la santé. Lorsque le contrôle décidé par le SPANC dans ces conditions révèle une absence de dysfonctionnement et de risque, il ne sera pas facturé.

Cas 2 – Lorsqu'il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité *(moins de 3 ans à compter de la date de la visite)*, il transmet une information sur les conditions de réalisation du contrôle de l'installation, indiquant notamment le montant de la redevance correspondante.

Cas 3 – Le SPANC peut, à la demande du propriétaire ou de son mandataire, réaliser un contrôle de l'installation, et aux frais du propriétaire.

Dans tous les cas, le SPANC propose dans les deux jours ouvrés suivants, au moins une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours.

Les opérations de contrôle réalisées par le SPANC lors de cette visite sont celles qui sont prévues dans le cadre du contrôle périodique des installations d'assainissement non collectif, définies par l'article 13 du présent règlement.

Remarques : Le SPANC peut réaliser un contrôle d'installation d'assainissement non collectif, préalablement à la vente d'un immeuble, pour le compte de propriétaires ou mandataires résidant à l'étranger si ces derniers présentent la demande au SPANC par un notaire ou une agence immobilière établie en France.

Article 15 : Contrôle de l'entretien par le SPANC

Le SPANC vérifie la bonne réalisation des opérations d'entretien et de vidange par le propriétaire ou usager concerné sur la base :

- des bordereaux de suivi des matières de vidange délivrés par les vidangeurs au moment de la prestation d'entretien
- de documents attestant le bon entretien régulier de l'installation

Le SPANC vérifie ces documents :

- au moment du contrôle sur site ;
- entre deux visites sur site après transmission par le propriétaire des copies des documents.

Le propriétaire, peut faire parvenir la copie de ce bordereau de vidange par courrier, par mail ou en main propre au service.

En outre, s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel ou en cas de nuisances de voisinage, un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé. Ce contrôle sera réalisé, aux frais de l'usager, soit par un agent du service, soit par un agent d'un laboratoire agréé. En cas de non-conformité du rejet, les frais d'analyse de la qualité du rejet seront à la charge de l'usager.

Projet

Chapitre III : Responsabilités et obligations du propriétaire

1- Pour les installations neuves ou à réhabiliter

a-Vérification préalable du projet

Article 16 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui a un projet de construction, réhabilitation ou modification importante d'une installation d'ANC

Tout propriétaire immobilier qui équipe, modifie ou réhabilite une installation d'assainissement non collectif est responsable de sa conception et de son implantation. Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées collectées et traitées par une installation d'assainissement non collectif existante.

Le propriétaire soumet au SPANC son projet d'assainissement non collectif conformément à l'article 9. Ce projet doit être en cohérence avec :

- les prescriptions techniques réglementaires en vigueur, variables en fonction des charges de pollution organique polluantes ;
- les règles d'urbanisme nationales et locales ;
- les réglementations spécifiques telles que les arrêtés préfectoraux définissant les mesures de protection des captages d'eau potable ;
- les zonages d'assainissement approuvés ;
- le présent règlement de service.

Pour permettre l'examen de son projet, le propriétaire retire auprès du SPANC ou de la mairie le dossier mentionné à l'article 10.1, puis il remet au SPANC, un exemplaire du dossier constitué des pièces mentionnées. Il appartient au propriétaire de compléter les documents demandés, en faisant appel à un ou plusieurs prestataire(s) s'il le juge utile. Le propriétaire peut également consulter en mairie ou dans les bureaux du SPANC les documents administratifs dont il aurait besoin (zonage d'assainissement, documents d'urbanisme, guides techniques, règlement de service du SPANC….).

Le propriétaire doit fournir au SPANC les compléments d'information et études demandés en application de l'article 10.2.

Le propriétaire ne doit pas commencer l'exécution des travaux avant d'avoir reçu un avis conforme du SPANC sur son projet d'ANC, dans les conditions prévues à l'article 10.3 (« attestation de conformité du projet »).

Pour ce qui est des installations comprises entre 21 et 199 EH, le propriétaire ou maître d'ouvrage devra procéder à un affichage sur le terrain d'implantation du projet précisant le nom du maître d'ouvrage, la nature du projet et le lieu où le dossier réglementaire ou de conception est consultable. Cet affichage sera présent jusqu'à la réception des travaux.

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

b-Vérification de l'exécution des travaux

Article 17 : Responsabilités et obligations du propriétaire qui exécute un projet

Le propriétaire, qui a obtenu un avis conforme du SPANC sur un projet d'assainissement non collectif reste responsable de la réalisation des travaux correspondants. S'il ne réalise pas lui-même ces travaux, il choisit librement l'organisme ou l'entreprise qu'il charge de les exécuter.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux par tout moyen qu'il jugera utile (téléphone, courrier, courriel…), afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblai, par une visite sur place effectuée dans les conditions prévues à l'article 8.

Si les travaux ne sont pas achevés à la date de la visite du SPANC, le propriétaire doit en informer le SPANC pour éviter tout déplacement inutile.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer les dispositifs tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation exceptionnelle du SPANC. Si les installations ne sont pas visibles au moment de la visite du SPANC, le propriétaire doit les faire découvrir à ses frais.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC, tout document nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles (factures, plans, photographies, bordereaux de livraison des matériaux …).

2- Pour les installations existantes

Article 18 : Responsabilités et obligations du propriétaire et/ou de l'occupant de l'immeuble

Il est interdit de déverser dans une installation d'assainissement non collectif tout corps solide, liquide ou gazeux, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement des dispositifs de prétraitement, traitement et infiltration. Seules les eaux usées domestiques ou assimilées, définies à l'article 3, sont admises dans ce type d'installation, à l'exclusion des fluides ou déchets mentionnés à l'article 6.

Les propriétaires et, le cas échéant, les locataires, en fonction des obligations mises à leur charge par le contrat de location, doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement, l'entretien, la vidange, l'accessibilité et la pérennité de l'installation d'assainissement non collectif conformément aux dispositions de l'article 21.

Toute modification des dispositifs existants est soumise à un contrôle réalisé par le SPANC, qui comprend la vérification du projet dans les conditions de l'article 10.2 et la vérification de l'exécution des travaux dans les conditions de l'article 11. Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document concernant directement ou indirectement le système d'assainissement non collectif (plan, factures, rapport de visite, …) nécessaire ou utile à l'exercice des contrôles.

Pour ce qui est des installations comprises entre 21 et 199 EH ; le propriétaire doit mettre en place une surveillance des stations de traitement des eaux usées. Il s'agit d'un programme d'exploitation sur 10 ans avec le passage régulier d'un agent compétent et le recueil de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

certaines informations d'auto surveillance. L'ensemble de ces informations est intégré dans le cahier de vie de l'installation. Ce dernier doit être transmit chaque année au 1er décembre et notamment la section 3 qui porte sur le « suivi de l'installation ». De même s'il y a modification des sections 1 et 2 du cahier de vie, ce dernier doit être envoyé au SPANC.

Article 19 : Responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation (loi Grenelle 2)

Si l'installation d'assainissement non collectif n'a jamais été contrôlée par le SPANC ou si le propriétaire ne possède pas de rapport de visite du SPANC encore en cours de validité, ce propriétaire ou son mandataire devra prendre contact avec le SPANC afin de l'informer de la vente du bien et de la demande du rapport de visite qui doit être joint au dossier de diagnostic technique rendu obligatoire par le code de la construction et de l'habitation.

*Remarque : L'article L1331-11-1 du code de la santé publique fixe à trois ans la durée de validité du rapport de visit*e.

Article 20 : Responsabilités et obligations de l'acquéreur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation (loi Grenelle 2)

Lorsque le rapport de visite qui fait partie du dossier de diagnostics techniques remis à l'acquéreur au moment de la vente d'un immeuble précise des travaux obligatoires à la charge de l'acquéreur, le SPANC réalise une visite de contrôle après avoir été prévenu selon les modalités prévues à l'article 17, lorsque les travaux obligatoires ont été achevés (maximum 1 an après l'acte de vente). Cette réalisation ne peut donc avoir lieu qu'après un avis conforme du SPANC sur le projet d'assainissement non collectif présenté par l'acquéreur.
La visite de contrôle fera l'objet d'un rapport de visite spécifique mentionnant obligatoirement la date de la visite, notifié par le SPANC à l'acquéreur dont la notification rend exigible le montant de la redevance de contre-visite mentionnée à l'article 23.
Le paiement intervient dans les conditions indiquées à l'article 26.

Article 21 : Entretien et vidange des installations d'ANC

Les installations d'assainissement non collectif doivent être entretenues aussi souvent que nécessaire et vidangées régulièrement par des personnes agréées par le préfet, de manière à maintenir :

- ✓ leur bon fonctionnement et leur bon état,
- ✓ le bon écoulement et la bonne distribution des eaux
- ✓ l'accumulation normale des boues.

Notamment, la périodicité de vidange d'une fosse septique toutes eaux doit être adaptée à la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Concernant les dispositifs agréés par les ministères chargés de l'écologie et de la santé, il convient de se référer aux notices des fabricants et aux guides d'utilisation accompagnant l'agrément de chaque dispositif, qui indiquent notamment les fréquences de vidange (30 ou 50 % selon les cas).

Le propriétaire, ou le cas échéant le locataire, qui ne connait pas la réglementation applicable à l'entretien et à la vidange de son installation d'ANC, ou qui ne possède plus la notice du fabricant ou le guide d'utilisation obligatoire dans le cas d'une installation agréée par les

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

ministères chargés de l'écologie et de la santé, doit contacter le SPANC pour bénéficier du maximum d'informations disponibles, et commercialement fiables.

Le propriétaire ou l'occupant, selon les dispositions du contrat de location, choisit librement l'entreprise ou l'organisme agréé par le préfet qui effectuera la vidange des ouvrages. Il est rappelé que le vidangeur est tenu de remettre au propriétaire des ouvrages, et le cas échéant à l'occupant de l'immeuble, un bordereau de suivi des matières de vidange comportant au minimum les indications réglementaires.

Chapitre IV : Redevances et paiements

Article 22 : Principes applicables aux redevances d'ANC

En dehors d'éventuelles subventions qui peuvent lui être attribuées par l'Etat, l'agence de l'eau ou certaines collectivités, le SPANC est financé uniquement par des redevances versées par ses usagers en contrepartie des prestations fournies (service public à caractère industriel et commercial). Les missions réalisées par le SPANC constituent des prestations qui permettent aux propriétaires mentionnés à l'article 3 d'être en conformité avec les dispositions législatives et règlementaires applicables en matière d'assainissement non collectif.

Les redevances d'assainissement non collectif sont destinées à financer les charges et permettent d'assurer l'équilibre du budget du SPANC.

Article 23 : Types de redevances et personnes redevables

La redevance concerne tous les propriétaires équipés ou qui devrait l'être d'un système d'assainissement non collectif faisant l'objet d'un contrôle, à savoir :

a) Contrôle des installations neuves ou à réhabiliter :
   a. Redevance de vérification préalable du projet appelé « instruction de dossier »
   b. Redevance de vérification de l'exécution des travaux appelé « certificat de conformité »

   Ces redevances seront exigibles après l'exécution de chacune des prestations et sont appliquées au propriétaire de l'habitation à construire ou à réhabiliter qui présente le projet au SPANC.

b) Contrôle des installations existantes inférieures à 21 EH (équivalent habitant) :
   a. Redevance de premier contrôle, de vérification du fonctionnement et de l'entretien (installations existantes jamais contrôlées) ;
   b. Redevance de contrôle périodique de vérification du fonctionnement et de l'entretien (installations déjà contrôlées précédemment) ;

   Ces redevances appelées communément « redevances annuelles » peuvent être appliquées au titulaire de l'abonnement à l'eau, à défaut le propriétaire du fonds de commerce, à défaut le propriétaire de l'immeuble (R.2224-19-8 du Code Général des Collectivités Territoriales).

c) Contrôle pour vente d'un bien immobilier à usage d'habitation
   a. Dernier contrôle supérieur à trois ans ou inexistant ; décision du SPANC de réaliser un nouveau contrôle selon les conditions fixées à l'article 14

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Cette redevance est appliquée au vendeur comme l'indique l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation. En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, un dossier de diagnostic technique, fourni par le vendeur, est annexé à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, le dossier de diagnostic technique est annexé au cahier des charges.

d) Contrôle des installations existantes supérieur à 21 EH (équivalent habitant) :
    a. Contrôle annuel de la conformité depuis le cahier de vie

e) Majoration des redevances à 400%
Conformément aux délibérations n°2023-014 et n°2023-015 prises par le comité syndical du 10 mars 2023 des sanctions sont appliquées pour les raisons suivants :
    a. Pour obstacle à l'accomplissement des missions du SPANC
    b. Pour non-réhabilitation des installations non conformes

Celles-ci sont détaillés dans les articles 28 et 29 du présent règlement.

Dans le cadre d'une vente immobilière, « au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente de tout ou partie d'un immeuble, le notaire rédacteur adresse à titre de simple information par tous moyens, y compris par voie dématérialisée, à l'autorité compétente en matière d'assainissement émettrice du document mentionné au 8° du I de l'article L. 271-4 du même code une attestation contenant la date de la vente, les informations nécessaires à l'identification du bien vendu ainsi que les nom et adresse de l'acquéreur de ce bien. »
La « redevance annuelle » est due pour l'année entière par le propriétaire au 1er janvier de l'année.
Si la vente a lieu en cours d'année, le vendeur (propriétaire au 1er janvier) demeure le seul redevable de la totalité de la redevance pour l'année entière. Ainsi, la redevance annuelle sera établie à son nom. Toutefois, lors de l'achat, l'acte de vente peut inclure un accord entre le vendeur et l'acquéreur sur une répartition "Prorata temporis" du paiement de la redevance. Cet accord d'ordre privé peut permettre de répartir le montant de cette redevance entre l'acheteur et le vendeur en fonction de la date de transaction et figure normalement dans le compromis ou l'acte de vente. Cet accord ne concerne pas le SPANC et ne modifie en rien l'obligation du paiement de la totalité de la redevance par le propriétaire du bien au 1er janvier.

Dans le cadre d'une installation commune à plusieurs habitations, lorsque le rapport de visite révèle d'une installation :
- « Conforme », la redevance est partagée en fonction du nombre d'habitation raccordé.
- « Non-conforme », la redevance partagée ne peut être appliquée et est donc émise par habitation.

Dans un souci d'harmonisation des démarches de facturation pour le SPANC et pour une répartition équitable des frais :
- Les redevances sont appliquées aux propriétaires et usufruitiers.
- Pour les locataires occupant un logement, les redevances annuelles sont adressées au propriétaire de l'immeuble. Elles peuvent être répercutées à l'occupant dans le cadre des charges locatives. Ces redevances d'assainissement font en effet partie des charges locatives récupérables au titre du décret 87-713 du 26 août 1987.

Article 24 : Institution et montant des redevances d'ANC

Conformément à l'article L2224-12-2 du code général des collectivités territoriales, les montants des redevances mentionnées à l'article 23 du présent règlement sont fixés par délibération du comité syndical du Parc naturel Régional des Grands Causses. Ces montants sont fixés de façon à couvrir entièrement le coût d'exploitation du SPANC et sont réactualisés

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

en fonction des indices RH (identifiant 001565187) et de l'inflation (identifiant 001759970) de l'INSEE et applicables au 1er janvier de chaque année.
Selon l'Article R.2333-126 du CGCT, « la redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les charges de contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les charges d'entretien de celles-ci. La part représentative des opérations de contrôle est calculée en fonction de critères définis par l'autorité mentionnée au premier alinéa de l'article R.2333-122 et tenant compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations. Ces opérations peuvent donner lieu à une tarification forfaitaire. Les modalités de tarification doivent tenir compte de la nature des prestations assurées. »

Article 25 : Information des usagers sur le montant des redevances

Les montants des redevances mentionnées à l'article 23 du présent règlement sont communiqués à tout usager du SPANC qui en fait la demande et est consultable sur le site internet www.parc-grands-causses.fr.
Tout avis préalable de visite envoyé avant un contrôle mentionne le montant qui sera facturé par le SPANC.

Article 26 : Recouvrement des redevances d'assainissement non collectif

26-1 Mentions obligatoires sur les factures

Tout avis des sommes à payer ou article de rôle relatifs aux redevances d'assainissement non collectif indiquent obligatoirement :

- L'objet de l'intervention ;
- Le montant ;
- La date limite de paiement, ainsi que les conditions de son règlement ;
- L'identification du SPANC et ses coordonnées.
- Les coordonnées du redevable
- Coordonnées complète du Service de Gestion Comptable

26-2 Traitement des retards de paiement

L'autorisation permanente et générale de poursuites, donne au (à la) responsable du centre des finances publiques du Service de Gestion Comptable (DGFiP), l'autorisation d'engager toutes les poursuites qu'il (elle) jugera nécessaire pour le recouvrement des titres et articles de rôles émis par le SPANC.

26-3. Difficultés de paiement

Tout redevable rencontrant des difficultés pour régler le montant d'une ou plusieurs redevances doit en informer le Service de Gestion Comptable (DGFiP) avant la date limite de paiement. Au vu des justificatifs fournis par l'usager, un échelonnement du paiement pourra être accordé.

26-4 Raccordement au réseau d'assainissement collectif

La redevance concernant le contrôle des installations existantes sera annulée à partir de l'année n+1 du raccordement sous réserve de transmission d'un justificatif. Le SPANC se réserve le droit de demander des éléments complémentaires auprès de la commune.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

26-5 Décès du redevable

En cas de décès d'un redevable du montant d'une ou plusieurs redevances mentionnées à l'article 23, ses héritiers ou ayants-droits lui sont substitués pour le paiement dans les mêmes conditions.

Chapitre V : Sanctions, voies de recours et dispositions diverses concernant la mise en œuvre du règlement

Article 27 : Sanctions en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif, ou de dysfonctionnement grave de l'installation existante

Conformément à l'article L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique, tout immeuble doit être équipé d'une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et maintenue en bon état de fonctionnement. L'absence d'installation d'assainissement non collectif ou le mauvais état de fonctionnement de cette dernière, expose le propriétaire de l'immeuble au paiement de la pénalité dont le montant est équivalent à la redevance de contrôle (article L1331-8 du code de la santé publique).

Toute pollution de l'eau peut donner à l'encontre de son auteur des sanctions pouvant aller jusqu'à 75 000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement, conformément à l'article L216-6 ou L432-2 du Code de l'environnement.

Article 28 : Sanctions pour obstacle à l'accomplissement des missions de contrôle

En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC, le propriétaire est astreint au paiement de la somme définie par le code de la santé publique (article L1331-8) et le cas échéant, par la délibération qui fixe le taux de majoration dans une proportion fixée par l'organe délibérant dans la limite de 400 %. Au vu de l'importance des enjeux sanitaires et environnementaux liés à la maîtrise des installations d'assainissement non collectif, et au vu des nombreuses situations de non-conformité, la loi n° 2021-1104 du 22 août 2022 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets permet de majorer cette même redevance dans la limite de 400 %.
On appelle obstacle mis à l'accomplissement des missions de contrôle, toute action du propriétaire ayant pour effet de s'opposer à la réalisation du contrôle du SPANC, en particulier ;

- ✓ refus d'accès aux installations à contrôler quel qu'en soit le motif,
- ✓ absences aux rendez-vous fixés par le SPANC à partir du 2ème rendez-vous sans justification
- ✓ report abusif des rendez-vous fixés par le SPANC à compter du 4ème report, ou du 3ème report si une visite a donné lieu à une absence.

Conformément à l'article 18, il appartient au propriétaire de permettre au SPANC d'accéder aux installations dont il assure le contrôle. Tout obstacle mis par un occupant à l'accomplissement des missions de contrôle du SPANC sera assimilé à un obstacle.

Article 29 : Sanctions pour non réhabilitation des installations non conformes

S'agissant des acquéreurs d'immeubles avec des installations non conformes et qui ne répondent pas aux dispositions des articles L. 1331-1 et suivants du code de la santé publique,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

une majoration de 400 % sera appliquée dans le cas où les travaux de réhabilitation ne seront pas effectués dans les délais impartis et notamment l'obligation de réaliser les travaux sous un an qui résulte de l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation.

Article 30 : Modalités de règlement des litiges

30-1 Modalités de règlement amiable interne

Toute réclamation concernant le montant d'une facture, ainsi que toute demande de remboursement d'une somme qu'un usager estime avoir indûment versée, doit être envoyée par écrit au SPANC à l'adresse indiquée sur la facture, accompagnée de toutes les justifications utiles. La réclamation ne suspend pas l'obligation de paiement. Le SPANC est tenu de produire une réponse écrite et motivée à toute réclamation ou demande de remboursement présentée dans ces conditions, dans un délai maximal d'un mois.

L'usager peut effectuer par simple courrier une réclamation sur tout autre sujet. Le SPANC est tenu d'effectuer une réponse écrite et motivée dans un délai de 1 mois.

En cas de désaccord avec la réponse effectuée par le SPANC dans le cadre d'une contestation, ou avec une sanction ou une pénalité appliquée par le SPANC, le propriétaire ou usager concerné peut adresser un recours auprès du Président de la collectivité à laquelle le SPANC est rattaché par simple courrier adressé en recommandé avec AR dans les 2 mois suivant la notification de la décision contestée. Cette demande de réexamen du dossier doit être justifiée par des arguments factuels et juridiques, et accompagné de la décision contestée.

Le Président de la collectivité dispose d'un délai d'1 mois à réception du courrier pour :
-soit répondre favorablement au réexamen du dossier. Dans ce cas la décision sera transmise au demandeur dans un délai de 2 mois.
-soit rejeter la demande de réexamen du dossier sur la base d'arguments juridiques ou factuels.

30-2 Voies de recours externe

Les modes de règlement amiables des litiges susmentionnés sont facultatifs. L'usager peut donc à tout moment saisir les tribunaux compétents. Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibérations, règlement de service, etc.) relève de la compétence exclusive du tribunal administratif. Les litiges individuels entre propriétaires ou usagers concernés, et SPANC relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Article 31 : Modalités de communication du règlement

Le présent règlement est communiqué aux propriétaires concernés en même temps que l'avis préalable de visite prévu par l'article 8, ainsi que dans le dossier retiré par le pétitionnaire ou son mandataire en application de l'article 10.1 en cas d'examen par le SPANC d'un projet d'installation d'ANC.

En outre le présent règlement est également tenu à la disposition des propriétaires et occupants des immeubles localisés sur le territoire indiqué à l'article 2, qui peuvent à tout moment le demander au SPANC ou aux collectivités adhérentes. Il est également disponible sur le site internet de la collectivité gérant le SPANC.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Article 32 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par l'assemblée délibérante compétente. Le règlement transmis aux propriétaires comme indiqué à l'article précédent est mis à jour après chaque modification.

Article 33 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur à compter du 1er avril 2023

Tout règlement de service antérieur, concernant l'assainissement non collectif, est abrogé à compter de la même date.

Article 34 : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif (RPQS)

Pour information des usagers, et conformément aux articles D.2224-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, chaque année, au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif est présenté par la Collectivité.
Les caractéristiques et les indicateurs mentionnés sont établis, sauf indication contraire, pour l'exercice civil ou au 31 décembre de l'exercice concerné par le rapport et pour, a minima, l'ensemble des communes sur lesquelles la Collectivité assure la compétence d'assainissement non collectif.

Article 35 : Exécution du règlement

Le Président de l'établissement public compétent, les agents du service public d'assainissement non collectif et le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Approuvé par le Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causse le 10 mars 2023

projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Annexe 1 – Définitions et vocabulaires

Assainissement non collectif ou assainissement individuel ou encore assainissement autonome : le présent règlement entend par « assainissement non collectif », l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles, non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées. Une installation d'ANC pourra, le cas échéant, recevoir les eaux usées domestiques de plusieurs immeubles.

Immeuble : Dans le présent règlement, le mot immeuble est un terme générique qui désigne indifféremment toute construction utilisée pour l'habitation, qu'elle soit temporaire (mobil home, caravanes…) ou permanente (maisons, immeuble collectif…), y compris les bureaux et les locaux affectés à d'autres usages que l'habitat (industriel, commercial et artisanal) non soumis au régime des installations classés pour la protection de l'environnement (ICPE), produisant des eaux usées domestiques ou assimilées.

Logement individuel : Logement destiné à l'habitat d'une seule famille (il peut s'agir d'un immeuble individuel ou d'un logement à l'intérieur d'un immeuble collectif)

Eaux usées domestiques ou assimilées : Elles comprennent l'ensemble des eaux usées domestiques ou assimilées, définies par l'article R.214-5 du Code de l'Environnement, produites dans un immeuble, dont notamment les eaux ménagères ou eaux grises (provenant des cuisines, salles d'eau, ...) et les eaux vannes ou eaux noires (provenant des WC).

Usager du SPANC : Toute personne, physique ou morale, qui bénéficie d'une intervention du SPANC, est un usager du SPANC. Dans le cas général, les usagers du SPANC sont les propriétaires des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif, car l'obligation de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des installations incombe à ces propriétaires en application des dispositions du code de la santé publique relatives à l'assainissement non collectif (article L1331-1-1 notamment). Les occupants des immeubles équipés d'une installation d'assainissement non collectif sont aussi des usagers du SPANC lorsqu'ils demandent à celui-ci de réaliser des opérations d'entretien de l'installation ou de traitement des matières de vidange. Par ailleurs, le SPANC peut fournir des renseignements de nature technique, administrative ou juridique sur l'assainissement non collectif à des personnes qui ne font pas partie des propriétaires ou occupants mentionnés ci-dessus.

Fonctionnement par intermittence : Fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif qui reçoit des effluents de manière discontinue, avec un ou plusieurs intervalle(s) d'au moins une semaine sans arrivée d'effluents pour une durée totale d'au moins quatre mois par an. Typiquement, le fonctionnement par intermittence concerne les installations d'assainissement non collectif équipant les résidences secondaires et les résidences alternées qui ne sont occupées qu'une partie de l'année, mais d'autres cas peuvent également entrer dans cette catégorie.

Immeuble abandonné : Est considéré comme « abandonné » tout immeuble ayant fait l'objet d'une déclaration d'abandon auprès des autorités compétentes.

Etude particulière = Etude de filière : Etude réalisée à l'échelle de la parcelle afin de justifier le choix de la filière d'assainissement non collectif à mettre en œuvre à partir des caractéristiques pédologiques du terrain d'implantation, d'une évaluation de la production d'eaux usées de l'immeuble, et du contexte environnemental.

Etude de sol : Analyse pédologique qui permet d'apprécier le sol et son aptitude à épurer ou à infiltrer. Cette étude permet de déterminer les caractéristiques texturales du sol, de détecter les traces hydromorphiques, de connaître le niveau et la nature du substratum rocheux, lorsque ce dernier se situe à moins de 2 m de profondeur.

Service public d'assainissement non collectif (SPANC) : Service public organisé par une collectivité (commune ou groupement de communes) dotée de la compétence d'assainissement non collectif et qui assure les missions définies par la loi : contrôles des installations d'assainissement non collectif et, le cas échéant, entretien, réalisation et /ou réhabilitation d'installations, et traitement des matières de vidange. Le SPANC a également pour rôle d'informer les usagers sur la réglementation en vigueur, sur les différentes filières d'assainissement non collectif réglementaires, ainsi que sur le fonctionnement et l'entretien des installations. Toutefois le SPANC ne réalise ni étude particulière (étude de filière), ni étude de sol, il n'assure pas de mission de maitrise d'œuvre et il ne peut pas être chargé du choix de la filière (sauf dans le cadre d'une convention avec le propriétaire confiant au SPANC l'organisation et le suivi des travaux de réalisation ou de réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif). La mission d'information assurée par le SPANC consiste uniquement en des explications sur l'application de la règlementation et sur les risques et dangers que peuvent présenter les installations d'assainissement non collectif pour la santé publique et pour l'environnement, ainsi qu'en la fourniture de renseignements simples et de documents aux usagers.

Rapport de visite : Document établi par le SPANC à la suite d'une intervention de contrôle sur site permettant d'examiner une installation d'assainissement non collectif et/ou son environnement. Le contenu minimal du rapport de visite est défini par la règlementation.
Dans le cas des installations existantes, il énumère les observations réalisées par le SPANC au cours de la visite ainsi que les conclusions résultant de ces observations, notamment en ce qui concerne l'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement. Il peut également contenir une liste de travaux obligatoires classés le cas échéant par ordre de priorité et des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de modifier certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Dans le cas des installations neuves ou réhabilitées, il énumère les observations formulées par le SPANC sur le choix de la filière, sur le respect des prescriptions techniques règlementaires, sur d'éventuelles anomalies de réalisation par rapport au projet approuvé par le SPANC et sur d'éventuels dysfonctionnements susceptibles d'engendrer des risques environnementaux, des dangers sanitaires ou des nuisances pour le voisinage.

Dans tous les cas, le rapport de visite indique obligatoirement :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

a) La date de la visite correspondante, (et le nom, prénom et fonction de la personne ayant réalisé le contrôle : ce point est à discuter puisque seul une décision doit contenir le nom de la personne responsable, qui n'est pas le technicien de contrôle mais l'autorité responsable de la collectivité organisatrice) effectuée par le SPANC pour examiner l'installation d'assainissement non collectif, cette date de visite constituant le point de départ de la durée de validité du rapport en cas de vente de l'immeuble ;
b) La date prévisionnelle de la prochaine visite effectuée par le SPANC dans le cadre du contrôle périodique de l'installation : en fonction de la périodicité de contrôle votée par la collectivité, les conclusions du contrôle sur la conformité de l'installation. Préciser le délai de validité du document.
c) Les observations réalisées par le SPANC lors de la visite du système d'assainissement et l'évaluation de l'installation au vu des dangers pour la santé des personnes et risques avérés de pollution environnementaux.
d) Le projet d'arrêté précise qu'il est obligatoire d'indiquer : les recommandations sur l'accessibilité, l'entretien et les modifications à apporter sur l'installation
e) La liste des points contrôlés
f) La liste des travaux, le cas échéant.

Zonage d'assainissement : Elaboré par la collectivité compétente en matière d'assainissement ou d'urbanisme, le zonage définit les zones qui relèvent de l'assainissement collectif, dans lesquelles les habitations sont ou seront raccordées à terme au réseau public de collecte des eaux usées, et les zones qui relèvent de l'assainissement non collectif, où le propriétaire d'un immeuble a l'obligation de traiter les eaux usées de son habitation. Ce document est consultable en mairie ou dans les locaux du SPANC et permet d'avoir une appréciation très imprécise de la nature des sols sur le secteur étudié (*de 25 à 4 observations à l'hectare - selon circulaire du 22/05/1997)*

Norme AFNOR NF DTU 64.1 de juillet 2013 :

Une norme est un document de référence. La norme diffère d'une réglementation nationale. Elle n'est pas imposée par les pouvoirs publics, mais elle permet d'atteindre un niveau de qualité et de sécurité reconnu et approuvé dans le cadre de l'organisme de normalisation.

En l'occurrence, il s'agit d'une norme élaborée dans le cadre de l'AFNOR, qui assure la coordination de l'ensemble de la normalisation en France. Il s'agit aussi d'un document technique unifié (DTU), c'est-à-dire un recueil de dispositions techniques recommandées pour la construction d'ouvrages. Cependant, le DTU ne suffit pas à décrire l'ensemble des caractéristiques d'un projet à réaliser par un fournisseur et/ou une entreprise. Il appartient au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre d'inclure dans chaque projet les compléments et/ou dérogations nécessaires par rapport à ce qui est spécifié dans le DTU.

La norme a pour objet de préciser les règles de l'art relatives à certains ouvrages de traitement des eaux usées domestiques de maisons d'habitation individuelle jusqu'à 10 pièces principales tels que définis par la réglementation en vigueur. Elle concerne les caractéristiques et la mise en œuvre des équipements de prétraitement préfabriqués d'une part, des dispositifs assurant le traitement par le sol en place ou reconstitué, avec infiltration ou évacuation des eaux usées domestiques traitées d'autre part.

La norme AFNOR NF DTU 64.1 de juillet 2013 n'est pas un document public. Elle peut être acquise auprès de l'AFNOR. En fait, elle n'est utile qu'en cas de construction ou de réhabilitation d'ouvrages d'ANC avec traitement traditionnel par le sol en place ou reconstitué.

Équivalent habitant : en terme simple, il s'agit d'une unité de mesure permettant d'évaluer la capacité d'un système d'épuration, basée sur la quantité de pollution émise par personne et par jour.

Selon l'article 2 de la Directive "eaux résiduaires urbaines" du 21/05/1991, l'équivalent habitant est « la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en 5 jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Annexe 2 – Références des textes législatifs et réglementaires

Textes réglementaires applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif
Arrêtés interministériels du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 relatif aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, et du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif
Arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2010 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif
Arrêté du 22 juin 2007 relative aux prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.
Décret du 28 février 2012 relatif aux corrections à apporter à la réforme des autorisations d'urbanisme
Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5
Loi n° 2021-1104 du 22 août 2022 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

Code de la Santé Publique
Article L.1311-2 : fondement légal des arrêtés préfectoraux ou municipaux pouvant être pris en matière de protection de la santé publique,
Article L.1312-1 : constatation des infractions pénales aux dispositions des arrêtés pris en application de l'article L.1311-2,
Article L.1312-2 : délit d'obstacle au constat des infractions pénales par les agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales,
Article L.1331-1 : immeubles tenus d'être équipés d'une installation d'assainissement autonome ;
Article L.1331-1-1 : Obligations d'entretien, délai de réalisation des travaux, agréments des vidangeurs.
Article L1331-5 : mise hors services des fosses dès raccordement au réseau public de collecte.
Article 1331-6 : Travaux d'offices en cas de non respects des obligations citées dans les articles précédents
Article L.1331-8 : pénalité financière applicable aux propriétaires d'immeubles non équipés d'une installation autonome, alors que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau public, ou dont l'installation n'est pas régulièrement entretenue ou en bon état de fonctionnement ou encore pour refus d'accès des agents du SPANC aux propriétés privées,
Article L.1331-11 : accès des agents du SPANC aux propriétés privées.
Article L1331-11-1 : ventes des immeubles à usage d'habitation et contrôle de l'ANC

Code Général des Collectivités Territoriales
Article L.2224-8 : mission de contrôle obligatoire en matière d'assainissement non collectif,
Article L.2212-2 : pouvoir de police général du maire pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique,
Article L.2212-4 : pouvoir de police général du maire en cas d'urgence,
Article L.2215-1 : pouvoir de police générale du Préfet,
Article L2224-12 : règlement de service
Article R.2224-19 concernant les redevances d'assainissement.

Code de la Construction et de l'Habitation
Article L.152-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions réglementaires applicables aux installations d'assainissement non collectif des bâtiments d'habitation,
Article L.152-2 à L.152-10 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement autonome d'un bâtiment d'habitation, lorsque celui-ci n'est pas raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, ou de travaux concernant cette installation, réalisés en violation des prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur.
Article L271-4 : dossier de diagnostic technique au moment des ventes d'immeubles

Code de l'Urbanisme
Articles L.160-4 et L.480-1: constats d'infraction pénale aux dispositions pris en application du Code de l'urbanisme, qui concerne les installations d'assainissement non collectif,
Articles L.160-1, L.480-1 à L.480-9 : sanctions pénales et mesures complémentaires applicables en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif en violation des règles d'urbanisme ou de travaux réalisés en méconnaissance des règles de ce code.

Code de l'Environnement
Article L.432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau portant atteinte à la faune piscicole,
Article L.437-1 : constats d'infraction pénale aux dispositions de l'article L.432-2,
Article L.216-6 : sanctions pénales applicables en cas de pollution de l'eau n'entraînant pas de dommages prévus par les deux articles précédents.
Articles L431-3 et L432-2 : sanctions pénales applicables en cas de pollution entraînant des dommages sur la faune et la flore aquatique.

Textes non codifiés
Arrêté ministériel du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées.
Arrêté du 19 juillet 1960 modifié le 14 mars 1986 relatif au raccordement des immeubles au réseau de collecte public des eaux usées

Projet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_030-DE
Reçu le 27/03/2025

Délibération SPANC n°2025-031 du Comité syndical du 21 mars 2025

Créances irrécouvrables sur le budget SPANC

Etaient présents les représentants suivants : 24

- Pour le collège des groupements de communes : 3
  Gérard CAILHOL - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : 21
  Julie ALRIQUET - Jacques ARLES - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL – Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Philippe CAVALIER - Jean-Luc CRASSOUS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE - Philippe GOUT - Romain JEANJEAN – Franck LE MOUTON MAZIERES – Elisabeth MUYS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ – Jérôme SINTES – Mickaël THOMAS - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 9

- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : 9
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT
  Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT
  Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES
  Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA
  Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL
  Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS
  Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES
  Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérôme SINTES

Excusés : 17

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Sébastien CROS
- Pour le collège des communes : 16
  Adrien BOUDES - Guy CAZOTTES - Régis COLSON - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - Alain JOSEPH - Mathieu LAMBRECHT – Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Bernadette PAILHAS - Philippe RAMONDENC - Michel SENTY - Didier VIDAL

Contexte

Pour répondre à la demande du 30 janvier 2025 de Monsieur DOMERGUE Sylvain, responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Saint-Affrique, il convient d'admettre en non-valeur des redevances irrécouvrables émises auprès de bénéficiaires du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) du Parc.

Ces créances demeurent irrécouvrables et ce, malgré les poursuites contentieuses effectuées par le poste comptable du SGC de Saint-Affrique en collaboration avec le service comptabilité sur Parc. Les services du SGC précise que l'admission en non-valeur ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites. Cet enregistrement comptable en « pertes sur créances irrécouvrables » qui sera concrétisé par un mandat à l'article 6541 « Créances admises en non-valeurs » contribue à l'apurement des comptes sur la prise en charge des titres de recettes.

Une liste co-établie entre le service recouvrement du SGC et le service comptabilité du Parc est jointe à cette délibération. Elle fait état de 92 débiteurs restant redevables pour une somme totale de 1 406.73 euros. Les sommes restantes à recouvrer sont de faibles montants correspondant principalement à des écarts 0.63 centimes lors du paiement de la redevance annuelle de 2024 et à des reliquats de redevances d'années antérieures. Ces impayés concernent les exercices de 2020 à 2024.

Les membres du comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses sont invités à admettre en non-valeur cette liste de créances irrécouvrables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_031-DE
Reçu le 27/03/2025

VOTE :	Pour : 33	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_031-DE
Reçu le 27/03/2025

Direction Générale des Finances Publiques **Exercice 2025**

SGC SAINT AFFRIIQUE
5, BD VICTOR HUGO

12400 SAINT AFFRIQUE

DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Collectivité : **84101 - SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES**

N° de la liste : 6106923111

Le comptable soussigné expose qu'il n'a pas pu recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état ci-après, en raisons des motifs énoncés.

Il demande en conséquence l'admission en non-valeurs de ces titres figurants sur la liste ci jointe.

A SAINT AFFRIQUE, le 30 janvier 2025
SYLVAIN DOMERGUE

Comptable Public

DÉCISION DE L'ORDONNATEUR

Vu l'état et les avis d 'autres part :

Il est accordé décharge au comptable des sommes détaillées au présent état, lesquelles s'élèvent à :

Compte	Montants présentés	Montants admis
6541	1 406,73 €	
6542	0,00 €	
Total	**1 406,73 €**	

A , le
(Date, cachet et signature de l'ordonnateur)

TRAITEMENT COMPTABLE DE LA DÉCISION

Le comptable soussigné certifie avoir émargé aux articles respectifs les sommes indiquées sur le présent état, lesquelles n'avaient pas été soldées avant la réception de la décision ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_031-DE
Reçu le 27/03/2025

Délibération SPANC n°2025-032 du Comité syndical du 21 mars 2025

Prêts de canne à boue

Etaient présents les représentants suivants : 24

- Pour le collège des groupements de communes : 3
  Gérard CAILHOL - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : 21
  Julie ALRIQUET - Jacques ARLES - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL – Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Philippe CAVALIER - Jean-Luc CRASSOUS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE - Philippe GOUT - Romain JEANJEAN – Franck LE MOUTON MAZIERES – Elisabeth MUYS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ – Jérôme SINTES – Mickaël THOMAS - Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 9

- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : 9
  Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT
  Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT
  Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT
  Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES
  Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA
  Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL
  Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS
  Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES
  Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérôme SINTES

Excusés : 17

- Pour le collège des groupements de communes : 1
  Sébastien CROS
- Pour le collège des communes : 16
  Adrien BOUDES - Guy CAZOTTES - Régis COLSON - Christophe FROMENT - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - Alain JOSEPH - Mathieu LAMBRECHT – Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Bernadette PAILHAS - Philippe RAMONDENC - Michel SENTY - Didier VIDAL

Contexte

Le Syndicat mixte met à disposition du matériel auprès des particuliers qui disposent d'un assainissement non collectif (ANC) sur le territoire du Parc.

Objectif

L'objectif est de rendre service aux usagers du SPANC par la mise à disposition un système de mesure de niveau de boue d'un ANC (dit canne à boue).

Conditions

Le bénéficiaire s'engage à renseigner une fiche de prêt qui précise son identité, son lieu et sa durée, les conditions de retrait et de retour du matériel.
La mise à disposition de la canne à boue est gratuite, le bénéficiaire se doit d'utiliser et de gérer cet équipement *en bon père de famille*.

Lors du retour au siège du Syndicat mixte du Parc :

➔ En cas de perte ou de détérioration complète, il sera facturé :

- 104.52 euros TTC pour l'équipement complet de la canne à boue,
- 1h de main d'œuvre d'un agent du Parc soit 37.50 euros (sur la base du coût journalier d'un agent AEER de 300€ par jour (forfait 8h/jour) validé par délibération n°2023-023 du Comité syndical du 10/03/2023)
  Soit une facturation de 142.02 euros pour une canne à boue complète

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_032-DE
Reçu le 27/03/2025

Le cas échéant et, en sus, les frais de port pourront être facturés.

Ces coûts sont déterminés sur la base actuelle des coûts de remplacement ; ils peuvent être ajustés au réel sur présentation de la facture du matériel de remplacement correspondant.

➔En cas de détérioration partielle, il sera facturé :

- 1h de main d'œuvre d'un agent du Parc soit 37.50 euros (sur la base du coût journalier d'un agent AEER de 300€ par jour (forfait 8h/jour) validé par délibération n°2023-023 du Comité syndical du 10/03/2023)
- Coûts des pièces :
    - Tube PVC transparent : 70.74 euros TTC
    - Robinet à bille : 30.60 euros TTC
    - Manchon : 3.18 euros TTC

Le cas échéant et, en sus, les frais de port pourront être facturés.

Ces coûts ont été déterminés sur la base des coûts de remplacement actuels ; le syndicat mixte du Parc se réserve la possibilité de les actualiser au réel de la valeur de remplacement. Dans ce cas, la facture d'achat des pièces sera jointe.

La facturation sera établie sur la base de l'état des lieux de retour du matériel ; la facture du Syndicat mixte qui accompagnera le titre sera détaillée afin de relater l'ensemble des dégâts et/ou des pertes de matériel.

Ce projet de prêt a été présenté le 3 mars 2025 à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et au Conseil d'exploitation du SPANC qui l'ont approuvé.

VOTE :	Pour : 33	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette procédure et autorise le Président à sa mise en œuvre.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_032-DE
Reçu le 27/03/2025

Délibération PNRGC n°2025-033 du Comité syndical du 21 mars 2025

Vote du Compte Financier Unique 2024 – Compétence Générale

Etaient présents les représentants suivants : **69**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES – Emmanuelle GAZEL
- Pour le collège des Départements : **4**
  Monique ALIES – Nadine FRAYSSE - Christophe LABORIE -Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Richard FIOL- Philippe LEPETIT - Patrick PES - Jean-Luc REQUI – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **55**
  Eloi ALBET - Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT – Jacques ARLES - Marie-Pierre AUTET - Philippe BAYLET - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL - Luc BEVILACQUA - Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Jean-Marie BODT - Ghislain CABAL-ZINCK - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Ludovic CAMPO - Philippe CAVALIER - Marie-Rose COMBES -- Jean-Luc CRASSOUS – Francis CULIE – Sébastien DAVID – Christelle DE OLIVEIRA - Elisabeth DODINET - Yann DUBOIS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE – Bernard GOUJON - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Franck ISSERT - Romain JEANJEAN - Danièle JOSEPH – Michel LEBLOND –Franck LE MOUTON-MAZIERES – Gaëlle LEVEQUE - Philippe MEJANE – Lauric MERLAN – Martine MIQUEL - Elisabeth MUYS - Pierre PANTANELLA – Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Gaëtan PRIVAT – Céline RENAUD – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Guy SALES - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean-Claude SOUYRIS – Mickaël THOMAS - Marina VIDAL CONDOMINES – Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **28**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Christine SAHUET donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL
- Pour le collège des Départements :/
- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  Jean-Michel ARNAL donne son pouvoir à Patrick PES
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Philippe LEPETIT
  Sophie PRADEL donne son pouvoir à Jean-Luc REQUI
- Pour le collège des communes : **24**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT*
  3. *Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Gaétan PRIVAT*
  5. *Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Bernard GOUJON*
  7. *Roger CORROCHANO donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  8. *Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA*
  9. *Monika DUVINAGE donne son pouvoir à Jean-Claude SOUYRIS*
  10. *Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL*
  11. *Emmanuelle GASCOIN PEREZ donne son pouvoir à Lauric MERLAN*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Michel LEBLOND*
  13. *Christophe HURAULT donne pouvoir à Roselyne AMALRIC-VUAGNAT*
  14. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  15. *Aimé MAJOREL donne son pouvoir à Edmond GROS*
  16. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Nelly CABANES*
  17. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES*
  18. *Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérome SINTES*
  19. *Maxime PETRAUD donne son pouvoir à Philippe MEJANE*
  20. *Viviane RAMONDENC donne son pouvoir à Eloi ALBET*
  21. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Elisabeth DODINET*
  22. *Jean-Philippe SABATHIER donne son pouvoir à Francis CULIE*
  23. *André SERIN donne son pouvoir à Franck ISSERT*
  24. *Yves VIALA donne son pouvoir à Michel SIMONIN*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Excusés :**47**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **/**
- Pour le collège des groupements de communes : **/**
- Pour le collège des communes : **46**
  Guilhem ALLEMAN - Didier BEREAUX - Yves BIOULAC - Adrien BOUDES - Arlette CAZABONNE - Guy CAZOTTES - Claude CHIBAUDEL - Laure CLEMENT – Régis COLSON - Michel COMBES - Jonathan COSTES - Vincent COURTEAUX – Anne CROS - Jean-Luc CROUZET - Luc DONNADIEU - Daniel FABRE - Christophe FROMENT - Nathalie GARRIGUES - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - - Antoine GOUTELLE - Yann JEANNIN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Bernard LAUTREC - François LEROY- Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Françoise OLIVIER - Bernadette PAILHAS - Nathalie PALMIER - Gilles PLET - Philippe RAMONDENC - Jean-Luc RICARD - Frédéric ROIG - Elian ROQUES - Jean-Marc SAUVIER - Michel SENTY – Benoît SOLIER -- Arnaud VIALA - Didier VIDAL - Michel WOLKOWISKI

Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'utilisation des crédits inscrits au budget primitif 2024, dont les résultats consignés dans le compte financier unique sont les suivants :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	3 704 129,58 euros
Recettes	3 508 052,18 euros
Résultat déficitaire de l'exercice	**- 196 077,40 euros**
Résultat excédentaire N-1	985 487,05 euros
Résultat cumulé excédentaire	**789 409,65 euros**
INVESTISSEMENT	
Dépenses	120 943,74 euros
Recettes	531 635,89 euros
Résultat excédentaire de l'exercice	**410 692,15 euros**
Résultat excédentaire N-1	**705 532,20 euros**
Résultat cumulé excédentaire	**1 116 224,35 euros**
CUMUL des deux SECTIONS	
Résultat cumulé excédentaire	**1 905 634,00 euros**

Section d'investissement – restes à réaliser reportés	
En dépenses	*103 654,98 euros*
En recettes	*146 052,05 euros*
Solde excédentaire des restes à réaliser	***42 397,07 euros***

Le Comité syndical décide de voter, hors la présence du Président, le compte financier unique 2024 du budget relatif à la compétence générale du syndicat mixte du Parc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	3	0	0	4	3
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	4			4	4
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	11	0	0	11	11
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	79	0	0	125	79
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	97	0	0	144	97
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

VOTE : Pour : **97** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le compte financier unique 2024 et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA

Numéro SIRET : 25120134900015

POSTE COMPTABLE : 012038 SGC SAINT-AFFRIQUE

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	51
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	55
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	57
B	Compte de résultat	Comptable	61
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	63
D	Balance des comptes	Comptable	64
	IV. États annexés		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	82

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2)(3)	
5	DGF / population	
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	678 205,13	4 638 497,84	5 316 702,97
	Recettes réalisées (1)	B	531 635,89	3 508 052,18	4 039 688,07
	Restes à réaliser	C	146 052,05	0,00	146 052,05
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	284 737,33	5 623 984,89	5 908 722,22
	Dépenses réalisées (1)	E	120 943,74	3 704 129,58	3 825 073,32
	Restes à réaliser	F	103 654,98	0,00	103 654,98
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	410 692,15	-196 077,40	214 614,75
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	705 532,20	985 487,05	1 691 019,25
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	1 116 224,35	789 409,65	1 905 634,00
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	42 397,07	0,00	42 397,07
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	1 158 621,42	789 409,65	1 948 031,07

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement	705 532,20		410 692,15		1 116 224,35
Fonctionnement	985 487,05		-196 077,40		789 409,65
TOTAL I	**1 691 019,25**		**214 614,75**		**1 905 634,00**
II - Budgets des services à caractère administratif					
84102-SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES					
Investissement	96 494,72		-27 194,28		69 300,44
Fonctionnement	1 372,72		71 893,72		73 266,44
Sous-Total	97 867,44		44 699,44		142 566,88
TOTAL II	**97 867,44**		**44 699,44**		**142 566,88**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
84101-SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES					
Investissement	-13 932,00		29 952,00		16 020,00
Fonctionnement	138 414,55	13 932,00	2 969,85		127 452,40
Sous-Total	124 482,55	13 932,00	32 921,85		143 472,40
TOTAL III	**124 482,55**	**13 932,00**	**32 921,85**		**143 472,40**
TOTAL I + II + III	**1 913 369,24**	**13 932,00**	**292 236,04**		**2 191 673,28**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 103 654,98
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
11	Opération d'équipement n° 11	17 598,17
16	Opération d'équipement n° 16	17 796,50
19	Opération d'équipement n° 19	3 000,00
20	Opération d'équipement n° 20	6 087,08
21	Opération d'équipement n° 21	9 801,60
29	Opération d'équipement n° 29	15 360,00
30	Opération d'équipement n° 30	11 802,88
31	Opération d'équipement n° 31	22 208,75
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 146 052,05
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 250,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	123 909,59
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	19 892,46
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	D

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	2 878,53
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	-1 487,44
Autres immobilisations incorporelles	47,28	Réserves	2 008,37
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	985,49
Terrains	6,79	Résultat de l'exercice	-196,08
Constructions	2 161,78	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**4 188,87**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	557,64	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	706,04
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**97,24**	Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)	**67,39**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**706,04**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**2 938,13**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	196,81
Stocks		Autres dettes non financières	220,73
Créances	1 711,83	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**417,54**
Trésorerie	662,49	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**2 374,32**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**1 123,58**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 312,45**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**5 312,45**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	0,27	
Participations	2 442,61	
Compensations, autres attributions et autres participations	-0,54	
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	654,25	
Produits des cessions d'actifs	0,15	
Autres produits de gestion	34,12	
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**3 130,86**	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	1 028,38	
Charges de personnel	1 810,86	
Indemnités des élus (et membres du CESR)	91,57	
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	21,76	
Impôts et taxes	29,42	
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	270,98	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	0,15	
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**3 253,13**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	42,18	
Autres charges	15,59	
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**57,77**	
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-180,04**	
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**16,03**	
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-16,03**	
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**-196,08**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	253 237,33	89 824,55	35,47	103 654,98
Total des dépenses d'équipement		**253 237,33**	**89 824,55**	**35,47**	**103 654,98**
10	Dotations, fonds divers et réserves	50,00	36,02	72,04	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	31 450,00	31 083,17	98,83	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**31 500,00**	**31 119,19**	**98,79**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**284 737,33**	**120 943,74**	**42,48**	**103 654,98**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**284 737,33**	**120 943,74**	**42,48**	**103 654,98**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**284 737,33**	**120 943,74**		**103 654,98**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	332 447,42	208 286,40	62,65	123 909,59
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 893,28	7 893,28	100,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	37 387,08	37 121,32	99,29	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	27 092,46	7 200,00	26,58	19 892,46
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 400,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**407 220,24**	**260 501,00**	**63,97**	**146 052,05**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*270 984,89*	*271 134,89*	*100,06*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**270 984,89**	**271 134,89**	**100,06**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**678 205,13**	**531 635,89**	**78,39**	**146 052,05**
001 Solde d'exécution positif reporté		**705 532,20**			
Total des recettes de la section d'investissement		**1 383 737,33**	**531 635,89**		**146 052,05**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	2 333 350,00	915 643,98	69 159,92	984 803,90	42,21	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 056 300,00	1 904 304,15	0,00	1 904 304,15	92,61	0,00
014	Atténuations de produits	566 500,00	356 741,69	0,00	356 741,69	62,97	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	173 550,00	171 110,96	0,00	171 110,96	98,59	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 129 700,00**	**3 347 800,78**	**69 159,92**	**3 416 960,70**	**66,61**	**0,00**
66	Charges financières	21 500,00	16 033,99	0,00	16 033,99	74,58	0,00
67	Charges spécifiques	1 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**5 353 000,00**	**3 363 834,77**	**69 159,92**	**3 432 994,69**	**64,13**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*270 984,89*	*271 134,89*	*0,00*	*271 134,89*	*100,06*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**270 984,89**	**271 134,89**	**0,00**	**271 134,89**	**100,06**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**5 623 984,89**	**3 634 969,66**	**69 159,92**	**3 704 129,58**	**65,86**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**5 623 984,89**	**3 634 969,66**	**69 159,92**	**3 704 129,58**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	20 000,00	16 866,04	3 583,14	20 449,18	102,25	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	620 450,00	654 252,64	0,00	654 252,64	105,45	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 963 347,84	1 558 251,28	1 240 831,96	2 799 083,24	70,62	0,00
75	Autres produits de gestion courante	34 200,00	33 800,76	0,00	33 800,76	98,83	0,00
Total des recettes de gestion des services		**4 637 997,84**	**2 263 170,72**	**1 244 415,10**	**3 507 585,82**	**75,63**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	500,00	466,36	0,00	466,36	93,27	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**4 638 497,84**	**2 263 637,08**	**1 244 415,10**	**3 508 052,18**	**75,63**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**4 638 497,84**	**2 263 637,08**	**1 244 415,10**	**3 508 052,18**	**75,63**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**985 487,05**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**5 623 984,89**	**2 263 637,08**	**1 244 415,10**	**3 508 052,18**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
2182811	Autres matériels de transport		20 374,20		20 374,20	
218811	Autres		27 269,83		27 269,83	
total opération n° 11	Opération d'équipement n° 11	80 000,00	47 644,03		47 644,03	32 355,97
2183816	Autre matériel informatique		11 425,20		11 425,20	
total opération n° 16	Opération d'équipement n° 16	29 221,70	11 425,20		11 425,20	17 796,50
total opération n° 19	Opération d'équipement n° 19	3 000,00				3 000,00
2135120	Bâtiments publics		5 912,92		5 912,92	
total opération n° 20	Opération d'équipement n° 20	57 000,00	5 912,92		5 912,92	51 087,08
218821	Autres		24 842,40		24 842,40	
total opération n° 21	Opération d'équipement n° 21	34 644,00	24 842,40		24 842,40	9 801,60
total opération n° 29	Opération d'équipement n° 29	15 360,00				15 360,00
total opération n° 30	Opération d'équipement n° 30	11 802,88				11 802,88
total opération n° 31	Opération d'équipement n° 31	22 208,75				22 208,75
Total des dépenses d'équipement		**253 237,33**	**89 824,55**		**89 824,55**	**163 412,78**
10222	F.C.T.V.A.		36,02		36,02	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	50,00	36,02		36,02	13,98
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		31 083,17		31 083,17	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	31 450,00	31 083,17		31 083,17	366,83

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières		**31 500,00**	**31 119,19**		**31 119,19**	**380,81**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**284 737,33**	**120 943,74**		**120 943,74**	**163 793,59**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**284 737,33**	**120 943,74**		**120 943,74**	**163 793,59**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**284 737,33**	**120 943,74**		**120 943,74**	**163 793,59**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
1322	Régions		125 931,80		125 931,80	
13248	Autres communes		8 901,00		8 901,00	
1326	Autres établissements publics locaux		1 308,60		1 308,60	
13278	Autres fonds européens		72 145,00		72 145,00	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	332 447,42	208 286,40		208 286,40	124 161,02
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
2188	Autres		7 893,28		7 893,28	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	7 893,28	7 893,28		7 893,28	
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		37 121,32		37 121,32	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	37 387,08	37 121,32		37 121,32	265,76
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé		7 200,00		7 200,00	
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	27 092,46	7 200,00		7 200,00	19 892,46
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	2 250,00				
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**407 070,24**	**260 501,00**		**260 501,00**	**146 569,24**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*150,00*		*150,00*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28031	*Frais d'études*		*1 048,80*		*1 048,80*	
2805	*Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires*		*90 590,95*		*90 590,95*	
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*		*2 521,84*		*2 521,84*	
281828	*Autres matériels de transport*		*27 260,35*		*27 260,35*	
281838	*Autre matériel informatique*		*7 724,21*		*7 724,21*	
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*6 349,05*		*6 349,05*	
28185	*Matériel de téléphonie*		*2 695,20*		*2 695,20*	
28188	*Autres*		*132 794,49*		*132 794,49*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*271 134,89*	*271 134,89*		*271 134,89*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***271 134,89***	***271 134,89***		***271 134,89***	
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**678 205,13**	**531 635,89**		**531 635,89**	**146 569,24**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**705 532,20**				
Total des recettes de la section d'investissement		**1 383 737,33**	**531 635,89**		**531 635,89**	**852 101,44**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 11(1)
LIBELLE : Matériel et outillage

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**80 000,00**	**A 47 644,03**	**0,00**	**17 598,17**	**B 91 006,08**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**80 000,00**	**47 644,03**	**0,00**	**17 598,17**	**91 006,08**
21828	Autres matériels de transport	35 000,00	20 374,20		0,00	20 374,20
2188	Autres immobilisations corporelles	45 000,00	27 269,83		17 598,17	70 631,88
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**34 224,92**	**C 23 661,92**	**0,00**	**10 563,00**	**D 60 134,13**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**26 331,64**	**15 768,64**	**0,00**	**10 563,00**	**52 240,85**
1322	Subv. non transf. Régions	26 331,64	15 768,64		10 563,00	52 240,85
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00		0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**7 893,28**	**7 893,28**	**0,00**	**0,00**	**7 893,28**
2188	Autres immobilisations corporelles	7 893,28	7 893,28		0,00	7 893,28
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -23 982,11**	**D - B -30 871,95**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16(1)
LIBELLE : Informatique et bureautique

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**29 221,70**	**A 11 425,20**	**0,00**	**17 796,50**	**B 39 969,60**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**4 221,70**	**0,00**	**0,00**	**4 221,70**	**948,00**
2051	Concessions, droits similaires	4 221,70	0,00		4 221,70	948,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**25 000,00**	**11 425,20**	**0,00**	**13 574,80**	**39 021,60**
21838	Autre matériel informatique	25 000,00	11 425,20		13 574,80	39 021,60
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -11 425,20	D - B -39 969,60

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19(1)
LIBELLE : Aménagement des locaux

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	3 000,00	0,00		3 000,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20(1)
LIBELLE : Acquisition et rénovation siège social

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**57 000,00**	**A 5 912,92**	**0,00**	**6 087,08**	**B 13 291,07**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**57 000,00**	**5 912,92**	**0,00**	**6 087,08**	**13 291,07**
2111	Terrains nus	40 000,00	0,00		0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	5 000,00	0,00		0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	12 000,00	5 912,92		6 087,08	13 291,07
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -5 912,92	D - B -13 291,07

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 21(1)
LIBELLE : Outils interprétation patrimoine

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**34 644,00**	**A 24 842,40**	**0,00**	**9 801,60**	**B 312 825,60**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**34 644,00**	**24 842,40**	**0,00**	**9 801,60**	**312 825,60**
2188	Autres immobilisations corporelles	34 644,00	24 842,40		9 801,60	312 825,60
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice – Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Pour mémoire – Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**99 271,00**	C **71 709,60**	**0,00**	**27 561,40**	D **258 349,20**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**99 271,00**	**71 709,60**	**0,00**	**27 561,40**	**258 349,20**
1322	Subv. non transf. Régions	62 435,00	48 000,00		14 435,00	183 000,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	16 118,50	8 901,00		7 217,50	59 232,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	7 217,50	1 308,60		5 908,90	2 617,20
13278	Autres fonds européens	13 500,00	13 500,00		0,00	13 500,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 46 867,20**	**D - B -54 476,40**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23(1)
LIBELLE : Autopartage

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice – Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Pour mémoire – Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**52 583,21**	C **12 198,02**	**0,00**	**40 385,19**	D **28 147,50**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**52 583,21**	**12 198,02**	**0,00**	**40 385,19**	**28 147,50**
1322	Subv. non transf. Régions	1 789,02	1 789,02		0,00	17 738,50
13278	Autres fonds européens	50 794,19	10 409,00		40 385,19	10 409,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 12 198,02**	**D - B 28 147,50**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24(1)
LIBELLE : Forêts, filière bois et mares

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**5 000,00**	**C 5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**D 9 515,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**9 515,00**
1322	Subv. non transf. Régions	5 000,00	5 000,00		0,00	9 515,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 5 000,00**	**D - B 9 515,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 26(1)
LIBELLE : Itinérance Gorges et vallée du Tarn

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**103 861,57**	**C 103 610,14**	**0,00**	**0,00**	**D 103 610,14**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**103 861,57**	**103 610,14**	**0,00**	**0,00**	**103 610,14**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	55 625,57	55 374,14		0,00	55 374,14
13278	Autres fonds européens	48 236,00	48 236,00		0,00	48 236,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 103 610,14**	**D - B 103 610,14**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 27(1)
LIBELLE : Abris de troupeau

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 29(1)
LIBELLE : Mares et Lavognes

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**15 360,00**	**A 0,00**	**0,00**	**15 360,00**	**B 2 389,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**15 360,00**	**0,00**	**0,00**	**15 360,00**	**2 389,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	15 360,00	0,00		15 360,00	2 389,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -2 389,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 30(1)
LIBELLE : Filière Pierre

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**11 802,88**	**A 0,00**	**0,00**	**11 802,88**	**B 4 940,09**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**6 542,97**	**0,00**	**0,00**	**6 542,97**	**0,00**
2032	Frais de recherche et de développement	6 542,97	0,00		6 542,97	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**5 259,91**	**0,00**	**0,00**	**5 259,91**	**4 940,09**
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	5 259,91	0,00		5 259,91	4 940,09
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice – Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Pour mémoire – Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**16 000,00**	C **0,00**	**0,00**	**16 000,00**	D **0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**16 000,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	10 000,00	0,00		10 000,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	3 000,00	0,00		3 000,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	3 000,00	0,00		3 000,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 0,00**	**D - B -4 940,09**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 31(1)
LIBELLE : Avenir Montagne Mobilités

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**22 208,75**	**A 0,00**	**0,00**	**22 208,75**	**B 86 996,40**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**22 208,75**	**0,00**	**0,00**	**22 208,75**	**86 996,40**
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	18 005,15	0,00		18 005,15	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 203,60	0,00		4 203,60	86 996,40
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice – Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Pour mémoire – Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**29 400,00**	C **0,00**	**0,00**	**29 400,00**	D **0,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**29 400,00**	**0,00**	**0,00**	**29 400,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	29 400,00	0,00		29 400,00	0,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	**C - A**	**0,00**	**D - B**	**-86 996,40**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60611	Eau et assainissement		1 576,53		1 576,53	
60612	Énergie - Électricité		6 331,13		6 331,13	
60621	Combustibles		3 026,21		3 026,21	
60622	Carburants		27 515,50		27 515,50	
60623	Alimentation		1 046,51		1 046,51	
60632	Fournitures de petit équipement		29 636,88	220,04	29 416,84	
60636	Habillement et Vêtements de travail		7 194,67		7 194,67	
6064	Fournitures administratives		4 266,81		4 266,81	
6068	Autres matières et fournitures.		16 317,51	3 239,93	13 077,58	
611	Contrats de prestations de services		38 514,60	576,00	37 938,60	
61351	Matériel roulant		17 963,18		17 963,18	
61358	Autres		6 249,65		6 249,65	
615221	Bâtiments publics		1 305,00		1 305,00	
61551	Matériel roulant		14 872,73		14 872,73	
6156	Maintenance		39 759,84	810,62	38 949,22	
6161	Multirisques		27 015,26		27 015,26	
617	Études et recherches		79 137,54		79 137,54	
6182	Documentation générale et technique		1 754,99		1 754,99	
6184	Versements à des organismes de formation		9 167,90		9 167,90	
6185	Frais de colloques et séminaires		2 258,72		2 258,72	
6188	Autres frais divers		35 470,30		35 470,30	
62268	Autres honoraires, conseils...		5 217,00		5 217,00	
6227	Frais d'actes et de contentieux		2 500,00		2 500,00	
6228	Divers		407 314,81	31 670,94	375 643,87	
6231	Annonces et insertions		1 504,33		1 504,33	
6234	Réceptions		19 326,37	648,89	18 677,48	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6237	Publications		39 481,14	2 354,40	37 126,74	
6248	Divers		657,98		657,98	
6251	Voyages, déplacements et missions		17 428,99		17 428,99	
6261	Frais d'affranchissement		8 245,82		8 245,82	
6262	Frais de télécommunications		30 514,13		30 514,13	
627	Services bancaires et assimilés.		16,61		16,61	
6281	Concours divers (cotisations...)		18 605,80		18 605,80	
6283	Frais de nettoyage des locaux		28 692,52		28 692,52	
6288	Autres		73 690,00		73 690,00	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules		329,76		329,76	
6358	Autres droits		418,00		418,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	2 333 350,00	1 024 324,72	39 520,82	984 803,90	1 348 546,10
62122	dotés de la personnalité morale		33 755,09		33 755,09	
6218	Autre personnel extérieur		10 566,11		10 566,11	
6331	Versement mobilité		7 267,60		7 267,60	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		1 070,26		1 070,26	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		20 335,98		20 335,98	
64111	Rémunération principale		860 661,05		860 661,05	
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		9 248,35		9 248,35	
64113	NBI		8 343,69		8 343,69	
64118	Autres indemnités.		6 801,36		6 801,36	
64131	Rémunérations		368 658,74		368 658,74	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		985,31		985,31	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		212 565,28		212 565,28	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		251 691,20		251 691,20	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		15 236,81		15 236,81	
6455	Cotisations pour assurance du personnel		95 164,62		95 164,62	
6475	Médecine du travail, pharmacie		1 952,70		1 952,70	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	2 056 300,00	1 904 304,15		1 904 304,15	151 995,85
7498	Autres reversements sur dotations et participations		356 741,69		356 741,69	
total chapitre 014	Atténuations de produits	566 500,00	356 741,69		356 741,69	209 758,31
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65188	Autres		12 180,00		12 180,00	
65311	Indemnités de fonction		65 356,51		65 356,51	
65312	Frais de mission et de déplacement		1 609,52		1 609,52	
65313	Cotisations de retraite		5 997,33		5 997,33	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		18 609,68		18 609,68	
6558	Autres contributions obligatoires		15 594,00		15 594,00	
657358	Autres groupements		30 000,00		30 000,00	
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage		2 909,38		2 909,38	
65818	Autres		104,40		104,40	
65888	Autres		18 750,14		18 750,14	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	173 550,00	171 110,96		171 110,96	2 439,04
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**5 129 700,00**	**3 456 481,52**	**39 520,82**	**3 416 960,70**	**1 712 739,30**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		16 033,99		16 033,99	
total chapitre 66	Charges financières	21 500,00	16 033,99		16 033,99	5 466,01
total chapitre 67	Charges spécifiques	1 800,00				1 800,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions	200 000,00				200 000,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses réelles et mixtes		**5 353 000,00**	**3 472 515,51**	**39 520,82**	**3 432 994,69**	**1 920 005,31**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*		*150,00*		*150,00*	
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*270 984,89*		*270 984,89*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*271 134,89*	*271 134,89*		*271 134,89*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***271 134,89***	***271 134,89***		***271 134,89***	
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**5 624 134,89**	**3 743 650,40**	**39 520,82**	**3 704 129,58**	**1 920 005,31**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**5 624 134,89**	**3 743 650,40**	**39 520,82**	**3 704 129,58**	**1 920 005,31**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		27 212,62	6 763,44	20 449,18	
total chapitre 013	Atténuations de charges	20 000,00	27 212,62	6 763,44	20 449,18	-449,18
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7018	Autres ventes de produits finis		2 773,85		2 773,85	
706888	Autres		396 801,94	50,00	396 751,94	
7078	Autres marchandises		10 815,78		10 815,78	
708422	dotés de la personnalité morale		130 749,07		130 749,07	
70848	aux autres organismes		5 575,00		5 575,00	
708722	dotés de la personnalité morale		86 467,05		86 467,05	
70878	par des tiers		21 119,95		21 119,95	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	620 450,00	654 302,64	50,00	654 252,64	-33 802,64
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
744	FCTVA		265,74		265,74	
74718	Autres		481 594,27	148 855,77	332 738,50	
7472	Régions		1 376 495,87	451 287,21	925 208,66	
7473	Départements		352 800,00		352 800,00	
74748	Autres communes		248 399,21		248 399,21	
74758	Autres groupements		137 909,00		137 909,00	
74778	Autres fonds européens		691 150,04	507 812,72	183 337,32	
747888	Autres		389 991,06	127 769,50	262 221,56	
74888	Autres		405 962,96	49 759,71	356 203,25	
total chapitre 74	Dotations et participations	3 963 347,84	4 084 568,15	1 285 484,91	2 799 083,24	1 164 264,60
752	Revenus des immeubles		31 251,00		31 251,00	
75888	Autres		2 549,76		2 549,76	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	34 200,00	33 800,76		33 800,76	399,24
Total des recettes de gestion des services		**4 637 997,84**	**4 799 884,17**	**1 292 298,35**	**3 507 585,82**	**1 130 412,02**
total chapitre 76	Produits financiers					
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		316,36		316,36	
775	Produits des cessions d'immobilisations		150,00		150,00	
total chapitre 77	Produits spécifiques	650,00	466,36		466,36	183,64
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**4 638 647,84**	**4 800 350,53**	**1 292 298,35**	**3 508 052,18**	**1 130 595,66**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement						
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**4 638 647,84**	**4 800 350,53**	**1 292 298,35**	**3 508 052,18**	**1 130 595,66**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**985 487,05**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**5 624 134,89**	**4 800 350,53**	**1 292 298,35**	**3 508 052,18**	**2 116 082,71**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles		490 816,60	443 534,88	47 281,72	138 921,47
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		6 792,67		6 792,67	6 792,67
Constructions		2 161 782,59		2 161 782,59	2 155 869,67
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		1 322 646,32	765 010,85	557 635,47	660 962,26
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		97 242,90		97 242,90	97 242,90
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		67 392,46		67 392,46	74 592,46
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**4 146 673,54**	**1 208 545,73**	**2 938 127,81**	**3 134 381,43**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		1 372 965,98		1 372 965,98	1 451 630,55
Créances sur les redevables et comptes rattachés		154 372,30		154 372,30	145 893,17
Avances et acomptes versés par la collectivité		53 881,20		53 881,20	53 881,20
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		91 144,80		91 144,80	91 144,80
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		39 464,44		39 464,44	30 166,85
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**1 711 828,72**		**1 711 828,72**	**1 772 716,57**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		662 489,78		662 489,78	343 451,05
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**662 489,78**		**662 489,78**	**343 451,05**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**6 520 992,04**	**1 208 545,73**	**5 312 446,31**	**5 250 549,05**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		161 233,06	161 233,06
Fonds globalisés		452 401,53	415 316,23
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable		2 264 898,49	2 056 612,09
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		-1 487 440,60	-1 487 590,60
RÉSERVES		2 008 365,18	2 008 365,18
REPORT A NOUVEAU		985 487,05	1 003 359,10
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-196 077,40	-17 872,05
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**4 188 867,31**	**4 139 423,01**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		706 039,30	737 122,47
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**706 039,30**	**737 122,47**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		196 807,31	239 121,68
Dettes fiscales et sociales		687,10	3 818,00
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		40 000,00	40 000,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		145 924,90	76 450,17
Autres dettes non financières		34 120,39	14 613,72
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**417 539,70**	**374 003,57**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**1 123 579,00**	**1 111 126,04**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**5 312 446,31**	**5 250 549,05**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		265,74		
Participations		2 442 614,25		
Compensations, autres attributions et autres participations		-538,44		
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		654 252,64		
Produits des cessions d'actifs		150,00		
Autres produits de gestion		34 117,12		
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**3 130 861,31**		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		1 028 377,34		
Charges de personnel		1 810 859,93		
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*1 234 249,32*		
Dont charges sociales		*576 610,61*		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		91 573,04		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		21 763,92		
Impôts et taxes		29 421,60		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		270 984,89		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		150,00		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**3 253 130,72**		
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		42 180,00		
Dont ménages		*12 180,00*		
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics		*30 000,00*		
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		15 594,00		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**57 774,00**		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-180 043,41**		
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		16 033,99		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**16 033,99**		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-16 033,99**		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-196 077,40**		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		161 233,06						161 233,06		161 233,06
10222	F.C.T.V.A.		415 316,23			36,02	37 121,32	36,02	452 437,55		452 401,53
	Sous Total compte 1022		**415 316,23**			**36,02**	**37 121,32**	**36,02**	**452 437,55**		**452 401,53**
	Sous Total compte 102		**576 549,29**			**36,02**	**37 121,32**	**36,02**	**613 670,61**		**613 634,59**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		2 008 365,18						2 008 365,18		2 008 365,18
	Sous Total compte 106		**2 008 365,18**						**2 008 365,18**		**2 008 365,18**
	Sous Total compte 10		**2 584 914,47**			**36,02**	**37 121,32**	**36,02**	**2 622 035,79**		**2 621 999,77**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		1 003 359,10	17 872,05				17 872,05	1 003 359,10		985 487,05
	Sous Total compte 11		**1 003 359,10**	**17 872,05**				**17 872,05**	**1 003 359,10**		**985 487,05**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	17 872,05			17 872,05			17 872,05	17 872,05		
	Sous Total compte 12	**17 872,05**			**17 872,05**			**17 872,05**	**17 872,05**		
1321	État et établissements nationaux		482 506,68						482 506,68		482 506,68
1322	Régions		920 324,23				125 931,80		1 046 256,03		1 046 256,03
1323	Départements		130 194,51						130 194,51		130 194,51
13241	Communes membres du GFP		53 600,00						53 600,00		53 600,00
13248	Autres communes		95 408,40				8 901,00		104 309,40		104 309,40
	Sous Total compte 1324		**149 008,40**				**8 901,00**		**157 909,40**		**157 909,40**
13251	GFP de rattachement		55 940,00						55 940,00		55 940,00
	Sous Total compte 1325		**55 940,00**						**55 940,00**		**55 940,00**
1326	Autres établissements publics locaux		11 022,00				1 308,60		12 330,60		12 330,60
13272	FEDER		93 831,92						93 831,92		93 831,92
13278	Autres fonds européens						72 145,00		72 145,00		72 145,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 1327		**93 831,92**				**72 145,00**		**165 976,92**		**165 976,92**
1328	Autres		213 784,35						213 784,35		213 784,35
	Sous Total compte 132		**2 056 612,09**				**208 286,40**		**2 264 898,49**		**2 264 898,49**
	Sous Total compte 13		**2 056 612,09**				**208 286,40**		**2 264 898,49**		**2 264 898,49**
1641	Emprunts en euros		737 122,47			31 083,17		31 083,17	737 122,47		706 039,30
	Sous Total compte 164		**737 122,47**			**31 083,17**		**31 083,17**	**737 122,47**		**706 039,30**
	Sous Total compte 16		**737 122,47**			**31 083,17**		**31 083,17**	**737 122,47**		**706 039,30**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	1 186 939,89					150,00	1 186 939,89	150,00	1 186 789,89	
193	Autres neutralisations et régularisation	300 650,71						300 650,71		300 650,71	
	Sous Total compte 19	**1 487 590,60**					**150,00**	**1 487 590,60**	**150,00**	**1 487 440,60**	
	Total classe 1	**1 505 462,65**	**6 382 008,13**	**17 872,05**	**17 872,05**	**31 119,19**	**245 557,72**	**1 554 453,89**	**6 645 437,90**	**1 487 440,60**	**6 578 424,61**
2031	Frais d'études	5 244,00						5 244,00		5 244,00	
	Sous Total compte 203	**5 244,00**						**5 244,00**		**5 244,00**	
2051	Concessions et droits similaires	485 572,60						485 572,60		485 572,60	
	Sous Total compte 205	**485 572,60**						**485 572,60**		**485 572,60**	
	Sous Total compte 20	**490 816,60**						**490 816,60**		**490 816,60**	
2111	Terrains nus	6 792,67						6 792,67		6 792,67	
	Sous Total compte 211	**6 792,67**						**6 792,67**		**6 792,67**	
21318	Autres bâtiments publics	2 091 757,98						2 091 757,98		2 091 757,98	
	Sous Total compte 2131	**2 091 757,98**						**2 091 757,98**		**2 091 757,98**	
21351	Bâtiments publics	59 171,60				5 912,92		65 084,52		65 084,52	
	Sous Total compte 2135	**59 171,60**				**5 912,92**		**65 084,52**		**65 084,52**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 213	**2 150 929,58**				**5 912,92**		**2 156 842,50**		**2 156 842,50**	
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	4 940,09						4 940,09		4 940,09	
	Sous Total compte 214	**4 940,09**						**4 940,09**		**4 940,09**	
2181	Installations générales, agencements et	37 827,54						37 827,54		37 827,54	
21828	Autres matériels de transport	289 818,97				20 374,20		310 193,17		310 193,17	
	Sous Total compte 2182	**289 818,97**				**20 374,20**		**310 193,17**		**310 193,17**	
21838	Autre matériel informatique	54 937,14				11 425,20		66 362,34		66 362,34	
	Sous Total compte 2183	**54 937,14**				**11 425,20**		**66 362,34**		**66 362,34**	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	71 782,96						71 782,96		71 782,96	
	Sous Total compte 2184	**71 782,96**						**71 782,96**		**71 782,96**	
2185	Matériel de téléphonie	20 310,72						20 310,72		20 310,72	
2188	Autres	879 045,46			107 094,82	52 112,23	7 893,28	931 157,69	114 988,10	816 169,59	
	Sous Total compte 218	**1 353 722,79**			**107 094,82**	**83 911,63**	**7 893,28**	**1 437 634,42**	**114 988,10**	**1 322 646,32**	
	Sous Total compte 21	**3 516 385,13**			**107 094,82**	**89 824,55**	**7 893,28**	**3 606 209,68**	**114 988,10**	**3 491 221,58**	
248	Autres mises en affectation	97 242,90						97 242,90		97 242,90	
	Sous Total compte 24	**97 242,90**						**97 242,90**		**97 242,90**	
261	Titres de participation	47 500,00						47 500,00		47 500,00	
	Sous Total compte 26	**47 500,00**						**47 500,00**		**47 500,00**	
2764	Créances sur des particuliers et autres	27 092,46					7 200,00	27 092,46	7 200,00	19 892,46	
	Sous Total compte 276	**27 092,46**					**7 200,00**	**27 092,46**	**7 200,00**	**19 892,46**	
	Sous Total compte 27	**27 092,46**					**7 200,00**	**27 092,46**	**7 200,00**	**19 892,46**	
28031	Frais d'études		2 786,40				1 048,80		3 835,20		3 835,20

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2803		**2 786,40**				**1 048,80**		**3 835,20**		**3 835,20**
2805	Concessions et droits similaires, brevet		349 108,73				90 590,95		439 699,68		439 699,68
	Sous Total compte 280		**351 895,13**				**91 639,75**		**443 534,88**		**443 534,88**
28181	Installations générales, agencements et		13 773,63				2 521,84		16 295,47		16 295,47
281828	Autres matériels de transport		199 778,60				27 260,35		227 038,95		227 038,95
	Sous Total compte 28182		**199 778,60**				**27 260,35**		**227 038,95**		**227 038,95**
281838	Autre matériel informatique		45 221,54				7 724,21		52 945,75		52 945,75
	Sous Total compte 28183		**45 221,54**				**7 724,21**		**52 945,75**		**52 945,75**
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		26 261,81				6 349,05		32 610,86		32 610,86
	Sous Total compte 28184		**26 261,81**				**6 349,05**		**32 610,86**		**32 610,86**
28185	Matériel de téléphonie		12 225,12				2 695,20		14 920,32		14 920,32
28188	Autres		395 499,83	107 094,82			132 794,49	107 094,82	528 294,32		421 199,50
	Sous Total compte 2818		**692 760,53**	**107 094,82**			**179 345,14**	**107 094,82**	**872 105,67**		**765 010,85**
	Sous Total compte 281		**692 760,53**	**107 094,82**			**179 345,14**	**107 094,82**	**872 105,67**		**765 010,85**
	Sous Total compte 28		**1 044 655,66**	**107 094,82**			**270 984,89**	**107 094,82**	**1 315 640,55**		**1 208 545,73**
	Total classe 2	**4 179 037,09**	**1 044 655,66**	**107 094,82**	**107 094,82**	**89 824,55**	**286 078,17**	**4 375 956,46**	**1 437 828,65**	**4 146 673,54**	**1 208 545,73**
4011	Fournisseurs		199 600,86	963 782,26	891 828,79			963 782,26	1 091 429,65		127 647,39
	Sous Total compte 401		**199 600,86**	**963 782,26**	**891 828,79**			**963 782,26**	**1 091 429,65**		**127 647,39**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			89 824,55	89 824,55			89 824,55	89 824,55		
	Sous Total compte 404			**89 824,55**	**89 824,55**			**89 824,55**	**89 824,55**		
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		39 520,82	76 687,24	106 326,34			76 687,24	145 847,16		69 159,92
4091	Fournisseurs - Avances versées sur comma	53 881,20						53 881,20		53 881,20	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 409	**53 881,20**						**53 881,20**		**53 881,20**	
	Sous Total compte 40	**53 881,20**	**239 121,68**	**1 130 294,05**	**1 087 979,68**			**1 184 175,25**	**1 327 101,36**		**142 926,11**
411	Redevables	132 963,17		467 041,57	455 332,44			600 004,74	455 332,44	144 672,30	
414	Locataires-acquéreurs et locataires	9 600,00		31 251,00	31 251,00			40 851,00	31 251,00	9 600,00	
4161	Créances douteuses	3 330,00		12 945,00	16 175,00			16 275,00	16 175,00	100,00	
	Sous Total compte 416	**3 330,00**		**12 945,00**	**16 175,00**			**16 275,00**	**16 175,00**	**100,00**	
	Sous Total compte 41	**145 893,17**		**511 237,57**	**502 758,44**			**657 130,74**	**502 758,44**	**154 372,30**	
421	Personnel - Rémunérations dues			953 426,21	953 426,21			953 426,21	953 426,21		
4287	Produits à recevoir	6 195,34			6 195,34			6 195,34	6 195,34		
	Sous Total compte 428	**6 195,34**			**6 195,34**			**6 195,34**	**6 195,34**		
	Sous Total compte 42	**6 195,34**		**953 426,21**	**959 621,55**			**959 621,55**	**959 621,55**		
431	Sécurité sociale			382 812,56	382 812,56			382 812,56	382 812,56		
437	Autres organismes sociaux			333 617,67	334 304,77			333 617,67	334 304,77		687,10
4387	Produits à recevoir			3 583,14				3 583,14		3 583,14	
	Sous Total compte 438			**3 583,14**				**3 583,14**		**3 583,14**	
	Sous Total compte 43			**720 013,37**	**717 117,33**			**720 013,37**	**717 117,33**	**2 896,04**	
4411	Subventions à recevoir - Amiable	19 620,00		10 209,60	29 829,60			29 829,60	29 829,60		
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	32,89		2 685,00				2 717,89		2 717,89	
	Sous Total compte 441	**19 652,89**		**12 894,60**	**29 829,60**			**32 547,49**	**29 829,60**	**2 717,89**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r		3 818,00	53 886,11	50 068,11			53 886,11	53 886,11		
	Sous Total compte 442		**3 818,00**	**53 886,11**	**50 068,11**			**53 886,11**	**53 886,11**		
44311	Dépenses			364 096,71	364 096,71			364 096,71	364 096,71		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4431			**364 096,71**	**364 096,71**			**364 096,71**	**364 096,71**		
44322	Recettes - Amiable			493 775,91	493 775,91			493 775,91	493 775,91		
	Sous Total compte 4432			**493 775,91**	**493 775,91**			**493 775,91**	**493 775,91**		
44331	Dépenses			12 590,00	12 590,00			12 590,00	12 590,00		
	Sous Total compte 4433			**12 590,00**	**12 590,00**			**12 590,00**	**12 590,00**		
44341	Dépenses			13 430,00	13 430,00			13 430,00	13 430,00		
44342	Recettes - Amiable	23 842,00		307 079,54	276 386,70			330 921,54	276 386,70	54 534,84	
44346	Recettes - Contentieux	350,00		84 763,48	84 393,48			85 113,48	84 393,48	720,00	
	Sous Total compte 4434	**24 192,00**		**405 273,02**	**374 210,18**			**429 465,02**	**374 210,18**	**55 254,84**	
44351	Dépenses			30 000,00	30 000,00			30 000,00	30 000,00		
44352	Recettes - Amiable	2 590,00		160 507,12	141 468,88			163 097,12	141 468,88	21 628,24	
44356	Recettes - Contentieux			8 310,93	8 310,93			8 310,93	8 310,93		
	Sous Total compte 4435	**2 590,00**		**198 818,05**	**179 779,81**			**201 408,05**	**179 779,81**	**21 628,24**	
44361	Dépenses			20 150,00	20 150,00			20 150,00	20 150,00		
44362	Recettes - Amiable	17 532,84			17 532,84			17 532,84	17 532,84		
	Sous Total compte 4436	**17 532,84**		**20 150,00**	**37 682,84**			**37 682,84**	**37 682,84**		
44372	Recettes - Amiable	60 358,78			60 358,78			60 358,78	60 358,78		
	Sous Total compte 4437	**60 358,78**			**60 358,78**			**60 358,78**	**60 358,78**		
44381	Dépenses				33 755,09				33 755,09		33 755,09
44382	Recettes - Amiable	41 819,13		125 786,66	96 064,74			167 605,79	96 064,74	71 541,05	
	Sous Total compte 4438	**41 819,13**		**125 786,66**	**129 819,83**			**167 605,79**	**129 819,83**	**37 785,96**	
	Sous Total compte 443	**146 492,75**		**1 620 490,35**	**1 652 314,06**			**1 766 983,10**	**1 652 314,06**	**114 669,04**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim.			184 004,19	184 004,19			184 004,19	184 004,19		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4487	Produits à recevoir	1 285 484,91		1 221 823,96	1 285 484,91			2 507 308,87	1 285 484,91	1 221 823,96	
	Sous Total compte 448	**1 285 484,91**		**1 221 823,96**	**1 285 484,91**			**2 507 308,87**	**1 285 484,91**	**1 221 823,96**	
	Sous Total compte 44	**1 451 630,55**	**3 818,00**	**3 093 099,21**	**3 201 700,87**			**4 544 729,76**	**3 205 518,87**	**1 339 210,89**	
4512	Compte de rattachement avec... (à subdiv		76 450,17	159 031,20	228 505,93			159 031,20	304 956,10		145 924,90
	Sous Total compte 451		**76 450,17**	**159 031,20**	**228 505,93**			**159 031,20**	**304 956,10**		**145 924,90**
4581377	Dépenses (à subdiviser par mandat)	91 144,80						91 144,80		91 144,80	
	Sous Total compte 4581	**91 144,80**						**91 144,80**		**91 144,80**	
4582377	Recettes (à subdiviser par mandat)		40 000,00						40 000,00		40 000,00
	Sous Total compte 4582		**40 000,00**						**40 000,00**		**40 000,00**
	Sous Total compte 458	**91 144,80**	**40 000,00**					**91 144,80**	**40 000,00**	**51 144,80**	
	Sous Total compte 45	**91 144,80**	**116 450,17**	**159 031,20**	**228 505,93**			**250 176,00**	**344 956,10**		**94 780,10**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			150,00	150,00			150,00	150,00		
	Sous Total compte 462			**150,00**	**150,00**			**150,00**	**150,00**		
466	Excédents de versement		128,00	1 700,10	1 668,10			1 700,10	1 796,10		96,00
46711	Autres comptes créditeurs		14 485,72	129 138,58	114 922,16			129 138,58	129 407,88		269,30
	Sous Total compte 4671		**14 485,72**	**129 138,58**	**114 922,16**			**129 138,58**	**129 407,88**		**269,30**
46721	Débiteurs divers - Amiable	23 971,51		22 618,80	29 717,01			46 590,31	29 717,01	16 873,30	
	Sous Total compte 4672	**23 971,51**		**22 618,80**	**29 717,01**			**46 590,31**	**29 717,01**	**16 873,30**	
	Sous Total compte 467	**23 971,51**	**14 485,72**	**151 757,38**	**144 639,17**			**175 728,89**	**159 124,89**	**16 604,00**	
4687	Produits à recevoir			19 008,00				19 008,00		19 008,00	
	Sous Total compte 468			**19 008,00**				**19 008,00**		**19 008,00**	
	Sous Total compte 46	**23 971,51**	**14 613,72**	**172 615,48**	**146 457,27**			**196 586,99**	**161 070,99**	**35 516,00**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4712	Virements réimputés			12,58	12,58			12,58	12,58		
47134	Subventions			26 250,00	26 250,00			26 250,00	26 250,00		
47138	Autres			2 739 259,07	2 739 259,07			2 739 259,07	2 739 259,07		
	Sous Total compte 4713			**2 765 509,07**	**2 765 509,07**			**2 765 509,07**	**2 765 509,07**		
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales			1 668,10	1 668,10			1 668,10	1 668,10		
	Sous Total compte 47141			**1 668,10**	**1 668,10**			**1 668,10**	**1 668,10**		
47143	Flux d'encaissements à réimputer			63,00	63,00			63,00	63,00		
	Sous Total compte 4714			**1 731,10**	**1 731,10**			**1 731,10**	**1 731,10**		
4718	Autres recettes à régulariser			43 960,49	43 960,49			43 960,49	43 960,49		
	Sous Total compte 471			**2 811 213,24**	**2 811 213,24**			**2 811 213,24**	**2 811 213,24**		
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			58 896,45	58 896,45			58 896,45	58 896,45		
47218	Autres dépenses			1 350,18	1 350,18			1 350,18	1 350,18		
	Sous Total compte 4721			**60 246,63**	**60 246,63**			**60 246,63**	**60 246,63**		
4722	Commissions bancaires en instance de man			16,61	16,61			16,61	16,61		
4728	Autres dépenses à régulariser			86 098,76	86 098,76			86 098,76	86 098,76		
	Sous Total compte 472			**146 362,00**	**146 362,00**			**146 362,00**	**146 362,00**		
	Sous Total compte 47			**2 957 575,24**	**2 957 575,24**			**2 957 575,24**	**2 957 575,24**		
	Total classe 4	**1 772 716,57**	**374 003,57**	**9 697 292,33**	**9 801 716,31**			**11 470 008,90**	**10 175 719,88**	**1 711 828,72**	**417 539,70**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			6 969,95	6 969,95			6 969,95	6 969,95		
5118	Autres valeurs à l'encaissement			200,00	200,00			200,00	200,00		
	Sous Total compte 511			**7 169,95**	**7 169,95**			**7 169,95**	**7 169,95**		
515	Compte au Trésor	343 419,13		4 029 165,78	3 710 495,81			4 372 584,91	3 710 495,81	662 089,10	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 51	**343 419,13**		**4 036 335,73**	**3 717 665,76**			**4 379 754,86**	**3 717 665,76**	**662 089,10**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	31,92		1 258,22	889,46			1 290,14	889,46	400,68	
	Sous Total compte 541	**31,92**		**1 258,22**	**889,46**			**1 290,14**	**889,46**	**400,68**	
	Sous Total compte 54	**31,92**		**1 258,22**	**889,46**			**1 290,14**	**889,46**	**400,68**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			271 134,89	271 134,89			271 134,89	271 134,89		
584	Encaissement par lecture optique			6 039,50	6 039,50			6 039,50	6 039,50		
586	Opérations financières entre le budget p			79 324,07	79 324,07			79 324,07	79 324,07		
588	Autres virements internes			37 198,42	37 198,42			37 198,42	37 198,42		
	Sous Total compte 58			**393 696,88**	**393 696,88**			**393 696,88**	**393 696,88**		
	Total classe 5	**343 451,05**		**4 431 290,83**	**4 112 252,10**			**4 774 741,88**	**4 112 252,10**	**662 489,78**	
60611	Eau et assainissement					1 576,53		1 576,53		1 576,53	
60612	Énergie - Électricité					6 331,13		6 331,13		6 331,13	
	Sous Total compte 6061					**7 907,66**		**7 907,66**		**7 907,66**	
60621	Combustibles					3 026,21		3 026,21		3 026,21	
60622	Carburants					27 515,50		27 515,50		27 515,50	
60623	Alimentation					1 046,51		1 046,51		1 046,51	
	Sous Total compte 6062					**31 588,22**		**31 588,22**		**31 588,22**	
60632	Fournitures de petit équipement					29 636,88	220,04	29 636,88	220,04	29 416,84	
60636	Habillement et Vêtements de travail					7 194,67		7 194,67		7 194,67	
	Sous Total compte 6063					**36 831,55**	**220,04**	**36 831,55**	**220,04**	**36 611,51**	
6064	Fournitures administratives					4 266,81		4 266,81		4 266,81	
6068	Autres matières et fournitures.					16 317,51	3 239,93	16 317,51	3 239,93	13 077,58	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 606					**96 911,75**	**3 459,97**	**96 911,75**	**3 459,97**	**93 451,78**	
	Sous Total compte 60					**96 911,75**	**3 459,97**	**96 911,75**	**3 459,97**	**93 451,78**	
611	Contrats de prestations de services					38 514,60	576,00	38 514,60	576,00	37 938,60	
61351	Matériel roulant					17 963,18		17 963,18		17 963,18	
61358	Autres					6 249,65		6 249,65		6 249,65	
	Sous Total compte 6135					**24 212,83**		**24 212,83**		**24 212,83**	
	Sous Total compte 613					**24 212,83**		**24 212,83**		**24 212,83**	
615221	Bâtiments publics					1 305,00		1 305,00		1 305,00	
	Sous Total compte 61522					**1 305,00**		**1 305,00**		**1 305,00**	
	Sous Total compte 6152					**1 305,00**		**1 305,00**		**1 305,00**	
61551	Matériel roulant					14 872,73		14 872,73		14 872,73	
	Sous Total compte 6155					**14 872,73**		**14 872,73**		**14 872,73**	
6156	Maintenance					39 759,84	810,62	39 759,84	810,62	38 949,22	
	Sous Total compte 615					**55 937,57**	**810,62**	**55 937,57**	**810,62**	**55 126,95**	
6161	Multirisques					27 015,26		27 015,26		27 015,26	
	Sous Total compte 616					**27 015,26**		**27 015,26**		**27 015,26**	
617	Études et recherches					79 137,54		79 137,54		79 137,54	
6182	Documentation générale et technique					1 754,99		1 754,99		1 754,99	
6184	Versements à des organismes de formation					9 167,90		9 167,90		9 167,90	
6185	Frais de colloques et séminaires					2 258,72		2 258,72		2 258,72	
6188	Autres frais divers					35 470,30		35 470,30		35 470,30	
	Sous Total compte 618					**48 651,91**		**48 651,91**		**48 651,91**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 61					**273 469,71**	**1 386,62**	**273 469,71**	**1 386,62**	**272 083,09**	
62122	dotés de la personnalité morale					33 755,09		33 755,09		33 755,09	
	Sous Total compte 6212					**33 755,09**		**33 755,09**		**33 755,09**	
6218	Autre personnel extérieur					10 566,11		10 566,11		10 566,11	
	Sous Total compte 621					**44 321,20**		**44 321,20**		**44 321,20**	
62268	Autres honoraires, conseils...					5 217,00		5 217,00		5 217,00	
	Sous Total compte 6226					**5 217,00**		**5 217,00**		**5 217,00**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					2 500,00		2 500,00		2 500,00	
6228	Divers					407 314,81	31 670,94	407 314,81	31 670,94	375 643,87	
	Sous Total compte 622					**415 031,81**	**31 670,94**	**415 031,81**	**31 670,94**	**383 360,87**	
6231	Annonces et insertions					1 504,33		1 504,33		1 504,33	
6234	Réceptions					19 326,37	648,89	19 326,37	648,89	18 677,48	
6237	Publications					39 481,14	2 354,40	39 481,14	2 354,40	37 126,74	
	Sous Total compte 623					**60 311,84**	**3 003,29**	**60 311,84**	**3 003,29**	**57 308,55**	
6248	Divers					657,98		657,98		657,98	
	Sous Total compte 624					**657,98**		**657,98**		**657,98**	
6251	Voyages, déplacements et missions					17 428,99		17 428,99		17 428,99	
	Sous Total compte 625					**17 428,99**		**17 428,99**		**17 428,99**	
6261	Frais d'affranchissement					8 245,82		8 245,82		8 245,82	
6262	Frais de télécommunications					30 514,13		30 514,13		30 514,13	
	Sous Total compte 626					**38 759,95**		**38 759,95**		**38 759,95**	
627	Services bancaires et assimilés.					16,61		16,61		16,61	
6281	Concours divers (cotisations,...)					18 605,80		18 605,80		18 605,80	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6283	Frais de nettoyage des locaux					28 692,52		28 692,52		28 692,52	
6288	Autres					73 690,00		73 690,00		73 690,00	
	Sous Total compte 628					**120 988,32**		**120 988,32**		**120 988,32**	
	Sous Total compte 62					**697 516,70**	**34 674,23**	**697 516,70**	**34 674,23**	**662 842,47**	
6331	Versement mobilité					7 267,60		7 267,60		7 267,60	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					1 070,26		1 070,26		1 070,26	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					20 335,98		20 335,98		20 335,98	
	Sous Total compte 633					**28 673,84**		**28 673,84**		**28 673,84**	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					329,76		329,76		329,76	
6358	Autres droits					418,00		418,00		418,00	
	Sous Total compte 635					**747,76**		**747,76**		**747,76**	
	Sous Total compte 63					**29 421,60**		**29 421,60**		**29 421,60**	
64111	Rémunération principale					860 661,05		860 661,05		860 661,05	
64112	Supplément familial de traitement et ind					9 248,35		9 248,35		9 248,35	
64113	NBI					8 343,69		8 343,69		8 343,69	
64118	Autres indemnités.					6 801,36		6 801,36		6 801,36	
	Sous Total compte 6411					**885 054,45**		**885 054,45**		**885 054,45**	
64131	Rémunérations					368 658,74		368 658,74		368 658,74	
64132	Supplément familial de traitement et ind					985,31		985,31		985,31	
	Sous Total compte 6413					**369 644,05**		**369 644,05**		**369 644,05**	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers					6 763,44	27 212,62	6 763,44	27 212,62		20 449,18
	Sous Total compte 641					**1 261 461,94**	**27 212,62**	**1 261 461,94**	**27 212,62**	**1 234 249,32**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					212 565,28		212 565,28		212 565,28	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					251 691,20		251 691,20		251 691,20	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					15 236,81		15 236,81		15 236,81	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					95 164,62		95 164,62		95 164,62	
	Sous Total compte 645					**574 657,91**		**574 657,91**		**574 657,91**	
6475	Médecine du travail, pharmacie					1 952,70		1 952,70		1 952,70	
	Sous Total compte 647					**1 952,70**		**1 952,70**		**1 952,70**	
	Sous Total compte 64					**1 838 072,55**	**27 212,62**	**1 838 072,55**	**27 212,62**	**1 810 859,93**	
65188	Autres					12 180,00		12 180,00		12 180,00	
	Sous Total compte 6518					**12 180,00**		**12 180,00**		**12 180,00**	
	Sous Total compte 651					**12 180,00**		**12 180,00**		**12 180,00**	
65311	Indemnités de fonction					65 356,51		65 356,51		65 356,51	
65312	Frais de mission et de déplacement					1 609,52		1 609,52		1 609,52	
65313	Cotisations de retraite					5 997,33		5 997,33		5 997,33	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					18 609,68		18 609,68		18 609,68	
	Sous Total compte 6531					**91 573,04**		**91 573,04**		**91 573,04**	
	Sous Total compte 653					**91 573,04**		**91 573,04**		**91 573,04**	
6558	Autres contributions obligatoires					15 594,00		15 594,00		15 594,00	
	Sous Total compte 655					**15 594,00**		**15 594,00**		**15 594,00**	
657358	Autres groupements					30 000,00		30 000,00		30 000,00	
	Sous Total compte 65735					**30 000,00**		**30 000,00**		**30 000,00**	
	Sous Total compte 6573					**30 000,00**		**30 000,00**		**30 000,00**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 657					**30 000,00**		**30 000,00**		**30 000,00**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					2 909,38		2 909,38		2 909,38	
65818	Autres					104,40		104,40		104,40	
	Sous Total compte 6581					**3 013,78**		**3 013,78**		**3 013,78**	
65888	Autres					18 750,14		18 750,14		18 750,14	
	Sous Total compte 6588					**18 750,14**		**18 750,14**		**18 750,14**	
	Sous Total compte 658					**21 763,92**		**21 763,92**		**21 763,92**	
	Sous Total compte 65					**171 110,96**		**171 110,96**		**171 110,96**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					16 033,99		16 033,99		16 033,99	
	Sous Total compte 6611					**16 033,99**		**16 033,99**		**16 033,99**	
	Sous Total compte 661					**16 033,99**		**16 033,99**		**16 033,99**	
	Sous Total compte 66					**16 033,99**		**16 033,99**		**16 033,99**	
6761	Différences sur réalisations (positives)					150,00		150,00		150,00	
	Sous Total compte 676					**150,00**		**150,00**		**150,00**	
	Sous Total compte 67					**150,00**		**150,00**		**150,00**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					270 984,89		270 984,89		270 984,89	
	Sous Total compte 681					**270 984,89**		**270 984,89**		**270 984,89**	
	Sous Total compte 68					**270 984,89**		**270 984,89**		**270 984,89**	
	Total classe 6					**3 393 672,15**	**66 733,44**	**3 393 672,15**	**66 733,44**	**3 347 387,89**	**20 449,18**
7018	Autres ventes de produits finis						2 773,85		2 773,85		2 773,85
	Sous Total compte 701						**2 773,85**		**2 773,85**		**2 773,85**
706888	Autres					50,00	396 801,94	50,00	396 801,94		396 751,94

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 70688					**50,00**	**396 801,94**	**50,00**	**396 801,94**		**396 751,94**
	Sous Total compte 7068					**50,00**	**396 801,94**	**50,00**	**396 801,94**		**396 751,94**
	Sous Total compte 706					**50,00**	**396 801,94**	**50,00**	**396 801,94**		**396 751,94**
7078	Autres marchandises						10 815,78		10 815,78		10 815,78
	Sous Total compte 707						**10 815,78**		**10 815,78**		**10 815,78**
708422	dotés de la personnalité morale						130 749,07		130 749,07		130 749,07
	Sous Total compte 70842						**130 749,07**		**130 749,07**		**130 749,07**
70848	aux autres organismes						5 575,00		5 575,00		5 575,00
	Sous Total compte 7084						**136 324,07**		**136 324,07**		**136 324,07**
708722	dotés de la personnalité morale						86 467,05		86 467,05		86 467,05
	Sous Total compte 70872						**86 467,05**		**86 467,05**		**86 467,05**
70878	par des tiers						21 119,95		21 119,95		21 119,95
	Sous Total compte 7087						**107 587,00**		**107 587,00**		**107 587,00**
	Sous Total compte 708						**243 911,07**		**243 911,07**		**243 911,07**
	Sous Total compte 70					**50,00**	**654 302,64**	**50,00**	**654 302,64**		**654 252,64**
744	FCTVA						265,74		265,74		265,74
74718	Autres					148 855,77	481 594,27	148 855,77	481 594,27		332 738,50
	Sous Total compte 7471					**148 855,77**	**481 594,27**	**148 855,77**	**481 594,27**		**332 738,50**
7472	Régions					451 287,21	1 376 495,87	451 287,21	1 376 495,87		925 208,66
7473	Départements						352 800,00		352 800,00		352 800,00
74748	Autres communes						248 399,21		248 399,21		248 399,21
	Sous Total compte 7474						**248 399,21**		**248 399,21**		**248 399,21**
74758	Autres groupements						137 909,00		137 909,00		137 909,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7475						**137 909,00**		**137 909,00**		**137 909,00**
74778	Autres fonds européens					507 812,72	691 150,04	507 812,72	691 150,04		183 337,32
	Sous Total compte 7477					**507 812,72**	**691 150,04**	**507 812,72**	**691 150,04**		**183 337,32**
747888	Autres					127 769,50	389 991,06	127 769,50	389 991,06		262 221,56
	Sous Total compte 74788					**127 769,50**	**389 991,06**	**127 769,50**	**389 991,06**		**262 221,56**
	Sous Total compte 7478					**127 769,50**	**389 991,06**	**127 769,50**	**389 991,06**		**262 221,56**
	Sous Total compte 747					**1 235 725,20**	**3 678 339,45**	**1 235 725,20**	**3 678 339,45**		**2 442 614,25**
74888	Autres					49 759,71	405 962,96	49 759,71	405 962,96		356 203,25
	Sous Total compte 7488					**49 759,71**	**405 962,96**	**49 759,71**	**405 962,96**		**356 203,25**
	Sous Total compte 748					**49 759,71**	**405 962,96**	**49 759,71**	**405 962,96**		**356 203,25**
7498	Autres reversements sur dotations et par					356 741,69		356 741,69		356 741,69	
	Sous Total compte 749					**356 741,69**		**356 741,69**		**356 741,69**	
	Sous Total compte 74					**1 642 226,60**	**4 084 568,15**	**1 642 226,60**	**4 084 568,15**		**2 442 341,55**
752	Revenus des immeubles						31 251,00		31 251,00		31 251,00
75888	Autres						2 549,76		2 549,76		2 549,76
	Sous Total compte 7588						**2 549,76**		**2 549,76**		**2 549,76**
	Sous Total compte 758						**2 549,76**		**2 549,76**		**2 549,76**
	Sous Total compte 75						**33 800,76**		**33 800,76**		**33 800,76**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						316,36		316,36		316,36
775	Produits des cessions d'immobilisations						150,00		150,00		150,00
	Sous Total compte 77						**466,36**		**466,36**		**466,36**
	Total classe 7					**1 642 276,60**	**4 773 137,91**	**1 642 276,60**	**4 773 137,91**	**356 741,69**	**3 487 603,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total général	7 800 667,36	7 800 667,36	14 253 550,03	14 038 935,28	5 156 892,49	5 371 507,24	27 211 109,88	27 211 109,88	11 712 562,22	11 712 562,22

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 24/02/2025

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M Sylvain DOMERGUE	du	01/10/2024	au	24/02/2025
Mme Isabelle BESSARD-LURBE	du	01/01/2024	au	30/09/2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

CARON David-John (1020847202-0), Contrôleur des Finances Publiques 2ème classe **A DDFiP DE L'AVEYRON, le 25/02/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

DOMERGUE Sylvain (1026118062-0), Inspecteur principal des Finances Publiques **A SAINT-AFFRIQUE, le 25/02/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le 21/03/2025 par l'organe délibérant.

FIOL RICHARD (rfiol2-xt), Président **A MILLAU, le 24/03/2025**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_033-BF
Reçu le 02/04/2025

Département : AVEYRON	**DELIBERATION N° 2025 - 034**	Nombre de membres en exercice : 144
SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES	**du COMITE SYNDICAL SUR LE COMPTE FINANCIER UNIQUE DE L'EXERCICE 2024**	Nombre de membres présents : 69
	Séance du 21 mars 2025	Nombre de suffrages exprimés : 97

Le comité syndical réuni sous la présidence de séance de Madame GAZEL Emmanuelle, délibérant sur le compte financier unique de l'exercice 2024 dressé par Monsieur Richard FIOL, Président après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte financier unique, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats de l'exercice 2023		705 532,20		985 487,05		1 691 019,25
Transfert à la sect°d'investisst	-	-	-	-	-	-
Résultats cumulés reportés 2023		**705 532,20**	**-**	**985 487,05**		**1 691 019,25**
Opérations de l'exercice 2024	120 943,74	531 635,89	3 704 129,58	3 508 052,18	3 825 073,32	4 039 688,07
Résultats de l'exercice 2024		**410 692,15**	**196 077,40**			**214 614,75**
RESULTATS DE CLOTURE en €		**1 116 224,35**		**789 409,65**		**1 905 634,00**

ETAT DES RESTES A REALISER	INVESTISSEMENT	
Dépenses reportées	103 654,98	
Recettes reportées		146 052,05
Excédent de financement		**42 397,07**

Affectation des résultats

Résultat excédentaire de fonctionnement de l'exercice 2024 en €	**789 409,65**
Affectation du résultat prévu au BP 2025 :	
- En section de fonctionnement - article 002 "Excédents antérieurs reportés" - report à nouveau en €	**789 409,65**
- En section d'investissement - article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" en €	**0,00**

Résultat excédentaire d'investissement de l'exercice 2024 en €	**1 116 224,35**
Affectation du résultat prévu au BP 2025 :	
- En section d'investissement : article 001 "Excédents d'investissement antérieurs reportés" en €	**1 116 224,35**

2° Constate, les identités de valeurs avec les indications du compte financier unique relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4° Voté et arrêté les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Région Occitanie			
Emmanuelle GAZEL *Région Occitanie* pouvoir de Saluet (Occ'H)		**Marie LACAZE** *Région Occitanie*	
Clément CARLES *Région Occitanie*		**Pascal MAZET** *Région Occitanie*	
Christine SAHUET *Région Occitanie* donne pv à Gazel (Occ'H)		**Stéphane BERARD** *Région Occitanie*	
Fadilha BENAMMAR KOLY *Région Occitanie*		**René MORENO** *Région Occitanie*	
Département de l'Aveyron			
Christophe LABORIE *Département Aveyron*		**Emilie GRAL** *Département Aveyron*	
Monique ALIES *Département Aveyron*		**Nadine FRAYSSE** *Département Aveyron*	
Claude ASSIER *Département Aveyron*		**Hélène RIVIERE** *Département Aveyron*	
Département de l'Hérault			
Jacques RIGAUD *Département Hérault*		**Jean-Luc FALIP** *Département Hérault*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communes			
Dominique MAURY *Commune Aguessac* donne pv à Le Mouton (Creissels)		**Anne PAILHAS** *Commune Aguessac*	
Guy SALES *Commune Arnac-sur-Dourdou*		**Christophe GARENC** *Commune Arnac-sur-Dourdou*	
Marie-Chantal CALMES *Commune Ayssènes* donne PV à ARLES J. (St Rome T.)		**Jérôme GRIALOU** *Commune Ayssènes*	
Christophe HURAULT *Commune Balaguier-sur-Rance*		**Sylvain BOUYSSIERE** *Commune Balaguier-sur-Rance*	
Jean-Louis CABANES *Commune Belmont-sur-Rance*		**Xavier PUECH** *Commune Belmont-sur-Rance*	
Jean-Marie BODT *Commune Brasc*		**Magali BRIDE** *Commune Brasc*	
Jean-Luc CRASSOUS *Commune Broquiès* pv de Jeanjean (Castelnau P.)		**Christian BRENGUES** *Commune Broquiès*	
Régis COLSON *Commune Brousse-le-Château*		**Pierre PEIFFER** *Commune Brousse-le-Château*	
Franck ISSERT *Commune Brusque* Pouvoir de Sarn (Camarès)		**Richard MAJOREL** *Commune Brusque*	
Benoît SOLIER *Commune Calmels-et-le-Viala*		**Jérémy FOURCADIER** *Commune Calmels-et-le-Viala*	
André SERIN *Commune Camarès* donne pv à Issert (Brusques)		**Emmanuel CAUQUIL** *Commune Camarès*	
Jean-Michel LADET *Commune Campagnac*		**Eliane LABEAUME** *Commune Campagnac*	
Marie JEANJEAN *Commune Castelnau-Pégayrols* donne pv à Crassous (Broquiès)		**Jérémie GAYRAUD** *Commune Castelnau-Pégayrols*	
Vincent COURTEAUX *Commune Celles*		**Aline DELFOSSE** *Commune Celles*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Jean-Philippe SABATHIER *Commune Combret* donne pouvoir à Lulié (Murasson)		**Christel COEURVEILLE** *Commune Combret*	
Loïc ALMERAS *Commune Compeyre*		**Jean BLANCHOT** *Commune Compeyre*	
Mathieu LAMBRECHT *Commune Comprégnac*		**Patrick LEPETIT** *Commune Comprégnac*	
Jean-Michel PINAULT *Commune Cornus* PV de ANTOINE N. (Nanhagues)		**Frédéric PAUL** *Commune Cornus*	
Jean-Claude SOUYRIS *Commune Coupiac* PV de DUVINAGE M. (Laval R.)		**Nicole BATAILLET-HEULLY** *Commune Coupiac*	
Franck LE MOUTON-MAZIERES *Commune Creissels* PV de Meurif (Aquessac)		**Roger BOUDES** *Commune Creissels*	
Arlette CAZABONNE *Commune Fayet*		**Serge OLIVIER** *Commune Fayet*	
Martine RODRIGUEZ *Commune Fondamente*		**Bastien FABRE** *Commune Fondamente*	
Michel COMBES *Commune Fozières*		**Thierry BERTHOMIEU** *Commune Fozières*	
Michel SIMONIN *Commune Gissac* pouvoir de Viala (La Serre)		**Julien MANIBAL** *Commune Gissac*	
Bastien GIACOBBI *Commune La Bastide-Pradines*		**Magali COMBY** *Commune La Bastide-Pradines*	
Elian ROQUES *Commune La Bastide-Solages*		**David MALLEVIALLE** *Commune La Bastide-Solages*	
Robert LADET *Commune La Capelle-Bonance*		**Eugénie SOLIGNAC** *Commune La Capelle-Bonance*	
François RODRIGUEZ *Commune La Cavalerie*		**Claudine DELACROIX PAGES** *Commune La Cavalerie*	
Sylvain GOLEO *Commune La Couvertoirade*		**Madeleine SARROUY** *Commune La Couvertoirade*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Christophe FROMENT *Commune La Cresse*		**Laurence VALETTE** *Commune La Cresse*	
Florence DELORT *Commune La Roque-Sainte-Marguerite*		**Marie-Françoise BLANC** *Commune La Roque-Sainte-Marguerite*	
Yves VIALA *Commune La Serre* donne PV à Simonin (Tiviac)		**Franck COUDERC** *Commune La Serre*	
Adrien BOUDES *Commune Lapanouse-de-Cernon*		**Thierry BERNAT** *Commune Lapanouse-de-Cernon*	
Jean-Luc CROUZET *Commune Lauroux*		**Claude CALVET** *Commune Lauroux*	
Christiane MAURY *Commune La-Vacquerie-Saint-Martin-Castries* donne pouvoir à Calvet (St Maurice Navacelle)		**Fabrice GRILLON-GABORIT** *Commune La-Vacquerie-Saint-Martin-Castries*	
Claire VAN DER HORST *Commune Lavalette*		**Yann DUBOIS** *Commune Lavalette*	
Monika DUVINAGE *Commune Laval-Roquecezière* donne PV à SCUYRIS J.C (Coupiac)		**Virginie JOFFRE** *Commune Laval-Roquecezière*	
Danièle JOSEPH *Commune Le Bosc*		**Anne SENESI** *Commune Le Bosc*	
Jean TRINQUIER *Commune Le Caylar*		**Christelle DE OLIVEIRA** *Commune Le Caylar*	
Philippe GOUT *Commune Le Clapier* PV de ASTRUC C. (Viala de PJ)		**Katia PUEL** *Commune Le Clapier*	
Guilhem ALLEMAN *Commune Le Cros*		**Alain VIALA** *Commune Le Cros*	
Bernard GOUJON *Commune Le Puech* PV de CARLES A. (Usclas du B.)		**Christine LACROUX** *Commune Le Puech*	
Christian GINESTE *Commune Le Truel*		**Emmanuelle CAZOTTES** *Commune Le Truel*	
Jean-Marc BEA *Commune Les Costes-Gozon*		**Marylène AUBELEAU** *Commune Les Costes-Gozon*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Daniel FABRE *Commune Les Plans*		**Michelle PIERRE** *Commune Les Plans*	
Luc BEVILACQUA *Commune Les Rives*		**Christian BELLAS** *Commune Les Rives*	
Alain JOSEPH *Commune Lestrade-et-Thouels*		**Bernard CASTANIER** *Commune Lestrade-et-Thouels*	
Jérôme SINTES *Commune L'Hospitalet-du-Larzac* pv de Negues (Saudieres)		**Cyril GELY** *Commune L'Hospitalet-du-Larzac*	
Gaëlle LEVEQUE *Commune Lodève* PV de CORROCHANO R. (ST. de G.)		**Ludovic CROS** *Commune Lodève*	
Jean-Marc SAUVIER *Commune Lodève*		**Nathalie ROCOPLAN** *Commune Lodève*	
Nicole ANTOINE *Commune Marnhagues-et-Latour* Donne PV à PINAULT J.M (Cornus)		**Fernand DURAND** *Commune Marnhagues-et-Latour*	
Anne CROS *Commune Martrin*		**Christiane CAILLIAU DELEU** *Commune Martrin*	
Eloi ALBET *Commune Mélagues* pv de Ramondenc (Montclar)		**Francette GEYSSE RUIZ** *Commune Mélagues*	
Séverine PEYRETOUT *Commune Millau* PV de BOUDES C. (St André V.)		**Michel DURAND** *Commune Millau*	
Nicolas WOHREL *Commune Millau* PV de ESON A. (Millau)		**Yannick DOULS** *Commune Millau*	
Aurélie ESON *Commune Millau* donne PV WOHREL N. (Millau)		**Marie-Eve PANIS** *Commune Millau*	
Philippe RAMONDENC *Commune Millau*		**Karine HAUMAITRE** *Commune Millau*	
Claude CHIBAUDEL *Commune Montagnol*		**Danielle BIAU GIRARD** *Commune Montagnol*	
Marina VIDAL CONDOMINES *Commune Montclar*		**Mathieu POMMIE** *Commune Montclar*	

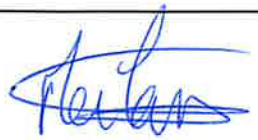
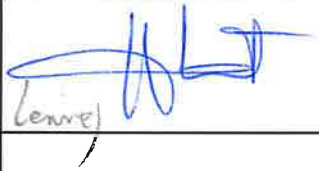
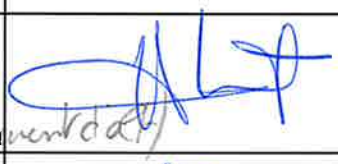
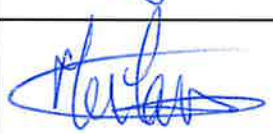
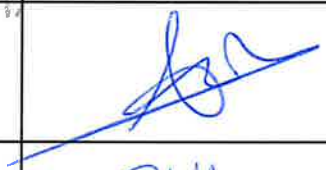
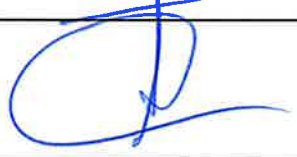
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Yves BOUSQUET *Commune Montfranc* donne PV PRIVAT G. (Valores L.A)		**Stéphane CONDOMINES** *Commune Montfranc*	
Philippe CAVALIER *Commune Montjaux*		**Florence POLLET** *Commune Montjaux*	
Viviane RAMONDENC *Commune Montlaur* donne pv à Albet (Melagues)		**Vivien GUIRAUD** *Commune Montlaur*	
Christine BEDEL *Commune Mostuejouls*		**Bernard GRAILLE** *Commune Mostuejouls*	
Michel LEBLOND *Commune Mounes-Prohencoux* pouvoir de Giganon (Peux et Cou..)		**Delphine GAYRAUD** *Commune Mounes-Prohencoux*	
Francis CULIE *Commune Murasson* pouvoir de Sabathier (Combret)		**Céline GINIEIS** *Commune Murasson*	
Alain DELMAS *Commune Nant*		**Anne-Marie FRENEHARD** *Commune Nant*	
Christophe ROMO *Commune Olmet-et-Villecun*		**Philippe CALAMAND** *Commune Olmet-et-Villecun*	
Bernadette PAILHAS *Commune Paulhe*		**Frédéric JULIEN** *Commune Paulhe*	
Frédéric ROIG *Commune Pegairolles-de-l'Escalette*		**Jean-Claude GUYONDET** *Commune Pegairolles-de-l'Escalette*	
Philippe GIGANON *Commune Peux-et-Couffouleux* donne PV à Leblond (Mounes P)		**Jean ROUQUETTE** *Commune Peux-et-Couffouleux*	
Alain ROUGET *Commune Peyreleau*		**Joël ESPINASSE** *Commune Peyreleau*	
Philippe MEJANE *Commune Plaisance* pv de Petraud (Tournemire)		**Michel ROUQUAYROL** *Commune Plaisance*	
Antoine GOUTELLE *Commune Poujols*		**Francis NORMAND** *Commune Poujols*	
Nathalie GARRIGUES *Commune Pousthomy*		**Marlène SERRES** *Commune Pousthomy*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Marie-Rose COMBES *Commune Rebourguil*		**Laure BARTHELEMY** *Commune Rebourguil*	
Bernard MAURY *Commune Rivière-sur-Tarn*		**Patrick SALSON** *Commune Rivière-sur-Tarn*	
Luc DONNADIEU *Commune Roquefort-sur-Soulzon*		**Jean-Guy MIALET** *Commune Roquefort-sur-Soulzon*	
Céline RENAUD *Commune Saint-Affrique*		**Geneviève CAMBON** *Commune Saint-Affrique*	
Sébastien DAVID *Commune Saint-Affrique*		**Myriam SAHNOUN** *Commune Saint-Affrique*	
Christian BOUDES *Commune Saint-André-de-Vézines* donne PU. PEYRET		**Audrey ROQUES** *Commune Saint-André-de-Vézines*	
Guy CAZOTTES *Commune Saint-Beaulize*		**Jean DUCROS** *Commune Saint-Beaulize*	
Magali MALINOWSKI-BERTRAND *Commune Saint-Beauzély*		**Olivier LUSPIN** *Commune Saint-Beauzély*	
Victorien GENIEZ *Commune Sainte-Eulalie-de-Cernon*		**Thierry CADENET** *Commune Sainte-Eulalie-de-Cernon*	
Roger CORROCHANO *Commune Saint-Etienne-de-Gourgas* donne PU à LEVEQUE G (Lozère)		**Robert PASTOR** *Commune Saint-Etienne-de-Gourgas*	
Françoise OLIVIER *Commune Saint-Félix-de-l'Héras*		**Ghislaine FOULQUIER** *Commune Saint-Félix-de-l'Héras*	
Natacha CUNTY *Commune Saint-Félix-de-Sorgues*		**Martine MIQUEL** *Commune Saint-Félix-de-Sorgues*	
Elisabeth MUYS *Commune Saint-Georges-de-Luzençon*		**Jean-Luc BERNARD** *Commune Saint-Georges-de-Luzençon*	
Ghislain CABAL-ZINCK *Commune Saint-Izaire*		**Dominique ROURE** *Commune Saint-Izaire*	
Laure CLEMENT *Commune Saint-Jean-d'Alcapiès*		**Guy MARTIN** *Commune Saint-Jean-d'Alcapiès*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Emmanuelle GASCOIN *Commune Saint-Jean-de-la-Blaquière* donne P/V MERLAN L. (STA)		**Jean-Christophe COUVELARD** *Commune Saint-Jean-de-la-Blaquière*	
Didier VIDAL *Commune Saint-Jean-du-Bruel*		**Daniel VIALA** *Commune Saint-Jean-du-Bruel*	
Michel SENTY *Commune Saint-Jean-et-Saint-Paul*		**Pierre SAUVEPLANE** *Commune Saint-Jean-et-Saint-Paul*	
Jonathan COSTES *Commune Saint-Juéry*		**Céline PUECH** *Commune Saint-Juéry*	
Nathalie PALMIER *Commune Saint-Laurent-de-Levezou*		**Régine MALAVAL** *Commune Saint-Laurent-de-Levezou*	
Elisabeth DODINET *Commune Saint-Laurent-d'Olt* p/ de Roussel (St Laurent de Lenne)		**Vincent LOMBARD** *Commune Saint-Laurent-d'Olt*	
François LEROY *Commune Saint-Léons*		**Christophe BLANC** *Commune Saint-Léons*	
Daniel ROUSSEL *Commune Saint-Martin-de-Lenne* donne P/ Blanc (St Laurent de L)		**Elisabeth GERIN DUSOL** *Commune Saint-Martin-de-Lenne*	
Nelly CABANES *Commune Saint-Maurice-Navacelles* pouvoir de Mme (la Vacquerie)		**Hélène NANCIU** *Commune Saint-Maurice-Navacelles*	
Lauric MERLAN *Commune Saint-Michel* P/de GASCOINE (St Jean Bla)		**Francine TORRO** *Commune Saint-Michel*	
Philippe BAYLET *Commune Saint-Pierre-de-la-Fage*		**Noëlle MARSAL** *Commune Saint-Pierre-de-la-Fage*	
Marie-Pierre AUTET *Commune Saint-Privat*		**Sandrine TONON** *Commune Saint-Privat*	
Pierre PANTANELLA *Commune Saint-Rome-de-Cernon*		**Nicolas GALIERES** *Commune Saint-Rome-de-Cernon*	
Jacques ARLES *Commune Saint-Rome-de-Tarn* P/de CALMES A-S (Aussèrgues)		**Francis MANCINO** *Commune Saint-Rome-de-Tarn*	
Yves BIOULAC *Commune Saint-Saturnin-de-Lenne*		**Corinne AUGADE** *Commune Saint-Saturnin-de-Lenne*	

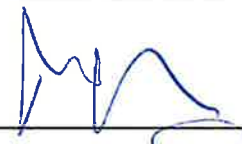
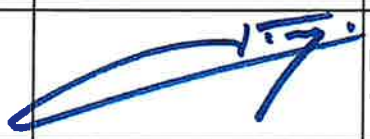
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Roselyne AMALRIC-VUAGNAT *Commune Saint-Sernin-sur-Rance*		**Sophie CANTALOUBE** *Commune Saint-Sernin-sur-Rance*	
Bernard LAUTREC *Commune Saint-Sever-du-Moustier*		**Nathalie MILHAU** *Commune Saint-Sever-du-Moustier*	
Julie ALRIQUET *Commune Saint-Victor-et-Melvieu*		**Jordy LAVABRE** *Commune Saint-Victor-et-Melvieu*	
Bernadette NEGROS *Commune Sauclières* donne pv à Sinitès (Hospitalet)		**Tessa VEYRIE** *Commune Sauclières*	
Gilles PLET *Commune Ségur*		**Pierre-Louis BERNAD** *Commune Ségur*	
Edmond GROS *Commune Séverac d'Aveyron* pouvoir de Majorel (Severac)		**Françoise Régine CAPUS** *Commune Séverac d'Aveyron*	
Aimé MAJOREL *Commune Séverac d'Aveyron* donne pouvoir à Gros (Severac)		**Nathalie DECROIX BOUDIAS** *Commune Séverac d'Aveyron*	
Ludovic CAMPO *Commune Sorbs*		**Christian RANDON** *Commune Sorbs*	
Yann JEANNIN *Commune Soubès*		**Chantal BASCOUL** *Commune Soubès*	
Didier BEREAU *Commune Soumont*		**Orianne BOYER** *Commune Soumont*	
Michel WOLKOWICKI *Commune Sylvanès*		**Bente MOLLER** *Commune Sylvanès*	
Jean-Luc RICARD *Commune Tauriac-de-Camarès*		**Joël MILHAU** *Commune Tauriac-de-Camarès*	
Maxime PETRAUD *Commune Tournemire* donne pv à Meganes (Plaisance)		**Céline CRISTOL** *Commune Tournemire*	
Alain CARLES *Commune Usclas-du-Bosc* donne PV à GOUSON B. (Le Puech)		**Anne-Catherine DOCQUIER** *Commune Usclas-du-Bosc*	
Gaëtan PRIVAT *Commune Vabres L'Abbaye* PV de pouvoir (Vabres)		**Frédéric ARTIS** *Commune Vabres L'Abbaye*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Romain JEANJEAN *Commune Verrières*		**Dominique BOYER** *Commune Verrières*	
Jean-Pierre HERVAS *Commune Versols et Lapeyre*		**Audrey VAYSSIERE** *Commune Versols et Lapeyre*	
Loïc MARLAS *Commune Veyreau*		**Nicolas AUSTRUY** *Commune Veyreau*	
Arnaud VIALA *Commune Vezins-de-Levezou*		**Marie-Christine COLIN** *Commune Vezins-de-Levezou*	
Caroline ASTRUC *Commune Viala-du-Pas-de-Jaux* donne PV GOUT P.(Le Clapier)		**Lucien MOULIERES** *Commune Viala-du-Pas-de-Jaux*	
Mickaël THOMAS *Commune Viala-du-Tarn*		**Marie-Hélène LE MERRE** *Commune Viala-du-Tarn*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communautés de communes			
Patrick PES *CC Millau Grands Causses* PVR ARNAL J-M (CCLP)		**Bouchra EL MEROUANI** *CC Millau Grands Causses*	
Thierry PEREZ-LAFONT *CC Millau Grands Causses* donne pvà Lepetit		**Esther CHUREAU** *CC Millau Grands Causses*	
Philippe LEPETIT *CC Millau Grands Causses* pv de Perez		**Valentin ARTAL** *CC Millau Grands Causses*	
Sophie PRADEL *CC Lodévois et Larzac*		**Clément THERY** *CC Lodévois et Larzac*	
Jean-Luc REQUI *CC Lodévois et Larzac*		**Félicien VENOT** *CC Lodévois et Larzac*	
Bernard SIRGUE CC Saint-Affricain, Roquefort et 7 Vallons		**Thierry ARNAL** *CC Saint-Affricain, Roquefort et 7 Vallons*	
Gérard CAILHOL *CC Saint-Affricain, Roquefort et 7 Vallons*		**Thierry ROQUES** *CC Saint-Affricain, Roquefort et 7 Vallons*	
Richard FIOL *CC Larzac et Vallées*		**Maryse ROUX** *CC Larzac et Vallées*	
Jean-Michel ARNAL *CC Levezou Pareloup* donne PV PES.P. CCMGC		**Alexis CANITROT** *CC Levezou Pareloup*	
Cyril TOUZET *CC Monts, Rance et Rougiers*		**Patrick RIVEMALE** *CC Monts, Rance et Rougiers*	
Jean CAPEL *CC Muse et Raspes du Tarn*		**Maxime CONSTANS** *CC Muse et Raspes du Tarn*	

Sceau du syndicat mixte
du Parc naturel régional des grands causses

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 8

Pour expédition conforme
Le Président de séance
GAZEL Emmanuelle



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_034-BF
Reçu le 27/03/2025

Délibération PNRGC n°2025-035 du Comité syndical du 21 mars 2025

Vote du Budget Primitif 2025 – Compétence Générale

Etaient présents les représentants suivants : **69**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES – Emmanuelle GAZEL
- Pour le collège des Départements : **4**
  Monique ALIES – Nadine FRAYSSE - Christophe LABORIE -Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Richard FIOL- Philippe LEPETIT - Patrick PES - Jean-Luc REQUI – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **55**
  Eloi ALBET - Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT – Jacques ARLES - Marie-Pierre AUTET - Philippe BAYLET - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL - Luc BEVILACQUA - Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Jean-Marie BODT - Ghislain CABAL-ZINCK - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Ludovic CAMPO - Philippe CAVALIER - Marie-Rose COMBES -- Jean-Luc CRASSOUS – Francis CULIE – Sébastien DAVID – Christelle DE OLIVEIRA - Elisabeth DODINET - Yann DUBOIS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE – Bernard GOUJON - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Franck ISSERT - Romain JEANJEAN - Danièle JOSEPH – Michel LEBLOND –Franck LE MOUTON-MAZIERES – Gaëlle LEVEQUE - Philippe MEJANE – Lauric MERLAN – Martine MIQUEL - Elisabeth MUYS - Pierre PANTANELLA – Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Gaëtan PRIVAT – Céline RENAUD – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Guy SALES - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean-Claude SOUYRIS – Mickaël THOMAS - Marina VIDAL CONDOMINES – Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **28**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Christine SAHUET donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL
- Pour le collège des Départements :/
- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  Jean-Michel ARNAL donne son pouvoir à Patrick PES
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Philippe LEPETIT
  Sophie PRADEL donne son pouvoir à Jean-Luc REQUI
- Pour le collège des communes : **24**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT*
  3. *Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Gaétan PRIVAT*
  5. *Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Bernard GOUJON*
  7. *Roger CORROCHANO donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  8. *Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA*
  9. *Monika DUVINAGE donne son pouvoir à Jean-Claude SOUYRIS*
  10. *Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL*
  11. *Emmanuelle GASCOIN PEREZ donne son pouvoir à Lauric MERLAN*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Michel LEBLOND*
  13. *Christophe HURAULT donne pouvoir à Roselyne AMALRIC-VUAGNAT*
  14. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  15. *Aimé MAJOREL donne son pouvoir à Edmond GROS*
  16. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Nelly CABANES*
  17. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES*
  18. *Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérome SINTES*
  19. *Maxime PETRAUD donne son pouvoir à Philippe MEJANE*
  20. *Viviane RAMONDENC donne son pouvoir à Eloi ALBET*
  21. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Elisabeth DODINET*
  22. *Jean-Philippe SABATHIER donne son pouvoir à Francis CULIE*
  23. *André SERIN donne son pouvoir à Franck ISSERT*
  24. *Yves VIALA donne son pouvoir à Michel SIMONIN*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Excusés : **47**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **/**
- Pour le collège des groupements de communes : **/**
- Pour le collège des communes : **46**
  Guilhem ALLEMAN - Didier BEREAUX - Yves BIOULAC - Adrien BOUDES - Arlette CAZABONNE - Guy CAZOTTES - Claude CHIBAUDEL - Laure CLEMENT – Régis COLSON - Michel COMBES - Jonathan COSTES - Vincent COURTEAUX – Anne CROS - Jean-Luc CROUZET - Luc DONNADIEU - Daniel FABRE - Christophe FROMENT - Nathalie GARRIGUES - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - - Antoine GOUTELLE - Yann JEANNIN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Bernard LAUTREC - François LEROY- Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Françoise OLIVIER - Bernadette PAILHAS - Nathalie PALMIER - Gilles PLET - Philippe RAMONDENC - Jean-Luc RICARD - Frédéric ROIG - Elian ROQUES - Jean-Marc SAUVIER - Michel SENTY – Benoît SOLIER -- Arnaud VIALA - Didier VIDAL - Michel WOLKOWISKI

Le Débat d'Orientation budgétaire a été adopté par délibération n°2025-006 du comité syndical du 17 janvier 2025. A partir de ces orientations et des besoins recensés, le budget primitif 2025 a été élaboré.
Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés à ce budget primitif 2025, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	5 026 820,28 euros	4 452 777,88 euros
Opérations d'ordre	215 367,25 euros	
Résultat reporté		789 409,65 euros
TOTAL	**5 242 187,53 euros**	**5 242 187,53 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles (RAR et propositions)	316 776,60 euros	259 203,19 euros
Opérations d'ordre		215 367,25 euros
Résultat reporté		1 116 224,35 euros
TOTAL	**316 776,60 euros**	**1 590 794,79 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**5 558 964,13 euros**	**6 832 982,32 euros**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	3	0	0	4	3
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	4			4	4
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	11	0	0	11	11
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	79	0	0	125	79
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	97	0	0	144	97
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

VOTE : Pour : **97** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2025 relatif à la compétence générale du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune : Budget principal (M57) (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25120134900015

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES (3)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 42
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 44
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 47
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 51

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 53
A1.01 - Opérations non ventilables 56
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 57
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 60
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 61
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 62
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 65
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 68
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 71
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 72
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 75
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 77
A1.908 - Fonction 8 - Transports 80
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 84
A2.01 - Opérations non ventilables 86
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 87
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 93
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 94
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 95
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 98
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 101
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 104
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 105
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 106
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 112
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 114
A2.938 - Fonction 8 - Transports 117

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	121
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	123
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	127
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	128
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	129
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	131
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	132

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception en préfecture

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	3 825 073,32	4 039 688,07	0,00	A1	214 614,75
Investissement	120 943,74	531 635,89 (3)	0,00	A2	410 692,15
Fonctionnement	3 704 129,58	3 508 052,18 (4)	0,00	A3	-196 077,40

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	103 654,98	III + IV	146 052,05	B1	42 397,07
Investissement	I	103 654,98	III	146 052,05	B2	42 397,07
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	A1 + B1	257 011,82
Investissement	A2 + B2	453 089,22
Fonctionnement	A3 + B3	-196 077,40

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	103 654,98
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
11	Opération d'équipement n° 11		17 598,17
16	Opération d'équipement n° 16		17 796,50
19	Opération d'équipement n° 19		3 000,00
20	Opération d'équipement n° 20		6 087,08
21	Opération d'équipement n° 21		9 801,60
29	Opération d'équipement n° 29		15 360,00
30	Opération d'équipement n° 30		11 802,88
31	Opération d'équipement n° 31		22 208,75
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	146 052,05
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		2 250,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		123 909,59
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		19 892,46
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	213 121,62	328 518,39
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	103 654,98	146 052,05
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 116 224,35
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	316 776,60	1 590 794,79

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	5 242 187,53	4 452 777,88
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 789 409,65
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	5 242 187,53	5 242 187,53

TOTAL DU BUDGET (4)	5 558 964,13	6 832 982,32

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AP de dépenses imprévues » (2)		020	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**
« AE de dépenses imprévues » (2)		022	0,00
TOTAL GENERAL			**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	-8 830,30	10 764,67	-3 203,30	-3 203,30	7 561,37
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	134 895,70	92 890,31	167 324,92	167 324,92	260 215,23
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**126 065,40**	**103 654,98**	**164 121,62**	**164 121,62**	**267 776,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 500,00	0,00	32 500,00	32 500,00	32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**31 500,00**	**0,00**	**49 000,00**	**49 000,00**	**49 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**157 565,40**	**103 654,98**	**213 121,62**	**213 121,62**	**316 776,60**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**316 776,60**
	+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**316 776,60**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	-7 408,51	123 909,59	61 122,53	61 122,53	185 032,12
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	7 893,28	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**484,77**	**123 909,59**	**61 122,53**	**61 122,53**	**185 032,12**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	37 387,08	0,00	52 028,61	52 028,61	52 028,61
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	19 892,46	0,00	0,00	19 892,46
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	2 250,00	0,00	0,00	2 250,00
Total des recettes financières		**37 387,08**	**22 142,46**	**52 028,61**	**52 028,61**	**74 171,07**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	-48 905,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**-11 033,15**	**146 052,05**	**113 151,14**	**113 151,14**	**259 203,19**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*270 984,89*		*215 367,25*	*215 367,25*	*215 367,25*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***270 984,89***		***215 367,25***	***215 367,25***	***215 367,25***
TOTAL		**259 951,74**	**146 052,05**	**328 518,39**	**328 518,39**	**474 570,44**
						+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE						**1 116 224,35**
						=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						**1 590 794,79**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**215 367,25**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	2 345 350,00	0,00	2 039 900,00	2 039 900,00	2 039 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 056 300,00	0,00	2 236 000,00	2 236 000,00	2 236 000,00
014	Atténuations de produits	566 500,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	161 550,00	0,00	222 700,00	222 700,00	222 700,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**5 129 700,00**	**0,00**	**4 628 600,00**	**4 628 600,00**	**4 628 600,00**
66	Charges financières	21 500,00	0,00	17 500,00	17 500,00	17 500,00
67	Charges spécifiques (3)	1 800,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	200 000,00		378 720,28	378 720,28	378 720,28
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5 353 000,00**	**0,00**	**5 026 820,28**	**5 026 820,28**	**5 026 820,28**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*270 984,89*		*215 367,25*	*215 367,25*	*215 367,25*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***270 984,89***		***215 367,25***	***215 367,25***	***215 367,25***
TOTAL		**5 623 984,89**	**0,00**	**5 242 187,53**	**5 242 187,53**	**5 242 187,53**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 242 187,53**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	620 450,00	0,00	746 488,57	746 488,57	746 488,57
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	3 963 347,84	0,00	3 650 789,31	3 650 789,31	3 650 789,31
75	Autres produits de gestion courante (3)	34 200,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
Total des recettes de gestion courante		**4 637 997,84**	**0,00**	**4 452 277,88**	**4 452 277,88**	**4 452 277,88**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**4 638 497,84**	**0,00**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**4 638 497,84**	**0,00**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**
					+
				R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**789 409,65**
					=
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 242 187,53**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**215 367,25**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 500,00	*0,00*	1 500,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	32 500,00	*0,00*	32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	267 776,60		267 776,60
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	15 000,00	*0,00*	15 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**316 776,60**	***0,00***	**316 776,60**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**316 776,60**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	2 039 900,00		2 039 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	2 236 000,00		2 236 000,00
014	Atténuations de produits	130 000,00		130 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	222 700,00	*0,00*	222 700,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	17 500,00	*0,00*	17 500,00
67	Charges spécifiques (9)	2 000,00	*0,00*	2 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	378 720,28	*215 367,25*	594 087,53
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**5 026 820,28**	***215 367,25***	**5 242 187,53**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 242 187,53**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M57.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	52 028,61	*0,00*	52 028,61
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	185 032,12	*0,00*	185 032,12
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	19 892,46	*0,00*	19 892,46
28	*Amortissement des immobilisations*		*215 367,25*	215 367,25
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 250,00		2 250,00
	Recettes d'investissement – Total	**259 203,19**	***215 367,25***	**474 570,44**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 116 224,35**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 590 794,79**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	20 000,00		20 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	746 488,57		746 488,57
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	3 650 789,31		3 650 789,31
75	Autres produits de gestion courante (8)	35 000,00	*0,00*	35 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	500,00	*0,00*	500,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**4 452 777,88**	***0,00***	**4 452 777,88**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			789 409,65
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			5 242 187,53

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

	Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**157 565,40**	**103 654,98**	**0,00**	**213 121,62**	**213 121,62**	**0,00**	**213 121,62**	**316 776,60**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	126 065,40	103 654,98	0,00	164 121,62	164 121,62	0,00	164 121,62	267 776,60
Total des dépenses d'équipement		**126 065,40**	**103 654,98**	**0,00**	**164 121,62**	**164 121,62**	**0,00**	**164 121,62**	**267 776,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		1 500,00	1 500,00		1 500,00	1 500,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	31 500,00	0,00		32 500,00	32 500,00		32 500,00	32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**31 500,00**	**0,00**	**0,00**	**49 000,00**	**49 000,00**	**0,00**	**49 000,00**	**49 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**157 565,40**	**103 654,98**	**0,00**	**213 121,62**	**213 121,62**	**0,00**	**213 121,62**	**316 776,60**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**316 776,60**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

	Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**259 951,74**	**146 052,05**	**328 518,39**	**328 518,39**	**474 570,44**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	-7 408,51	123 909,59	61 122,53	61 122,53	185 032,12
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	7 893,28	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**484,77**	**123 909,59**	**61 122,53**	**61 122,53**	**185 032,12**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	37 387,08	0,00	52 028,61	52 028,61	52 028,61
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	19 892,46	0,00	0,00	19 892,46
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	2 250,00	0,00	0,00	2 250,00
Total des recettes financières		**37 387,08**	**22 142,46**	**52 028,61**	**52 028,61**	**74 171,07**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	-48 905,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**-11 033,15**	**146 052,05**	**113 151,14**	**113 151,14**	**259 203,19**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*270 984,89*		*215 367,25*	*215 367,25*	*215 367,25*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***270 984,89***		***215 367,25***	***215 367,25***	***215 367,25***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**1 116 224,35**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
				Total des recettes d'investissement cumulées	**1 590 794,79**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.
(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**157 565,40**	**103 654,98**	**0,00**	**213 121,62**	**213 121,62**	**0,00**	**213 121,62**	**316 776,60**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	126 065,40	103 654,98	0,00	164 121,62	164 121,62	0,00	164 121,62	267 776,60
Total des dépenses d'équipement		**126 065,40**	**103 654,98**	**0,00**	**164 121,62**	**164 121,62**	**0,00**	**164 121,62**	**267 776,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		1 500,00	1 500,00		1 500,00	1 500,00
10222	FCTVA	0,00	0,00		1 500,00	1 500,00		1 500,00	1 500,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	31 500,00	0,00		32 500,00	32 500,00		32 500,00	32 500,00
1641	Emprunts en euros	31 500,00	0,00		32 500,00	32 500,00		32 500,00	32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
261	Titres de participation	0,00	0,00		15 000,00	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses financières		**31 500,00**	**0,00**	**0,00**	**49 000,00**	**49 000,00**	**0,00**	**49 000,00**	**49 000,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**157 565,40**	**103 654,98**	**0,00**	**213 121,62**	**213 121,62**	**0,00**	**213 121,62**	**316 776,60**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
11	Matériel et outillage		91 006,08	17 598,17	33 401,83	33 401,83	0,00	33 401,83
16	Informatique et bureautique		20 458,80	17 796,50	30 503,50	30 503,50	0,00	30 503,50
19	Aménagement des locaux		0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Acquisition et rénovation siège social		13 291,07	6 087,08	12,92	12,92	0,00	12,92
21	Outils interprétation patrimoine		156 412,80	9 801,60	72 330,00	72 330,00	0,00	72 330,00
23	Autopartage		1 086,28	0,00	10 440,00	10 440,00	0,00	10 440,00
27	Abris de troupeau		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes		2 389,00	15 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre		4 940,09	11 802,88	-3 281,60	-3 281,60	0,00	-3 281,60
31	Avenir Montagne Mobilités		86 996,40	22 208,75	0,00	0,00	0,00	0,00
32	Panneaux routiers et autoroutiers		0,00	0,00	20 714,97	20 714,97	0,00	20 714,97
TOTAL			**376 580,52**	**103 654,98**	**164 121,62**	**164 121,62**	**0,00**	**164 121,62**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 11
LIBELLE : Matériel et outillage
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**91 006,08**	**a 17 598,17**	**33 401,83**	**b 33 401,83**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**91 006,08**	**17 598,17**	**33 401,83**	**33 401,83**
21828	Autres matériels de transport	20 374,20	0,00	1 623,60	1 623,60
2188	Autres immobilisations corporelles	70 631,88	17 598,17	31 778,23	31 778,23
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**52 240,85**	**c 10 563,00**	**6 002,00**	**d 6 002,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**52 240,85**	**10 563,00**	**6 002,00**	**6 002,00**
1322	Subv. non transf. Régions	52 240,85	10 563,00	6 002,00	6 002,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-34 435,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16
LIBELLE : Informatique et bureautique
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**20 458,80**	**a 17 796,50**	**30 503,50**	**b 30 503,50**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**948,00**	**4 221,70**	**78,30**	**78,30**
2051	Concessions, droits similaires	948,00	4 221,70	78,30	78,30
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**19 510,80**	**13 574,80**	**30 425,20**	**30 425,20**
21838	Autre matériel informatique	19 510,80	13 574,80	15 425,20	15 425,20
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-48 300,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19
LIBELLE : Aménagement des locaux
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 3 000,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	3 000,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	3 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-3 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20
LIBELLE : Acquisition et rénovation siège social
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		13 291,07	a 6 087,08	12,92	b 12,92
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	13 291,07	6 087,08	12,92	12,92
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	13 291,07	6 087,08	12,92	12,92
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-6 100,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 21
LIBELLE : Outils interprétation patrimoine
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**156 412,80**	**a 9 801,60**	**72 330,00**	**b 72 330,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**156 412,80**	**9 801,60**	**72 330,00**	**72 330,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	156 412,80	9 801,60	72 330,00	72 330,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**165 540,60**	**c 27 561,40**	**58 435,20**	**d 58 435,20**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**165 540,60**	**27 561,40**	**58 435,20**	**58 435,20**
1322	Subv. non transf. Régions	91 500,00	14 435,00	14 000,00	14 000,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	59 232,00	7 217,50	13 908,90	13 908,90
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	1 308,60	5 908,90	2 091,10	2 091,10
13278	Autres fonds européens	13 500,00	0,00	28 435,20	28 435,20
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	3 865,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23
LIBELLE : Autopartage
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 086,28**	**a 0,00**	**10 440,00**	**b 10 440,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 086,28**	**0,00**	**10 440,00**	**10 440,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	2 520,00	2 520,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 086,28	0,00	7 920,00	7 920,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**10 409,00**	**c 40 385,19**	**-20 570,67**	**d -20 570,67**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**10 409,00**	**40 385,19**	**-20 570,67**	**-20 570,67**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	10 409,00	40 385,19	-20 570,67	-20 570,67
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	9 374,52

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24
LIBELLE : Forêts, filière bois et mares
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 26
LIBELLE : Itinérance Gorges et vallée du Tarn
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 27
LIBELLE : Abris de troupeau
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 29
LIBELLE : Mares et Lavognes
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		2 389,00	a 15 360,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 389,00	15 360,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 389,00	15 360,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-15 360,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 30
LIBELLE : Filière Pierre
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**4 940,09**	**a 11 802,88**	**-3 281,60**	**b -3 281,60**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**6 542,97**	**-3 281,60**	**-3 281,60**
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	6 542,97	-3 281,60	-3 281,60
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 940,09**	**5 259,91**	**0,00**	**0,00**
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	4 940,09	5 259,91	0,00	0,00
21748	Sol autrui - Autres construct° (mise à d	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 16 000,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	10 000,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	3 000,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	3 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	7 478,72

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 31
LIBELLE : Avenir Montagne Mobilités
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		86 996,40	a 22 208,75	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	86 996,40	22 208,75	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	18 005,15	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	86 996,40	4 203,60	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 29 400,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	29 400,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	29 400,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	7 191,25

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 32
LIBELLE : Panneaux routiers et autoroutiers
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	20 714,97	b 20 714,97
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	20 714,97	20 714,97
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	20 714,97	20 714,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	17 256,00	d 17 256,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	17 256,00	17 256,00
13278	Autres fonds européens	0,00	0,00	17 256,00	17 256,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-3 458,97

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**259 951,74**	**146 052,05**	**328 518,39**	**328 518,39**	**474 570,44**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	-7 408,51	123 909,59	61 122,53	61 122,53	185 032,12
1322	Subv. non transf. Régions	-5 000,00	64 398,00	20 002,00	20 002,00	84 400,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	41 116,17	10 217,50	13 908,90	13 908,90	24 126,40
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	-29 449,17	8 908,90	2 091,10	2 091,10	11 000,00
13278	Autres fonds européens	-75,51	40 385,19	25 120,53	25 120,53	65 505,72
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	-14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	7 893,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 893,28	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**484,77**	**123 909,59**	**61 122,53**	**61 122,53**	**185 032,12**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	37 387,08	0,00	52 028,61	52 028,61	52 028,61
10222	FCTVA	37 387,08	0,00	52 028,61	52 028,61	52 028,61
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	19 892,46	0,00	0,00	19 892,46
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	19 892,46	0,00	0,00	19 892,46
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	2 250,00	0,00	0,00	2 250,00
Total des recettes financières		**37 387,08**	**22 142,46**	**52 028,61**	**52 028,61**	**74 171,07**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	-48 905,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**-11 033,15**	**146 052,05**	**113 151,14**	**113 151,14**	**259 203,19**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*270 984,89*		*215 367,25*	*215 367,25*	*215 367,25*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Reçu le 27/03/2025
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*		*1 048,80*	*1 048,80*	*1 048,80*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*90 590,95*		*45 872,92*	*45 872,92*	*45 872,92*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*		*2 521,84*	*2 521,84*	*2 521,84*
281828	*Autres matériels de transport*	*27 260,35*		*28 007,76*	*28 007,76*	*28 007,76*
281838	*Autre matériel informatique*	*10 419,41*		*6 779,54*	*6 779,54*	*6 779,54*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*6 349,05*		*6 349,05*	*6 349,05*	*6 349,05*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*2 695,20*	*2 695,20*	*2 695,20*
28188	*Autres immo. corporelles*	*132 794,49*		*122 092,14*	*122 092,14*	*122 092,14*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***270 984,89***		***215 367,25***	***215 367,25***	***215 367,25***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 623 984,89**	**0,00**	**0,00**	**5 242 187,53**	**5 242 187,53**	**0,00**	**5 242 187,53**	**5 242 187,53**
011	Charges à caractère général (3)	2 345 350,00	0,00	0,00	2 039 900,00	2 039 900,00	0,00	2 039 900,00	2 039 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 056 300,00	0,00		2 236 000,00	2 236 000,00		2 236 000,00	2 236 000,00
014	Atténuations de produits	566 500,00	0,00		130 000,00	130 000,00		130 000,00	130 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	161 550,00	0,00	0,00	222 700,00	222 700,00	0,00	222 700,00	222 700,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 129 700,00**	**0,00**	**0,00**	**4 628 600,00**	**4 628 600,00**	**0,00**	**4 628 600,00**	**4 628 600,00**
66	Charges financières	21 500,00	0,00		17 500,00	17 500,00		17 500,00	17 500,00
67	Charges spécifiques (3)	1 800,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	200 000,00			378 720,28	378 720,28		378 720,28	378 720,28
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**223 300,00**	**0,00**	**0,00**	**398 220,28**	**398 220,28**		**398 220,28**	**398 220,28**
Total des dépenses réelles		**5 353 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 026 820,28**	**5 026 820,28**	**0,00**	**5 026 820,28**	**5 026 820,28**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*270 984,89*			*215 367,25*	*215 367,25*		*215 367,25*	*215 367,25*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**270 984,89**			**215 367,25**	**215 367,25**		**215 367,25**	**215 367,25**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**5 242 187,53**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception en préfecture

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 638 497,84**	**0,00**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**
013	Atténuations de charges (2)	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	620 450,00	0,00	746 488,57	746 488,57	746 488,57
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	3 963 347,84	0,00	3 650 789,31	3 650 789,31	3 650 789,31
75	Autres produits de gestion courante (2)	34 200,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
Total des recettes de gestion des services		**4 637 997,84**	**0,00**	**4 452 277,88**	**4 452 277,88**	**4 452 277,88**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**500,00**	**0,00**	**500,00**	**500,00**	**500,00**
Total des recettes réelles		**4 638 497,84**	**0,00**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**789 409,65**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**5 242 187,53**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Reçu le 27/03/2025
Acquité de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 623 984,89**	**0,00**	**0,00**	**5 242 187,53**	**5 242 187,53**	**0,00**	**5 242 187,53**	**5 242 187,53**
011	Charges à caractère général (4)	2 345 350,00	0,00	0,00	2 039 900,00	2 039 900,00	0,00	2 039 900,00	2 039 900,00
60611	Eau et assainissement	1 100,00	0,00		1 600,00	1 600,00	0,00	1 600,00	1 600,00
60612	Energie - Electricité	9 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
60621	Combustibles	4 600,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
60622	Carburants	37 400,00	0,00		34 500,00	34 500,00	0,00	34 500,00	34 500,00
60623	Alimentation	3 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	60 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	7 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6064	Fournitures administratives	7 500,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6068	Autres matières et fournitures	15 000,00	0,00		14 000,00	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00
611	Contrats de prestations de services	75 000,00	0,00		123 000,00	123 000,00	0,00	123 000,00	123 000,00
6132	Locations immobilières	10 000,00	0,00		7 200,00	7 200,00	0,00	7 200,00	7 200,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00		46 500,00	46 500,00	0,00	46 500,00	46 500,00
61358	Autres	40 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
61551	Entretien matériel roulant	17 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
6156	Maintenance	45 000,00	0,00		45 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00	45 000,00
6161	Multirisques	24 500,00	0,00		29 000,00	29 000,00	0,00	29 000,00	29 000,00
617	Etudes et recherches	488 700,00	0,00		400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
6182	Documentation générale et technique	2 100,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
6184	Versements à des organismes de formation	30 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	4 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6188	Autres frais divers	1 200,00	0,00		55 000,00	55 000,00	0,00	55 000,00	55 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	25 000,00	0,00		26 000,00	26 000,00	0,00	26 000,00	26 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6228	Divers	929 000,00	0,00		678 000,00	678 000,00	0,00	678 000,00	678 000,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6234	Réceptions	38 000,00	0,00		23 000,00	23 000,00	0,00	23 000,00	23 000,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6237	Publications	225 000,00	0,00		175 000,00	175 000,00	0,00	175 000,00	175 000,00
6248	Divers	500,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	37 000,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
6261	Frais d'affranchissement	10 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6262	Frais de télécommunications	55 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	16 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	30 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
6288	Autres services extérieurs	91 000,00	0,00		86 000,00	86 000,00	0,00	86 000,00	86 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	150,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6358	Autres droits	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	2 056 300,00	0,00		2 236 000,00	2 236 000,00		2 236 000,00	2 236 000,00
62122	Personnel aff. régies avec ps.morale	34 000,00	0,00		35 500,00	35 500,00		35 500,00	35 500,00
6218	Autre personnel extérieur	36 300,00	0,00		43 300,00	43 300,00		43 300,00	43 300,00
6331	Versement mobilité	6 500,00	0,00		8 000,00	8 000,00		8 000,00	8 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 200,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	21 000,00	0,00		22 000,00	22 000,00		22 000,00	22 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	885 000,00	0,00		885 000,00	885 000,00		885 000,00	885 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	21 500,00	0,00		12 500,00	12 500,00		12 500,00	12 500,00
64113	NBI	0,00	0,00		11 000,00	11 000,00		11 000,00	11 000,00
64118	Autres indemnités	8 500,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
64131	Rémunérations	419 000,00	0,00		555 000,00	555 000,00		555 000,00	555 000,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
64138	Primes et autres indemnités	300,00	0,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	250 000,00	0,00		255 000,00	255 000,00		255 000,00	255 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	260 000,00	0,00		280 000,00	280 000,00		280 000,00	280 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	17 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	93 300,00	0,00		91 000,00	91 000,00		91 000,00	91 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 700,00	0,00		2 700,00	2 700,00		2 700,00	2 700,00
014	Atténuations de produits	566 500,00	0,00		130 000,00	130 000,00		130 000,00	130 000,00
7498	Autres revers./dotations, participations	566 500,00	0,00		130 000,00	130 000,00		130 000,00	130 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception préfecture

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	161 550,00	0,00	0,00	222 700,00	222 700,00	0,00	222 700,00	222 700,00
65188	Autres	12 600,00	0,00		12 600,00	12 600,00	0,00	12 600,00	12 600,00
65311	Indemnités de fonction	80 000,00	0,00		78 000,00	78 000,00	0,00	78 000,00	78 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	4 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
65313	Cotisations de retraite	9 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00		22 000,00	22 000,00	0,00	22 000,00	22 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	16 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
6568	Autres participations	800,00	0,00		800,00	800,00	0,00	800,00	800,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	30 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	3 500,00	0,00		5 500,00	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	0,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
65818	Autres	500,00	0,00		300,00	300,00	0,00	300,00	300,00
65888	Autres	150,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**5 129 700,00**	**0,00**	**0,00**	**4 628 600,00**	**4 628 600,00**	**0,00**	**4 628 600,00**	**4 628 600,00**
66	Charges financières	21 500,00	0,00		17 500,00	17 500,00		17 500,00	17 500,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	20 000,00	0,00		16 000,00	16 000,00		16 000,00	16 000,00
6688	Autres	1 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00		1 500,00	1 500,00
67	Charges spécifiques (4)	1 800,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 800,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	200 000,00			378 720,28	378 720,28		378 720,28	378 720,28
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	200 000,00			378 720,28	378 720,28		378 720,28	378 720,28
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**223 300,00**	**0,00**	**0,00**	**398 220,28**	**398 220,28**		**398 220,28**	**398 220,28**
Total des dépenses réelles		**5 353 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 026 820,28**	**5 026 820,28**	**0,00**	**5 026 820,28**	**5 026 820,28**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*270 984,89*			*215 367,25*	*215 367,25*		*215 367,25*	*215 367,25*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*270 984,89*			*215 367,25*	*215 367,25*		*215 367,25*	*215 367,25*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**270 984,89**			**215 367,25**	**215 367,25**		**215 367,25**	**215 367,25**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception en préfecture

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 638 497,84**	**0,00**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**
013	Atténuations de charges (3)	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6416	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	620 450,00	0,00	746 488,57	746 488,57	746 488,57
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
706888	Autres	358 500,00	0,00	442 088,57	442 088,57	442 088,57
7078	Autres marchandises	22 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
708422	Mise à dispo pers. régie avec ps.morale	130 000,00	0,00	154 500,00	154 500,00	154 500,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	87 450,00	0,00	121 400,00	121 400,00	121 400,00
70878	Remb. frais par des tiers	22 000,00	0,00	18 500,00	18 500,00	18 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	3 963 347,84	0,00	3 650 789,31	3 650 789,31	3 650 789,31
744	FCTVA	0,00	0,00	500,00	500,00	500,00
74718	Autres participations Etat	674 538,47	0,00	594 990,01	594 990,01	594 990,01
7472	Participation régions	1 035 235,74	0,00	782 260,30	782 260,30	782 260,30
7473	Participation départements	360 000,00	0,00	360 000,00	360 000,00	360 000,00
74748	Participation autres communes	253 336,20	0,00	256 799,50	256 799,50	256 799,50
74758	Participation autres groupements	120 000,00	0,00	199 251,00	199 251,00	199 251,00
74778	Autres fonds européens	644 478,12	0,00	904 095,11	904 095,11	904 095,11
747888	Autres	437 805,25	0,00	265 339,23	265 339,23	265 339,23
74888	Autres	437 954,06	0,00	287 554,16	287 554,16	287 554,16
75	Autres produits de gestion courante (3)	34 200,00	0,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00
752	Revenus des immeubles	31 200,00	0,00	32 000,00	32 000,00	32 000,00
75888	Autres	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
Total des recettes de gestion des services		**4 637 997,84**	**0,00**	**4 452 277,88**	**4 452 277,88**	**4 452 277,88**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00

Reçu le 27/03/2025
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
673	Mandats annulés (exercices antérieurs)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
675	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**4 638 497,84**	**0,00**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**	**4 452 777,88**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Reçu le 27/03/2025
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 500,00**	**61 979,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	78,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	29 400,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**52 028,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	52 028,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**49 161,37**	**82 888,60**	**17 592,62**	**0,00**		**213 121,62**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		1 500,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	-3 281,60	0,00	0,00	0,00		-3 203,30
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	37 442,97	82 888,60	17 592,62	0,00		167 324,92
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	15 000,00	0,00	0,00	0,00		15 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**-3 312,67**	**64 435,20**	**0,00**	**0,00**		**113 151,14**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		52 028,61
13	Subventions d'investissement	-3 312,67	64 435,20	0,00	0,00		61 122,53
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**1 500,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	1 500,00
RECETTES		**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**61 979,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	78,30	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	12,92	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	29 387,81	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**52 028,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	52 028,61	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 979,03**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 500,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78,30
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,92
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 387,81
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 028,61**
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 028,61

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**49 161,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	-3 281,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	37 442,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**-3 312,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	-3 312,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Reçu le 27/03/2025
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 161,37**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 281,60
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 442,97
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-3 312,67**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 312,67

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 558,60**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 558,60
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 000,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**72 330,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 888,60**
218	Autres immobilisations corporelles	72 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 888,60
RECETTES		**58 435,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 435,20**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	58 435,20	0,00	0,00	0,00	0,00	64 435,20

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**17 592,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	17 592,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 592,62**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 592,62
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Reçu le 27/03/2025
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**3 084 916,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	432 710,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 116 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	7 664,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	130 122,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	17 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	378 720,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 829 207,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	303 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 470 207,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**928 859,86**	**473 671,43**	**539 372,01**	**0,00**		**5 026 820,28**
011	Charges à caractère général	0,00	676 854,16	456 063,43	474 272,01	0,00		2 039 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	111 300,00	4 000,00	4 500,00	0,00		2 236 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	114 835,70	7 500,00	0,00	0,00		130 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	25 870,00	6 108,00	60 600,00	0,00		222 700,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		17 500,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		378 720,28
RECETTES		**0,00**	**1 194 364,33**	**786 828,65**	**642 377,90**	**0,00**		**4 452 777,88**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		20 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	238 500,00	5 000,00	199 488,57	0,00		746 488,57
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	955 864,33	781 828,65	442 889,33	0,00		3 650 789,31
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		35 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
	DEPENSES	**3 084 916,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	82 402,25	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	11 626,86	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	19 679,54	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	47 001,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	19 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 440,55	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	45 425,50	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	18 775,07	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	28 280,23	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	9 043,83	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	33 504,77	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	113 680,80	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	30 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 459 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	615 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	85 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	18 772,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception en préfecture

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	378 720,28	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	7 664,30	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 829 207,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 469 707,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception préfecture

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6411	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 084 916,98**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 402,25
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 626,86
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 679,54
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 001,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 900,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,55
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 425,50
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 775,07
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 280,23
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 043,83
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 504,77
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 680,80
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 700,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 459 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615 900,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 100,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85 150,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 772,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception en préfecture

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
773	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
781	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	378 720,28
789	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 664,30
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 829 207,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 469 707,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**928 859,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	11 676,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	15 444,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	49 320,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	271 126,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	10 124,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	62 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	237 513,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	59 474,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	3 455,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	5 069,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	30 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	12 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	114 835,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 194 364,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	118 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	120 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	705 493,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
748	Autres attributions et participations	0,00	250 371,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte Nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
248	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**928 859,86**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 676,48
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 444,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 320,46
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 126,41
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 124,50
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 800,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 513,28
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 474,60
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 455,23
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 069,20
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 100,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 600,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 835,70
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 194 364,33**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 200,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 300,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705 493,12

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
248	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 371,21

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**253 431,37**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 072,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 299,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 770,40
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 084,30
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 997,67
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 908,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**121 278,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**421 154,54**
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
747	Participations	0,00	121 278,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 354,54
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**68 270,35**	**0,00**	**151 969,71**	**0,00**	**0,00**	**473 671,43**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 121,27	0,00	0,00	1 621,27
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	39 857,14	0,00	0,00	95 929,14
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 299,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
618	Divers	10 000,00	0,00	7 200,00	0,00	0,00	17 200,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	46 370,35	0,00	52 240,81	0,00	0,00	191 381,56
623	Pub., publications, relations publiques	7 500,00	0,00	9 750,49	0,00	0,00	98 334,79
625	Déplacements et missions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 997,67
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 308,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00
RECETTES		**76 823,63**	**0,00**	**167 571,69**	**0,00**	**0,00**	**786 828,65**
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
747	Participations	76 823,63	0,00	167 571,69	0,00	0,00	759 028,65
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**539 372,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	23 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	14 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	8 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	97 433,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	19 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	256 830,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	15 410,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	3 458,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	12 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	15 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	11 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	48 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**642 377,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	43 888,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	155 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	428 506,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	14 382,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception en préfecture

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**539 372,01**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 900,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 700,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 200,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97 433,04
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 750,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	256 830,09
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 410,38
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 458,50
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 740,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 250,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 850,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 700,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**642 377,90**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 888,57
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 600,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	428 506,38
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 382,95

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 358	Intitulé de l'opération : Réh ANC			Date de la délibération : 01/01/2025
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 377	Intitulé de l'opération : Pierre clavée chantier pilote			Date de la délibération : 01/01/2025
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	40 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception en préfecture

N° opération : 377	Intitulé de l'opération : Pierre clavée chantier pilote			Date de la délibération : 01/01/2025
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Réhab ANC			Date de la délibération : 01/01/2025
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Opérations pour compte de tiers (5)	16 506,24	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	16 506,24	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**3,00**	**0,00**	**3,00**	**3,00**	**0,00**	**3,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**11,00**	**0,00**	**11,00**	**7,00**	**4,00**	**11,00**
Adjoint administratif territorial	C	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Attaché	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Attaché Principal	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Rédacteur Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**22,00**	**0,00**	**22,00**	**10,00**	**11,80**	**21,80**
Adjoint technique territorial	C	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur	A	8,00	0,00	8,00	1,00	6,80	7,80
Ingénieur Principal	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Technicien Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception préfecture

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Attaché de Conservation du Patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**34,00**	**0,00**	**34,00**	**18,00**	**15,80**	**33,80**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Reçu le 27/03/2025
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Accusé de réception en préfecture

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	367	0,00	A Autres	A
Adjoint administratif territorial	C	ADM	381	0,00	A Autres	A
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	371	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	TECH	473	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	A
Technicien	B	TECH	389	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	389	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.

327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

15 Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

16 Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 332-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

17 Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

18 Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**1 116 224,35**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**42 397,07**	**42 397,07**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**42 397,07**	**1 158 621,42**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**42 397,07**	**1 158 621,42**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**42 397,07**	**1 158 621,42**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**34 000,00**	**34 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**267 395,86**	**267 395,86**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**233 395,86**	**233 395,86**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**34 000,00**	**I 34 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**32 500,00**	**32 500,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	32 500,00	32 500,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 500,00**	**1 500,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10222	FCTVA	1 500,00	1 500,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**267 395,86**	**III**	**267 395,86**
Ressources propres externes de l'année (a)		**52 028,61**		**52 028,61**
10222	FCTVA	52 028,61		52 028,61
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**215 367,25**		**215 367,25**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*		*1 048,80*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*45 872,92*		*45 872,92*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*		*2 521,84*
281828	*Autres matériels de transport*	*28 007,76*		*28 007,76*
281838	*Autre matériel informatique*	*6 779,54*		*6 779,54*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*6 349,05*		*6 349,05*
28185	*Matériel de téléphonie*	*2 695,20*		*2 695,20*
28188	*Autres immo. corporelles*	*122 092,14*		*122 092,14*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 144
Nombre de membres présents : 69
Nombre de suffrages exprimés : 97
VOTES :
Pour : 97
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 18/02/2025

Présenté par Monsieur Richard FIOL, Président du SM (1),
A Saint-Affrique, le 21/03/2025

Délibéré par l'assemblée le Conseil syndical(2), réunie en session
A Saint-Affrique, le 21/03/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil syndical (2),(3).

001. 1 REGION OCCITANIE : GAZEL Emmanuelle , Titulaire pouvoir de Samuel (Occ)	
002. 1 REGION OCCITANIE : LACAZE Marie , Suppléant	
003. 2 REGION OCCITANIE : CARLES Clément , Titulaire	
004. 2 REGION OCCITANIE : MAZET Pascal , Suppléant	
005. 3 REGION OCCITANIE : SAHUET Christine , Titulaire donne pouvoir à Gazel (occ)	
006. 3 REGION OCCITANIE : BERARD Stéphane , Suppléant	
007. 4 REGION OCCITANIE : BENAMMAR KOLY Fadilha , Titulaire	
008. 4 REGION OCCITANIE : MORENO René , Suppléant	
009. 1 DEPARTEMENT AVEYRON : LABORIE Christophe , Titulaire	
010. 1 DEPARTEMENT AVEYRON : GRAL Emilie , Suppléant	
011. 2 DEPARTEMENT AVEYRON : ALIES Monique , Titulaire	
012. 2 DEPARTEMENT AVEYRON : FRAYSSE Nadine , Suppléant	
013. 3 DEPARTEMENT AVEYRON : ASSIER Claude , Titulaire	
014. 3 DEPARTEMENT AVEYRON : RIVIERE Hélène , Suppléant	
015. DEPARTEMENT HERAULT : RIGAUD Jacques , Titulaire	
016. DEPARTEMENT HERAULT : FALIP Jean Luc , Suppléant	
025. 1 CNE AGUESSAC : MAURY Dominique , Titulaire donne pouvoir à Le Rouzic (Creissels)	
025. 1 CNE AGUESSAC : PAILHAS Anne , Suppléant	
026. 2 CNE ARNAC-SUR-DOURDOU : SALES Guy , Titulaire	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

027. 2 CNE ARNAC-SUR-DOURDOU : GARENC Christophe , Suppléant	
028. 3 CNE AYSSENES : CALMES Marie Chantal , Titulaire donne PV ARLES J. (STRome T.)	
029. 3 CNE AYSSENES : GRIALOU Jérôme , Suppléant	
030. 4 CNE BALAGUIER SUR RANCE : HURAULT Christophe , Titulaire	
031. 4 CNE BALAGUIER SUR RANCE : BOUYSSIERE Sylvain , Suppléant	
032. 5 CNE BELMONT SUR RANCE : CABANES Jean Louis , Titulaire	
033. 5 CNE BELMONT SUR RANCE : PUECH Xavier , Suppléant	
034. 6 CNE BRASC : BODT Jean Marie , Titulaire	
035. 6 CNE BRASC : BRIDE Magali , Suppléant	
036. 7 CNE BROQUIES : CRASSOUS Jean Luc , Titulaire pouvoir de Jean Jean (Castelnau Pegayrols)	
037. 7 CNE BROQUIES : BRENGUES Christian , Suppléant	
038. 8 CNE BROUSSE LE CHATEAU : COLSON Régis , Titulaire	
039. 8 CNE BROUSSE LE CHATEAU : PEIFFER Pierre , Suppléant	
040. 9 CNE BRUSQUE : ISSERT Franck , Titulaire Pouvoir de Serin (Camares)	
041. 9 CNE BRUSQUE : MAJOREL Richard , Suppléant	
042. 10 CNE CALMELS ET LE VIALA : SOLIER Benoit , Titulaire	
043. 10 CNE CALMELS ET LE VIALA : FOURCADIER Jérémy , Suppléant	
044. 11 CNE CAMARES : SERIN André , Titulaire Camares pouvoir de Issert (Brusque)	
045. 11 CNE CAMARES : CAUQUIL Emmanuel , Suppléant	
046. 12 CNE CAMPAGNAC : LADET Jean Michel , Titulaire	
047. 12 CNE CAMPAGNAC : LABEAUME Eliane , Suppléant	
048. 13 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : JEANJEAN Marie , Titulaire donne pouvoir à Crassous (Broquies)	
049. 13 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : GAYRAUD Jérémie , Suppléant	
050. 14 CNE CELLES : COURTEAUX Vincent , Titulaire	
051. 14 CNE CELLES : DELFOSSE Aline , Suppléant	
052. 15 CNE COMBRET : SABATHIER Jean Philippe , Titulaire donne pouvoir à Culié (Murasson)	
053. 15 CNE COMBRET : COEURVEILLE Christel , Suppléant	
054. 16 CNE COMPEYRE : ALMERAS Loïc , Titulaire	
055. 16 CNE COMPEYRE : BLANCHOT Jean , Suppléant	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

056. 17 CNE COMPREGNAC : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
057. 17 CNE COMPREGNAC : LEPETIT Patrick , Suppléant	
058. 18 CNE CORNUS : PINAULT Jean Michel , Titulaire PV de ANTOINE N. (Navenhagues)	
059. 18 CNE CORNUS : PAUL Frédéric , Suppléant	
060. 19 CNE COUPIAC : SOUYRIS Jean Claude , Titulaire PV de DUVINAGE M. (Lavaur R.)	
061. 19 CNE COUPIAC : BATAILLET-HEULLY Nicole , Suppléant	
062. 20 CNE CREISSELS : LE MOUTON-MAZIERES Franck , Titulaire pouvoir de Mercury (Agressac)	
063. 20 CNE CREISSELS : BOUDES Roger , Suppléant	
064. 21 CNE FAYET : CAZABONNE Arlette , Titulaire	
065. 21 CNE FAYET : OLIVIER Serge , Suppléant	
066. 22 CNE FONDAMENTE : RODRIGUEZ Martine , Titulaire	
067. 22 CNE FONDAMENTE : FABRE Bastien , Suppléant	
068. 23 CNE FOZIERES : COMBES Michel , Titulaire	
069. 23 CNE FOZIERES : BERTHOMIEU Thierry , Suppléant	
070. 24 CNE GISSAC : SIMONIN Michel , Titulaire pouvoir de Viala (La Serre)	
071. 24 CNE GISSAC : MANIBAL Julien , Suppléant	
072. 25 CNE LA BASTIDE PRADINES : GIACOBBI Bastien , Titulaire	
073. 25 CNE LA BASTIDE PRADINES : COMBY Magali , Suppléant	
074. 26 CNE LA BASTIDE SOLAGES : ROQUES Elian , Titulaire	
075. 26 CNE LA BASTIDE SOLAGES : MALLEVIALLE David , Suppléant	
076. 27 CNE LA CAPELLE BONANCE : LADET Robert , Titulaire	
077. 27 CNE LA CAPELLE BONANCE : SOLIGNAC Eugénie , Suppléant	
078. 28 CNE LA CAVALERIE : RODRIGUEZ François , Titulaire	
079. 28 CNE LA CAVALERIE : DELACROIX PAGES Claudine , Suppléant	
080. 29 CNE LA COUVERTOIRADE : GOLEO Sylvain , Titulaire	
081. 29 CNE LA COUVERTOIRADE : SARROUY Madeleine , Suppléant	
082. 30 CNE LA CRESSE : FROMENT Christophe , Titulaire	
083. 30 CNE LA CRESSE : VALETTE Laurence , Suppléant	
084. 31 CNE LA ROQUE STE MARGUERITE : DELORT Florence , Titulaire	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

085. 31 CNE LA ROQUE STE MARGUERITE : BLANC Marie Franç , Suppléant	
086. 32 CNE LA SERRE : VIALA Yves , Titulaire donne pv à Simonin (Fissac)	
087. 32 CNE LA SERRE : COUDERC Franck , Suppléant	
088. 33 CNE LAPANOUSE DE CERNON : BOUDES Adrien , Titulaire	
089. 33 CNE LAPANOUSE DE CERNON : BERNAT Thierry , Suppléant	
090. 34 CNE LAUROUX : CROUZET Jean Luc , Titulaire	
091. 34 CNE LAUROUX : CALVET Claude , Suppléant	
092. 35 CNE LA VACQUERIE ST MARTIN CASTRIES : MAURY Chr , Titulaire donne pv à Cubaennes (St Maurice Navacelle)	
093. 35 CNE LA VACQUERIE ST MARTIN CASTRIES : GRILLON G , Suppléant	
094. 36 CNE LAVALETTE : VAN DER HORST Claire , Titulaire	
095. 36 CNE LAVALETTE : DUBOIS Yann , Suppléant	
096. 37 CNE LAVAL ROQUECEZIERE : DUVINAGE Monika , Titulaire donne PV SOUYRIS JC (Lavalette)	
097. 37 CNE LAVAL ROQUECEZIERE : JOFFRE Virginie , Suppléant	
098. 38 CNE LE BOSC : JOSEPH Danièle , Titulaire	
099. 38 CNE LE BOSC : SENESI Anne , Suppléant	
100. 39 CNE LE CAYLAR : TRINQUIER Jean , Titulaire	
101. 39 CNE LE CAYLAR : DE OLIVEIRA Christelle , Suppléant	
102. 40 CNE LE CLAPIER : GOUT Philippe , Titulaire PV de ASTRUC C. (Viala du P-J-)	
103. 40 CNE LE CLAPIER : PUEL Katia , Suppléant	
104. 41 CNE LE CROS : ALLEMAN Guilhem , Titulaire	
105. 41 CNE LE CROS : VIALA Alain , Suppléant	
106. 42 CNE LE PUECH : GOUJON Bernard , Titulaire PV de CARLES. A (Usclas du B.)	
107. 42 CNE LE PUECH : LACROUX Christine , Suppléant	
108. 43 CNE LE TRUEL : GINESTE Christian , Titulaire	
109. 43 CNE LE TRUEL : CAZOTTES Emmanuelle , Suppléant	
110. 44 CNE LES COSTES GOZON : BEA Jean Marc , Titulaire	
111. 44 CNE LES COSTES GOZON : AUBELEAU Marylène , Suppléant	
112. 45 CNE LES PLANS : FABRE Daniel , Titulaire	
113. 45 CNE LES PLANS : PIERRE Michelle , Suppléant	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

114. 46 CNE LES RIVES : BEVILACQUA Luc , Titulaire	
115. 46 CNE LES RIVES : BELLAS Christian , Suppléant	
116. 47 CNE LESTRADE ET THOUELS : JOSEPH Alain , Titulaire	
117. 47 CNE LESTRADE ET THOUELS : CASTANIER Bernard , Suppléant	
118. 48 CNE L'HOSPITALET DU LARZAC : SINTES Jérôme , Titulaire pouvoir de Negros (Sauclières)	
119. 48 CNE L'HOSPITALET DU LARZAC : GELY Cyril , Suppléant	
120. 49 CNE LODEVE : LEVEQUE Gaëlle , Titulaire PV de CORROCHANO R. (St Et. de G)	
121. 49 CNE LODEVE : CROS Ludovic , Suppléant	
122. 50 CNE LODEVE : SAUVIER Jean Marc , Titulaire	
123. 50 CNE LODEVE : ROCOPLAN Nathalie , Suppléant	
124. 51 CNE MARNHAGUES ET LATOUR : ANTOINE Nicole , Titulaire Donne PV PINAUCT J.M (Cours)	
125. 51 CNE MARNHAGUES ET LATOUR : DURAND Fernand , Suppléant	
126. 52 CNE MARTRIN : CROS Anne , Titulaire	
127. 52 CNE MARTRIN : CAILLIAU DELEU Christiane , Suppléant	
128. 53 CNE MELAGUES : ALBET Eloi , Titulaire pouvoir de Ramondenc (Montclar)	
129. 53 CNE MELAGUES : GEYSSE RUIZ Francette , Suppléant	
130. 54 CNE MILLAU : PEYRETOUT Séverine , Titulaire PV de BOUDES C. (St André de V)	
131. 54 CNE MILLAU : DURAND Michel , Suppléant	
132. 55 CNE MILLAU : WOHREL Nicolas , Titulaire PV de ESON A (Millau)	
133. 55 CNE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
134. 56 CNE MILLAU : ESON Aurélie , Titulaire donne PV WOHREL N (Millau)	
135. 56 CNE MILLAU : PANIS Marie Eve , Suppléant	
136. 57 CNE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire	
137. 57 CNE MILLAU : HAUMAITRE Karine , Suppléant	
138. 58 CNE MONTAGNOL : CHIBAUDEL Claude , Titulaire	
139. 58 CNE MONTAGNOL : BIAU GIRARD Danielle , Suppléant	
140. 59 CNE MONTCLAR : VIDAL CONDOMINES Marina , Titulaire	
141. 59 CNE MONTCLAR : POMMIE Mathieu , Suppléant	
142. 60 CNE MONTFRANC : BOUSQUET Yves , Titulaire donne PV à PRIVAT G. (Valores l'A)	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

143. 60 CNE MONTFRANC : CONDOMINES Stéphane , Suppléant	
144. 61 CNE MONTJAUX : CAVALIER Philippe , Titulaire	
145. 61 CNE MONTJAUX : POLLET Florence , Suppléant	
146. 62 CNE MONTLAUR : RAMONDENC Viviane , Titulaire donne pouvoir à Albette (Melaques)	
147. 62 CNE MONTLAUR : GUIRAUD Vivien , Suppléant	
148. 63 CNE MOSTUEJOULS : BEDEL Christine , Titulaire	
149. 63 CNE MOSTUEJOULS : GRAILLE Bernard , Suppléant	
150. 64 CNE MOUNES PROHENCOUX : LEBLOND Michel , Titulaire pouvoir de Giganon (Peux et Couffoul)	
151. 64 CNE MOUNES PROHENCOUX : GAYRAUD Delphine , Suppléant	
152. 65 CNE MURASSON : CULIE Francis , Titulaire pouvoir de Sabathie (Combret)	
153. 65 CNE MURASSON : GINIEIS Céline , Suppléant	
154. 66 CNE NANT : DELMAS Alain , Titulaire	
155. 66 CNE NANT : FRENEHARD Anne Marie , Suppléant	
156. 67 CNE OLMET ET VILLECUN : ROMO Christophe , Titulaire	
157. 67 CNE OLMET ET VILLECUN : CALAMAND Philippe , Suppléant	
158. 68 CNE PAULHE : PAILHAS Bernadette , Titulaire	
159. 68 CNE PAULHE : JULIEN Frédéric , Suppléant	
160. 69 CNE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE : ROIG Frédéric , Titulaire	
161. 69 CNE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE : GUYONDET J.Cla , Suppléant	
162. 70 CNE PEUX ET COUFFOULEUX : GIGANON Philippe , Titulaire donne pouvoir à Leblond (Mounes P)	
163. 70 CNE PEUX ET COUFFOULEUX : ROUQUETTE Jean , Suppléant	
164. 71 CNE PEYRELEAU : ROUGET Alain , Titulaire	
165. 71 CNE PEYRELEAU : ESPINASSE Joël , Suppléant	
166. 72 CNE PLAISANCE : MEJANE Philippe , Titulaire pouvoir de Petraud (Tournemire)	
167. 72 CNE PLAISANCE : ROUQUAYROL Michel , Suppléant	
168. 73 CNE POUJOLS : GOUTELLE Antoine , Titulaire	
169. 73 CNE POUJOLS : NORMAND Francis , Suppléant	
170. 74 CNE POUSTHOMY : GARRIGUES Nathalie , Titulaire	
171. 74 CNE POUSTHOMY : SERRES Marlène , Suppléant	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

172. 75 CNE REBOURGUIL : COMBES Marie Rose , Titulaire	
173. 75 CNE REBOURGUIL : BARTHELEMY Laure , Suppléant	
174. 76 CNE RIVIERE SUR TARN : MAURY Bernard , Titulaire	
175. 76 CNE RIVIERE SUR TARN : SALSON Patrick , Suppléant	
176. 77 CNE ROQUEFORT SUR SOULZON : DONNADIEU Luc , Titulaire	
177. 77 CNE ROQUEFORT SUR SOULZON : MIALET Jean Guy , Suppléant	
178. 78 CNE ST AFFRIQUE : RENAUD Céline , Titulaire	
179. 78 CNE ST AFFRIQUE : CAMBON Geneviève , Suppléant	
180. 79 CNE ST AFFRIQUE : DAVID Sébastien , Titulaire	
181. 79 CNE ST AFFRIQUE : SAHNOUN Myriam , Suppléant	
182. 80 CNE ST ANDRE DE VEZINES : BOUDES Christian , Titulaire donne PV. PEYREBOUT S. (Millau)	
183. 80 CNE ST ANDRE DE VEZINES : ROQUES Audrey , Suppléant	
184. 81 CNE ST BEAULIZE : CAZOTTES Guy , Titulaire	
185. 81 CNE ST BEAULIZE : DUCROS Jean , Suppléant	
186. 82 CNE ST BEAUZELY : MALINOWSKI BERTRAND Magali , Titulaire	
187. 82 CNE ST BEAUZELY : LUSPIN Olivier , Suppléant	
188. 83 CNE STE EULALIE DE CERNON : GENIEZ Victorien , Titulaire	
189. 83 CNE STE EULALIE DE CERNON : CADENET Thierry , Suppléant	
190. 84 CNE ST ETIENNE DE GOURGAS : CORROCHANO Roger , Titulaire donne PV LEVEQUE G. (Lodève)	
191. 84 CNE ST ETIENNE DE GOURGAS : PASTOR Robert , Suppléant	
192. 85 CNE ST FELIX DE L'HERAS : OLIVIER Françoise , Titulaire	
193. 85 CNE ST FELIX DE L'HERAS : FOULQUIER Ghislaine , Suppléant	
194. 86 CNE ST FELIX DE SORGUES : CUNTY Natacha , Titulaire	
195. 86 CNE ST FELIX DE SORGUES : MIQUEL Martine , Suppléant	
196. 87 CNE ST GEORGES DE LUZENCON : MUYS Elisabeth , Titulaire	
197. 87 CNE ST GEORGES DE LUZENCON : BERNARD Jean Luc , Suppléant	
198. 88 CNE ST IZAIRE : CABAL-ZINCK Ghislain , Titulaire	
199. 88 CNE ST IZAIRE : ROURE Dominique , Suppléant	
200. 89 CNE ST JEAN D'ALCAPIES : CLEMENT Laure , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

201. 89 CNE ST JEAN D'ALCAPIES : MARTIN Guy , Suppléant	
202. 90 CNE ST JEAN DE LA BLAQUIERE : GASCOIN Emmanuell , Titulaire donne PVà MERLANI (ST7.A)	
203. 90 CNE ST JEAN DE LA BLAQUIERE : COUVELARD J.Chris , Suppléant	
204. 91 CNE ST JEAN DU BRUEL : VIDAL Didier , Titulaire	
205. 91 CNE ST JEAN DU BRUEL : VIALA Daniel , Suppléant	
206. 92 CNE ST JEAN ET ST PAUL : SENTY Michel , Titulaire	
207. 92 CNE ST JEAN ET ST PAUL : SAUVEPLANE Pierre , Suppléant	
208. 93 CNE ST JUERY : COSTES Jonathan , Titulaire	
209. 93 CNE ST JUERY : PUECH Céline , Suppléant	
210. 94 CNE ST LAURENT DE LEVEZOU : PALMIER Nathalie , Titulaire	
211. 94 CNE ST LAURENT DE LEVEZOU : MALAVAL Régine , Suppléant	
212. 95 CNE ST LAURENT D'OLT : DODINET Elisabeth , Titulaire Donne pouvoir à Dodinet (St Martin de Lenne)	
213. 95 CNE ST LAURENT D'OLT : LOMBARD Vincent , Suppléant	
214. 96 CNE ST LEONS : LEROY François , Titulaire	
215. 96 CNE ST LEONS : BLANC Christophe , Suppléant	
216. 97 CNE ST MARTIN DE LENNE : ROUSSEL Daniel , Titulaire donne pouvoir à Dodinet (St Laurent d'Olt)	
217. 97 CNE ST MARTIN DE LENNE : GERIN DUSOL Elisabeth , Suppléant	
218. 98 CNE ST MAURICE NAVACELLES : CABANES Nelly , Titulaire pouvoir de Mourly (La Cavalerie)	
219. 98 CNE ST MAURICE NAVACELLES : NANCIU Hélène , Suppléant	
220. 99 CNE ST MICHEL : MERLAN Lauric , Titulaire PV de GASCOIN E (St Jean de Blaq)	
221. 99 CNE ST MICHEL : TORRO Francine , Suppléant	
222. 100 CNE ST PIERRE DE LA FAGE : BAYLET Philippe , Titulaire	
223. 100 CNE ST PIERRE DE LA FAGE : MARSAL Noëlle , Suppléant	
224. 101 CNE ST PRIVAT : AUTET Marie Pierre , Titulaire	
225. 101 CNE ST PRIVAT : TONON Sandrine , Suppléant	
226. 102 CNE ST ROME DE CERNON : PANTANELLA Pierre , Titulaire	
227. 102 CNE ST ROME DE CERNON : GALIERES Nicolas , Suppléant	
228. 103 CNE ST ROME DE TARN : ARLES Jacques , Titulaire PV de CALMES M-C (Aysseres)	
229. 103 CNE ST ROME DE TARN : MANCINO Francis , Suppléant	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

230. 104 CNE ST SATURNIN DE LENNE : BIOULAC Yves , Titulaire	
231. 104 CNE ST SATURNIN DE LENNE : AUGADE Corinne , Suppléant	
232. 105 CNE ST SERNIN SUR RANCE : AMALRIC VUAGNAT Rose , Titulaire	
233. 105 CNE ST SERNIN SUR RANCE : CANTALOUBE Sophie , Suppléant	
234. 106 CNE ST SEVER DU MOUSTIER : LAUTREC Bernard , Titulaire	
235. 106 CNE ST SEVER DU MOUSTIER : MILHAU Nathalie , Suppléant	
236. 107 CNE ST VICTOR ET MELVIEU : ALRIQUET Julie , Titulaire	
237. 107 CNE ST VICTOR ET MELVIEU : LAVABRE Jordy , Supppéant	
238. 108 CNE SAUCLIERES : NEGROS Bernadette , Titulaire donne pouvoir à Sintes (Hospitalet)	
239. 108 CNE SAUCLIERES : VEYRIE Tessa , Suppléant	
240. 109 CNE SEGUR : PLET Gilles , Titulaire	
241. 109 CNE SEGUR : BERNAD Pierre Louis , Suppléant	
242. 110 CNE SEVERAC D'AVEYRON : GROS Edmond , Titulaire pouvoir de Majorel (Severac)	
243. 110 CNE SEVERAC D'AVEYRON : CAPUS Françoise Régine , Suppléant	
244. 111 CNE SEVERAC D'AVEYRON : MAJOREL Aimé , Titulaire donne pouvoir à Gros (Severac)	
245. 111 CNE SEVERAC D'AVEYRON : DECROIX BOUDIAS Nathal , Suppléant	
246. 112 CNE SORBS : CAMPO Ludovic , Titulaire	
247. 112 CNE SORBS : RANDON Christian , Suppléant	
248. 113 CNE SOUBES : JEANNIN Yann , Titulaire	
249. 113 CNE SOUBES : BASCOUL Chantal , Suppléant	
250. 114 CNE SOUMONT : BEREAU Didier , Titulaire	
251. 114 CNE SOUMONT : BOYER Orianne , Suppléant	
252. 115 CNE SYLVANES : WOLKOWICKI Michel , Titulaire	
253. 115 CNE SYLVANES : MOLLER Bente , Suppléant	
254. 116 CNE TAURIAC DE CAMARES : RICARD Jean Luc , Titulaire	
255. 116 CNE TAURIAC DE CAMARES : MILHAU Joël , Suppléant	
256. 117 CNE TOURNEMIRE : PETRAUD Maxime , Titulaire donne pouvoir de Mejane (Plaisance)	
257. 117 CNE TOURNEMIRE : CRISTOL Céline , Suppléant	
258. 118 CNE USCLAS DU BOSC : CARLES Alain , Titulaire donne PV à GOUSON B. (le Puech)	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

259. 118 CNE USCLAS DU BOSC : DOCQUIER Anne Catherine , Suppléant	
260. 119 CNE VABRES L'ABBAYE : PRIVAT Gaëtan , Titulaire PV de BOUSQUET Y. (Montgrand)	
261. 119 CNE VABRES L'ABBAYE : ARTIS Frédéric , Suppléant	
262. 120 CNE VERRIERES : JEANJEAN Romain , Titulaire	
263. 120 CNE VERRIERES : BOYER Dominique , Suppléant	
264. 121 CNE VERSOLS ET LAPEYRE : HERVAS Jean Pierre , Titulaire	
265. 121 CNE VERSOLS ET LAPEYRE : VAYSSIERE Audrey , Suppléant	
266. 122 CNE VEYREAU : MARLAS Loïc , Titulaire	
267. 122 CNE VEYREAU : AUSTRUY Nicolas , Suppléant	
268. 123 CNE VEZINS DE LEVEZOU : VIALA Arnaud , Titulaire	
269. 123 CNE VEZINS DE LEVEZOU : COLIN Marie Christine , Suppléant	
270. 124 CNE VIALA DU PAS DE JAUX : ASTRUC Caroline , Titulaire donne PV à GAUT P. (Le Clapier)	
271. 124 CNE VIALA DU PAS DE JAUX : MOULIERES Lucien , Suppléant	
272. 125 CNE VIALA DU TARN : THOMAS Mickaël , Titulaire	
273. 125 CNE VIALA DU TARN : LE MERRE Marie Hélène , Suppléant	
274. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire PV de ARNAL J-M (CCLP)	
275. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
276. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ LAFONT Thierry , Titulaire donne pouvoir à Lepetit	
277. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
278. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire pouvoir de Perez	
279. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
280. 1 CC LODEVOIS ET LARZAC : PRADEL Sophie , Titulaire	
281. 1 CC LODEVOIS ET LARZAC : THERY Clément , Suppléant	
282. 2 CC LODEVOIS ET LARZAC : REQUI Jean Luc , Titulaire	
283. 2 CC LODEVOIS ET LARZAC : VENOT Félicien , Suppléant	
284. 1 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
285. 1 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
286. 2 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
287. 2 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_035-BF
Reçu le 27/03/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

288. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	
289. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
290. CC LEVEZOU PARELOUP : ARNAL Jean Michel , Titulaire donne PV à PES P. (CC MGC)	
291. CC LEVEZOU PARELOUP : CANITROT Alexis , Suppléant	
292. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
293. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
294. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
295. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maxime , Suppléant	

Certifié exécutoire par Monsieur Richard FIOL, Président du SM (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le Saint-Affrique, le 21/03/25

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Délibération PNRGC n°2025-036 du Comité syndical du 21 mars 2025

Proposition de refacturation entre le budget principal et les budgets annexes de l'exercice 2025

Etaient présents les représentants suivants : **69**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES – Emmanuelle GAZEL
- Pour le collège des Départements : **4**
  Monique ALIES – Nadine FRAYSSE - Christophe LABORIE -Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Richard FIOL- Philippe LEPETIT - Patrick PES - Jean-Luc REQUI – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **55**
  Eloi ALBET - Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT – Jacques ARLES - Marie-Pierre AUTET - Philippe BAYLET - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL - Luc BEVILACQUA - Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Jean-Marie BODT - Ghislain CABAL-ZINCK - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Ludovic CAMPO - Philippe CAVALIER - Marie-Rose COMBES -- Jean-Luc CRASSOUS – Francis CULIE – Sébastien DAVID – Christelle DE OLIVEIRA - Elisabeth DODINET - Yann DUBOIS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE – Bernard GOUJON - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Franck ISSERT - Romain JEANJEAN - Danièle JOSEPH – Michel LEBLOND –Franck LE MOUTON-MAZIERES – Gaëlle LEVEQUE - Philippe MEJANE – Lauric MERLAN – Martine MIQUEL - Elisabeth MUYS - Pierre PANTANELLA – Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Gaëtan PRIVAT – Céline RENAUD – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Guy SALES - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean-Claude SOUYRIS – Mickaël THOMAS - Marina VIDAL CONDOMINES – Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **28**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Christine SAHUET donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL
- Pour le collège des Départements :/
- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  Jean-Michel ARNAL donne son pouvoir à Patrick PES
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Philippe LEPETIT
  Sophie PRADEL donne son pouvoir à Jean-Luc REQUI
- Pour le collège des communes : **24**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT*
  3. *Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Gaétan PRIVAT*
  5. *Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Bernard GOUJON*
  7. *Roger CORROCHANO donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  8. *Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA*
  9. *Monika DUVINAGE donne son pouvoir à Jean-Claude SOUYRIS*
  10. *Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL*
  11. *Emmanuelle GASCOIN PEREZ donne son pouvoir à Lauric MERLAN*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Michel LEBLOND*
  13. *Christophe HURAULT donne pouvoir à Roselyne AMALRIC-VUAGNAT*
  14. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  15. *Aimé MAJOREL donne son pouvoir à Edmond GROS*
  16. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Nelly CABANES*
  17. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES*
  18. *Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérome SINTES*
  19. *Maxime PETRAUD donne son pouvoir à Philippe MEJANE*
  20. *Viviane RAMONDENC donne son pouvoir à Eloi ALBET*
  21. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Elisabeth DODINET*
  22. *Jean-Philippe SABATHIER donne son pouvoir à Francis CULIE*
  23. *André SERIN donne son pouvoir à Franck ISSERT*
  24. *Yves VIALA donne son pouvoir à Michel SIMONIN*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-BF
Reçu le 27/03/2025

Excusés :**47**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **/**
- Pour le collège des groupements de communes : **/**
- Pour le collège des communes : **46**
  Guilhem ALLEMAN - Didier BEREAUX - Yves BIOULAC - Adrien BOUDES - Arlette CAZABONNE - Guy CAZOTTES - Claude CHIBAUDEL - Laure CLEMENT – Régis COLSON - Michel COMBES - Jonathan COSTES - Vincent COURTEAUX – Anne CROS - Jean-Luc CROUZET - Luc DONNADIEU - Daniel FABRE - Christophe FROMENT - Nathalie GARRIGUES - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - - Antoine GOUTELLE - Yann JEANNIN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Bernard LAUTREC - François LEROY- Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Françoise OLIVIER - Bernadette PAILHAS - Nathalie PALMIER - Gilles PLET - Philippe RAMONDENC - Jean-Luc RICARD - Frédéric ROIG - Elian ROQUES - Jean-Marc SAUVIER - Michel SENTY – Benoît SOLIER -- Arnaud VIALA - Didier VIDAL - Michel WOLKOWISKI

Dans le cadre de la gestion du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR des Grands Causses, les dépenses se répartissent en fonction des compétences entre le budget principal, le budget annexe SCoT et le budget SPANC.

L'optimisation de la gestion impose une mutualisation d'un maximum de dépenses entre ces trois budgets afin d'en limiter les coûts.
Dans ce cadre des dépenses prises en charge par le budget général donnent lieu à une refacturation auprès des autres budgets.
Certaines de ces dépenses sont facilement identifiables et détachables (type : ordinateur, logiciel…), elles donnent lieu soit à une refacturation immédiate à l'euro près, soit une facturation étalée sur la durée d'amortissement du bien.
Les dépenses, dites de structures, sont identifiées sur le budget principal par un code analytique et refacturées à l'euro près, d'autres nécessitent la mise en place d'une clé de répartition traduisant le plus fidèlement possible la réalité de mobilisation des dépenses par le budget annexe (personnel, achats partagés, etc…).

Pour 2025, il est proposé au Comité syndical de délibérer les clés suivantes :

<u>SPANC – Proposition de refacturation du budget principal au budget SPANC</u>

- Montant réel de l'amortissement annuel du matériel de transport, du matériel informatique et de bureautique mis à disposition
- 30 % du coût salarial du DGA, responsable du pôle ressources naturelles et biodiversité, pour l'encadrement et le management des techniciens SPANC
- 15 % des coûts salariaux du DGA, responsable du pôle secrétariat général, pour les prestations d'élaboration du budget et de ressources humaines
- 7,5% des coûts salariaux de l'assistante de gestion comptable pour l'exécution et le suivi des dépenses
- 7,5% des coûts salariaux de l'agent d'accueil et de secrétariat pour les tâches de secrétariat : suivi et prise de RDV, etc
- 50% des coûts salariaux de l'assistante de gestion administrative et comptable en charge de la facturation et du suivi de la redevance SPANC
- Remboursement des frais liés aux déplacements, fournitures… selon la dépense engagée suivie par la comptabilité analytique du Syndicat
- Remboursement des frais d'abonnements, d'électricité, d'eau, de combustible, de maintenance, … au prorata de répartition des effectifs
- Contribution sur la partie occupée, forfait location de 7 700€
- Remboursement des frais d'achat liés aux locaux et de prestation externe de ménage au prorata des surfaces occupées réellement par le service

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-BF
Reçu le 27/03/2025

SCoT– Proposition de refacturation du budget principal au budget SCOT

- Montant réel de l'amortissement annuel du matériel informatique et de bureautique mis à disposition
- 6 % du coût salarial du Directeur
- 3 % du coût salarial du DGA, responsable du pôle secrétariat général pour les prestations comptables et financières, d'élaboration du budget et de ressources humaines
- Remboursement des frais liés aux déplacements, fournitures…selon la dépense engagée suivi par la comptabilité analytique du Syndicat
- Remboursement des frais d'abonnements, d'électricité, d'eau, de combustible, de maintenance, … au prorata de répartition des effectifs
- Contribution sur la partie occupée, forfait location de 2 600€
- Remboursement des frais d'achat liés aux locaux et de prestation externe de ménage au prorata des surfaces occupées réellement par le service

SCoT– Proposition de refacturation du budget SCOT au budget principal

- 40 % du coût salarial du chef de projet SCOT qui assure également l'encadrement du pôle aménagement, paysage et évaluation du syndicat mixte du Parc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-BF
Reçu le 27/03/2025

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	3	0	0	4	3
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	4			4	4
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	11	0	0	11	11
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	79	0	0	125	79
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	97	0	0	144	97
résultats relatif		**100,00**	0,00	0,00		

VOTE : Pour : **97** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-BF
Reçu le 27/03/2025

Délibération PNRGC n°2025-037 du Comité syndical du 21 mars 2025

Conseil scientifique

Etaient présents les représentants suivants : **69**

- Pour le collège de la Région : **2**
  Clément CARLES – Emmanuelle GAZEL
- Pour le collège des Départements : **4**
  Monique ALIES – Nadine FRAYSSE - Christophe LABORIE -Jacques RIGAUD
- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  Gérard CAILHOL - Jean CAPEL – Richard FIOL- Philippe LEPETIT - Patrick PES - Jean-Luc REQUI – Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
- Pour le collège des communes : **55**
  Eloi ALBET - Julie ALRIQUET - Roselyne AMALRIC-VUAGNAT – Jacques ARLES - Marie-Pierre AUTET - Philippe BAYLET - Jean-Marc BEA – Christine BEDEL - Luc BEVILACQUA - Marie-Françoise BLANC - Jean BLANCHOT - Jean-Marie BODT - Ghislain CABAL-ZINCK - Jean-Louis CABANES - Nelly CABANES - Ludovic CAMPO - Philippe CAVALIER - Marie-Rose COMBES -- Jean-Luc CRASSOUS – Francis CULIE – Sébastien DAVID – Christelle DE OLIVEIRA - Elisabeth DODINET - Yann DUBOIS - Joël ESPINASSE - Christian GINESTE – Bernard GOUJON - Philippe GOUT - Edmond GROS - Jean-Pierre HERVAS - Franck ISSERT - Romain JEANJEAN - Danièle JOSEPH – Michel LEBLOND –Franck LE MOUTON-MAZIERES – Gaëlle LEVEQUE - Philippe MEJANE – Lauric MERLAN – Martine MIQUEL - Elisabeth MUYS - Pierre PANTANELLA – Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Gaëtan PRIVAT – Céline RENAUD – François RODRIGUEZ - Martine RODRIGUEZ - Christophe ROMO - Guy SALES - Michel SIMONIN - Jérôme SINTES - Jean-Claude SOUYRIS – Mickaël THOMAS - Marina VIDAL CONDOMINES – Nicolas WOHREL

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **28**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Christine SAHUET donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL
- Pour le collège des Départements :/
- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  Jean-Michel ARNAL donne son pouvoir à Patrick PES
  Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Philippe LEPETIT
  Sophie PRADEL donne son pouvoir à Jean-Luc REQUI
- Pour le collège des communes : **24**
  1. *Nicole ANTOINE donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Caroline ASTRUC donne son pouvoir à Philippe GOUT*
  3. *Christian BOUDES donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT*
  4. *Yves BOUSQUET donne son pouvoir à Gaétan PRIVAT*
  5. *Marie-Chantal CALMES donne pouvoir à Jacques ARLES*
  6. *Alain CARLES donne son pouvoir à Bernard GOUJON*
  7. *Roger CORROCHANO donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  8. *Alain DELMAS donne son pouvoir à Pierre PANTANELLA*
  9. *Monika DUVINAGE donne son pouvoir à Jean-Claude SOUYRIS*
  10. *Aurélie ESON donne son pouvoir à Nicolas WOHREL*
  11. *Emmanuelle GASCOIN PEREZ donne son pouvoir à Lauric MERLAN*
  12. *Philippe GIGANON donne son pouvoir à Michel LEBLOND*
  13. *Christophe HURAULT donne pouvoir à Roselyne AMALRIC-VUAGNAT*
  14. *Marie JEANJEAN donne son pouvoir à Jean-Luc CRASSOUS*
  15. *Aimé MAJOREL donne son pouvoir à Edmond GROS*
  16. *Christiane MAURY donne son pouvoir à Nelly CABANES*
  17. *Dominique MAURY donne son pouvoir à Franck LEMOUTON-MAZIERES*
  18. *Bernadette NEGROS donne son pouvoir à Jérome SINTES*
  19. *Maxime PETRAUD donne son pouvoir à Philippe MEJANE*
  20. *Viviane RAMONDENC donne son pouvoir à Eloi ALBET*
  21. *Daniel ROUSSEL donne son pouvoir à Elisabeth DODINET*
  22. *Jean-Philippe SABATHIER donne son pouvoir à Francis CULIE*
  23. *André SERIN donne son pouvoir à Franck ISSERT*
  24. *Yves VIALA donne son pouvoir à Michel SIMONIN*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_037-DE
Reçu le 27/03/2025

Excusés : **47**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Fadilha BENAMMAR KOLY
- Pour le collège des Départements : **/**
- Pour le collège des groupements de communes : **/**
- Pour le collège des communes : **46**
  Guilhem ALLEMAN - Didier BEREAUX - Yves BIOULAC - Adrien BOUDES - Arlette CAZABONNE - Guy CAZOTTES - Claude CHIBAUDEL - Laure CLEMENT – Régis COLSON - Michel COMBES - Jonathan COSTES - Vincent COURTEAUX – Anne CROS - Jean-Luc CROUZET - Luc DONNADIEU - Daniel FABRE - Christophe FROMENT - Nathalie GARRIGUES - Victorien GENIEZ - Bastien GIACOBBI - Sylvain GOLEO - - Antoine GOUTELLE - Yann JEANNIN - Alain JOSEPH - Jean-Michel LADET - Robert LADET - Mathieu LAMBRECHT - Bernard LAUTREC - François LEROY- Magali MALINOWSKI-BERTRAND - Loïc MARLAS - Bernard MAURY - Françoise OLIVIER - Bernadette PAILHAS - Nathalie PALMIER - Gilles PLET - Philippe RAMONDENC - Jean-Luc RICARD - Frédéric ROIG - Elian ROQUES - Jean-Marc SAUVIER - Michel SENTY – Benoît SOLIER -- Arnaud VIALA - Didier VIDAL - Michel WOLKOWISKI

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024.

Contexte

La Charte 2024-2039 du Pnr des Grands Causses prévoit la mise en place d'un Conseil Scientifique, instance consultative, destinée à favoriser la participation des acteurs scientifiques à la vie du Parc.

Le Conseil scientifique apporte par ses avis et propositions une assistance permanente au Président, au Bureau et au Comité syndical pour la mise en œuvre de la Charte. Il s'exprime et intervient dans le champ du développement durable : Environnement, économie et social.

Le Conseil scientifique est composé de personnalités qualifiées dont les compétences intéressent directement les thématiques prioritaires de la Charte. Ces personnalités sont sélectionnées par le Comité syndical, sur proposition du Président et du Bureau, et siègent pour une durée de 3 an renouvelable.

Les missions dévolues au Conseil scientifique sont :

- Contribuer à la réalisation des objectifs de la Charte en matière d'amélioration des connaissances, de recherche et d'expérimentation ;
- Apporter un appui pour l'évaluation quantitative et qualitative de la Charte ;
- Apporter une réflexion prospective et des recommandations scientifiques sur les principales thématiques de la Charte ;
- Contribuer à la qualité des démarches de vulgarisation scientifique engagées par le Syndicat mixte et favoriser les démarches de sciences participatives.

Le Conseil scientifique élit en son sein, à la majorité, un Président qui siège avec voix consultative au Bureau et au Comité syndical du Parc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_037-DE
Reçu le 27/03/2025

Objectifs

Dans le cadre de la nouvelle charte 2024-2039, le Conseil Scientifique doit rester en proximité avec les équipes, venir appui sur les dossiers engagés et notamment sur de nouvelles thématiques : observatoire de la biodiversité, urbanisme et ZAN, Agrivoltaisme, pollinisateurs, plan paysage Vallée Verte, suivi du Post Incendie de Mostuéjouls..., couvrir le territoire d'extension et tendre vers plus de parité.

Pour répondre à ces objectifs le bureau syndical propose une liste renouvelée composée des 18 membres suivants :

HERMANT Didier, ***Président***	Ornithologie, écologie
RICARD Jacques - ***Vice-Président***	Hydrogéologie karstique
SCHATZ Bertrand - ***Vice-Président***	Ecologie des communautés et de la conservation
BERNARD Christian	Botanique
BONNIOL Jean-Luc	Anthropologie
BRIANE Gérard	Botanique, paysage
BRUN Alexandre	Aménagement du territoire
CONSTANS Michèle	Paysage aménagement
COUFFIN Patrick	Culture occitane
GIRAUD Léa	Ornithologie
GRUAT Philippe	Archéologie
LEMOUX Patrice	Patrimoine, nature
LESCUREUX Nicolas	Ethnoécologie, anthropologie
MARSAT Jean-Bernard	Management stratégique et territorial
PARISOT Sara	Agriculture
PISTRE Séverin	Hydrogéologie karstique
VERGELY Pierre	Géologie
VIDAL Arielle	Agronomie

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_037-DE
Reçu le 27/03/2025

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	3	0	0	4	3
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	4			4	4
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	11	0	0	11	11
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	79	0	0	125	79
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	97	0	0	144	97
résultats relatif		**100,00**	0,00	0,00		

VOTE : Pour : **97** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide la liste des membres du comité scientifique.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_037-DE
Reçu le 27/03/2025



PRÉSENTATION BUDGET SCOT

Comité Syndical

Saint-Affrique
21 mars 2025

Parc naturel régional des Grands Causses

BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

INVESTISSEMENT

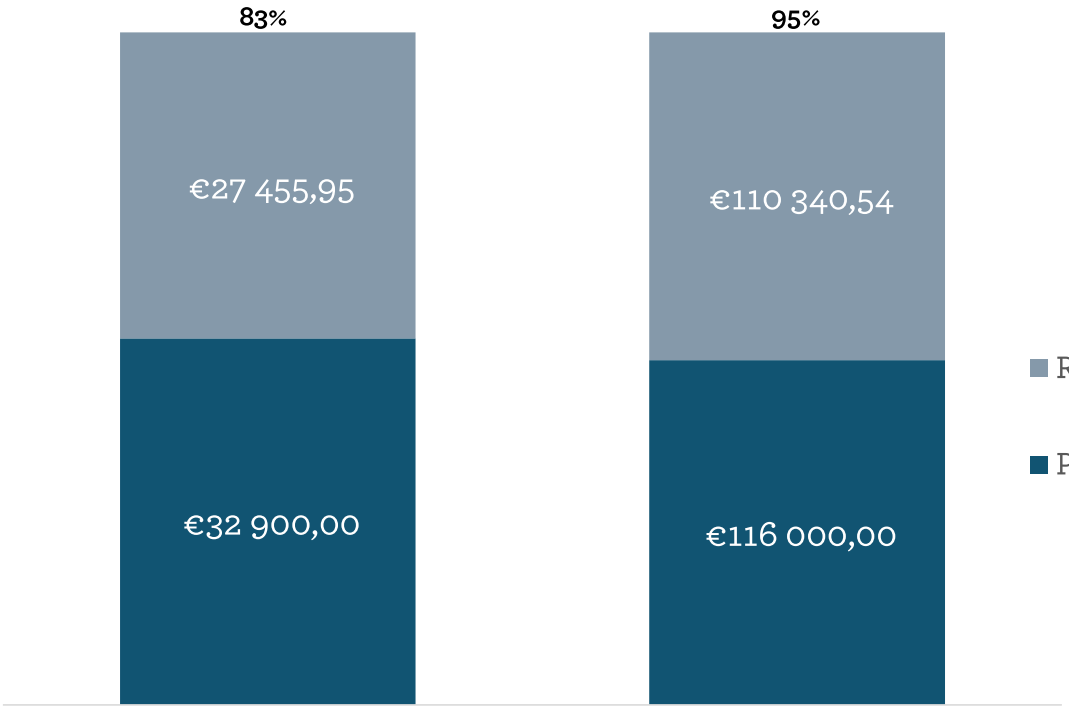


BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

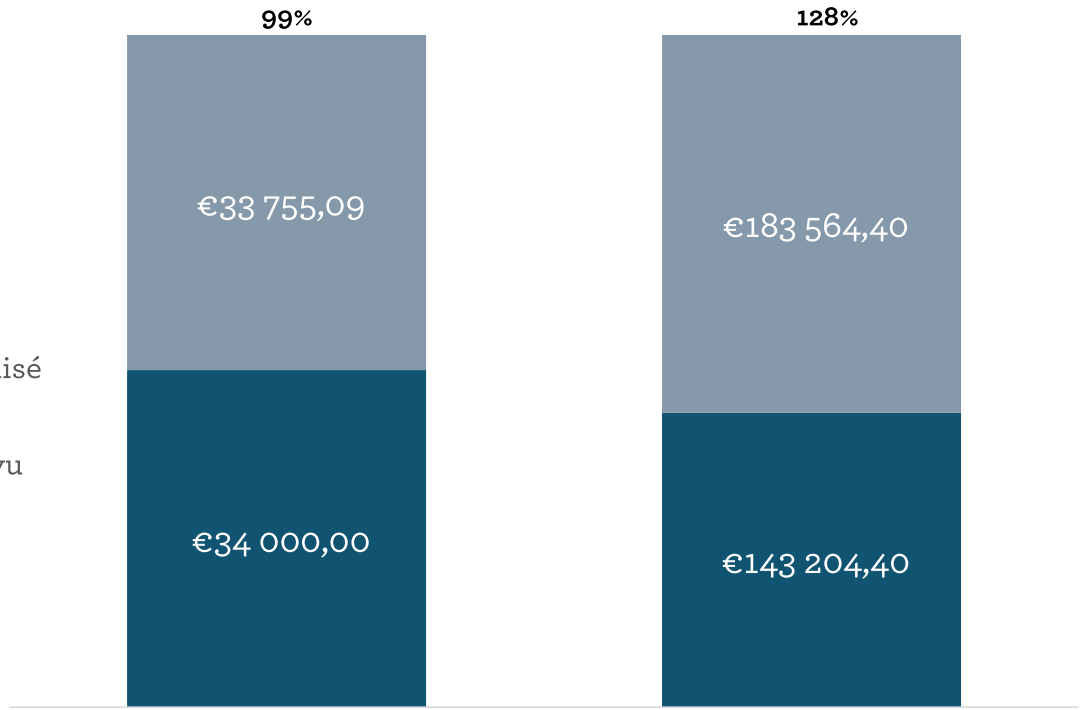
Focus sur les chapitres les plus importants

FONCTIONNEMENT

DÉPENSES

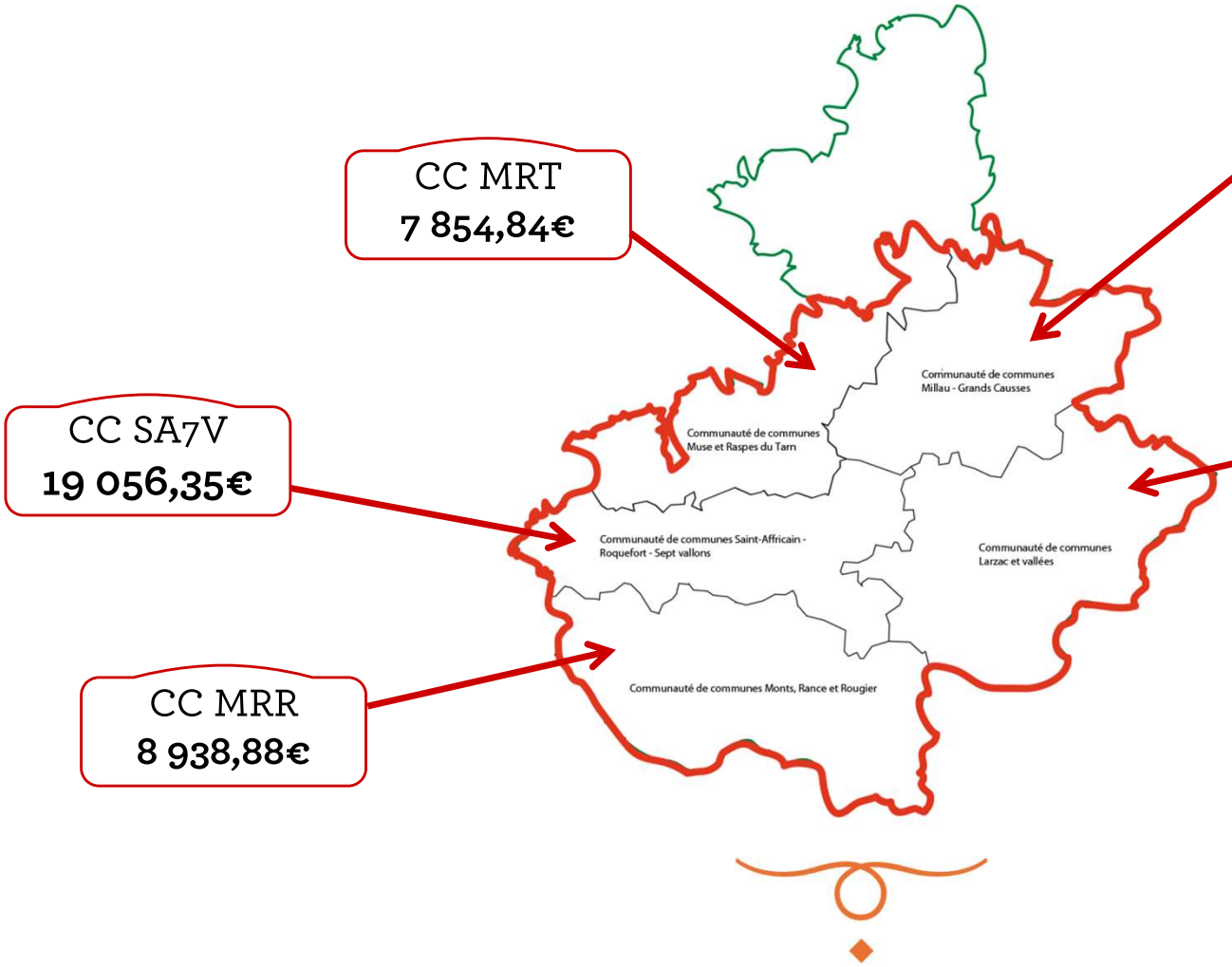


RECETTES



Dont structures intercom. pour 89 704,40€

CONTRIBUTIONS COM' COM 2024



CC MRT
7 854,84€

CC MGC
45 968,88€

CC SA7V
19 056,35€

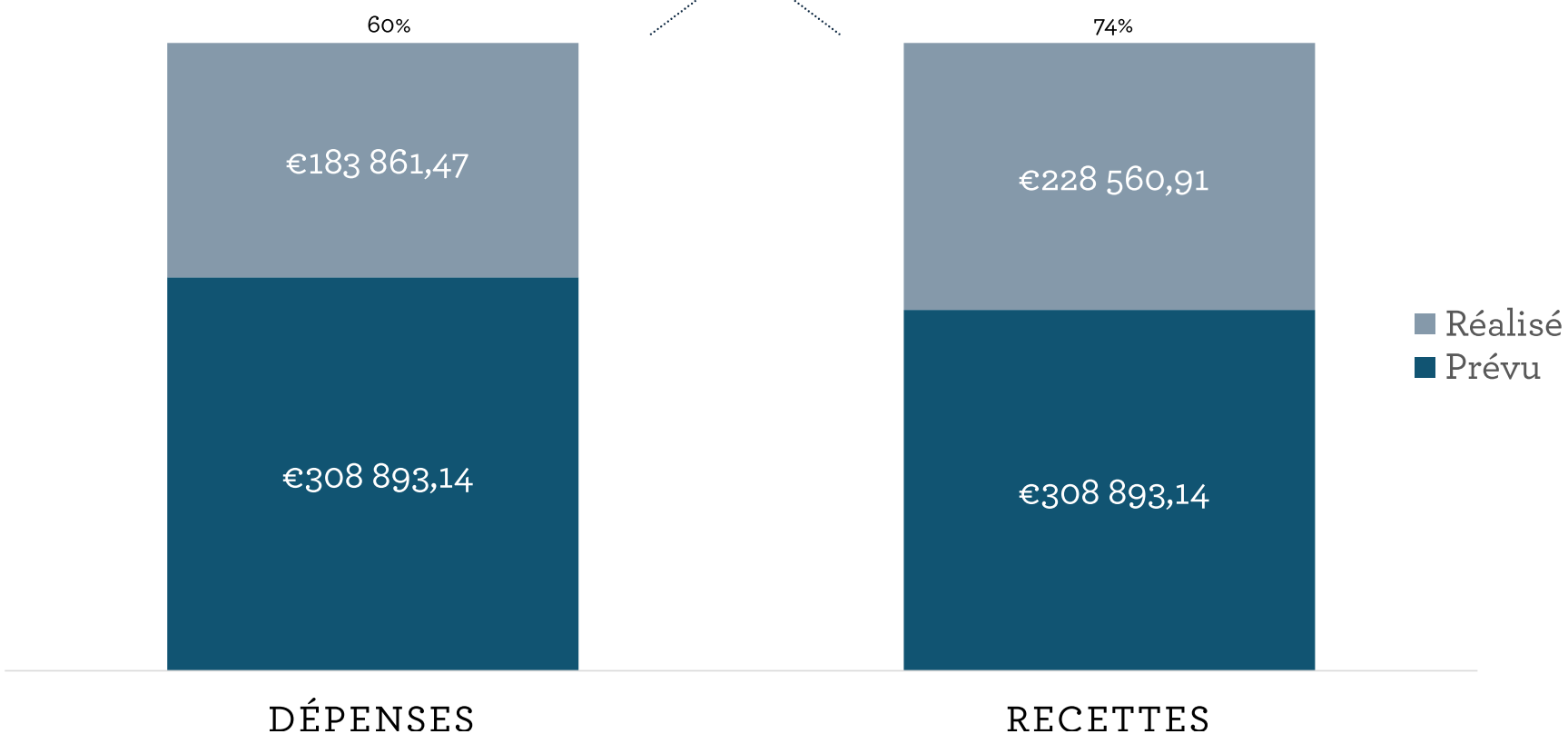
CC LV
7 885,45€

CC MRR
8 938,88€

TOTAL :
89 704,40€

BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

TOTAUX GLOBAUX DU CFU



Nouveauté 2024 : Remplacement du Compte Administratif (CA) et du Compte de Gestion (CG) par le **Compte Financier Unique (CFU)**

BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

Compte Financier Unique *Avec reprise des résultats*

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	145 425,77€
Recettes	217 319,49€
Résultat excédentaire de l'exercice	**71 893,72€**
Résultat excédentaire N-1	1 372,72€
Résultat cumulé excédentaire	**73 266,44€**

INVESTISSEMENT	
Dépenses	38 435,70€
Recettes	11 241,42€
Résultat déficitaire de l'exercice	**- 27 194,28€**
Résultat excédentaire de l'exercice N-1	96 494,72€
Résultat cumulé excédentaire	**69 300,44€**

Résultat cumulé des 2 sections 2024 : **44 699,44€**

Résultat de clôture des 2 sections : **142 566,88€**

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU CFU 2024

	Exercice clôture N-1	Résultat N	Résultat clôture N
Investissement	96 494,72€	- 27 194,28€	69 300,44€
Fonctionnement	1 372,72€	71 893,72€	73 266,44€
Total	**97 867,44€**	**44 699,44€**	**142 566,88€**

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024

INVESTISSEMENT

CFU 2024

- Résultat cumulé d'investissement

BP 2025

- Article 001 : Excédent d'investissement reporté

69 300,44€

FONCTIONNEMENT

CFU 2024

- Résultat cumulé de fonctionnement

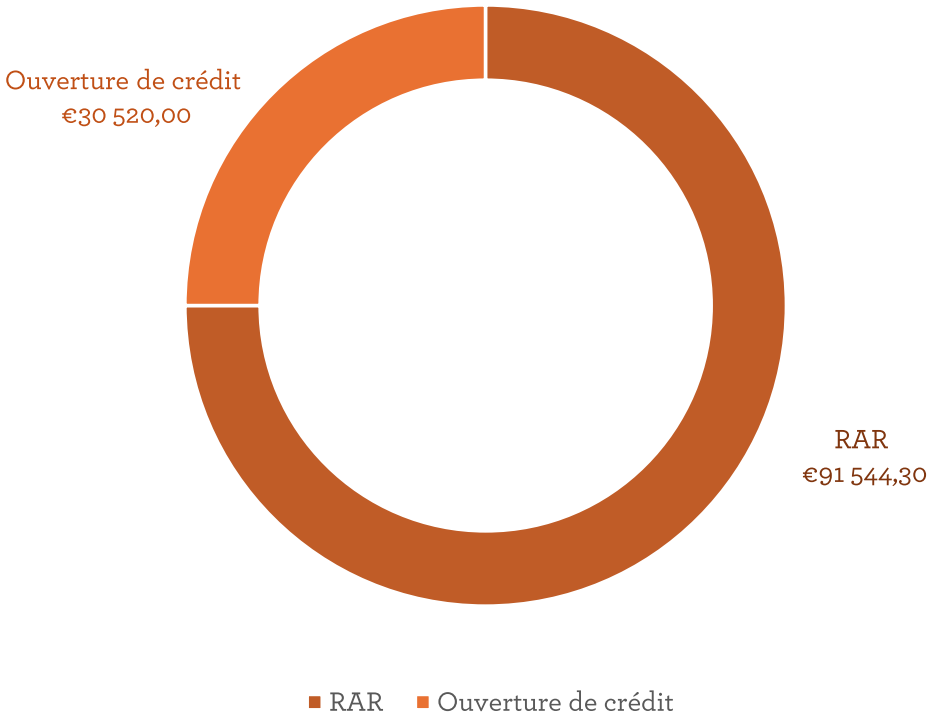
BP 2025

- Article 002 : Excédent de fonctionnement reporté

73 266,44€

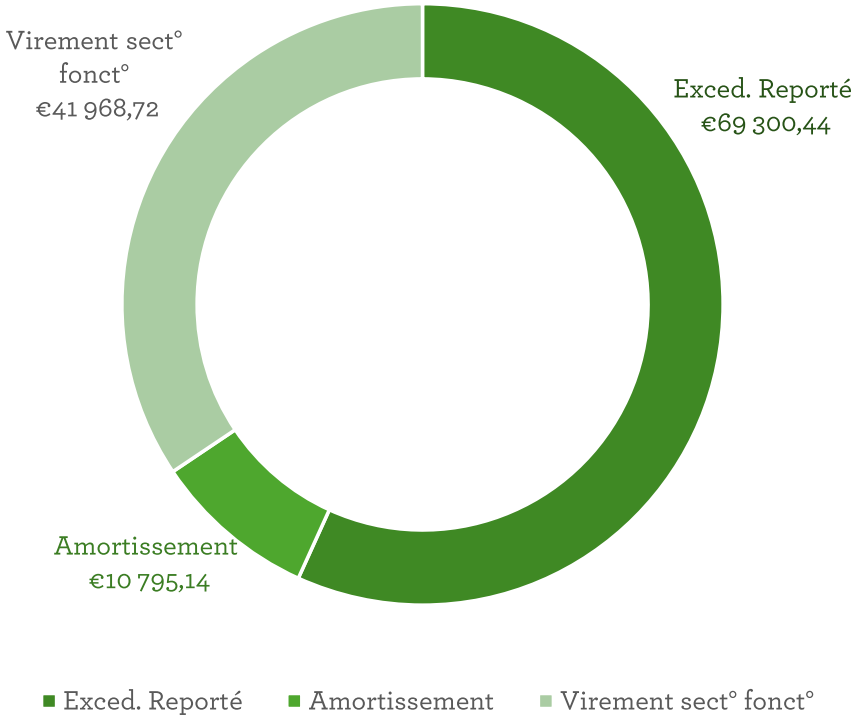
BP INVESTISSEMENT 2025

Dépenses (Frais d'étude de rév. SCOT)



Total : 122 064,30€

Recettes

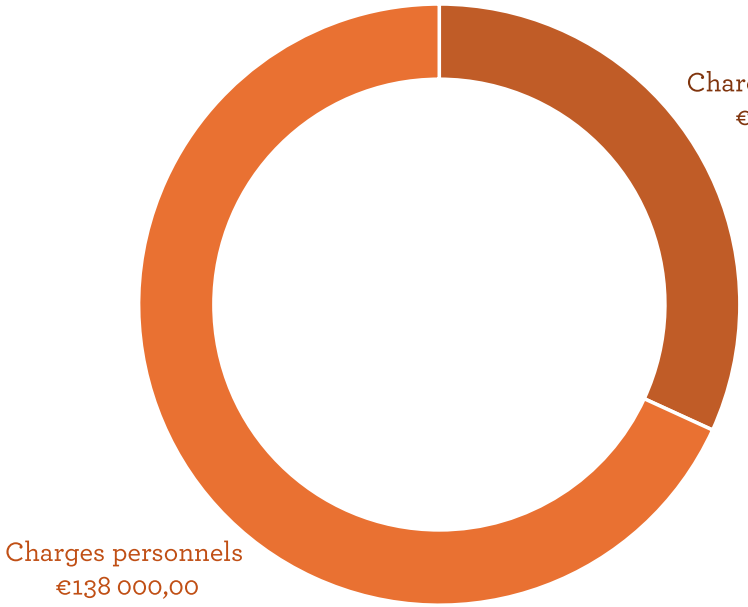


Total : 122 064,30€

BP FONCTIONNEMENT 2025

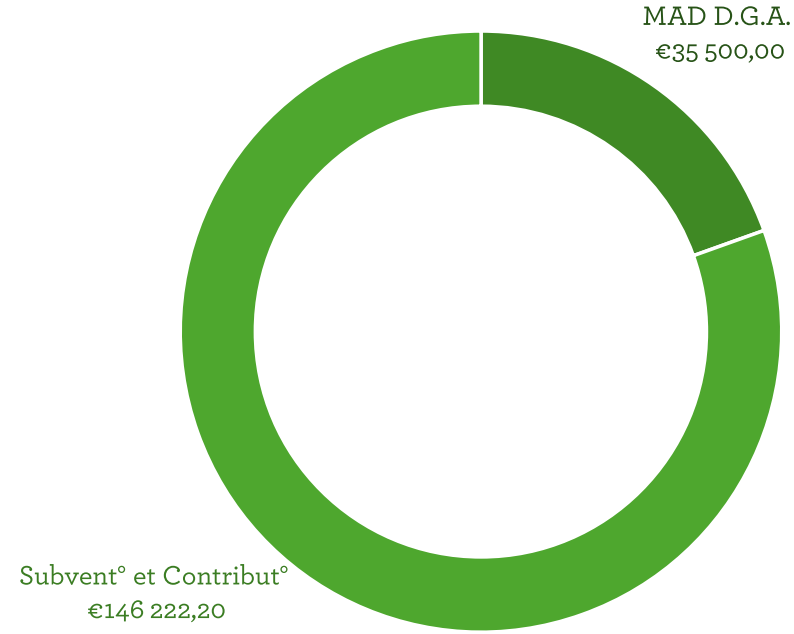
Focus sur les chapitres les plus importants

Dépenses



Total : 255 363,86€

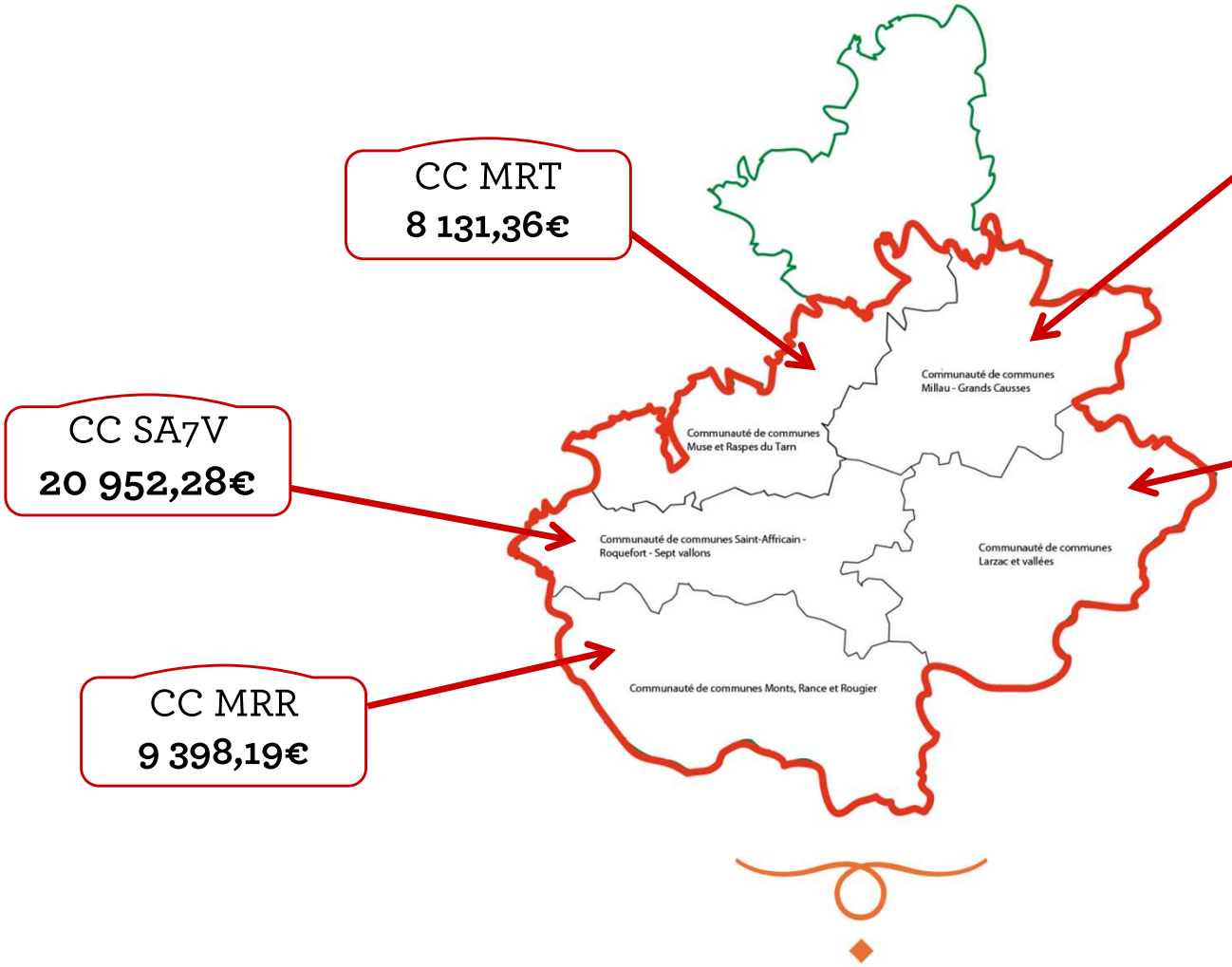
Recettes



Dont structures intercom. pour 92 722,20€

Total : 255 363,86€

CONTRIBUTIONS COM' COM 2025



CC MRT
8 131,36€

CC MGC
46 167,75€

CC SA7V
20 952,28€

CC LV
8 072,62€

CC MRR
9 398,19€

TOTAL :
92 722,20€

FAITS MARQUANTS BP 2025 : RÉVISION SCOT

INVESTISSEMENT

- Poursuite des études pour la modification et la révision du SCOT : Réévaluation et réajustement des frais d'étude ➔ **160 500,00€**

FONCTIONNEMENT

- Revalorisation des frais d'annonces et insertions dans le cadre de l'enquête publique ➔ **13 800,00€**
- Intégration dans le budget les vacations au recours d'un ou plusieurs commissaires enquêteurs ➔ **+ 20 000,00€**

EQUILIBRE DU BUDGET

- Contributions des 5 EPCI ➔ **92 722,20€**
- Sollicitation d'une nouvelle DGD ➔ **28 500€**
- Affectation de 2 subventions régionales du contrat spécifique ➔ **25 000€ (20000€ + 5000€)**
- Maintien de la MàD du chef de projet SCOT au BP du Parc à hauteur de 40% pour ses missions d'encadrement de pôle ➔ **35 500€**



Parc naturel régional des Grands Causses

PRÉSENTATION BUDGET SCoT

Saint-Affrique le 21 mars 2025



PRÉSENTATION BUDGET SPANC

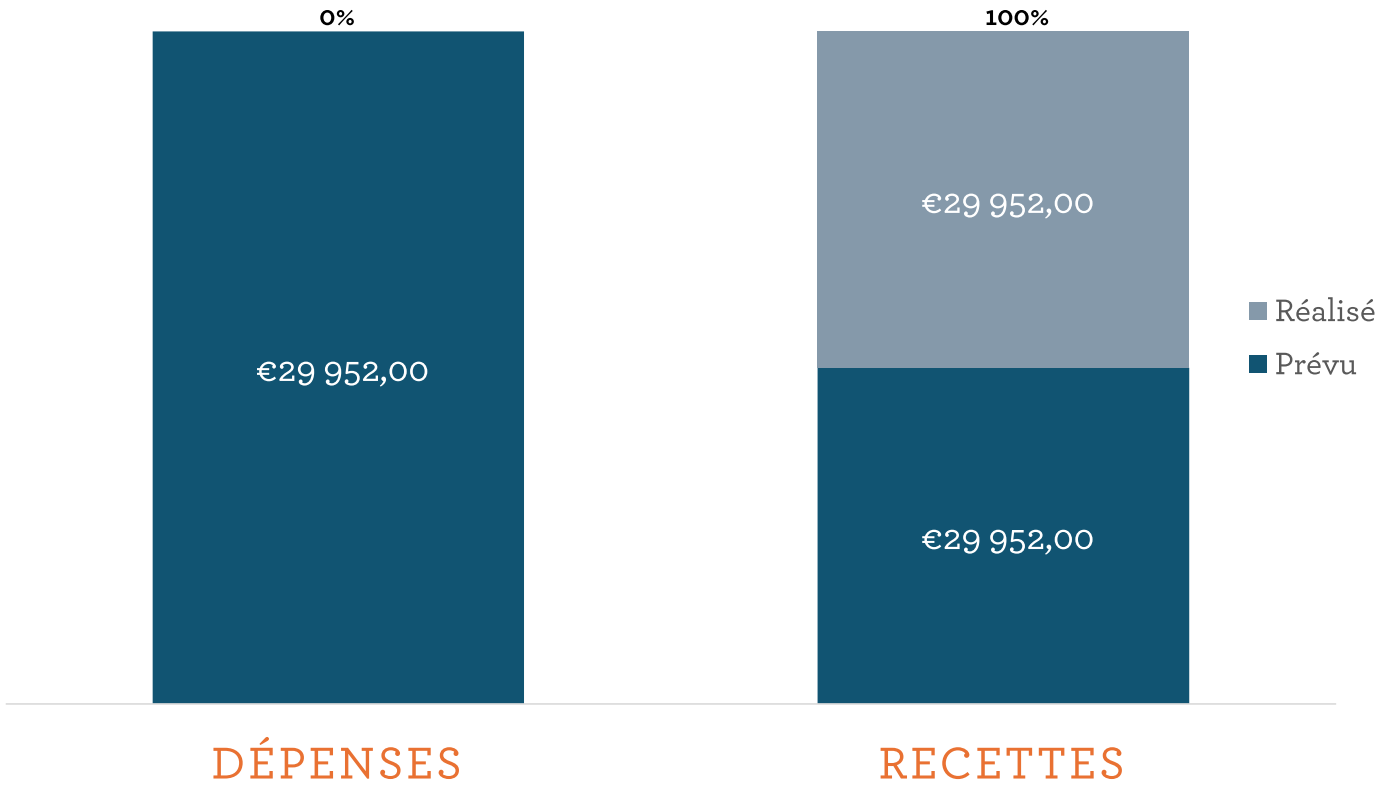
Comité Syndical

Saint-Affrique
21 mars 2025

Parc naturel régional des Grands Causses

BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

INVESTISSEMENT

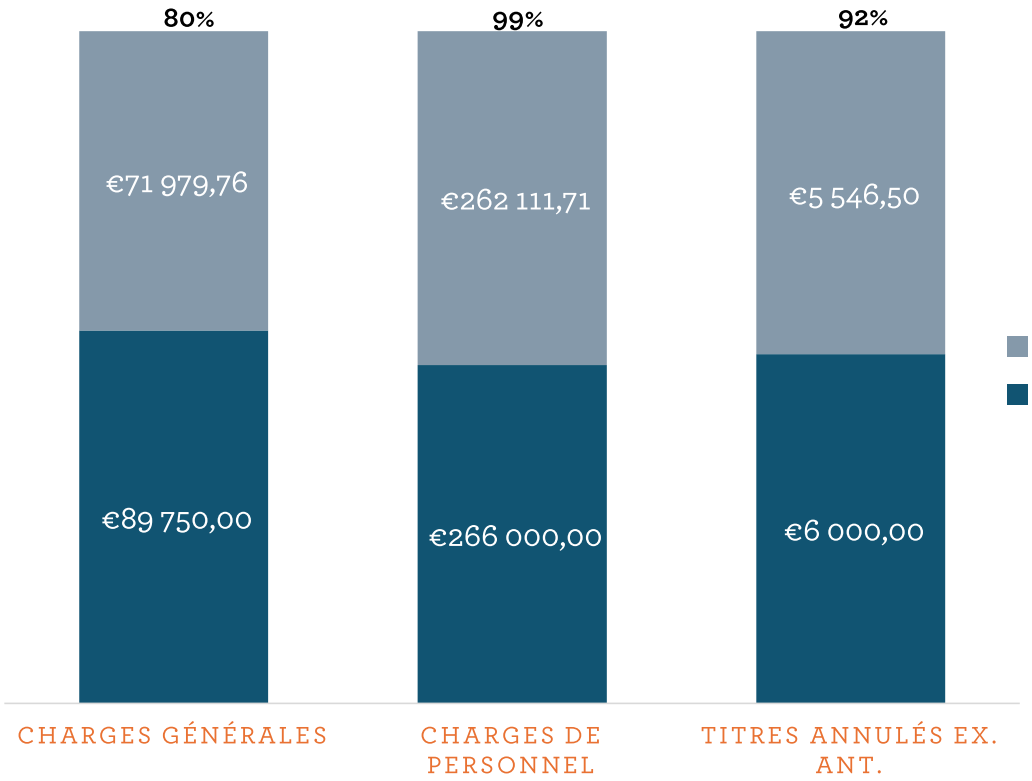


BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

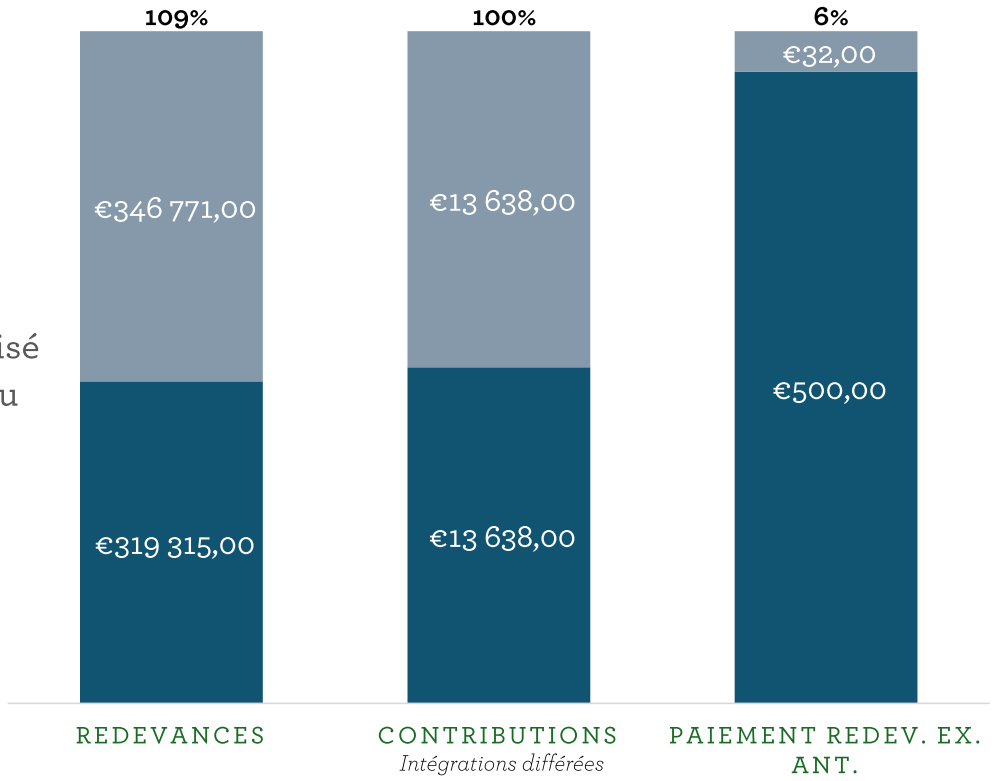
Focus sur les chapitres les plus importants

FONCTIONNEMENT

DÉPENSES

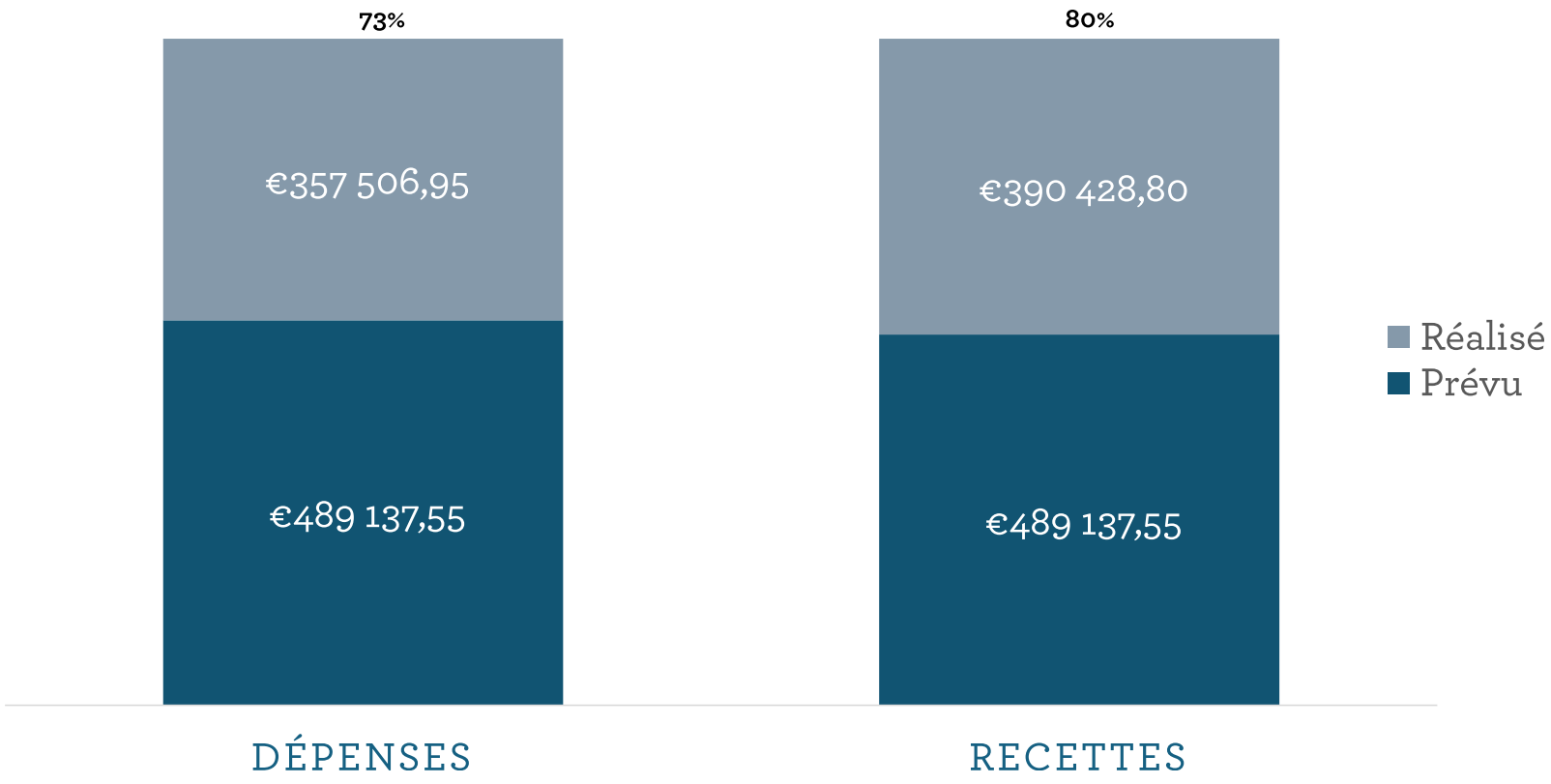


RECETTES



BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

TOTAUX GLOBAUX DU CFU



BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

Compte Financier Unique *Avec reprise des résultats*

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	357 506,95€
Recettes	360 476,80€
Résultat excédentaire de l'exercice	**2 969,85€**
Résultat excédentaire N-1	124 482,55€
Résultat cumulé excédentaire	**127 452,40€**

INVESTISSEMENT	
Dépenses	0,00€
Recettes	29 952,00€
Résultat excédentaire de l'exercice	**29 952,00€**
Résultat déficitaire de l'exercice N-1	- 13 932,00€
Résultat cumulé excédentaire	**16 020,00€**

Résultat cumulé des 2 sections 2024 : **32 921,85€**

Résultat de clôture des 2 sections : **143 472,40€**

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU CFU 2024

	Exercice clôture N-1	Part affectée à l'investissement	Résultat N	Résultat clôture N
Investissement	- 13 932,00€	-	29 952,00€	16 020,00€
Fonctionnement	138 414,55€	13 932,00€	2 969,85€	127 452,40€
Total	**124 482,55€**	**13 932,00€**	**32 921,85€**	**143 472,40€**

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024

INVESTISSEMENT

CFU 2024

- Résultat cumulé d'investissement

BP 2025

- Article 001 : Excédent d'investissement reporté

16 020,00€

FONCTIONNEMENT

CFU 2024

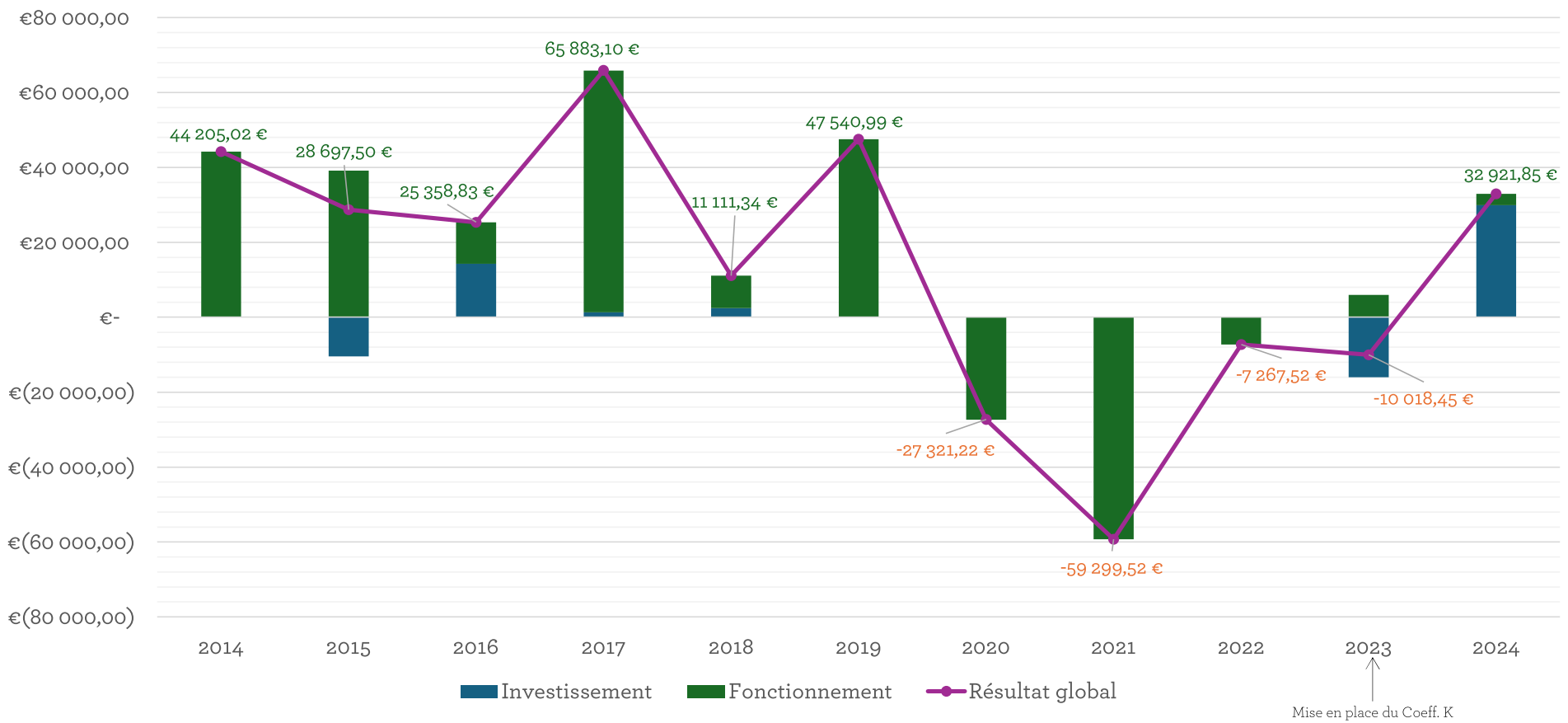
- Résultat cumulé de fonctionnement

BP 2025

- Article 002 : Excédent de fonctionnement reporté

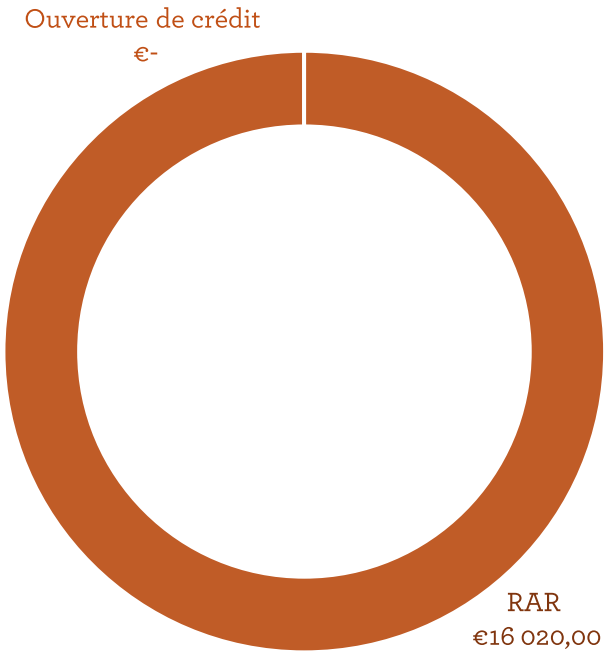
127 452,40€

RÉSULTATS COMPTABLES DEPUIS 2014



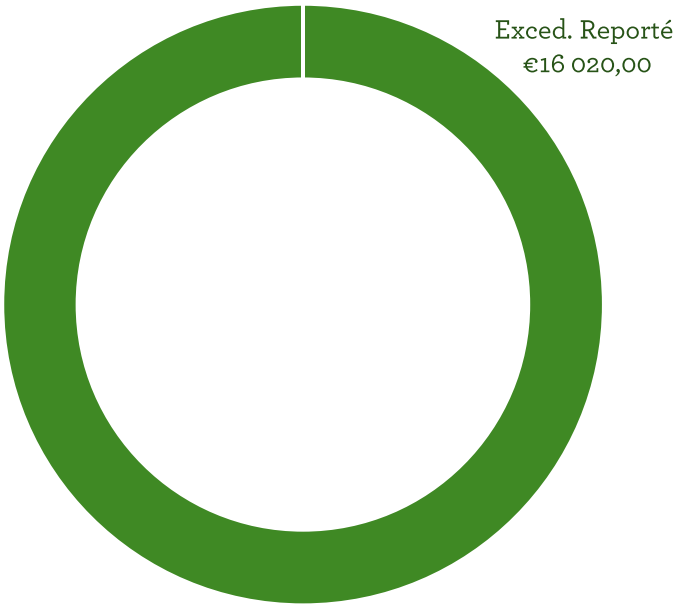
BP INVESTISSEMENT 2025

Dépenses



Total : 16 020,20€

Recettes

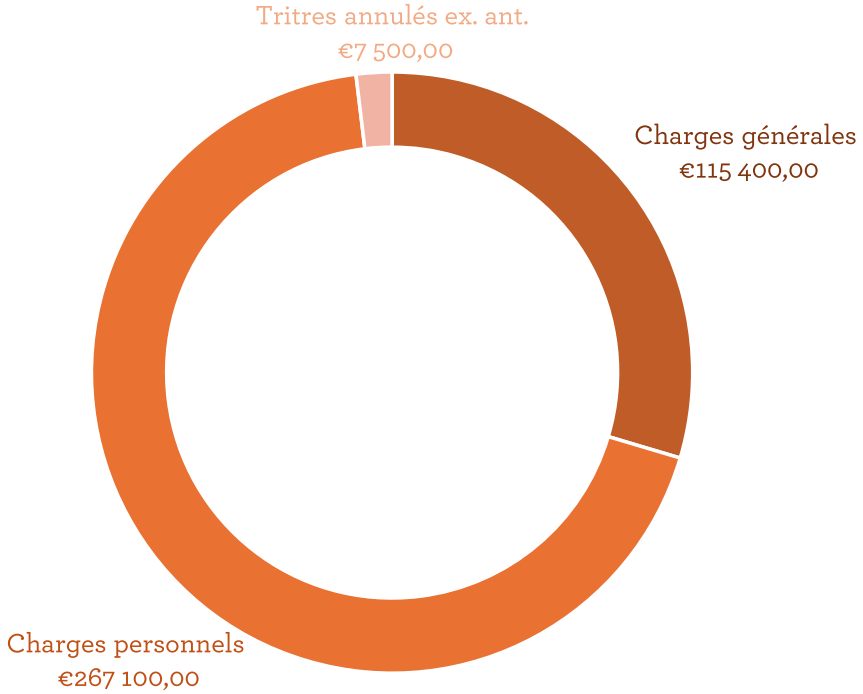


Total : 16 020,20€

BP FONCTIONNEMENT 2025

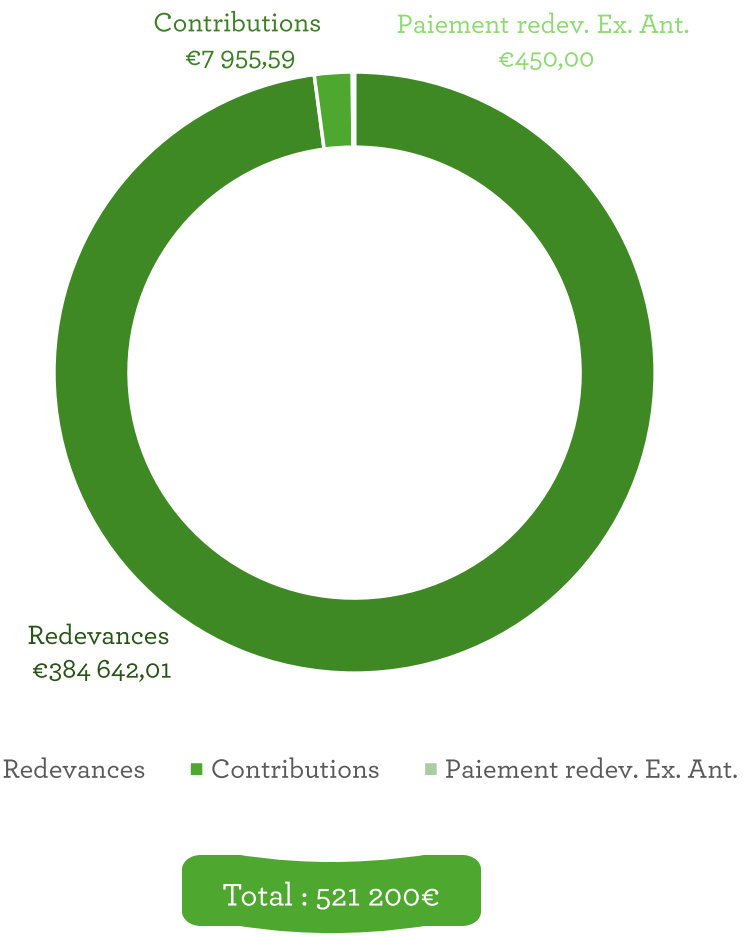
Focus sur les chapitres les plus importants

Dépenses



Total : 521 200€

Recettes



Total : 521 200€

FAITS MARQUANTS BP 2025

FONCTIONNEMENT

- Recours au nouveau logiciel technique et de facturation des redevances SPANC (R'SPANC commercialisé par le SMICA et développé par SIRAP)
  ➔ Prestation de migration des données et de formation des agents

EQUILIBRE DU BUDGET

- Réactualisation des redevances par le coefficient « K » déterminé selon les 2 indices INSEE (environ 2,80% de revalorisation)
  - Annuelle : de 38,70€ à **39,80€**
    - 2 abonnés : de 19,30€ à **19,80€**
    - 3 abonnées : de 12,90€ à **13,30€**
    - > 21EH : de 84,90€ à **87,30€**
  - Inst. Doss. / Cert. Conf. / Vente Immo. : de 96,70€ à **99,40€**
  - Majorée à 400% : de 193,50€ à **198,90€**



Parc naturel régional des Grands Causses

PRÉSENTATION BUDGET SPANC

Saint-Affrique le 21 mars 2025



PRÉSENTATION BUDGET COMPÉTENCE GÉNÉRALE

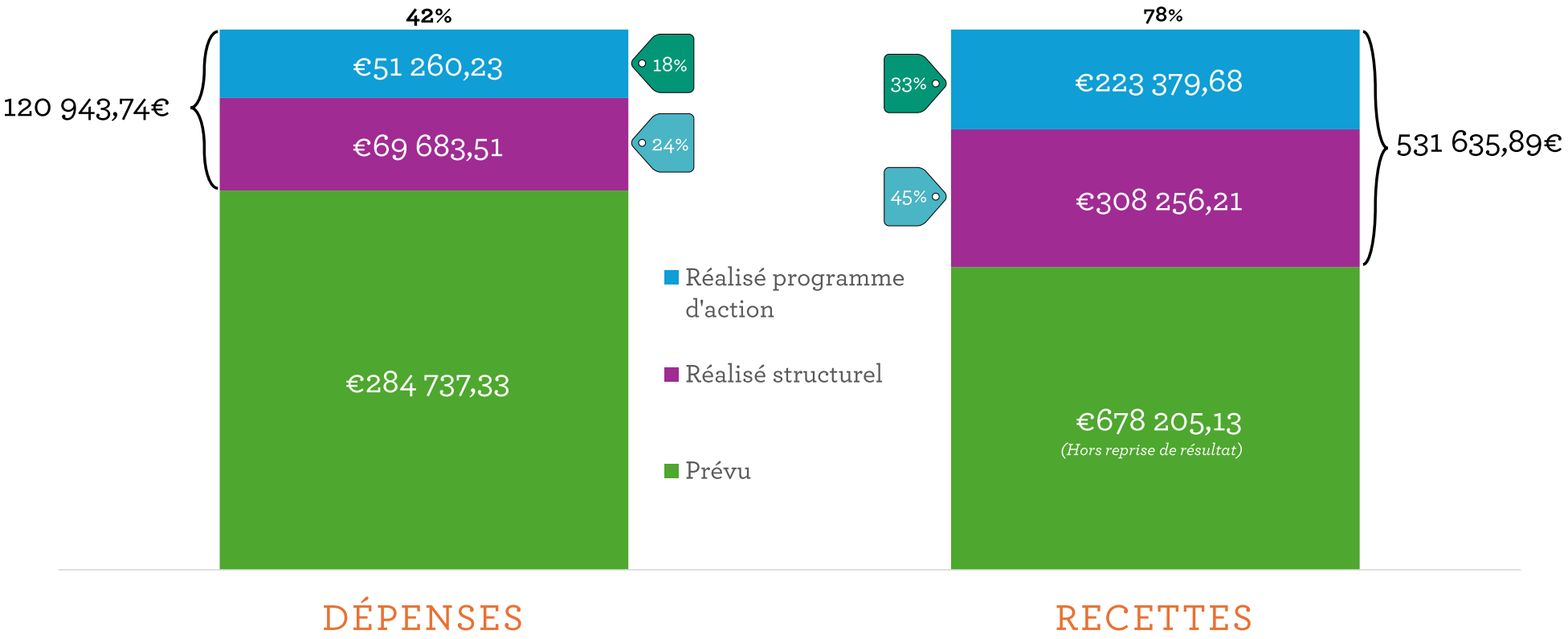
Comité Syndical

Saint-Affrique
21 mars 2025

Parc naturel régional des Grands Causses

BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

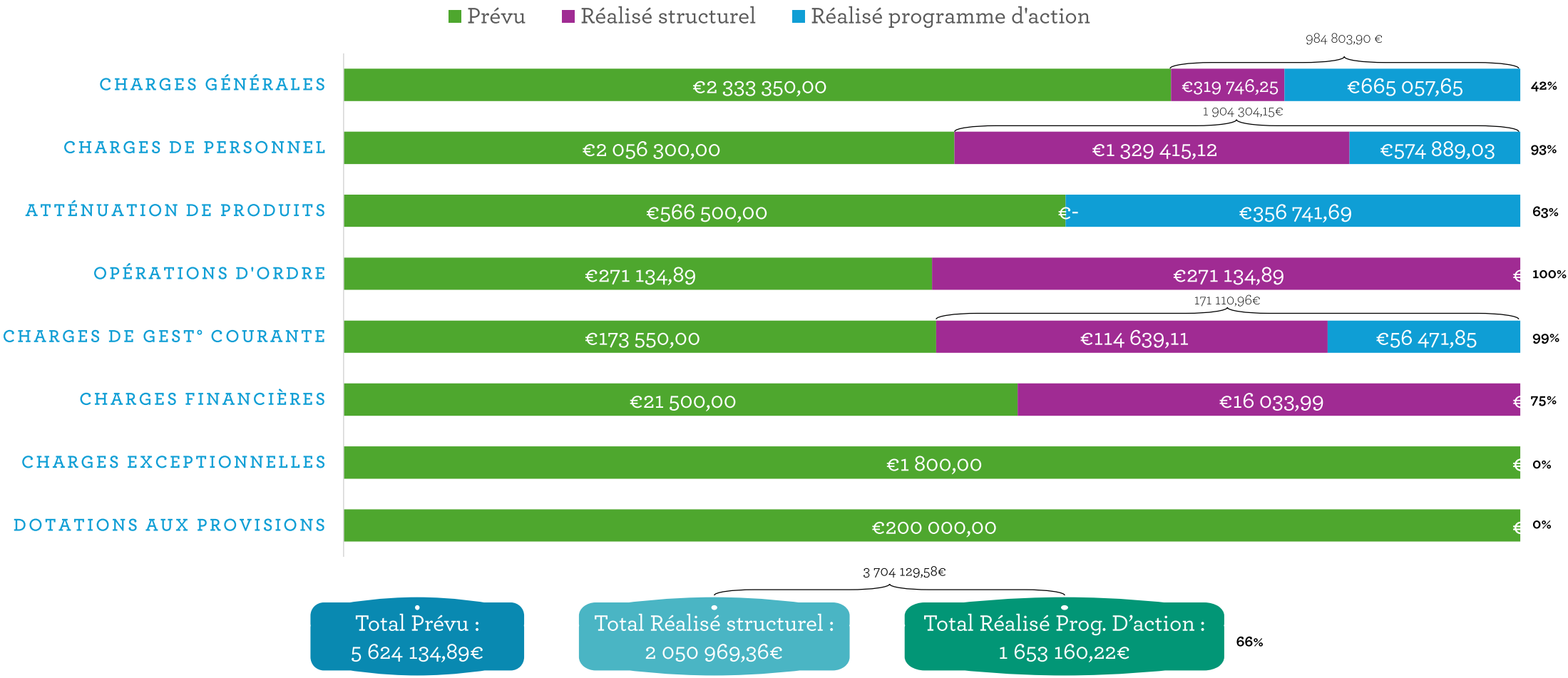
INVESTISSEMENT



BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

Focus sur les chapitres les plus importants

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



3 704 129,58€

Total Prévu :
5 624 134,89€

Total Réalisé structurel :
2 050 969,36€

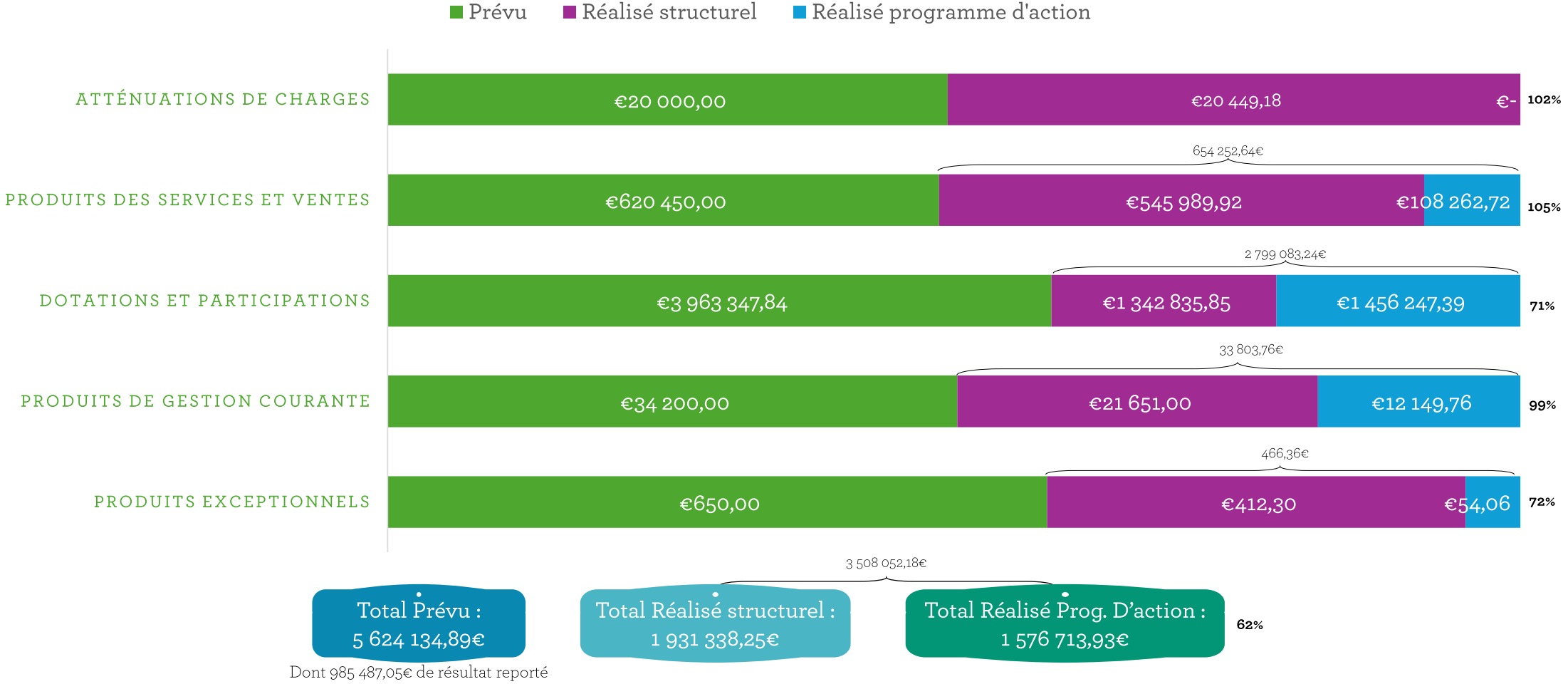
Total Réalisé Prog. D'action :
1 653 160,22€

66%

BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

Focus sur les chapitres les plus importants

RECETTES DE FONCTIONNEMENT *Hors reprise des résultats*



3 508 052,18€

Total Prévu :
5 624 134,89€

Dont 985 487,05€ de résultat reporté

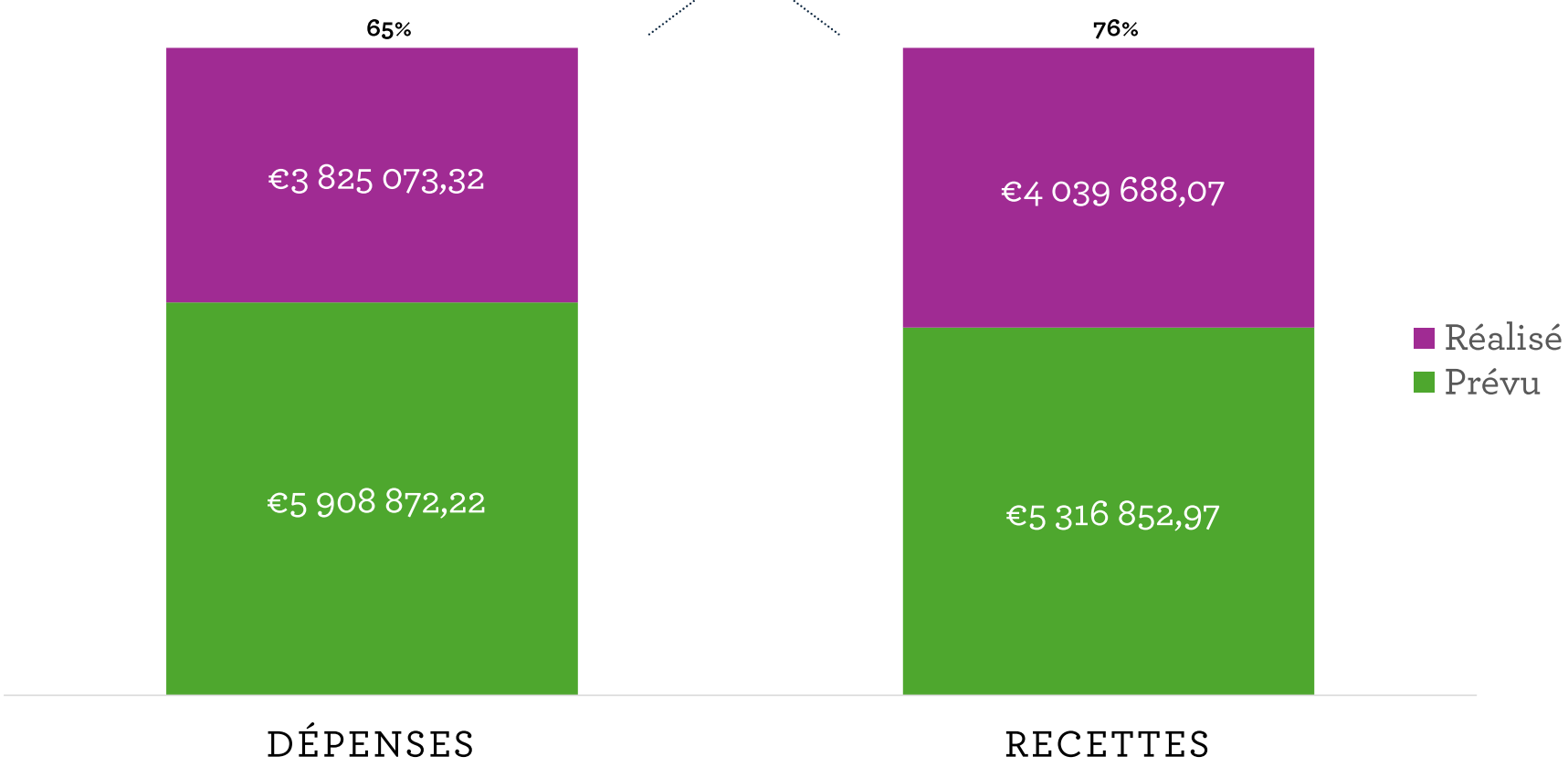
Total Réalisé structurel :
1 931 338,25€

Total Réalisé Prog. D'action :
1 576 713,93€

62%

BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

TOTAUX GLOBAUX DU CFU *Hors reprise des résultats*



Résultats excédentaires reportés : Fonctionnement : 985 487,05€ / Investissement : 705 532,20€

BUDGET PRÉVISIONNEL & RÉALISÉ 2024

Compte Financier Unique

Avec reprise des résultats

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	3 704 129,58€
Recettes	3 508 052,18€
Résultat déficitaire de l'exercice	**- 196 077,40€**
Résultat excédentaire N-1	985 487,05€
Résultat cumulé excédentaire	**789 409,65€**

INVESTISSEMENT	
Dépenses	120 943,74€
Recettes	531 635,89€
Résultat excédentaire de l'exercice	**410 692,15€**
Résultat excédentaire de l'exercice N-1	705 532,20€
Résultat cumulé excédentaire	**1 116 224,35€**

Résultat cumulé des 2 sections 2024 : **214 614 ,75€**

Résultat de clôture des 2 sections : **1 905 634,00€**

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU CFU 2024

	Exercice clôture N-1	Résultat N	Résultat clôture N
Investissement	705 532,20€	410 692,15€	1 116 224,35€
Fonctionnement	985 487,05€	- 196 077,40€	789 409,65€
Total	**1 691 019,25€**	**214 614,75€**	**1 905 634,00€**

AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024

INVESTISSEMENT

CFU 2024

- Résultat cumulé d'investissement

BP 2025

- Article 001 : Excédent d'investissement reporté

1 116 224,35€

FONCTIONNEMENT

CFU 2024

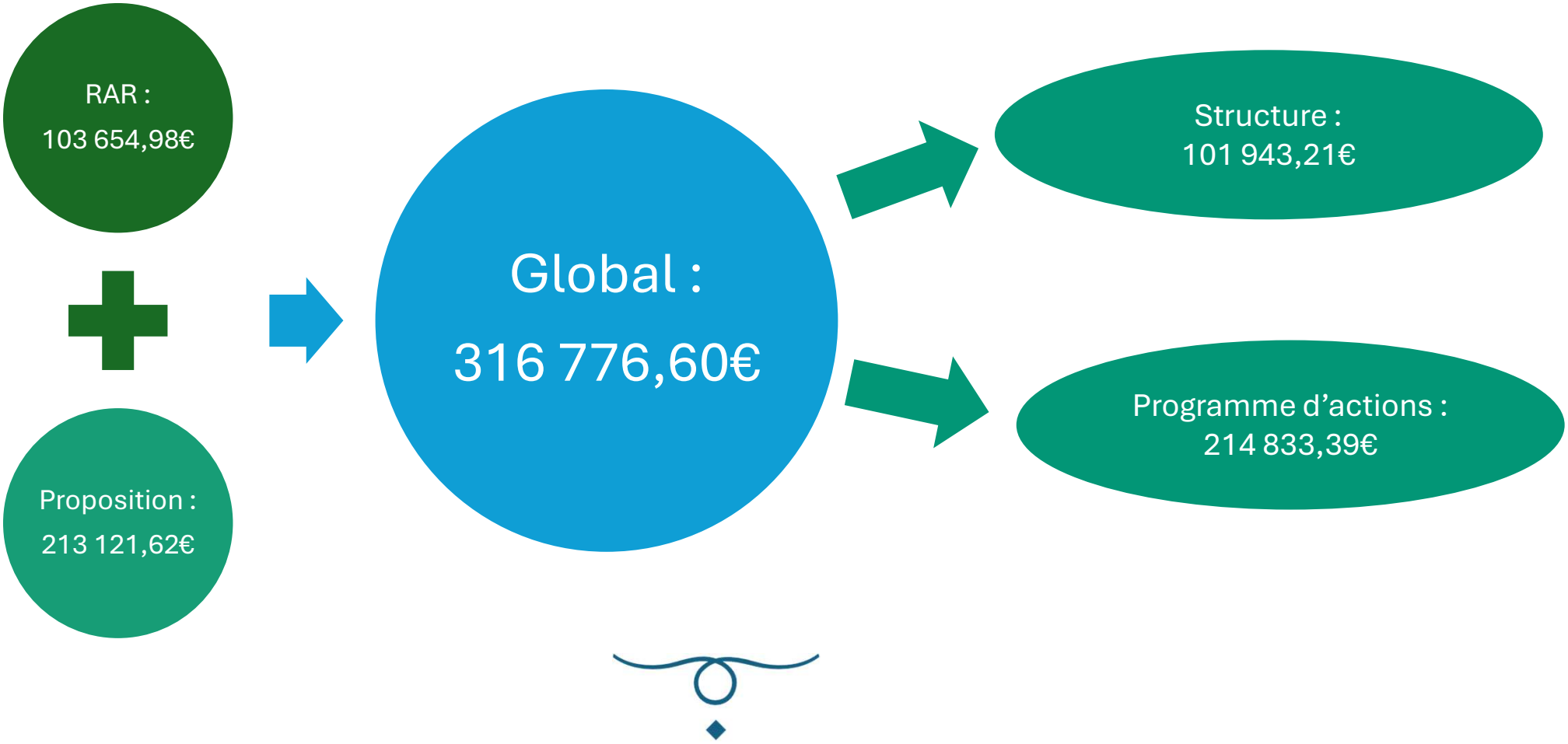
- Résultat cumulé de fonctionnement

BP 2025

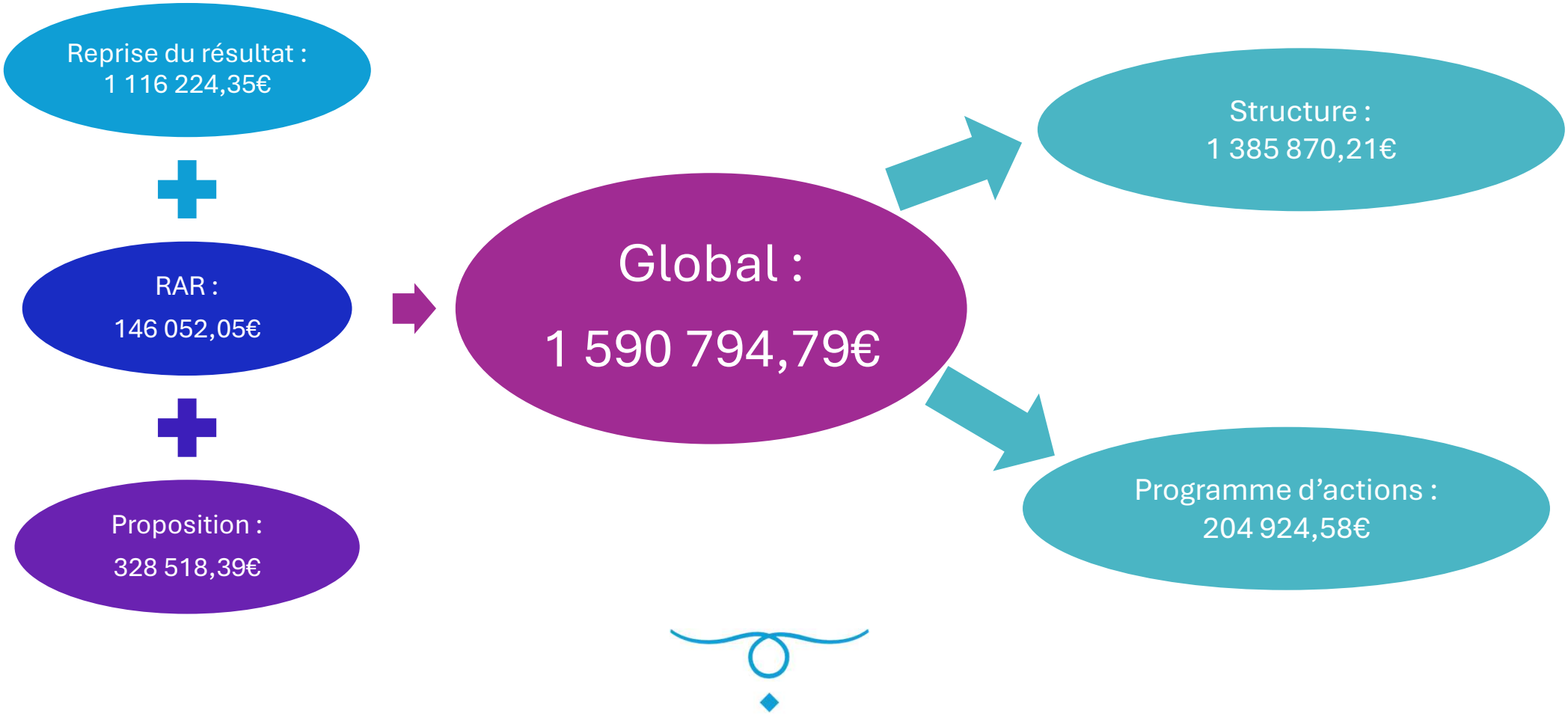
- Article 002 : Excédent de fonctionnement reporté

789 409,65€

BP DÉPENSES INVESTISSEMENT 2025



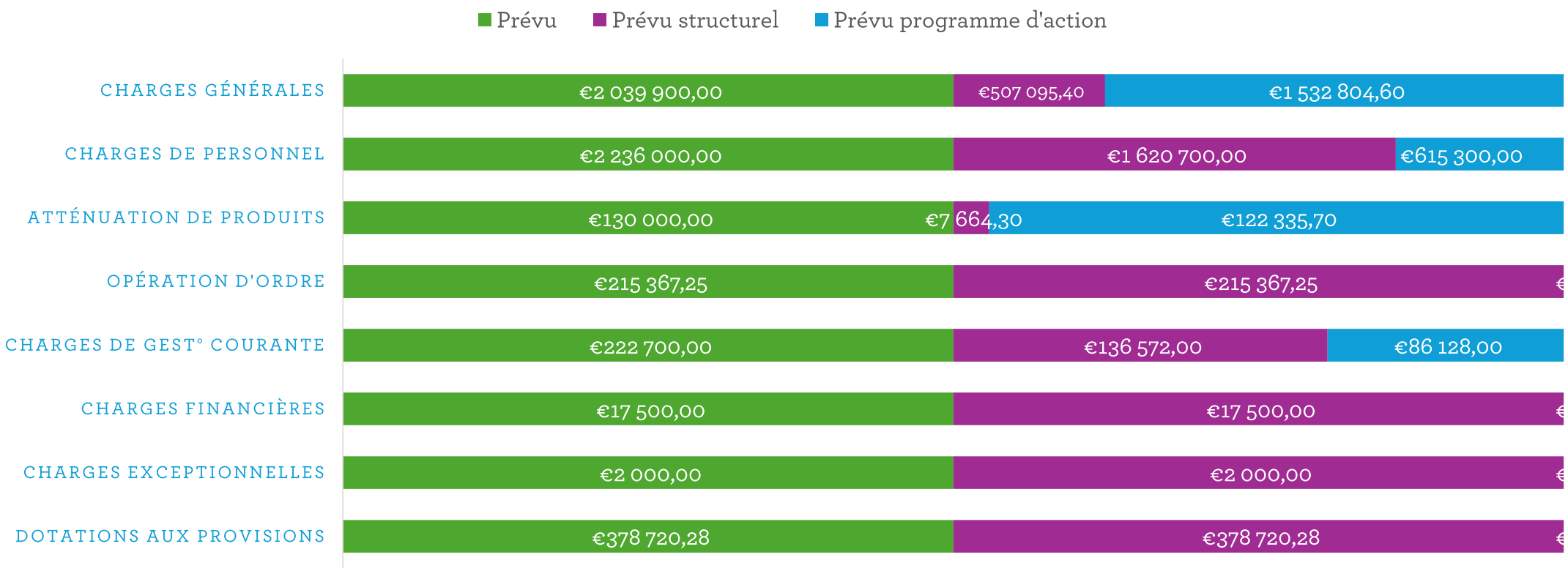
BP RECETTES INVESTISSEMENT 2025



BUDGET PRÉVISIONNEL 2025

Focus sur les chapitres les plus importants

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT



Total Prévu :
5 242 187,53€

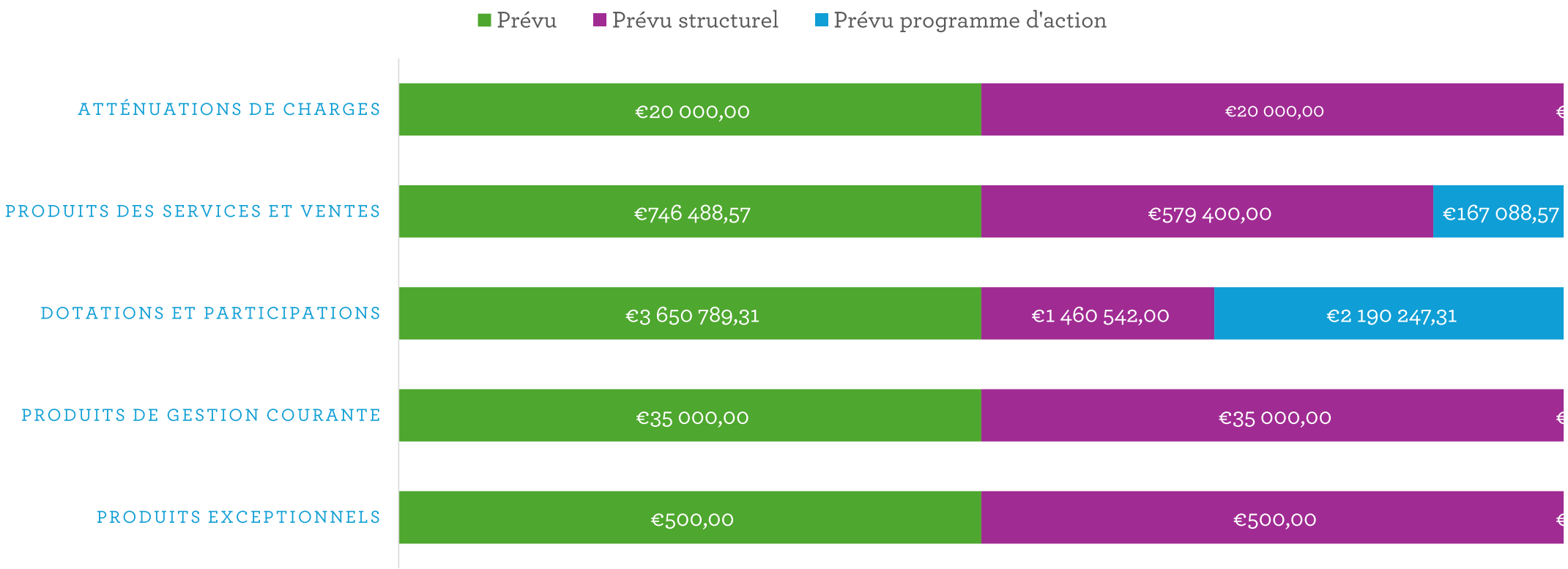
Total Prévu structurel :
2 285 619,23€

Total Prévu Prog. D'action :
2 956 568,30€

BUDGET PRÉVISIONNEL 2025

Focus sur les chapitres les plus importants

RECETTES DE FONCTIONNEMENT *Hors reprise de résultat*



Total Prévu :
5 242 187,53€

Dont 789 409,65€ de résultat reporté

Total Prévu structurel :
2 095 442€

Total Prévu Prog. D'action :
2 357 335,88€

ZOOM CONTRIBUTIONS AU FONCTIONNEMENT 2025

40%

Région
480 000€

30%

CD 12
298 800€

CD 34
61 200€

20%

Communes
240 000€

119 communes membres
2,77€ / Ha.

10%

Com. Com'
120 000€

7 CC membres
1,50€ / Ha.

360 000€

CONTRIBUTIONS STATUTAIRES DES MEMBRES : 1 200 000€

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

+ dotation de fonctionnement de l'Etat : 150 000€

Total des recettes institutionnelle : 1 350 000€

CHIFFRES CLÉS : FINANCEMENTS DE LA STRUCTURE

1 200 000€

CONTRIBUTIONS STATUTAIRES

50 000€

VALORISATION DES LOCAUX ET VENTE D'ÉNERGIE

220 000€

MUTUALISATION ENTRE BUDGETS

2 190 000€

APPELS A PROJETS & SUBVENTIONS DU PROGRAMME D'ACTION

280 000€

PRESTATIONS DE L'ÉQUIPE A.E.E.R.

160 000€

AUTRES PRESTATIONS DE L'ÉQUIPE INGÉNIERIE

dont 118 000€ de Mon Accompagnateur Rénov'

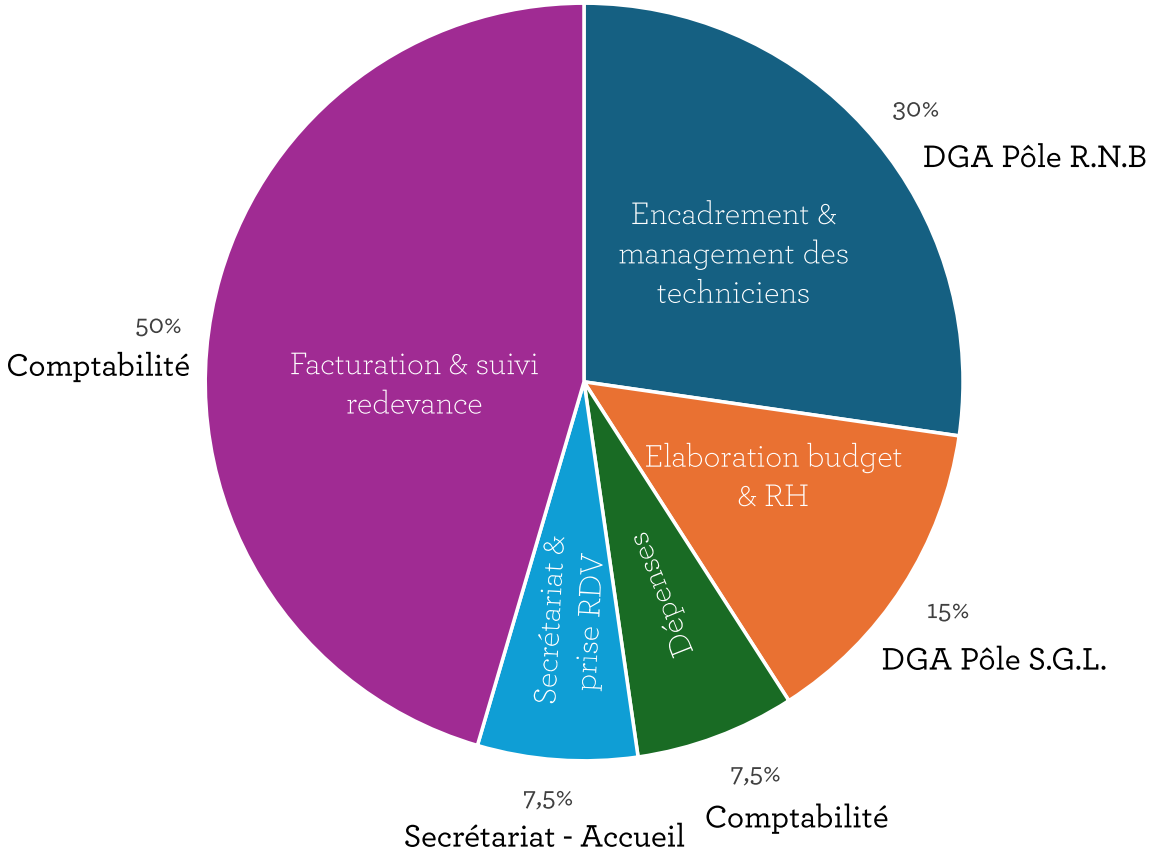
La valorisation de l'ingénierie dans le cadre du plan d'action et des appels à projets permettent d'équilibrer le financement de la structure

EFFECTIFS AU 1ER JANVIER 2025

				Hommes	Femmes
Droit public	Compétence générale	Fonctionnaires		12	10
		Contractuels	CDI	1	0
			CDD	7	7
			Sous-total	8	7
		Total Général		20	17
	SCOT	Fonctionnaire		1	0
Droit privé	SPANC	Contractuels	CDI	3	2
			Total Général	**24**	**19**
			Global	**43**	

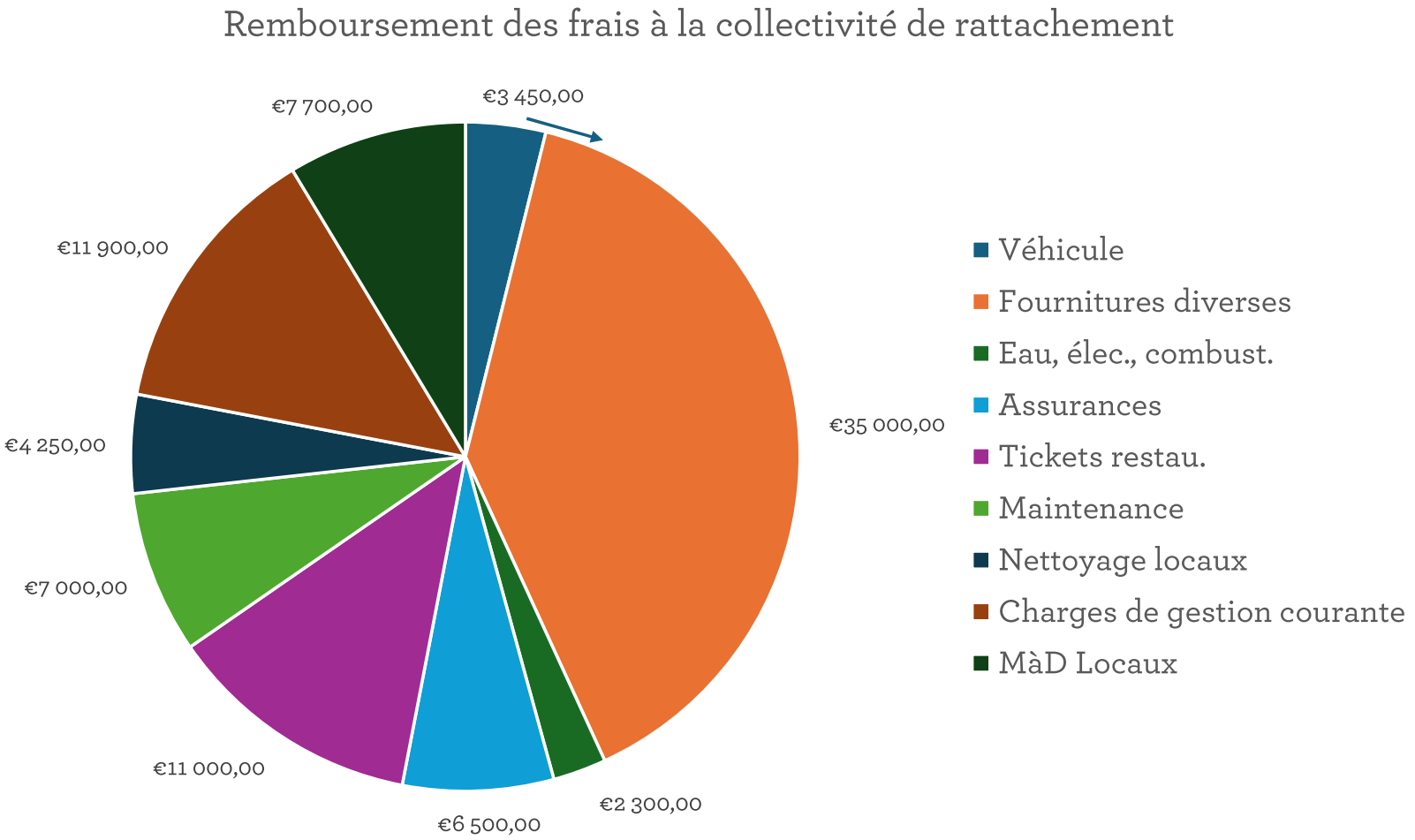
REFACTURATION ENTRE B.PRINCPAL & B.SPANC

MàD du personnel du B.Principal



Prévisionnel : 66 500,00€

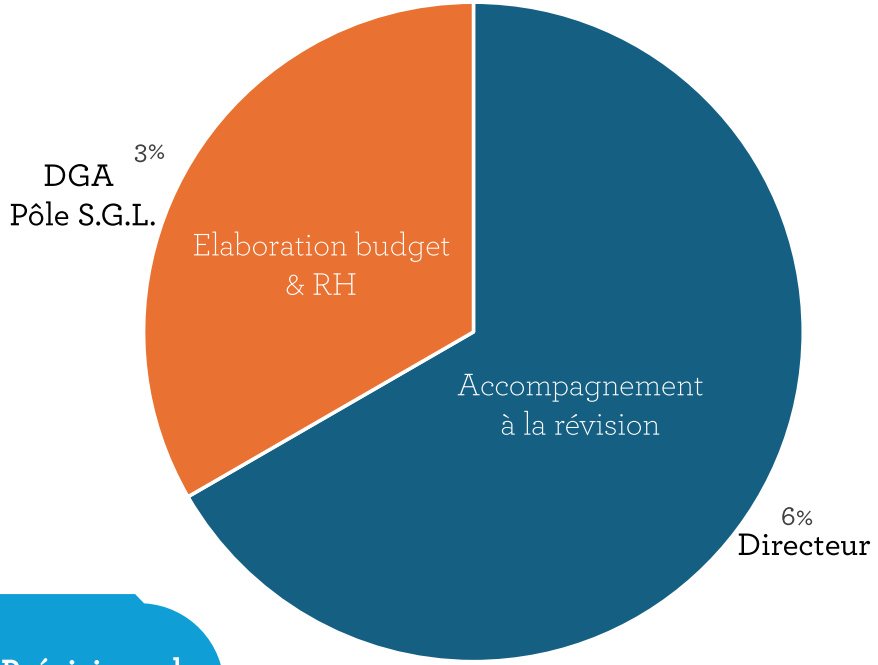
REFACTURATION ENTRE B.PRINCPAL & B.SPANC



Prévisionnel : 89 100,00€

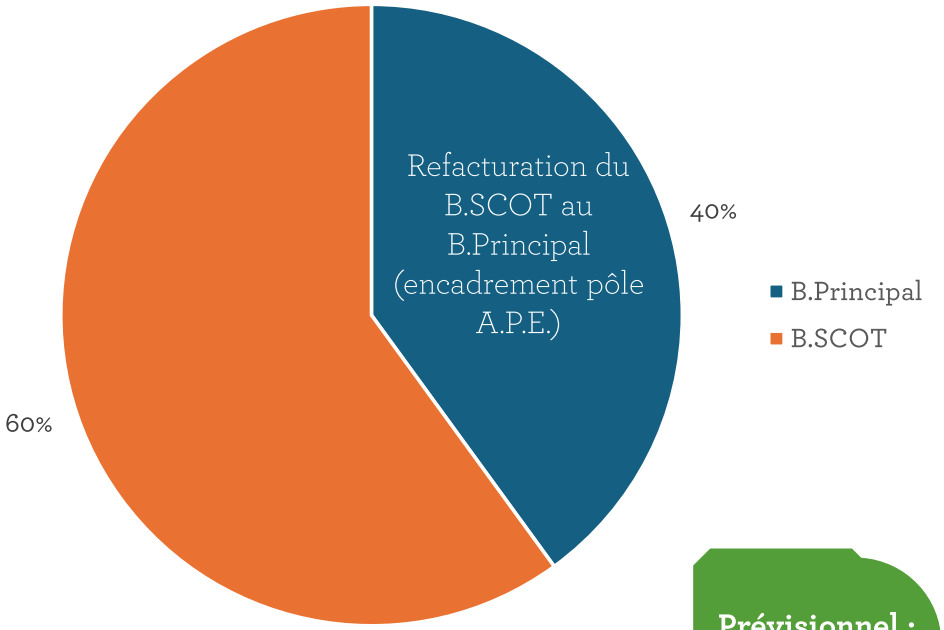
REFACTURATION ENTRE B.PRINCPAL & B.SCOT

MàD du personnel du B.Principal au B.SCOT



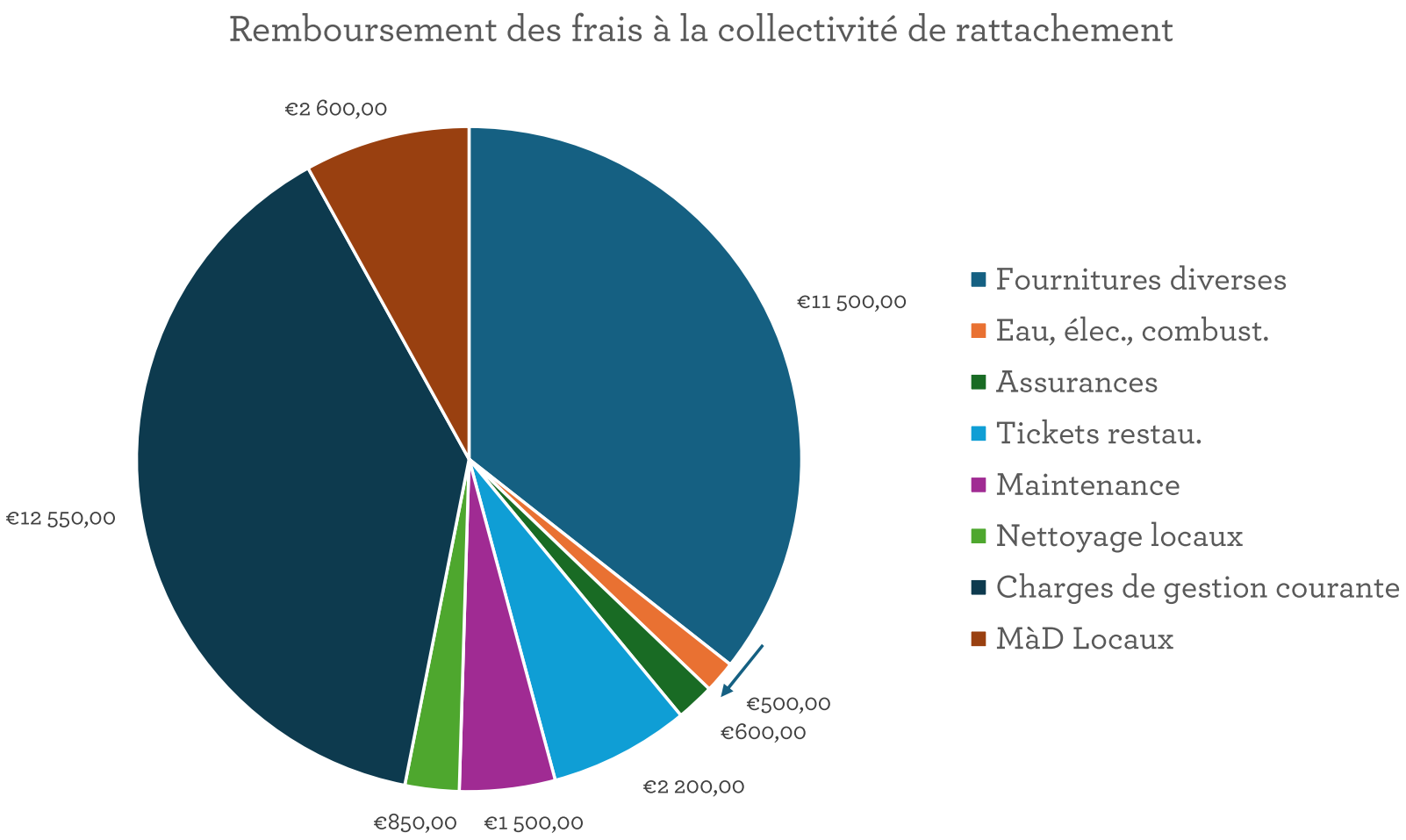
Prévisionnel : 9 500,00€

Répartition du temps de travail du chef de projet SCOT



Prévisionnel : 35 500,00€

REFACTURATION ENTRE B.PRINCPAL & B.SCOT



Prévisionnel : 32 300,00€



Parc naturel régional des Grands Causses

PRÉSENTATION BUDGET COMPÉTENCE GÉNÉRALE

Saint-Affrique le 21 mars 2025

Délibération SCoT n°2025-054 du Comité syndical du 23 juillet 2025

Budget SCOT DM n°1 du BP2025
Régularisation sur l'affectation des résultats de 2024

■ **Président de séance**	**Cyril TOUZET**
■ **Présents**	Jean **CAPEL** – Ester **CHUREAU** - Richard **FIOL** – Patrick **PES** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Gérard **CAILHOL** donne pouvoir à Cyril **TOUZET** Thierry **PEREZ LAFONT** donne pouvoir à Patrick **PES** Bernard **SIRGUE** donne pouvoir à Richard **FIOL**
■ **Absents**	/

Contexte

Sur le budget SCOT de l'exercice 2025 :

- L'excédent reporté d'investissement enregistré sur l'article comptable 001 « solde d'exécution de la section d'investissement » est de 69 300,44 euros
- Les restes à réaliser des dépenses d'investissement relatives aux études sont comptabilisés à l'article 202 « frais de réalisation des documents d'urbanisme » et, ont été repris à hauteur de 91 564,30 euros.

Ces restes à réaliser de 91 564,30 euros créent un besoin de financement qui n'est pas complètement couvert par le résultat d'investissement de 69 300,44 euros.

Aussi il convient d'opérer un ajustement sur l'affectation des résultats.

Objectif

Il convient d'affecter une partie du résultat d'excédent de fonctionnement à la section d'investissement via le compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé » afin de couvrir le besoin de financement généré par les restes à réaliser sur les frais d'études pour la révision du SCOT.

Budget

Décision modificative n°1 annexée à la présente délibération.

VOTE : Pour : 8 Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoria (M57) (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (M57) (2)

Numéro SIRET : 25120134900031

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Répartition par structure de trésorerie Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	40
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	41
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	42

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	44
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	45

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	144 203,23	154 349,30	97 867,44		A1	108 013,51
Investissement	0,00	24 879,06	(3) 96 494,72		A2	121 373,78
Fonctionnement	144 203,23	129 470,24	(4) 1 372,72		A3	-13 360,27

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	108 013,51
Investissement	**A2 + B2**	121 373,78
Fonctionnement	**A3 + B3**	-13 360,27

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-22 263,86	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) -22 263,86
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-22 263,86	-22 263,86

TOTAL DU BUDGET (5)	-22 263,86	-22 263,86

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**130 000,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**130 000,00** **0,00** **0,00** **0,00** **130 000,00**
	+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**130 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 612,14	0,00	0,00	0,00	3 612,14
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	22 263,86	22 263,86	22 263,86
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 612,14**	**0,00**	**22 263,86**	**22 263,86**	**25 876,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**3 612,14**	**0,00**	**22 263,86**	**22 263,86**	**25 876,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*22 263,86*		*-22 263,86*	*-22 263,86*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*7 629,28*		*0,00*	*0,00*	*7 629,28*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***29 893,14***		***-22 263,86***	***-22 263,86***	***7 629,28***

TOTAL	**33 505,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 505,28**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**96 494,72**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**130 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**7 629,28**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	32 900,00	0,00	0,00	0,00	32 900,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	116 000,00	0,00	0,00	0,00	116 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**148 950,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**148 950,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	50,00	0,00	0,00	0,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**149 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*22 263,86*		*-22 263,86*	*-22 263,86*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*7 629,28*		*0,00*	*0,00*	*7 629,28*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***29 893,14***		***-22 263,86***	***-22 263,86***	***7 629,28***
TOTAL		**178 893,14**	**0,00**	**-22 263,86**	**-22 263,86**	**156 629,28**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**156 629,28**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	316,02	0,00	0,00	0,00	316,02
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 000,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	123 204,40	0,00	0,00	0,00	123 204,40
75	Autres produits de gestion courante (4)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
Total des recettes de gestion courante		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 520,42**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 520,42**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 520,42**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**-20 891,14**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**156 629,28**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**7 629,28**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-22 263,86*	-22 263,86
	Dépenses de fonctionnement – Total	**0,00**	***-22 263,86***	**-22 263,86**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-22 263,86**

(1) Y compris les crédits ouverts par anticipation et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre budgétaires et comptables M57.

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*-22 263,86*	-22 263,86
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***-22 263,86***	**-22 263,86**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**22 263,86**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			-22 263,86
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			-22 263,86

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**33 505,28**	**0,00**	**-22 263,86**	**-22 263,86**	**-22 263,86**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 612,14	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 263,86*		*-22 263,86*	*-22 263,86*	*-22 263,86*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*7 629,28*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***29 893,14***		***-22 263,86***	***-22 263,86***	***-22 263,86***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**22 263,86**

Total des recettes d'investissement cumulées	**0,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**33 505,28**	**0,00**	**-22 263,86**	**-22 263,86**	**-22 263,86**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 612,14	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	3 612,14	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 263,86*		*-22 263,86*	*-22 263,86*	*-22 263,86*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*7 629,28*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*4 613,68*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*3 015,60*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***29 893,14***		***-22 263,86***	***-22 263,86***	***-22 263,86***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**178 893,14**	**0,00**	**0,00**	**-22 263,86**	**-22 263,86**	**0,00**	**-22 263,86**	**-22 263,86**
011	Charges à caractère général (4)	32 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	116 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**148 950,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	50,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**50,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**149 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 263,86*			*-22 263,86*	*-22 263,86*		*-22 263,86*	*-22 263,86*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*7 629,28*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**29 893,14**			**-22 263,86**	**-22 263,86**		**-22 263,86**	**-22 263,86**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-22 263,86**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (3)	316,02	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	123 204,40	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**-22 263,86**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-22 263,86**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**178 893,14**	**0,00**	**0,00**	**-22 263,86**	**-22 263,86**	**0,00**	**-22 263,86**	**-22 263,86**
011	Charges à caractère général (5)	32 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	2 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	6 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	16 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	116 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6211	Personnel affecté par CL de rattachement	64 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	48 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	50,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**148 950,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
67	Charges spécifiques (5)	50,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**50,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**149 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 263,86*			*-22 263,86*	*-22 263,86*		*-22 263,86*	*-22 263,86*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*7 629,28*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*7 629,28*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**29 893,14**			**-22 263,86**	**-22 263,86**		**-22 263,86**	**-22 263,86**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges (4)	316,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	316,02	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	123 204,40	0,00	0,00	0,00	0,00
74681	Autres DGD	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	89 704,40	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757368	Établiss. et services rattachés (Autres)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**177 520,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**96 494,72**	**0,00**	**0,00**	**96 494,72**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**96 494,72**	**0,00**	**0,00**	**96 494,72**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**96 494,72**	**0,00**	**0,00**	**96 494,72**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**96 494,72**	**22 263,86**	**22 263,86**	**118 758,58**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**33 505,28**	**-22 263,86**	**-22 263,86**	**11 241,42**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**33 505,28**	**-22 263,86**	**-22 263,86**	**11 241,42**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 33 505,28**	**-22 263,86**	**VI -22 263,86**
Ressources propres externes de l'année (a)		**3 612,14**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	3 612,14	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**29 893,14**	**-22 263,86**	**-22 263,86**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*4 613,68*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*3 015,60*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*22 263,86*	*-22 263,86*	*-22 263,86*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

001. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	
002. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
003. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire	
004. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
005. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ Thierry , Titulaire	
006. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
007. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	
008. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
009. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
010. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
011. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
012. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maxime , Suppléant	
013. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
014. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
015. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
016. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Décision modificative n°1 (Crédit supplémentaire)

Description : Décision Modificative 1 : régularisation affectation résultats 2024

Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D F 023 023 (ordre)		22 263,86	
R F 002 002		22 263,86	
R I 021 021 OPFI (ordre)		22 263,86	
R I 10 1068 OPFI	22 263,86		

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures		
	Réductions		22 263,86
Recettes :	Ouvertures	22 263,86	
	Réductions	22 263,86	22 263,86
Equilibre :	**Ouv. - Red.**		

EQUILIBRE

Solde Ouvertures	22 263,86
Solde Réductions	22 263,86
Ouv. - Réd.	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250723-20250723_054-BF
Reçu le 29/07/2025

Délibération PNRGC – SCoT – SPANC n°2025-068
du Comité syndical du 28 novembre 2025

Rapport d'Orientation Budgétaire 2026

Etaient présents les représentants suivants : **68**

- Pour le collège de la Région : **2**
  *Clément **CARLES** – Emmanuelle **GAZEL***

- Pour le collège des Départements : **1**
  *Jacques **RIGAUD***

- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  *Jean-Michel **ARNAL** – Gérard **CAILHOL** -Maxime **CONSTANS** - Richard **FIOL**- Philippe **LEPETIT** - Patrick **PES** - Jean-Luc **REQUI** – Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **57**
  *Loïc **ALMERAS** – Julie **ALRIQUET** - Roselyne **AMALRIC-VUAGNAT** – Jacques **ARLES** - Caroline **ASTRUC** – Marie-Pierre **AUTET** - Philippe **BAYLET** - Jean-Marc **BEA** – Christine **BEDEL** - Jean-Luc **BERNARD** - Ghislain **CABAL-ZINCK** - Jean-Louis **CABANES** - Nelly **CABANES** - Guy **CAZOTTES** – Marie-Rose **COMBES** - Roger **CORROCHANO** - Jean-Luc **CRASSOUS** – Jean-Luc **CROUZET** - Sébastien **DAVID** - Alain **DELMAS** - Florence **DELORT** – Elisabeth **DODINET** - Luc **DONNADIEU** – Yann **DUBOIS** - Monika **DUVINAGE** – Daniel **FABRE** – Joël **ESPINASSE** - Christophe **FROMENT** – Victorien **GENIEZ** - Bernard **GOUJON** - Philippe **GOUT** - Antoine **GOUTELLE** - Jean-Pierre **HERVAS** - Franck **ISSERT** - Romain **JEANJEAN** - Danièle **JOSEPH** – Franck **LE MOUTON-MAZIERES** – François **LEROY** - Gaëlle **LEVEQUE** - Aimé **MAJOREL** – Nathalie **MILHAU** - Bernadette **PAILHAS** – Pierre **PEIFFER** - Maxime **PETRAUD** - Séverine **PEYRETOUT** - Jean-Michel **PINAULT** – Florence **POLLET** - Gaëtan **PRIVAT** – Viviane **RAMONDENC** –Jean-Luc **RICARD** - Martine **RODRIGUEZ** - Christophe **ROMO** - Jean-Philippe **SABATHIER** – André **SERIN** - Jérôme **SINTES** - Benoit **SOLIER** – Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **31**

- Pour le collège de la Région : **1**
  *Fadilha **BENAMMAR KOLY** donne pouvoir à Clément **CARLES***

- Pour le collège des Départements : **/**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  *Sophie **PRADEL** donne pouvoir à Jean-Luc **REQUI***

- Pour le collège des communes : **29**
  1. *Eloi **ALBET** donne pouvoir à Maxime **PETRAUD***
  2. *Nicole **ANTOINE** donne pouvoir à Jean-Michel **PINAULT***
  3. *Christian **BOUDES** donne pouvoir à Séverine **PEYRETOUT***
  4. *Claude **CHIBAUDEL** donne pouvoir à Viviane **RAMONDENC***
  5. *Jonathan **COSTES** donne pouvoir à Jean-Philippe **SABATHIER***
  6. *Anne **CROS** donne pouvoir à Ghislain **CABAL-ZINCK***
  7. *Francis **CULIE** donne pouvoir à Roselyne AMALRIC-**VUAGNAC***
  8. *Bastien **GIACOBBI** donne pouvoir à Jérôme **SINTES***
  9. *Philippe **GIGANON** donne pouvoir à Marie-Rose **COMBES***
  10. *Edmond **GROS** donne pouvoir à Aimé **MAJOREL***
  11. *Christophe **HURAULT** donne pouvoir à Loïc **ALMERAS***
  12. *Marie-**JEANJEAN** donne pouvoir à Jacques **ARLES***
  13. *Jean-Michel **LADET** donne pouvoir à Jean-Luc **CRASSOUS***
  14. *Robert **LADET** donne pouvoir à Elisabeth **DODINET***
  15. *Michel **LEBLOND** donne pouvoir à Martine **RODRIGUEZ***

16. *Dominique **MAURY** donne pouvoir à Christine **BEDEL***
17. *Philippe **MEJANE** donne pouvoir à Luc **DONNADIEU***
18. *Bernadette **NEGROS** donne pouvoir à Alain **DELMAS***
19. *Nathalie **PALMIER** donne pouvoir à François **LEROY***
20. *Céline **RENAUD** donne pouvoir à Sébastien **DAVID***
21. *Daniel **ROUSSEL** donne pouvoir à Romain **JEANJEAN***
22. *Guy **SALES** donne pouvoir à Jean-Pierre **HERVAS***
23. *Madeleine **SARROUY** donne pouvoir à Caroline **ASTRUC***
24. *Michel **SENTY** donne pouvoir à Philippe **GOUT***
25. *Michel **SIMONIN** donne pouvoir à Franck **ISSERT***
26. *Jean-Claude **SOUYRIS** donne pouvoir à Gaëtan **PRIVAT***
27. *Yves **VIALA** donne pouvoir à Benoît **SOLIER***
28. *Marina **VIDAL CONDOMINES** donne pouvoir à Jean-Louis **CABANES***
29. *Michel **WOLKOWISKI** donne pouvoir à André **SERIN***

Absents - Excusés : **46**

- Pour le collège de la Région : **1**
  *Christine **SAHUET***

- Pour le collège des Départements : **3**
  *Monique **ALIES** – Claude **ASSIER** - Christophe **LABORIE***

- Pour le collège des groupements de communes : **3**
  *Sébastien **CROS** - Thierry **PEREZ LAFONT** – Bernard **SIRGUE***

- Pour le collège des communes : **39**
  *Guilhem **ALLEMAN** - Didier **BEREAUX** - Luc **BEVILACQUA** - Yves **BIOULAC** - Jean-Marie **BODT** - Adrien **BOUDES** – Yves **BOUSQUET** - Marie-Chantal **CALMES** – Ludovic **CAMPLO** - Alain **CARLES** - Arlette **CAZABONNE** - Laure **CLEMENT** - Michel **COMBES** - Vincent **COURTEAUX** - Natacha **CUNTY** - Aurélie **ESON** - Nathalie **GARRIGUES** - Emmanuelle **GASCOIN** - Christian **GINESTE** - Yann **JEANNIN** - Alain **JOSEPH** - Mathieu **LAMBRECHT** – Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Loïc **MARLAS** - Bernard **MAURY** - Christiane **MAURY** - Lauric **MERLAN** - Françoise **OLIVIER** - Pierre **PANTANELLA** - Gilles **PLET** - Philippe **RAMONDENC** - François **RODRIGUEZ** - Frédéric **ROIG** - Elian **ROQUES** - Jean-Marc **SAUVIER** - Mickaël **THOMAS** - Jean **TRINQUIER** - Arnaud **VIALA** - Didier **VIDAL***

Dans la continuité de 2025, l'exercice 2026 s'inscrit dans le cadre de la nouvelle Charte 2024 – 2039 sur un territoire élargi avec 119 communes adhérentes - 93 du Département de l'Aveyron et 26 du Département de l'Hérault - et des statuts prévoyant les nouvelles dispositions financières et comptables intégrant cet élargissement avec les contributions des nouvelles communes du Département de l'Hérault ainsi que les contributions statutaires de 7 intercommunalités.

A la suite de plusieurs années marquées par un contexte inflationniste avec de fortes tensions sur la trésorerie, l'année 2025 a été relativement sereine grâce notamment à l'augmentation depuis 2024 des recettes statutaires ainsi qu'aux mesures mises en place pour faire face à l'augmentation des frais de structure.

Pour l'année 2026, il conviendra toutefois de rester prudent :

■ Sur les dépenses

- Les prévisions budgétaires des charges de personnel (chapitre 012 du budget) qui intègrent la masse salariale telle que détaillée ci-dessous mais aussi le personnel affecté par le budget SCoT, la gratification des stagiaires étudiants, la médecine du travail et l'important poste d'assurance sur les risques statutaires seront maintenues à l'identique du budget 2025 à hauteur de 2 236 000 € pour 2026.
  Trois recrutements sont envisagés à savoir deux CDD de 6 mois chacun et la création d'un poste mutualisé sur la gestion des OLD « Obligations Légales de Débroussaillement ». Il est tenu compte dans ces prévisions budgétaires de l'éventuelle majoration des taux des cotisations sociales au 1er janvier 2026, des cinq avancements de grade effectif dès le 01/12/2025 et des différents sauts d'échelon d'ancienneté appliqués à l'ensemble du personnel (fonctionnaires et contractuels).
- Malgré les tendances inflationnistes, les prévisionns budgétaires sur les charges à caractère général (chapitre 011 du budget) seront également reconduites à même hauteur (carburant, assurance, maintenance....).

■ Sur les recettes

- D'un côté, la baisse des recettes locatives avec le départ des services de la DDT au 1/11/2025 et d'un autre côté, la mise à disposition payante du parking P3 par la CCI depuis 2025 nous exige de poursuivre avec rigueur l'engagement des dépenses structurelles.
- Il convient de rappeler que l'isolation du siège, le mode de chauffage au bois , l'autoconsommation électrique et la flotte hybride ou électrique protègent quelque peu le budget du Syndicat.
- Du côté des recettes, depuis 2024, les nouveaux statuts du Syndicat mixte ont permis l'augmentation globale des dotations statutaires. Il n'y a pas eu de revalorisation en 2025 et il n'en est pas prévu en 2026.
- De même, il est proposé, pour 2026, le maintien des tarifs des mises à disposition de services et de personnel auprès des collectivités membres du Syndicat mixte, réévalués en 2023 (pour rappel : 300 € par jour pour l'équipe d'agent d'entretien de l'espace rural et 370 € par jour pour les prestations d'ingénierie).
- Il est à noter que le Syndicat mixte compose avec des tensions sur sa trésorerie du fait des effets conjugués des délais de paiement des subventions de plusieurs partenaires et des modalités comptables de plusieurs appels à projets et dispositifs d'accompagnements.
- Par ailleurs le contexte national et la situation budgétaire auxquels sont confrontés les membres du Syndicat Mixte impactent le financement du programme d'action du PNR. En effet la tendance conjonturelle à la baisse des subventions, des dispositifs d'accompagnement et des appels à projets notamment sur les fonds européens, l'Etat et les agences nationales ou la Région se confirment.
  De fait 2026 sera une année de transition avec des programmes qui s'achèvent et des incertitudes sur la poursuite de certaines actions.
  Le Syndicat mixte devra veiller sur les années qui viennent à mobiliser de nouvelles sources de financements pour poursuivre les actions engagées pour le territoire, et notamment :
  - en renforçant la veille sur les appels à projets et l'ingénierie financière,
  - en travaillant au développement du mécénat et des partenariats privés,
  - en construisant des partenariats et des mutualisations avec des collectivités à l'échelle du territoire et de la Région,
  - en réfléchissant à la création d'une enveloppe dédiée au programme d'actions sur la base de la Dotation Aménités Rurales dont bénéficie l'ensemble des communes rurales du Territoire du fait de leur classement Parc naturel régional.

DEPENSES DE PERSONNEL

Au 1er janvier 2026 l'effectif de la compétence générale sera composé de 24 fonctionnaires territoriaux, 1 agent en CDI « Contrat à Durée Indéterminée » et 14 agents en CDD « Contrat à durée déterminée » dont 1 agent sous contrat d'apprentissage.

24 fonctionnaires, 10 CDD et 1 CDI exercent le travail à temps complet ; 4 CDD sont à temps partiel au taux de 80%, 1 CDD est en temps partagé avec la compétence SPANC. Il convient de noter qu'aucun temps partiel n'est imposé par l'employeur mais relève de choix individuels des agents.
Deux fonctionnaires sont détachés sur un contrat de projet sur le programme d'actions.

Au total, l'équivalent temps plein (ETP) de la compétence générale (permanent et plan d'actions) est au 1er janvier 2026 de 38,20 (39 agents).

L'effectif financé sur le budget SCoT correspond à 1 fonctionnaire à temps plein mutualisé à 60% sur le budget SCoT et à 40% sur le budget principal de la compétence générale, tandis que l'effectif du budget SPANC correspond à 5 agents à temps complet en CDI de droit privé, soit 5 ETP et 1 CDD en temps partagé avec la compétence générale.

Au 1er janvier 2026, l'effectif complet toutes compétences confondues est de 44 personnes représentant 43,20 ETP.

Au 1er janvier 2026, le coût total (équipe permanente et contractuels liés à l'équipe AEER « Agent d'Entretien de l'Espace Rural » et aux appels à projet ou au plan d'actions) du poste personnel relevant du budget général est de 2 042 500 € à minorer de 20 000 € correspondants aux remboursements des assurances pour « maladie », soit un total de 2 022 500 €.

Sur l'année 2026 sont envisagés 3 recrutements dont 1 relatif à la prolongation de la mission ZAN pour 6 mois et, 1 concernant un recrutement saisonnier de 6 mois pour renforcer l'équipe AEER et 1 pour la gestion des OLD dans le cadre du Fonds Vert représentant un coût global de 74 000 €.

Sur le BP2026 voté le 12/12/2025, en intégrant les deux recrutements prévisionnels énoncés de 6 mois, cette dépense est constituée pour 1 480 000 € par le coût des emplois permanents occupés par des fonctionnaires et un CDI, pour 599 500 € pour les emplois occupés en CDD dont 83 500 € pour les AEER, 86 000 € pour les emplois occupés sur des postes structurels et 430 000 € sur les postes liés à la mise en œuvre du plan d'actions et donc financés par ce biais.
Le coût du recrutement sur le poste OLD évalué à 37 000 € environ sur l'année complète sera intégré ultérieurement par DM avec prise en compte de la date réelle de recrutement.

En 2025, le poste rémunération complémentaire au traitement indiciaire de l'ensemble des emplois permanents se décompose ainsi :

- NBI - nouvelle bonification indiciaire..... 10 405,00 €
- Régime indemnitaire (IFSE, CIA)..... 291 678,00 €
- SFT – supplément familial de traitement.....10 627,00 €

Le temps effectif des agents à temps complet correspond à 1 607 heures annuelles, décomptées pour tous les agents sédentaires au siège par le biais d'un système de « pointeuse », tandis que les autres agents (chargés de mission, techniciens) fonctionnent sous le système du forfait jour (cf. accord cadre temps de travail).

DETTE

La dette du Syndicat est exclusivement constituée d'un prêt de 900 000 € contracté en 2017 auprès du Crédit Agricole Nord-Midi-Pyrénées pour une durée de 25 années à taux fixe de 2,73 % (renégocié en 2019 au taux de 2,21 %).

Ce prêt a été contracté dans le cadre de l'acquisition – amélioration du siège du Syndicat, le capital restant dû au 1/1/2026 est de 674 263,48 €.

Dans les perspectives budgétaires du Syndicat aucun nouvel emprunt n'est envisagé.

Prêt renegocié en 2019

CREDIT AGRICOLE NORD MIDI-PYRENEES

Votre agence

Collectivites Publiques 12
6 Bd Du 122E Rgt D Infanterie
12000 Rodez
Tél : 05 65 89 12 24
Fax : 05 65 89 19 36

Votre Conseiller

Alexandra Regimbeau
Tel : 05 65 89 12 78

Vos contacts

Internet : www.ca-nmp.fr
Filservice : 098 098 18 18
(numéro non surtaxé)
Email : contact@ca-nmp.fr
Votre Appli : Ma Banque

PNR
REÇU LE
25 MARS 2019
PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

1/2 50/14/716/509 01AA1460391G4DP 2 CRM
GREE464 00510

PARC NATUREL REGIONAL
DES GRANDS CAUSSES
71 BOULEVARD DE L AYROLLE
12101 MILLAU CEDEX

RODEZ, le 20 Mars 2019

PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES,
Votre contrat N°00001920417

Référence à rappeler dans toute correspondance :
Client : 030180172
Contrat : 00001920417
Agence : 00510
Date : 20.03.2019

IBAN : FR76 1120 6000 8020 0111 3992 213

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-dessous les informations relatives à votre financement.

Caractéristiques du crédit :

Catégorie	: 1143	Date valeur réalisation	: 28.02.2019	
Taux	: 2,2100 TAUX FIXE	Montant déjà réalisé antérieurement	:	0,00 EUR
Durée en mois	: 288	Montant du crédit	:	875 763,07 EUR
Différé total	:			
Différé partiel	:			
Périodicité	: TRIMESTRIELLE	Montant réalisé	:	875 763,07 EUR

Décompte du crédit :

Commission	:	0,00 EUR			
Frais de dossier	:	1 751,53 EUR	Droits d'enregistrement	:	0,00 EUR
Frais d'étude	:	0,00 EUR	Intérêts avant le 30.06.2019	:	0,00 EUR

N°	Date	Capital Restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Capital amorti en EUR	Intérêts en EUR
1	30.06.2019	868 822,37	13 357,09	6 940,70	6 416,39
2	30.09.2019	861 843,32	11 779,29	6 979,05	4 800,24
3	31.12.2019	854 825,71	11 779,29	7 017,61	4 761,68
4	31.03.2020	847 769,33	11 779,29	7 056,38	4 722,91
5	30.06.2020	840 673,97	11 779,29	7 095,36	4 683,93
6	30.09.2020	833 539,40	11 779,29	7 134,57	4 644,72
7	31.12.2020	826 365,42	11 779,29	7 173,98	4 605,31
8	31.03.2021	819 151,80	11 779,29	7 213,62	4 565,67
9	30.06.2021	811 898,32	11 779,29	7 253,48	4 525,81
10	30.09.2021	804 604,77	11 779,29	7 293,55	4 485,74
11	31.12.2021	797 270,92	11 779,29	7 333,85	4 445,44
12	31.03.2022	789 896,55	11 779,29	7 374,37	4 404,92
13	30.06.2022	782 481,44	11 779,29	7 415,11	4 364,18

CR Nord Midi-Pyrenees 219 Avenue Francois Verdier 81022 ALBI CEDEX 9 444 953 830 RCS ALBI

IMPRIM'VERT
PEFC 10-31-1248 / Certifié PEFC / pefc-france.org

N°	Date	Capital Restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Capital amorti en EUR	Intérêts en EUR
14	30.09.2022	775 025,36	11 779,29	7 456,08	4 323,21
15	31.12.2022	767 528,09	11 779,29	7 497,27	4 282,02
16	31.03.2023	759 989,39	11 779,29	7 538,70	4 240,59
17	30.06.2023	752 409,04	11 779,29	7 580,35	4 198,94
18	30.09.2023	744 786,81	11 779,29	7 622,23	4 157,06
19	31.12.2023	737 122,47	11 779,29	7 664,34	4 114,95
20	31.03.2024	729 415,78	11 779,29	7 706,69	4 072,60
21	30.06.2024	721 666,51	11 779,29	7 749,27	4 030,02
22	30.09.2024	713 874,43	11 779,29	7 792,08	3 987,21
23	31.12.2024	706 039,30	11 779,29	7 835,13	3 944,16
24	31.03.2025	698 160,88	11 779,29	7 878,42	3 900,87
25	30.06.2025	690 238,93	11 779,29	7 921,95	3 857,34
26	30.09.2025	682 273,21	11 779,29	7 965,72	3 813,57
27	31.12.2025	674 263,48	11 779,29	8 009,73	3 769,56
28	31.03.2026	666 209,50	11 779,29	8 053,98	3 725,31
29	30.06.2026	658 111,02	11 779,29	8 098,48	3 680,81
30	30.09.2026	649 967,79	11 779,29	8 143,23	3 636,06
31	31.12.2026	641 779,57	11 779,29	8 188,22	3 591,07
32	31.03.2027	633 546,11	11 779,29	8 233,46	3 545,83
33	30.06.2027	625 267,16	11 779,29	8 278,95	3 500,34
34	30.09.2027	616 942,47	11 779,29	8 324,69	3 454,60
35	31.12.2027	608 571,79	11 779,29	8 370,68	3 408,61
36	31.03.2028	600 154,86	11 779,29	8 416,93	3 362,36
37	30.06.2028	591 691,43	11 779,29	8 463,43	3 315,86
38	30.09.2028	583 181,24	11 779,29	8 510,19	3 269,10
39	31.12.2028	574 624,03	11 779,29	8 557,21	3 222,08
40	31.03.2029	566 019,54	11 779,29	8 604,49	3 174,80
41	30.06.2029	557 367,51	11 779,29	8 652,03	3 127,26
42	30.09.2029	548 667,68	11 779,29	8 699,83	3 079,46
43	31.12.2029	539 919,78	11 779,29	8 747,90	3 031,39
44	31.03.2030	531 123,55	11 779,29	8 796,23	2 983,06
45	30.06.2030	522 278,72	11 779,29	8 844,83	2 934,46
46	30.09.2030	513 385,02	11 779,29	8 893,70	2 885,59
47	31.12.2030	504 442,18	11 779,29	8 942,84	2 836,45
48	31.03.2031	495 449,93	11 779,29	8 992,25	2 787,04
49	30.06.2031	486 408,00	11 779,29	9 041,93	2 737,36
50	30.09.2031	477 316,11	11 779,29	9 091,89	2 687,40
51	31.12.2031	468 173,99	11 779,29	9 142,12	2 637,17
52	31.03.2032	458 981,36	11 779,29	9 192,63	2 586,66
53	30.06.2032	449 737,94	11 779,29	9 243,42	2 535,87
54	30.09.2032	440 443,45	11 779,29	9 294,49	2 484,80
55	31.12.2032	431 097,61	11 779,29	9 345,84	2 433,45
56	31.03.2033	421 700,13	11 779,29	9 397,48	2 381,81
57	30.06.2033	412 250,73	11 779,29	9 449,40	2 329,89
58	30.09.2033	402 749,13	11 779,29	9 501,60	2 277,69
59	31.12.2033	393 195,03	11 779,29	9 554,10	2 225,19
60	31.03.2034	383 588,14	11 779,29	9 606,89	2 172,40
61	30.06.2034	373 928,17	11 779,29	9 659,97	2 119,32
62	30.09.2034	364 214,83	11 779,29	9 713,34	2 065,95
63	31.12.2034	354 447,83	11 779,29	9 767,00	2 012,29
64	31.03.2035	344 626,86	11 779,29	9 820,97	1 958,32
65	30.06.2035	334 751,63	11 779,29	9 875,23	1 904,06
66	30.09.2035	324 821,84	11 779,29	9 929,79	1 849,50
67	31.12.2035	314 837,19	11 779,29	9 984,65	1 794,64
68	31.03.2036	304 797,38	11 779,29	10 039,81	1 739,48
69	30.06.2036	294 702,10	11 779,29	10 095,28	1 684,01
70	30.09.2036	284 551,04	11 779,29	10 151,06	1 628,23
71	31.12.2036	274 343,89	11 779,29	10 207,15	1 572,14

CREDIT AGRICOLE
NORD MIDI-PYRENEES

N°	Date	Capital Restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Capital amorti en EUR	Intérêts en EUR
72	31.03.2037	264 080,35	11 779,29	10 263,54	1 515,75
73	30.06.2037	253 760,10	11 779,29	10 320,25	1 459,04
74	30.09.2037	243 382,83	11 779,29	10 377,27	1 402,02
75	31.12.2037	232 948,23	11 779,29	10 434,60	1 344,69
76	31.03.2038	222 455,98	11 779,29	10 492,25	1 287,04
77	30.06.2038	211 905,76	11 779,29	10 550,22	1 229,07
78	30.09.2038	201 297,25	11 779,29	10 608,51	1 170,78
79	31.12.2038	190 630,13	11 779,29	10 667,12	1 112,17
80	31.03.2039	179 904,07	11 779,29	10 726,06	1 053,23
81	30.06.2039	169 118,75	11 779,29	10 785,32	993,97
82	30.09.2039	158 273,84	11 779,29	10 844,91	934,38
83	31.12.2039	147 369,01	11 779,29	10 904,83	874,46
84	31.03.2040	136 403,93	11 779,29	10 965,08	814,21
85	30.06.2040	125 378,27	11 779,29	11 025,66	753,63
86	30.09.2040	114 291,69	11 779,29	11 086,58	692,71
87	31.12.2040	103 143,86	11 779,29	11 147,83	631,46
88	31.03.2041	91 934,44	11 779,29	11 209,42	569,87
89	30.06.2041	80 663,09	11 779,29	11 271,35	507,94
90	30.09.2041	69 329,46	11 779,29	11 333,63	445,66
91	31.12.2041	57 933,22	11 779,29	11 396,24	383,05
92	31.03.2042	46 474,01	11 779,29	11 459,21	320,08
93	30.06.2042	34 951,49	11 779,29	11 522,52	256,77
94	30.09.2042	23 365,31	11 779,29	11 586,18	193,11
95	31.12.2042	11 715,11	11 779,29	11 650,20	129,09
96	31.03.2043	0,00	11 779,84	11 715,11	64,73

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord Midi-Pyrénées, société coopérative à capital et personnel variables, agréée en tant qu'établissement de crédit. Siège social : 219, Avenue François Verdier 81022 ALBI Cedex 9. Tél : 098 098 18 18 (numéro non surtaxé) - 444 953 830 RCS ALBI. Société de courtage en assurances, immatriculée sous le numéro 07 019 259 au Registre de l'ORIAS.

FINANCEMENT STRUCTURE

Le coût de la structure (hors plan d'actions et investissement) représente environ 2 129 000 € dont 1 679 000 € sont des dépenses de personnels, 450 000 € des achats, prestataires, indemnités élus et fournitures, dont 15 000 € d'intérêts de la dette (échéance annuité de 47 000 €/an environ).

Ces coûts sont financés à hauteur de 1 350 000 € par :

- Les participations statutaires des membres (480 000 € de la Région / 360 000 € des Départements / 240 000 € des communes / 120 000 € des Communautés de communes).
- Une participation annuelle forfaitaire de l'Etat pour 150 000 €.

Les recettes institutionnelles représentent 1 350 000 €, laissant un reste à financer d'environ 779 000 €.

La mutualisation des moyens généraux entre les diverses compétences permet un gain de productivité qui dégage 220 000 €.

La valorisation des locaux (location LPO 13 500 €) et la vente d'énergie (2 500 €) permettent de dégager 16 000 €.

La mise à disposition de personnel et les prestations assurées par les équipes d'entretien de l'espace naturel, par les conseillers en énergie et/ou de l'ingénierie représentent 500 000 €.

La valorisation de l'ingénierie dans le cadre du plan d'action et des appels à projet ainsi que les recettes d'activités permettront :

- D'une part d'équilibrer le financement de la structure.
- D'autre part de dégager de l'autofinancement affecté pour partie à certains investissements tels que :
  - Le renouvellement du parc informatique.
  - Le renouvellement d'un véhicule décarboné avec, en complément, un financement sur le Fonds Vert PCAET.
  - L'acquisition du « Carétou », pris en location avec option d'achat jusqu'en 2025, avec, en complément, une aide spécifique de l'ARS.

SCoT

L'année 2026 est marquée par un budget SCoT de révision avec la finalisation du SCoT AEC en conformité avec la Charte 2024-2039.

Les études liées à cette révision, imputées en section d'investissement, ont été budgétisées à hauteur de 122 000 € sur le budget 2025. Les restes à réaliser évalués à 50 000 € seront repris sur 2026 et complétés à hauteur de 18 500 € pour une enveloppe globale de 68 500 € sur la section d'investissement.

L'équilibre budgétaire de cette section d'investissement se fait par le biais de l'amortissement appliqué sur les études depuis 2014, origine du budget SCoT. Cet amortissement a ainsi constitué au fil des années un excédent d'investissement reporté.

En parallèle, sur la section de fonctionnement, par le jeu des écritures comptables, l'année 2026 fera l'objet d'une dotation annuelle sur les amortissements des études antérieures, évaluée à 18 500 €.

Également, sur la section de fonctionnement, en 2026, les frais de personnel seront à hauteur de 120 500 € avec la prise en compte des ajustements à venir sur les charges sociales, des évolutions statutaires sur le poste de chef de projet SCoT, avec le maintien de l'appui budgétaire/RH et le maintien du suivi renforcé de la Direction dans le but de mener à bien la révision du SCoT.

Les frais de structure évalués à 64 500 € en 2025, seront réduits à 54 000 € pour 2026 intégrant les frais liés à la révision et à l'enquête publique, intégrant également une provision de 3 500 € pour couvrir d'éventuels besoins juridiques. Le budget SCoT reste également impacté par l'inflation sur l'ensemble des postes.

Soit un budget global de fonctionnement évalué à 193 000 € environ.

En recettes, la contribution des EPCI, en 2026, sera maintenue au niveau de l'année précédente pour un montant global avoisinant 92 700 € sur les bases 2025 qui pourront être réajustées en cours d'année.

Dans le cadre de la fin de la révision, une contribution exceptionnelle de l'Etat - DGD - Dotation Générale Décentralisée – sera demandée en 2026 pour un montant de 39 500 €.

Le report des subventions du Conseil Régional Occitanie obtenues dans le cadre des contrats spécifique 2024 et 2025 pour 25 000 €.

Il est essentiel de noter la mutualisation du personnel avec le budget principal qui représente environ une recette de 35 500 € par an pour le budget SCoT ; Le chef de projet SCoT est affecté à 60% sur le budget SCoT et à 40% sur le budget principal au titre de ces missions d'encadrement d'un pôle.

SPANC

Le coût d'exploitation du service pour le suivi des 9 700 installations réparties sur 86 communes sera de l'ordre de 387 000 € en 2026.

Les prestations spécifiques au changement de logiciel supportées en 2025 ne sont pas à reconduire ce qui permet de maintenir au même niveau le coût d'exploitation annuel du service tout en intégrant les évolutions mentionnées ci-dessous.

Ce coût d'exploitation comprend le coût du personnel évalué pour 2026 à 203 500 € environ pour les 5 techniciens à temps complet en CDI de droit privé et le coût du personnel mis à disposition par la collectivité de rattachement évalué en 2026 à hauteur de 70 500 € pour le suivi comptable de la redevance, les prestations RH, budgétaire et d'encadrement.

L'évolution du coût sur les charges à caractère général s'explique en partie par l'inflation et par quelques ajustements sur certains postes comme l'entretien de matériel roulant pour tenir compte du vieillissement des véhicules, sur le carburant du fait du nombre croissant des dispositifs à contrôler.

Les coûts d'exploitation sont couverts par les redevances payées par les usagers du service (380 000 € environ en 2025). Ce montant augmente progressivement avec le déploiement de l'ensemble des visites sur les installations du Saint-Affricain, de Broquiès et du Rougier.
Il peut être estimé pour l'année 2026 à 385 000 €.

Depuis, l'intégration d'une vingtaine de communes a modifié la structure budgétaire du Parc avec l'accroissement des dépenses liées à un poste supplémentaire de technicien et la montée en charge progressive qui sera complétée de manière dégressive par l'apport de subvention d'équilibre des collectivités concernées selon le plan validé par le Comité syndical.
C'est dans ce cadre-là que la Communauté de communes du Saint-Affricain, Roquefort et Sept vallons abondera le budget SPANC en 2026, pour la 5ème et dernière année, à hauteur de 1 300 € environ. La commune de Broquiès a contribué sur 3 années de 2022 à 2024.

Depuis plusieurs années, le budget de fonctionnement trouve son équilibre par l'affectation du résultat excédentaire cumulé sur exercices antérieurs.
En effet, sur quatre exercices comptables successifs, de 2020 à 2023, les résultats annuels ont été déficitaires.
Pour inverser cette tendance, depuis 2023, les redevances du service sont revalorisées par un coefficient de réactualisation validé par délibération n°2023-012 du Comité syndical du 10 mars 2023 afin de rechercher l'équilibre financier entre le coût structurel du service et les redevances des usagers. Pour le budget 2026, ce coefficient sera réactualisé sur la base des derniers indices connus ; le vote du budget étant anticipé au mois de décembre 2025, en raison des élections municipales de mars 2026.
Il est à noter que cette révision de la redevance a permis de clôturer l'exercice 2024 par un excédent. A ce jour l'exercice 2025 n'est pas clôturé.

Les éléments budgétaires détaillés ont été présentés, ce jour, au conseil d'exploitation du SPANC soit deux semaines avant le vote du budget prévu le 12 décembre 2025.

Présents ou exprimés			Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix		3	0	0	4	3
		40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix		1			4	1
		30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix		9	0	0	12	9
		10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix		86	0	0	125	86
		20,00	20,00	0,00	0,00		
		total voix	100	0	0	145	100
		résultats relatifs	**100,00**	0,00	0,00		

A l'issue de la présentation, le Comité syndical prend acte du débat d'orientation budgétaire sur la base du rapport d'orientation budgétaire.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL





PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

28 NOVEMBRE

COMITE SYNDICAL

28 NOVEMBRE 2025

MILLAU

ORDRE DU JOUR

- DEBAT D'ORIENTATION BUDEGTAIRE 2026
- BILAN DES ACTIONS ET PERSPECTIVES 2026



Vendredi 28 novembre 2025

COMITÉ SYNDICAL DU PNR DES GRANDS CAUSSES

Rapport d'Orientation Budgétaire 2026

CONTEXTE GÉNÉRAL

Situation budgétaire 2026, sera dans la continuité de l'exercice précédent, du fait notamment :

- Des recettes structurelles stables liées aux contributions statutaires des membres revues dans le cadre de la charte 2024-2039 en lien avec l'extension du périmètre
- Une maîtrise des dépenses de structure malgré l'inflation

TENDANCE ET CADRE BUDGÉTAIRE 2026

- Poursuite d'une gestion prudente et rigoureuse au regard du contexte national
- Maintien des grands équilibres budgétaires malgré l'inflation
- Des charges de personnels maitrisées
- Une vigilance sur la trésorerie en particulier sur le programme d'action
- Une baisse conjoncturelle des subventions, dispositifs d'accompagnement et aap

TENDANCE ET CADRE BUDGÉTAIRE 2026

- 2026 sera une année de transition sur le volet programme d'action avec la nécessité de chercher de nouvelles ressources financières
  - Veille et ingénierie financière
  - Recherche de mécénat et partenariats privés
  - Recherche de mutualisations
  - Dotation aménités rurales pour poursuivre les actions sur le territoire

DÉPENSES DE PERSONNEL

Coût global personnel : 2 022 500€

- 44 agents / 43,2 ETP
    - Dont 24 fonctionnaires, 6 CDI, 14 CDD
- 3 recrutements prévisionnels en 2026
    - CM ZAN 6mois (prolongement)
    - AEER saisonnier 6 mois (renfort)
    - CM OLD
- Intégration des avancements de grade et sauts d'échelon

DETTE

- Dette unique :
  - Prêt siège 2017 renégocié en 2019 – 900 000€ sur 25 ans (taux 2,21%)
    - Capital restant dû au 01.01.2026 : 674 263€
    - Annuité : 47 000€ dont 15 000€ d'intérêts
- Aucun nouvel emprunt prévu

FINANCEMENT DE LA STRUCTURE

- Dépenses de fonctionnement

Cout de la structure 2 129 000€ :

- 1 679 000€ de dépenses de personnel (hors programme d'action)
- 450 000€ charges générales

reconduites à niveau constant malgré inflation et charges nouvelles (parking)

FINANCEMENT DE LA STRUCTURE

Recettes de fonctionnement

Dotations Statutaires - Région - Départements - Communes - Communautés de Communes	**1 200 000€** 480 000€ 360 000€ 240 000€ 120 000€
Etat – participation forfaitaire	**150 000€**
Mutualisation compétences	**220 000€**
Valorisation des locaux	**16 000€**
Mise à disposition personnel et prestations	**500 000€**
TOTAL	**2 086 000€**

- La valorisation de l'ingénierie dans le cadre du plan d'action et des appels à projet ainsi que les recettes d'activités permettront d'équilibrer le financement structure et de dégager de l'autofinancement pour financer les investissements 2026.

INVESTISSEMENT 2026

- Renouvellement du parc informatique
- Acquisition Carretou en fin de location longue durée

(financement ARS)

- Acquisition Véhicule « décarbonné »

(financement Fond vert PCAET)

SCOT 2026

- Finalisation du SCoT AEC en 2026
- Report enquête publique
- Investissement 68 500€
- Fonctionnement : 193 000 €
- Financement :
- contributions EPCI (92 700 €),
- DGD État (39 500 €),
- Subvention Région Contrat Spécifique (25 000 €), mutualisation RH (35 500 €)

SPANC 2026

- 9 700 installations sur 86 communes
- Coût d'exploitation : 387 000 € (dont 203 500 € personnel)
- Poursuite de la montée en charge progressive sur le territoire intégré
- Recettes : redevances usagers ≈ 385 000 € complété par la contribution de la CCSAR7V pour la dernière année
- exercice équilibré depuis 2024 après 3 années de déficits consécutifs, grâce notamment à la mise en place du coefficient de réactualisation sur la redevance.



COMITÉ SYNDICAL DU PNR DES GRANDS CAUSSES

Vendredi 28 novembre 2025

Parc naturel régional des Grands Causses

Bilan des actions et perspectives 2026

GOUVERNANCE SYNDICAT MIXTE

4 Comité Syndicaux :

- 17/01/2025 Lodève
- 21/03/2025 Saint Affrique
- 28/11/2025 Millau
- 12/12/2025 Séverac d'Aveyron



5 Bureaux Syndicaux :

- 14/02/2025
- 21/03/2025
- 26/06/2025
- 8/10/2025
- 12/12/2025

→ 2026 – renouvellement de la Gouvernance



COMITÉ SYNDICAL

28 NOVEMBRE

Parc naturel régional des Grands Causses

30 ANS DU PARC

- 6 rendez-vous imaginés avec le territoire :
  - une moyenne de 300 participants par dates
  - des thèmes variés : biodiversité, transitions, agropastoralisme, randonnées et patrimoine…
  - Une mobilisation du territoire (collectivités) et du comité scientifique
  - un seul report : inauguration du Chemin de l'Eau le dimanche 24 mai 2026 à La Vacquerie





BIODIVERSITÉ ET RESSOURCES NATURELLES

LA RESSOURCE EN EAU : BILAN 2025

Quantitatif

- 45 sources dont 8 télétransmises
- +6 stations sur le Lodévois
- 16 425 débits moyen journaliers bancarisés

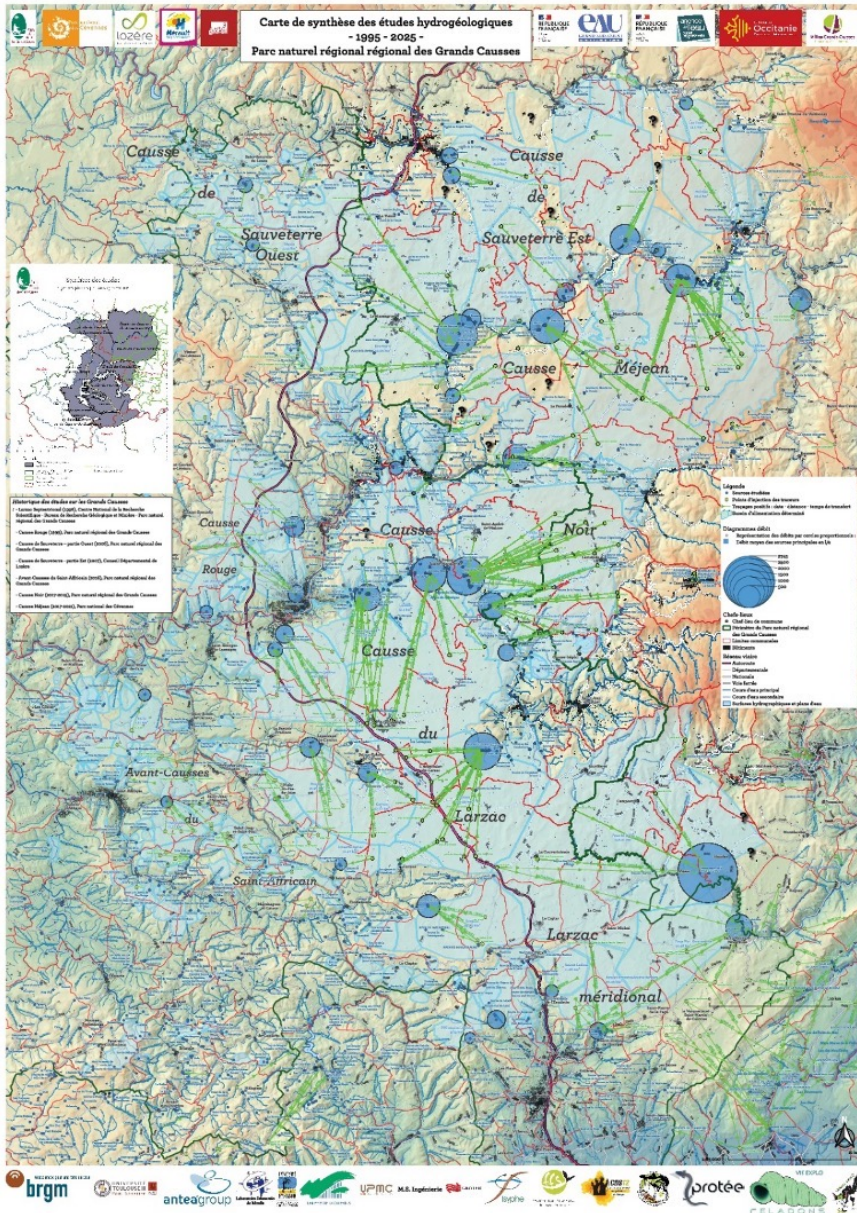
Qualitatif

- 232 prélèvements sur 49 sources
- Prêt de 13 000 analyses réalisées



30 ANS D'ÉTUDES HYDROGÉOLOGIQUES

- carte de synthèse avec sources principales et bassins d'alimentation
- plus de 160 traçages réalisés
- territoire qui intègre l'ensemble des Grands Causses
- diffusion prévue auprès de toutes les collectivités et syndicats d'eau et de rivière, partenaires (AEAG, AERMC, Départements, Région..)



LE SPANC

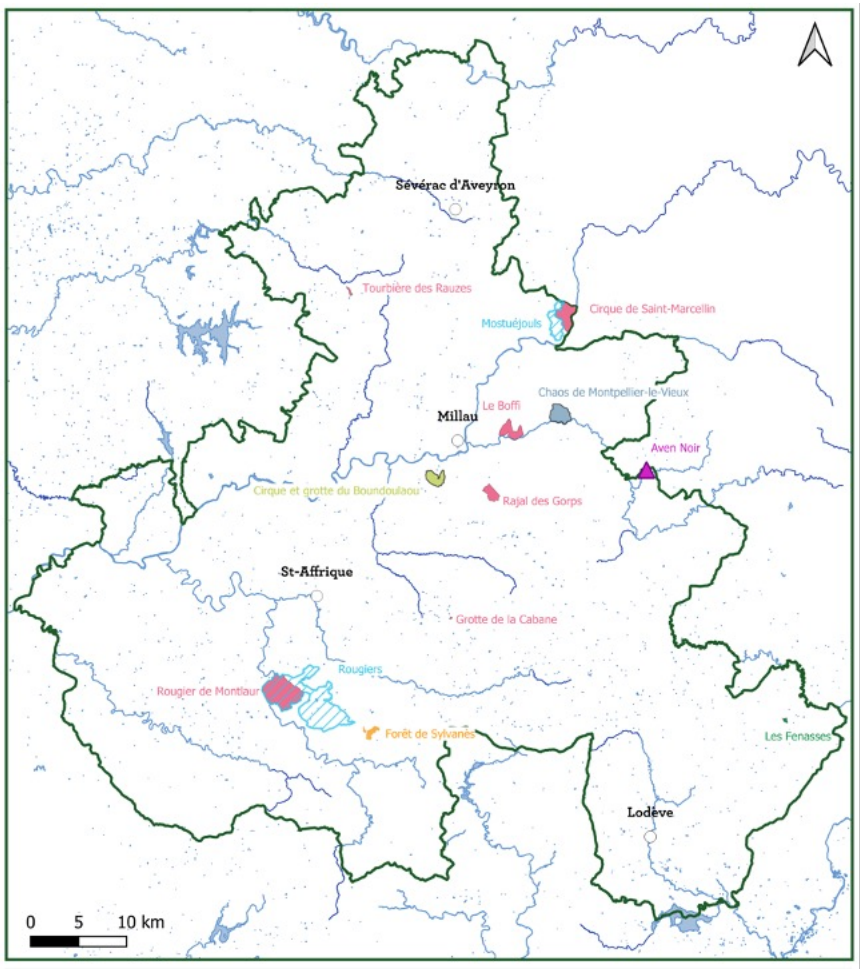
- <u>Concerne 86 communes et environ9 172 dispositifs d'assainissement autonomes</u>
- Mise à jour des redevances depuis 2 ans par rapport à un coefficient de réactualisation (Indice Ressources Humaines et indice inflation)
- Action auprès des acquéreurs qui n'ont pas réhabilité avec l'acquisition du bien (majoration de la redevance à 400 % en cas de non-réhabilitation des installations non conformes après vente, délibération du Comité syndical de mars 2023)
- Nouveau règlement depuis mars 2025 (3 ème règlement en vigueur)



DÉCLINAISON DE LA STRATÉGIE NATIONALE POUR LES AIRES PROTÉGÉES (SNAP)

- <u>Lancement effectif de la stratégie en octobre 2024</u>
  - Validation de la liste des sites prioritaires et complémentaires : février 2025

- <u>En cours :</u>
  - Réflexion et concertation pour l'élaboration des documents de gestion de 4 sites (3 ENS, 1 ORE)
  - Travail autour du projet d'extension d'un APPB (Cirque et grotte du Boundoulaou)
  - 1ères réflexions autour du projet de Réserve naturelle régionale (RNR) des Rougiers :
    - Note d'opportunité envoyée à la région : sept 2025
    - Diagnostic des enjeux biodiversité : nov-déc 2025



ANIMATION DES SITES NATURA 2000

- Nombre de sites Natura 2000 du Parc : 26 en tout dont 19 Aveyron et 7 Hérault
- Nombre de sites animés par le Parc : 17 (Aveyron) et 3 Hérault (avec CPIECM)
- Nombre de communes concernées par au moins 1 site Natura 2000 (Aveyron et Hérault) : 72 communes (49 Aveyron et dont 23 Hérault)

ANIMATION NATURA 2000

- Bilan 2025 :
  - formation des éleveurs sur la biodiversité
  - suivi de la reproduction du vautour moine (à la suite de l'incendie de 2022)
  - suivi de la reproduction du vautour percnoptère
  - comptage des chauves-souris dans 3 grottes
  - lâcher de 2 jeunes gypaètes
  - découverte de nouvelles stations botaniques de l'hépathique Mannia triandra
  - étude sur le chabot
  - premières réunions dans les communes en vue de la déclinaison de la SNAP
  - convention CPIE CM pour 3 sites de l'Hérault

ANIMATION DES SITES NATURA 2000

- Bilan 2020-2025 :
  - accompagnement des agriculteurs pour les mesures de gestion des pelouses sèches (MAEC)
  - suivi des populations d'espèces rares : vautour moine, percnoptère, busard, chauves-souris, bruant ortolan, crave, chabot, libellules
  - participation au programme de réintroduction du gypaète barbu dans les Grands Causses
  - appui auprès des organisateurs d'évènements sportifs, conciliation des usages
  - mise en œuvre de partenariats avec l'Hérault



ANIMATIONS BIODIVERSITÉ

- 5 éditions du Défi familles à biodiversité positive :
  - Millau
  - Saint-Affrique
  - St-Sernin, Combret, Belmont
  - La Cavalerie
  - Lodève
- Concours agroécologique national des prairies fleuries (depuis 2012) :
  - Brasc,
  - St-Izaire
  - Combret (primés au SIA Paris)



FORÊTS

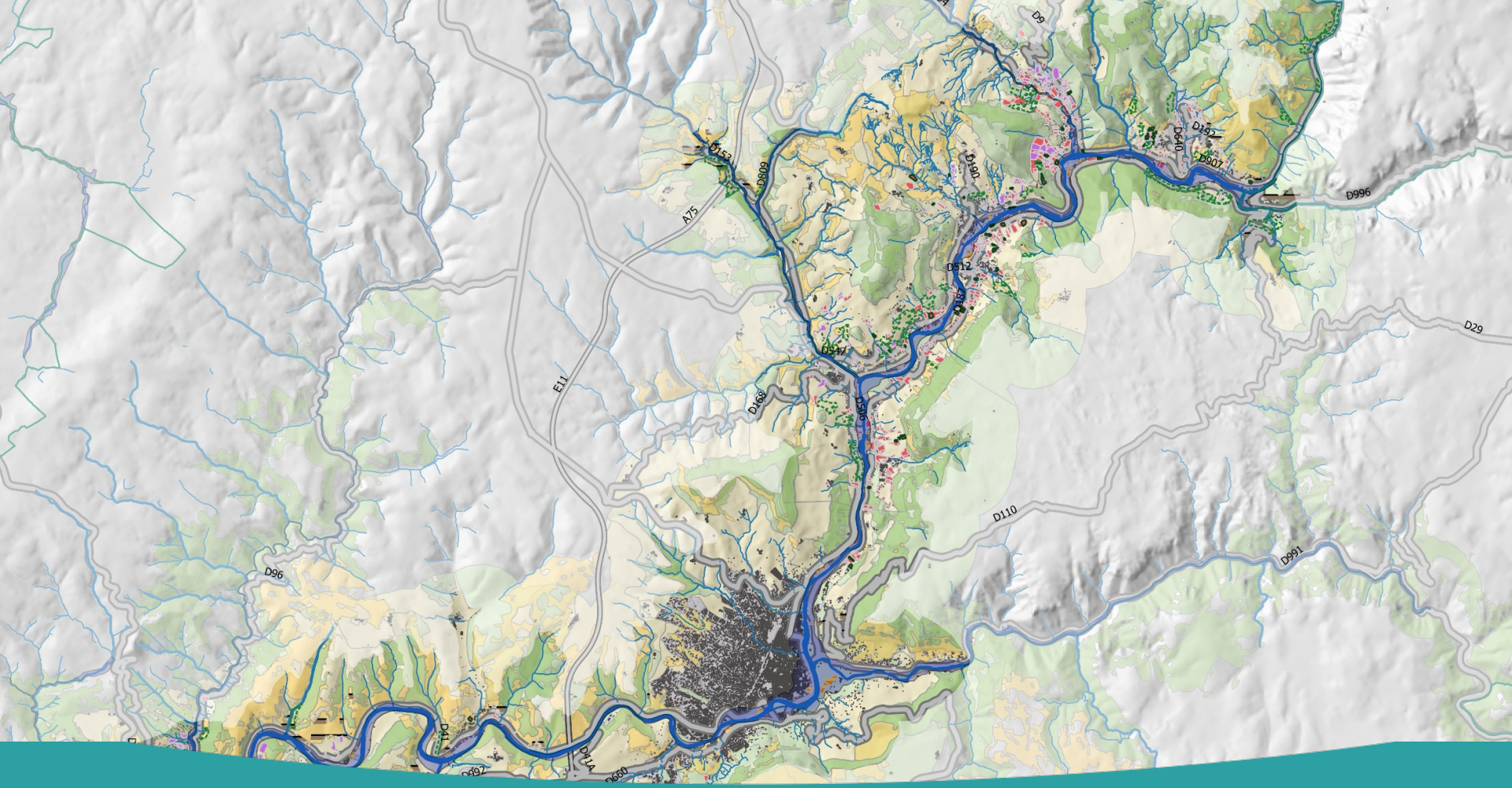
- 2 plans de massif DFCI (3 en préparation)
- Evaluation du préjudice écologique (Mostuéjouls)
- Déploiement du dispositif Sylv'ACCTES en Occitanie



MARES ET LAVOGNES

- Chiffrage et conventionnement avec les bénéficiaires (Mission Nature) : 50 mares concernées + grande lavogne de la Courvertoirade
- Appel à candidats (Fonds vert)





AMÉNAGEMENT, PAYSAGE ET ÉVALUATION

PLANIFICATION ET STRATÉGIES TERRITORIALES

PLANIFICATION ET STRATÉGIES TERRITORIALES

- Elaboration du Projet d'Aménagement Stratégique du SCOT-AEC :
  - 3 défis transversaux
  - 3 axes stratégiques
  - Un plan d'actions PCAET:





Un arrêt du SCOT AEC prévu pour mi 2026

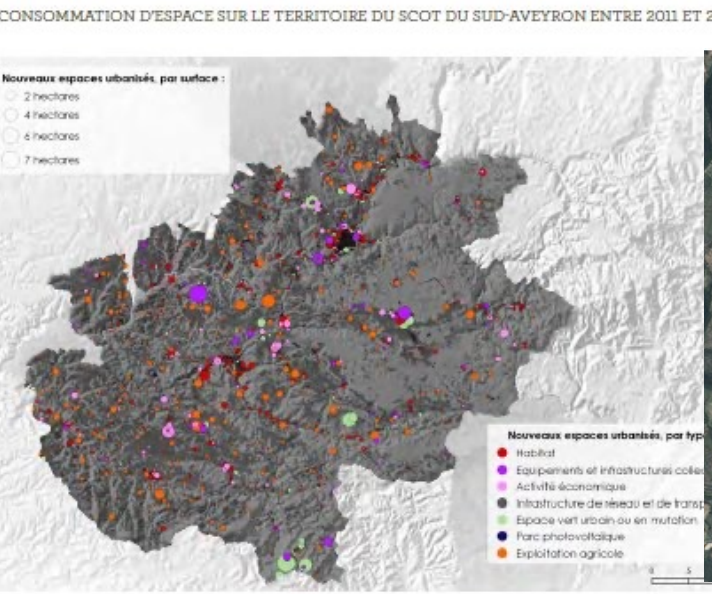
ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- 02/2025 : Validation recentrage sur 2 sujets: santé/cadre de vie et tourisme
- 03 à 07/2025: Travail sur des pistes d'actions sur le volet santé/cadre de vie
- création d'outils dédiés
- ateliers tourisme/APN et UFS à venir en 2026

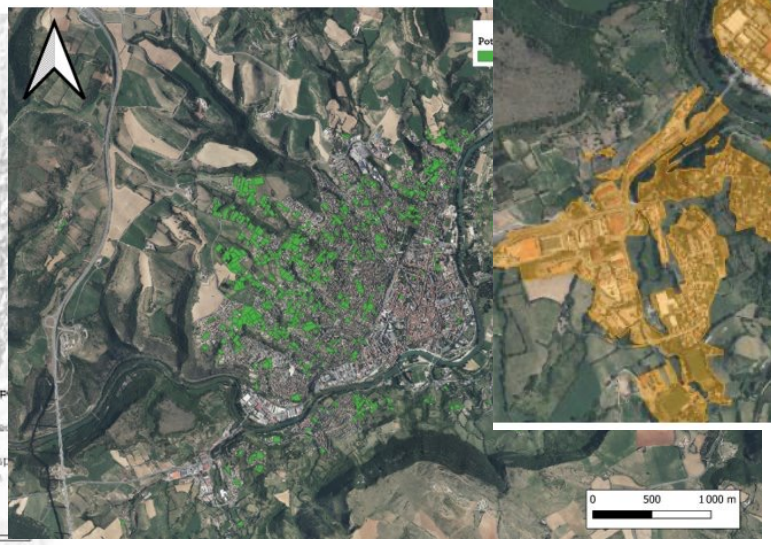




VALORISATION DU MODÈLE D'OCCUPATION DES SOLS 2011-2021



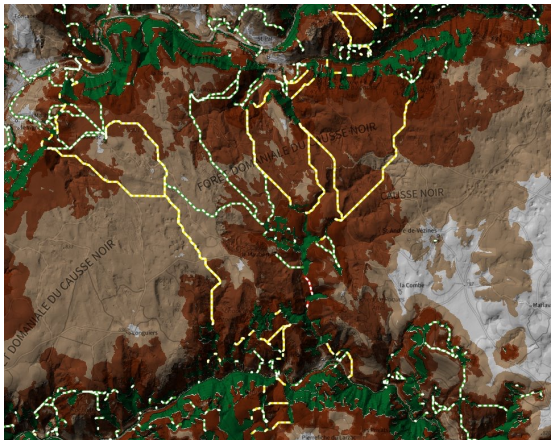
Consommation d'espace



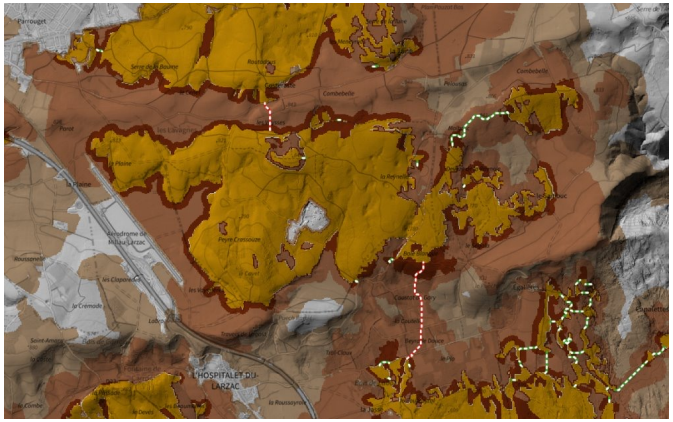
Potentiel de densification



Enveloppe urbaine



Sous-trame des milieux forestiers

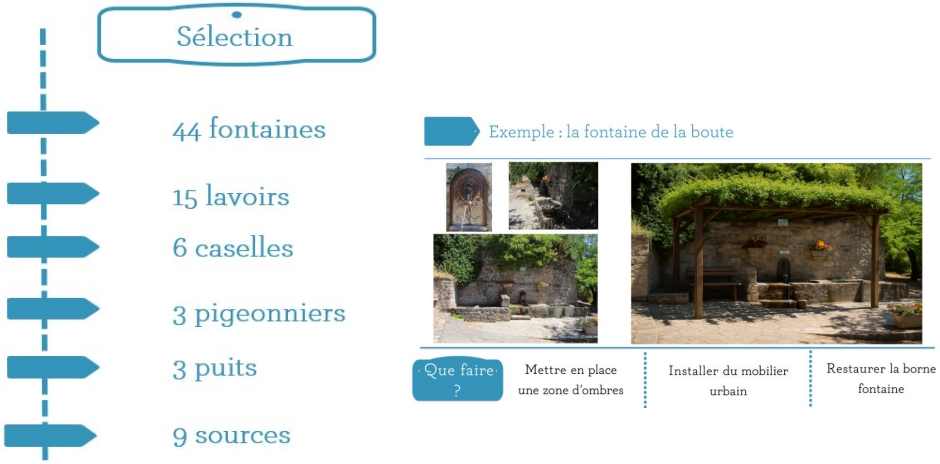


Sous-trame des milieux ouverts et landes

LA VALLÉE VERTE : FINALISATION DU PROGRAMME D'ACTIONS ET MISE EN OEUVRE



- Inventaire et mise en valeur du patrimoine bâti



- 31 actions répondant aux divers enjeux et objectifs définis dans le projet de territoire :
  - 1 Ressource en eau et sobriété des usages
  - 2 Activité agricole et accompagnement de son adaptation
  - 3 Attractivité du territoire et la conciliation des usages
  - 4 Cadre de vie
  - 5 Richesse écologique et petit patrimoine bâti



DES ACTIONS OPÉRATIONNELLES

INTÉGRATION DES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE DANS LES PROJETS

Des projets particuliers

Plus de 150 Accompagnements et études ciblés depuis 2020

- Conseils/expertises/programmations
- aménagements, réhabilitations, requalification, intégrations paysagères, vegetalisation, desimpermeabilisation...
- d'espaces publics, de patrimoine bâti, de sites touristiques, d'équipements collectifs
- avec porteurs de projets publics, privés ou associatifs.

Projet expérimental

- Abri de troupeau sur les causses
- Conception d'un abri afin de favoriser le pâturage des parcours et le maintien des espaces ouverts

Projet patrimoniaux

- Contribution
- Préservation et gestion du patrimoine bâti et naturel
- En lien avec :GSF/OGS/Patrimoine mondial de l'UNESCO/SPR/ Pays d'Art et d'Histoire/ Petite cité de caractère/ ABPS et ALC (filière pierre sèche)

INTÉGRATION DES OBJECTIFS DE QUALITÉ PAYSAGÈRE DANS LES PROJETS

- En 2025 : Requalification des espaces publics intégrant la désimperméabilisation et la végétalisation

St Rome de Tarn, La Cavalerie, Olmet et Villecun, SEVERAC d'Aveyron, Recoules Previnquiere, école de Lapanouse

- Intégration et gestion du patrimoine :

Lotissement et zone humide à St Laurent d'olt, Gestion du patrimoine arboré du cimetière de Massiliergues à Coupiac, Gestion de l'écrin naturel autour du village de La Capelle Bonance, Mise en valeur de la fontaine de Monclarat à St Rome de Cernon

SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

- 4 appels à projets ACTEE remportés (MERISIER - PEUPLIER - CHARME - CHENE)
  - 28 communes bénéficiaires dont 4 en 2025
  - 55 bâtiments concernés dont 10 en 2025
  - 23 audits énergétiques réalisés dont 8 en 2025
  - 14 études préalables (maîtrise d'œuvre)
  - 2 postes de conseillères énergie pour accompagner les porteurs de projets

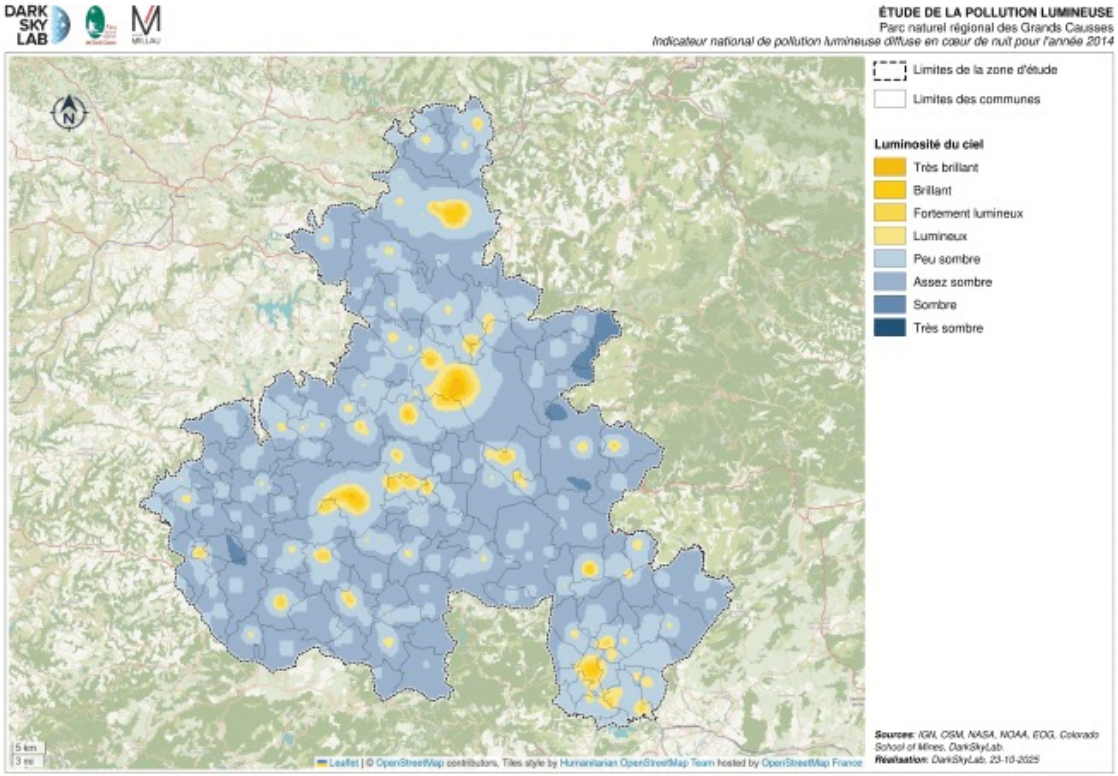
828 k €
de dépenses
54% d'aides



SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

EXTINCTION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC
Ensemble, économisons l'énergie

- 71 communes éteignent leur éclairage public en coeur de nuit :
  - 35 % d'économies d'énergie réalisées
  - Une biodiversité nocturne préservée



SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

- 2 opérations groupées d'équipements photovoltaïques réalisées et 2 autres en cours (Ombrières et toitures sur CC Lola)
- Des équipements ENR : 2 parcs (20 éoliennes) pour 46 MWc
- dont 1 en 2025 (Fondamente) + 9 parcs PV pour 37 MWc dont 2PV en 2025
- Plus de 120 projets de rénovation de bâtiments publics étudiés dont 25 en 2025
- Création de la SCIC Sud Energia, première coopérative d'épargne solidaire solaire du Sud-Aveyron



4 MWc installés

7 MWc prévus

ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS DANS LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES LOGEMENTS

- Depuis 2021 :
  - Prés de 7 500 conseils de premier niveau
    - dont 900 en 2025
    - Prés de 1200 conseils personnalisés dont 181 en 2025
  - Prés de 700 audits réalisés (MI et copro) dont 105 en 2025 (MAR) :
    - 59 sur le PNR des Grands Causses
    - 57 ménages très modestes
    - 12 ménages modestes
- Des permanences et animations dont en 2025 :
  - 119 permanences sur le PNR Grands Causses
  - 50 permanences avec rdv sur l'Aubrac
  - 7 animations auprès de professionnels et du grand public

Rénov'occitanie
Ma rénovation énergétique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

France Rénov'

LA SEM CAUSSES ENERGIA

- De nombreuses réalisations terminées ou en cours

  - Réseau de chaleur de Saint Affrique
  - Chaufferie bois mutualisé sur Saint Rome de Tarn
  - Réseau de chaleur en cours sur Saint Laurent d'Olt

- Des projets à venir

  - Réseau de chaleur de Nant
  - Réseau de chaleur de Millau
  - réseau de chaleur en cours à Argence en Aubrac

- Ouverture de champ d'intervention de la SEM à toutes les ENR
- Augmentation du capital social de la SEM
- Accompagnement du projet de Parc éolien de Ventajou – Séverac d'Aveyron

CONTRAT D'OBJECTIF TERRITORIAL : VERS DES AUDITS DE FIN EN 2025

- Signé en décembre 2021 pour le compte de 5 CC (périmètre SCoT-PCAET)
  - Durée de 4 ans
  - Objectifs de progrès pour les CC autour de 2 axes:
    - Climat air énergie (suite PCAET)
    - Economie circulaire (mission nouvelle)
- Plan d'actions Eci vers les Comcoms du COT :
  - Financement d'actions sur les CC
  - (gestion déchets, compostage…)
  - Étude mutualisée pour la réalisation des
  - programmes locaux de prévention des déchets
  - ménagers et assimilés (PLPDMA)
  - Financement de postes sur les Comcom



- Labéllisation associée , reconnue au niveau national
  - 2022: les 5 CC labélisées 2 étoiles "Climat-Air Energie"
  - 2025: vers une labellisation "Economie circulaire



L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Filière laine : un nouvel isolant avec ATEX et les 1ères rencontres professionnelles organisées à Saint-Affrique
- Tournée des Repair Cafés :
  - 31 repair cafés organisés
  - 193 participants



- Les projets en 2026 :
  - commande durable construction circulaire
  - évènement grand public "réemploi-réparation" 05/07/26 Millau
  - Synergie inter-entreprises (EIT)
  - Plateforme de vaisselle réutilisable

MOBILITÉ DURABLE : BILAN 2020-2025

- PNR lauréat de plusieurs AAP et AMI pour l'expérimentation de solutions : French Mobility, AVELO2, Avenir Montagne Mobilité, Tims...
- Mobilité active : prêts gratuits de VAE, Vélicausses, accompagnement d'In'VD pour l'expérimentation de vélis
- Mobilité partagée : valorisation et cadencement des transports collectifs, autostop, véhicules en libre-service , autopartage entre particuliers, covoiturage
- Mobilité solidaire : transport d'utilité sociale, conseil à la mobilité
- Aménagements : marche du quotidien, PEM, itinéraires cyclables, PDIE...
- Animations : film documentaire, spectacle, formation écoconduite, ...



MOBILITÉ DURABLE : BILAN 2025 - LANCEMENT DE NOUVELLES ACTIONS

Le TUS Larzac et Vallées, un service de covoiturage solidaire

Lancé au printemps, le service connaît déjà un succès certain avec 13 trajets par mois en moyenne de 76 km (aller-retour). 54% des trajets pour des motifs médicaux, 32% pour des courses.





28
Bénéficiaires
(6 à tarif social)
(12 utilisateurs)
15
Bénévoles

4 247km
parcourus par nos bénévoles depuis le lancement

58
trajets réalisés, pour la plupart A/R

Le carrétou de la santé et les conseils en mobilité(s)



DES PERSPECTIVES POUR 2026

SIGNALISATION D'INFORMATION LOCALE ET SIGNALISATION ROUTIÈRE - 2026

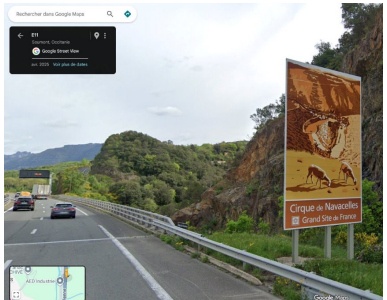
- Après la SIL sur Larzac vallées en (2020) et le Rougier (20-22), proposition de mise en place de la SIL sur :
  - Partie ouest du Saint-Affricain
  - Nord de CC Causses à l'Aubrac
  - Sud du Réquistanais



- Rénovation des panneaux d'entrée dans le territoire dans la partie aveyronnaise du territoire et mise en place des panneaux d'entrée dans la partie héraultaise du territoire



- Mise en place d'un panneau d'animation Autoroutière sur l'A75 au sud de Lodève dans le sens sud-nord



MOBILITÉ PERSPECTIVES 2026

- Projet de coopération LEADER pour la valorisation touristique des gares
- Le "Mobilikit", un support pour y voir plus clair sur les offres de mobilité
- Une nouvelle Citiz à Séverac !

LE TRAIN DE L'AUBRAC
Embarquez, contemplez, explorez

Mobili KIT

citiz





SERVICE D'ALLER-VERS : LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE - L'ANCRENT 2026

SLIME

Une solution pour agir contre la précarité énergétique

Une méthodologie en 3 étapes



1. Repérer

Organisation d'une chaîne de détection des ménages, notamment par la **mobilisation et l'animation d'un réseau de donneurs d'alerte** (travailleurs sociaux, fournisseurs d'énergie, professionnels du secteur médical, associations caritatives, etc.).



2. Diagnostiquer

Réalisation d'un diagnostic sociotechnique au domicile des ménages pour qualifier l'état du bâti et des équipements, les usages et la situation sociale et financière du ménage. Installation de petits équipements d'économie d'énergie et conseils personnalisés.



3. Orienter

Orientation et accompagnement des ménages vers des solutions durables et adaptées : travaux de rénovation énergétique, fonds social d'aide aux travaux et au remplacement d'équipement, médiation avec le bailleur, aides sociales, traitement du logement indigne, etc.



DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

PROGRAMME LEADER - 2014-2022

- Enveloppe de 4 135 118 € initialement, relevée à 5 592 653 €
  - 100 % de l'enveloppe utilisée
  - 115 projets réalisés au total :
    - 97 bénéficiaires publics ;
    - 13 bénéficiaires privés ;
    - 5 dossiers d'animation .

L'EUROPE S'ENGAGE L'OCCITANIE AGIT
UNION EUROPÉENNE
La Région Occitanie Pyrénées · Méditerranée
Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

PROGRAMME LEADER - 2023-2027

- Enveloppe attribuée de 3 138 479 €
- 31 projets déposés à ce jour :
  - 9 projets privés ;
  - 20 projets publics ;
  - 2 projets d'animation.

- Contenu :
  - Fiche Action 1 : Aménager un territoire en transition et résilient
  - Fiche Action 2 : Développer un territoire attractif et solidaire
  - Fiche Coopération : Soutenir les projets collaboratifs avec d'autres GAL
  - Fiche Animation/Gestion : Animation de la stratégie LEADER

L'EUROPE S'ENGAGE L'OCCITANIE AGIT
UNION EUROPÉENNE
La Région Occitanie
Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

CONTRAT TERRITORIAL OCCITANIE - ATI FEDER 2022-2028

Contrat territorial Occitanie 2025 :

- 121 projets identifiés dans la maquette 2025 (au 5/10/2025)
- 42 dossiers financés pour un montant de 1 550 518 € ,
- 79 dossiers à l'instruction

Bilan CTO 2020-2025 (collectivités uniquement) :

2020 - 2025	CCLV	CCMRT	CCMRR	CCSAR7V	CCMGC	CCA	CCLP	CCPS		
TOTAL	1 477 337	1 196 030	1 779 471	1 989 559	6 364 920	1 261 478	819 025	387 359		15 275 179

ATI FEDER :

* 4 projets priorisés par la Région pour un montant de 3 millions d'€

- Aire touristique du viaduc / Itinéraires cyclables structurant ruraux portés par CD12
- Projets en QPV sur Millau / Hameau de Moulès à Fondamente

PAT GRANDS CAUSSES LÉVÉZOU

- Organisation des 5ème rencontres de l'Appo'ximité le 12 mars 2025 à Millau
- Accompagnement de la restauration collective et accompagnement de cuisiners pour améliorer la qualité dans l'assiette : cuisine centrale de Saint-Affrique et de Belmont
- Programme alimentation de qualité pour tous (lien CLS + PAT) : diagnostic de la vulnérabilité à la précarité et expérimentation « approvisionnement en produit de qualité » avec le Jardin du Chayran et 4 structures de l'aide alimentaire

Projet Alimentaire Territorial
Grands Causses Lévézou
Produire et manger local

ATTRACTIVITÉ & PATRIMOINE

- Interprétation : entre 2020 et 2025, réalisation de 163 panneaux & tables d'interprétations pour 33 communes

- Mise en réseau :
  - Projet « La Cocotte qui chuchote » organisé depuis 2 ans. Des ateliers, soirées-repas et expositions déclinées dans les tiers-lieux

- Accompagnement de porteurs de projet, d'étudiants et de nouveaux arrivants :
  - entretiens individuels (accueil, conseils, mise en réseau).
  - accompagnement Adefpat individuels (ex : Restaurant le Saint Sat) ou collectifs (ex : les acteurs de la filière laine).
  - ateliers entreprendre au féminin (7 ateliers + 3 journées).

SANTÉ

contrat local de Santé
OCCITANIE SANTÉ

- Carrétou de la santé :
  - 279 personnes touchées
  - 26 partenaires et professionnels mobilisés
  - 33 tournées
  - 19 communes



- Promotion santé et prévention :
  - Tournées de l'UFOLEP : de l'activité physique pour tous au coeur des villages
  - Près de 1 500 participants depuis 2023

- Santé mentale :
  - La santé des aidants : ateliers comprendre pour agir & café des aidants à Sévérac d'Aveyron et dans les Rougiers
  - La santé des jeunes : maison des ados St-Affrique // spectacle

TOURISME & APN ENTRE 2016-2025

- Financement : 4 155 179 €
- Investissements matériels et prestations : 3 839 529 €
- Animation : 315 650 €

  - Pôle de pleine nature du Massif central Grands Causses Lévézou
  - Itinérances emblématiques : GR736 Gorges et Vallée du Tarn
  - Fonds Tourisme durable avec l'ADEME
  - Interreg Sudoe HITTS
  - Destination tourisme (Leader)



UNE DESTINATION D'EXCELLENCE POUR LA PLEINE NATURE

Randonnées

- Réseau de sentiers renforcé : 4 000 km de sentiers balisés et entretenus
- AMI Sentiers : travaux de génie écologique et de sécurité + signalétique d'accueil et d'information sur les sentiers + message biodiversité et bons gestes.
- L 'équipe AEER a réalisé 1 055 journées de travail en 2025



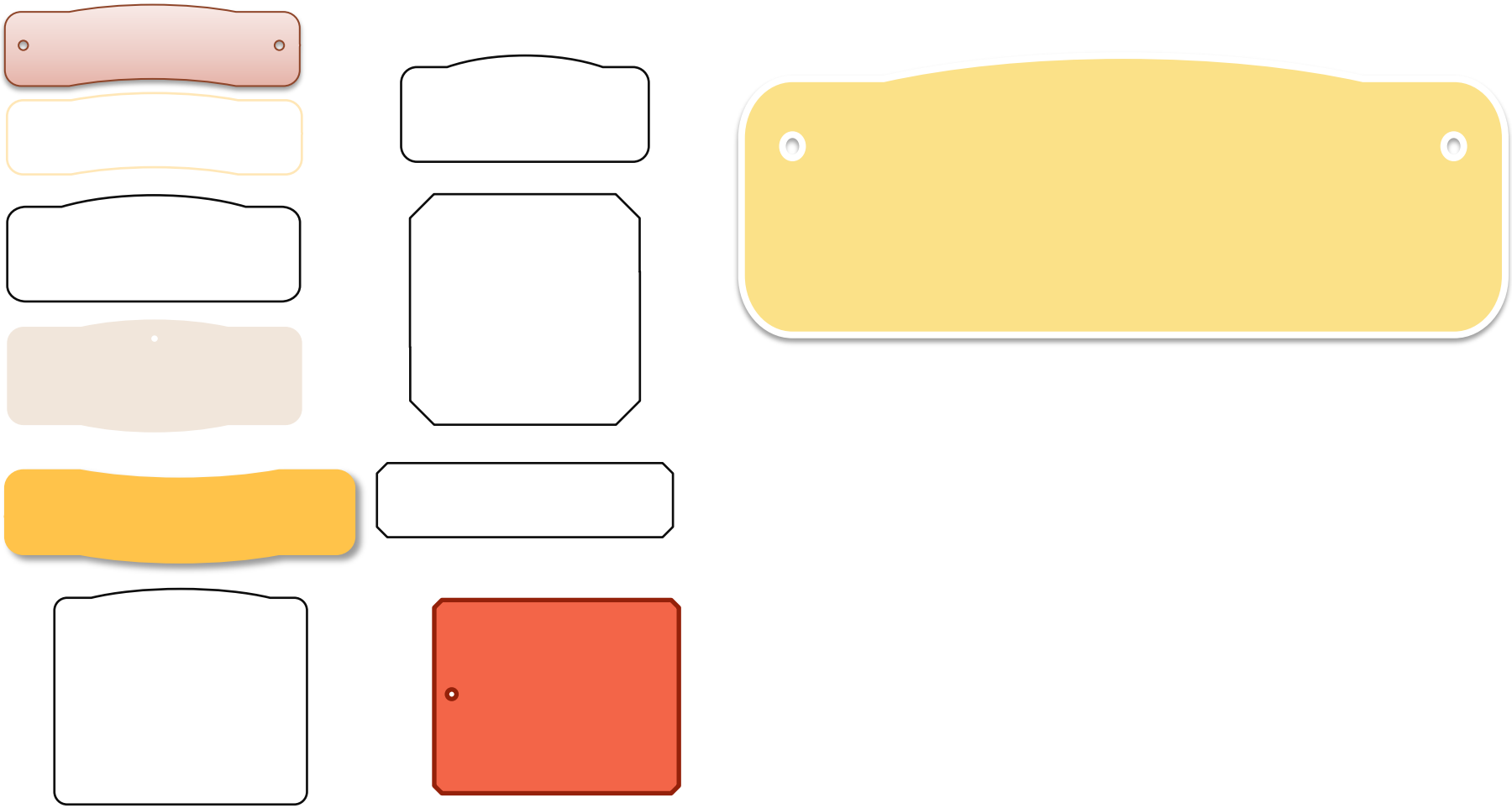
Multipratiques

- Occitanie terre de vélo
- Grands Causses Terre de gravel (FFC) avec 31 parcours dédiés.
- Grands Causses VTT, Gravel, Cyclo = triple label FFC
- Grands Causses Espace Trail : 38 parcours totalisant 700 km de sentiers

GRAND SITE OCCITANIE : MILLAU-ROQUEFORT-SYLVANÈS CONTRAT 2023-2027 - AVENANT

- Article 2 : périmètre inchangé : nouveau cœur emblématique : Sévérac d'Aveyron (cité médiévale + château)
- Article 4 : feuille de route du programme d'actions du grand site 2023-2027 mise à jour
- Délibérations prises par les partenaires.

- Accompagnement du GSO en ingénierie – Adefptat / consultant Pierre Croizet :
- État d'avancement : 3 réunions sur 6 : mutualisation d'un programme de promotion sur les thèmes de l'agritourisme et vélo.
- Échéance: mars 2026



test

Ceci est une forme













Compte-rendu de la réunion du Comité Syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses du 28 novembre 2025 à 14h30 à Millau

Etaient présents les représentants suivants : **68**

- Pour le collège de la Région : **2**
  *Clément **CARLES** – Emmanuelle **GAZEL***

- Pour le collège des Départements : **1**
  *Jacques **RIGAUD***

- Pour le collège des groupements de communes : **8**
  *Jean-Michel **ARNAL** – Gérard **CAILHOL** -Maxime **CONSTANS** - Richard **FIOL**- Philippe **LEPETIT** - Patrick **PES** - Jean-Luc **REQUI** – Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **57**
  *Loïc **ALMERAS** – Julie **ALRIQUET** - Roselyne **AMALRIC-VUAGNAT** – Jacques **ARLES** - Caroline **ASTRUC** – Marie-Pierre **AUTET** - Philippe **BAYLET** - Jean-Marc **BEA** – Christine **BEDEL** - Jean-Luc **BERNARD** - Ghislain **CABAL-ZINCK** - Jean-Louis **CABANES** - Nelly **CABANES** - Guy **CAZOTTES** – Marie-Rose **COMBES** - Roger **CORROCHANO** - Jean-Luc **CRASSOUS** – Jean-Luc **CROUZET** - Sébastien **DAVID** - Alain **DELMAS** - Florence **DELORT** – Elisabeth **DODINET** - Luc **DONNADIEU** – Yann **DUBOIS** - Monika **DUVINAGE** – Daniel **FABRE** – Joël **ESPINASSE** - Christophe **FROMENT** – Victorien **GENIEZ** - Bernard **GOUJON** - Philippe **GOUT** - Antoine **GOUTELLE** - Jean-Pierre **HERVAS** - Franck **ISSERT** - Romain **JEANJEAN** - Danièle **JOSEPH** – Franck **LE MOUTON-MAZIERES** – François **LEROY** - Gaëlle **LEVEQUE** - Aimé **MAJOREL** – Nathalie **MILHAU** - Bernadette **PAILHAS** – Pierre **PEIFFER** - Maxime **PETRAUD** - Séverine **PEYRETOUT** - Jean-Michel **PINAULT** – Florence **POLLET** - Gaëtan **PRIVAT** – Viviane **RAMONDENC** –Jean-Luc **RICARD** - Martine **RODRIGUEZ** - Christophe **ROMO** - Jean-Philippe **SABATHIER** – André **SERIN** - Jérôme **SINTES** - Benoit **SOLIER** – Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **31**

- Pour le collège de la Région : **1**
  *Fadilha **BENAMMAR KOLY** donne pouvoir à Clément **CARLES***

- Pour le collège des Départements : **/**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  *Sophie **PRADEL** donne pouvoir à Jean-Luc **REQUI***

- Pour le collège des communes : **29**
  1. *Eloi **ALBET** donne pouvoir à Maxime **PETRAUD***
  2. *Nicole **ANTOINE** donne pouvoir à Jean-Michel **PINAULT***
  3. *Christian **BOUDES** donne pouvoir à Séverine **PEYRETOUT***
  4. *Claude **CHIBAUDEL** donne pouvoir à Viviane **RAMONDENC***
  5. *Jonathan **COSTES** donne pouvoir à Jean-Philippe **SABATHIER***
  6. *Anne **CROS** donne pouvoir à Ghislain **CABAL-ZINCK***
  7. *Francis **CULIE** donne pouvoir à Roselyne AMALRIC-**VUAGNAC***
  8. *Bastien **GIACOBBI** donne pouvoir à Jérôme **SINTES***
  9. *Philippe **GIGANON** donne pouvoir à Marie-Rose **COMBES***
  10. *Edmond **GROS** donne pouvoir à Aimé **MAJOREL***
  11. *Christophe **HURAULT** donne pouvoir à Loïc **ALMERAS***
  12. *Marie-**JEANJEAN** donne pouvoir à Jacques **ARLES***
  13. *Jean-Michel **LADET** donne pouvoir à Jean-Luc **CRASSOUS***
  14. *Robert **LADET** donne pouvoir à Elisabeth **DODINET***
  15. *Michel **LEBLOND** donne pouvoir à Martine **RODRIGUEZ***

16. *Dominique **MAURY** donne pouvoir à Christine **BEDEL***
17. *Philippe **MEJANE** donne pouvoir à Luc **DONNADIEU***
18. *Bernadette **NEGROS** donne pouvoir à Alain **DELMAS***
19. *Nathalie **PALMIER** donne pouvoir à François **LEROY***
20. *Céline **RENAUD** donne pouvoir à Sébastien **DAVID***
21. *Daniel **ROUSSEL** donne pouvoir à Romain **JEANJEAN***
22. *Guy **SALES** donne pouvoir à Jean-Pierre **HERVAS***
23. *Madeleine **SARROUY** donne pouvoir à Caroline **ASTRUC***
24. *Michel **SENTY** donne pouvoir à Philippe **GOUT***
25. *Michel **SIMONIN** donne pouvoir à Franck **ISSERT***
26. *Jean-Claude **SOUYRIS** donne pouvoir à Gaëtan **PRIVAT***
27. *Yves **VIALA** donne pouvoir à Benoît **SOLIER***
28. *Marina **VIDAL CONDOMINES** donne pouvoir à Jean-Louis **CABANES***
29. *Michel **WOLKOWISKI** donne pouvoir à André **SERIN***

Absents - Excusés : **45**

- Pour le collège de la Région : **1**
  *Christine **SAHUET***

- Pour le collège des Départements : **3**
  *Monique **ALIES** – Claude **ASSIER** - Christophe **LABORIE***

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  *Thierry **PEREZ LAFONT** – Bernard **SIRGUE***

- Pour le collège des communes : **39**
  *Guilhem **ALLEMAN** - Didier **BEREAUX** - Luc **BEVILACQUA** - Yves **BIOULAC** - Jean-Marie **BODT** - Adrien **BOUDES** – Yves **BOUSQUET** - Marie-Chantal **CALMES** – Ludovic **CAMPLO** - Alain **CARLES** - Arlette **CAZABONNE** - Laure **CLEMENT** - Michel **COMBES** - Vincent **COURTEAUX** - Natacha **CUNTY** - Aurélie **ESON** - Nathalie **GARRIGUES** - Emmanuelle **GASCOIN** - Christian **GINESTE** - Yann **JEANNIN** - Alain **JOSEPH** - Mathieu **LAMBRECHT** – Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Loïc **MARLAS** - Bernard **MAURY** - Christiane **MAURY** - Lauric **MERLAN** - Françoise **OLIVIER** - Pierre **PANTANELLA** - Gilles **PLET** - Philippe **RAMONDENC** - François **RODRIGUEZ** - Frédéric **ROIG** - Elian **ROQUES** - Jean-Marc **SAUVIER** - Mickaël **THOMAS** - Jean **TRINQUIER** - Arnaud **VIALA** - Didier **VIDAL***

Compétence SCoT – SPANC - PNRGC

1. Validation du Compte rendu du Comité syndical du 21 mars 2025

2. Rapport d'Orientation Budgétaire 2026
Lecture du DOB par Richard FIOL et Cyril TOUZET.
A l'issue de la présentation, le Comité syndical prend acte du débat d'orientation budgétaire sur la base du rapport d'orientation budgétaire.

3. Points divers : Bilan des actions 2025 du PNR des Grands Causses
Présentation du bilan par les DGA des 3 pôles (Ressources naturelles et biodiversité - Aménagement, Paysage et Evaluation - Développement territorial) et Sébastien PUJOL, Directeur, appuyé par un diaporama qui sera envoyé à l'ensemble des élus du Comité syndical.

Liste des délibérations prises au Comité syndical du 12 décembre 2025

Délibérations du Comité syndical – compétence SCoT - du 12 décembre 2025	
2025-069	Vote du budget 2026
2025-070	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés à la compétence SCoT

Délibérations du Comité syndical – compétence SPANC - du 12 décembre 2025	
2025-071	Vote du budget 2026
2025-072	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés à la compétence SPANC

Délibérations du Comité syndical – compétence PNRGC - du 12 décembre 2025	
2025-073	Vote du budget 2026
2025-074	Modalités de refacturation entre budgets
2025-075	Prise en charge des frais de mission pour les agents rattachés à la compétence générale

Délibération SCoT n°2025 -069 du Comité syndical du 12 décembre 2025

Vote du Budget Primitif 2026 – SCOT

Etaient présents les représentants suivants : **5**

- Pour le collège des groupements de communes : **5**
  *Maxime **CONSTANS** - Richard **FIOL** - Philippe **LEPETIT** - Patrick **PES** - Cyril **TOUZET***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **2**

- Pour le collège des groupements de communes : 2
  *Gérard **CAILHOL** donne son pouvoir à Cyril TOUZET*
  *Thierry **PEREZ-LAFONT** donne son pouvoir à Philippe LEPETIT*

Excusés : /

- Pour le collège des groupements de communes : /

A partir des besoins recensés et, après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés au budget primitif 2026 SCOT, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	174 590,00 euros	193 090,00 euros
Opérations d'ordre	18 500,00 euros	
Résultat reporté (repris ultérieurement après vote du CFU)		
TOTAL	**193 090,00 euros**	**193 090,00 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	18 500,00 euros	0,00 euros
Opérations d'ordre		18 500,00 euros
Résultat reporté (repris ultérieurement après vote du CFU)		
TOTAL	**18 500,00 euros**	**18 500,00 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**211 590,00 euros**	**211 590,00 euros**

VOTE : Pour : 7 Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2026 relatif à la compétence SCOT du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069-BF
Reçu le 17/12/2025

Rapport d'analyse

Identification du flux : 2026- 012038- 841- 02- 01- -2025/12/17-9:15:24
Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoria (M57)- Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale)- 2026- Budget Principal

Ce flux est associé à un pavé d'information(s) et/ou d'anomalie(s)

Pavé d'information(s) :

Information : Vous pouvez utiliser un plan de compte et une présentation de l'exercice précédent pour voter votre budget, dès lors que celui-ci a été voté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique.

1 information

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoria (M57) (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (M57) (2)

Numéro SIRET : 25120134900031

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : Budget SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Répartition par structure de trésorerie Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	40
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	41

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	42
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	43

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1					
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)	
TOTAL DU BUDGET	142 421,64	125 781,20		0,00	A1	-16 640,44
Investissement	35 342,70	33 059,00	(3)	0,00	A2	-2 283,70
Fonctionnement	107 078,94	92 722,20	(4)	0,00	A3	-14 356,74

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-16 640,44
Investissement	**A2 + B2**	-2 283,70
Fonctionnement	**A3 + B3**	-14 356,74

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	18 500,00	18 500,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	18 500,00	18 500,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	193 090,00	193 090,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	193 090,00	193 090,00

TOTAL DU BUDGET (4)	211 590,00	211 590,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II

B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AE VOTEES — B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	**C1**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	30 500,00	0,00	18 500,00	18 500,00	18 500,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**30 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**30 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**30 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 500,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*41 968,72*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*10 795,14*		*18 500,00*	*18 500,00*	*18 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***52 763,86***		***18 500,00***	***18 500,00***	***18 500,00***

TOTAL	**52 763,86**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**0,00**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**18 500,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**18 500,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	64 500,00	0,00	53 990,00	53 990,00	53 990,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	138 000,00	0,00	120 500,00	120 500,00	120 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**202 550,00**	**0,00**	**174 540,00**	**174 540,00**	**174 540,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**202 600,00**	**0,00**	**174 590,00**	**174 590,00**	**174 590,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*41 968,72*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*10 795,14*		*18 500,00*	*18 500,00*	*18 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***52 763,86***		***18 500,00***	***18 500,00***	***18 500,00***
TOTAL		**255 363,86**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**193 090,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	375,22	0,00	367,80	367,80	367,80
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 500,00	0,00	35 500,00	35 500,00	35 500,00
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	121 222,20	0,00	132 222,20	132 222,20	132 222,20
75	Autres produits de gestion courante (3)	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Total des recettes de gestion courante		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**193 090,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**18 500,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	18 500,00	*0,00*	18 500,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**18 500,00**	***0,00***	**18 500,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 500,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	53 990,00		53 990,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	120 500,00		120 500,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	50,00	*0,00*	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	50,00	*0,00*	50,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*18 500,00*	18 500,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**174 590,00**	***18 500,00***	**193 090,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**193 090,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M57.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*18 500,00*	18 500,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***18 500,00***	**18 500,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**18 500,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	367,80		367,80
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 500,00		35 500,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	132 222,20		132 222,20
75	Autres produits de gestion courante (8)	25 000,00	*0,00*	25 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**193 090,00**	***0,00***	**193 090,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			193 090,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**30 500,00**	**0,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	30 500,00	0,00	0,00	18 500,00	18 500,00	0,00	18 500,00	18 500,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**30 500,00**	**0,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**30 500,00**	**0,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**18 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**52 763,86**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*41 968,72*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*10 795,14*		*18 500,00*	*18 500,00*	*18 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***52 763,86***		***18 500,00***	***18 500,00***	***18 500,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II

Total des recettes d'investissement cumulées	**18 500,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**30 500,00**	**0,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	30 500,00	0,00	0,00	18 500,00	18 500,00	0,00	18 500,00	18 500,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	30 500,00	0,00		18 500,00	18 500,00	0,00	18 500,00	18 500,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**30 500,00**	**0,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**30 500,00**	**0,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**52 763,86**	**0,00**	**18 500,00**	**18 500,00**	**18 500,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*41 968,72*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*10 795,14*		*18 500,00*	*18 500,00*	*18 500,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*10 795,14*		*18 500,00*	*18 500,00*	*18 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***52 763,86***		***18 500,00***	***18 500,00***	***18 500,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 1688 budgétaire.

(4) Exceptionnellement, les crédits ouverts au titre des recettes ayant fait l'objet d'une réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**255 363,86**	**0,00**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
011	Charges à caractère général (3)	64 500,00	0,00	0,00	53 990,00	53 990,00	0,00	53 990,00	53 990,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	138 000,00	0,00		120 500,00	120 500,00		120 500,00	120 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	50,00	0,00	0,00	50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**202 550,00**	**0,00**	**0,00**	**174 540,00**	**174 540,00**	**0,00**	**174 540,00**	**174 540,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (3)	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**50,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**50,00**		**50,00**	**50,00**
Total des dépenses réelles		**202 600,00**	**0,00**	**0,00**	**174 590,00**	**174 590,00**	**0,00**	**174 590,00**	**174 590,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*41 968,72*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*10 795,14*			*18 500,00*	*18 500,00*		*18 500,00*	*18 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**52 763,86**			**18 500,00**	**18 500,00**		**18 500,00**	**18 500,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**193 090,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
013	Atténuations de charges (2)	375,22	0,00	367,80	367,80	367,80
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 500,00	0,00	35 500,00	35 500,00	35 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	121 222,20	0,00	132 222,20	132 222,20	132 222,20
75	Autres produits de gestion courante (2)	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Total des recettes de gestion des services		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**193 090,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**255 363,86**	**0,00**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
011	Charges à caractère général (4)	64 500,00	0,00	0,00	53 990,00	53 990,00	0,00	53 990,00	53 990,00
60632	Fournitures de petit équipement	100,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
611	Contrats de prestations de services	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6132	Locations immobilières	2 600,00	0,00		2 840,00	2 840,00	0,00	2 840,00	2 840,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	6 500,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
6228	Divers	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6231	Annonces et insertions	13 800,00	0,00		13 800,00	13 800,00	0,00	13 800,00	13 800,00
6234	Réceptions	5 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	4 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
6251	Voyages, déplacements et missions	200,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6281	Concours divers (cotisations)	800,00	0,00		800,00	800,00	0,00	800,00	800,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	29 700,00	0,00		25 950,00	25 950,00	0,00	25 950,00	25 950,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	138 000,00	0,00		120 500,00	120 500,00		120 500,00	120 500,00
6211	Personnel affecté par CL de rattachement	88 000,00	0,00		70 050,00	70 050,00		70 050,00	70 050,00
64111	Rémunération principale titulaires	50 000,00	0,00		50 450,00	50 450,00		50 450,00	50 450,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	50,00	0,00	0,00	50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
65888	Autres	50,00	0,00		50,00	50,00	0,00	50,00	50,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**202 550,00**	**0,00**	**0,00**	**174 540,00**	**174 540,00**	**0,00**	**174 540,00**	**174 540,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50,00	0,00		50,00	50,00		50,00	50,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**50,00**	**0,00**	**0,00**	**50,00**	**50,00**		**50,00**	**50,00**
Total des dépenses réelles		**202 600,00**	**0,00**	**0,00**	**174 590,00**	**174 590,00**	**0,00**	**174 590,00**	**174 590,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*41 968,72*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*10 795,14*			*18 500,00*	*18 500,00*		*18 500,00*	*18 500,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*10 795,14*			*18 500,00*	*18 500,00*		*18 500,00*	*18 500,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**52 763,86**			**18 500,00**	**18 500,00**		**18 500,00**	**18 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
013	Atténuations de charges (3)	375,22	0,00	367,80	367,80	367,80
6419	Remboursements rémunérations personnel	375,22	0,00	367,80	367,80	367,80
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	35 500,00	0,00	35 500,00	35 500,00	35 500,00
70841	Mise à dispo personnel CL de rattach.	35 500,00	0,00	35 500,00	35 500,00	35 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	121 222,20	0,00	132 222,20	132 222,20	132 222,20
74681	Autres DGD	28 500,00	0,00	39 500,00	39 500,00	39 500,00
74758	Participation autres groupements	92 722,20	0,00	92 722,20	92 722,20	92 722,20
75	Autres produits de gestion courante (3)	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
757368	Établiss. et services rattachés (Autres)	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
Total des recettes de gestion des services		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**182 097,42**	**0,00**	**193 090,00**	**193 090,00**	**193 090,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**18 500,00**	**18 500,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**18 500,00**	**18 500,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**18 500,00**	**III** **18 500,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**18 500,00**	**18 500,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*18 500,00*	*18 500,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*		
33…	*En-cours de production de biens (5)*		
35…	*Stocks de produits (5)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 8
Nombre de membres présents : 5
Nombre de suffrages exprimés : 7
VOTES :
Pour : 7
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 01/12/2025

Présenté par Cyril TOUZET, Vice-Président (1),
A Séverac d'Aveyron, le 12/12/2025

Délibéré par l'assemblée Le Conseil Syndical(2), réunie en session
A Séverac d'Aveyron, le 12/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante Le Conseil Syndical (2),(3).

001. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	
002. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
003. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire	
004. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
005. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ Thierry , Titulaire	
006. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
007. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	
008. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
009. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
010. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
011. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
012. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maxime , Suppléant	
013. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
014. 1 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
015. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
016. 2 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par Cyril TOUZET, Vice-Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Séverac le 12/12/2025

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_069bis-BP
Reçu le 22/12/2025

Délibération SCoT n°2025-070 du Comité syndical du 12 décembre 2025

Prise en charge des frais de missions pour les agents rattachés au budget SCoT » du Syndicat mixte du Parc pour 2026

Etaient présents les représentants suivants : 5

- Pour le collège des groupements de communes : 5
  *Maxime **CONSTANS** - Richard **FIOL** - Philippe **LEPETIT** - Patrick **PES** - Cyril **TOUZET***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : 2

- Pour le collège des groupements de communes : 2
  *Gérard **CAILHOL** donne son pouvoir à Cyril TOUZET*
  *Thierry **PEREZ-LAFONT** donne son pouvoir à Philippe LEPETIT*

Excusés : /

- Pour le collège des groupements de communes : /

Les frais supportés par un agent, dans le cadre des missions confiées hors de la résidence administrative et de la résidence familiale, sont remboursés par le syndicat mixte du Parc à l'appui d'un ordre de mission préalablement établi et accepté par la Direction et/ou le Président.

Frais de transport

L'agent s'engage à utiliser de préférence les véhicules de la collectivité mis à disposition.

Dans tous les cas, l'agent qui se déplace choisit le moyen de transport au tarif le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Les frais de transports en commun, de stationnement et de péage sont pris en charge au réel sur présentation des justificatifs.

A titre exceptionnel, et lorsque les besoins de service sont supérieurs à la capacité du parc automobile du syndicat mixte, l'agent peut utiliser un véhicule personnel adapté à ses fonctions et en règle vis à vis des règlements de police et de circulation. En contrepartie de cet usage professionnel, le syndicat mixte du Parc remboursera les frais kilométriques occasionnés sur la base des indemnités kilométriques en vigueur applicables dans la fonction publique territoriale ; elles varient selon la puissance du véhicule et la distance parcourue. Ce barème, communiqué à chaque réactualisation, figure sur l'état de frais de mission. L'agent devra présenter une copie de la carte grise de son véhicule personnel. En revanche les frais d'assurance ou de réparation en cas d'accident, ne sont pas pris en charge. Le contrat d'assurance personnel de l'agent doit intégrer l'usage professionnel du véhicule.

Frais de repas

Les agents du syndicat mixte du Parc bénéficient de tickets restaurant.

La prise en charge de frais de repas peut venir se substituer dans le cadre d'un déplacement professionnel ou d'un déjeuner de travail.
Par dérogation, si le déjeuner de travail a lieu sur la résidence administrative, il pourra être pris en charge à l'appui d'un certificat administratif signé par l'ordonnateur.

L'agent doit présenter un justificatif (note de restaurant) et, le remboursement pour frais de repas ne doit pas conduire à rembourser à l'agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

La prise en charge se fera donc à la hauteur des frais de repas engagés par l'agent dans la stricte limite du plafond du forfait en vigueur déterminé par le barème des remboursements de frais applicable dans la fonction publique territoriale (à ce jour, ce forfait est fixé à 20 euros par repas).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_070-DE
Reçu le 17/12/2025

Frais d'hébergement

Les frais d'hébergement (hôtel) sont également pris en charge de manière forfaitaire et sont plafonnés aux barèmes de la fonction publique territoriale (à ce jour, en France métropolitaine le barème est fixé à 90€, sur les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris à 120€ et sur la commune de Paris à 140€).

Depuis 2025, le comité syndical du Parc a mis un système de remboursement aux frais réels pour déroger aux barèmes de la fonction publique sur tous les hébergements de toutes les destinations sans distinction sur le nombre d'habitants de la ville d'accueil.
De 2013 à 2024, la dérogation s'appliquait uniquement sur les hébergements des missions en région parisienne et en métropoles.

Le système forfaitaire habituellement applicable apparaît inopérant sur toutes les missions dans la mesure où les prix de l'offre hôtelière sont supérieurs au montant forfaitaire prévu par la réglementation.

Aussi, pour 2026, il est proposé de poursuivre la dérogation et de rembourser l'agent de l'intégralité des frais réellement engagés, sur présentation des justificatifs, pour tous les hébergements de toutes les destinations.

Dans tous les cas, le remboursement de frais d'hébergement se fera sur présentation d'un justificatif et il ne doit pas conduire à rembourser à un agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

Le Président propose au Comité syndical du SCoT de valider cette procédure de prise en charge des frais de missions applicable sur l'année **2026**.

VOTE :	Pour : 7	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette procédure et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_070-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération SPANC n°2025 - 071 du Comité syndical du 12 décembre 2025

Vote du Budget Primitif 2026 – SPANC

Etaient présents les représentants suivants : **16**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  *André **CARNAC** - Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **14**
  *Julie **ALRIQUET** - Jacques **ARLES** – Philippe **CAVALIER** – Claudine **DELACROIX-PAGES** - Aurélie **ESON** – Anne-Marie **FRENEHARD** – Victorien **GENIEZ** -- Romain **JEANJEAN** - Franck **LE MOUTON MAZIERES** - Bernadette **NEGROS** -- Jean-Michel **PINAULT** - Martine **RODRIGUEZ** – Alain **ROUGET** - Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **13**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  *Gérard **CAILHOL** donne son pouvoir à Cyril TOUZET*

- Pour le collège des communes : **12**
  1. *Marie-Chantal **CALMES** donne pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Jacques ARLES*
  3. *Christian **GINESTE** donne son pouvoir à Aurélie ESON*
  4. *Philippe **GOUT** donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*
  5. *Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  6. *Mathieu **LAMBRECHT** donne son pouvoir à Franck LE MOUTON MAZIERES*
  7. *Loïc **MARLAS** donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  8. *Dominique **MAURY** donne pouvoir à Alain ROUGET*
  9. *Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  10. *Séverine **PEYRETOUT** donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
  11. *Jérôme **SINTES** donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  12. *Mickaël **THOMAS** donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*

Excusés : **20**

- Pour le collège des groupements de communes : **/**

- Pour le collège des communes : **20**
  *Loïc **ALMERAS** - Nicole **ANTOINE** - Caroline **ASTRUC** - Jean-Marc **BEA** - Christine **BEDEL** - Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** - Guy **CAZOTTES** - Régis **COLSON** - Florence **DELORT** - Christophe **FROMENT** - Bastien **GIACOBBI** - Alain **JOSEPH** - Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Bernard **MAURY** - Elisabeth **MUYS** - Philippe **RAMONDENC** – Madeleine **SARROUY** - Michel **SENTY** - Didier **VIDAL***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071-BF
Reçu le 17/12/2025

A partir des besoins recensés et, après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés au budget primitif SPANC 2026, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	387 650,00 euros	387 650,00 euros
Opérations d'ordre		
Résultat reporté (repris ultérieurement après vote du CFU)		
TOTAL	**387 650,00 euros**	**387 650,00 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles		
Opérations d'ordre		
Résultat reporté		
TOTAL	**0,00 euros**	**0,00 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**387 650,00 euros**	**387 650,00 euros**

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2026 relatif à la compétence SPANC du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

VOTE :	Pour : 29	Contre : /	Abstention : /

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071-BF
Reçu le 17/12/2025

Rapport d'analyse

Identification du flux : 2026- 012038- 841- 01- 01- -2025/12/17-9:32:59
Budget SPANC - SERVICES PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF- 2026- Budget Principal

Ce flux est associé à un pavé d'information(s) et/ou d'anomalie(s)

Pavé d'information(s) :

Information : Vous pouvez utiliser un plan de compte et une présentation de l'exercice précédent pour voter votre budget, dès lors que celui-ci a été voté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique.

1 information

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 25120134900023	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Commune Budget SPANC

POSTE COMPTABLE DE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : SERVICES PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (2)

ANNEE 2026

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 18
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 21
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 22

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 23
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 25
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	387 650,00	387 650,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	387 650,00	387 650,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	387 650,00	387 650,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	115 400,00	0,00	108 050,00	108 050,00	108 050,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	267 100,00	0,00	274 200,00	274 200,00	274 200,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	13 700,00	0,00	2 200,00	2 200,00	2 200,00
Total des dépenses de gestion des services		**396 200,00**	**0,00**	**384 450,00**	**384 450,00**	**384 450,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	7 500,00	0,00	3 200,00	3 200,00	3 200,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	117 500,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**521 200,00**	**0,00**	**387 650,00**	**387 650,00**	**387 650,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**521 200,00**	**0,00**	**387 650,00**	**387 650,00**	**387 650,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	387 650,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	384 642,01	0,00	385 000,00	385 000,00	385 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	7 955,59	0,00	1 790,00	1 790,00	1 790,00
75	Autres produits de gestion courante	50,00	0,00	50,00	50,00	50,00
Total des recettes de gestion des services		**393 147,60**	**0,00**	**387 340,00**	**387 340,00**	**387 340,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	600,00	0,00	310,00	310,00	310,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**393 747,60**	**0,00**	**387 650,00**	**387 650,00**	**387 650,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**393 747,60**	**0,00**	**387 650,00**	**387 650,00**	**387 650,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	387 650,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	0,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	**II**
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	**A3**

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	16 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**16 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**16 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**16 020,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**0,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	108 050,00		108 050,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	274 200,00		274 200,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 200,00		2 200,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	3 200,00	*0,00*	3 200,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**387 650,00**	***0,00***	**387 650,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**387 650,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	500,00		500,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	385 000,00		385 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	1 790,00		1 790,00
75	Autres produits de gestion courante	50,00		50,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	310,00	*0,00*	310,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**387 650,00**	***0,00***	**387 650,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	387 650,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**115 400,00**	**108 050,00**	**108 050,00**
6063	Fournitures entretien et petit équipt	800,00	800,00	800,00
6064	Fournitures administratives	0,00	500,00	500,00
611	Sous-traitance générale	100,00	100,00	100,00
6132	Locations immobilières	7 700,00	8 900,00	8 900,00
61551	Entretien matériel roulant	3 800,00	3 800,00	3 800,00
6156	Maintenance	500,00	500,00	500,00
618	Divers	4 000,00	4 500,00	4 500,00
6226	Honoraires	500,00	500,00	500,00
6228	Divers	14 500,00	5 500,00	5 500,00
6237	Publications	500,00	500,00	500,00
6256	Missions	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6257	Réceptions	200,00	250,00	250,00
627	Services bancaires et assimilés	250,00	250,00	250,00
6281	Concours divers (cotisations)	150,00	150,00	150,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	81 400,00	80 800,00	80 800,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**267 100,00**	**274 200,00**	**274 200,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	66 500,00	70 650,00	70 650,00
6311	Taxe sur les salaires	11 600,00	11 600,00	11 600,00
6331	Versement de mobilité	900,00	1 100,00	1 100,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	200,00	150,00	150,00
6411	Salaires, appointements, commissions	127 500,00	128 400,00	128 400,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	42 100,00	45 000,00	45 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	12 500,00	11 500,00	11 500,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	5 600,00	5 600,00	5 600,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	200,00	200,00	200,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**13 700,00**	**2 200,00**	**2 200,00**
6541	Créances admises en non-valeur	13 500,00	2 000,00	2 000,00
6542	Créances éteintes	100,00	100,00	100,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	100,00	100,00	100,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**396 200,00**	**384 450,00**	**384 450,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**7 500,00**	**3 200,00**	**3 200,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	200,00	100,00	100,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	7 200,00	3 000,00	3 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	100,00	100,00	100,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**117 500,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	117 500,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**521 200,00**	**387 650,00**	**387 650,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**521 200,00**	**387 650,00**	**387 650,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
				+

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			**387 650,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**500,00**	**500,00**	**500,00**
64198	Autres remboursements	500,00	500,00	500,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**384 642,01**	**385 000,00**	**385 000,00**
7062	Redevances assainissement non collectif	384 642,01	385 000,00	385 000,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**7 955,59**	**1 790,00**	**1 790,00**
747	Subv. et participat° collectivités	7 455,59	1 290,00	1 290,00
748	Autres subventions d'exploitation	500,00	500,00	500,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**50,00**	**50,00**	**50,00**
7588	Autres	50,00	50,00	50,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**393 147,60**	**387 340,00**	**387 340,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**600,00**	**310,00**	**310,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	450,00	200,00	200,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	50,00	50,00	50,00
778	Autres produits exceptionnels	100,00	60,00	60,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**393 747,60**	**387 650,00**	**387 650,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**393 747,60**	**387 650,00**	**387 650,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**387 650,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
16	Opération d'équipement n° 16 (5)	16 020,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	16 020,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	16 020,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	16 020,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	0,00	0,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 16 (1)
LIBELLE : MATERIELS INFORMATIQUE / BUREAU

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Technicien	B	5,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 50
Nombre de membres présents : 16
Nombre de suffrages exprimés : 29
VOTES :
Pour : 29
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 01/12/2025

Présenté par (1) Jacques ARLES, Vice-Président,
A Séverac d'Aveyron le 12/12/2025
(1) Jacques ARLES, Vice-Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Séverac d'Aveyron, le 12/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

001. 1 CNE AGUESSAC : MAURY Dominique , Titulaire	
002. 1 CNE AGUESSAC : PAILHAS Anne , Suppléant	
003. 2 CNE AYSSENES : CALMES Marie-Chantal , Titulaire	
004. 2 CNE AYSSENES : GRIALOU Jérôme , Suppléant	
005. 3 CNE BROQUIES : CRASSOUS Jean-Luc , Titulaire	
006. 3 CNE BROQUIES : BRENGUES Christian , Suppléant	
007. 4 CNE BROUSSE-LE-CHATEAU : COLSON Régis , Titulaire	
008. 4 CNE BROUSSE-LE-CHATEAU : PEIFFER Pierre , Suppléant	
009. 5 CNE CASTELNAU-PEGAYROLS : JEANJEAN Marie , Titulaire	
010. 5 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : GAYRAUD Jérémie , Suppléant	
011. 6 CNE COMPEYRE : ALMERAS Loïc , Titulaire	
012. 6 CNE COMPEYRE : BLANCHOT Jean , Suppléant	
013. 7 CNE COMPREGNAC : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
014. 7 CNE COMPREGNAC : LEPETIT Patrick , Suppléant	
015. 8 CNE CORNUS : PINAULT Jean-Michel , Titulaire	
016. 8 CNE CORNUS : PAUL Frédéric , Suppléant	
017. 9 CNE CREISSELS : LE MOUTON-MAZIERES Franck , Titulaire	
018. 9 CNE CREISSELS : BOUDES Roger , Suppléant	
019. 10 CNE FONDAMENTE : RODRIGUEZ Martine , Titulaire	
020. 10 CNE FONDAMENTE : FABRE Bastien , Suppléant	
021. 11 CNE LA BASTIDE-PRADINES : GIACOBBI Bastien , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

022. 11 CNE LA BASTIDE-PRADINES : COMBY Magali , Suppléant	
023. 12 CNE LA CAVALERIE : RODRIGUEZ François , Titulaire	
024. 12 CNE LA CAVALERIE : DELACROIX PAGES Claudine , Suppléant	
025. 13 CNE LA COUVERTOIRADE : SARROUY Madeleine , Titulaire	
026. 13 CNE LA COUVERTOIRADE : LETORT Solveig , Suppléant	
027. 14 CNE LA CRESSE : FROMENT Christophe , Titulaire	
028. 14 CNE LA CRESSE : VALETTE Laurence , Suppléant	
029. 15 CNE LA ROQUE-STE-MARGUERITE : DELORT Florence , Titulaire	
030. 15 CNE LA ROQUE-STE-MARGUERITE : BLANC Marie-Franç , Suppléant	
031. 16 CNE LAPANOUSE-DE-CERNON : BOUDES Adrien , Titulaire	
032. 16 CNE LAPANOUSE-DE-CERNON : BERNAT Thierry , Suppléant	
033. 17 CNE LE CLAPIER : GOUT Philippe , Titulaire	
034. 17 CNE LE CLAPIER : PUEL Katia , Suppléant	
035. 18 CNE LE TRUEL : GINESTE Christian , Titulaire	
036. 18 CNE LE TRUEL : CAZOTTES Emmanuelle , Suppléant	
037. 19 CNE LES COSTES-GOZON : BEA Jean-Marc , Titulaire	
038. 19 CNE LES COSTES-GOZON : AUBELEAU Marylène , Suppléant	
039. 20 CNE LESTRADE-ET-THOUELS : JOSEPH Alain , Titulaire	
040. 20 CNE LESTRADE-ET-THOUELS : CASTANIER Bernard , Suppléant	
041. 21 CNE L'HOSPITALET-DU-LARZAC : SINTES Jérôme , Titulaire	
042. 21 CNE L'HOSPITALET-DU-LARZAC : GELY Cyril , Suppléant	
043. 22 CNE MARNHAGUES-ET-LATOUR : ANTOINE Nicole , Titulaire	
044. 22 CNE MARNHAGUES-ET-LATOUR : DURAND Fernand , Suppléant	
045. 23 CNE MILLAU : PEYRETOUT Severine , Titulaire	
046. 23 CNE MILLAU : DURAND Michel , Suppléant	
047. 24 CNE MILLAU : WOHREL Nicolas , Titulaire	
048. 24 CNE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
049. 25 CNE MILLAU : ESON Aurélie , Titulaire	
050. 25 CNE MILLAU : PANIS Marie-Eve , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

051. 26 CNE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire	
052. 26 CNE MILLAU : HAUMAITRE Karine , Suppléant	
053. 27 CNE MONTJAUX : CAVALIER Philippe , Titulaire	
054. 27 CNE MONTJAUX : POLLET Florence , Suppléant	
055. 28 CNE MOSTUEJOULS : BEDEL Christine , Titulaire	
056. 28 CNE MOSTUEJOULS : GRAILLE Bernard , Suppléant	
057. 29 CNE NANT : DELMAS Alain , Titulaire	
058. 29 CNE NANT : FRENEHARD Anne-Marie , Suppléant	
059. 30 CNE PAULHE : PAILHAS Bernadette , Titulaire	
060. 30 CNE PAULHE : JULIEN Frédéric , Suppléant	
061. 31 CNE PEYRELEAU : ROUGET Alain , Titulaire	
062. 31 CNE PEYRELEAU : ESPINASSE Joël , Suppléant	
063. 32 CNE RIVIERE-SUR-TARN : MAURY Bernard , Titulaire	
064. 32 CNE RIVIERE-SUR-TARN : SALSON Patrick , Suppléant	
065. 33 CNE ST-ANDRE-DE-VEZINES : BOUDES Christian , Titulaire	
066. 33 CNE ST-ANDRE-DE-VEZINES : ROQUES Audrey , Suppléant	
067. 34 CNE ST-BEAULIZE : CAZOTTES Guy , Titulaire	
068. 34 CNE ST-BEAULIZE : DUCROS Jean , Suppléant	
069. 35 CNE ST-BEAUZELY : MALINOWSKI-BERTRAND Magali , Titulaire	
070. 35 CNE ST-BEAUZELY : LUSPIN Olivier , Suppléant	
071. 36 CNE STE-EULALIE-DE-CERNON : GENIEZ Victorien , Titulaire	
072. 36 CNE STE-EULALIE-DE-CERNON : CADENET Thierry , Suppléant	
073. 37 CNE ST-GEORGES-DE-LUZENCON : MUYS Elisabeth , Titulaire	
074. 37 CNE ST-GEORGES-DE-LUZENCON : BERNARD Jean-Luc , Suppléant	
075. 38 CNE ST-JEAN-DU-BRUEL : VIDAL Didier , Titulaire	
076. 38 CNE ST-JEAN-DU-BRUEL : VIALA Daniel , Suppléant	
077. 39 CNE ST-JEAN-ET-ST-PAUL : SENTY Michel , Titulaire	
078. 39 CNE ST-JEAN-ET-ST-PAUL : SAUVEPLANE Pierre , Suppléant	
079. 40 CNE ST-ROME-DE-TARN : ARLES Jacques , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_071bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

080. 40 CNE ST-ROME-DE-TARN : MANCINO Francis , Suppléant	
081. 41 CNE ST-VICTOR-ET-MELVIEU : ALRIQUET Julie , Titulaire	
082. 41 CNE ST-VICTOR-ET-MELVIEU : LAVABRE Jordy , Suppléant	
083. 42 CNE SAUCLIERES : NEGROS Bernadette , Titulaire	
084. 42 CNE SAUCLIERES : VEYRIE Tessa , Suppléant	
085. 43 CNE VERRIERES : JEANJEAN Romain , Titulaire	
086. 43 CNE VERRIERES : BOYER Dominique , Suppléant	
087. 44 CNE VEYREAU : MARLAS Loïc , Titulaire	
088. 44 CNE VEYREAU : AUSTRUY Nicolas , Suppléant	
089. 45 CNE VIALA-DU-PAS-DE-JAUX : ASTRUC Caroline , Titulaire	
090. 45 CNE VIALA-DU-PAS-DE-JAUX : MOULIERES Lucien , Suppléant	
091. 46 CNE VIALA-DU-TARN : THOMAS Mickaël , Titulaire	
092. 46 CNE VIALA-DU-TARN : LE MERRE Marie-Hélène , Suppléant	
093. 1 CC CAUSSES A L'AUBRAC : CROS Sébastien , Titulaire	
094. 1 CC CAUSSES A L'AUBRAC : CARNAC André , Suppléant	
095. 2 CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
096. 2 CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
097. 3 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
098. 3 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
099. 4 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
100. 4 CC ST-AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Certifié exécutoire par (1) Jacques ARLES, Vice-Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

Séverac
le 12/12/2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : Conseil Syndical.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Délibération SPANC n°2025-072 du Comité syndical du 12 décembre 2025

Prise en charge des frais de missions pour les agents rattachés au budget SPANC du Syndicat mixte du Parc pour 2026

Etaient présents les représentants suivants : **16**

- Pour le collège des groupements de communes : **2**
  *André **CARNAC** - Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **14**
  *Julie **ALRIQUET** - Jacques **ARLES** – Philippe **CAVALIER** – Claudine **DELACROIX-PAGES** - Aurélie **ESON** – Anne-Marie **FRENEHARD** – Victorien **GENIEZ** -- Romain **JEANJEAN** - Franck **LE MOUTON MAZIERES** - Bernadette **NEGROS** -- Jean-Michel **PINAULT** - Martine **RODRIGUEZ** – Alain **ROUGET** - Nicolas **WOHREL***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **13**

- Pour le collège des groupements de communes : **1**
  *Gérard **CAILHOL donne son pouvoir à Cyril TOUZET***

- Pour le collège des communes : **12**
  1. *Marie-Chantal **CALMES** donne pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  2. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Jacques ARLES*
  3. *Christian **GINESTE** donne son pouvoir à Aurélie ESON*
  4. *Philippe **GOUT** donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*
  5. *Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  6. *Mathieu **LAMBRECHT** donne son pouvoir à Franck LE MOUTON MAZIERES*
  7. *Loïc **MARLAS** donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  8. *Dominique **MAURY** donne pouvoir à Alain ROUGET*
  9. *Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  10. *Séverine **PEYRETOUT** donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
  11. *Jérôme **SINTES** donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  12. *Mickaël **THOMAS** donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*

Excusés : **20**

- Pour le collège des groupements de communes : **/**

- Pour le collège des communes : **20**
  *Loïc **ALMERAS** - Nicole **ANTOINE** - Caroline **ASTRUC** - Jean-Marc **BEA** - Christine **BEDEL** - Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** - Guy **CAZOTTES** - Régis **COLSON** - Florence **DELORT** - Christophe **FROMENT** - Bastien **GIACOBBI** - Alain **JOSEPH** - Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Bernard **MAURY** - Elisabeth **MUYS** - Philippe **RAMONDENC** – Madeleine **SARROUY** - Michel **SENTY** - Didier **VIDAL***

Le personnel du Service Public Assainissement Non Collectif (SPANC) relève du droit privé.

Les frais supportés par un salarié, dans le cadre des missions confiées hors de la résidence administrative et de la résidence familiale, sont remboursés par le syndicat mixte du Parc à l'appui d'un ordre de mission préalablement établi et accepté par la Direction et/ou le Président.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_072-DE
Reçu le 17/12/2025

Frais de transport

Le salarié s'engage à utiliser de préférence les véhicules de la collectivité mis à disposition.

Dans tous les cas, le salarié qui se déplace choisit le moyen de transport au tarif le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Les frais de transports en commun, de stationnement et de péage sont pris en charge au réel sur présentation des justificatifs.

A titre exceptionnel, et lorsque les besoins de service sont supérieurs à la capacité du parc automobile du syndicat mixte, le salarié peut utiliser un véhicule personnel adapté à ses fonctions et en règle vis à vis des règlements de police et de circulation. En contrepartie de cet usage professionnel, le syndicat mixte du Parc remboursera les frais kilométriques occasionnés sur la base des indemnités kilométriques en vigueur applicables dans la fonction publique territoriale ; elles varient selon la puissance du véhicule et la distance parcourue. Ce barème, communiqué à chaque réactualisation, figure sur l'état de frais de mission. Le salarié devra présenter une copie de la carte grise de son véhicule personnel. En revanche les frais d'assurance ou de réparation en cas d'accident, ne sont pas pris en charge. Le contrat d'assurance personnel du salarié doit intégrer l'usage professionnel du véhicule.

Frais de repas

Les salariés du SPANC du syndicat mixte du Parc bénéficient de tickets restaurant.

La prise en charge de frais de repas peut venir se substituer dans le cadre d'un déplacement professionnel ou d'un déjeuner de travail.
Par dérogation, si le déjeuner de travail a lieu sur la résidence administrative, il pourra être pris en charge à l'appui d'un certificat administratif signé par l'ordonnateur.

Le salarié doit présenter un justificatif (note du restaurant) et, le remboursement pour frais de repas ne doit pas conduire à rembourser au salarié plus que ce qu'il a réellement dépensé.

La prise en charge se fera donc à la hauteur des frais de repas engagés par le salarié dans la stricte limite du plafond du forfait en vigueur déterminé par le barème des remboursements de frais applicable dans la fonction publique territoriale (à ce jour, ce forfait est fixé à 20 euros par repas).

Frais d'hébergement

Les frais d'hébergement (hôtel) sont également pris en charge de manière forfaitaire et sont plafonnés aux barèmes de la fonction publique territoriale (à ce jour, en France métropolitaine le barème est fixé à 90€, sur les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris à 120€ et sur la commune de Paris à 140€).

Depuis 2025, le comité syndical du Parc a mis un système de remboursement aux frais réels pour déroger aux barèmes de la fonction publique sur tous les hébergements de toutes les destinations sans distinction sur le nombre d'habitants de la ville d'accueil.
De 2013 à 2024, la dérogation s'appliquait uniquement sur les hébergements des missions en région parisienne et en métropoles.

Le système forfaitaire habituellement applicable apparaît inopérant sur toutes les missions dans la mesure où les prix de l'offre hôtelière sont supérieurs au montant forfaitaire prévu par la réglementation.

Aussi, pour 2026, il est proposé de poursuivre la dérogation et de rembourser l'agent de l'intégralité des frais réellement engagés, sur présentation des justificatifs, pour tous les hébergements de toutes les destinations.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_072-DE
Reçu le 17/12/2025

Dans tous les cas, le remboursement de frais d'hébergement se fera sur présentation d'un justificatif et il ne doit pas conduire à rembourser à un agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

Monsieur le Président propose au Comité syndical du SPANC de valider cette procédure de prise en charge des frais de missions applicable sur l'année 2026.

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette procédure et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

VOTE :	Pour : 29	Contre : /	Abstention : /

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_072-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n° 2025 -073 du Comité syndical du 12 décembre 2025

Vote du Budget Primitif 2026 – Compétence Générale

Etaient présents les représentants suivants **: 48**

- Pour le collège de la Région : **3**
  *Clément **CARLES** – Emmanuelle **GAZEL** -Christine **SAHUET***

- Pour le collège des Départements : **2**
  *Christophe **LABORIE** -Jacques **RIGAUD***

- Pour le collège des groupements de communes : **6**
  *Maxime **CONSTANS**– Richard **FIOL**- Philippe **LEPETIT** – Patrick **PES** – Jean-Luc **REQUI** – Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **37**
  *Julie **ALRIQUET** - Jacques **ARLES** – Philippe **BAYLET** – Luc **BEVILACQUA** – Philippe **CAVALIER** - Marie-Christine **COLIN** - Marie-Rose **COMBES** - Roger **CORROCHANO** - Jonathan **COSTES** –Vincent **COURTEAUX** – Sébastien **DAVID** – Claudine **DELACROIX–PAGES** - Aurélie **ESON** - Anne-Marie **FRENEHARD** – Victorien **GENIEZ** -- Edmond **GROS** - Jean-Pierre **HERVAS** – Romain **JEANJEAN** - Robert **LADET** - Franck **LE MOUTON-MAZIERES** - Gaëlle **LEVEQUE** – Vincent **LOMBARD** - Aimé **MAJOREL** – Philippe **MEJANE** – Nathalie **MILHAU** - Bernadette **NEGROS** - Nathalie **PALMIER** –Pierre **PANTANELLA** – Maxime **PETRAUD** - Jean-Michel **PINAULT** -- Martine **RODRIGUEZ** – Alain **ROUGET** - André **SERIN** - Michel **SIMONIN** - Benoit **SOLIER** -– Nicolas **WOHREL**- Michel **WOLKOWICKI***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants : **33**

- Pour le collège de la Région : **1**
  *Fadilha **BENAMMAR KOLY** donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL*

- Pour le collège des Départements : : **1**
  *Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE*

- Pour le collège des groupements de communes : **4**
  *Jean-Michel **ARNAL** donne son pouvoir à Patrick PES*
  *Sophie **PRADEL** donne son pouvoir à Jean-Luc REQUI*
  *Thierry **PEREZ LAFONT** donne son pouvoir à Philippe LEPETIT*
  *Gérard **CAILHOL** donne son pouvoir à Cyril TOUZET*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073-BF
Reçu le 17/12/2025

- Pour le collège des communes : **27**
  1. *Eloi **ALBET** donne son pouvoir à Marie-Rose COMBES*
  2. *Christine **BEDEL** donne son pouvoir à Jonathan COSTES*
  3. *Yves **BIOULAC** donne son pouvoir à Edmond GROS*
  4. *Nelly **CABANES** donne son pouvoir à Philippe BAYLET*
  5. *Marie-Chantal **CALMES** donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  6. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Jacques ARLES*
  7. *Francis **CULIE** donne son pouvoir à André SERIN*
  8. *Daniel **FABRE** donne son pouvoir à Luc BELAVICQUA*
  9. *Christian **GINESTE** donne son pouvoir à Aurélie ESON*
  10. *Philippe **GOUT** donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*
  11. *Franck **ISSERT** donne son pouvoir à Michel SIMONIN*
  12. *Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  13. *Mathieu **LAMBRECHT** donne son pouvoir à Franck LE MOUTON MAZIERES*
  14. *François **LEROY** donne son pouvoir à Nathalie PALMIER*
  15. *Loïc **MARLAS** donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  16. *Dominique **MAURY** donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  17. *Elisabeth **MUYS** donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  18. *Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  19. *Séverine **PEYRETOUT** donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
  20. *Gaëtan **PRIVAT** donne son pouvoir à Sébastien DAVID*
  21. *Viviane **RAMONDENC** donne son pouvoir à Michel WOLKOWICKI*
  22. *Daniel **ROUSSEL** donne son pouvoir à Aimé MAJOREL*
  23. *Jean-Philippe **SABATHIER** donne son pouvoir à Benoît SOLIER*
  24. *Jean-Marc **SAUVIER** donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  25. *Jérôme **SINTES** donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  26. *Mickaël **THOMAS** donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  27. *Yves **VIALA** donne son pouvoir à Philippe MEJANE*

Absents - Excusés : **62**

- Pour le collège de la Région : /
- Pour le collège des Départements : **1**
  *Claude **ASSIER***
- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : **61**
  *Guilhem **ALLEMAN** - Loïc **ALMERAS** - Roselyne **AMALRIC-VUAGNAT** - Nicole **ANTOINE** - Caroline **ASTRUC** - Marie-Pierre **AUTET** - Jean-Marc **BEA** - Didier **BEREAUX** - Jean-Marie **BODT** - Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** - Yves **BOUSQUET** - Jean-Louis **CABANES** - Ghislain **CABAL-ZINCK** - Ludovic **CAMPLO** - Alain **CARLES** - Arlette **CAZABONNE** - Guy **CAZOTTES** - Claude **CHIBAUDEL** - Laure **CLEMENT** - Régis **COLSON** - Michel **COMBES** - Anne **CROS** - Jean-Luc **CROUZET** - Natacha **CUNTY** - Florence **DELORT** - Luc **DONNADIEU** - Monika **DUVINAGE** - Christophe **FROMENT** - Nathalie **GARRIGUES** - Emmanuelle **GASCOIN** - Bastien **GIACOBBI** - Philippe **GIGANON** - Bernard **GOUJON** - Antoine **GOUTELLE** - Christophe **HURAULT** - Yann **JEANNIN** - Alain **JOSEPH** - Danièle **JOSEPH** - Jean-Michel **LADET** - Michel **LEBLOND** - Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Bernard **MAURY** - Christiane **MAURY** - Lauric **MERLAN** - Françoise **OLIVIER** - Gilles **PLET** - Philippe **RAMONDENC** - Céline **RENAUD** - Jean-Luc **RICARD** - Frédéric **ROIG** - Christophe **ROMO** - Elian **ROQUES** - Guy **SALES** – Madeleine **SARROUY** - Michel **SENTY** - Jean-Claude **SOUYRIS** - Jean **TRINQUIER** - Claire **VAN DER HORST** - Didier **VIDAL**- Marina **VIDAL CONDOMINES***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073-BF
Reçu le 17/12/2025

Le Débat d'Orientation budgétaire a été adopté par délibération n°2025-068 du comité syndical du 28 novembre 2025. A partir de ces orientations et des besoins recensés, le budget primitif 2026 a été élaboré. Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés à ce budget primitif 2026, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	4 234 610,00 euros	4 234 610,00 euros
Opérations d'ordre (intégrées ultérieurement par DM)		
Résultat reporté (repris ultérieurement après vote du CFU)		
TOTAL	**4 234 610,00 euros**	**4 234 610,00 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles (propositions sans RAR)	252 676,19 euros	252 676,19 euros
Opérations d'ordre (intégrées ultérieurement par DM)		
Résultat reporté (repris ultérieurement après vote du CFU)		
TOTAL	**252 676,19 euros**	**252 676,19 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**4 487 286,19 euros**	**4 487 286,19 euros**

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2026 relatif à la compétence générale du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	64	0	0	125	64
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	81	0	0	144	81
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

VOTE : Pour : **81** Contre : **/** Abstention : **/**

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073-BF
Reçu le 17/12/2025

Rapport d'analyse

Identification du flux : 2026- 012038- 841- 00- 01- -2025/12/17-9:41:06
Budget principal (M57)- PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES- 2026- Budget Principal

Ce flux est associé à un pavé d'information(s) et/ou d'anomalie(s)

Pavé d'information(s) :

Information : Vous pouvez utiliser un plan de compte et une présentation de l'exercice précédent pour voter votre budget, dès lors que celui-ci a été voté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique.

1 information

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune : Budget principal (M57) (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25120134900015

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M. 57

Budget primitif

Voté par nature

BUDGET : PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 39
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 41
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 44
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 48

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 50
A1.01 - Opérations non ventilables 53
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 54
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 57
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 58
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 59
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 62
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 65
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 68
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 69
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 72
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 74
A1.908 - Fonction 8 - Transports 77
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 81
A2.01 - Opérations non ventilables 83
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 84
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 90
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 91
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 92
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 95
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 98
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 101
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 102
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 103
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 109
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 111
A2.938 - Fonction 8 - Transports 114

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	118
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	120
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	124
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	125
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	126
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	128
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	129

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante décide de voter le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé (5) de l'exercice précédent.

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Indiquer « primitif » ou « cumulé ». Budget cumulé = BP + BS + DM.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	3 746 113,63	2 548 456,13	0,00	A1 -1 197 657,50
Investissement	199 466,79	367 246,62	(3) 0,00	A2 167 779,83
Fonctionnement	3 546 646,84	2 181 209,51	(4) 0,00	A3 -1 365 437,33

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	-1 197 657,50
Investissement	**A2 + B2**	167 779,83
Fonctionnement	**A3 + B3**	-1 365 437,33

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET – VOTE ET REPORTS — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	252 676,19	252 676,19
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	252 676,19	252 676,19

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	4 234 610,00	4 234 610,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	4 234 610,00	4 234 610,00

TOTAL DU BUDGET (4)	4 487 286,19	4 487 286,19

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (y compris opérations) (3)	7 561,37	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (3) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (3)	260 215,23	0,00	210 748,00	210 748,00	210 748,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**267 776,60**	**0,00**	**210 748,00**	**210 748,00**	**210 748,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	32 500,00	0,00	32 500,00	32 500,00	32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	9 428,19	9 428,19	9 428,19
Total des dépenses financières		**49 000,00**	**0,00**	**41 928,19**	**41 928,19**	**41 928,19**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**316 776,60**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**252 676,19**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**316 776,60**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**252 676,19**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**252 676,19**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138) (3)	185 032,12	0,00	223 248,00	223 248,00	223 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**185 032,12**	**0,00**	**223 248,00**	**223 248,00**	**223 248,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	52 028,61	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (3) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	19 892,46	0,00	9 428,19	9 428,19	9 428,19
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 250,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Total des recettes financières		**74 171,07**	**0,00**	**29 428,19**	**29 428,19**	**29 428,19**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**259 203,19**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**252 676,19**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*215 367,25*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***215 367,25***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

TOTAL	**252 676,19**
+	
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**252 676,19**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**0,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.
(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(7) Le compte 138 n'est pas un chapitre mais une subdivision du chapitre 13.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	2 039 900,00	0,00	1 364 460,00	1 364 460,00	1 364 460,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 236 000,00	0,00	2 236 000,00	2 236 000,00	2 236 000,00
014	Atténuations de produits	130 000,00	0,00	374 000,00	374 000,00	374 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	222 700,00	0,00	244 650,00	244 650,00	244 650,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**4 628 600,00**	**0,00**	**4 219 110,00**	**4 219 110,00**	**4 219 110,00**
66	Charges financières	17 500,00	0,00	15 500,00	15 500,00	15 500,00
67	Charges spécifiques (3)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	378 720,28		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5 026 820,28**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*215 367,25*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***215 367,25***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**5 242 187,53**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 234 610,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	746 488,57	0,00	742 474,08	742 474,08	742 474,08
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	3 650 789,31	0,00	3 453 735,92	3 453 735,92	3 453 735,92
75	Autres produits de gestion courante (3)	35 000,00	0,00	17 900,00	17 900,00	17 900,00
Total des recettes de gestion courante		**4 452 277,88**	**0,00**	**4 234 110,00**	**4 234 110,00**	**4 234 110,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**4 452 777,88**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**4 452 777,88**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 234 610,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**0,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) Proposition formulée par le président pour l'exercice N.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	32 500,00	*0,00*	32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	210 748,00		210 748,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	9 428,19	*0,00*	9 428,19
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**252 676,19**	***0,00***	**252 676,19**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**252 676,19**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	1 364 460,00		1 364 460,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	2 236 000,00		2 236 000,00
014	Atténuations de produits	374 000,00		374 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	244 650,00	*0,00*	244 650,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	15 500,00	*0,00*	15 500,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**4 234 610,00**	***0,00***	**4 234 610,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 234 610,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M57.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		15 000,00	*0,00*	15 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		223 248,00	*0,00*	223 248,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		9 428,19	*0,00*	9 428,19
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		5 000,00		5 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**252 676,19**	***0,00***	**252 676,19**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**252 676,19**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	20 000,00		20 000,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	742 474,08		742 474,08
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	3 453 735,92		3 453 735,92
75	Autres produits de gestion courante (8)	17 900,00	*0,00*	17 900,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	500,00	*0,00*	500,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**4 234 610,00**	***0,00***	**4 234 610,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	4 234 610,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**316 776,60**	**0,00**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	267 776,60	0,00	0,00	210 748,00	210 748,00	0,00	210 748,00	210 748,00
Total des dépenses d'équipement		**267 776,60**	**0,00**	**0,00**	**210 748,00**	**210 748,00**	**0,00**	**210 748,00**	**210 748,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	32 500,00	0,00		32 500,00	32 500,00		32 500,00	32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	9 428,19	9 428,19	0,00	9 428,19	9 428,19
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**49 000,00**	**0,00**	**0,00**	**41 928,19**	**41 928,19**	**0,00**	**41 928,19**	**41 928,19**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**316 776,60**	**0,00**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**252 676,19**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**474 570,44**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**252 676,19**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	185 032,12	0,00	223 248,00	223 248,00	223 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**185 032,12**	**0,00**	**223 248,00**	**223 248,00**	**223 248,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	52 028,61	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	19 892,46	0,00	9 428,19	9 428,19	9 428,19
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 250,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Total des recettes financières		**74 171,07**	**0,00**	**29 428,19**	**29 428,19**	**29 428,19**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**259 203,19**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**252 676,19**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*215 367,25*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***215 367,25***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (8)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
Total des recettes d'investissement cumulées					**252 676,19**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(8) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**316 776,60**	**0,00**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	267 776,60	0,00	0,00	210 748,00	210 748,00	0,00	210 748,00	210 748,00
Total des dépenses d'équipement		**267 776,60**	**0,00**	**0,00**	**210 748,00**	**210 748,00**	**0,00**	**210 748,00**	**210 748,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10222	FCTVA	1 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	32 500,00	0,00		32 500,00	32 500,00		32 500,00	32 500,00
1641	Emprunts en euros	32 500,00	0,00		32 500,00	32 500,00		32 500,00	32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	9 428,19	9 428,19	0,00	9 428,19	9 428,19
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	0,00	0,00		9 428,19	9 428,19	0,00	9 428,19	9 428,19

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**49 000,00**	**0,00**	**0,00**	**41 928,19**	**41 928,19**	**0,00**	**41 928,19**	**41 928,19**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**316 776,60**	**0,00**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
11	Matériel et outillage		131 019,92	0,00	45 100,00	45 100,00	0,00	45 100,00
16	Informatique et bureautique		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19	Aménagement des locaux		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Acquisition et rénovation siège social		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Outils interprétation patrimoine		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Autopartage		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Mobilités		0,00	0,00	32 668,00	32 668,00	0,00	32 668,00
32	Panneaux routiers et autoroutiers		0,00	0,00	132 980,00	132 980,00	0,00	132 980,00
TOTAL			**131 019,92**	**0,00**	**210 748,00**	**210 748,00**	**0,00**	**210 748,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 11
LIBELLE : Matériel et outillage
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**131 019,92**	**a 0,00**	**45 100,00**	**b 45 100,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**131 019,92**	**0,00**	**45 100,00**	**45 100,00**
21828	Autres matériels de transport	21 740,80	0,00	40 000,00	40 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	109 279,12	0,00	5 100,00	5 100,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-45 100,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 16
LIBELLE : Informatique et bureautique
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 19
LIBELLE : Aménagement des locaux
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 20
LIBELLE : Acquisition et rénovation siège social
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 21
LIBELLE : Outils interprétation patrimoine
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23
LIBELLE : Autopartage
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13278	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 29
LIBELLE : Mares et Lavognes
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 30
LIBELLE : Filière Pierre
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 31
LIBELLE : Mobilités
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**32 668,00**	**b 32 668,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**32 668,00**	**32 668,00**
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	0,00	0,00	32 668,00	32 668,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**32 668,00**	**d 32 668,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**32 668,00**	**32 668,00**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	7 196,00	7 196,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	8 096,00	8 096,00
13273	Subv. non transf. FEADER	0,00	0,00	17 376,00	17 376,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 32
LIBELLE : Panneaux routiers et autoroutiers
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**132 980,00**	**b 132 980,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**132 980,00**	**132 980,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	132 980,00	132 980,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**190 580,00**	**d 190 580,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**190 580,00**	**190 580,00**
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	47 250,00	47 250,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	27 950,00	27 950,00
13273	Subv. non transf. FEADER	0,00	0,00	115 380,00	115 380,00
13278	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	57 600,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**474 570,44**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**252 676,19**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	185 032,12	0,00	223 248,00	223 248,00	223 248,00
1322	Subv. non transf. Régions	84 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	24 126,40	0,00	54 446,00	54 446,00	54 446,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	11 000,00	0,00	36 046,00	36 046,00	36 046,00
13273	Subv. non transf. FEADER	0,00	0,00	132 756,00	132 756,00	132 756,00
13278	Autres fonds européens	65 505,72	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**185 032,12**	**0,00**	**223 248,00**	**223 248,00**	**223 248,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	52 028,61	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
10222	FCTVA	52 028,61	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	19 892,46	0,00	9 428,19	9 428,19	9 428,19
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	19 892,46	0,00	9 428,19	9 428,19	9 428,19
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 250,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
Total des recettes financières		**74 171,07**	**0,00**	**29 428,19**	**29 428,19**	**29 428,19**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**259 203,19**	**0,00**	**252 676,19**	**252 676,19**	**252 676,19**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*215 367,25*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*45 872,92*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-2025121 2_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap. / art. (1)		Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*28 007,76*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*6 779,54*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*6 349,05*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*2 695,20*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*122 092,14*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***215 367,25***		***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(7) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 242 187,53**	**0,00**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
011	Charges à caractère général (3)	2 039 900,00	0,00	0,00	1 364 460,00	1 364 460,00	0,00	1 364 460,00	1 364 460,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	2 236 000,00	0,00		2 236 000,00	2 236 000,00		2 236 000,00	2 236 000,00
014	Atténuations de produits	130 000,00	0,00		374 000,00	374 000,00		374 000,00	374 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	222 700,00	0,00	0,00	244 650,00	244 650,00	0,00	244 650,00	244 650,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**4 628 600,00**	**0,00**	**0,00**	**4 219 110,00**	**4 219 110,00**	**0,00**	**4 219 110,00**	**4 219 110,00**
66	Charges financières	17 500,00	0,00		15 500,00	15 500,00		15 500,00	15 500,00
67	Charges spécifiques (3)	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	378 720,28			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**398 220,28**	**0,00**	**0,00**	**15 500,00**	**15 500,00**		**15 500,00**	**15 500,00**
Total des dépenses réelles		**5 026 820,28**	**0,00**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*215 367,25*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**215 367,25**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (5)	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**4 234 610,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 452 777,88**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
013	Atténuations de charges (2)	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	746 488,57	0,00	742 474,08	742 474,08	742 474,08
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (2)	3 650 789,31	0,00	3 453 735,92	3 453 735,92	3 453 735,92
75	Autres produits de gestion courante (2)	35 000,00	0,00	17 900,00	17 900,00	17 900,00
Total des recettes de gestion des services		**4 452 277,88**	**0,00**	**4 234 110,00**	**4 234 110,00**	**4 234 110,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (2)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (2)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**500,00**	**0,00**	**500,00**	**500,00**	**500,00**
Total des recettes réelles		**4 452 777,88**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (7)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**4 234 610,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(4) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**5 242 187,53**	**0,00**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
011	Charges à caractère général (4)	2 039 900,00	0,00	0,00	1 364 460,00	1 364 460,00	0,00	1 364 460,00	1 364 460,00
60611	Eau et assainissement	1 600,00	0,00		1 600,00	1 600,00	0,00	1 600,00	1 600,00
60612	Energie - Electricité	8 000,00	0,00		7 000,00	7 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00
60621	Combustibles	4 000,00	0,00		4 000,00	4 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
60622	Carburants	34 500,00	0,00		32 000,00	32 000,00	0,00	32 000,00	32 000,00
60623	Alimentation	1 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	45 000,00	0,00		44 250,00	44 250,00	0,00	44 250,00	44 250,00
60636	Habillement et vêtements de travail	5 000,00	0,00		4 200,00	4 200,00	0,00	4 200,00	4 200,00
6064	Fournitures administratives	6 000,00	0,00		6 500,00	6 500,00	0,00	6 500,00	6 500,00
6068	Autres matières et fournitures	14 000,00	0,00		14 100,00	14 100,00	0,00	14 100,00	14 100,00
611	Contrats de prestations de services	123 000,00	0,00		97 000,00	97 000,00	0,00	97 000,00	97 000,00
6132	Locations immobilières	7 200,00	0,00		7 200,00	7 200,00	0,00	7 200,00	7 200,00
61351	Matériel roulant	46 500,00	0,00		23 000,00	23 000,00	0,00	23 000,00	23 000,00
61358	Autres	30 000,00	0,00		58 000,00	58 000,00	0,00	58 000,00	58 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
61551	Entretien matériel roulant	17 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
6156	Maintenance	45 000,00	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
6161	Multirisques	29 000,00	0,00		31 000,00	31 000,00	0,00	31 000,00	31 000,00
617	Etudes et recherches	400 000,00	0,00		90 000,00	90 000,00	0,00	90 000,00	90 000,00
6182	Documentation générale et technique	2 500,00	0,00		1 770,00	1 770,00	0,00	1 770,00	1 770,00
6184	Versements à des organismes de formation	30 000,00	0,00		4 500,00	4 500,00	0,00	4 500,00	4 500,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	5 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6188	Autres frais divers	55 000,00	0,00		47 000,00	47 000,00	0,00	47 000,00	47 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	26 000,00	0,00		2 500,00	2 500,00	0,00	2 500,00	2 500,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6228	Divers	678 000,00	0,00		608 650,00	608 650,00	0,00	608 650,00	608 650,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6232	Fêtes et cérémonies	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6234	Réceptions	23 000,00	0,00		19 000,00	19 000,00	0,00	19 000,00	19 000,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6237	Publications	175 000,00	0,00		60 100,00	60 100,00	0,00	60 100,00	60 100,00
6248	Divers	1 000,00	0,00		1 300,00	1 300,00	0,00	1 300,00	1 300,00
6251	Voyages, déplacements et missions	35 000,00	0,00		23 000,00	23 000,00	0,00	23 000,00	23 000,00
6261	Frais d'affranchissement	10 000,00	0,00		10 500,00	10 500,00	0,00	10 500,00	10 500,00
6262	Frais de télécommunications	40 000,00	0,00		27 000,00	27 000,00	0,00	27 000,00	27 000,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	18 000,00	0,00		14 500,00	14 500,00	0,00	14 500,00	14 500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	30 000,00	0,00		31 000,00	31 000,00	0,00	31 000,00	31 000,00
6288	Autres services extérieurs	86 000,00	0,00		28 690,00	28 690,00	0,00	28 690,00	28 690,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6358	Autres droits	500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	2 236 000,00	0,00		2 236 000,00	2 236 000,00		2 236 000,00	2 236 000,00
62122	Personnel aff. régies avec ps.morale	35 500,00	0,00		35 500,00	35 500,00		35 500,00	35 500,00
6218	Autre personnel extérieur	43 300,00	0,00		22 000,00	22 000,00		22 000,00	22 000,00
6331	Versement mobilité	8 000,00	0,00		10 500,00	10 500,00		10 500,00	10 500,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	22 000,00	0,00		23 000,00	23 000,00		23 000,00	23 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	885 000,00	0,00		920 500,00	920 500,00		920 500,00	920 500,00
64112	SFT, indemnité de résidence	12 500,00	0,00		9 000,00	9 000,00		9 000,00	9 000,00
64113	NBI	11 000,00	0,00		10 500,00	10 500,00		10 500,00	10 500,00
64118	Autres indemnités	10 000,00	0,00		9 500,00	9 500,00		9 500,00	9 500,00
64131	Rémunérations	555 000,00	0,00		480 000,00	480 000,00		480 000,00	480 000,00
64132	SFT, indemnité de résidence	2 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00		2 000,00	2 000,00
64138	Primes et autres indemnités	1 000,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00		12 500,00	12 500,00		12 500,00	12 500,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	255 000,00	0,00		280 500,00	280 500,00		280 500,00	280 500,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	280 000,00	0,00		299 000,00	299 000,00		299 000,00	299 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	91 000,00	0,00		95 500,00	95 500,00		95 500,00	95 500,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 700,00	0,00		3 500,00	3 500,00		3 500,00	3 500,00
014	Atténuations de produits	130 000,00	0,00		374 000,00	374 000,00		374 000,00	374 000,00
7498	Autres revers./dotations, participations	130 000,00	0,00		374 000,00	374 000,00		374 000,00	374 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	222 700,00	0,00	0,00	244 650,00	244 650,00	0,00	244 650,00	244 650,00
65188	Autres	12 600,00	0,00		25 600,00	25 600,00	0,00	25 600,00	25 600,00
65311	Indemnités de fonction	78 000,00	0,00		76 000,00	76 000,00	0,00	76 000,00	76 000,00
65312	Frais de mission et de déplacement	2 500,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
65313	Cotisations de retraite	7 000,00	0,00		7 500,00	7 500,00	0,00	7 500,00	7 500,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	22 000,00	0,00		23 500,00	23 500,00	0,00	23 500,00	23 500,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
6558	Autres contributions obligatoires	17 000,00	0,00		17 000,00	17 000,00	0,00	17 000,00	17 000,00
6568	Autres participations	800,00	0,00		545,45	545,45	0,00	545,45	545,45
657358	Subv. fonct. autres groupements	18 000,00	0,00		18 000,00	18 000,00	0,00	18 000,00	18 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	5 500,00	0,00		13 500,00	13 500,00	0,00	13 500,00	13 500,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	50 000,00	0,00		56 000,00	56 000,00	0,00	56 000,00	56 000,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	3 500,00	0,00		3 500,00	3 500,00	0,00	3 500,00	3 500,00
65818	Autres	300,00	0,00		250,00	250,00	0,00	250,00	250,00
65888	Autres	500,00	0,00		254,55	254,55	0,00	254,55	254,55
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**4 628 600,00**	**0,00**	**0,00**	**4 219 110,00**	**4 219 110,00**	**0,00**	**4 219 110,00**	**4 219 110,00**
66	Charges financières	17 500,00	0,00		15 500,00	15 500,00		15 500,00	15 500,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	16 000,00	0,00		15 000,00	15 000,00		15 000,00	15 000,00
6688	Autres	1 500,00	0,00		500,00	500,00		500,00	500,00
67	Charges spécifiques (4)	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	378 720,28			0,00	0,00		0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	378 720,28			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**398 220,28**	**0,00**	**0,00**	**15 500,00**	**15 500,00**		**15 500,00**	**15 500,00**
Total des dépenses réelles		**5 026 820,28**	**0,00**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap. / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) (8)*	*215 367,25*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*215 367,25*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**215 367,25**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**4 452 777,88**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
013	Atténuations de charges (3)	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	746 488,57	0,00	742 474,08	742 474,08	742 474,08
7018	Autres ventes de produits finis	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
706888	Autres	442 088,57	0,00	481 024,08	481 024,08	481 024,08
7078	Autres marchandises	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
708422	Mise à dispo pers. régie avec ps.morale	154 500,00	0,00	140 700,00	140 700,00	140 700,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	121 400,00	0,00	106 750,00	106 750,00	106 750,00
70878	Remb. frais par des tiers	18 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00	5 500,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	3 650 789,31	0,00	3 453 735,92	3 453 735,92	3 453 735,92
744	FCTVA	500,00	0,00	214,07	214,07	214,07
74718	Autres participations Etat	594 990,01	0,00	869 086,81	869 086,81	869 086,81
7472	Participation régions	782 260,30	0,00	678 169,34	678 169,34	678 169,34
7473	Participation départements	360 000,00	0,00	360 000,00	360 000,00	360 000,00
74748	Participation autres communes	256 799,50	0,00	272 066,40	272 066,40	272 066,40
74758	Participation autres groupements	199 251,00	0,00	150 108,00	150 108,00	150 108,00
74773	Participation FEADER	0,00	0,00	392 859,04	392 859,04	392 859,04
74778	Autres fonds européens	904 095,11	0,00	292 131,88	292 131,88	292 131,88
747888	Autres	265 339,23	0,00	230 936,52	230 936,52	230 936,52
74888	Autres	287 554,16	0,00	208 163,86	208 163,86	208 163,86
75	Autres produits de gestion courante (3)	35 000,00	0,00	17 900,00	17 900,00	17 900,00
752	Revenus des immeubles	32 000,00	0,00	17 800,00	17 800,00	17 800,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	3 000,00	0,00	100,00	100,00	100,00
Total des recettes de gestion des services		**4 452 277,88**	**0,00**	**4 234 110,00**	**4 234 110,00**	**4 234 110,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chap / art. (1)	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (2)	RAR N-1 I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	500,00	0,00	500,00	500,00	500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**4 452 777,88**	**0,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**	**4 234 610,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4) (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget précédent.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(5) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**35 796,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	3 296,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**195 452,00**	**15 349,19**	**6 079,00**	**0,00**		**252 676,19**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		32 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	195 452,00	12 000,00	0,00	0,00		210 748,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	3 349,19	6 079,00	0,00		9 428,19
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**223 248,00**	**3 349,19**	**6 079,00**	**0,00**		**252 676,19**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		5 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		15 000,00
13	Subventions d'investissement	223 248,00	0,00	0,00	0,00		223 248,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	3 349,19	6 079,00	0,00		9 428,19

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**35 796,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	32 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	3 296,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	Dotations et fonds d'investissement	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,actº interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 796,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 500,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 296,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**195 452,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	195 452,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**223 248,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	223 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**195 452,00**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 452,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**223 248,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	223 248,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**223,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 125,29**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	223,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 125,29
RECETTES		**0,00**	**223,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 125,29**
276	Autres créances immobilisées	0,00	223,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 125,29

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**15 349,19**
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	12 000,00
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 349,19
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 349,19**
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 349,19

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**6 079,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
276	Autres créances immobilisées	6 079,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**6 079,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
276	Autres créances immobilisées	6 079,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 079,00**
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 079,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 079,00**
276	Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 079,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**2 570 819,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	290 593,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 136 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	86,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	127 840,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 779 155,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	316 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 424 455,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	17 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**590 496,22**	**299 606,95**	**773 687,17**	**0,00**		**4 234 610,00**
011	Charges à caractère général	0,00	366 044,88	288 761,50	419 060,39	0,00		1 364 460,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	98 550,00	0,00	650,00	0,00		2 236 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	87 751,34	7 500,00	278 662,38	0,00		374 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	38 150,00	3 345,45	75 314,40	0,00		244 650,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		15 500,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**913 273,78**	**623 700,30**	**918 480,01**	**0,00**		**4 234 610,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		20 000,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	214 600,00	0,00	211 574,08	0,00		742 474,08
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	698 673,78	623 700,30	706 905,93	0,00		3 453 735,92
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		17 900,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		500,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**2 570 819,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	58 005,69	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	4 580,86	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	16 014,54	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	49 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	20 068,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	656,09	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	30 776,07	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	10 663,18	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	16 829,50	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	4 759,30	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	20 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	56 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	34 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	850,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 415 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	663 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	84 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	21 435,60	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	3 904,55	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	86,28	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
RECETTES		**1 779 155,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	302 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	214,07	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	1 423 835,44	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	406,40	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	17 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 570 819,66**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 005,69
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 580,86
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 014,54
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 300,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 068,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	656,09
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 776,07
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 663,18
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 829,50
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 759,30
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 600,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 390,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 100,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	850,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 415 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	663 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 435,60
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 904,55
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
668	Autres charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Article / compte nature (1)	Libellé		04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86,28
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 779 155,91**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
701	Ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 300,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214,07
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 423 835,44
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	406,40
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 800,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**590 496,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	12 310,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	25 340,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	75 914,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	3 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	35 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	209 452,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	16 726,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	8 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	3 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	3 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	29 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	25 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	12 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	87 751,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**913 273,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	118 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	518 711,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	179 962,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**590 496,22**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 310,89
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 340,46
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 700,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 914,40
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 150,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 452,80
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 726,33
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 500,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 600,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 751,34
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**913 273,78**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 600,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	518 711,32
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	179 962,46

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 292,11**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 762,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 524,82
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 719,14
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 940,70
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545,45
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**172 315,13**
747	Participations	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 165,13
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 150,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**54 000,00**	**0,00**	**205 314,84**	**0,00**	**0,00**	**299 606,95**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	1 080,00	0,00	0,00	1 080,00
611	Contrats de prestations de services	24 800,00	0,00	57 857,14	0,00	0,00	88 419,14
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	1 732,00	0,00	0,00	1 732,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	21 900,00	0,00	124 435,70	0,00	0,00	154 860,52
623	Pub., publications, relations publiques	6 500,00	0,00	12 410,00	0,00	0,00	32 629,14
625	Déplacements et missions	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 740,70
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	300,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	545,45
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	7 500,00
RECETTES		**55 726,47**	**0,00**	**320 658,70**	**0,00**	**0,00**	**623 700,30**
747	Participations	55 376,47	0,00	308 113,70	0,00	0,00	607 655,30
748	Autres attributions et participations	350,00	0,00	12 545,00	0,00	0,00	16 045,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**773 687,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	43 753,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	46 845,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	8 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	6 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	13 429,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	20 343,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	236 673,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	14 915,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	13 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	14 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	63 264,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	278 662,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**918 480,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	60 124,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	151 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	695 155,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	11 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**773 687,17**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 753,42
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 845,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 200,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 429,51
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 343,93
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 673,50
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 915,03
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	650,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 264,40
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00
749	Reversement et restitution sur dotations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278 662,38
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**918 480,01**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 124,08
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151 450,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	695 155,93
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 750,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 358 — **Intitulé de l'opération : Réh ANC** — **Date de la délibération : 01/01/2026**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 377 — **Intitulé de l'opération : Pierre clavée chantier pilote** — **Date de la délibération : 01/01/2026**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	40 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

N° opération : 377	Intitulé de l'opération : Pierre clavée chantier pilote			Date de la délibération : 01/01/2026
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Recettes nettes (b - d)	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Réhab ANC			Date de la délibération : 01/01/2026
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581 Opérations pour compte de tiers (5)	16 506,24	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	16 506,24	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**16 506,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**4,00**	**0,00**	**4,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**11,00**	**0,00**	**11,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Adjoint administratif territorial	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Attaché	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché Principal	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Rédacteur Principal de 2ème Classe	B	3,00	0,00	3,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**19,00**	**0,00**	**19,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Adjoint technique territorial	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur	A	6,00	0,00	6,00	0,00	0,00	0,00
Ingénieur Principal	A	6,00	0,00	6,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Technicien Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Attaché de Conservation du Patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**31,00**	**0,00**	**31,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial	C	ADM	368	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	TECH	486	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Attaché	A	ADM	499	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	518	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	389	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	395	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres

(5) Indiquer s'il s'agit d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**0,00**	**0,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**32 500,00**	**32 500,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**29 428,19**	**29 428,19**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**-3 071,81**	**-3 071,81**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**32 500,00**	**I**	**32 500,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**32 500,00**		**32 500,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	32 500,00		32 500,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10222	FCTVA	0,00		0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**29 428,19**	**III**	**29 428,19**
Ressources propres externes de l'année (a)		**24 428,19**		**24 428,19**
10222	FCTVA	15 000,00		15 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00		0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00		0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00		0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00		0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	9 428,19		9 428,19
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**5 000,00**		**5 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*		*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00		5 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

IV – ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS — D3

Libellés		Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources							
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources							
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources							
TFPB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00 0	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 144
Nombre de membres présents : 48
Nombre de suffrages exprimés : 81
VOTES :
Pour : 81
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 01/12/2025

Présenté par Richard FIOL, Président (1),
A Séverac d'Aveyron, le 12/12/2025

Délibéré par l'assemblée Le Conseil Syndical(2), réunie en session
A Séverac d'Aveyron, le 12/12/2025
Les membres de l'assemblée délibérante Le Conseil Syndical (2),(3).

001. 1 REGION OCCITANIE : GAZEL Emmanuelle , Titulaire	
002. 1 REGION OCCITANIE : LACAZE Marie , Suppléant	
003. 2 REGION OCCITANIE : CARLES Clément , Titulaire	
004. 2 REGION OCCITANIE : MAZET Pascal , Suppléant	
005. 3 REGION OCCITANIE : SAHUET Christine , Titulaire	
006. 3 REGION OCCITANIE : BERARD Stéphane , Suppléant	
007. 4 REGION OCCITANIE : BENAMMAR KOLY Fadilha , Titulaire	
008. 4 REGION OCCITANIE : MORENO René , Suppléant	
009. 1 DEPARTEMENT AVEYRON : LABORIE Christophe , Titulaire	
010. 1 DEPARTEMENT AVEYRON : GRAL Emilie , Suppléant	
011. 2 DEPARTEMENT AVEYRON : ALIES Monique , Titulaire	
012. 2 DEPARTEMENT AVEYRON : FRAYSSE Nadine , Suppléant	
013. 3 DEPARTEMENT AVEYRON : ASSIER Claude , Titulaire	
014. 3 DEPARTEMENT AVEYRON : RIVIERE Hélène , Suppléant	
015. DEPARTEMENT HERAULT : RIGAUD Jacques , Titulaire	
016. DEPARTEMENT HERAULT : FALIP Jean Luc , Suppléant	
017. 1 CNE AGUESSAC : MAURY Dominique , Titulaire	
018. 1 CNE AGUESSAC : PAILHAS Anne , Suppléant	
019. 2 CNE ARNAC-SUR-DOURDOU : SALES Guy , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BP
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

020. 2 CNE ARNAC-SUR-DOURDOU : GARENC Christophe , Suppléant	
021. 3 CNE AYSSENES : CALMES Marie Chantal , Titulaire	
022. 3 CNE AYSSENES : GRIALOU Jérôme , Suppléant	
023. 4 CNE BALAGUIER SUR RANCE : HURAULT Christophe , Titulaire	
024. 4 CNE BALAGUIER SUR RANCE : BOUYSSIERE Sylvain , Suppléant	
025. 5 CNE BELMONT SUR RANCE : CABANES Jean Louis , Titulaire	
026. 5 CNE BELMONT SUR RANCE : PUECH Xavier , Suppléant	
027. 6 CNE BRASC : BODT Jean Marie , Titulaire	
028. 6 CNE BRASC : BRIDE Magali , Suppléant	
029. 7 CNE BROQUIES : CRASSOUS Jean Luc , Titulaire	
030. 7 CNE BROQUIES : BRENGUES Christian , Suppléant	
031. 8 CNE BROUSSE LE CHATEAU : COLSON Régis , Titulaire	
032. 8 CNE BROUSSE LE CHATEAU : PEIFFER Pierre , Suppléant	
033. 9 CNE BRUSQUE : ISSERT Franck , Titulaire	
034. 9 CNE BRUSQUE : MAJOREL Richard , Suppléant	
035. 10 CNE CALMELS ET LE VIALA : SOLIER Benoit , Titulaire	
036. 10 CNE CALMELS ET LE VIALA : FOURCADIER Jérémy , Suppléant	
037. 11 CNE CAMARES : SERIN André , Titulaire	
038. 11 CNE CAMARES : CAUQUIL Emmanuel , Suppléant	
039. 12 CNE CAMPAGNAC : LADET Jean Michel , Titulaire	
040. 12 CNE CAMPAGNAC : LABEAUME Eliane , Suppléant	
041. 13 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : JEANJEAN Marie , Titulaire	
042. 13 CNE CASTELNAU PEGAYROLS : GAYRAUD Jérémie , Suppléant	
043. 14 CNE CELLES : COURTEAUX Vincent , Titulaire	
044. 14 CNE CELLES : DELFOSSE Aline , Suppléant	
045. 15 CNE COMBRET : SABATHIER Jean Philippe , Titulaire	
046. 15 CNE COMBRET : COEURVEILLE Christel , Suppléant	
047. 16 CNE COMPEYRE : ALMERAS Loïc , Titulaire	
048. 16 CNE COMPEYRE : BLANCHOT Jean , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

049. 17 CNE COMPREGNAC : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
050. 17 CNE COMPREGNAC : LEPETIT Patrick , Suppléant	
051. 18 CNE CORNUS : PINAULT Jean Michel , Titulaire	
052. 18 CNE CORNUS : PAUL Frédéric , Suppléant	
053. 19 CNE COUPIAC : SOUYRIS Jean Claude , Titulaire	
054. 19 CNE COUPIAC : BATAILLET-HEULLY Nicole , Suppléant	
055. 20 CNE CREISSELS : LE MOUTON-MAZIERES Franck , Titulaire	
056. 20 CNE CREISSELS : BOUDES Roger , Suppléant	
057. 21 CNE FAYET : CAZABONNE Arlette , Titulaire	
058. 21 CNE FAYET : OLIVIER Serge , Suppléant	
059. 22 CNE FONDAMENTE : RODRIGUEZ Martine , Titulaire	
060. 22 CNE FONDAMENTE : FABRE Bastien , Suppléant	
061. 23 CNE FOZIERES : COMBES Michel , Titulaire	
062. 23 CNE FOZIERES : BERTHOMIEU Thierry , Suppléant	
063. 24 CNE GISSAC : SIMONIN Michel , Titulaire	
064. 24 CNE GISSAC : MANIBAL Julien , Suppléant	
065. 25 CNE LA BASTIDE PRADINES : GIACOBBI Bastien , Titulaire	
066. 25 CNE LA BASTIDE PRADINES : COMBY Magali , Suppléant	
067. 26 CNE LA BASTIDE SOLAGES : ROQUES Elian , Titulaire	
068. 26 CNE LA BASTIDE SOLAGES : MALLEVIALLE David , Suppléant	
069. 27 CNE LA CAPELLE BONANCE : LADET Robert , Titulaire	
070. 27 CNE LA CAPELLE BONANCE : SOLIGNAC Eugénie , Suppléant	
071. 28 CNE LA CAVALERIE : RODRIGUEZ François , Titulaire	
072. 28 CNE LA CAVALERIE : DELACROIX PAGES Claudine , Suppléant	
073. 29 CNE LA COUVERTOIRADE : Madeleine SARROUY , Titulaire	
074. 29 CNE LA COUVERTOIRADE : Solveig LETORT , Suppléant	
075. 30 CNE LA CRESSE : FROMENT Christophe , Titulaire	
076. 30 CNE LA CRESSE : VALETTE Laurence , Suppléant	
077. 31 CNE LA ROQUE STE MARGUERITE : DELORT Florence , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

078. 31 CNE LA ROQUE STE MARGUERITE : BLANC Marie Franç , Suppléant	
079. 32 CNE LA SERRE : VIALA Yves , Titulaire	
080. 32 CNE LA SERRE : COUDERC Franck , Suppléant	
081. 33 CNE LAPANOUSE DE CERNON : BOUDES Adrien , Titulaire	
082. 33 CNE LAPANOUSE DE CERNON : BERNAT Thierry , Suppléant	
083. 34 CNE LAUROUX : CROUZET Jean Luc , Titulaire	
084. 34 CNE LAUROUX : CALVET Claude , Suppléant	
085. 35 CNE LA VACQUERIE ST MARTIN CASTRIES : MAURY Chr , Titulaire	
086. 35 CNE LA VACQUERIE ST MARTIN CASTRIES : GRILLON G , Suppléant	
087. 36 CNE LAVALETTE : VAN DER HORST Claire , Titulaire	
088. 36 CNE LAVALETTE : DUBOIS Yann , Suppléant	
089. 37 CNE LAVAL ROQUECEZIERE : DUVINAGE Monika , Titulaire	
090. 37 CNE LAVAL ROQUECEZIERE : JOFFRE Virginie , Suppléant	
091. 38 CNE LE BOSC : JOSEPH Danièle , Titulaire	
092. 38 CNE LE BOSC : SENESI Anne , Suppléant	
093. 39 CNE LE CAYLAR : TRINQUIER Jean , Titulaire	
094. 39 CNE LE CAYLAR : DE OLIVEIRA Christelle , Suppléant	
095. 40 CNE LE CLAPIER : GOUT Philippe , Titulaire	
096. 40 CNE LE CLAPIER : PUEL Katia , Suppléant	
097. 41 CNE LE CROS : ALLEMAN Guilhem , Titulaire	
098. 41 CNE LE CROS : VIALA Alain , Suppléant	
099. 42 CNE LE PUECH : GOUJON Bernard , Titulaire	
100. 42 CNE LE PUECH : LACROUX Christine , Suppléant	
101. 43 CNE LE TRUEL : GINESTE Christian , Titulaire	
102. 43 CNE LE TRUEL : CAZOTTES Emmanuelle , Suppléant	
103. 44 CNE LES COSTES GOZON : BEA Jean Marc , Titulaire	
104. 44 CNE LES COSTES GOZON : AUBELEAU Marylène , Suppléant	
105. 45 CNE LES PLANS : FABRE Daniel , Titulaire	
106. 45 CNE LES PLANS : PIERRE Michelle , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

107. 46 CNE LES RIVES : BEVILACQUA Luc , Titulaire	
108. 46 CNE LES RIVES : BELLAS Christian , Suppléant	
109. 47 CNE LESTRADE ET THOUELS : JOSEPH Alain , Titulaire	
110. 47 CNE LESTRADE ET THOUELS : CASTANIER Bernard , Suppléant	
111. 48 CNE L'HOSPITALET DU LARZAC : SINTES Jérôme , Titulaire	
112. 48 CNE L'HOSPITALET DU LARZAC : GELY Cyril , Suppléant	
113. 49 CNE LODEVE : LEVEQUE Gaëlle , Titulaire	
114. 49 CNE LODEVE : CROS Ludovic , Suppléant	
115. 50 CNE LODEVE : SAUVIER Jean Marc , Titulaire	
116. 50 CNE LODEVE : ROCOPLAN Nathalie , Suppléant	
117. 51 CNE MARNHAGUES ET LATOUR : ANTOINE Nicole , Titulaire	
118. 51 CNE MARNHAGUES ET LATOUR : DURAND Fernand , Suppléant	
119. 52 CNE MARTRIN : CROS Anne , Titulaire	
120. 52 CNE MARTRIN : CAILLIAU DELEU Christiane , Suppléant	
121. 53 CNE MELAGUES : ALBET Eloi , Titulaire	
122. 53 CNE MELAGUES : GEYSSE RUIZ Francette , Suppléant	
123. 54 CNE MILLAU : PEYRETOUT Séverine , Titulaire	
124. 54 CNE MILLAU : DURAND Michel , Suppléant	
125. 55 CNE MILLAU : WOHREL Nicolas , Titulaire	
126. 55 CNE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
127. 56 CNE MILLAU : ESON Aurélie , Titulaire	
128. 56 CNE MILLAU : PANIS Marie Eve , Suppléant	
129. 57 CNE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire	
130. 57 CNE MILLAU : HAUMAITRE Karine , Suppléant	
131. 58 CNE MONTAGNOL : CHIBAUDEL Claude , Titulaire	
132. 58 CNE MONTAGNOL : BIAU GIRARD Danielle , Suppléant	
133. 59 CNE MONTCLAR : VIDAL CONDOMINES Marina , Titulaire	
134. 59 CNE MONTCLAR : POMMIE Mathieu , Suppléant	
135. 60 CNE MONTFRANC : BOUSQUET Yves , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

136. 60 CNE MONTFRANC : CONDOMINES Stéphane , Suppléant	
137. 61 CNE MONTJAUX : CAVALIER Philippe , Titulaire	
138. 61 CNE MONTJAUX : POLLET Florence , Suppléant	
139. 62 CNE MONTLAUR : RAMONDENC Viviane , Titulaire	
140. 62 CNE MONTLAUR : GUIRAUD Vivien , Suppléant	
141. 63 CNE MOSTUEJOULS : BEDEL Christine , Titulaire	
142. 63 CNE MOSTUEJOULS : GRAILLE Bernard , Suppléant	
143. 64 CNE MOUNES PROHENCOUX : LEBLOND Michel , Titulaire	
144. 64 CNE MOUNES PROHENCOUX : GAYRAUD Delphine , Suppléant	
145. 65 CNE MURASSON : CULIE Francis , Titulaire	
146. 65 CNE MURASSON : GINIEIS Céline , Suppléant	
147. 66 CNE NANT : DELMAS Alain , Titulaire	
148. 66 CNE NANT : FRENEHARD Anne Marie , Suppléant	
149. 67 CNE OLMET ET VILLECUN : ROMO Christophe , Titulaire	
150. 67 CNE OLMET ET VILLECUN : CALAMAND Philippe , Suppléant	
151. 68 CNE PAULHE : PAILHAS Bernadette , Titulaire	
152. 68 CNE PAULHE : JULIEN Frédéric , Suppléant	
153. 69 CNE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE : ROIG Frédéric , Titulaire	
154. 69 CNE PEGAIROLLES DE L'ESCALETTE : GUYONDET J.Cla , Suppléant	
155. 70 CNE PEUX ET COUFFOULEUX : GIGANON Philippe , Titulaire	
156. 70 CNE PEUX ET COUFFOULEUX : ROUQUETTE Jean , Suppléant	
157. 71 CNE PEYRELEAU : ROUGET Alain , Titulaire	
158. 71 CNE PEYRELEAU : ESPINASSE Joël , Suppléant	
159. 72 CNE PLAISANCE : MEJANE Philippe , Titulaire	
160. 72 CNE PLAISANCE : ROUQUAYROL Michel , Suppléant	
161. 73 CNE POUJOLS : GOUTELLE Antoine , Titulaire	
162. 73 CNE POUJOLS : NORMAND Francis , Suppléant	
163. 74 CNE POUSTHOMY : GARRIGUES Nathalie , Titulaire	
164. 74 CNE POUSTHOMY : SERRES Marlène , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

165. 75 CNE REBOURGUIL : COMBES Marie Rose , Titulaire	
166. 75 CNE REBOURGUIL : BARTHELEMY Laure , Suppléant	
167. 76 CNE RIVIERE SUR TARN : MAURY Bernard , Titulaire	
168. 76 CNE RIVIERE SUR TARN : SALSON Patrick , Suppléant	
169. 77 CNE ROQUEFORT SUR SOULZON : DONNADIEU Luc , Titulaire	
170. 77 CNE ROQUEFORT SUR SOULZON : Patrick MALLEVIALE , Suppléant	
171. 78 CNE ST AFFRIQUE : RENAUD Céline , Titulaire	
172. 78 CNE ST AFFRIQUE : CAMBON Geneviève , Suppléant	
173. 79 CNE ST AFFRIQUE : DAVID Sébastien , Titulaire	
174. 79 CNE ST AFFRIQUE : SAHNOUN Myriam , Suppléant	
175. 80 CNE ST ANDRE DE VEZINES : BOUDES Christian , Titulaire	
176. 80 CNE ST ANDRE DE VEZINES : ROQUES Audrey , Suppléant	
177. 81 CNE ST BEAULIZE : CAZOTTES Guy , Titulaire	
178. 81 CNE ST BEAULIZE : DUCROS Jean , Suppléant	
179. 82 CNE ST BEAUZELY : MALINOWSKI BERTRAND Magali , Titulaire	
180. 82 CNE ST BEAUZELY : LUSPIN Olivier , Suppléant	
181. 83 CNE STE EULALIE DE CERNON : GENIEZ Victorien , Titulaire	
182. 83 CNE STE EULALIE DE CERNON : CADENET Thierry , Suppléant	
183. 84 CNE ST ETIENNE DE GOURGAS : CORROCHANO Roger , Titulaire	
184. 84 CNE ST ETIENNE DE GOURGAS : PASTOR Robert , Suppléant	
185. 85 CNE ST FELIX DE L'HERAS : OLIVIER Françoise , Titulaire	
186. 85 CNE ST FELIX DE L'HERAS : FOULQUIER Ghislaine , Suppléant	
187. 86 CNE ST FELIX DE SORGUES : CUNTY Natacha , Titulaire	
188. 86 CNE ST FELIX DE SORGUES : MIQUEL Martine , Suppléant	
189. 87 CNE ST GEORGES DE LUZENCON : MUYS Elisabeth , Titulaire	
190. 87 CNE ST GEORGES DE LUZENCON : BERNARD Jean Luc , Suppléant	
191. 88 CNE ST IZAIRE : CABAL-ZINCK Ghislain , Titulaire	
192. 88 CNE ST IZAIRE : ROURE Dominique , Suppléant	
193. 89 CNE ST JEAN D'ALCAPIES : CLEMENT Laure , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

194. 89 CNE ST JEAN D'ALCAPIES : MARTIN Guy , Suppléant	
195. 90 CNE ST JEAN DE LA BLAQUIERE : GASCOIN Emmanuell , Titulaire	
196. 90 CNE ST JEAN DE LA BLAQUIERE : COUVELARD J.Chris , Suppléant	
197. 91 CNE ST JEAN DU BRUEL : VIDAL Didier , Titulaire	
198. 91 CNE ST JEAN DU BRUEL : VIALA Daniel , Suppléant	
199. 92 CNE ST JEAN ET ST PAUL : SENTY Michel , Titulaire	
200. 92 CNE ST JEAN ET ST PAUL : SAUVEPLANE Pierre , Suppléant	
201. 93 CNE ST JUERY : COSTES Jonathan , Titulaire	
202. 93 CNE ST JUERY : PUECH Céline , Suppléant	
203. 94 CNE ST LAURENT DE LEVEZOU : PALMIER Nathalie , Titulaire	
204. 94 CNE ST LAURENT DE LEVEZOU : MALAVAL Régine , Suppléant	
205. 95 CNE ST LAURENT D'OLT : DODINET Elisabeth , Titulaire	
206. 95 CNE ST LAURENT D'OLT : LOMBARD Vincent , Suppléant	
207. 96 CNE ST LEONS : LEROY François , Titulaire	
208. 96 CNE ST LEONS : BLANC Christophe , Suppléant	
209. 97 CNE ST MARTIN DE LENNE : ROUSSEL Daniel , Titulaire	
210. 97 CNE ST MARTIN DE LENNE : GERIN DUSOL Elisabeth , Suppléant	
211. 98 CNE ST MAURICE NAVACELLES : CABANES Nelly , Titulaire	
212. 98 CNE ST MAURICE NAVACELLES : NANCIU Hélène , Suppléant	
213. 99 CNE ST MICHEL : MERLAN Lauric , Titulaire	
214. 99 CNE ST MICHEL : TORRO Francine , Suppléant	
215. 100 CNE ST PIERRE DE LA FAGE : BAYLET Philippe , Titulaire	
216. 100 CNE ST PIERRE DE LA FAGE : MARSAL Noëlle , Suppléant	
217. 101 CNE ST PRIVAT : AUTET Marie Pierre , Titulaire	
218. 101 CNE ST PRIVAT : TONON Sandrine , Suppléant	
219. 102 CNE ST ROME DE CERNON : PANTANELLA Pierre , Titulaire	
220. 102 CNE ST ROME DE CERNON : GALIERES Nicolas , Suppléant	
221. 103 CNE ST ROME DE TARN : ARLES Jacques , Titulaire	
222. 103 CNE ST ROME DE TARN : MANCINO Francis , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BP
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

223. 104 CNE ST SATURNIN DE LENNE : BIOULAC Yves , Titulaire	
224. 104 CNE ST SATURNIN DE LENNE : AUGADE Corinne , Suppléant	
225. 105 CNE ST SERNIN SUR RANCE : AMALRIC VUAGNAT Rose , Titulaire	
226. 105 CNE ST SERNIN SUR RANCE : CANTALOUBE Sophie , Suppléant	
227. 106 CNE ST SEVER DU MOUSTIER : LAUTREC Bernard , Titulaire	
228. 106 CNE ST SEVER DU MOUSTIER : MILHAU Nathalie , Suppléant	
229. 107 CNE ST VICTOR ET MELVIEU : ALRIQUET Julie , Titulaire	
230. 107 CNE ST VICTOR ET MELVIEU : LAVABRE Jordy , Supppéant	
231. 108 CNE SAUCLIERES : NEGROS Bernadette , Titulaire	
232. 108 CNE SAUCLIERES : VEYRIE Tessa , Suppléant	
233. 109 CNE SEGUR : PLET Gilles , Titulaire	
234. 109 CNE SEGUR : BERNAD Pierre Louis , Suppléant	
235. 110 CNE SEVERAC D'AVEYRON : GROS Edmond , Titulaire	
236. 110 CNE SEVERAC D'AVEYRON : CAPUS Françoise Régine , Suppléant	
237. 111 CNE SEVERAC D'AVEYRON : MAJOREL Aimé , Titulaire	
238. 111 CNE SEVERAC D'AVEYRON : DECROIX BOUDIAS Nathal , Suppléant	
239. 112 CNE SORBS : CAMPO Ludovic , Titulaire	
240. 112 CNE SORBS : RANDON Christian , Suppléant	
241. 113 CNE SOUBES : JEANNIN Yann , Titulaire	
242. 113 CNE SOUBES : BASCOUL Chantal , Suppléant	
243. 114 CNE SOUMONT : BEREAU Didier , Titulaire	
244. 114 CNE SOUMONT : BOYER Orianne , Suppléant	
245. 115 CNE SYLVANES : WOLKOWICKI Michel , Titulaire	
246. 115 CNE SYLVANES : MOLLER Bente , Suppléant	
247. 116 CNE TAURIAC DE CAMARES : RICARD Jean Luc , Titulaire	
248. 116 CNE TAURIAC DE CAMARES : MILHAU Joël , Suppléant	
249. 117 CNE TOURNEMIRE : PETRAUD Maxime , Titulaire	
250. 117 CNE TOURNEMIRE : CRISTOL Céline , Suppléant	
251. 118 CNE USCLAS DU BOSC : CARLES Alain , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BF
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

252. 118 CNE USCLAS DU BOSC : DOCQUIER Anne Catherine , Suppléant	
253. 119 CNE VABRES L'ABBAYE : PRIVAT Gaëtan , Titulaire	
254. 119 CNE VABRES L'ABBAYE : ARTIS Frédéric , Suppléant	
255. 120 CNE VERRIERES : JEANJEAN Romain , Titulaire	
256. 120 CNE VERRIERES : BOYER Dominique , Suppléant	
257. 121 CNE VERSOLS ET LAPEYRE : HERVAS Jean Pierre , Titulaire	
258. 121 CNE VERSOLS ET LAPEYRE : VAYSSIERE Audrey , Suppléant	
259. 122 CNE VEYREAU : MARLAS Loïc , Titulaire	
260. 122 CNE VEYREAU : AUSTRUY Nicolas , Suppléant	
261. 123 CNE VEZINS DE LEVEZOU : VIALA Arnaud , Titulaire	
262. 123 CNE VEZINS DE LEVEZOU : COLIN Marie Christine , Suppléant	
263. 124 CNE VIALA DU PAS DE JAUX : ASTRUC Caroline , Titulaire	
264. 124 CNE VIALA DU PAS DE JAUX : MOULIERES Lucien , Suppléant	
265. 125 CNE VIALA DU TARN : THOMAS Mickaël , Titulaire	
266. 125 CNE VIALA DU TARN : LE MERRE Marie Hélène , Suppléant	
267. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PES Patrick , Titulaire	
268. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Suppléant	
269. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEREZ LAFONT Thierry , Titulaire	
270. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : CHUREAU Esther , Suppléant	
271. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	
272. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
273. 1 CC LODEVOIS ET LARZAC : PRADEL Sophie , Titulaire	
274. 1 CC LODEVOIS ET LARZAC : THERY Clément , Suppléant	
275. 2 CC LODEVOIS ET LARZAC : REQUI Jean Luc , Titulaire	
276. 2 CC LODEVOIS ET LARZAC : VENOT Félicien , Suppléant	
277. 1 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : SIRGUE Bernard , Titulaire	
278. 1 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
279. 2 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
280. 2 CC ST AFFRICAIN, ROQUEFORT, 7V : ROQUES Thierry , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_073bis-BP
Reçu le 22/12/2025

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

281. CC LARZAC ET VALLEES : FIOL Richard , Titulaire	
282. CC LARZAC ET VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
283. CC LEVEZOU PARELOUP : ARNAL Jean Michel , Titulaire	
284. CC LEVEZOU PARELOUP : CANITROT Alexis , Suppléant	
285. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire	
286. CC MONTS RANCE ET ROUGIERS : RIVEMALE Patrick , Suppléant	
287. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CAPEL Jean , Titulaire	
288. CC MUSE ET RASPES DU TARN : CONSTANS Maxime , Suppléant	

Certifié exécutoire par Richard FIOL, Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le 12/12/2025
Sévérac

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de .... de la Collectivité territoriale unique de .... de la métropole de .... du Conseil syndical de ....
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Syndicat mixte
du Parc naturel régional
des Grands Causses
71 Bd de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél : 05 65 61 35 50 Fax : 05 65 61 34 80

Délibération PNRGC n°2025 -074 du Comité syndical du 12 décembre 2025

Proposition de refacturation entre le budget principal et les budgets annexes de l'exercice 2026

Etaient présents les représentants suivants **: 48**

- Pour le collège de la Région : **3**
  *Clément **CARLES** – Emmanuelle **GAZEL** –Christine **SAHUET***

- Pour le collège des Départements : **2**
  *Christophe **LABORIE** -Jacques **RIGAUD***

- Pour le collège des groupements de communes : **6**
  *Maxime **CONSTANS**– Richard **FIOL**- Philippe **LEPETIT** – Patrick **PES** – Jean-Luc **REQUI** – Cyril **TOUZET***

- Pour le collège des communes : **37**
  *Julie **ALRIQUET** - Jacques **ARLES** – Philippe **BAYLET** – Luc **BEVILACQUA** – Philippe **CAVALIER** - Marie-Christine **COLIN** - Marie-Rose **COMBES** - Roger **CORROCHANO** - Jonathan **COSTES** –Vincent **COURTEAUX** – Sébastien **DAVID** – Claudine **DELACROIX–PAGES** - Aurélie **ESON** - Anne-Marie **FRENEHARD** – Victorien **GENIEZ** -- Edmond **GROS** - Jean-Pierre **HERVAS** – Romain **JEANJEAN** - Robert **LADET** - Franck **LE MOUTON-MAZIERES** - Gaëlle **LEVEQUE** – Vincent **LOMBARD** - Aimé **MAJOREL** – Philippe **MEJANE** – Nathalie **MILHAU** - Bernadette **NEGROS** - Nathalie **PALMIER** –Pierre **PANTANELLA** – Maxime **PETRAUD** - Jean-Michel **PINAULT** -- Martine **RODRIGUEZ** – Alain **ROUGET** - André **SERIN** - Michel **SIMONIN** - Benoit **SOLIER** -– Nicolas **WOHREL**- Michel **WOLKOWICKI***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants **: 33**

- Pour le collège de la Région : **1**
  *Fadilha **BENAMMAR KOLY** donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL*

- Pour le collège des Départements : : **1**
  *Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE*

- Pour le collège des groupements de communes : **4**
  *Jean-Michel **ARNAL** donne son pouvoir à Patrick PES*
  *Sophie **PRADEL** donne son pouvoir à Jean-Luc REQUI*
  *Thierry **PEREZ LAFONT** donne son pouvoir à Philippe LEPETIT*
  *Gérard **CAILHOL** donne son pouvoir à Cyril TOUZET*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_074-BF
Reçu le 17/12/2025

- Pour le collège des communes : **27**
  1. *Eloi **ALBET** donne son pouvoir à Marie-Rose COMBES*
  2. *Christine **BEDEL** donne son pouvoir à Jonathan COSTES*
  3. *Yves **BIOULAC** donne son pouvoir à Edmond GROS*
  4. *Nelly **CABANES** donne son pouvoir à Philippe BAYLET*
  5. *Marie-Chantal **CALMES** donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  6. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Jacques ARLES*
  7. *Francis **CULIE** donne son pouvoir à André SERIN*
  8. *Daniel **FABRE** donne son pouvoir à Luc BELAVICQUA*
  9. *Christian **GINESTE** donne son pouvoir à Aurélie ESON*
  10. *Philippe **GOUT** donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*
  11. *Franck **ISSERT** donne son pouvoir à Michel SIMONIN*
  12. *Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  13. *Mathieu **LAMBRECHT** donne son pouvoir à Franck LE MOUTON MAZIERES*
  14. *François **LEROY** donne son pouvoir à Nathalie PALMIER*
  15. *Loïc **MARLAS** donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  16. *Dominique **MAURY** donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  17. *Elisabeth **MUYS** donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  18. *Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  19. *Séverine **PEYRETOUT** donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
  20. *Gaëtan **PRIVAT** donne son pouvoir à Sébastien DAVID*
  21. *Viviane **RAMONDENC** donne son pouvoir à Michel WOLKOWICKI*
  22. *Daniel **ROUSSEL** donne son pouvoir à Aimé MAJOREL*
  23. *Jean-Philippe **SABATHIER** donne son pouvoir à Benoît SOLIER*
  24. *Jean-Marc **SAUVIER** donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  25. *Jérôme **SINTES** donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  26. *Mickaël **THOMAS** donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  27. *Yves **VIALA** donne son pouvoir à Philippe MEJANE*

Absents - Excusés : **62**

- Pour le collège de la Région : /
- Pour le collège des Départements : **1**
  *Claude **ASSIER***
- Pour le collège des groupements de communes : /
- Pour le collège des communes : **61**
  *Guilhem **ALLEMAN** - Loïc **ALMERAS** - Roselyne **AMALRIC-VUAGNAT** - Nicole **ANTOINE** - Caroline **ASTRUC** - Marie-Pierre **AUTET** - Jean-Marc **BEA** - Didier **BEREAUX** - Jean-Marie **BODT** - Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** - Yves **BOUSQUET** - Jean-Louis **CABANES** - Ghislain **CABAL-ZINCK** - Ludovic **CAMPLO** - Alain **CARLES** - Arlette **CAZABONNE** - Guy **CAZOTTES** - Claude **CHIBAUDEL** - Laure **CLEMENT** - Régis **COLSON** - Michel **COMBES** - Anne **CROS** - Jean-Luc **CROUZET** - Natacha **CUNTY** - Florence **DELORT** - Luc **DONNADIEU** - Monika **DUVINAGE** - Christophe **FROMENT** - Nathalie **GARRIGUES** - Emmanuelle **GASCOIN** - Bastien **GIACOBBI** - Philippe **GIGANON** - Bernard **GOUJON** - Antoine **GOUTELLE** - Christophe **HURAULT** - Yann **JEANNIN** - Alain **JOSEPH** - Danièle **JOSEPH** - Jean-Michel **LADET** - Michel **LEBLOND** - Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Bernard **MAURY** - Christiane **MAURY** - Lauric **MERLAN** - Françoise **OLIVIER** - Gilles **PLET** - Philippe **RAMONDENC** - Céline **RENAUD** - Jean-Luc **RICARD** - Frédéric **ROIG** - Christophe **ROMO** - Elian **ROQUES** - Guy **SALES** – Madeleine **SARROUY** - Michel **SENTY** - Jean-Claude **SOUYRIS** - Jean **TRINQUIER** - Claire **VAN DER HORST** - Didier **VIDAL**- Marina **VIDAL CONDOMINES***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_074-BF
Reçu le 17/12/2025

Dans le cadre de la gestion du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR des Grands Causses, les dépenses se répartissent en fonction des compétences entre le budget principal, le budget annexe SCoT et le budget SPANC.

L'optimisation de la gestion impose une mutualisation d'un maximum de dépenses entre ces trois budgets afin d'en limiter les coûts.
Dans ce cadre des dépenses prises en charge par le budget général donnent lieu à une refacturation auprès des autres budgets.
Certaines de ces dépenses sont facilement identifiables et détachables (type : ordinateur, logiciel…), elles donnent lieu soit à une refacturation immédiate à l'euro près, soit une facturation étalée sur la durée d'amortissement du bien.
Les dépenses, dites de structures, sont identifiées sur le budget principal par un code analytique et refacturées à l'euro près, d'autres nécessitent la mise en place d'une clé de répartition traduisant le plus fidèlement possible la réalité de mobilisation des dépenses par le budget annexe (personnel, achats partagés, etc…).

Pour 2026, il est proposé au Comité syndical de délibérer les clés suivantes :

<u>SPANC – Proposition de refacturation du budget principal au budget SPANC</u>

- Montant réel de l'amortissement annuel du matériel de transport, du matériel informatique et de bureautique mis à disposition
- 30 % du coût salarial du DGA, responsable du pôle ressources naturelles et biodiversité, pour l'encadrement et le management des techniciens SPANC
- 15 % des coûts salariaux du DGA, responsable du pôle secrétariat général, pour les prestations d'élaboration du budget et de ressources humaines
- 7,5% des coûts salariaux de l'assistante de gestion comptable pour l'exécution et le suivi des dépenses
- 7,5% des coûts salariaux de l'agent d'accueil et de secrétariat pour les tâches de secrétariat : suivi et prise de RDV, etc
- 50% des coûts salariaux de l'assistante de gestion administrative et comptable en charge de la facturation et du suivi de la redevance SPANC
- Remboursement des frais liés aux déplacements, fournitures… selon la dépense engagée suivie par la comptabilité analytique du Syndicat
- Remboursement des frais d'abonnements, d'électricité, d'eau, de combustible, de maintenance, … au prorata de répartition des effectifs
- Contribution sur la partie occupée, forfait location des bureaux et du parking P3 de 8 900€
- Remboursement des frais d'achat liés aux locaux et de prestation externe de ménage au prorata des surfaces occupées réellement par le service

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_074-BF
Reçu le 17/12/2025

SCoT– Proposition de refacturation du budget principal au budget SCOT

- Montant réel de l'amortissement annuel du matériel informatique et de bureautique mis à disposition
- 6 % du coût salarial du Directeur
- 3 % du coût salarial du DGA, responsable du pôle secrétariat général pour les prestations comptables et financières, d'élaboration du budget et de ressources humaines
- Remboursement des frais liés aux déplacements, fournitures…selon la dépense engagée suivi par la comptabilité analytique du Syndicat
- Remboursement des frais d'abonnements, d'électricité, d'eau, de combustible, de maintenance, … au prorata de répartition des effectifs
- Contribution sur la partie occupée, forfait location des bureaux et du parking P3 de 2 840€
- Remboursement des frais d'achat liés aux locaux et de prestation externe de ménage au prorata des surfaces occupées réellement par le service

SCoT– Proposition de refacturation du budget SCOT au budget principal

- 40 % du coût salarial du chef de projet SCOT qui assure également l'encadrement du pôle aménagement, paysage et évaluation du syndicat mixte du Parc.

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	64	0	0	125	64
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	81	0	0	144	81
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

VOTE :	Pour : **81**	Contre : /	Abstention : /

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_074-BF
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-075 du Comité syndical du 12 décembre 2025

Prise en charge des frais de missions pour les agents rattachés au budget principal « compétence générale » du Syndicat mixte du Parc pour 2026

Etaient présents les représentants suivants **: 48**

- Pour le collège de la Région : **3**
  Clément ***CARLES*** *– Emmanuelle* ***GAZEL*** *–Christine* ***SAHUET***

- Pour le collège des Départements : **2**
  Christophe ***LABORIE*** *-Jacques* ***RIGAUD***

- Pour le collège des groupements de communes : **6**
  Maxime ***CONSTANS****– Richard* ***FIOL****- Philippe* ***LEPETIT*** *– Patrick* ***PES*** *– Jean-Luc* ***REQUI*** *– Cyril* ***TOUZET***

- Pour le collège des communes : **37**
  Julie ***ALRIQUET*** *- Jacques* ***ARLES*** *– Philippe* ***BAYLET*** *– Luc* ***BEVILACQUA*** *– Philippe* ***CAVALIER*** *- Marie-Christine* ***COLIN*** *- Marie-Rose* ***COMBES*** *- Roger* ***CORROCHANO*** *- Jonathan* ***COSTES*** *–Vincent* ***COURTEAUX*** *– Sébastien* ***DAVID*** *– Claudine* ***DELACROIX–PAGES*** *- Aurélie* ***ESON*** *- Anne-Marie* ***FRENEHARD*** *– Victorien* ***GENIEZ*** *-- Edmond* ***GROS*** *- Jean-Pierre* ***HERVAS*** *– Romain* ***JEANJEAN*** *- Robert* ***LADET*** *- Franck* ***LE MOUTON-MAZIERES*** *- Gaëlle* ***LEVEQUE*** *– Vincent* ***LOMBARD*** *- Aimé* ***MAJOREL*** *– Philippe* ***MEJANE*** *– Nathalie* ***MILHAU*** *- Bernadette* ***NEGROS*** *- Nathalie* ***PALMIER*** *–Pierre* ***PANTANELLA*** *– Maxime* ***PETRAUD*** *- Jean-Michel* ***PINAULT*** *-- Martine* ***RODRIGUEZ*** *– Alain* ***ROUGET*** *- André* ***SERIN*** *- Michel* ***SIMONIN*** *- Benoit* ***SOLIER*** *-– Nicolas* ***WOHREL****- Michel* ***WOLKOWICKI***

Etaient excusés avec pouvoir les représentants suivants **: 33**

- Pour le collège de la Région : **1**
  Fadilha ***BENAMMAR KOLY*** *donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL*

- Pour le collège des Départements : : **1**
  Monique ***ALIES*** *donne son pouvoir à Christophe LABORIE*

- Pour le collège des groupements de communes : **4**
  Jean-Michel ***ARNAL*** *donne son pouvoir à Patrick PES*
  Sophie ***PRADEL*** *donne son pouvoir à Jean-Luc REQUI*
  Thierry ***PEREZ LAFONT*** *donne son pouvoir à Philippe LEPETIT*
  Gérard ***CAILHOL*** *donne son pouvoir à Cyril TOUZET*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_075-BF
Reçu le 17/12/2025

- Pour le collège des communes : **27**
  1. *Eloi **ALBET** donne son pouvoir à Marie-Rose COMBES*
  2. *Christine **BEDEL** donne son pouvoir à Jonathan COSTES*
  3. *Yves **BIOULAC** donne son pouvoir à Edmond GROS*
  4. *Nelly **CABANES** donne son pouvoir à Philippe BAYLET*
  5. *Marie-Chantal **CALMES** donne son pouvoir à Jean-Michel PINAULT*
  6. *Jean-Luc **CRASSOUS** donne son pouvoir à Jacques ARLES*
  7. *Francis **CULIE** donne son pouvoir à André SERIN*
  8. *Daniel **FABRE** donne son pouvoir à Luc BELAVICQUA*
  9. *Christian **GINESTE** donne son pouvoir à Aurélie ESON*
  10. *Philippe **GOUT** donne son pouvoir à Martine RODRIGUEZ*
  11. *Franck **ISSERT** donne son pouvoir à Michel SIMONIN*
  12. *Marie **JEANJEAN** donne son pouvoir à Julie ALRIQUET*
  13. *Mathieu **LAMBRECHT** donne son pouvoir à Franck LE MOUTON MAZIERES*
  14. *François **LEROY** donne son pouvoir à Nathalie PALMIER*
  15. *Loïc **MARLAS** donne son pouvoir à Victorien GENIEZ*
  16. *Dominique **MAURY** donne son pouvoir à Alain ROUGET*
  17. *Elisabeth **MUYS** donne son pouvoir à Maxime PETRAUD*
  18. *Bernadette **PAILHAS** donne son pouvoir à Bernadette NEGROS*
  19. *Séverine **PEYRETOUT** donne son pouvoir à Nicolas WHOREL*
  20. *Gaëtan **PRIVAT** donne son pouvoir à Sébastien DAVID*
  21. *Viviane **RAMONDENC** donne son pouvoir à Michel WOLKOWICKI*
  22. *Daniel **ROUSSEL** donne son pouvoir à Aimé MAJOREL*
  23. *Jean-Philippe **SABATHIER** donne son pouvoir à Benoît SOLIER*
  24. *Jean-Marc **SAUVIER** donne son pouvoir à Gaëlle LEVEQUE*
  25. *Jérôme **SINTES** donne son pouvoir à Philippe CAVALIER*
  26. *Mickaël **THOMAS** donne son pouvoir à Romain JEANJEAN*
  27. *Yves **VIALA** donne son pouvoir à Philippe MEJANE*

Absents - Excusés : **62**

- Pour le collège de la Région : /

- Pour le collège des Départements : **1**
  *Claude **ASSIER***

- Pour le collège des groupements de communes : /

- Pour le collège des communes : **61**
  *Guilhem **ALLEMAN** - Loïc **ALMERAS** - Roselyne **AMALRIC-VUAGNAT** - Nicole **ANTOINE** - Caroline **ASTRUC** - Marie-Pierre **AUTET** - Jean-Marc **BEA** - Didier **BEREAUX** - Jean-Marie **BODT** - Adrien **BOUDES** - Christian **BOUDES** - Yves **BOUSQUET** - Jean-Louis **CABANES** - Ghislain **CABAL-ZINCK** - Ludovic **CAMPLO** - Alain **CARLES** - Arlette **CAZABONNE** - Guy **CAZOTTES** - Claude **CHIBAUDEL** - Laure **CLEMENT** - Régis **COLSON** - Michel **COMBES** - Anne **CROS** - Jean-Luc **CROUZET** - Natacha **CUNTY** - Florence **DELORT** - Luc **DONNADIEU** - Monika **DUVINAGE** - Christophe **FROMENT** - Nathalie **GARRIGUES** - Emmanuelle **GASCOIN** - Bastien **GIACOBBI** - Philippe **GIGANON** - Bernard **GOUJON** - Antoine **GOUTELLE** - Christophe **HURAULT** - Yann **JEANNIN** - Alain **JOSEPH** - Danièle **JOSEPH** - Jean-Michel **LADET** - Michel **LEBLOND** - Magali **MALINOWSKI-BERTRAND** - Bernard **MAURY** - Christiane **MAURY** - Lauric **MERLAN** - Françoise **OLIVIER** - Gilles **PLET** - Philippe **RAMONDENC** - Céline **RENAUD** - Jean-Luc **RICARD** - Frédéric **ROIG** - Christophe **ROMO** - Elian **ROQUES** - Guy **SALES** – Madeleine **SARROUY** - Michel **SENTY** - Jean-Claude **SOUYRIS** - Jean **TRINQUIER** - Claire **VAN DER HORST** - Didier **VIDAL**- Marina **VIDAL CONDOMINES***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_075-BF
Reçu le 17/12/2025

Les frais supportés par un agent, dans le cadre des missions confiées hors de la résidence administrative et de la résidence familiale, sont remboursés par le syndicat mixte du Parc à l'appui d'un ordre de mission préalablement établi et accepté par la Direction et/ou le Président.

Frais de transport

L'agent s'engage à utiliser de préférence les véhicules de la collectivité mis à disposition.

Dans tous les cas, l'agent qui se déplace choisit le moyen de transport au tarif le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige, le plus adapté à la nature du déplacement.

Les frais de transports en commun, de stationnement et de péage sont pris en charge au réel sur présentation des justificatifs.

A titre exceptionnel, et lorsque les besoins de service sont supérieurs à la capacité du parc automobile du syndicat mixte, l'agent peut utiliser un véhicule personnel adapté à ses fonctions et en règle vis à vis des règlements de police et de circulation. En contrepartie de cet usage professionnel, le syndicat mixte du Parc remboursera les frais kilométriques occasionnés sur la base des indemnités kilométriques en vigueur applicables dans la fonction publique territoriale ; elles varient selon la puissance du véhicule et la distance parcourue. Ce barème, communiqué à chaque réactualisation, figure sur l'état de frais de mission. L'agent devra présenter une copie de la carte grise de son véhicule personnel. En revanche les frais d'assurance ou de réparation en cas d'accident, ne sont pas pris en charge. Le contrat d'assurance personnel de l'agent doit intégrer l'usage professionnel du véhicule.

Frais de repas

Les agents du syndicat mixte du Parc bénéficient de tickets restaurant.

La prise en charge de frais de repas peut venir se substituer dans le cadre d'un déplacement professionnel ou d'un déjeuner de travail.
Par dérogation, si le déjeuner de travail a lieu sur la résidence administrative, il pourra être pris en charge à l'appui d'un certificat administratif signé par l'ordonnateur.

L'agent doit présenter un justificatif (note du restaurant) et, le remboursement pour frais de repas ne doit pas conduire à rembourser à l'agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

La prise en charge se fera donc à la hauteur des frais de repas engagés par l'agent dans la stricte limite du plafond du forfait en vigueur déterminé par le barème des remboursements de frais applicable dans la fonction publique territoriale (à ce jour, ce forfait est fixé à 20 euros par repas).

Frais d'hébergement

Les frais d'hébergement (hôtel) sont également pris en charge de manière forfaitaire et sont plafonnés aux barèmes de la fonction publique territoriale (à ce jour, en France métropolitaine le barème est fixé à 90€, sur les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris à 120€ et sur la commune de Paris à 140€).

Depuis 2025, le comité syndical du Parc a mis un système de remboursement aux frais réels pour déroger aux barèmes de la fonction publique sur tous les hébergements de toutes les destinations sans distinction sur le nombre d'habitants de la ville d'accueil.
De 2013 à 2024, la dérogation s'appliquait uniquement sur les hébergements des missions en région parisienne et en métropoles.

Le système forfaitaire habituellement applicable apparaît inopérant sur toutes les missions dans la mesure où les prix de l'offre hôtelière sont supérieurs au montant forfaitaire prévu par la réglementation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_075-BF
Reçu le 17/12/2025

Aussi, pour 2026, il est proposé de poursuivre la dérogation et de rembourser l'agent de l'intégralité des frais réellement engagés, sur présentation des justificatifs, pour tous les hébergements de toutes les destinations.

Dans tous les cas, le remboursement de frais d'hébergement se fera sur présentation d'un justificatif et il ne doit pas conduire à rembourser à un agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

Monsieur le Président propose au Comité syndical de valider cette procédure de prise en charge des frais de missions applicable sur l'année 2026.

Présents ou exprimés		Pour	contre	abst	inscrits	exprimés
REGION	nbre de voix	4	0	0	4	4
	40,00	40,00	0,00	0,00		
DEPARTEMENTS	nbre de voix	3			4	3
	30,00	30,00	0,00	0,00		
EPCI	nbre de voix	10	0	0	11	10
	10,00	10,00	0,00	0,00		
COMMUNES	nbre de voix	64	0	0	125	64
	20,00	20,00	0,00	0,00		
	total voix	81	0	0	144	81
	résultats relatif	**100,00**	0,00	0,00		

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette procédure et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

VOTE :	Pour : **81**	Contre : /	Abstention : /

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_075-BF
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-008 du Bureau syndical du 14 février 2025

Lancement de la déclinaison de la Stratégie Nationale Aires Protégées (SNAP) sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

Le Syndicat Mixte du PNR des Grands Causses a été retenu dans le cadre du Fond Vert 2024 pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale Aires Protégées (SNAP) sur son territoire. Cette démarche issue de la Loi Climat et Résilience prévoit à terme de protéger 30% des espaces terrestres et maritimes nationaux, les territoires de Parcs naturels sont d'ores et déjà intégrés, et prévoit 10% du territoire national sous protection forte.

Dans le cadre de l'action retenue au Fond Vert, un poste de chargée de mission Stratégie Aires Protégées a été ouvert par le PNR des Grands Causses en 2024 pour une durée de 3 ans. La prise de poste et le lancement du travail sur cette thématique ont débuté en octobre 2024.

Objectifs

Comme convenu dans sa nouvelle Charte, le Syndicat mixte du Parc souhaite s'engager et proposer un réseau d'aires protégées renforcé qui prendra en compte les habitats naturels et les espèces (animales et végétales) parmi les plus remarquables et/ou représentatifs du territoire.

Le but est de développer un réseau d'aires protégées cohérent, fonctionnel et connecté permettant notamment de reconnaître et valoriser les actions menées historiquement sur certains sites du territoire.

Les objectifs principaux sont d'identifier et de valider une liste de sites sur le territoire du Parc pouvant rentrer dans la démarche « zone de protection forte », d'analyser la stratégie de protection la plus adaptée à chaque site et de lancer avec les acteurs du territoire une dynamique d'échanges et de concertation autour des aires protégées actuelles et en projet.

Actions proposées

En s'appuyant sur le décret n°2022-527 du 12 avril 2022, sur les travaux réalisés à l'échelle du Parc (Charte 2024, stage de L. Ferrier, 2022, ...) et sur les éléments fournis par les différents acteurs du territoire (CEN O, CBN PMP, CPIE CM, ONF, LPO DT12, ...), une liste de propositions de 20 sites pouvant rentrer dans la démarche de protection forte a été constituée.

Cette liste est répartie en deux catégories : les sites prioritaires (Annexe 1), présentant une dynamique et des opportunités permettant de lancer des actions rapidement, et les sites complémentaires (Annexe 2) sur lesquels il sera possible de travailler en parallèle et en fonction de l'évolution des opportunités. Ces listes restent flexibles et ouvertes à d'autres propositions.

A partir de la liste de sites constituée, des groupes de travail (Cotech) seront lancés sur chaque site, et un Comité de pilotage (COPIL) intersites sera réuni une à deux fois par an à titre informatif. Le Bureau Syndical du Parc naturel des Grands Causses sera réuni au besoin pour validation des décisions prises au sujet des sites.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_008-DE
Reçu le 17/02/2025

Un travail d'analyse de l'existant (enjeux naturalistes, pressions existantes, gestion en place le cas échéant, ...) et de développement d'actions permettant d'aller vers une protection forte de la zone (mise en place de plan de gestion par exemple) sera réalisé au cas par cas pour chaque site.

Selon les dynamiques présentes ou absentes sur les sites fléchés, le Parc propose de se positionner comme moteur du passage en zone de protection forte, ou bien en accompagnement du/des partenaire(s) portant le projet initial.

Annexes :

1- Carte « Sites prioritaires pour la déclinaison de la SNAP sur le territoire du PNR des Grands Causses »
2- Carte « Sites complémentaires pour la déclinaison de la SNAP sur le territoire du PNR des Grands Causses »

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

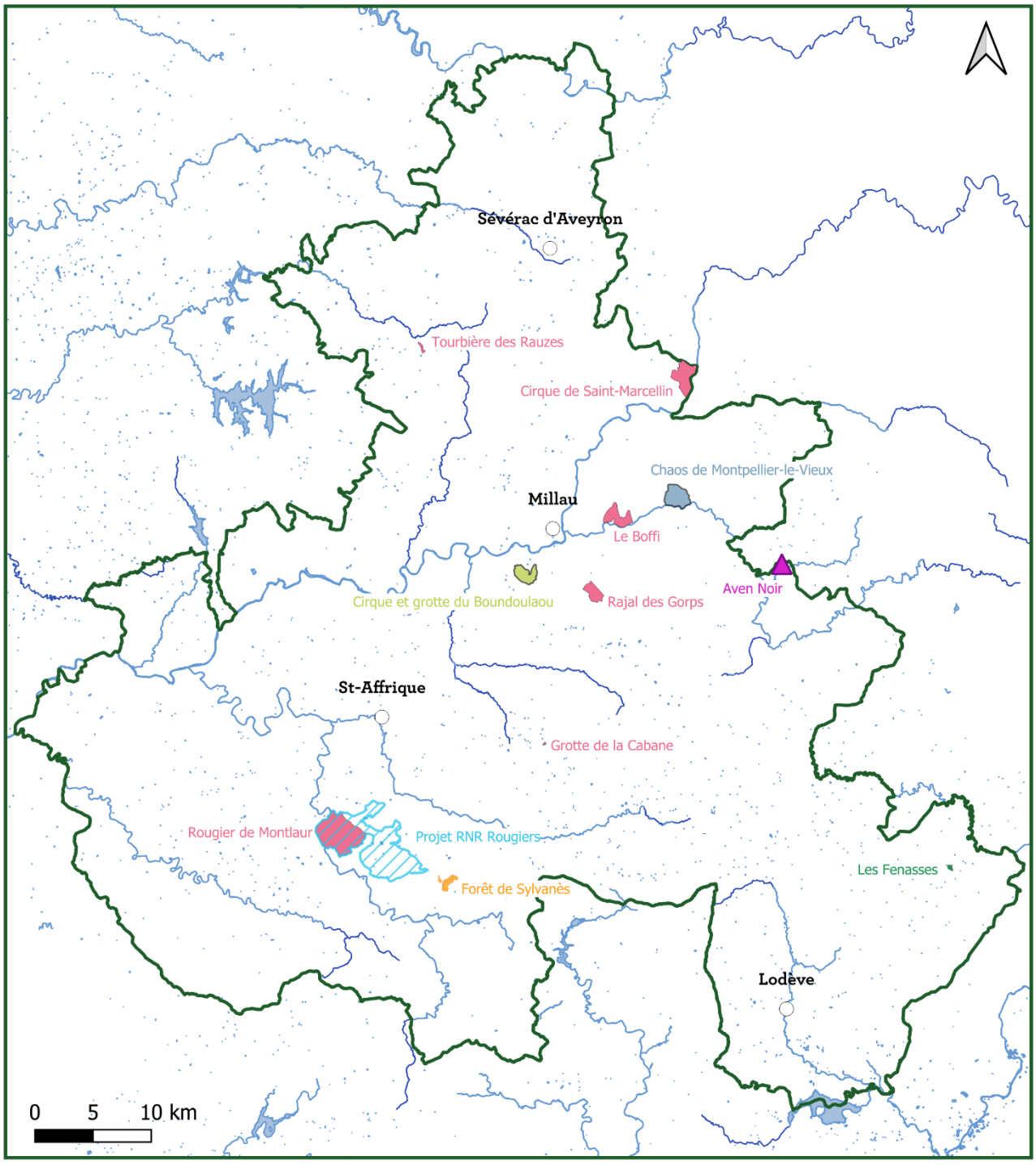
Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_008-DE
Reçu le 17/02/2025



SITES PRIORITAIRES POUR LA DECLINAISON DE LA SNAP SUR LE TERRITOIRE DU PNR DES GRANDS CAUSSES

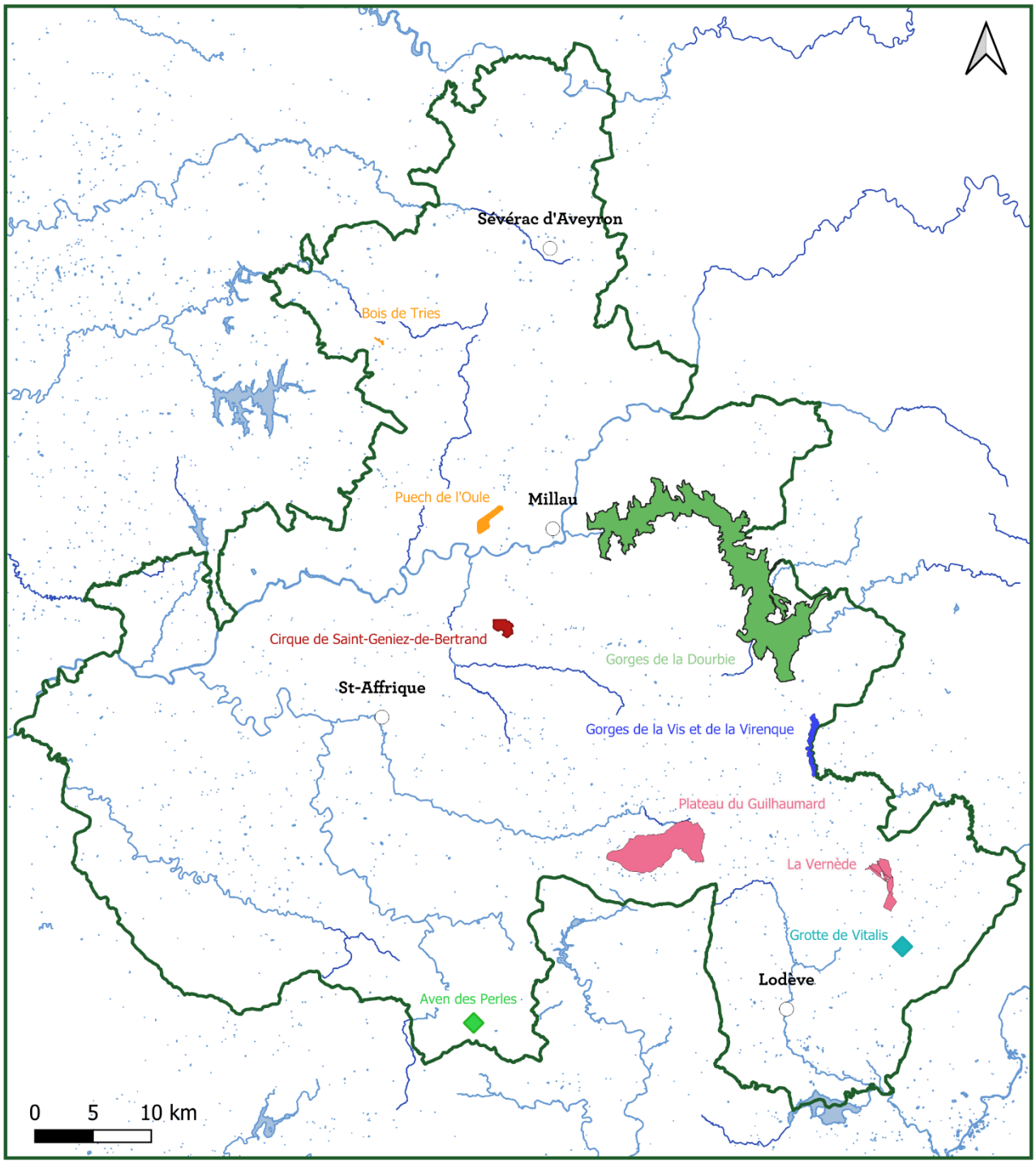
Légende

- ORE Forêt de Sylvanès
- Espaces Naturels Sensibles
- Aven Noir
- Chaos de Montpellier-le-Vieux
- Site acquis du CEN
- Cirque et grotte du Boundoulaou
- Projet RNR Rougiers
- Périmètre du PNRGC
- Principales villes
- Plans d'eau
- Cours d'eau

Sources : CD12, 2022 ; CD34, 2024 ; INPN, 2024 ; BDTOPO, 2020 / Cartographie : C. Garcia Matos - PNRGC, 2024

Annexe 1 : Sites prioritaires pour la déclinaison de la SNAP sur le territoire du PNR des Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_008-DE
Reçu le 17/02/2025



SITES COMPLEMENTAIRES POUR LA DECLINAISON DE LA SNAP SUR LE TERRITOIRE DU PNR DES GRANDS CAUSSES

Légende

- Espaces Naturels Sensibles
- Projets ORE
- Cirque de Saint-Geniez-de-Bertrand
- Gorges de la Dourbie
- Gorges de la Vis et de la Virenque
- Grotte de Vitalis
- Aven des Perles
- Périmètre du PNRGC
- Principales villes
- Plans d'eau
- Cours d'eau

Sources : CD12, 2022 ; CD34, 2024 ; INPN, 2024 ; BDTOPO, 2020 / Cartographie : C. Garcia Matos - PNRGC, 2024

Annexe 2 : Sites complémentaires pour la déclinaison de la SNAP sur le territoire du PNR des Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_008-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-009 du Bureau syndical du 14 février 2025

Constitution du Conseil de développement	
■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**

Vu les statuts du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses modifiés par arrêté préfectoral du 16 février 2024

Contexte

La Charte 2024-2039 du Pnr des Grands Causses prévoit la mise en place d'un Conseil de Développement, instance consultative permanente, destinée à favoriser la participation des acteurs professionnels, associatifs et scientifiques à la vie du Parc.

Le Conseil de développement est composé de structures professionnelles et associatives, sélectionnées par le Comité syndical, sur proposition du Président et du Bureau Syndical. Les représentants de ces structures sont proposés par leurs organes d'origine et approuvés par le Comité syndical.

Le Conseil de développement élit en son sein, à la majorité, un Président qui siègera avec voix consultative au Bureau Syndical et au Comité syndical du Parc.

Le Conseil de développement, par ses recommandations et avis, aide le Syndicat mixte à établir des programmes d'actions annuels et pluriannuels. Il communique ses recommandations et avis au Bureau et au Comité Syndical. Par ailleurs, le Conseil de développement peut être sollicité par le Président du Syndicat mixte sur la mise en œuvre de dispositions de la Charte, sur son évaluation en continu et sur tout sujet pour lequel son avis est susceptible d'éclairer les décisions du Comité syndical.

Objectifs

Le Bureau Syndical a sollicité Sébastien DAVID, membre du Comité Syndical, pour constituer une liste de structures et membres en vue de la création du Conseil de Développement. Sur la base de la liste jointe en annexe, qui n'est pas fermée, le Président du Parc sollicitera chacune des structures pour l'intégration au Conseil de Développement et la désignation d'un représentant le cas échéant.

La liste finalisée sera ensuite proposée au Comité Syndical pour validation.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide la constitution du Conseil de Développement ainsi que la liste des structures professionnelles et associatives proposée et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_009-DE
Reçu le 17/02/2025

annexe : Conseil de développement du Parc naturel régional des Grands Causses

PROJET /Document de travail

Projection -2025

Structures professionnelles et associatives	représentant	thématique	
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron (CA)		agriculture	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Association des communes pastorales		Agriculture	
Chambre d'Agriculture de l'Hérault (CA)		Agriculture	
Confédération générale de Roquefort		Agriculture / SIQO	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
IGP Pérail		Agriculture / SIQO	
AOC Terrasses du Larzac		Agriculture / SIQO	
Atelier de Découpe de Camarès		agriculture circuits courts	
Association Aveyron Cinéma		culture	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Association de Développement des Pays Aveyronnais et Tarbais (ADEFPAT)		développement local	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Association des Amis du Parc naturel régional des Grands Causses		développement local	
L'Abeille Verte Lodeve		Economie Circulaire ESS	
Association La Grande Conserve		Economie Circulaire ESS	
Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aveyron (CCI)		economie développement local	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Aveyron (CMA)		economie développement local	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
LEADER Aveyron		economie développement local	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault (CCI)		economie développement local	
Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault (CMA)		economie développement local	
Jeune Chambre Economique (JCE)		economie développement local	
Association Fédération des Grands Causses		environnement	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
CPIE du Rouergue		environnement	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
CPIE des Causses méridionaux		environnement	
Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage Caussenard		environnement	
Association Innovation Véhicules Doux (INVD)		mobilité	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
GEOPARC Hautes Terres d'hérault		Patrimoine	
Union Départementale des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (UDSIAE)		social ess	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
CDOS		sport	
Confédération Paysanne		Syndicat Agricole	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
FDSEA Aveyron		Syndicat Agricole	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Jeunes Agriculteurs Aveyron (JA)		Syndicat Agricole	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)		Syndicat Professionnel	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Confédération Générale du Travail (CGT)		Syndicat Professionnel	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Force Ouvrière (FO)		Syndicat Professionnel	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Union Nationale des Association de Tourisme (UNAT)		tourisme	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Marque Valeur Parc		tourisme	
Roc & Canyon		tourisme APN	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
Association CALOÉ		Transition Energie	GAL GRANDS CAUSSES LEVEZOU
EDF		Transition Energie	
ENEDIS		Transition Energie	
RTE		Transition Energie	
	Personnes qualifiées :		
	Richard Fiol		
	Sébastien David		
	René Quatrefages		
	Alain Fauconnier		
	Christian Font		
	José Bové		
	Jean François Dumas		

total 46 membres

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_009-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-010 du Bureau syndical du 14 février 2025

Adhésion à ENOS (European Network of Outdoor Sports)

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

Le **Pôle de Pleine Nature Grands Causses Lévézou** est une initiative portée par le **Parc naturel régional des Grands Causses**, en partenariat avec les EPCI membres, les acteurs locaux et régionaux. Dans la Charte 2024-2039, il est écrit : Les sports de nature jouent un rôle central dans la stratégie du Parc naturel régional des Grands Causses, combinant développement économique, attractivité touristique et résidentielle et préservation environnementale. Grâce à une mosaïque de paysages uniques, le territoire propose une offre variée : 3000 km de sentiers balisés pour la randonnée, le VTT, le trail, ainsi que des aménagements pour les sports aquatiques, nautiques, l'escalade et le vol libre. Des événements phares, comme le Festival des Templiers, renforcent cette dynamique. Pour maximiser leur impact, le Parc mise sur une meilleure gouvernance, l'accompagnement des acteurs locaux, et un développement respectueux des habitats naturels et des espèces.

L'adhésion à ENOS : un positionnement stratégique.

L'ENOS (European Network of Outdoor Sports) est une organisation européenne engagée dans l'action collective pour le développement durable et responsable des sports de plein air à travers l'Europe. Sa mission repose sur la promotion de pratiques sportives respectueuses de l'environnement, socialement inclusives et bénéfiques pour les individus, les communautés et les écosystèmes.

En intégrant ce réseau, le Pôle de Pleine Nature Grands Causses Lévézou renforce sa capacité à relever les défis liés aux sports de nature, tout en affirmant son rôle de référence en matière de développement durable et d'aménagement des espaces naturels.

Objectifs

L'adhésion à **ENOS (European Network of Outdoor Sports)** ouvre des perspectives pour le Pôle de Pleine Nature Grands Causses Lévézou :

1. **Accès à un réseau européen** : ENOS permet de partager des expériences, bonnes pratiques et innovations avec des acteurs européens engagés dans les sports de nature.
2. **Renforcement de l'expertise** : Grâce aux ressources, aux formations et aux études proposées par ENOS, le Pôle peut s'appuyer sur des connaissances actualisées pour développer des projets exemplaires.
3. **Visibilité accrue** : Être membre d'un réseau européen permet de promouvoir le territoire des Grands Causses Lévézou à l'échelle internationale, attirant ainsi des visiteurs et des partenaires sensibles aux enjeux d'un tourisme durable.
4. **Soutien à l'innovation et à la durabilité** : ENOS offre un cadre propice à l'expérimentation de solutions innovantes pour allier développement des pratiques outdoor, préservation de la biodiversité et bien-être des populations.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_010-DE
Reçu le 17/02/2025

De plus, l'ENOS organise tous les deux ans l'Euromeet, événement phare réunissant des acteurs clés des sports de nature à l'échelle européenne. Il favorise l'échange d'idées, la collaboration et le partage de bonnes pratiques autour de thématiques telles que la durabilité, l'innovation et le développement des activités outdoor. Ce rendez-vous incontournable rassemble chercheurs, décideurs, professionnels et associations pour débattre des enjeux actuels et futurs des sports de plein air. Euromeet contribue ainsi à promouvoir une approche responsable et inclusive des activités en milieu naturel.

A travers cette adhésion, le territoire peut prétendre à candidater pour recevoir lors d'une prochaine édition ce congrès européen.

Enfin, l'ENOS propose aux adhérents de signer la Charte ENOS dont les thèmes sont les suivants :

La charte ENOS :

Les sports de nature pour tous

« Nous promouvons tous les aspects des sports de nature dans une approche pleinement inclusive, accessible à tous les participants.

Santé physique et mentale

Nous reconnaissons et valorisons les preuves démontrant que les sports de nature ont un impact positif sur la santé physique et mentale des pratiquants et contribuent efficacement aux objectifs de l'Union européenne en matière d'**activité physique bénéfique pour la santé (HEPA).**

Éducation et socialisation

Nous reconnaissons et promouvons la valeur des sports de nature pour l'éducation et le développement social, en particulier pour les jeunes.

Sensibilisation environnementale et conservation

Nous considérons que les sports de nature doivent respecter l'environnement afin d'assurer leur durabilité et qu'ils peuvent contribuer à sensibiliser aux enjeux environnementaux.

Sécurité des participants

Nous estimons qu'une formation, une qualification et une certification indépendante sont essentielles dans les sports de nature afin de garantir la sécurité des pratiquants, en particulier des plus jeunes et des moins expérimentés.

Emploi et impact sur l'économie locale et globale

Nous croyons que les sports de nature peuvent soutenir le développement économique et entrepreneurial des territoires et contribuer à la création d'emplois durables.

Tourisme et culture

Nous pensons que le développement stratégique du tourisme lié aux sports de nature crée des opportunités pour découvrir et valoriser les sites naturels des États membres de l'Union européenne.

Accès aux espaces et aux sites

Nous défendons un accès aux espaces naturels pour des activités durables et responsables, tout en reconnaissant que des réglementations et limitations adaptées peuvent être mises en place en concertation avec toutes les parties prenantes.

Mobilité professionnelle au sein de l'Union européenne

Nous soutenons la mobilité des professionnels des sports de nature et l'échange de bonnes pratiques.

Innovation et inclusion sociale

Nous croyons que les sports de nature favorisent la citoyenneté européenne et encouragent la cohésion sociale et culturelle. L'innovation est essentielle pour répondre aux besoins des générations actuelles et futures. ».

En conclusion, cette adhésion conforterait le positionnement du territoire Grands Causses Lévézou comme destination d'excellence de la pleine nature, sa notoriété et sa reconnaissance nationale en tant que leader sur cette filière.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_010-DE
Reçu le 17/02/2025

Budget

Une adhésion dont le montant s'élève à 300 € est fixé pour les collectivités adhérentes.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide le projet d'adhésion à ENOS, désigne les représentants et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_010-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-011 du Bureau syndical du 14 février 2025

Mise à jour du tableau des effectifs	
■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Le Président rappelle aux membres du Bureau syndical :

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Bureau syndical de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'ajuster le tableau des effectifs sur la filière administrative en tenant compte des éléments suivants :

Depuis le 1er avril 2022, un agent occupe le poste de chargée de mission santé au grade d'attaché à temps complet dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de type « emploi non permanent d'un contractuel pour mener à bien un projet » jusqu'au 31 mars 2025. Ce contrat s'inscrit dans le cadre d'un détachement de l'Agglomération de Rodez établi sur cette même période. Le détachement et le contrat de projet arrivent à leur terme.

L'ARS a décidé de la poursuite du portage du contrat local de santé par le syndicat mixte du Parc et, l'agent a demandé son intégration au syndicat mixte du Parc. Afin de formaliser la mutation, il convient d'ouvrir le poste permanent sur son grade d'origine de rédacteur principal de 2ème classe – catégorie (B) à temps complet, sur l'emploi de chargé(e) de mission permettant la mise en œuvre des orientations stratégiques du PNRGC en matière de santé.

Le poste d'attaché initialement ouvert pour ce contrat de projet sera désormais affecté à un agent initialement détaché du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 sur un emploi fonctionnel de la structure. Ce dernier a également demandé son intégration au Syndicat mixte du Parc à compter du 1er avril 2025. Afin de formaliser la mutation, il convient de maintenir l'ouverture du poste permanent au grade d'attaché (catégorie A) qui correspond à son grade d'origine.

Le Président propose au Bureau syndical :

Pour la prise en compte des éléments mentionnés ci-dessus, d'adopter les modifications du tableau des emplois suivants par :
- la création d'un poste permanent sur la filière administrative au grade de rédacteur principal de 2ème classe à temps complet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_011-DE
Reçu le 17/02/2025

Le tableau des effectifs se trouvera ainsi modifié à compter du 1er avril 2025 :

Cadre d'emplois /grades	Catégorie	Temps de travail	Effectifs inscrits au budget	Effectifs pouvus
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général des Services 40 000 - 80 000	A	100%	1	0
Directeur Général Adjoint Services 40 000 - 150 000	A	100%	4	4
		TOTAL	5	4
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Administrateur	A	100%	1	0
Attaché principal	A	100%	2	1
Attaché	A	100%	2	1
Rédacteur principal de 1ère classe	B	100%	1	1
		90%	1	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	100%	2	2
Rédacteur	B	100%	1	1
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	100%	2	2
Adjoint administratif	C	100%	3	3
		TOTAL	15	11
FILIERE TECHNIQUE				
Ingénieur principal	A	100%	7	5
Ingénieur	A	100%	9	8
Technicien principal de 2ème classe	B	100%	1	1
Technicien territorial	B	100%	4	2
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	100%	2	2
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	100%	1	1
Adjoint technique	C	100%	4	3
		TOTAL	28	22
FILIERE CULTURELLE				
Attaché de conservation du patrimoine	A	100%	1	1
		TOTAL	1	1
		TOTAL GENERAL	49	38

VOTE : Pour : **11** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical décide d'adopter le tableau des emplois ainsi proposé,
Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget principal du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses au chapitre 012,

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président,
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_011-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-012 du Bureau syndical du 14 février 2025

Augmentation du Capital de la SEM Causses Energia

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Vu la délibération n° 2015-55 du Comité Syndical du 18 novembre 2015

Contexte

La Société d'Economie Mixte Causses Energia au capital de 650 000€, siège social à Millau, immatriculée au RCS de Rodez sous le numéro 821 618 204 a été créée en 2016.

Le Parc naturel régional des Grands Causses détient à ce jour 6,31 % du capital de la SEM. Le Parc naturel régional des Grands Causses est représenté en tant qu'actionnaire dans la structure par Séverine PEYRETOUT. Le rapport de gestion présenté lors de l'Assemblée Générale du 13 juin 2024 précise la volonté exprimée par le Conseil d'Administration d'ouvrir une phase de recapitalisation de la SEM.

Il est prévu en 2025 l'ouverture du capital de la SEM dans un objectif d'abondement en parts sociales à hauteur de 450 000€.

Objectifs

Dans ce cadre, et au regard du partenariat avec la SEM Causse Energia, Le Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses souhaite réitérer son soutien à la Société d'Economie Mixte en abondant de 15 parts sociales d'une valeur nominale de 1 000 € pour un montant total de 15 000 €.

Budget

La participation à hauteur de 15 000€ sera inscrite au budget 2025 du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, section Investissement.
Séverine PEYRETOUT n'a pas pris part au vote en tant que Présidente de la SEM Causses Energia.

VOTE :	Pour : **10**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_012-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-013 du Bureau syndical du 14 février 2025

Avenant à la convention d'objectif PNR Grands Causses / SEM Causses Energia

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Vu la délibération n° 2023-056 du Comité Syndical du 6 octobre 2023.

Considérant La convention d'objectif Parc naturel régional des Grands Causses / Causses Energia 2024-25-26, approuvée en Comité Syndical qui prévoit en son article 4 « Obligations de la collectivité Territoriale » les modalités de partenariat et de participation financière du Pnr des Grands Causses pour l'année 2024.

Considérant qu'il convient aujourd'hui de fixer les modalités de partenariat pour l'année 2025 par un avenant à la convention.

Il est proposé de modifier l'article 4 de la Convention en ajoutant le paragraphe suivant :

« année 2 : poursuite des actions engagées sur l'année 1 qui restent prioritaires pour la collectivité :

- *promotion de la biomasse et du photovoltaïque*
- *promotion des réseaux de chaleur*
- *Promotion de l'autoconsommation collective*

La subvention pour l'année 2025 est établie à 18 000€ pour la réalisation des missions.

En complément le Syndicat Mixte du PNR des Grands Causses mettra à disposition de la SEM Causse Energia les services suivants :

- *appui sur volet administratif et secrétariat*
- *appui sur volet communication*
- *Appui sur volet ingénierie financière des projets*

La subvention relative à cette deuxième année sera versée de la manière suivante :

- *9 000€ au 1/07/2025*
- *9 000€ au 1/12/2025 »*

L'avenant à la convention, en annexe de la présente délibération, prendra effet dans toutes ses dispositions dès signature par les deux parties contractantes.

Séverine PEYRETOUT n'a pas pris part au vote en tant que Présidente de la SEM Causses Energia.

VOTE : Pour : **10** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_013-DE
Reçu le 17/02/2025

CONVENTION D'OBJECTIF
PNR des Grands Causses / SEM Causses Energia

Avenant n°1

D'une part,
Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses représenté par Richard FIOL agissant en vertu de la délibération en date du 15 mars 2024.
Ci-après désignée par : La collectivité

Et d'autre part,
La Société d'Economie Mixte locale Causses Energia au capital de 650 000 € dont le siège social est situé à Millau, représentée par Severine PEYRETOUT agissant au nom et comme représentant légal de ladite société,
Ci-après désignée par : La Sem

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de l'avenant n°1 à la convention

Le présent avenant à convention a pour objet de définir les moyens mis en œuvre pour la 2eme année de la convention pour l'accomplissement des missions évoquées ci-après, dans le cadre de l'article L. 1523-7 du CGCT.

Article 2 – Modification de l'Article 4 – Obligations de la collectivité territoriale

L'article 4 de la convention est modifié comme suit :

Obligation de moyens :

- Afin de permettre à la Sem Causses Energia de mener à bien ses missions, la collectivité s'engage à lui favoriser l'accès à toutes les informations et à tous les documents disponibles.
- La collectivité s'engage également à lui communiquer toutes les informations qu'elle pourrait détenir ou recevoir directement en rapport avec l'activité statutaire de la Sem.

Obligation financière :
La Sem Causse Energia est une société autonome qui fait son affaire de ses achats en matériel, fournitures et prestations diverses ainsi que de la location de ses locaux.
En revanche, elle agit pour le compte de la collectivité dans le cadre du développement de la promotion du développement des énergies renouvelables de celle-ci. À ce titre, elle sera amenée à accomplir des études, rapports et actions non productives de rémunérations directes, lesdites actions étant indispensables au bon déroulement de ses missions.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_013-DE
Reçu le 17/02/2025

A ce titre, la collectivité s'engage, durant toute la durée de la présente convention, à subventionner la Sem, conformément aux lois et règlements en vigueur et, plus particulièrement dans les conditions ci-après :

Année 1 : Celle-ci sera principalement consacrée aux missions jugées prioritaires par la collectivité et, principalement :
- Promotion de la biomasse et du photovoltaïque
- Promotion des réseaux de chaleurs
- Promotion de l'autoconsommation collective

L'activité de cette première année d'exploitation sera entièrement subventionnée par la collectivité, ladite subvention incluant les frais d'établissement et d'installation tels que définis dans le budget annexé aux présentes.
La subvention relative à cette première année sera versée de la manière suivante :
- 15 000 € à la signature de la présente convention
- 7 500 € au sixième mois
- 7 500 € au douzième mois

Année 2 : Poursuite des actions engagées sur l'année 1 qui restent prioritaires pour la collectivité :
- Promotion de la biomasse et du photovoltaïque
- Promotion des réseaux de chaleur
- Promotion de l'autoconsommation collective

La subvention pour l'année 2025 est établie à 18 000€ pour la réalisation des missions.
En complément le Syndicat mixte du PNR des Grands Causses mettra à disposition de la SEM Causse Energia les services suivants :
- Appui sur volet administratif et secrétariat
- Appui sur volet communication
- Appui sur volet ingénierie financière des projets

La subvention relative à cette deuxième année sera versée de la manière suivante :
- 9 000€ au 01/07/2025
- 9 000€ au 01/12/2025

Article 3– Date d'effet

Le présent avenant à la convention prend effet dans toutes ses dispositions dès sa signature par les deux parties contractantes.

Fait à _____

Le _____

En deux exemplaires

Pour la Collectivité,	Pour la Sem,

Annexe : Budget(s) prévisionnel(s) de la Sem

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_013-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-014 du Bureau syndical du 14 février 2025

Covoiturage solidaire – Action 1 du programme TIMS

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

Le covoiturage solidaire est un projet ayant émergé dans le cadre du Contrat Local de Santé (CLS). Il a été proposé d'une part par le Groupe de Travail Santé Mobilité qui s'est réuni à 3 reprises au printemps 2023 autour d'une méthodologie collaborative et multi partenariale ; et d'autre part par le Comité citoyen mobilisé pour le diagnostic, exprimé comme un « blabla car de la santé ».

L'action est inscrite au projet lauréat du programme TIMS « Territoire Inclusion Mobilité Sobriété » aux côtés de 3 autres actions : L'autopartage entre particuliers (Coloc'Auto Grands Causses), le Carrétou pour la santé et la tournée de Repair Cafés. Le projet porté par le Parc, intitulé « Rompre l'isolement social et géographique dans les Grands Causses à travers des actions d'amener-vers et d'aller-vers », est financé par TIMS à 90% sur 2 ans et demi.

Les solutions de transports existantes ne permettant pas de répondre à tous les besoins de la population, le covoiturage solidaire se propose d'accompagner les personnes isolées vers des rendez-vous importants de la vie (rdv médical, entretien d'embauche, courses, etc.). Il doit venir en complément des solutions de mobilité existantes (bus Lio, TAD et transport scolaire notamment) soit en synergie pour des déplacements multimodaux soit en offres complémentaires. Le service permet la mise en relation des bénéficiaires avec un réseau de conducteurs-rices bénévoles.

Les services de mobilité solidaires sont encadrés par le décret n°2019-850 qui permet à des "associations d'organiser des services de transport au bénéfice des personnes dont l'accès aux transports publics collectifs ou particuliers est limité du fait de leurs revenus ou de leur localisation géographique". Ces services prennent la dénomination de Transports d'Utilité Sociale (TUS).

Ce service sera opérationnel au printemps 2025 sur la Communauté de communes Monts, Rance et Rougier.

Objectif

Ce service s'adresse aux habitant-e-s des communes de la Communauté de Communes Monts, Rance et Rougier.

Le service met en relation des bénéficiaires et des conducteur-rice-s bénévoles pour permettre le déplacement de celles et ceux qui, définitivement ou momentanément, rencontreraient des difficultés de mobilité ou n'ont plus la capacité de se déplacer par leurs propres moyens (ou via d'autres dispositifs de transport existants), pour les nécessités de la vie courante.

Ces déplacements ne doivent pas se faire au détriment des commerces, artisan-e-s et services de proximité.

Ce service est complémentaire aux services de transports existants et aux solidarités familiales ou amicales et n'a pas pour vocation de les remplacer. Les situations seront évaluées individuellement de façon à trouver la solution de déplacement la plus adaptée.

Le service de transport d'utilité sociale proposé repose sur la disponibilité des bénévoles.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_014-DE
Reçu le 17/02/2025

Moyens humains mobilisés

Le projet prévoit les moyens humains suivants :

- 1 ETP pour l'animation des actions « covoiturage solidaire », « le Carrétou de la santé », « autopartage entre particuliers » (Actions 1 à 3 du programme TIMS)
- Coordination et suivi des actions en interne au Parc à hauteur de :
    - 0.5 ETP sur le poste de chargé.e de mission mobilité pour les actions 1 à 3

Budget global TIMS

Pour mémoire, la demande de financement s'élève à 362 631 € pour un montant global de 401 807 € TTC, soit un taux de subvention de 90%.

- **Coût TTC sur 3 ans**

  Fonctionnement ..... 338 447,00 €
  Investissement ..... 63 360,00 €
  TOTAL ..... 401 807,00 €

- **Plan de financement année 1 TTC**

  AMI TIMS - CEE (100 %) ..... 118 896,00 €
  Autofinancement (0 %) ..... 0,00 €
  TOTAL ..... 118 896,40 €

- **Plan de financement année 2 TTC**

  AMI TIMS - CEE (90 %) ..... 156 652,00 €
  Autofinancement (10 %) ..... 17 406,00 €
  TOTAL ..... 174 058,20 €

- **Plan de financement année 3 TTC**

  AMI TIMS - CEE (80 %) ..... 87 082,00 €
  Autofinancement (20 %) ..... 21 770,00 €
  TOTAL ..... 108 852,20 €

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_014-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-015 du Bureau syndical du 14 février 2025

Autopartage entre particuliers – Action 2 du programme TIMS

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

Le territoire classé Parc naturel régional des Grands Causses est engagé dans une politique locale de l'énergie très ambitieuse. Celle-ci vise à la fois à réduire de manière importante la consommation d'énergie et à accroître la production d'énergie locale à partir de ressources renouvelables.

Sur ce territoire, les transports représentent 40 % de la consommation totale d'énergie. Le taux d'équipement en voitures par ménage y est supérieur à la moyenne nationale (1,26 contre 1,13), et 89 % des foyers possèdent au moins un véhicule.

Cependant, ces voitures individuelles restent majoritairement à l'arrêt. Les pratiques de partage de véhicules individuels permettent de :
• réduire les dépenses des ménages,
• diminuer la consommation de ressources et les émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre du projet TIMS, l'action « autopartage entre particuliers » proposera à partir du printemps 2025 une nouvelle solution de mobilité pour les habitants du territoire : « Coloc'auto Grands Causses ».

Objectif

L'action consiste en l'accompagnement de particuliers au partage de leur(s) véhicule(s), notamment par un suivi personnalisé et la mise à disposition d'outils facilitant cette pratique (contrat d'assurance, calculateur du partage des couts, plateforme de réservation, etc.).

Le projet d'autopartage entre particuliers a vocation à compléter l'offre d'autopartage en boucle proposée sur le territoire du Parc depuis 2018 en partenariat avec Citiz.

Moyens humains mobilisés

Le projet prévoit les moyens humains suivants :

- 1 ETP pour l'animation des actions « covoiturage solidaire », « le Carrétou de la santé », « autopartage entre particuliers » (Actions 1 à 3 du programme TIMS)
- Coordination et suivi des actions en interne au Parc à hauteur de :
    - 0.5 ETP sur le poste de chargé.e de mission mobilité pour les actions 1 à 3

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_015-DE
Reçu le 17/02/2025

Budget global TIMS

Pour mémoire, la demande de financement s'élève à 362 631 € pour un montant global de 401 807 € TTC, soit un taux de subvention de 90%.

- **Coût TTC sur 3 ans**
  Fonctionnement ..... 338 447,00 €
  Investissement ..... 63 360,00 €
  TOTAL ..... 401 807,00 €

- **Plan de financement année 1 TTC**
  AMI TIMS - CEE (100 %) ..... 118 896,00 €
  Autofinancement (0 %) ..... 0,00 €
  TOTAL ..... 118 896,40 €

- **Plan de financement année 2 TTC**
  AMI TIMS - CEE (90 %) ..... 156 652,00 €
  Autofinancement (10 %) ..... 17 406,00 €
  TOTAL ..... 174 058,20 €

- **Plan de financement année 3 TTC**
  AMI TIMS - CEE (80 %) ..... 87 082,00 €
  Autofinancement (20 %) ..... 21 770,00 €
  TOTAL ..... 108 852,20 €

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_015-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-016 du Bureau syndical du 14 février 2025

Candidature à l'AAP CHENE saison 4 pour la Commune d'Aguessac :
Réhabilitation de l'ancienne école en Maison des associations et Mairie

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi du 18 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'arrêté du 10 mars 2019 portant validation du programme ACTEE,

Vu le décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire,

Contexte

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et des Régies (FNCCR) est porteuse du Programme CEE ACTEE +, référencé PRO-INNO-66. Le Programme ACTEE + vise à aider les collectivités à mutualiser leurs actions, à agir à long terme et ainsi à planifier les travaux de rénovation énergétique tout en réduisant leurs factures d'énergie.

L'AAP CHENE saison 4 vise apporter un financement dédié aux coûts organisationnels liés aux actions d'efficacité énergétique des bâtiments des collectivités, pour les acteurs publics proposant une mutualisation des projets de territoire permettant de massifier les actions de réduction des consommations énergétiques des collectivités.

Afin d'encourager les projets de rénovation énergétique des collectivités, le programme ACTEE + met en place une aide au financement portant sur 5 postes essentiels :
- Ressources humaines (économe de flux)
- Outils de suivi de consommation énergétique et équipements de mesure
- Etudes techniques
- Maîtrise d'œuvre
- Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et sensibilisation

Le PNR des Grand Causses a été lauréat de l'AAP Chêne 3 en tant que coordonnateur de plusieurs projets de rénovation sur le territoire (sur les Communes de Millau, Aguessac, L'Hospitalet du Larzac, Verrières et Saint Sever du Moustier). Cela a permis le financement d'un poste d'économe de flux à hauteur de 40%

Objectifs

Cette délibération a pour objet **la candidature de la Commune de Aguessac** à l'AAP chêne 4 pour le financement de la réhabilitation de l'ancienne école en mairie et maison des associations.

Le bâtiment accueillera la mairie et la bibliothèque en rez-de-chaussée ainsi que des espaces dédiés aux associations de la commune et à un tiers lieu aux étages (club de musique, club de sport, club des ainés, ADMR, etc.).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_016-DE
Reçu le 17/02/2025

Après la réalisation d'un audit énergétique, le scénario retenu est celui d'une rénovation permettant d'atteindre **une économie de 60% de la consommation énergétique** du bâtiment pour passer d'une étiquette énergétique classe D à une classe B et d'une étiquette GES B à A.

Une mission globale de maîtrise d'œuvre est à réaliser avec une mission de relevé de terrain, d'esquisse, d'avant-projet sommaire, d'un avant-projet définitif, de plan 3D, de la réalisation des demandes de permis de construire, de l'étude de projet, de la consultation des entreprises et du suivi de chantier.

Budget

Le budget estimé pour les prestations de maîtrise d'œuvre s'élève à 49 000 € HT pour la Commune d'Aguessac.

Récapitulatif pour le groupement	Montant total du projet (€)	Aide sollicitée (€)	Taux de financement
Lot 1 Ressources humaines	€	€	
Lot 2 Outils de mesure et suivi de consommation énergétique	- €	- €	
Lot 3 Etudes techniques		€	
Lot 4 Maitrise d'œuvre	49 000 €	**36 750**	75%
Lot 5 AMO	- €	- €	
Total	49000 €	**36 750€**	75%

VOTE : Pour : **11** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical :

- VALIDE l'intérêt d'Aguessac à candidater à l'AAP CHENE Saison 4 du programme ACTEE
- VALIDE en tant que coordonnateur le projet de rénovation énergétique de la Maison des Associations
- AUTORISE le Président à signer toutes pièces ou documents afférents à la présente délibération.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_016-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-017 du Bureau syndical du 14 février 2025

Marque « Valeurs Parc naturel régional » pour Séjours Languedoc Nature

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

« Valeurs Parc naturel régional » est une marque collective attribuée par les Parcs, sur la base d'une démarche contractuelle, à tous les professionnels de leur territoire qui le souhaitent et qui satisfont le niveau d'exigence requis. Elle concerne aussi bien les produits agricoles que les produits artisanaux, les hébergements et prestations touristiques, les actions pédagogiques…

La marque « Valeurs Parc naturel régional » affirme sa dimension nationale puisque Valeurs Parc est une marque commune à l'ensemble du réseau des Parcs naturels régionaux. Propriété de l'État, elle offre ainsi cohérence et lisibilité aux consommateurs car elle fait l'objet d'un suivi dans le temps.

La marque « Valeurs Parc naturel régional » porte la vision d'un autre modèle de société conciliant de façon plus harmonieuse les aspects écologiques, économiques et sociaux, pour assurer de façon durable le bien-être des femmes et des hommes au sein de son territoire.

Plus qu'un faire-valoir individuel, « Valeurs Parc » matérialise le lien qui unit les entreprises à leur territoire remarquable mais aussi les entreprises entre elles, notamment dans le cadre de filières territoriales.

La marque collective « Valeurs Parc naturel régional » est une marque nationale, appartenant à l'Etat dont la gestion, encadrée par l'article R333-16 du Code de l'environnement, est confiée aux seuls Parcs naturels régionaux. Déposée à l'Institut National de la Propriété Intellectuelle (INPI), elle permet de valoriser et d'accompagner les entreprises d'un territoire de Parc naturel régional engagées dans des démarches collectives, solidaires et durables.

Dans ce contexte et conformément au cadre national imposé, les Comités syndicaux des 10 juin 2022 et 21 juin 2024 ont permis d'engager l'attribution de la marque à 13 entreprises d'hébergements ainsi que 4 accompagnateurs en montagne pour 12 sorties accompagnées.

Dans cette continuité, il est proposé aujourd'hui d'attribuer la marque « Valeurs Parc naturel régional des Grands Causses » à des séjours produits et commercialisés par l'agence de voyage Languedoc Nature, partenaire du Parc depuis 2010.

L'agence Languedoc Nature bénéficie déjà de la marque « Valeurs du Parc naturel régional du Haut Languedoc » et de la marque « Esprit Parc » du Parc national des Cévennes.
La notion de séjour est précisée par la Fédération des Parcs naturels régionaux de France comme suit : en itinérance ou sédentaire, séjours accompagnés ou en liberté (avec programme établi sur mesure), week-end découverte.
De plus, le siège social peut être extérieur au périmètre classé du Parc mais l'entreprise doit justifier d'une relation privilégiée avec le territoire. L'agence de voyage Languedoc Nature a, en effet son siège à l'adresse suivante : 24 rue des Charmettes 34680 St Georges d'Orques (commune hors Parc).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_017-DE
Reçu le 17/02/2025

Ainsi, en s'appuyant sur le cahier des charges national de la marque « Valeurs Parc naturel régional », et après examen de chacun des produits, la plupart déjà connus et coconstruits avec l'équipe du Parc, les séjours suivants peuvent être proposés à la marque :

1- Tour du Larzac en VTT
2- Gorges du Tarn randonnée et canoë
3- A pied, à vélo, goutez le Larzac
4- Le Larzac traversée à pied

Après examen, il est proposé au Bureau syndical d'attribuer la marque Valeurs Parc naturel régional des Grands Causses à l'agence de voyage Languedoc Nature.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_017-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-018 du Bureau syndical du 14 février 2025

Plan de financement LEADER : Valorisation et Promotion du Patrimoine

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

Le Parc naturel régional des Grands Causses Naturel est un partenaire privilégié des collectivités locales dans la valorisation et la promotion du patrimoine ainsi que de l'identité culturelle du territoire. Il soutient le développement harmonieux des outils de découverte, en accordant une attention particulière à la qualité et à la durabilité des matériaux utilisés, ainsi qu'à la cohérence des projets et des thématiques abordées.

En 2023, un diagnostic portant sur la mise en œuvre du schéma d'interprétation pour la période 2014-2023 a été réalisé. Ce diagnostic confirme et soutient la nécessité de déployer des panneaux d'interprétation, qui constituent une porte d'entrée essentielle à la connaissance du patrimoine local.

Le Parc se positionne comme le coordonnateur des outils généraux de valorisation du patrimoine et accompagne leur production. En raison de l'étendue de son territoire, l'objectif est de continuer à renforcer ce maillage.

Le projet consiste en la création d'une signalétique d'interprétation du patrimoine pour la Ville de Millau.

Le Projet est mené en partenariat avec la Communauté de Communes Millau Grands Causses et son Office du Tourisme, ainsi qu'avec la Ville de Millau et le Service Ville d'Art et d'Histoire. Il vise à mettre en valeur le patrimoine culturel et historique de la ville, à travers les actions suivantes :

Création d'un parcours patrimonial :

- à destination des familles,
- doté de la mise en conformité de la charte handicap,
- dont les contenus d'adressent également à la clientèle étrangère : traductions en anglais et espagnol,
- qui peut se réaliser en autonomie.

La fabrication de panneaux pour les sites/édifices/monuments :

- du centre-ancien,
- mais aussi des abords (Parc de la Victoire, site de la Graufesenque, bords du Tarn),
- comme hameaux chargés d'histoire : Les Baumes, St-Martin-du-Larzac, Brocuéjouls).

Dans la continuité de ce projet, il est prévu de solliciter une subvention LEADER, dont la répartition est la suivante :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_018-DE
Reçu le 17/02/2025

Budget

Montant prévisionnel des dépenses : 44 430.00 €
Montant de co-financement leader sollicité : 28 435.20 €
Montant d'autofinancement global sur le projet : 15 994.80 €

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_018-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération n°2025-019-PNRGC du Bureau syndical du 14 février 2025

Défi familles à biodiversité positive – 5ème et 6ème éditions 2025 et 2026
Participation à un programme inter-Parcs piloté par
la Fédération des Parcs naturels régionaux de France

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

La FPNRF a déposé auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB) un projet interPNR baptisé « Défis Familles à biodiversité positive », basé sur la notion « d'empreinte biodiversité ».
Le concept de « Défis Familles à biodiversité positive » est une innovation inspirée de différents dispositifs « Défis familles » existants : « Défis familles à énergie positive », « Défis familles à alimentation positive » et « Défis familles zéro déchet ».
Dans la continuité des quatre premières éditions (2021, 2022, 2023, 2024) « Défis familles à biodiversité positive – Mobiliser les familles dans les PNR pour réduire leur empreinte biodiversité », le Parc naturel régional des Grands Causses a déposé un dossier pour une mise en œuvre en 2025 et 2026, dans la continuité de l'action triennale (2024, 2025 et 2026).

Objectif du projet

Enrayer l'érosion de la biodiversité repose sur deux piliers :
- la préservation du patrimoine naturel « à la portée de chacun » (une commune qui préserve un terrain communal d'intérêt écologique majeur, un habitant qui entretient son jardin sans utilisation de pesticides…) ;
- la diminution, pour chaque individu, entreprise et décideur public de son « empreinte biodiversité », liée au mode de vie/de production/ de consommation/…

L'approche ludique et émulatrice par les défis est une voie motivante et efficace pour enclencher l'engagement dans la transition écologique.
Comme lors des précédentes éditions, l'objectif du projet interPNR « Défis Familles à biodiversité positive » est de donner les moyens aux PNR d'identifier puis d'accompagner des familles pour qu'elles se lancent des défis pour réduire leur empreinte biodiversité.

Contenu du projet

Ces Défis famille doivent avoir un réel effet positif sur la biodiversité, même si l'évaluation précise est quasi-impossible. C'est avant tout le questionnement et la prise de conscience sur les liens d'impacts des gestes au quotidien sur la biodiversité qui sont recherchés.

Chaque PNR a toute latitude pour expérimenter les actions qui seront mises en place par les familles, mais les défis devront concerner a minima les domaines suivants : transport/mobilité, alimentation, ménage/entretien et santé.

Les partenaires ou prestataires pourront être : les Communautés de communes, les associations de sensibilisation à l'environnement, les services concernés des communes (espaces verts, centres socio-culturels, cantine…), les organismes liés à la santé, etc…

Le projet inter Parcs sera animé par la Fédération des PNR et se déroulera en 2025 et 2026, selon la convention signée avec l'OFB.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Plusieurs rendez-vous seront proposés aux familles, en lien avec les domaines proposés.

Chaque édition se déroulera d'une part en 2025 et d'autre part en 2026. En 2025, le Défi sera organisé sur le territoire du Lodévois-Larzac.

Pour réaliser les ateliers et actions qui seront choisies pour ces 2 éditions 2025 et 2026, le Parc pourra faire appel à des prestataires, dans la limite de la subvention allouée par l'OFB de 8 750 € par an, soit 17 500 € pour les 2 éditions.

Budget et plan de financement

Total TTC 2025 et 2026 :	21 876 € TTC
Plan de financement :	
- Office Français de la Biodiversité (8 750 € par an)	17 500 € TTC
- Autofinancement (2 188 € par an)	4 376 € TTC

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Docusign Envelope ID: 6671D2EE-2D25-49B5-A750-21D174646DC9

Mandat et engagement relatif au projet « Défi Familles à Biodiversité Positive » pour 2024-2026

Je soussigné(e) : Richard FIOL, représentant légal du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Demeurant à : 71, Boulevard de l'Ayrolle – BP 50126, 12101 MILLAU cedex
N°SIRET : 251 201 349 000 15

Participant à la réalisation du projet « Défi Familles à Biodiversité Positive »,

Reconnaît par la présente avoir désigné la Fédération des Parcs naturels régionaux de France (FPNRF) comme mandataire, qui accepte, d'une part, de la représenter auprès de l'OFB, dans le cadre de la convention de subvention portant sur la réalisation du projet « Défi Familles à Biodiversité Positive », et d'autre part, de percevoir de l'OFB l'ensemble de la subvention et de la reverser au syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses (SM PNR GC) en fonction de sa quote-part, conformément aux modalités techniques et financières jointes en annexes à la convention précitée.

De ce fait, le mandataire FPNRF ainsi désigné est chargé :

- de l'information du SM PNR GC du contenu de la convention précitée ;
- de la représentation du SM PNR GC vis-à-vis de l'OFB ;
- de la diffusion au SM PNR GC, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du projet concerné, de toutes correspondances de l'OFB ;
- de transmettre à l'OFB, dans ce même délai, tout document, sous quelque forme que ce soit, émanant du SM PNR GC et notamment les différents rapports prévus ainsi que l'ensemble des états récapitulatifs, certifiés conformes par la personne habilitée à engager le SM PNR GC, et des pièces justificatives ;
- de verser au SM PNR GC la quote-part de la subvention de l'OFB conformément à la répartition définie d'un commun accord, soit 8 750 € TTC sur la période de la convention.

De ce fait, le partenaire SM PNR GC:

- déclare avoir pris connaissance du contenu de la convention précitée, notamment :
  - des clauses sur la propriété intellectuelle, la communication et la confidentialité ;
  - du montant de l'aide accordée à chaque partenaire pour la réalisation dudit projet, soit 8 750 € TTC par an, pour le SM PNR GC sur la période de la convention,
  - du descriptif technique du programme d'actions (annexe 1 de la convention précitée).
- s'engage à mobiliser une contrepartie minimale de 20%, soit une somme de 2 188 € TTC minimum pour 8 750 € TTC par an ;
- s'engage à transmettre à la FPNRF, à sa demande, les justificatifs financiers liés à l'exécution de l'action à hauteur minimum des montants versés et des contreparties exigibles ;
- donne mandat pour agir en son nom et à son compte à la FPNRF, désignée comme porteur du projet, pour solliciter et percevoir de l'OFB le soutien financier afférent au projet susvisé ;
- déclare être informé des conditions d'utilisation de l'aide qu'il reçoit de l'OFB par l'intermédiaire de la FPNRF ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Docusign Envelope ID: 6671D2EE-2D25-49B5-A750-21D174646DC9

- s'engage à expérimenter, sur son territoire, auprès d'environ 10 familles, le dispositif « Défi Familles à Biodiversité Positive », en cohérence avec les éléments de cadrage figurant dans la convention précitée, notamment dans son annexe 1 ;
- s'engage à contribuer aux actions collectives précisées dans l'annexe 1 de la convention précitée, notamment la rédaction des fiches retour d'expérience sur le recrutement des familles et le déroulement des défis, le travail méthodologique pour évaluer l'empreinte biodiversité des familles, l'accompagnement par la recherche sur le changement de comportement des familles et les réunions d'échange sur différents volets de l'opération ;
- s'engage à fournir à la FPNRF toute pièce nécessaire pour justifier de la bonne utilisation de l'aide allouée (justificatifs de toutes les dépenses liées à la réalisation effective du projet), incluant un bilan financier annuel réalisé selon le même modèle que le budget prévisionnel et incluant le montant du financement apporté par le partenaire ;
- déclare que le versement de la subvention accordée par l'OFB est libératoire au profit de la FPNRF ;
- s'engage à reverser à l'OFB les aides qu'il aurait reçues par l'intermédiaires de la FPNRF en cas de trop perçu ou de non-respect de ses obligations contractuelles, notamment dans le cadre de ses relations avec l'ensemble des partenaires réalisant le projet.

Le présent mandat aura une durée de trois ans (2024-2026).

Fait en 3 exemplaires originaux, le 1er mars 2024, à Paris

Pour le mandataire
Fédération des Parcs naturels régionaux de France

DocuSigned by:
Eric Brua
C4D5779E5DA843A...
BRUA Eric

Directeur

Pour le partenaire
Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Richard FIOL, Président

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Docusign Envelope ID: 6671D2EE-2D25-49B5-A750-21D174646DC9

Mandat et engagement relatif au projet « Défi Familles à Biodiversité Positive » pour 2024-2026

Je soussigné(e) : Richard FIOL, représentant légal du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Demeurant à : 71, Boulevard de l'Ayrolle – BP 50126, 12101 MILLAU cedex
N°SIRET : 251 201 349 000 15

Participant à la réalisation du projet « Défi Familles à Biodiversité Positive »,

Reconnaît par la présente avoir désigné la Fédération des Parcs naturels régionaux de France (FPNRF) comme mandataire, qui accepte, d'une part, de la représenter auprès de l'OFB, dans le cadre de la convention de subvention portant sur la réalisation du projet « Défi Familles à Biodiversité Positive », et d'autre part, de percevoir de l'OFB l'ensemble de la subvention et de la reverser au syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses (SM PNR GC) en fonction de sa quote-part, conformément aux modalités techniques et financières jointes en annexes à la convention précitée.

De ce fait, le mandataire FPNRF ainsi désigné est chargé :

- de l'information du SM PNR GC du contenu de la convention précitée ;
- de la représentation du SM PNR GC vis-à-vis de l'OFB ;
- de la diffusion au SM PNR GC, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du projet concerné, de toutes correspondances de l'OFB ;
- de transmettre à l'OFB, dans ce même délai, tout document, sous quelque forme que ce soit, émanant du SM PNR GC et notamment les différents rapports prévus ainsi que l'ensemble des états récapitulatifs, certifiés conformes par la personne habilitée à engager le SM PNR GC, et des pièces justificatives ;
- de verser au SM PNR GC la quote-part de la subvention de l'OFB conformément à la répartition définie d'un commun accord, soit 8 750 € TTC sur la période de la convention.

De ce fait, le partenaire SM PNR GC:

- déclare avoir pris connaissance du contenu de la convention précitée, notamment :
  - des clauses sur la propriété intellectuelle, la communication et la confidentialité ;
  - du montant de l'aide accordée à chaque partenaire pour la réalisation dudit projet, soit 8 750 € TTC par an, pour le SM PNR GC sur la période de la convention,
  - du descriptif technique du programme d'actions (annexe 1 de la convention précitée).
- s'engage à mobiliser une contrepartie minimale de 20%, soit une somme de 2 188 € TTC minimum pour 8 750 € TTC par an ;
- s'engage à transmettre à la FPNRF, à sa demande, les justificatifs financiers liés à l'exécution de l'action à hauteur minimum des montants versés et des contreparties exigibles ;
- donne mandat pour agir en son nom et à son compte à la FPNRF, désignée comme porteur du projet, pour solliciter et percevoir de l'OFB le soutien financier afférent au projet susvisé ;
- déclare être informé des conditions d'utilisation de l'aide qu'il reçoit de l'OFB par l'intermédiaire de la FPNRF ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Docusign Envelope ID: 6671D2EE-2D25-49B5-A750-21D174646DC9

- s'engage à expérimenter, sur son territoire, auprès d'environ 10 familles, le dispositif « Défi Familles à Biodiversité Positive », en cohérence avec les éléments de cadrage figurant dans la convention précitée, notamment dans son annexe 1 ;
- s'engage à contribuer aux actions collectives précisées dans l'annexe 1 de la convention précitée, notamment la rédaction des fiches retour d'expérience sur le recrutement des familles et le déroulement des défis, le travail méthodologique pour évaluer l'empreinte biodiversité des familles, l'accompagnement par la recherche sur le changement de comportement des familles et les réunions d'échange sur différents volets de l'opération ;
- s'engage à fournir à la FPNRF toute pièce nécessaire pour justifier de la bonne utilisation de l'aide allouée (justificatifs de toutes les dépenses liées à la réalisation effective du projet), incluant un bilan financier annuel réalisé selon le même modèle que le budget prévisionnel et incluant le montant du financement apporté par le partenaire ;
- déclare que le versement de la subvention accordée par l'OFB est libératoire au profit de la FPNRF ;
- s'engage à reverser à l'OFB les aides qu'il aurait reçues par l'intermédiaires de la FPNRF en cas de trop perçu ou de non-respect de ses obligations contractuelles, notamment dans le cadre de ses relations avec l'ensemble des partenaires réalisant le projet.

Le présent mandat aura une durée de trois ans (2024-2026).

Fait en 3 exemplaires originaux, le 1er mars 2024, à Paris

Pour le mandataire
Fédération des Parcs naturels régionaux de France

Pour le partenaire
Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Richard FIOL, Président



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Docusign Envelope ID: 6671D2EE-2D25-49B5-A750-21D174646DC9

Mandat et engagement relatif au projet « Défi Familles à Biodiversité Positive » pour 2024-2026

Je soussigné(e) : Richard FIOL, représentant légal du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Demeurant à : 71, Boulevard de l'Ayrolle – BP 50126, 12101 MILLAU cedex
N°SIRET : 251 201 349 000 15

Participant à la réalisation du projet « Défi Familles à Biodiversité Positive »,

Reconnaît par la présente avoir désigné la Fédération des Parcs naturels régionaux de France (FPNRF) comme mandataire, qui accepte, d'une part, de la représenter auprès de l'OFB, dans le cadre de la convention de subvention portant sur la réalisation du projet « Défi Familles à Biodiversité Positive », et d'autre part, de percevoir de l'OFB l'ensemble de la subvention et de la reverser au syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses (SM PNR GC) en fonction de sa quote-part, conformément aux modalités techniques et financières jointes en annexes à la convention précitée.

De ce fait, le mandataire FPNRF ainsi désigné est chargé :

- de l'information du SM PNR GC du contenu de la convention précitée ;
- de la représentation du SM PNR GC vis-à-vis de l'OFB ;
- de la diffusion au SM PNR GC, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du projet concerné, de toutes correspondances de l'OFB ;
- de transmettre à l'OFB, dans ce même délai, tout document, sous quelque forme que ce soit, émanant du SM PNR GC et notamment les différents rapports prévus ainsi que l'ensemble des états récapitulatifs, certifiés conformes par la personne habilitée à engager le SM PNR GC, et des pièces justificatives ;
- de verser au SM PNR GC la quote-part de la subvention de l'OFB conformément à la répartition définie d'un commun accord, soit 8 750 € TTC sur la période de la convention.

De ce fait, le partenaire SM PNR GC:

- déclare avoir pris connaissance du contenu de la convention précitée, notamment :
  - des clauses sur la propriété intellectuelle, la communication et la confidentialité ;
  - du montant de l'aide accordée à chaque partenaire pour la réalisation dudit projet, soit 8 750 € TTC par an, pour le SM PNR GC sur la période de la convention,
  - du descriptif technique du programme d'actions (annexe 1 de la convention précitée).
- s'engage à mobiliser une contrepartie minimale de 20%, soit une somme de 2 188 € TTC minimum pour 8 750 € TTC par an ;
- s'engage à transmettre à la FPNRF, à sa demande, les justificatifs financiers liés à l'exécution de l'action à hauteur minimum des montants versés et des contreparties exigibles ;
- donne mandat pour agir en son nom et à son compte à la FPNRF, désignée comme porteur du projet, pour solliciter et percevoir de l'OFB le soutien financier afférent au projet susvisé ;
- déclare être informé des conditions d'utilisation de l'aide qu'il reçoit de l'OFB par l'intermédiaire de la FPNRF ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Docusign Envelope ID: 6671D2EE-2D25-49B5-A750-21D174646DC9

- s'engage à expérimenter, sur son territoire, auprès d'environ 10 familles, le dispositif « Défi Familles à Biodiversité Positive », en cohérence avec les éléments de cadrage figurant dans la convention précitée, notamment dans son annexe 1 ;
- s'engage à contribuer aux actions collectives précisées dans l'annexe 1 de la convention précitée, notamment la rédaction des fiches retour d'expérience sur le recrutement des familles et le déroulement des défis, le travail méthodologique pour évaluer l'empreinte biodiversité des familles, l'accompagnement par la recherche sur le changement de comportement des familles et les réunions d'échange sur différents volets de l'opération ;
- s'engage à fournir à la FPNRF toute pièce nécessaire pour justifier de la bonne utilisation de l'aide allouée (justificatifs de toutes les dépenses liées à la réalisation effective du projet), incluant un bilan financier annuel réalisé selon le même modèle que le budget prévisionnel et incluant le montant du financement apporté par le partenaire ;
- déclare que le versement de la subvention accordée par l'OFB est libératoire au profit de la FPNRF ;
- s'engage à reverser à l'OFB les aides qu'il aurait reçues par l'intermédiaires de la FPNRF en cas de trop perçu ou de non-respect de ses obligations contractuelles, notamment dans le cadre de ses relations avec l'ensemble des partenaires réalisant le projet.

Le présent mandat aura une durée de trois ans (2024-2026).

Fait en 3 exemplaires originaux, le 1er mars 2024, à Paris

Pour le mandataire
Fédération des Parcs naturels régionaux de France

Pour le partenaire
Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Richard FIOL, Président



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Docusign Envelope ID: 6671D2EE-2D25-49B5-A750-21D174646DC9

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

OFB
OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

FICHE DU BENEFICIAIRE PARTENAIRE DU PROJET

Une fiche par partenaire, en cas de projet multi partenarial

I. Identité

Bénéficiaire de la subvention demandée – Partenaires

Chaque partenaire identifié par le porteur complète la présente fiche et fourni un mandat

Intitulé du projet :

Défi familles à biodiversité positive

Le bénéficiaire de la convention avec l'OFB :

Nom de l'organisme/dénomination sociale : Parc naturel régional des Grands Causses

Statut de l'organisme : syndicat mixte

N° SIRET : 251 201 349 000 15

Adresse : 71 bd de l'Ayrolle – B.P. 50126 – 12101 MILLAU cedex

Nom-Prénom du représentant légal : FIOL Richard, Président

Le cas échéant : personne mandatée pour la demande de subvention :

Nom et coordonnées (mail, téléphone) du chef de projet :

Laure JACOB, chargée de mission milieux naturels, faune, flore.

laure.jacob@parc-grands-causses.fr

tél. 05 65 61 43 60

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Docusign Envelope ID: 6671D2EE-2D25-49B5-A750-21D174646DC9

II. Activité économique

Indiquer si la structure exerce une activité économique sur le marché concernant le même secteur d'activité auquel se rapporte le présent projet

<table>
<tr><td colspan="2">OUI ☐</td><td>NON ☒</td></tr>
<tr><td colspan="2">Le projet entre-t-il dans le champ de l'activité économique ? NON</td><td rowspan="2"></td></tr>
<tr><td>OUI ☐

Si la réponse est OUI, la subvention constitue une aide d'Etat au sens de la règlementation européenne. Celle-ci peut entrer dans un régime d'exemption à la règlementation sur les aides d'Etat, qu'il appartient au bénéficiaire de déterminer.
Si elle n'entre pas dans un régime d'exemption, elle peut être considérée comme une aide « de minimis ». Une attestation sur l'ensemble des aides publiques « de minimis » perçues ou demandées par le bénéficiaire au cours des trois dernières années (modèle disponible) sera à joindre au dossier de demande d'aide (cf pièces demandées en annexe 1).</td><td>NON ☐

Est-ce que la comptabilité que la structure a mise en place permet de distinguer le financement, les coûts et les revenus par type d'activité économique ou non, et ainsi d'attester que l'activité citée précédemment est gérée séparément de toute activité économique de l'association :

OUI</td></tr>
</table>

III. Assujettissement à la TVA

Je certifie, Richard FIOL, président du Parc naturel régional des Grands Causses

x n'est pas assujetti à la TVA dans le champ d'activité du projet présenté

☐ est assujetti à la TVA dans le champ d'activité du projet présenté

☐ est partiellement assujetti à la TVA, dans le champ d'activité du projet présenté, dans les proportions suivantes : ..... .

J'atteste que l'organisme susmentionné est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables, et que les informations ou données portées dans la demande, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l'approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères.

Date : 1er mars 2024

Signature du représentant légal :

Office français de la biodiversité
Site de Vincennes
« Le Nadar », hall C
5 square Félix Nadar
94300 Vincennes
www.ofb.gouv.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_019-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-020 du Bureau syndical du 14 février 2025

Animation des sites intégrés au réseau Natura 2000
Année 2025 : période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

Le Parc naturel régional des Grands Causses comprend 19 sites Natura 200 sur son territoire historique en Aveyron : 17 Zones de Conservation Spéciale (ZCS – directive Habitats naturels, faune, flore) et 2 Zones de Protection Spéciale (ZPS – directive Oiseaux).
Les Documents d'objectifs des sites Natura 2000 ci-dessous définissent une liste d'opérations de gestion et de sensibilisation visant à la conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire.
Le Parc naturel régional des Grands Causses est chargé de l'animation des documents d'objectifs : « Plateau et corniches du Guilhaumard », « Causse Noir et ses corniches », « Cirque et Grotte du Boundoulaou », « Gorges de la Dourbie et causses avoisinants » (regroupe 5 sites), 3 sites du Larzac (regroupe : « Serre de Cougouille, Devèzes de Lapanouse et du Viala-du-Paux-de-Jaux, Cirques de Saint-Paul-des-Fonts et de Tournemire »), « Vallée du Tarn de Brousse aux gorges », « Gorges du Tarn et de la Jonte (regroupe 4 sites), « Gorges de la Vis et de la Virenque ».
Le programme de l'animation des sites est défini en fonction des crédits disponibles et des actions retenues, en application des Documents d'objectifs respectifs.
Par ailleurs, le Parc accompagne le CPIE des Causses Méridionaux dans l'animation des 3 sites héraultais suivants : « Causse du Larzac » (2 sites : ZSC et ZPS) et ZSC « Contreforts du Larzac ».

Objectifs

Le programme proposé a pour objectif la mise en œuvre d'actions telles qu'elles ont été validées dans chaque Document d'objectifs, en réponse aux enjeux de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.
Les comités de pilotage annuels valident chaque année le programme à mettre en œuvre.

Actions proposées pour la période concernée

L'animation des sites Natura 2000 se compose d'une part de suivis scientifiques, de compléments ou d'actualisation d'inventaires d'espèces ou d'habitats d'intérêt communautaire, et d'autre part d'actions de formations, de sensibilisations et de suivis des agriculteurs contractants.
Les animateurs ont également pour tâches :

- L'information auprès des élus des communes concernées par les zonages Natura 2000.
- L'accompagnement des porteurs de projets en lien avec les activités de pleine nature : manifestations sportives en sites Natura 2000, développement d'activités, équipements de sites.
- L'accompagnement des collectivités pour l'évaluation des incidences de projets.
- Des formations, interventions auprès d'étudiants.
- Des actions de communication.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

- La participation aux divers réseaux des animateurs et acteurs de Natura 2000.
- La préparation des Comités de pilotage.
- La rédaction d'avis en lien avec les enjeux identifiés sur les sites, sur les divers projets et opérations, afin de garantir leur comptabilité avec la conservation de la biodiversité Natura 2000.
- Le suivi d'espèces à Plans Nationaux d'Actions (vautours, lézard, passereaux…) et des espèces de la directive Oiseaux (aigle, crave, gypaète, passereaux…).
- La veille sur la prise en compte des enjeux N2000 dans l'élaboration des différents documents de planification et projets de développement sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses.

Pour mener à bien ces opérations, le Parc confiera des prestations à la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron, au CEN Occitanie, à la LPO, à Rural Concept, à l'ADASEA, à la Fédération départementale de pêche et de protection des milieux aquatiques…

Pour les 3 sites héraultais, une convention entre le Parc et le CPIE des Causses Méridionaux sera établie, et des prestations seront confiées à des partenaires héraultais pour les missions spécifiques de suivis/inventaires, ainsi que pour des actions envers les agriculteurs.

Le budget et le plan de financement sont distincts pour les 2 missions : Aveyron et Hérault

Budget prévisionnel et plan de financement pour l'animation des 17 sites *Aveyron*

Coût :

Le coût de l'animation des Documents d'objectifs est défini pour chaque période et fait l'objet de demandes de financements spécifiques.

Il comprend :

- Des dépenses de personnel du Parc
- Des prestations extérieures :

Total TTC ..... 110 000 € TTC

Plan de financement : 100 %

- Région : 20 % ..... 22 000 € TTC
- Europe (Feader) : 80 % ..... 88 000 € TTC

Budget prévisionnel et plan de financement pour l'animation des 3 sites de *l'Hérault*

Coût :

Le coût de l'animation des Documents d'objectifs est défini pour chaque période et fait l'objet de demandes de financements spécifiques.

Total TTC ..... 80 000 € TTC

Plan de financement : 100 %

- Région : 100 % ..... 80 000 € TTC

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

Convention de coopération pour la mise en œuvre de missions d'intérêt général relatives à l'animation et à la mise en œuvre des Documents d'objectifs des sites Natura 2000 :

ZSC Causse du Larzac FR9101385

ZPS Causse du Larzac FR9112032,

ZSC Contreforts du Larzac FR9101387

Années 2025 et 2026

Entre

Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement des Causses Méridionaux nommé CPIE des Causse Méridionaux, association gestionnaire, ayant son siège au 34 route de Saint-Pierre, 34520 LE CAYLAR représentée par sa Présidente Madame Claire VAN DER HORST ayant tous pouvoirs à cet effet, ci-après désigné « CPIE des Causses Méridionaux », structure gestionnaire.

Et

Le Parc naturel régional des Grands Causses, ayant son siège à Millau, 71 boulevard de l'Ayrolle, représenté par son Président Monsieur Richard FIOL, ayant tout pouvoir à cet effet, ci-après désigné le « Parc », structure animatrice.

Le Parc et le CPIE des Causses Méridionaux étant également désignés ci-après, collectivement ou individuellement, les « Parties » ou la « Partie ».

Vu l'article L.2511-6 du Code de la commande publique ;

Vu les articles L414-10 du Code de l'environnement relatif désignation et à la gestion des sites N2000 en France ;

Vu l'article L.332-1 et suivants du Code de l'environnement relatif au réserves naturelles ;

PRÉAMBULE

Le Parc mène une politique de développement Durable et de préservation de ses espaces naturels et de la biodiversité. Il a ainsi engagé des actions en faveur d'une meilleure connaissance du patrimoine naturel et d'éducation et sensibilisation à la protection de la biodiversité auprès de tous les publics.

Le CPIE des Causse Méridionaux est un partenaire majeur du Parc dans le cadre de l'animation des 3 sites Natura 2000 du Larzac : ZSC et ZPS Causse du Larzac, ZSC Contreforts du Larzac. Le CPIE des Causses méridionaux agit depuis 1994 en faveur de l'environnement et pour la transition écologique auprès de tous les publics et en intégrant la diversité des acteurs du territoire. Il intervient via la mise en réseau, la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, l'accompagnement du territoire et d' initiatives locales et via des actions de gestion et de préservation des espaces naturels et de la biodiversité.

Une nouvelle disposition du Code de l'Environnement impose que ce soit des collectivités territoriales ou établissements publics qui prennent en charge l'animation et la mise en œuvre des sites. A la suite d'une consultation par les services de la Région, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grand Causses a été désigné pour prendre en charge l'animation des 3 sites Natura 2000 : ZSC Causse du Larzac FR9101385 et ZPS Causse du Larzac FR9112032, ZSC Contreforts du Larzac FR9101387.

Cependant, considérant que le CPIE des Causse Méridionaux est légitime de poursuivre sa mission d'animation des Docobs, les parties ont décidé de passer une convention de coopération afin de pérenniser la gestion des sites Natura 2000 déjà mise en œuvre depuis 2005.

Les parties sont donc convenues de ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention définie et organise les relations entre le CPIE des Causse Méridionaux (structure gestionnaire) et le Parc (structure animatrice) aux fins de coopérations pour l'animation des sites Natura 2000 ZSC Causse du Larzac FR9101385 et ZPS Causse du Larzac FR9112032 et ZSC Contreforts du Larzac FR9101387, pour la mise en œuvre du programme d'actions décrit dans l'Annexe 1, conformément à leurs missions respectives.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La Convention de coopération prend effet à partir du 1er janvier 2025 et s'achèvera au 31 décembre 2026.

Nonobstant le terme ou la réalisation de la Convention, les engagements financiers à eux seuls, définis annuellement, demeurent en vigueur pour la durée d'un an à compter de la date d'engagement de la subvention d'animation accordée par la Région Occitanie. Elle pourra éventuellement être modifiée ou prorogée par voie d'avenant.

Nonobstant le terme ou la réalisation de la Convention, les articles 8, 9 et 10 demeureront en vigueur pour une durée qui leur est propre.

ARTICLE 3 : MODALITES DE LA COOPÉRATION

Les parties affecteront de manière générale tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de la coopération et se communiqueront l'ensemble des informations à leur bonne exécution.

3.1 Objectifs de la coopération

La coopération entre les Parties s'inscrit dans l'objectif suivant :

- Mise en œuvre des actions des documents d'objectifs des sites Natura 2000 :
- ZSC Causse du Larzac FR9101385,
- ZPS Causse du Larzac FR9112032,
- ZSC Contreforts du Larzac FR9101387

3.2 Rôle du Parc (structure animatrice)

En sa qualité d'animateur désigné par l'Etat, le Parc (structure animatrice) établit une convention de coopération permettant au CPIE des Causses Méridionaux de financer le temps passé en régie par ses employés et pour mettre en œuvre les actions des Documents d'objectifs ;

3.3 Rôle du CPIE des Causses Méridionaux (structure gestionnaire)

- Assure l'animation et la mise en œuvre des Documents d'objectifs des sites Natura 2000 : FR9101385, FR9112032, FR9101387.

- Rend compte au Parc (structure animatrice) et aux membres du Comité de pilotage des actions menées, en cours et à mener.

Article 4 : LIEUX DE REALISATION ET ORGANISATION DE LA COOPERATION

Aux fins d'exécution de la présente Convention, les actions de la coopération seront réalisées conjointement en associant le personnel du CPIE des Causses Méridionaux (structure gestionnaire) et du Parc (structure animatrice).

Les actions de la coopération pourront être réalisées dans les Parties.

Si la coopération nécessite la présence de l'une des Parties dans les locaux de l'autre Partie, les Parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer le respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables sur les lieux de leur intervention ainsi que celles relatives à la sécurité des personnes et des biens entre les Parties.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

Il est précisé que les personnels de chacune des Parties restent sous l'entière autorité hiérarchique et administrative de leur employeur.

Des réunions régulières notamment à l'occasion du comité de suivi mentionné à l'article 5 auront lieu, dans les locaux de l'une ou l'autre des Parties.

Article 5 : SUIVI

Le suivi de la Convention et de la production des livrables des actions est assuré par les membres du comité technique (DREAL, Région, Parc et CPIE des Causses Méridionaux) et validé par le comité de pilotage des sites Natura 2000.

Le Comité se réunira au moins une fois par an d'un commun accord dans une commune du territoire des sites Natura 2000 Causse du Larzac et Contreforts du Larzac ou dans les locaux du Parc à Millau.

Chaque réunion du Comité de suivi fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le CPIE des Causses Méridionaux et transmis aux membres du Comité de pilotage

Toute modification ou ajout d'une action fait l'objet d'un avenant.

Article 6 : MODALITES DE FINANCEMENT

L'Annexe financière qui sera renseignée fixe les modalités prévisionnelles de prise en charge des dépenses nécessaires à la coopération.

Les parties peuvent solliciter des participations financières d'autres collectivités ou établissements publics ou d'opérateurs privés en s'informant mutuellement.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT

Le CPIE des Causses Méridionaux présentera au Parc les justificatifs du temps passé en régie présentant clairement les dépenses relatives aux sites Natura 2000.

Concernant les prestations extérieures liées au 3 sites NATURA 2000 confiées au CPIE des Causses Méridionaux, elles seront validées avec le Parc puis un bon de commande sera réalisé par l'équipe du Parc dès notification de l'arrêté attributif de la Région Occitanie. Le suivi technique de ces prestations sera assuré par le CPIE des Causses Méridionaux et le suivi administratif et financier par les services du Parc.

Le Parc devra de s'acquitter d'un montant défini annuellement par les parties en annexe de la convention pour l'animation des sites Natura 2000. Il procédera à son versement selon le rythme suivant :

- Un premier versement de 30 % (dépenses relatives à la gestion des sites Natura 2000 pour l'année 2024) dès virement de l'acompte de la Région au Parc et sur présentation d'une facture justifiant du temps passé ainsi qu'une attestation indiquant le début d'exécution de l'opération ;
- Un deuxième acompte est également envisageable jusqu'à 80 % des dépenses totales sur présentation d'une facture justifiant du temps passé et des dépenses liées aux prestations extérieures après versement de l'acompte par la Région Occitanie.
- Le solde après versement du solde par la Région Occitanie au Parc et sur présentation d'une facture justifiant du temps passé et des dépenses liées aux prestations extérieures.

Les versements seront effectués par le Parc sur un compte CPIE des Causses Méridionaux (fournir un RIB au 1er versement). Ces versements seront effectués en fonction des versements effectués par la Région et perçus par le Parc.

Il est établi en exonération de TVA, s'agissant d'un financement dans le cadre d'un contrat de coopération public-public d'un projet commun d'intérêt général au sens de l'article L.2511-6 du Code de la commande publique. Ce financement ne constituant ni complément de prix, ni la contrepartie d'une prestation de service, il n'est pas soumis à la TVA conformément à l'article 261 B du Code Général des Impôts.

Concernant les marchés inférieurs à 40 000 euros HT, des documents complémentaires peuvent être demandés notamment une attestation d'exclusivité dès lors que des motifs de droit d'exclusivité sont invoqués pour justifier l'absence de mise en concurrence.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

ARTICLE 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente Convention, celle-ci pourrait être résiliée de plein droit par l'autre Partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait valoir, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

12.1 Dommage au personnel :

Chaque Partie prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la Sécurité Sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles et dans le cadre de son statut propre, et procède aux formalités légales qui lui incombent. La réparation des dommages subis par ces personnels du fait ou à l'occasion de la présente Convention, s'effectue donc à la fois dans le cadre de la législation relative à la Sécurité Sociale et au régime des accidents du travail et des maladies professionnelles et dans le cadre de leur statut propre.

12.2 Dommage aux biens :

Chaque Partie conserve à sa charge sans recours contre l'autre Partie, sauf cas de faute lourde ou intentionnelle, la réparation des dommages subis par ses biens propres du fait ou à l'occasion de l'exécution de la présente Convention.

En ce qui concerne les dommages aux matériels acquis, les Parties supporteront les charges de réparation ou de remplacement desdits matériels au prorata de leurs apports financiers.

12.3 Dommage aux tiers :

Chaque Partie est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature, causés aux tiers.

12.4 Couverture des risques :

Chaque Partie doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de la présente Convention et notamment pour tout dommage survenu sur leurs installations respectives.

ARTICLE 10 : FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations aussi bien au titre de la présente Convention provoquées par évènement constitutif de force majeure.

La Partie invoquant le bénéfice d'un événement constitutif de force majeure devra en aviser l'autre Partie dans les sept (7) jours suivants la survenance de cet évènement par le biais d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette notification précisera la nature du cas de force majeure ainsi que sa durée et ses effets prévisibles.

Les délais d'exécution de la présente Convention seront prolongés pour une période déterminée d'un commun accord entre les Parties.

ARTICLE 11 : LOI APPLICABLE-LITIGES

La présente Convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté ou de litige sur la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différents à l'amiable.

Toutefois, en cas de désaccord persistant plus d'un (1) mois à compter de la notification de la contestation par l'une des Parties au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception, la Partie la plus diligente portera litige devant la juridiction compétente.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

ARTICLE 12 : INTEGRALITE DE LA CONVENTION

La présente Convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de la Convention entre les Parties sur son objet.

Fait en deux exemplaires orignaux à Millau

La Président du CPIE des Causses Méridionaux Madame Claire VAN DER HORST	Le Président du Parc Monsieur Richard FIOL



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

Annexe financière du projet pour l'année 2025

TOTAL DÉPENSES REGIE	40 565,70 €
TOTAL DÉPENSES PRESTATIONS	31 300 €
FRAIS DE DÉPLACEMENT	2 028,29 €
COÛTS INDIRECTS	6 084,86 €
TOTAL Projet 2025	79 978,84 €
TOTAL à reverser au CPIE CM (hors prestation)	**48 678,84 €**

Salariées du CPIE des Causses Méridionaux concernées :

Soraya PERCHEC/Hanna MULLER

Prestations extérieures :

Nom prestataire :	Coût de la prestation TTC :
Chambre d'agriculture de l'Hérault (CA 34)	7 500,0
CEN Occitanie	11 000,00 €
Association La Salsepareille	6 800,00
Bureau d'étude "HYPSUGO	6 000,00
Total	**31 300 €**

Annexe Responsabilités des parties

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

Mission	CPIE des causses méridionaux (précision tâches)	Nombre jours initial	Parc naturel régional des Grands Causses (précision tâches)	Besoin nombre jours supplémentaires
Mise en œuvre du processus de contractualisation	Planification, exécution, comptes-rendus, lien technique avec prestataires	voir détail financier technique	Est informé par les biais des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Mis en œuvre des actions d'information, communication, sensibilisation du DOCOB et formation	Planification, exécution, comptes-rendus, lien technique avec prestataires	voir détail financier technique	Est informé par les biais des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Suivi de la mise en œuvre du DOCOB	Planification, exécution, comptes-rendus	voir détail financier technique	Est informé par les biais des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Comité de pilotage	Prépare et envoie les courriers d'invitation. Prépare le ppt adhoc. Rédige les compte-rendus	5 jours	Valide les courriers et appose le logo Parc. Participe aux copils Prépare les diapos introductives en tant que structure animatrice	1 jour
Rapports annuels	Rédige le rapport annuel	5 jours	Valide le rapport annuel	/
Mise à jour du DOCOB	Planification, exécution, comptes-rendus	voir détail financier technique	Est informé par les biais des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Veille environnementale	Planification, exécution, comptes-rendus	voir détail financier technique	Est informé par les biais des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Suivi des études	Planification, exécution, compte-rendu, lien technique avec prestataires	voir détail financier technique	Est informé par les biais des outils de communication (bilans, comptes-rendus, mailing)	/
Relations avec l'autorité administrative (Région/DDT)	Lien avec l'autorité administrative pour valider : la planification de la programmation financière, l'organisation, l' animation et les comptes-rendus de réunions de Copils, les bilans d'action	voir détail financier technique	Est associé à la validation en lien avec l'autorité administrative	0,5 jours
Gestion du processus administratif	Prépare les pièces administratives nécessaires à la demande de subvention et de paiement, Propose la programmation financière (tableau de programmation), Préremplit la demande de subvention/paiement Région	11,5	Valide les pièces composant les demandes de subvention et de paiement, Remplit et valide en interne la demande de subvention et de paiement auprès de la Région Envoie les consultations aux prestataires Réceptionne les réponses (devis, factures, questions liées aux règlements) des prestataires,	2 jours
	Prépare et écrit les consultations nécessaires dans le cadre de marchés publics de désignation d'un prestataire (cahier des charges, identification de potentiels destinataires, note de sélection des candidats),	3 jours	Echange sur le plan administratif et financier avec les prestataires, Effectue la mise au paiement des prestataires,	2 jours
	Participe à la rédaction des conventions de coopération de gestion avec le Parc,	1 jour	Participe à la rédaction des conventions de coopération de gestion avec le CPIE des causses méridionaux,	1 jours
	Propose les /et participe aux échanges téléphoniques bipartites avec le CPIE des causses méridionaux pour la validation du processus et des documents		Propose les/ et participe aux réunions et échanges téléphoniques bipartites avec le CPIE des causses méridionaux pour la validation du processus et des documents	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_020-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-021 du Bureau syndical du 14 février 2025

Prêts de parasols

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

Depuis de nombreuses années le syndicat mixte met à disposition du matériel promotionnel auprès des collectivités ou associations organisatrices d'événements qui se déroulent sur le territoire du Parc.

Objectif

L'objectif est de promouvoir le territoire et de faciliter l'organisation par la mise à disposition de parasols professionnels (dits parasols de marché).

Conditions

Le bénéficiaire s'engage à renseigner une fiche de prêt qui précise son identité, le lieu et les dates de la manifestation, les conditions de retrait et de retour du matériel. Le bénéficiaire s'engage également à souscrire un contrat d'assurance garantissant tous les risques liés à ces équipements et à leurs utilisations.
La mise à disposition des parasols est gratuite, le bénéficiaire se doit d'utiliser et de gérer ces équipements *en bon père de famille*.

Lors du retour au siège du syndicat mixte du Parc :

➔ En cas de perte ou de détérioration complète, il sera facturé :
- 374 euros TTC pour l'équipement complet du parasol,
- 75 euros TTC par pied « 3 branches »,
- 28 euros par housse.

Le cas échéant et, en sus, les frais de port pourront être facturés.

Ces coûts sont déterminés sur la base actuelle des coûts de remplacement ; ils peuvent être ajustés au réel sur présentation de la facture du matériel de remplacement correspondant.

➔En cas de détérioration de baleine, il sera facturé :
- 1h30 de main d'œuvre d'un agent du Parc soit 56.25 euros (sur la base du coût journalier d'un agent AEER de 300€ par jour (forfait 8h/jour) validé par délibération n°2023-023 du Comité syndical du 10/03/2023)
- Coûts des pièces :
  - Baleine : 16,75 euros TTC
  - Tube et ressort 2,00€ TTC
- Forfait sur frais de port estimé à : 5 euros TTC

Soit une facturation de 80 euros pour une baleine détériorée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_021-DE
Reçu le 17/02/2025

En cas de casse supplémentaire sur un même parasol, la facturation sera majorée d'une 1/2 heure de main d'œuvre par baleine détériorée (soit un cout supplémentaire de 18,75 euros) et, du coût unitaire de chacune des pièces remplacées hors frais de port.
Ces coûts ont été déterminés sur la base des coûts de remplacement actuels ; le syndicat mixte du Parc se réserve la possibilité de les actualiser au réel de la valeur de remplacement. Dans ce cas, la facture d'achat des pièces sera jointe et, la fiche de prêt sera actualisée.

La facturation sera établie sur la base de l'état des lieux de retour du matériel ; la facture du syndicat mixte qui accompagnera le titre sera détaillée afin de relater l'ensemble des dégâts et/ou des pertes de matériel.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette procédure et autorise le Président à sa mise en œuvre.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_021-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-022 du Bureau syndical du 14 février 2025

Attribution du marché public : Rend compte

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Séverine **PEYRETOUT** – Bernard **SIRGUE** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe **LABORIE** Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Edmond **GROS** Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT**
■ **Présents en visio**	Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Daniel **FABRE**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET**

Contexte

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les Régions et Départements, notamment son article 10 ;
Vu les dispositions du code de la commande publique ;
Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22 4° ;
Vu la délibération n°2024-006 du comité syndical en date du 15 mars 2024 donnant délégation de pouvoir à Monsieur le Président pour la durée de son mandat et notamment pour prendre toutes les décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
Vu l'article 35 du Règlement Intérieur du Comité Syndical en date du 29 mars 2024 relatif à la délégation d'attribution de pouvoirs du Président du SMPNRGC ;
Vu que le montant HT inférieur au seuil de procédure formalisée pour les marchés et accords-cadres ;
Considérant qu'il est fait obligation au Président de rendre compte de ces décisions lors des réunions de l'organe délibérant ;

Le Bureau Syndical prend acte des décisions prises en matière de signature de marchés publics :

- **Marché de :** Fabrication d'outils d'interprétation du patrimoine : panneaux et supports
- **Attribué à :** SAS EMPREINTE
- **Montant de :** 200 000.00 € / 4 ans

- **Marché de :** Mission d'accompagnement à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre du programme HITTS
- **Attribué à :** TRAVERSES – Véronique SIAU
- **Montant de :** 39 818.00 €

- **Marché de :** Créations graphiques pour le PNR Grands Causses
- **Attribué à :** SARL UNDERKULT
- **Montant de :** 210 000.00 € / 4 ans

- **Marché de :** Déploiement de l'autopartage en boucle sur le territoire des Grands Causses
- **Attribué à :** SCIC MOBILIB
- **Montant de :** 130 000.00 € / 4 ans

- **Marché de :** Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur l'urbanisme favorable a la santé dans le cadre de l'élaboration du SCOT AEC du PNR des Grands Causses
- **Attribué à :** CEREMA
- **Montant de :** 38 019 € TTC

- **Marché de :** production d'un référentiel vecteur d'occupation des sols T0 et T-10
- **Attribué à :** Alisé Géomatique
- **Montant de :** 179 604 € TTC

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250214-20250214_022-DE
Reçu le 17/02/2025

Délibération PNRGC n°2025-038 du Bureau syndical du 21 mars 2025

Approbation du projet de convention définitif du pacte territorial dérogatoire 2025 des PNR de l'Aubrac et des Grands Causses

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Clément CARLES - Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Christine SAHUET - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	/
■ **Absents, excusés**	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Daniel FABRE

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants ;

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat.

Vu la délibération du bureau syndical du PNRGC du 18 octobre 2024 validant le principe de pacte territorial dérogatoire pour l'année 2025 sur les périmètres aveyronnais des PNR de l'Aubrac et des Grands Causses

Vu la délibération du bureau du syndicat mixte du PNR de l'Aubrac en date du 29 janvier 2025 qui valide le plan de financement 2025 du guichet unique de la rénovation énergétique

Vu l'avis favorable de la CLAH le 03/03/2025 sur le projet de pacte territorial

Vu l'avis favorable du Délégué Régional de l'Anah le 26/02/2025 sur le projet de pacte territorial

Contexte

Depuis janvier 2021 et le gain d'un Appel à manifestation d'intérêt lancé par la Région Occitanie du Service Public Intégré de la Rénovation Energétique (SPIRE), le PNR de l'Aubrac et le PNR des grands Causses ont mis en place un guichet unique commun sur leurs territoires. Il permet d'accompagner les ménages dans leurs projets, du conseil à la réalisation des travaux, et de mobiliser les professionnels du secteur. Ce service, composé de 3 conseillers en rénovation énergétique à temps plein, apporte un service technique de proximité auprès des habitants du territoire en réalisant les audits en régie (le service est agréé RGE), en accompagnant les professionnels de la rénovation avec l'organisation d'apéro réno et en accompagnement les syndics de copropriétés dans leur projet de rénovation énergétique.
Et C'est la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite « Climat et Résilience » qui a posé les fondements d'un Service public de la rénovation de l'habitat (SPRH) pour la fusion de systèmes déjà existants que sont les guichets France Rénov, les Programme d'Intérêts Généraux (PIG) et les Opération Programmés d'Amélioration de l'habitat (OPAH).

Cette refonte s'opère en 3 temps :

- Temps 1 en 2024 avec la création de Mon Accompagnateur Rénov (MAR) qui ouvre au champ concurrentiel l'accompagnement personnalisé des particuliers depuis l'audit jusqu'à la réception des travaux
- Temps 2 en 2025 avec une phase dérogatoire permettant aux guichets France rénov existants de signer le Pacte territorial avec l'Anah
- Temps 3 : à partir du 1 janvier 2026 où seules les EPCI ou les départements pourront être signataires de ces pactes territoriaux avec l'ANAH

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Objectif

La délibération a pour objectif l'approbation du projet de convention définitif, notamment la maquette financière et de donner mandat au président de signer la convention de Pacte avec l'ANAH.

Présentation des missions de l'Espace Conseil France Rénov

Pour l'année 2025, l'Anah départementale de l'Aveyron a proposé au guichet France Rénov existant du PNRGC de signer un pacte dérogatoire pour assurer la continuité du service, articulé autour de 2 volets obligatoires :

- Un volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

  Le guichet propose **des actions de sensibilisation et de mobilisation auprès de différents publics** sur la rénovation de l'habitat dans la continuité des actions entreprises depuis 2021 avec le réseau Rénov Occitanie :

  - Des actions de sensibilisation
    - aux communautés de communes du territoire avec l'organisation de nuit de la thermographie. En 2024, 4 soirées ont ainsi été organisées.
    - Des animations sont organisées avec les Maisons France Services du territoire : participation aux portes ouvertes, organisation de session d'information des agents des MFS sur les aides financières et le montage des dossiers d'aide.
    - Le guichet participe aussi aux salons de l'habitat du territoire : Millau en septembre et la Canourgue en mars. Il participe aussi aux manifestations en lien avec la transition énergétique ou écologique en venant en appui aux associations et organisateurs (festival Verri'vert à Verrière en septembre 2024 par exemple).
    - De plus, les conseillers se sont formés à la fresque de la rénovation énergétique qui a été proposée à plusieurs reprises en 2024 et pourra être utilisée à la demande en 2025.
    - Le guichet intervient à la demande des services habitats des communautés de Communes pour venir présenter le guichet et sensibiliser à la rénovation énergétique.

  En 2025, une intervention est prévue avec le CCAS de Millau sur la précarité énergétique et avec la comcom des Causses à l'Aubrac sur les financements de la rénovation énergétique en février.

  - La mobilisation des professionnels se fait aussi via l'organisation d'apéro réno à destination des professionnels du territoire (bureaux d'études, architecte, entreprises de second œuvre) pour aborder divers sujets : financement de la Réno, la fin des chaudières fioul, la rénovation dans le bâti ancien,).

  - La mobilisation des copropriétés est aussi un objectif important pour le guichet. Cela passe par des rencontres avec les syndics professionnels du territoire, la mise en place d'une campagne de publicité sur les réseaux sociaux et les panneaux publicitaires du territoire. En 2024, le guichet a accompagné la réalisation de 55 audits sur 3 copropriétés, la signature de 2 AMO et le suivi d'études sur 4 copropriétés et le suivi de chantier sur 3 copropriétés. Ces dossiers sont suivis en AMO via Renov'Occitanie et Urbanis Toulouse qui est le prestataire de l'AREC en 2025. Un des conseillers en énergie accompagne localement les copropriétés dans ces démarches

  - La mobilisation des publics prioritaires par le guichet va s'articuler avec les acteurs du territoire qui intervient auprès de ces publics et sur les problématiques d'accessibilité et d'insalubrités notamment : : CCAS, opérateurs des OPAH-RU et du PIG, Adil.
  - Une réflexion sur la mise en place d'un programme *Slime* qui vise à massifier le repérage, l'orientation et l'accompagnement des ménages en situation de précarité pourrait être étudié en 2025.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

- <u>Un volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages (ECFR')</u>

  Le guichet propose **des actions d'information, de conseil et d'orientation des ménages** sur la rénovation de l'habitat dans la continuité des actions entreprises depuis 2021 avec le réseau Rénov Occitanie. Deux lieux d'accueils du public sont prévus :
  - au siège du PNR des Grands Causses à Millau dans les locaux du PNRGC : tous les jours du lundi au vendredi sauf le mercredi après-midi et le vendredi après-midi de 9 à 12h et de 14h à 17h.
  - à l'antenne de l'Aubrac sur rendez-vous du lundi au vendredi

En plus de ces 2 lieux permanents, des permanences sont organisées dans toutes les Communautés de Communes avec la fréquence mensuelle suivante :

PARC NATUREL REGIONAL DE L'AUBRAC			
CC des Causses à l'Aubrac	Saint Geniez d'Olt	2° Jeudi	Matin
CC Aubrac Carladez et Viadène	Mur de Barrez Argences en Aubrac Laguiole Saint-Chély d'Aubrac Saint-Amans des Cots	1° Mardi 4° Mardi	Matin et après-midi
CC Comtal Causses Truyère	Entraygues sur Truyère	4° Vendredi	Matin
CC Hautes Terres d'Aubrac	Aumont en Aubrac	3° Mercredi	Matin et après midi

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Communauté de communes	Lieux	Dates	Horaires
Millau Grands Causses	**Millau** (locaux du Parc – 71 bd de l'Ayrolle)	Tous les jours sauf les mercredis aprem et vendredis aprem	9h00 – 12h00 14h00 – 17h00
Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons	**Saint-Affrique** (le Quai - Place de la Gare)	Tous les mardis	14h00 – 17h00
Larzac et Vallées	**Nant** (Mairie)	1° Mardi du mois	9h00 – 12h00
	Cornus (Mairie)	3° Jeudi du mois	9h00 – 12h00
Monts Rance et Rougier	**Permanence tournante dans les communes** (voir planning Mont Rance Rougier)	Fin du mois voir planning Mont Rance Rougier	9h00 – 12h00 14h00-17h00
Muse et Raspes du Tarn	**St-Rome-de-Tarn** (Mairie)	2° Mardi du mois sept. déc. 2022 mars, juin 2023	9h00 – 12h00
	Permanence tournante dans les communes (voir planning Muse et Raspes du Tarn)	4° Jeudi du mois	9h00 – 12h00
Causses à Aubrac	**Séverac-d'Aveyron** (Ô 9 : Espace de vie sociale - France Services)	1° et 3° Jeudis du mois sauf sur les créneaux de Campagnac	14h00 – 16h30
	Campagnac (Maison France Service)	3° Jeudi du mois en sept. déc. 2022 et mai 2023	14h00 – 17h00
Lévézou Pareloup	**Vézins de Lévézou** (Communauté de Communes)	1° Jeudi du mois	9h00 – 12h00

Objectifs du pacte territorial de renseigner 1400 ménages (A1) et de réaliser 100 conseils personnalisés (A2).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Plan de financement

Dépenses de l'Espace conseil France Rénov

2025				
Dépenses annuelles liées à l'opération	**taux plein**	**taux 50% dédiés à ECFR**	**volet 1**	**volet 2**
Personnel	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**
Personne n°1 - Conseiller en énergie	50 000,00 €	25 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°2 - Conseiller en énergie	50 000,00 €	25 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°3 - Conseiller en énergie	60 000,00 €	30 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°4 - service support PNR (Compta, Rh, encadrement et communication)	22 000,00 €	11 000,00 €	6 000,00 €	5 000,00 €
Total des salaires chargés	**182 000,00 €**	91 000,00 €	56 000,00 €	35 000,00 €
Frais connexes PNR GC (20% max des coûts salariaux - personnes 1,2,3,4 moins 10000 € frais depla.)	34 400,00 €	17 200,00 €	11 200,00 €	6 000,00 €
Total des dépenses de personnel liées à l'opération	**216 400,00 €**	108 200,00 €	67 200,00 €	41 000,00 €

Autres dépenses (à détailler)	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**
PNRGC - Communication / outils (création, impression, diffusion, campagne de communication) + equipements (stands, matériels pédagogiques, bureautique….)	20 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
Total des autres dépenses	**20 000,00 €**	10 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
Total des dépenses annuelles liées au programme d'action	**236 400,00 €**	**118 200,00 €**	**72 200,00 €**	**46 000,00 €**

Recettes de l'Espace conseil France Rénov :

Plan Global de financement	
recette	**Montant des aides publiques sollicitées ou attendues pour l'opération**
ANAH pacte territorial - 50% de ECFR	**59 100,00 €**
Contribution Communautés de communes du territoire du PNR GC (0,25 €/hab.)	17 120,00 €
Contriibution EPCI Aubrac (0,25 €/hab)	4 544,00 €
Autofinancement Parc naturel régional des Grands Causses	37 436,00 €
TOTAL DES FINANCEMENTS	**118 200,00 €**

Au regard de ces éléments, le Président propose au Bureau syndical que le PNR des Grands Causses :

- approuve le projet de convention définitif
- approuve la maquette financière

et donne mandat au Président pour signer la convention de Pacte.

VOTE : Pour : 13 Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical :

- approuve le projet de convention définitif,
- approuve la maquette financière,
- autorise le Président à signer la convention de pacte territorial et à mettre en œuvre celui-ci pour l'année 2025.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Direction de l'aménagement

Affaire suivie par Valérie BATTUT
Tél : 04 34 46 64 61
Courriel : valerie.battut@developpement-durable.gouv.fr

Agence nationale de l'habitat
Anah

Avis DREAL relatif au projet de convention de Pacte territorial – France Rénov'
Pacte dérogatoire sur le PNR des Grands Causses et le PNR de l'Aubrac sur le département de l'Aveyron

Date de transmission du projet	24/01/2025
Date de l'avis DREAL	26/02/2025

Caractéristiques du programme

Parties signataires de la convention *(Confirmation de l'éligibilité du maître d'ouvrage)*	**Pacte dérogatoire du PNR des Grands Causses et du PNR de l'Aubrac sur le département de l'Aveyron** Autres signataires : néant	
Objet de la convention	Pacte territorial France Rénov'	
Périmètre	**Pluri-communal** L'ensemble des 10 Communautés de communes composant les 2 PNR (partie aveyronnaise)	
Territoire en délégation de compétence	Non	
Durée – période	01/01/2025 – 31/12/2025	1 an
Intégration du projet de PT FR dans une Politique de l'habitat ou de développement du territoire (ORT, OPAH-RU)	NON	

Objectifs prévisionnels

Volet Information Conseil Orientation des ménages – Obligatoire	
Nombre de ménages effectuant une demande d'information (obligatoire)	**1 400**
Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil personnalisé (obligatoire)	**100**
Dont copropriétés	
Nombre de ménages bénéficiant d'une mission d'appui au parcours (facultatif)	
Dont copropriétés	
TOTAL	**1 500**
Volet accompagnement Volet 3 – Facultatif	
Nombre de logements PO	
Dont PO – MPR MO/TMO	
Dont PO – MPR INT/SUP	
Dont PO – LHI	
Dont couplage MAR et LHI (MAR Renforcé)	
Dont PO Autonomie	
Nombre de logements PB	
Dont PB – MPR (TMO/MO)	
Dont PB – MPR (INT/SUP)	
Dont PB – MPR Logements conventionnés	
Dont PB – LHI	
Dont couplage MAR et LHI (MAR Renforcé)	
Dont PB Autonomie	
Nombre de logements MPR Copro	
Dont très copro	
Dont copro fragiles	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Financement	Montants prévisionnels	TOTAL
Missions de dynamique territoriale (obligatoire)	Anah	36 100 €
	Collectivité MO	18 718 €
	Autres partenaires	10 832 €
Missions d'informations , conseils et orientation (obligatoire)	Anah	23 000 €
	Collectivité MO	18 718 €
	Autres partenaires	10 832 €
Missions d'accompagnement (Facultatif)	Anah	
	Collectivité MO	
	Autres partenaires	
Aides aux travaux	Anah	
	Collectivité MO	
	Autres partenaires	
TOTAL	**Anah**	**59 100 €**
	Collectivité MO	**37 436 €**
	Autres partenaires	**21 664 €**

Thématiques abordées	
Volet 1 (obligatoire) **Dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels** Pertinence et conformité des actions envisagées (cf. guide national des missions)	Le dispositif de la mise en œuvre de la dynamique territoriale est explicité. Il est dans la continuité des actions entreprises par les 2 PNR depuis 2021. Les actions de mobilisation des ménages, des publics prioritaires et des professionnels sont organisées et assurées par les 2 PNR. Les objectifs et les indicateurs sont cohérents et calibrés en fonction de la durée de ce pacte dérogatoire.
Volet 2 (obligatoire) **Information, conseil et Orientation des ménages (ECFR)** Pertinence et conformité des actions envisagées (cf. guide national des missions) + Articulation avec les divers acteurs Locaux	Ces missions seront assurées par les 2 PNR qui proposent à la fois des permanences journalières directement aux sièges des Parcs et dans toutes les Communautés de communes sur rdv, couvrant ainsi la totalité du territoire. Ainsi, le nombre de permanences dédiées à l'information et à l'orientation couvre l'ensemble des jours ouvrés et propose des outils de contacts différents : téléphone (2 numéros pour assurer une disponibilité optimale) et une adresse mail. Les signalements de logements insalubres seront orientés vers les services des collectivités et les questions juridiques vers l'ADIL. Les objectifs et les indicateurs sont clairs et corrélés avec le dispositif.
Volet 3 (facultatif) **Accompagnement des ménages** Rénovation énergétique (MPR-PA), travaux adaptation, copro et LHI	Non concerné Ce volet est assuré par ailleurs dans le cadre du PIG Départemental et de l'OPAH de Millau Grand-Causses en cours et en diffus.
Pertinence des enjeux et qualité du dimensionnement des objectifs (programmes et études en cours ou passées)	Cette convention de Pacte dérogatoire s'appuie sur l'expérience des 2 parcs dans la stratégie de transition énergétique à travers: les 2 Chartes, un PCAET, un Plan de Transition énergétique et climatique et dans le SCOT du PNR Grands Causses. Les enjeux du territoire sont démontrés et pertinents sur le volet énergie: tendre vers des rénovations globales, accompagner tous les ménages tout au long de leur projet, mobiliser les professionnels et faciliter l'accès aux financements.
Pilotage, animation et évaluation	Les 2 PNR, maîtres d'ouvrage du Pacte, seront chargés de piloter ce programme. Les instances de pilotage sont identifiées : 1 COPIL qui se réunira 1 fois par an et 1 COTECH trimestriel. Ces deux instances sont composées de partenaires institutionnels, de techniciens et d'élus disposant de compétences en habitat.

Avis DREAL			
X Favorable	☐ **Favorable avec recommandations**	☐ **Favorable avec réserves** (1)	☐ **Défavorable**
AVIS FAVORABLE Cette convention de Pacte Territorial dérogatoire, basée sur l'expérience des 2 PNR en matière de transition énergétique, traduit la volonté des 2 structures à répondre de manière efficace aux problématiques du logement sur une durée d'un an. La DREAL demande l'apposition du logo France Rénov' sur la première page de la convention.			

(1) Cet avis nécessite la levée des réserves préalable à la validation par la DREAL de la convention

Signature :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

benedicte POPIN

benedicte.popin

Signature numérique de benedicte POPIN
benedicte.popin
Date : 2025.02.26 16:01:33 +01'00'

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
AVEYRON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU BUREAU

DU SYNDICAT MIXTE
D'AMENAGEMENT ET DE GESTION
DU PNR DE L'AUBRAC

Séance du Mercredi 29 Janvier 2025

L'an deux mille vingt cinq
et le Mercredi 29 Janvier
à 14h00

le Bureau du Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du PNR de l'Aubrac, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à Nasbinals.

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Bureau du Conseil Syndical	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération
24	**22**	**14**

Date de la convocation
10/01/2025

N° de la Délibération
20250129SMAG06

Objet de la délibération
Guichet unique pour la rénovation énergétique de l'habitat : programme 2025 (BE3)

Etaient présents les délégués suivants : 10

- Pour le collège des Régions : **2**
  C SAHUET, M GUIBERT (visio)
- Pour le collège des Départements : **1**
  A, ASTRUC
- Pour le collège des Communes : **7**
  B BASTIDE, M GUIBERT, D CASSAGNES, M BORIES (visio), F SARTRE, L MOULIADE, E BREZET

Etaient excusés avec pouvoir les délégués suivants : 4

- Pour le collège des Régions : **1**
  E GAZEL (pouvoir à C SAHUET)
- Pour le collège des Départements : **1**
  V ALAZARD (pouvoir à A ASTRUC)
- Pour le collège des Communes : **2**
  J VALADIER (pouvoir à B BASTIDE), B REMISE (pouvoir à M GUIBERT)

Excusés : 9

- Pour le collège des Régions : **4**
  A MAILLOLS, S BERARD, M LACAZE, S SAUTAREL
- Pour le collège des Départements : **2**
  JC ANGLARS, C CHARRIAUD,
- Pour le collège des Communes : **3**
  B BOURSINHAC, B SCHEUER, M CASTAN

Quorum :
Le quorum est fixé statutairement à la moitié plus un des délégués avec voix délibérative présents ou représentés.
Présence et représentation : **14** membres sur **23**

Le Quorum est atteint

Président la séance : Bernard BASTIDE - Président
Secrétaire : Marc GUIBERT – Vice-Président

Etaient présents avec voix consultative :
N MOULIADE (visio), V GENDRE, JP KIRCHER, M VABRET (visio)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

20250129SMAG06
Guichet unique pour la rénovation énergétique de l'habitat : programme 2025 (BE3)

Rapporteur : B BASTIDE, Président / O GUIARD, Directeur / S ESTEVEZ-SANTOS, CM

Contexte

Dans le cadre de la mise en place du Service Public Intégré de la Rénovation Energétique (SPIRE), le Parc naturel régional de l'Aubrac et le Parc naturel régional des Grands Causses ont mis en place depuis janvier 2021 un guichet unique commun sur leurs territoires avec l'appui de la Région Occitanie. Il permet d'accompagner les ménages dans leurs projets de rénovation énergétique de leur habitat, depuis le conseil jusqu'à la réalisation des travaux. Ce service, composé de trois conseillers en rénovation énergétique à temps plein, apporte un service technique de proximité auprès des habitants du territoire en réalisant les audits en régie (le service est agréé RGE), en accompagnant les professionnels et en réalisant divers opérations d'animation (« apéros réno » et nuits de thermographique).

La loi n° 2021-1104 du 22/08/2021 dite « Climat et Résilience » a posé les bases d'un nouveau service public pour la rénovation de l'habitat (SPRH), fusionnant les dispositifs déjà existants : Guichets « France Rénov », Programme d'Intérêts Généraux (PIG) et Opérations Programmes d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

Cette refonte s'opère en 3 temps :

- → Temps 1 en 2024, avec la création du dispositif Mon Accompagnateur Rénov (MAR) qui ouvre au champ concurrentiel l'accompagnement personnalisé des particuliers depuis l'audit jusqu'à la réception des travaux
- → Temps 2 en 2025, avec une phase transitoire permettant aux guichets France Rénov existants de signer le Pacte Territorial avec l'ANAH
- → Temps 3 à partir du 1 janvier 2026, où seuls les EPCI ou les départements pourront être signataires de ces pactes territoriaux.

En 2024, le guichet unique Rénov'Occitanie des parcs naturels régionaux de l'Aubrac et des Grands Causses a obtenu l'agrément MAR afin de poursuivre ses missions d'accompagnement avec la réalisation des audits, l'accompagnement pour le montage des dossiers de subvention et l'aide aux particuliers sur la phase chantier et réception de travaux. Cette prestation est facturée 1 500€ TTC aux particuliers, montant finançable par Ma prim'Rénov variable (de 20% à 100% en fonction du revenu).

Ce service a pu montrer toute son efficacité en répondant à la demande des nombreux usagers (pour le territoire de l'Aubrac 733 conseils et 76 renseignements personnalisés auprès des particuliers, 61 dossiers MAR déposés).

Objet

Pour l'année 2025, le département de la Lozère a souhaité signer le pacte territorial avec le service de l'ANAH pour l'intégralité du département. Le Guichet Unique des parcs n'est ainsi plus opérationnel sur le département de la Lozère depuis le 1er janvier 2025. Néanmoins, le service MAR est maintenu.

Concernant le département de l'Aveyron, l'ANAH a proposé aux guichets France Rénov existants de signer un pacte transitoire pour assurer la continuité du service, articulé autour de 2 volets obligatoires :

- → Un volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels qui a pour objectif la mise en place d'actions visant à la mobilisation des ménages, et notamment des publics prioritaires, et des professionnels en amont des projets de rénovation de l'habitat indigne, copropriétés non dégradées…). Le cas échéant, ce volet devra s'articuler avec d'autres programmes ou actions de mobilisation des publics (OPAH-RU, OPAH-CD, programmes CEE spécifiques, etc…). Le guichet Rénov'Occitanie des parcs de l'Aubrac et des Grands Causses remplit pour partie cette mission.
- → Un volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages (ECFR') qui a pour objectif la mise en place d'actions visant l'information, le conseil des ménages sur toutes les thématiques de l'amélioration de l'habitat (rénovation énergétique, travaux de mise en accessibilité, sobriété énergétique, lutte contre l'habitat indigne, copropriétés non dégradées, rénovation des logement locatifs), au travers de missions d'information et de missions de conseils personnalisés. Le guichet Rénov'Occitanie des parcs de l'Aubrac et des Grands Causses remplit totalement cette mission.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Plan de financement prévisionnel global ECFR 2025 (Aubrac + Grands Causses)

Dépenses TTC

	Taux plein	**Taux 50% dédiés ECFR**
Salaires	182 000 €	**91 000 €**
Frais connexes	34 400 €	**17 200 €**
Communication	20 000 €	**10 000 €**
TOTAL DE DÉPENSES	236 400 €	**118 200 €**

Recettes TTC

	Montant d'aides publiques
ANAH pacte territorial – 50% de ECFR	59 100 €
Contribution CC du PNR GC (0,25 €/hab)	17 120 €
Contribution EPCI (0,25 €/hab) et Autofinancement PNR Aubrac	4 544 €
Autofinancement PNR GC	37 436 €
TOTAL DE RECETTES	118 200 €

Plan de financement Parc naturel régional de l'Aubrac 2025

Dépenses TTC

	TTC
Contribution maximale du PNR de l'Aubrac au budget global	4 544 €
TOTAL DE DÉPENSES	4 544 €

Recettes TTC

	TTC
Autofinancement	4 544 €
TOTAL DE RECETTES	4 544 €

PROPOSITIONS

Suite à cette présentation, Monsieur le Président propose aux membres de l'Assemblée délibérante :

- ➞ de valider le plan de financement pour l'année 2025,
- ➞ d'autoriser le Président à signer l'avenant de convention entre le PNR de l'Aubrac et le PNR de Grands Causses pour l'année 2025,
- ➞ d'autoriser le Président à signer les conventions ou avenants avec les communautés de communes et les communes partenaires du programme pour l'année 2025,
- ➞ d'autoriser le Président à engager toutes les démarches administratives nécessaires à l'application des présentes décisions.

DECISIONS

Après en avoir largement débattu, les membres de l'Assemblée délibérante procèdent au vote.

CALCUL DES VOIX POUR LA DELIBERATION

	% des voix total	Nombre de délégués	% des voix par délégué	Votants	Abstention	Blancs / Nuls	Suffrages exprimés Nb	POUR Nb	POUR %	POUR % des suff exp	CONTRE Nb	CONTRE %	CONTRE % des suff exp
Tous collèges confondus	100.00%	23	4.35%	14	0	0	14	14	60.87%	100.00%	0	0.00%	0.00%

Statutairement, les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés

L'assemblée délibérante, après avoir entendu l'exposé qui lui a été fait, en avoir débattu et en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des pouvoirs décide :

- ➞ de valider le plan de financement pour l'année 2025,
- ➞ d'autoriser le Président à signer l'avenant de convention entre le PNR de l'Aubrac et le PNR de Grands Causses pour l'année 2025,
- ➞ d'autoriser le Président à signer les conventions ou avenants avec les communautés de communes et les communes partenaires du programme pour l'année 2025,
- ➞ d'autoriser le Président à engager toutes les démarches administratives nécessaires à l'application des présentes décisions.

Parc naturel regional de l'Aubrac
AUBRAC - 7920 Rte d'Aubrac
12470 ST CHELY D'AUBRAC
Tel : 05 65 48 19 11
www.parc-naturel-aubrac.fr
SIRET : 200 048 692 000 12

Le Président
Bernard BASTIDE

Ainsi fait et délibéré les jours, mois, et an susdits.
Pour extrait certifié conforme, au registre sont les signatures

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence nationale de l'habitat Anah

Annexe à la délibération n° 2024-06 : clauses-types des conventions de Pacte territorial - France Rénov' (PIG)

Guichet des PNR des Grands Causses et de l'Aubrac

Parc naturel régional de l'Aubrac

Parc naturel régional des Grands Causses
Une autre vie s'invente ici

Convention de Pacte territorial - France Rénov' (PIG)

Pacte dérogatoire sur les PNRs des Grands Causses et de l'Aubrac sur le département de l'Aveyron

Période

Du 1 janvier 2025 au 31 décembre 2025

France Rénov'

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

La présente convention est établie :

Entre Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, faisant élection de domicile au 71 boulevard de l'Ayrolle – BP 50126 – 12101 MILLAU Cedex, , maître d'ouvrage de l'opération programmée, représenté par son Président, Richard FIOL

l'État, représenté par Madame la préfète du département de l'Aveyron, Mme Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD

et l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée par Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD, Préfète de l'Aveyron, déléguée locale de l'Anah dans le département , agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et dénommée ci-après « Anah »

ci-après définies collectivement, les « Parties Initiales ».

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

-

Vu le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), adopté par..., le ... (à compléter)

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du …, autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de …, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du …

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du ...

Il a été exposé ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

Table des matières

Préambule 4
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application 5
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux 5
1.1.Dénomination de l'opération 5
1.2. Périmètre et champs d'intervention 5
Chapitre II – Enjeux de la convention de PIG PT-FR' 10
Article 2 – Enjeux du territoire 10
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention PIG PT-FR' 11
Article 3 – Volets d'action 12
3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels 12
3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages (ECFR') 13
3.3. Volet relatif à l'accompagnement des ménages 17
Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention 17
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires. 19
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération 19
5.1. Règles d'application 19
5.2. Montants prévisionnels 20
Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation 21
Article 6 – Conduite de l'opération 21
6.1. Pilotage de l'opération 21
6.1.1. Mission du maître d'ouvrage 21
6.1.2. Instances de pilotage 21
6.2. Mise en œuvre opérationnelle 22
6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires 22
6.3. Évaluation et suivi des actions engagées 22
6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs 22
6.3.2. Bilans et évaluation finale 22
Chapitre VI – Communication. 23
Article 7 - Communication 23
Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation. 24
Article 8 - Durée de la convention 24
Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention 24
Article 11 – Transmission de la convention 24

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

Préambule

Depuis le 1 janvier 2021, suite au gain de l'AMI de la Région Occitanie pour la mise en place du Service Public Intégré de la Rénovation Energétique, le PNR des Grands Causses porte, en partenariat avec le PNR de l'Aubrac le guichet unique de la rénovation énergétique Rénov'Occitanie sur leurs territoires.

Ce service a pour rôle d'accompagner les ménages dans leurs projets (maisons individuelles et copropriétés), du conseil à la réalisation des travaux, et de mobiliser les professionnels du secteur.
Ils se composent de 3 conseillers FranceRénov avec le siège à Millau et une antenne à Aumont Aubrac. Il a, depuis 2021, la certification RGE ce qui lui permet de réaliser toutes les missions et notamment les audits en régie.

Depuis le 1 janvier 2024, suite aux évolutions réglementaires, le guichet a obtenu l'agrément MAR afin de poursuivre son accompagnement auprès des particuliers du territoire.
La fin du programme SARE CEE et la mise en œuvre du Service Public de la Rénovation Énergétique dans sa nouvelle configuration au 1 janvier 2025 nécessite d'assurer la continuité du service.

Le présent pacte territorial ne concerne que les volets relatifs à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels et le volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages.

Sur le territoire, existe un PIG départemental qui se termine le 31/12/2025 ainsi que 2 OPAH RU à Millau et Saint Affrique ainsi qu'une OPAH sur la CC de Millau Grands Causses.

À l'issue de ce constat il a été convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application

Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

1.1. Dénomination de l'opération

Le Syndicat du PNR des Grands Causses, l'État et l'Anah décident de réaliser le programme d'intérêt général Pacte territorial France Rénov' du PNR des Grands Causses et celui du PNR de l'Aubrac sur la partie aveyronnaise de leurs territoires respectifs.

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention se définit comme suit :

Le périmètre aveyronnais du PNR des Grands Causses

CODE_INSEE	INSEE	Nom de la commune	Comcom
12002	12002	Aguessac	CC Millau Grands Causses
12009	12009	Arnac-sur-Dourdou	CC Monts, Rance et Rougier
12017	12017	Ayssènes	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12019	12019	Balaguier-sur-Rance	CC Monts, Rance et Rougier
12022	12022	La Bastide-Pradines	CC Larzac et Vallées
12023	12023	La Bastide-Solages	CC du Réquistanais
12025	12025	Belmont-sur-Rance	CC Monts, Rance et Rougier
12035	12035	Brasc	CC du Réquistanais
12037	12037	Broquiès	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12038	12038	Brousse-le-Château	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12039	12039	Brusque	CC Monts, Rance et Rougier
12042	12042	Calmels-et-le-Viala	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12044	12044	Camarès	CC Monts, Rance et Rougier
12047	12047	Campagnac	CC des Causses à l''Aubrac
12055	12055	La Capelle-Bonance	CC des Causses à l''Aubrac
12062	12062	Castelnau-Pégayrols	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12063	12063	La Cavalerie	CC Larzac et Vallées
12067	12067	Le Clapier	CC Larzac et Vallées
12069	12069	Combret	CC Monts, Rance et Rougier
12070	12070	Compeyre	CC Millau Grands Causses
12072	12072	Comprégnac	CC Millau Grands Causses
12077	12077	Cornus	CC Larzac et Vallées
12078	12078	Les Costes-Gozon	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12080	12080	Coupiac	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12082	12082	La Couvertoirade	CC Larzac et Vallées
12084	12084	Creissels	CC Millau Grands Causses
12086	12086	La Cresse	CC Millau Grands Causses
12099	12099	Fayet	CC Monts, Rance et Rougier
12155	12155	Fondamente	CC Larzac et Vallées

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

12109	12109	Gissac	CC Monts, Rance et Rougier
12115	12115	L' Hospitalet-du-Larzac	CC Larzac et Vallées
12122	12122	Lapanouse-de-Cernon	CC Larzac et Vallées
12125	12125	Laval-Roquecezière	CC Monts, Rance et Rougier
12129	12129	Lestrade-et-Thouels	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12139	12139	Marnhagues-et-Latour	CC Larzac et Vallées
12141	12141	Martrin	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12143	12143	Mélagues	CC Monts, Rance et Rougier
12145	12145	Millau	CC Millau Grands Causses
12147	12147	Montagnol	CC Monts, Rance et Rougier
12149	12149	Montclar	CC du Réquistanais
12152	12152	Montfranc	CC Monts, Rance et Rougier
12153	12153	Montjaux	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12154	12154	Montlaur	CC Monts, Rance et Rougier
12160	12160	Mostuéjouls	CC Millau Grands Causses
12192	12192	Mounes-Prohencoux	CC Monts, Rance et Rougier
12163	12163	Murasson	CC Monts, Rance et Rougier
12168	12168	Nant	CC Larzac et Vallées
12178	12178	Paulhe	CC Millau Grands Causses
12179	12179	Peux-et-Couffouleux	CC Monts, Rance et Rougier
12180	12180	Peyreleau	CC Millau Grands Causses
12183	12183	Plaisance	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12186	12186	Pousthomy	CC Monts, Rance et Rougier
12195	12195	Rebourguil	CC Monts, Rance et Rougier
12200	12200	Rivière-sur-Tarn	CC Millau Grands Causses
12204	12204	La Roque-Sainte-Marguerite	CC Millau Grands Causses
12203	12203	Roquefort-sur-Soulzon	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12208	12208	Saint-Affrique	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12211	12211	Saint-André-de-Vézines	CC Millau Grands Causses
12212	12212	Saint-Beaulize	CC Larzac et Vallées
12213	12213	Saint-Beauzély	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12222	12222	Saint-Félix-de-Sorgues	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12225	12225	Saint-Georges-de-Luzençon	CC Millau Grands Causses
12228	12228	Saint-Izaire	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12229	12229	Saint-Jean-d'Alcapiès	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12231	12231	Saint-Jean-du-Bruel	CC Larzac et Vallées
12232	12232	Saint-Jean-et-Saint-Paul	CC Larzac et Vallées
12233	12233	Saint-Juéry	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12237	12237	Saint-Laurent-d'Olt	CC des Causses à l''Aubrac
12236	12236	Saint-Laurent-de-Lévézou	CC Lévézou Pareloup
12238	12238	Saint-Léons	CC Lévézou Pareloup
12239	12239	Saint-Martin-de-Lenne	CC des Causses à l''Aubrac
12243	12243	Saint-Rome-de-Cernon	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12244	12244	Saint-Rome-de-Tarn	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12247	12247	Saint-Saturnin-de-Lenne	CC des Causses à l''Aubrac

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

12248	12248	Saint-Sernin-sur-Rance	CC Monts, Rance et Rougier
12249	12249	Saint-Sever-du-Moustier	CC Monts, Rance et Rougier
12251	12251	Saint-Victor-et-Melvieu	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12220	12220	Sainte-Eulalie-de-Cernon	CC Larzac et Vallées
12260	12260	Sauclières	CC Larzac et Vallées
12266	12266	Ségur	CC Lévézou Pareloup
12269	12269	La Serre	CC Monts, Rance et Rougier
12270	12270	Sévérac d'Aveyron	CC des Causses à l''Aubrac
12274	12274	Sylvanès	CC Monts, Rance et Rougier
12275	12275	Tauriac-de-Camarès	CC Monts, Rance et Rougier
12282	12282	Tournemire	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12284	12284	Le Truel	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12286	12286	Vabres-l'Abbaye	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12291	12291	Verrières	CC de la Muse et des Raspes du Tarn
12292	12292	Versols-et-Lapeyre	CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons
12293	12293	Veyreau	CC Millau Grands Causses
12294	12294	Vézins-de-Lévézou	CC Lévézou Pareloup
12295	12295	Viala-du-Pas-de-Jaux	CC Larzac et Vallées
12296	12296	Viala-du-Tarn	CC de la Muse et des Raspes du Tarn

Le périmètre aveyronnais du PNR de l’Aubrac :

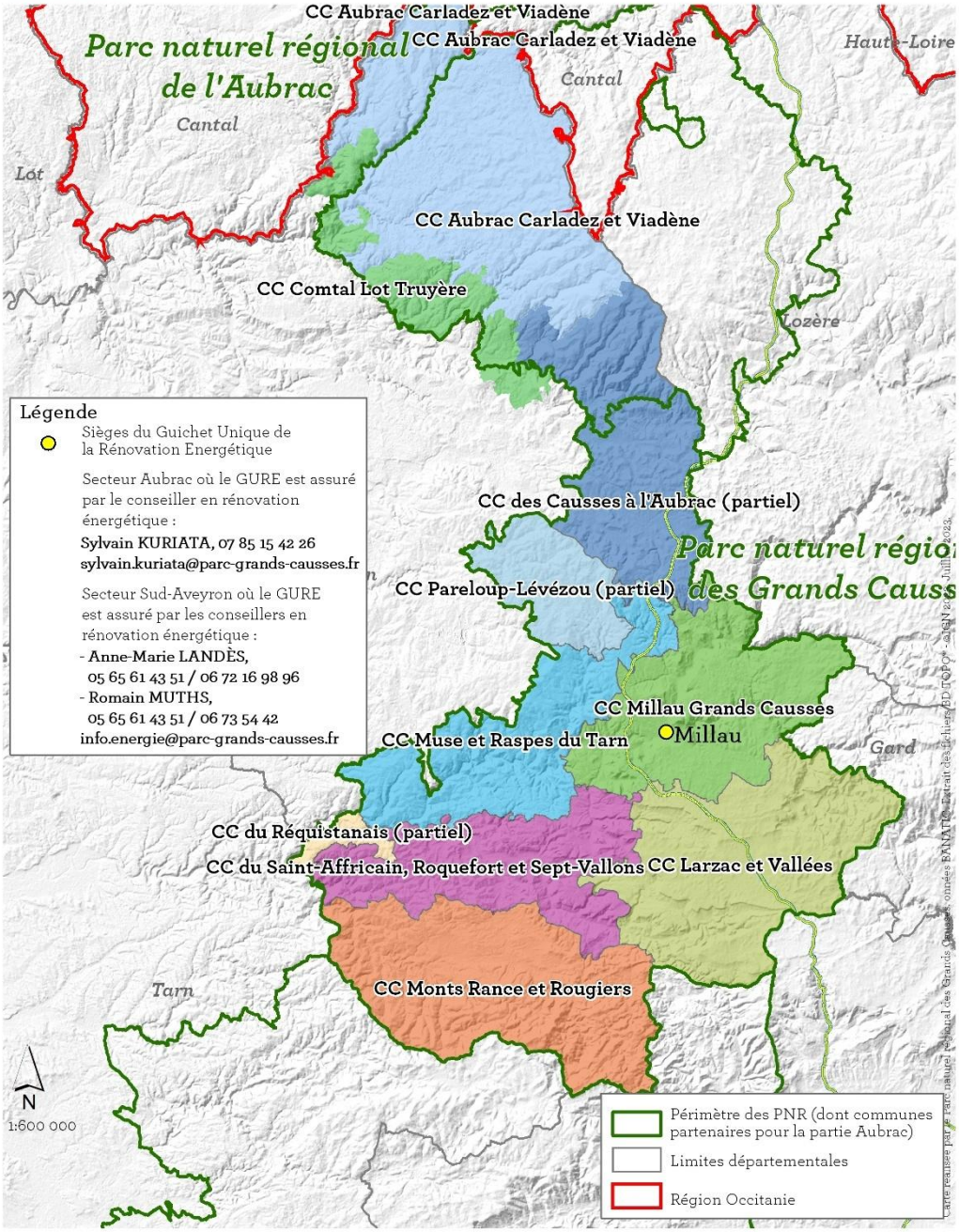
Nomcom	code_INSEE	PNR	Comcom2018
Brommat	12036	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Campouriez	12048	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Cantoin	12051	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Cassuéjouls	12058	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Castelnau-de-Mandailles	12061	PNR de l'Aubrac	CC des Causses à l’Aubrac
Le Cayrol	12064	PNR de l'Aubrac	CC Comtal, Lot et Truyère
Condom-d'Aubrac	12074	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Coubisou	12079	PNR de l'Aubrac	CC Comtal, Lot et Truyère
Curières	12088	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Entraygues-sur-Truyere	12094	PNR de l'Aubrac	CC Comtal, Lot et Truyère
Estaing	12098	PNR de l'Aubrac	CC Comtal, Lot et Truyère
Florentin-la-Capelle	12103	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Huparlac	12116	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Lacroix-barrez	12118	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Laguiole	12119	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Lassouts	12124	PNR de l'Aubrac	CC Comtal, Lot et Truyère
Montezic	12151	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Montpeyroux	12156	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Mur-de-barrez	12164	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Murols	12166	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Le Nayrac	12172	PNR de l'Aubrac	CC Comtal, Lot et Truyère
Pomayrols	12184	PNR de l'Aubrac	CC des Causses à l’Aubrac

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

Prades-d'Aubrac	12187	PNR de l'Aubrac	CC des Causses à l'Aubrac
Saint-Amans-des-Côts	12209	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Saint-Chely-d'Aubrac	12214	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Saint-Côme-d'Olt	12216	PNR de l'Aubrac	CC Comtal, Lot et Truyère
Argences-en-Aubrac	12223	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Saint-Geniez-d'Olt-et-d'Aubrac	12224	PNR de l'Aubrac	CC des Causses à l'Aubrac
Saint-Hippolyte	12226	PNR de l'Aubrac	CC Comtal, Lot et Truyère
Saint-Symphorien-de-The-nieres	12250	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Soulages-bonneval	12273	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Taussac	12277	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène
Thérondels	12280	PNR de l'Aubrac	CC Aubrac Carladez et Viadène

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

Guichet Unique France'Rénov
des Parcs naturels régionaux de l'Aubrac
et des Grands Causses



L'ensemble des missions 1 et 2 sont réalisées en régie et ciblent tous publics. Le service se compose de 3 conseillers énergie et d'une mutualisation des services support du PNR des Grands Causses : service RH, service comptabilité, service communication, encadrement de l'équipe par un responsable de pôle.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_036-DE
Reçu le 25/03/2025

Chapitre II – Enjeux de la convention de PIG PT-FR'

Article 2 – Enjeux du territoire

Les deux PNR sont engagés depuis quelques années dans des stratégies locales de transition énergétique à travers leur Charte mais aussi à travers :
Un Plan climat air énergie Territorial pour les Grands Causses suite au transfert de compétences des EPCI
Un Plan Transition énergétique et climatique sur l'Aubrac en cours d'élaboration (PTECA)
Les deux entités portent ainsi une stratégie ambitieuse et coordonnent des actions de transition énergétique sur leur territoire. De plus, cette réponse groupée répond à une logique d'inter-parcs et de mutualisation de service et des compétences afin d'assurer une viabilité économique au service proposé.

L'enjeu de la rénovation énergétique des logements est un axe prioritaire pour atteindre les objectifs. Dans l'attente de l'avancement du PTECA, le PNR de l'Aubrac souhaite se positionner comme acteur du territoire pour lutter contre la précarité énergétique et promouvoir la rénovation énergétique de l'habitat ; c'est un objectif préconisé dans la mesure 31 de la Charte du Parc. De la même façon, la mise en œuvre d'un service d'accompagnement à la rénovation des logements est une action prioritaire et inscrite au PCAET du PNR Grands Causses associant l'ensemble de ses Communautés de communes et une action phare du Contrat de Transition écologique signé entre l'Etat et le territoire début 2020.

Les points clés du diagnostic du territoire (PCAET, SCOT) sont les suivants :
- Des bâtiments anciens peu ou pas isolés avec des consommations énergétiques importantes, en particulier liées au chauffage : 86 % des logements classés en étiquette D, E, F et G et plus de 18 000 kWh EF/an par logement
- Une population précaire et vieillissante importante (62 % des foyers non imposables) impliquant une précarité énergétique grandissante
- Une prédominance de propriétaires occupants (70%) et de maisons individuelles (+ de 70 %)

Au-delà du volet énergétique, ces éléments de diagnostic ont impacts négatifs sur la santé humaine et sur l'attractivité du territoire qui sont des enjeux majeurs du territoire. Ces enjeux sont ciblés dans les 2 chartes des PNR ainsi que dans le SCOT du sud Aveyron porté par le PNRGC.

Sur le volet énergie, les enjeux identifiés dans le cadre du diagnostic territorial et de la concertation avec les partenaires sont les suivants :
- Accompagner tous les ménages dans leurs projets (quels que soient leurs statuts et leurs ressources) et tout au long de la durée de vie du projet
- Augmenter le nombre de logements rénovés par an (cf. objectifs PCAET)
- Tendre vers des rénovations globales, performantes et durables
- Trouver des solutions pour embarquer un public qui a droit à de nombreuses aides mais éprouve des difficultés à passer à l'action
- Susciter le passage à l'acte, notamment dans les territoires très ruraux, en délocalisant des animations, de la sensibilisation au plus proche des habitants
- Prendre en compte les différents acteurs existants et coordonner les actions afin de les rendre plus efficaces pour massifier
- Poursuivre l'accompagnement à la rénovation des copropriétés
- Mobiliser les professionnels locaux pour créer les conditions de rénovations performantes et augmenter l'offre pour atteindre les objectifs
- Grouper des chantiers, dupliquer des rénovations afin de faire un appel d'air aux professionnels
- Faciliter l'accès aux financements et trouver des dispositifs financiers pour les cas particuliers plus coûteux (contraintes architecturales par exemple)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de la convention PIG PT-FR'

Le projet de service est de poursuivre les actions entreprises depuis janvier 2021 sur le territoire des 2 PNR en apportant une ingénierie à tous les particuliers, propriétaires occupants et bailleurs, désireux de s'engager dans une démarche de rénovation énergétique et d'inciter la rénovation globale et performante. C'est pourquoi, les conseillers en énergie sont avant tout des techniciens de l'énergie afin d'apporter une ingénierie technique pour proposer des solutions d'économies d'énergies adaptées à leur situation. Ils suivent depuis 2021 les formations et webinaires proposés par le réseau Renovoccitanie et France Rénov pour suivre l'actualité technique, juridique et financière de la rénovation énergétique.
Depuis 2024, les conseillers sont montés en compétences sur les autres volets, en particulier l'orientation des publics ayant des besoins spécifiques d'adaptation ou des problématiques liées au logement indigne.

Le service se décompose d'un siège et d'une antenne :

- Le siège à Millau avec 2 conseillers en énergie avec les services supports du PNR. Les 2 conseillers interviennent sur le périmètre aveyronnais du PNR GC
- Une antenne sur l'Aubrac avec 1 conseiller en énergie qui intervient sur le périmètre aveyronnais du PNR de l'Aubrac

Dans le cadre du pacte territorial, le service intervient sur les volets obligatoires 1 et 2 uniquement.

Chacun des 3 conseillers travaillera sur le guichet à mi-temps. L'autre mi-temps sera consacré à la mission MAR hors pacte territorial.

La mission du guichet peut se résumer ainsi : **« faire émerger les besoins en rénovation performante du territoire, accompagner les particuliers tout au long de leur parcours de rénovation et animer un réseau de professionnels en capacité et en volonté de réaliser les rénovations performantes du territoire. »**

Afin de créer les conditions pour dynamiser et massifier la rénovation des logements, le guichet unique doit coordonner l'offre et la demande. Les actions sur le volet 1 se déclinent ainsi en direction :

- des propriétaires de maisons individuelles
- des copropriétés
- des professionnels et organisations professionnelles
- des professionnels de l'immobilier (banques, notaires, agences immobilières)
- des collectivités locales en tant qu'ambassadeur et relais de proximité

Pour cela, le guichet organise des apéros rénov' a destination des professionnels du territoire pour aborder divers sujets : financement de la Réno, la fin des chaudières fioul, la réno dans le bâti ancien.... Il organise aussi des actions vers les copropriétés et les syndics de copropriétés pour les sensibiliser sur la rénovation globale et la précarité énergétique.

Ensuite, en ce qui concerne le volet 2, un accueil du public est fait au siège et à l'antenne de Aumont Aubrac avec la mise en place de nombreuses permanences sur toutes les communautés de communes du territoire.

De plus, les actions du guichet depuis 2021 s'articulent avec les acteurs du territoire pour simplifier les démarches des particuliers et une meilleure lisibilité du guichet :

- Les Communautés de COMMUNES qui portent des politiques de l'habitat avec notamment les permanences délocalisées régulièrement sur chaque Comcom pour une couverture globale du territoire dans le sens du « aller vers » les usagers
- Urbanis qui est l'opérateur ANAH des OPAH RU et OPAH du territoire millavois avec le suivi des

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

commissions OPAH ou encore la mise en place de tableau de transmission de dossiers
- Les maisons France Services présentent sur le territoire avec des temps d'informations avec les agents France Services, des permanences dans leurs locaux ou encore la participation aux journées portes ouvertes des MFS
- Octeha qui anime le PIG départemental avec des échanges de dossiers et des orientations vers ce service pour le public concerné (modeste, très modeste avec des travaux d'accessibilité)

Article 3 – Volets d'action

3.1. Volet relatif à la dynamique territoriale auprès des ménages et des professionnels

3.1.1 Descriptif du dispositif

Le guichet propose **des actions de sensibilisation et de mobilisation auprès de différents publics** sur la rénovation de l'habitat dans la continuité des actions entreprises depuis 2021 avec le réseau Rénov Occitanie.

Conseil de premier niveau (A1 et A2)

réel (objectif)	PNRs A et GC 2021	PNRs A et GC 2022	PNRs A et GC 2023	PNR GC 2024	PNR A 2024	PNRs A et GC au 1/11/2024
Information de premier niveau A1	1780 (1000)	1942 (1300)	1485 (1500)	892 (1000)	649 (500)	1541 (1500)
Conseils personnalisés A2	196 (325)	328 (300)	272 (300)	116 (200)	66 (100)	182(300)

Il contribue ainsi au volet dynamique territoriale par les différentes actions menées.
Il propose des actions de sensibilisation aux communautés de communes du territoire avec l'organisation de nuit de la thermographie. En 2024, 4 soirées ont ainsi été organisées.
Des animations sont organisées avec les Maisons France Services du territoire : participation aux portes ouvertes, organisation de session d'information des agents des MFS sur les aides financières et le montage des dossiers d'aide.
Le guichet participe aussi aux salons de l'habitat du territoire : Millau en septembre et la Canourgue en mars. Il participe aussi aux manifestations en lien avec la transition énergétique ou écologique en venant en appui aux associations et organisateurs (festival Verri'vert à Verrière en septembre 2024 par exemple).
De plus, les conseillers se sont formés à la fresque de la rénovation énergétique qui a été proposée à plusieurs reprises en 2024 et pourra être utilisée à la demande en 2025.
Le guichet intervient à la demande des services habitats des communautés de Communes pour venir présenter le guichet et sensibiliser à la rénovation énergétique.
En 2025, une intervention est prévue avec le CCAS de Millau sur la précarité énergétique et avec la comcom des Causses à l'Aubrac sur les financements de la rénovation énergétique en février.

La mobilisation des professionnels se fait aussi via l'organisation d'apéro réno à destination des professionnels du territoire (bureaux d'études, architecte, entreprises de second œuvre) pour aborder divers sujets : financement de la Réno, la fin des chaudières fioul, la rénovation dans le bâti ancien,).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

La mobilisation des copropriétés est aussi un objectif important pour le guichet. Cela passe par des rencontres avec les syndics professionnels du territoire, la mise en place d'une campagne de publicité sur les réseaux sociaux et les panneaux publicitaires du territoire. En 2024, le guichet a accompagné la réalisation de 55 audits sur 3 copropriétés, la signature de 2 AMO et le suivi d'études sur 4 copropriétés et le suivi de chantier sur 3 copropriétés. Ces dossiers sont suivis en AMO via Renov'Occitanie et Urbanis Toulouse qui est le prestataire de l'AREC en 2025. Un des conseillers en énergie accompagne localement les copropriétés dans ces démarches.
La mobilisation des publics prioritaires par le guichet va s'articuler avec les acteurs du territoire qui intervient auprès de ces publics et sur les problématiques d'accessibilité et d'insalubrités notamment : : CCAS, opérateurs des OPAH-RU et du PIG, Adil.
Une réflexion sur la mise en place d'un programme *Slime* qui vise à massifier le repérage, l'orientation et l'accompagnement des ménages en situation de précarité pourrait être étudié en 2025.

Le budget alloué à ce volet correspond à un montant 72 200 € HT comprenant les salaires chargés de 3 conseillers en énergie, les charges afférentes à ces salaires, les frais de structure à hauteur de 20% des salaires, les frais des services supports du PNR : encadrement, secrétariat, compatibilité, service RH, service communication.

2025				
Dépenses annuelles liées à l'opération	**taux plein**	**taux 50% dédiés à ECFR**	**volet 1**	**volet 2**
Personnel	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**
Personne n°1 - Conseiller en énergie	50 000,00 €	25 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°2 - Conseiller en énergie	50 000,00 €	25 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°3 - Conseiller en énergie	60 000,00 €	30 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°4 - service support PNR (Compta, Rh, encadrement et communication)	22 000,00 €	11 000,00 €	6 000,00 €	5 000,00 €
Total des salaires chargés	**182 000,00 €**	91 000,00 €	56 000,00 €	35 000,00 €
Frais connexes PNR GC (20% max des coûts salariaux - personnes 1,2,3,4 moins 10000 € frais depla.)	34 400,00 €	17 200,00 €	11 200,00 €	6 000,00 €
Total des dépenses de personnel liées à l'opération	**216 400,00 €**	108 200,00 €	67 200,00 €	41 000,00 €

Autres dépenses (à détailler)	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**
PNRGC - Communication / outils (création, impression, diffusion, campagne de communication) + equipements (stands, matériels pédagogiques, bureautique….)	20 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
Total des autres dépenses	**20 000,00 €**	10 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €

Total des dépenses annuelles liées au programme d'action	**236 400,00 €**	**118 200,00 €**	**72 200,00 €**	**46 000,00 €**

3.1.2 Indicateurs et Objectifs

Objectifs
Réalisation d'une nuit de la thermographie sur Laguiole
Réalisation de 3 apéros réno qui pourront être dupliqués sur le territoire
Participation à des manifestations et animations de sensibilisation au nombre de 6 sur l'année
Réponse favorable à des sollicitations des Comcom en lien avec le volet habitat et précarité énergétique :

Indicateurs :
- Nombre d'animations réalisées et public touché (ménages, professionnels, publics prioritaires)
- nombre de prises de contact dans le cadre des actions de dynamique territoriale
- taux de transformation en rendez-vous de conseil personnalisé de ces prises de contact

3.2. Volet relatif à l'information, le conseil et l'orientation des ménages (ECFR')

3.2.1 Descriptif du dispositif

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Le guichet propose **des actions d'information, de conseil et d'orientation des ménages** sur la rénovation de l'habitat dans la continuité des actions entreprises depuis 2021 avec le réseau Rénov Occitanie. Deux lieux d'accueils du public sont prévus :
-au siège du PNR des Grands Causses à Millau dans les locaux du PNRGC : tous les jours du lundi au vendredi sauf le mercredi après midi et le vendredi après midi de 9 à 12h et de 14h à 17h.
- à l'antenne de l'Aubrac sur rendez-vous du lundi au vendredi
En plus de ces 2 lieux permanents, des permanences sont organisées dans toutes les Communautés de Communes avec la fréquence mensuelle suivante :

PARC NATUREL REGIONAL DE L'AUBRAC			
CC des Causses à l'Aubrac	Saint Geniez d'Olt	2° Jeudi	Matin
CC Aubrac Carladez et Viadène	Mur de Barrez Argences en Aubrac Laguiole Saint-Chély d'Aubrac Saint-Amans des Cots	1° Mardi 4° Mardi	Matin et après-midi
CC Comtal Causses Truyère	Entraygues sur Truyère	4° Vendredi	Matin
CC Hautes Terres d'Aubrac	Aumont en Aubrac	3° Mercredi	Matin et après midi

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Communauté de communes	Lieux	Dates	Horaires
Millau Grands Causses	**Millau** (locaux du Parc – 71 bd de l'Ayrolle)	Tous les jours sauf les mercredis aprem et vendredis aprem	9h00 – 12h00 14h00 – 17h00
Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons	**Saint-Affrique** (le Quai - Place de la Gare)	Tous les mardis	14h00 – 17h00
Larzac et Vallées	**Nant** (Mairie)	1° Mardi du mois	9h00 – 12h00
	Cornus (Mairie)	3° Jeudi du mois	9h00 – 12h00
Monts Rance et Rougier	**Permanence tournante dans les communes** (voir planning Mont Rance Rougier)	Fin du mois voir planning Mont Rance Rougier	9h00 – 12h00 14h00-17h00
Muse et Raspes du Tarn	**St-Rome-de-Tarn** (Mairie)	2° Mardi du mois sept. déc. 2022 mars, juin 2023	9h00 – 12h00
	Permanence tournante dans les communes (voir planning Muse et Raspes du Tarn)	4° Jeudi du mois	9h00 – 12h00
Causses à Aubrac	**Séverac-d'Aveyron** (Ô 9 : Espace de vie sociale - France Services)	1° et 3° Jeudis du mois sauf sur les créneaux de Campagnac	14h00 – 16h30
	Campagnac (Maison France Service)	3° Jeudi du mois en sept. déc. 2022 et mai 2023	14h00 – 17h00
Lévézou Pareloup	**Vézins de Lévézou** (Communauté de Communes)	1° Jeudi du mois	9h00 – 12h00

Sur ces temps de présence, il peut être réalisé les conseils de premiers niveau soit en présentiel soit par téléphone. Les conseils personnalisés sont quant à eux préférentiellement réalisés en présentiels.

Les contacts sont les suivants :

info.energie@parc-grands-causses.fr

05 65 61 43 51

0 808 800 700

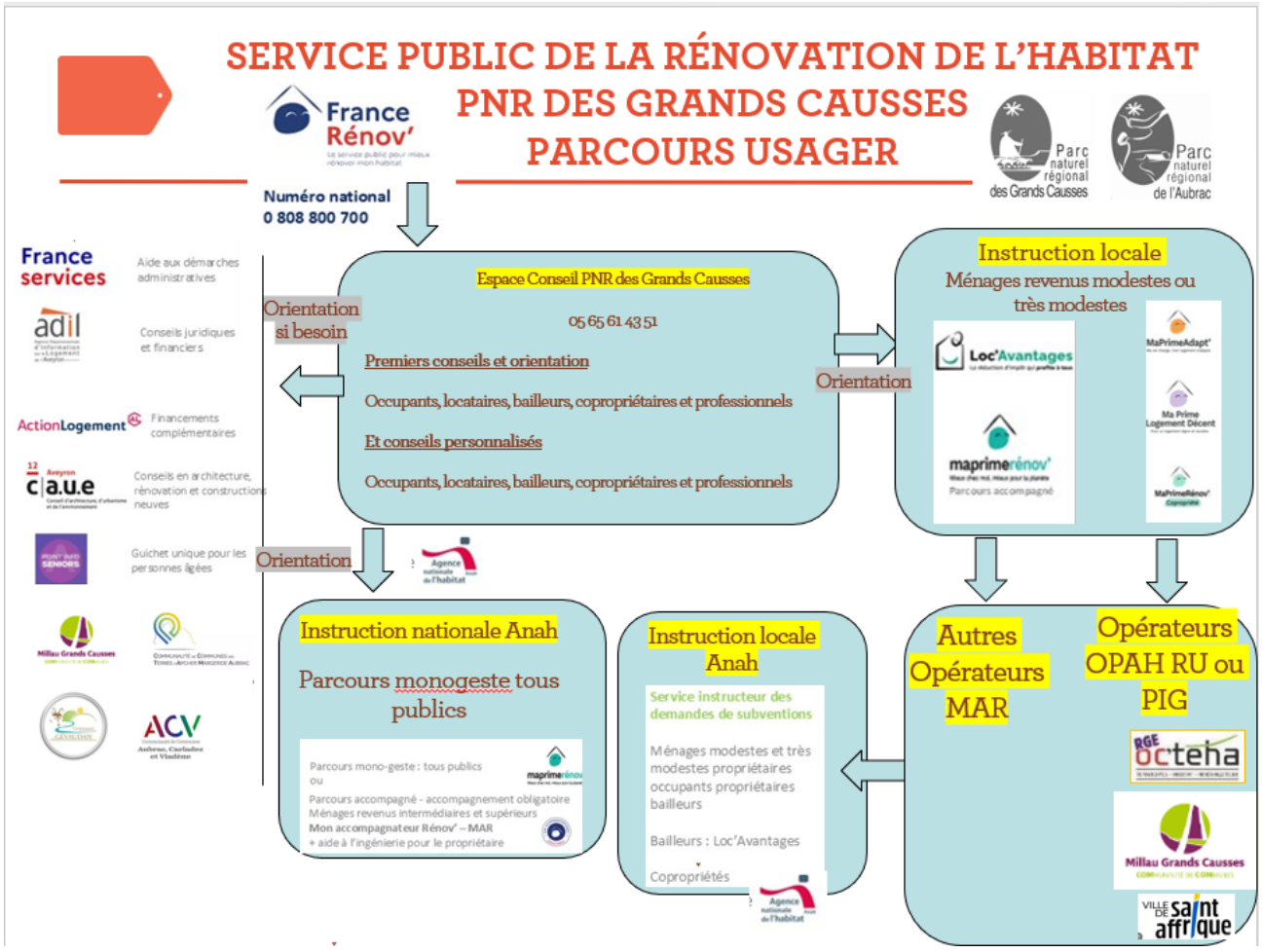
Lorsque les conseillers sont pris par ailleurs, le standard du PNR reçoit les appels par transfert et une liste de rappel est mise en place avec un objectif de rappel par les conseillers sous 10 jours.

Cette mission se concrétise notamment par la **proposition d'une liste neutre d'assistants à maîtrise d'ouvrage agréés ou habilités intervenants sur le territoire**, opérateurs d'OPAH-RU ou PIG ou pas.

En fonction, du profil et des besoins des particuliers, ils sont réorientés avec les acteurs du territoire les plus

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

aptes à répondre aux besoins des demandeurs :
_des signalements de logements insalubres sont orientés vers les services des collectivités concernés….
- des questions juridiques vis-à-vis du logement sont orientés vers l'ADIL….



Les Conseillers du guichet suivent régulièrement les formations et webinaires proposés par le réseau France Rénov pour suivre les actualités et développer leurs compétences liées à l'orientation des demandeurs sur toutes les thématiques du Service Public de la Rénovation de l'Habitat

Budget :
Le budget alloué à ce volet correspond à un montant 46 000 € HT comprenant les salaires chargés de 3 conseillers en énergie, les charges afférentes à ces salaires, les frais de structure à hauteur de 20% des salaires, les frais des services supports du PNR : encadrement, secrétariat, compatibilité, service RH, service communication.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

2025				
Dépenses annuelles liées à l'opération	**taux plein**	**taux 50% dédiés à ECFR**	**volet 1**	**volet 2**
Personnel	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**	**Salaires annuels chargés liés au programme d'action (en euros)**
Personne n°1 - Conseiller en énergie	50 000,00 €	25 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°2 - Conseiller en énergie	50 000,00 €	25 000,00 €	15 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°3 - Conseiller en énergie	60 000,00 €	30 000,00 €	20 000,00 €	10 000,00 €
Personne n°4 - service support PNR (Compta, Rh, encadrement et communication)	22 000,00 €	11 000,00 €	6 000,00 €	5 000,00 €
Total des salaires chargés	**182 000,00 €**	91 000,00 €	56 000,00 €	35 000,00 €
Frais connexes PNR GC (20% max des coûts salariaux - personnes 1,2,3,4 moins 10000 € frais depla.)	34 400,00 €	17 200,00 €	11 200,00 €	6 000,00 €
Total des dépenses de personnel liées à l'opération	**216 400,00 €**	108 200,00 €	67 200,00 €	41 000,00 €

Autres dépenses (à détailler)	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**	**Autres dépenses annuelles liées au programme d'action (en euros)**
PNRGC - Communication / outils (création, impression, diffusion, campagne de communication) + equipements (stands, matériels pédagogiques, bureautique….)	20 000,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
Total des autres dépenses	**20 000,00 €**	10 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €

Total des dépenses annuelles liées au programme d'action	**236 400,00 €**	**118 200,00 €**	**72 200,00 €**	**46 000,00 €**

3.2.2 Indicateurs et Objectifs

Objectifs

Nombre de permanences décentralisées :
Nombre de personnes rencontrés lors de ces permanences décentralisées
Nombre de conseils de premier niveau : 1400
Nombre de conseils personnalisés : 100
Nombre de dossiers transmis à des MAR : 140

Indicateurs :

- nombre de contacts relatifs à une demande d'information
- nombre de rendez-vous de conseil personnalisé
- typologie des ménages rencontrés

3.3. Volet relatif à l'accompagnement des ménages

3.3.1 Descriptif du dispositif

Non Concerné

3.3.2 Objectifs

Non Concerné

Article 4 – Objectifs quantitatifs globaux de la convention

Les objectifs quantitatifs prévisionnels de répartition annuelle de la convention sont définis dans le tableau ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Objectifs prévisionnels de répartition annuelle de la convention

Volet 3.2. Information Conseil orientation des ménages	2025	TOTAL
Nombre de ménages effectuant une demande d'information (obligatoire)	**1400**	**1400**
Nombre de ménages bénéficiant d'un conseil personnalisé (obligatoire)	100	100
Dont copropriétés	0	0
Nombre de ménages bénéficiant d'une mission d'appui au parcours (facultatif)		
Dont copropriétés		

Ces objectifs permettent une vision indicative des volumes d'information, de conseil, et le cas échéant, d'accompagnement réalisés chaque année. * Ces champs devront être renseignés en ligne dans contrat Anah..

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Règles d'application

5.1.1. Financements de l'Anah

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général, des dispositions inscrites dans le(s) programme(s) d'actions et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence. Pour les travaux de rénovation énergétique réalisés par des ménages aux revenus « Intermédiaires ou supérieurs » les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent du décret n°2020-26 et de l'arrêté du 14 janvier 2020 relatif à la prime de transition énergétique ainsi que de l'arrêté du 17 novembre 2020 relatif aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation des travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique.

Les conditions relatives aux aides de l'Anah et les taux maximaux de subvention sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'Anah.

5.1.2 Financements du maître d'ouvrage

Le PNR des Grands Causses a pour autofinancement un montant de 37 436 € HT.

Plan Global de financement	
recette	**Montant des aides publiques sollicitées ou attendues pour l'opération**
ANAH pacte territorial - 50% de ECFR	**59 100,00 €**
Contribution Communautés de communes du territoire du PNR GC (0,25 €/hab.)	17 120,00 €
Contriibution EPCI Aubrac (0,25 €/hab)	4 544,00 €
Autofinancement Parc naturel régional des Grands Causses	37 436,00 €
TOTAL DES FINANCEMENTS	**118 200,00 €**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

5.1.3 Financements par les autres partenaires

Pour 2025, il est prévu 2 contributions :
Une contribution des CC du PNR Grands Causses à hauteur de 17 120 €
Une contribution des CC du PNR Aubrac à hauteur de 4 544 €

5.2. Montants prévisionnels

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de59 100 €,

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de la collectivité maître d'ouvrage pour l'opération sont de 37 436 €

Le montant des enveloppes prévisionnelles consacrées par les EPCI du territoire à l'opération est de 21 664 €

Ces montants sont répartis, de manière prévisionnelle, selon l'échéancier suivant :

		Année 1	Total
Missions de dynamique territoriale (obligatoire)	Anah	36100	36100
	Maitre d'ouvrage	18718	18718
	Autres partenaires	10832	10832
Missions d'informations, conseils et orientation (obligatoire)	Anah	23000	23000
	Maitre d'ouvrage	18718	18718
	Autres partenaires	10832	10832
Total	Anah	59100	59100
	Maitre d'ouvrage	37436	37436
	Autres partenaires	21664	21664

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Chapitre V – Pilotage, animation et évaluation

Article 6 – Conduite de l'opération

6.1. Pilotage de l'opération

6.1.1. Mission du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage sera chargé de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention de programme et à la bonne coordination des différents partenaires. Il s'assurera par ailleurs de la bonne exécution par les différentes structures de mise en œuvre de chaque volet d'action.

6.1.2. Instances de pilotage

Un comité de pilotage stratégique est mis en place avec les acteurs du territoire qui agissent sur la thématique habitat. Il comprend les acteurs suivants :

- Un représentant de l'ANAH de l'Aveyron
- Un représentant de la DDT sud Aveyron
- Un représentant de chaque Communauté de Communes
- Un représentant du PNR de l'Aubrac
- Un représentant du PNR des Grands Causses
- un représentant du Département pour le PIG
- un représentant de l'Adil
- un représentant des opérateurs des OPAH-RU
- le responsable du guichet
- les conseillers énergie du guichet

Il se retrouve 1 fois par an pour faire le bilan annuel et définir les objectifs de l'année à venir.

Un comité technique constitué de :

- Un représentant de chaque Communauté de Communes
- Un représentant des opérateurs des OPAH-RU
- Un représentant de la Délégation locale de l'Anah à ce comité technique.
- Un représentant du PNR de l'Aubrac
- Un représentant du PNR des Grands Causses
- Le responsable du guichet
- Les conseillers énergie du guichet

Il se retrouve 1 fois par trimestre pour échanger sur les dossiers de particuliers en cours, sur les actualités et les projets à venir sur le territoire avec l'objectif de se coordonner et se mutualiser.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

6.2. Mise en œuvre opérationnelle

6.2.1. Recours éventuel à des partenariats de mises en œuvre ou de prestataires

Pas de recours à des prestataires spécifiques pour mettre en œuvre ces missions. L'intégralité des volets 1 et 2 du pacte territorial est porté en régie les PNR

6.3. Évaluation et suivi des actions engagées

6.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce aux indicateurs de résultats définis pour chaque volet.

Le suivi des actions sera réalisé avec les outils mis à disposition de l'ANAH pour le suivi des volets 1 et 2.
Une remontée d'information sera réalisée à la demande des services de l'ANAH.

6.3.2. Bilans et évaluation finale

Un bilan au moins annuel et un bilan final de l'opération seront réalisés et présentés sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage stratégique. Ils seront adressés aux différents partenaires de l'opération. Il sera réalisé sous format PowerPoint avec l'ensemble des données du guichet que ce soit en terme qualitatif et quantitatif.

Le bilan annuel établi sous la responsabilité du maître d'ouvrage ouvrira des perspectives pour la bonne continuité du programme. Il sera validé à l'occasion du comité stratégique annuel.
Ce rapport devra faire état des éléments suivants :

- *concernant les volets de missions relatifs à la dynamique territoriale et l'information-conseil-orientation : description des actions mises en œuvre pour la mobilisation des ménages (notamment les publics prioritaires identifiés) et des professionnels et impact de ces actions ; sollicitation du service d'information-conseil (nombre de contacts et de conseils personnalisés, thématiques d'information ou de conseil apportées), orientations réalisées vers des AMO par type de travaux réalisés ;*

Bilan final
Sous la responsabilité du maître d'ouvrage, un bilan final du programme sous forme de rapport devra être présenté au comité de pilotage stratégique en fin de mission du 01/01/2025 au 31/12/2025

Ce rapport devra notamment :

- *rappeler les objectifs quantitatifs et qualitatifs ; exposer les moyens mis en œuvre pour les atteindre ; présenter les résultats obtenus au regard des objectifs ;*
- *analyser les difficultés rencontrées (techniques, financières, administratives) lors de l'animation sur ses différentes phases : sensibilisation des propriétaires (et locataires) et acteurs de l'habitat ; coordination du projet et des acteurs ; problèmes techniques, déroulement des chantiers ; relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises ; maîtrise des coûts ; dispositifs spécifiques ou innovants ;*
- *recenser les solutions mises en œuvre ;*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

- synthétiser l'impact du dispositif sur le secteur de l'habitat, sur les activités économiques et la vie sociale.

Chapitre VI – Communication.

Article 7 - Communication

Le maître d'ouvrage du programme, les signataires et les structures en charge de la mise en œuvre opérationnelle des actions de la présente convention s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

L'ensemble de la communication locale à destination du grand public autour des missions prévues par la présente convention devra s'articuler autour de la marque nationale du service public de la rénovation de l'habitat : France Rénov' et dans le respect de sa charte graphique. L'usage de marques locales est possible sous condition d'affichage d'un logo afférent « avec France Rénov' ».

Le maître d'ouvrage du programme et les signataires porteront également le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat composé de la Marianne de l'Etat et du logo type Anah sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de la charte graphique de l'Etat. Ceci implique tous les supports d'information print et digitaux, tels que : dépliants, plaquettes, vitrophanies, sites internet ou communications presse portant sur le périmètre de la présente convention.

Les structures en charge de la mise en œuvre des missions d'accompagnement prévues au 3.3 de la présente convention indiqueront dans tous les supports de communication qu'ils élaboreront l'origine des subventions allouées par l'Anah et, pour les opérations importantes de travaux, les supports d'information de chantier (autocollants, bâches, panneaux, etc.) comporteront la mention « travaux réalisés avec l'aide de l'Anah ».

Les structures en charge des missions relatives à un service d'information et de conseil en matière de rénovation de l'habitat auprès des ménages (ECFR') prévues au 3.2 de la présente convention appliqueront dans tous les supports de communication **le logo de l'émetteur principal de cette communication associé au logo « avec France Rénov' ».**

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès du pôle Communication, coordination et relations institutionnelles (PCCRI) de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter le maître d'ouvrage et les structures en charge de la mise en œuvre des actions en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à la présente convention, ils s'engagent à les faire connaître au PCCRI de l'Anah et les mettre à sa disposition, libres de droits.

Enfin, le maître d'ouvrage et les structures de mise en œuvre assurant les missions de suivi-animation dans le secteur programmé s'engagent à informer le PCCRI de l'Anah de toute manifestation spécifique consacrée à l'opération afin qu'elle relaie cette information.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (ExtraRénov').

Chapitre VII – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.

Article 8 - Durée de la convention

La présente convention de pacte dérogatoire est conclue pour une période d'un an du 01/01/2025 au 31/12/2025

Elle portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Article 9 – Révision et/ou résiliation de la convention

Sans objet

Article 10 Modalités de mise en oeuvre du volet 3.3. C accompagnement D pendant la durée de la convention de PIG PT-FR' initiale

Non concerné

Article 11 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, au signataire de la convention de cadrage du service public de la rénovation de l'habitat dans laquelle s'inscrit le territoire ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Les éventuels avenants à la présente convention seront transmis dans les mêmes conditions. La déléguée de l'Anah dans le département est chargée de l'intégration des informations de la convention dans Contrat Anah.

Fait en 3 exemplaires à , le

Pour l'Etat,
et l'Agence nationale de l'habitat,

Pour le maitre d'ouvrage,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Agence nationale de l'habitat Anah

Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat

Consultation écrite du 21 février au 3 mars 2025 à 12h

PROCÈS-VERBAL

La commission locale d'amélioration de l'habitat de l'Aveyron, dont les membres ont été désignés par arrêté préfectoral n°12-2024-12-16-00001 du 16 décembre 2024 est consultée par écrit du 21/02/2025 au 03/03/2025 à 12h00.

Ont été consultés par mail, conformément à l'article R 321-10 modifié du code de la construction et de l'habitation et en application de l'arrêté préfectoral sus-visé :

Membres de droit :

La Préfète de l'Aveyron, déléguée de l'Agence dans le département, représentée par Alexandre BERGÉ chef du Service Aménagement du Territoire, Urbanisme et Logement de la Direction Départementale des Territoires et Pierre CAZALS, son adjoint.

Membres désignés par l'arrêté préfectoral :

Titre	Titulaire	Suppléant	Avis exprimés
Propriétaires (1 représentant)	M. LAPORTE Jacques	M. LEGRAND Jean-Louis M. SCHIETTEKATTE Dominique	Retour mail : - 25/02/2025 pour M. LAPORTE
Locataires (1 représentant)	M. BATTAS Claude (CLCV)	Mme KASSI Hassna	
Personne qualifiée social (2 représentants)	Mme LERARE Sylvie (CAF)	Mme ROUTABOUL Charlotte	Retour mail : - 19/02/2025 pour Mme LERARE
	Mme GUILLOUMY Véronique (DDETSPP)	M. Gabriel ANDRIEU	Retour mail : - 25/02/2025 pour Mme GUILLOUMY
Personne qualifiée logement (1 représentant)	M. ALARY Bruno (ADIL)	Mme DALMONT Louise	Retour mail : - 03/03/2025 pour M. ALARY
Personne représentant les organismes collecteurs associés de l'UESL (1 représentant)	M. SAVAJOL Marcel (Action Logement)	Mme ROUCAIROL Nadine	Retour mail : - 19/02/2025 pour Mme ROUCAIROL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Votes :

Alexandre BERGÉ sollicite l'avis de la CLAH sur le projet de Pacte Territorial dérogatoire porté par les Parcs Naturels Régionaux des Grands-Causses et de l'Aubrac (cf. note annexée au présent procès verbal).

Avis exprimés :

La Préfète de l'Aveyron : Avis favorable.

Action Logement :
« Nous n'avons pas de remarques spécifiques à apporter. Nous sommes donc favorables au projet »

UNPI :
« Après lecture des documents fournis, l'UNPI donne un avis favorable au pacte territorial dérogatoire pour 2025.
Une remarque toutefois sur le projet de convention : les points clefs et les enjeux du diagnostic sont répétés en préambule (p 5) et à l'article 2 de la page 12 ce qui trouble le lecteur.»

DDETSPP :
« Avis favorable. Les enjeux sont partagés et le plan d'action n'appelle pas d'observation »

CAF :
« En réponse à votre message pour la Caf de l'Aveyron : nous n'avons aucune remarque à formuler. Avis favorable pour ce projet. »

ADIL :
« S'agissant d'un Pacte dérogatoire et compte tenu des missions et objectifs décrits, je n'ai pas de remarques particulières et j'émets un avis favorable. »

Le projet de Pacte Territorial Ouest Aveyron Communauté 2025/2030 est approuvé à l'unanimité.

Il sera fait part à la structure maître d'ouvrage de l'avis de la CLAH et des notamment des réserves émises par l'ADIL de l'Aveyron.

La personne qualifiée en matière sociale

Véronique GUILLOUMY

Pour, le président de séance, son adjoint

Pierre CAZALS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_038-DE
Reçu le 25/03/2025

Délibération PNRGC n°2025-039 du Bureau syndical du 21 mars 2025

Avenant au Contrat Grand Site Occitanie Millau – Roquefort – Sylvanes 2023-2027

■ **Président de séance**	Richard FIOL
■ **Présents**	Monique ALIES – Jacques ARLES – Clément CARLES - Richard FIOL - Emmanuelle GAZEL – Edmond GROS - Christophe LABORIE – Gaëlle LEVEQUE – Séverine PEYRETOUT - Jacques RIGAUD – Christine SAHUET - Bernard SIRGUE – Cyril TOUZET
■ **Procurations**	/
■ **Absents, excusés**	Claude ASSIER - Fadilha BENAMMAR-KOLY – Daniel FABRE

La politique Grands Sites Occitanie Sud de France vise à promouvoir et accompagner les sites patrimoniaux, culturels, naturels et historiques de forte notoriété qui concourent de façon majeure à la qualité et à l'identité des territoires et de la destination.

La Région Occitanie a lancé un appel à projet Grands Sites Occitanie dont le règlement a été adopté lors de la Commission Permanente du 7 juillet 2017 (délibération n° CP/2017- JUILL/14.14).

Un Grand Site Occitanie est un lieu de forte notoriété doté d'un patrimoine architectural et/ou naturel remarquable ou d'un site culturel (événementiel culturel pérenne) de rayonnement international et disposant tout particulièrement d'une ou plusieurs composante(s) à caractère exceptionnel (dit cœur emblématique du Grand Site).

La démarche « Grands Sites Occitanie » s'inscrit dans une stratégie de développement du territoire en invitant les candidats à formaliser un projet stratégique transversal à 5 ans (tourisme, médiation culturelle, patrimoine, environnement, savoir-faire locaux, ...) qui répond aux attentes des visiteurs, locaux, régionaux, nationaux et internationaux et aux capacités du territoire à le mettre en œuvre.

Les objectifs principaux sont de pérenniser et de créer des emplois en stimulant l'activité au sein des territoires, de développer la notoriété et l'attractivité de la destination Occitanie, d'innover dans les nouvelles approches artistiques, numériques et ludiques du patrimoine, de structurer l'offre avec l'amélioration de la qualité et de préserver la qualité de vie des habitants.

Le Grand Site Occitanie Millau – Roquefort – Sylvanès s'inscrit dans une démarche exemplaire de développement durable et d'innovation en lien avec les stratégies des territoires et de la Région (SRDTL).

Cet avenant au contrat actualise et complète la stratégie partagée du territoire du GSO pour la période 2023-2027.

Le présent avenant au contrat a pour objet :
- d'organiser le partenariat entre la Région, le Département de l'Aveyron, et le Grand Site Occitanie de Millau - Roquefort - Sylvanès ainsi que son inscription dans le Réseau « Grands Sites Occitanie »
- d'identifier le ou les cœurs emblématiques, les lieux de visite majeurs et la zone d'influence
- de définir le projet de développement du cœur emblématique et du territoire et une feuille de route répondant à la stratégie sur 4 ans, indiquant les principaux investissements

Cet avenant au contrat fait l'objet de coordination avec les autres processus de contractualisation (notamment contrats territoriaux, Bourgs Centres et Politique de la Ville) et démarches en cours (politique culturelle, Unesco, plan littoral 21, plan Montagne ...) afin de s'assurer de la complémentarité des actions proposées par les porteurs de projets.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

Ces items sont détaillés dans les articles de l'avenant au contrat cadre qui a fait l'objet d'une rédaction collective, centralisée par l'équipe du Parc, avec les différents signataires de l'avenant au contrat. Des allers retour avec les services de la Région permettent d'ajuster la rédaction en conformité avec les exigences de la Région.

Le Bureau syndical autorise le Président à :

1 Valider le projet d'avenant au contrat et ses annexes suite au comité de pilotage du 31 janvier 2025,
2 Transmettre le projet d'avenant au contrat et ses annexes au Conseil Régional d'Occitanie en vue d'une validation en commission permanente.
3 Signer l'avenant au contrat, ses annexes et tout autre document utile à sa mise en œuvre.

VOTE :	Pour : **13**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Saint-Affrique, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

CONTRAT GRAND SITE OCCITANIE

MILLAU-ROQUEFORT-SYLVANES

2024-2027

La politique Grands Sites Occitanie Sud de France vise à promouvoir et accompagner les sites patrimoniaux, culturels, naturels et historiques de forte notoriété qui concourent de façon majeure à la qualité et à l'identité des territoires et de la destination.

La Région Occitanie a lancé un appel à projet Grands Sites Occitanie dont le règlement a été adopté lors de la Commission Permanente du 7 juillet 2017 (délibération n° CP/2017-JUILL/14.14).

Un Grand Site Occitanie est un lieu de forte notoriété doté d'un patrimoine architectural et/ou naturel remarquable ou d'un site culturel (événementiel culturel pérenne) de rayonnement international et disposant tout particulièrement d'une ou plusieurs composante(s) à caractère exceptionnel (dit cœur emblématique du Grand Site).

La démarche « Grands Sites Occitanie » s'inscrit dans une stratégie de développement du territoire en invitant les candidats à formaliser un projet stratégique transversal à 5 ans (tourisme, médiation culturelle, patrimoine, environnement, savoir-faire locaux, …) qui répond aux attentes des visiteurs, locaux, régionaux, nationaux et internationaux et aux capacités du territoire à le mettre en œuvre.

Les objectifs principaux sont de pérenniser et de créer des emplois en stimulant l'activité au sein des territoires, de développer la notoriété et l'attractivité de la destination Occitanie, d'innover dans les nouvelles approches artistiques, numériques et ludiques du patrimoine, de structurer l'offre avec l'amélioration de la qualité et de préserver la qualité de vie des habitants.

Le projet de chaque Grand Site Occitanie doit s'inscrire dans une démarche exemplaire de développement durable et d'innovation en lien avec les stratégies des territoires et de la Région (SRDTL)

Ce contrat actualise et complète la stratégie partagée du territoire du GSO pour la période 2023-2027.

ARTICLE 1 - Objet

Le présent contrat a pour objet :

- d'organiser le partenariat entre la Région, le Département de l'Aveyron, et le Grand Site Occitanie de Millau-Roquefort-Sylvanès ainsi que son inscription dans le Réseau « Grands Sites Occitanie ».

- d'identifier le ou les cœurs emblématiques, les lieux de visite majeurs et la zone d'influence.

- de définir le projet de développement du cœur emblématique et du territoire et une feuille de route répondant à la stratégie sur 5 ans, indiquant les principaux investissements.

Ce contrat fait l'objet de coordination avec les autres processus de contractualisation (notamment contrats territoriaux, Bourgs Centres et Politique de la Ville) et démarches en

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

cours (politique culturelle, Unesco, plan littoral 21, plan Montagne …) afin de s'assurer de la complémentarité des actions proposées par les porteurs de projets.

ARTICLE 2 Constitution du Grand Site Occitanie de Millau-Roquefort-Sylvanès

Le Grand Site Occitanie Millau-Roquefort-Sylvanès est constitué :

- d'un ou de plusieurs cœurs emblématiques - lister le ou les cœurs emblématiques et intégrer la cartographie du ou des périmètres SPR (un cœur emblématique GSO est un « site patrimonial remarquable » loi LCAP):

4 cœurs emblématiques :

- Millau et le Viaduc de Millau, c'est-à-dire la zone délimitée au titre de la procédure SPR (Site Patrimonial Remarquable) et le périmètre de la concession du Viaduc (cf. cartes SPR et concession du viaduc)

- Roquefort-sur-Soulzon, soit le périmètre de l'AOP qui servira de référence à la procédure « Site Patrimonial Remarquable », et qui sera pris en compte dans le PLUI de la Communauté de communes du saint-Affricain, Roquefort, sept vallons (cf.carte de la zone des fleurines de l'AOP Roquefort)

- Sylvanès et le « Centre Culturel de Rencontre » soit, le PDA (périmètre délimité des abords) de l'Abbaye. (cf.carte du PDA)

- Sévérac d'Aveyron et son château, périmètre délimité par le zonage de classement en cours SPR(cf.carte du Site Patrimoine Remarquable).

Il est important d'ajouter que 2 communes, Saint-Rome-de-Tarn et La Couvertoirade sont classées « Site Patrimonial Remarquable ».

Des lieux de visites majeurs :

Le Musée de Millau en lien avec le Site archéologique de la Graufesenque.
Les 5 sites templiers et hospitaliers du Larzac (dont le SPR La Couvertoirade).

D'une zone d'influence :

Les Communautés de communes d'origine, périmètre GSO Millau-Roquefort-Sylvanès d'origine :

- Millau Grands Causses ;
- Saint-Affricain, Roquefort et Sept Vallons ;
- Larzac et Vallées ;
- Monts Rance et Rougier ;
- Muse et Raspes (Dont le SPR Saint-Rome-de-Tarn)
- Causses à l'Aubrac (zone située sur le PNRGC)

Ce périmètre est élargi au territoire du PETR du Syndicat mixte du Lévézou.

Ce périmètre fait écho aux démarches territoriales co-existantes et des habitudes de collaboration au titre du Contrat régional territorial, du programme Leader et du Pôle de pleine nature du Massif central.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

ARTICLE 3 -– Synthèse du projet stratégique sur le cœur emblématique et sur la zone d'influence territoriale du Grand Site Occitanie Millau-Roquefort-Sylvanès :

Le projet « Grands Sites Occitanie » doit s'inscrire dans une démarche exemplaire de développement durable et d'innovation en lien avec les stratégies des territoires et de la Région (SRDTL) :

Il doit notamment intégrer des actions relatives :

- à la stratégie territoriale de développement de l'économie locale (tourisme, sports de nature, culture,savoir faire, agritourisme, …) permettant de favoriser un tourisme responsable surtout le territoire du Grand Site Occitanie : initiatives innovantes, inspirantes, remarquables,

- à la stratégie de mise en réseau et de partenariat entre les acteurs publics et privés pour mobiliser les parties prenantes et donner de la visibilité aux projets et à la politique GSO,

- à la définition des valeurs intrinsèques du GSO (identité, caractère, éléments différenciants)

- au projet de préservation et de valorisation du patrimoine (culturel, naturel, savoir faire) du GSO,

- à la stratégie digitale avant pendant et après la visite du Grand Site Occitanie

- à l'amélioration de la qualité de l'accueil (y compris publics empêchés) conformément aux attentes des visiteurs

- à l'incitation des visiteurs à découvrir les atouts du territoire et la collection des Grands Sites Occitanie

- à l'appropriation de la politique des Grands Sites par les habitants et les autres acteurs de l'économie locale afin d'en faire des ambassadeurs,

- aux thématiques prioritaires de la Région identifiées dans le SRDTL : mobilités douces et collectives, gestion des flux touristiques, agritourisme, valorisation des productions locales, circuits courts, observation, …

- aux outils de gestion des cœurs emblématiques :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

Outils de gestion pour un Cœur emblématique	**Date d'obtention/réalisation**	**Prévu en action prioritaire dans feuille de route stratégique**
Site patrimonial remarquable SPR (Loi LCAP)	Millau : périmètre défini, phase règlement en cours Classement Ville d'Art et d'Histoire et classement en Pays d'Art et d'Histoire	Arrêt prévu au 1er trimestre 2019. Sera annexé au PLUI.
	Sylvanès : PDA (à inscrire dans le PLUI)	Sylvanès : Lancer une procédure SPR
	Roquefort : zone AOP, référence pour servitude SPR (repris dans le plui)	Roquefort : procédure SPR à lancer en 2019
	Sévérac d'Aveyron : zone SPR	
Schéma directeur urbain comprenant plan de référence/charte esthétique/ Charte paysagère architecturale et urbaine	Millau : feuille de route (GSMP) - Schéma Directeur d'urbanisme de la Ville de Millau et ses déclinaisons par quartiers – novembre 2016 - Élaboration d'un guide de référence sur la qualité urbaine de la ville de Millau et de sa déclinaison par espaces publics novembre 2016	
	Sylvanès : schéma directeur, Aveyron ingénierie	Sylvanès : poursuite des études dans le cadre du projet avec les services de l'Etat (DRAC) et Aveyron Ingénierie
	Roquefort : schéma directeur (étude Roquefort 2016)	Roquefort : lancement de l'AMO en 2019
	Sévérac d'Aveyron	Schéma bourg centre
RLP	Millau : RLP en vigueur (1995) RLPI en cours (prescrit par délibération du 28/09 :2016)	Arrêt prévu avant la fin de l'année 2018 pour mise à l'enquête publique.
		RLPI en cours
		A Sylvanès, pas de RLP prévu, à minima application du code de l'environnement qui régit la publicité dans les Parcs naturels régionaux
Règlement enseignes		
PDU pour les villes ou un plan de déplacement pour les villages	Millau : Prescription d'un PLUi HD valant PLH et PDU par délibération du 1er/07/2015 Arrêt du PLUi le 04/07/2018	Millau : Approbation PLUi HD 1er trimestre 2019
	Schéma directeur étude Rayssac, Roquefort	
	Sylvanès, étude en cours dans le cadre du projet du centre culturel de rencontre	
	Sévérac d'Aveyron : schéma directeur des mobilités douces	
Schéma directeur signalétique touristique et patrimoniale	Millau, SIL mise en place	Projet de remise à plat de la SIL pour conformité avec la réglementation de la signalisation routière (lien entre pré signalisation, signalisation et publicité). Accompagnement au cas par cas par un bureau d'études. 2018-2019.
	Sylvanès SIL mise en place	
	Roquefort, SIL mise en place	
Plan de gestion pour les sites naturels et état d'avancement pour les OGS	Cf.Schéma d'interprétation du Parc naturel régional des Grands Causses	
	Cf. Charte du Parc naturel régional des Grands Causses	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

ARTICLE 4 – Feuille de route (programme d'actions) du Grand Site de Millau-Roquefort-Sylvanès sur la période 2023/2027 et méthodologie proposée :

Afin de réaliser le projet stratégique, le GSO Millau-Roquefort-Sylvanès établit une feuille de route prévisionnellesur la période 2023/2027, présentée à titre indicatif en annexe 1.

Cette feuille de route fera l'objet d'une présentation annuelle à la Région et aux potentiels autres partenaires financiers (Département, Etat, Europe, …). Le territoire présentera le bilan de l'année en cours et les priorités de l'année N+1, ainsi que les budgets prévisionnels afférents. Un document synthétique de ces présentations sera adressé à la Région en amont.

Une analyse par la Région et les autres partenaires financiers sera réalisée au regard des maquettes budgétaires et des dispositifs propres à chaque collectivité.

Par souci de cohérence globale, la feuille de route doit distinguer 2 volets :
- un volet investissement, en précisant les études/opérations sur les cœurs emblématiques et les lieux de visite majeurs,
- un volet sur le dispositif d'animation du GSO répondant à la stratégie globale.

Des études/opérations hors contrat GSO faisant appel à d'autres dispositifs de droit commun pourront être signalées si elles concourent à la cohérence d'ensemble.

Chaque demande de subvention fera l'objet d'un dépôt de dossier et d'une instruction spécifique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

Cf maquette feuille de route/programme d'actions à prendre en compte en annexe 1.

Et dispositif tourisme durable, responsable et solidaire - Grands principes voté à la Commission Permanente du 20 octobre 2023.

ARTICLE 5 - Organisation de la gouvernance du Grand Site Occitanie :

Gouvernance du Grand Site Occitanie Millau Roquefort Sylvanès

Chef de file : Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, représenté par Richard

Fiol, Président

Chef de projet : Directeur du Parc naturel régional des Grands Causses

Le chef de file assure l'animation et la mise en œuvre de la stratégie, il veille au suivi des actions et à leur ajustement, il dispose d'une équipe d'ingénierie dédiée composée des personnels des différents services et pôles identifiés. Il assure la démarche de coopération.

Chef de file technique : OT Millau Grands Causses en partenariat avec les OT partenaires :
- Office de tourisme du Pays du Roquefort
- Agence d'attractivité et du Tourisme Larzac et Vallées
- Office de Tourisme Rougiers Aveyron Sud
- Office de tourisme des Causses à l'Aubrac
- Office de tourisme du Pays de la Muse et Raspes du Tarn
- Agence d'Attractivité et de Développement Touristique du Lévézou
et L'Agence Départementale de l'Attractivité et du Tourisme de l'Aveyron.

Cette partie est cadrée par la convention de partenariat entre Le Parc, L'Adat et les offices de tourisme – annexée au Contrat).

Une recherche de convergences avec les GSO : Albi - Vallée du Tarn, Cirques de Navacelles Lodève – Pays viganais et Gorges du Tarn) tel que prévu par La charte du Parc 2024-2029 sera assurée.

1. Le Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage du Grand Site Occitanie Millau Roquefort Sylvanès est l'instance transversale et décisionnelle du projet. Il est l'organe de gouvernance politique, de validation et de concertation. Enfin il est chargé de définir les orientations stratégiques, d'assurer la cohérence des actions menées et de garantir la mise en œuvre du projet en accord avec les objectifs du label "Grands Sites Occitanie".

Il a pour objectif de fédérer les acteurs signataires du contrat autour d'un projet partagé et de définir, coordonner, suivre et évaluer les programmes d'actions définis.

Il est présidé par la Maire de Millau et regroupe les présidents ou représentants des institutions suivantes :

- Région Occitanie,
- Département de l'Aveyron,
- Communautés de communes concernées,
- Le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural (PETR) du Syndicat mixte du Lévézou,
- L'agence Départementale de l'Attractivité et du Tourisme de l'Aveyron,
- Les Offices de tourisme, et l'Agence d'Attractivité et de Développement Touristique du Lévézou
- Les Maires des communes « cœurs emblématiques ».

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

2. Le Comité Technique

Le Comité Technique est une instance opérationnelle en charge de la mise en œuvre concrète des actions décidées par le Comité de Pilotage. Il est composé des :

- Représentant-e-s des services techniques concernés de la Région Occitanie, du Département de l'Aveyron et des Communautés de communes concernées,
- Directrice de l'agence Départementale de l'Attractivité et du Tourisme de l'Aveyron,
- Directeurs-rices des Offices de tourisme,
- Représentant-e-s des services techniques des communes cœurs emblématiques,
- Les services du PETR.

Ce comité est animé par le Directeur du Parc Naturel Régional des Grands Causses. Madame la Maire de Millau, en tant que présidente du Comité de Pilotage, y participe afin d'assurer un lien direct entre la stratégie et l'exécution des actions.

ARTICLE 6 Les obligations des « Grands Sites Occitanie »

Les cosignataires titulaires du Contrat de Grand Site Millau-Roquefort-Sylvanès sont invités à s'engager dans leRéseau « Grands Sites Occitanie » et à respecter les principes suivants :

6.1 - Obligations générales

- Les membres du réseau « Grands Sites Occitanie » s'engageront à respecter le règlement intérieur du label et notamment :

- développer une dynamique de préservation, de valorisation et de médiation culturelle et patrimoniale du cœur emblématique du « Grand Site Occitanie » et deséléments constitutifs du caractère remarquable du site,

- définir et mettre en œuvre une stratégie de développement durable touristique surle site et son territoire environnant auquel il est naturellement lié,

- mettre en œuvre une démarche qualité partagée par l'ensemble des acteurs concernés, avec l'appui de la Région, pour toutes les composantes liées à la visite du site ou aux séjours dans le site et dans le territoire environnant,

- se doter d'une organisation appropriée du réceptif sur l'ensemble du territoire (Office de Tourisme 1ère catégorie, démarche qualité tourisme, labellisation tourisme handicaps),

- développer un réseau local d'ambassadeurs (acteurs touristiques, habitants…),

- mettre en œuvre une démarche concertée entre acteurs de la culture, du tourisme et de l'environnement pour la valorisation des « Grands Sites Occitanie »,

- inciter les visiteurs à découvrir les sites et produits de son territoire environnant ainsi que les autres « Grands Sites Occitanie »,

- participer aux actions du réseau régional « Grands Sites Occitanie » dans les domaines suivants : utilisation et respect de la charte graphique, démarchesqualité, rencontres et formations (journées techniques, centre de ressources…), participation aux actions de promotion engagées par la Région et son opérateur, leComité Régional du tourisme et à l'élaboration des outils correspondants (photothèque, vidéothèque, rédactionnels, banques de données), observatoire économique (communication des données qualifiées et indicateurs de suivi àl'observatoire régional..)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

- établir une convention de partenariat (et la joindre en annexe) entre le chef de file de la candidature Grand Site, l'office de tourisme 1ère catégorie référent et les autresOT 1ère catégorie sur la zone d'influence, définissant les rôles et les moyens de chacun pour la mise en œuvre du projet.

6.2 Obligations particulières

Les Offices de Tourisme référents des « Grands Sites Occitanie » devront :

- maintenir les conditions d'éligibilité durant toute la durée du contrat,

- conduire les actions de communication et de promotion du site en partenariat et encohérence avec celles menées aux échelons régional (Comité Régional du Tourisme), départemental (Comité Départemental du Tourisme) ou territorial (Parcnaturel régional) ou autre territoire infra départementalqui dispose des arguments pour développer une stratégie de développement touristique en veillant à attribuer son appartenance géographique à la Région Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée et au département concerné,

- valoriser la marque « Grands Sites Occitanie » et l'ensemble du réseau régional eny faisant référence sur l'ensemble des supports de communication produit par le site (brochures d'information, lettres, enseignes, dossiers de presse…) et ce, sur la base de la charte de communication spécifique « Grands Sites Occitanie»,

- se doter d'une stratégie digitale, d'un site Internet multilangues performant et d'outils de mobilité, conformes au cahier des charges établi à l'échelon régional enpartenariat avec les partenaires départementaux (Comités Départementaux du Tourisme) et participer à une stratégie commune de fabrication, d'accès et d'utilisation des informations et des images (photos, vidéos…). Fournir les statistiques Google analytics au Comité Régional du Tourisme,

  - animer les réseaux d'acteurs locaux qualifiés (notamment les hébergements classés, les restaurant labellisés, les prestataires agréés d'activités culturelles, sportives et touristiques) et en faire des ambassadeurs du label « Grands Sites Occitanie » : développement de stratégies et ateliers numériques, sensibilisation aux valeurs du label et diffusion des outils de communication «Grands Sites Occitanie »

  - fournir les données qualifiées et indicateurs de suivi du dispositif « Grands Sites Occitanie » chaque année à la Région, en liaison avec les observatoires économiques départementaux et régional,

  - s'inscrire dans une démarche de qualité et de professionnalisme, et pour les aménagements d'OT et d'espaces d'interprétation, en s'appuyant sur les principes directeurs régionaux,

  - promouvoir auprès des visiteurs de l'Office de Tourisme, les autres « Grands SitesOccitanie » et les territoires environnants par :
    - l'accueil et l'animation d'un espace dédié aux autres « Grands Sites Occitanie» de la Région Occitanie/ Pyrénées-Méditerranée, mais aussi les arguments culturels, touristiques et les événementiels des territoires concernés,
    - la sensibilisation et la formation du personnel d'accueil pour être en capacité de répondre à toute demande d'information relative à ces sites et de susciter l'envie de les découvrir.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

Les lieux de visite (sites historiques ou musées) majeurs identifiés dans lecadre des contrats régionaux devront :

- pour les cas particuliers de lieux de visite, hors périmètre GSO, prévoir une convention de partenariat.
- s'engager dans le plan qualité régional,
- fournir les indicateurs de suivi du dispositif « Grands Sites Occitanie », (dont fréquentations et statistiques Google analytics) à l'observatoire régional,
- promouvoir le réseau « Grands Sites Occitanie » dans leurs outils de communication et ce, sur la base de la charte de communication spécifique « GrandsSites Occitanie»,
- sensibiliser le personnel d'accueil pour inciter les visiteurs à découvrir l'offre culturelle de proximité et les autres « Grands Sites Occitanie »,
- mettre en œuvre un tableau de bord permanent sur les publics avec l'accompagnement du Comité Régional du Tourisme Occitanie.

Pour les sites patrimoniaux culturels, exigences professionnelles liées à lamédiation dans les cœurs emblématiques :

- mobiliser les connaissances scientifiques accumulées par l'inventaire régional quand elles existent et conduire un travail de médiation afin de les adapter aux différents publics,
- Innover dans la valorisation du patrimoine par de nouvelles approches ludiques, numériques, artistiques,
- recrutement de professionnels de la médiation du patrimoine et du numérique,
- recours à des guides conférenciers agréés pour les visites,
- traduction des outils de médiation patrimoniale en 3 langues minimum participation de l'équipe de médiation aux formations régionales (du réseau grandssites, du service de l'inventaire…),
- formations / sensibilisation à destination des résidents qui le souhaitent (ambassadeurs).

Les lieux de visite devront être dotés dans les 3 ans :

- d'un projet scientifique et culturel (PSC, pour les musées de France) ou d'un schéma directeur (pour les sites historiques classés) ou d'une synthèse des deux pour un site double historique et musée, et intégrant une stratégie de développement touristique, définie avec les acteurs du tourisme.
- d'une stratégie numérique digitale au service du projet patrimonial, (site internetde qualité, contenus sur parcours de visite, réseaux sociaux, e-réputation) définie avec les acteurs du tourisme et obligatoirement en lien avec le site internet « Grands Sites Occitanie ».
- d'un parcours de visite intégrant de nouvelles approches numériques, immersives,ludiques ou artistiques et en 3 langues minimum.

Les équipements culturels, grands événementiels identifiés dans le cadre des contrats régionaux devront :

- produire des événementiels valorisant le cœur emblématique du « Grand Site Occitanie », dans le cadre de leur programmation,
- inscrire un événementiel dans le cadre d'une programmation collective envisagéeà l'échelle du réseau régional,
- promouvoir le réseau « Grands Sites Occitanie » dans leurs outils de communication et ce, sur la base de la charte de communication spécifique «GrandsSites Occitanie»,
- se doter d'une stratégie digitale définie avec les acteurs du tourisme, (site internet, contenus culturels, réseaux sociaux, e-reputation…) obligatoirement en lien avec le site internet du « Grand Site Occitanie ».

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

Article 7 Les outils et projets régionaux déployés

7.1 Les outils déployés par la Région pour le label « Grands Sites Occitanie » sontles suivants :

- la marque : la Région Occitanie / Pyrénées- Méditerranée est propriétaire de la marquesemi-figurative déposée auprès de l'INPI « Grands Sites Occitanie » comportant la dénomination et le logo,
- la charte graphique et ses conditions d'utilisation,
- les outils de communication régionaux mis à disposition par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ; les outils et supports numériques et prints, plv…
- les campagnes de promotion, nationales et internationales

7.2 Par ailleurs, la région réalisera des projets collectifs dans le cadre du réseau « Grands Sites Occitanie », à titre d'exemples :

- les journées techniques d'échanges de bonnes pratiques, séminaires, formations…
- les rencontres du réseau GSO
- l'observatoire de l'offre et de la demande, l'évaluation du dispositif GSO
- le plan qualité
- et autres projets collectifs….

7.3 Appui ingénierie sur les projets GSO

La direction de l'économie locale du tourisme de l'agriculture et de l'alimentation et ses partenaires pourront apporter une aide dans la mise en œuvre des projets structurants identifiés dans le cadre des contrats.
Les signataires du contrat GSO veilleront à associer la Région en amont de la réalisation des projets.

ARTICLE 8 - Intervention financière de la Région

Dispositif tourisme durable, responsable et solidaire-Grands principes voté à la CommissionPermanente du 20 octobre 2023.
Et autres dispositifs de droits communs de la Région intervenant sur le cœur emblématiquedu « Grand Site Occitanie » ou sur les projets relevant de sa zone d'influence.

ARTICLE 9 - Intervention du Département :

Faire de l'Aveyron une référence, un département ayant la capacité d'associer modernité et authenticité est une ambition qui guide la collectivité départementale et se traduit dans un projet départemental audacieux. L'Aveyron est riche d'un patrimoine et de ressources que beaucoup lui envient, ses territoires pluriels participent à l'identité aveyronnaise.
Investi des Solidarités Humaines et Territoriales par la loi, le Département est présent au quotidien dans la vie des Aveyronnais. Il s'emploie fort logiquement à réunir toutes les conditions qui participent à l'attractivité résidentielle et touristique de l'Aveyron. A ce titre, le Département est un partenaire privilégié des collectivités et structures qui œuvrent en ce sens. Une prise en compte encore plus aboutie des considérations environnementales est également un objectif qu'il s'est fixé pour répondre à l'enjeu associé à la transition écologique.
Le Département souhaite maintenir le tourisme comme un axe important de développement et d'attractivité de son territoire. Il encourage la montée en gamme, la qualification de l'offre pour les sites, les structures d'hébergement et équipements touristiques.

A l'aune des objectifs précités et des compétences qui sont les siennes, à travers son projet départemental « l'AveyrOn se Bouge », le Département sera solidaire des initiatives et projets du territoire qui participent de la mise en œuvre des avenants Grand Site Occitanie dont il est signataire.
Le moment venu et tenant compte du calendrier des opérations, les projets correspondants seront appréhendés selon les dispositifs en vigueur et modalités qui leurs sont attachées et des disponibilités financières. A cet effet, il appartiendra aux porteurs de projets d'adresser au Président du Département

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

les dossiers afférents. Si besoin, des éléments complémentaires pourront être sollicités pour bien appréhender les contours du projet.
Enfin, en écho aux besoins constatés, et pour accompagner les collectivités dans leurs réflexions, le Département de l'Aveyron développe son offre en ingénierie, qu'il s'agisse de la mobilisation des compétences présentes dans ses services ou agences au rang desquelles notamment l'Agence Départementale de l'Attractivité et du Tourisme.

ARTICLE 10 – Durée :

Le contrat est conclu pour une durée de 5 ans.
Il entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties.
Cette date sera, en tout état de cause, postérieure à la date à laquelle la délibérationautorisant l'exécutif de la Région à le signer aura été rendue exécutoire.

Article 11 – Révision ou résiliation du contrat

Le contrat peut être modifié par avenant entre les parties.

A **Le**

Madame Carole Delga,
Présidente, de la Région Occitanie

Monsieur Arnaud Viala
Président du Département de l'Aveyron

Monsieur Richard Fiol,
Président du Syndicat mixte du
Parc naturel régional des Grands Causses

Madame Emmanuelle Gazel
Maire de Millau et Présidente de la Communauté Millau Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

Monsieur Bernard Sirgue
Maire de Roquefort

Monsieur Michel Wolkowitsky,
Maire de Sylvanès

Monsieur Edmond Gros
Maire de Sévérac d'Aveyron

Madame Emmanuelle Gazel,
Présidente de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses

Monsieur Sébastien David,
Président de la Communauté de Communes du Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons

Madame Monique Aliès,
Présidente de la Communauté de Communes Monts Rance et Rougier,

Monsieur Christian Naudan,
Président de la Communauté de communes des Causses à l'Aubrac

Monsieur Jérôme Mouries,
Président de la Communauté de communes de la Muse et des Raspes du Tarn

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

Monsieur Christophe Laborie,
Président de La Communauté de communes Larzac et Vallées,

Monsieur Arnaud Viala,
Président du PETR du Syndicat Mixte du Lévézou

Monsieur Jean-Luc CALMELLY
Président de l'Agence Départementale de l'Attractivité et du Tourisme de l'Aveyron

Monsieur Christian Forir
Président de l'Office de tourisme
Millau Grands-Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250321-20250321_039-DE
Reçu le 25/03/2025

Délibération PNRGC n° 2025-040- Bureau syndical du 26 juin 2025

Plan de paysage "la vallée Verte" - Mise en œuvre du programme d'actions

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte et motif de l'action

Les plans de paysage ne constituent pas un outil réglementaire. Celui de la "vallée Verte" est le fruit d'une démarche partenariale avec les acteurs de la vallée depuis 2022, considérant le paysage comme un bien commun, une ressource à préserver et à valoriser. Sur la base du diagnostic du territoire, il a défini des objectifs priorisés traduit dans un projet de territoire. Cet important travail se termine aujourd'hui avec l'élaboration d'un programme d'actions concret et partagé et élaboré dans une dynamique collective.
Son déploiement et sa concrétisation, projet riche de sens, doit maintenant se réaliser sur le moyen et long terme.

Objectifs de l'action

Si le Parc naturel régional des Grands Causses a coordonné ce travail, ce n'est pas l'acteur principal pour réaliser ce projet de territoire. En fonction des thématiques, les communes, les communautés de communes, le syndicat de rivière, la chambre d'agriculture et les autres acteurs doivent passer à l'action. Certaines se réaliseront au fil de l'eau, d'autres devront être impulsé avec parfois la nécessité d'un important portage politique. D'autres encore pourront être portées de façon partenariale avec le Parc par exemple.
Dans tous les cas mettre en œuvre ce programme d'actions nécessite l'implication active de tous les acteurs du territoire.

Descriptif

Le programme d'actions du plan de paysage de la "vallée Verte" se compose de 5 orientations qui regroupent 13 mesures, en plus d'un défi transversal lié à la problématique du foncier.
Il est défini ainsi :

ORIENTATION 1 : POUR LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU ET LA SOBRIÉTÉ DE SES USAGES

- Mesure 1 Adapter les usages de la ressource avec une meilleure connaissance des besoins et de leur rationalisation
- Mesure 2 Assurer la qualité de l'eau et sécuriser la ressource AEP

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

ORIENTATION 2 : POUR LA CONSOLIDATION DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE ET L'ACCOMPAGNEMENT DE SON ADAPTATION

- Mesure 3 Accompagner les arboriculteurs professionnels pour assurer la transition écologique et climatique des vergers
- Mesure 4 Accompagner les arboriculteurs pluriactifs pour maintenir leurs vergers
- Mesure 5 Développer le maraîchage, la vigne et de nouvelles cultures adaptées au climat

ORIENTATION 3 : POUR L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE ET LA CONCILIATION DES USAGES

- Mesure 6 Planifier puis aménager les aires d'accueil et de stationnement
- Mesure 7 Mieux concilier les usages de la rivière et assurer un partage raisonné de l'espace

ORIENTATION 4 : POUR LA QUIÉTUDE ET LA RÉSILIENCE DU CADRE DE VIE

- Mesure 8 Compléter les liaisons douces et développer les équipements ad hoc
- Mesure 9 Requalifier les espaces publics
- Mesure 10 Réhabiliter le bâti vacant dans les villages

ORIENTATION 5 : POUR LA PRÉSERVATION DE LA RICHESSE ÉCOLOGIQUE ET DU PATRIMOINE BÂTI

- Mesure 11 Lutter contre l'enfrichement
- Mesure 12 Réhabiliter les « faïsses »
- Mesure 13 Réhabiliter le patrimoine bâti vernaculaire emblématique

DÉFI TRANSVERSAL : LA MAÎTRISE DU FONCIER

- Définir des stratégies foncières et mettre en place des mesures et outils pour maîtriser des parcelles d'intérêt, bâties et non bâties

Budget

Le PNR des Grands Causses a été lauréat de l'AAP « Coopération territoriale » de la région Occitanie dans le cadre du fond FEADER, avec une enveloppe de 133 120€ qui permettra de porter les actions à vocation agricoles.
L'ingénierie d'animation est portée par le PNR des Grands Causses qui mobilisera les fonds du contrat spécifique de la Région et des fonds européens.
La CCMGC, la CCMRT, le SMBVTAM, la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron, l'APABA devront œuvrer également dans la recherche de financements pour les actions dont ils ont la compétence ou sont chefs de file pour certaines thématiques.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires pour postuler à cet appel à projet et à le mettre en œuvre.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025



Parc naturel régional des Grands Causses
Une autre vie s'invente ici

PLAN DE PAYSAGE « VALLÉE VERTE »

Au sein du Parc des Grands Causses, la vallée du Tarn, entre Gorges et Raspes, se distingue par sa tradition viticole et arboricole. Vignes, vergers et parcelles maraîchères tapissent ses versants bien exposés, où s'étagent parfois des terrasses de pierre sèche, les « faïsses ». Un patrimoine vernaculaire, villages de caves à vin, ostals, caselles, se niche dans les plis du paysage.

Terre nourricière, la vallée du Tarn est aussi une mosaïque de milieux naturels, un écrin de vie rurale et un vivier de loisirs de nature. Plusieurs villages et hameaux parsèment ses rives et ses coteaux, d'autres la surplombent depuis les plateaux. Son paysage possède une identité forte, reconnue par ses habitants et ses visiteurs. Autant d'attraits qui font d'elle une « Vallée verte » à préserver, à ménager, à adapter au changement climatique et à valoriser.

Le Plan de paysage est une démarche volontaire, portée par les acteurs du territoire. Il vise à construire l'avenir de la vallée du Tarn en plaçant la qualité et la vitalité paysagères au centre de tous les enjeux, que ceux-ci relèvent de la maîtrise du foncier, de l'agriculture, de la protection de la ressource en eau et des écosystèmes, de la résilience au changement climatique, de l'amélioration du cadre de vie ou de la gestion du tourisme de loisirs.

Pour une vallée verte productrice, résiliente, génératrice de bien-être et de qualité de vie.

Donnons un avenir fertile à la vallée du Tarn

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

UNE DÉMARCHE VOLONTAIRE ET CONCERTÉE

Plan de paysage
DÉFINITION

Un diagnostic co-construit, sept groupes de travail thématiques, des dizaines d'ateliers, réunions et rendez-vous techniques, plusieurs instances de validation…
Le Plan de paysage est le fruit d'une ample concertation animée par le Parc naturel régional des Grands Causses. Ensemble, un large éventail d'acteurs ont imaginé le futur désirable de la vallée du Tarn et défini des orientations, des mesures puis des actions pour y parvenir. Parmi eux : les **communautés de communes Millau Grands Causses** et **Muse & Raspes du Tarn**, la **Chambre d'Agriculture de l'Aveyron**, l'**APABA**, le **Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont**.

Le programme d'actions du Plan de paysage pourra être mis en œuvre avec tous les acteurs de la co-construction, dont les communes.

Le Plan de paysage n'est pas un outil réglementaire. Il est le fruit d'une démarche partenariale considérant le paysage comme un bien commun, une ressource à préserver et à valoriser.
Sur la base d'un diagnostic du territoire, il définit des objectifs de qualité paysagère et favorise, pour leur réalisation, l'émergence de dynamiques collectives et d'actions concrètes.
Le déploiement et la concrétisation du Plan de paysage, projet riche de sens, nécessiteront l'implication active de tous les acteurs du territoire.






Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

LA VERTE VALLÉE DU TARN

157 km²
SUPERFICIE TOTALE

50 km
DE LINÉAIRE DE RIVIÈRE TARN



300 à 800 m
d'altitude

Un paysage en mosaïque

1
pôle urbain &
15
villages avec leurs hameaux

31 283
habitants sur les 16 communes in extenso
9 304
habitants hors pôle urbain

De 13m³(étiage) à plusieurs centaines de mètres cubes : l'amplitude des débits du Tarn

9
communes soumises au risque « mouvement de terrain »

16
COMMUNES, D'AMONT EN AVAL

LE ROZIER	PAULHE
PEYRELEAU	MILLAU
MOSTUÉJOULS	CREISSELS
RIVIÈRE-SUR-TARN	COMPRÉGNAC
LA CRESSE	SAINT-GEORGES-DE-LUZENÇON
COMPEYRE	SAINT-ROME-DE-TARN
VERRIÈRES	MONTJAUX
AGUESSAC	LE VIALA-DU-TARN

+de 25
jours au-dessus des 30°C d'ici 2050

10
jours de pluie en moins en été, selon les prévisions

70%
du territoire classé en Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

1650
espèces dont 1100 à enjeu

160 ha
de vergers pour l'arboriculture professionnelle

80 ha
de vignes

270 ha
de friches, dont les « faïsses »

Un riche patrimoine bâti vernaculaire

182
sites identifiés pour les activités de pleine nature, dont 40 lieux de baignade

12 510
lits touristiques

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

UN PLAN DE PAYSAGE

EN

5	1	31	13
ORIENTATIONS	DÉFI TRANSVERSAL	ACTIONS	MESURES

POUR CONSTRUIRE L'AVENIR DE LA VALLÉE DU TARN

Orientations

ORIENTATION 1

Pour la protection de la ressource en eau et la sobriété des usages

Si nous utilisons de manière raisonnée la ressource en eau et ses réserves karstiques, si nous la protégeons et si nous veillons à l'équilibre écologique des rivières, nous contribuerons à l'avenir durable de la vallée du Tarn.

ORIENTATION 2

Pour la consolidation de l'activité agricole et l'accompagnement de son adaptation

Si nous aidons notre agriculture à surmonter ses difficultés de transmission d'activité, à s'adapter au changement climatique, à adopter des pratiques vertueuses et à s'inscrire dans une logique d'approvisionnement local, nous contribuerons à l'avenir durable de la vallée du Tarn.

ORIENTATION 3

Pour l'attractivité du territoire et la conciliation des usages

Si nous sensibilisons les utilisateurs de la pleine nature, si nous encadrons l'accueil des visiteurs, si nous concilions les usages et la préservation des milieux, de la biodiversité, et si nous promouvons un tourisme écoresponsable, nous contribuerons à l'avenir durable de la vallée du Tarn.

ORIENTATION 4

Pour la quiétude et la résilience du cadre de vie

Si nous réinventons nos espaces publics pour les rendre plus agréables, plus résilients et plus inclusifs, si nous réhabilitons notre bâti et si nous développons des solutions de mobilité douce, nous contribuerons à l'avenir durable de la vallée du Tarn.

ORIENTATION 5

Pour la préservation de la richesse écologique et du petit patrimoine bâti

Si nous préservons la singularité de nos paysages et la pluralité de nos milieux, si nous les protégeons face aux risques naturels accrus, si nous redonnons une vocation au patrimoine bâti vernaculaire, nous contribuerons à l'avenir durable de la vallée du Tarn.

CONSULTEZ LE PLAN DE PAYSAGE « VALLÉE VERTE » sur
paysages.occitanie.fr

Diagnostic préalable, orientations, mesures, cartographies et programme d'actions : tout pour comprendre les enjeux, visualiser les objectifs et s'engager dans cette démarche collective pour l'avenir de notre vallée du Tarn.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Plan de Paysage « Vallée verte »

PROGRAMME D'ACTIONS

VERSION DE TRAVAIL V2 - AVRIL 2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 1
Adapter les usages de la ressource avec une meilleure connaissance des besoins et de leur rationalisation

CONTEXTE
Comme cela a été observé avec inquiétude entre l'hiver 2022 et l'automne 2024, le dérèglement climatique accentue la tension sur la ressource en eau. L'évolution du régime des pluies, la hausse des températures et la plus grande fréquence des sécheresses, impactent le niveau de la rivière Tarn, notamment en été, et les réserves du milieu karstique souterrain. La nécessité d'économiser l'eau s'impose comme une évidence pour l'avenir immédiat et lointain, alors même que la consommation d'eau potable par le tourisme et l'agriculture a augmenté ces dernières années. Cela suppose un travail de sensibilisation auprès de tous les usagers (foyers, professionnels du tourisme...) et par une stratégie d'adaptation arboricole à des pratiques moins demandeuses en eau. Il importe d'évaluer précisément les besoins qui garantissent la viabilité des activités et de les rapporter aux connaissances acquises (ou à approfondir) sur la ressource hydrique. Ces données permettront d'éviter la mal-adaptation et d'assurer une bonne conciliation des usages de l'eau.
Tous les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SGAE) et Projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) doivent inscrire, à l'occasion de leur révision, une trajectoire de réduction des prélèvements en phase avec les scénarios prospectifs et, dès 2027, des objectifs chiffrés. Le Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont s'engage, dans ses nouveaux SAGE et PTGE, à la détermination de ses objectifs.

OBJECTIFS
- ✓ Évaluer la ressource en eau et les besoins des usagers, identifier les secteurs d'activités et les périodes sous tension
- ✓ Proposer aux arboriculteurs d'optimiser l'irrigation
- ✓ Sensibiliser tous les usagers à une gestion économe de l'eau

ACTION 1.1.1 UN DIAGNOSTIC DE LA RESSOURCE ET DES BESOINS

Ce diagnostic s'appuiera sur le schéma directeur d'alimentation en eau potable de la Communauté de communes Millau Grands Causses, qui doit livrer un état des lieux exhaustif des ouvrages et du service d'eau potable, sécurité sanitaire incluse, anticiper le ratio ressource/besoin à moyen et long terme, priorisé un programme de travaux et définir un zonage de la desserte en eau.

✦
De ce schéma directeur qui est en cours de réalisation, devront émerger des propositions d'actions qui viendront s'ajouter à celles en cours : télérelève à Millau, renouvellement des branchements et détection de fuites par plusieurs communes et syndicats d'eau potable.

LE DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Les communes de l'intercommunalité Millau Grands Causses incluses dans le périmètre de la « Vallée verte »

PRINCIPAUX ACTEURS
La Communauté de communes Millau Grands Causses
Les communes du Rozier, de Mostuéjouls, Peyreleau, La Cresse, Rivière-sur-Tarn, Compeyre, Verrières, Aguessac, Paulhe, Millau, Creissels, Saint-Georges-de-Luzençon, Comprégnac

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Agence de l'eau Adour Garonne
Direction départementale des territoires de l'Aveyron
Parc naturel régional des Grands Causses

BIBLIO

- Schéma directeur d'alimentation en eau potable de la Communauté de communes Millau Grands Causses, Artelia et GE Ingénierie
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Contrat de rivière Tarn amont 2019-2024 et révision ultérieure

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- PLUi de la Communauté de communes Millau Grands Causses

Action 1.1.2 Un socle de connaissances sur l'eau et les sols, pour une stratégie agroécologique concertée

L'élaboration d'une stratégie durable passe par un approfondissement préalable des connaissances.

MÉTHODOLOGIE

- ✦ Inventorier les ressources potentielles (localisation, qualité, distance vis-à-vis des usagers
- ✦ Analyser les sols et leur capacité de rétention de l'eau, en mesurant l'hygrométrie de parcelles représentatives
- ✦ Apprécier les besoins spécifiques des cerisiers en eau.
- ✦ Mettre en place, à partir des données recueillies, une stratégie concertée visant à :
  - définir des protocoles de gestion durable : pratiques agroécologiques pour le stockage naturel de l'eau sur les parcelles, plan de gestion de l'eau dans le respect des contraintes hydrologiques et biologiques
  - accompagner l'arboriculture dans l'adoption de méthodes préservant et améliorant la fertilité des sols
  - planter un verger expérimental doté de tous les aménagements fonctionnels nécessaires.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE

En priorité, les neuf communes en amont de Millau : Le Rozier, Peyreleau, Mostuéjouls, La Cresse, Rivière-sur-Tarn, Verrières, Compeyre, Aguessac, Paulhe.

PRINCIPAUX ACTEURS

- Parc naturel régional des Grands Causses
- Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron (APABA)
- Arboriculteurs de la « Vallée verte »

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES

Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
Agence de l'eau Adour Garonne
Coopératives
Direction départementale des territoires de l'Aveyron
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron

Biblio

- Contrat de rivière du Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
- Études hydrogéologiques du Causse de Sauveterre, du Causse Noir et du Causse Rouge, par le Parc naturel régional des Grands Causses
- Zone agricole protégée
- Plan de Paysage « Vallée verte », atelier du groupe de travail « Arboriculture », 2023

Action 1.1.3 La sensibilisation de tous à la gestion économe de la ressource en eau

La préservation de la ressource en eau suppose la sensibilisation de tous, et pas seulement des agriculteurs, à des pratiques vertueuses : foyers, artisans, prestataires de tourisme, visiteurs.

MÉTHODOLOGIE

- ✦ Mener à bien le contrat de territoire Eau et Climat
  - Intégrer les économies d'eau dans cet outil de programmation pluriannuelle qui succèdera au contrat de rivière 2019-2024.
  - Parachever ce contrat pour une validation souhaitée en 2026.

- ✦ Sensibiliser la population
  - Poursuivre la sensibilisation du grand public et des scolaires, en lien notamment avec le CPIE du Rouergue
  - Déclinaison du guide de la Ville de Millau, « L'eau une ressource à protéger », sur les quinze autres communes de la « Vallée verte »
  - Lancement d'un défi « Familles à économie positive », avec formation aux éco-gestes.
  - Autres initiatives à définir en lien avec le Schéma directeur eau potable et assainissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

✦ Sensibiliser les gestionnaires de camping :

- Poursuite de la dynamique du Fonds Tourisme Durable (2020-2025), qui a permis d'accompagner des hébergements touristiques dans leur transition écologique, dont l'optimisation de leur gestion de l'eau : conseils pour l'achat d'équipements économes (réduction de débit, récupération des eaux pluviales), pour la gestion efficace des eaux usées via des solutions innovantes (toilettes sèches, phytoépuration). L'enjeu est maintenant d'accompagner les professionnels dans le cadre d'autres dispositifs, tels ceux de l'UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie) et de la Fédération régionale des hébergements de plein air, qui s'est engagée pour une meilleure gestion des ressources, une limitation des impacts sur le milieu naturel et une sensibilisation de ses clients.
- Développement et valorisation de labels tels « Clé verte », écolabel européen, fondé sur des critères de développement durable.

✦ Sensibiliser les agriculteurs :

- Rencontres et sessions de formations avec des arboriculteurs de la Vallée verte ayant adopté une stratégie durable fondée sur l'agroécologie, pour un retour d'expérience partagé avec les agriculteurs.

✦ Sensibiliser au patrimoine bâti :

- Valoriser la réhabilitation du patrimoine vernaculaire lié à l'eau, destiné notamment à son stockage, et la reconstruction des « faïsses », ces terrasses qui, une fois redevenues fonctionnelles, limitent le ruissellement de l'eau et favorisent sa pénétration dans le sol. Cf. fiches actions 12 & 13.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
L'ensemble de la « Vallée verte »

PRINCIPAUX ACTEURS
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Les seize communes
Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
Sivom Tarn et Lumensonesque
Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable du Causse Noir
Parc naturel régional des Grands Causses

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Agence de l'eau Adour Garonne
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
Chambre de commerce et d'industrie de l'Aveyron
Fédération régionale des hébergements de plein air
Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH)
Offices de tourisme
Centre permanent d'initiatives pour l'environnement du Rouergue
Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron (APABA)
Région Occitanie

BIBLIO

- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Tarn amont et projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE)
- Schéma directeur d'alimentation en eau potable de la Communauté de communes Millau Grands Causses, Artelia et GE Ingénierie
- *Guide des bonnes pratiques : l'usage de l'eau potable en CHRD*, UMIH, 2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 2
Assurer la qualité de l'eau et sécuriser la ressource AEP

CONTEXTE

La nappe alluviale du Tarn, en relation hydraulique avec la rivière, est captée au moyen de forages ou de puits pour l'alimentation en eau potable des communes de la vallée. Cette ressource est d'autant plus vulnérable que des particuliers y puisent également et que le débit du Tarn est variable selon les saisons, avec un étiage entre juillet et septembre. Sa protection est impérative. Qualitativement, les analyses sont satisfaisantes ; toutefois, elles n'intègrent pas certaines molécules dont la dangerosité toxicologique fait l'objet d'interrogations à l'échelle nationale et qui sont susceptibles d'impacter la santé publique.

Le code de la santé publique définit un outil réglementaire pour tous les captages destinés à la production d'eau potable : les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée. Ceux-ci sont instaurés par déclaration d'utilité publique.

Le schéma directeur d'alimentation en eau potable de la Communauté de communes Millau Grands Causses, en cours d'élaboration, doit définir les ressources stratégiques et les dispositifs de sécurisation nécessaires et, si besoin, rationaliser les ouvrages de captation.

OBJECTIFS

- ✓ Sensibiliser les agriculteurs à la préservation de la qualité de la ressource en eau
- ✓ Parachever la mise en place des périmètres de protection des captages d'eau potable
- ✓ Sécuriser les ressources d'alimentation en eau potable

ACTION 1.2.1 PROTÉGER LA QUALITÉ DE LA RESSOURCE EN EAU

Quatre sites de captages d'eau potable sont inclus dans le périmètre de la « Vallée verte » : les forages du Payssel à Mostuéjouls, le puits d'Aguessac, les puits de la Graufesenque à Millau, le puits de Comprégnac. Les captages de la Graufesenque font déjà l'objet d'une protection réglementaire, avec arrêté de déclaration d'utilité publique. Pour les autres, une régulation administrative est en cours.

MÉTHODOLOGIE

- ✦ Déployer des temps d'information auprès des propriétaires, fermiers et usagers des terrains compris dans les bassins d'alimentation des captages et plus encore dans un périmètre de protection rapprochée, que celui-ci soit défini dans la déclaration d'utilité publique ou dans l'avis d'un hydrogéologue agréé.
  - Proposer cette sensibilisation lors des visites d'ouvrages en compagnie de la collectivité et du fontainier (et/ou du délégataire)
  - Confier l'organisation de ces rendez-vous au Parc naturel régional, site par site en concertation avec l'ensemble des acteurs
  - Mettre l'accent sur le volet technique du service (collectivité ou Sivom en charge), le volet hydrogéologique et qualitatif (Parc des Grands Causses) et le volet agricole pour les pratiques respectueuses (Chambre d'Agriculture de l'Aveyron)
  - Dupliquer ces actions de sensibilisation auprès des propriétaires d'autres forages utilisés, notamment par les campings de la vallée.

Cf. Également mesure 2.3.1, « Poursuivre l'accompagnement des arboriculteurs vers une agriculture plus durable », visant à réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans les vergers, produits susceptibles de dégrader la qualité de l'eau par lessivage.

La démarche ne peut que rejaillir positivement sur la qualité physico-chimique des eaux du Tarn, au bénéfice de la biodiversité comme des activités en rivière.

✦ Appliquer la procédure de DUP pour la mise en place des périmètres de protection des captages AEP

L'action vise à accompagner les collectivités locales dans l'instauration des périmètres de protection pour leurs captages d'eau potable, voire dans les PSE (paiements pour services environnementaux) pour les périmètres de protection rapprochée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

La démarche relative aux périmètres de protection est conduite par la délégation départementale de l'Agence régionale de Santé, avec l'appui d'Aveyron Ingénierie sur les communes rurales.
S'agissant du champ captant de la commune de Mostuéjouls et du puits d'Aguessac (géré par le Sivom Tarn et Lumensonesque), l'hydrogéologue agréé a rendu un avis sanitaire et l'arrêt de la DUP semble imminent. Pour le puits de Comprégnac, la procédure est en cours, étendue aux autres ressources communales.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 1, « Périmètres rapprochés des captages ».
D'amont en aval :
- Champ captant à Mostuéjouls
- Puits d'Aguessac
- Puits de la Graufesenque à Millau
- Puits de Comprégnac

PRINCIPAUX ACTEURS
Communes de Mostuéjouls et de Comprégnac
Sivom Tarn et Lumensonesque
Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
Communauté de communes Millau Grands Causses
Parc naturel régional des Grands Causses
Campings
Usagers

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Communes
Agence régionale de Santé
Aveyron Ingénierie
Direction départementale des territoires
Agence de l'eau Adour Garonne
FREDON Occitanie
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron (APABA)

BIBLIO
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Contrat de rivière du Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
- Études hydrogéologiques par les hydrogéologues agréés
- Études hydrogéologiques du Causse du Sauveterre, du Causse Noir et du Causse Rouge, Parc naturel régional des Grands Causses
- Soirée-débat avec le collectif « Nous voulons des coquelicots », 2023

ACTION 1.2.2 SÉCURISER LES RESSOURCES D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Seule la commune de Comprégnac est concernée par cette action qui est consécutive à l'action 1.2.1. Pour les trois autres captages, la sécurisation de l'alimentation en eau potable est déjà assurée par une interconnexion avec d'autres ressources : le champ captant du Payssel et la source de Trouilhas à Mostuéjouls, l'Espérelle à Millau, la source de Saint-Pierre entre autres pour le Sivom Tarn et Lumensonesque.

✦

L'action réside dans la mise en œuvre des objectifs du Schéma directeur d'alimentation en eau potable de la Communauté de communes Millau Grands Causses. En parallèle, selon le souhait de la commune de Comprégnac, les captages existants sont en cours de régularisation, sous maîtrise d'œuvre d'Aveyron Ingénierie avec le bureau d'études Hydrogeoconsult. Sont prévus des essais de pompage, un examen endoscopique des forages existants, des traçages, ainsi que l'acquisition foncière des parcelles sises dans le périmètre de protection immédiate.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Communauté de communes Millau Grands Causses
Commune de Comprégnac

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

PRINCIPAUX ACTEURS
Communauté de communes Millau Grands Causses

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Direction départementale des territoires
Agence de l'eau Adour Garonne
Aveyron Ingénierie
Agence régionale de Santé
Parc naturel régional des Grands Causses

BIBLIO

- Étude du schéma directeur alimentation en eau potable et pluvial de la Communauté de communes Millau Grands Causses, 2023
- Périmètres de protection des captages à Comprégnac, Commune de Comprégnac, présentation du copilotage de lancement, 26 février 2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

ORIENTATION 2 POUR LA CONSOLIDATION DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE ET L'ACCOMPAGNEMENT DE SON ADAPTATION

Mesure 3
Accompagner les arboriculteurs professionnels pour assurer la transition écologique et climatique des vergers

CONTEXTE

De tradition ancienne, solidement ancrée dans l'histoire de la vallée du Tarn, l'arboriculture n'en est pas moins vulnérable. Le dérèglement climatique (hivers doux, gelées tardives, manque d'eau en période végétative...) et la prolifération de ravageurs tels la Drosophila Suzukii impactent la production et suscitent l'inquiétude pour certaines filières. L'arboriculture, contrairement à la viticulture, n'est que faiblement convertie en bio. Elle se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins : menacée par des bouleversements environnementaux, elle doit s'adapter et mener à bien sa transition vers une approche plus vertueuse, en adoptant progressivement des méthodes agroécologiques.
La diversification des cultures et le recours à des essences mieux adaptées sont cruciaux pour maintenir le petit parcellaire façonné par la polyculture, ce paysage en mosaïque qui caractérise l'identité de la vallée. D'autant que le parcellaire arboricole est exposé à la concurrence de l'élevage, en quête de foncier.
L'adaptation de l'arboriculture et sa diversification doivent s'inscrire dans le développement des circuits courts à l'œuvre sur le territoire, pour une meilleure viabilité économique, et conforter ainsi la dimension nourricière de la « Vallée verte ».

OBJECTIFS

- ✓ Développer une agriculture restreignant l'usage des pesticides
- ✓ Introduire de nouvelles espaces végétales plus adaptées aux évolutions climatiques en « Vallée verte »
- ✓ Soutenir l'arboriculture

ACTION 2.3.1 POURSUIVRE L'ACCOMPAGNEMENT DES ARBORICULTEURS VERS UNE AGRICULTURE PLUS DURABLE

L'arboriculture de la « Vallée verte » se doit de poursuivre sa transition écologique, amorcée avec l'aide de l'Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron (Apaba). Celle-ci, dans le cadre du programme Dephy-ferme, accompagne des arboriculteurs dont les cerisiers sont fortement impactés par la Drosophila Suzukii. Au gré de réunions collectives, d'échanges sur le terrain et de restitutions régulières, elle favorise la mise en place progressive de solutions appropriées à la topographie de la moyenne montagne.
Il s'agit, en amplifiant la dynamique, d'accompagner les professionnels dans l'adoption de pratiques agroécologiques, respectueuses de la biodiversité, de la qualité de la ressource en eau et de la santé publique.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Gagner en efficience

- Procéder à l'état des lieux des méthodes culturales (calendriers de traitements, produits utilisés, dosages)
- Définir des règles communes de décision vis-à-vis des traitements
- Analyser l'évolution des pratiques au moyen de ratios économiques (dont temps et méthode de travail).
- Organiser l'achat groupé de nouveaux matériels.

✦ 2 Substituer, aux produits chimiques, des techniques alternatives

- Tester des produits écologiques innovants et de nouvelles variétés résistantes
- Expérimenter des pratiques vertueuses : désherbage mécanique, engrais verts et couverts végétaux en inter-rangs, méthodes de biocontrôle des parasites (piégeage, confusion sexuelle)
- Susciter l'utilisation de filets anti-pluie et anti-insectes
- Mettre en place une formation sur la fertilité du sol, la biodiversité et les bio-agresseurs

✦ 3 Accompagner la conversion des systèmes culturaux

- Convertir les vergers taillés en gobelets en vergers taillés en axes
- Procéder à des aménagements spécifiques propices à l'épanouissement de la biodiversité

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

➡ *Les efforts des arboriculteurs professionnels, dans un contexte difficile, devront être valorisés au moyen d'une communication active qui pourra inciter les pluriactifs à leur emboîter le pas.*

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
La partie amont de la « Vallée verte » : communes du Rozier, de Peyreleau, Mostuéjouls, Rivière-sur-Tarn, La Cresse, Compeyre, Paulhe, Aguessac et Millau, plus précisément les parcelles cartographiées de l'Orientation 2 du dossier « Plan de Paysage Vallée verte, Projet de territoire ».

PRINCIPAUX ACTEURS
Arboriculteurs
Coopératives fruitières
Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron (APABA)

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Communauté de communes Millau Grands Causses
Maison de la Cerise de Paulhe

BIBLIO
- Atelier du groupe de travail « Arboriculture », 2023

ACTION 2.3.2 ENGAGER UNE ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ TECHNICO-ÉCONOMIQUE POUR ADAPTER LES VERGERS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN IMPLANTANT DE NOUVELLES ESSENCES ARBORICOLES

Cette action vise à accompagner, dans un premier temps, les structures arboricoles engagées dans la démarche « Déphy-ferme ». Elle prolonge l'action 1.1.2, « Quantifier la ressource en eau disponible et les besoins des cultures pour mettre en place une stratégie durable et concertée basée sur l'agroécologie », qui prévoit l'identification des vergers de cerisiers ne pouvant être sauvegardés, à terme, en raison de conditions pédologiques défavorables et/ou de l'absence d'une ressource en eau. Implanter de nouvelles espèces, plus résilientes au changement climatique, doit permettre d'éviter l'abandon des vergers ou leur conversion en prairies fourragères.

MÉTHODOLOGIE
✦ 1. Sélectionner les essences adaptées aux conditions pédoclimatiques
Quelles essences arboricoles nouvelles en vallée du Tarn ? L'étude devra déterminer celles qui, plus résistantes au gel tardif et à la sécheresse, moins sensibles à la chaleur et moins dépendantes du nombre de jours de froid, sont adaptées aux conditions pédoclimatiques de la vallée et pourraient remplacer les vergers de cerisiers condamnés. La sélection, avec l'aide de spécialistes, s'effectuerait selon un choix variétal, un choix de porte-greffes, un choix d'espèces. Les recherches initiales s'orientent vers des fruits à coque tels le pistachier ou encore l'amandier qui s'épanouissait hier dans la vallée et pourrait, demain, en reconquérir les coteaux.
Lors d'un groupe de travail en novembre 2023, les arboriculteurs ont manifesté un intérêt pour l'introduction du pistachier et d'autres cultures possiblement compatibles avec les conditions pédoclimatiques de la vallée, les modalités de transformation/commercialisation et les perspectives de filière : figuier, grenadier, olivier, noyer, kaki (plaqueminier), cormier, avocatier.

✦ 2 Sélectionner les essences économiquement valorisables
Une étude de marché devra permettre :
- d'évaluer le potentiel de commercialisation et les filières d'écoulement
- de définir le besoin et les outils de transformation
- de mesurer l'impact socio-économique (main d'œuvre saisonnière) en « Vallée verte »
- de structurer les coopératives fruitières pour l'achat, la transformation, le stockage et la revente des productions
- de définir les itinéraires culturaux
- d'identifier le matériel nécessaire à la mise en culture.

Cette étude, s'appliquant à des vergers plantés aujourd'hui, devra anticiper le climat de 2050 et les futurs marchés économiques.

✦ 3 Replanter les vergers les plus vulnérables et/ou complanter des zones d'élevage.
Dans le même temps, envisager la plantation d'autres arbres, fruitiers ou non, en bordure de parcelle comme autrefois (noyer, amandier) ou au sein des parcelles (agroforesterie).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
La partie amont de la « Vallée verte » : communes du Rozier, de Peyreleau, Mostuéjouls, Rivière-sur-Tarn, La Cresse, Compeyre, Paulhe, Aguessac, Millau ; plus précisément, chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 2, « Vergers des arboriculteurs professionnels ».

PRINCIPAUX ACTEURS
Arboriculteurs
Coopératives fruitières
Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Communauté de communes Millau Grands Causses
Maison de la Cerise de Paulhe

BIBLIO
- Plan de Paysage « Vallée verte », atelier du groupe de travail « Arboriculture », 2023

Action 2.3.3 Soutenir l'arboriculture à travers la diversification, les filières de transformation, de nouveaux circuits de valorisation, et faciliter la consommation locale

La production fruitière en vallée du Tarn atteint en moyenne 1000 tonnes par an, dont une part importante est vendue en circuit long par l'intermédiaire de deux coopératives locales. Mais celles-ci n'ont pas, à ce jour, de débouchés pour les productions bio et ne développent guère l'approvisionnement local ou la diversification. Or, des solutions sont envisageables, comme l'ont suggéré, lors des journées du Club des territoires en juin 2023 à Millau, les ateliers consacrés à la cuisine centrale millavoise de demain et aux synergies public-privé en faveur de l'agriculture nourricière et des paysages alimentaires.
Le contenu de l'action reste à préciser mais, de toute évidence, des filières de vente ou de transformation doivent être inventées autour de nouveaux produits.

PISTES D'ACTION
- Réfléchir à des outils de transformation, surgélation, etc., pour valoriser les surplus estivaux de la production fruitière, mais aussi les fruits non commercialisables (calibre insuffisant p. ex.) pour les besoins de la restauration collective toute l'année
- Valoriser et transformer des cerises hors calibre en confiture et en jus
- Engager une réflexion sur la logistique et la massification
- Développer des circuits courts en accompagnant les porteurs de projet
- Accompagner l'association de préfiguration (créée en février 2025) pour une plateforme locale d'approvisionnement des établissements de restauration collective, restaurants traditionnels, commerces et ateliers locaux
- Soutenir des initiatives privées telles la reprise d'un pressoir à jus « Pulpatech » au Mas de Compeyre, afin d'amorcer un processus techno-économique durable
- Développer ou étoffer les coopératives existantes, dans une synergie entre producteurs, transformateurs et clientèle, dont les collectivités
- Garantir, après conversion de l'arboriculture en bio, l'écoulement des nouvelles productions biologiques

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
L'ensemble de la « Vallée verte »

PRINCIPAUX ACTEURS
Parc naturel régional des Grands Causses
Arboriculteurs
Coopératives fruitières
Cuisine centrale de Millau
Département de l'Aveyron (plateforme de distribution)

PARTENAIRES TECHNIQUES
Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

BIBLIO

- Projet alimentaire territorial Grands Causses Lévézou, Parc naturel régional des Grands Causses, 2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 4
Accompagner les arboriculteurs pluriactifs pour maintenir leurs vergers

CONTEXTE

Les arboriculteurs pluriactifs sont des propriétaires et/ou exploitants de vergers (le plus souvent hérités) dont l'agriculture ne constitue pas l'activité principale. Ils représentent 62% des arboriculteurs de la vallée du Tarn, vallée dont ils exploitent au moins 17% de la surface agricole utile. Leur pratique revêt une dimension à la fois patrimoniale, paysagère et sociale (recours à de la main d'œuvre familiale, éventuellement vente directe...). Or, en huit ans, le nombre de pluriactifs a diminué de 25%. En cause : le vieillissement des exploitants, mais aussi une désaffection des vergers traditionnels liée au manque de formations techniques ou de certifications, à la carence de main d'œuvre pour la cueillette, à la prolifération de la mouche Suzukii dans les cerisiers, à la pression foncière de l'élevage.

OBJECTIFS

✓ Endiguer la tendance au délaissement des vergers par les arboriculteurs pluriactifs
✓ Contenir le nombre de foyers infectieux (mouche Suzukii)
✓ Soutenir la filière arboricole de la « Vallée verte »
✓ Maintenir la mosaïque paysagère de la vallée

ACTION 2.4.1 RECENSER LES ARBORICULTEURS PLURIACTIFS, EFFECTUER UN DIAGNOSTIC DE LEURS VERGERS ET PROPOSER DES SOLUTIONS DE REPRISE

La catégorie des pluriactifs ne figure pas dans les statistiques agricoles alors que le parcellaire concerné a une réelle importance pour l'économie et la gestion paysagère de la « Vallée verte ». Mesurer précisément le potentiel de transmission de ce patrimoine arboricole suppose de connaître ces arboriculteurs pluriactifs, leur situation familiale et l'état de leurs vergers.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Créer une instance locale d'échanges et de décision, par exemple sous la forme d'un comité local technique et de suivi des reprises de vergers, impliquant les communes concernées, les présidents des coopératives fruitières, les arboriculteurs professionnels, le représentant agricole local, l'animateur de la Maison de la Cerise de Paulhe...

✦ 2 Recenser et entrer en contact avec les pluriactifs

- au moyen d'un traitement SIG, via le registre parcellaire graphique qui procure des informations détaillées sur l'occupation du sol
- à l'aide du comité local technique, des élus locaux, des coopératives fruitières, du technicien de la Maison de la Cerise ou encore des arboriculteurs professionnels.

Une fois établie la base de données la plus exhaustive possible, entrer en contact avec les propriétaires pour établir une relation de confiance autour de l'enjeu de transmission.

✦ 3 Apprécier la valeur agronomique et paysagère des vergers identifiés

- Affiner l'état des lieux des vergers : superficie, localisation, ancienneté, état sanitaire et productif, intérêt paysager et social au sein de la « Vallée verte ».
- Établir ainsi une fiche descriptive, assortie d'une note de classement, répertoriable sur une cartographie.
- Hiérarchiser et prioriser les secteurs d'intérêts.
- Définir alors une stratégie pour la préservation, la reprise et l'exploitation durable des vergers (installation d'un jeune arboriculteur, échanges, baux, vente aux professionnels...), en concertation avec le comité local technique.

✦ 4 Négocier la transmission des vergers

- Animer la sensibilisation en organisant des rencontres avec les propriétaires dans le cadre de porte-à-porte, de rendez-vous individuels, de réunions d'information, en lien avec les élus locaux
- Exposer aux propriétaires l'intérêt patrimonial, paysager et économique d'une conservation de leurs vergers
- Les informer sur les possibilités de transmission (vente, baux à long terme, échange...)
- Cartographier les intentions de succession/transmission

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- Imaginer, avec l'aide d'un expert, des modalités et stratégies de reprises : échanges fonciers entre arboriculteurs, mini-remembrement des vergers avec les arboriculteurs professionnels, création d'une unité foncière viable pour installer un jeune arboriculteur, etc.
- Selon le degré d'engagement de chaque commune dans l'action, mettre en place l'outil de veille de la Safer sur le foncier agricole, Vigifoncier, pour permettre aux communes de préempter des vergers puis de les rétrocéder en préservant leur vocation.

✦ 5 Contractualiser

- Lors d'un accord sur le principe d'une cession-transmission, définir la formule la plus adéquate pour l'acquéreur comme pour le cédant (achat, baux sur le long terme, création d'une association foncière arboricole, conventions de mise à disposition, conventions de mise à disposition et d'exploitation...).
- Favoriser l'accompagnement de la démarche par un expert foncier, notamment sur les appuis juridiques. Cf. fiche « Foncier ».
- Dans le cas d'une volonté de vente et de l'absence de repreneur immédiat, favoriser le stockage et la mise en réserve du ou des vergers avec l'aide de la Safer, de Terre de liens, d'une commune ou de la Maison de la Cerise de Paulhe, par exemple.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
La partie amont de la « Vallée verte » : communes du Rozier, de Peyreleau, Mostuéjouls, Rivière-sur-Tarn, La Cresse, Compeyre, Paulhe, Aguessac, Millau : plus précisément, chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 2, « Vergers des arboriculteurs professionnels ».

PRINCIPAUX ACTEURS
Parc naturel régional des Grands Causses, avec l'appui d'un prestataire spécialisé
Pluriactifs
Arboriculteurs professionnels
Communes de Mostuéjouls, Rivière-sur-Tarn, La Cresse, Compeyre, Paulhe, Aguessac et Millau
Maison de la Cerise de Paulhe

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Association pour la promotion de l'agriculture biologique (APABA)
Expert arboricole
Expert foncier
Coopératives fruitières
SAFER
Terres de lien

BIBLIO

- Diagnostic agricole de la « Vallée verte », « Adapter une agriculture résiliente aux attentes du territoire et aux différents enjeux », Q. Lallemand, mémoire de Masters,, 2022.
- Impacts des pratiques des agriculteurs pluriactifs sur le paysage de la haute vallée du Tarn, Le Goff, mémoire de fin d'études, 2014.
- Guide méthodologique pour le diagnostic initial, Réseau Dephy ferme, version « Cultures pérennes », APABA, 2022
- Transmettre les terres agricoles, Séminaire Récolte Occitanie, 2024.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 5
Développer le maraîchage, la vigne et de nouvelles cultures adaptées au climat

CONTEXTE

Le paysage de la vallée du Tarn se compose de petites parcelles, différemment cultivées, formant une mosaïque, et d'autres parcelles en friche car difficilement mécanisables, peu accessibles ou abandonnées et non mises en vente. Le simulateur CRATer (calculateur pour la résilience alimentaire des territoires, Les Greniers d'abondance, 2022), utilisé à l'échelle de la « Vallée verte », laisse apparaître un manque très important en oléoprotéagineux, tandis que les besoins en fruits et légumes sont presque couverts. Le maraîchage est représenté par une exploitation associative à Millau, par des arboriculteurs professionnels sur la partie amont et, au seuil des Raspes et le long de la Muse, par de petits maraîchers en majorité bio. Aussi variée que soit la production maraîchère, elle reste insuffisante, quantitativement, au regard des besoins locaux.

Comme en témoigne tout un patrimoine bâti vernaculaire, la vigne est une culture historique de la vallée du Tarn. Aujourd'hui, elle couvre près de 80ha, travaillés par huit viticulteurs, en amont et en aval de Millau. La production de vin s'écoule sans difficulté. La vallée forme le rayon de production du vin AOP Côtes de Millau. Le Parc naturel régional des Grands Causses y a institué, sur 1000ha, une Zone agricole protégée (ZAP). Le changement climatique laisse entrevoir, en Aveyron un potentiel biogéographique pour la culture de la vigne ; opportunité que la vallée du Tarn, avec l'AOP Côtes de Millau, peut saisir à condition de mobiliser de nouvelles terres.

Le développement de nouvelles cultures, en lien avec le Projet alimentaire territorial (axe « Bien produire localement »), contribuerait au maintien du paysage (via la revitalisation des terrasses par exemple) et soutiendrait la démographie agricole de la vallée.

OBJECTIFS

- ✓ Développer le maraîchage sous conditions (disponibilité du foncier et ciblage des productions)
- ✓ Soutenir la viticulture (foncier, valeur ajoutée) via la remobilisation des acteurs
- ✓ Mobiliser du foncier sur le long terme pour le rendre accessible
- ✓ Inventer des modèles technico-économiques et juridiques pour le portage et l'implantation de nouvelles cultures et de leurs filières locales

ACTION 2.5.1 RÉALISER UN ÉTAT DES LIEUX DU FONCIER ADAPTÉ ET IDENTIFIER LES CONDITIONS PROPICES À L'ACTIVITÉ MARAÎCHÈRE

Selon les professionnels, la viabilité d'une exploitation est conditionnée à une superficie de 3ha minimum, sur de bonnes terres de préférence alluvionnaires, et à la mise en place d'équipements (système d'irrigation, serres). En agroécologie, l'exigence des rotations élevage/cultures, pour la régénération du sol, rend même nécessaire une superficie de 10ha.

La disponibilité du foncier est la principale problématique rencontrée par les porteurs de projet hors cadre familiaux (non issus du milieu agricole), en raison de l'urbanisation des secteurs péri-urbains ou de la concurrence d'agriculteurs en quête d'extensions. Pour la traiter, l'implication des élus et acteurs locaux, la mobilisation d'outils fonciers, la définition claire d'un projet, incluant les critères de recherche, sont indispensables.

MÉTHODOLOGIE

- ✦ Constituer un groupe de travail (technicien maraîchage, maraîcher professionnel, élus locaux portant la volonté politique) qui identifiera les types de projet viables et les modalités pertinentes de leur portage ; voire proposer des formations aux élus, relatives notamment à la tranmission des terres.
- ✦ Recenser les parcelles disponibles (au moins 3ha, mécanisables, dotées d'un accès pratique à une ressource en eau) et en concordance avec les types de projet identifiés. Ouvrir la réflexion à de nouvelles formes de maraîchage (comme à Ispagnac, en Lozère, où les planches de cultures sont disposées sous des pergolas supportant de la vigne). *Pour les terres les plus favorables, cf. fiche mesure 11.*
- ✦ En fonction des résultats, proposer ces terrains à un porteur de projet et, si nécessaire, l'accompagner.

Cette action doit être conduite en parallèle de la fiche 14 dédiée au foncier.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Secteurs alluvionnaires, prioritairement, dans l'ensemble de la vallée
Friche industrielle de Lactalis à Saint-Georges-de-Luzençon

PRINCIPAUX ACTEURS
Communes
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Maraîchers
Couveuse maraîchère de Saint-Affrique
Coopératives
Cuisine centrale de Millau

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron (APABVA)
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Safer
Terre de liens

BIBLIO
- Projet alimentaire territorial Grands Causses Lévézou, Parc naturel régional des Grands Causses et PETR Lévézou
- Cartographie des zones alluvionnaires de la vallée du Tarn et de ses affluents, Parc naturel régional des Grands Causses, 2023
- Journées techniques du Club des territoires « Un Plus Bio », Millau, juin 2023
- Zone agricole protégée de la Vallée du Tarn
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Plan de prévention du risque inondation
- « S'installer en maraîchage bio : les clés de la réussite », guide technique du réseau agriculture biologique des Chambres d'agriculture

ACTION 2.5.2 VALORISER ET DÉVELOPPER LA VITICULTURE

L'installation d'un vigneron nécessite, pour être viable, une superficie d'au moins 10ha, selon les professionnels. Des coteaux plus ou moins abandonnés, peu adaptés à des cultures exigeantes en eau, pourraient être mobilisés, de même que les faïsses, à condition qu'elles soient accessibles, mécanisables et que leur sol soit assez profond. La recherche du foncier s'annonce délicate, a fortiori si les parcelles doivent être proches les unes des autres. Par ailleurs, certains vignerons déjà en activité n'ont besoin que d'une à deux parcelles supplémentaires, attenantes à leur exploitation.
La promotion de la viticulture en « Vallée verte » peut s'effectuer sur le modèle de la « Biovallée » drômoise ou du vignoble des « Terrasses du Larzac » dans le sud du Parc naturel régional des Grands Causses. La contribution de la vigne à la mosaïque paysagère de la vallée et à l'aménagement des coteaux en terrasses, peut être mise en avant. La viticulture biologique, caractéristique de la vallée du Tarn, doit être valorisée comme label qualitatif. L'AOP Côtes de Millau doit renouveler son image, avec le soutien de tous les acteurs de la vallée.
Les deux actions ci-dessous nécessitent un soutien fort des collectivités locales et une implication résolue des vignerons. Elles doivent être concomitantes à l'action foncière pour la première, à la valorisation de la « Vallée verte » pour la seconde.

MÉTHODOLOGIE
✦ 1 Mettre en place une animation foncière

La recherche de terrains doit être anticipée puis accompagnée, tant pour les viticulteurs déjà installés que pour les nouveaux vignerons en quête d'implantation. Pour les premiers, il s'agira de connaître leurs besoins précis. Pour les seconds, l'offre de foncier devra correspondre à la viabilité économique de leur projet.
D'ores et déjà, une dizaine d'hectares ont été repérés à Saint-Rome-de-Tarn, plus ou moins en friche, moyennement pentus et desservis par des accès, mais morcelés. Une unité foncière structurante doit émerger afin que ces parcelles puissent être mises à disposition (cf. Mesure 12).
Dans tous les cas, une animation foncière devra être mise en place sur les secteurs ciblés. Il apparaît souhaitable de confier la démarche, qui sera encadrée par des acteurs locaux, à un prestataire spécialisée dans la gestion du foncier et le portage de projets agricoles. La mission visera à recenser les parcelles en friche, identifier des propriétaires, mettre en place les dispositifs adaptés (association foncière, baux, rachat...). En fonction des résultats, les parcelles pourront être proposées aux vignerons installés ou faire l'objet d'un projet agricole de remise en culture qui donnerait lieu, par exemple, à un appel à candidatures.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

✦ 2 Promouvoir le terroir viticole

La promotion du terroir dépend, en partie, de la volonté des vignerons de s'engager dans cette démarche collective. Elle nécessite en outre un accompagnement, par les collectivités et par un prestataire, dans la consolidation, le développement et la valorisation du vignoble. Un groupe de travail pourrait être créé afin d'évaluer les problématiques et de définir des orientations communes, telles l'identification des valeurs du vignoble.
La valorisation du vignoble peut également être envisagée à travers l'œnotourisme et le label Vignobles & Découvertes. L'ouverture au tourisme présenterait de nombreux avantages à l'ensemble des adhérents au projet, tels qu'un gain de notoriété pour leurs productions. Une inspiration possible est la route des vins de Marcillac : 200 ha de vignes plantées en terrasse entre Conques et Rodez, avec une vingtaine de points de production ouverts à la visite.
Un travail plus approfondi serait à mener pour établir un plan sur le moyen et le long termes, en lien avec les autres acteurs de la vallée.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Puech d'Auriac, commune de Saint-Rome-de-Tarn
Secteurs proches d'exploitations viticoles
Versants et sols adaptés, en zone AOC, dans l'ensemble de la vallée

PRINCIPAUX ACTEURS
Parc naturel régional des Grands Causses
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Communes
Syndicat des vignerons de la vallée du Tarn
Vignerons locaux, y compris hors zone d'étude
Cavistes

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Safer
Terre de liens
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)

BIBLIO
- Cahier des charges INAO pour l'AOC Côtes de Millau
- Zone agricole protégée de la Vallée du Tarn
- Étude pédologique, géomorphologique et agricole pour l'implantation de vignes sur la commune de Millau

ACTION 2.5.3 IMPLANTER DE NOUVELLES CULTURES ADAPTÉES ET VIABLES ÉCONOMIQUEMENT

Venant en complément de l'arboriculture, de la viticulture et du maraîchage, la diversification de la production conditionne l'autonomie alimentaire du bassin de vie de Millau. En réponse aux demandes de relocalisation de productions déficitaires dans la vallée (oléagineux p. ex.) et à l'exigence d'adaptation au changement climatique, de nouvelles cultures peuvent être envisagées en fonction du type de sol et sous réserve d'un modèle économique viable. La diversification peut s'articuler avec la consolidation des circuits courts, dans le cadre du Projet alimentaire territorial Grands Causses Lévézou.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Identifier les cultures a priori compatibles avec les conditions pédoclimatiques de la vallée

Une recherche bibliographique, croisée avec les enjeux pédoclimatiques, a permis, dans un premier temps, de repérer quelques cultures potentielles : les oléoprotéagineux (lentilles, pois chiches, arachide), les plantes à parfum aromatiques et médicinales (lavande, thym, origan, romarin, mélisse, sarriette, safran...), le pastel (culture historique du département du Tarn), le houblon. L'analyse hydrique du sol (action 1.1.2) permettra de calculer les seuils stratégiques disponibles pour ces cultures.

✦ 2 Réaliser une étude de marché en fonction des possibilités de mise en culture

La diversification culturale de la vallée du Tarn reste à inventer. Les difficultés économiques et l'enjeu de rentabilité compliquent la mise en place de nouvelles cultures. Aussi, une étude de marché devra permettre :
- d'évaluer le potentiel de commercialisation et les filières d'écoulement
- de définir le besoin et les outils de transformation
- de mesurer l'impact socio-économique (main d'œuvre saisonnière) en « Vallée verte »
- de structurer les coopératives fruitières pour l'achat, la transformation, le stockage et la revente des productions

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- de définir les itinéraires culturaux
- d'identifier le matériel nécessaire à la mise en culture.

Cette étude devra anticiper le climat de 2050.

✦ 3 Œuvrer à l'émergence de projets innovants, qui contribuent à la diversification

Cette action, en lien avec la promotion de l'agriculture fermière biologique, vise à faciliter l'installation durable d'exploitants engagés dans des productions innovantes et atypiques, à organiser des débouchés pour celles-ci (dans le cadre du Projet alimentaire territorial). En raison du profil topographique de la vallée et de la pression existant sur le foncier agricole de qualité, il est souhaitable de s'orienter vers des productions à faible besoin de foncier et à haute valeur ajoutée, notamment via la transformation.

Parmi les pistes à explorer : la création de micro-filières locales, l'accompagnement de la diversification agricole, de la création d'ateliers de transformation, du portage de projets en circuit court, l'approvisionnement local de la restauration collective du territoire.

✦ 3bis Expérimenter, économiquement et juridiquement, de nouvelles pratiques

A partir d'exemples évoqués lors d'ateliers, de conférences liées au Projet alimentaire territorial et de la présentation de la BioVallée (Drôme) par son directeur en octobre 2023, plusieurs dispositifs sont à tester, susceptibles :

- d'encourager l'installation progressive de jeunes agriculteurs
- d'expérimenter des outils de reconquête agricole
- d'expérimenter de nouvelles formes de portage foncier
- d'expérimenter de nouvelles formes de transmission et d'enseignement, avec par exemple le déploiement d'espaces-tests agricoles.

Un groupe de réflexion devra être constitué, rassemblant des techniciens agricoles, économiques, experts du foncier, du droit, ainsi que, pour l'affirmation d'une volonté politique forte, des élus locaux.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE

Chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 2, « Secteurs potentiels de reconquête agricole », et Orientation 5, « Zones potentielles de reconquête agricole, zones de terrasses abandonnées ».

PRINCIPAUX ACTEURS

Nouveaux cultivateurs
Coopératives

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES

Association pour la promotion de l'agriculture biologique en Aveyron (APABA)
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Un Plus Bio

BIBLIO

- Zone agricole protégée de la Vallée du Tarn
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Rapports d'analyses Terres de SADEF Agronomie & Environnement, sur des transepts représentatifs de la vallée à Mostuéjouls, Rivière-sur-Tarn, Millau, Montjaux et Saint-Rome-de-Tarn, septembre 2022
- Journées techniques du Club des territoires « Un Plus Bio », Millau, juin 2023
- Site draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Plantes-a-parfum-aromatiques-et,5082
- Site www.cueillettes-pro.org/ (réseau de cueilleurs)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 6
Planifier puis aménager les aires d'accueil et de stationnement

CONTEXTE

En saison estivale, le Tarn exerce une attractivité manifeste auprès des touristes et des habitants. Les nombreux accès à la rivière sont, selon les cas, publics (domaine communal) ou privés avec une plus ou moins grande tolérance de passage. Les stationnements se révèlent le plus souvent anarchiques. Une amélioration de l'accueil suppose à la fois de réhabiliter des équipements touristiques en déshérence et de structurer les aires de loisirs aux plans formel et fonctionnel, afin de limiter les dérives et de proposer des aménagements qualitatifs au public.
Cette mesure doit être développée en concordance avec la mesure 7 et plus particulièrement les conclusions du Schéma de conciliation des activités sportives et de loisirs liés à l'eau, porté par le Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont.

OBJECTIFS

- ✓ Sélectionner les sites publics selon leur positionnement stratégique dans la « Vallée verte » et leur caractère structurant
- ✓ Assurer cohérence et complémentarité entre ces sites
- ✓ Encadrer les flux touristiques
- ✓ Accueillir les usagers, les sensibiliser aux bonnes pratiques et les familiariser avec le patrimoine de la vallée
- ✓ Concevoir des aménagements qualitatifs respectueux de l'environnement

ACTION 3.6.1 DÉFINIR UN SCHÉMA DE GESTION ET D'ORIENTATION DES SITES D'ACCUEIL ET DE LOISIRS

Comme le révèle le diagnostic du Plan de paysage, il existe en « Vallée verte » une multitude de sites de loisirs de nature et de « spots » touristiques. Plusieurs communes ont aménagé des sites pour y canaliser l'affluence et protéger leurs espaces naturels, d'autres attendent de bien cerner les enjeux prioritaires ou de maîtriser le foncier. Parmi les principaux sites identifiés : l'aire de Saint-Pal-La Muse/Le Rozier (espace de la Confluence), l'aire de Saint-Hilarin à Rivière-sur-Tarn, l'aire des Prades à Aguessac, l'aire du Gourg de Bade à Millau, l'aire de la Barque à Saint-Georges-de-Luzençon, l'aire des Pyramides à Comprégnac, l'aire de Saint-Rome plage à Saint-Rome-de-Tarn. Ces aires se répartissent de façon assez régulière le long de la vallée. Néanmoins, une analyse multicritères doit permettre d'affiner leur potentiel, leur impact sur le milieu, afin de déterminer les usages possibles (dont la baignade) et la faisabilité d'aménagements spécifiques. Les suites à donner à cette prospective ne pourront se concrétiser qu'avec la volonté des collectivités.

MÉTHODOLOGIE

DIAGNOSTIC

- ✦ Pour affiner les vocations de ces aires, lancer une étude de diagnostic multicritères qui mette l'accent sur les besoins et attentes (dont les enjeux de la baignade autorisée : profils de baignade, qualité des eaux, surveillance), les enjeux environnementaux, qui intègre un schéma directeur global, une programmation site par site, et qui s'appuie sur les documents cadres du territoire et la réglementation en vigueur, relatifs aux points suivants :
  - enjeux de biodiversité de la rivière, de la ripisylve et des milieux humides limitrophes
  - enjeux paysagers, patrimoniaux et périurbains
  - servitudes et zonages des PPRi
  - zonages des documents d'urbanisme
  - schéma de progression et de conciliation des activités sportives et de loisirs liés à l'eau (Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont)
  - sites d'intérêt communautaire
  - schéma d'aménagement du Grand Site de France Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
  - parcellaire de la collectivité et, éventuellement, parcelles privées à maîtriser à l'avenir
  - usages agricoles périphériques
  - hébergements et équipements touristiques proches
  - usages aquatiques pratiqués selon le secteur (étude du Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont)
  - activités de baignade au regard de la réglementation en vigueur et de l'implication des collectivités
  - équipements et infrastructures, avec leur niveau de vétusté
    - ➡ *A savoir : les baignades aménagées d'accès public (comprenant les zones d'eau dans lesquelles une ou plusieurs activités de baignade font l'objet d'une autorisation d'ouverture par le maire ; avec une portion de terrain contiguë à cette eau de baignade sur laquelle des aménagements ont*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

été réalisés (parking, sanitaires, aires de jeux…) sont soumises au code de la santé publique notamment pour la qualité de l'eau et à l'obligation de surveillance physique (Code du sport).

- complémentarités entre site d'une part, besoins en équipements et infrastructures et en information-sensibilisation d'autre part
- itinéraires de mobilités douces existants ou en projet…

✦ Prendre en considération les spécificités de certains sites :
- le positionnement de l'aire Saint-Pal-La Muse/Le Rozier comme porte d'entrée du Grand Site de France Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
- les changements en cours à l'aire de Saint-Hilarin : restauration de l'espace de mobilité de la rivière et cession envisagée de l'ancienne base de loisirs
- l'intégration prévue de l'aire de Saint-Rome plage dans le projet de requalification de l'ancien villages vacances.

✦ Réserver l'accueil des campings-cars aux campings équipés d'une aire de vidange, sauf à Saint-Rome-de-Tarn (ancien village vacances en voie de requalification).

SCHÉMA DE GESTION ET D'ORIENTATIONS

✦ Pour assurer la complémentarité de ces aires, mais aussi permettre des aménagements cohérents dans la vallée, lancer une étude qui intègre un schéma de gestion et d'orientations. Il devra définir site par site les objectifs d'aménagement priorisés et hiérarchisés qui devront intégrer une réhabilitation écologique des sites dégradés ou impactés (surfréquentation, aménagements inadéquats, libre écoulement de la rivière…), la définition des espaces de baignade, la complétude d'ouvrages de loisirs aquatiques structurants, l'aménagement et l'équipement (services, accueil, informations…) des sites. L'élaboration d'une charte d'aménagement liée à la conception écologique, à la résilience au changement climatique, aux matériaux, à la signalétique, aux messages de sensibilisation… permettra de développer des aires de qualité pour l'ensemble de la vallée.

✦ Définir, dans la concertation, les matériaux et la charte graphique des supports d'information-sensibilisation.

✦ Si besoin et dans la perspective des futurs aménagements, lancer rapidement les procédures pour l'acquisition de foncier. Cf. fiche « Foncier »

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE

« Vallée verte » et plus précisément chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 3, « Principaux espaces d'accueil et de loisirs ».
- Aire de Saint-Pal-La Muse/Le Rozier (espace de la Confluence)
- Aire de Saint-Hilarin à Rivière-sur-Tarn
- Aire des Prades à Aguessac
- Aire du Gourg de Bade à Millau
- Aire de la Barque à Saint-Georges-de-Luzençon
- Aire des Pyramides à Comprégnac,
- Aire de Saint-Rome plage à Saint-Rome-de-Tarn.

PRINCIPAUX ACTEURS

Co-portage : Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont, Communauté de communes Millau Grands Causses, Parc naturel régional des Grands Causses, Grand Site de France Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
Les huit communes pré-fléchées

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES

Offices de tourisme
Aveyron Ingénierie
Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)
Agence Régionale de Santé
Jeunesse et Sports

BIBLIO

- Contrat de rivière Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
- Étude et Schéma de conciliation des activités sportives et de loisirs liés à l'eau, KIPIK Consulting-e 2024-2025, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
- Retour d'expérience du séjour d'étude dans le bassin de l'Ardèche Chassezac, octobre 2024
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- Premières pistes pour un schéma d'intentions paysagères et quelques esquisses pour le site de la confluence entre la Jonte et le Tarn, Alain Freytet, 2022
- Programme d'actions 2024-2031 du Grand Site de France Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Code de la santé publique, article D.1332-39 (qualité de l'eau)
- Code du sport, article D322-11 (obligation de surveillance physique)

ACTION 3.6.2 MISSIONNER UNE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA CONCEPTION ET L'AMÉNAGEMENT DES SITES D'ACCUEIL ET DE LOISIRS SÉLECTIONNÉS

Consécutive à la réalisation du schéma de gestion et d'orientations, cette action prévoit que soit confiée une mission opérationnelle à une maîtrise d'œuvre intégrant un paysage-concepteur et, selon les objectifs de la programmation, des compétences dédiées. Par exemple : un bureau d'étude pour les équipements spécifiques, un hydraulicien ou un hydrogéomorphologue pour les enjeux d'inondabilité, un écologue pour les enjeux de biodiversité...

MÉTHODOLOGIE

- ✦ Établir pour chaque site un cahier des charges, éventuellement via une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, définissant le périmètre précis et déclinant le schéma de gestion et d'orientation en phase opérationnelle
- ✦ Diligenter une esquisse d'aménagement/réhabilitation (auprès d'un paysagiste-concepteur) qui sera présentée à un comité technique ad hoc, ensuite un avant-projet et un projet affiné préalable au lancement des travaux.
- ✦ Stipuler l'exigence d'un aménagement durable et résilient au changement climatique (désimperméabilisation des sols, végétalisation et ombrage, mobilités douces, bornes électriques...) et la volonté d'intégration du dispositif d'information-sensibilisation.
- ✦ Établir, si besoin, une convention avec les professionnels pour l'utilisation et la gestion des sites (débarcadères, embarcadères, parkings...), précisant une participation financière annuelle.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE

Chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 3, « Principaux espaces d'accueil et de loisirs ».

- Aire de Saint-Pal-La Muse/Le Rozier (espace de la Confluence)
- Aire de Saint-Hilarin à Rivière-sur-Tarn (en cours de restructuration)
- Aire des Prades à Aguessac
- Aire de la Barque à Saint-Georges-de-Luzençon
- Aire des Pyramides à Comprégnac,
- Aire de Saint-Rome plage à Saint-Rome-de-Tarn (aménagement à compléter).

PRINCIPAUX ACTEURS

Communautésde communes Millau Grands Causses
Les communes concernées
Grand Site de France Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES

Parc naturel régional des Grands Causses
Offices de tourisme
Acteurs de la pleine nature
Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)

BIBLIO

- Contrat de rivière Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Projet de préservation, de gestion et de mise en valeur du Grand Site de France Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
- Premières pistes pour un schéma d'intentions paysagères et quelques esquisses pour le site de la confluence entre la Jonte et le Tarn, Alain Freytet, 2022
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 7
Mieux concilier les usages de la rivière et assurer un partage raisonné de l'espace

CONTEXTE

Du canyoning à la pêche et du canoë-kayak à la baignade, le Tarn accueille de nombreux loisirs sportifs et récréatifs. Ces activités ne sont pas sans incidence sur la qualité des eaux de surface ou l'équilibre des milieux aquatiques. Le seul piétinement du lit mouillé par les pêcheurs et baigneurs peut impacter la rivière. Simultanément, ces pratiques sont fragilisées par le changement climatique qui dégrade la qualité physique, chimique et biologie de l'eau (étiages accentués, cyanobactéries...). Une vigilance doit s'exercer aussi sur les sports outdoor terrestres. Moins, d'ailleurs, sur les grands événements sportifs, dont les organisateurs sont sensibilisés aux enjeux de biodiversité, que sur des pratiques touristiques non encadrées : sur-affluence au cirque de Saint-Marcellin (de 4 000 à 7 000 passages selon les éco-compteurs), incompatibilité entre les périodes de fréquentation et le cycle biologique de la faune, voire comportements individuels irrespectueux de la nature et de la propriété (bivouacs, stationnement sur les chemins d'exploitation...). Ces derniers étant plus diffus mais aussi plus difficiles à maîtriser.

OBJECTIFS

✓ Développer et réorganiser les activités touristiques dans le souci du respect des milieux naturels
✓ Gérer le partage des usages de l'espace

ACTION 3.7.1 MIEUX CONCILIER LES USAGES DE LA RIVIÈRE

Un Schéma de progression et de conciliation des activités sportives et de loisirs lié à l'eau a été diligenté par le Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont. Il apporte des éclairages sur les sport de nature en « Vallée verte ». Parmi ces enseignements :

- le canoë-kayak de loisirs se pratique en majorité sur le tronçon, restreint, de la sortie des Gorges du Tarn au site de Saint-Pal-La Muse. En raison d'étiages sévères en période estivale, la pratique tend à se déplacer sur le Tarn vers l'aval de Millau.
- les pêcheurs s'adonnent à leur loisir sur tout le linéaire de la « Vallée verte » en saison et, en permanence, en aval de Millau où le Tarn est classé en seconde catégorie.
- quarante sites de baignade, officiels ou officieux, parfois attenants à des campings, sont identifiés en « Vallée verte ». Douze d'entre eux sont déclarés par les communes (dont un site aménagé à Millau) et bénéficient d'un suivi estival de la qualité des eaux. Selon les estimations, le nombre quotidien de baigneurs dépasse les 4 000 en « V allée verte ».

✦ MÉTHODOLOGIE

L'action s'articule avec la construction du Schéma de progression et de conciliation des activités sportives et de loisirs lié à l'eau. Celui-ci se décline selon quatre axes : approfondir les impacts des activités de loisirs sur le milieu, organiser les pratiques, améliorer l'équilibre entre activités et milieux selon l'intensité de pratiques, coordonner et communiquer. Les axes 2 et 3 sont en affinité avec la planification des projets d'aménagement de la vallée et avec l'action 3.6.1.
Les actions et sous-actions pressenties pour le Schéma, à travers l'orientation « Assurer des conditions de pratique sécurisée pour tous les publics », peuvent rejaillir sur le programme des aires de loisirs. De même, l'orientation « Proposer des aménagements limitant les impacts sur le milieu (embarquement/débarquement de canoës, affichage sécurité, environnement ») peut se rapporter aux aires de loisirs et donner lieu à la mutualisation des équipements.
L'orientation « Développer la communication et l'animation sur les bons usages récréatifs de l'eau » devra contribuer à la réflexion sur les supports d'information nécessaires au niveau des aires de loisirs.
Simultanément, la sensibilisation des baigneurs (zones autorisées, restrictions, responsabilité) devra être poursuivie de manière harmonisée par les offices de tourisme, le Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont et le Parc des Grands Causses (via son Contrat local de santé) à travers leurs actions telles « Ambassadeurs cours d'eau » et « Brigade sourire ».

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE

Sites de baignade, sites d'embarcadère et de débarcadère à canoës, sur le linéaire intégral de la « Vallée verte », plus précisément chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 3, « Pratique de la baignade, du canoë-kayak et de la pêche ».

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Aires de loisirs publiques pré-identifiées : Saint-Pal-La Muse/Le Rozier, Saint-Hilarin, les Prades, le Gour de Bade, la Barque, les Pyramides. L'aire de Saint-Rome plage à Saint-Rome-de-Tarn, quoiqu'en dehors du périmètre du bassin versant Tarn amont, doit être incluse dans l'action.

PRINCIPAUX ACTEURS
Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Parc naturel régional des Grands Causses
Offices de tourisme
Acteurs de la pleine nature

BIBLIO
- Étude et Schéma de conciliation des activités sportives et de loisirs liés à l'eau, KIPIK Consulting-e 2024-2025, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
- Retour d'expérience du séjour d'étude dans le bassin de l'Ardèche Chassezac, octobre 2024
- Contrat de rivière du Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Projet de préservation, gestion et mise en valeur du Grand Site des Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses 2024-2029
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux

ACTION 3.7.2 ASSURER UN PARTAGE RAISONNÉ DE L'ESPACE

Plusieurs initiatives et opérations communes, à l'échelle de la Communauté de communes Millau Grands Causses ou du Parc naturel régional, ont posé les jalons d'une conciliation des usages et d'un partage raisonné de l'espace naturel.
Le Collectif de la pleine nature Millau Grands Causses rend possible une concertation fructueuse entre les propriétaires ou gestionnaires des espaces naturels et les usagers de ceux-ci, au gré de réunions périodiques qui permettent d'aborder des conflits généraux ou très localisés.
Le Parc naturel régional et quatre des intercommunalités qui y adhèrent, dont Millau Grands Causses, ont remporté l'appel à manifestation d'intérêt Sentiers du Plan Avenir Montagne, pour l'amélioration qualitative de l'accueil des randonneurs, la sensibilisation du public et le confortement du réseau de chemins.
Sept sites du réseau écologique européen Natura 2000 recoupent le périmètre de la « Vallée verte ». L'animation, par le Parc des Grands Causses, des documents de gestion Natura 2000 vise à préserver la biodiversité rare du territoire.
La Stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP) a pour ambitions de protéger 30% du territoire national et des eaux maritimes à l'horizon 2030, dont 10% en protection renforcée. Le Parc naturel régional décline cette SNAP à l'échelle de son territoire, incluant la « Vallée verte ».

MÉTHODOLOGIE
- ✦ Poursuivre l'animation du Collectif de la pleine nature et, simultanément, développer des actions de sensibilisation et d'information, sur le modèle de la campagne « Dans la nature on est toujours chez quelqu'un ! » ou de la charte des bonnes pratiques à destination des randonneurs.
- ✦ Dans le cadre de l'AMI Sentiers, définir puis aménager des aires de départ de chemins de randonnée en « Vallée verte ». Équiper ces aires de panneaux pédagogiques incitant au respect des écosystèmes, de la biodiversité et des activités agricoles. Conforter l'assise foncière durable des sentiers en réutilisant exclusivement le tracé communal, lutter contre l'érosion par l'aménagement de seuils et la restauration de calades. Consolider ou rebâtir les soutènements en pierre sèche, éléments patrimoniaux de la vallée.
- ✦ Dans le cadre de l'animation du réseau Natura 2000, concerter les projets, études et actions pour le développement raisonné des activités de pleine nature, coordonner l'information des pratiquants, la rencontre avec les organisateurs de manifestations outdoor, la conciliation des pratiques...
- ✦ Assurer la mise en œuvre effective de la SNAP en plaçant en protection forte des sites tels que le cirque de Saint-Marcellin, refuge du vautour moine mais également spot touristique, inclus dans un Espace naturel sensible, et la zone incendiée sur la commune de Mostuéjouls. Pour le cirque de Saint-Marcellin, rédiger, en concertation, un dossier de demande de classement en « zone de protection forte ». Vérifier si les modalités de gestion mises en place répondent aux critères de la protection forte tels que définis par le décret n°2022-527. Pour la zone incendiée à Mostuéjouls, définir en concertation la délimitation précise du site et les outils de protection mobilisés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
L'ensemble de la « Vallée verte »
La proximité des départs de circuits de randonnée, plus précisément chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 3, « Itinéraires activités de pleine nature ».
Le cirque de Saint-Marcellin / Mas de Lafon
Le secteur sinistré par l'incendie de Mostuéjouls

PRINCIPAUX ACTEURS
L'État (Sous-préfecture)
La Région Occitanie
Le Parc naturel régional des Grands Causses
Les communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Les seize communes
Les propriétaires
Les professionnels des activités de pleine nature

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Les offices de tourisme
La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) Grands Causses
Le Comité scientifique du Parc des Grands Causses
Le Département de l'Aveyron
La Direction départementale des territoires
L'Office national des forêts

BIBLIO

- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Inventaire national du patrimoine naturel : fiche descriptive Znieff 730030563 « Vallée supérieure et gorges du Tarn »
- Documents d'objectifs des sites Natura 2000 regroupés : FR7312006 Gorges du Tarn et de la Jonte, ZSC FR7300848 Gorges du Tarn, ZSC FR7300849 Gorges de la Jonte, FR7300854 Buttes témoins des avant-causses ; Parc naturel régional des Grands Causses, 2012
- Zones de sensibilité majeure (ZSM) localisant la nidification d'espèces très rares faisant l'objet de PNA (vautour moine, gypaète barbu, vautour percnoptère)
- Décret n°2022-527-12 du 12 avril 2022 définissant la notion de protection forte et les modalités de sa mise en œuvre
- Stratégie nationale des aires protégées 2030
- Plan d'actions pour les aires protégées, Région Occitanie
- Projet de préservation, gestion et mise en valeur du Grand Site des Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses 2024-2029
- Candidature à l'AMI Sentiers relatif à l'accueil et l'information des randonneurs

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 8
Compléter les liaisons douces et développer les équipements ad hoc

CONTEXTE
De par son faible dénivelé et la proximité des agglomérations (ville et villages), le fond de la vallée du Tarn se prête aux modes de déplacement doux, aux trajets quotidiens décarbonés. Un projet de cheminement cyclable, sous l'égide de la Communauté de communes Millau Grands Causses, doit relier Mostuéjouls/Le Rozier à la Trace verte du Viaduc qui va de Millau à Saint-Georges-de-Luzençon. Reste que la mise en œuvre du projet rencontre des complications.
Simultanément, plusieurs communes souhaitent, pour tous les usagers, une sécurisation des chaussées des routes départementales desservant la vallée, routes dont le profil en travers et la fréquentation présentent un risque pour les déplacements doux.
Les raccordements entre villages et écarts doivent être développés, de même que des liaisons douces entre micro-pôles urbains d'une part, villages et berges du Tarn d'autre part. Des solutions de mobilité partagée sont aussi à imaginer.
La ligne ferroviaire Béziers-Neussargues traverse la « Vallée verte ». Elle y dessert Saint-Georges-de-Luzençon, Millau et Aguessac, selon une fréquence davantage adaptée aux usages touristiques, voire de loisirs qu'aux déplacements du quotidien.

OBJECTIFS
- ✓ Garantir une liaison cyclable et piétonne, sécurisée, dans toute la longueur de la vallée
- ✓ Aménager des voies partagées maillant les villages entre eux ou desservant les abords de la rivière, l'hôpital commun du sud-Aveyron, et prévoir des équipements spécifiques aux mobilités douces
- ✓ Développer les services de mobilités partagée et les aménagements associés

ACTION 4.8.1 CRÉER UN ITINÉRAIRE CYCLABLE ET PARTAGÉ DANS TOUTE LA VALLÉE

Le projet de voie verte Millau-Aguessac, destiné à se prolonger jusqu'à Mostuéjouls/Le Rozier, se heurte à des obstacles liés à son passage sur des emprises de la SNCF, mais reste bel et bien une priorité politique pour la Communauté de communes Millau Grands Causses. De même pour le tronçon de Millau à Saint-Rome-de-Tarn. Ces deux liaisons s'inscrivent dans un projet plus vaste de Véloroute 85 Vallée du Tarn-Causses-Sud Cévennes.
Le schéma de mobilité active du Département de l'Aveyron ne prévoit pas, à ce jour, d'aménagements spécifiques pour des déplacements familiaux.
Dans l'attente de nouvelles avancées, d'autres aménagements sont possibles, en fonction de la dangerosité ou de la fréquentation des tronçons, comme l'illustre le schéma ci-dessous du groupe de travail.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Aménager des portions de la future voie verte de Millau au Rozier

Ces aménagements, dans l'attente d'un dénouement du projet Millau-Aguessac, peuvent s'effectuer au gré des opportunités, notamment pour les liaisons de Saint-Pal au Rozier (via le pont de la Muse en circulation alternée) et de Rivière-sur-Tarn à la base de loisirs de Saint-Hilarin.
En parallèle, une voie douce entre Millau et l'hôpital commun du sud-Aveyron à Vergonhac, via la Trace verte du Viaduc qui relie Millau à Saint-Georges-de-Luzençon, est à l'étude avec le Département.

✦ 2 Prévoir des dispositifs immédiats et/ou complémentaires

Selon les enjeux de sécurité et leur degré d'urgence, des dispositifs plus simples à déployer pourront être mis en œuvre sur des routes départementales : voies partagées avec équipements dédiés, réduction de la vitesse, pose de signalétique.
Cette action nécessite des études préalables, en lien avec le service des Routes du Département de l'Aveyron.
Les liaisons à prioriser sont celles de Candas à Millau (D41), La Cresse-Paulhe-Carbassas-Millau Cureplat (D187), puis Compeyre-Aguessac (D547) et les Caves de Peyrelade (D907).
Parallèlement, des projets complémentaires aux mobilités douces seront à concrétiser, comme celui du bac sur la rivière Tarn entre Peyre et Saint-Georges-de-Luzençon.

✦ 3 Sensibiliser tous les usagers de la route

En plus des panneaux routiers, il est souhaitable, dans tous les cas, d'orchestrer des campagnes de sensibilisation et d'information sur la mixité de ces équipements et le respect des autres usagers.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Le linéaire de la vallée, plus précisément chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 4, « Liaisons douces ».

PRINCIPAUX ACTEURS
Communes
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Département de l'Aveyron
Parc naturel régional des Grands Causses

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Association des Amis du Viaduc de Garabit (Amiga)
Association Les Tadam

BIBLIO
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Schéma de mobilités actives du Département de l'Aveyron (V85 et Boucle des Plus beaux villages de France)
- Schéma national des véloroutes
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Plan de Paysage « Vallée verte », atelier du groupe de travail « Mobilité », 17 avril 2024

ACTION 4.8.2 DÉVELOPPER, ENTRE CHAQUE LIEU DE VIE ET GRAPPES DE VILLAGES, DES CHEMINEMENTS DOUX ÉQUIPÉS

La création de segments de mobilités douces entre villages voisins, bourgs et hameaux, village et services, village et rives du Tarn, équipements de loisirs et lieux de vie, ou encore le long du Tarn, doit permettre de tisser un maillage au sein de la vallée, mais encore d'agrémenter le cadre de vie et d'apporter une valeur ajoutée touristique. L'accessibilité de tous aux mobilités actives contribue aussi à la santé publique.

MÉTHODOLOGIE
✦ 1 Intégrer, en fonction des projets d'aménagement ou de requalification, des liaisons douces et des équipements idoines. Plus spécialement pour :
- une liaison inter-campings vers le pôle de services Le Rozier/Saint-Pal
- une liaison (ou sécurisation) piétonne entre le cœur de Rivière-sur-Tarn et les entrées du village
- Une liaison vers le futur pôle d'échanges multimodal à Aguessac
- une liaison (ou sécurisation) piétonne autour des commerces d'Aguessac (traverses des D809 et D907)
- une liaison entre le bourg de de Saint-Rome-de-Tarn et la base nautique
- des liaisons en direction et le long de la rivière Tarn.

✦ 2 Intégrer des équipements appropriés aux liaisons douces
Pour les piétons : une surface accessible à tous les usagers, du mobilier de repos, de l'éclairage, de la végétalisation.
Pour les cyclistes : arceaux vélos, abris sécurisés (bagages, achats...), bornes de recharge VAE, balisage.
Ces liaisons douces seront jalonnées par une signalétique informative et directionnelle vers les équipements, les commerces et services.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Autour des pôles de centralité, de services et de loisirs dans la vallée.

PRINCIPAUX ACTEURS
Communes
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Parc naturel régional des Grands Causses

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Département de l'Aveyron (via Aveyron Ingénierie)

BIBLIO
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Schéma de mobilités actives du Département de l'Aveyron (V85 et Boucle des Plus beaux villages de France)
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Plan de Paysage « Vallée verte », atelier du groupe de travail « Mobilité », 17 avril 2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

ACTION 4.8.3 DÉVELOPPER LA MOBILITÉ PARTAGÉE DANS LA VALLÉE

Le développement de services de mobilité partagée - covoiturage, autopartage, autostop sécurisé - doit pallier l'insuffisance des dessertes par transports en commun, par exemple entre Millau et Saint-Rome-de-Tarn. Cette action suppose des aménagements spécifiques et, dépassant la compétence communale, nécessite l'implication des intercommunalités, des gestionnaires des routes, de la Région. Plusieurs projets sont en cours de réflexion.
La ligne ferroviaire, difficile à valoriser comme un transport du quotidien, peut donner naissance à des initiatives comme le « train-tram », évoqué par le groupe de travail : une navette aux heures de pointe. Mais l'idée se heurte à des complexités techniques et administratives avec les gestionnaires.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Aménager des aires de covoiturages ombragées et dotées d'abris à vélo sécurisés

Plusieurs sites identifiés : Compeyre, La Cresse/pont de Quézaguet (étude de faisabilité déjà réalisée par le Département), Rivière-sur-Tarn, Candas.

✦ 2 Créer une ligne de covoiturage

Pour inscrire la pratique du covoiturage dans les usages du quotidien, une expérimentation pourrait être déployée entre Saint-Hippolyte, commune de Montjaux, et Millau en desservant Candas, Comprégnac et Peyre. Avant conception et exploitation de cette ligne (matérialisée, comme une ligne de bus, par des panneaux de destination à message variable), une étude de potentialité devra être lancée. Objectif : cerner le degré d'implication des habitants, le nombre d'usagers potentiels, le nombre de véhicules disponibles, l'amplitude horaire, les points d'arrêt.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE

Le linéaire de la vallée et, plus précisément, les secteurs ici localisés :

PRINCIPAUX ACTEURS

Communes
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Département de l'Aveyron
Parc naturel régional des Grands Causses

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES

Aveyron Ingénierie
Association In'VD, Innovation Véhicules Doux
Association des Amis du Viaduc de Garabit (Amiga)
Association Les Tadam

BIBLIO

- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Schéma de mobilités actives du Département de l'Aveyron (V85 et Boucle des Plus beaux villages de France)
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Plan de Paysage « Vallée verte », atelier du groupe de travail « Mobilité », 17 avril 2024
- Lignes de covoiturage de la Communauté de communes du Gévaudan, avec Covoit'Go via le prestataire Ecov

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 9
Requalifier les espaces publics

CONTEXTE
La nécessaire adaptation au changement climatique et la réappropriation des centres anciens (défi Zéro artificialisation nette) invitent à réinventer l'espace public dans les communes de la « Vallée verte ». Cet enjeu s'accorde avec le besoin, souligné par les communes, d'aménagements publics concertés, de lieux de socialisation, pour une vraie participation des usagers à la vitalité de leur espace public. La rénovation des espaces publics est bienfaisante pour la santé et la cohésion sociale ; il convient d'accompagner les communes dans de telles opérations. En complément, plusieurs communes se sont lancées dans la création de tiers-lieux, cafés, épiceries ou fournils associatifs, pour conforter le lien social et apporter des services de proximité.

OBJECTIFS
- ✓ Favoriser l'appropriation de l'espace public par les riverains
- ✓ Proposer des aménagements en cohérence avec les usages, les nouvelles pratiques et les besoins des habitants (polyvalence des espaces)
- ✓ Transformer l'espace public en lieu de culture collective et de mixités
- ✓ Concevoir des espaces qualitatifs, sobres, cohérents entre eux
- ✓ Favoriser l'adaptation au changement climatique et une meilleure gestion du cycle de l'eau
- ✓ Affirmer l'identité des villages, mettre en scène le patrimoine naturel et bâti

ACTION 4.9.1 AMÉNAGER L'ESPACE PUBLIC SELON UNE NOUVELLE APPROCHE

Cette action ne se rapporte pas nécessairement aux programmes d'aménagement déjà proposés par les collectivités territoriales (opérations bourg-centre, cœur de village, RD en traverse). Il s'agit davantage de faire infuser, auprès des habitants, une conception nouvelle de l'espace public, de ses fonctionnalités, du vivre ensemble au sein de cet espace. Ceci en lien avec les enjeux d'adaptation au changement climatique (îlot de fraîcheur, désimperméabilisation, matériaux locaux et biosourcés, végétaux, gestion in situ de l'eau pluviale...).
Parce que l'action suppose une réinvention collaborative de l'espace public, la présente fiche n'édicte pas des solutions mais suggère des pistes de travail.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Questionner les lieux et les attentes de leurs usagers

Il s'agit de considérer la trame des espaces publics, depuis les centres anciens (venelles, placettes...) jusqu'aux écarts privés à l'abandon, via les liaisons inter-quartiers (faubourgs, lotissements...). En complément d'un état des lieux, il est primordial de recueillir la perception des riverains, de tous âges, au gré de « promenades commentées », et d'identifier leurs attentes (mobilier de repos, jeux...), leurs soucis (dégradation de l'espace, nuisances), les besoins relatifs à leurs nouvelles pratiques (composteurs collectifs, racks à vélo...), pour qu'ils s'approprient aisément l'usage des futurs aménagements. Cette collecte pourra prendre la forme d'ateliers participatifs (type ateliers publics d'urbanisme) animés par des paysages-concepteurs ou des urbanistes, ou d'ateliers « hors les murs » avec des étudiants d'une école de paysage.
Les partenaires techniques pourront seconder les communes dans la pédagogie préalable au réaménagement des espaces.

✦ 2 Définir l'opération et ses objectifs

Les résultats de la démarche précédente doivent permettre d'énoncer un programme de travaux adéquats aux attentes. Il pourra s'agir d'une simple pose de banc en site ombragé, du décroûtage d'une plate-bande le long d'une façade, ou d'aménagements plus structurels : réorganisation du stationnement en faveur d'usages piétons et ludiques, valorisation du patrimoine. Il faudra veiller à harmoniser les matériaux choisis avec l'existant, adapter la palette végétale à la superficie de l'espace et aux conditions pédoclimatiques, adapter si besoin l'éclairage public. Là encore, la consultation des riverains doit se poursuivre, afin de s'assurer de leur relation à l'espace futur et de prévenir les incivilités.

✦ 3 Réaliser les travaux et organiser l'entretien de l'espace

Selon l'ambition des travaux, ceux-ci peuvent être effectués en régie municipale, avec les usagers, ou par une entreprise mandatée, éventuellement avec l'appui d'un concepteur-paysagiste.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

L'entretien adapté de la végétalisation (gestion différenciée p. ex.) pourra être déterminé et même partagé avec les riverains. Une charte des bonnes pratiques peut être instaurée à cette fin.
`

➡ « PENSE-BÊTE »
Pour la résilience au changement climatique et le bien-être des usagers :
- Végétaliser, de préférence avec des essences rustiques, variées, résistantes à la sécheresse, adaptées à l'espace et anti-allergiques, en les laissant en pleine terre dès que possible. Utiliser les plantations pour la collecte des eaux de ruissellement.
- Augmenter l'ombrage avec des pergolas, des câbles entre façades, des abris et autres éléments spécifiques.
- Désimperméabiliser, envisager des traitements de surface selon les usages (dalles alvéolaires, pavés non jointifs et sans joints, matériaux semi-perméables...)
- Choisir des matériaux clairs, qui absorbent moins la chaleur, ou à faible inertie (bois)
- Prévoir un point d'eau (robinet, fontaine).

Pour la sociabilité, l'utilisation partagée, le multi-usages :
- Repenser le partage de l'espace et favoriser les liaisons piétonnes
- Créer des espaces à destinations de tous et accessibles à tous
- Proposer des espaces de proximité aux abords des lieux de vie
- Diversifier les usages selon les saisons et les heures (repos, récréatif, rencontre, repas de quartier...), modularité qui sera propice aux liens sociaux et à la mixité intergénérations. Prévoir du mobilier adapté et confortable.

Pour la santé publique :
Outre l'environnement naturel de la « Vallée verte », l'accès aux espaces verts, les îlots de fraîcheur et la sociabilité mentionnés ci-dessus sont autant de facteurs de bonne santé pour les habitants. D'autres critères y participent, qui se rapportent à des actions de mesures voisines :
- la qualité de l'air, améliorable par la réduction, déjà bien engagée, des traitements phytosanitaires par l'arboriculture (cf. Mesure 3)
- la qualité de l'eau, dont les captages d'alimentation en eau potable doivent être sécurisés (cf. Mesure 2)
- la réduction des nuisances sonores, qu'une diminution du recours à la voiture peut permettre, même si certains désagréments sont difficiles à résoudre (bruit incessant des véhicules sur les peignes de dilatation du Viaduc de Verrières p. ex.)
- les mobilités actives (cf. Mesure 8), dont les itinéraires, agrémentés de mobiliers de repos et de convivialité, peuvent aussi être supports d'ateliers d'activités physiques.

Pour le « mieux vivre ensemble » :
- Favoriser la participation des usagers et l'implication des riverains (dynamique de rue). L'approche participative permet que se tisse un dialogue avec les habitants et riverains d'un quartier, premiers usagers de l'espace public. Leur adhésion au projet d'aménagement est garante du succès et de la pérennité de celui-ci. La concertation aide à identifier, en amont du projet, les usages à promouvoir, à faire évoluer ou à éviter, et permet de :
- Croiser les points de vue, comprendre les besoins des différents usagers
- Enrichir le projet à partir des perceptions et des histoires des usagers du futur aménagement
- Identifier les nuisances et dysfonctionnements existants, sensibiliser aux règles du vivre ensemble (stationnement, déjections canines, incivilités, bruits...)
- Expliquer les contraintes du site (réglementation, réseaux...)
- Faire émerger des usages nouveaux (îlot de fraîcheur, composteur collectif...)
- Intéresser les riverains à l'entretien de la végétation.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Tous les espaces publics, qu'ils soient stratégiques, d'intérêt collectif ou délaissés, proches des habitations.

PRINCIPAUX ACTEURS
Communes
Riverains
Associations
Employés communaux
Techniciens des intercommunalités et du Parc naturel régional

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Techniciens du CAUE, d'Aveyron Ingénierie, de l'Agence de l'eau Adour Garonne
Maîtres d'œuvre et bureaux d'études
Activités physiques adaptées

BIBLIO
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Fiches pratiques pour aménager des espaces publics adaptés au climat de demain, Parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises
- Contrat local de Santé du Parc naturel régional des Grands Causses
- Site agir-ese.org
- Boîte à outils régionale pour un aménagement favorable à La santé, DREAL

ACTION 4.9.2 SENSIBILISER LES HABITANTS AU DÉFI DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUX ENJEUX DE LEUR CONTRIBUTION POUR UN MEILLEUR CADRE DE VIE ET UN MIEUX VIVRE ENSEMBLE

La pédagogie reste le levier d'action le plus puissant. Elle favorise l'acceptation des projets innovants et de nouvelles pratiques (végétation sauvage, gestion intégrée, compostage). Les élus communaux devront être accompagnés dans cette démarche de sensibilisation qui peut prendre la forme :
- de communiqués de presse, flyers et newsletters
- de réunions publiques et soirées-débats avec des professionnels
- de promenades commentées avec les habitants pour projeter des réaménagements et des schémas d'intention ; promenades prolongées par des entretiens individuels
- de valorisation d'initiatives locales en faveur du bien-être public
- de partenariats avec les associations
- d'appels à projets pour la restructuration de l'espace public (exemple du Parc naturel régional des Pyrénées ariégeoises)
- d'un travail sur les frontages (végétalisation des rues)
- d'une incitation des riverains à entretenir la végétation, participer à des concours d'embellissement (du type « Embellissons nos murs »).

➡ FOCUS
Les frontages, simples et bénéfiques
On désigne, par frontage, la bande longeant les façades et la partie circulée de la chaussée ou des trottoirs.Il s'agit de reconsidérer leur fonction dans la vie de la rue et l'embellissement du cadre de vie. Les frontages :
- offrent aux riverains des lieux d'ombrage et de lien social
- favorisent l'infiltration des eaux de pluie, régulent l'hygrométrie du sol, apportent des points de fraîcheur
- valorisent le bâti et l'espace public
- créent un seuil, un espace tampon, entre la maison et le trottoir
- offrent à la biodiversité un support et des micro-habitats
- permettent la participation des riverains, par un intéressement de ceux-ci à la plantation et à l'entretien .

Semis, bulbes, plantes vivaces couvre-sol ou plus hautes, plantes grimpantes, petits arbustes : autant de choix possibles. S'y ajoute celui des semis spontanés : laisser faire la nature et sélectionner les espèces dans les premières années. Les frontages peuvent être mis en œuvre au cas par cas, rapidement et à moindre frais.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
L'ensemble de la « Vallée verte », ville, villages et hameaux

PRINCIPAUX ACTEURS
Communes
Riverains
Associations
Employés communaux
Techniciens des intercommunalités et du Parc naturel régional

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Techniciens du CAUE, d'Aveyron Ingénierie, de l'Agence de l'eau Adour Garonne
Maîtres d'œuvre et bureaux d'études

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE)
Association Causses Compost

BIBLIO

- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Soirée « Agir pour un futur désirable », pour l'adaptation au changement climatique, 22 novembre 2024 à Millau
- Site arban.fr, atelier d'urbanisme rural
- Fiches techniques « Jardiner la rue » du CAUE Aveyron
- Fiches techniques du CAUE Lot-et-Garonne (caue47.com/files/CULTIVER_LES_FRONTAGES_CAUE47.pdf)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 10
Réhabiliter le bâti vacant dans les villages

CONTEXTE

En « Vallée verte », la vacance de l'habitat est endiguée par la vitalité touristique : elle ne dépasse pas 6,8%. Ce taux ne saurait néanmoins masquer l'ancienneté du parc de logements, qui nécessite d'étendre la question de la vacance à celle de l'habitat vétuste et indigne. L'atelier « Habitats vacants et dégradés » a mis en lumière d'autres problématiques : maisons de village à étages guère habitables maisonnettes sans espace extérieur, manque de location à l'année pour les jeunes actifs. La réhabilitation de l'habitat dans toutes les communes de la vallée permettra en outre de conjuguer deux enjeux : la résorption des points noirs paysagers dans les bourgs et centres anciens, l'existence d'une offre de logements pour le parcours résidentiel des actifs. Un enjeu complémentaire sera de destiner à l'habitat, en les réhabilitant, des bâtiments anciens désaffectés dont ce n'était pas l'usage initial, ou, si leur superficie est trop restreinte ou enclavée dans le tissu urbain, de les convertir en espace public (verdissement...).

Intervenir sur le bien privé relève d'une procédure complexe, qui requiert des moyens techniques et financiers. Aucune solution miracle n'a émergé du groupe de travail dédié. Celui-ci a accordé une vive attention aux exemples à l'œuvre sur le territoire, par exemple aux actions de la Communauté de communes Millau Grands Causses, compétente pour l'habitat. Il est à noter que l'intercommunalité Muse & Raspes du Tarn, qui ne possède pas cette compétence, envisage de la prendre.

OBJECTIFS

- ✓ Résorber les points noirs paysagers
- ✓ Améliorer le cadre de vie
- ✓ Proposer des logements locatifs à l'année
- ✓ Revitaliser l'habitat vacant des villages, via la rénovation énergétique et la création d'espaces publics attrayants
- ✓ Accompagner opérationnellement les collectivités locales

ACTION 4.10. ACCOMPAGNER LES COMMUNES DANS LA RÉHABILITATION/REQUALIFICATION DE BÂTIS PRIVÉS VÉTUSTES OU INADAPTÉS

La présente fiche action énonce des pistes méthodologiques, sachant toutefois que seul un diagnostic précis de chaque bâti permettra de proposer une solution appropriée.

Parmi les expériences conduites dans la « Vallée verte », mentionnons à titre d'inspirations :

- la transformation de l'îlot des Sablons à Millau, exemple qui donne la procédure à suivre mais qui, de par son échelle urbaine (huit logements rénovés, création d'un espace public et opération façades en périphérie), ne peut se généraliser aux villages.
- une mission d'acquisition foncière et d'aménagements dans le cœur historique et les faubourgs de Saint-Rome-de-Tarn, confiée par la commune à l'Établissement public foncier Occitanie. Sept ensembles bâtis ont été présélectionnés, puis deux retenus pour une étude approfondie. La négociation amiable avec les propriétaires ayant échoué, une démarche d'abandon manifeste a été engagée auprès des services fonciers.
- une opération « Cœur de village » à Saint-Georges-de-Luzençon, avec un enjeu de désenclavement du cœur historique. Ce désenclavement passe par la création la création d'un cheminement piéton sur la trame d'anciennes venelles, la négociation d'une parcelle privée pour réouvrir une venelle et démolir des appentis dégradés, la démolition d'une maison vacante.
- une analyse de l'état du bâti vacant à Paulhe, en lien avec l'aménagement potentiel des espaces publics. Elle a été réalisée par le CAUE de l'Aveyron, dans le cadre d'une convention annuelle d'accompagnement, afin de déterminer les périmètres d'intervention des futurs projets sur la commune.
- l'instauration, par la Communauté de communes Millau Grands Causses en 2024, du permis de louer, afin d'exiger la décence des logements mis en location.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Réaliser un diagnostic du bâti vacant, abandonné ou insalubre, et définir une stratégie.

Des repérages seront effectués sous forme d'inspection visuelle, d'enquêtes auprès des habitants et de consultation du cadastre, afin de localiser les propriétés insalubres, les ruines et les biens à l'abandon. Les collectivités locales pourront recourir en outre à certains outils comme :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- l'identification des biens vacants et sans maître, réalisées en 2024 par la Cofor, pour incorporer certains biens dans le patrimoine communal
- les services du Domaine de la DDFIP, qui permettent de savoir si une succession a été déclarée vacante et prise en charge par les Domaines
- la plateforme « Zérologementvacant », fournissant un inventaire de la vacance des logements avec leur étiquette énergétique
- les fichiers fiscaux (taxe d'habitation) pour l'inventaire des résidences secondaires.

Sur la communauté de communes Muse & Raspes du Tarn, un suivi des signalements d'habitats indignes pourrait être confié à un comité de lutte ad hoc, à mettre en place, en lien avec l'Adil (Agence départementale d'information sur le logement).

Après repérages des logements, leur état, leur potentiel de réhabilitation ou d'intégration dans un ensemble urbain devront être évalués, de même que les risques qu'ils présentent pour la santé publique et la sécurité des occupants.
Selon le nombre de sites répertoriés, un programme d'intervention, indiquant les objectifs, les moyens et le calendrier, pourra être défini.
Le diagnostic pourra anticiper la vacance et la dégradation en ciblant d'autres bâtiments ou en prévoyant quelques travaux de sauvegarde.
Ce travail de diagnostic et de ciblage est déjà réalisé sur la commune de Millau, dans le cadre de l'OPAH-RU.

✦ 2 Sensibiliser les propriétaires occupants, bailleurs et syndics de copropriétés

Afin de convaincre les propriétaires de l'importance de la résorption de l'habitat insalubre et d'encourager la réhabilitation, des rendez-vous, des réunions d'information et des campagnes de sensibilisation pourront être proposés sur les quinze villages de la « Vallée verte ». Des éclairages seront apportés sur les aides financières à la rénovation du bâti et sur les obligations légales des propriétaires quant à l'état de conservation de leurs biens, aux dangers des logements insalubres et à leurs responsabilités en la matière.
Quelques pistes complémentaires, relatives à des situations difficiles à gérer pour les communes et qui demandent des moyens :

- pour inciter à la location, il est possible de proposer des subventions ou des prêts à taux réduits en soutien à la rénovation des logements, de créer des dispositifs garantissant aux propriétaires la perception effective de leur loyer, d'instituer une taxe sur les logements vacants. Des experts peuvent être sollicités pour engager une médiation et résoudre un conflit à l'amiable ou lever un blocage.
- si la réhabilitation s'avère être trop coûteuse, des procédures de démolition sont envisageables. La prise d'un arrêté de péril peut contraindre le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires ou à céder son bien.

✦ 3 Impulser la rénovation du bâti privé en réaménageant et en revitalisant l'espace public

La restructuration d'îlot d'habitations, la démolition du bâti, l'ouverture d'espace public, l'embellissement des rues et des façades (opérations Façades), la création de lieux de sociabilité, peuvent, en rendant l'environnement urbain plus attractif, être déclencheurs d'une rénovation des logements privés (en lien avec la mesure 9 sur la requalification des espaces publics).

✦ 4 Accompagner les projets communaux, communautaires, de bailleurs sociaux ou d'ONG

L'acquisition de biens limitrophes rend possible la réhabilitation d'une grappe de bâtis et de parcelles et un projet de mixité fonctionnelle logements/jardins/espaces publics. En s'en assurant la propriété, les collectivités peuvent déployer leur politique communale en matière de logement (programmes sociaux, primo-accession, création innovante de logements partagés...).
Dans les villages, des projets de tiers-lieux avec café et services (épicerie) associatifs, en collaboration éventuelle avec les communes, peuvent redynamiser le tissu social.
Ce principe peut s'appliquer à la réhabilitation de biens qui nécessitent d'importants investissements, telle l'ancienne gendarmerie de Peyreleau.
En tout état de cause, les communes ne peuvent porter ces projets seules. Elles doivent se rapprocher de bailleurs sociaux à but non lucratif ou de structures spécialisées dans la construction-gestion de logements sociaux. Elles peuvent aussi tisser des partenariats public-privé ou, de manière innovante, des partenariats avec des ONG et des associations. Enfin, elles doivent s'assurer de l'accompagnement, au moins technique et juridique, des communautés de communes.
L'appui de l'Établissement public foncier Occitanie et de la Banque des territoires est une aide précieuse à l'acquisition de ces biens par les communes.

Parmi d'autres pistes non évoquées lors du groupe de travail, mais pertinentes pour l'équilibre tourisme/résidentiel :

- développer une stratégie de tourisme durable, en contrôlant les locations saisonnières, en régulant les plateformes de location à court terme, pour éviter que trop de logements soient retirés du marché locatif à long terme
- limiter le nombre de biens immobiliers pouvant être loués à des vacanciers, pour inciter les propriétaires à vendre à des résidents permanents.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- encourager les coopératives d'habitants

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Les seize communes, sachant que Millau a déjà bien engagé cette action

PRINCIPAUX ACTEURS
Communes
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Bailleurs sociaux (Aveyron Habitat, SMCH, Soliha d'Aveyron...)
Investisseurs privés

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Comité local de lutte contre l'habitat indigne de la Communauté de communes Millau Grands Causses
CAUE
État (Direction départementale des territoires, Pôle national de lutte contre l'habitat indigne)
Établissement public foncier (EPF) Occitanie
Agence nationale d'amélioration de l'habitat (ANAH)
Direction départementale des finances publiques
CEREMA
Direction départementale des territoires
Caisse d'allocations familiales
ADIL
Centre communal d'actions sociale de Millau
Guichet France Rénov
Collectivités forestières (COFOR) Occitanie
Associations et ONG
Agences immobilières
Promoteurs immobiliers
Experts en négociation immobilière
Maître d'œuvre et bureau d'étude (architecture)

BIBLIO
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- SCoT du sud-Aveyron
- Contrat local de Santé du Parc naturel régional des Grands Causses
- Plan local d'urbanisme intercommunal Habitat et Déplacements (PLUi-HD) 2019-2030, Communauté de communes Millau Grands Causses, valant Plan local de l'habitat
- Plan local d'urbanisme intercommunal, Communauté de communes Muse & Raspes du Tarn
- Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) et OPAH-RU (renouvellement urbain), Communauté de communes Millau Grands Causses
- Diagnostics préalables aux opérations Cœur de village, Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) de l'Aveyron
- Analyse du bâti vacant, CAUE de l'Aveyron
- Opération Façades encadrée par l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Aveyron (Millau, Saint-Rome-de-Tarn)
- Plan de Paysage « Vallée verte », atelier du groupe de travail « Habitats vacants et dégradés », 14 décembre 2023
- Service du Domaine (DDFIP) : https://recherchesuccessionsvacantes.impots.gouv.fr/ (pôle de Montpellier : pole-gpp.montpellier@dgfip.finances.gouv.fr
- Guide de la reconquête des îlots anciens dégradés - Action Cœur de ville, Ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, 2020
- Fiche outil Biens sans maître et état d'abandon manifeste (EAM) d'une parcelle, CEREMA, 2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 11
Lutter contre l'enfrichement

CONTEXTE

Enclenché dès les années 1950 avec la mécanisation agricole et le manque de main d'œuvre, l'abandon progressif des parcelles les moins productives a impacté le paysage de la « Vallée verte », tendant à le réduire et à le simplifier. Aujourd'hui, l'enfrichement se stabilise. Il se concentre essentiellement sur les coteaux les plus pentus et les plus secs, ainsi que sur les anciennes terrasses cultivables, les « faïsses ». Il a pour conséquences l'accentuation du risque de propagation du feu, comme l'ont hélas montré les violents incendies de l'été 2022, et la réduction des habitats pour la biodiversité inféodée aux milieux ouverts. Le diagnostic du Plan de paysage a permis de repérer des secteurs embroussaillés à potentiel agricole avéré, dont la remise en culture devra s'articuler avec les exigences nouvelles d'adaptation au changement climatique.

OBJECTIFS

- ✓ Maintenir la biodiversité inféodée aux milieux ouverts (pâtures) et la biodiversité ordinaire (petit parcellaire)
- ✓ Restreindre le risque incendie
- ✓ Reconquérir les espaces au potentiel agricole avéré mais à l'abandon
- ✓ Conforter la mosaïque paysagère de la « Vallée verte »

ACTION 5.11 CONVERTIR LES SURFACES EMBROUSSAILLÉES EN ESPACES CULTIVÉS, EN RÉSERVOIR DE BIODIVERSITÉ ET/OU EN COUPURES DE COMBUSTIBLE

Le diagnostic du Plan de Paysage a identifié une cinquantaine de secteurs embroussaillés - en cours d'enfrichement depuis au moins trois ans -, qu'il s'agisse de terrains isolés ou juxtaposés. Plusieurs parcelles, sur des pentes moyennes, pourraient être remises en culture, comme par exemple des parcelles de vignes autour de l'église de Saint-Martin de Pinet, au-dessus de Comprégnac.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Compléter l'inventaire initial des surfaces embroussaillées

- S'appuyer sur le recensement départemental des friches agricoles commencé par la DDT dans le cadre de la loi pour l'Avenir de l'agriculture et de la forêt. Les agents de l'État appliquent une méthode testée fin 2024 à Comprégnac, basée sur le SIG et le croisement de données (déclaration Pac, usage forestier, espace protégé, surface inférieure à 2500m^2, pente supérieure à 80%), puis sur une validation de terrain. Toutefois, la méthode reste expérimentale et le calendrier de la démarche n'est pas défini.
- Utiliser le modèle d'occupation du sol en cours de conception par le Parc des Grands Causses, qui va caractériser les espaces naturels, agricoles et forestiers, et permettra de localiser les zones de déprise et les sites à potentiel de gain écologique. Ce travail pourrait s'inscrire, dès 2025-2026, dans le cadre de l'AMI Zan (ADEME) et d'un financement FEDER sur la trame verte et bleue.
- Affiner et hiérarchiser cet inventaire selon d'autres critères agricoles (accessibilité, structuration du foncier, contexte agricole spécifique, tension sur le marché foncier, projets agricoles envisageables...) et environnementaux (gestion de l'eau, préservation de la biodiversité, lutte contre les risques incendie...) en ciblant les secteurs à prioriser. Cette prestation pourrait être confiée à la Safer.

✦ 2 Engager des actions ou programmes ciblés de reconquête et de gestion, selon un processus collaboratif

A partir du recensement réalisé, des secteurs à enjeux spécifiques d'intérêt ou prioritaires (remise en culture, enjeux environnementaux), des projets de réhabilitation seront à construire. Le devenir des friches agricoles sera bâti collectivement, en lien avec les communes et tous les acteurs concernés.

FOCUS SUR... QUELQUES CAS SPÉCIFIQUES

Pour les réservoirs de biodiversité

➡ Objectifs

Restaurer les milieux et les maintenir pour retrouver des pelouses naturelles (milieux ouverts herbacés) et la biodiversité qui y est inféodée, soutenir les pratiques pastorales pour valoriser les ressources fourragères locales et contribuer à l'autonomie alimentaire des troupeaux.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

➡ Méthodologie :
- Prioriser les secteurs, au regard des réservoirs de biodiversité, des corridors écologiques, ou de l'opportunité d'une utilisation agropastorale par une exploitation agricole.
- S'assurer de la maîtrise du foncier (cf. Fiche action transversale).
- Effectuer un relevé de terrain pour définir les travaux et envisager les équipements nécessaires (p. ex. pour la gestion des parcours, et en concertation avec les éleveurs : clôtures, passages...)
- Rechercher des financements après chiffrage (p. ex. contrats restauration biodiversité avec la Région Occitanie ou lien avec le dispositif Natura 2000).

Autre option :
Envisager une restauration plus circonscrite ou relevant d'autres enjeux (cadre de vie, paysage), à l'exemple de la mise en culture des « faïsses » qui font face au bourg de Verrières.

Pour la limitation du risque incendie
➡ Objectif
Faire appliquer, de manière progressive et effective, les obligations légales de débroussaillement (OLD), en vigueur sur les 16 communes de la « Vallée verte », afin de réduire le risque de départ des feux de broussaille et leur propagation vers la forêt, sécuriser les personnes et les biens, faciliter le travail des pompiers en freinant l'évolution des incendies.

➡ Méthodologie pour les communes :
- Décider la mise en place d'un plan communal de débroussaillement (à l'exemple de celui de Millau).
- Se rapprocher de l'association départementale des Collectivités forestières et recourir à l'expertise de la Communauté de communes ou d'un bureau d'études spécialisé.
- Identifier précisément les zones à débroussailler.
- Distinguer, au sein de ces zones, les secteurs soumis à une autre réglementation (p. ex. Site classé des Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses) et obtenir une information claire sur les procédures qui s'y appliquent.
- Élaborer un planning pluriannuel de travaux, assorti d'un prévisionnel financier.
- Sensibiliser les propriétaires et les aider à mutualiser les travaux de débroussaillement, pour une cohérence de l'entretien et pour des économies d'échelle.
- Envisager, si nécessaire et dans les secteurs stratégiques, la réalisation des travaux pour le compte des propriétaires et à leurs frais.

Pour la remise en culture
➡ Objectifs
Conforter la vocation agricole de la « Vallée verte » et sa mosaïque paysagère, consolider la filière « circuits courts » d'alimentation.

➡ Méthodologie :
1. Identifier les terrains propices à une remise en culture, en croisant la classe d'occupation du sol « Zones de déprises et zones potentielles de reconquête » avec des données comme la pente, l'exposition, la pédologie, le parcellaire, l'accessibilité...
2. Assurer une animation foncière stratégique sur les friches ainsi identifiées, à travers :
- Une offre foncière groupée
- La structuration d'îlots culturaux pour l'accueil d'entités agricoles existantes
- L'aide à l'installation de nouveaux exploitants autour de cultures non traditionnelles et de modèles économiques émergents.

Cf. Fiches actions 5, 12 et « Foncier »

Si la phase 1 peut être portée par le Parc des Grands Causses, la phase 2, participative, suppose d'importants moyens d'animation et de portage de projets, d'autant qu'elle nécessite d'agir sur du foncier privé.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 2, « Secteurs potentiels de reconquête agricole ».

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

PRINCIPAUX ACTEURS
Les seize communes
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Parc naturel régional des Grands Causses
Département de l'Aveyron
Vignerons
Syndicat des trufficulteurs
Association de chasse
Association foncière (à créer)
Conservatoire des espaces naturels d'Occitanie

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Service d'appui territorial de la Direction départementale des territoires de l'Aveyron
Préfecture de l'Aveyron
Aveyron Ingénierie
Représentants agricoles locaux
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Safer
Collectivités forestières (COFOR)
Service départemental d'incendie et de secours (Sdis)
Office français de la biodiversité
Fédération départementale des chasseurs

BIBLIO
- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Modèle d'occupation du sol, référentiel du Parc des Grands Causses
- SCoT du sud-Aveyron
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
- Contrat de restauration biodiversité du Parc des Grands Causses : restauration de la Devèze du Puech de l'Oule, Communauté de communes Millau Grands Causses, 2019
- Plan communal pluriannuel de débroussaillement, Ville de Millau - Cofor, 2024
- Programme d'actions du Grand Site de France des Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
- Plaquette « La lutte contre les friches agricoles », DDTM11

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 12
Réhabiliter les « faïsses »

CONTEXTE

Les faïsses, terrasses autrefois cultivées sur les ubacs ou les adrets, délaissées lors de la mécanisation agricole, appartiennent au paysage de la « Vallée verte ». La commune de Verrières a amorcé leur renaissance, face au bourg, témoignant de l'attachement des habitants à ce patrimoine caractéristique. L'opération est à la fois importante et difficile. La réhabilitation des faïsses dépend de la maîtrise du foncier, de la faisabilité des travaux, de la viabilité de leur remise en culture.

La vigne a longtemps occupé ces terrasses. Elles pourraient être mobilisées pour l'extension ou l'installation d'exploitations viticoles, sachant toutefois que la mobilisation du foncier sur le long terme, la forte déclivité, la teneur caillouteuse du sol, sont autant de complications. Dans les années 1998-2000, la Chambre d'Agriculture a permis la constitution d'une Association foncière agricole sur 25ha, à Saint-Martin (commune de Montjaux), pour réintroduire des vignes.

Le groupe de travail « Faïsses » a priorisé trois sites :

- le Puech d'Auriac (commune de Saint-Rome-de-Tarn) en raison de ses versants moins pentus et de l'existence d'accès
- les versants autour de Verrières, dans le prolongement des travaux de restauration de murs de soutènement et de plantations
- les « faïsses » incluses dans le périmètre Site patrimonial remarquable (SPR) du bourg de Saint-Rome-de-Tarn.

OBJECTIFS

- ✓ Reconquérir une partie des anciennes terrasses aujourd'hui en friche
- ✓ Identifier les parcelles possédant le meilleur potentiel agricole avéré, mettre les parcelles à disposition des porteurs de projets après maîtrise du foncier
- ✓ Perpétuer le savoir-faire de la construction de murs de soutènement en pierre sèche
- ✓ Valoriser le patrimoine bâti vernaculaire
- ✓ Conforter la restauration des continuités écologiques des milieux ouverts et des habitats de la biodiversité des murs

ACTION 5.12.1 RECULTIVER LES FAÏSSES ET LES VERSANTS DU PUECH D'AURIAC

Un secteur d'une dizaine d'hectares, moyennement pentus et desservis par des accès, est repéré par le groupe de travail dédié. Leur remise en culture suppose de mobiliser le foncier agricole sur le long terme (retour sur investissement). A ce jour, le morcellement du parcellaire sclérose toute initiative structurante, malgré la reconquête éparse de parcelles.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Créer un comité technique

En raison de sa complexité, la conduite de l'action, son exécution et son suivi doivent impliquer un maximum d'acteurs, à rassembler autour d'un comité technique. Lequel sera aussi sollicité pour réfléchir à des projets comme celui de la commune de Saint-Rome-de-Tarn : le développement d'une activité agricole mixte avec le tourisme (visite, vente-dégustation).

✦ 2 Maîtriser le foncier

Après étude, plusieurs unités foncières viables seront retenues parmi une présélection des meilleures parcelles agricoles.

Dans un premier temps, seront recensées et diagnostiquées les parcelles en friche, puis localisés les secteurs les plus propices à l'activité agricole (viticulture, mais encore plantes aromatiques et médicinales, truffiiculture, variétés nouvelles telles le pistachier).

Une fois définie une unité foncière adéquate, les propriétaires de parcelles et les biens vacants et sans maître seront identifiés. Une animation foncière devra permettre de maîtriser l'utilisation de ces parcelles via le dispositif approprié (achat, association foncière d'aménagement agricole, baux emphytéotiques...). L'association foncière est une solution pertinente pour gérer les aménagements futurs et drainer des financements publics.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

✦ 3 Proposer ce foncier à un ou plusieurs porteurs de projet

En fonction des surfaces maîtrisées, un ou plusieurs projets agricoles seront définis pour la remise en culture des parcelles, assortis de modalités possibles de portage. Par exemple : proposer les terres aux vignerons en place ou lancer un appel à candidatures en vue d'une contractualisation.

Selon la nature du projet et l'état des parcelles, un programme de travaux sera à établir et à évaluer financièrement. Pour contenir les coûts si besoin, la réhabilitation des murs de soutènement ne sera pas une priorité ; terrasses et talus pourront être mixés, à l'exemple du vignoble de Marcillac-Vallon.

Parmi les montages économiques possibles :

- la création d'une association foncière d'aménagement agricole. Une solution pertinente pour gérer les travaux et drainer des financements publics
- les baux emphytéotiques de longue durée. Les investissements sont à la charge du locataire, la collectivité pouvant toutefois entreprendre une partie des travaux. L'accompagnement par un organisme compétent sera nécessaire pour élaborer un modèle économique viable, a fortiori pour de nouvelles cultures (fiche 2.5.3).

✦ 3 bis Envisager un programme de restauration des murs de soutènement, parallèle aux projets agricoles

Restaurer les soutènements en pierre sèche est une opération coûteuse, qui peut être incompatible avec le modèle économique retenu, au moins dans un premier temps. Aussi, le diagnostic foncier pourrait donner lieu à un inventaire des terrasses les plus remarquables, dans la perspective d'un programme de restauration dissociable des projets agricoles (sur le modèle de la commune de Verrières p. ex.).

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Le Puech d'Auriac et ses alentours, commune de Saint-Rome-de-Tarn

PRINCIPAUX ACTEURS
Communes
Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn
Vignerons
Autres porteurs de projet
Syndicat des trufficulteurs de l'Aveyron
Association foncière (à créer)

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
La Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
La Safer

BIBLIO

- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- AOP Côtes de Millau
- Zone agricole protégée de la Vallée du Tarn
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Plan de Paysage « Vallée verte », compte-rendu du groupe de travail « Faïsses », juin 2023
- Programme d'actions du Grand Site de France des Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses

ACTION 5.12.2 CONFORTER L'ACTION DE RÉHABILITATION DES « FAÏSSES » DE VERRIÈRES ET LA FORMATION DES BÂTISSEURS EN PIERRE SÈCHE

Caselles, murs de clôture, terrasses cultivables... La construction d'ouvrages utilitaires en pierre sèche, par l'empilement de pierres prélevées sur place et sans recours à du liant, est un savoir-faire que les communautés rurales ont contribué à transmettre, depuis la préhistoire. Elle optimise les ressources locales et illustre la capacité d'adaptation harmonieuse de l'homme à son environnement. Aussi suscite-t-elle aujourd'hui un regain de considération, voire un engouement dynamique. L'efficacité de ses techniques est reconnue, entre autres, pour la réalisation de soutènements drainants et amplifiant l'infiltration de l'eau pluviale dans les fortes pentes.

Depuis 2017, la commune de Verrières et l'association « Les Faïsses du Lumenson » ont rebâti plusieurs centaines de mètres d'anciennes terrasses de culture soutenues par des murs en pierre sèche, dans le cadre de la reconquête du petit parcellaire sur les coteaux opposés au village. A la faveur de ces chantiers, l'association des Artisans bâtisseurs en pierres sèches a formé les agents communaux et les habitants volontaires, pour pérenniser l'entretien des soutènements.

L'opération, menée en plusieurs tranches, a été financée via un contrat de restauration biodiversité, dans la logique de préservation/restauration des paysages. Les petits parcellaires agricoles, les terrasses et les vergers abritent nombre de pollinisateurs, sont propices à la petite faune et forment un espace de chasse privilégié pour les rapaces nocturnes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Proches de hameaux, ils sont souvent les premiers maillons de la Trame verte et bleue et contribuent au cadre de vie des habitants.

✦
Le projet vise à continuer les travaux de réouverture du milieu (débroussaillage avec sélection des végétaux d'intérêt) et de reconstruction de portions de murs de soutènement, à créer des ouvrages de récupération d'eau, en complément des travaux déjà réalisés : replantations d'amandiers et de vigne, création du sentier de découverte.
Devant le succès de l'opération et l'enthousiasme qu'elle suscite localement, l'association et la commune prévoient de la poursuivre sur d'autres terrasses, à l'aide d'artisans bâtisseurs et de chantiers de formation. Ceux-ci permettront de transmettre le savoir-faire de la construction en pierre sèche et d'assurer une veille locale pour remédier à des désordres mineurs sur les ouvrages et définir une méthodologie pérenne d'entretien des terrasses. Le site de Verrières pourrait d'ailleurs devenir un centre de ressources et de formation, par l'organisation régulière de journées de formation et de sensibilisation destinées également aux prescripteurs et maîtres d'œuvre.
Afin de pallier le manque de ressource pierre, constaté lors de l'opération, une bourse d'échange de matériaux ou la récupération de pierres de taille lors des chantiers routiers sont des pistes à envisager, pour éviter de recourir à un approvisionnement en carrière.

A l'entrée du village de Verrières, deux caves semi-enterrées, couvertes d'une toiture en lauzes supportée par une voûte en bon état, doivent être restaurées. L'association « Les Faïsses du Lumenson », qui a développé la fête des terrasses et des vignes, envisage de les acquérir pour les revitaliser. La restauration de ce patrimoine bâti renvoie à la fiche action 13.

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Terrasses autour du village de Verrières

PRINCIPAUX ACTEURS
Association « Les Faïsses du Lumenson »
Communes
Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Association des artisans bâtisseurs en pierre sèche (ABPS)
Maisons Paysannes de France
Laubapro (Lauziers et bâtisseurs professionnels)
Fondation du patrimoine
Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)
Unité départementale de l'architecture
Département de l'Aveyron
Région Occitanie

BIBLIO

- Compte-rendu du groupe de travail « Faïsses », juin 2023
- Contrat de restauration biodiversité du Parc naturel régional des Grands Causses, 2017-2022, Région Occitanie
- Programme d'actions du Grand Site de France des Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses

ACTION 5.12.3 IDENTIFIER, EN VUE DE LEUR RECONQUÊTE, DES SECTEURS DE FAÏSSES D'INTÉRÊT PAYSAGER ET/OU EXPLOITABLES

Le diagnostic de terrain a permis d'inventorier 480ha de secteurs de terrasses, de Peyreleau à Saint-Rome-de-Tarn via Liaucous, la vallée du Lumansonesque, Comprégnac... Il convient d'affiner leur localisation et d'ajouter d'autres critères de hiérarchisation et de classement de ce patrimoine, puis de définir des types d'intervention. Cette action s'exerce en lien avec la fiche 5.11 pour la lutte contre l'enfrichement et la fiche 5.13.1 pour l'inventaire la sélection et la valorisation d'éléments patrimoniaux porteurs de sens.

MÉTHODOLOGIE
✦ 1 Créer une instance de concertation
Cette instance intègrera habitants, associations et communes, professionnels des domaines agricoles, du foncier, de la biodiversité, du patrimoine, du service départemental d'incendie et de secours. La participation des populations et des élus municipaux permettra de privilégier les secteurs où la volonté locale est la plus forte.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

✦ 2 Réaliser un état des lieux

Le Parc naturel régional peut utiliser son modèle d'occupation du sol (MOS), en cours de réalisation au début 2025, qui caractérisera avec précision les types d'espaces, dont ceux à l'abandon. Devra s'y ajouter une modélisation numérique 3D (LiDAR HD), qui peut produire une cartographie du modelé du sol et d'en repérer les terrasses, les ensembles les plus grands et les plus remarquables (hauteur des murs, densité, linéaire...). Cette occupation du sol en 3D sera croisée avec d'autres données spécifiques afin de circonscrire des secteurs et d'en identifier la ou les vocations.

Le groupe de travail a proposé ses critères :

- privilégier les parcelles accessibles
- sélectionner les parcelles les moins pentues et les plus larges, pour une valorisation économique
- intégrer la plus-value potentielle des secteurs labellisés (SPR, AOP, IGP) en matière de qualité alimentaire et de rayonnement touristique (vigne notamment)
- éviter les terrasses exposées à l'ouest (surplus de chaleur).

✦ 3 Affiner le projet de valorisation des terrasses

A partir de l'état des lieux, mais aussi de l'expérience du Puech d'Auriac, des perspectives devront être débattues.

Le groupe de travail apporte plusieurs suggestions dans l'hypothèse d'une valorisation agricole :

- développer des projets mixant parcelles en terrasses et parcelles conventionnelles, pour une meilleure rentabilité économique
- étudier le potentiel agroéconomique des cultures les plus adaptées aux terrasses et au pédoclimat (aromatiques, médicinales, amandes, vignes, pêches, olives, truffes, pistaches...), le mode de culture et les superficies nécessaires (cf. Fiche action 3)
- améliorer la qualité des sols selon des méthodes appropriées, dont le couvert végétal (cf. Fiche action 5).

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE

Chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage : Orientation 5, « Zones de terrasses abandonnées ».

PRINCIPAUX ACTEURS

Parc naturel régional des Grands Causses
Communes
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Vignerons
Syndicat des trufficulteurs de l'Aveyron

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES

Direction départementale des territoires, service d'appui territorial
Département de l'Aveyron (via Aveyron Ingénierie)
Représentants agricoles locaux
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Safer
Collectivités forestières Occitanie (COFOR)
Service départemental d'incendie et de secours
Office français de la biodiversité

BIBLIO

- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Modèle d'occupation du sol, Parc naturel régional des Grands Causses
- SCoT du sud-Aveyron
- Plans locaux d'urbanisme intercommunaux
- Plan de Paysage « Vallée verte », compte-rendu du groupe de travail « Faïsses », juin 2023
- Programme d'actions du Grand Site de France des Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Mesure 13
Réhabiliter le patrimoine bâti vernaculaire emblématique

CONTEXTE

A l'ombre des édifices historiques que sont le château de Peyrelade ou la chapelle Notre-Dame-des-Champs, le patrimoine bâti vernaculaire est en prise avec la tradition agricole de la vallée du Tarn. Il englobe les caves à vins de Compeyre et le village de caves d'Entre-Deux-Monts à Fontaneilles, les caselles de Comprégnac, les oustals, les murets de pierre sèche, ou encore les terrasses cultivables que sont les « faïsses ». Ce patrimoine est disséminé dans le paysage de la vallée et il n'en existe, à ce jour, aucun inventaire précis.

Le groupe de travail dédié au patrimoine bâti a mis l'accent sur la variété du patrimoine agricole et désigné, dans l'ordre, ses priorités : les ouvrages liés à l'eau (citernes, puits, fontaines, sources aménagées, aqueducs, « touats »...) ; les caves et villages de caves ; les caselles.

A cette sélection s'ajoute une approche plus thématique, en relation avec le cadre de vie (fontaines), le paysage (les « faïsses »), l'histoire de la vallée (caves).

Le patrimoine relevant en majorité du domaine privé et sa remise en état étant coûteuse, le groupe de travail s'accorde à privilégier le bâti collectif, réutilisable selon sa fonction d'origine ou selon un nouvel usage.

Une vive attention devra être portée à la biodiversité d'une part, à la médiation culturelle et patrimoniale d'autre part.

OBJECTIFS

- ✓ Inventorier le patrimoine bâti vernaculaire, en priorité celui lié à l'eau
- ✓ Redonner un usage à ce patrimoine, en lien avec l'adaptation au changement climatique
- ✓ Valoriser ce patrimoine à travers des actions de médiation et d'animation

ACTION 5.13 INVENTORIER LE PATRIMOINE VERNACULAIRE, SÉLECTIONNER PUIS VALORISER LES ÉLÉMENTS PORTEURS DE SENS POUR LA « VALLÉE VERTE »

Enrichir et actualiser les connaissances du patrimoine bâti vernaculaire en « Vallée verte » suppose un travail d'inventaire, commune par commune, puis la constitution d'une base de données géoréférencées. Dans cette perspective, le recueil du patrimoine immatériel, sous la forme d'entretiens par exemple, peut apporter des éclairages sur le façonnement du territoire et les interrelations qui le caractérisent. Ces données devront faire l'objet d'un partage au sein d'un groupe de travail.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Inventorier et hiérarchiser le patrimoine bâti vernaculaire

L'inventaire devra donner lieu à un diagnostic approfondi du patrimoine en question : histoire, architecture, matériaux, valeur emblématique dans le contexte local... Le balayage le plus large possible sera recherché, afin d'obtenir un aperçu détaillé des éléments patrimoniaux existants (diversité, état de conservation, etc.).

L'inventaire sera mené à partir d'un outil en ligne géré par OPenIG, initiative de l'association « Sauvegarde du Rouergue », et d'une dynamique collaborative : entretiens/animations avec la population, le milieu associatif et les érudits, travail collectif à partir de cartes annotées, inventaires participatifs avec les habitants, journées dédiées...

Pour chaque élément patrimonial sera établie une fiche d'identité succincte, à partir de relevés de terrain.

La hiérarchisation sera fonction des enjeux majeurs du Plan de Paysage, des priorités définies par le groupe de travail Patrimoine et d'autres critères pertinents (propriété publique, état de conservation, accessibilité...).

✦ 2 Définir un projet de remise en usage et/ou porteur de sens pour la « Vallée verte »

Une équipe d'animation pourra être formée pour partager les résultats de l'inventaire auprès des collectivités et partenaires, afin que soit défini collectivement un projet qualitatif : un plan de sauvegarde et de restauration, novateur, articulé avec les autres actions du Plan de Paysage.

- la remise en usage du patrimoine bâti vernaculaire et/ou sa reconversion pour l'adaptation au changement climatique, avec priorité donnée au patrimoine lié à l'eau : transition écologique des vergers, canaux d'irrigation pour les jardins potagers en contrebas de Saint-Rome-de-Tarn, alimentation naturelle des fontaines de Mostuéjouls
- la remise en usage des caves et leur valorisation (sur le modèle de celles de Compeyre) à Contre-Pinet, Boyne, Verrières sous la forme d'espaces associatifs
- le ciblage du patrimoine témoin de l'activité agricole, par exemple les faïsses, terrasses cultivables qui dessinent le paysage

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- la réhabilitation du patrimoine de centre-bourg au service du lien social et du vivre ensemble : four communal, reconversion d'une grange en tiers-lieu, îlot de fraîcheur autour d'une fontaine…
- la valorisation du patrimoine lié à l'entité paysagère de la vallée et à son histoire viticole/arboricole
- l'intégration de l'enjeu biodiversité dans l'approche patrimoniale, autour des constructions en pierre sèche, de la réouverture des milieux (p. ex. faïsses réhabilitées à Verrières), de la restauration de points d'eau pour les amphibiens, du maintien des gîtes à chiroptères…

✦ 3 Mettre en œuvre le projet

Les modalités et l'organisation du chantier dépendront du type d'opération, selon que celle-ci nécessite ou non une maîtrise d'œuvre. Les lignes budgétaires allouées au patrimoine étant restreintes, la recherche de financements devra s'appuyer sur des critères complémentaires (eau, biodiversité…).
Pour le patrimoine privé de grand intérêt, un bail emphytéotique entre le propriétaire et la collectivité permettra d'engager les travaux (le dispositif avait permis la réhabilitation des caves d'Entre-Deux-Monts par le Parc naturel régional).
Pour du bâti isolé comme les maisons de vigne, un changement de destination devra être autorisé par le Commission départementale de la protection des espaces naturels et forestiers (CDPENAF).
Pour un nouvel usage, et selon les cas, un changement de destination sera nécessaire. La CDPENAF est à consulter.
Selon les préconisations du groupe de travail, la restauration devra s'effectuer dans les règles de l'art, avec les matériaux adéquats (lauzes p. ex.) et, notamment pour les constructions en pierre sèche, perpétuer le savoir-faire artisanal.
Afin de remédier au manque de matériaux spécifiques, l'ouverture de micro-carrières pourra être envisagée (pour l'approvisionnement en lauzes par exemple), de même que la mise en place de bourses aux matériaux ou qu'une coordination avec des chantiers routiers de proximité. La mémoire orale pourra être sollicitée pour retrouver des gisements.
L'expertise et l'implication des habitants comme des artisans locaux sera recherchée, pour renforcer l'authenticité du projet, l'ancrer durablement et lui donner une dimension pleinement communautaire.

✦ 4 Développer des actions de médiation, d'animation, de transmission des savoir-faire

Transmettre la connaissance ou promouvoir le patrimoine bâti dans une optique de tourisme durable ? Les supports de sensibilisation et leurs contenus dépendront des publics : scolaires, touristes, habitants : visites guidées, fiches pédagogiques, appli mobile, jeux interactifs, expositions, événements culturels, ateliers participatifs de restauration…
Pour le groupe de travail Patrimoine, la démarche doit s'adresser au premier lieu à la population locale et aux scolaires.
En l'occurrence, le Musée de Millau et des Grands Causses propose de créer des passerelles entre ses espaces muséographiques et la « Vallée verte » (intérieur/extérieur, scénographie/environnement, discours scientifiques/usage).
Une instance de travail devra se constituer pour orienter plus précisément les actions à venir, en lien avec des partenaires institutionnels, des professionnels du patrimoine, des entreprises locales, les écoles ou centres de formation.
La présente mesure entre en connexion avec les autres mesures du Plan de Paysage, en ce qu'elle place la connaissance au fondement de toute action. (Cf. par exemple l'action 5.12.2 pour la réhabilitation des faïsses de Verrières, incluant une formation à la construction en pierre sèche).

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
L'ensemble de la « Vallée verte »

PRINCIPAUX ACTEURS
Parc naturel régional des Grands Causses
Communauté de communes Millau Grands Causses dans le cadre de sa candidature au label « Pays d'Art et d'Histoire »
Communauté de communes Muse & Raspes du Tarn
Associations
Propriétaires
Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Musée de Millau et des Grands Causses
Maison de la Cerise de Paulhe
Fondation du Patrimoine
Artisans bâtisseurs en pierres sèches
Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement
Grand Site de France Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
Bien Unesco Causses et Cévennes
Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) du Rouergue

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

BIBLIO

- Charte 2024-2039 du Parc naturel régional des Grands Causses
- Plan de Paysage « Vallée verte », atelier du groupe de travail « Patrimoine bâti », 15 septembre 2024
- Programme d'actions du Grand Site de France Gorges du Tarn, de la Jonte et Causses
- Ouvrages de l'association Los Adralhans
- Dossier « Ouverture d'une micro-carrière au Pinel, commune de Millau », Parc naturel régional des Grands Causses et Artisans bâtisseurs en pierres sèches, 2022
- Dossier « Reconstruction d'un soutènement routier sur la RD29 à Peyreleau », Parc naturel régional des Grands Causses et Département de l'Aveyron, 2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Définir des stratégies foncières et mettre en place des mesures et outils pour maîtriser des parcelles d'intérêt, bâties et non bâties

CONTEXTE

Qu'elle porte sur un puzzle de petites parcelles à l'abandon, sur un bâtiment insalubre en centre-bourg ou sur un espace d'intérêt général au bord du Tarn, la maîtrise du foncier forme un préalable à toute concrétisation de projet. Toutes les fiches actions du Plan de Paysage sont conditionnées, d'une manière ou d'une autre, à la maîtrise du foncier. Les modalités de celle-ci diffèrent selon les objectifs, les pressions existantes, le degré d'intérêt collectif.

A ce jour, les réserves foncières des communes et intercommunalités sont quasi inexistantes. En tout état de cause, il n'existe pas de véritable stratégie foncière à l'échelle de la vallée ni des deux communautés de communes. Seuls la planification liée à la Zone agricole protégée et les deux PLUi s'en rapprochent.

La maîtrise du foncier constitue une démarche longue et complexe : repérage, acquisition, mise en réserve, reconquête des terres en friches, constitution d'unités viables pour l'accueil de porteurs de projet. Elle doit s'appuyer sur des outils adéquats, lesquels existent ou sont à créer. Elle suppose aussi un portage politique fort, une volonté résolue des élus locaux, et un travail d'animation.

La présente fiche énonce une stratégie de veille et d'opportunité, assortie des outils ad hoc.

OBJECTIF

✓ Permettre aux collectivités, aux entités gestionnaires de l'espace et des ressources, de maîtriser le développement raisonné de la « Vallée verte », notamment de :

- Protéger des parcelles stratégies
- Soutenir l'activité agricole
- Développer des projets d'intérêt général
- Restructurer les cœurs anciens des bourgs
- Maîtriser l'habitat abandonné
- Structurer les circulations
- Gérer les friches
- Valoriser le patrimoine bâti vernaculaire

FOCUS SUR...

➡ Vigifoncier

Service d'information en ligne proposé par les Safer, Vigifoncier informe ses utilisateurs, en temps réel, du marché du foncier agricole, des transactions effectuées et des enjeux écologiques. Il permet de suivre la consommation et l'orientation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, d'endiguer des évolutions néfastes pour le paysage et les sols, de protéger les sites naturels sensibles. Le Parc naturel régional des Grands Causses bénéficie de Vigifoncier par convention avec la Safer Occitanie. Il assure ainsi une veille sur les ventes en vallée du Tarn, pour saisir les opportunités en phase avec le projet de territoire.

Vigifoncier a déjà montré sa pertinence en vallée du Tarn, lorsque la commune de Comprégnac, avec l'appui du Parc, a postulé à un appel à candidature de la Safer pour un foncier de 73ha dont 27ha ont pu être identifiés comme des espaces sensibles ou à vocation publique (Znieff, périmètre de protection de captage, ZAP, berge du Tarn, emprise de chemins de randonnée). Tout en permettant l'installation d'un porteur de projet maraîcher et la cession d'un bâtiment à un producteur de raisin de table, l'opération s'est conclue par l'acquisition, par la commune, de surfaces englobant les bords de berge, le périmètre de protection de captage et une caselle à valeur patrimoniale.

Une démarche analogue avait été conduite sur le cirque de Saint-Marcellin à Mostuéjouls, autour d'enjeux de biodiversité, avant la mise en place de Vigifoncier mais, déjà, en coordination entre la Safer et le Parc naturel régional des Grands Causses.

➡ Les Biens vacants et sans maître (BVSM)

A l'instigation du Parc naturel régional, les élus de la vallée ont bénéficié d'une présentation des services de la Cofor (Collectivités forestières) Occitanie, plus spécialement sur les BVSM.

Si le cadastre ne recense pas de bien vacant et sans maître en vallée du Tarn, plusieurs parcelles peuvent être pré-identifiées comme telles sur la base de quatorze critères, dont ceux-ci : elles n'ont pas l'objet d'une succession, ni d'ailleurs d'aucun acte, depuis plus de 30 ans et/ou leur propriétaire est né il y a plus d'un siècle.

La liste des BVSM et leur localisation par commune ont été présentées lors de cette rencontre avec la Cofor.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Ce premier inventaire suggère que le potentiel de BVSM est de l'ordre de 140 hectares, lesquels, après vérification puis acquisition, peuvent constituer des réserves foncières pour les projets de la « Vallée verte ».

➡ Le Projet alimentaire territorial (PAT) Grands Causses Lévézou
Le PAT incite les acteurs locaux de l'agriculture et de l'alimentation à s'engager en faveur des circuits courts, de l'approvisionnement local des restaurations collectives, du manger sain. Dans ce cadre, l'association Terre de liens peut mobiliser du foncier pour les porteurs de projet, via la collecte d'épargne solidaire. Terre de liens peut accompagner les collectivités locales dans leurs projets de mobilisation/préservation du foncier agricole. Lors d'un atelier sur le foncier agricole en février 2024, l'association a d'ailleurs présenté les outils et procédures possibles. Entre autres exemples :
Au niveau de la Région : conventions de portage foncier avec la Safer et les Établissements publics fonciers.
Au niveau du Département : mise en valeur des terres incultes et manifestement sous-exploitées ; aménagement foncier agricole forestier et environnemental
Au niveau du Parc naturel régional : animation de projets territoriaux, accompagnement et appui des projets communaux et communautaires
Au niveau des communes et communautés de communes : animation de projets territoriaux, animation et soutien de dispositifs de mobilisation de foncier, portage foncier en direct, conventions avec la Safer pour solliciter son intervention à l'amiable, ou par voie de préemption et/ou pour du portage foncier, droit de préemption urbain ou instauré par la ZAD, récupération des biens vacants...
La Chambre d'Agriculture peut elle aussi engager ou contribuer à des démarches de mobilisation du foncier : repérages, veille, diagnostics, restructuration, et accompagner les collectivités locales.

➡ La Zone d'aménagement différée (ZAD)
La procédure de la ZAD donne la possibilité aux collectivités locales de s'assurer de la maîtrise foncière de parcelles, dans un périmètre qu'elles destinent à une opération d'aménagement, en usant de leur droit de préemption. La commune de Saint-Rome-de-Tarn, avec l'aide du Parc des Grands Causses, a ainsi pu créer une ZAD en symbiose avec la stratégie du Plan de Paysage, ce qui lui a permis d'acquérir un bien sur la rive gauche du Tarn, autour de la base de loisirs qui nécessite des aménagements et s'inscrit dans un site à fort intérêt paysager et écologique (trame bleue).

➡ Le droit de préemption urbain
Le droit de préemption urbain autorise une collectivité locale à se substituer à l'acquéreur éventuel d'un bien immobilier mis en vente, pour y réaliser une opération d'aménagement. Ce droit a été exercé sur la commune de Mostuéjouls pour une parcelle au Pal, riveraine du Tarn.

➡ L'Établissement public foncier (EPF)
Il est possible de solliciter l'Établissement Public Foncier d'Occitanie, comme l'a fait la Ville de Millau en 2024, afin de procéder à des acquisitions et de constituer des réserves foncières. L'EPF assure par exemple un portage foncier pour la réhabilitation de l'îlot des Sablons, dans le centre ancien millavois, et pour l'acquisition d'un grand terrain attenant au Parc de la Victoire.

Ces exemples l'illustrent : des actions concrètes sont possibles mais requièrent toutes du temps, une stratégie et une planification. Les actions ci-après en découlent. Leur liste ne saurait être exhaustive. Il semble pertinent de créer un poste d'animateur dédié au foncier pour déployer une dynamique et concrétiser les objectifs.

ACTION DT 1 ÉLABORER ET METTRE EN PLACE UNE STRATÉGIE FONCIÈRE SELON LES SITES ET LES BESOINS

Une stratégie foncière favorise une cohérence dans l'accompagnement des actions du Plan de Paysage, de la mise en œuvre d'aménagements, des gestions de sites. Elle permet aussi de déployer une pédagogie autour du projet de territoire « Vallée verte », sur un sujet, le foncier, particulièrement sensible pour les propriétaires.

MÉTHODOLOGIE
✦ 1 Créer une instance de pilotage
Cette instance pourrait être coordonnée par les communautés de communes et le Parc naturel régional des Grands Causses. Elle intègrerait, au moins, les seize communes de la « Vallée verte », le Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont, la Chambre d'Agriculture et d'autres organismes agricoles tels la Safer, les syndicats d'alimentation en eau potable, le Département...
✦ 2 Élaborer la stratégie
L'instance de pilotage statuera sur les zones à maîtriser, puis définira les calendriers et les moyens nécessaires pour y parvenir. Les zonages pourront être amendés et/ou complétés par un comité de suivi en fonction des dynamiques des projets, de l'avancement des autres actions du Plan de Paysage, des servitudes qui seraient déclinées dans les PLUi (voie verte p. ex.).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- Déterminer les zones ou les biens à maîtriser, au regard des enjeux d'aménagement public ou d'intérêt, en s'appuyant dans un premier temps sur les cinq cartographies du Plan de Paysage et sur l'outil SIG. Seront priorisés les abords des captages d'eau potable, les secteurs affectés aux aires d'accueil, les berges de rivière, les zones d'intérêt écologique, les centres anciens des villages et bourgs, puis, dans une moindre mesure, les vergers, le fond de vallée, les espaces en friche.
- Déterminer, pour chacun de ces secteurs, des objectifs concrets (superficies à reconquérir p. ex.). Les secteurs où des règlements suffisent à définir et encadrer le type d'aménagement (zonage PLUi, OAP, servitudes...) seront identifiés.
- Réaliser une étude d'opportunité foncière à l'échelle de la parcelle, dans la perspective de rencontrer les propriétaires, de les sensibiliser, voire de négocier, sinon l'achat, du moins des servitudes de passage (et d'autres servitudes qui pourront être intégrées dans les actes notariés).
- Identifier les temporalités d'intervention : court (opportunités de vente à saisir), moyen (veille et procédure de maîtrise foncière) et long termes (constitution de réserves foncières).
- Relayer l'information afin qu'elle soit transcrite dans les documents de cadrage adapté (emplacements réservés, OAP, zones à enjeux à protéger, Programme local de l'Habitat, Schéma d'aménagement et de gestion des eaux...)

ACTION DT2 METTRE EN PLACE DES OUTILS DE MAÎTRISE DU FONCIER

Action DT2.1 Surveiller les transactions foncières sur les secteurs stratégiques

Cette action de veille s'articule avec l'outil Vigifoncier (lire supra) et le droit de préemption urbain des communes et intercommunalités.

MÉTHODOLOGIE

✦ 1 Sensibiliser et informer les acteurs potentiellement concernés par l'acquisition de terrain(s)

Un comité technique et de suivi, sur le modèle et avec les composantes de l'instance de pilotage décrite en 14.1, pourrait exposer aux acteurs l'ensemble des enjeux et des implications de la démarche et définir avec précision les secteurs à acquérir.

✦ 2 Proposer, aux élus et techniciens des collectivités, une formation sur la gestion du foncier

Dispensées par des organismes ad'hoc, ces formations doivent permettre :

- d'identifier les différents outils d'action foncière qui s'offrent aux collectivités en fonction du stade du projet et des usages souhaités
- de maîtriser la méthodologie pour mettre en place une véritable politique de stratégie foncière
- connaître les meilleurs outils à choisir en fonction des contraintes du projet.

✦ 3 Planifier la veille et relayer l'information

En fonction de la stratégie foncière et des orientations du comité technique, la veille des mises en vente de biens pourrait être confiée au Parc naturel régional, pour les espaces agricoles et à enjeu de biodiversité, et aux communautés de communes, pour les captages d'eau potable, les aires d'accueil et les secteurs urbains. L'enjeu est d'informer les acteurs concernés dans les meilleurs délais : communes, intercommunalités, Safer, Département en lien avec les Espaces naturels sensibles...). Une procédure et un budget devront être mis en place pour une bonne efficience.

Action DT2.2 Lancer les procédures d'acquisition des biens vacants et sans maître, en priorité pour les parcelles d'intérêt et/ou stratégiques

Cette action fait écho à l'état des lieux initial de la COFOR sur les communes de la « Vallée verte » : 205 parcelles détectées pour un superficie cumulée de 103ha sur la Communauté de communes Millau Grands Causses, 118 parcelles pour 35ha sur la Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn.

MÉTHODOLOGIE

✦ Prioriser l'acquisition des parcelles les plus pertinentes au regard de leur superficie, de leur localisation, des terrains contigus aux propriétés communales et communautaires, du Plan de Paysage, des enjeux environnementaux et paysagers, des périmètres de protection des captages, des secteurs ciblés pour la protection et la gestion environnementales.

Si le portage de cette action incombe aux communes, le ciblage des parcelles de grand intérêt pourrait être effectué par le Parc naturel régional, au moyen de l'outil SIG.

Voici les procédures en vigueur.

Les biens vacants et sans maître (BVSM) revenant de plein droit à la commune sont des biens inclus dans une succession ouverte depuis plus de 30 ans (10 ans en zone de revitalisation rurale pour les successions ultérieures au 31 déc. 2006) pour laquelle aucune personne successible ne s'est présentée.

L'autre catégorie de BVSM désigne les immeubles sans propriétaire connu depuis plus de trois ans et dont celui-ci n'a pas acquitté les taxes foncières.

L'acquisition des BVSM relève de procédures longues, bien encadrées, gratuites ou peu coûteuses

Pour les BVSM « de plein droit » :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- enquête de voisinage, consultation des registres d'état-civil, recours au notaire, consultation du cadastre, publication au bulletin municipal, courrier au dernier domicile connu du propriétaire...
- demande de confirmation de la vacance au Service de la Publicité Foncière (SPF), délibération sous deux mois sur la décision d'acquisition, prise d'un arrêté municipal portant présomption de la vacance des biens
- après six mois sans manifestation du propriétaire, délibération du conseil municipal autorisant l'acquisition du BVSM dans les six mois
- prise d'un arrêté prononçant son incorporation et dépôt obligatoire d'un acte authentique au SPF.

Pour les BVSM sans propriétaire connu :
- enquête de voisinage, consultation des registres d'état-civil, recours au notaire, consultation du cadastre, publication au bulletin municipal, courrier au dernier domicile connu du propriétaire, demande de renseignement au référent DDFIP de la commission des impôts directs
- demande de confirmation de la vacance au Service de la Publicité Foncière (SPF), délibération sous deux mois sur la décision d'acquisition
- demande d'avis à la commission communale des impôts directs
- après six mois sans manifestation du propriétaire, délibération du conseil municipal autorisant l'acquisition du BVSM dans les six mois
- prise d'un arrêté prononçant son incorporation et dépôt obligatoire d'un acte authentique au SPF.

Les communes qui le souhaitent peuvent confier cette prestation à la Safer.

Action DT2.3 Mobiliser d'autres outils selon les enjeux

La transition de la « Vallée verte » dépend fortement des volontés politiques locales. Les collectivités doivent agir pour la maîtrise du foncier et l'orientation de son usage. Les outils réglementaires existent : leur palette est si large, même, qu'ils peuvent apparaître complexes à activer. Opter pour le dispositif le plus judicieux, puis le faire accepter par la population, n'est pas aisé. Un enjeu est de lancer une dynamique de dialogue avec une pluralité d'interlocuteurs (propriétaires fonciers, paysans, autres professionnels, citoyens...) afin de faire émerger des solutions simples et négociées.
Pour déployer ces outils, assurer une veille et une animation quotidiennes, la création d'un poste dédié apparaît nécessaire, tout en sachant que plusieurs années sont parfois nécessaires pour voir poindre des réalisations concrètes.
La maîtrise foncière suppose aussi de disposer d'une trésorerie, d'une ligne budgétaire dédiée à l'acquisition de biens en fonction des opportunités. Selon les cas, un portage par une entité extérieure est possible, selon différentes modalités, en liaison avec la Région Occitanie (convention de portage foncier avec la Safer et les Établissements publics fonciers) ou le Département de l'Aveyron (droits de préemption PAEN et ENS, mise en valeur des terres incultes et manifestement sous-exploitées, aménagement foncier agricole, forestier et environnemental...).
Des formations consacrées aux outils et aux méthodes de maîtrise du foncier pourront être proposées aux conseils municipaux et communautaires.

Le descriptif de cette action ne se présente pas comme une méthodologie mais comme l'énumération d'outils activables, voire mutualisables, selon les actions du Plan de Paysage. Ces outils se rapportent en premier lieu à l'achat de terrains inclus dans les périmètres de captage (action 1.2.1), la transmission des vergers des pluriactifs (action 2.4.1), la maîtrise du foncier agricole à rétrocéder (mesure 5), la maîtrise du foncier stratégique proche du Tarn pour l'aménagement d'aire d'accueil d'intérêt communautaire (action 3.6.2), la maîtrise d'itinéraires cyclables cohérents et sécurisés (action 4.8.1), la préemption de l'habitat vétuste ou des microparcelles attenantes à l'espace public (action 4.10), l'intervention sur du foncier en friche (action 5.11), sur du foncier intégrant des faïsses (action 5.12.1), la sauvegarde du patrimoine bâti remarquable (action 5.13.1).

Pour les secteurs nécessitant une maîtrise totale :
- l'acquisition à l'amiable
- le droit de préemption urbain
- le droit de préemption de la Safer
- la zone d'aménagement différée (ZAD)
- l'expropriation pour cause d'utilité publique
- le gel de foncier ou sa préservation, via l'emplacement réservé ou le classement en zone de protection N ou A au sein des PLUi

Pour les secteurs dont la maîtrise peut être partielle :
- l'aménagement foncier (une forme de remembrement du parcellaire morcelé et non valorisé)
- les échanges et cessions amiables
- la création d'associations foncières (pertinentes en zones d'élevage et sur les versants de la vallée)
- la procédure « Terres incultes » (pour un remise en culture)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

- le levier fiscal (taxe d'habitation sur les logements vacants, taxe sur les terrains constructibles non bâtis...)

Pour le maintien de parcelles dans l'attente d'une décision définitive
- les conventions de mise à disposition
- les conventions pluriannuelles d'exploitation et de pâturage (conditions dérogatoires au statut du fermage)
- les baux ruraux, dont le bail rural à clauses environnemental qui permet au propriétaire bailleur de maintenir ou d'orienter des pratiques agricoles environnementales et vertueuses sur sa parcelle
- les obligations réelles environnementales (ORE), contractualisées pour le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques

DOMAINE GÉOGRAPHIQUE
Chacun des secteurs pré-identifiés dans les cartes thématiques du Plan de Paysage :
Orientation 1 : périmètres rapprochés des captages, milieux humides
Orientation 2 : vergers des pluriactifs, secteurs potentiels de reconquête agricole
Orientation 3 : principaux espaces d'accueil et de loisirs, embarcadères et débarcadères de canoë-kayak
Orientation 4 : Trace verte du Viaduc et son extension, voies cyclables, emprises bâties dégradées et non bâties à l'abandon dans les bourgs, villages et hameaux
Orientation 5 : zones écologiques, zones potentielles de reconquête agricole, zones de terrasses abandonnées, patrimoine vernaculaire

PRINCIPAUX ACTEURS
Les seize communes
Communautés de communes Millau Grands Causses et Muse & Raspes du Tarn
Parc naturel régional des Grands Causses
Syndicat mixte du bassin versant Tarn amont
Établissement public foncier d'Occitanie
Département de l'Aveyron
Chambre d'Agriculture de l'Aveyron
Safer
Terre de liens Midi-Pyrénées

PARMI LES PARTENAIRES TECHNIQUES
Association de développement de l'emploi agricole et rural de l'Aveyron (ADDEAR 12)
Collectivités forestières (COFOR) Occitanie
Terres Vivantes
Coopérative Terracoopa
Experts fonciers agricoles
Direction départementale des territoires
Région Occitanie

BIBLIO

- « Les Outils du foncier », CAUE des Hautes-Alpes, 2014
- Boîte à outils « Foncier : la récupération des biens vacants et sans maître », COFOR, 2022
- « Agir sur le foncier agricole, un rôle essentiel pour les collectivités locales », Terre de liens, 2022
- Site du CEREMA, « Outils d'aménagement, le foncier » : https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https:// outil2amenagement.cerema.fr/thematiques/foncier&ved=2ahUKEwiN9oWt4tWGAxUcaqQEHUCMDroQFnoECCoQAQ&usg=AOvVaw0D6w poxWrZtNnGG5ZQYjIN
- Site aude.gouv.fr, fiches sur les friches agricoles, Département de l'Aude et Direction départementale des territoires de l'Aude, http://www.aude.gouv.fr/le-foncier-agricole-r181.html

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_040-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-041 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Convention au titre de l'ingénierie territoriale 2025 entre la Région Occitanie et le PNR des Grands Causses

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

La Région Occitanie a délibéré le 1er décembre 2023 en faveur de l'accompagnement en Ingénierie des territoires porteurs des Contrats Territoriaux Occitanie.

La convention ci-jointe précise les modalités de partenariat entre la Région et le PNR des Grands Causses.

Le PNR des Grands Causses s'engage à assurer les actions suivantes dans le cadre de l'animation du CTO Grands Causses Lévézou :

- Animation et secrétariat du Contrat Territorial Occitanie et des Bourgs Centres ;
- Articulation avec les programmes européens territorialisés (ATI FEDER, Leader) ;
- Articulation avec les contrats stratégiques et AAP de l'Etat et des établissement publics (ADEME, commissariat de Massif…) : PPN Massif Central, Itinérance, PAT, CLS, COT, Avenir montagne mobilité…
- Aide au montage de projets des collectivités locales ne disposant pas de l'ingénierie nécessaire ;
- Animation dotation innovation/ expérimentation ;
- Relais de proximité avec les directions et les agences de la région ;
- Participation au Réseau régional des développeurs territoriaux.

Dans ce cadre le PNR des Grands Causses affecte 0.5 ETP pour la mise en œuvre de ce programme d'action.

La région apporte un soutien au PNR des Grands Causses qui prend la forme d'une subvention forfaitaire de 23 750 € par an.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette convention et autorise le Président à engager ce partenariat et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_041-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-042 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Avenant au CRTE (Contrat pour la Réussite de la Transition Ecologique)

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Pour poursuivre le développement des territoires, répondant aux besoins des habitants tout en préparant l'avenir face aux défis majeurs du pays, un partenariat efficace entre l'Etat et les collectivités territoriales est incontournable. La contractualisation est un des leviers pour mobiliser de manière optimale les moyens disponibles et l'occasion d'identifier des mesures de simplification de l'action publique pour en maximiser l'impact.

Afin d'accélérer la transition écologique du pays, le Président de la République a annoncé le 25 septembre 2023 l'engagement d'une démarche de planification écologique. Pour atteindre, à l'horizon 2030 les objectifs de décarbonation, de préservation et de restauration de la biodiversité, de gestion durable des ressources et d'adaptation au changement climatique, la mobilisation coordonnée de l'Etat, des collectivités territoriales, déjà actives en la matière, du monde économique et de la société civile est nécessaire.

Conformément à la circulaire de la Première ministre du 29 septembre 2023 relative à la mise en œuvre de la territorialisation de la planification écologique, la conférence des parties (COP) de la région Occitanie, après une phase de diagnostic et de débat, a établi en date du 15/01/2025 une feuille de route présentant une série de leviers concrets et des engagements d'actions et de projets à mener dans les territoires.

Les contrats de relance et de transition écologique évoluent en « contrats pour la réussite de la transition écologique » pour enrichir le partenariat local, poursuivre et accélérer la mise en œuvre des actions du projet de territoire à l'échelle du bassin de vie en renforçant les ambitions écologiques selon les orientations des COP régionales et les déclinaisons départementales.

Comme rappelé dans l'instruction du 30 avril 2024 relative à la relance des CRTE, ce contrat constitue un cadre d'échanges avec les partenaires pour identifier les priorités d'action et un vivier de projets portés par les collectivités avec le soutien potentiel financier et en ingénierie de l'État, de ses opérateurs et des autres partenaires publics ou privés. Les outils comme la boussole de la transition écologique, permettant d'apprécier l'impact environnemental de tout projet, et Mon espace collectivité, plateforme d'accompagnement de projets en cours de développement, appuient la démarche. Le contrat est susceptible d'être actualisé annuellement.

Les actions retenues pourront être cofinancées par l'État, par le biais de subventions qui seront demandées par les maîtres d'ouvrage, au titre des dotations et crédits ministériels disponibles, et pour lesquels elles seraient éligibles. La part minimale des projets favorables à l'environnement au sens du budget vert financés au titre de la DSIL, DSID, DETR et FNADT, est précisée annuellement dans l'instruction relative aux règles d'emploi des dotations à l'investissement des collectivités territoriales.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

Conformément à l'instruction relative à la programmation pluriannuelle des dotations de soutien à l'investissement des collectivités locales (DETR, DSIL, DSID) du 31 mai 2024, le préfet peut programmer pour 2025 des engagements à hauteur de 50% du montant des crédits qui lui ont été notifiés au titre de 2024, et pour 2026, à hauteur de 25% du montant de ces mêmes crédits. Cette programmation pluriannuelle est glissante et peut être ajustée chaque année dans la limite de ces mêmes plafonds.

Objectifs

Après un travail en revue de projets et sur proposition du Comité de pilotage, le présent avenant a pour objet d'actualiser le CRTE signé le 13 décembre 2021, entre le Parc naturel des Grands Causses et l'État, pour les années 2024 à 2026.

Le présent avenant actualise et complète les orientations stratégiques indiquées ci-après pour l'accélération de la transition écologique du projet de territoire approuvé le 13 décembre 2021 :

Axe 1 « Protéger »
Orientation 1 : Protéger une biodiversité d'exception
Orientation 2 : Préserver la richesse paysagère
Orientation 3 : Sécuriser la ressource en eau
Orientation 4 : Valoriser les trésors géologiques
Axe 2 « Aménager »
Orientation 5 : Construire un territoire à Energie positive
Orientation 6 : Se Déplacer Autrement
Orientation 7 : Renforcer la cohésion du territoire
Axe 3 « Développer »
Orientation 8 : Accueillir de nouveaux habitants
Orientation 9 : Valoriser les ressources économiques locales
Orientation 10 : Soutenir l'agriculture
Orientation 11 : Développer le potentiel touristique, patrimonial et culturel

Toute évolution du contenu de ces orientations en cours de contrat sera validée par le comité de pilotage.

Au regard des priorités du territoire et des enjeux de transition écologique, l'avenant traduit les évolutions suivantes :

- Les projets à retirer du contrat.
- Les actions à maintenir avec évolution.
- Les nouvelles actions prêtes à démarrer d'ici 2026 à inscrire, dont celles mettant en œuvre la feuille de route de la COP.
- Les projets encore à travailler, voire à accompagner en ingénierie.

Le reste du contrat est inchangé.

La présente convention ne constitue pas une demande ou une notification de subvention au sens de l'article R. 2334-22 du code général des collectivités territoriales. De ce fait, elle ne vaut pas engagement au sens de l'article 30 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La maquette financière reprend l'ensemble des engagements prévisionnels des partenaires. Elle est annexée au présent avenant et est susceptible d'évoluer.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

Elle précise notamment :

- Les montants des crédits de l'État et de ses opérateurs (DETR, DSIL, DSID, FNADT, fonds vert, crédits ministériels...) sollicités et contractualisés, notamment selon les modalités de l'instruction du 31 mai 2024, sous réserve des dispositions des lois de finances et de la disponibilité budgétaire des crédits.
- Le rappel des actions financées au titre du fonds vert en 2023 et 2024 qui ne figuraient pas déjà dans le CRTE (circulaire 28 décembre 2023 relative à la gestion 2024 du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires).
- Les financements des collectivités territoriales (Région, Département, communes et leurs groupements...).
- Les financements des autres partenaires publics et privés.

Le présent avenant est effectif à sa date de signature et jusqu'en 2026. Il peut être modifié annuellement.

Le comité de pilotage du contrat pour la réussite de la transition écologique assure le suivi des engagements des signataires et des partenaires, de la réalisation des actions et de leur évaluation. Il se réunit au moins une fois par an.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cet avenant au CRTE et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Liberté
Égalité
Fraternité

agence nationale de la cohésion des territoires

Parc naturel régional des Grands Causses

AVENANT 2025/2026
RELATIF AU CONTRAT POUR LA RÉUSSITE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ENTRE

La Préfète du département de l'AVEYRON
Ci-après désigné par « l'État » ;

d'une part,

ET

Le Parc naturel régional des Grands Causses représenté par Richard FIOL autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 3 décembre 2021,

d'autre part,

dénommés les parties prenantes.

En présence de :

Arnaud VIALA, Président du Département de l'Aveyron
Elodie GALKO, Directrice Générale de l'Agence de l'Eau Adour Garonne
Céline VACHEY, Directrice Régionale de l'ADEME Occitanie
Emmanuelle GAZEL, Présidente de la Communauté des communes Millau Grands Causses
Monique ALIES, Présidente de la Communauté des communes Monts Rance et Rougier
Sébastien DAVID, Président de la Communauté des communes du Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons
Jérôme MOURIES, Président de la Communauté des communes Muse et Raspes du Tarn
Christophe LABORIE, Président de la Communauté des communes Larzac et Vallées

Vu le CRTE Grands Causses en date du 20 décembre 2021;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

Préambule :

Pour poursuivre le développement des territoires, répondant aux besoins des habitants tout en préparant l'avenir face aux défis majeurs du pays, un partenariat efficace entre l'Etat et les collectivités territoriales est incontournable. La contractualisation est un des leviers pour mobiliser de manière optimale les moyens disponibles et l'occasion d'identifier des mesures de simplification de l'action publique pour en maximiser l'impact.

Afin d'accélérer la transition écologique du pays, le Président de la République a annoncé le 25 septembre 2023 l'engagement d'une démarche de planification écologique. Pour atteindre, à l'horizon 2030 les objectifs de décarbonation, de préservation et de restauration de la biodiversité, de gestion durable des ressources et d'adaptation au changement climatique, la mobilisation coordonnée de l'Etat, des collectivités territoriales, déjà actives en la matière, du monde économique et de la société civile est nécessaire.

Conformément à la circulaire de la Première ministre du 29 septembre 2023 relative à la mise en œuvre de la territorialisation de la planification écologique, la conférence des parties (COP) de la région Occitanie, après une phase de diagnostic et de débat, a établi en date du 15/01/2025 une feuille de route présentant *une série de leviers concrets et des engagements d'actions et de projets à mener dans les territoires.*

Les contrats de relance et de transition écologique évoluent en « contrats pour la réussite de la transition écologique » pour enrichir le partenariat local, poursuivre et accélérer la mise en œuvre des actions du projet de territoire à l'échelle du bassin de vie en renforçant les ambitions écologiques selon les orientations des COP régionales et les déclinaisons départementales.

Comme rappelé dans l'instruction du 30 avril 2024 relative à la relance des CRTE, ce contrat constitue un cadre d'échanges avec les partenaires pour identifier les priorités d'action et un vivier de projets portés par les collectivités avec le soutien potentiel financier et en ingénierie de l'État, de ses opérateurs et des autres partenaires publics ou privés. Les outils comme la boussole de la transition écologique, permettant d'apprécier l'impact environnemental de tout projet, et Mon espace collectivité, plateforme d'accompagnement de projets en cours de développement, appuient la démarche. Le contrat est susceptible d'être actualisé annuellement.

Les actions retenues pourront être cofinancées par l'État, par le biais de subventions qui seront demandées par les maîtres d'ouvrage, au titre des dotations et crédits ministériels disponibles, et pour lesquels elles seraient éligibles. La part minimale des projets favorables à l'environnement au sens du budget vert financés au titre de la DSIL, DSID, DETR et FNADT, est précisée annuellement dans l'instruction relative aux règles d'emploi des dotations à l'investissement des collectivités territoriales.

Conformément à l'instruction relative à la programmation pluriannuelle des dotations de soutien à l'investissement des collectivités locales (DETR, DSIL, DSID) du 31 mai 2024, le préfet peut programmer pour 2025 des engagements à hauteur de 50% du montant des crédits qui lui ont été notifiés au titre de 2024, et pour 2026, à hauteur de 25% du montant de ces mêmes crédits. Cette programmation pluriannuelle est glissante et peut être ajustée chaque année dans la limite de ces mêmes plafonds.

Les parties prenantes, signataires du contrat pour la réussite de la transition écologique, conviennent :

ARTICLE 1 : Objet

Après un travail en revue de projets, le présent avenant a pour objet d'actualiser le CRTE signé le 20 décembre 2021, entre le Parc naturel des Grands Causses et l'État, pour les années 2025 à 2026.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

ARTICLE 2 : Orientations stratégiques du CRTE

Le présent avenant actualise et complète les orientations stratégiques indiquées ci-après pour l'accélération de la transition écologique du projet de territoire approuvé le 20 décembre 2021 :

Axe 1 « Protéger »

Orientation 1 : Protéger une biodiversité d'exception
Orientation 2 : Préserver la richesse paysagère
Orientation 3 : Sécuriser la ressource en eau
Orientation 4 : Valoriser les trésors géologiques

Axe 2 « Aménager »

Orientation 5 : Construire un territoire à Energie positive
Orientation 6 : Se Déplacer Autrement
Orientation 7 : Renforcer la cohésion du territoire

Axe 3 « Développer »

Orientation 8 : Accueillir de nouveaux habitants
Orientation 9 : Valoriser les ressources économiques locales
Orientation 10 : Soutenir l'agriculture
Orientation 11 : Développer le potentiel touristique, patrimonial et culturel

Toute évolution du contenu de ces orientations en cours de contrat sera validée par le comité de pilotage.

ARTICLE 3 : Descriptif des actions à engager

Au regard des priorités du territoire et des enjeux de transition écologique, l'avenant traduit les évolutions suivantes :

- les nouvelles actions prêtes à démarrer d'ici 2026 à inscrire, dont celles mettant en œuvre la feuille de route de la COP,
- les projets encore à travailler, voire à accompagner en ingénierie.

Le reste du contrat est inchangé.

L'ensemble des actions est décliné en annexe 1 du présent avenant.

Un tableau récapitulatif des actions au regard des thématiques et des leviers de la COP 2024 est joint en annexe 2.

Article 4 : Maquette financière prévisionnelle pluriannuelle

La présente convention ne constitue pas une demande ou une notification de subvention au sens de l'article R. 2334-22 du code général des collectivités territoriales. De ce fait, elle ne vaut pas engagement au sens de l'article 30 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La maquette financière reprend l'ensemble des engagements prévisionnels des partenaires. Elle est annexée au présent avenant et est susceptible d'évoluer.

Elle précise notamment les montants :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

- des crédits de l'État et de ses opérateurs (DETR, DSIL, DSID, FNADT, fonds vert, crédits ministériels…) sollicités et contractualisés, notamment selon les modalités de l'instruction du 31 mai 2024, sous réserve des dispositions des lois de finances et de la disponibilité budgétaire des crédits ;
- le rappel des actions financées au titre du fonds vert en 2023 et 2024 qui ne figuraient pas déjà dans le CRTE (circulaire 28 décembre 2023 relative à la gestion 2024 du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires) ;
- les financements des collectivités territoriales (Région, Département, communes et leurs groupements…) ;
- les financements des autres partenaires publics et privés.

ARTICLE 5 : Durée

Le présent avenant est effectif à sa date de signature et jusqu'en 2026. Il peut être modifié annuellement.

ARTICLE 6 : Suivi

Le comité de pilotage du contrat pour la réussite de la transition écologique assure le suivi des engagements des signataires et des partenaires, de la réalisation des actions et de leur évaluation. Il se réunit au moins une fois par an.

Fait à Millau, le 13 juin 2025	
Le Président du Parc naturel régional des Grands Causses	La Préfète de l'Aveyron
Richard FIOL	Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD

Le Président du Département de l'Aveyron	Le Président de la Communauté des communes Larzac et Vallées
Arnaud VIALA	Christophe LABORIE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

Le Président de la Communauté des communes Muse et Raspes du Tarn	La Présidente de la Communauté des communes Millau Grands Causses
Jérôme MOURIES	Emmanuelle GAZEL

La Présidente de la Communauté des communes Monts Rance et Rougier	Le Président de la Communauté des communes du Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons
Monique ALIES	Sébastien DAVID

La Directrice Régionale de l'ADEME Occitanie	La Directrice Générale de l'Agence de l'Eau Adour Garonne
Céline VACHEY	Elodie GALKO

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

Annexe n°1 : CRTE PNR Grands Causses - maquette 2025 - DOCUMENT DE TRAVAIL 06062025

Orientation stratétique	Territoire	Maitre d'Ouvrage	Intitulé et Descriptif sommaire	Localisation projet	Thématiques COP Occitanie (5)	Leviers plan d'action COP Occitanie (41)	Calendrier prévisionnel et etat d'avancement de l'action	Chiffrage Prévisionnel	Plan de financement prévisionnel - ETAT	Dispositif ETAT	Europe	Région Occitanie	Département Aveyron	Autres financeurs	Autofinacement	Maquette	Priorité
AXE 1 / PROTEGER	Orientation 1 - Proteger une biodiversite d'exeption																
	Orientation 2 - Préserver la Richesse paysagère																
	Orientation 3 - Préserver la ressoource en eau																
	Orientation 4 - Valoriser les trésors Géologique																
AXE 2 / AMENAGER	Orientation 5 - Construire un territoire à energie positive																
	CCMGC	CCMGC	Rénovation batiment ancienne école publique	Aguessac	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	900 000 €		109 000 €		40 000 €	182 500 €	90 000 €	313 500 €		1
	CCMGC	Aguessac	Rénovation énergetique maison de santé	Aguessac	Mieux produire et consommer	Electricité renouvelable	2025	177 534 €		18 534 €		30 000 €	30 000 €				1
	CCMRR	Laval rocquecezière	Rénovation énergetique de l'école	Laval rocquecezière	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025										1
	CCSAR7V	Coupiac	Rénovation énergétique de l'ancien batiment de La Poste	Coupiac	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	58 376 €		8 698 €		20 759 €	9 500 €	8 820 €	12 827 €		1
	CCSAR7V	Plaisance	Rénovation énergetique de la mairie	Plaisance	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	297 532 €		46 676 €		15 488 €	33 847 €		193 574 €		1
	CCLV	Fondamente	Rénovation énergétique de l'ancienne mairie	Fondamente	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	423 030 €		130 963 €		20 000 €	92 918 €	59 160 €	201 290 €		1
	CCMRT	Verrieres	Rénovation énergétique de la mairie	Verrieres	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	730 000 €		438 000 €		66 000 €	73 000 €		153 000 €		1
	CCLV	Cornus	Rénovation énergétique de la salle des fetes	Cornus	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	241 000 €		60 000 €		50 000 €	43 743 €	30 000 €	60 250 €		1
	CCLV	L'hospitalet du larzac	Rénovation énergétique de l'école et mairie	L'hospitalet du larzac	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	393 435 €		84 000 €	50 000	50 000 €	53 000 €	12 615 €	116 945 €		1
	CCMGC	Millau	Eclairage LED terrain broussou annexe parc des sport	Millau	Mieux produire et consommer	Autres- mieux produire et consommer	2025	66 600 €				8 000 €		34 600 €	24 000 €		1
	CCMRR	Mélagues	Rénovation énergetique du gite / salle culturelle	Mélagues	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025										
	CCMRR	Mélagues	Rénovation énérgetique du batiment de la mairie	Mélagues	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025										
	CCMGC	Sivom vallée du tarn	Rénovation énergétique de la crèche	Aguessac	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	420 000 €		105 000 €		70 000 €	55 400 €	105 600 €			1
	CCMRR	Murasson	Rénovation énergétique de l'école	Murasson	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	168 700 €		67 480 €		16 870 €	12 446 €		55 577 €		1
	CCMGC	Creissels	Rénovation énergétique de la salle des fetes	Creissels	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025										1
	CCMGC	Comprégnac	Rénovation énergétique de la salle des fetes	Comprégnac	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	395 000 €		98 750 €		59 250 €	98 750 €	59 250 €	79 000 €		1
	CCMGC	Veyreau	Rénovation énergetique de l'auberge de Cadenas	Veyreau	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	584 021 €		110 215 €	93 443	87 603 €	87 603 €	87 603 €	117 554 €		
	CCMRR	Pousthomy	Rénovation énergétique de la mairie	Pousthomy	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025	58 133 €		23 253 €			4 347 €		23 254 €		
	CCSAR7V	Tournemire	Remplacement du système de chauffage de l'école	Tournemire	Mieux se loger	Rénovation (tertiaire)	2025										
	CCMGC	Rivière sur tarn	Pose de panneaux photovoltaiques sur la toiture de la halle de Boyne	Rivière sur tarn	Mieux produire et consommer	Electricité renouvelable	2025	216 395 €					40 043 €	5 475 €			
	CCLV	Sainte eulalie de cernon	Rénovation éclairage public	Sainte eulalie de cernon	Mieux produire et consommer	Autres- mieux produire et consommer	2025										1
	Orientation 6 - Se déplacer autrement																
	CCMGC	Creissels	Création de l'aménagement de l'aire de retournement à Saint martin de Pris (mobilité douce)- phase 1	Creissels			2025										1
	CCSAR7V	CCSAR7V	Pole d'échanges multimodaux	Saint affrique	Mieux se déplacer	Autres – mieux se déplacer	2025	834 000 €		250 020 €		417 000 €			166 800 €		1
	CCMGC	CCMGC	Aménagements cyclables (capelle/belluges), liaison vers Cap du crès, traversée rue du rec et jean moulin, traversée parc des rivières, raymond VII suite)	Millau	Mieux se déplacer	Vélo et marche	2025										1
	CCLV	Nant	Aménager les espaces publics et organiser les mobilités (face aux halles)	Nant			2025	82 120 €		16 424 €					65 696 €		
	CCSAR7V	Saint affrique	Mobilité douce rue Lamartine	Saint affrique	Mieux se déplacer	Vélo et marche	2025										1
	Orientation 7 - Renforcer la cohésion du territoire																
	CCMRR	CCMRR	Restructuration de l'abbaye	Sylvanes			2025	4 200 000 €		1 000 000 €	276 000	1 000 000 €	1 000 000 €	350 000 €	1 579 000 €		1
	CCLV	Cornus	Mise en accessibilité de l'école et rénovation du préau	Cornus			2025	75 082 €									1
	CCLV	Le Clapier	Création d'un espace de vie rurale	Le Clapier			2025	100 000 €		37 557 €	20 000	9 300 €	20 000 €		13 143 €		1
	CCMGC	Millau	QPV - Restructuration de la place de sablons	Millau	Mieux préserver le vivant	Désimperméabilisation des sols	2025	1 801 881 €		21 000 €	900 000	80 000 €	80 000 €	106 000 €	519 535 €		1
	CCSAR7V	Saint rome de cernon	Extension de la MSP	Saint rome de cernon			2025	67 801 €		0 €		14 125	14 125 €	14 125 €	25 426 €		1
	CCSAR7V	Calmels et le viala	Réhabilitation de l'ancien presbytère	Calmels et le viala			2025	211 500 €		68 000 €		31 725 €	63 450 €	12 000 €	36 325 €		1
	CCMRR	Combret	Aménagement d'une salle polyvalente	Combret			2026	1 056 243 €		293 143 €	50 000	80 000 €	250 000 €		383 100 €		1
	CCMRT	Viala du tarn	Réhabilitation de l'auberge communale (tranche 1)	Viala du tarn	Mieux se loger	Sobriété foncière	2025	892 000 €		182 000 €	100 000	22 460 €	90 000 €	26 700 €	175 700 €		1
	CCMGC	Veyreau	Aménagement de la maison des marthes	Veyreau	Mieux se loger	Sobriété foncière	2025	510 000 €		102 000 €		102 000 €	102 000 €	0 €	102 000 €		1
	CCMRT	Saint rome de tarn	Création d'un emaison de santé	Saint rome de tarn			2025										1
	CCLV	Sainte eulalie de cernon	Acquistion d'un batiment afin de transferer l'épicerie (SCIC)	Sainte eulalie de cernon	Mieux se loger	Sobriété foncière	2025										1
	CCMGC	Verrieres	Aménagement de la maison des asistantes maternelles de fengilles	Verrieres			2025										1
	CCMGC	Creissels	Aménagement de la place du Baoumas	Creissels	Mieux préserver le vivant	Désimperméabilisation des sols	2025										1
	CCMGC	Millau	Désimperméabilisation et végétalisation de la cour de Jules Ferry	Millau	Mieux préserver le vivant	Désimperméabilisation des sols	2025	393 863 €		39 386 €	15 754	39 386 €	39 386 €	100 000 €	159 950 €		1
	CCMGC	Millau	Aménagement espace culturel Silex	Millau			2025	442 000 €									1
	CCSAR7V	Saint Affrique	Désimperméabilisation et renaturation cours d'école maternelle gare)	Saint Affrique	Mieux préserver le vivant	Désimperméabilisation des sols	2025										1
	CCMRT	Montjaux	Aménagement des abords de la RD 993	Montjaux	Mieux se déplacer	Autres – mieux se déplacer	2025										1
	CCSAR7V	CCSAR7V	Aménagement de la ludothèque	Saint affrique			2025										1
	Orientation 8 - Accueillir de nouveaux habitants																
	CCSAR7V	Saint rome de cernon	Réhabilitation de l'ancienne école en pole petite enfance	Saint rome de cernon	Mieux se loger	Sobriété foncière	2025										1
	Martrin	Martrin	Rénovation de logements	Martrin	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	103 045 €		9 346 €		22 495 €	20 609 €		48 709 €		1
	CCSAR7V	Coupiac	Rénovation énergétique d'un logement	Coupiac	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	62 310 €		8 698 €		22 467 €	9 318 €	8 820 €	12 827 €		1
	CCLV	Fondamente	Rénovation énergétique de 4 logements	Fondamente	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	90 712 €		18 142 €		32 000	22 427 €		18 143 €		1
	CCMRT	Verrieres	Rénovation énergétique de 3 logements	Verrieres	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	730 000 €		438 000 €		66 000	73 000 €		153 000 €		1
	CCLV	L'hospitalet du larzac	Rénovation énergétique de 2 logements	L'hospitalet du larzac	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	196 935 €		353 387 €		26 443	35 915 €	27 500 €	71 690 €		1
	CCLV	Nant	Rénovation énergetique du logement de l'école	Nant	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025					6 000 €	10 000 €				1
	CCSAR7V	Plaisance	Rénovation énergetique de 3 logements	Plaisance	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	81 165 €		16 233 €		27 263 €	79 753 €				1
	CCMRR	Montagnol	Rénovation énergétique d'un logement communal	Montagnol	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025										1
	CCMRR	Murasson	Rénovation énergétique de 2 logements communaux	Murasson	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	168 700 €		67 480 €		16 870	28 764 €		55 577 €		1
	CCMGC	Compeyre	Rénaovation énergétique d'un logement communal (coté presbytère)	Compeyre	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	130 245 €		30 000 €		9 600 €	20 000 €	11 014 €	40 400 €		1
	CCLV	La couvertoirade	Rénovation énergetique de 2 logements communaux au dessus de la mairie	La couvertoirade	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025										1
	CCLV	Cornus	Démolition friche + Créaton d'un lotissement (5 lots) Lo Parro	Cornus	Mieux se loger	Sobriété foncière	2025	395 718 €		109 575 €		39 500 €	39 500 €	30 000 €			1
	CCMRT	Saint rome de tarn	Restructuration de l'ancien presbytère pour des logements	Saint rome de tarn	Mieux se loger	Sobriété foncière	2025	586 836 €		74 934 €		131 134 €	56 200 €	37 467 €			1
	CCMRR	Saint sever du moustier	Acquisition d'un ancien couvent pour la création de logements	Saint sever du moustier	Mieux se loger	Sobriété foncière	2025	519 400 €									1
	CCSAR7V	Versols et lapeyre	Rénovation énergetique d'un logement communal	Versols et lapeyre	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	100 000 €									

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

AXE 3 / DEVELOPPER	CCLV	Marnhagues et latour	Rénovation énergetique de l'ancien presbyère (logement communal)	Marnhargues et latour	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	19 997 €		6 999 €		6 000 €	6 000 €		3 997 €		
	CCMGC	Aguessac	Aménagement de l'espace naturel du Puech d'antan (lotissement communal, verger, espace de loisir..)	Aguessac			2025	61 486 €		0 €		0 €	6 137 €	19 333 €	36 016 €		1
	Orientation 9 - Valoriser les ressources économiques locales																
	Orientation 10 - Soutenir l'Agriculture																
	Orientation 11 - Développer le potentiel touristique, patrimonial et culturel																
	CCMRR	Saint sernin sur rance	Création d'installation sportive dont boulodrome	Saint sernin sur rance			2025	286 971 €		57 000 €		53 314 €	71 742 €		104 915 €		1
	CCMRT	Ayssenes	Rénovation de gite communal (GR 736)	Ayssenes	Mieux se loger	Rénovation (résidentiel)	2025	70 243 €				17 640	17 561 €		35 042 €		1
	CCMRT	Sivom St Rome de tarn	Création d'une passerelle touristique	Ayssenes			2025	3 765 125 €									1
	CCLV	Cornus	Réhabilitation de l'ancienne école de La bastide des fonts en lieu associatif	Cornus	Mieux se loger	Sobriété foncière	2025	241 000 €		60 000 €		50 000	22 662 €				1
	CCMGC	CCMGC	Aménagement d'installation sportive La maladrerie	Millau			2025								45 325 €		1
	CCLV	Fondamente	Création d'un terrain multisport	Fondamente			2025	112 190 €		0 €		10 000	18 699 €	32 722 €	32 071 €		1
	Coupiac	Coupiac	Réhabiliation du local de la base de loisirs de Masnaut	Coupiac			2025	44 337 €		8 867 €		8 867	6 250 €		20 353 €		1
	CCMGC	Millau	Construction de 4 terrains de Padel	Millau			2025	810 807 €				100 000 €	120 000 €	70000	246 000 €		1
	CCMRT	Saint rome de tarn	Aménagement de la base de loisirs (ancienne RATP)	Saint rome de tarn			2025	58 788 €				17 636 €	17 636 €				1
	CCLV	Sainte eulalie de cernon	Acquistion du batiment de l'hotel Cardabelle	Sainte eulalie de cernon			2025										1
							Total	20 904 652 €	0 €			2 543 882 €	2 690 715 €	1 110 768 €	4 950 082 €		
	CCMGC	Mostuejouls	Coeur de village (ruelles et placettes sur la partie basse	Mostuejouls			2025	270 000		67 500 €		2 309 €	37 249 €		142 191 €		
	CCMGC	CCMGC	Désimpermeabilisation et renaturation cœur de village	Saint Georges	Mieux préserver le vivant	Désimperméabilisation des sols	2025	650 000		155 000 €		75 000 €		60 000 €			
	CCMGC	La Roque ste marguerite	Voirie communale entre le hameau de Montredon (limite commune de Millau)	La Roque ste marguerite			2025										
	CCMGC	Riviere sur tarn	Aménagement d'un espace public consécutif à la démolition d'une maison à Bovne	Riviere sur tarn			2025	216 395									
	CCMGC	La Roque ste marguerite	Agrandissement du cimetière de Pierrefiche du Larzac	La Roque ste marguerite			2026										
	CCLV	Saint Jean Saint Paul	Aménagement des salles hautes du fort de Saint Jean d'Alcas	Saint Jean Saint Paul			2025	100 000									
	CCMGC	Mostuejouls	Passage sous route du ravin du Salzet	Mostuejouls			2025										
	CCLV	La Couvertoirade	Création d'un batiment accueillant la restauration scolaire	La Couvertoirade			2025										
	CCSAR7V	Vabres l'abbaye	Aménagement des abords de l'avenue de Salse - RD25	Vabres l'abbaye			2025										
	CCMGC	CCMGC	Cœur de village Peyreleau	CCMGC			2025										

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

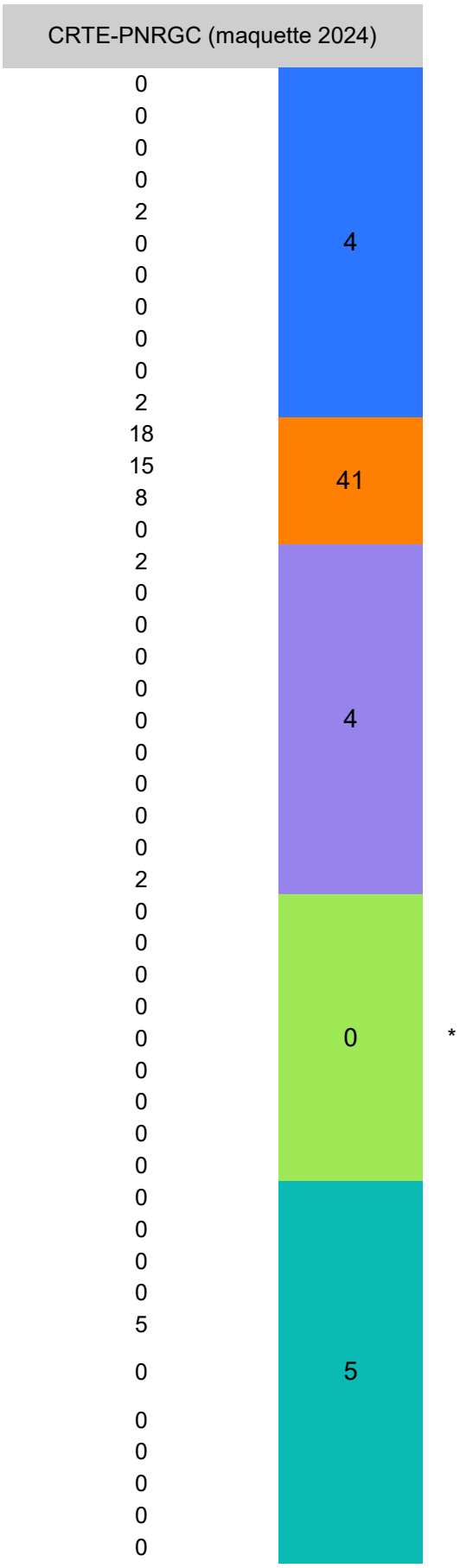
<u>Annexe n° 2 :</u> Recapitulatif des actions au regard des thématiques et des leviers de la COP 2024 (atténuation)

	Levier plan d'action COP 2024 Occitanie (41)
Mieux se déplacer	Véhicules électriques Efficacité et carburants décarbonés des véhicules privés Bus et cars décarbonés Covoiturage Vélo et marche Transport en commun Réduction des déplacements Efficacité et sobriété logistique Fret décarboné et multimodalité Ferroviaire Autres – mieux se déplacer
Mieux se loger	Rénovation (tertiaire) Rénovation (résidentiel) Sobriété foncière Autres – mieux se loger
Mieux produire et consommer	Electricité renouvelable Biogaz et captage de méthane Réseaux de chaleur décarbonés Décarbonation des sites industriels Valorisation matière des déchets Prévention des déchets Déchets enfouis Tri à la source des biodéchets Collecte des bouteilles plastiques et des emballages Transport des déchets Autres – mieux produire et consommer
Mieux se nourrir	Fertilisation azotée Elevage durable Réduction de l'usage des phytos Agriculture biologique et de HVE Gestion des haies Gestion des prairies Loi Egalim Pratiques stockantes Autres – mieux se nourrir
Mieux préserver le vivant	Produits bois Gestion des forêts Sobriété dans l'eau Zones de captage d'eau Désimperméabilisation des sols Restauration de la continuité écologique des cours d'eau et hydromorphologie Continuités écologiques Surface en aire protégée Réduction des pressions sur la biodiversité Restauration des habitats naturels Autres – mieux préserver le vivant

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

* Cependant, plusieurs actions existent sur le territoire, pour la thématique « Mieux se nourir » notamment d

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025


CRTE-PNRGC (maquette 2024)
4
41
4
0
5
*

ans le cadre des Projets Alimentaire

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_042-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-043 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Fond Vert 2025 pour soutenir l'ingénierie du PNRGC pour les projets de transition écologique

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses s'est engagé avec les Communautés de communes qui le composent dans une politique locale de l'énergie très ambitieuse à travers son PCAET (approuvé en décembre 2019), mutualisé avec 5 EPCI du sud-Aveyron.

A l'aide des dispositifs que sont le LEADER, le Contrat Territorial Occitanie, les divers contrats avec l'ADEME (COTEC, CEP, French Mobility, AMI Tourisme Durable et Appel à Engagement Programme économie circulaire), les conventions TEPCV ou le contrat de Transition Ecologique avec l'Etat, tous les maîtres d'ouvrages coordonnés à travers le PNR ont pu mettre en œuvre des actions structurantes, concrètes et opérationnelles durant ces dernières années. Ces actions en matière de rénovation énergétique des bâtiments, mobilité durable, développement des énergies renouvelables et autour de l'économie circulaire se sont renforcées depuis 2021 à la suite de la signature du Contrat pour la Réussite de la Transition Ecologique (CRTE) et de l'appui de l'ADEME via un Contrat d'Objectif Territorial (COT) pour une durée de 4 ans. La démarche repose sur les référentiels des programmes « Climat Air Energie » (ex Citergie) et « Economie circulaire » et constitue une suite aux anciens contrats d'objectifs Energie climat. Le COT concerne le périmètre du SCoT du Parc qui réunit 5 intercommunalités en totalité. Ainsi le territoire appartiendra à une communauté des territoires démonstrateurs de la transition écologique créé par le ministère de la Transition écologique en 2021. En 2024, le territoire du PNRGC s'est engagé dans la démarche TAACT de l'ADEME. Cette démarche a permis de réaliser un diagnostic de vulnérabilité par rapport au changement climatique et en 2025, il permettra de définir un premier plan d'actions d'ACC sur les thématiques du cadre de vie, en lien avec le contrat local de santé, et le tourisme. Ce travail rejoint les démarches de résilience au changement climatique initiées par le département, l'Etat et l'ANCT en cette année 2025. Ceci de manière transversale avec les thématiques de santé, de mobilité, d'agriculture, d'alimentation…

Objectifs

Le COT de l'ADEME a permis en 2021 de financer un nouveau poste de chargée de mission économie circulaire et transition écologique dont le financement s'arrête au 31/08/2025.
Ainsi, le besoin en ingénierie sur ce poste est vital pour la poursuite de la mise en œuvre de la transition écologique dans les domaines d'adaptation au changement climatique, d'économie circulaire et d'énergie sur le territoire du PNRGC.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_043-DE
Reçu le 03/07/2025

Les principales missions sont les suivantes :

- Bâtir la stratégie d'accompagnement vers une transition écologique et une économie circulaire dans un contexte d'adaptation au changement climatique
- Poursuivre la coordination transversale et participer et mettre en œuvre des actions opérationnelles sur l'économie circulaire dans la suite du COT 2021-2025 (filière laine, réemploi, aller vers...sensibilisation, communication...)
- Accompagner les porteurs de projet du territoire déjà identifiés (projet de ressourcerie, développement d'une filière autour de la laine de brebis, création d'une ligne de mobilier urbain à partir de bois local ...)
- Lancer et conduire des nouvelles actions innovantes et expérimentales à l'échelle du PNR ou en appui des EPCI
- Elaborer une démarche de synergie d'entreprises (EIT)
- Animer le PCAET et réaliser son évaluation
- Participer et mettre en œuvre des actions opérationnelles du PCAET en complément du développement des ENR et des économies d'énergie de la cellule énergie
- Accompagner les porteurs de projet du territoire
- Lancer et conduire des nouvelles actions innovantes et expérimentales à l'échelle du PNR ou en appui des EPCI
- Répondre aux appels à projets liés aux domaines d'intervention, dont le territoire pourrait bénéficier, accompagner et suivre leur mise en œuvre
- Suivi de l'évaluation du PCAET

Dans le cadre de la territorialisation de la planification écologique et de l'actualisation des CRTE suite à la publication des feuilles de route issues des COP régionales et départementales :

- Appui pour opérationnaliser les orientations et actions de ces feuilles de route en particulier à l'échelle des bassins de vie, dans le cadre des CRTE ;
- Appui pour relancer et mettre à jour les CRTE à l'aune des feuilles de route et renforcer et accélérer la dimension environnementale de ces contrats ;

Budget

Le cout total des dépenses est de 55 000 euros.
Le syndicat mixte sollicite 44 000 euros de fonds vert 2025 (80% des dépenses).
L'autofinancement sera de 11 000 euros (20%).

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_043-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-044 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Fond Vert 2025 pour le Plan Climat Air Energie Territorial PCAET – actions 2025-2026

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

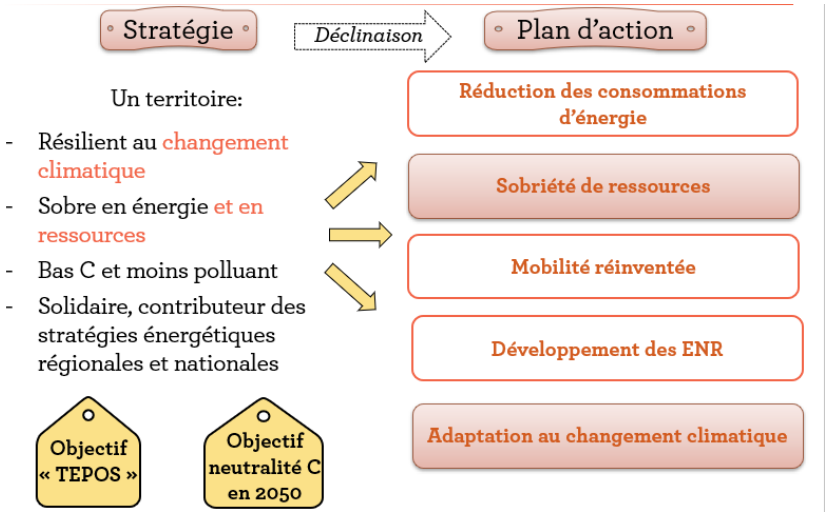
Contexte

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses s'est engagé avec les Communautés de communes qui le composent dans une politique locale de l'énergie très ambitieuse à travers son PCAET (approuvé en décembre 2019), mutualisé avec 5 EPCI du sud-Aveyron. Ceci dans une démarche volontaire pour 4 d'entre elles : seule la CC de Millau a pour obligation de réaliser un PCAET.

Depuis novembre 2023, la révision du SCOT a été engagé ainsi que la révision du PCAET pour élaborer un nouveau plan d'actions 2025-2031. Un projet co construit de plan d'actions a été élaboré en partenariat avec les CC et les acteurs du territoire en renforçant les volets d'adaptation au changement climatique et en complétant ce plan d'actions avec les thématiques économie circulaire et santé humaine.

L'ambition du territoire, revue à la hausse dans le cadre du SCoT valant PCAET, est d'atteindre un taux de couverture EnR de 300% à l'horizon 2050 grâce à une multiplication par 2,64 de la production d'EnR couplée à une diminution de 31% des consommations d'énergie. Un objectif simultané est de diminuer significativement les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques (respectivement de 25% et 32%), pour une amélioration de la qualité de l'air.

Le projet de plan d'actions qui en découle se décompose en 5 axes :



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_044-DE
Reçu le 03/07/2025

Objectifs

Dans ce cadre, une enveloppe PCAET du fond vert 2025 a été ouverte à l'échelle du département pour les territoires pourvus d'un PCAET avec la nécessité d'engager les actions au plus tard le 1 novembre 2025. Aussi, sur la base du plan d'actions co construits, plusieurs actions ont été ciblées et regroupées sur 6 thématiques :

- Economie circulaire
- Mobilité
- Rénovation énergétique
- Développement des énergies renouvelables
- Décarbonation
- Adaptation au changement climatique et urbanisme favorable à la santé

Ces actions pourront être portées par le PNR, par des collectivités (Communes, EPCI) et des associations. Le PNR pourra porter ou octroyer des financements au maître d'ouvrage de ces actions.

Budget

Le cout total des dépenses est de 314 000 euros.
Le syndicat mixte sollicite 251 200 euros de fonds vert 2025 (80% des dépenses) pour le territoire.
L'autofinancement sera de 62 800 euros (20%).

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_044-DE
Reçu le 03/07/2025

BUDGET PREVISIONNEL PCAET

	Action	Maitre d'ouvrage	type de dépenses	TOTAL	montant sollicité FOND VERT pour un démarrag/engagement avant 1 novembre 2025
	Animation ateliers et visites - Commande durable (dont réemploi dans le BTP) + matériaux biosourcés+rencontre de la laine+evenement grand public sur Eci	PNR/CC	Intervenants, AMO expertises techniques, juridiques...	12 000 €	9 600 €
	EIT : Détection et concrétisation de synergies inter-entreprises	PNR/CC	AMO Plateforme de mise en relations	32 000 €	25 600 €
Mobilité	prestation autopartage 2026-2027 pour 7 à 9 véhicules	PNR	plateforme internet et assurances + maintenance outil	32 000 €	25 600 €
	Achat/LOA de 1 véhicule	PNR/Commune/CC	achat 1 auto équipée autopartage	10 000 €	8 000 €
	achat véhicule / décarbonation flotte PNRGC	PNR/Commune/CC	achat 1 véhicule électrique/hydride au PNR	20 000 €	16 000 €
	Achat groupé VAE/veli	PNR/Commune/CC	3 pour le PNR (80%) + subvention de 10 VAE sur le territoire (aide de 30%)	20 000 €	16 000 €
	abris vélos sécurisés	Commune/CC	centree ville millau+ campagnac+...	12 000 €	9 600 €
	Poursuite expérimentation Véli pour Inv'D pour fin 2025 et 2026	Inv'D	fonctionnement : assurance, location, leasing	8 000 €	6 400 €
Réno Energie	Lancement d'un service Slime contre la précarité énergétique et achat de matériel pour les audits et la sensibilisation	PNR	(achat 100 kits écogestes, dossier AAP, communication, animation avec associations...) - achat sonde mesure de température, caméra thermique, matériauthèque	6 500 €	5 200 €
	rénovation énergétique de batiments publics	Communes	AMO PNR sur les projets en cours d'étude sur le territoire	6 770 000 €	PM
ENR	ACC sur toiture publique	PNR/Commune	Etude de faisabilité pour de l'autoconsommation de PV sur toiture publique : 9 communes : 7 ke/étude	40 000 €	32 000 €
	AMI Ombrières	Communes	Etude hydraulique sur 8 sites en ZI pour des ombrières : 7 k€/site	34 000 €	27 200 €
	partage de la valeur projet citoyen ENR	PNR/sud energia	achat logiciel PMO et gestion PMO compta	2 000 €	1 600 €
	agriPV	PNR	prestation AMO, etude faisabilité, appui administratif, presta du protocle de suivi	12 500 €	10 000 €
Décarbonation	Diagnostic Bilan carbone sur un panel d'exploitations agricoles	PNR/exploitants agricoles	Diagnostic Bilan carbone sur 10 exploitations agricoles (moins de 3,5k€/exploitation)	18 000 €	14 400 €
Adaptation au changement climatique + Santé	Expérimentation UFS (centre bourg, aménagement et gestion des eaux de pluie, végétalisation....)	PNR/Commune/CC	AMO projet de Label santé	12 500 €	10 000 €
	Expérimentation AMI végétalisation cours d'école	PNR/Commune/CC	AMO - charte amenagement pour les MO	12 500 €	10 000 €
	projet CPIE sensibilisation grand public + actions coup de poing sur le PNR	cpie/PNRGC	eaux pluviales auprés de foyers 12	30 000 €	24 000 €
	TOTAL TOTAL			**314 000 €**	**251 200 €**

80,0%

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_044-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-045 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Convention cadre de partenariat visant à proposer des séjours touristiques alternatifs dans les parcs naturels du Massif Central pour les adhérents du CSE MICHELIN

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Tirant les conclusions de la dernière crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19, le Comité social et économique (CSE) Michelin a fait le pari audacieux de modifier (en partie) son modèle traditionnel d'aide de départ en vacances pour ses adhérents. En 2020, il était à la recherche de partenaires locaux (offices de tourisme, réseaux de prestataires, etc.) pour construire des offres touristiques originales, sur mesure, valorisant l'identité des territoires touristiques. Il a contacté et formalisé un premier partenariat avec l'association des villes thermales d'Auvergne (Therm'Auvergne) et la Maison du tourisme du Livradois-Forez pour mettre en œuvre ces principes. Des séjours ont été créés sur les territoires aux profits des adhérents du CSE. D'année en année ce partenariat s'est étendu à d'autres territoires, PNR du Pilat (en 2022), PNR des Grands Causses (en 2023), PNR de l'Aubrac (2024, via l'OT de Saint-Flour) grâce à la mise en relation de l'association Inter Parcs naturels du Massif central (IPAMAC). Ce travail collaboratif a pu être mené grâce à la conviction et l'engagement des différents partenaires, mais sans aucune contractualisation. Le principe de cette convention est de formaliser les engagements de chacun d'entre eux, dans l'objectif de pérenniser et d'amplifier la dynamique créée.

Objectifs de la convention

- Proposer des vacances originales aux adhérents du CSE Michelin favorisant « l'expérience », la découverte, l'échange, la rencontre, l'apprentissage, auprès des habitants, artisans, producteurs et acteurs du milieu rural.
- Permettre que l'aide du CSE à ses adhérents profite, aux territoires « en transition » que sont les Parcs naturels, aux Villes d'Eaux, par les retombées économiques que génère l'activité touristique de proximité.
- Participer à la structuration et au développement de l'offre dans le cadre de cette activité de proximité. –
- Construire une offre touristique territoriale dans une dynamique de coopération des acteurs partenaires, plutôt que dans une mise en concurrence.
- Contribuer collectivement à de nouvelles formes de développement social, environnemental et économique au vu des nouveaux enjeux planétaires liés notamment au dérèglement climatique (effet d'entraînement).
- Faire du projet un outil de communication et de reconnaissance au niveau national du travail engagé par les partenaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

Le programme est animé par le CSE Michelin.

L'association Inter-Parcs Massif Central assure le relais de la démarche du CSE Michelin auprès des Parcs du territoire, tous signataires de la convention.

Le PNR des Grands Causse assurera le lien avec les offices du tourisme du territoire.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette convention et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT
VISANT À PROPOSER DES SÉJOURS TOURISTIQUES ALTERNATIFS
DANS LES PARCS NATURELS DU MASSIF CENTRAL
POUR LES ADHÉRENTS Du CSE MICHELIN

Entre

LE COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE MICHELIN

.....

Représenté par son Secrétaire général :

L'ASSOCIATION INTER-PARCS MASSIF CENTRAL (IPAMAC)

.....

Représenté par son Président :

LA ROUTE DES VILLES D'EAUX

.....

Représenté par son Président :

POUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL REGIONAL LIVRADOIS-FOREZ :

LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL LIVRADOIS-FOREZ

.....

Représenté par son Président :

LA MAISON DU TOURISME DU LIVRADOIS-FOREZ

.....

Représenté par sa Présidente :

POUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL REGIONAL DU PILAT :

LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU PILAT

.....

Représenté par son Président :

LA MAISON DU TOURISME DU PILAT

.....

Représenté par son Président :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

POUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES :

LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

.....

Représenté par son Président :

L'OFFICE DE TOURISME DE MILLAU

.....

Représenté par son Président :

POUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL REGIONAL DES VOLCANS D'AUVERGNE :

LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES VOLCANS D'AUVERGNE

.....

Représenté par son Président :

HAUTES TERRE TOURISME

.....

Représenté par son Président :

POUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL REGIONAL DE L'AUBRAC :

LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DE L'AUBRAC

.....

Représenté par son Président :

L'OFFICE DE TOURISME DU PAYS DE SAINT-FLOUR

.....

Représenté par son Président :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

CONTEXTE

Tirant les conclusions de la dernière crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19, le Comité social et économique (CSE) Michelin a fait le pari audacieux de modifier (en partie) son modèle traditionnel d'aide de départ en vacances pour ses adhérents.

En 2020, il était à la recherche de partenaires locaux (offices de tourisme, réseaux de prestataires, etc.) pour construire des offres touristiques originales, sur mesure, valorisant l'identité des territoires touristiques. Il a contacté et formaliser un premier partenariat avec l'association des villes thermales d'Auvergne (Therm'Auvergne) et la Maison du tourisme du Livradois-Forez pour mettre en œuvre ces principes. Des séjours ont été créés sur les territoires aux profits des adhérents du CSE. D'année en année ce partenariat s'est étendu à d'autres territoires, PNR du Pilat (en 2022), PNR des Grands Causses (en 2023), PNR de l'Aubrac (2024, via l'OT de Saint-Flour) grâce à la mise en relation de l'association Inter-Parcs naturels du Massif central (IPAMAC).

Ce travail collaboratif a pu être mené grâce à la conviction et l'engagement des différents partenaires, mais sans aucune contractualisation. Le principe de cette convention est de formaliser les engagements de chacun d'entre eux, dans l'objectif de pérenniser et d'amplifier la dynamique créée.

ARTICLE I – OBJECTIFS DU PROJET

- Proposer des vacances originales aux adhérents du CSE Michelin favorisant « l'expérience », la découverte, l'échange, la rencontre, l'apprentissage, auprès des habitants, artisans, producteurs et acteurs du milieu rural. Il s'agit notamment de contribuer au renouvellement de l'imaginaire du voyage, en décorrélant la notion de dépaysement de celle d'éloignement géographique. La démarche vise à développer une action touristique engagée dans le développement durable.

- Permettre que l'aide du CSE à ses adhérents profite, aux territoires « en transition » que sont les Parcs naturels, aux Villes d'Eaux, par les retombées économiques que génère l'activité touristique de proximité.

- participer à la structuration et au développement de l'offre dans le cadre de cette activité de proximité.

- Construire une offre touristique territoriale dans une dynamique de coopération des acteurs partenaires, plutôt que dans une mise en concurrence.

- Contribuer collectivement à de nouvelles formes de développement social, environnemental et économique au vu des nouveaux enjeux planétaires liés notamment au dérèglement climatique (effet d'entraînement).

- Faire du projet un outil de communication et de reconnaissance au niveau national du travail engagé par les partenaires.

ARTICLE II – ORGANISATION TECHNIQUE

Pour mener à bien ce projet, une organisation technique est mise en place entre les partenaires.

1. Initiateur et animateur

Le projet a été créé à l'initiative du CSE Michelin qui en est l'animateur.

2. Les territoires

Le CSE Michelin prend l'engagement de collaborer avec des territoires répondant cumulativement à plusieurs critères. Ces derniers doivent :

- Être sur tout ou partie d'un « Parc naturel régional » ou « Parc national » ayant au moins une partie dans le Massif central ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

- Être engagé dans une démarche de transition touristique, c'est-à-dire qui envisage le développement touristique comme un enjeu de développement local.
- Proposer une offre touristique alternative (voir par ailleurs) ;
- Bénéficier d'une « structure porteuses » (type office de tourisme) ayant l'autorisation de commercialiser des séjours touristiques avec au moins un interlocuteur technique impliqué et disponible.

En 2024, en plus de La Route des Villes d'Eaux, 5 territoires de PNR sont partenaires du projet : Livradois-Forez (via la Maison du tourisme du Livradois-Forez), Pilat (via l'office de tourisme du Pilat), Grands Causses (via l'office de tourisme de Millau), Aubrac et Volcans d'Auvergne (via l'office de tourisme des Pays de Saint-Flour). L'objectif est d'intégrer à la dynamique un nouveau territoire par an.

En novembre de chaque année, un point est fait entre les Territoires et le CSE Michelin sur l'offre de l'année qui vient de s'écouler. Des arbitrages sont faits pour l'année suivante.

L'IPAMAC se charge d'accompagner les Parcs naturels du Massif central et de faire une proposition d'un nouveau territoire au CSE Michelin au plus tard début avril à partir d'un argumentaire détaillé en annexe 1. L'office du tourisme référent devra proposer 2 produits au CSE Michelin au plus tard début juillet pour qu'il puisse s'assurer du respect du cahier des charges.

Les Parcs sont signataires de la convention, mais, sauf exception, l'ensemble du travail technique est assuré exclusivement par l'acteur touristique local qu'il a proposé (office de tourisme).

La Route des Villes d'Eaux du Massif central est l'interlocuteur du CSE Michelin sur la filière thermale.

3. Production de séjours touristiques

Les séjours sont produits par les territoires de Parcs et la Route des Villes d'Eaux et soumis à validation du CSE Michelin. Ils doivent tous répondre à un ensemble de critères (cf. cahier des charges, annexe 2) :

- Dates de validité des séjours essentiellement sur les périodes de hors saison (printemps et automne),
- Respect des typologies de clientèles,
- Contenu des séjours proposés, Une solution alternative est proposée pour les activités sensibles aux conditions météorologiques, ainsi que pour les séjours dont l'activité est centrale (montgolfière, saut à l'élastique...). Sur ces dernières activités des bons d'échanges pourront être proposés.
- Nombre de produits maximum par territoire (avec un taux de renouvellement annuel),
- Tarification adaptée,
- Fonctionnement de vente par allotement, avec rétrocession à j-15.

Ce cahier des charges peut être modifié par le CSE Michelin.

La transmission de l'ensemble des offres touristiques au CSE Michelin devra être effectuée par chaque territoire avant le 31 décembre de l'année N-1 à partir d'une fiche produit type (voir annexe n°3).

Une convention de partenariat (contrat d'allotement) entre les Offices du Tourisme et chaque prestataire touristique d'hébergement devra être signée sur la base du modèle joint en annexe n°4.

4. Tarification

Les conditions tarifaires sont propres à chaque Offices du Tourisme. Elles doivent être indiquées sur chaque fiche produit dans la partie "le prix comprend/ne comprend pas".

Les tarifs fournis ne peuvent être supérieurs à ceux pratiqués pour le grand public, pour le même séjour, chez n'importe quels autres agents de voyage ou plateforme de réservation en ligne (OTA).

Les partenaires s'engagent à se concerter pour tenter d'harmoniser au mieux leurs tarifs et les commissions pratiquées et les conditions de vente.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

5. Communication

La communication en interne auprès des adhérents est assurée par le CSE, en collaboration avec ses partenaires. A cette fin le CSE :

- Édite et diffuse un Magalogue mettant en scène l'ensemble des prestations touristiques (en version papier et/ou dématérialisée) ;
- Alimente un espace de présentation de ces offres sur son site internet ;
- Organise une campagne de sensibilisation/promotion de ces offres auprès de ses adhérents via de l'emailing ;
- Les partenaires décident annuellement d'éventuelles autres actions
- - Conçoit éventuellement des vidéos de présentation de l'opération.

Les territoires contribuent à cette campagne de communication :

- En participant aux actions de promotion
- En fournissant les textes et visuels nécessaires à l'élaboration du Magalogue et autres supports.

La communication territoriale est assurée par les Offices du Tourisme, l'objectif étant de faire connaître l'action auprès des acteurs locaux (élus, prestataires, habitants) et de valoriser les retombées (économiques et sociales) pour les territoires.

Afin que le CSE Michelin puisse constituer un dossier de presse, les éventuels articles seront transmis au CSE Michelin.

6. Commercialisation

La commercialisation s'organise en plusieurs étapes et nécessite une forte concertation entre le CSE Michelin et les Offices du Tourisme.

Le CSE demande de remplir un calendrier par produit et typologie de logement en indiquant les stocks alloués aux référents des Offices du Tourisme.

a) Les fiches techniques des séjours

Le CSE a besoin de fiches techniques décrivant les séjours (annexe 3). Elles sont envoyées par le référent de l'Office du Tourisme.

b) La réservation des séjours par les adhérents

La réservation des séjours par les adhérents est coordonnée par le CSE Michelin qui effectue les tâches suivantes :

- Ouverture des ventes pour l'ensemble de l'offre de séjours la première semaine d'avril sur son site internet dédié pour les séjours printemps et première semaine de juin pour les séjours automne ;
- Information des Offices du Tourisme de toutes les réservations de séjours par les adhérents du CSE Michelin dans un délai minimum de 15 jours, via un document partagé (Drive) et un mail récapitulatif des nouveaux séjours ;

c) La réservation auprès des prestataires touristiques

La réservation auprès des prestataires touristiques est effectuée par les Offices du Tourisme, qui effectuent les tâches suivantes :

- Réservation des séjours auprès des prestataires ;
- Envoi des bons d'échange, faisant figurer qu'il s'agit d'une offre "CSE Michelin", aux prestataires et directement aux clients ainsi qu'au CSE ;
- Contrôle par les Offices du Tourisme que tous les bons d'échange ont été envoyés au moins à J-15 pour toutes les réservations aux adhérents ;
- Gestion des annulations et des reports en concertation avec le CSE.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

d) Les conditions générales de ventes

Les conditions générales de ventes sont spécifiques à chaque Office du Tourisme. Elles devront être communiquées au CSE en même temps que les fiches techniques des séjours et le calendrier des stocks.

e) L'organisation du séjour

- *Avant la réalisation du séjour :*

Exceptionnellement, suite à un imprévu, si le séjour ne peut pas être organisé comme annoncé sur le programme, le territoire pourra faire une contre-proposition qui sera acceptée ou pas par le CSE. Après échange, l'information sera communiquée par le CSE à l'adhérent.
Pour les activités soumises à la météo, l'adhérent et le CSE devront être informés d'éventuelles modifications, si possible la veille de son départ, sur la réalisation de son séjour. Le nouveau programme sera connu de tous. Des plans B pourront être communiqués dès le départ pour certains séjours. L'adhérent devra avoir connaissance de ces aléas dès son inscription sur la fiche de présentation du séjour.

Le CSE s'autorise à retirer de la vente un séjour si la modification d'un élément du séjour ne respecte plus l'esprit de ce séjour.

- *Durant le séjour*

Les Offices du Tourisme sont responsables du bon déroulé du séjour sur place. Ils assurent notamment un service après-vente pour régler les éventuels problèmes (annulation de la part du prestataire ou du client en cas par exemple de mauvais météo) en concertation avec le CSE.

Cependant, le CSE doit être informé de tout échange avec l'adhérent : des problèmes rencontrés lors du séjour, et des solutions envisagées (inscription sur de nouvelles dates).

e) Facturation

- Les prestataires facturent la prestation aux Offices du Tourisme avec déduction de la commission ;
- Les Offices du Tourisme facturent la prestation au CSE Michelin à partir de la grille tarifaire (voir annexe 5).

Le paiement des territoires par le CSE Michelin est propre à chaque territoire.

f) Evaluation

Le CSE Michelin :
- Diffuse à l'ensemble des participants aux séjours un questionnaire d'évaluation réalisé en concertation avec les territoires (voir annexe 6) ;
- Élabore un document d'analyse de ventes et de satisfaction (général et par Office du Tourisme) ;
- Anime une réunion de bilan collectif (voir article III - comité de concertation).

Les Offices du Tourisme valorisent le bilan de l'opération via leurs supports de communication traditionnels et leurs instances statutaires.

ARTICLE III – COMITÉ DE CONCERTATION

Un comité de concertation, animée par le CSE Michelin, est mis en place. Il regroupe l'ensemble des partenaires de la convention.

Il se réunit à *minima* 1 fois/an.

Son objectif :
- Partager le cahier des charges du CSE Michelin
- Faire évoluer et harmoniser au mieux les modalités pratiques d'organisation (calendrier, pratique tarifaire, etc.)
- Évaluer d'une année sur l'autre, les résultats de l'action menée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

ARTICLE IV – VALORISATION ET RELAIS TERRITORIAL DU PROGRAMME par l'IPAMAC

Le programme est animé par le CSE Michelin.

L'association Inter-Parcs Massif central (qui met en réseau les 11 Parcs naturels régionaux du Massif central ainsi que le Parc national des Cévennes) a pour objectif d'assurer le relais de la démarche du CSE Michelin auprès des Parcs du territoire.

Le rôle d'IPAMAC consistera à :

- Faire le relais, en tant que de besoin, entre le CSE Michelin et les Parcs du Massif central pour transmettre des informations, actualités du programme, etc.
- Faciliter la recherche de nouveaux territoires susceptibles d'entrer dans la démarche : relais de la sollicitation du CSE Michelin auprès des Parcs du Massif central, qui eux-mêmes, relaieront la sollicitation auprès des offices de tourisme de leur territoire,
- Veiller à ce que le cahier des charges des séjours soit bien en phase avec les valeurs des Parcs (tourisme durable, mobilité douce, valorisation et préservation des ressources naturelles, etc.). Dans ce cadre, l'association IPAMAC pourra être consulté, chaque année, sur le cahier des charges,
- Participer à la réunion de bilan technique annuelle et inviter les représentants techniques des Parcs du Massif central engagés sur leur territoire, via des offices de tourisme, dans des « séjours CSE Michelin », à y participer,
- Inviter les Parcs du Massif central engagés sur leur territoire, via des offices de tourisme, dans des « séjours CSE Michelin » et leurs représentants élus à participer à la réunion (politique) de bilan annuel,
- Participer aux réflexions, en lien avec le CSE Michelin, sur de nouveaux projets : développement de ce type de démarches avec d'autres CSE, valorisation du tourisme industriel, échanges de savoirs…
- Faciliter l'organisation, en lien avec les Parcs du réseau et leurs OT, d'éductours qui permettant au collectif technique engagé dans la démarche de mieux connaître les séjours et offres proposés dans le cadre du programme,
- Faire le lien, en tant que de besoin, avec la Fédération des Parcs naturels régionaux de France qui porte la démarche « Destination Parcs » et avec le Commissariat de Massif central qui est un des principaux partenaires de l'IPAMAC.

Cette mission sera assurée par un membre de l'équipe salarié de l'IPAMAC (Déléguée générale : Laura LEOTOING). Il sera l'interlocuteur unique de l'IPAMAC auprès du CSE Michelin.

ARTICLE V – DOCUMENTS ANNEXES

6 documents sont annexés à la présente convention :

- Annexe 1 – Argumentaire de sélection d'un nouveau territoire pour intégrer la démarche.
- Annexe 2 – Cahier des charges pour la création de séjours touristiques alternatifs dans les parcs naturels du Massif central.
- Annexe 3 – Fiche type « Produits touristiques »
- Annexe 4 – Contrat type d'allotement
- Annexe 5 – Grille tarifaire
- Annexe 6 – Questionnaire d'évaluation

Ils sont donnés **à titre indicatif** pour une utilisation et appropriation par l'ensemble des partenaires. Ils n'ont pas à être signés par les partenaires Ces documents peuvent être évolutifs.

ARTICLE VI – PERSPECTIVES

Les partenaires sont conscients que le projet actuel n'est qu'une étape. Une évolution est souhaitable pour amplifier la dynamique, en impliquant davantage de comités d'entreprises et davantage de territoires. Ils s'engagent à se concerter pour rechercher les moyens techniques et financiers nécessaires pour le faire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

ARTICLE VII – RÉSILITATION

Les partenaires se réservent le droit, de résilier unilatéralement la présente convention, moyennant un préavis d'un an, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'ensemble des autres signataires.

Fait à Clermont-Ferrand,
Le....

La Secrétaire du Comité social et économique Michelin

Le Président de l'Inter-Parcs Massif central (IPAMAC)

Le Président de la Route des Ville d'Eaux

Le Président du syndicat mixte du Parc naturel Livradois-Forez

La Présidente de la Maison du tourisme du Livradois-Forez

Le Président du syndicat mixte du Parc naturel régional du Pilat

Le Président de la Maison du tourisme du Pilat

Le Président du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Le Président de l'office de tourisme de Millau

Le Président du syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne

Le Président de l'Office de tourisme Hautes Terres Tourisme

Le Président du Parc naturel régional de l'Aubrac

Le Président de l'office de tourisme du Pays de Saint-Flour

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

ANNEXE I

PROPOSITION D'ARGUMENTAIRE DE SÉLECTION D'UN NOUVEAU TERRITOIRE POUR INTÉGRER LA DÉMARCHE (A FAIRE REMPLIR PAR LE PNR CONCERNE)

LE TERRITOIRE	
Nom du territoire	
Parc naturel de rattachement	
Nom de l'office de tourisme local concerné	
Immatriculation Atout France de l'OT	
Caractéristiques touristiques du territoire (5 lignes)	
LA DEMARCHE PRODUCTION / COMMERCIALISATION DU TERRITOIRE	
Démarche de qualification de l'offre touristique engagée (et nb de prestataires)	□ Charte européenne du tourisme durable : ..... □ Marque « valeurs parc naturel régional » : ..... □ Nattitude : ..... □ Accueil Paysan : ..... □ Clef verte : □ Marque spécifique à un Parc : .... □ Autre : .....
Activités commerciales actuelles de l'office de tourisme local	□ Excursions et séjours groupe : ..... € □ Excursions et séjours individuelles : ..... € □ Billetterie : ..... € □ Autre : ..... €
Produits touristiques individuels créés par l'OT	Nombre de produits créés et vendus par l'OT : .... Nombre de produits créés par l'OT et vendus par un autre distributeur : ..... Précisez-le(s) distributeur(s) : ..... Les produits touristiques vendus par l'OT sont-ils les mêmes que ceux affichés chez les distributeurs ? □ oui □ non
Nb ETP dédié à l'activité commerciale de l'OT	
Nom et fonction de la personne référente à l'OT	
Exemples de produits qui pourraient être proposés en respectant le cahier des charges (voir annexe 2)	
L'ENGAGEMENT DU TERRITOIRE	
Argumentaire pour participer à la démarche	
Freins éventuels identifiés par le territoire	
Questions éventuelles du territoire	
AGREMENT ATOUT FRANCE	
N° Immatriculation Atout France	
Société d'assurance/ N° de police	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

ANNEXE II
CAHIER DES CHARGES POUR LA CRÉATION DE SÉJOURS TOURISTIQUES ALTERNATIFS DANS LES PARCS NATURELS DU MASSIF CENTRAL

CAHIER DES CHARGES MAGALOGUE 2025

CAHIER DES CHARGES MAGALOGUE 2025

Redéfinition du produit :

- L'offre est disponible sur 2 jours/1 nuit pour un trajet de 2 heures à 2h30 - possibilité de séjours en 3 jours/2 nuits sur des évènements exceptionnels et au-delà de 2h30 de trajet.
- Périodes
    - Printemps : du 1er mai au 14 juillet
    - Automne : du 1er septembre au 11 novembre
    - Composition du forfait en pension complète :
        - La restauration : 3 repas (petit-déjeuner, déjeuner et dîner) – diversifier sur un même séjour les lieux de restauration si possible.
        - L'hébergement de petite capacité (chambre d'hôtes, petit hôtel, camping à taille humaine, auberge, gîtes, hébergement insolite) – pas de grande chaîne nationale ou internationale
        - La capacité d'accueil du logement : de 1 à 8 personnes
        - Les activités : au moins 1 activité par jour s'appuyant sur les pratiques emblématiques du territoire du parc
- 4 expériences à vivre s'appuyant sur l'identité des territoires :
    - Découverte, expérimenter, se recentrer et se retrouver
- Date de rétrocession à J-15 pour les stocks
- Le public concerné (clientèle individuelle en solo, duo, famille ou tribu) :
    - Élargir à d'autres publics comme les familles avec enfant moins de 2 ans, famille avec 3 ou 4 enfants, familles monoparentales personnes en situation de handicap, les partants avec leur chien
- Les tarifs (ceux que vous allez nous communiquer doivent s'intégrer dans les 3 tranches ci-dessous) :
    - TARIF 1 : 100 à 199 € / pers
    - TARIF 2 de 200 à 299 € / pers
    - TARIF 3 de 300 à 418 € / pers (dans la mesure du possible, pas de séjour au-delà de 418 €/pers.)
- Les 3 gammes de prix pour l'adhérent

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

        - Facturation des adhérents à partir de 2025 au tarif du partenaire
        - La majorité des forfaits doivent être de moins de 200 euros par personne, quelques forfaits entre 200 et 300 euros par personne, les forfaits à plus de 300 euros doivent correspondre à des séjours de 3 jours/2 nuits ou à des séjours 2 jours/1 nuit exceptionnel.

- Le CSE Michelin souhaite payer le « juste prix »
    - Le prix de vente du séjour au CSE ne doit pas être supérieur au tarif préférentiel que vous pourriez concéder à d'autre clientèle.
- Comme l'année dernière, le CSE Michelin augmente de 10 % la participation des adhérents.
- Nombre de produits par partenaire : entre 8 et 10 (remplacer les séjours qui ont le moins plus à nos adhérents par des nouveautés)
- Le bon d'échange :
    - Il faut apposer le logo du CSE sur ce document pour indiquer notre partenariat.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

ANNEXE III
FICHE PRODUIT TYPE

Nom du Produit	
Territoire	
Cible(s)	□ Famille □ avec enfant moins de 11 ans □ avec enfant plus de 11 ans □ Couple sans enfant □ Personne seule □ Tribu □ Familles avec bébé moins de 2 ans □ Personnes en situation de handicap □ personne avec un animal
Jours et validité	Nombre de jours : Nombre de nuits : Dates de validité : Indiquer quel jour débute le séjour ? Si besoin, indiquer les dates pendant lesquelles le séjour n'aura pas lieu Un calendrier sera transmis par le CSE pour indiquer les stocks pour chaque période et chaque typologie de logement pour un produit
Participants	Par date Nombre de paxs Mini : Nombre de paxs Maxi : A partir de quel âge peut-on s'inscrire à ce séjour ?
Pension complète	□ Oui ~~□ Non (c'est obligatoirement de la pension complète~~)
Descriptif du produit (15 lignes max)	
Qualification des offres	Hébergements □ répond au cahier des charges □ ne répond pas au cahier des charges, explication : .... Restaurants □ répond au cahier des charges □ ne répond pas au cahier des charges, explication : .... Prestataires d'activités □ répond au cahier des charges □ ne répond pas au cahier des charges, explication : ....

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

Le lieu d'hébergement Présentation du lieu d'hébergement et la typologie du logement concernée (nombre mini et maxi de personnes par logement)	Heure d'arrivée : Heure de départ : Chambre single Chambre double (1/2 pax) ou uniquement 2 pax Chambre triple (2-3 pax) … Lien sur le site internet de l'adhérent
Détail du programme (jour par jour, en précisant les horaires, le nom des activités, le descriptif des activités proposées, les sites internet des prestataires)	
Tarifs	Indiquer sur quelle base est calculée le tarif Adulte : ..... € □ Enfant : ..... € (indiquer les âge) □ Eventuel accompagnant : ..... € □ Options : ..... €
Conditions éventuelles pour la pratique d'une activité (poids, taille …)	
Le prix comprend	□ La pension complète à savoir : - - - Les activités du programme à décliner
Le prix ne comprend pas	Le transport La taxe de séjour Les dépenses à caractère personnel Les assurances, Les visites non prévues au programme Autre, précisez :
Conditions éventuelles de réservation	
Autres informations	

Indiquer l'alternative pour les activités soumises aux aléas météorologiques - cartes cadeau à réaliser dans l'année pour les activités type montgolfière, saut à l'élastique - programme alternatif pour les autres séjours

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

ANNEXE IV
CONTRAT TYPE D'ALLOTEMENT

Le présent contrat est conclu entre les soussignés :

L'OFFICE DE TOURISME
Adresse
Tél
Mail
Représentée par son directeur/directrice : ....
Ci-après dénommée « L'office de tourisme »

ET

LE PRESTATAIRE TOURISTIQUE
Adresse
Tél
Mail
Représentée par son directeur/directrice : ....
Ci-après dénommés le « prestataire d'hébergement touristique »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Objet de la convention

Tirant les conclusions de la dernière crise sanitaire, le Comite social et économique Michelin a fait le pari audacieux de modifier (en partie) son modèle traditionnel d'aide aux des salariés.

En 2020, il était à la recherche de partenaires locaux (office de tourisme, réseau de prestataires, etc.) pour dénicher des offres touristiques originales, proposer des produits sur mesure de petites capacités, ayant un savoir-faire en vente de séjours. Il a contacté et formaliser un premier partenariat avec l'association des villes thermales d'Auvergne (Therm'Auvergne) et la Maison du tourisme du Livradois-Forez pour mettre en œuvre ces principes. Des séjours ont été créés sur les territoires aux profits des salariés Michelin. D'année en année ce partenariat s'est étendu à d'autres territoires, PNR du Pilat (en 2022), PNR des Grands Causses (en 2023), grâce à la mise en relation de l'association Inter-Parcs naturels du Massif central (IPAMAC).

L'objectif est multiple :

- Proposer des vacances originales aux salariés de l'entreprise Michelin favorisant « l'expérience », l'échange, la rencontre, l'apprentissage auprès des habitants, artisans, producteurs et acteurs du milieu rural. Ce qui veut dire, proposer une alternative aux traditionnels hébergements de grande capacité des spots touristiques (sur)bondés (stations des Alpes, bords de mer, etc.). Un parti pris : proposer des hébergements engagés dans le développement durable.

- Faire profiter les territoires « en transition » que sont les Parcs naturels, des retombées économiques d'une telle activité.

- Développer des synergies entre une CSE d'une entreprise du CAC 40 et des territoires ruraux (développer des logiques de partenariat public-privé).

La CSE Michelin et l'office de tourisme ont sélectionné le prestataire d'hébergement touristique signataire de la présente convention, convention qui a pour objectif de définir les modalités de partenariat entre l'office de tourisme et le prestataire d'hébergement touristique.

L'office de tourisme, organisme immatriculé par arrêté préfectoral **N° .....**, commercialise des offres touristiques, sous forme d'excursion ou de séjour, pour une clientèle groupe et individuelle.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

CHAPITRE I - VENTE DE SEJOURS TOURISTIQUES EN PARTENARIAT AVEC LE CSE

Dans le cadre d'un partenariat avec le CSE Michelin, la Maison du tourisme du Livradois-Forez a élaboré des courts séjours touristiques packagés pour individuels comprenant un hébergement complété par la pratique d'activités touristiques emblématiques du territoire dont au moins un concerne la présente convention.

Article 1 – Prestation concernée

a) Nom du séjour concerné :

b) La prestation d'hébergement

Type d'hébergement :
- □ Hôtels
- □ Gîte
- □ Chambre d'hôte
- □ Autre, précisez :

Classement / label :
- □ Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés »
- □ Marque « valeurs parc naturel régional »
- □ Nattitude
- □ Accueil Paysan
- □ Clef verte
- □ Marque spécifique à un Parc
- □ Autre, précisez :

Référencement par l'office de tourisme
- □ oui
- □ non

Horaires
Arrivée :
Départ :

Contenu de la prestation :
Nuitée
Lits faits
Linge de toilette

Type	Tarif	Contingent	Dates

c) La prestation de restauration

Nom	Tarif	Comprend	Ne comprend pas

d) Eventuelle autre prestation

Nom	Tarif	Comprend	Ne comprend pas

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

e) Tarifs

Les tarifs s'entendent toutes taxes comprises.

Article 2 - Allotement

Le prestataire d'hébergement touristique s'engage à concéder un allotement de chambre à l'office de tourisme, c'est-à-dire qu'il maintient une réservation pour une ou plusieurs chambres jusqu'au délai de rétrocession indiqué ci-dessous (point 2).

Dans le cadre de la parité tarifaire le prestataire doit communiquer à l'office de tourisme les mêmes prix que ceux donnés aux autres canaux de distribution.

Le prestataire touristique concède les tarifs et contingents tels que stipulés dans les tableaux ci-dessus et suivant les périodes indiquées.

Article 3 - Délai de rétrocession

Le délai de rétrocession concédé à l'office de tourisme arrive à échéance à J-15 avant le début du séjour. La réservation doit être maintenue par le prestataire d'hébergement touristique jusqu'à ce délai de rétrocession.

Passé ce délai, le prestataire d'hébergement touristique récupère la possibilité de vendre sa ou ses chambres à d'autres personnes. Aucun frais ou dédommagement ne peux être demandé à l'office de tourisme

Article 4 - Commissions

Les commissions sont celles appliquées par l'office de tourisme pour toutes les prestations de séjours pour les clientèles individuelles, à savoir :
. ... % sur l'hébergement,
. ... % sur la restauration,
. ... % sur les activités (visites, loisirs, ateliers, autres…),

[Pour le Livradois-Forez : Il n'y a pas de commission sur la restauration considérée comme une prestation complémentaire à l'hébergement chez un même prestataire touristique.]
La commission s'applique sur le tarif de vente public pour les organismes non assujettis à la TVA et sur le prix de vente HT pour les autres. Elle est calculée uniquement sur les ventes effectuées par l'office de tourisme.

La commission doit être portée en déduction par le prestataire d'hébergement touristique sur sa facture envoyée à l'office de tourisme.

Article 5 - Réservations

Dès que le client (le service Vacances du CSE Michelin) transmet une réservation d'un adhérent, l'office de tourisme en informe le prestataire d'hébergement touristique de manière quasi-instantanée soit par courriel soit par téléphone. Lorsque l'hébergement mentionné dans le cadre de cet allotement est réservé, l'office de tourisme peut demander au prestataire d'hébergement les disponibilités concernant ses autres chambres afin de poursuivre les réservations.

Pour donner suite à la réservation, l'office de tourisme transmet au prestataire d'hébergement touristique un voucher (bon d'échange) ainsi qu'au client (Le service Vacances du CSE) et à l'adhérent.

Article 6 - Voucher (bon d'échange)

Toutes les prestations réservées sont spécifiées dans le voucher envoyé par l'office de tourisme au prestataire d'hébergement touristique. A son arrivée, l'adhérent réservataire du CSE aura également

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

un voucher. Le prestataire d'hébergement touristique devra les comparer et faire signer le sien au client.

Toutes autres prestations ne figurant pas sur le voucher détenu par le prestataire d'hébergement touristique doivent être facturées par le prestataire touristique directement aux clients.

Article 7 - Règlement des prestations touristiques

Le prestataire d'hébergement touristique a le choix d'envoyer sa facture immédiatement après le départ des clients ou en fin de mois en mentionnant toutes les ventes réalisées.

La facture doit être accompagnée du voucher (bon d'échange) signé par le client.

En général, le paiement se fait par virement bancaire. Le prestataire est invité à joindre un relevé d'identité bancaire avec la 1ère facture. Si le prestataire d'hébergement touristique ne souhaite pas être payé par virement bancaire, il doit en informer l'office de tourisme.

Le paiement intervient dans un délai maximum de 30 jours après réception de la facture par l'office de tourisme.

Article 8 - Taxe de séjour

La taxe de séjour est perçue soit par le prestataire d'hébergement touristique soit par la Maison du tourisme du Livradois-Forez. Cette information est notée sur le voucher. Montant de la taxe de séjour : .....

Article 9 - Annulation

Toutes modifications doivent être signalées rapidement par téléphone ou par courriel au prestataire touristique.

9.1. Cas de l'annulation par l'office de tourisme

Lorsque le prestataire d'hébergement touristique a reçu une réservation ferme après le délai de rétrocession les conditions d'annulation sont les suivantes à savoir :
- annulation moins de 15 jours avant le début de la prestation : le prestataire d'hébergement touristique facturera 60% de la prestation due ;
- annulation moins de 8 jours avant le début de la prestation : le prestataire d'hébergement touristique facturera 90% de la prestation due ;
- annulation 2 jours avant le début de la prestation : la totalité de la prestation sera due.

En cas de non-présentation du client le jour J « no show » : il sera retenu, par le prestataire touristique, la totalité de la somme de la prestation. Un départ anticipé ou une arrivée retardée ne donnera lieu à aucun remboursement.

En cas de force majeure (raisons médicales avec certificat du médecin, décès, conditions climatiques), le remboursement est effectué automatiquement.

9.2. Cas de l'annulation par le prestataire d'hébergement touristique

Toutes modifications doivent être signalées rapidement par téléphone ou par courriel à la maison du tourisme.

L'option de réservation doit être maintenue par le prestataire jusqu'à la fin du délai de rétrocession.

Après la réservation, le prestataire est redevable à l'égard de la Maison du tourisme d'une indemnité correspondant à l'indemnité qu'aurait dû supporter la maison du Tourisme si l'annulation était intervenue de son fait à la même date.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

Annulation en cas de force majeure : pour les activités fortement dépendantes de la météorologie, les annulations seront reportées au plus vite.

CHAPITRE II - ASPECTS ADMINISTRATIFS

Article 10 - Responsabilité

L'office de tourisme n'est pas responsable des dommages causés par les clients.

Article 11 - Gestion des réclamations client

Toute réclamation doit parvenir à l'office de tourisme qui assure la médiation entre le client et le prestataire d'hébergement touristique.

Article 12- Durée

Ce contrat est établi pour les dates indiquées ci-dessus réalisées par l'intermédiaire de la Maison du tourisme du Livradois-Forez.

Article 13 - Résiliation de la convention

Si l'une des parties signataires du présent contrat ne remplissait pas ses engagements avec toute la compétence et la diligence voulues, le contrat serait résilié de plein droit après l'envoi, par le signataire dénonçant le contrat, d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre signataire de la convention.

Fait à ....
Le.....

L'office de tourisme

Le prestataire d'hébergement touristique

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

ANNEXE V
GRILLE TARIFAIRE

Pour 2025 :

- **LES TARIFS** : ceux que vous allez nous communiquer doivent s'intégrer dans les 3 tranches ci-dessous :
  - TARIF 1 : 100 à 199 € / pers
  - TARIF 2 de 200 à 299 € / pers
  - TARIF 3 de 300 à 418 € / pers (dans la mesure du possible, pas de séjour au-delà de 418 €/pers.)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

ANNEXE VI
QUESTIONNAIRE D'EVALUATION

CSEvasion (Courts séjours de proximité) Printemps/Eté 2023 - Votre avis nous intéresse...

Votre réservation

* 1. Quel était votre séjour ?

(Un petit trou de mémoire pour indiquer l'intitulé de votre séjour, retrouvez l'information dans votre compte - mes dossiers sur le site du cse). 0

* 2. Quel était le mois de votre séjour ? 0

* 3. Comment avez-vous été informé de cette offre du CSE ? 0

- Magazine CSEVASION
- Newsletter
- Facebook
- Site Internet du CSE
- Bouche à oreilles

Autre

* 4. Qu'avez-vous pensé des modalités d'inscription sur internet ? 0

5. Qu'est-ce qui a déterminé votre choix de séjour ? 0

- La destination
- L'activité
- La capacité d'accueil du logement
- La date
- Autre

Nouvelle question

* 6. Quand êtes vous arrivé sur le territoire ? 0

- Immédiatement à l'heure du rendez-vous
- Environ 1 heure avant le rendez-vous
- Plus d'1 heure avant

7. Quand avez vous quitté le territoire ? 0

- Directement à la fin des activités
- Environ 1 heure après la fin des activités
- Plus d'1 heure après

Pour les questions suivantes, merci de donner votre avis, sur divers points du voyage, à l'aide de l'échelle d'évaluation *(1 correspondant à "pas du tout satisfait(e)" et 5 correspondant à "très satisfait(e)").* 0

* 8. L'hébergement 0

1	2	3	4	5
○	○	○	○	○

Commentaires éventuels

* 9. La restauration 0

1	2	3	4	5
○	○	○	○	○

Commentaires

* 10. Les activités incluses au programme (soins, visites...) 0

1	2	3	4	5
○	○	○	○	○

Commentaire

* 11. Le rapport qualité/prix de ce séjour ? 0

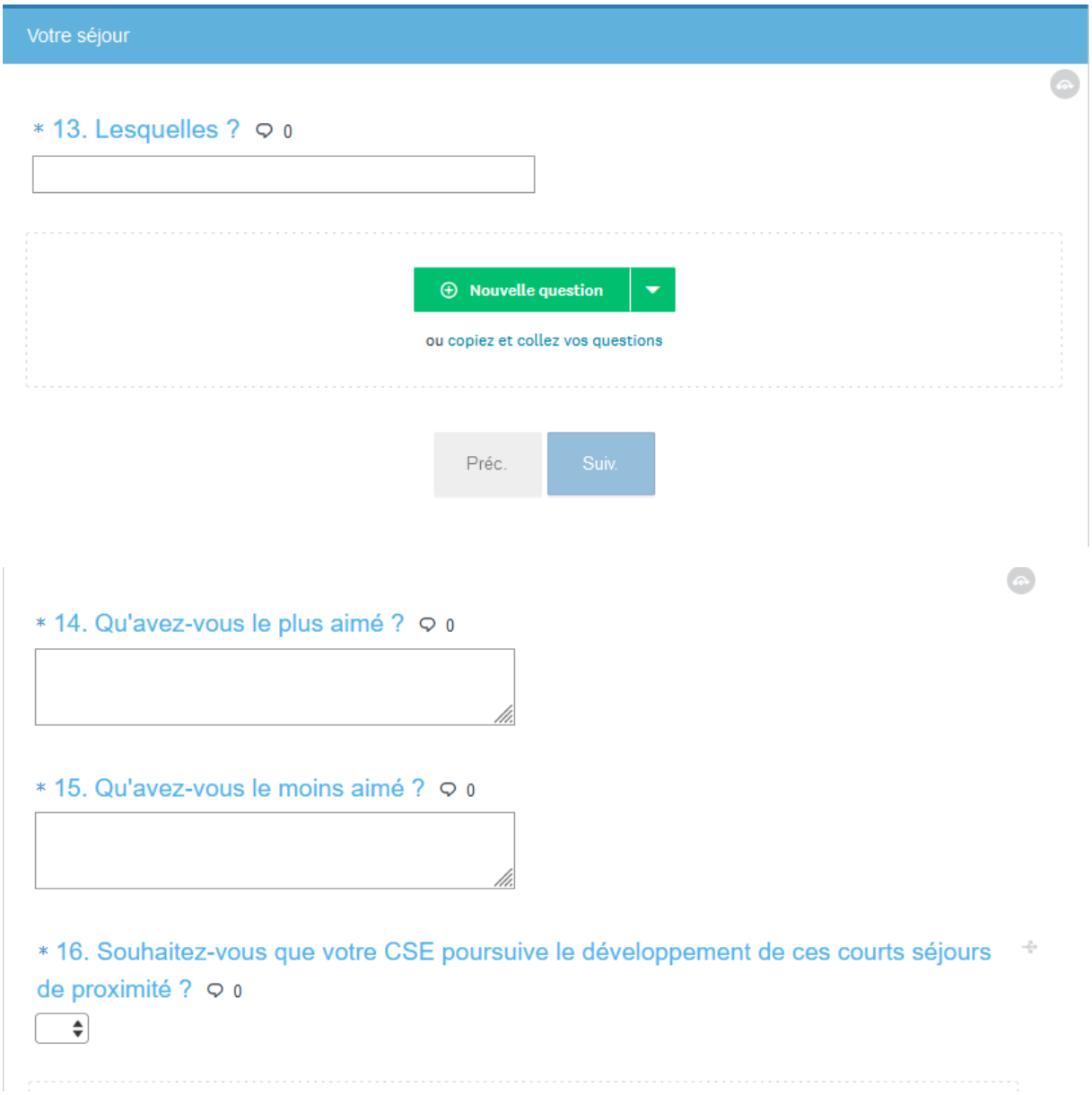
1	2	3	4	5
○	○	○	○	○

* 12. Avez-vous profité des activités suggérées (rando. en autonomie, visite villages...)

0

- Oui
- Non

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_045-DE
Reçu le 03/07/2025

Mieux vous connaître

* 17. Sur ce séjour vous étiez 0

* 18. Votre tranche d'âge 0

* 19. Votre statut professionnel 0

* 20. Votre civilité 0

21. Votre numéro d'adhérent CSE MICHELIN 0

Nous vous remercions vivement de votre participation et vous invitons à vous inscrire à un prochain court séjour à l'automne (2 week-ends par adhérent). Consultez le site internet pour découvrir les destinations et les thématiques. 0

Délibération PNRGC n°2025-046 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Accompagnement de l'ADEFPAT en ingénierie du Grand Site Occitanie Millau – Roquefort - Sylvanès

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Ce projet s'inscrit dans la charte du PNR 2024 -2039 (axe III – orientation n°11 « Développer le potentiel touristique, patrimonial et culturel).

A l'échelle du Grand Site Occitanie (GSO) Millau-Roquefort-Sylvanès, des actions collectives sont menées depuis la mise en place du premier contrat GSO qui a favorisé la collaboration entre les offices de tourisme, l'Agence départementale de l'attractivité et du tourisme de l'Aveyron (ADAT) et le Parc naturel régional des Grands Causses sur les thèmes suivants :
- Culture de l'accueil commune et démarches qualité : le classement des OTSI, la conduite de démarches qualité (label Tourisme et Handicap),
- Synergies autour de la mise en place d'un Schéma d'Accueil et de Diffusion de l'Information (SADI) à l'échelle du GSO,
- Déclinaison d'opérations de marketing ciblées et de mise en marché : des éductours thématiques, la bourse aux dépliants de Roquefort, des enquêtes clientèles, la participation à des salons (Salon Roc d'Azur de Fréjus (VTT), Salon de l'escalade (Grenoble et Villeurbanne) ...),
- des projets communs d'aménagements, d'équipements et de communication sur les sports de nature : ce périmètre est également celui du Pôle de pleine nature du Massif central : Grands Causses espace trail, Grands Causses Terre de Gravel, la création des sites labellisés Fédération Française de Cyclisme, des aménagements pour des parcours pêche labellisés, un réseau de sentiers de 3000 km (balisés et entretenus), le site internet www.randograndscausses.fr,
- des actions structurantes autour de la mobilité (Appel à manifestation d'intérêt Tourisme et Mobilité), de la valorisation de la biodiversité (Appel à manifestation d'intérêt Sentiers) ...
Cette collaboration a permis de poser les fondements d'une coopération réelle entre les partenaires du GSO.

Dans le cadre d'une démarche régionale d'accompagnement des Grands Sites Occitanie (GSO), la Région et le CRTLO ont lancé un appel à manifestation d'intérêt pour un accompagnement en ingénierie. Une réponse collective a été formulée par les offices de tourisme partenaire et le Parc afin de solliciter un accompagnement en formation-développement pour renforcer l'animation, capitaliser et entrevoir de nouvelles perspectives de collaborations et de mutualisation, pour renforcer les synergies, gagner en performance et anticiper sur une stratégie d'avenir.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_046-DE
Reçu le 03/07/2025

Objectifs

Le Bureau syndical décide de mandater un groupe projet chargé d'élaborer des propositions. Afin de faciliter la production collective, le Bureau syndical sollicite un accompagnement par la formation auprès de l'ADEFPAT.

Ce groupe remplit une mission d'intérêt général pour le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses. Les membres du groupe projet sont chargés d'élaborer des propositions afin d'aider le Syndicat mixte à exercer ses compétences en partant des besoins des bénéficiaires ultimes du service d'intérêt général. La seule compensation financière apportée aux membres du groupe projet est l'action de formation-développement mise en œuvre par l'ADEFPAT pour développer une compétence collective au sein du groupe projet.

L'action de formation-développement est dimensionnée aux besoins de la mission à la suite d'un travail réalisé conjointement entre l'ADEFPAT et le Syndicat mixte. Du fait de cette mission d'intérêt général, cette aide par la formation n'est pas considérée comme une aide d'Etat pour chacun des acteurs économiques participant au groupe projet.

Budget

Pas de contribution du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses a ce projet.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_046-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-047 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Affirmer la destination touristique 2024 - 2025

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Le territoire des Grands Causses et du Lévézou a adopté une stratégie de développement basée sur la diversification de ses activités sportives et la valorisation de son patrimoine culturel et naturel. Passant d'une approche centrée sur Millau à une stratégie multisites, il est devenu une destination phare pour les sports de pleine nature, avec des activités telles que la spéléologie, l'escalade, le trail, le vtt et plus récemment le gravel ou encore le parapente. Un réseau de 3000 km de sentiers pour la randonnée offre un décor à ses pratiques. Le territoire est également reconnu pour ses évènements sportifs internationaux, comme le festival des Templiers et les Natural Games, ou pour le plus récent, l'étape de la coupe du monde de gravel l'UCI Wish One Millau Grands Causses, qui renforcent son attractivité touristique.

Aujourd'hui, la filière des sports de nature est un pilier économique du territoire. Toutefois, dans un contexte de changement climatique, de défis socio-démographiques et économiques, et de transition énergétique, de nouvelles tensions apparaissent. Ces enjeux rendent urgente la construction d'un territoire plus solidaire, résilient et écologique.

La pérennité du Pôle de pleine nature repose sur un changement de paradigme : la nature ne doit plus être simplement consommée comme un « terrain de jeux », mais doit être protégée. Il est donc crucial d'engager la filière des sports de nature dans les transitions écologiques. Pour cela, le territoire adopte une approche coopérative et transversale autour de plusieurs axes stratégiques :

- Résilience climatique : Adapter les activités face aux risques liés aux fortes chaleurs, à la sécheresse, aux incendies et à la gestion des ressources en eau tout en promouvant la décarbonation.
- Rôle éducatif et social des sports : Utiliser les sports de nature pour sensibiliser à la protection de l'environnement et promouvoir l'inclusion sociale à travers des loisirs accessibles à tous.
- Sensibilisation à la biodiversité : Développer une communication innovante pour encourager des pratiques favorables à la biodiversité.
- Renforcement des synergies : Encourager la coopération entre acteurs publics et privés pour soutenir l'économie locale, notamment autour des sports emblématiques comme le trail, le vélo, le nautisme et l'escalade.
- Soutien à l'innovation : Intégrer les tendances numériques et expérientielles pour renforcer le lien entre sports de nature et culture.
- Tourisme durable : Promouvoir un tourisme sportif de proximité respectueux de l'environnement, tout en stimulant une économie locale durable.

Le territoire des Grands Causses entend continuer à valoriser les sports de nature comme un levier d'attractivité et de dynamisme économique, tout en s'inscrivant dans une démarche durable et inclusive.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_047-DE
Reçu le 03/07/2025

À travers la réalisation d'actions autour des activités de pleine nature, **mais aussi de valorisation de son patrimoine naturel et culturel**, le Parc naturel régional des Grands Causses souhaite renforcer le positionnement de la destination Grands Causses – Lévézou et faire connaître l'offre et la déclinaison de ses différents produits autour :

- **de la randonnée pédestre et de son outil partagé géotrek** « Rando Grands Causses », qui recense à ce jour 198 utilisateurs sur le back-office (pour la mise à jour des contenus) et plus de 8 000 km de sentiers saisis dans une base de données partagée avec le Parc naturel régional de l'Aubrac et une partie de Lozère ;
- **du développement d'activités émergeantes et innovantes**, telles que le gravel, via la caractérisation et la promotion de nouveaux itinéraires (boucles, itinérances…) ; **ou encore via la création de dispositifs de valorisation patrimoniale (web série des Curiosités du Parc, application Balades des Grands Causses…)**
- **de la co-construction de projets avec la filière sport** nature et notamment des organisateurs d'évènements, avec l'expérimentation de nouveaux outils et pratiques de médiations, mais aussi la réalisation d'actions d'information/sensibilisation afin de favoriser la cohabitation entre tous les usagers de la nature.

COÛT ET PLAN DE FINANCEMENT 2024-2025

- Coût :	
Prestations extérieures (HT)	135 319.00 €
Dépenses de personnels et frais liés	82 915.92 €
TOTAL	**218 234.92 €**
- Plan de financement :	
Europe / Programme LEADER	**139 670.34 €**
Parc naturel régional des Grands Causses	78 564.58 €

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_047-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-048 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Convention Espace Triple Label entre la Fédération Française de cyclisme et le Parc naturel Régional des Grands Causses

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Le Parc Naturel Régional des Grands Causses, les EPCI du territoire et le Cycle Stade Olympique Millau souhaitent conjointement améliorer l'activité VTT avec des critères de qualités dûment reconnus.
La Fédération Française de Cyclisme, dans le cadre de sa mission de service public, a décidé de créer et de développer le concept de Site VTT-FFC®, Espace Gravel-FFC® et Espace Cyclosport-FFC® autour d'équipements et de prestations de qualité et d'en assurer la mise en place, l'animation et la promotion avec ses différents partenaires.
Le Comité Régional Occitanie et le Comité d'Aveyron de Cyclisme participent à cette politique de développement local visant à la structuration de l'offre territorial pour la pratique du cyclisme.
Le Parc Naturel Régional des Grands Causses, les EPCI du territoire et le Cycle Stade Olympique Millau ont donc fait acte de candidature en vue de l'obtention des labels Site VTT-FFC®, Espace Gravel-FFC® et Espace Cyclosport-FFC®, auprès de la FFC qui accepte leur intégration au réseau national.

Objectifs

La FFC attribue le label Site VTT-FFC®, Espace Gravel-FFC® et Espace Cyclosport-FFC® aux Parc Naturel Régional des Grands Causses, EPCI du territoire et Cycle Stade Olympique Millau pour le développement et l'animation autour de l'activité VTT, Gravel et Cyclosport, pour les espaces de pratique suivant :

Site VTT-FFC® « Grands Causses »
Espace Gravel-FFC® « Grands Causses »
Espace Cyclosport-FFC® « Grands Causses »

L'utilisation d'autres dénominations est assujettie à un accord de la FFC.
Le numéro administratif de l'espace de pratique est commun aux 3 labels : N°321

Budget

Le Parc Naturel Régional s'engage à s'acquitter d'une cotisation annuelle auprès de la FFC. Son montant sera fixé et précisé au moins deux mois avant le 1er janvier de chaque année. Pour 2025 et 2026, cette cotisation s'élève à 450 € par an.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette convention et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_048-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-049 du Bureau syndical du 26 juin 2025

ADEFPAT – ESPACE TEST AGRICOLE DU SUD AVEYRON
Formation-accompagnement au pilotage de gestion d'une couveuse agricole

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Ce projet s'inscrit dans la charte du PNR 2024 -2039 (Axe III – Orientation n°10 « Soutenir la filière agricole – pilier économique du territoire »).
Dans le cadre du Projet alimentaire de territoire qu'il anime, le Parc naturel régional des Grands Causses des Grands Causses a été sollicité par la communauté de communes du Saint Affricain Roquefort Sept Vallons pour faire évoluer son espace test agricole communautaire. En effet ce projet concerne potentiellement un territoire plus large que celui de la communauté d'une part, et il a un impact sur plusieurs enjeux économiques et sociétaux locaux : la transmission agricole, l'alimentation, l'accueil de nouveaux arrivants, la disponibilité de foncier agricole… Le Parc et la communauté de communes font appel à l'Adefpat pour l'accompagner dans une refonte de ce dispositif local.

Objectifs

Le Bureau syndical décide de mandater un groupe projet chargé d'élaborer des propositions. Afin de faciliter la production collective, le Bureau syndical sollicite un accompagnement par la formation auprès de l'ADEFPAT.
Ce groupe remplit une mission d'intérêt général pour le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses. Les membres du groupe projet sont chargés d'élaborer des propositions afin d'aider le Syndicat mixte à exercer ses compétences en partant des besoins des bénéficiaires ultimes du service d'intérêt général. La seule compensation financière apportée aux membres du groupe projet est l'action de formation-développement mise en œuvre par l'ADEFPAT pour développer une compétence collective au sein du groupe projet.
L'action de formation-développement est dimensionnée aux besoins de la mission à la suite d'un travail réalisé conjointement entre l'ADEFPAT et le Syndicat mixte. Du fait de cette mission d'intérêt général, cette aide par la formation n'est pas considérée comme une aide d'Etat pour chacun des acteurs économiques participant au groupe projet.

Budget

Le reste à charge de 3 185 euros sera financé par la Communauté des Communes du Saint-Affricain Roquefort et sept Vallons, et bénéficiera d'une subvention de 70% PAT Grands Causses Lévézou soit 2 229.50 euros.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_049-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-050 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Aménagement horaires – Equipe d'agents d'entretien de l'espace rural

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Par délibération n°2014-80 du conseil syndical du 28 novembre 2014 un accord a été adopté afin d'organiser le temps de travail au sein de la structure.
La durée du temps de travail pour un temps complet est de 35 heures. Cette durée peut varier à l'intérieur d'un cycle de travail dans la limite d'un temps de travail effectif annuel de 1 607 heures.
Pour le personnel à temps partiel, la durée du temps de travail est calculée au prorata de celle prévue à temps complet et elle est annualisée.

A l'article 6.4 de cet accord, le cycle de travail pour l'équipe AEER « Agents d'Entretien de l'Espace Rural » est défini de la façon suivante :

- Le temps de travail est organisé en un cycle unique annuel
- La durée du travail effectif hebdomadaire est de 40h
- La durée de la pause méridienne est de 1h
- Entre les plages horaires de 7h30 à 18h30, les agents auront un horaire journalier commun de 8 heures défini en début de cycle en préservant l'heure consacrée à la pause déjeuner …
- En période estivale de fortes chaleurs le temps de travail pourra être organisé selon une journée continue de 6 heures à 15 heures en préservant l'heure consacrée à la pause déjeuner
- Du fait de ces spécificités ces agents ont droit annuellement à un forfait de 25 jours d'aménagement de Réduction de Temps de Travail (RTT). Ces jours seront pris dans le respect des besoins du service et de la gestion d'équipe.
- Un calendrier annuel prévisionnel est établi par le responsable de l'équipe et approuvé par le Directeur. Il intégrera ces jours de RTT. Ces derniers pourront être déplacés durant le cycle annuel dans le respect du quota des 25 jours et de la gestion d'équipe. Ces modifications seront formalisées par écrit selon la circulaire interne adaptée qui sera visée par le responsable administratif, le responsable de service et la direction.

L'équipe d'Agents d'Entretien de l'Espace Rural (AEER) du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses est une équipe de terrain essentiellement mobilisée sur l'entretien et l'ouverture des sentiers de randonnées.

Objectifs

En période d'été, par l'effet conjugué du travail physique et des fortes chaleurs, les conditions de travail de cette équipe AEER sont difficiles. En conséquence, les agents (fonctionnaires et contractuels) concernés demandent un aménagement de leurs horaires.
Le groupe de travail RH « Ressources Humaines » représentatif de l'ensemble de l'équipe réfléchit d'une manière générale sur l'aspect social de l'organisation et du fonctionnement du syndicat mixte.
Cette préoccupation sur les conditions de travail de l'équipe AEER a été soumise et débattue lors des trois premières rencontres de l'année 2025 (10/02/2025, 24/03/2025 et 28/04/2025).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_050-DE
Reçu le 03/07/2025

Plusieurs propositions ont été faites à l'équipe AEER. Le choix majoritairement retenu est le suivant :

- **Sur le mois de juin et du 1er au 15 septembre et, SOUS conditions de fortes chaleurs** : tel que le prévoit l'accord sur le temps de travail (article 6.4 de l'accord - délibération n°2014-80), avec un maintien du volume horaire journalier à 8 heures, possibilité d'organiser le travail de cette équipe de 6h à 15h en préservant l'heure consacrée à la pause déjeuner (de 12h à 13h).
- **Sur les mois de juillet et août et, SANS conditions de météo** : passage en horaires d'été avec un volume horaire journalier ramené à 7 heures par jour ➔ de 6h à 13h20 avec une pause déjeuner de 12h à 12h20
- **Sur les autres mois** : maintien du volume journalier à 8 heures et des horaires habituels de 8h à 12h et de 13h à 17h (pause déjeuner de 12h à 13h).

Avec la baisse du volume horaire sur 2 mois d'été et afin de respecter la durée annuelle de travail fixée à 1 607 heures les agents de cette équipe (tous à temps complet) auront **leur nombre de RTT ramené à 21,5 jours** (Perte de 3,5 jours de RTT – Droit annuel ramené de 25 jours à 21,5 jours)

Afin de respecter la procédure sur l'aménagement des horaires (organisation et fonctionnement de services), le Comité Social Territorial Départemental - du CDG12 - Centre de Gestion de l'Aveyron a été saisi et a rendu ses avis le 14 mai 2025 :

Avis : Abstention à l'unanimité du collège des représentants du personnel.
Avis favorable à l'unanimité du collège des représentants des collectivités.

La procédure peut donc être poursuivie.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à mettre en place cette organisation du temps de travail de l'équipe d'Agents d'Entretien de l'Espace Rural telle que définie ci-dessus.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_050-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-051 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Aménagement horaires « Eté » dans les bureaux au siège du Parc naturel régional des Grands Causses

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

Par délibération n°2014-80 du conseil syndical du 28 novembre 2014 un accord a été adopté afin d'organiser le temps de travail au sein de la structure.
La durée hebdomadaire du temps de travail pour un temps complet est de 35 heures soit un temps de travail effectif annuel de 1 607 heures. Pour le personnel à temps partiel, la durée du temps de travail est calculée au prorata de celle prévue à temps complet et elle est annualisée.

L'article 6 de cet accord répartit le personnel afin de définir des cycles de travail :

- L'article 6.2 relatif au « personnel dit sédentaire » regroupe essentiellement les agents du pôle secrétariat général et logistique dont le temps de travail est suivi quotidiennement par un système électronique de badgeuse.
- L'article 6.3 relatif aux « autres personnels hors équipe d'agents d'entretien de l'espace rural » regroupe essentiellement la direction, les chargés de mission, les conseillers et techniciens y compris ceux relevant du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Tous ces agents regroupés en 6.2 et 6.3 sont tenus d'effectuer des forfaits journaliers de 8 heures de travail intégrant :

- des plages obligatoires de présence de 9h à 12h et de 14h à 17h
- et des bornes horaires maximales de 7h30 à 18h30 avec le respect de la pause méridienne.

Tous ces agents ont une activité de bureau totale ou partielle.

Le bâtiment n'est pas doté de climatisation. Chaque année, en été, on constate dans les bureaux des températures très élevées.

Objectifs

Le groupe de travail RH « Ressources Humaines » représentatif de l'ensemble de l'équipe réfléchit d'une manière générale sur l'aspect social de l'organisation et du fonctionnement du syndicat mixte.
Cette préoccupation sur les conditions de travail durant l'été, dans les bureaux, a été soumise et débattue lors de la quatrième rencontre de l'année 2025, le 2 juin 2025.

Afin d'améliorer les conditions de travail, il est proposé d'aménager les horaires pour les agents amenés à travailler aux bureaux sur les mois de juillet et août.

Il est proposé de décaler la borne horaire du matin à 6 heures (au lieu de 7h30) pour que l'agent puisse effectuer son forfait journalier de 8 heures jusqu'à 15h (voire 14h45) avec le respect de la pause méridienne d'1h de 12h à 13h (ou une pause déjeuner restreinte de 3/4h de 12h à 12h45).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_051-DE
Reçu le 03/07/2025

Afin de répondre au plus près aux attentes, les horaires peuvent être définis à la convenance de l'agent avec un démarrage à 6h00 (au plus tôt), 6h30 ou 7h.
Aussi, il est demandé à l'agent de définir ses horaires pour les deux mois d'aménagement, ils resteront fixes et non changeables sur la période.

Concrètement, par mail, l'agent doit préciser au DGA, responsable de son pôle de rattachement, s'il est intéressé ou pas, par l'aménagement proposé des horaires sur les deux mois d'été (du 1er juillet au 31 août). Si oui, il précise les horaires qui seront effectués.

Ensuite cette organisation individuelle et les horaires seront transmis au Directeur et au service RH, ils seront consignés dans le dossier de l'agent afin de déroger sur les deux mois, aux plages obligatoires de présence de fin de journée (départ du lieu de travail avant 17h). Ce qui répondra aux questions d'assurance.

Les horaires aménagés sont applicables uniquement sur le lieu de travail (siège du Parc) et pas en télétravail

L'agent respectera l'obligation légale de la pause au terme de 6h en continu de travail (si l'embauche se fait à 6h du matin, la pause méridienne doit se faire obligatoirement à 12h).

L'objectif est de mettre en place l'organisation du temps de travail définie ci-dessus du 1er juillet 2025 au 31 août 2025 sans modification du temps de travail annuel ni du forfait journalier de 8 heures pour tous les agents (fonctionnaires, contractuels de droit public et de droit privé) hors équipe d'agents d'entretien de l'espace rural.

Cette possibilité est ouverte aux stagiaires longue durée (bénéficiaires d'une gratification) sous réserve de l'accord du tuteur et du DGA, responsable du pôle de rattachement. Un avenant à la convention de stage doit être établi afin d'intégrer les nouveaux horaires sur la période concernée.

Afin de respecter la procédure sur l'aménagement des horaires des agents (organisation et fonctionnement des services), le Comité Social Territorial Départemental - du CDG12 - Centre de Gestion de l'Aveyron a été saisi le 4 juin 2025 et rendra son avis à la séance du 2 juillet 2025.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président, sous réserve de l'avis du Comité Social Territorial Départemental, de poursuivre la procédure.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_051-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-052 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Convention avec la CCI de l'Aveyron pour l'occupation du parking P3
38, boulevard de l'Ayrolle à Millau

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Contexte

La Chambre de Commerce et d'Industrie - CCI - de l'Aveyron met à disposition du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses un parking dit P3 situé sur son site de Millau au 38, boulevard de l'Ayrolle. L'accès « véhicule » se fait par la servitude située au 40 boulevard de l'Ayrolle.

Une 1ère convention relative à des droits de stationnement à titre gracieux a été signée en 2017 pour une durée de 4 ans du 1/01/2017 au 31/12/2020 renouvelable par périodes successives d'une année.

Depuis 2022, régulièrement, la CCI revient vers le syndicat mixte du Parc pour poursuivre les relations contractuelles à titre onéreux.

Objectifs

La convention annexée à cette présente délibération définie les modalités et conditions de cette autorisation d'occupation.

Budget

Les crédits nécessaires à cette location fixée à 7 200 euros net par an (30 places X 20 euros par mois sur 12 mois) sont inscrits au BP2025.
La redevance est indexée sur l'indice INSEE des loyers des activités tertiaires ILAT.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer la présente convention.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_052-DE
Reçu le 03/07/2025

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
DE LA CCI AVEYRON

Entre :
La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aveyron dont le siège social est sis Cité de l'Entreprise et de la Formation - 5, rue de Bruxelles - CS13349 - 12033 RODEZ Cedex 9, représentée par son Président, **M. Dominique COSTES**,
ci-après désignée **« CCI AVEYRON »,**

d'une part,

et

Le Parc Naturel Régional des Grands Causses dont le siège social est sis 71, boulevard de l'Ayrolle - 12101 MILLAU, représenté par son Président, **M. Richard FIOL**,
ci-après désignée « **PNR GRANDS CAUSSES** »,

d'autre part,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_052-DE
Reçu le 03/07/2025

PRÉAMBULE

La présente convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue, entre les soussignés, en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le *PNR GRANDS CAUSSES* est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable, un parking de la *CCI AVEYRON* tels que décrits à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 2 : NATURE DE L'AUTORISATION

La présente convention est conclue sous le régime des occupations du domaine public non constitutives de droits réels.

En ce sens, elle est régie par les seules règles du droit administratif, et notamment des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ; ainsi les législations relatives aux baux commerciaux ou aux baux professionnels ne lui sont pas applicables, et la convention n'accorde donc aucun droit à la propriété commerciale.

En outre, la convention ne confère au *PNR GRANDS CAUSSES* aucun droit de maintien dans les lieux après cessation de cette dernière.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES ESPACES OCCUPÉS

Adresse des locaux : Boulevard de l'Ayrolle 12100 Millau
Situation : Parcelle 000AP78
Surface : 778 m²
Destination : Parking

Voie de passage et d'accès : Parcelle 000AP88 - 40, boulevard de l'Ayrolle

LE PNR GRANDS CAUSSES est réputé avoir connaissance des lieux, de leurs avantages comme de leurs inconvénients, pour les avoir vus et visités.

A cet effet, et conformément à l'article 8 ci-après, un état des lieux contradictoire sera dressé à une date qui reste à être définie.

Les biens sont mis à la disposition du *PNR GRANDS CAUSSES* dans l'état où ils se trouvent au jour de l'état des lieux d'entrée ; il considère qu'ils sont compatibles avec l'utilisation prévue à la présente convention. En conséquence, il n'est admis à réclamer aucune réduction des redevances ni indemnité quelconque.

ARTICLE 4 : CARACTÈRE PERSONNEL DE L'OCCUPATION

La présente convention est consentie « intuitu personæ », le *PNR GRANDS CAUSSES* devant occuper personnellement les lieux mis à sa disposition. En conséquence, le *PNR GRANDS CAUSSES* s'interdit de sous-louer, en tout ou partie le parking, ou d'en concéder gratuitement la jouissance à un tiers, sauf accord préalable écrit de la *CCI AVEYRON*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_052-DE
Reçu le 03/07/2025

En cas de sous-location autorisée, celle-ci sera supportée par le *PNR GRANDS CAUSSES* à ses risques et périls. Le *PNR GRANDS CAUSSES* demeurera seul redevable du paiement de l'intégralité de la redevance à l'égard de la *CCI AVEYRON*, et de l'exécution des charges et conditions de la présente convention.

Enfin, le *PNR GRANDS CAUSSES* s'engage à porter à la connaissance de la *CCI AVEYRON*, dans un délai d'une semaine à compter de sa constatation, tout fait quel qu'il soit, et notamment toute usurpation ou dommage, susceptible de porter préjudice au domaine public et/ou aux droits de la *CCI AVEYRON*.

Le non-respect de ces obligations entraînera la résiliation immédiate et sans indemnisation de la présente convention.
Le *PNR GRANDS CAUSSES* pourra mettre à disposition des emplacements au strict bénéfice de ses locataires (sans contrepartie financière concernant le parking).

ARTICLE 5 : ÉTAT DES LIEUX

En cas de défaillance de la part du *PNR GRANDS CAUSSES*, et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, la *CCI AVEYRON* se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, avec le choix entre l'exécution matérielle des travaux nécessaires, aux frais du *PNR GRANDS CAUSSES*, ou l'application d'une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

ARTICLE 6 : MODALITÉS GÉNÉRALES D'OCCUPATION

6.1. ENTRETIEN

Le *PNR GRANDS CAUSSES* aura la charge des réparations et de l'entretien définis par le décret n°87-712 du 26 août 1987 pris en application de l'article 7 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 ; il devra rendre les lieux en bon état desdites réparations à l'expiration de l'autorisation.

Le *PNR GRANDS CAUSSES* devra faire entretenir et remplacer, si besoin est, tout ce qui concerne les installations à son usage personnel, ainsi que les espaces verts, arbres et arbustes situés sur le chemin d'accès mais également aux abords et sur la parcelle.

Le *PNR GRANDS CAUSSES* sera également responsable de toute réparation normalement à la charge de la *CCI AVEYRON* mais qui seraient nécessitées, soit par le défaut d'exécution des réparations dont l'occupant à la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait ou du fait de son personnel dans toutes les parties du parking.
L'entretien de la parcelle et de la servitude incombe donc au *PNR GRANDS CAUSSES*, si un problème se produisait sur ces parcelles, avec une tierce personne et notamment les utilisateurs (particuliers des maisons voisines) de la voie de passage, alors il faudrait se référer auprès des assurances et voir la responsabilité de chacun ; la *CCI AVEYRON* se décharge de cette responsabilité.

6.2. DROIT D'ACCÈS

Le *PNR GRANDS CAUSSES* donne accès au parking qu'il occupe au personnel du Service moyens généraux et sécurité de la *CCI AVEYRON*.

L'accès piéton par les agents du PNR GRANDS CAUSSES pourra s'effectuer par le parking P2 et en suivant par le parc arboré de la CCI AVEYRON uniquement durant les heures d'ouverture du bâtiment CCI AVEYRON.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_052-DE
Reçu le 03/07/2025

En dehors de ces horaires cet accès sera strictement interdit, le personnel du *PNR GRANDS CAUSSES* devra impérativement emprunter la servitude.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITÉ – ASSURANCE

Le *PNR GRANDS CAUSSES* aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses clients et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

Le *PNR GRANDS CAUSSES* contractera à cette fin auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance, une ou plusieurs polices d'assurance garantissant notamment les risques d'incendie, explosion, foudre, dégâts des eaux, responsabilité civile et professionnelle et fournira les attestations d'assurances correspondantes à la *CCI AVEYRON*, dans les trois (3) mois suivants la signature de la présente convention.

Le *PNR GRANDS CAUSSES* et ses assureurs renoncent à exercer tout recours contre la *CCI AVEYRON* et ses assureurs en cas de dommage survenant aux espaces mis à disposition du *PNR GRANDS CAUSSES* et/ou à toute personne agissant pour son compte et se trouvant dans les lieux occupés.

L'assurance de dommage aux biens du *PNR GRANDS CAUSSES* comportera cette clause de renonciation à recours.

Le *PNR GRANDS CAUSSES* ne peut pas être responsable pour les tiers qui peuvent être toute personne se trouvant dans les lieux en référence aux autres usagers propriétaires qui détiennent le droit de passage sur cet accès ainsi que sur le parking qui dessert également une habitation d'un privé, ainsi que les usagers de la *CCI AVEYRON* ou leurs ayants droits qui peuvent emprunter la servitude et se garer ponctuellement sur le P3 sans accord.

De plus le *PNR GRANDS CAUSSES* ne pourra être tenu responsable de dommages liés aux parcelles voisines (ex crépis de la maison du gardien...) et ayants droits de la servitude de passage.

ARTICLE 8 : DURÉE DE LA CONVENTION

Sous réserve des dispositions de l'article 7, la présente convention prend effet à compter du 1er janvier 2025, les lieux étant mis à disposition du *PNR GRANDS CAUSSES* depuis.

La présente convention est conclue pour une durée de trois (3) années, soit jusqu'au 31 décembre 2027.

Elle prendra fin de plein droit le 31 décembre 2027 au soir, sans qu'il soit nécessaire à l'une ou l'autre des parties de donner congé.

Toute reconduction tacite étant exclue, les parties conviennent de s'informer mutuellement de leurs intentions relatives à la suite éventuelle à donner à la présente convention, au moins huit (8) mois avant son terme, soit au plus tard le 30 avril 2027.

ARTICLE 9 : REDEVANCE

Le *PNR GRANDS CAUSSES* s'engage à régler à la CCI AVEYRON une redevance annuelle de 7 200 € net de taxe payable trimestriellement d'avance et au comptant.

Pour la première et la dernière échéance, la redevance sera calculée *prorata temporis* à compter de la date d'effet des présentes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_052-DE
Reçu le 03/07/2025

Cette redevance est indexée sur l'indice INSEE des loyers des activités tertiaires ILAT ou tout indice qui viendrait en substitution de celui-ci. La révision est effectuée chaque année à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes selon la formule :

$$R_a = R_{a-1} (I_a / I_{a-1})$$

dans laquelle :

- R_a est la redevance de l'année,
- R_{a-1} la redevance de l'année antérieure,
- I_a l'indice du dernier trimestre publié,
- I_{a-1} l'indice de l'année antérieure$$

pour le même trimestre que I_a.

L'indice de référence fixé à 137,12 est celui du quatrième trimestre 2024.

En cas de retard dans le règlement d'une somme due à la *CCI AVEYRON* dans le cadre des présentes, la somme échue portera intérêt à un taux égal au taux d'intérêt légal alors en vigueur majoré de trois points, sous réserve de tous autres droits et recours.

L'intérêt sera dû de plein droit dès la date d'exigibilité de la somme correspondante.

En cas de résiliation de la convention, à l'initiative de la *CCI AVEYRON*, pour un motif tenant à la restructuration de l'immeuble ou pour un motif d'intérêt général, et sauf manquement à ses obligations par l'occupant, la *CCI AVEYRON* s'engage à rembourser le trop-perçu de la redevance *prorata temporis*.

ARTICLE 10 : DÉNONCIATION ET RÉSILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit par la *CCI AVEYRON*, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée notifiée au *PNR GRANDS CAUSSES*, avec effet immédiat au jour de la constatation par la *CCI AVEYRON* des situations suivantes :

- modification substantielle de l'objet social ou de l'activité de la société ;
- cessation d'activité, dissolution, liquidation amiable ou judiciaire ;
- abandon manifeste des biens dans les lieux mis à disposition ;
- condamnation de l'occupant à une peine afflictive ou infamante l'empêchant de jouir des lieux occupés.

En cas d'inexécution ou manquement du *PNR GRANDS CAUSSES* à l'une de ses obligations, autres que celles citées ci-avant, la présente convention sera résiliée par la *CCI AVEYRON* par lettre recommandée avec accusé de réception, après une mise en demeure adressée dans les mêmes formes et restée, en tout ou partie, sans effet pendant un délai d'un (1) mois, et notamment dans les situations suivantes :

- défaut d'assurance ;
- non-paiement de la redevance aux échéances convenues ;
- non-respect des stipulations de l'article 5 de la présente convention.

Le cas échéant, la décision de résiliation notifiée au *PNR GRANDS CAUSSES* fixera le délai imparti à ce dernier pour évacuer les lieux.

Le *PNR GRANDS CAUSSES* ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni dédommagement de quelque nature, du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_052-DE
Reçu le 03/07/2025

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé des deux Parties.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Toutes contestations, nées à l'occasion de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention, et qui n'auraient pu faire l'objet d'un accord amiable, seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 13 : FRAIS D'ENREGISTREMENT

Si une des parties souhaite procéder à l'enregistrement de la présente convention, les frais correspondants seront à sa charge.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS ANNEXES À LA CONVENTION

Sont annexés à la présente convention les documents suivants :

- Fournis par la *CCI AVEYRON* :
  - Plan du parking
  - Descriptif et état des lieux et inventaire établi par huissier
- Fournis par le *PNR GRANDS CAUSSES* de la convention :
  - Police d'assurance couvrant le parking mis à disposition pour la durée de la convention
  - Attestation d'assurance prouvant le paiement des primes pour la durée de la convention

Fait à RODEZ en deux exemplaires, un pour chacune des parties, le 31 mars 2025.

CCI AVEYRON
Représentée par son Président

Monsieur Dominique COSTES

PNR GRANDS CAUSSES
Représenté par son Président

Monsieur Richard FIOL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_052-DE
Reçu le 03/07/2025

CCI AVEYRON - Cité de l'Entreprise et de la Formation
5, rue de Bruxelles - CS 13349 - 12033 RODEZ Cedex 9 - T.05 65 77 77 00 - www.aveyron.cci.fr

Délibération PNRGC n°2025-053 du Bureau syndical du 26 juin 2025

Modification du guide interne de la commande publique

■ **Président de séance**	Richard **FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Séverine **PEYRETOUT** – Jacques **RIGAUD**
■ **Procurations**	Clément **CARLES** donne son pouvoir à Emmanuelle **GAZEL** Daniel **FABRE** donne son pouvoir à **Jacques ARLES** Christophe **LABORIE** donne son pouvoir à **Jacques RIGAUD** Gaëlle **LEVEQUE** donne son pouvoir à Séverine **PEYRETOUT** Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à **Richard FIOL**
■ **Présents en visio**	Monique **ALIES** - Daniel **FABRE** - Christophe **LABORIE** - Cyril **TOUZET**
■ **Absents / excusés**	Claude **ASSIER** – Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** - Bernard **SIRGUE**

Monsieur le Président rappelle que par délibération n° 2023-059 en date du 6 octobre 2023 le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses avait approuvé un guide interne de la commande publique.

Afin de tenir compte des évolutions réglementaires récentes en matière de marchés publics, ainsi que des nouvelles règles d'organisation interne du Syndicat, il est proposé de procéder à la mise à jour de ce guide.

Le nouveau guide, incluant en annexe une Charte des achats publics durables, vise à renforcer l'efficience, la transparence et la responsabilité des procédures internes de commande publique. Il s'appliquera à l'ensemble des marchés publics lancés par le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses à compter de son approbation.

Dans ce contexte, il est proposé au Bureau syndical :

- D'abroger le guide interne de la commande publique approuvé par la délibération précitée ;
- D'approuver le nouveau guide interne de la commande publique ainsi que son annexe : la Charte des achats publics durables ;
- D'autoriser la mise en œuvre de ces documents pour l'ensemble des procédures engagées à compter de la présente délibération.

VOTE :	Pour : **11**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

GUIDE INTERNE

COMMANDE PUBLIQUE

Méthodes et Outils

SYNDICAT MIXTE
DU PARC NATUREL REGIONAL
DES GRANDS CAUSSES

Parc naturel régional des Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

TABLE DES MATIERES

1 Un guide de la commande publique, pourquoi ? 5
1.1 Les grands principes fondateurs 5
1.2 Notion de pouvoir adjudicateur et entité adjudicatrice 7
2 Quelques préalables 8
2.1 Qu'est-ce qu'un marché public ? 8
3 Quels types de marchés sont lancés ? 8
3.1 Pour quelles raisons doit-on mettre les entreprises en concurrence ? 9
3.2 Qui peut répondre à un marché public ? 9
3.3 Une entreprise peut-elle soumissionner à un marché réservé ? 9
3.4 Quelles sont les procédures de passation des marchés publics ? 10
3.5 Les acteurs de l'achat public 10
3.6 Le représentant du Pouvoir Adjudicateur : 11
3.6.1 Les modalités de convocation de la commission 12
3.6.2 Les règles de quorum 12
3.6.3 Les autorités de contrôle 12
3.6.4 Contrôle de légalité 13
4 Procédure de marché public : Généralités 14
4.1 La procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence 14
4.2 La procédure adaptée 15
4.3 La procédure formalisée 15
4.4 Les seuils des procédures (Montants Hors Taxe) 16
4.5 Les formes de marchés 16
4.6 L'allotissement 17
4.7 La durée 17
4.8 L'achat durable 17
5 Procédure interne de la procédure des marchés publics 19
5.1 Les étapes préalables au lancement de la procédure 19
5.1.1 La définition du besoin 19

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

5.1.2 Comment calculer son niveau de besoin ? 19
5.1.3 La préparation budgétaire..... 19
5.1.4 Le sourcing 19
6 La responsabilité des procédures internes..... 20
6.1.1 Pour les marchés inférieurs à 40 000.00 € HT :..... 20
6.1.2 Pour les marchés supérieurs à 40 000.00 € HT 21
6.1.3 Les avis d'appel public à la concurrence (AAPC) 21
6.1.4 Les seuils de publicité..... 22
6.1.5 Les choix des critères de sélection des candidatures et des offres..... 22
6.1.6 Profil acheteur 22
6.1.7 La signature électronique..... 23
7 Le contenu du Dossier de consultation des entreprises (DCE) 23
7.1.1 Le règlement de consultation (RC) 24
7.1.2 L'acte d'engagement (AE) 24
7.1.3 Le bordereau de prix unitaire (BPU) 24
7.1.4 Le détail quantitatif estimatif (DQE)..... 24
7.1.5 Le détail du prix global et forfaitaire (DPGF) 24
7.1.6 Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)..... 25
7.1.7 Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) 25
7.1.8 Le cadre du mémoire technique..... 25
7.1.9 Procèdure de traitement..... 25
8 L'analyse des offres en deux étapes 26
8.1.1 La candidature 26
8.1.2 L'offre..... 26
9 La procédure interne d'analyse des offres..... 30
9.1.1 l'offre est inférieure à 40 000.00 € HT..... 30
9.1.2 l'offre est comprise entre 40 000.00 € et 221 000.00 € HT..... 30

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

9.1.3 L’offre est supérieure à 221 000.00 € HT 30
9.1.4 L’information des candidats 31
9.1.5 Les voies de recours 32
9.1.6 La notification à l’entreprise retenue 32
9.1.7 L’éxécution financière des marchés publics 32
9.1.8 La facturation : Plus de papier, tout est dématérialisé 32
9.1.9 Publication annuelle des marchés conclus 33
9.1.10 Archivage des marchés publics 34
10 Annexe 1 : Composition de la commission d’appel d’offre et de la commission MAPA 35
11 Annexe 2 : Ex. de fiche de demande de passation de marché 37

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

1 UN GUIDE DE LA COMMANDE PUBLIQUE, POURQUOI ?

1.1 Les grands principes fondateurs

Il est préalablement rappelé que tout marché passé par le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses doit respecter les grands principes de la Commande Publique :

- ✓ **Pour les candidats :**

- Liberté d'accès à la commande publique,
- Égalité de traitement des candidats,
- Transparence des procédures.

- ✓ **Pour l'acheteur :**

- Définition préalable des besoins,
- Respect des règles de publicité,
- Une réelle mise en concurrence dans les conditions prévues par les règles relatives aux marchés publics fondée sur des critères de jugement définis au préalable, adaptés à chaque procédure et objet du marché, identiques pour tous les candidats.

La préparation, la passation, l'exécution, et le règlement des marchés sont obligatoirement subordonnés à l'inscription des crédits au budget.

La détermination des besoins inclut nécessairement la prise en compte d'objectifs de développement dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale durable.

Ces principes permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

La violation de ces principes peut déboucher sur une qualification pénale de délit d'octroi d'avantage injustifié, plus couramment appelé délit de favoritisme (article 432-14 du Code pénal).



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

1.2 Notion de pouvoir adjudicateur et entité adjudicatrice

En fonction de la qualité de l'acheteur public, les règles applicables aux contrats de la commande publique ne sont pas les mêmes. Le Code de la commande publique opère la distinction entre :

Les pouvoirs adjudicateurs	• Les personnes morales de droit public (c'est-à-dire l'État, les collectivités territoriales et leurs structures de regroupement, et les établissements publics) ; • Les personnes morales de droit privé qui ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont : ▪ Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ; ▪ Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ; ▪ Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur.
Les entités adjudicatrices	• Les pouvoirs adjudicateurs qui exercent une des activités d'opérateur de réseaux définies aux articles L. 1212-3 et L. 1212-4 ; • Lorsqu'elles ne sont pas des pouvoirs adjudicateurs, les entreprises publiques qui exercent une des activités d'opérateur de réseaux définies aux articles L. 1212-3 et L. 1212-4 ; • Lorsqu'ils ne sont pas des pouvoirs adjudicateurs ou des entreprises publiques, les organismes de droit privé qui bénéficient, en vertu d'une disposition légalement prise, de droits spéciaux ou exclusifs ayant pour effet de leur réserver l'exercice de ces activités et d'affecter substantiellement la capacité des autres opérateurs économiques à exercer celle-ci.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

2 QUELQUES PRÉALABLES

2.1 Qu'est-ce qu'un marché public ?

Tout achat, **quel que soit son montant**, est un marché public.

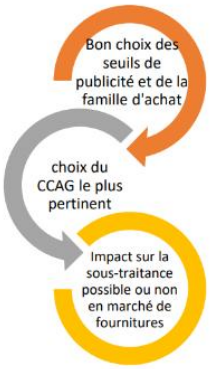
Un marché public est un contrat conclu à titre onéreux par un ou plusieurs acheteurs (collectivités ou groupement de collectivités) avec un ou plusieurs opérateurs économiques publics ou privés, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.

Depuis le 1er octobre 2018, les marchés publics doivent obligatoirement être dématérialisés au-delà d'un certain seuil. Initialement fixé à 25 000 € HT, ce seuil a été relevé à 40 000 € HT par le décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019, applicable depuis le 1er janvier 2020. Ainsi, au-delà de ce seuil, les offres doivent impérativement être transmises par voie électronique. Toute offre papier peut être déclarée irrégulière.

Au Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses la plateforme de dématérialisation utilisée est : https://marchespublics-smica.safetender.com

Cette dernière permet de satisfaire à notre obligation de mettre les documents de la consultation à disposition des entreprises, de réceptionner par voie électronique les candidatures et les offres, de garantir la sécurité et l'intégrité des échanges, et de publier les données essentielles des contrats.

3 QUELS TYPES DE MARCHÉS SONT LANCÉS ?



- **Les marchés publics de travaux :**
  - ✓ Construction d'un bâtiment, chantier expérimental d'un mur de soutènement, restauration écologique d'un réseau de mares et de lavognes …
- **Fournitures :**
  - ✓ Achat de produit ou de matériel : achat de fournitures administratives, supports de communication, panneaux signalétique…
- **Services :**
  - ✓ Misions de maîtrise d'œuvre, réalisation d'une scénographie …

Lorsqu'un marché public à plusieurs objets (travaux et fournitures, fournitures et services…) il faut identifier la part financière la plus importante dans le marché (objet principal) afin de déterminer de quel type de marché il s'agit et, d'en déduire quelle réglementation devra être respectée.

Exemple : Lorsqu'un marché porte à la fois sur des services et des fournitures, il est un marché de services si la valeur de ceux-ci dépasse celle des fournitures achetées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

3.1 Pour quelles raisons doit-on mettre les entreprises en concurrence ?

Les marchés publics sont soumis aux principes de libre accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. Ces principes justifient la soumission des marchés publics à des procédures de publicité et de mise en concurrence.

Ils permettent d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. Leur non-respect peut entraîner l'annulation de la procédure de marché, notamment à la suite d'un recours exercé par un candidat non retenu.

3.2 Qui peut répondre à un marché public ?

L'accès à la commande publique locale est en principe libre. Néanmoins, certaines personnes peuvent se voir refuser l'accès aux marchés publics. Cela peut être le cas des personnes :

- Condamnées pour certaines infractions pénales ;
- En état de liquidation judiciaire ;
- N'ayant pas satisfait à leurs obligations déclaratives en matière fiscale et sociale ;
- N'ayant pas respecté la réglementation relative au travail dissimulé ou clandestin ;
- N'ayant pas respecté leur obligation d'emploi de travailleurs handicapés.

L'entreprise placée en redressement judiciaire peut répondre à un marché dès lors qu'elle a été habilitée à poursuivre son activité *a minima* pendant toute la durée du marché.

(Exemple : période d'observation de 9 mois à partir du 1er février. L'entreprise peut répondre à un marché en mars dont la durée est fixée à 2 mois (jusqu'à 6 mois). Cependant, cela sera impossible si le marché a une durée de 12 mois.

Les marchés publics sont ouverts aux opérateurs économiques :

- Français ;
- de l'Union Européenne ;
- issus des Etats signataires des accords internationaux de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Les acheteurs publics ne peuvent donc pas réserver leurs marchés aux fournisseurs et **prestataires français ni aux opérateurs locaux**. Ils ont néanmoins la possibilité de les restreindre aux seuls fournisseurs et prestataires de ces États.

3.3 Une entreprise peut-elle soumissionner à un marché réservé ?

Un marché réservé est un marché auquel ne peuvent soumissionner que des entreprises déterminées. Ces entreprises sont les entreprises adaptées ou les établissements et services

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

d'aide par le travail (mentionnés aux articles L 5213-13, L 5213-18, L 5213-19 et L5213-22 code du travail et L 344-2 du code de l'action sociale et des familles).

La majorité des travailleurs concernés doivent être des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

Ainsi, dès le stade de la publicité, les entreprises doivent savoir que les marchés en cause ne peuvent être attribués qu'à des entreprises déterminées. Cette disposition doit figurer dans l'avis de publicité et/ou dans les documents associés.

3.4 Quelles sont les procédures de passation des marchés publics ?

Une fiche de demande de passation de marché ou accord cadre est mise en place ***(annexe 2).***

Elle permet de procéder à une description motivée du besoin et à la validation financière (crédits disponibles) et juridique (procédure de passation).

Ces éléments sont un préalable nécessaire à la rédaction d'un marché et doivent être validés par le DGA et le référent des marchés publics avant sa saisie en relation avec le service comptabilité.

3.5 Les acteurs de l'achat public

Les autorités de la collectivité :

L'assemblée délibérante :

- Le Comité syndical.

Autres :

- Commission MAPA du Syndicat mixte,
- La Commission d'appel d'offre (CAO) du Syndicat Mixte,
- Collège d'élus pour des marchés spécifiques ou élu référent,
- Sur invitation le service de gestion comptable.
-

Groupe de travail Guide Achat :

Le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses a créé un groupe de travail « guide achat » constitué d'un **référent des marchés publics et de ses adjoints.**
Leurs engagements concernent notamment :

- ✓ Le respect du cadre réglementaire de la rédaction du marché ;
- ✓ Le respect du guide interne de la commande publique et de la Charte Achats Durables ;
- ✓ Le respect de la doctrine interne ;
- ✓ La participation aux formations.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Ils sont donc chargés de respecter les instructions et de diffuser les informations au sein de leur pôle telles que l'actualité des marchés publics. Ils demeurent sous la responsabilité de son supérieur hiérarchique.

Les « **acheteurs métiers** » rédigent les projets de Dossier de Consultation des Entreprises conformément à la doctrine interne.

Le Pôle Secrétariat général et logistique met à disposition des acheteurs métiers : le guide interne, la Charte Achats Durables, la fiche de passation, les informations d'actualités des marchés publics…

3.6 Le représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Le Président agissant en vertu de la délibération **n° 2024-010 du bureau syndical du 29 mars 2024** est autorisé à prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services.

La Commission d'appel d'offre (CAO)

La Commission d'Appel d'Offre (CAO) est l'organe chargé d'examiner les candidatures et les offres des entreprises ainsi que d'attribuer le marché (Art. L1414-2 à 1414-4 et Art. L1411-5 du CGCT).

1) Composition de la CAO

La CAO doit obligatoirement être composée de 5 membres titulaires (+ 5 suppléants) issus de l'Assemblée Délibérante + 1 Président.
Des personnalités à voix consultatives peuvent être conviées à la CAO (représentants de l'État, agents de la collectivité concernés par la compétence abordée en CAO, agents du service des marchés publics de la collectivité…).

2) Périmètre d'intervention Obligatoire de la CAO (Art.L1414-2 CGCT)

Deux conditions cumulatives sont nécessaires pour un passage en CAO :

- ✓ Le marché public doit être passé selon **une procédure formalisée** (Appel d'offre ouvert, restreint, procédure avec négociation ;
- ✓ Et avoir une valeur estimée HT égale ou supérieure **aux seuils européens.**

→ Cas des **avenants avec augmentation de + de 5 %** : ces avenants seront obligatoirement traités en CAO lorsque le marché initial auquel ils se rapportent est passé en CAO. (Art.L1414-4 CGCT).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

3) Périmètre d'intervention Facultatif de la CAO : La Commission MAPA

Cette commission, consultative, est appelée « commission MAPA ». Elle permet d'assister le pouvoir adjudicateur (Président) dans sa prise de décision, dans le cadre de l'analyse des candidatures et des offres présentées par les candidats.

En vertu de ce rôle purement consultatif, la commission MAPA n'attribue pas les marchés. L'intérêt d'une telle commission est de :

- Soutenir l'efficacité de l'achat ;
- Renforcer l'implication des élus dans les étapes de procédure d'achat public.

Cette commission MAPA n'est pas obligatoire, mais elle est fortement recommandée pour les marchés à procédure adaptée. En son absence, le chargé de mission doit informer le Directeur et/ou le DGA et recueillir leur avis, tout en veillant à respecter les principes fondamentaux de la commande publique : liberté d'accès, égalité de traitement et transparence.

Un Rapport d'Analyse des Offres (RAO) ainsi qu'un Procès-Verbal (PV) d'analyse des candidatures et des offres doivent systématiquement être établis dans le cadre de ces procédures.

3.6.1 LES MODALITÉS DE CONVOCATION DE LA COMMISSION

Les membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) ou de la Commission des Marchés à Procédure Adaptée (MAPA) sont convoqués par courrier, transmis soit par voie électronique, soit par voie postale, soit par remise en mains propres.

Conformément à l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la convocation est adressée aux membres au moins cinq jours francs avant la date de la réunion. Les jours d'envoi et de tenue de la réunion ne sont pas comptés dans ce délai.

Par ailleurs, la réunion de la Commission d'Appel d'Offres peut être organisée à distance, dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

3.6.2 LES RÈGLES DE QUORUM

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

3.6.3 LES AUTORITÉS DE CONTRÔLE

- Service de gestion comptable (trésorerie) ;
- La Préfecture (contrôle de légalité).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

3.6.4 CONTRÔLE DE LEGALITÉ

Les marchés publics doivent être transmis au contrôle de légalité lorsque leur montant atteint le seuil de 221 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services. Cette obligation découle des articles L.2131-2 et D.2131-5-1 du Code général des collectivités territoriales, en lien avec les seuils définis par le code de la commande publique.

La transmission s'effectue obligatoirement par voie dématérialisée via le dispositif ACTES.

Sont notamment soumis à l'obligation de transmission :

- les conventions relatives aux marchés et aux accords-cadres ;
- les conventions relatives aux délégations de services publics quel que soit le montant ;
- les conventions de concession ou d'affermage de services publics locaux quel que soit le montant ;
- les contrats de partenariat.

Les actes doivent être transmis dans un délai de 15 jours à compter de leur signature.

La liste des pièces à joindre est précisée à l'article R.2131-5 du Code général des collectivités territoriales. Pour garantir une transmission complète, il est conseillé de se référer à cette liste.

Ce bordereau énumérant les pièces des marchés publics à transmettre au contrôle de légalité est sur le serveur du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses, Marchés Publics.

La transmission des actes se fera en présence du DGA ou du Chargé de mission, de l'agent référent des marchés publics et d'un agent référent du Pôle Secrétariat général et logistique. Le DGA ou Chargé de mission devra en amont préparer les documents avec la nomenclature exigée par la Préfecture.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

4 PROCÉDURE DE MARCHÉ PUBLIC : GÉNÉRALITÉS

Les marchés publics doivent être passés **en lots séparés** (à condition que leur objet permette l'identification de prestations distinctes). **C'est la valeur estimée de tous les lots** qui doit être prise en compte.

4.1 La procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence

Les acheteurs peuvent recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence dans les cas suivants :

- Urgence et circonstances imprévisibles qui ne permettent pas de respecter les délais (dangers sanitaires, risque d'incendie) ;
- Absence de candidature recevable proposée dans les délais (absence d'offre, candidature irrecevable, offre inappropriée) ;
- Travaux, fournitures ou services ne peuvent être fournis que par une seule entreprise déterminée. Cela concerne l'acquisition d'une œuvre d'art, la livraison complémentaire ou la prestation similaire par le fournisseur initial ;
- Besoin estimé inférieur à **40 000.00 €** ;
- Fourniture de livres non scolaires dont la valeur est estimée inférieure à **90 000.00 €** HT ;
- Achat de fournitures ou de services dans des conditions particulièrement avantageuses auprès de l'entreprise en cessation définitive d'activité ou en redressement judiciaire ou en procédure de sauvegarde ;
- Marché de services auprès d'un ou plusieurs lauréats d'un concours ;
- Réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire d'un marché précédent après mise en concurrence ;
- Achat de produits fabriqués à des fins de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement ;
- Achat innovant dont la valeur estimée est inférieure à **100 000.00 €** HT.

Avant de procéder à une commande sans publicité ni mise en concurrence pour l'un des motifs ci-dessus, les acheteurs doivent solliciter le référent des marchés publics pour confirmer le cadre juridique.

À noter : *Suite à la pandémie de Covid-19, le seuil d'obligation de publicité a d'abord été* ***relevé de 40 000.00 € à 100 000.00 € pour les marchés de travaux et contrats de concessions*** *à titre exceptionnel. Ce relèvement a été* ***prolongé en début d'année 2024 jusqu'au 31/12/2025****.*

Le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses s'engage à :

- Choisir une offre répondant de manière pertinente au besoin ;
- Faire une bonne utilisation des deniers publics ;
- Ne doit pas contacter systématiquement le même prestataire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Pour tout besoin dont le montant est compris entre 3 000 € à 40 000 € HT, le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses n'est pas soumis à une obligation formelle de mise en concurrence. Toutefois, conformément aux principes de transparence, de bonne gestion des deniers publics et de libre accès à la commande publique, les acheteurs sont fortement encouragés à solliciter au moins deux devis.

Lorsque l'obtention de plusieurs devis s'avère impossible (exclusivité, fournisseur unique, technologie spécifique...), une attestation d'exclusivité motivée peut être rédigée par le chargé de mission, permettant de documenter en toute transparence les raisons de l'absence de consultation complémentaire.

4.2 La procédure adaptée

L'article R.2123-1 du code de la commande Publique définit la procédure adaptée comme étant la procédure dont **le pouvoir adjudicateur a fixé les modalités.**
Cet article permet par défaut la **négociation** avec les opérateurs économiques ayant déposés une offre. Il ouvre aussi la possibilité d'accepter l'offre sans négocier, à la condition que cela soit formalisé dans le règlement de la consultation.

Il s'agit d'une **procédure allégée** et moins lourde sur le plan administratif que l'appel d'offres classique ou formalisé.

Le droit de la commande publique s'applique dès le premier euro de dépense.

Pour un besoin évalué entre 40 000.00 € HT et 221 000.00 € HT (fournitures et services) ou entre 40 000.00 € HT et 5 538 000.00 € HT (travaux).

Le dossier de consultation des entreprises comprend :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le devis et/ou bordereau de prix ou la décomposition du prix global et forfaitaire (BPU, DQE, DPGF).

4.3 La procédure formalisée

L'acheteur public doit respecter les règles de passation et d'attribution des marchés énoncées dans le Code des marchés publics. Cette procédure par laquelle l'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, **sans négociation,** sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats. Il existe plusieurs procédures formalisées.
Les plus courantes sont les suivantes :

- l'Appel d'Offre (ouvert ou restreint) ;
- la Procédure Négociée ;
- le Dialogue Compétitif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Pour un besoin évalué au-delà de **221 000.00 € HT** (fournitures et services) ou de **5 538 000.00 € HT** (travaux).

Le dossier de consultation des entreprises comprend :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le devis et/ou bordereau de prix ou la décomposition du prix global et forfaitaire (BPU, DQE, DPGF).

4.4 Les seuils des procédures (Montants Hors Taxe)

POUVOIRS ADJUDICATEURS

FOURNITURES ET SERVICES

jusqu'à 40 000 € HT	De 40 000 € HT à 90 000 € HT	De 40 000 € HT à 221 000 € HT	Au-delà de 221 000 € HT
SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE	MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE	MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE	PROCÉDURE FORMALISÉE
Publicité non obligatoire	Publicité adaptée	BOAMP et/ou JAL	BOAMP+JOUE

TRAVAUX

jusqu'à 100 000 € HT (1)	De 100 000 € HT à 5 538 000 € HT	Au-delà de 5 538 000 € HT (2)
SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE	MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE	PROCÉDURE FORMALISÉE
Publicité non obligatoire	BOAMP et/ou JAL	BOAMP+JOUE

4.5 Les formes de marchés

Marchés uniques :

Pas de lot, 1 seul objet, 1 seul marché.

- Exemple : audit de la fonction achat.

Marchés allotis :

Plusieurs lots concourants à 1 même objet.

- Exemple : objet = construction d'une école, lots par corps d'état

Accords cadre (à bons de commande et/ou marchés subséquents) :

Quand on ne connaît pas les quantités à l'avance.

- Exemple : fournitures de bureau

Marchés à tranches conditionnelles ou optionnelles :

Quand on ne se sait pas si on va exécuter certains travaux notamment en cas d'absence de financement.

- Exemple : réalisation d'une voie d'accès à un giratoire en tranche optionnelle

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

4.6 L'allotissement

L'allotissement est **obligatoire**. Il a pour but de susciter une plus large concurrence, autrement dit, lorsque le fractionnement peut présenter des avantages et permettre aux petites et moyennes entreprises de répondre à la consultation dans le cadre d'opérations importantes, le marché est décomposé en lots séparés pouvant être attribués à des entreprises distinctes.

Les acheteurs peuvent toutefois décider de ne pas allotir un marché public :

- s'ils ne sont pas en mesure d'assurer par eux-mêmes les missions d'organisation, de pilotage et de coordination ;
- ou si la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (CCP article L.2113-11) ;
- Ou encore si l'objet du marché « ne permet pas l'identification de prestations distinctes » (CCP article L.2113-10).

4.7 La durée

La durée du marché constitue la période de validité du contrat durant laquelle le titulaire exécute les prestations, réalise les travaux ou livre les fournitures objet du marché. La durée du marché se calcule, selon les stipulations du contrat, de la date de notification ou de la date d'effet jusqu'au terme fixé ou jusqu'à la date de réalisation ou de garantie des prestations.

Le marché peut prévoir une durée ferme ou une ou plusieurs reconductions. Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice fixe la durée d'un marché ainsi que, le cas échéant, le nombre de ses reconductions, en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique.

La plupart des marchés publics et accords-cadres sont conclus pour une durée de quatre années.

4.8 L'achat durable

D'ici 2026, tous les contrats de la commande publique devront intégrer une dimension environnementale et/ou sociale, conformément à la loi du 22 août 2021 relative à la lutte contre le dérèglement climatique et au renforcement de la résilience face à ses effets.
Les 200 milliards d'euros de dépenses annuelles en achats publics (environ 8 % du PIB) constituent ainsi un levier majeur au service de la transition écologique et solidaire.

La commande publique concerne tous les secteurs économiques et impacte directement notre quotidien : construction d'écoles, rénovation de voiries, achat de matériel informatique, prestations de nettoyage ou de restauration collective… Elle est au cœur de l'action publique locale.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Concrètement, une commande publique durable se traduit par l'intégration de critères environnementaux et sociaux dans la définition des besoins et dans les marchés publics : acquisition de matériel reconditionné, introduction de produits bio et locaux dans les cantines scolaires, recours à des entreprises d'insertion ou adaptées pour l'entretien des espaces verts, etc.
Au-delà du devoir d'exemplarité des acheteurs publics, cette commande responsable vise à transformer l'offre économique en incitant les entreprises à proposer des solutions durables.

Pour accompagner cette évolution, le Plan National pour des Achats Durables (PNAD 2022-2025) a été lancé en mars 2022, sous l'égide du Commissariat général au développement durable. Il vise à accompagner l'ensemble des acteurs de la commande publique — acheteurs, élus, décideurs, opérateurs économiques — dans cette transformation.

Dans ce contexte, les services du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses (PNRGC) veilleront à intégrer, dans chaque étape des procédures d'achat, des modalités favorisant la préservation de l'environnement, le progrès social et le développement économique local.

La définition précise des besoins est une étape essentielle du processus : elle doit systématiquement prendre en compte les objectifs du développement durable dans leurs trois dimensions — économique, sociale et environnementale.

Un achat public durable est un achat qui :

- Intègre des dispositions en faveur de la protection de l'environnement, du progrès social et du développement économique ;
- Prend en compte l'intérêt de l'ensemble des parties prenantes (usagers, opérateurs, territoire…) ;
- Permet de réaliser des économies durables, en encourageant la sobriété énergétique et la maîtrise des ressources ;
- Intègre toutes les phases du cycle de vie du marché, du besoin à l'exécution.

Ces achats responsables permettent aux personnes publiques d'assumer pleinement leur responsabilité environnementale, sociale et économique, tout en générant des bénéfices opérationnels pour leurs structures.

Dans cette dynamique, le Parc Naturel Régional des Grands Causses a décidé d'élaborer une Charte de l'Achat Public Durable. Celle-ci formalise les engagements concrets du Syndicat en faveur d'une commande publique responsable, inscrite dans une logique de co-construction territoriale.
Engagé dans un plan de relance ambitieux, le Parc Naturel Régional des Grands Causses mobilise la commande publique, dans le strict respect des dispositions du Code de la commande publique, comme vecteur de développement durable du territoire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

5 PROCÉDURE INTERNE DE LA PROCÉDURE DES MARCHÉS PUBLICS

5.1 Les étapes préalables au lancement de la procédure

5.1.1 LA DÉFINITION DU BESOIN

C'est la première **grande** étape pour la réalisation d'un achat public.

- L'analyser, l'exprimer, le quantifier, consulter d'autres services qui pourraient avoir le même besoin, globaliser et/ou mutualiser (il est possible de se faire aider dans cette étape par un prestataire extérieur spécialisé dans le domaine concerné) ;
- Cette prévision se réfléchit a minima l'année n-1 (année précédant la mise en œuvre) voire plus pour des projets à long terme.

5.1.2 COMMENT CALCULER SON NIVEAU DE BESOIN ?

L'évaluation des besoins de fournitures et de services s'apprécie de manière unitaire en cumulant les besoins de **même nature de tous les services de la collectivité**. La méthode de calcul du coût global est fortement recommandée.

Exemple : Pour l'achat de la scène mobile, il faut prendre en compte l'investissement (achat) et le fonctionnement (main d'œuvre, transport, entretien, autres frais annexes...).

De même, l'évaluation des besoins en matière de travaux s'apprécie en fonction soit d'une opération (exemple : construction d'un bâtiment) soit en fonction d'une même catégorie de travaux (exemple : peinture de tous les bâtiments).

Enfin, un principe de plus en plus appliqué consiste à mutualiser ses achats et donc à constituer des groupements de commandes.
Cette évaluation précise et globale du besoin va permettre de déterminer les seuils.

5.1.3 LA PRÉPARATION BUDGÉTAIRE

Est une étape aussi importante pour préciser son besoin.
Et surtout, le **Code exige d'avoir budgété la dépense avant de lancer la consultation.**

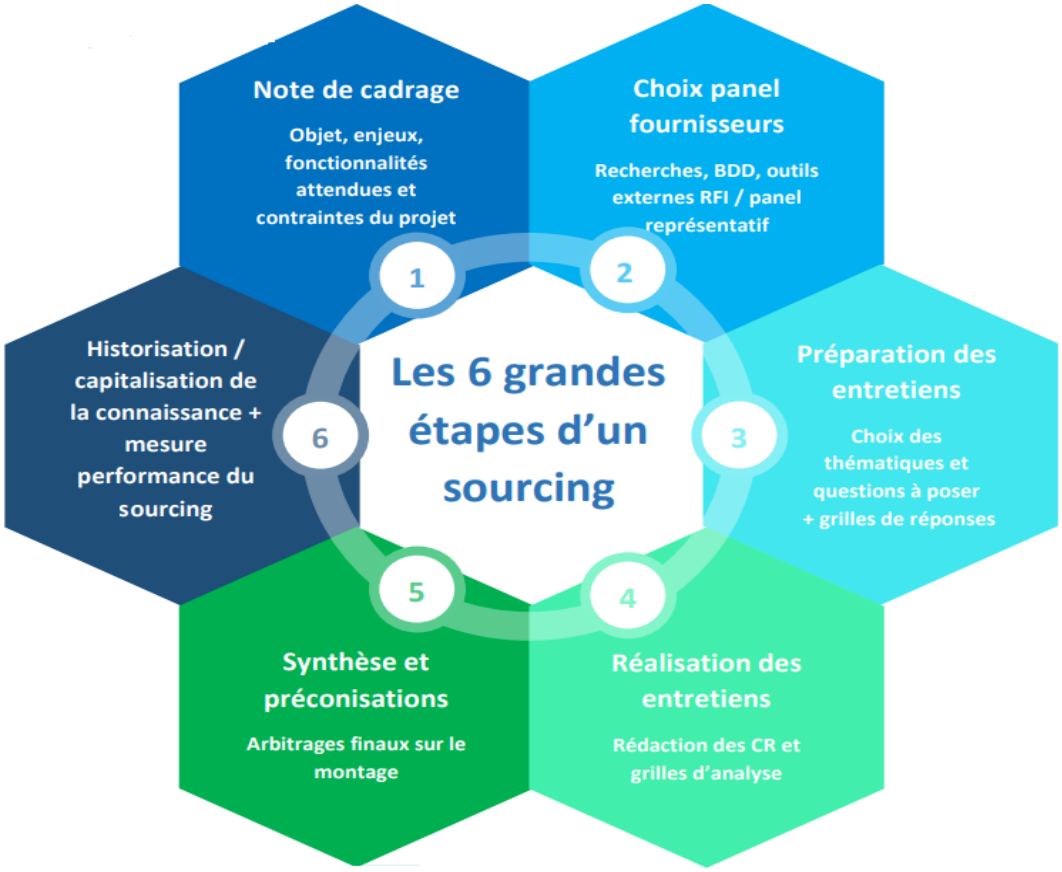
5.1.4 LE SOURCING

Menées en amont de la procédure par les services de la collectivité, ces actions permettent : d'améliorer la définition du besoin, d'accroitre l'émulation concurrentielle, d'impulser l'innovation et de promouvoir les objectifs de développement durable.

L'efficience de l'acte d'achat est liée à la capacité de l'acheteur à formuler son besoin de manière précise et lisible, et de connaitre les opportunités du marché fournisseur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

6 LA RESPONSABILITÉ DES PROCÉDURES INTERNES



6.1.1 POUR LES MARCHÉS INFÉRIEURS À 40 000.00 € HT :

Le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses peut recourir à la négociation de gré à gré pour les achats dont le montant est inférieur à 40 000,00 € HT, à la survenance du besoin, tout en veillant à la bonne gestion des deniers publics.

Dans ce cadre, l'acheteur adapte sa démarche en fonction de sa connaissance du marché :

- S'il dispose d'une connaissance suffisante du secteur économique, il peut réaliser l'achat sans consultation formalisée, tout en étant en mesure de justifier le caractère raisonnable du prix.
- S'il ne maîtrise pas les données économiques du secteur, il procède à une comparaison sommaire des offres (prix observés en ligne, catalogues, visites de fournisseurs, délais ou garanties), afin d'éclairer sa décision.

Pour les prestations techniques ou spécifiques, il est recommandé de solliciter des devis auprès de plusieurs professionnels (par courriel ou courrier).

Les modalités et conditions complémentaires applicables à ces achats sont détaillées à l'article 4.1 du présent guide.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

6.1.2 POUR LES MARCHÉS SUPÉRIEURS À 40 000.00 € HT

Le DGA valide l'ensemble des documents de consultations :

- Règlement de consultation,
- Acte d'engagement,
- CCAP, CCP,
- CCTP … et les soumet à la signature du Président ou par délégation du Directeur.

Le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses passera de manière dématérialisée son marché public.

6.1.3 LES AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE (AAPC)

Plus communément appelée « **annonce légale** » ils donnent toute information de base permettant à un candidat de consulter le marché. La publicité permet de répondre à cette obligation réglementaire.

Elle est envoyée à différents supports par le DGA ou Chargé de mission en lien avec le Directeur.

Le choix du ou des supports de publicité résulte de la procédure utilisée.

Procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence :
La publicité n'est pas obligatoire. Consultation directe des entreprises par courrier ou par simple mail (avec accusé de réception autant que possible).

Procédure adaptée :
Publicité libre ou adaptée. Journal d'annonces légales (Midi-Libre, Le Progrès, le Journal de Millau…)
Profil acheteur (https://buyer.safetender.com)
Site du Parc naturel régional (https://www.parc-grands-causses.fr/marches-publics)

Procédure formalisée
Publicité BOAMP ou JAL ou JOUE.
Une annonce dans le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP)
Ou le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE)
Ou le Journal d'annonces légales (Midi-Libre, Journal de Millau, Le Progrès…)
Profil acheteur (https://buyer.safetender.com)
Site du Parc naturel régional (https://www.parc-grands-causses.fr/marches-publics)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

6.1.4 LES SEUILS DE PUBLICITÉ

POUVOIRS ADJUDICATEURS			
FOURNITURES ET SERVICES			
jusqu'à 40 000 € HT	De 40 000 € HT à 90 000 € HT	De 40 000 € HT à 221 000 € HT	Au-delà de 221 000 € HT
SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE	MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE	MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE	PROCÉDURE FORMALISÉE
Publicité non obligatoire	Publicité adaptée	BOAMP et/ou JAL	BOAMP+JOUE

TRAVAUX		
jusqu'à 100 000 € HT (1)	De 100 000 € HT à 5 538 000 € HT	Au-delà de 5 538 000 € HT (2)
SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE	MARCHE A PROCÉDURE ADAPTÉE	PROCÉDURE FORMALISÉE
Publicité non obligatoire	BOAMP et/ou JAL	BOAMP+JOUE

6.1.5 LES CHOIX DES CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le choix des critères de sélection des candidats ou de jugement des offres participent à la définition du besoin et relève de la compétence de chaque acheteur en coordination avec la commande publique. La grille d'analyse et de calcul doit être proposée en même temps que le choix des critères.

Le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses intégrera les objectifs de développement durable dans l'ensemble de ces critères.

6.1.6 PROFIL ACHETEUR

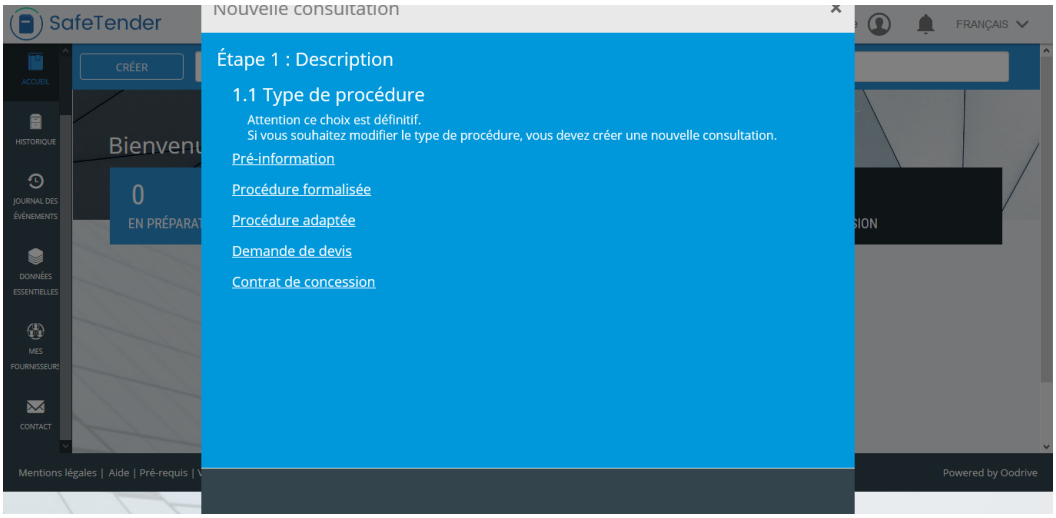
Il s'agit d'une plateforme de dématérialisation accessible gratuitement et qui vous permet, pour les marchés d'un montant supérieur à 40 000.00 € HT de :

- Le DGA ou Chargé de mission dépose le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ;
- D'échanger :
    1. Poser vos questions en cours de consultation et télécharger les réponses ;
    2. Demander des pièces complémentaires ;
    3. Entamer des négociations, le cas échéant ;
    4. Envoyer les correspondances relatives au rejet de l'offre ou à la notification du marché.

Les offres transmises par voie « papier » ne sont plus admises, seules les offres électroniques remises via le profil acheteur sont acceptées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Plateforme du SMICA : https://buyer.safetender.com



6.1.7 LA SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

La signature électronique est un processus numérique qui permet de garantir l'authenticité d'un document informatique, son intégrité et sa provenance. La signature électronique se fonde sur un ensemble de données cryptées qui permettent d'authentifier de manière unique un fichier, l'auteur de sa signature ainsi que la date et heure de cette signature. Dans le cadre d'un marché public, elle garantit l'identité de l'entreprise et du pouvoir adjudicateur et engage le contenu des documents.

Les candidatures et les offres n'ont pas l'obligation d'être signées manuscritement ni même électroniquement mais elles peuvent être demandées si besoin par le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses.

7 LE CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le DCE regroupe les pièces qui définissent les informations relatives au marché ainsi que les modalités de réponse.

Le DCE est constitué par le DGA ou le Chargé de mission, une fois toutes les pièces du marché réunie.

On affectera un numéro de marché selon les modalités suivantes :
Année – n° de l'action (codification comptable)
Exemple : 2025 A442

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

7.1.1 LE RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Fixe la règle du jeu de la procédure et notamment :

- L'objet du marché ;
- La date et l'heure limites de dépôt des plis ;
- Les pièces à remettre (à limiter pour faciliter l'accès aux marchés publics) ;
- Les modalités d'envoi ou de dépôt des plis à remettre ;
- Les critères de sélection des candidatures et de jugement des offres ;

7.1.2 L'ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

Il matérialise l'engagement financier du candidat puis l'acceptation de l'acheteur qui signera cet acte lors de l'attribution du marché.

La réforme des marchés publics de 2016 a simplifié le processus de réponse aux consultations. Aujourd'hui, l'acte d'engagement n'est plus obligatoire au stade de l'offre sauf si les documents de la consultation l'exigent. Si l'acte d'engagement est requis au stade de la remise de l'offre, sa signature par le candidat n'est plus obligatoire sauf mention contraire indiquée dans le RC. Il devra être signé seulement par l'attributaire du marché et l'acheteur.

Une mise au point du marché peut être envisagée avant la signature de l'acte d'engagement par la personne publique. Cette mise au point permet de faire certaines corrections, de procéder à certains ajustements, voire d'apporter des compléments aux pièces du marché qui sera annexée à l'acte d'engagement.

À noter : l'acte d'engagement ne doit dans aucun cas être modifié.

7.1.3 LE BORDEREAU DE PRIX UNITAIRE (BPU)

Annexe financière à remettre dans le cas d'un marché à bons de commande.

7.1.4 LE DÉTAIL QUANTITATIF ESTIMATIF (DQE)

Annexe financière destinée à juger l'offre de prix pour les marchés à bons de commande.

7.1.5 LE DÉTAIL DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

Annexe financière à remettre dans le cas d'un marché à prix global et forfaitaire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

7.1.6 LE CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Précise notamment :

- La forme du marché (à bons de commande ou à prix global et forfaitaire),
- La durée du marché et les délais d'exécution,
- Les modalités de vérification des prestations,
- La nature des prix (ferme actualisable ou révisable).

Le CCAP est élaboré par le DGA ou Chargé de mission référent et, validé par le Directeur ou DGA. Le référent des marchés publics veille au respect des clauses mentionnées sur la durée du marché, au rythme des règlements.

À noter : pour un petit marché, les conditions du CCAP et du CCTP peuvent être réunies dans un seul document appelé cahier des clauses particulières (CCP).

7.1.7 LE CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Le CCTP est élaboré par le Chargé de mission ou le DGA, puis validé par le DGA ou le Directeur, respectivement.

Les variantes sont par principe autorisées sauf cas particulier.

7.1.8 LE CADRE DU MÉMOIRE TECHNIQUE

Document dans lequel le candidat expose sa méthodologie, notamment les moyens matériels et humains affectés au marché.

7.1.9 PROCÈDURE DE TRAITEMENT

Les modalités de fonctionnement :

- Étude du marché, rédaction (plusieurs semaines) ;
- Envoi de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Réception des offres (21 jours minimum en MAPA et 30 jours minimum en procédure formalisée) ;
- Analyse des offres (dépend de la complexité du marché) ;
- Commission d'appel d'offre : convocation (5 jours francs) ;
- Information aux candidats non retenus ;
- Signature du marché et notification au titulaire (11 jours).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

8 L'ANALYSE DES OFFRES EN DEUX ÉTAPES

8.1.1 LA CANDIDATURE

Le DGA ou Chargé de mission vérifie la capacité de l'entreprise à exécuter le marché.

Le DGA ou Chargé de mission examine la capacité professionnelle et technique des candidats avec l'appui, du référent des marchés publics et d'un membre du Pôle Secrétariat général et logistique qui examine la recevabilité juridique des candidatures et la capacité financières des candidats et notamment :

- Les renseignements permettant d'apprécier la capacité juridique, technique et financière de l'entreprise (chiffre d'affaires, moyens matériels et humains, références…)
- Les attestations sur l'honneur qui permettent de justifier que l'entreprise est en règle au niveau fiscal et social.

La DGA ou Chargé de mission peut à l'issu de cette vérification :

- Soit demander au candidat de compléter son dossier ;
- Soit rejeter la candidature si le candidat ne présente pas les garanties nécessaires.

8.1.2 L'OFFRE

La collectivité va vérifier la conformité. À ce stade, l'offre peut être jugée :

- **Régulière :** l'offre sera analysée,
- **Irrégulière :** l'offre est incomplète ou ne respecte pas les documents de la consultation,
- **Inacceptable :** l'offre excède les crédits disponibles ou méconnaît la législation,
- **Inappropriée :** l'offre est sans rapport avec le besoin de la collectivité.

Si l'offre est irrégulière ou inacceptable, le DGA ou le Chargé de mission peut, dans certains cas, demander la régularisation ou la rendre acceptable dans un délai très court. A défaut, elle sera rejetée.

Si l'offre est régulière, elle sera analysée en fonction des critères de jugement énoncés dans le règlement de la consultation. Ces critères sont pondérés avec les coefficients.

8.1.2.1 Les critères de sélection des offres

Il est primordial de bien définir les critères de sélection en fonction de la commande. Ils diffèrent en fonction de l'objet du marché et de l'importance des opérations et doivent être non discriminatoires. **Ils doivent être portés à la connaissance des candidats dans le**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Règlement de Consultation.

Si les critères sont pondérés ou hiérarchisés en fonction des besoins exprimés dans le cahier des charges (plus l'acheteur souhaite mettre en avant un critère, un impératif, plus sa pondération sera élevée), **ils ne sont pas modifiables par la suite, notamment lors de sélection des offres**.

8.1.2.2 Le critère de prix

Le seul **critère de prix** peut être le critère unique quand il s'agit d'achat de produits standardisés, normés. Dans les autres cas, il **ne peut pas être inférieur à 30%**.

Le prix sera analysé selon une formule de calcul : Le prix le moins élevé/le prix de l'offre analysée x le nombre de points sur lequel le critère est analysé.

Exemple : 3 offres avec le prix pondéré à 60%
Entreprise A : 153 500 €
Entreprise B : 154 200 €
Entreprise C :159 000 €

153 500/154 200 x 60 = 59,7 sur 60 pour l'entreprise B
153 500/159 000 X 60 = 57,9 sur 60 pour l'entreprise C
L'entreprise A obtiendra la note de 60 sur 60 (c'est la meilleure note puisque c'est l'offre la moins élevée).

8.1.2.3 Les autres critères

Les autres critères jugés peuvent être :

- La valeur technique au vu d'un mémoire technique,
- Le délai d'exécution ou de livraison,
- Prise en compte de l'achat durable,
- La garantie …

Il faut éviter les critères dont la dénomination n'est pas précise pour que les candidats répondent précisément. Pour pallier l'imprécision de certains critères, « valeur technique de l'offre » ou « caractère esthétique » par ex., il peut être nécessaire d'avoir recours à des sous-critères. Ils sont traités comme des critères (liés au marché, non discriminatoires, pondérés, publiés).

Les références ne constituent pas un critère de sélection sauf si elles sont nécessaires par rapport à la nature des prestations (20% max).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

8.1.2.4 La négociation

Une négociation peut être envisagée en procédure adaptée. **La possibilité de recourir à la négociation doit être prévue au Règlement de Consultation.**

La négociation implique une large liberté du pouvoir adjudicateur mais dans le respect des principes généraux du Code de la Commande Publique :

- Principe de transparence des procédures
  - ✓ Nécessité d'informer les candidats dès lors que la personne publique souhaite recourir à la négociation dans la procédure d'attribution du marché (à préciser dans le règlement de la consultation). Possibilité laissée par le décret d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, à condition de l'avoir indiqué dans le règlement de la consultation.

- Principe de l'égalité de traitement des candidats
  - ✓ Information identique des candidats
  - ✓ Absence de discrimination explicite ou implicite entre les candidats. La négociation ne doit pas avoir pour but d'améliorer l'offre d'un seul candidat par rapport aux offres de ses concurrents.

- Principe de confidentialité des offres
  - ✓ Interdiction de révéler des secrets commerciaux, industriels, savoir-faire particulier aux candidats concurrents. Ne pas donner des indications permettant aux candidats de connaître le positionnement de leurs concurrents identifiés.

- Principe de l'intangibilité des offres
  - ✓ Possibilité d'évolution relative du projet initial, sans bouleversement des caractéristiques essentielles des propositions.

- Principe de traçabilité des procédures
  - ✓ Mise en place d'une traçabilité de la négociation permettant de suivre l'ensemble de la procédure de négociation avec les candidats.
  - ✓ Un document de synthèse doit permettre de rapporter la preuve du respect de la traçabilité.

Dans le silence des textes, la négociation peut porter sur tout objet jugé utile pour retenir l'offre économiquement la plus avantageuse. Aussi, la discussion peut porter sur :

- Le prix
- La quantité
- La qualité
- Les délais

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

La liste n'est pas exhaustive, puisque la négociation peut porter **« sur tous les éléments de l'offre ».**

La négociation ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché que sont l'objet du marché, les critères de sélection des offres ou les conditions d'exécution indiquées dans le cahier des charges.

Le DGA ou Chargé de mission propose les éléments de négociation au référent des marchés publics. Le DGA ou Chargé de mission enverra les négociations par écrit via le profil acheteur. Dans certains cas, la négociation pourra être réalisée en face à face. Dans ce cas, le règlement de consultation mentionnera les modalités de la rencontre.

8.1.2.5 Délais de publicité et de réponse aux candidats

En procédure adaptée, le pouvoir adjudicateur doit fixer un délai de publicité raisonnable, permettant aux candidats de disposer du temps nécessaire pour préparer et déposer leur offre dans de bonnes conditions.
Il n'existe pas de délai de suspension obligatoire entre la notification de la décision de rejet et la signature du marché.
Le candidat non retenu peut être informé de son éviction dès la décision d'attribution. En cas de demande écrite, le pouvoir adjudicateur est tenu de communiquer les motifs de rejet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique.

En procédure formalisée, les délais de réception des candidatures et des offres varient selon la procédure retenue (appel d'offres, procédure restreinte, etc.), selon les articles R2161-2 et suivants du CCP.
Le candidat évincé doit être informé par écrit de la décision de rejet, avec mention des motifs et des voies de recours.
L'acheteur doit respecter un délai de standstill prévu à l'article R2182-1 du CCP, soit 11 jours (si notification électronique), avant de signer le marché. Ce délai vise à permettre l'exercice d'un recours en référé précontractuel.

POUVOIR ADJUDICATEUR							
Délai Procédure	APPEL D'OFFRES OUVERT R2161-2	APPEL D'OFFRES RESTREINT R2161-6		PROCEDURE AVEC NEGOCIATION R2161-12		PROCEDURE DE DIALOGUE COMPETITIF R2161-24	
Procédure dématérialisée	30 J	Candidature 30 J	Offre 25 J	Candidature 30 J	Offre 25 J	Candidature 30 J	Offre : Délai raisonnable
Si avis de pré information	15 J	30 J	10 J	30 J	10 J		
Urgence (à justifier)	15 J	15 J	10 J	15 J	10 J		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

9 LA PROCEDURE INTERNE D'ANALYSE DES OFFRES

9.1.1 L'OFFRE EST INFÉRIEURE À 40 000.00 € HT

À l'issue de la consultation, le DGA ou le chargé de mission réceptionne les offres et établit un rapport d'analyse, qu'il soumet au Directeur ou au DGA.

En cas d'impossibilité d'obtenir plusieurs devis (fournisseur unique, technologie propriétaire, exclusivité territoriale, conventionnement...), le chargé de mission peut rédiger une attestation d'exclusivité motivée, permettant de justifier l'absence de consultation complémentaire en toute transparence.

Le DGA ou le chargé de mission transmet ensuite le dossier au Président, ou par délégation au Directeur. Ce dernier peut signer le bon de commande, après contreseing du DGA ou du chef de pôle Secrétariat général et logistique.

9.1.2 L'OFFRE EST COMPRISE ENTRE 40 000.00 € ET 221 000.00 € HT

À l'issue de la consultation, le DGA ou Chargé de mission analyse les offres et établit un rapport au vu des critères d'attribution énoncés dans le règlement de la consultation. Il propose un classement. Ce rapport est vérifié par l'agent référent des marchés publics avant d'être transmis pour validation au Directeur et DGA, accompagné d'une note succincte si besoin.

Lors de la réunion de la commission MAPA du Syndicat Mixte, le DGA ou Chargé de mission présente la prestation demandée, rappelle le cadre de la consultation et les critères de sélection retenus. Ensuite, il présente les différentes propositions reçues et présente son analyse validée par le Directeur et DGA.

Le DGA ou Chargé de mission, après avoir obtenu le contreseing du chef du DGA/Chef de Pôle Secrétariat général et logistique soumet au Président ou le cas échéant au Directeur par délégation, le relevé de décision de la Commission MAPA ainsi que l'ensemble des pièces du marché correspondant au candidat classé premier par la Commission MAPA.

Dans le cas où le Président décide de ne pas attribuer le marché au candidat classé premier ou de ne pas donner suite à la consultation, il notifiera sa décision motivée à la commission MAPA.

9.1.3 L'OFFRE EST SUPERIEURE À 221 000.00 € HT

La Commission d'Appel d'Offres (CAO) procède à l'ouverture des plis dans des conditions garantissant la confidentialité des offres et le respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Lors de la séance, la CAO vérifie en premier lieu que les plis présentés correspondent à ceux enregistrés. Les plis parvenus après la date et l'heure limites de réception sont systématiquement rejetés sans être ouverts.

Les plis reçus dans les délais sont ouverts. La commission procède à l'ouverture de la première enveloppe, contenant les candidatures, dont le contenu est enregistré.

Avant l'ouverture de la seconde enveloppe (contenant les offres), la CAO se prononce sur la recevabilité des candidatures. Celles jugées inadaptées ou irrégulières sont éliminées, conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Seules les offres des candidats admis sont ensuite ouvertes. Le contenu de la seconde enveloppe est enregistré pour chaque candidat.

L'analyse détaillée des offres est ensuite réalisée par le Directeur Général Adjoint (DGA) ou le chargé de mission. Un rapport d'analyse des offres, proposant un classement fondé sur les critères du règlement de consultation, est établi. Ce rapport est validé conjointement par le Directeur et le DGA.

Sur cette base, le Président du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses est invité à convoquer une nouvelle séance de la CAO en vue de sélectionner l'attributaire pressenti. La convocation est accompagnée de l'ensemble des documents d'analyse et des propositions de classement.

Le DGA soumet ensuite au Président le projet de délibération de type "**rend compte"** à inscrire à l'ordre du jour du Comité Syndical ou, le cas échéant, du Bureau Syndical, en vue de l'attribution du marché.

À l'issue de la délibération, et après obtention du contreseing du Directeur, le DGA propose à la signature du Président l'acte d'engagement du marché.

9.1.4 L'INFORMATION DES CANDIDATS

Les candidats doivent être informés de toute décision les concernant ou concernant la procédure (infructueuses, sans suite…).
Il doit être gardé trace de cette information.
Un délai d'au moins 11 jours doit être respecté entre la date à laquelle la décision a été notifiée aux candidats non retenus, et la date de signature du marché en procédure formalisée. Les moyens et les voies de recours doivent être annoncés à tout candidat destinataire d'une décision défavorable.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

9.1.5 LES VOIES DE RECOURS

2 voies de recours sont possibles :

- **Avant la signature du marché :** le recours précontractuel ;
- **Après la signature du marché :** le référé contractuel et le recours de pleine juridiction.

9.1.6 LA NOTIFICATION À L'ENTREPRISE RETENUE

Après le délai de recours, le marché est signé par le Président, il est notifié à l'entreprise retenue, c'est-à-dire lui communiquer une copie des pièces contractuelles.

9.1.7 L'EXÉCUTION FINANCIERE DES MARCHÉS PUBLICS

Un marché public attribué à une entreprise permet à celle-ci d'avoir une créance certaine vis-à-vis du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses.

- **AVANCE**

  L'avance est le versement d'une partie du montant d'un marché avant l'exécution de ses prestations. Dès la notification du marché, l'entreprise peut, si elle l'a accepté dans l'acte d'engagement, bénéficier d'une avance de 10 % du montant du marché.

  Conditions :

  • Le montant doit être supérieur à 50 000.00 € HT.
  • La durée du marché doit être supérieure à 2 mois.

- **ACOMPTE**

  Au fur et à mesure de l'exécution du marché, vous pouvez faire des versements d'acomptes. L'entreprise doit présenter un décompte qui doit correspondre à des prestations réellement réalisées.

- **LE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT**

  Les sous-traitants sont payés directement par le Parc Naturel Régional des Grands Causses dès que l'acte de sous-traitance est égal ou supérieur à 600.00 € TTC. L'entreprise titulaire devra toutefois viser le décompte du sous-traitant ou rédiger une attestation de paiement direct.

9.1.8 LA FACTURATION : PLUS DE PAPIER, TOUT EST DEMATERIALISÉ

Portail Chorus Pro, solution informatique gratuite et sécurisée (chorus-pro.gouv.fr). Ce portail développé par l'Etat, permet aux entreprises de saisir directement ou de déposer leurs factures, au format pdf signé ou non. Il offre la garantie de transmission aux collectivités, un suivi en temps réel du traitement des factures ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Les factures adressées devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Numéro d'engagement ;
- Numéro de marché ;
- Adresse de facturation ;
- Numéro de SIRET ;
- RIB.

Sans ces mentions, la facture ne pourra être traitée directement et sera renvoyée pour complément d'informations.

9.1.9 PUBLICATION ANNUELLE DES MARCHÉS CONCLUS

Le Pôle Secrétariat général et logistique publie, au cours du premier trimestre de chaque année, la liste des marchés conclus l'année précédente ainsi que le nom des attributaires. Cette liste indique de manière séparée les marchés relatifs aux travaux, fournitures et aux services. Elle est publiée avant le 31 mars de l'année n+1 sur le site internet du Parc.

Tous les contrats d'un montant supérieur à 40 000 € HT sont transmis via le PES Marché, permettant ainsi le recensement automatique des données par l'Observatoire économique de la commande publique, conformément aux obligations réglementaires.

Pour permettre cette transmission :

Une fois le marché notifié, le chargé de mission responsable du marché doit transmettre au pôle Secrétariat général l'ensemble des pièces nécessaires à l'envoi du dossier au service gestion comptable.
Ces documents doivent être transmis à la trésorerie dans un délai de 15 jours suivant la notification.

Pour permettre cette transmission :

DCE (Dossier de Consultation des Entreprises)

- Règlement de consultation
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Convention en cas de groupement de commande
- AAPC (Avis d'Appel Public à la Concurrence) + photocopie du journal
- Capture d'écran du profil acheteur

Commission d'Appel d'Offres (CAO) :

- Registre de dépôt des offres
- Rapport d'analyse des offres et procès-verbal
- Feuille d'émargement des membres de la CAO

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Lettres de rejet :

- Lettres adressées aux entreprises non retenues

Entreprise retenue :

- Acte d'engagement signé
- Le courrier de notification d'attribution (candidat retenu) + AR de notification
- BPU (Bordereau des Prix Unitaires) et/ou DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire)
- DC1 (Lettre de candidature)
- DC4 (Déclaration de sous-traitance), le cas échéant
- Premier bon de commande ou ordre de service
- RIB du titulaire
- Numéro SIRET de l'entreprise
- Accusé de réception par la Préfecture, le cas échéant
- Avenants au marché, le cas échéant
- Délibération de "rend compte"

9.1.10 ARCHIVAGE DES MARCHÉS PUBLICS

Le Pôle Secrétariat général et logistique s'assure de l'archivage des pièces du marché. Il s'agit des pièces suivantes :

- Avis d'appel public à la concurrence ;
- Capture d'écran du profil acheteur ;
- Règlement de consultation si les critères de sélection des candidatures et des offres ne sont pas mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Cahiers des charges, le cas échéant ;
- Tout document permettant de retracer la sélection des candidats et de l'attribution du titulaire ;
- Renseignements, attestations ou déclarations fournis en vertu des articles 45 et 46 du Code des marchés publics ;
- Notification de l'attribution du marché au titulaire ;
- Délibération autorisant la passation du marché ;
- L'acte d'engagement **signé** des parties ;
- Les avenants, le cas échéant.

La durée d'archivage des pièces est :

- 5 ans pour les offres non retenues ;
- 10 ans pour l'offre retenue.

Le stockage est effectué sous forme numérisée à l'emplacement : " Documents\MARCHES_PUBLICS" dans un répertoire portant le numéro de marché et son objet simplifié, par ex « 2020 A442 ».
Une copie est conservée par le DGA ou Chargé de mission.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

10 ANNEXE 1 : COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRE ET DE LA COMMISSION MAPA

Par délibération n° 2025-005 du Conseil syndical du 17/01/2025, les membres désignés à siéger à la Commission d'appel d'offre sont les suivants :

- Le Président ou son représentant

- 5 membres titulaires :
  Séverine PEYRETOUT
  Thierry PEREZ-LAFONT
  Bernard SIRGUE
  Jacques ARLES
  François RODRIGUEZ

- 5 membres suppléants :
  Cyril TOUZET
  Edmond GROS
  Michel DURAND
  Christophe LABORIE
  Gaëlle LEVEQUE

Les membres de Commission d'appel d'offre siègent à la Commission Mapa.



Le présent guide interne du syndicat mixte du parc naturel régional des grands causses est un document interne destiné à accompagner les agents dans la mise en œuvre des procédures de commande publique. Il ne remplace en aucun cas les dispositions du Code de la commande publique, qui demeure la référence en cas de contrôle ou de litige.
Ce guide est donc purement indicatif et n'a pas de valeur réglementaire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

SIGLES



- BOAMP : Bulletin officiel des annonces des marchés publics
- BPU : Bordereau des prix unitaires
- CAA : Cour administrative d'appel
- CAO : Commission d'appel d'offres
- CCAG : Cahier des clauses administratives générales
- CCAP : Cahier des clauses administratives particulières
- CCP : Code de la commande publique
- CCTG : Cahier des clauses techniques générales
- CCTP : Cahier des clauses techniques particulières
- CE : Conseil d'État
- CGCT : Code général des collectivités territoriales
- CJA : Code de la justice administrative
- CP : Code pénal
- DPGF : Décomposition du prix global et forfaitaire
- DQE : Détail quantitatif estimatif
- DSP : Délégation de service public
- DE : Délai estimatif
- JAL : Journal d'annonces légales
- JOUE : Journal officiel de l'Union européenne
- MP : Marchés publics
- TA : Tribunal administratif

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

11 ANNEXE 2 : EX. DE FICHE DE DEMANDE DE PASSATION DE MARCHE

DEMANDE DE PASSATION DE MARCHE ou ACCORD CADRE

Nom du technicien demandeur : ☎ : .....

☐ Marché public ou ☐ Accord cadre

☐ Travaux ☐ Fournitures ☐ Services

Intitulé : ..... Numéro de marché : ..... Code CPV :

Date souhaitée de démarrage de la prestation : .....

SUBVENTIONS :		SUPPORTS DE PUBLICATION :	
☐ Etat	☐ Autres (à préciser) :	☐ JOUE	☐ BOAMP
☐ Région		☐ Moniteur revue papier	☐ MIDI LIBRE
☐ Département		☐ JAL (.....)	☐ Site internet du PNRGC

PROCEDURE

Appel d'offres ☐ Ouvert ☐ Restreint
☐ Fournitures/services > 221 000 € HT
☐ Travaux > 5 538 000 € HT
☐ Procédure adaptée 40 000 - 221 000 € HT
☐ Procédure adaptée travaux > 221 000 € HT
☐ Procédure concurrentielle avec négociations
☐ Marchés négociés sans pub sans MEC - Article 30
☐ Dialogue compétitif

TYPE *(plusieurs cases peuvent être cochées)*

☐ Unique ou ☐ Alloti
☐ Bons de commande et/ou ☐ Marchés subséquents
☐ Tranches optionnelles

LES PRIX

☐ Global et forfaitaire (DPGF) ou ☐ Unitaires (BPU et Devis Estimatif)
☐ Fermes actualisables
☐ Révisables par ☐ ajustement et/ou ☐ révision (indice retenu =)

DUREE	DEROULEMENT DE LA CONSULTATION
Durée : ..... Reconductible : ☐ Sans ☐ 1 fois ☐ 2 fois ☐ 3 fois	☐ Visite obligatoire ☐ Démonstration obligatoire ☐ Visite libre ☐ Echantillons

VARIANTES A L'INITIATIVE DES CANDIDATS	VARIANTES EXIGEES PAR L'ACHETEUR
☐ Variantes autorisées ☐ Variantes interdites	☐ solution alternative (ex variante) ☐ prestation supplémentaire (ex option)

Pondération OBLIGATOIRE	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES
%	Valeur technique
%	Prix
%	Performance environnementale
%	Autre :

MARCHES CONNEXES *(uniquement travaux)*

☐ Mission SPS attribuée à :
☐ Niveau 3 ☐ Niveau 2 ☐ Niveau 1

☐ Mission Contrôle technique attribuée à :
Missions :

Pièces à fournir à la comptabilité une fois le marché notifié : ☐ RC ☐ CCAP ☐ CCTP ☐ DPGF ☐ BPU

Observations :

Signature du demandeur Le	Signature du Directeur/DGA

Nota : Tous les champs sont à renseigner. Toute fiche incomplète, sans annexe ou non visée ne pourra être prise en compte. Page 1/2

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

ANNEXE FICHE DE DEMANDE DE PASSATION

❶ INFORMATIONS FINANCIERES DU MARCHE OU DE L'ACCORD CADRE

Objet du marché, de l'accord cadre ou du lot	**Estimation € HT**	**Montant minimum € HT [1]**	**Montant maximum € HT [2]**	**Durée**
TOTAL				

❷ TRANCHES OPTIONNELLES

	Intitulé de la tranche	Lots concernés le cas échéant	Délais d'exécution par tranche	Délai d'affermissement maxi par tranche	Estimation par tranche en € HT
Tranche Ferme					
Tranche Optionnelle 1					
Tranche Optionnelle 2					
...					

❸ LISTE DES VARIANTES EXIGEES *(indiquer les lots le cas échéant et les exigences minimales à respecter)*

❹ CRITERES ET SOUS-CRITERES

CRITERE DE LA VALEUR TECHNIQUE : %		
Contenu du mémoire technique[3] = ce qu'on demande à l'entreprise de fournir dans l'offre	Sous-critères correspondants (ex: adéquation des moyens humains à l'objet du marché)	Notation
	Total Note sur	

AUTRE CRITERE: %		
Contenu du mémoire technique	Sous-critères correspondants	Notation

●INFORMATION RELATIVES A LA VISITE	**●LISTE DES ECHANTILLONS DEMANDES PAR LOTS**
Coordonnées de la personne à contacter :	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

CHARTE

ACHATS DURABLES

Parc naturel régional des Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

1 ENGAGEMENTS SUR LE VOLET ENVIRONNEMENTAL

Développer la prise en compte des aspects environnementaux *lors de la phase de sourcing et dans la définition des besoins.*

Intégrer dans les marchés de services, de fournitures et de travaux, des critères d'attribution et des conditions d'exécution permettant la prise en compte de la préservation de l'environnement.

Rationnaliser les approvisionnements pour réduire les émissions de CO2 :

- Livraison optimisée, cadencement et regroupement des commandes ;
- Développement des modes de transports respectueux de l'environnement.

Développer la prise en compte du « cycle de vie » dans les marchés publics.

Intégrer les problématiques liées au traitement des déchets et au bilan carbone.

Définir le juste besoin et s'engager vers la sobriété dans nos achats *(étudier les alternatives à l'achat y compris le non-achat qui constitue une alternative en soi).*

Recourir aux achats groupés, afin de capitaliser sur le caractère vertueux de la mutualisation pour réduire la consommation d'énergie liée à la fabrication des fournitures.

Insérer dans le cahier des charges des marchés, lorsque cela est pertinent, un critère de jugement des offres intégrant la notion de « circuit court ».

> *Les circuits courts se distinguent des circuits de proximité, notion proscrite par le droit de la commande publique, en ce qu'ils ne s'attachent pas spécifiquement à favoriser un candidat selon sa localisation géographique.*

Généraliser, dès que possible, le recours aux achats de biens issus de l'économie circulaire (matériaux biosourcés, issus du réemploi, de la réparation…).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

2 ENGAGEMENTS SUR LE VOLET SOCIAL

- Développer la prise en compte des aspects sociaux *dans la réalisation des sourcing et la rédaction des marchés.*

- Encourager et soutenir les actions d'insertion sociale :
  - *Réserver des heures d'insertion dans les principaux marchés de travaux comportant 50 % de main d'œuvre ;*
  - *Promouvoir les marchés réservés ;*
  - *Impliquer les gestionnaires délégués en faveur de l'insertion et insérer un nombre d'heures d'insertion pour les futures concessions de service public.*

- Lutter contre toutes les formes de discrimination *et favoriser l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes.*

- Préserver la sécurité sur les chantiers.

- Lutter contre le travail dissimulé.

- Lutter contre la sous-traitance non déclarée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

3 ENGAGEMENTS ENVERS LES FOURNISSEURS

■ Faciliter l'accès des TPE-PME à la commande publique :

- Adapter les procédures au tissu économique local en pratiquant l'allotissement, en fonction des secteurs et métiers concernés ;
- Généraliser le sourcing sur les nouveaux marchés ou à forte technicité ;
- Définir des critères simples, vérifiables, équitables ;
- Garantir l'accès des PME à tous les marchés globaux ;
- Simplifier les démarches administratives :
  - Veiller à demander le juste niveau de qualifications et certifications requises ;
  - Simplifier les dossiers de consultation ;
  - Proposer des cadres de mémoire technique pour faciliter les réponses ;
  - Favoriser la régularisation des offres.

■ Travailler sur des stratégies achats en coût global.

■ Organiser des réunions d'informations, des permanences afin d'aider les entreprises à répondre aux marchés.

■ Renforcer la lisibilité sur les consultations en présentant annuellement la programmation des besoins des collectivités aux entreprises.

■ Préserver l'équilibre financier des opérateurs économiques :

- Garantir des délais de paiement inférieurs à 30 jours ;
- Adapter les taux d'avance et renoncer à la garantie bancaire en fonction des marchés ;
- Introduire des clauses de révision et d'actualisation des prix adaptées avec des index et des formules adaptés ;
- Introduire des clauses de réexamen et de revoyure pour faire face aux aléas et contraintes exceptionnelles ;
- Prévoir des pénalités proportionnées aux prestations.

■ Lutter contre les offres anormalement basses.

■ Encourager l'innovation :

- Introduire des variantes afin de proposer des solutions alternatives pertinentes, innovantes ;
- Assurer une mise en concurrence ouverte, libre et loyale, gage d'efficacité, en respectant les principes de libre accès, d'égalité de traitement, de transparence et traçabilité des procédures.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

4 ENGAGEMENTS DES FOURNISSEURS REQUIS PAR LES ACHETEURS

■ S’engager dans une démarche d’approvisionnement responsable.

■ S’engager à exercer son devoir de vigilance sur sa chaîne d’approvisionnement.

■ Garantir des conditions de travail décentes à ses employés et notamment respecter la santé et la sécurité au travail.

■ S’engager dans une politique de gestion et d’amélioration constante de ses installations avec un souci de préserver l’environnement : réduction de ses consommations énergétiques, modalité de gestion de l’eau, gestion des déchets.

■ Adopter une politique volontaire dans le domaine de la recherche afin de fabriquer et d’amener ses produits à un niveau toujours plus élevé en termes de respect de l’environnement :

- Proposer aux acheteurs des matériaux verts, en intégrant des matières recyclées et/ou d’origine naturelle et ce, même en cours d’exécution de contrat, si le marché prévoit un plan de progrès ;
- Mettre en place une politique de réduction de CO_2.

■ Respecter les principes éthiques et notamment :

- La réglementation en vigueur en ce qui concerne les valeurs d’honnêteté et d’intégrité, de lutte contre la corruption et le trafic d’influence ;
- Les lois en vigueur régissant la concurrence.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20250626-20250626_053-DE
Reçu le 03/07/2025

Délibération PNRGC n°2025-055 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Convention de partenariat entre le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses et EDF

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Depuis 2012, la SA EDF est partenaire du Parc naturel régional des Grands Causses dans l'accompagnement technique et financier dans sa politique énergétique et de l'eau.

Pour l'année 2025, le groupe public EDF propose d'accompagner et de soutenir de manière globale le programme d'actions du Plan Climat Air énergie Territorial en cours.

Ce partenariat est organisé à travers une convention d'application avec l'ensemble des entités du groupe d'EDF (Délégation régionale, Direction Commerce, Agence Une rivière - un territoire, Direction Hydro) et EDF Renouvelables.

VOTE :	Pour :	**12**	Contre : /	Abstention : /	

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce partenariat et la convention annexée.

Après en avoir délibéré, le Bureau syndical autorise le Président à signer et mettre en œuvre la présente convention.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT 2025
Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses / EDF Renouvelables / EDF
Portant sur la mise en œuvre d'actions du Plan Climat Energie et la mise en place du programme d'actions de prévention des inondations sur le territoire Tarn-Dourdou-Rance

ENTRE

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, syndicat mixte, faisant élection de domicile 71 boulevard de l'Ayrolle – BP 50126 – 12101 MILLAU Cedex,
Représenté par son Président, Richard FIOL, dument habilité pour ce faire,

Désigné ci-après par « **PNR** »

ET

ELECTRICITE DE FRANCE (EDF), société anonyme au capital social 2 084 365 041 euros, dont le siège social est à Paris (8ème) 22-30, avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS de Paris 552 081 317,

Prise en sa Direction à l'Action Régionale Occitanie, sise au 11 quai Saint Pierre - TSA 50040 - 31096 TOULOUSE Cedex 1,

Représentée par Monsieur Bastien TOULEMONDE, dûment habilité à cet effet en sa qualité de Directeur à l'Action Régionale Occitanie

Prise en sa Direction Commerce Sud-Ouest sise au 4 rue Claude Marie Perroud - ACI B004 WP - 31096 TOULOUSE Cedex 1,

Représentée par Monsieur Olivier ROLAND, dûment habilité à cet effet en sa qualité de Directeur Commerce Sud-Ouest,

Prise en son Agence une rivière, un territoire Massif central sise au 10, allée de Faugeras - 87100 LIMOGES,

Représentée par Monsieur Sébastien HERAULT, dûment habilité à l'effet des présentes, en sa qualité de Directeur de l'Agence une rivière, un territoire Massif central,

Prise en sa Direction EDF Hydro Tarn-Agout sise à 14 Rue Gustave Eiffel Zone Albitech, 81000 ALBI,

Représentée par Monsieur Christophe CORTIE, dûment habilité à l'effet des présentes, en sa qualité de Directeur EDF Hydro Tarn-Agout,

Désignée ci-après par « **EDF** »

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

ET

La Société DALKIA, Société Anonyme au capital de 220 047 504 euros, dont le Siège est situé 204 rue Sadi Carnot 59350 SAINT ANDRE LEZ LILLE. Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro 456 500 537.

Représentée par Monsieur Olivier GORECKI en qualité de Directeur Agence Commerciale Réseaux de chaleur Région Sud-Ouest.

Désignée ci-après par « **DALKIA** »

ET

EDF Renouvelables France, Société par actions simplifiées au capital de 226 755 000 euros, dont le siège social est situé 43 boulevard des Bouvets 92000 NANTERRE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 434 689 915,

Prise en son Agence Sud-Ouest sise à 8 rue de Vidailhan. Bât. A. 3e étage, 31130 BALMA

Représentée par Madame Carlotta GENTILE LATINO, dûment habilitée à l'effet des présentes, en sa qualité de Directrice EDF Renouvelables France,

Désignée ci-après par « **EDF Renouvelables** »

Et plus généralement désigné ci-après individuellement ou collectivement par la ou les Partie(s).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

PREAMBULE

Considérant la précédente convention de partenariat entre EDF, Dalkia, EDF Renouvelables et le Parc naturel régional des Grands Causses en date du 13 février 2024, arrivée à échéance et dont l'objet de travail reposait sur le partenariat de certaines actions du programme 2023/24 du PNR relatif au Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

Considérant que **EDF Renouvelables France**, détenue à 100% par EDF Renouvelables, société spécialisée dans le domaine des énergies renouvelables, souhaite développer des projets énergétiques sur le territoire du PNR des Grands Causses.

Considérant que dans le cadre établi par sa Charte, le **Parc naturel régional des Grands Causses** élabore chaque année un programme d'actions qui fait l'objet de recherche de financements extérieurs.

Considérant que le **Parc naturel régional des Grands Causses** s'est engagé dans la mise en œuvre d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), suite au transfert de compétence des Communautés de communes, avec pour ambition de devenir Territoire à énergie positive et territoire solidaire et contributeur des stratégies énergétiques régionales et nationales. Ce PCAET se traduit par un programme d'actions 2019/2024 répondant à 4 orientations majeures, approuvé le 16 décembre 2019 :

- Des consommations d'énergies réduites
- Une mobilité réinventée
- Des énergies renouvelables partagées
- Un territoire agricole et forestier vertueux

Considérant que le **Parc Naturel Régional des Grands Causses** s'est engagé avec les Communautés de communes le composant et l'Etat dans la mise en œuvre d'un Contrat de Transition écologique signé le 17 janvier 2020, comportant 14 actions opérationnelles, dont certaines en partenariat avec EDF.

Considérant que le **Groupe EDF** est un acteur majeur de la transition énergétique, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce, la vente d'énergies et les services énergétiques, et qu'**EDF** est un acteur de l'eau important sur le territoire et notamment sur l'axe Tarn à travers la gestion des ouvrages hydro-électriques (Pinet, Le Truel, Pouget, La Jourdanie, La Croux) et sur l'Alrance (Villefranche de Panat).

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – ACTIONS DU PNR SOUTENUES PAR EDF, Dalkia et EDF Renouvelables

Dans le cadre de la présente convention ci-après la « Convention », EDF, Dalkia et EDF Renouvelables proposent de contribuer techniquement et financièrement à certaines actions du programme 2025 du Plan Climat Air Energie Territorial du PNR, notamment certaines actions correspondantes aux 4 orientations majeures décrites dans le préambule et figurant en annexe 1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS ENTRE EDF Renouvelables et LE PNR

2.1 Engagements d'EDF Renouvelables vis-à-vis du PNR

EDF Renouvelables s'engage à :

- Poursuivre l'implantation d'une centrale photovoltaïque au droit de la carrière du Cavet située sur la commune de La Cavalerie.

- Etudier la faisabilité de projets photovoltaïques sur l'ensemble des terrains dégradés identifiés. Accompagner le PNR dans sa réflexion autour de l'Agrivoltaïsme sur son territoire (partage de retour d'expérience, présentation de solutions, visite de sites existants, …) Cet accompagnement inclut l'étude de la faisabilité d'un démonstrateur agriPV sur un projet dans l'Aveyron. (Projet devant répondre à la règlementation et devant avoir une faisabilité économique).

- Suivre les préconisations et recommandations du PNR et de son SCoT quant à l'implantation d'énergies renouvelables sur son territoire notamment en ce qui concerne l'éolien

- Echanger annuellement avec un représentant du PNR sur les enjeux de l'éolien, du photovoltaïque et du stockage sur le périmètre du PNR.

- Communiquer avec le PNR sur l'ensemble des projets éoliens, photovoltaïques et de stockage sur son périmètre

2.2. Engagements du PNR vis-à vis d'EDF Renouvelables

Le PNR s'engage à :

- Mettre à disposition d'EDF Renouvelables l'ensemble des études ou données existantes, propriétés du PNR et partager ses méthodes et outils de concertation notamment dans le cadre du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque ou de démonstrateur Agrivoltaïque, ou de parc éolien.

- Echanger annuellement avec un représentant d'EDF Renouvelables sur les enjeux de l'éolien sur le périmètre du PNR.

- Participer à la concertation et à la définition des mesures d'accompagnement des parcs éoliens en cours de développement ou en cours de renouvellement

- Inviter un représentant d'EDF Renouvelables, à toutes les réunions de travail, journées ou manifestations que le PNR organise ayant un lien notamment sur les 4 enjeux majeurs cités dans le préambule et dans le cadre du Contrat de transition écologique,

- Consulter un représentant d'EDF Renouvelables sur la mise en œuvre de l'action **engagement des industriels de Roquefort dans une filière AOP à énergie positive** sur le volet production

- Apposer le logo d'EDF Renouvelables selon la demande des interlocuteurs d'EDF Renouvelables au regard de l'objet de la communication, de façon visible et lisible, sur tous les moyens et outils de communication mis en œuvre pour la réalisation des actions définies dans la présente Convention 1 et selon les modalités définies à l'article 7.

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS ENTRE EDF, Dalkia ET LE PNR

3.1 Engagements d'EDF et Dalkia vis-à-vis du PNR

En contrepartie des engagements du PNR vis-à-vis d'EDF visés à l'article 3.2, EDF s'engage dans le respect des règles de la commande publique et du droit de la concurrence aux actions suivantes :

- Participer aux actions du PCAET et du Contrat de Transition Ecologique dans lesquelles EDF est partenaire.

- Dans le cadre des différentes filières de substitution d'énergie fioul, EDF pourra accompagner, le cas échéant et dans le respect des règles juridiques en vigueur, la création et la montée en compétences (formation, qualification…) d'une filière locale performante de systèmes thermodynamiques (aérothermie, géothermie…) en lien avec l'Espace Conseil France Rénov qu'opère le PNR Grands Causses jusqu'au 31/12/2025

  Dans le cadre des études prospectives énergétiques qu'elle réalise à l'échelle de l'Occitanie et sur les différents secteurs (transport, bâtiment, industrie, agriculture et agroalimentaire), EDF pourra partager les résultats de ces études et présenter les leviers de décarbonation activables sur le territoire pour concourir à la neutralité carbone.

La Direction EDF Commerce Sud-Ouest, dans le respect de la réglementation juridique en vigueur, et plus particulièrement des règles de la commande publique et du droit de la concurrence :

- Apportera le cas échéant son expertise et son retour d'expérience sur les actions de sensibilisation à la rénovation des bâtiments publics mises en place par le PNR auprès de ses collectivités membres, et plus largement sur les actions de sobriété et d'autoconsommation (pilotage intelligent des bâtiments, mise en application du Décret Tertiaire, mise en place d'autoconsommation collective…)

- Pourra accompagner le PNR dans la mise en place et le pilotage d'opérations d'autoconsommation collective avec une solution innovante pour suivre et piloter ses opérations

- Accompagnera le PNR sur les questions de précarité énergétiques sur le territoire, en particulier en lien avec le programme SLIME développé par le PNR

- Pourra sensibiliser et accompagner le PNR dans la mise en place d'actions de décarbonation de la collecte des ordures ménagères en lien avec les communautés de communes présentes sur le territoire du PNR.

Accompagnement pour la décarbonation de la filière Ovine La Direction EDF Hydro Tarn-Agout d'EDF :

- Associera le PNR aux actions de développement du tourisme industriel sur le groupement du Pouget, en lien avec l'ADAT 12 et les offices du tourisme, notamment avec le développement d'un projet culturel qui fera l'objet d'une convention spécifique (années 2025 – 2026)

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

- Apportera son soutien pour la valorisation du patrimoine naturel et industriel lié aux ouvrages de la Vallée du Tarn dans le cadre notamment du projet touristique d'itinérance de la Vallée du Tarn.

- Poursuivra son soutien pour la valorisation de l'opération de sensibilisation des habitants de la Vallée du Tarn au risque inondation

- S'engagera à communiquer au PNR des données disponibles pour accompagner l'analyse du risque inondation, sous réserve que celles-ci n'entrent pas dans le périmètre des données sensibles non divulgables à l'externe.

L'Agence une rivière, un territoire Massif central :

- Accompagnera les projets de valorisation du patrimoine naturel et industriel lié aux centrales hydroélectriques, barrages et retenues présents dans les vallées du Lot et de la Truyère et dans le Sud Aveyron ;
- Instruira les dossiers de financement proposés par le PNR pour son propre compte ou le compte de tiers (entreprises, porteurs de projet privés, …) dans le cadre du « fond une rivière, un territoire » et/ou de prêts entreprises ou tourisme ;
- Mettra à disposition ses compétences pour la constitution de dossier et/ou la recherche de financements auprès de ses partenaires comme le Commissariat de Massif central, les réseaux Initiative ou Entreprendre.
- Accompagnera les réflexions du PNR autour de l'innovation, la concertation, la sensibilisation à la sobriété (hydrique, énergétique ou numérique) et l'attractivité du territoire à énergie positive.

En contrepartie des engagements du PNR vis-à-vis d'EDF visés à l'article 3.2, DALKIA s'engage dans le respect des règles de la commande publique et du droit de la concurrence aux actions suivantes :

- Participer aux actions du PCAET et du Contrat de Transition Ecologique dans lesquelles EDF est partenaire.

- Dans le cadre de la substitution des énergies fossiles et de la décarbonation du territoire, DALKIA pourra accompagner le PNR, le cas échéant et dans le respect des règles juridiques en vigueur, dans toute étude d'opportunité de mis en place de réseaux de chaleur à base de biomasse, géothermie ou toute autre énergie décarbonée.

EDF s'engage à verser au PNR pour la durée totale de la Convention, la somme totale de 13 200 euros hors taxes (treize mille deux cents euros) se décomposant comme suit et selon les modalités précisées ci-dessous :

- 5 000 (cinq mille) euros hors taxes, réglés par la Direction à l'Action Régionale Occitanie d'EDF ;
- 5 000 (cinq mille) euros hors taxes, réglés par EDF HYDRO Tarn-Agout
- 2000 (deux mille) euros hors taxes, réglés par la Direction Commerce Sud-Ouest d'EDF ;
- 1200 (mille deux cents) euros hors taxe, réglés par la Direction Dalkia Sud-Ouest ;

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

Le PNR s'engage à émettre quatre factures pour les montants mentionnés ci-dessus et à les envoyer à EDF, aux adresses et interlocuteurs mentionnés ci-après :

- EDF – Direction Action Régionale Occitanie, sise au 11 quai Saint Pierre - TSA 50040 - 31096 TOULOUSE Cedex 1, à l'attention de Thomas VALLEJO
- EDF - Direction Commerce Sud-Ouest sise au 4 rue Claude Marie Perroud - ACI B004 WP - 31096 TOULOUSE Cedex 1, à l'attention de Jérôme LABORDE
- EDF – HYDRO Tarn-Agout sise à ZI Albitech - Rue Gustave Eiffel 81012 ALBI, à l'attention de Florence ARDORINO
- DALKIA – Direction Régionale Sud-Ouest sise 4 bis rue Françoise d'Eaubonne 31200 TOULOUSE, à l'attention de Olivier GORECKI

Les 4 factures devront être émises par le PNR trois (3) mois après la date de signature de la présente Convention.

Le PNR déclare ne pas être assujetti à la TVA.

Les sommes sont réglées par chaque entité d'EDF au PNR dans un délai de soixante (60) jours à compter de date d'émission des trois factures, reconnues bonne à payer par EDF.

Aucun dépassement de la contribution financière ne pourra être effectué.

3.2. Engagement du PNR vis-à-vis d'EDF et Dalkia

En contrepartie des engagements d'EDF vis-à-vis du PNR, le PNR s'engage aux actions suivantes :

- Organiser un point de suivi trimestriel de ce partenariat.
- Mettre à disposition d'EDF les études, propriétés du PNR, utiles à la bonne compréhension des enjeux énergétiques et environnementaux du territoire et des politiques du PNR.
- Accompagner EDF, avec les services énergie du PNR, dans la création et la montée en compétence (formation, qualification…) d'une filière locale performante de systèmes thermodynamiques (aérothermie, géothermie…)
- Inviter un représentant de chaque entité d'EDF signataire de la présente Convention, à toutes les réunions de travail, journées ou manifestations que le PNR organise ayant un lien avec les thématiques identifiées dans l'article 1 de la présente Convention (PCAET, Contrat de Transition Ecologique)
- Sur opportunité, proposer à EDF de partager sa vision énergétique du territoire en lien avec les objectifs de décarbonation de la France et de l'Occitanie

Le PNR en lien avec EDF Commerce Sud-Ouest s'engage, dans le respect des règles juridiques en vigueur, à :

- Informer sur les systèmes de pilotage intelligents des bâtiments les collectivités membres du PNR dans le cadre de la mission de Conseil en énergie partagé et du programme CHENE visant à la rénovation énergétique du patrimoine scolaire du territoire du PNR

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

- Sensibiliser les collectivités du territoire du PNR aux écogestes, à la mise en œuvre du plan de sobriété, à l'installation d'autoconsommation collective pour réduire les factures d'énergie, au Décret tertiaire dans le cadre de la mission de Conseil en énergie partagé et du programme CHENE

- Etudier l'intérêt d'une opportunité d'extinction de l'éclairage dans les ZAE et/ou en lien avec les établissements industriels et commerciaux

- Proposer une rencontre entre EDF et les communautés de communes du territoire pour présenter le retour d'expérience de l'étude de décarbonation de la collecte des ordures ménagères réalisée par EDF pour le SYDOM

- Associer EDF aux actions réalisées pour lutter contre la précarité énergétique sur le territoire du PNR

Le PNR en lien avec EDF HYDRO Tarn-Agout s'engage à :

- Se rapprocher de l'Office de tourisme Muse et Raspes du Tarn pour valoriser l'espace d'accueil du public « Hydro Raspes et Lévézou » situé sur la commune du Truel, lieu de découverte du patrimoine industriel de la rivière Tarn.

- Développer un projet culturel autour de l'aménagement du Pouget, qui fera l'objet d'une convention spécifique 2025 - 2026

- Organiser une journée dédiée à la gestion des barrages et des crues du Tarn pour les élus et personnels techniques des mairies en lien avec le syndicat de bassin

- Poursuivre les actions de sensibilisation des habitants de la Vallée du Tarn au risque inondation en lien avec le syndicat de bassin

- Associer EDF HYDRO Tarn-Agout aux actions relatives au développement de la micro-hydroélectricité sur le territoire et à la réflexion quant à la constitution d'une grappe de micro-centrales hydroélectriques suite aux études de faisabilité conduites par le PNR GC en 2018-2019

- Voir l'intérêt d'organiser une journée de sensibilisation croisée entre les personnels d'EDF HYDRO Tarn-Agout et du PNR Grands Causses : l'objectif étant une meilleure compréhension des enjeux énergétiques notamment, sur un territoire commun. Le PNR proposera d'accueillir les agents d'EDF Hydro Tarn-Agout dans ses locaux pour présenter ses actions en matière de transition énergétique et de préservation de la biodiversité.

Le PNR apposera le logo d'EDF et/ou le logo « EDF, Une rivière, un territoire » selon la demande des interlocuteurs EDF au regard de l'objet de la communication envisagée, de façon visible et lisible, sur tous les moyens et outils de communication mis en œuvre pour la réalisation des actions définies dans l'article 1 et selon les modalités définies à l'article 7.

Le PNR remettra à chaque interlocuteur d'EDF désigné dans l'article 8 des présentes, un état des dépenses réalisées sur chaque domaine d'action et un rapport d'activités complétant le programme d'actions joint à la présente Convention.

Le PNR s'engage à utiliser les données fournies et propriété d'EDF uniquement dans le cadre de la mise en œuvre des actions définies dans l'article 1

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 4 – RESPONSABILITE

Les Parties mettent en œuvre les moyens nécessaires à une bonne exécution de leurs obligations respectives au titre de la présente Convention.

Chaque Partie est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre de la présente Convention.

Le PNR est seul responsable de la mise en œuvre des différentes actions définies dans l'article 1.

Les Parties conviennent que le non-respect par l'une des Parties des engagements contractés dans la présente Convention ne donnera pas lieu au versement de dommages et intérêts dans un cadre amiable ou judiciaire mais à une résiliation de la Convention selon les modalités définies à l'article « résiliation ».

ARTICLE 5 : ETHIQUE ET CONFORMITE

Le PNR s'interdit d'utiliser la contribution financière pour rémunérer toute forme d'activités ou toute activité illégale et/ou contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs en France ou dans tout autre Etat.

Le PNR déclare sur l'honneur qu'il répond aux exigences de conformité du Groupe EDF traduites dans la Charte Ethique du Groupe EDF (https://www.edf.fr/groupe-edf/agir-en-entreprise-responsable/programme-ethique-et-conformite/respect-valeurs-groupe) et qu'il satisfait aux obligations nationales et internationales, de lutte contre la corruption, le blanchiment et le financement du terrorisme.

En particulier, le PNR déclare sur l'honneur qu'il satisfait aux obligations des lois applicables en matière de droit du travail, notamment celles relatives à la lutte contre le travail illégal, et à la corruption d'agents publics.

En cas de modification de l'un des éléments communiqués par le PNR, dans le cadre du contrôle d'intégrité le PNR est tenu d'en informer sans délai EDF qui procédera à un nouveau contrôle de conformité.

En cas de manquement du PNR à l'un de ses engagements, la Convention sera résiliée de plein droit, dans les conditions fixées à l'article « Résiliation » de la Convention et sans qu'aucune indemnité ne soit due de ce chef par EDF.

ARTICLE 6 – RESILIATION

6.1 En cas de non-respect de ses obligations par l'une des Parties, auquel il ne sera pas remédié dans un délai de quinze (15) jours calendaires après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, l'autre Partie pourra résilier la Convention. Cette résiliation prendra effet à compter de la réception du courrier de résiliation adressé par cette dernière en lettre recommandée avec accusé réception, sans aucune autre formalité, notamment judiciaire.

En cas de résiliation du fait d'un manquement du PNR à ses obligations, le PNR devra restituer à EDF, sur simple demande et sans délai, les sommes qui lui auront déjà été versées par EDF, prorata temporis, et EDF sera déchargée de toute obligation notamment financière à l'égard du PNR.

En cas de résiliation du fait d'un manquement d'EDF à ses obligations, EDF sera tenue de verser, le cas échéant, la contribution financière due, prorata temporis. Si cette contribution a déjà été versée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

par EDF, le PNR sera tenue de restituer à EDF, sur simple demande et sans délais, la contribution financière, prorata temporis.
EDF sera déchargée de toute autre obligation notamment financière à l'égard du PNR.

6.2 En cas de non-respect par le PNR des valeurs du groupe EDF ou de la règlementation en vigueur, EDF pourra résilier de plein droit la Convention, sans préavis par lettre recommandée avec accusé de réception et sans indemnités.
Dans ce cas, EDF pourra solliciter le remboursement, prorata temporis, du montant de la contribution financière déjà versée par EDF.
EDF sera déchargée de toute autre obligation notamment financière à l'égard du PNR à compter de la réception du courrier de résiliation.

6.3 En cas de résiliation, aucune des deux Parties ne pourra plus faire usage d'une manière directe ou indirecte des éléments d'identifications (nom, logo etc.) de l'autre Partie.

ARTICLE 7 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chacune des Parties autorise l'autre à utiliser son logotype, son nom et sa Marque dans les communications internes et externes communes décidées dans le cadre de la présente Convention. Toute action et tout support de communication reproduisant le nom et/ou la marque et/ou le logo d'une Partie sera soumis à son accord préalable et écrit.

Le logotype « EDF » et/ou « EDF, Une rivière, un territoire » et/ou EDF Renouvelables sera reproduit par le PNR de façon visible et lisible, en respectant rigoureusement la charte graphique, figurant en Annexe 2, sur tous les documents et communications réalisés par le PNR ayant lien avec la présente Convention.

Avant réalisation et diffusion d'un quelconque document ou support comportant les logos EDF, et/ou « EDF, Une rivière, un territoire » et/ou EDF Renouvelables, le PNR s'engage à soumettre ce document ou support à l'accord préalable et écrit de l'entité concernée (c'est-à-dire aux interlocuteurs d'EDF et d'EDF Renouvelables désignés à l'article 8), en respectant un délai de consultation raisonnable (a minima sept jours calendaires). Ce droit d'utilisation est expressément limité à l'objet et à la durée de la présente Convention.

L'expiration ou la résiliation de la Convention mettra fin aux droits de reproduction des logos « EDF », « EDF, Une rivière, un territoire » et « EDF Renouvelables ».

Le PNR reconnaît que la remise des caractéristiques du logotype « EDF » et/ou « EDF, Une rivière, un territoire » et/ou EDF Renouvelables ne lui confère aucun droit de propriété ou d'usage sur ce logotype et sur tout élément d'identification d'EDF et/ou d'EDF Renouvelables hormis la reproduction de ce logotype sur les supports du PNR identifiés dans la présente Convention.

Le PNR autorise EDF et EDF Renouvelables à faire figurer le logo du PNR dans tous les supports, internes et externes, réalisés par EDF et/ou EDF Renouvelables en lien avec la présente Convention. Le logotype du PNR sera reproduit par EDF et/ou EDF Renouvelables de façon visible et lisible, en respectant rigoureusement la charte graphique du PNR qui leur sera communiquée.

Avant la réalisation et la diffusion d'un quelconque document ou support comportant le logotype du PNR, EDF et/ou EDF Renouvelables s'engage à soumettre ce document ou support à l'accord préalable et écrit du PNR, en respectant un délai de consultation raisonnable (minimum 7 jours calendaires).

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 8 – SUIVI DE LA CONVENTION

Les personnes contact de chacune des Parties sont les suivantes :

Pour le PNR :

- Interlocuteur : Sébastien PUJOL
- Numéro de téléphone : 06 19 05 22 54
- Adresse courriel : sebastien.pujol@parc-grands-causses.fr

Pour EDF :

- Pour la Direction Action Régionale Occitanie :
  - Interlocuteur : Thomas VALLEJO
  - Numéro de téléphone : 06 49 15 42 29
  - Adresse courriel mailto: thomas.vallejo@edf.fr

- Pour la Direction Commerce Sud-Ouest :
  - Interlocuteur : Jérôme LABORDE-CAZAUBON
  - Numéro de téléphone : 06 58 18 07 23
  - Adresse courriel : jerome.laborde-cazaubon@edf.fr

- Pour l'Agence « Une rivière un territoire Massif Central » :
  - Interlocuteur : Sébastien Hérault
  - Numéro de téléphone : 06 50 19 26 43
  - Adresse courriel : sebastien.herault@edf.fr

- Pour EDF Hydro Tarn-Agout :
  - Interlocutrice : Florence ARDORINO
  - Numéro de téléphone : 06 69 23 31 33
  - Adresse courriel : florence.ardorino@edf.fr

Pour DALKIA Sud-Ouest :

- Interlocuteur : Olivier GORECKI
- Numéro de téléphone : 06 25 72 19 44
- Adresse courriel : olivier.gorecki@dalkia.fr

Pour EDF Renouvelables :

- Interlocuteur : Dijella BAGOUDOU
- Numéro de téléphone : 07 70 29 61 71
- Adresse courriel : dijella.bagoudou@edf-re.fr

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature.

Il n'y aura pas de tacite reconduction.

A la demande du PNR et sous réserve de l'accord d'EDF et d'EDF Renouvelables, elle pourra être prorogée en cas de nécessité (liée à la complexité du projet ou à des circonstances particulières) justifiée par le PNR avant l'expiration de l'échéance initiale. Dans ce cas, les Parties signeront un avenant à la présente Convention précisant les conditions et modalités de sa prorogation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés à la présente Convention.

Les Parties s'engagent mutuellement à ne pas divulguer les informations et documents de l'autre Partie, de quelque nature qu'ils soient, économiques, techniques ou commerciaux auxquels elles pourraient avoir accès du fait de l'exécution de cette Convention.

Chacune des Parties prend, notamment vis-à-vis de son personnel, toutes les mesures nécessaires pour protéger sous sa responsabilité, le secret et la confidentialité de toutes les informations et de tous les documents précités.

Cet engagement de confidentialité demeure valable aussi longtemps que les informations et documents précités ne tombent pas dans le domaine public, et seulement dans la mesure où ces informations et documents n'étaient pas en possession de l'autre Partie avant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou ne sont pas identiques à ceux qui sont obtenus ultérieurement par l'autre Partie, d'un tiers ayant le droit de les divulguer.

ARTICLE 11 : NON EXCLUSIVITE

La présente Convention est conclue sans exclusivité au bénéfice de chacune des Parties. Elle ne fait pas obstacle à ce que chacune des Parties conclut un accord de même type et pour un objet similaire pendant la durée d'exécution de la présente Convention avec tout tiers de son choix.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention.

A défaut, de règlement amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification par lettre recommandée avec accusé de réception du différend par la Partie la plus diligente, le litige pourra être porté devant le Tribunal compétent.

ARTICLE 13 : INTEGRALITE DE LA CONVENTION

L'ensemble de la présente Convention et ses annexes constitue l'intégralité de l'accord entre les Parties eu égard à son objet et remplace et annule toutes déclarations, négociations, engagements, communications orales ou écrites, acceptations et accords préalables relatifs aux stipulations auxquelles cette Convention s'applique ou qu'elle prévoit.

Toute modification à la Convention ne pourra valablement intervenir que par écrit, par voie d'avenant signé par les deux Parties.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 14 : GESTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage au respect intégral des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel, en particulier la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données.

Les Parties reconnaissent que, sont transmises entre-elles des contacts nominatifs (nom, prénom, fonctions, adresse mail et coordonnées téléphoniques), à des fins de gestion administrative ou financière, ou de suivi technique et opérationnel de la Convention.

Concrètement, les données personnelles susvisées concerneront les signataires de la Convention ainsi que les interlocuteurs visés à l'article 8 des présentes.

L'information due aux personnes concernées prendra la forme de la mention d'information reproduite en annexe 3 des présentes que le PNR s'engage à porter à l'attention de toute personne dont il transmettra les coordonnées à EDF dans le cadre de la présente Convention.

Fait à Millau, en sept exemplaires originaux, le ……

Pour EDF :

Bastien TOULEMONDE
Directeur Action Régionale EDF Occitanie

Sébastien HERAULT
Directeur Agence Une Rivière Un Territoire Massif Central

Olivier ROLAND
Directeur EDF Commerce
Sud-Ouest

Christophe CORTIE
Directeur EDF Hydro Tarn-Agout

Pour EDF Renouvelables :

Carlotta GENTILE LATINO
Directrice EDF Renouvelables France

Pour Dalkia Sud-Ouest

Valérie PATRON
Directeur Dalkia Sud-Ouest

Pour le PNR :

Richard FIOL
Président du Parc naturel régional des Grands Causses

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

Annexe 1 : Les 4 orientations majeures

Programme d'actions du Plan Climat Air Energie Territorial du Parc

1- Des consommations réduites

- 1-1 Sensibiliser les habitants à la transition énergétique
- 1-2 Montrer l'exemple sur le patrimoine des collectivités
- 1-3- Favoriser la rénovation énergétique performante des logements
- 1-4 Améliorer les performances énergétiques des activités économiques

2- Une mobilité ré-inventée

- 2-1 Développer des offres et services de mobilité alternatifs à la voiture individuelle
- 2-2 Aménager le territoire pour limiter les besoins de déplacement
- 2-3 Expérimenter les carburants de demain

3- Des énergies renouvelables partagées

- 3-1 Développer les Enr de manière harmonieuse et concertée avec le territoire
- 3-2 Créer une dynamique territoriale autour du développement des Enr
- 3-3 Favoriser l'émergence de nouvelles filières de production d'énergie renouvelables

4- Un territoire agricole et forestier vertueux

- 4-1 Accompagner l'adaptation de l'agriculture et de la sylviculture au climat de demain
- 4-2 Dynamiser la mobilisation de bois pour répondre aux besoins du territoire
- 4-3 Favoriser une alimentation locale et de qualité
- 4-4 Engager la filière Roquefort dans la première AOC à énergie Positive



Annexe 2 : Signes distinctifs d'EDF (logo, marque...)

- **Logos institutionnels**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

ANNEXE 3 - Mentions informatique et libertés

Dans le cadre de l'exécution d'une convention de partenariat entre le PNR, EDF et EDF Renouvelables, EDF a collecté, en tant que responsable de traitement, sur la base de son intérêt légitime, vos coordonnées professionnelles (nom, prénom, fonctions, adresse mail et coordonnées téléphoniques) auprès du PNR et d'EDF Renouvelables.

Ces données sont traitées par EDF pour les besoins de l'exécution de la convention de partenariat dans laquelle vous êtes impliqué et seront conservées pendant 4 ans.

Vous disposez d'un droit d'accès, d'opposition, de rectification et de suppression portant sur les données vous concernant. Vous disposez également d'un droit à la limitation du traitement de vos données et à la portabilité.

Ces droits peuvent être exercés auprès des interlocuteurs mentionnés dans l'article 8.

Si toutefois vous rencontrez des difficultés, vous pouvez vous adresser à notre délégué à la protection des données personnelles par e-mail à l'adresse informatique-et-libertes@edf.fr.

ou par voie postale à l'adresse : Délégué à la Protection des Données (DPO) EDF - Direction des Systèmes d'Information Groupe, Mission Informatique et Libertés, Tour PB6, 20 place de la Défense, 92050 Paris La Défense CEDEX.

Vous avez également le droit d'exercer un recours auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Accusé de réception en préfecture
012-251201549-20251008-20251008_055-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-056 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Projet d'opération groupée d'ombrières photovoltaïques sur du foncier public

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'Ordonnance du 23 juillet 2015 et notamment son article 28,

Vu la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (loi Grenelle 2),

Vu la Loi n° 2015-992 du 18 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)

Vu la loi n°2016–1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite Loi SAPIN II,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L2122-1-1,

Vu la disposition « encadrer le développement des ENR pour le respect des paysages et du patrimoine » de la mesure 7 « protéger l'identité du paysage et du patrimoine » de l'orientation 2 « Préserver la richesse paysagère de l'Axe I Protéger de la charte 2024-2039 du PNR des Grands Causses

Vu la disposition « Développer des ENR en valorisant les ressources locales et en créant de la valeur ajoutée territoriale » de la mesure 15 « Pour des énergies renouvelables intégrées au territoire » de l'orientations 5 « construire un territoire à énergie positive » de l'Axe II Aménager de la charte 2024-2039 du PNR des Grands Causses

Contexte

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses et les Communautés de communes qui le composent sont engagés dans une politique locale de l'énergie très ambitieuse. Celle-ci vise à la fois à réduire de manière importante la consommation d'énergie et à accroître la production d'énergie locale à partir de ressources renouvelables, stratégie réaffirmée récemment à travers le Plan Climat Air Energie Territorial. Le soleil constitue une ressource importante du territoire, aujourd'hui peu valorisée. A travers son programme d'actions, les élus du Conseil syndical du Parc ont souhaité accompagner le développement de l'énergie solaire photovoltaïque sur les bâtiments publics.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_056-DE
Reçu le 10/10/2025

À la suite des retours de différentes collectivités souhaitant équiper certaines de leurs parcelles en ombrières photovoltaïques, le Syndicat mixte du Parc se propose d'assister les collectivités volontaires à travers deux options :

- L'accompagnement au montage de marchés publics individuels à chaque collectivité souhaitant investir sur ses propres fonds.

- La coordination d'un Appel à Manifestation d'Intérêt pour le choix d'un opérateur photovoltaïque pour les collectivités désireuses de louer leurs parcelles à un tiers investisseur.

Objectifs

L'Appel à manifestation d'intérêt a pour finalité la passation des baux emphytéotiques administratifs (un bail pour chacune des collectivités participantes) ou des autorisations d'occupation temporaire. L'opérateur devra prendre à sa charge la responsabilité de la mise en œuvre dans sa totalité : la conception, en cas de besoin, les études de sol, les démarches administratives et techniques (demande de raccordement, autorisations d'urbanismes, contrats d'achat…), la construction, le financement, l'entretien, l'assurance, l'exploitation et le démantèlement des installations.

Cet AMI groupé à l'échelle du Parc présente plusieurs intérêts pour les communes :

- Massifier la demande et intéresser ainsi des opérateurs performants
- Permettre une péréquation économique entre les projets suivant les conditions d'installations, les tailles des projets, les travaux annexes, les coûts de raccordement…
- Éviter à chaque commune de lancer sa propre mise en concurrence préalable
- Faciliter la conduite de la mise en concurrence préalable, et de l'opération par la coordination à l'échelle du Parc et la mise à disposition des services du Parc

Afin d'aiguiller au mieux les collectivités sur le choix d'investissement, une campagne d'études de préfaisabilité d'ombrières photovoltaïques a été réalisée durant le premier semestre 2025. Ces études ont permis de retenir plusieurs sites d'implantation potentielle et de mettre en exergue les contraintes réglementaires liées notamment au risque inondation sur certains d'entre eux.

Aussi, il sera nécessaire pour les sites situés en zone inondable de réaliser une étude hydraulique. Le pilotage de ces études hydrauliques sera assuré par le PNR et financé à 50 % grâce au Fond Vert PCAET dont le Syndicat Mixte du PNR des Grands Causses est lauréat pour l'année 2025.

Une contribution à hauteur de 50 % du montant TTC de l'étude sera demandée aux collectivités concernées par cette obligation, le montant total des études étant avancé par le Syndicat mixte du PNR.

Budget

Dépenses :

- Études hydrauliques :	17 400 € TTC
- Frais divers de publicité :	1 000 € TTC
TOTAL :	**18 400 € TTC**

Recettes :

- Financement Fond Vert :	9 200 € TTC
- Autofinancement PNR et collectivités :	9 200 € TTC
TOTAL :	**18 400 € TTC**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_056-DE
Reçu le 10/10/2025

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical décide :

- D'assurer l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour chaque collectivité, quel que soit le choix d'investissement retenu par celles-ci.
- D'organiser et d'assurer la coordination d'un appel à manifestation d'intérêt pour le choix d'un opérateur en vue d'équiper les parcelles publiques des collectivités volontaires, avec notamment l'élaboration du projet de cahier des charges de l'appel à manifestation d'intérêt afférent ainsi que la phase de négociation avec les candidats
- D'avancer les frais d'études hydrauliques à pour les sites référencés
- D'élaborer une convention de partenariat avec chaque collectivité désireuse de formaliser plus précisément cette opération ou si les modalités de réalisation de l'opération la rendent indispensable

Après en avoir délibéré, le Bureau syndical autorise le Président à prendre toutes les mesures d'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_056-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-057 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Fond Vert PCAET : Actions mobilité durable sur l'autopartage

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Contexte

En raison du caractère rural de moyenne montagne du territoire du Parc naturel régional des Grands Causses, les distances et dénivelés à couvrir présentent une contrainte forte de mobilité. S'ajoute à cela une insuffisance des transports en communs qui résulte en une dépendance à la voiture individuelle difficile à désamorcer, avec un impact environnemental fort ainsi qu'un poids financier pour les ménages conséquent. Bien que peu nombreuses, les personnes non véhiculées se retrouvent en situation d'isolement géographique du fait de l'absence d'alternatives. L'enjeu majeur sur le territoire des Grands Causses est de proposer des modes de transports alternatifs à l'autosolisme.

Le Parc naturel régional des Grands Causses assure une mission de mobilité durable déclinée dans la Charte 2024-2039, et dans le nouveau SCoT-AEC (Schéma de Cohérence Territoriale Air Energie Climat). Cette mission se traduit par des actions d'aménagement, d'animation et le déploiement de services de mobilité durable, et notamment des services d'autopartage. C'est dans ce contexte que le PNR expérimente l'autopartage depuis 2018 à travers un partenariat avec l'opérateur Citiz Occitanie.

Depuis le lancement de l'expérimentation en 2018, deux phases de déploiement se sont succédé, et une troisième est en cours. Ce sont 3 véhicules qui ont été équipés lors de la phase 1 d'expérimentation, avec un système complet d'autopartage en boucle basé sur la matérialisation de stations. Lors de la phase suivante, quatre véhicules se sont vus ajoutés à la flotte, amenant le nombre total de véhicules partagés à 7 en 2023. Les 7 véhicules sont déployés à Millau, St Affrique, La Cavalerie et Campagnac.

La troisième phase, en cours depuis début 2025, vise à poursuivre l'expérimentation par la consolidation du maillage territorial, et la diversification des usages du service (professionnels, touristiques, sociaux, etc.).

Objectifs

Dans cette logique de consolidation du service, deux évolutions importantes sont prévues pour le deuxième semestre 2025 :

D'abord, le déploiement d'un nouveau véhicule dans le bourg de Belmont-sur-Rance pour proposer ce service à la population locale (particuliers, associations, entreprises…). Ce véhicule sera également mis à disposition de la Communauté de communes pour son usage interne.
L'action prévoit que le PNR acquiert le véhicule auprès de la SCIC Citiz Occitanie sous forme d'un Contrat de location de véhicule avec option d'achat (annexe 1), pour le mettre à disposition de la CC Monts Rance Rougiers dans le cadre d'une convention entre le PNR, l'opérateur CITIZ et la Communauté de communes Monts Rance (annexe 2).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

Ensuite, il est prévu que la Commune de Séverac d'Aveyron, rachète le véhicule Citiz basé à la gare de Campagnac à son propriétaire l'Hôtel Restaurant Rodier, afin de déployer le service d'autopartage dans sur la commune, pour un double usage par la population, et par ses propres agents pour des déplacements professionnels. Dans ce cadre, le Parc naturel régional apportera un soutien financier à la Commune pour l'acquisition du véhicule via le Fond Vert PCAET attribué au PNR.

Le PNR portera les dépenses de fonctionnement du service d'autopartage Citiz par ailleurs.

Budget

Montant prévisionnel des dépenses totales : 20 244 € TTC

Dont 9 504 € TTC pour le véhicule de Belmont-sur-Rance – PNRGC acquéreur du véhicule
Dont 10 740 € TTC pour le véhicule de Séverac d'Aveyron – commune de Séverac acquéreuse du véhicule

Montant prévisionnel des recettes : 20 244 € TTC

Subvention Fond Vert PCAET :

6 004 € TTC (véhicule de Belmont)
6 870 € TTC (véhicule de Séverac)

Autofinancement :

3 500 € TTC de la Communauté de communes Monts Rance et Rougier
3 870 € TTC de la Commune de Séverac d'Aveyron

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical approuve le projet et autorise le Président à engager les procédures et signer le contrat de location avec option d'achat et la convention de partenariat le PNR, l'opérateur CITIZ et la Communauté de communes Monts Rance et Rougier

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

Contrat de location de véhicule avec option d'achat

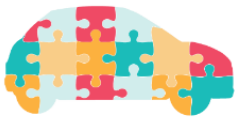
Septembre 2025

Les soussignés :

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC SA) MOBILIB, représentée par son Directeur Général, M. Alexandre Jouaville, dont le siège social est situé 8 Grande Rue Nazareth - 31000 Toulouse, inscrite au RCS de Toulouse sous le n° SIRET 503 182 792 00039
Ci-après dénommée « Citiz »
ET
Le Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses domicilié 71 Bd de l'Ayrolle - 12100 MILLAU, représenté par son Président M. Richard FIOL,
Ci-après dénommé « PNR ».

Dans le cadre de la convention relatif au déploiement d'un système d'autopartage en boucle sur le territoire du Parc Naturel Régional du Grand Causses,

Conviennent de ce qui suit :



Citiz Occitanie s'engage à mettre à disposition un véhicule Swift Hybride immatriculé FR-405-AK à compter du 18/09/2025 au plus tard et ce pour une option d'achat envisagée le 31/03/2026.

Dans le cadre d'une location de voiture avec option d'achat sur 7 mois à compter du 1er septembre 2025, le loueur (Citiz) et le locataire (PNR GC) se mettre d'accord sur les Conditions Générales de Location (CGL) à respecter par les deux parties. Elles comprennent les articles suivants :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

Article 1 – Objet et durée du contrat.
Citiz loue avec option d'achat, au PNR des Grands Causses, un véhicule de type citadine 5 places hybride caractérisée par les éléments suivants : boite manuelle, 5 places, GPS, camera de recul, bluetooth, limiteur et régulateur de vitesse.
Le contrat prendra effet au 1er septembre 2025 et prendra fin le 31 mars 2026.

Article 2 – Mise à disposition du véhicule.
Le véhicule pourra être livré à partir du 1er septembre 2025, et au plus tard le 18/09/2025. Il est mis à disposition du PNR jusqu'au 31 mars 2026, soit pendant 7 mois, dans le cadre du présent contrat. A l'issue de cette période, le véhicule pourra devenir la propriété du Parc Naturel Régional des Grands Causses.

Article 3 – Utilisation du véhicule.
Le véhicule est mis à la disposition du Parc Naturel Régional des Grands Causses dans l'objectif exclusif d'être mis en partage avec le service Citiz à Belmont-sur-Rance : il est équipé, peint et floqué par Citiz pour permettre à ses usagers de louer le véhicule au même titre que l'activité d'autopartage en boucle des véhicules Citiz.
Tout changement d'usage, de positionnement ou de remplacement du véhicule devront être validés par les deux parties.

Article 4 – Kilométrage.
Le véhicule mis à disposition compte 176 820 kilomètes au compteur.

Article 5 – Paiement des loyers.
Le règlement se fera par virement par le PNR à Citiz à hauteur de 250€ HT (300€ TTC) tous les mois à compter du 01/09/2025 et ce jusqu'au 31/03/2026 inclus.
A l'issue de la période de location, après un règlement total de 1 750€ HT (2 100 € TTC) versé sur 7 mois, l'achat du véhicule est prévue le 01/04/2026 pour un montant restant à régler de 6 170€ HT (7 404€ TTC), ce qui représentera une valeur totale de l'achat de 7 920 € HT (9 504 € TTC).
En cas de retard ou de non paiement du loyer de 60 jours, le PNR devra payer des intérêts calculés selon un taux maximum autorisé par la loi.

Article 6 – Garantie.
Le contrôle technique et la révision seront tous deux effectués en cas d'achat du véhicule par le PNR, aux frais de Citiz, à l'issue de la période de location soit à compter du 1er avril 2026.
Autres éléments techniques sur l'entretien du véhicule ces deux années passées :

- *Juil-24 : Révision + Remplacement des plaquettes de frein + Contrôle technique*
- *Nov-24 : Changement 2 pneus arrières*
- *Mars-25 : Tour de carroserrerie + Remplacement embrayage*
- *Juin-25 : Révision + Changement 2 pneus avant*

Article 7 – Entretien et réparation du véhicule.
Le PNR s'engage à effectuer les réparations nécessaires au véhicule et à l'entretien préconisé dans un garage agréé. La prise en charge des coûts liés à ces interventions sur le véhicule sera appliquée de la même manière que dans le cadre de la convention de partenariat entre le PNR et Citiz relatif au service d'autopartage.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

Article 8 – Interruption de la location du véhicule.
Dans le cas où le PNR décide d'interrompre le présent contrat de location de voiture de façon anticipée, il devra en informer Citiz par mail et verser à Citiz une indemnité compensatrice correspondant au nombre de loyers restant à payer jusqu'à la fin du dit contrat.

Article 9 – Restitution du véhicule en location.
Si l'option d'achat n'est pas retenue, le PNR devra informer Citiz au plus tard le 1er mars 2026 par mail.
Le véhicule devra être restitué et rapatrié aux frais du PNR dans le mois qui suit la fin de la durée de location, c'est-à-dire au plus tard le 1er avril 2026. Les deux parties conviendront ensemble de l'avenir de la station Citiz créée sur la Ville d'accueil du véhicule, Belmont-sur-Rance (remplacement par un autre véhicule, prolongation de la location, ...).

Article 10 – Assurance du véhicule et sinistre.
Citiz s'engage à souscrire une assurance véhicule pour toute la durée du contrat de location. En cas de sinistre, le PNR doit en informer Citiz, qui se chargera de faire le lien avec l'assureur et de suivre le dossier du sinistre. Le PNR se chargera de remettre le véhicule en état auprès d'un garage partenaire et pourra refacturer, selon les conditions de la convention de partenariat qui nous lie, les frais de réparation à Citiz.

Fait à ..... , le .....

En deux exemplaires originaux.

Pour Citiz,
Alexandre Jouaville, Directeur Général

citiz OCCITANIE
MOBILIB SCIC SA à Capital Variable
8, Grande rue Nazareth 31000 Toulouse
05 31 61 63 09 . occitanie@citiz.fr
SIRET 503 182 792 00039 .
TVA FR 50 503 182 792

Pour le Parc Naturel des Grands Causses,

Annexé au contrat de location : Etat des lieux du PNR complété et signé par Citiz.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

CONVENTION

Partenariat entre le PNR, l'opérateur CITIZ et la Communauté de communes Monts Rance et Rougier pour le déploiement d'un service d'autopartage sur le territoire du Parc des Grands Causses

La présente convention est établie entre :

Le **Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses** domicilié 71 Boulevard de l'Ayrolle - 12100 MILLAU, représenté par son Président Richard FIOL.

Ci-après dénommé « le PNR ».

Et la **Communauté de communes Monts Rance et Rougier** domiciliée 80 Chemin du Sériguet – 12 370 Belmont-sur-Rance, représentée par sa Présidente Mme Monique ALLIES

Ci-après dénommé « PARTENAIRE »

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

Préambule

Dans un territoire peu dense comme celui du Parc naturel régional, la question des déplacements est un enjeu prépondérant, et profondément impactant pour le quotidien de ses habitants.

L'absence d'alternative conduit les habitants à privilégier l'utilisation de la voiture individuelle. Cette pratique autosoliste joue une part importante dans la consommation d'énergie due aux transports sur le territoire (40 % de la consommation totale d'énergie) et dans les émissions de gaz à effet de serre.

Pour réduire cette dépendance, le PNR porte depuis plusieurs années des actions visant à mettre en place une mobilité durable sur son territoire. Dans ce cadre, le PNR a expérimenté la mise en place de véhicules en autopartage sur le territoire avec 7 véhicules qui ont été équipés depuis 2018 d'un système permettant de l'autopartage en boucle, basé sur une meilleure utilisation de véhicules de services de collectivités et d'employeurs (dont un du PNR).

Après avoir étudié plusieurs solutions organisationnelles, le PNR a fait le choix de déployer ce service sur le territoire du Parc naturel régional en partenariat avec l'opérateur CITIZ.

L'ensemble des accords préalablement établis entre le PNR et l'opérateur CITIZ font l'objet d'une convention cadre (cf. annexe 1) qui définit les conditions du partenariat entre le PNR et CITIZ pour développer le service d'autopartage sur le territoire du PNR. Les accords établis valent pour l'engagement de partenaires auprès du PNR.

Article I. Objet et durée de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat établi entre les parties « PNR » et « PARTENAIRE » pour le déploiement d'un service d'autopartage en boucle sur le territoire de la Communauté de Communes Monts Rance et Rougier et notamment sur le village de Belmont sur Rance.

Elle entrera en vigueur à compter de sa signature pour se terminer au 31 décembre 2027.

Article II. Convention cadre entre le PNR et « l'opérateur CITIZ »

L'ensemble des accords et des modalités cités dans la convention cadre entre le PNR et l'opérateur CITIZ en annexe sont valables pour PARTENAIRE.

Article III. Engagements de PARTENAIRE quant au financement du véhicule en autopartage.

Afin de développer le service d'autopartage localement, la présente convention prévoit que le PARTENAIRE s'engage à cofinancer le véhicule en autopartage via une location à tarif avantageux la première année de mise à disposition du véhicule.

Le PNR met à disposition du PARTENAIRE un véhicule floqué et équipé pour de développement de l'autopartage sur son territoire, pour un montant cumulé de 3500 euros TTC. Le paiement de cette contribution financière sera échelonné en deux versements :

- Un premier versement à la signature de la présente convention d'un montant de 1750 euros (septembre 2025)
- Un second versement 6 mois plus tard d'un montant de 1750 euros (mars 2026)

Une fois ce paiement acquitté, le véhicule restera à disposition du PARTENAIRE jusqu'au 31 décembre

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

2027, terme de la présente convention. Durant cette période, le PNR reste propriétaire du véhicule mais le PARTENAIRE en est le principal gestionnaire et utilisateur. Une option d'achat du véhicule équipé en autopartage sera proposée par le PNR au PARTENAIRE au terme de la convention s'il souhaite en devenir le propriétaire et poursuivre le service d'autopartage.

Article IV. Engagements du PARTENAIRE quant à la gestion du service d'autopartage sur son territoire.

La présente convention prévoit également que le PARTENAIRE s'engage à respecter les conditions suivantes :

- Le véhicule CITIZ mis à disposition par le PNR est intégré à la plateforme de l'opérateur CITIZ et pourra être emprunté par les inscrits au service.

- Ce véhicule devra être floqué avec les logos du PNR, du PARTENAIRE et un habillage prédominant aux couleurs de l'opérateur CITIZ de façon à profiter de l'effet de marque. Le PNR prend en charge le financement du flocage. PARTENAIRE s'engage à fournir les visuels nécessaires.

- PARTENAIRE s'engage à désigner à minima un.e interlocuteur.rice unique au sein de sa structure qui sera en relation avec la chargée de mission mobilité du Parc pour toutes les questions liées au service (administratif et technique). Ce.tte référent.e devra effectuer ½ journée de formation avec la chargée de mission mobilité du Parc afin de s'approprier au mieux ce nouveau service.

- PNR prend en charge financièrement l'assurance du véhicule sur la durée de la présente convention qui sera contractée auprès de l'assureur proposé par l'opérateur CITIZ. Elle couvre l'utilisation du véhicule par les agents de PARTENAIRE et les futurs utilistaeur.rice.s. Elle garantit :
    - une utilisation en autopartage : assurance tous risques pour les usages professionnels et pour les usages par des tiers inscrits.
    - la garantie dépannage 0 km et l'assurance de l'équipement embarqué (valeur neuve de 4 000€ HT).
    - Le montant de la franchise en vigueur au moment de la signature de la convention est de 900 €.

  En cas de sinistre responsable par un tiers inscrit l'opérateur CITIZ gérera la facturation du sinistre au tiers et les interfaces avec l'assureur. Le PNR assurera l'interface entre PARTENAIRE et l'opérateur CITIZ pour trouver le responsable du sinistre.

- L'opérateur CITIZ paie directement le carburant en mettant à disposition des usagers une carte carburant dans la boîte à gant. Lorsque PARTENAIRE utilise le véhicule mis en autopartage :
    - La réservation s'opère par le biais de l'opérateur CITIZ via le site Internet ou l'application
    - PARTENAIRE sera facturé d'un coût kilométrique. Ce dernier qui correspond aux seuls frais de carburant sera fixé à 0,20 € TTC/km pour du carburant essence ou diesel.

- PARTENAIRE s'engage à mener et à financer les opérations de surveillance, maintenance et nettoyage du véhicule au moins une fois par mois. Elles consistent à :
    - contrôler l'état général du véhicule (non embouti, correctement stationné, absence PV, …)
    - réaliser si besoin les réparations nécessaires : l'ensemble des accrocs mineurs ou n'ayant pas d'influence sur la sécurité pourront être réparés dans le cadre d'une révision ultérieure. Si l'accroc influence sur la sécurité, le véhicule devra être mis en retrait de l'usage partagé et réparé au plus vite.
    - contrôler les niveaux et pression des pneumatiques
    - contrôler la carrosserie et signaler au moyen mis en place par l'opérateur CITIZ tout nouvel impact ou problème

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

- réaliser l'entretien courant du véhicule (vidange, contrôle technique, remplacement des pièces d'usure, changement de la batterie si nécessaire…)
- réaliser le nettoyage intérieur et extérieur du véhicule

En cas de réparation, les conditions financières dans lesquelles ces dernières seront effectuées sont détaillées dans les CGL présentées en annexe 2 et nécessiteront des échanges au cas par cas entre le PNR, PARTENAIRE et l'opérateur CITIZ pour :

- identifier les responsabilités, notamment lorsque les dégradations ne sont pas constatées tout de suite et/ou qu'aucun usager ne reconnaît en être à l'origine.
- limiter les dépenses et ne faire intervenir l'assureur qu'à bon escient, sachant que l'assurance de l'opérateur CITIZ fonctionne avec une franchise de 900 €.
- gérer les recettes spécifiques perçues auprès des utilisateurs dans le cas où ils sont responsables de dommages (exemple : 50 € de pénalités pour un accroc mineur).

- PARTENAIRE se chargera de la gestion des aléas liés à l'utilisation en autopartage (déplacer la voiture si elle est mal garée, faire le plein si un utilisateur oublie, etc)

- PARTENAIRE s'engage à ne pas percevoir de recettes tant que le service n'a pas permis de couvrir les frais de mise en place engagés par le PNR.

- PARTENAIRE s'engage à soutenir et relayer les opérations de communication et d'animation pour faire connaître le service à la population et aux associations et entreprises du territoire

- PARTENAIRE s'engage à dédier une place de stationnement au véhicule en autopartage dans un lieu visible et accessible du grand public, dans le bourg de la commune de Belmont-sur-Rance, afin d'assurer la bonne lisibilité du service. La station d'autopartage sera matérialisée par une signalisation verticale (totem) et un marquage au sol. La place de la Mairie est la zone pré fléchée.

- PARTENAIRE s'engage à n'utiliser le véhicule mis à disposition par le PNR pour ses usages internes qu'en second choix lorsque autres véhicules de la collectivité ne sont pas disponibles, afin que le véhicule CITIZ soit le plus disponible possible pour les usagers du service.

Article V. Engagements du PNR envers PARTENAIRE

- Le PNR s'engage à fournir le véhicule Swift Suzuki immatriculé FR-405-AK au plus tard le 30 septembre 2025

- Le PNR s'engage à fournir un état des lieux et l'ensemble des documents techniques au PARTENAIRE (carte grise, dernier contrôle technique, certificat d'assurance…)

- Le PNR s'engage à financer totalement la mise en place du service d'autopartage sur son territoire (seuls les frais d'entretien et de nettoyage restent à la charge de PARTENAIRE) conformément aux dispositions prévues dans la convention entre le PNR et l'opérateur CITIZ.

- Le PNR sera l'interface unique entre PARTENAIRE et l'opérateur CITIZ. Il se chargera de faire le lien entre les différentes entités pour développer le service localement et à aider PARTENAIRE pour toutes difficultés rencontrées.

- Le PNR viendra en appui du.de la référent.e chez PARTENAIRE si nécessaire afin de renseigner le public et d'inscrire les personnes qui le souhaitent.

- Le PNR s'engage à promouvoir le service d'autopartage sur l'ensemble de son territoire. Il aura en

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

charge (financièrement et techniquement) la mise en place d'actions de communication et d'animation qu'il pourra développer en partenariat avec PARTENAIRE.

- Le PNR se chargera d'échanger avec l'opérateur CITIZ pour mettre en place des opérations promotionnelles.

- Le PNR se chargera de l'évaluation et du suivi du service en partenariat avec l'opérateur CITIZ et l'ensemble de ses partenaires sur cette opération.

Article VI. Coûts d'usages et prestations

Les conditions d'accès au service pour les tiers sont définies dans la convention cadre entre le PNR et PARTENAIRE (annexe 1). Lorsqu'il est utilisé à des fins professionnelles par PARTENAIRE, le véhicule ne fera l'objet d'aucune facturation horaire pour la réservation, comme défini dans la convention cadre.

Les agents/salariés de PARTENAIRE auront accès à la voiture en autopartage pour leurs usages personnels à des tarifs préférentiels :

- Frais d'inscription offerts
- Pas de dépôt de garantie exigé en cas de demande de règlement en fin de mois (150€).

Les tarifs en vigueurs sont les suivants :
- Frais d'inscription : 40 € TTC, ou 10€ TTC pour les personnes physiques et morales du territoire grâce à l'utilisation du code promo PNRGC.
- Pas d'abonnement pour particuliers et associations du territoire.
- Tarif horaire : 3 € TTC (plafonné à 36 € / 24h).
- Tarif kilométrique : 0,25 € TTC/km.

Ces tarifs sont spécifiques aux locations effectuées sur les véhicules partagés par le PNR et ses partenaires, ils sont différents des tarifs pratiqués dans le réseau Citiz tels que présentés sur le site internet, les documents commerciaux et les Conditions Générales de Location.
Tous les locataires du réseau Citiz national seront facturés à ce tarif s'ils viennent utiliser les véhicules partagés par le PNR et ses partenaires. À l'inverse, pour toute location d'un véhicule hors de ceux partagés par le PNR et ses partenaires, les locataires seront facturés au tarif Citiz sans abonnement en vigueur au moment de la location.

Pour pouvoir utiliser le service, le ou la locataire doit s'inscrire en respectant le process Citiz en activant l'option « paiement à l'acte » et ainsi être facturé et prélevé par CB à chaque utilisation.
Après 3 mois d'inscription et sur demande, la possibilité d'un règlement en fin de mois peut être envisagée, contre encaissement d'un dépôt de garantie de 150 € TTC.

CAS PARTICULIER : CLIENTS PROFESSIONNELS

Les clients professionnels disposent de contrats individuels avec facturation en fin de mois et règlement sous 10 jours. Les tarifs horaires et kilométriques sont identiques à ceux des clients particuliers (voir ci-dessus). En revanche, les frais d'inscription et d'abonnement sont différents de ceux des particuliers.

Les frais d'inscription peuvent être de deux types :
- Inscription « standard » : frais en vigueur à la date de l'inscription + 150 € de dépôt de garantie (remboursés en fin de contrat)
- Inscription « coopérative » : l'entreprise ne paye pas les frais « standard » mais devient sociétaire de Citiz en prenant au minimum une part sociale (montant en vigueur à la date d'inscription)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

L'abonnement mensuel varie en fonction du nombre de conducteurs. Les tarifs appliqués seront ceux en vigueur à la signature du contrat.
Les salariés ou personnes affiliées avec le client professionnel bénéficient des frais d'inscriptions gratuits et de l'abonnement mensuel gratuit pour leur inscription à titre personnel.

CAS PARTICULIER : LES ASSOCIATIONS
Les associations bénéficient de la gratuité de l'abonnement et des frais d'inscription, si la structure est domiciliée sur le territoire du PNR.

CAS PARTICULIER : USAGE PAR LES PARTENAIRES (rappel des articles précédents)
Les salariés du PNR ou de ses partenaires ayant partagé au moins un véhicule bénéficient d'accès au service d'autopartage à titre privé à conditions avantageuses :

- Frais d'inscriptions offerts
- Abonnement mensuel offert

Pour le personnel du PNR et de ses partenaires, l'utilisation à titre professionnel des véhicules partagés exige le respect des procédures Citiz. La réservation s'opère par le biais de Citiz, via le site Internet, l'application ou éventuellement par téléphone.
Pour rappel, les usages professionnels d'un véhicule partagé effectués par le personnel du propriétaire du véhicule sont facturés uniquement du coût kilométrique unitaire (cf. article 5 carburant et énergie).

Article VII. Facturation et paiement

Les usages par PARTENAIRE du véhicule en autopartage dans le cadre professionnel seront facturés mensuellement par l'opérateur CITIZ à PARTENAIRE au plus tard le 15 du mois N+l. Les règlements seront effectués sous 30 jours.

Article VIII. Résiliation de la convention

Le terme de la présente convention est fixé au 31 décembre 2027. Elle ne pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cours de période, avec un préavis de 6 mois, qu'en cas de non-respect des termes de la convention ou en cas de commun accord des parties.

Article IX. Annexe de la convention

Annexe 1 : Convention cadre entre le PNR et l'opérateur CITIZ.
Annexe 2 : Conditions Générales de Location (en vigueur au moment de la signature)
Annexe 3 : Etat des lieux du véhicule signé contradictoirement par les 3 parties

Fait à .....

Le .....

Pour le Parc naturel régional des Grands Causses	Pour PARTENAIRE
Le Président,	La Présidente,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_057-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-058 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Lancement d'un service pour lutter contre la précarité énergétique :
Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie dit SLIME

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Contexte

Depuis 2013, le CLER coordonne le programme SLIME (**Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie**) de lutte contre la précarité énergétique. Mis en œuvre localement par 39 collectivités locales, il a déjà permis d'accompagner 20 000 ménages vers une solution de sortie de la précarité énergétique.

Actuellement, les territoires des PNR de l'Aubrac et des Grands Causses sont couverts par un Espace Conseil France Rénov (ECFR) qui renseigne et accompagne les ménages du territoire dans leur projet de rénovation énergétique. Ce guichet est porté par les SM des 2 PNR avec 2 axes complémentaires d'actions : Un accompagnement des copropriétés et une sensibilisation des professionnels de la filière. Il est certifié RGE et réalise les audits en régie. Il est constitué de 3 conseillers en énergie : 1 sur l'Aubrac et 2 sur les Grands Causses. Ce guichet a été prolongé en 2025 par un pacte territorial dérogatoire. A partir de 2026, ce guichet France Rénov sera géré par le département de l'Aveyron et la CC de Millau Grands causses sur son territoire., Aussi, afin de compléter l'offre d'accompagnement sur la rénovation énergétique et notamment sur le repérage des ménages en précarité énergétique, le service rénovation énergétique des PNRs souhaite animer et coordonner le SLIME sur **les périmètres aveyronnais des PNR de l'Aubrac et des Grands Causses pour 2026 et 2027.**
Ce service viendra en remplacement de la mission ECFR.

Objectifs

L'objectif de ce service est la mise en place et l'animation d'un réseau d'acteurs locaux agissant sur le social et sur la précarité énergétique : département, CCAS, CICAS, services à la personne, fournisseurs d'énergie, bailleurs sociaux, point info senior, ECfr, Adil, MSA, Carsat, Caf, associations de solidarité, Udaf, épiceries sociales...
Il permettra de cibler les ménages en précarité énergétique sur le territoire pour lesquels le SLIME réalisera un diagnostic sociotechnique au domicile de ménages en précarité énergétique qui permettra d'orienter les ménages et de les accompagner dans leur démarche pour sortir de cette précarité énergétique : analyse des consommations, énergétiques, accompagnement du ménage sur les premiers rendez-vous avec les structures ad hoc : fournisseurs énergie, bailleurs, services sociaux...
Ce diagnostic prévoit aussi d'équiper le ménage d'un kit d'écogeste.
L'objectif est c'accompagner 50 ménages par an en 2026 et en 2027.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_058-DE
Reçu le 10/10/2025

Budget

Ce nouveau service en lieu et place de la mission ECFR et sera réalisée avec les 3 conseillers en énergie en place. On estime le temps passé de ce nouveau service à 0.6 ETP avec des dépenses de formation, de déplacement et d'investissements de petits matériels (kit écogeste, matériel d'animation...) :

	2026	2027
Dépenses prévisionnelles	54 716 €	62 295.50 €
Recettes prévisionnelles : Slime CLER Autofinancement PNR	54 716 € 36 103 € 18 613 €	62 295.50 € 40 644.63 € 21 650.87 €

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_058-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-059 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Structuration et pérennisation de l'itinéraire GR736

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Contexte

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- L'homologation de l'itinéraire GR®736 « Gorges et Vallée du Tarn » par la Fédération Française de Randonnée Pédestre,
- L'appel à projets « Itinérances emblématiques du Massif central – Saison 2 » dont le PNR des Grands Causses est lauréat,

CONSIDÉRANT

- Le rôle reconnu du Parc naturel régional des Grands Causses en tant que chef de file et coordinateur du projet GR736,
- L'importance stratégique du développement d'une offre écotouristique structurée autour de cet itinéraire emblématique,
- La nécessité de consolider et pérenniser le projet par la mise en place d'un pilotage opérationnel dédié,

Objectifs

Afin de poursuivre le travail engagé dans le cadre du développement du GR 736, le Syndicat Mixte du PNR des Grands Causses prévoit le recrutement d'un chargé de projet dédié à la valorisation, la structuration et la pérennisation de l'itinéraire GR736, pour une durée de 15 mois à compter du 1er octobre 2025.

Ce poste aura pour objectifs de :

- Consolider l'offre de produits et services par des approches écotouristiques, patrimoniales et multimodales,
- Commercialiser des expériences immersives autour de l'itinérance,
- Accompagner les acteurs du territoire dans une gouvernance partagée et un modèle économique durable,
- Mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de l'environnement, du patrimoine culturel vivant et de la mobilité douce.

Ce poste s'inscrit dans la cadre de l'appel à projets « Itinérances emblématiques du Massif central – Saison 2 » dont le PNR des Grands Causses est lauréat.

Afin de compléter le financement de l'action, Le PNR des Grands Causses souhaite déposer une demande de subvention au titre des fonds LEADER pour le cofinancement du poste et des actions associées,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_059-DE
Reçu le 10/10/2025

Budget

Coût :	
Dépenses de personnels et frais liés (HT)	66 529.80 €
TOTAL	66 529.80 €
- Plan de financement :	
Europe / Programme LEADER	26 619.68 €
ANCT	26 604.16 €
Parc naturel régional des Grands Causses	13 305.96 €

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_059-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-060 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Réponse à l'AAP Mieux Manger pour Tous 2025-2026

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Contexte

Dans la continuité des actions engagées en 2023 grâce aux financements de MMPT 2023-2024, les acteurs du territoire s'inscrivent dans une démarche collective de lutte contre la précarité alimentaire (voir feuille de route en annexe) en portant des actions.

Objectifs

- Diversifier les approvisionnements de qualité en zone rurale
- Améliorer la réponse d'aide alimentaire dans les zones rurales du PNR Grand Causses par la mobilisation de l'ensemble des acteurs de terrain
- Poursuivre la coordination de l'animation territoriale des acteurs pour favoriser l'interconnaissance et le travail en réseau.

Projet

Le PNR des Grands Causses, dans le cadre de son PAT et de son CLS, se positionne sur deux grands axes :

Lutter contre la précarité méconnue et invisible, notamment en zone rurale :

- « Des œufs bio pour les tournées des Restos du Cœur »
- « Mobilisation de tous les acteurs ! » avec l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives

Maintenir la dynamique de réseau d'acteurs et la poursuite de l'interconnaissance :

- Animation de la gouvernance autour de la feuille de route sur « l'offre alimentaire pour tous du territoire »
- Journée de l'alimentation pour tous en 2027 : l'occasion de faire le bilan et de tirer les enseignements des actions portées par tous les partenaires du territoire

Pilotage

- Partenariat avec les Restos du Cœur pour la distribution de denrées de qualité en zone rurale et avec les professionnels de santé pour les animations santé/alimentation
- Partenariat avec l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour améliorer la réponse d'aide alimentaire dur le PNR des Grands Causses par la mobilisation de tous les acteurs de terrain
- Projet co-porté et co-animé par les chargées de missions CLS et PAT du PNR des Grands Causses.
- S'inscrit dans la feuille de route « Offre alimentaire de qualité pour tous » co-portée par les acteurs du territoire.

Plan de financement

Montant prévisionnel des dépenses totales : 70 435 €
Montant prévisionnel sollicité auprès de l'Etat : MMPT 2025-2026 : 37 890€
Montant de co-financement sollicité (Restos du Cœur et ANSA) : 12 545 €
Montant d'autofinancement (Valorisation temps passé) : 20 000 €

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_060-DE
Reçu le 10/10/2025

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide la candidature du territoire à l'AMI « Solidarités alimentaires » de la MSA, approuve le plan d'action et son financement et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_060-DE
Reçu le 10/10/2025

A l'échelle du Département de l'Aveyron

Développer les alliances locales et les alliances avec les autres associations

FEUILLE DE ROUTE « OFFRE ALIMENTAIRE DE QUALITE POUR TOUS »
portée par les acteurs sur le territoire du PNR des Grands Causses

AXE 3 EXPERIMENTATION

Poursuivre l'approvisionnement en légumes bios et locaux des acteurs de l'aide alimentaire par des producteurs payés au juste prix

Poursuivre les ateliers lors des distributions pour faciliter l'utilisation des légumes

Des temps de rencontre entre producteurs et aide alimentaire

S'appuyer sur les équipes de salariés en insertion pour repenser l'accès à une alimentation de qualité

Accompagner mieux (inclusion, évaluation, adaptation ...)

Réduire l'impact environnemental

Aller vers les personnes en situation de précarité et les autres associations caritatives

Créer des synergies, harmoniser les pratiques, partager les compétences entre acteurs de l'aide alimentaire

Restos du cœur

Epicerie Sociale de Millau

Epicerie Sociale de St-Aff

Jardin du Chayran

Les assos de l'AA

Secours Populaire

Les assos locales

MMPT 2023-2024 : et après ?

- Poursuite de l'approvisionnement en produits de qualité

- Des ateliers alimentation de qualité : santé/alim

- Le maintien du réseau d'acteurs pour favoriser l'émergence d'actions collectives et transversales

-De la formation et de l'accompagnement des bénévoles

2ème journée de l'alimentation pour tous

-La diffusion du diagnostic pour faire connaitre la précarité sur le territoire (méconnue et invisible)

-Travailler la posture et le aller-vers en alimentation santé

CCAS

Autres acteurs (asso/institutionnel...)

Restos du cœur tournée

Épiceries citoyennes

Service itinérants

élus communaux

AXE 4 ZONES BLANCHES

Développer l'approvisionnement en produits de qualité dans les paniers solidaires

Des ateliers en milieu rural

Rendre l'épicerie accessible aux habitants de la ComCom

Approvisionnement en produits de qualité (œufs) pour les services itinérants

Animation de la gouvernance

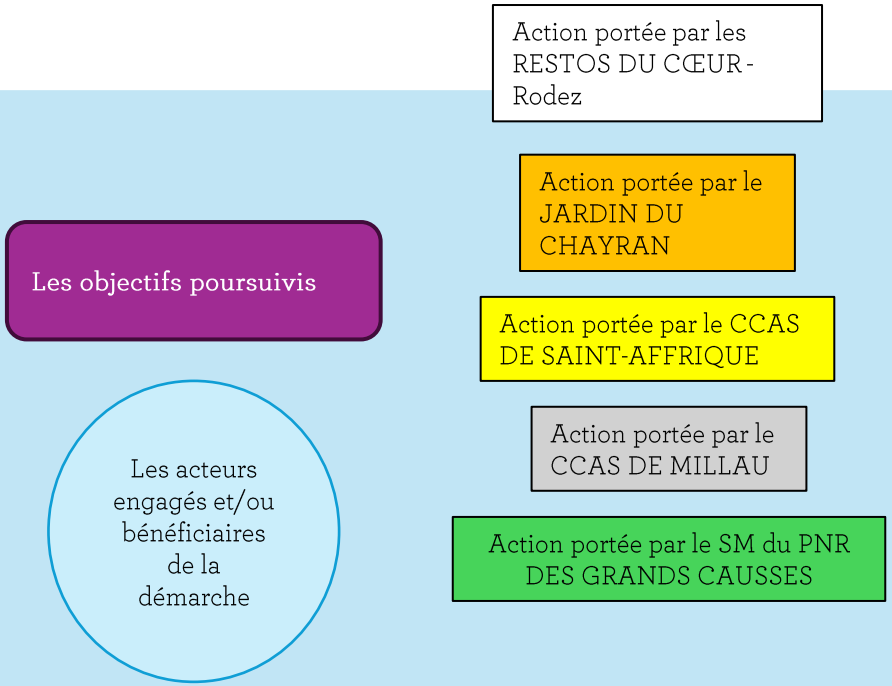
Comment associer et mobiliser tous les acteurs de terrain pour lutter contre la précarité ?

AXE 1 ALLIANCE LOCALE

AXE 2 PAT

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_060-DE
Reçu le 10/10/2025

LEGENDE



Chaque partenaire répond individuellement à l'AAP MMPT2025-2006
mais avec des objectifs communs

Feuille de route co-construite par les acteurs de l'alimentation
sur le territoire du PNR des Grands Causses
S'inscrit dans le Projet Alimentaire de Territoire et le Contrat Local de Santé portés à la même échelle territoriale

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_060-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-061 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Réponse à l'Appel à Candidatures « Soutien à la structuration des PAT de niveau 2 » - PAT4

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Contexte

Depuis 2009 et son action « circuits courts alimentaires », le Parc naturel régional des Grands Causses agit pour une alimentation locale et durable.
Labélisée « Projet Alimentaire de Territoire » de niveau 2 par le Ministère de l'Agriculture depuis le 6 novembre 2024, la stratégie alimentaire élaborée sous l'égide du Parc naturel régional des Grands Causses, en partenariat avec les acteurs territoriaux de l'alimentation valorise le Bien Produire localement et le Bien Manger Localement grâce au déploiement d'une cinquantaine d'actions au cours de trois programmes opérationnels (PAT1 : 2019-2021 - PAT2 : 2021-2024 – PAT3 : 2025).
Le territoire souhaite aujourd'hui poursuivre et renforcer les actions engagées dans le cadre du Projet Alimentaire de Territoire en proposant une réponse au nouvel appel à candidatures « soutien à la structuration des PAT de niveau 2 » dans le cadre du fonds en faveur de la souveraineté et des transmissions – mesure 7.1 Déploiement des PAT.

Objectifs

Cette réponse s'inscrit dans la continuité de la démarche engagée par le territoire, et s'articule autour des 3 mesures inscrites dans la Charte du PNR pour soutenir l'agriculture, à savoir :
- Une agriculture qui cultive la transition écologique
- Une stratégie foncière agricole intégrée et partagée
- Valoriser une alimentation saine et locale

Le programme d'actions opérationnel du PAT Grands Causses Lévézou est porté par le PNR des Grands Causses et ses partenaires et s'articule autour de deux axes stratégiques principaux permettant d'accompagner la transition alimentaire du territoire de la production à la consommation :
• AXE stratégique 1 « BIEN PRODUIRE LOCALEMENT »
• AXE Stratégique 2 « BIEN CONSOMMER LOCALEMENT »
• AXE Transversal « ANIMER / SENSIBILISER/ VALORISER »

Actions

ACTION 1 = COORDINATION - ANIMATION DU PAT et MISE EN OEUVRE DES ACTIONS TRANSVERSALES QUI EN DECOULENT
- Accompagner les acteurs et les actions alimentaires du territoire
- Poursuivre l'animation et la coordination du PAT sur 2026 (du 01/12/25 au 30/11/26)

ACTION 2 : EXPERIMENTATION inspirée d'ordonnance verte – des légumes bios pour les femmes enceintes
- Proposer des légumes bios et des ateliers animés par des professionnels aux femmes enceintes du territoire

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_061-DE
Reçu le 10/10/2025

Budget

Montant prévisionnel des dépenses totales : 70 504 €
Montant prévisionnel de la subvention PAT4 demandée : 21 000€
Montant de co-financement leader à solliciter : 35 000 €
Montant d'autofinancement global sur le projet : 14 504 €

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_061-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-062 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Mise à jour du TABLEAU DES EFFECTIFS **Avancements de grade au 1/12/2025 et ajustements**

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Le Président rappelle aux membres du Bureau syndical :

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Bureau syndical de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de créer sur la filière administrative au 01/12/2025 :

- un emploi d'administrateur hors classe,
- un emploi d'administrateur général,
- un emploi d'attaché principal,
- un emploi de rédacteur principal de 2ème classe
- un emploi d'adjoint administratif principal de 1ère classe
- un emploi d'adjoint administratif principal de 2ème classe

Considérant la nécessité de créer sur la filière technique au 01/12/2025 :

- deux emplois au grade d'ingénieur principal

Le Président propose au Bureau syndical :
D'adopter les modifications du tableau des emplois suivants par :

- la création d'un poste permanent pour un emploi d'administrateur hors classe à temps complet à compter du 1er décembre 2025 afin de pouvoir répondre favorablement à l'avancement de grade proposé par l'autorité territoriale.

- la création d'un poste permanent pour un emploi d'administrateur général à temps complet à compter du 1er décembre 2025 afin de pouvoir répondre favorablement à l'avancement de grade proposé par l'autorité territoriale.

- la création d'un poste permanent pour un emploi d'attaché principal à temps complet à compter du 1er décembre 2025 afin de pouvoir répondre favorablement à l'avancement de grade proposé par l'autorité territoriale.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_062-DE
Reçu le 10/10/2025

- la création d'un poste permanent pour un emploi de rédacteur principal de 2ème classe à temps complet à compter du 1er décembre 2025 afin de pouvoir répondre favorablement à l'avancement de grade proposé par l'autorité territoriale.

- la création d'un poste permanent pour un emploi d'adjoint administratif principal de 1ère classe à temps complet à compter du 1er décembre 2025 afin de pouvoir répondre favorablement à l'avancement de grade proposé par l'autorité territoriale.

- la création d'un poste permanent pour un emploi d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps complet à compter du 1er décembre 2025 afin de pouvoir répondre favorablement à l'avancement de grade proposé par l'autorité territoriale.

- la création de deux postes permanents pour un emploi d'ingénieur principal à temps complet à compter du 1er décembre 2025 afin de pouvoir répondre favorablement à l'avancement de grade proposé par l'autorité territoriale et, maintenir le détachement de l'agent promu sur contrat de projet.

- la suppression d'un poste permanent sur l'emploi d'administrateur à temps complet à compter du 1er décembre 2025 puisqu'un agent sera promu au grade supérieur d'administrateur hors classe à cette même date ; le poste d'administrateur hors classe sera à son tour supprimé lors de la prochaine mise à jour du tableau des effectifs, ce même agent sera nommé administrateur général le 2 décembre 2025.

- la suppression d'un poste permanent sur l'emploi d'attaché à temps complet à compter du 1er décembre 2025 puisqu'un agent sera promu au grade supérieur d'attaché principal à cette même date.

- la suppression d'un poste permanent sur l'emploi de rédacteur à temps complet à compter du 1er décembre 2025 puisqu'un agent sera promu au grade supérieur de rédacteur principal de 2ème classe à cette même date.

- la suppression d'un poste permanent sur l'emploi d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps complet à compter du 1er décembre 2025 puisqu'un agent sera promu au grade supérieur d'adjoint administratif principal de 1ère classe à cette même date.

- la suppression d'un poste permanent sur l'emploi d'adjoint administratif à temps complet à compter du 1er décembre 2025 puisqu'un agent sera promu au grade supérieur d'adjoint administratif principal de 2ème classe à cette même date.

- La suppression d'un poste permanent sur l'emploi au grade d'ingénieur à temps complet à compter du 1er décembre 2025 puisqu'un agent a été promu au grade supérieur. Le poste supplémentairement ouvert sur ce grade (avant l'avancement de grade) pour ce même agent détaché sur contrat de projet est maintenu puisqu'il est affecté depuis le 1/09/2025 au poste de chargé de mission énergie.

- la suppression d'un poste permanent sur l'emploi au grade de technicien territorial à temps complet, un agent a quitté la structure au 31/08/2025.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_062-DE
Reçu le 10/10/2025

Le Président propose au Bureau syndical :
Pour la prise en compte des éléments mentionnés ci-dessus, d'adopter les modifications du tableau des emplois suivants par :
Le tableau des effectifs se trouvera ainsi modifié à compter du 1er décembre 2025 :

Cadre d'emplois /grades	Catégorie	Temps de travail	Effectifs inscrits au budget	Effectifs pouvus
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général des Services 40 000 - 80 000	A	100%	1	0
Directeur Général Adjoint Services 40 000 - 150 000	A	100%	4	4
		TOTAL	5	4
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Administrateur général	A	100%	1	0
Administrateur hors classe	A	100%	1	0
Attaché principal	A	100%	3	1
Attaché	A	100%	1	1
Rédacteur principal de 1ère classe	B	100%	1	1
		90%	1	0
Rédacteur principal de 2ème classe	B	100%	3	3
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	100%	1	1
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	100%	2	2
Adjoint administratif	C	100%	2	2
		TOTAL	16	11
FILIERE TECHNIQUE				
Ingénieur principal	A	100%	9	6
Ingénieur	A	100%	8	8
Technicien principal de 2ème classe	B	100%	1	1
Technicien territorial	B	100%	3	3
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	100%	2	2
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	100%	1	1
Adjoint technique	C	100%	4	3
		TOTAL	28	24
FILIERE CULTURELLE				
Attaché de conservation du patrimoine	A	100%	1	1
		TOTAL	1	1
		TOTAL GENERAL	50	40

VOTE : Pour : **12** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical décide d'adopter le tableau des emplois ainsi proposé,
Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget principal du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses au chapitre 012,

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président, Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_062-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-063 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Contrat d'apprentissage

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Contexte

Le syndicat mixte du Parc entretient un fort partenariat avec l'école des métiers de la nature – MFR VALRANCE basée à Saint-Sernin sur Rance.
Depuis de nombreuses années, dans le cadre de différents cursus scolaires, des stagiaires de cette école sont accueillis et, sont notamment intégrés au sein de l'équipe d'agents d'entretien de l'espace rural du pôle développement territorial du Parc.

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus (des dérogations à cette limite d'âge d'entrée en apprentissage sont possibles) et sans limite d'âge pour les personnes reconnues travailleur handicapé (avec des financements spécifiques du FIPHFP), d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Pour la rentrée de septembre 2025, la MFR VALRANCE ouvre un nouveau cursus (niveau BAC+3) en Licence professionnelle STAN – Sciences et Technologies Appliquées à la Nature en lien avec l'université Jean-François Champollion d'Albi ;

La MFR VALRANCE a sollicité le syndicat mixte du Parc pour intégrer, dès cette 1ère année de création, un étudiant en contrat d'apprentissage afin d'accompagner la pérennité de cette Licence 3 STAN sur la MFR VALRANCE

Objectifs

Monsieur le Président expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code du travail,
Vu la loi article 122 n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 relative à la majoration de la cotisation dont le taux est fixé par le conseil d'administration du CNFPT, dans la limite d'un plafond ne pouvant excéder 0,1 %,
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
Vu la Loi n° Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,
Vu la Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,
Vu la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,
Vu le Décret n° 2022-280 du 28 février 2022 déterminant les conditions de mise en œuvre de la contribution du Centre National de la Fonction Publique Territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_063-DE
Reçu le 10/10/2025

Vu le Décret n° 2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du Centre National de la Fonction Publique Territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,
Vu le décret n° 2020-373 du 30 mars 2020 donnant des précisions sur l'âge limite de signature du contrat d'apprentissage à la suite d'une rupture d'un premier contrat,
Vu le Décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,
Vu le Décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,
Vu le Décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis,
Vu le Décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,
Vu l'avis favorable donné par le comité social territorial du centre de gestion de l'Aveyron lors de sa séance du mercredi 24 septembre 2025,
Vu la sollicitation de la MFR VALRANCE,
Vu l'engagement du syndicat mixte du Parc au développement et à l'attractivité de son territoire,
Vu le plan de charge actuel du Pôle APE « Aménagement, Paysages et Evaluation » en SIG (Système d'Information Géographique), l'apprenti (e) viendra en appui du chargé de mission géomatique-signalétique sur différents travaux de cartographie et autres,

Il est proposé en soutien et pour accompagner la création et la pérennité de cette L3 STAN sur la MFR VALRANCE de valider le recrutement au sein du syndicat mixte du Parc d'un apprenti (e) dès le 1er septembre 2025

Il est précisé que les frais de formation de 4 690 euros restent à la charge de l'employeur ; le syndicat mixte ne peut pas bénéficier du financement du CNFPT, le cursus étant supérieur au BAC+2.

Le Président demande au Bureau syndical :

- D'autoriser le recours au contrat d'apprentissage,
- De valider la conclusion de ce contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant

Service	**Nombre de postes**	**Diplôme préparé**	**Durée de la formation**
Pôle APE « Aménagement, Paysages et Evaluation »	1	L3 STAN Licence professionnelle « Sciences et Technologies Appliquées à la Nature »	1 an Du 01/09/2025 au 18/08/2026

Le président précise que les crédits nécessaires (salaires et charges) sont inscrits au budget principal, au chapitre 012

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet, autorise le Président à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que la convention conclue avec l'Organisme de Formation d'Apprentis.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_063-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n° 2025-064 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Renouvellement de la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aveyron

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu la circulaire n° NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012 portant application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Centre de Gestion de l'Aveyron en date du 28 mars 1994 portant création d'un Service de Médecine Professionnelle et Préventive à compter du 1er avril 1994,

Vu la délibération du Centre de Gestion de l'Aveyron en date du 23 octobre 2024 fixant les tarifs des missions facultatives proposées par le Centre de Gestion,

Considérant que la convention d'adhésion au service de médecine professionnelle et préventive du Centre de Gestion de l'Aveyron a pris fin le 31/12/2024 et qu'il y a lieu de délibérer pour autoriser le Président à signer le renouvellement de la convention d'adhésion annexée à la présente délibération,

Considérant qu'il est obligatoire d'adhérer à un Service de Médecine Professionnelle,

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après en avoir délibéré, le Bureau syndical décide :

- de confier le suivi médical des agents au service de Médecine Professionnelle et Préventive du Centre de Gestion de l'Aveyron.
- d'autoriser le Président à signer une convention d'adhésion au service de Médecine Professionnelle et Préventive du Centre de Gestion de l'Aveyron pour une durée de 3 ans à compter du 01/01/2025.
- de régler au Centre de Gestion, le montant des prestations assurées par ce service.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_064-DE
Reçu le 10/10/2025

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'AVEYRON
POLE SANTE, SECURITE AU TRAVAIL
Immeuble Le Sérial – 10 rue Faubourg Lo Barry – Saint-Cyrice Etoile - 12000 RODEZ
Tél : 05 65 73 61 60 - Fax : 05 65 73 61 61
Courriel : medecine@cdg-12.fr

CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE DE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'AVEYRON

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code du Travail,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

VU la circulaire n° NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012 portant application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Centre de Gestion de l'AVEYRON en date du 23 octobre 2024 fixant les tarifs des missions facultatives proposées par le Centre de de Gestion,

Vu la délibération de ..... (nom de la structure) en date du.....confiant le suivi médical des agents au service de Médecine Professionnelle et Préventive du Centre de Gestion de l'AVEYRON à compter du 1er janvier 2025 pour une durée de 3 ans.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ENTRE :

Le Centre de Gestion de l'Aveyron, représenté par son Président, Monsieur Jean-Pierre LADRECH, dûment habilité,

ET

M. ~~ou Mme~~ Richard FIOL

~~Maire ou~~ Président(e) ~~de~~ du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Dûment habilité(e) par délibération en date du 11 septembre 2020 n° 2020-001

ARTICLE 1 : ADHESION

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses (nom de la structure) adhère au service de Médecine Professionnelle Préventive du Centre de Gestion l'Aveyron **pour une durée de 3 ans, à compter du 1er janvier 2025 selon les nouvelles modalités définies ci-après.**

ARTICLE 2 : AGENTS

Conformément à l'article 11 du décret précité, les agents des collectivités territoriales et établissements publics locaux bénéficient d'une surveillance médicale par le biais d'une équipe pluridisciplinaire pilotée par le Pôle Santé, Sécurité au Travail.

Sont concernés tous les agents de la collectivité ou de l'établissement public local :

- fonctionnaires titulaires, stagiaires,
- contractuels de droit public,
- contractuels de droit privé (apprentis, emplois aidés...). et personnel du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_064-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 3 : COMPOSITION DE L'EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE

Le service de Médecine Professionnelle et Préventive est composé d'une équipe pluridisciplinaire comprenant :

- Médecin(s) du travail,
- Infirmier(ère) en Santé au Travail,
- Psychologue du Travail et/ou Ergonome,
- Secrétariat médical.

L'équipe pluridisciplinaire est susceptible de faire intervenir tout autre professionnel détenant des compétences de nature à compléter son activité.

Article 3.1 : Le rôle du Médecin du travail :

Il assure la surveillance médicale des agents dont il a la charge en lien avec leur situation de travail. A ce titre, il effectue les visites médicales selon une fréquence qu'il détermine au vu de l'état de santé des agents concernés et/ou de la surveillance médicale particulière à exercer. Il a la responsabilité générale de l'équipe pluridisciplinaire et peut déléguer certaines tâches au personnel infirmier.

A l'issue de la visite médicale, le médecin délivre une fiche de visite médicale.

Dans le cadre de ces missions, le médecin du travail peut prescrire tous examens complémentaires (hématologiques, biologiques, radiographies...). Ces examens sont à la charge de l'employeur public.

Le médecin du travail assiste de plein droit aux séances de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut du Comité Social Territorial (CST) avec voix consultative (article 14-2 du décret n° 85-603 modifié).

Article 3.2 : Le rôle de l'Infirmier(ère) en Santé au Travail

Son rôle s'inscrit en complémentarité avec celui du Médecin du Travail :

L'Infirmier(ère) assure une visite d'information et de prévention (VIP) lors du recrutement ou de façon périodique, qui reste sous la responsabilité du Médecin du Travail

L'Infirmier(ère) participe et accompagne les actions d'éducation, de dépistage ainsi que les actions organisées par le Pôle Santé, Sécurité au Travail.

L'Infirmier(ère) réalise toute tâche administrative en lien avec les missions liées au poste de travail (enquête, rédaction de rapport, coordination avec le médecin du travail et avec le secrétariat du service médical.

A l'issue de l'entretien, l'Infirmier(ère) en Santé au Travail délivre une attestation de suivi infirmier. Il oriente si besoin, les agents vers le Médecin du Travail

Article 3-3 – Le rôle du Psychologue du Travail et/ou Ergonome

Le Psychologue et/ou Ergonome intervient si nécessaire à la demande du médecin du travail dans le cadre d'un accompagnement psychologique individuel ou pour aider la collectivité à trouver des solutions techniques aux problématiques individuelles rencontrées. Dans certains cas, des demandes d'aides financières peuvent être sollicitées auprès du FIPHFP. Si nécessaire, le recours au préventeur du CDG 12 complète l'activité du Psychologue du Travail et/ou Ergonome.

La prise en charge des risques psychosociaux (RPS) ainsi que le conseil en organisation n'entrent pas dans le champ de la présente convention.

Article 3.4 : Le rôle du Secrétariat Médical

Il est chargé de la gestion et de l'organisation matérielle du service. A ce titre, il prend en charge la convocation des agents (création et envoi des convocations), la gestion du planning des visites médicales et des entretiens infirmiers, la gestion des stocks de matériel médical (fournitures et consommables), la gestion du stockage des dossiers et de toute autre tâche sous la responsabilité de ses supérieurs hiérarchiques.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_064-DE
Reçu le 10/10/2025

Pour une meilleure gestion et organisation matérielle du service :

➔ La collectivité s'engage à communiquer annuellement au secrétariat médical :

- la liste complète de l'effectif des agents
- les coordonnées de leur assistant de prévention, leur psychologue du travail et leur assistante sociale.

➔ La collectivité s'engage par ailleurs à signaler le recrutement de tout nouvel agent soumis au suivi médical.

La collectivité s'engage à signaler sans délai au secrétariat médical, les agents absents et à les remplacer si possible.

ARTICLE 4 : LES DIFFERENTS TYPES DE SURVEILLANCES MEDICALES

- **Visite Information et de Prévention Initiale (au moment du recrutement) :**

  - Lorsque la collectivité recrute un nouvel agent (fonctionnaires ou contractuels quelle qu'en soit la durée) : celui-ci est soumis à une Visite d'Information et de Prévention Initiale.

  Cette visite présente un caractère **obligatoire**.

- **Visite d'Information et de Prévention Périodique obligatoires réalisée par le Médecin de travail ou l'infirmier en Santé au Travail** au moins tous les 2 ans pour les agents non soumis à une surveillance médicale particulière.
- **Visite de surveillance médicale particulière à l'égard** (article 21 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié) :

  - des personnes en situation de handicap,
  - des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes,
  - des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou longue durée,
  - des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux,
  - des agents souffrant de pathologies particulières.

  Le rythme de la surveillance médicale particulière est défini par le médecin du travail.

- **Dans cet intervalle, une visite supplémentaire peut-être organisée :**
  - à la demande de l'agent (sans que l'administration ait en connaître le motif) (article 21-1 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié),
  - à la demande de l'employeur,
  - à la demande du médecin traitant,
  - à la demande du service d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire (médecin du travail, infirmier en Santé au Travail...).

- **Visite de reprise à la demande de l'employeur dès qu'il connait la date de fin de l'arrêt, pour fixer la date de la visite de reprise (non obligatoire mais vivement recommandée) après :**
  - un congé de maternité,
  - une absence pour cause de maladie professionnelle,
  - une absence d'au moins 30 jours pour cause de maladie, accident de travail ou accident non professionnel.

- **Dispositions diverses concernant l'examen médical**

Le personnel médical peut recommander des examens complémentaires et des vaccins spéciaux (hépatite, leptospirose...). Ceux-ci demeurent à la charge de l'employeur public. Toutefois, les vaccins recommandés par le médecin, sans rapport avec l'activité professionnelle, sont à la charge de l'agent.

Avant toute visite médicale ou entretien infirmier, la collectivité s'engage à fournir au secrétariat médical, la fiche de poste et à communiquer toutes informations utiles.

RAPPEL : Conformément à l'article 23 du décret n° 85-603 modifié, des autorisations d'absence sont accordées par l'autorité territoriale pour permettre aux agents de subir les examens médicaux avec le médecin du travail ou tout autre membre de l'équipe pluridisciplinaire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_064-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 5 : ACTIONS SUR LE MILIEU PROFESSIONNEL (TIERS-TEMPS)

Dans le cadre de son action sur le milieu professionnel, le médecin du service mène des actions de prévention telles que prévues par les articles 14 à 19-1 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié.

Le service de médecine préventive conseille l'autorité territoriale, les agents et leurs représentants en ce qui concerne :

1° L'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services,
2° L'évaluation des risques professionnels,
3° La protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel,
4° L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine, en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents,
5° L'hygiène générale des locaux de service,
6° L'hygiène dans les restaurants administratifs,
7° L'information sanitaire.

Dans le cadre de ces missions, le Médecin du travail ou les infirmiers en Santé au Travail, le Préventeur ou Psychologue du Travail, sous prescription du médecin du travail, ont libre accès aux lieux et aux locaux de travail.

ARTICLE 6 : RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

Conformément à l'article 26 du décret précité, le Service de Médecine Professionnelle et Préventive établit chaque année un rapport d'activité qui est transmis à l'autorité territoriale et à l'organisme compétent en matière d'hygiène et de sécurité.

ARTICLE 7 : PROCEDURE D'URGENCE EN CAS DE DANGER GRAVE ET IMMINENT

Si un agent a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé ou s'il constate une défectuosité dans les systèmes de protection, il en avise immédiatement son supérieur hiérarchique.

La faculté ouverte au présent article doit s'exercer de telle manière qu'elle ne puisse créer pour autrui une nouvelle situation de danger grave et imminent.

La collectivité s'engage à informer le Service Médecine Professionnelle et Préventive si une telle procédure d'urgence est activée.

ARTICLE 8 : FONCTIONNEMENT ET CONDITIONS DE L'EXERCICE DU SERVICE DE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE

Article 8.1 : Gestion des effectifs de la collectivité

- La collectivité s'engage à communiquer annuellement au secrétariat médical, avant le 31 janvier de l'année en cours, la liste complète de l'effectif dressée au 31 décembre de l'année N-1 (ou *effectif au 1er janvier en cas de nouvelle adhésion ou de modification substantielle de la structure*). La collectivité s'engage par ailleurs à signaler la nomination ou le recrutement des nouveaux agents soumis au contrôle médical.

Article 8.2 : Organisation des visites médicales ou entretiens infirmiers

- Les visites médicales ou entretiens infirmiers se tiendront dans le cabinet médical du CDG ou dans des locaux mis à disposition par les collectivités ou établissements publics locaux. Ces locaux doivent permettre la mise en œuvre des visites médicales ou entretiens infirmiers dans des conditions de confort, d'hygiène, de sécurité et de confidentialité requises. Les lieux, dates et heures des visites sont fixés par le secrétariat médical du CDG.

- La collectivité s'engage à signaler sans délai au secrétariat médical, les absences prévisibles et à remplacer les agents absents en cas d'effectif suffisant.

ARTICLE 9 : MONTANT DES PRESTATIONS

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_064-DE
Reçu le 10/10/2025

La participation aux frais de fonctionnement du Service de Médecine Professionnelle et Préventive est assurée par une cotisation d'un montant de 51 €/ an/ agent sur la base de l'effectif moyen de la collectivité tel qu'il apparaît aux bordereaux de déclaration des cotisations au CDG (année N-1) en lien avec l'affiliation. En cas de modification substantielle de la collectivité (fusion ...) ou de reprise d'une activité de droit privé, un réajustement sera opéré sur la base de l'effectif établi au 1er janvier de l'année en cours.

Le montant annuel des prestations sera réglé par mandat administratif sur présentation d'une facture semestrielle.

Ce tarif peut être modifié à l'initiative du Conseil d'Administration du Centre de Gestion.

ARTICLE 10 : RENOUVELLEMENT ET RESILIATION

Toute demande de radiation du Service de Médecine Professionnelle et Préventive doit être adressée au Centre de Gestion par lettre recommandée avec accusé de réception. Une radiation ne peut intervenir qu'au 31 décembre de chaque année et avec préavis de 3 mois. Toutefois, dans la mesure où la médecine professionnelle est obligatoire, la collectivité sera tenue de justifier de son adhésion à un autre service de médecine professionnelle de son choix.

Cette convention pourra être renouvelée par reconduction expresse.

Le CDG 12 se réserve le droit de mettre fin à la présente convention s'il n'était plus en mesure, notamment au regard de l'effectif pluridisciplinaire, d'assurer le suivi médical tel que définit par les dispositions du décret n° 85-603 précité.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le CDG 12 est assuré au titre de sa responsabilité civile pour l'ensemble de son activité. Il est également assuré pour les dommages pouvant résulter de l'occupation temporaire des locaux mis à disposition pour la réalisation des visites médicales et entretiens infirmiers.

ARTICLE 12 : GESTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MEDICALES

Le CDG 12 est tenu au respect des obligations légales en matière des données personnelles et médicales, ainsi que de confidentialité. Il garantit le respect de ses obligations en la matière par l'ensemble de ses agents, médecins, infirmier en santé au travail et personnels administratifs ainsi que dans le cadre de la conservation des données médicales dont il a connaissance.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES

A défaut de règlement amiable, tout litige lié à la mise en œuvre de la présente convention pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Toulouse territorialement compétent.

La présente convention est établie en deux exemplaires (un pour la collectivité ou l'établissement public local, un pour le CDG 12).

Fait à MILLAU, le .....

Pour la collectivité,

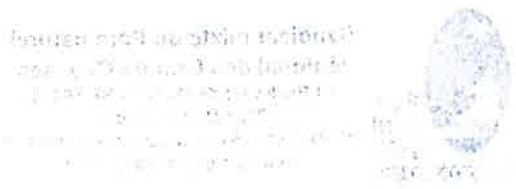
Le Président, Richard FIOL

Pour le Centre de Gestion

Le Président - M. Jean-Pierre LADRECH

Parc naturel régional des Grands Causses
Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU Cedex
Tél : 05 65 61 35 50 - info@parc-grands-causses.fr
www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_064-DE
Reçu le 10/10/2025



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_064-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-065 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Location de bureaux au 1er étage du siège du Parc par la Ligue de Protection des Oiseaux

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Contexte

Par courrier du 17 juin 2025, Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques du département de l'Aveyron confirme la résiliation totale du bail concernant la DDT - Agence Sud de Millau - à compter du 1er novembre 2025. Les services occupaient l'intégralité du 1er étage du siège du Parc depuis le 1er décembre 2017.

Par courrier du 11 mars 2025, le Directeur Général de la LPO France sollicite le syndicat mixte du Parc pour une location d'une partie de l'espace devenu disponible. Le but est d'héberger l'équipe du site technique des Grands Causses, durant les travaux d'un bien récemment acquis par la LPO pour devenir leur siège social. Cette période de travaux est estimée à 14 mois du 1/11/2025 au 31/12/2026.

Objectifs

Il est demandé au bureau syndical d'autoriser à signer la convention jointe. Cette dernière pourra être ajustée si la LPO sollicite des besoins supplémentaires en superficie et/ou en stationnement de véhicules.

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_065-DE
Reçu le 10/10/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE :

Le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grandes Causses représenté par son Président, Monsieur Richard FIOL, dûment habilité par délibération n°2024-001 du Comité syndical du 15 mars 2024 et conformément aux délégations qui lui ont été accordées.

Ci-après désigné « Le propriétaire »

ET :

La LPO « Ligue pour la Protection des Oiseaux » représentée par Monsieur Cédric Marteau, Directeur Général de la LPO France, sis à Fonderies Royales – 1, rue Toufaire - CS 90263 - 17 305 ROCHEFORT Cedex représenté par Madame Léa GIRAUD, responsable de l'antenne LPO Grands Causses – 12 Peyreleau.

Ci-après désignée « La LPO » ou « l'Occupant »

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de décrire les conditions d'occupation de locaux par la LPO, dont la désignation suit et ce aux charges et conditions ci-après énoncées.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX :

Le Parc naturel régional des Grandes Causses met à disposition de la LPO, au 71, boulevard de l'Ayrolle à MILLAU 12101, des locaux représentant une superficie totale de **89,33 m²** répartie en :

Partie privative au 1er étage du bâtiment :

- SAS + Accueil + WC 1 + WC 2 + Dégagement
  Représentant une surface totale de 69,25 m² dont **25,08 m²** affectés à l'occupant au prorata de la surface occupée sur ce 1er étage
- Salle de réunion : **20,58 m²**
- Secrétariat – bureau 1 – côté terrasse rue Peyrollerie : **10,15 m²**
- Bureau 2 – côté terrasse rue Peyrollerie : **10,67 m²**
- Bureau 3 – côté terrasse rue Peyrollerie : **11,98 m²**
- Bureau 4 – côté terrasse rue Peyrollerie : **10,87 m²**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_065-DE
Reçu le 10/10/2025

Parties communes :

- la mise à disposition de la salle de réunion Cardabelle (avec vision conférence) au rez-de -chaussée du bâtiment de 40m² selon besoin et sur réservation préalable
- la mise à disposition de la salle de repas et de repos dite cantine de 23m² mise à disposition permanente.
- La mise en disposition permanente d'un espace technique au sous-sol du bâtiment avec accès aux sanitaires (douches)

Plans joints en annexe.

La LPO déclare avoir une parfaite connaissance des lieux pour les avoir visités préalablement à la signature de la présente convention.

Un état des lieux contradictoire signé par les deux parties à la présente convention sera établi avant toute prise de possession des locaux, ainsi que lors de la sortie des locaux.

Les dégradations constatées dans le local, imputables aux représentants et personnels de l'occupant ainsi qu'aux personnes qu'il accueille, seront mises à la charge de l'occupant.

ARTICLE 3 – DUREE :

La présente convention est conclue pour une période de 14 mois allant du 1er novembre 2025, date d'entrée en vigueur, jusqu'au 31 décembre 2026.

Les parties pourront convenir, par avenant d'une prolongation à la convention.

RESILIATION :

Le propriétaire ou l'occupant aura la faculté de résilier la présente convention, à charge pour lui d'en avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, ou remise en main propre contre signature, au moins 3 mois avant la date souhaitée de départ et sans autre obligation que le paiement des termes dus.

ARTICLE 4 – SOUS-LOCATION :

Toute sous-location n'est pas autorisée.

ARTICLE 5 - LOYER ET CHARGES LOCATIVES :

LOYER :

La présente convention est consentie et acceptée moyennant le paiement d'un loyer mensuel de 680€ TTC soit un loyer annuel de 8 160€ TTC, payable trimestriellement 2 040€ TTC à terme échu.

REVISION DU LOYER :

Le loyer sera révisé annuellement au 1er novembre de chaque année et sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, en fonction de la variation des valeurs locatives des locaux similaires, étant précisé que la variation ainsi constatée ne saurait excéder celle de l'indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) publié trimestriellement par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_065-DE
Reçu le 10/10/2025

CHARGES LOCATIVES :

Le montant des charges locatives que l'Occupant remboursera au propriétaire sera calculé sur la base des dépenses réelles de l'année précédente et d'une clé de répartition au prorata de la surface totale occupée, il inclut :

- l'énergie/ chauffage,
- la consommation d'eau et l'assainissement,
- l'électricité et l'ensemble des vérifications,
- la maintenance et les contrôles réglementaires du bâtiment (installations électriques + alarme/désenfumage + extincteurs + ascenseur),
- le ménage
- l'emplacement parking

Les charges afférentes à l'occupation des locaux feront l'objet de versements de provisions trimestriels en même temps que le loyer.

Sur l'année 2025, les charges locatives sont évaluées à 441€ TTC par mois parking compris.

Sur cette base, en 2025, la LPO paiera un loyer mensuel charges comprises de 1 121€ par mois soit 3 363€ par trimestre

ARTICLE 6 – CONDITIONS A CHARGE DE L'OCCUPANT :

La convention est consentie sous les charges et conditions ordinaires et de droit, que l'occupant s'engage à observer ou subir, sans pouvoir réclamer ni résiliation ni dommages et intérêts ; elles seront applicables tant à l'occupant qu'aux autres hôtes réguliers des lieux.

L'occupant devra jouir des locaux suivant leur destination et dans le cadre de son activité. Il ne pourra en aucun cas rien faire ou laisser faire qui puisse les détériorer et il devra prévenir immédiatement le propriétaire de toute atteinte qui serait portée à la propriété, de toutes dégradations et détériorations qui viendraient à se produire dans les locaux.

L'occupant prendra les lieux, objets de la présente convention, dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du propriétaire pendant toute sa durée, aucune mise en état ni aucune réparation de quelque nature ou de quelque importance que ce soit.

L'occupant s'engage à n'apporter aucune modification dans l'affectation des locaux mis à disposition sans l'accord préalable écrit du propriétaire.
Notamment, tous les travaux comportant changement de distribution, démolitions ou percements de murs, de poutres ou de planchers, devront faire l'objet d'une autorisation préalable écrite du propriétaire.

ARTICLE 7 – ASSURANCES :

L'occupant doit s'assurer contre l'incendie, les dégâts des eaux, le vol, les explosions, la foudre, le bris de glace et la responsabilité civile, au titre des risques locatifs.

Une attestation d'assurance sera produite lors de la prise de possession des locaux.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_065-DE
Reçu le 10/10/2025

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION :

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé des deux parties.

Fait à Millau, le

Pour la LPO

Pour le syndicat mixte du
Parc naturel régional des Grandes Causses.

En deux exemplaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_065-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-066 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Approbation des statuts d'Aveyron Ingénierie et nouvelles modalités administratives pour les missions hors cotisation annuelle

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5511-1 ;

Vu les statuts d'Aveyron Ingénierie tels qu'adoptés en Assemblée Générale Extraordinaire le 5/11/2024 ci-annexés ;

Considérant l'évolution des statuts d'Aveyron Ingénierie, notamment sur les points suivants :
- Simplifications administratives avec les adhérents ;
- Composition du Conseil d'Administration ;
- Attributions du Conseil d'Administration ;
- Rôle du directeur de l'Agence ;
- Commissions de travail thématiques entre élus.

Considérant que l'approbation de ces nouveaux statuts implique aujourd'hui une validation par l'assemblée délibérante, afin de rendre effective l'adhésion de notre Syndicat Mixte à Aveyron Ingénierie dans le cadre des nouveaux statuts de l'agence et permettre ainsi à Aveyron Ingénierie de poursuivre son accompagnement auprès de notre structure.

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical approuve les statuts de l'Agence technique départementale Aveyron Ingénierie tels qu'annexés à la présente délibération et autorise le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

AVEYRON INGENIERIE

STATUTS

Adoptés par l'Assemblée Générale Extraordinaire de AVEYRON INGENIERIE le 5/11/2024

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

CHAPITRE I — CREATION ET DISSOLUTION DE L'AGENCE - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Constitution, siège, et durée de l'Agence

En application l'article L. 5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est créé entre le Département de l'Aveyron, les Communes et les Etablissements Publics Intercommunaux du Département de l'Aveyron qui adhérent ou adhèreront aux présents statuts, une agence technique départementale sous forme d'établissement public administratif, dénommée : Aveyron Ingénierie, dite ci-après « l'Agence ».

Son siège est situé Impasse des Vieux Chênes — 12 000 Rodez. Il peut être transféré par décision du Conseil d'Administration.

L'Agence est créée pour une durée illimitée.

Article 2 : Objet de l'Agence

L'Agence a pour objet d'apporter à ses adhérents qui le demandent une assistance d'ordre technique, juridique ou financier.

Elle a vocation à entreprendre toutes études, maîtrise d'œuvre, expertises, recherches, démarches et réalisations permettant d'atteindre cet objectif.

Ce concours consiste en une mission d'information, d'orientation et de conseil couverte par les contributions annuelles des adhérents et, en tant que besoin, d'une assistance approfondie optionnelle dont les conditions d'intervention et le coût sont déterminés par le Conseil d'Administration.

Les modalités d'exercice de ses attributions sont soumises aux dispositions législatives et règlementaires en vigueur.

L'Agence exerce ses missions en professionnel avisé avec prudence et indépendance et souscrit, à l'appui de celles-ci, les assurances de nature à garantir cette responsabilité.

Article 3 : Les membres de l'Agence

Le Département de l'Aveyron est membre de droit de l'Agence.

Peuvent adhérer à l'Agence conformément à l'article L. 5511-1 du CGCT :

- Toutes les communes situées dans le Département de l'Aveyron ;

- Tous les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont le siège est sis dans le Département de l'Aveyron, ou sis dans un autre Département dans le cas où des communes de l'Aveyron seraient rattachées à un tel établissement. Dans ce dernier cas, l'Agence ne pourra intervenir que pour les seuls projets et missions intéressant, in fine, les communes situées sur le territoire du Département de l'Aveyron. ;

- Tous les autres établissements publics de coopération intercommunale dont le siège est sis

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

dans le Département de l'Aveyron ;

Les membres de l'Agence assurent sur cette dernière, un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services lorsqu'ils font appel à l'Agence.

Est partenaire de l'Agence, l'Association Départementale des Maires de l'Aveyron.

L'Agence peut, sous la responsabilité et après accord des autorités compétentes, bénéficier de l'appui de personnels d'autres entités publiques ainsi que d'une éventuelle mutualisation de moyens matériels.

Article 4 : Conditions d'adhésion à l'Agence

Toute commune, tout établissement public de coopération intercommunale ainsi que tout établissements publics intercommunaux du Département de l'Aveyron peut demander son adhésion à l'Agence pour bénéficier d'une assistance d'ordre technique, juridique ou financier dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

L'adhésion d'un établissement public de coopération intercommunale n'emporte pas l'adhésion individuelle des communes qui le composent.

Chaque commune et établissement public de coopération intercommunale adhère chacun pour ses propres compétences.

La qualité de membre est acquise dès notification au Président du Conseil d'Administration de la délibération d'adhésion, laquelle doit approuver les présents statuts et le règlement intérieur de l'Agence.

Le Conseil d'Administration est informé des nouvelles adhésions par son Président lors de sa réunion la plus proche.

Chaque adhérent s'engage à s'acquitter chaque année de la cotisation fixée par le Conseil d'Administration. Le montant de la cotisation pour l'année de l'adhésion est celui de la contribution pour l'année complète.

Article 5 : Conditions de départ de l'Agence

La qualité de membre de l'Agence se perd soit par retrait de l'adhérent à sa demande, soit par la perte de la qualité de membre décidée par le Conseil d'Administration pour non-respect des présents statuts ou du règlement intérieur qui en découle.

Tout adhérent peut se retirer de l'Agence à la condition que sa décision de retrait soit notifiée avant la fin de l'année en cours. En cas de départ en cours d'année, l'année entière est due. Cette décision de retrait doit être adressée par écrit au Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration est informé de la décision de retrait par son Président lors de sa réunion la plus proche.

Le retrait prend effet à la date de réception de la décision de retrait par le Président du Conseil d'Administration.

En cas de non-respect des présents statuts ou du règlement intérieur, la perte de la qualité de membre peut être décidée par le Conseil d'Administration.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

La perte de la qualité de membre prend effet à compter de la date de notification à l'intéressé de la décision du Conseil d'Administration.

En cas de départ de l'Agence d'un adhérent, les missions cesseront à la date de son départ.

Quelle que soit son motif, le départ d'un adhérent de l'Agence ne donne pas droit au remboursement de la cotisation annuelle versée et les obligations de toute nature nées avant cette date à l'égard de l'Agence restent à la charge du membre.

Article 6 : Dissolution

La dissolution de l'Agence ne peut être décidée que par une Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée et délibérant dans les conditions prévues par les présents statuts.

L'Assemblée désigne les personnes chargées de la liquidation du patrimoine de l'Agence, après en avoir déterminé les conditions dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

La délibération afférente sera notifiée à chaque adhérent.

Article 7 : Modification des statuts

L'extension des attributions et la modification des conditions de fonctionnement ne pourront être adoptées que par une Assemblée Générale Extraordinaire, convoquée et délibérant dans les conditions fixées par les présents statuts.

La délibération afférente sera notifiée à chaque adhérent.

CHAPITRE II — FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE

Article 8 – La représentation des membres adhérents au sein de l'Agence

Les membres adhérents sont représentés comme suit au sein des organes délibérants de l'Agence, avec voix délibérative :

- Le Département est représenté par les conseillers départementaux ;
- Les communes membres sont représentées par leur maire ou son représentant issu du conseil municipal ;
- Les EPCI membres sont représentés par leur président ou son représentant issu de l'organe délibérant ;
- Les établissements publics membres sont représentés par leur président ou son représentant issu de l'organe délibérant.

Un élu exerçant plusieurs fonctions mentionnées ci-dessus ne peut siéger qu'à un seul titre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

Article 9 : Composition de l'Assemblée Générale de l'Agence

L'Assemblée Générale réunit tous les adhérents de l'Agence. Chaque adhérent y est représenté.

L'Assemblée Générale comprend tous les membres adhérents de l'Agence, qui ont voix délibérative.
Un représentant désigné par l'Association Départementale des Maires de l'Aveyron est convié aux Assemblées Générales de l'Agence avec voix consultative.

Les Assemblées Générales peuvent être ordinaires ou extraordinaires.

Le nombre de délégués de chaque adhérent au sein de l'Assemblée Générale est fixé comme suit :

- Le Département est représenté par l'ensemble des Conseillers Départementaux ;
- Les autres adhérents sont représentés, chacun, par un délégué.

Chaque délégué dispose d'une voix au sein de l'Assemblée Générale.

Les membres de l'Assemblée Générale peuvent se faire représenter en donnant pouvoir par écrit à un autre membre issu du même collège. Chaque membre ne peut détenir au maximum que deux pouvoirs.

Article 10 : Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire des adhérents de l'Agence se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président du Conseil d'Administration.

L'ordre du jour est fixé par le Président du Conseil d'Administration. Celui-ci est tenu d'y faire figurer toutes les questions dont l'inscription lui est demandée par la moitié au moins des membres de l'Assemblée Générale, dès lors qu'elles lui auront été présentées au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion de l'Assemblée Générale.

Sauf dans les cas où l'urgence nécessiterait un délai plus court, la convocation doit être adressée au moins 8 jours francs avant la réunion de l'Assemblée Générale. Elle est accompagnée de l'ordre du jour de la réunion.

Elle délibère, sur proposition du Conseil d'Administration, sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour.

Elle entend lecture du rapport du Conseil d'Administration sur les activités de l'Agence et des comptes de l'année passée ainsi que la présentation du budget prévisionnel pour l'année à venir. L'Assemblée Générale Ordinaire se prononce sur ce rapport.

L'Assemblée Générale Ordinaire détermine la politique générale de l'Agence.

Ses décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres de l'Agence présents ou représentés, sans qu'aucune condition de quorum soit imposée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

Article 11 : Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée par le Président.

Sauf dans les cas où l'urgence nécessiterait un délai plus court, la convocation doit être adressée au moins 5 jours francs avant la réunion de l'Assemblée Générale. Elle est accompagnée de l'ordre du jour de la réunion.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider des modifications de statuts et de la dissolution de l'Agence.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer que si la moitié des membres de l'Agence sont présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée à nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des membres de l'Agence présents ou représentés.

Article 12 : Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration comprend 28 membres. Pour la désignation de ces membres, les adhérents de l'Agence sont répartis en deux collèges :

- 1er collège : le collège des Conseillers Départementaux ;

- 2nd collège : collège des Communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, soit le collège du bloc communal ;

Le Président du Conseil Départemental est le Président du Conseil d'Administration de l'Agence.

Les autres membres du Conseil d'Administration sont désignés par leurs collèges respectifs selon les modalités suivantes :

- Pour le premier collège correspondant au collège des Conseillers Départementaux, il est désigné 13 représentants par délibération du Conseil Départemental ;

- Pour le second collège correspondant au collège du bloc communal, il est désigné en son sein 14 représentants.

Ces 14 représentants devront être répartis de la manière suivante :

- 5 membres désignés par les Communes dont la population est inférieure à 2000 habitants;
- 2 membres désignés par les Communes dont la population est comprise entre 2000 et 8000 habitants ;
- 2 membres désignés par les Communes dont la population est supérieure à 8000 habitants;
- 5 membres désignés par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

Pour la représentation du second collège, dans le cas où une catégorie ne pourrait pourvoir à la désignation de la totalité de ses membres, le second collège dans son ensemble désignera ses 14 représentants sans distinction de catégorie ou de population.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

Les modalités de désignation de ces représentants sont libres.

L'Agence s'appuiera sur l'Association Départementale des Maires de l'Aveyron, pour l'organisation de la désignation des représentants du second collège au sein du Conseil d'Administration, sans toutefois prendre part au vote.

Les représentants du premier collège sont désignés pour la durée de leur mandat à chaque renouvellement général des élus départementaux pour leur collège. Néanmoins, ils pourront valablement siéger à titre transitoire jusqu'à la désignation des nouveaux représentants.

Les représentants du second collège sont désignés lors de l'Assemblée Générale pour la durée de leur mandat à chaque renouvellement général des élus municipaux et intercommunaux pour leur collège. Néanmoins, ils pourront valablement siéger à titre transitoire jusqu'à la désignation des nouveaux représentants.

Un représentant désigné par le partenaire mentionné à l'article 3 des présents statuts est invité à participer aux débats des réunions du Conseil d'Administration, avec voix consultative.

Les membres du Conseil d'Administration, qui perdent la qualité en vertu de laquelle ils ont été désignés, cessent immédiatement d'en faire partie. Dans ce cas, ainsi que par suite de décès, de démission ou d'exclusion, le Conseil Départemental ou le collège du bloc communal pourvoient au remplacement de ces membres du Conseil d'Administration. Les pouvoirs des membres ainsi désignés prennent fin à l'époque où devait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le Président du Conseil d'Administration est assisté par un Président Délégué et quatre Vice-présidents. Le Président délégué est issu du collège 2. Les Vice-présidents sont désignés à parité au regard du collège dont ils procèdent.

Le Conseil d'Administration procède à la nomination du Président Délégué et des quatre Vice-présidents lors de la première séance qui suit l'Assemblée Générale.

Le Président Délégué et les Vice-présidents sont rééligibles.

Article 13 : Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président qui en fixe l'ordre du jour.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent demander au Président la convocation d'une réunion de leur assemblée sur un ordre du jour déterminé, si cette demande est formulée par deux tiers de ses membres.

Les membres du Conseil d'Administration peuvent se faire représenter en donnant pouvoir par écrit à un autre membre. Chaque membre ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Le Conseil d'Administration et le Président peuvent convoquer toute personne dont ils estiment la présence utile aux débats du Conseil.

Sauf dans les cas où l'urgence nécessiterait un délai plus court, la convocation doit être adressée aux membres du Conseil d'Administration au moins 5 jours francs avant la réunion de ce dernier. Elle est accompagnée de l'ordre du jour de la réunion.

Devront être communiqués aux membres de l'assemblée délibérante en charge de l'examen

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

et du vote du budget, le projet de budget et ses rapports dans un délai de 12 jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget.

La majorité des représentants présents ou représentés est nécessaire pour la validité des délibérations. Si le quorum n'est pas atteint, le Conseil d'Administration est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de quinze jours ; il délibère alors sans condition de quorum.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Article 14 : Attributions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration, organe délibérant, règle par ses délibérations les affaires de l'Agence, notamment sur :

- l'offre de services de l'Agence ;
- le rapport d'activité de l'Agence, présenté par le Président ;
- le budget et décisions modificatives, les crédits supplémentaires et les comptes ;
- les participations financières des membres ;
- les emprunts ;
- le cas échéant, la fixation des tarifs ;
- le transfert du siège social ;
- le règlement intérieur ;
- la création d'emploi et les règles concernant l'emploi des personnels ;
- l'octroi d'indemnités et défraiements ;
- l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres de l'Agence ;
- les conventions avec les organismes partenaires ;
- les actions judiciaires et les transactions.

Article 15 : Attributions du Président du Conseil d'Administration

Le Président du Conseil d'Administration est chargé de la préparation et de l'exécution des délibérations des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration et doit tenir le Conseil d'Administration régulièrement informé de la marche générale des services et de la gestion de l'Agence.

Il est compétent pour régler les affaires de l'Agence autres que celles qui relèvent de la compétence du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

Le Président du Conseil d'Administration représente l'Agence dans tous les actes de la vie civile.

Il peut, sous le contrôle du Conseil d'Administration, ester en justice au nom de l'Agence, tant en demande qu'en défense, former tout appel ou pourvoi.

Il convoque les Assemblées Générales ainsi que les réunions du Conseil d'Administration et préside toutes les Assemblées. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le Président Délégué, et à défaut, par un Vice-président.

Il peut déléguer une partie de ses fonctions et de ses pouvoirs au Président Délégué et aux Vice- présidents. Cette délégation doit être expresse, écrite et énumérer avec précision les compétences déléguées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

Les agents de l'établissement public sont nommés par le Président du Conseil d'Administration.

Article 16 : La direction de l'Agence

Le Directeur de l'Agence Technique est nommé par le Président.

Il assiste le Président du Conseil d'Administration dans ses fonctions. Il assure la direction du personnel sur lequel il a autorité ainsi que l'organisation, la coordination, l'animation et l'exécution des missions confiées à l'Agence.

Il assiste aux réunions du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales avec voix consultative.

Il peut recevoir du Président ou du Président délégué toute délégation de signature pour la bonne exécution des décisions prises.

Article 17 : La Commission d'Appel d'offres de l'Agence

L'Agence devra constituer une Commission d'Appel d'offre pour ses marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée hors taxe prise individuellement est égale ou supérieure aux seuils européens.

Cette Commission sera composée selon les conditions et modalités prévues par le Code général des collectivités territoriales.

Article 18 : Les Commissions de l'Agence

A l'initiative du Président, il peut être créé au sein de l'Agence des commissions consultatives qui constituent chacune un groupe de travail.

Chaque commission est dotée d'un Président désigné par le Président du Conseil d'Administration.

Chaque Président de commission détermine la composition du groupe de travail que constitue la commission, dans les conditions suivantes :
- les membres des commissions peuvent être issus de l'un ou de l'autre des deux collèges ;
- chaque commission comprend a minima 3 élus et au maximum 4 élus ;
- les membres issus du collège 2 sont des exécutifs locaux.

Ces commissions pourront être chargées d'examiner toute question qui concerne les champs d'intervention de l'Agence.

Les membres de ces Commissions pourront être associées aux réflexions et travaux concernés et mettre en place tout groupe de travail.

Les membres seront renouvelés à mi-mandat.

Les fonctions exercées au sein de ces commissions sont bénévoles et n'ouvrent donc pas droit à indemnités.

Chaque Commission peut faire intervenir dans le cadre de ses travaux tout auditeur qualifié.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

Article 19 : Partenariats divers de l'Agence

Article 19.1 Organismes partenaires

L'Agence est une structure publique d'accompagnement et de conseil qui intervient souvent en complémentarité avec les partenaires habituels des adhérents ayant un lien avec l'activité de l'Agence, (tels que notamment l'A.D.A.T, le S.I.E.D.A, le S.M.I.C.A, l'A.D.M, le C.A.U.E, l'A.D.I.N.E, etc...).

L'Agence engagera une concertation régulière avec ces partenaires dans l'intérêt de ses adhérents et s'engagera à mettre en place un partenariat constructif avec eux, dans le but de trouver des complémentarités dans les capacités d'expertise de chacun.

Ce partenariat se traduira par une convention qui fixera les modalités permettant à l'Agence et à ces partenaires d'intervenir en transversalité et qui définira les modalités de leur action commune.

Les représentants des organismes partenaires peuvent participer, sur invitation du Président de l'Agence, aux réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée générale de l'Agence au sein desquelles ils disposent d'une voix consultative.

Article 19.2 Réseau des Agences Techniques Départementales

A l'échelle du Département, l'Agence a vocation à devenir une référence en matière d'accompagnement aux collectivités et à diffuser les bonnes pratiques.

Aussi, dans un souci permanent d'agilité et d'innovation, l'Agence s'oblige à travailler en réseau avec les autres Agences Techniques Départementales et s'attache à en développer les échanges afin d'adapter l'offre de services au plus près des besoins de ses adhérents en fonction des expériences qui auront été développées sur d'autres territoires.

Article 20 : Le règlement intérieur de l'Agence

Un règlement intérieur préparé et adopté par le Conseil d'Administration précisera les règles de fonctionnement interne de l'Agence.

Il précisera notamment la déclinaison des missions portées par l'Agence, les conditions et les modalités d'intervention ainsi que les procédures d'accès aux différents accompagnements proposés par l'Agence.

Toute modification du règlement devra être adoptée par décision du Conseil d'Administration.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-200044923-20241105-AGE202401-DE
Reçu le 13/11/2024

CHAPITRE III — RESSOURCES DE L'AGENCE

Article 21 : Ressources

La gestion comptable de l'Agence est assurée par un comptable du Trésor désigné par arrêté préfectoral.

Les ressources de l'Agence sont constituées par :

- les participations financières des membres ;
- les subventions et dotations diverses ;
- le produit des emprunts contractés ;
- les recettes tirées de son activité ;
- les revenus des biens meubles et immeubles ;
- le produit des dons et legs ;
- les dotations exceptionnelles ;
- toutes autres ressources qui ne sont pas interdites par la législation en vigueur.

Article 22 – Détermination de la contribution annuelle des adhérents de l'Agence

Les adhérents s'engagent à payer annuellement la contribution dont les modalités et le montant sont établies par le Conseil d'Administration.

Ces contributions constituent, en droit, des dépenses obligatoires.

En outre, les adhérents qui bénéficieront de prestations au titre des services optionnels s'engagent à verser la rémunération correspondante. Les modalités et le montant de la rémunération des prestations seront fixés par le Conseil d'Administration.

Article 23 – Gestion financière et comptable

La comptabilité de l'Agence sera tenue conformément aux règles de la comptabilité publique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_066-DE
Reçu le 10/10/2025

Délibération PNRGC n°2025-067 du Bureau syndical du 8 octobre 2025

Evolution du cadre relatif aux déplacements du personnel
Ordre de mission permanent annuel pour les agents du syndicat mixte du Parc

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

Contexte

Depuis plusieurs années, le Président du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses établit pour tous les agents, hors personnel administratif/sédentaire, un ordre de mission permanent annuel et nominatif afin d'autoriser les déplacements professionnels sur le territoire du Parc.

Le récent élargissement du périmètre du Parc à la communauté de communes du Lodévois sur le Nord du département de l'Hérault et, l'augmentation de l'effectif des chargés de mission, ont suscité une réflexion sur la procédure interne des déplacements du personnel.

Objectif

L'objectif est d'alléger les procédures d'organisation interne tout en respectant la réglementation. Le service administratif de la structure a donc sollicité le 26 juin dernier les services de la Préfecture de l'Aveyron pour leur demander d'élargir le périmètre d'intervention de l'ordre de mission permanent à la Région Occitanie ou à minima aux deux départements de l'Aveyron et de l'Hérault en référence aux périmètres d'interventions des membres du syndicat mixte.

Réglementation

Considérant l'article 1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 qui fixe les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales :
"les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires sont sous réserve des dispositions du présent décret, celles fixées par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat."
Considérant l'article 2 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 relatif aux personnels de l'Etat : "l'agent de mission est l'agent en service muni d'un ordre de mission pour une durée totale qui ne peut excéder douze mois, qui se déplace pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale."
A l'appui de ces textes réglementaires, les services de la Préfecture de l'Aveyron, considèrent que l'élargissement du périmètre géographique des ordres de mission du Parc naturel des grands Causses à la région Occitanie est possible. Les membres du Bureau syndical doivent en définir le cadre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_067-DE
Reçu le 10/10/2025

CADRE :

A- Ainsi, à compter du 1er janvier 2026 pour tous les agents, hors personnel administratif/sédentaire tels que définis à l'article 6.2 de l'accord sur le temps de travail (délibération n°2014-80), un ordre de mission permanent annuel et nominatif sera établi en début d'année civile, sur une durée de 12 mois, afin d'autoriser les déplacements professionnels sur la Région Occitanie.

B- Il est rappelé que :

1. le personnel administratif/sédentaire sera tenu de faire un ordre de mission spécifique sur chaque déplacement
2. l'ensemble du personnel est tenu également de faire un ordre de mission spécifique dans les cas suivants :
    a. sur les déplacements hors Région Occitanie
    b. sur les déplacements effectués hors jours ouvrés
    c. sur les déplacements effectués sur des jours ouvrés MAIS hors des bornes horaires maximales de travail qui vont de 7h30 à 18h30
    d. sur les déplacements qui font l'objet d'un remboursement de frais par le syndicat mixte (pièce justificative à joindre à l'état de frais et au mandat de paiement)

VOTE :	Pour : **12**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide cette proposition avec le maintien des spécificités et, autorise le Président à établir sur l'année civile un ordre de mission permanent annuel et nominatif pour tous les déplacements professionnels effectués sur la Région Occitanie des agents du Parc, hors personnel administratif/sédentaire.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251008-20251008_067-DE
Reçu le 10/10/2025

Parc naturel régional des Grands Causses	**Compte-rendu de la réunion du Bureau Syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses du 8 octobre 2025 à 14h00 dans les locaux du Parc à Millau (salle Cardabelle)**

■ Président de séance	Richard **FIOL**
■ Présents votants	Clément **CARLES** – Daniel **FABRE** - Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** – Séverine **PEYRETOUT** - Jacques **RIGAUD**
■ Pouvoirs	Monique **ALIES** donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jacques **ARLES** donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Cyril **TOUZET** donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Absents - Excusés	Claude **ASSIER** - Fadilha **BENAMMAR-KOLY** - Christine **SAHUET** – Bernard **SIRGUE**

1. **Convention de partenariat 2025 entre le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses et EDF**
   Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
   Vote à l'unanimité

2. **Appel à Manifestation d'Intérêt pour le projet d'opération groupée d'ombrières photovoltaïques sur du foncier public**
   Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
   Vote à l'unanimité

3. **Fond Vert PCAET : Actions mobilité durable sur l'autopartage**
   Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
   Vote à l'unanimité

4. **Lancement d'un service pour lutter contre la précarité énergétique : Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME)**
   Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
   Vote à l'unanimité

5. **LEADER – Poste chargé de projet « Valorisation, structuration et pérennisation de l'itinéraire du GR736**
   Lecture de la délibération par Séverine PEYRETOUT
   Vote à l'unanimité

6. **Réponse à l'Appel à Projet Mieux Manger pour Tous 2025-2026**
   Lecture de la délibération par Daniel FABRE
   Vote à l'unanimité

7. **Réponse à l'Appel à Candidature « Soutien à la structuration des Plans Alimentaires de Territoire de niveau 2 -PAT 4**
   Lecture de la délibération par Daniel FABRE
   Vote à l'unanimité

8. **Tableau des effectifs (avancement de grades)**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

9. **Recours à l'apprentissage**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

10. **Renouvellement de la convention avec la médecine du travail**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

11. **Convention de mise à disposition des locaux du 1er étage à la LPO Grands Causses**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

12. **Approbation des statuts d'Aveyron Ingénierie et nouvelles modalités administratives pour les missions hors cotisation annuelle**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

13. **Ordre de mission permanent**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

Délibérations du Bureau syndical – compétence générale - du 12 décembre 2025	
2025-76	ADEFPAT – Association Jeunesse et Vacances Millavoises – Formation accompagnement au projet associatif de La Salvage
2025-77	Avenant à la convention vigifoncier SAFER
2025-78	Candidature à l'APP Bons réflexes Santé Occitanie
2025-79	Vente en régie de visière de soleil upcyclée
2025-80	Renouvellement de la convention de mise à disposition de véhicule pou la SEM Causses Energia pour 2026
2025-81	Convention de compensation avec La Couvertoirade
2025-82	Tarifs du guichet M.A.R. 2026
2025-83	Convention IPAMAC 2026-2027
2025-84	Convention Interparcs Occitanie
2025-85	Renouvellement de la convention triennale avec le SMICA
2025-86	Partenariat CPIE-PCAET
2025-87	ADEFPAT – EMC2
2025-88	Fond Vert SNAP
2025-89	Contrat d'assurance statutaire 2026-2029 avec le centre de gestion de l'Aveyron
2025-90	Rend-compte des marchés publics

Délibération PNRGC n°2025-076 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

ADEFPAT – ASSOCCIATION JEUNESSE ET VACANCES MILLAVOISES
Formation-accompagnement au projet associatif de La Salvage

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Ce projet s'inscrit dans la charte du PNR 2024 -2039 (Axe III – Orientation n°10 « Soutenir la filière agricole – pilier économique du territoire » et Orientation 8 accueillir de nouveaux habitants
Mesure 23 pour l'installation durable des nouveaux arrivants).
Dans le cadre du Projet Alimentaire de Territoire qu'il anime, le Parc naturel régional des Grands Causses a été sollicité par l'association pour réfléchir à l'alimentation des enfants sur le site (plus de 500 enfants - environ 350 familles). Ce besoin est en fait le point de départ d'une réflexion plus globale sur l'organisation, notamment la question du modèle économique. Le PNR des Grands Causses sollicite l'Adefpat pour accompagner cet établissement dans la redéfinition de son projet de développement.

Objectifs

Le Bureau syndical décide de mandater un groupe projet chargé d'élaborer des propositions. Afin de faciliter la production collective, le Bureau syndical sollicite un accompagnement par la formation auprès de l'ADEFPAT.
Ce groupe remplit une mission d'intérêt général pour le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses. Les membres du groupe projet sont chargés d'élaborer des propositions afin d'aider le Syndicat mixte à exercer ses compétences en partant des besoins des bénéficiaires ultimes du service d'intérêt général. La seule compensation financière apportée aux membres du groupe projet est l'action de formation-développement mise en œuvre par l'ADEFPAT pour développer une compétence collective au sein du groupe projet.
L'action de formation-développement est dimensionnée aux besoins de la mission à la suite d'un travail réalisé conjointement entre l'ADEFPAT et le Syndicat mixte. Du fait de cette mission d'intérêt général, cette aide par la formation n'est pas considérée comme une aide d'Etat pour chacun des acteurs économiques participant au groupe projet.

Du fait de cette mission d'intérêt général, cette aide par la formation n'est pas considérée comme une aide d'Etat pour chacun des acteurs économiques participant au groupe projet.

VOTE : Pour : **14** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_076-DE
Reçu le 17/12/2025

STAGE N° 12/25/0365	**CENTRE DE LA SALVAGE** **Formation-accompagnent au changement stratégique d'un service enfance du territoire**	**PNR DES GRANDS CAUSSES**

LES CRITERES

Critères de rattachement au FEADER programme Formation-développement

OBJECTIF PROJET	SECTEUR ACTIVITE	TAILLE ENTREPRISE	OBJECTIF FORMATION	TYPE FORMATION	ENCADREMENT AIDES
Projet structurant pour le territoire	Services à la population	<10 salariés	Déf. Stratégie de développement	Générale Collective	Néant

Type de bénéficiaires : Administrateurs, salariés, agents de développement

Nombre d'activités / entreprises concernées par l'accompagnement : 1
Nombre d'emplois concernés : 3 permanents, 24 saisonniers
Lieu de résidence des bénéficiaires / lieu du projet : Millau, La Cavalerie

LE CONTEXTE DU PROJET

Connu par le PNR des Grands Causses via son programme LEADER et le Projet Alimentaire de Territoire, le Centre de La Salvage a formulé le besoin de revoir son mode de restauration collective. Ce besoin est en fait le point de départ d'une réflexion plus globale sur l'organisation, ce qui soulève évidemment la question du modèle économique.
Le Centre de La Salvage accueille plus de 500 enfants (environ 350 familles) dans le cadre du projet territorial global enfance / petite enfance / jeunesse, par convention avec la commune de Millau. Le PNR GC (dans le cadre de sa démarche territoriale d'attractivité), sollicite l'Adefpat pour accompagner cet établissement dans la redéfinition de son projet de développement.

LE PROJET

L'association Jeunesse Vacances Millavoises (AJVM) est une institution à Millau. Seule structure proposant des séjours vacances en été, et propriétaire du centre de La Salvage, elle est située sur le Causse du Larzac, à 20 km de la ville. Le projet associatif promeut l'éveil, la curiosité, la vie en collectivité, la convivialité et l'environnement.
L'histoire de l'association depuis plus de 60 ans l'a amenée peu à peu à diversifier ses activités, notamment pour valoriser le centre en dehors des périodes de vacances.
Les activités sont aujourd'hui les suivantes :
- Accueil des enfants en ALSH (accueil de loisirs sans hébergement, à la journée), 2690 journées.enfants,
- 6 séjours vacances en multi-activité et 2 séjours d'équitation, 197 enfants accueillis, 1100 journées.enfants

Les autres activités permettent de valoriser les bâtiments et le site, multifonctionnels, ainsi que la présence de salariés à l'année :
- Ecole d'équitation et médiation animale
- Accueil de classes vertes et de séjours enfants adaptés
- Accueil de groupes, location de gîtes et location de salles pour événements

Le projet associatif a été posé avec l'appui du DLA en 2021. Les fondamentaux ont été formalisés, permettant au

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_076-DE
Reçu le 17/12/2025

bureau et aux salariées d'avancer ensemble sur des bases solides. La gouvernance est réellement partagée entre ces bénévoles du Bureau et les deux salariées, avec un partage des domaines d'expertise et des compétences. En renfort, un comité de pilotage permet d'associer les partenaires locaux (collectivités notamment) et départementaux (CAF, CD12, DDTESPP…)
Les trois salariés permanents à l'année sont complétés en période estivale par 24 saisonniers.
Des efforts très importants de mise à niveau des hébergements et installations ont été réalisés en 2018, avec un programme de travaux important cofinancé par le programme LEADER, un emprunt et un appel aux dons.

Le prestataire qui livrait les repas de plusieurs établissements dans le Millavois se désengage, le Centre de la Salvage se voit alors contraint de repenser le fonctionnement de la restauration sur le site. Cette remise en cause amène des questions d'investissement (faut-il revoir la cuisine ?), d'organisation (faut-il embaucher pour produire les repas sur place ?) alors même que le remplacement en cours d'un salarié pose la question de l'organisation du travail sur d'autres postes. Tout cela a incité les salariés et le Bureau à remettre à plat le modèle économique : faut-il maintenir tous les domaines d'activité ? Lesquels sont-ils essentiels au projet associatif ? à l'équilibre financier ? au maintien d'un fonctionnement à l'année ? Quel potentiel du site ou quelles compétences valoriser dans l'intérêt du projet associatif ? Quelle organisation en découle ? Comment articuler ces choix avec les changements nécessaires pour la restauration ?

ANALYSE DES BESOINS DES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS DE REUSSITE DU PROJET

Les bénéficiaires partagent le même cadre de référence (le projet associatif, les besoins du territoire pour l'accueil d'enfants), ils sont compétents dans la gestion quotidienne ou le pilotage de l'association. En revanche, ils n'ont ni l'expérience ni le recul pour mettre à plat le modèle économique et engager les changements nécessaires.
Les partenaires de la convention territoriale globale (commune, CAF, MSA) peuvent apporter des données de cadrage du diagnostic territorial ou sur les financements. La communauté de communes, compétente en matière de développement économique et touristique, peut apporter des informations et recommandations sur une partie des activités. Le conseil départemental (PMI) et la DDCSPP, garants de la conformité des accueils d'enfants, apportent des informations administratives et réglementaires. Le Parc des Grands Causse apporte, par son projet alimentaire de territoire, une solide connaissance et des mises en relation dans le domaine de la restauration hors domicile. La formation-développement vient compléter tous ces apports avec une vision d'ensemble sur le modèle économique, sa viabilité et sa cohérence avec le projet associatif.

LES OBJECTIFS D'ACCOMPAGNEMENT

En accompagnant les bénéficiaires dans la mise à plat du modèle économique, la consultante formatrice leur apportera les compétences nécessaires pour prendre des décisions stratégiques d'organisation et pour préparer les changements décidés.

LE GROUPE PROJET

Les bénéficiaires sont les deux salariées permanentes de l'association, entourées de membres du bureau associatif et d'autres acteurs du territoire.

Nom Prénom	Statut	Commune
Audrey Puechbroussoux	Agent de développement PNR	Millau
Anne-Marie Ngo Ngoc Dong	Salariée	La Cavalerie
Joa Collard	Salariée	Millau
Jacques Fabié	Trésorier de l'AJVM	Millau

Qualiopi processus certifié RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
afaq ISO 9001 Qualité AFNOR CERTIFICATION

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_076-DE
Reçu le 17/12/2025

CA du « date_CA »

« Nom »

Audrey Cabrolier	Secrétaire de l'AJVM	Vabres-l'Abbaye
En cours de mobilisation	Partenaires associatifs ou entreprises locales	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_076-DE
Reçu le 17/12/2025

LE DISPOSITIF DE FORMATION-DEVELOPPEMENT

CONTENU DES SEANCES
Repartir du *Nous* : histoire et valeurs communes, utilité sociale de l'association
S'inspirer d'autres expériences, porter un nouveau regard sur le projet associatif
Définir des scénarios d'activité et d'organisation et une stratégie sur mesure pour y répondre
Mobiliser les parties prenantes et explorer des partenariats locaux pour consolider l'activité
Tester et expérimenter
Prioriser, définir les orientations, construire les prévisionnels budgétaire

METHODES ET SAVOIR TRANSMIS
Notions et méthodes de l'utilité sociale
Savoir conduire une approche usagers, aller vers les parties prenantes
Méthode de parangonnage, visite apprenante
Méthodes de l'intelligence collective
Méthode des scénarios
Savoir mobiliser les partenariats locaux
Travail en mode projet et organisation (de la gouvernance et du travail d'équipe)
Modèle économique multiactivité de la structure

TRAVAUX INTER-SESSIONS
Rencontre de parties prenantes, exploration de partenariats nouveaux
Mise en application des décisions prises en séance (sur la gestion du partenariat, les expérimentations, l'organisation...)
Formalisation de documents du projet (communication, docs projet internes, prévisionnels...)

ORGANISATION

Lieu : La Cavalerie

Période de réalisation : janvier 2026 à décembre 2027

Consultant-formateur : Monique Cunnac (Consulterra)

Nombre de bénéficiaires-stagiaires : 5

Durée totale :

Modules	Stagiaires	Jour théoriques	Jours Pratiques	Heures stagiaires théoriques	Heures stagiaires Pratiques	Total heures stagiaires
Module unique	5	6	5	210	175	385

BUDGET

COUTS		FINANCEMENTS	
Dépenses prises en compte par le FEADER			
Honoraire d'intervenant 6,5 j * 1050 €	6 825 €	Adefpat FEADER (60%) Région Occitanie (40 %)	11 595 €
Temps Adefpat	4 770 €		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_076-DE
Reçu le 17/12/2025

CA du « date_CA »

« Nom »

Dépenses non prises en compte par le FEADER			
Fonctionnement Adefpat	150 €	Territoire / participants	150 €
Budget Total	**11 745 €**	**Budget Total**	**11 745 €**

Au vu de l'analyse financière de l'association réalisée par le conseiller en formation développement, il est demandé une exonération de la contribution de 20 % selon le règlement interne adopté par le conseil d'administration.

GROUPE D'APPUI AU PROJET

Organisme de développement : PNR des Grands Causses
Animation : Audrey Puechbroussoux
Elu référent : Edmond Gros
Composition du groupe :
Laure Borie-Teggour et Matthieu Lebrun, MSA de l'Aveyron
Pierre-Henri Cazal, chargé de développement économique, CC de Millau Grands Causses
Jeanine Creyssels, chargée de mission enfance-jeunesse, Mairie de Millau
Edwige Delcros, Chargée de développement, CC Larzac et Vallées
Emmanuelle Gazel, Maire de Millau, Présidente CC Millau Grands Causses, vice-présidente du PNR des Grands Causses, conseillère régionale, administratrice Adefpat
Aurore Gonseau, CAF de l'Aveyron
Edmond Gros, Vice-président du PNR des Grands Causses, Administrateur Adefpat
Anne-Marie Ngo Ngoc Dong, directrice AJVM
Audrey Puechbroussoux, chargée de mission PAT, PNR des Grands Causses
Pierrick Rumel, DDETSPP de l'Aveyron
Edwige Vidal, PMI, Conseil départemental de l'Aveyron
Pascal Bonnin, Adefpat

Modalités de mobilisation du gap :
Le GAP se réunit le 5 décembre, il permettra un échange sur les enjeux du Centre de La Salvage, d'apporter des informations utiles au projet et de valider l'accompagnement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_076-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-077 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Avenant convention PNRGC et SAFER sur l'outil Vigifoncier **Projet d'avenant n° 3**

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Suite à la délibération n° 2021-040 du comité syndical du 28 mai 2021 et à la signature de la convention de concours technique n°12 21 007 en date du 7/9/21 entre la SAfer et le PNR des Grands Causses pour l'installation de l'outil vigifoncier (suivi du marché foncier agricole), plusieurs communautés de communes et de nouvelles communes ont adhéré à ce service notamment les Communautés de communes de :

- Millau Grands Causses,
- Saint-Affricain Roquefort 7 vallons,
- Larzac et Vallées,
- Lévézou Pareloup.

Ainsi que les Communes de Murasson, Séverac-d'Aveyron ou encore Camarès. (Avenant 1 et 2 de la convention).

Objectifs

Il est proposé d'intégrer dans ce périmètre la Communauté de communes du Lodévois Larzac via une convention de partenariat ainsi que la régularisation de l'adhésion de la commune de Brasc et de Castelnau-Pégayrols via un projet d'avenant n°3 à cette convention du 28 mai 2021. Cette convention permet de mutualiser cet outil à l'échelle du périmètre du PNRGC pour réduire les couts d'abonnement annuel (500 € HT sur tout le périmètre Parc au lieu de 50 € par commune) et le coût des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) avec un tarif régressif de 20 à 5 €/DIA.

Cet avenant permet aussi de mettre à jour les modalités de rétrocession sur l'article 6 ainsi que les coûts d'intervention sur l'article 7.1 et 7.3.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Budget

Le coût total estimé refacturé :

- à la Communauté de communes par le Parc de (avec 70 DIA/an) :
  - Première année d'installation :2500 € + 1051.4 = 3 551.4 € HT
  - Années suivantes : 1051.4 € HT

- à la Commune de Brasc :
  - Première année d'installation et années suivantes : 142 € HT

- à la Commune de Castelnau Pégayrols :
  - Première année d'installation et années suivantes : 155.70 € HT

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président :

- Signer le projet d'avenant 3 à la Convention SM PNR /Safer pour la mise en place de vigifoncier sur ces nouveaux territoires

- Signer les projets de Conventions SM PNR / Communauté de communes du lodévois Larzac, SM PNR / Brasc et SM PNR / Castelnau

- Et à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

CONVENTION DE MUTUALISATION DE l'OUTIL VIGIFONCIER DE LA SAFER

ENTRE LES SOUSSIGNEES

Le Parc Naturel Régional des Grands Causses dont le siège est 71, Boulevard de l'Ayrolle - 12101 MILLAU, représentée par son Président, Monsieur Richard FIOL, agissant en vertu de la délibération n°2021-040 en date du 28 mai 2021 ci-annexée, et désignée ci-après par "**le Parc**",

D'une part,

Et,

La Communauté de Communes du Lodévois Larzac, dont le siège est XXX, représentée par son Président, Monsieur REQUI, agissant en vertu de la délibération n° XXX du Conseil communautaire du XXX, et désignée ci-après par le sigle "la **Comcom**",

D'autre part,

IL EST CONVENU

Vu la délibération du conseil syndical du PNRGC net du projet d'avenant n°3 de la convention entre la SAFER et le PNR GC en annexe de ladite délibération

Une convention de mutualisation de l'outil vigifoncier de la safer permettant la communication d'informations relatives au marché foncier local.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, déclinaison de la convention Safer – PNR GC, le Parc et la Comcom définissent les modalités d'un dispositif de veille foncière permettant :

- de connaître en temps réel, sur un périmètre donné, toutes les mutations à titre onéreux portées à la connaissance de la Safer,
- d'être informé des transactions opérées par la Safer dans le cadre de son activité traditionnelle d'opérateur foncier,
- d'appréhender les changements possibles d'utilisation des sols et de combattre certaines évolutions en termes d'usage (cabanisation, mitage, dégradation des paysages, changement de vocation …),
- de protéger l'environnement et les sites sensibles de son territoire,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

- de suivre la consommation et l'orientation des espaces naturels, agricoles et forestiers de son territoire,
- d'avoir accès à des indicateurs clés de la dynamique des territoires (occupation et consommation des sols, marchés fonciers…)
- de mutualiser l'outil Vigifoncier de la Safer sur le périmètre classé PNR et des communautés de communes partiellement adhérentes au Syndicat mixte du PNRGC
- de définir les modalités de paiement de ce service

ARTICLE 2 - PERIMETRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention concerne l'ensemble du **territoire de la communauté de communes.**

Le périmètre est constitué de l'ensemble des zones agricoles, naturelles et forestières de ce territoire ainsi que par les terrains et les biens immobiliers à usage et vocation agricole dans les zones urbaines et à urbaniser dudit territoire.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES DONNEES TRANSMISES

Vigifoncier est un outil d'intelligence foncière permettant la transmission de différentes informations du marché foncier rural à l'échelle d'un territoire communal ou intercommunal, d'une ou plusieurs sections cadastrales : informations sur les projets de vente transmises par les notaires à la Safer (Déclaration d'Intention d'Aliéner = DIA), sur les rétrocessions opérées par la Safer, sur les avis de préemptions, sur les appels à candidatures publiés et informations relatives à des indicateurs clés de la dynamique des territoires (occupation et consommation des sols, marchés fonciers) à travers l'observatoire Vigifoncier.

3-1 Création de comptes sur le site Internet Vigifoncier Occitanie :

La Safer procèdera, à **l'activation des comptes sur le périmètre de la Comcom**. Auront accès à *Vigifoncier Occitanie* le Parc, les communes et la comcom, à l'échelle de leurs périmètres de compétence respectifs.

L'accès au site Vigifoncier est sécurisé par un identifiant et un mot de passe personnalisés qui ne doivent en aucun cas être diffusés à des tiers sauf autorisation expresse de la Safer.

À l'intérieur du périmètre d'intervention tel que défini à l'article 2, au fur et à mesure de la réception des notifications de vente qui lui sont adressées par les notaires, la Safer fera parvenir les DIA aux différentes collectivités concernées, dans un délai de cinq jours ouvrés, suivant la réception.

Cette transmission sera effectuée par **courrier électronique via Vigifoncier**, sur les postes dédiés du Parc des **communes et de la comcom**.

Les adresses électroniques transmises à la Safer via le parc sont fournies en **annexe 1.** Il est conseillé d'avoir à minima un référent administratif et un référent élu par collectivité.

3-2 Informations diffusées :

Les informations transmises sont les suivantes :

- ✓ Module « Veille Foncière » :
    - **Pour les projets de vente ou DIA** : désignation cadastrale, surface notifiée, présence ou non de bâtiment, prix de vente HT et prix moyen par hectare (pour le non bâti), type de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

cession (vente amiable, échange), type de droits cédés (pleine propriété ou démembrements tels que nue-propriété, usufruit), situation locative, date de fin de bail, identités, adresses complètes et CSP (catégorie socio professionnelle) du cédant (vendeur) et du cessionnaire (acquéreur), nom du rédacteur de l'acte (notaire, avocat);

- **Pour les rétrocessions réalisées par la Safer** : désignation cadastrale, surface, mode de vente, prix HT, identité, adresse complète de l'attributaire, nom du rédacteur de l'acte ;
- **Pour les avis de préemption** : désignation cadastrale, surface, date, objectifs légaux de préemption, motivations légales de la préemption ;
- **Pour les appels à candidatures** : désignation cadastrale, surface, date d'échéance de l'appel à candidature, nom du contact Safer.

Une fiche synthétique descriptive est imprimable au format PDF.
La spatialisation des données est intégrée automatiquement dans l'outil Vigifoncier.

✓ Module « Cadastre »

Le module cadastre permet de **faire des recherches de parcelle ou de propriétaires de parcelles** : -

- par référence cadastrale (commune, section numéro),
- par adresse (adresse ou lieu-dit),
- par propriétaire (nom du propriétaire ou n° de compte).

✓ Module « Observatoire » :

L'observatoire foncier permet d'avoir accès à des indicateurs clés de la dynamique des territoires

- À partir de données de la DGFiP et de l'INSEE pour illustrer 3 thèmes (cartes, tableaux et graphiques) : **occupation des sols, urbanisation des espaces naturels, agricoles et forestiers, urbanisation et démographie, de 2009 à 2019** au moment de la signature de la convention (mise à jour en décembre de chaque année) ;
- À partir des données du marché foncier de l'espace rural (Source : Safer), pour illustrer les **marchés fonciers agricole et rural (en nombre, surface et valeur), par segment de marché (agricole, forestier et naturel, loisir et urbanisation), sur la période de 2009 à 2019** au moment de la signature de la convention (mise à jour en décembre de chaque année).

Cet outil « presse bouton » fournit des indicateurs révélateurs de tendances utiles aux réflexions et au suivi des politiques foncières des Collectivités.

3-3 Responsabilité et évolutions techniques :

Les informations diffusées sur le site Internet Vigifoncier, module « Veille foncière », ne sauraient être considérées comme une proposition de vente ou d'achat. Les informations du site Internet Vigifoncier sont non contractuelles et peuvent contenir des inexactitudes techniques, omissions ou des erreurs typographiques que la Safer s'engage à régulariser dans les meilleurs délais dès qu'elle en aura connaissance.

En cas de dysfonctionnement technique temporaire de Vigifoncier, et afin de respecter les délais d'instruction d'éventuelle demande d'exercice du droit de préemption et des délais d'instruction légaux des Commissaires du Gouvernement (art. R141-10 du Code rural), la Safer se réserve la possibilité de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

transmettre par tout autre moyen approprié (voie postale, message électronique) les données littérales relatives aux seules notifications.

ARTICLE 4 - MODALITES DE SAISINE DE LA SAFER PAR LE PARC OU LES AUTRES COLLECTIVITES DESTINATAIRES ET REALISATION D'UNE ENQUETE COMPLEMENTAIRE

Lorsqu'à la lecture des informations contenues dans une notification de vente transmise dans le cadre du service de veille foncière, le Parc ou une autre collectivité destinataire de Vigifoncier ressentent le besoin d'obtenir de plus amples précisions sur le projet de vente, **ils peuvent solliciter la Safer pour la réalisation d'une enquête complémentaire.**

Cette enquête a pour objet d'apporter des informations de complément afin de faciliter la prise de décision concernant la demande d'exercice ou non du droit de préemption de la Safer, dans le respect des dispositions des articles L.143-1 et suivants du CRPM. **Le Parc ou la collectivité demanderesse devra donc veiller à proposer à la Safer un projet conforme aux objectifs définis auxdits articles (rappel en annexe 2 ci-après).**

Le Parc et les autres collectivités s'engagent à alerter la Safer dans un délai maximum de 15 jours à compter de la communication de l'information via le site Vigifoncier, et ce par courrier ou par mèl, adressés au bureau de la Direction départementale de l'Aveyron.

Dès réception de la demande d'enquête préalable, **la Safer disposera d'un délai de 10 jours pour réaliser une enquête complémentaire** et transmettra au Parc ou à la collectivité demanderesse les informations complémentaires suivantes : motif de la vente, conditions particulières de vente, projet de l'acquéreur, destination envisagée….

Après restitution des résultats d'enquête, le demandeur confirmera par courrier ou par mèl, son souhait de voir intervenir la Safer. **Cette confirmation engage le demandeur (le Parc ou la Collectivité) à être candidat à la rétrocession des biens préemptés**. Ce dernier signera ensuite une promesse d'achat accompagnée d'une délibération au plus tôt.
Dans tous les cas, l'exercice éventuel du droit de préemption de la Safer ne pourra être instruit que dans un délai maximum de 1 mois à compter de la date de réception de la DIA.

La Safer a conscience que le rythme des conseils décisionnels est incompatible avec le souhait d'avoir une promesse d'achat signée acceptée par délibération avant l'expiration du délai de préemption de la Safer. **Aussi, la Safer invite le demandeur à débattre au préalable sur le sujet, en leur conseil afin de se prémunir de tout désistement entre l'action de préemption et l'appel à candidature à la rétrocession.**

Il est ici précisé que, pour toutes les acquisitions entrant dans le champ de la présente convention, la Safer s'engage à n'acquérir les immeubles et droits en vente qu'en parfait accord avec le Parc ou la Collectivité demanderesse, la Safer n'ayant pas, de par la loi, vocation à conserver des biens en stock.

ARTICLE 5 - MODALITES D'ACQUISITION PAR LA SAFER

Les interventions de la Safer, tant en ce qui concerne les acquisitions que les rétrocessions qui en découlent, restent soumises, lorsqu'elles le doivent réglementairement, à l'approbation des Commissaires du Gouvernement auprès de la Safer, aux règles de publicité légales et de passage dans

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

les instances de consultations (commission locale et comité technique départemental) et de décisions (conseil d'administration), conformément aux dispositions du CRPM.

La Safer est libre d'accepter ou non une demande d'intervention provenant du Parc ou d'une des collectivités concernées par la veille. En cas de non-intervention de la Safer, malgré la demande du Parc ou d'une collectivité, aucune indemnité ou remboursement ne peut être exigé. Toutefois, la Safer doit exposer les motifs de sa décision.

La Safer interviendra :

- Soit par acquisition/substitution amiable,
- Soit par exercice de son droit de préemption, dans le respect des objectifs définis aux articles L. 143-1 et suivants du CRPM.
- Soit, le cas échéant, par exercice du droit de préemption avec contre-offre d'achat.

En cas de demande d'intervention par préemption, une concertation entre le demandeur et la Safer sera assurée pour chaque opération. Le demandeur de la préemption confirmera ensuite par voie postale ou électronique sa volonté de voir intervenir la Safer et produira dès que possible une délibération de son conseil décisionnaire explicitant sa candidature et son projet pour maintenir la vocation agricole du bien ou pour préserver l'environnement.
La Safer, avant d'exercer son droit de préemption, proposera au demandeur une promesse d'achat définissant les conditions de l'acquisition projetée.

Dans l'hypothèse où la Safer exercerait son droit de préemption dans le cadre du 8ème objectif de l'article L143-2 du CRPM (objectif environnemental), ce droit ne pourra s'exercer qu'après avis favorable de la DREAL et approbation des Commissaires du Gouvernement.

ARTICLE 6 - MODALITES DE RETROCESSION PAR LA SAFER

Après la maitrise du bien par la Safer, celle-ci réalisera la publicité légale d'appel à candidatures.

- ✓ L'ensemble des candidatures à la rétrocession sera présenté à la commission locale Safer, au sein de laquelle le Parc et/ou les collectivités concernées pourront faire valoir leur projet par l'intermédiaire d'un de leurs représentants, puis au Comité Technique Départemental de la Safer, pour avis.
- ✓ En cas d'exercice de la préemption pour motif de **"protection de l'environnement"**, **un cahier des charges spécifique** en vue de la protection à mettre en œuvre sera intégré à l'acte de rétrocession.

ARTICLE 7 - MODALITES FINANCIERES

7-1 <u>Coûts de la Veille Foncière</u> :

Les montants facturés par la SAFER au Parc sont ventilés entre les comcoms et communes adhérentes du périmètre défini à l'article 1 de la présente convention.

- **<u>Coût d'installation :</u> 2 000 € HT la première année**
- **<u>Coût de formation</u> : 500 € HT pour 2 formations à distance**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

- **<u>Coût d'abonnement</u> : lié au nombre de DIA transmises, par an**

Participation à la prise en charge de la saisie et codification des DIA, du service rendu par la transmission de l'information, de l'accès à l'export Excel des informations des DIA transmises (sur une année glissante, c'est-à-dire une année de date à date) :

- **Coût : 20€ HT/ DIA**

<u>Dégressivité</u> : après 250ème : 10€ HT/DIA et après 500ème : 5€ HT/DIA

<u>Plafonnement</u> : 10 000€ HT

Simulation tenant compte des notifications transmises pour les trois dernières années (2022-2023-2024) : 623 notifications en moyenne par an soit 250 x 20 € HT l'unité + 250 x 10 € HT + 117 € x 5 € HT = 8 115 € HT (montant réajustable au regard du nombre effectif de notifications transmises) soit 13.02€/DIA sur le périmètre du Parc.
Ce montant est réajustable au regard du nombre effectif de notifications transmises, dans la limite du plafond.

Ces couts seront facturés et payés par le Parc à la Safer. Ensuite, en fonction du prix moyen des DIA (montant Safer facturé/nombre de DIA effectif dans l'année) ; le Parc refacturera à la Comcom un montant égal au produit du cout moyen des DIA et du nombre de DIA effectives sur le territoire de la Comcom.

Sur la comcom, le nombre de DIA moyen étant de 70 DIA /an, le cout refacturé par le Parc à la Comcom est estimé à 911 € HT pour une année civile complète.

- **<u>Coût d'hébergement et de maintenance de l'outil</u> : forfait annuel**

Participation aux frais liés à la diffusion des alertes par mail aux abonnés (veille quotidienne et déclenchement des interventions si panne constatée), aux mises à jour des bases de données littérales et cartographiques, à la « Hot line » (appui téléphonique en cas de perte des codes d'accès, de changement de noms de destinataires, transmission d'un tutoriel aux éventuels nouveaux interlocuteurs), à l'accès à l'observatoire foncier et aux appels à candidatures.

- Forfait de la Safer pour le Parc (pour 81 à 120 communes) : **500 € HT/an** (4)

Ce cout sera facturé et pris en charge par le Parc. Il sera ventilé à chaque comcom au prorata du nombre de communes adhérentes (au nombre de 100). Soit un cout estimé de 5 €HT/commune soit un cout pour la comcom de 140 € HT/an.

Soit un coût total estimé refacturé à la Comcom par le Parc de (avec 70 DIA/an) :

- **Première année d'installation :2500 € + 1051.4 = 3 551.4 € HT**
- **Années suivantes : 1051.4 € HT**

Ce montant pourra être réduit en cas d'obtention de financement spécifique ponctuel (Fond vert, Agence de l'Eau…)

7-2 <u>Coût de l'enquête complémentaire et de la concertation</u> :

En cas de demande de compléments d'informations sur une notification de vente transmise via Vigifoncier, la réalisation d'une enquête de terrain et la concertation seront facturées **250€ HT au demandeur (Parc, communautés de communes ou communes)**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

7-3 <u>Coût des interventions par préemption</u> :

✓ **Cas de la rétrocession à la collectivité suite à l'exercice de la préemption :**

La collectivité demanderesse procédera au paiement du **prix de rétrocession** dans les meilleurs délais, ce prix comprenant : le prix principal d'acquisition (approuvé par les Commissaires du Gouvernement) + les frais d'acte notarié d'acquisition Safer + les éventuels autres frais réels et justifiés + la rémunération de la Safer, égale à 12% HT du prix principal (avec un minimum de 300€ HT par dossier).

A ce coût pourront s'ajouter les éventuels **frais de stockage** (au taux fixe de 6%HTdu PP) dans la mesure où la Safer serait amenée à "porter" le foncier (calcul pour la période allant du jour de l'acquisition par la Safer au jour du paiement effectif par la collectivité).

Le taux de TVA en vigueur s'appliquera au prix de rétrocession lors de la revente.

✓ **Cas des retraits de vente suite à une préemption avec contre-offre de prix :**

Lorsque le propriétaire vendeur optera pour un retrait de vente**, le demandeur (Parc, communautés de communes ou communes) prendra à sa charge les frais de dossier fixés à 500€ HT.**

En cas d'exercice du droit de préemption avec contre-offre d'achat, le demandeur prendra l'engagement formel, dans sa promesse d'achat, d'acquérir au prix fixé par le Juge, en cas de contentieux en contestation du prix proposé, et à prendre en charge tout ou partie des frais de contentieux.

ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT

Au Parc : Les règlements sont à effectuer au titre de la présente et sur présentation d'un titre de recette.

Ces factures seront adressées par messagerie électronique aux adresses suivantes :

.....@ .....

ou via le portail chorus au numéro suivant (référence chorus ou numéro SIRET) :

.....

ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

9-1 <u>Droit d'usage, de diffusion et de reproduction des données Vigifoncier</u> :

Toute représentation, reproduction ou exploitation intégrale ou partielle des informations diffusées par le site Vigifoncier Occitanie, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, faites sans le consentement de la Safer sont interdites.

Conformément aux dispositions de la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 portant transposition dans le Code de la propriété intellectuelle de la Directive 96/9 CE du 11 mars 1996 concernant la protection judiciaire des bases de données, la Safer est productrice et propriétaire de tout ou partie des bases de données composant le site Internet Vigifoncier.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

9.2 Informatique et libertés :

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les sites du domaine vigifoncier.fr font l'objet d'une inscription au registre CNIL tenu par la Fédération Nationale des Safer pour le compte des Safer.

Le portail cartographique Vigifoncier comporte des données à caractère personnel. En tant que destinataire des données, le PNR et toutes les collectivités adhérentes s'engagent à :

- Ne pas utiliser les documents, informations, fichiers informatiques, et de manière générale toutes données à caractère personnel confiés par la Safer à des fins autres que celles prévues pour les besoins de l'exécution de la prestation objet du contrat,
- Ne pas les diffuser sur les réseaux sociaux,
- Ne pas communiquer et céder les données à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées, ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle pour assurer la conservation et la confidentialité des données à caractère personnel transmises.

ARTICLE 10 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une **durée d'un an avec tacite reconduction**, et prendra effet à la date de signature des présentes.

Toutes difficultés d'application de la présente convention feront l'objet d'un examen entre les parties afin de trouver une solution amiable.

À défaut, la partie la plus diligente saisira le Tribunal Administratif territorialement compétent.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Les effets de cette convention prennent fin à la survenance des évènements prévus au présent article. Toute opération engagée antérieurement à l'effet de la résiliation de la présente sera soumise à celle-ci jusqu'à son terme.

11.1 Préavis :

La résiliation par l'une ou l'autre des parties peut intervenir à l'échéance, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois. Elle est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

11.2 Résiliation pour faute :

En cas de non-paiement par la Collectivité des sommes prévues à l'article 8 de la présente convention, le Parc pourra résilier la présente convention, deux mois après l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée infructueuse.

En cas de non-respect des clauses de confidentialité mentionnées à l'article 10 de la présente convention, cette dernière s'expose à une résiliation de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

En cas de non-respect par le Parc de l'une de ses obligations, la Collectivité peut mettre fin à la présente convention, deux mois après l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée infructueuse.

À, le …….

La Communauté de Communes du Lodévois Larzac ….

représentée par son Président,

M REQUI

À Millau, le …….

Le Parc naturel régional des Grands Causses

représentée par son Président

M. Richard FIOL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Annexe 1
Liste des communes concernées par le périmètre de la convention Vigifoncier à actualiser en fonction des communes et comcom adhérentes

collectivités	Mails de contact
comcom	
Celles	
Fozières	
La Vacquerie-et-Saint-Martin-de-Castries	
Lauroux	
Lavalette	
Le Bosc	
Le Caylar	
Le Cros	
Le Puech	
Les Plans	
Les Rives	
Lodève	
Olmet-et-Villecun	
Pégairolles-de-l'Escalette	
Poujols	
Saint-Étienne-de-Gourgas	
Saint-Félix-de-l'Héras	
Saint-Jean-de-la-Blaquière	
Saint-Maurice-Navacelles	
Saint-Michel	
Saint-Pierre-de-la-Fage	
Saint-Privat	
Sorbs	
Soubès	
Soumont	
Usclas-du-Bosc	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Annexe 2

Droit de préemption de la Safer
Rappel des principes et objectifs légaux

■ **<u>Principes de mise en œuvre</u> :**

En l'état des réglementations, on doit insister sur le fait que, **dans tous les cas, la Safer exerce par définition son droit de préemption sur un bien ayant conservé un usage ou une vocation agricole, sur des terrains situés dans une zone agricole ou une zone naturelle et forestière délimitée par un document d'urbanisme (art L 143-1).**

Les différents objectifs devant servir de base à une préemption de la Safer sont rappelés en page suivante.

La Safer dispose de trois possibilités pour effectuer une **préemption** conforme aux orientations de gestion territoriale d'une commune ou d'une communauté de communes :

1. La préemption se fondant sur des **objectifs "classiques" de restructuration d'exploitation agricole, d'installation d'agriculteurs**, etc., **permet d'assurer un usage agricole pérenne du foncier concerné** (bâti et non bâti) en l'attribuant à un exploitant agricole soumis à un cahier des charges sur une durée d'au-moins dix ans.

   La commune peut éventuellement se voir attribuer ce bien, sous réserve qu'elle consente un bail à long terme à un exploitant choisi par les instances de la Safer.

2. La préemption motivée par "**la lutte contre la spéculation foncière**" induisant la réalisation d'une "offre d'achat", c'est-à-dire la proposition d'un prix beaucoup plus modéré par la Safer, le vendeur ayant la possibilité, en cas de désaccord, de retirer son bien de la vente (ou de faire fixer le prix par le tribunal compétent).

   Cette possibilité permet une action de fond efficace dans la durée, sur des zones dont la commune souhaite préserver le caractère d'espace naturel et rural, en décourageant de fait toute tentative de recherche d'acquéreurs ayant pour projet de réorienter l'affectation du foncier (installation de cabane, de caravane ...).

3. La préemption fondée sur "**la protection de l'environnement**" pour éviter des opérations susceptibles d'affecter l'environnement **dans des secteurs délimités ayant fait l'objet d'une enquête d'utilité publique** et se traduisant par l'inscription de dispositions spécifiques de protection dans le PLU (zone N ou ND, par exemple), pour le cas de figure le plus simple.

   Ces possibilités d'intervention peuvent se traduire, soit par une attribution au profit d'un exploitant agricole (soumis à un cahier des charges environnemental), soit par une attribution directe à la Collectivité.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

■ Les objectifs du droit de préemption de la Safer (article L 143-2 et suivants du CRPM) :

Les objectifs du droit de préemption sont définis par la loi. Il s'agit de :

1. L'installation, la réinstallation ou le maintien des agriculteurs.

2. La consolidation d'exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre une dimension économique viable au regard des critères du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles et l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations existantes, dans les conditions prévues à l'article L 331-2 du Code rural.

3. La préservation de l'équilibre des exploitations lorsqu'il est compromis par l'emprise de travaux d'intérêt public.

4. La sauvegarde du caractère familial de l'exploitation.

5. La lutte contre la spéculation foncière.

6. La conservation d'exploitations viables existantes lorsqu'elle est compromise par la cession séparée des terres et bâtiments d'habitation ou d'exploitation.

7. La mise en valeur et la protection de la forêt ainsi que l'amélioration des structures sylvicoles dans le cadre de conventions préalablement passées avec l'État.

8. La protection de l'environnement, principalement par la mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées, dans le cadre de stratégies définies par l'État, les Collectivités territoriales ou leurs établissements publics ou approuvées par ces personnes publiques en application du présent Code ou du Code de l'environnement.

9- La protection et la mise en valeur des espaces agricoles (dans les Périmètres de Protection et de Mise en Valeur des Espaces Agricoles et Naturels Périurbain).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Fiche contact Safer Occitanie

Safer Service Départemental Hérault
Domaine de Maurin
CS 41013
34973 LATTES CEDEX

Tel : 04 67 07 10 70
E-Mail : service-34@safer-occitanie.fr

Vos contacts privilégiés

Conseiller Foncier de votre territoire :

Assistante :

Directeur Départemental :

Contact technique Vigifoncier :

Maud CHEVIGNON
Tel : 04.67.07.10.73
Mel : vigifoncier@safer-occitanie.fr

safer Occitanie — La terre, votre projet, notre passion

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025



CONVENTION DE MUTUALISATION DE l'OUTIL VIGIFONCIER DE LA SAFER

ENTRE LES SOUSSIGNEES

Le Parc Naturel Régional des Grands Causses dont le siège est 71, Boulevard de l'Ayrolle - 12101 MILLAU, représentée par son Président, Monsieur Richard FIOL, agissant en vertu de la délibération n°2021-040 en date du 28 mai 2021 ci-annexée, et désignée ci-après par "**le Parc**",

D'une part,

Et,

La Commune de Brasc, adresse, représentée par son Maire (e), Monsieur ALIBERT Jean Charles, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du, et désignée ci-après par le sigle "la **Commune**",

D'autre part,

IL EST CONVENU

Vu la délibération du conseil syndical du PNRGC n°2021-040 du 28 mai 2021 et du projet de convention entre la SAFER et le PNR GC en annexe de ladite délibération

Une convention de mutualisation de l'outil vigifoncier de la safer permettant la communication d'informations relatives au marché foncier local.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, déclinaison de la convention Safer – PNR GC, le Parc et la Commune définissent les modalités d'un dispositif de veille foncière permettant :

- de connaître en temps réel, sur un périmètre donné, toutes les mutations à titre onéreux portées à la connaissance de la Safer,
- d'être informé des transactions opérées par la Safer dans le cadre de son activité traditionnelle d'opérateur foncier,
- d'appréhender les changements possibles d'utilisation des sols et de combattre certaines évolutions en termes d'usage (cabanisation, mitage, dégradation des paysages, changement de vocation …),
- de protéger l'environnement et les sites sensibles de son territoire,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

- de suivre la consommation et l'orientation des espaces naturels, agricoles et forestiers de son territoire,
- d'avoir accès à des indicateurs clés de la dynamique des territoires (occupation et consommation des sols, marchés fonciers…)
- de mutualiser l'outil Vigifoncier de la Safer sur le périmètre classé PNR et des communautés de communes partiellement adhérentes au Syndicat mixte du PNRGC
- de définir les modalités de paiement de ce service

ARTICLE 2 - PERIMETRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention concerne l'ensemble du **territoire de la commune.**

Le périmètre est constitué de l'ensemble des zones agricoles, naturelles et forestières de ce territoire ainsi que par les terrains et les biens immobiliers à usage et vocation agricole dans les zones urbaines et à urbaniser dudit territoire.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES DONNEES TRANSMISES

Vigifoncier est un outil d'intelligence foncière permettant la transmission de différentes informations du marché foncier rural à l'échelle d'un territoire communal ou intercommunal, d'une ou plusieurs sections cadastrales : informations sur les projets de vente transmises par les notaires à la Safer (Déclaration d'Intention d'Aliéner = DIA), sur les rétrocessions opérées par la Safer, sur les avis de préemptions, sur les appels à candidatures publiés et informations relatives à des indicateurs clés de la dynamique des territoires (occupation et consommation des sols, marchés fonciers) à travers l'observatoire Vigifoncier.

3-1 Création de comptes sur le site Internet Vigifoncier Occitanie :

La Safer procèdera, à **l'activation des comptes sur le périmètre de la Commune**. Auront accès à *Vigifoncier Occitanie* le Parc, les communes et la Commune, à l'échelle de leurs périmètres de compétence respectifs.

L'accès à au site Vigifoncier est sécurisé par un identifiant et un mot de passe personnalisés qui ne doivent en aucun cas être diffusés à des tiers sauf autorisation expresse de la Safer.

À l'intérieur du périmètre d'intervention tel que défini à l'article 2, au fur et à mesure de la réception des notifications de vente qui lui sont adressées par les notaires, la Safer fera parvenir les DIA aux différentes collectivités concernées, dans un délai de cinq jours ouvrés, suivant la réception.

Cette transmission sera effectuée par **courrier électronique via Vigifoncier**, sur les postes dédiés du Parc des **communes et de la Commune**.

Les adresses électroniques transmises à la Safer via le parc sont fournies en **annexe 2.** Il est conseillé d'avoir à minima un référent administratif et un référent élu par collectivité.

3-2 Informations diffusées :

Les informations transmises sont les suivantes :

- ✓ Module « Veille Foncière » :
    - **Pour les projets de vente ou DIA** : désignation cadastrale, surface notifiée, présence ou non de bâtiment, prix de vente HT et prix moyen par hectare (pour le non bâti), type de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

cession (vente amiable, échange), type de droits cédés (pleine propriété ou démembrements tels que nue-propriété, usufruit), situation locative, date de fin de bail, identités, adresses complètes et CSP (catégorie socio professionnelle) du cédant (vendeur) et du cessionnaire (acquéreur), nom du rédacteur de l'acte (notaire, avocat);

- **Pour les rétrocessions réalisées par la Safer** : désignation cadastrale, surface, mode de vente, prix HT, identité, adresse complète de l'attributaire, nom du rédacteur de l'acte ;
- **Pour les avis de préemption** : désignation cadastrale, surface, date, objectifs légaux de préemption, motivations légales de la préemption ;
- **Pour les appels à candidatures** : désignation cadastrale, surface, date d'échéance de l'appel à candidature, nom du contact Safer.

Une fiche synthétique descriptive est imprimable au format PDF.
La spatialisation des données est intégrée automatiquement dans l'outil Vigifoncier.

✓ Module « Cadastre »

Le module cadastre permet de **faire des recherches de parcelle ou de propriétaires de parcelles** : -

- par référence cadastrale (commune, section numéro),
- par adresse (adresse ou lieu-dit),
- par propriétaire (nom du propriétaire ou n° de compte).

✓ Module « Observatoire » :

L'observatoire foncier permet d'avoir accès à des indicateurs clés de la dynamique des territoires

- À partir de données de la DGFiP et de l'INSEE pour illustrer 3 thèmes (cartes, tableaux et graphiques) : **occupation des sols, urbanisation des espaces naturels, agricoles et forestiers, urbanisation et démographie, de 2009 à 2019** au moment de la signature de la convention (mise à jour en décembre de chaque année) ;
- À partir des données du marché foncier de l'espace rural (Source : Safer), pour illustrer les **marchés fonciers agricole et rural (en nombre, surface et valeur), par segment de marché (agricole, forestier et naturel, loisir et urbanisation), sur la période de 2009 à 2019** au moment de la signature de la convention (mise à jour en décembre de chaque année).

Cet outil « presse bouton » fournit des indicateurs révélateurs de tendances utiles aux réflexions et au suivi des politiques foncières des Collectivités.

3-3 Responsabilité et évolutions techniques :

Les informations diffusées sur le site Internet Vigifoncier, module « Veille foncière », ne sauraient être considérées comme une proposition de vente ou d'achat. Les informations du site Internet Vigifoncier sont non contractuelles et peuvent contenir des inexactitudes techniques, omissions ou des erreurs typographiques que la Safer s'engage à régulariser dans les meilleurs délais dès qu'elle en aura connaissance.

En cas de dysfonctionnement technique temporaire de Vigifoncier, et afin de respecter les délais d'instruction d'éventuelle demande d'exercice du droit de préemption et des délais d'instruction légaux des Commissaires du Gouvernement (art. R141-10 du Code rural), la Safer se réserve la possibilité de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

transmettre par tout autre moyen approprié (voie postale, message électronique) les données littérales relatives aux seules notifications.

ARTICLE 4 - MODALITES DE SAISINE DE LA SAFER PAR LE PARC OU LES AUTRES COLLECTIVITES DESTINATAIRES ET REALISATION D'UNE ENQUETE COMPLEMENTAIRE

Lorsqu'à la lecture des informations contenues dans une notification de vente transmise dans le cadre du service de veille foncière, le Parc ou une autre collectivité destinataire de Vigifoncier Commune ou commune ressentent le besoin d'obtenir de plus amples précisions sur le projet de vente, **ils peuvent solliciter la Safer pour la réalisation d'une enquête complémentaire.**

Cette enquête a pour objet d'apporter des informations de complément afin de faciliter la prise de décision concernant la demande d'exercice ou non du droit de préemption de la Safer, dans le respect des dispositions des articles L.143-1 et suivants du CRPM. **Le Parc ou la collectivité demanderesse devra donc veiller à proposer à la Safer un projet conforme aux objectifs définis auxdits articles (rappel en annexe 2 ci-après).**

Le Parc et les autres collectivités s'engagent à alerter la Safer dans un délai maximum de 15 jours à compter de la communication de l'information via le site Vigifoncier, et ce par courrier ou par mèl, adressés au bureau de la Direction départementale de l'Aveyron.

Dès réception de la demande d'enquête préalable, **la Safer disposera d'un délai de 10 jours pour réaliser une enquête complémentaire** et transmettra au Parc ou à la collectivité demanderesse les informations complémentaires suivantes : motif de la vente, conditions particulières de vente, projet de l'acquéreur, destination envisagée….

Après restitution des résultats d'enquête, le demandeur confirmera par courrier ou par mèl, son souhait de voir intervenir la Safer. **Cette confirmation engage le demandeur (le Parc ou la Collectivité) à être candidat à la rétrocession des biens préemptés**. Ce dernier signera ensuite une promesse d'achat accompagnée d'une délibération au plus tôt.
Dans tous les cas, l'exercice éventuel du droit de préemption de la Safer ne pourra être instruit que dans un délai maximum de 1 mois à compter de la date de réception de la DIA.

La Safer a conscience que le rythme des conseils décisionnels est incompatible avec le souhait d'avoir une promesse d'achat signée acceptée par délibération avant l'expiration du délai de préemption de la Safer. **Aussi, la Safer invite le demandeur à débattre au préalable sur le sujet, en leur conseil afin de se prémunir de tout désistement entre l'action de préemption et l'appel à candidature à la rétrocession.**

Il est ici précisé que, pour toutes les acquisitions entrant dans le champ de la présente convention, la Safer s'engage à n'acquérir les immeubles et droits en vente qu'en parfait accord avec le Parc ou la Collectivité demanderesse, la Safer n'ayant pas, de par la loi, vocation à conserver des biens en stock.

ARTICLE 5 - MODALITES D'ACQUISITION PAR LA SAFER

Les interventions de la Safer, tant en ce qui concerne les acquisitions que les rétrocessions qui en découlent, restent soumises, lorsqu'elles le doivent réglementairement, à l'approbation des Commissaires du Gouvernement auprès de la Safer, aux règles de publicité légales et de passage dans

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

les instances de consultations (commission locale et comité technique départemental) et de décisions (conseil d'administration), conformément aux dispositions du CRPM.

La Safer est libre d'accepter ou non une demande d'intervention provenant du Parc ou d'une des collectivités concernées par la veille. En cas de non-intervention de la Safer, malgré la demande du Parc ou d'une collectivité, aucune indemnité ou remboursement ne peut être exigé. Toutefois, la Safer doit exposer les motifs de sa décision.

La Safer interviendra :

- Soit par acquisition/substitution amiable,
- Soit par exercice de son droit de préemption, dans le respect des objectifs définis aux articles L. 143-1 et suivants du CRPM.
- Soit, le cas échéant, par exercice du droit de préemption avec contre-offre d'achat.

En cas de demande d'intervention par préemption, une concertation entre le demandeur et la Safer sera assurée pour chaque opération. Le demandeur de la préemption confirmera ensuite par voie postale ou électronique sa volonté de voir intervenir la Safer et produira dès que possible une délibération de son conseil décisionnaire explicitant sa candidature et son projet pour maintenir la vocation agricole du bien ou pour préserver l'environnement.
La Safer, avant d'exercer son droit de préemption, proposera au demandeur une promesse d'achat définissant les conditions de l'acquisition projetée.

Dans l'hypothèse où la Safer exercerait son droit de préemption dans le cadre du 8ème objectif de l'article L143-2 du CRPM (objectif environnemental), ce droit ne pourra s'exercer qu'après avis favorable de la DREAL et approbation des Commissaires du Gouvernement.

ARTICLE 6 - MODALITES DE RETROCESSION PAR LA SAFER

Après la maitrise du bien par la Safer, celle-ci réalisera la publicité légale d'appel à candidatures.

- ✓ L'ensemble des candidatures à la rétrocession sera présenté à la commission locale Safer, au sein de laquelle le Parc et/ou les collectivités concernées pourront faire valoir leur projet par l'intermédiaire d'un de leurs représentants, puis au Comité Technique Départemental de la Safer, pour avis.
- ✓ En cas d'exercice de la préemption pour motif de **"protection de l'environnement"**, **un cahier des charges spécifique** en vue de la protection à mettre en œuvre sera intégré à l'acte de rétrocession.

ARTICLE 7 - MODALITES FINANCIERES

7-1 Coûts de la Veille Foncière :

Les montants facturés par la SAFER au Parc sont ventilés entre les communauté de Communes et les communes adhérentes du périmètre défini à l'article 1 de la présente convention.

- **Coût d'installation : forfait uniquement la 1ère année**

Création du compte d'accès et fourniture des modalités de connexion au site Internet (chemin d'accès, identifiant, mot de passe) :

- Gratuit pour les Communes isolées

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Option « formation sur site » : à la demande, réalisation de **cessions de formation sur site** (dans les locaux de l'EPCI), par groupe de 10 à 15 communes (durée 2 à 3heures).
Possibilité de mixer les formations en visio-conférence et les formations en présentiel.

Forfait : 500 €HT par formation (2a)

Option « visio permanence » à la demande : mise en place d'une permanence virtuelle (durée de 3h) où le formateur est présent pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Forfait par permanence : **250 €HT** (2b)

Ces 2 options sont utilisables dès la première année, en complément de la formation de base, ainsi qu'à la demande les années suivantes.

Ces couts d'options, ne seront pas pris en charge par le Parc, ils seront pris en charge par la collectivité adhérente ayant demandé cette prestation.

- **<u>Coût d'abonnement</u> : lié au nombre de DIA transmises, par an**

Participation à la prise en charge de la saisie et codification des DIA, du service rendu par la transmission de l'information, de l'accès à l'export Excel des informations des DIA transmises (sur une année glissante, c'est-à-dire une année de date à date) :

- **Coût : 20€ HT/ DIA**

<u>Dégressivité</u> : après 250ème : 10€ HT/DIA et après 500ème : 5€ HT/DIA

<u>Plafonnement</u> : 10 000€ HT

La simulation de la Safer sur l'adhésion du parc, tenant compte des notifications transmises pour les trois dernières années (2018-2019-2020) : 508 notifications en moyenne par an s'élèvent à **7 540 €HT** (3) soit 14.8€/DIA
Ce montant est réajustable au regard du nombre effectif de notifications transmises, dans la limite du plafond.

Ces couts seront facturés et payés par le Parc à la Safer. Ensuite, en fonction du prix moyen des DIA (montant Safer facturé/nombre de DIA effectif dans l'année) ; le Parc refacturera à la Commune un montant égal au produit du cout moyen des DIA et du nombre de DIA effectives sur le territoire de la Commune.

Sur la Commune, le nombre de DIA moyen étant de 10 DIA /an, le cout refacturé par le Parc à la Commune est estimé **à 135 €** pour une année civile complète.

- **<u>Coût d'hébergement et de maintenance de l'outil</u> : forfait annuel**

Participation aux frais liés à la diffusion des alertes mèl aux abonnés (veille quotidienne et déclenchement des interventions si panne constatée), aux mises à jour des bases de données littérales et cartographiques, à la « Hot line » (appui téléphonique en cas de perte des codes d'accès, de changement de noms de destinataires, transmission d'un tutoriel aux éventuels nouveaux interlocuteurs), à l'accès à l'observatoire foncier et aux appels à candidatures.

- Forfait de la Safer pour le Parc (pour 81 à 120 communes) : **500 € HT/an** (4)

Ce cout sera facturé et pris en charge par le Parc. Il sera ventilé à chaque Commune au prorata du nombre de communes adhérentes (au nombre de 65). Soit un cout annuel estimé de 7 €HT/commune.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Soit un coût total estimé refacturé à la Commune par le Parc de 142 € HT par an.

7-2 <u>Coût de l'enquête complémentaire et de la concertation</u> :

En cas de demande de compléments d'informations sur une notification de vente transmise via Vigifoncier, la réalisation d'une enquête de terrain et la concertation seront facturées **250€ HT au demandeur (Parc, communautés de communes ou communes)**

7-3 <u>Coût des interventions par préemption</u> :

✓ **Cas de la rétrocession à la collectivité suite à l'exercice de la préemption :**

La collectivité demanderesse procédera au paiement du **prix de rétrocession** dans les meilleurs délais, ce prix comprenant : le prix principal d'acquisition (approuvé par les Commissaires du Gouvernement) + les frais d'acte notarié d'acquisition Safer + les éventuels autres frais réels et justifiés + la rémunération de la Safer, égale à 12% HT du prix principal (avec un minimum de 300€ HT par dossier).

A ce coût pourront s'ajouter les éventuels **frais de stockage** (au taux fixe de 6%HTdu PP) dans la mesure où la Safer serait amenée à "porter" le foncier (calcul pour la période allant du jour de l'acquisition par la Safer au jour du paiement effectif par la collectivité).

Le taux de TVA en vigueur s'appliquera au prix de rétrocession lors de la revente.

✓ **Cas des retraits de vente suite à une préemption avec contre-offre de prix :**

Lorsque le propriétaire vendeur optera pour un retrait de vente**, le demandeur (Parc, communautés de communes ou communes) prendra à sa charge les frais de dossier fixés à 500€ HT.**

En cas d'exercice du droit de préemption avec contre-offre d'achat, le demandeur prendra l'engagement formel, dans sa promesse d'achat, d'acquérir au prix fixé par le Juge, en cas de contentieux en contestation du prix proposé, et à prendre en charge tout ou partie des frais de contentieux.

ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT

Au Parc : Les règlements sont à effectuer au titre de la présente et sur présentation d'un titre de recette.

A la Safer : les règlements des factures liées aux missions précisées dans les articles 7.2 et 7.3 sont à effectuer au titre de la présente, par virement au nom de la **Safer Occitanie** sur le compte **CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC** – code banque : **13506** – code guichet : **10000** - numéro de compte : **00183725000**–clé RIB **: 01 ; IBAN : FR76 1350 6100 0000 1837 2500 001.**

Ces factures seront adressées par messagerie électronique aux adresses suivantes :

.....@ .....

ou via le portail chorus au numéro suivant (référence chorus ou numéro SIRET) :

.....

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

9-1 <u>Droit d'usage, de diffusion et de reproduction des données Vigifoncier</u> :

Toute représentation, reproduction ou exploitation intégrale ou partielle des informations diffusées par le site Vigifoncier Occitanie, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, faites sans le consentement de la Safer sont interdites.

Conformément aux dispositions de la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 portant transposition dans le Code de la propriété intellectuelle de la Directive 96/9 CE du 11 mars 1996 concernant la protection judiciaire des bases de données, la Safer est productrice et propriétaire de tout ou partie des bases de données composant le site Internet Vigifoncier.

<u>9.2 Informatique et libertés :</u>

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les sites du domaine vigifoncier.fr font l'objet d'une inscription au registre CNIL tenu par la Fédération Nationale des Safer pour le compte des Safer.

Le portail cartographique Vigifoncier comporte des données à caractère personnel. En tant que destinataire des données, le PNR et toutes les collectivités adhérentes s'engagent à :

- Ne pas utiliser les documents, informations, fichiers informatiques, et de manière générale toutes données à caractère personnel confiés par la Safer à des fins autres que celles prévues pour les besoins de l'exécution de la prestation objet du contrat,
- Ne pas les diffuser sur les réseaux sociaux,
- Ne pas communiquer et céder les données à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées, ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle pour assurer la conservation et la confidentialité des données à caractère personnel transmises.

ARTICLE 10 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une **durée d'un an avec tacite reconduction**, et prendra effet à la date de signature des présentes.

Toutes difficultés d'application de la présente convention feront l'objet d'un examen entre les parties afin de trouver une solution amiable.

À défaut, la partie la plus diligente saisira le Tribunal Administratif territorialement compétent.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Les effets de cette convention prennent fin à la survenance des évènements prévus au présent article. Toute opération engagée antérieurement à l'effet de la résiliation de la présente sera soumise à celle-ci jusqu'à son terme.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

11.1 <u>Préavis</u> :

La résiliation par l'une ou l'autre des parties peut intervenir à l'échéance, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois. Elle est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

11.2 <u>Résiliation pour faute</u> :

En cas de non-paiement par la Collectivité des sommes prévues à l'article 8 de la présente convention, le Parc pourra résilier la présente convention, deux mois après l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée infructueuse.

En cas de non-respect des clauses de confidentialité mentionnées à l'article 10 de la présente convention, cette dernière s'expose à une résiliation de la présente convention.

En cas de non-respect par le Parc de l'une de ses obligations, la Collectivité peut mettre fin à la présente convention, deux mois après l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée infructueuse.

À, le …….	À Millau, le …….
La Commune	Le Parc naturel régional des Grands Causses
représentée par son Maire,	représentée par son Président
M	M. Richard FIOL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Annexe 2

Droit de préemption de la Safer
Rappel des principes et objectifs légaux

■ **<u>Principes de mise en œuvre</u> :**

En l'état des réglementations, on doit insister sur le fait que, **dans tous les cas, la Safer exerce par définition son droit de préemption sur un bien ayant conservé un usage ou une vocation agricole, sur des terrains situés dans une zone agricole ou une zone naturelle et forestière délimitée par un document d'urbanisme (art L 143-1).**

Les différents objectifs devant servir de base à une préemption de la Safer sont rappelés en page suivante.

La Safer dispose de trois possibilités pour effectuer une **préemption** conforme aux orientations de gestion territoriale d'une commune ou d'une commune :

1. La préemption se fondant sur des **objectifs "classiques" de restructuration d'exploitation agricole, d'installation d'agriculteurs**, etc., **permet d'assurer un usage agricole pérenne du foncier concerné** (bâti et non bâti) en l'attribuant à un exploitant agricole soumis à un cahier des charges sur une durée d'au-moins dix ans.

   La commune peut éventuellement se voir attribuer ce bien, sous réserve qu'elle consente un bail à long terme à un exploitant choisi par les instances de la Safer.

2. La préemption motivée par "**la lutte contre la spéculation foncière**" induisant la réalisation d'une "offre d'achat", c'est-à-dire la proposition d'un prix beaucoup plus modéré par la Safer, le vendeur ayant la possibilité, en cas de désaccord, de retirer son bien de la vente (ou de faire fixer le prix par le tribunal compétent).

   Cette possibilité permet une action de fond efficace dans la durée, sur des zones dont la commune souhaite préserver le caractère d'espace naturel et rural, en décourageant de fait toute tentative de recherche d'acquéreurs ayant pour projet de réorienter l'affectation du foncier (installation de cabane, de caravane ...).

3. La préemption fondée sur "**la protection de l'environnement**" pour éviter des opérations susceptibles d'affecter l'environnement **dans des secteurs délimités ayant fait l'objet d'une enquête d'utilité publique** et se traduisant par l'inscription de dispositions spécifiques de protection dans le PLU (zone N ou ND, par exemple), pour le cas de figure le plus simple.

   Ces possibilités d'intervention peuvent se traduire, soit par une attribution au profit d'un exploitant agricole (soumis à un cahier des charges environnemental), soit par une attribution directe à la Collectivité.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

■ Les objectifs du droit de préemption de la Safer (article L 143-2 et suivants du CRPM) :

Les objectifs du droit de préemption sont définis par la loi. Il s'agit de :

1. L'installation, la réinstallation ou le maintien des agriculteurs.

2. La consolidation d'exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre une dimension économique viable au regard des critères du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles et l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations existantes, dans les conditions prévues à l'article L 331-2 du Code rural.

3. La préservation de l'équilibre des exploitations lorsqu'il est compromis par l'emprise de travaux d'intérêt public.

4. La sauvegarde du caractère familial de l'exploitation.

5. La lutte contre la spéculation foncière.

6. La conservation d'exploitations viables existantes lorsqu'elle est compromise par la cession séparée des terres et bâtiments d'habitation ou d'exploitation.

7. La mise en valeur et la protection de la forêt ainsi que l'amélioration des structures sylvicoles dans le cadre de conventions préalablement passées avec l'État.

8. La protection de l'environnement, principalement par la mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées, dans le cadre de stratégies définies par l'État, les Collectivités territoriales ou leurs établissements publics ou approuvées par ces personnes publiques en application du présent Code ou du Code de l'environnement.

9- La protection et la mise en valeur des espaces agricoles (dans les Périmètres de Protection et de Mise en Valeur des Espaces Agricoles et Naturels Périurbain).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Fiche contact Safer Occitanie

Service départemental Aveyron
5C boulevard du 122ème RI – Carrefour de l'Agriculture
12026 Rodez Cedex 9

Tel : 05.65.73.38.80

Mel : service-12@safer-occitanie.fr

Vos contacts privilégiés

Conseillers Fonciers de votre territoire :

Cuisinier Jérémy
Tel : 06 82 69 88 53
Mel : jeremy.cuisinier@safer-occitanie.fr

Assistante:
Mme Corinne Josseran
Tel : 05.65.73.38.82
Mel : corinne.josseran@safer-occitanie.fr

Emilie CARCENAC
Tel : 06 89 15 73 55
Mel : emilie.carcenac@safer-occitanie.fr

Assistante :
Mme Marie RODRIGUEZ
Tel : 05.65.73.38.80
Mel : marie.rodriguez@safer-occitanie.fr

Directeur Départemental :
Mr Simon TISSET
Tel : 05.63.49.18.82
Mel : simon.tisset@safer-occitanie.fr

Contact technique Vigifoncier :

Maud CHEVIGNON
Tel : 04.67.07.10.73
Mel : vigifoncier@safer-occitanie.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

CONVENTION DE MUTUALISATION DE L'OUTIL VIGIFONCIER DE LA SAFER

ENTRE LES SOUSSIGNEES

Le Parc Naturel Régional des Grands Causses dont le siège est 71, Boulevard de l'Ayrolle - 12101 MILLAU, représentée par son Président, Monsieur Richard FIOL, agissant en vertu de la délibération n°2021-040 en date du 28 mai 2021 ci-annexée, et désignée ci-après par "**le Parc**",

D'une part,

Et,

La Commune de Castelnau Pegayrols, adresse, représentée par son Maire, Monsieur Frédéric BALARD, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal du 26 mai 2020, et désignée ci-après par le sigle "la **Commune**",

D'autre part,

IL EST CONVENU

Vu la délibération du conseil syndical du PNRGC n°2021-040 du 28 mai 2021 et du projet de convention entre la SAFER et le PNR GC en annexe de ladite délibération

Une convention de mutualisation de l'outil vigifoncier de la safer permettant la communication d'informations relatives au marché foncier local.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, déclinaison de la convention Safer – PNR GC, le Parc et la Commune définissent les modalités d'un dispositif de veille foncière permettant :

- de connaître en temps réel, sur un périmètre donné, toutes les mutations à titre onéreux portées à la connaissance de la Safer,
- d'être informé des transactions opérées par la Safer dans le cadre de son activité traditionnelle d'opérateur foncier,
- d'appréhender les changements possibles d'utilisation des sols et de combattre certaines évolutions en termes d'usage (cabanisation, mitage, dégradation des paysages, changement de vocation ...),
- de protéger l'environnement et les sites sensibles de son territoire,
- de suivre la consommation et l'orientation des espaces naturels, agricoles et forestiers de son territoire,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

- d'avoir accès à des indicateurs clés de la dynamique des territoires (occupation et consommation des sols, marchés fonciers...)
- de mutualiser l'outil Vigifoncier de la Safer sur le périmètre classé PNR et des communautés de communes partiellement adhérentes au Syndicat mixte du PNRGC
- de définir les modalités de paiement de ce service

ARTICLE 2 - PERIMETRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

La présente convention concerne l'ensemble du **territoire de la commune.**

Le périmètre est constitué de l'ensemble des zones agricoles, naturelles et forestières de ce territoire ainsi que par les terrains et les biens immobiliers à usage et vocation agricole dans les zones urbaines et à urbaniser dudit territoire.

ARTICLE 3 - DESCRIPTION DES DONNEES TRANSMISES

Vigifoncier est un outil d'intelligence foncière permettant la transmission de différentes informations du marché foncier rural à l'échelle d'un territoire communal ou intercommunal, d'une ou plusieurs sections cadastrales : informations sur les projets de vente transmises par les notaires à la Safer (Déclaration d'Intention d'Aliéner = DIA), sur les rétrocessions opérées par la Safer, sur les avis de préemptions, sur les appels à candidatures publiés et informations relatives à des indicateurs clés de la dynamique des territoires (occupation et consommation des sols, marchés fonciers) à travers l'observatoire Vigifoncier.

3-1 Création de comptes sur le site Internet Vigifoncier Occitanie :

La Safer procèdera, à **l'activation des comptes sur le périmètre de la Commune**. Auront accès à *Vigifoncier Occitanie* le Parc, les communes et la Commune, à l'échelle de leurs périmètres de compétence respectifs.

L'accès à au site Vigifoncier est sécurisé par un identifiant et un mot de passe personnalisés qui ne doivent en aucun cas être diffusés à des tiers sauf autorisation expresse de la Safer.

À l'intérieur du périmètre d'intervention tel que défini à l'article 2, au fur et à mesure de la réception des notifications de vente qui lui sont adressées par les notaires, la Safer fera parvenir les DIA aux différentes collectivités concernées, dans un délai de cinq jours ouvrés, suivant la réception.

Cette transmission sera effectuée par **courrier électronique via Vigifoncier**, sur les postes dédiés du Parc des **communes et de la Commune**.

Les adresses électroniques transmises à la Safer via le parc sont fournies en **annexe 2.** Il est conseillé d'avoir à minima un référent administratif et un référent élu par collectivité.

3-2 Informations diffusées :

Les informations transmises sont les suivantes :

- ✓ Module « Veille Foncière » :
  - **Pour les projets de vente ou DIA** : désignation cadastrale, surface notifiée, présence ou non de bâtiment, prix de vente HT et prix moyen par hectare (pour le non bâti), type de cession (vente amiable, échange), type de droits cédés (pleine propriété ou démembrements tels que nue-propriété, usufruit), situation locative, date de fin de bail,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

identités, adresses complètes et CSP (catégorie socio professionnelle) du cédant (vendeur) et du cessionnaire (acquéreur), nom du rédacteur de l'acte (notaire, avocat);

- **Pour les rétrocessions réalisées par la Safer** : désignation cadastrale, surface, mode de vente, prix HT, identité, adresse complète de l'attributaire, nom du rédacteur de l'acte ;
- **Pour les avis de préemption** : désignation cadastrale, surface, date, objectifs légaux de préemption, motivations légales de la préemption ;
- **Pour les appels à candidatures** : désignation cadastrale, surface, date d'échéance de l'appel à candidature, nom du contact Safer.

Une fiche synthétique descriptive est imprimable au format PDF.
La spatialisation des données est intégrée automatiquement dans l'outil Vigifoncier.

✓ Module « Cadastre »

Le module cadastre permet de **faire des recherches de parcelle ou de propriétaires de parcelles** : -

- par référence cadastrale (commune, section numéro),
- par adresse (adresse ou lieu-dit),
- par propriétaire (nom du propriétaire ou n° de compte).

✓ Module « Observatoire » :

L'observatoire foncier permet d'avoir accès à des indicateurs clés de la dynamique des territoires

- À partir de données de la DGFiP et de l'INSEE pour illustrer 3 thèmes (cartes, tableaux et graphiques) : **occupation des sols, urbanisation des espaces naturels, agricoles et forestiers, urbanisation et démographie, de 2009 à 2019** au moment de la signature de la convention (mise à jour en décembre de chaque année) ;
- À partir des données du marché foncier de l'espace rural (Source : Safer), pour illustrer les **marchés fonciers agricole et rural (en nombre, surface et valeur), par segment de marché (agricole, forestier et naturel, loisir et urbanisation), sur la période de 2009 à 2019** au moment de la signature de la convention (mise à jour en décembre de chaque année).

Cet outil « presse bouton » fournit des indicateurs révélateurs de tendances utiles aux réflexions et au suivi des politiques foncières des Collectivités.

3-3 Responsabilité et évolutions techniques :

Les informations diffusées sur le site Internet Vigifoncier, module « Veille foncière », ne sauraient être considérées comme une proposition de vente ou d'achat. Les informations du site Internet Vigifoncier sont non contractuelles et peuvent contenir des inexactitudes techniques, omissions ou des erreurs typographiques que la Safer s'engage à régulariser dans les meilleurs délais dès qu'elle en aura connaissance.

En cas de dysfonctionnement technique temporaire de Vigifoncier, et afin de respecter les délais d'instruction d'éventuelle demande d'exercice du droit de préemption et des délais d'instruction légaux des Commissaires du Gouvernement (art. R141-10 du Code rural), la Safer se réserve la possibilité de transmettre par tout autre moyen approprié (voie postale, message électronique) les données littérales relatives aux seules notifications.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

ARTICLE 4 - MODALITES DE SAISINE DE LA SAFER PAR LE PARC OU LES AUTRES COLLECTIVITES DESTINATAIRES ET REALISATION D'UNE ENQUETE COMPLEMENTAIRE

Lorsqu'à la lecture des informations contenues dans une notification de vente transmise dans le cadre du service de veille foncière, le Parc ou une autre collectivité destinataire de Vigifoncier Commune ou commune ressentent le besoin d'obtenir de plus amples précisions sur le projet de vente, **ils peuvent solliciter la Safer pour la réalisation d'une enquête complémentaire.**

Cette enquête a pour objet d'apporter des informations de complément afin de faciliter la prise de décision concernant la demande d'exercice ou non du droit de préemption de la Safer, dans le respect des dispositions des articles L.143-1 et suivants du CRPM. **Le Parc ou la collectivité demanderesse devra donc veiller à proposer à la Safer un projet conforme aux objectifs définis auxdits articles (rappel en annexe 2 ci-après).**

Le Parc et les autres collectivités s'engagent à alerter la Safer dans un délai maximum de 15 jours à compter de la communication de l'information via le site Vigifoncier, et ce par courrier ou par mèl, adressés au bureau de la Direction départementale de l'Aveyron.

Dès réception de la demande d'enquête préalable, **la Safer disposera d'un délai de 10 jours pour réaliser une enquête complémentaire** et transmettra au Parc ou à la collectivité demanderesse les informations complémentaires suivantes : motif de la vente, conditions particulières de vente, projet de l'acquéreur, destination envisagée....

Après restitution des résultats d'enquête, le demandeur confirmera par courrier ou par mèl, son souhait de voir intervenir la Safer. **Cette confirmation engage le demandeur (le Parc ou la Collectivité) à être candidat à la rétrocession des biens préemptés**. Ce dernier signera ensuite une promesse d'achat accompagnée d'une délibération au plus tôt.
Dans tous les cas, l'exercice éventuel du droit de préemption de la Safer ne pourra être instruit que dans un délai maximum de 1 mois à compter de la date de réception de la DIA.

La Safer a conscience que le rythme des conseils décisionnels est incompatible avec le souhait d'avoir une promesse d'achat signée acceptée par délibération avant l'expiration du délai de préemption de la Safer. **Aussi, la Safer invite le demandeur à débattre au préalable sur le sujet, en leur conseil afin de se prémunir de tout désistement entre l'action de préemption et l'appel à candidature à la rétrocession.**

Il est ici précisé que, pour toutes les acquisitions entrant dans le champ de la présente convention, la Safer s'engage à n'acquérir les immeubles et droits en vente qu'en parfait accord avec le Parc ou la Collectivité demanderesse, la Safer n'ayant pas, de par la loi, vocation à conserver des biens en stock.

ARTICLE 5 - MODALITES D'ACQUISITION PAR LA SAFER

Les interventions de la Safer, tant en ce qui concerne les acquisitions que les rétrocessions qui en découlent, restent soumises, lorsqu'elles le doivent réglementairement, à l'approbation des Commissaires du Gouvernement auprès de la Safer, aux règles de publicité légales et de passage dans les instances de consultations (commission locale et comité technique départemental) et de décisions (conseil d'administration), conformément aux dispositions du CRPM.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

La Safer est libre d'accepter ou non une demande d'intervention provenant du Parc ou d'une des collectivités concernées par la veille. En cas de non-intervention de la Safer, malgré la demande du Parc ou d'une collectivité, aucune indemnité ou remboursement ne peut être exigé. Toutefois, la Safer doit exposer les motifs de sa décision.

La Safer interviendra :

- Soit par acquisition/substitution amiable,
- Soit par exercice de son droit de préemption, dans le respect des objectifs définis aux articles L. 143-1 et suivants du CRPM.
- Soit, le cas échéant, par exercice du droit de préemption avec contre-offre d'achat.

En cas de demande d'intervention par préemption, une concertation entre le demandeur et la Safer sera assurée pour chaque opération. Le demandeur de la préemption confirmera ensuite par voie postale ou électronique sa volonté de voir intervenir la Safer et produira dès que possible une délibération de son conseil décisionnaire explicitant sa candidature et son projet pour maintenir la vocation agricole du bien ou pour préserver l'environnement.
La Safer, avant d'exercer son droit de préemption, proposera au demandeur une promesse d'achat définissant les conditions de l'acquisition projetée.

Dans l'hypothèse où la Safer exercerait son droit de préemption dans le cadre du 8ème objectif de l'article L143-2 du CRPM (objectif environnemental), ce droit ne pourra s'exercer qu'après avis favorable de la DREAL et approbation des Commissaires du Gouvernement.

ARTICLE 6 - MODALITES DE RETROCESSION PAR LA SAFER

Après la maitrise du bien par la Safer, celle-ci réalisera la publicité légale d'appel à candidatures.

- ✓ L'ensemble des candidatures à la rétrocession sera présenté à la commission locale Safer, au sein de laquelle le Parc et/ou les collectivités concernées pourront faire valoir leur projet par l'intermédiaire d'un de leurs représentants, puis au Comité Technique Départemental de la Safer, pour avis.
- ✓ En cas d'exercice de la préemption pour motif de **"protection de l'environnement", un cahier des charges spécifique** en vue de la protection à mettre en œuvre sera intégré à l'acte de rétrocession.

ARTICLE 7 - MODALITES FINANCIERES

7-1 Coûts de la Veille Foncière :

Les montants facturés par la SAFER au Parc sont ventilés entre les Communes et communes adhérentes du périmètre défini à l'article 1 de la présente convention.

- **Coût d'installation : forfait uniquement la 1ère année**

Création du compte d'accès et fourniture des modalités de connexion au site Internet (chemin d'accès, identifiant, mot de passe) :

- Forfait pour le Parc pour 81 à 120 communes : 1710 € HT

- **Coût de formation : forfait la 1ère année**

Formation des utilisateurs à distance (par groupe de 15 communes maximum) : formation en visio-conférence avec possibilité de prise de main à distance des ordinateurs pour aider à la manipulation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Présentation de l'outil, formation à l'utilisation de toutes les fonctionnalités, réalisation d'exercices par mise en situation sur cas concrets (durée 2 à 3 heures). Fourniture d'un support de formation.

- Forfait pour le Parc pour 81 à 120 communes (7 à 8 formations) : **2 000 € HT** (2)

Soit un total de 3710 €. Ce cout est refacturé par le Parc aux collectivités adhérentes en fonction du nombre de Communes concerné par cette installation (au nombre de 27).

La Commune de Castelnau Pegayrols n'est pas concernée par cette refacturation

Option « formation sur site » : à la demande, réalisation de **cessions de formation sur site** (dans les locaux de l'EPCI), par groupe de 10 à 15 communes (durée 2 à 3heures).
Possibilité de mixer les formations en visio-conférence et les formations en présentiel.

Forfait : 500 €HT par formation (2a)

Option « visio permanence » à la demande : mise en place d'une permanence virtuelle (durée de 3h) où le formateur est présent pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Forfait par permanence : 250 €HT (2b)

Ces 2 options sont utilisables dès la première année, en complément de la formation de base, ainsi qu'à la demande les années suivantes.

Ces couts d'options, ne seront pas pris en charge par le Parc, ils seront pris en charge par la collectivité adhérente ayant demandé cette prestation.

- **Coût d'abonnement : lié au nombre de DIA transmises, par an**

Participation à la prise en charge de la saisie et codification des DIA, du service rendu par la transmission de l'information, de l'accès à l'export Excel des informations des DIA transmises (sur une année glissante, c'est-à-dire une année de date à date) :

- **Coût : 20€ HT/ DIA**

Dégressivité : après 250ème : 10€ HT/DIA et après 500ème : 5€ HT/DIA

Plafonnement : 10 000€ HT

La simulation de la Safer sur l'adhésion du parc, tenant compte des notifications transmises pour les trois dernières années (2018-2019-2020) : 508 notifications en moyenne par an s'élèvent à **7 540 €HT** (3) soit 14.8€/DIA
Ce montant est réajustable au regard du nombre effectif de notifications transmises, dans la limite du plafond.

Ces couts seront facturés et payés par le Parc à la Safer. Ensuite, en fonction du prix moyen des DIA (montant Safer facturé/nombre de DIA effectif dans l'année) ; le Parc refacturera à la Commune un montant égal au produit du cout moyen des DIA et du nombre de DIA effectives sur le territoire de la Commune.

Sur la Commune, le nombre de DIA moyen étant de 1 DIA /an, le cout refacturé par le Parc à la Commune est estimé **à 148 €** pour une année civile complète.

- **Coût d'hébergement et de maintenance de l'outil : forfait annuel**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Participation aux frais liés à la diffusion des alertes mèl aux abonnés (veille quotidienne et déclenchement des interventions si panne constatée), aux mises à jour des bases de données littérales et cartographiques, à la « Hot line » (appui téléphonique en cas de perte des codes d'accès, de changement de noms de destinataires, transmission d'un tutoriel aux éventuels nouveaux interlocuteurs), à l'accès à l'observatoire foncier et aux appels à candidatures.

- Forfait de la Safer pour le Parc (pour 81 à 120 communes) : **500 € HT/an** (4)

Ce cout sera facturé et pris en charge par le Parc. Il sera ventilé à chaque Commune au prorata du nombre de communes adhérentes (au nombre de 65). Soit un cout annuel estimé de 7.7 €HT/commune.

Soit un coût total estimé refacturé à la Commune par le Parc de :

estimation des couts de Vigifoncier pour la commune	Cout en € HT estimation 2023	Cout en € HT années suivantes
Cout vigifoncier via PNR GC – installation – hors cout formation éventuelle	**0 € (500 € si formation)**	-
Cout annuel de gestion des DIA (abonnement et env. 10 DIA par an)	**155.70 €**	**155.70 €**
reste à charge commune/an	**155.70 € *hors formation***	**155.70 €**
Rappel cout commune seule	**1200 €**	**700 €**

7-2 <u>Coût de l'enquête complémentaire et de la concertation</u> :

En cas de demande de compléments d'informations sur une notification de vente transmise via Vigifoncier, la réalisation d'une enquête de terrain et la concertation seront facturées **250€ HT au demandeur (Parc, communautés de communes ou communes)**

7-3 <u>Coût des interventions par préemption</u> :

✓ **Cas de la rétrocession à la collectivité suite à l'exercice de la préemption :**

La collectivité demanderesse procédera au paiement du **prix de rétrocession** dans les meilleurs délais, ce prix comprenant : le prix principal d'acquisition (approuvé par les Commissaires du Gouvernement) + les frais d'acte notarié d'acquisition Safer + les éventuels autres frais réels et justifiés + la rémunération de la Safer, égale à 12% HT du prix principal (avec un minimum de 300€ HT par dossier).

A ce coût pourront s'ajouter les éventuels **frais de stockage** (au taux fixe de 3%HTdu PP) dans la mesure où la Safer serait amenée à "porter" le foncier (calcul pour la période allant du jour de l'acquisition par la Safer au jour du paiement effectif par la collectivité).

Le taux de TVA en vigueur s'appliquera au prix de rétrocession lors de la revente.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

✓ **Cas des retraits de vente suite à une préemption avec contre-offre de prix :**

Lorsque le propriétaire vendeur optera pour un retrait de vente, **le demandeur (Parc, communautés de communes ou communes) prendra à sa charge les frais de dossier fixés à 500€ HT.**

En cas d'exercice du droit de préemption avec contre-offre d'achat, le demandeur prendra l'engagement formel, dans sa promesse d'achat, d'acquérir au prix fixé par le Juge, en cas de contentieux en contestation du prix proposé, et à prendre en charge tout ou partie des frais de contentieux.

ARTICLE 8 - MODALITES DE PAIEMENT

Au Parc : Les règlements sont à effectuer au titre de la présente et sur présentation d'un titre de recette.

A la Safer : les règlements des factures liées aux missions précisées dans les articles 7.2 et 7.3 sont à effectuer au titre de la présente, par virement au nom de la **Safer Occitanie** sur le compte **CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC** – code banque : **13506** – code guichet : **10000** - numéro de compte : **00183725000**–clé RIB **: 01 ; IBAN : FR76 1350 6100 0000 1837 2500 001.**

Via le portail chorus au numéro suivant (référence chorus ou numéro SIRET) :

21120062100012

ARTICLE 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

9-1 Droit d'usage, de diffusion et de reproduction des données Vigifoncier :

Toute représentation, reproduction ou exploitation intégrale ou partielle des informations diffusées par le site Vigifoncier Occitanie, que ce soit à titre gratuit ou onéreux, faites sans le consentement de la Safer sont interdites.

Conformément aux dispositions de la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 portant transposition dans le Code de la propriété intellectuelle de la Directive 96/9 CE du 11 mars 1996 concernant la protection judiciaire des bases de données, la Safer est productrice et propriétaire de tout ou partie des bases de données composant le site Internet Vigifoncier.

9.2 Informatique et libertés :

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les sites du domaine vigifoncier.fr font l'objet d'une inscription au registre CNIL tenu par la Fédération Nationale des Safer pour le compte des Safer.

Le portail cartographique Vigifoncier comporte des données à caractère personnel. En tant que destinataire des données, le PNR et toutes les collectivités adhérentes s'engagent à :

- Ne pas utiliser les documents, informations, fichiers informatiques, et de manière générale toutes données à caractère personnel confiés par la Safer à des fins autres que celles prévues pour les besoins de l'exécution de la prestation objet du contrat,

- Ne pas les diffuser sur les réseaux sociaux,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

- Ne pas communiquer et céder les données à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées, ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle pour assurer la conservation et la confidentialité des données à caractère personnel transmises.

ARTICLE 10 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une **durée d'un an avec tacite reconduction**, et prendra effet à la date de signature des présentes.

Toutes difficultés d'application de la présente convention feront l'objet d'un examen entre les parties afin de trouver une solution amiable.

À défaut, la partie la plus diligente saisira le Tribunal Administratif territorialement compétent.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Les effets de cette convention prennent fin à la survenance des évènements prévus au présent article. Toute opération engagée antérieurement à l'effet de la résiliation de la présente sera soumise à celle-ci jusqu'à son terme.

11.1 Préavis :

La résiliation par l'une ou l'autre des parties peut intervenir à l'échéance, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois. Elle est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

11.2 Résiliation pour faute :

En cas de non-paiement par la Collectivité des sommes prévues à l'article 8 de la présente convention, le Parc pourra résilier la présente convention, deux mois après l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée infructueuse.

En cas de non-respect des clauses de confidentialité mentionnées à l'article 10 de la présente convention, cette dernière s'expose à une résiliation de la présente convention.

En cas de non-respect par le Parc de l'une de ses obligations, la Collectivité peut mettre fin à la présente convention, deux mois après l'envoi, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une mise en demeure restée infructueuse.

À CASTELNAU-PEGAYROLS, le 09 février 2023

La Commune
représentée par son Maire,

M. Frédéric BALARD

MAIRIE DE CASTELNAU-PEGAYROLS 12400

À Millau, le 22/02/23

Le Parc naturel régional des Grands Causses
représentée par son Président

M. Richard FIOL

Syndicat mixte du parc naturel régional des Grands Causses
71, Bd de l'Ayrolle - B.P. 50126
12101 MILLAU CEDEX
Tél. 05 65 61 35 50 - Fax 05 65 61 34 80

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Annexe 2

Droit de préemption de la Safer
Rappel des principes et objectifs légaux

■ Principes de mise en œuvre :

En l'état des réglementations, on doit insister sur le fait que, **dans tous les cas, la Safer exerce par définition son droit de préemption sur un bien ayant conservé un usage ou une vocation agricole, sur des terrains situés dans une zone agricole ou une zone naturelle et forestière délimitée par un document d'urbanisme (art L 143-1).**

Les différents objectifs devant servir de base à une préemption de la Safer sont rappelés en page suivante.

La Safer dispose de trois possibilités pour effectuer une **préemption** conforme aux orientations de gestion territoriale d'une commune ou d'une commune :

1. La préemption se fondant sur des **objectifs "classiques" de restructuration d'exploitation agricole, d'installation d'agriculteurs**, etc., **permet d'assurer un usage agricole pérenne du foncier concerné** (bâti et non bâti) en l'attribuant à un exploitant agricole soumis à un cahier des charges sur une durée d'au-moins dix ans.

   La commune peut éventuellement se voir attribuer ce bien, sous réserve qu'elle consente un bail à long terme à un exploitant choisi par les instances de la Safer.

2. La préemption motivée par "**la lutte contre la spéculation foncière**" induisant la réalisation d'une "offre d'achat", c'est-à-dire la proposition d'un prix beaucoup plus modéré par la Safer, le vendeur ayant la possibilité, en cas de désaccord, de retirer son bien de la vente (ou de faire fixer le prix par le tribunal compétent).

   Cette possibilité permet une action de fond efficace dans la durée, sur des zones dont la commune souhaite préserver le caractère d'espace naturel et rural, en décourageant de fait toute tentative de recherche d'acquéreurs ayant pour projet de réorienter l'affectation du foncier (installation de cabane, de caravane ...).

3. La préemption fondée sur "**la protection de l'environnement**" pour éviter des opérations susceptibles d'affecter l'environnement **dans des secteurs délimités ayant fait l'objet d'une enquête d'utilité publique** et se traduisant par l'inscription de dispositions spécifiques de protection dans le PLU (zone N ou ND, par exemple), pour le cas de figure le plus simple.

   Ces possibilités d'intervention peuvent se traduire, soit par une attribution au profit d'un exploitant agricole (soumis à un cahier des charges environnemental), soit par une attribution directe à la Collectivité.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

■ Les objectifs du droit de préemption de la Safer (article L 143-2 et suivants du CRPM) :

Les objectifs du droit de préemption sont définis par la loi. Il s'agit de :

1. L'installation, la réinstallation ou le maintien des agriculteurs.

2. La consolidation d'exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre une dimension économique viable au regard des critères du Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles et l'amélioration de la répartition parcellaire des exploitations existantes, dans les conditions prévues à l'article L 331-2 du Code rural.

3. La préservation de l'équilibre des exploitations lorsqu'il est compromis par l'emprise de travaux d'intérêt public.

4. La sauvegarde du caractère familial de l'exploitation.

5. La lutte contre la spéculation foncière.

6. La conservation d'exploitations viables existantes lorsqu'elle est compromise par la cession séparée des terres et bâtiments d'habitation ou d'exploitation.

7. La mise en valeur et la protection de la forêt ainsi que l'amélioration des structures sylvicoles dans le cadre de conventions préalablement passées avec l'État.

8. La protection de l'environnement, principalement par la mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées, dans le cadre de stratégies définies par l'État, les Collectivités territoriales ou leurs établissements publics ou approuvées par ces personnes publiques en application du présent Code ou du Code de l'environnement.

9- La protection et la mise en valeur des espaces agricoles (dans les Périmètres de Protection et de Mise en Valeur des Espaces Agricoles et Naturels Périurbain).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Annexe 3

Tableau de calcul de ventilation des couts de la SAFER

INSEE_COM	Nb moyen de DIA annuel	NOM_COM_M	cout première année (installation et gestion DIA hors cout formation) mutualisé sur le PNR	cout annuel par commune estimé mutualisé sur le PNR
1	10,00	Castelnau-Pégayrols	150	150

Mail de contact : mairie.castelnau-12@wanadoo.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Fiche contact Safer Occitanie

Service départemental Aveyron
5C boulevard du 122ème RI – Carrefour de l'Agriculture
12026 Rodez Cedex 9

Tel : 05.65.73.38.80

Mel : service-12@safer-occitanie.fr

Vos contacts privilégiés

Conseillers Fonciers de votre territoire :
Mme Virginie MEHAY
Tel : 06.89.15.73.55
Mel : virginie.mehay@safer-occitanie.fr

Assistante :
Mme Sabrina GINISTY
Tel : 05.65.73.38.82
Mel : sabrina.ginisty@safer-occitanie.fr

Mr Emilien ORSAL
Tel : 06.40.17.39.58
Mel : emilien.orsal@safer-occitanie.fr

Assistante :
Mme Sabine MOUYSSET
Tel : 05.65.73.64.60
Mel : sabine.orsal@safer-occitanie.fr

Directeur Départemental :
Mr Christian LELIEVRE
Tel : 05.63.49.18.82
Mel : christian.lelievre@safer-occitanie.fr

Contact technique Vigifoncier :

Maud CHEVIGNON
Tel : 04.67.07.10.73
Mel : vigifoncier@safer-occitanie.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

PNR
REÇU LE
PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELNAU PEGAYROLS

Séance du 08 février 2023

Nombre de membres en exercice : 11 Présents : 10 Votants : 10 Pour : 0 Abstentions : 0 Contre : 0	Le L'an deux mille vingt-trois et le huit février, l'assemblée régulièrement convoquée le 31/01/2023 s'est réuni sous la présidence de Monsieur Frédéric BALARD (Maire) Sont présents : Frédéric BALARD, Marie JEANJEAN, Franck VIEILLEDENT, Marc POUDEROUS, Stéphanie COSTES, Xavier GAUBERT, Jérémie GAYRAUD, Ségolène MALAVAL, Bastien TREMOLIERES-SERMET, Dominique VILLANO Représentés : Excusés : Brigitte BEZAMAT Absents : Secrétaire de séance : Madame Ségolène MALAVAL

Objet : Signature convention de mutualisation de l'outil vigifoncier de la SAFER - DE_2023_002

Contexte

L'agriculture, avec près de 1900 exploitations, couvre plus de la moitié de la superficie du territoire classé PNR GC. Elle est un pilier du territoire : elle façonne les paysages et porte l'économie du territoire.

Aussi, la préservation du foncier agricole et la transmission des exploitations revêtent de très forts enjeux : en termes d'économie, de biodiversité, de maintien des paysages et de stockage carbone. D'ores et déjà, le territoire a pris des dispositions en faveur des terres agricoles : maintien de plus de 51% de la surface agricole utile et réduction de l'artificialisation au sein du SCoT et des Plui approuvés ou en cours, création d'une ZAP en vallée du Tarn, accompagnement des démarches qualitatives (bio, circuits courts) et de diversification (triplement des surfaces de légumineuses, +15% de vignes et d'arboriculture).

Le vieillissement des exploitants rend d'autant plus cruciale la problématique de la transmission. Les plus de 55 ans représentent près de 45% d'entre eux. Cette tendance induit une érosion du nombre d'exploitations depuis dix ans. 30% des exploitations du territoire n'ont pas trouvé repreneurs. Dans le cadre de sa politique d'accueil des nouveaux arrivants, le territoire a identifié la question de la transmission-reprise des exploitations agricoles comme un enjeu fort d'attractivité et de maintien des populations dans les zones rurales excentrées. Le renforcement de l'approvisionnement local et l'accompagnement des projets agricoles atypiques sont autant d'initiatives visant à y répondre.

De plus, le foncier agricole peut revêtir des enjeux qui dépassent le domaine agricole : des enjeux de préservation de l'environnement ou d'intérêt public (périmètre de captage AEP, bord de berges, accès, chemin de randonnées...)

Projet de déploiement et de mutualisation de Vigifoncier

Aussi, dans ce cadre, le PNR GC propose aux communautés de Communes et communes du territoire, en partenariat avec la SAFER, le déploiement et la mutualisation de Vigifoncier qui est l'outil foncier de suivi du marché foncier Agricole. L'intérêt est double pour le territoire. D'une part, ce déploiement permettra à chaque Commune, chaque communauté de Communes et au Syndicat Mixte du PNR, d'avoir accès en temps réel à l'ensemble des projets de vente de terrains agricoles (les notifications des DIA, les appels à candidatures de la Safer, les préemptions exercées par la Safer ainsi que les ventes de la Safer) et ainsi d'avoir la possibilité d'agir au nom de l'intérêt public de sa collectivité. Et d'autres part, cette mutualisation permet de réduire fortement les couts d'adhésion et de fonctionnement annuel.

RF
Sous-préfecture de Millau

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 09/02/2023
012-211200621-20230208-DE_2023_002-DE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Modalités de mise en place

La mise en place de cette mutualisation d'offre de service nécessite la signature de la convention de partenariat ci-jointe qui prévoit la mise en place du logiciel à la commune, une éventuelle formation à distance au logiciel, un suivi annuel...les couts estimés sont les suivants :

Estimation des couts de Vigifoncier pour la commune	Cout en € HT estimation 2023	Cout en € HT années suivantes
Cout vigifoncier via PNR GC – installation – hors cout formation éventuelle	0 € (500 € si formation)	-
Cout annuel de gestion des DIA (abonnement et env. 10 DIA par an)	155.70 €	155.70 €
Reste à charge commune/an	155.70 € *hors formation*	155.70 €
Rappel cout commune seule	1200 €	700 €

Le conseil municipal décide :

- d'approuver la convention ci-jointe

- de désigner les référents suivants pour le suivi de ces dossiers :

  - référents administratifs : Mme Mathilde HEURTEVENT

  - référents élus : M. Frédéric BALARD

- de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour la signature de ladite convention de partenariat

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits
Ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme

Le Maire

MAIRIE DE CASTELNAU-PEGAYROLS 12 AVEYRON

Frédéric BALARD

RF
Sous-préfecture de Millau

Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR: 09/02/2023
012-211200621-20230208-DE_2023_002-DE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

AVENANT N°3

A LA CONVENTION DE CONCOURS TECHNIQUE

conclue en application de l'article L 141-5 du Code Rural et de la Pêche Maritime

N° 12 21 007

COMMUNICATION D'INFORMATIONS

RELATIVES AU MARCHÉ FONCIER LOCAL VIA VIGIFONCIER

Le présent avenant est établi entre :

Le Parc Naturel Régional des Grands Causses dont le siège est 71, Boulevard de l'Ayrolle – 12101 MILLAU, représentée par son Président, Monsieur Richard FIOL, agissant en vertu de la délibération en date du 28 mai 2021, et désigné ci-après par "le Parc",

d'une part,

Et

La Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural Occitanie, Société anonyme à conseil d'administration au capital de 6 982 624 €, dont le siège social est à AUZEVILLE TOLOSANE (31), 10 chemin de la Lacade, BP 22125, 31321 CASTANET TOLOSAN, identifiée au SIRET sous le numéro 08612023500113 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE (31), représentée par Madame Isabelle BOTREL, Directrice Territoires Aménagement et Environnement, délégataire de son Directeur Général, Monsieur Frédéric ANDRÉ, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 27 mai 2025, et désignée ci-après par le sigle "**Safer**",

d'autre part,

Article 1 : Objectif de l'avenant

Cet avenant vient modifier les articles suivants de la convention n° 12 21 007 signée le 7/09/2021 :

- Article 2 « Périmètre d'application de la convention » afin de mettre à jour la liste des communes surveillées et d'étendre le périmètre de surveillance,
- Article 6 « Modalités de rétrocession par la Safer » afin de mettre à jour les modalités de rétrocession,
- Article 7.1 « Coûts de la Veille Foncière » afin de préciser les nouveaux coûts de veille foncière,
- Article 7.3 « Coût des interventions par préemption » afin de mettre à jour le taux des frais de stockage.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Article 2 : Modifications apportées

➢ **Article 2 « Périmètre d'application de la convention » modifié comme suit :**

- Régularisation de la liste des communes surveillées par ajout des communes suivantes : Brasc depuis le 7/09/2021 et Castelnau-Pegayrols depuis le 17/02/2023,
- Intégration d'une nouvelle intercommunalité : la Communauté de communes Lodévois et Larzac (composée des 28 communes).

➢ **Article 6 « Modalités de rétrocession par la Safer » mis à jour de l'ensemble de l'article, comme suit**

Après la maitrise du bien par la Safer, celle-ci réalisera la publicité légale d'appel à candidatures.

- **L'ensemble des candidatures à la rétrocession** sera présenté aux instances de consultations (commission locale et comité technique départemental) et de décision (conseil d'administration) et à l'approbation des Commissaires du Gouvernement auprès de la Safer, conformément aux dispositions du CRPM.

- **En cas de concurrence sur un bien,** ce sont les instances de décision précitées qui décideront du choix de l'attributaire final, au regard des priorités fixées par le Schéma Directeur Régional des Exploitations Agricoles d'Occitanie (SDREA) et par le Programme Pluriannuel d'Activités (PPAS) qui détaille les objectifs de la Safer Occitanie.

- **En cas d'exercice de la préemption pour motif de "protection de l'environnement**" (cf. fiche 1 en annexe), un cahier des charges spécifique en vue de la protection à mettre en œuvre sera intégré à l'acte de rétrocession.

➢ **Article 7.1 « Coûts de la Veille Foncière » mis à jour comme suit :**

- **Coût d'installation pour la Communauté de communes Lodévois et Larzac (forfait uniquement la 1ère année)**

  Création du compte d'accès et fourniture des modalités de connexion au site Internet (chemin d'accès, identifiant, mot de passe) :

  - **Forfait année N : 2 000 € HT (1)**

- **<u>Coût de formation</u> : forfait la 1ère année**

  Formation des utilisateurs à distance (par groupe de **15 communes maximum**) : formation en visio-conférence avec possibilité de prise de main à distance des ordinateurs pour aider à la manipulation. Présentation de l'outil, formation à l'utilisation de toutes les fonctionnalités, réalisation d'exercices par mise en situation sur cas concrets (durée 2 à 3 heures). Fourniture d'un support de formation.

  - **Forfait pour 2 formations : 500 € HT (2)**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

- **Réévaluation de la simulation du coût d'abonnement lié au nombre de DIA transmises, par an tenant compte de l'intégration de la Communauté de communes Lodévois Larzac :**

  Simulation tenant compte des notifications transmises pour les trois dernières années (2022-2023-2024) : **623 notifications en moyenne par an** soit 250 x 20 € HT l'unité + 250 x 10 € HT + 117 € x 5 € HT = **8 115 € HT** (montant réajustable au regard du nombre effectif de notifications transmises)

➢ **Article 7.3 « Coût des interventions par préemption » : Cas de la rétrocession à la collectivité suite à l'exercice de la préemption » modifié au 2ème paragraphe comme suit :**

A ce coût pourront s'ajouter les éventuels **frais de stockage** (au taux fixe de 6 % HT du PP) dans la mesure où la Safer serait amenée à "porter" le foncier (calcul pour la période allant du jour de l'acquisition par la Safer au jour du paiement effectif par la collectivité).

Les autres articles et principes d'actions prévus dans la convention initiale et dans l'avenant 1 demeurent inchangés.

À Auzeville, le	À Millau, le .....
La Safer Occitanie représentée par la Directrice Territoires Aménagement et Environnement,	Le Parc Naturel Régional des Grands Causses représenté par son Président
Mme Isabelle BOTREL	M. Richard FIOL

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_077-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-078 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Candidature à l'AAP Bons réflexes santé en Occitanie

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Dans son objectif de favoriser la prévention, l'ARS mène depuis 2020 une démarche d'aller-vers intitulée « Bons réflexes ». Ce dispositif itinérant va à la rencontre des Occitans et des vacanciers au plus près des sites touristiques, pour rappeler les bons réflexes santé durant tout l'été. Lors de chaque étape locale, des ateliers pédagogiques et ludiques accessibles à tous sont proposés sur les thèmes de l'exposition solaire, les moustiques tigres et les tiques, la consommation de sucres cachés, la sécurité de la baignade, l'activité physique et la santé. Le dépistage des risques cardio-vasculaires est également proposé ainsi qu'un espace d'information mettant à disposition des brochures sur d'autres sujets de prévention en santé publique comme la sexualité (choisir sa contraception, les premières fois, les infections sexuellement transmissibles), sur les addictions (alcool, tabac, protoxyde d'azote…), les gestes barrières, la vaccination…
Par ailleurs, divers dispositifs itinérants et démarches d'aller vers en matière de prévention existent ou sont en projet dans les territoires d'Occitanie, portés par les acteurs locaux. Aussi, il apparait opportun à l'ARS de rechercher, dans la mesure du possible, la mise en cohérence de ces différents dispositifs, en créant des synergies notamment et en s'appuyant sur les dynamiques préexistantes dans les territoires portées par les acteurs locaux, contrats locaux de santé, CPTS ou structure d'exercice coordonné ou bien de les faire émerger. C'est pourquoi, dans le prolongement de l'opération régionale "Bon été, Bons réflexes", l'ARS propose un cahier des charges mis à disposition des délégations départementale de l'ARS et de leurs partenaires locaux pour faire émerger des projets locaux s'inscrivant sous une bannière régionale commune : "Bons Réflexes Santé en Occitanie". A ce titre, les contrats locaux de santé sont un outil permettant de définir et porter en local une stratégie de santé publique. Ce type d'opération vise ainsi à démultiplier les actions en matière de prévention en développant les partenariats locaux.
Le Parc naturel régional des Grands Causses porte un Contrat Local de Santé initié en 2022 et signé en 2024 pour une durée de 5 ans. Dans ce cadre il s'est associé aux campagnes de Bon été Bons réflexes de 2023, 2024 et 2025 sur les marchés des villes de Millau et de Séverac d'Aveyron avec un taux de fréquentation élevé.
Par ailleurs, depuis novembre 2024, le Parc naturel régional des Grands Causses déploie un camion de prévention itinérant, le Carrétou de la santé. Conjuguant au CLS sa politique en faveur des mobilités durables et solidaires, le Parc propose, au travers du Carrétou de la santé, aux personnes souffrants d'isolement social et géographique, notamment dans les villages et hameaux les moins desservis, une approche d'amener-vers avec une démarche d'aller-vers.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Objectifs

La mobilisation du public est un objectif majeur de ce projet qui a une vocation d'aller vers. Une vaste campagne de communication a été menée, s'appuyant sur l'ensemble des canaux de communication : flyers dans les boîtes aux lettres, affiches dans les commerces locaux, réseaux sociaux, radio, télévision... Le plus fort impact constaté reste toutefois la présence de l'animatrice sur place en amont de la tournée, pour en parler directement aux relais locaux et à la population, et un des objectifs opérationnels de la candidature à Bon Réflexe Santé Occitanie dans le cadre du Carrétou est d'intégrer ce temps d'information en amont de chaque tournée directement sur site et auprès de la population.
Le Carrétou de la santé intervenait en phase expérimentale sur les saisons printemps et automne, sur une partie des thématiques abordés (Dépistages des cancers, sensibilisation aux perturbateurs endocriniens, dépistage des maladies rénales, alimentation, activités physique). Avec Bon réflexe Santé Occitanie, la mise en œuvre de tournée été et hiver permet une intervention tout au long de l'année, adaptées aux risques saisonniers. En été, des sensibilisations sur exposition solaire, sécurité baignade, moustiques et tiques, consommation des sucres cachés. En hiver, sensibilisation des gestes barrières sera réalisé avec la sensibilisation sur la qualité de l'air extérieur et en partenariat avec la CPTS sur la vaccination de la grippe. A partir de 2027 la prévention des maladies cardio-vasculaires viendra compléter le contenu du dispositif.
Le Carrétou de la santé intègre la stratégie de promotion santé portée par le Contrat Local de Santé de façon opérationnelle. Les nouveaux thèmes permettent également de solliciter de nouveaux acteurs et donc d'élargir le socle partenarial du contrat local de santé ainsi que le public et donc de consolider cette approche de médiation en santé en zone rurale.
Un des enjeux indirects du Carrétou est aussi de continuer de repérer les besoins en santé du territoire de manière qualitative, pour permettre au Contrat Local de Santé de rester au plus près des réalités du territoire. La Candidature à BRSO permet de formaliser ce repérage avec un temps dédié à une évaluation plus détaillée de chacune des tournées.

Dans le cadre de l'action, Le PNR des Grands Causses prévoit :

- La création d'un poste d'animateur pour la période d'avril 2026 à décembre 2027
- Des actions de communications
- La location et l'acquisition du véhicule Carrétou à l'issue de la Location Longue durée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Budget Prévisionnel

2025
Dépenses : 10 927 €
Financement ARS : 741€
Cofinancement (MSA, TIMS CEE…) : 10 001 €
Financement PNR GC : 185 €

2026
Dépenses : 75 164 €
Financement ARS : 27 192 €
Cofinancement (MSA, TIMS CEE…) : 41 174 €
Financement PNR GC : 6 798 €

2027
Dépenses : 47 052 €
Financement ARS : 29 642 €
Cofinancement (MSA, TIMS CEE…) : 10 000 €
Financement PNR GC : 7 410 €

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical :

- VALIDE l'intérêt de candidater à l'AAP Bon été Bons réflexes 2025/2027.
- AUTORISE le Président à signer toutes pièces ou documents afférents à la présente délibération.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Projet

Région	Occitanie
Candidature spontanée	DSP-PSE-BONS-REFLEXES
Intitulé du projet	Le Carrétou des Bons Réflexes Santé
Date de début de la réalisation du projet	01/11/2025
Date de fin de la réalisation du projet	31/12/2027
S'agit-il d'un renouvellement ?	Non
Le projet relève-t-il de la politique de la ville ?	Non

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Porteur de projet

Cet organisme dispose de :	Un numéro SIRET
SIRET	25120134900015
Raison sociale	SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES
SIREN	251201349
FINESS ET	
FINESS EJ	
Sigle	
Pays	FRANCE
Adresse	71 BOULEVARD DE L'AYROLLE
Code postal - Commune	12100 - MILLAU
Statut juridique	7355 - Syndicat mixte ouvert
Code APE	8413Z - Administration publique (tutelle) des activités économiques
GHT	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Contexte

Dans son objectif de favoriser la prévention, l'ARS mène depuis 2020 une démarche d'aller-vers intitulée « Bon été bons réflexes ». Chaque été (depuis 2020), l'ARS Occitanie organise une tournée estivale de prévention en santé dans les 13 départements de la région. Ce dispositif itinérant va à la rencontre des Occitans et des vacanciers au plus près des sites touristiques, pour rappeler les bons réflexes santé durant tout l'été. En 2024, un appel à manifestation d'intérêt a permis de retenir 34 collectivités motivées pour accueillir l'opération et de sensibiliser presque 10 000 personnes dans le cadre de cette tournée. D'autres personnes ont pu être sensibilisées via la formation des 140 animateurs relais issus des collectivités et d'acteurs locaux, permettant de démultiplier les ateliers démultipliés en amont et en aval de chaque étape. Lors de chaque étape locale, des ateliers pédagogiques et ludiques accessibles à tous sont proposés sur les thèmes de l'exposition solaire, les moustiques tigres et les tiques, la consommation de sucres cachés, la sécurité de la baignade, l'activité physique et la santé. Le dépistage des risques cardio-vasculaires est également proposé ainsi qu'un espace d'information mettant à disposition des brochures sur d'autres sujets de prévention en santé publique comme la sexualité (choisir sa contraception, les premières fois, les infections sexuellement transmissibles), sur les addictions (alcool, tabac, protoxyde d'azote...), les gestes barrières, la vaccination... Par ailleurs, divers dispositifs itinérants et démarches d'aller vers en matière de prévention existent ou sont en projet dans les territoires, portés par les acteurs locaux. Aussi, il apparait opportun de rechercher, dans la mesure du possible, la mise en cohérence de ces différents dispositifs, en créant des synergies notamment et en s'appuyant sur les dynamiques préexistantes dans les territoires portées par les acteurs locaux, contrats locaux de santé, CPTS ou structure d'exercice coordonné ou bien de les faire émerger. C'est pourquoi, dans le prolongement de l'opération régionale "Bon été, Bons réflexes", l'ARS propose un cahier des charges mise à disposition des délégations départementale de l'ARS et de leurs partenaires locaux pour faire émerger des projets locaux s'inscrivant sous une bannière régionale commune : "Bons Réflexes Santé en Occitanie". EPCI pour diffuser ces messages de prévention. A ce titre, les contrats locaux de santé sont un outil permettant de définir et porter en local une stratégie de santé publique. Ce type d'opération vise ainsi à démultiplier les actions en matière de prévention en développant les partenariats locaux.

Le Parc naturel régional des Grands Causses porte un Contrat Local de Santé initié en 2022 et signé en 2024 pour une durée de 5 ans. Dans ce cadre il s'est associé aux campagnes de Bon été Bons réflexes de 2023, 2024 et 2025 sur les marchés des villes de Millau et de Séverac d'Aveyron avec un taux de fréquentation élevé (détails dans la fiche projet, annexe 1)

Par ailleurs, depuis novembre 2024, le Parc naturel régional des Grands Causses déploie un camion de prévention itinérant, le Carrétou de la santé (présentation synthétique annexe2).

Ce projet fait suite à la fois au souhait des citoyens du comité citoyen de santé de voir se développer des actions de prévention en dehors des sites urbains, sur les communes et centres bourgs plus ruraux, mais aussi de l'expression de certains professionnels de santé de pouvoir aller vers les publics isolés géographiquement.

Conjuguant au CLS sa politique en faveur des mobilités durables et solidaires, le Parc propose, au travers du Carrétou de la santé, aux personnes souffrants d'isolement social et géographique, notamment dans les villages et hameaux les moins desservis, une approche d'amener-vers avec une démarche d'aller-vers. L'amener-vers suppose de développer une offre de mobilité inclusive et adaptée (détails fiche projet annexe 1)

Une vingtaine de partenaires se sont associés au dispositif qui propose :

- Des tournées de prévention individuelles : via la réalisation d'entretiens ou de diagnostics avec des bilans dédiés : séniors, dépendance, bilans optiques, bilan activités physiques, dépistage des cancers (mars bleu et atelier santé des femmes avec sages femmes du territoire et CRCDC pour un focus sur le dépistage des cancers féminins)
- Des tournées de sensibilisation collectives : via des ateliers en groupe sur les thèmes d'activité physique, d'alimentation, de santé mentale, sur les perturbateurs endocriniens

La gouvernance se compose d'un groupe plénier du Carrétou avec 45 partenaires (ceux qui participent et ceux qui communiquent auprès de leur public) et d'un groupe projet avec l'ARS, la CPAM, la MSA, la CPTS et des référents santé techniques de chaque communauté de commune du territoire. Ils sont coanimés par la Conseillère en éco-mobilité Inclusive et la Coordonnatrice du Contrat Local de Santé (détails en annexe 1)

Le bilan et évaluation du 1er tiers du projet a été partagé par le groupe projet et fait déjà ressortir quelques éléments saillants. Nous avons réalisés entre novembre 24 et juin 2025 19 tournées sur 14 lieux différents et auxquelles 207 personnes ont participé (détail en annexe 1)

Les thématiques de ces tournées étaient: <!-- [if !supportLists]-->Bilan santé global (CPAM), <!-- [if !supportLists]-->Bilan santé + de 60 ans (Icope), santé des femmes (CRCDC et sages femmes), atelier perturbateurs endocriniens (CRCDC et CPIE), dépistage maladie rénale (Aider en santé et fondation Charles Mion), bilans visuels (Ecouter voir), alimentation et santé (Diététicienne et Jardins du Chayran), a ctivité physique pour une bonne santé (Maison Sport Santé de Saint Affrique). Annexe 2 : synthèse des thèmes des tournées Annexes 4 et 5 : Flyer santé des femmes et flyer perturbateurs endocriniens

Objectif(s)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

C'est dans ce contexte, que l'ARS Occitanie souhaite renforcer la mobilisation des acteurs du premier recours et de la prévention sur les territoires, en particulier en direction des populations vulnérables ou peu visibles des dispositifs de soins. L'objectif est de favoriser des démarches d'aller-vers, de sensibilisation et d'éducation à la santé, portées par des collectifs de terrain, en lien avec les politiques de prévention, de santé environnementale et de lutte contre les inégalités de santé. Déployer tout au long de l'année, dans une démarche d'aller-vers, des actions de prévention de type « Bon été bons réflexes » S'appuyer sur les dynamiques locales existantes portées par les acteurs locaux ou les faire émerger pour ancrer le dispositif

L'objectif principal du Carrétou de la santé répond à celui de cet appel à manifestation d'intérêt, puisqu'il est de proposer de la prévention en cœur de village et quartier, au plus près des habitants, pour aller vers les personnes éloignées géographiquement et/ou socialement dans une démarche de promotion santé itinérante portée par le Contrat Local de Santé du Parc naturel régional des Grands Causses, avec les partenaires du territoire.

L'axe santé environnement de ce Contrat Local de Santé est un des plus importants, de par les actions et la place données aux thèmes santé environnement dans une approche de santé globale, qui s'intègre, de fait, dans le Carrétou.

Objectif(s) opérationnel(s)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

L'ARS souhaite mobiliser les collectivités territoriales - communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), Contrats locaux de santé, CPTS, MSP, structure d'exercice coordonné pour organiser des campagnes de prévention sur les bons gestes à adopter pour se prémunir des risques de l'été notamment mais également, sur d'autres sujets de prévention et ce tout au long de l'année.

Le Carrétou de la santé s'axe sur deux objectifs opérationnels prioritaires :

- <!-- [if !supportLists]--> **Initier des dynamiques locales et territorialisées en santé** qui fédèrent les partenaires et favorisent l'interconnaissance du partenariat en zone rurale. Permettre ainsi de lutter contre l'isolement géographique des professionnels identifiés dans le diagnostic territorial de santé.

Le Contrat local de santé déploie ce dispositif innovant de camion en proposant des actions de prévention santé itinérantes en expérimentation depuis le 2ème semestre 2024. Ce projet est élaboré en collaboration avec la CPTS du Sud Aveyron, notamment pour la mobilisation des professionnels de santé, mais aussi avec les acteurs de la sensibilisation et l'animation en prévention santé tels que le CRCDC, le CPIE, Aider en santé etc .

Le Contrat Local de Santé, ancré dans le territoire du Parc des Grands Causses depuis près de 4 ans est désormais bien identifié par les partenaires, ce qui fédèrent autour du projet du Carrétou. Le Carrétou est aussi une demande issue des partenaires eux-mêmes de pouvoir déployer des actions de préventions au plus près des habitants, dans le cadre des réflexions menées par le groupe de travail santé et mobilité.

Avec l'organisation de chaque tournée, le Carrétou permet aussi la mise en réseau et l'interconnaissance de différents partenaires autour d'une action concrète, ce qui permet aussi de faciliter la cohésion des acteurs locaux de santé.

Il s'appuie également sur le partenariat du CLS pour mobiliser les publics éloignés

- <!-- [if !supportLists]--> **Aller vers les publics éloignés géographiquement et ou socialement** pour amener de la prévention en santé, afin de lutter contre l'isolement de la population et oeuvrer face aux cumuls des vulnérabilités tels que isolement géographique et précarité financière.

Pour mobiliser les publics éloignés, une communication dédiée est diffusée par les partenaires :

<!-- [if !supportLists]-->- <!--[endif]-->avec les référents techniques des communautés de communes mais aussi les maires et secrétaire de mairie des villages, les services publics locaux tels que les Maison France Service et Point Info Séniors, les Centres sociaux et Espaces de vie sociale, les tiers lieux etc. Parmi les relai de communication, on compte également une partie des citoyens du comité citoyen santé qui volontairement se font relai du Carrétou au cœur des villages et des associations locales (clubs des aînés, clubs sportifs et de loisirs). La communication des dates et thème est également transmises aux acteurs locaux tels que les commerçants et les professionnels de santé, dont les pharmacies etc : pour lutter contre l'isolement géographique

<!-- [if !supportLists]-->- <!--[endif]-->avec le socle de partenaire social et médico-social du Contrat Local de Santé, et entre autres sur les tournées passées des personnes qui ont été orientées par les assistantes sociales généralistes du Conseil Départemental et celles de la MSA, la mission locale, la Maison des adolescents, le service QPV de la ville de Millau etc : pour lutter contre l'isolement social et favoriser les actions de préventions en direction des personnes en situation de précarité

Les objectifs opérationnels de la candidature à Bon réflexe santé

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->La mobilisation du public est un objectif majeur de ce projet qui a une vocation d'aller vers. Une vaste campagne de communication a été menée, s'appuyant sur l'ensemble des canaux de communication : flyers dans les boîtes aux lettres, affiches dans les commerces locaux, réseaux sociaux, radio, télévision… Le plus fort impact constaté reste toutefois la présence de l'animatrice sur place en amont de la tournée, pour en parler directement aux relais locaux et à la population, et un des objectifs opérationnels de la candidature à Bon Réflexe Santé Occitanie dans le cadre du Carrétou est d'intégrer ce temps d'information en amont de chaque tournée directement sur site et auprès de la population.

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->Le Carrétou de la santé intervenait en phase expérimentale sur les saisons printemps et automne. Avec Bon réflexe Santé Occitanie, la mise en œuvre de tournées été et hiver permettra une intervention tout au long de l'année, adaptées aux risques saisonniers.

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->Les nouveaux thèmes favoriseront l'échange avec de nouveaux partenaires et donc d'élargir le socle partenarial du contrat local de santé ainsi que le public

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->Une piste de réflexion qui a été suggérée est de travailler également auprès des actifs, en intervenant dans les zones d'activités par exemple. La candidature à BRSO permettra de repérer les lieux et les temps propices à mobiliser ce public, en travaillant avec le tissu économique local, en collaboration avec la médecine du travail

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->Un des enjeux indirects du Carrétou est aussi de continuer de repérer les besoins en santé du territoire de manière qualitative, pour permettre au Contrat Local de Santé de rester au plus près des réalités du territoire. La Candidature à BRSO facilite la formalisation de ce repérage avec un temps dédié à une évaluation plus détaillée de chacune des tournées.

Les phases du projet sont détaillés en annexe 1

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Zones géographiques

1 Ligne

TYPE	DÉSIGNATION
Département	Aveyron

Autres zones géographiques

Merci de préciser la zone géographique sur laquelle le projet est réalisé.

Aucun élément dans la liste

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

VERSION : 5.2.8

Conditions générales d'utilisation

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Représentants légaux de l'organisme

1 Ligne

CIVILITÉ	NOM	PRÉNOM	FONCTION	TÉLÉPHONE	COURRIEL
	FIOL	Richard	Président du PNR		info@parc-grands-causses.fr

Contacts du projet

Aucun élément dans la liste

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

VERSION : 5.2.8

Conditions générales d'utilisation

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Moyens matériels

Inscrit au budget prévisionnel 2026: achat du véhicule pour 12 000€ (option de rachat après location 2024-2026)

Les moyens humains doivent correspondre aux charges salariales et aux rémunérations intermédiaires et honoraires dans l'onglet des charges du budget prévisionnel

Moyens humains

FONCTION ET QUALIFICATION (DIPLÔME)	ETP DANS LA STRUCTURE	MASSE SALARIALE ANNUELLE CHARGES COMPRISES	ETP AFFECTÉ (S) AU PROJET	MASSE SALARIALE ANNUELLE AFFECTÉE AU PROJET	STATUT (SALARIÉ, BÉNÉVOLE, MISE À DISPOSITION)	COÛT IMPUTABLE À L'ARS
Animateur.ice - Bac+2	43,40	1 900 000,00 €	0,80	29 367,00 €	CDD	13 918,00 €
Total	**43,40**	**1 900 000,00 €**	**0,80**	**29 367,00 €**		**13 918,00 €**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Liste des actions

1 Ligne

NUMÉRO DE L'ACTION	LIBELLÉ DE L'ACTION
001	Le Carrétou, bon reflexe santé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

VERSION : 5.2.8

Conditions générales d'utilisation

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé > Le Carrétou, bon reflexe santé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Identification de l'action

Libellé de l'action	Le Carrétou, bon reflexe santé

Description détaillée de l'action

OBJECTIF(S)

L'objectif du Carrétou de la santé depuis un an est en pleine cohérence avec le projet BRSE puisqu'il est de proposer de la prévention en cœur de village et quartiers, au plus près des habitants, pour aller vers les personnes éloignées géographiquement et/ou socialement dans une démarche de promotion santé itinérante portée par le Contrat Local de Santé du Parc naturel régional des Grands Causses avec les partenaires du territoire.

L'axe santé environnement de ce Contrat Local de Santé est un des plus important, du fait du nombre d'actions mais aussi la place donnée aux thèmes santé environnement dans une approche de santé globale, qui prends aussi sa place, de fait, dans le Carrétou.

OBJECTIF(s) OPERATIONNEL(s)

L'ARS souhaite mobiliser les collectivités territoriales - communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), Contrats locaux de santé, CPTS, MSP, structure d'exercice coordonné pour organiser des campagnes de prévention sur les bons gestes à adopter pour se prémunir des risques de l'été notamment mais également, sur d'autres sujets de prévention et ce tout au long de l'année.

Le Carrétou de la santé s'axe sur deux objectifs opérationnels prioritaires :

<!-- [if !supportLists]-->Ø <!--[endif]-->Initier des dynamiques locales et territorialisées en santé qui fédèrent les partenaires et favorisent l'interconnaissance du partenariat en zone rurale. Permettre ainsi de lutter contre l'isolement géographique des professionnels identifié dans le diagnostic territorial de santé.

Le Contrat local de santé déploie ce dispositif innovant de camion proposant des actions de prévention santé itinérantes en expérimentation depuis le 2ème semestre 2024. Ce projet est élaboré en collaboration avec la CPTS du Sud Aveyron, notamment pour la mobilisation des professionnels de santé, mais aussi avec les acteurs de la sensibilisation et l'animation en prévention santé tels que le CRCDC, le CPIE, Aider en santé etc .

Le Contrat Local de Santé, ancré dans le territoire du Parc des Grands Causses depuis près de 4 ans est désormais bien identifié par les partenaires, ce qui fédèrent autour du projet du Carrétou. Le Carrétou est aussi demande issue des partenaires eux-mêmes de pouvoir déployer des actions de préventions au plus près des habitants, dans le cadre des réflexions menées par le groupe de travail santé et mobilité.

Avec l'organisation de chaque tournée, le Carrétou permet aussi la mise en réseau et l'interconnaissance de différents partenaires autour d'une action concrète, ce qui permet aussi de faciliter la cohésion des acteurs locaux de santé.

Il s'appuie également sur le partenariat du CLS pour mobiliser les publics éloignés

<!-- [if !supportLists]-->Ø <!--[endif]-->Aller vers les publics éloignés géographiquement et ou socialement afin de lutter contre l'isolement de la population et le cumul des vulnérabilités

Pour mobiliser les publics éloignés, une communication dédiée est diffusée par les partenaires :

<!-- [if !supportLists]-->- <!--[endif]-->avec les référents techniques des communautés de communes mais aussi les maires et secrétaire de mairie des villages, les services publics locaux tels que les Maison France Service et Point Info Séniors, les Centres sociaux et Espaces de vie sociale, les tiers lieux etc. Parmi les relai de communication, on compte également une partie des citoyens du comité citoyen santé qui volontairement se font relai du Carrétou au cœur des villages et des associations locales (clubs des aînés, clubs sportifs et de loisirs). La communication des dates et thème est également transmises aux acteurs locaux tels que les commerçants et les professionnels de santé, dont les pharmacies etc : pour lutter contre l'isolement géographique

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

<!-- [if !supportLists]-->- <!--[endif]-->avec le socle de partenaire social et médico-social du Contrat Local de Santé, et entre autres sur les tournées passées des personnes qui ont été orientées par les Assistantes sociales généralistes du Conseil Départemental et celles de la MSA, la mission locale, la Maison des adolescents, le service QPV de la ville de Millau etc : pour lutter contre l'isolement social et favoriser les actions de préventions en direction des personnes en situation de précarité

Les objectifs opérationnels de la candidature à Bon réflexe santé

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->La mobilisation du public est un objectif majeur de ce projet qui a une vocation d'aller vers. Une vaste campagne de communication a été menée, s'appuyant sur l'ensemble des canaux de communication : flyers dans les boîtes aux lettres, affiches dans les commerces locaux, réseaux sociaux, radio, télévision... Le plus fort impact constaté reste toutefois la présence de l'animatrice sur place en amont de la tournée, pour en parler directement aux relais locaux et à la population, et un des objectifs opérationnels de la candidature à Bon Réflexe Santé Occitanie dans le cadre du Carrétou est d'intégrer ce temps d'information en amont de chaque tournée directement sur site et auprès de la population.

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->Le Carrétou de la santé intervenait en phase expérimentale sur les saisons printemps et automne. Avec Bon réflexe Santé Occitanie, la mise en œuvre de tournée été et hiver permet une intervention tout au long de l'année, adaptées aux risques saisonniers.

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->Les nouveaux thèmes permettent également de solliciter de nouveaux partenaires et donc d'élargir le socle partenarial du contrat local de santé ainsi que le public

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->Une piste de réflexion qui a été suggéré est de travailler également auprès des actifs, en intervenant dans les zones d'activités par exemple. La candidature à BRSO permettra de repérer les lieux et temps propice à mobiliser ce public, en travaillant avec le tissu économique local, en collaboration avec la médecine du travail

<!-- [if !supportLists]-->o <!--[endif]-->Un des enjeux indirects du Carrétou est aussi de continuer de repérer les besoins en santé du territoire de manière qualitative, pour permettre au Contrat Local de Santé de rester au plus près des réalités du territoire. La Candidature à BRSO permet de formaliser ce repérage avec un temps dédié à une évaluation plus détaillée de chacune des tournées.

Informations complémentaires

Le phasage de mise en adéquation des deux projets pour la mise en œuvre d'un projet unique du carrétou des bons réflexes santé pourrait être le suivant :

Phase 1 : Hiver 2025 et printemps 2026

• Consolidation des tournées existantes sur les thématiques
o Dépistages de cancers :
- autour de mars bleu pour le dépistage du cancer colorectal (cf 11 mars 2025)
- avec les ateliers santé des femmes : réalisation de kit de protections menstruelles sur un atelier couture avec temps de café « santé des femmes » proposée par une sage-femme locale qui aborde la santé des femmes à tous les âges de la vie et présentation du CRCDC des dépistages, avec possibilité d'entretiens individuels dans le Carrétou pour lever les freins aux dépistages),

o Perturbateurs endocriniens : ateliers DIY produits ménagers ou produits de beauté avec sensibilisation aux perturbateurs endocriniens avec un professionnel de santé local et information sur le dépistage des cancers avec le CRCDC possibilité d'entretiens individuels dans le carrétou concernant les dépistages
o Dépistage des maladies rénales avec l'association Aider en santé et la fondation Charles Mion
o Alimentation : Ateliers de sensibilisation en binôme avec le jardin du Chayran, jardin d'insertion et production bio locale et une diététicienne la plus proche du territoire
o Activité physique au service d'une bonne santé : atelier

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Etapes	activités physique avec la Maison Sport Santé et possibilité de réaliser des bilans d'activités physiques en individuel dans le Carrétou • Formation aux bons réflexes de l'été, partage et mobilisation des acteurs locaux qui agissent sur ces champs d'intervention : o Exposition solaire : MSP qui a un protocole autour du dépistage du mélanome cutané avec un médecin formé et qui a réalisé un flyer « bien choisir sa crème solaire" o Sécurité de la baignade : le syndicat mixte du Bassin Versant Tarn Amont recrute chaque été 2 ambassadeurs de l'eau qui circulent en bords de la rivière Tarn et interviennent dans les campings en abordant entre autres le risques baignade et le risque des cyanobactéries o Moustiques tigres et tiques : CPIE qui déploie stand d'information et atelier de sensibilisation o Consommation cachée de sucre : ateliers de diététique déployés dans le cadre du Carrétou adaptés aux consommations estivales o Sport-santé : ateliers d'activités physique adapté déployé dans le cadre du Carrétou avec l'intervention des Maison Sport Santé, adapté à la saison estivale o L'animatrice suivra la formation en e-learning durant cette phase 1, la coordonnatrice du Contrat Local de Santé a suivi la formation le 17 juin 2024. Il sera proposé à l'ensemble des acteurs partenaires qui choisiront de se mobiliser de la suivre avec elle, pour prévoir des animations croisées. Phase 2 : Eté et automne 2026 : • Déploiement des tournées estivales sur les risques de l'été : en proposant l'intervention lors d'événements grand public locaux qui fédèrent la population, ainsi que sur les caravanes du sport, déployées avec l'UFOLEP depuis 2023 au cœur des villages du Sud Aveyron avec une vocation d'inclusion de tout public • Préparation des tournées dites « hiver » : - Mobilisation des partenaires sociaux et médicaux sociaux pour la communication des tournées hivernales auprès de tout public - Mise en place des tournées "hiver" : il est proposé de déployer des tournées liées à l'hiver avec la CPTS, avec qui le Carrétou de la santé propose déjà le dispositif icope en bilan individuel depuis 2024. o La CPTS a validé son implication autour de la vaccination, déjà inclu dans son projet et qu'elle pourra renforcé via le Carrétou. L'accent sera mis sur la vaccination de la grippe et le public ayant participé aux précédents bilan icope sera informé o La sensibilisation aux gestes barrières des épidémies hivernales sera également déployées dans ce cadre o Des ateliers animés par le CPIE proposeront de la sensibilisation et d'information concernant la qualité de l'air intérieur avec une approche ludique. Ces animations seront ouvertes au grand public. En complément, les publics en situation de précarité qui auront bénéficiés de l'accompagnement individuel du dispositif slime seront invités à participer. Chaque phase sera précédée d'une réunion du groupe projet avec présentation du bilan et réalisation de l'évaluation de la période et réajustement et adaptation si nécessaire. On peut noter que le poste de Conseillère en écomobilité inclusive évolue vers un poste d'animatrice et coordonnatrice du Carrétou des bons réflexes santé au deuxième semestre 2026 avec le renfort des tournées printemps et automne sur les thématiques déjà misent en œuvre et la misent en place des tournées été et hiver. Son expertise de conseil à la mobilité est un véritable atout pour pouvoir proposer aux personnes les moyens de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

	transport qui leur permettront, si besoin après un bilan, de se rendre à un examen complémentaire. Phase 3: Hiver 2026 : - Déploiement des tournées hiver - Préparation des tournées de dépistage des maladies cardio-vasculaires - Elaboration du calendrier des tournées des partenaires et mobilisation des professionnels Phase 4: 2027 : - Réalisation des tournées avec répartition territoriale, équilibre des thèmes et gestion du calendrier des acteurs, au regard des événements locaux - Evaluation qualitative et quantitative de l'ensemble des tournées en prenant en compte les bilans antérieur et avec analyse des évolutions - Finalisation du process d'organisation d'une tournée avec boîte à outil, fiches descriptives des interventions, supports de prévention, support de communication, fiche bilan (questionnaire participants et questionnaire intervenant) et tableau d'évaluation - Deuxième semestre 2027 : prévoir des tournées avec mise à disposition du Carrétou auprès de partenaires pour un déploiement autonome progressif des tournées sur les thématiques ciblées, en coordination avec le Contrat Local de Santé
Partenariat	Socle partenarial du Contrat Local de Santé du Parc des Grands Causses: Institutions, professionnels, bénévoles et citoyens du Comité citoyen de santé, acteurs de la santé, du social, du médico-social, de l'environnement de l'ensemble du territoire du Parc des Grands Causses
Modalité de recrutement du public bénéficiaire	Lien avec les partenaires et communication multi canaux (voir détail en annexe 1 fiche projet)
Public bénéficiaire	Tout public avec attention particulière sur public éloigné (voir détail en annexe 1 fiche projet)
Spécificités du public bénéficiaire	
Nom du fichier	
Fichier	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé > Le Carrétou, bon reflexe santé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Moyens matériels et humains

Le Carretou existe déjà il est aménagé et équipé pour la mise en place d'ateliers en extérieur (barnum, tables, chaises). Actuellement loué, une option de rachat est proposée à 12 000€ TTC au 1er octobre 2026. Le projet Carrétou de bon réflexe santé prévoit le rachat du véhicule. Il est indispensable à sa mise en œuvre et san pérennité.

Les moyens humains dédiés au projet sont évolutifs au regard du phasage (voir onglet étape et fiche projet annexe 1) avec :

Le poste de CEMI qui évolue vers animatrice du Carrétou:

- 0.10 ETP du 1er novembre au 31 décembre 2025
- 0.20 ETP du 1er janvier au 30 septembre 2026
- 0.80 ETP du 1er octobre 2026 au 31 décembre 2027

Le temps de la coordination du contrat local de santé n'est pas identifié en propre. La coordonnatrice du CLS sera essentiellement mobilisée sur la préparation et mise en oeuvre des instances de la gouvernance du projet, sur le repérage des thèmes qu'elle associera aux problématiques identifiées sur le territoire ainsi que pour l'orientation des partenaires à mobiliser, et plus globalement au suivi et à l'accompagnement du projet. Ce temps est intégré dans ses missions de coordination du CLS

Typologies de l'action

3 Lignes

TYPOLOGIE
Consultation de dépistage
Coordination locale
Communication, information, sensibilisation

Thématiques de l'action

4 Lignes

THÉMATIQUE	PRIORITÉ
Santé des populations en difficulté	1
Santé environnement	2
Cancers	3
Vaccination	4

Populations concernées

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

1 Ligne

POPULATION CONCERNÉE	PRINCIPALE
Tout public	Oui

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Mesures d'évaluation des moyens

1 Ligne

INDICATEUR DE MOYEN	RÉSULTATS ATTENDUS	OUTIL D'ÉVALUATION	PERSONNE(S) EN CHARGE (FONCTIONS ET COORDONNÉES)	DATE À LAQUELLE SERA EFFECTUÉE L'ÉVALUATION
Nombre de tournées, nombre de participants, nombre de réunion bilan et évaluation	30 à 40 tournées - 400 participants	Grille d'évaluation, questionnaire participants et questionnaire intervenant, réunion bilan évaluation 2 fois par an	Lucie Bousquet - Coordonnatrice CLS et CLSM lucie.bousquet@parc-grands-causses.fr	30/11/2027

Mesures d'évaluation de l'atteinte de l'objectif général de l'action

1 Ligne

INDICATEUR DE RÉSULTAT	RÉSULTATS ATTENDUS	OUTIL D'ÉVALUATION	PERSONNE(S) EN CHARGE (FONCTIONS ET COORDONNÉES)	DATE À LAQUELLE SERA EFFECTUÉE L'ÉVALUATION
Nombre de personnes reçue en dépistage ou entretien individuel	En fonction du nombre de tournée de dépistage et du dépistage, à calibrer sur le temps - 4 à 6 personnes par demi journée d'intervention	Questionnaire des participants et questionnaire des intervenants	Lucie Bousquet Coordonnatrice CLS et CLSM - lucie.bousquet@parc-grands-causses.fr	30/11/2027

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Les budgets prévisionnels doivent recouvrir la période de réalisation du dossier (du 01/11/2025 au 31/12/2027).

Liste des budgets prévisionnels

3 Lignes

DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	TOTAL DES CHARGES	TOTAL DES PRODUITS
01/11/2025	31/12/2025	10 927,00	10 927,00
01/01/2026	31/12/2026	75 164,00	75 164,00
01/01/2027	31/12/2027	47 052,00	47 052,00

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

VERSION : 5.2.8
Conditions générales d'utilisation

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé > Budget prévisionnel du 01/11/2025 au 31/12/2025

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Charges

LIBELLÉ	MONTANT PRÉVU
60 - Achats	1 846,00
601 - Prestations de services	1 666,00
602 - Achats matières et fournitures	0,00
603 - Variations des stocks d'approvisionnements et marchandises	0,00
606 - Achats non stockés de matière et fournitures	180,00
61 - Services extérieurs	4 048,00
613 - Locations	3 760,00
614 - Charges locatives et de copropriété	0,00
615 - Entretien et réparation	0,00
616 - Assurance	288,00
618 - Documentation	0,00
62 - Autres services extérieurs	1 883,00
622 - Rémunérations intermédiaires et honoraires	0,00
623 - Publicité, publication	1 883,00
625 - Déplacements, missions	0,00
627 - Services bancaires, autres	0,00
63 - Impôts et taxes	0,00
631 - Impôts et taxes sur rémunération	0,00
635 - Autres impôts et taxes	0,00
64 - Charges de personnel	3 150,00
641 - Total rémunération des personnels	3 150,00
645 - Charges sociales	0,00
648 - Autres charges de personnel	0,00
65 - Autres charges de gestion courante	0,00
66 - Charges financières	0,00
67 - Charges exceptionnelles	0,00
68 - Dotation aux amortissements	0,00
689 - Engagement à réaliser sur ressources affectées	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Charges fixes de fonctionnement	0,00
Frais financiers	0,00
Autres	0,00
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	0,00
860 - Secours en nature	0,00
861 - Mise à disposition gratuite de biens et de services	0,00
862 - Prestations	0,00
863 - Personnel bénévole	0,00
Total	10 927,00

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé > Budget prévisionnel du 01/11/2025 au 31/12/2025

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Produits

LIBELLÉ	MONTANT
70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	0,00
701 - Ventes de produits finis	0,00
702 - Ventes de produits intermédiaires	0,00
703 - Ventes de produits résiduels	0,00
704 - Travaux	0,00
705 - Etudes	0,00
706 - Prestations de services	0,00
707 - Ventes de marchandises	0,00
708 - Produits des activités annexes	0,00
709 - Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise	0,00
71 - Production stockée ou déstockage	0,00
713 - Variation des stocks en-cours de production, produits	0,00
72 - Production immobilisée	0,00
721 - Immobilisations incorporelles	0,00
722 - Immobilisations corporelles	0,00
74 - Subventions d'exploitation	10 927,00
ARS	741,00
Etat : préciser le(s) ministère(s)	0,00
Régions	0,00
Départements	0,00
Intercommunalités	0,00
Communes	0,00
Organismes sociaux : MSA	1 666,00
Fonds européens	0,00
Agence de services et de paiement	0,00
Autres établissements publics : PNR GRANDS CAUSSES	185,00
Aides privées	0,00
Autres : TIMS	8 335,00
75 - Autres produits de gestion courante	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

751 - Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00		
752 - Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles	0,00		
753 - Jetons de présence et rémunérations d'administrateurs, gérants	0,00		
754 - Ristournes perçues des coopératives provenant des excédents	0,00		
755 - Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	0,00		
756 - Cotisations	0,00		
758 - Produits divers de gestion courante	0,00		
76 - Produits financiers	0,00		
761 - Produits de participations	0,00		
762 - Produits des autres immobilisations financières	0,00		
763 - Revenus des autres créances	0,00		
764 - Revenus des valeurs mobilières de placement	0,00		
765 - Escomptes obtenus	0,00		
766 - Gains de change	0,00		
767 - Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00		
768 - Autres produits financiers	0,00		
77 - Produits exceptionnels	0,00		
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00		
772 - Compte pour enregistrer, en cours d'exercice, les produits sur exercices antérieurs	0,00		
775 - Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00		
777 - Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00		
778 - Autres produits exceptionnels	0,00		
78 - Reprises sur amortissements et provisions	0,00		
781 - Reprises sur amortissements et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)	0,00		
786 - Reprises sur provisions pour risques (à inscrire dans les produits financiers)	0,00		
787 - Reprises sur provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	0,00		
789 - Reprise sur provisions et fonds dédiés	0,00		
79 - Transferts de charges	0,00		
791 - Transferts de charges d'exploitation	0,00		
796 - Transferts de charges financières	0,00		
797 - Transferts de charges exceptionnelles	0,00		
87 - Contributions volontaires en nature	0,00		
870 - Bénévolat	0,00		
871 - Prestations en nature	0,00		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

875 - Dons en nature	0,00		
Total	10 927,00		

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

VERSION : 5.2.8
Conditions générales d'utilisation

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé > Budget prévisionnel du 01/01/2026 au 31/12/2026

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Charges

LIBELLÉ	MONTANT PRÉVU
60 - Achats	23 080,00
601 - Prestations de services	10 000,00
602 - Achats matières et fournitures	12 000,00
603 - Variations des stocks d'approvisionnements et marchandises	0,00
606 - Achats non stockés de matière et fournitures	1 080,00
61 - Services extérieurs	20 344,00
613 - Locations	18 612,00
614 - Charges locatives et de copropriété	0,00
615 - Entretien et réparation	0,00
616 - Assurance	1 732,00
618 - Documentation	0,00
62 - Autres services extérieurs	1 500,00
622 - Rémunérations intermédiaires et honoraires	0,00
623 - Publicité, publication	1 500,00
625 - Déplacements, missions	0,00
627 - Services bancaires, autres	0,00
63 - Impôts et taxes	0,00
631 - Impôts et taxes sur rémunération	0,00
635 - Autres impôts et taxes	0,00
64 - Charges de personnel	30 240,00
641 - Total rémunération des personnels	30 240,00
645 - Charges sociales	0,00
648 - Autres charges de personnel	0,00
65 - Autres charges de gestion courante	0,00
66 - Charges financières	0,00
67 - Charges exceptionnelles	0,00
68 - Dotation aux amortissements	0,00
689 - Engagement à réaliser sur ressources affectées	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Charges fixes de fonctionnement	0,00
Frais financiers	0,00
Autres	0,00
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	0,00
860 - Secours en nature	0,00
861 - Mise à disposition gratuite de biens et de services	0,00
862 - Prestations	0,00
863 - Personnel bénévole	0,00
Total	75 164,00

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé > Budget prévisionnel du 01/01/2026 au 31/12/2026

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Produits

LIBELLÉ	MONTANT
70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	0,00
701 - Ventes de produits finis	0,00
702 - Ventes de produits intermédiaires	0,00
703 - Ventes de produits résiduels	0,00
704 - Travaux	0,00
705 - Etudes	0,00
706 - Prestations de services	0,00
707 - Ventes de marchandises	0,00
708 - Produits des activités annexes	0,00
709 - Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise	0,00
71 - Production stockée ou déstockage	0,00
713 - Variation des stocks en-cours de production, produits	0,00
72 - Production immobilisée	0,00
721 - Immobilisations incorporelles	0,00
722 - Immobilisations corporelles	0,00
74 - Subventions d'exploitation	75 164,00
ARS	27 192,00
Etat : préciser le(s) ministère(s)	0,00
Régions	0,00
Départements	0,00
Intercommunalités	0,00
Communes	0,00
Organismes sociaux : MSA	10 000,00
Fonds européens	0,00
Agence de services et de paiement	0,00
Autres établissements publics : PNR GRANDS CAUSSES	6 798,00
Aides privées	0,00
Autres : TIMS	31 174,00
75 - Autres produits de gestion courante	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

751 - Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00		
752 - Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles	0,00		
753 - Jetons de présence et rémunérations d'administrateurs, gérants	0,00		
754 - Ristournes perçues des coopératives provenant des excédents	0,00		
755 - Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	0,00		
756 - Cotisations	0,00		
758 - Produits divers de gestion courante	0,00		
76 - Produits financiers	0,00		
761 - Produits de participations	0,00		
762 - Produits des autres immobilisations financières	0,00		
763 - Revenus des autres créances	0,00		
764 - Revenus des valeurs mobilières de placement	0,00		
765 - Escomptes obtenus	0,00		
766 - Gains de change	0,00		
767 - Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00		
768 - Autres produits financiers	0,00		
77 - Produits exceptionnels	0,00		
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00		
772 - Compte pour enregistrer, en cours d'exercice, les produits sur exercices antérieurs	0,00		
775 - Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00		
777 - Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00		
778 - Autres produits exceptionnels	0,00		
78 - Reprises sur amortissements et provisions	0,00		
781 - Reprises sur amortissements et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)	0,00		
786 - Reprises sur provisions pour risques (à inscrire dans les produits financiers)	0,00		
787 - Reprises sur provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	0,00		
789 - Reprise sur provisions et fonds dédiés	0,00		
79 - Transferts de charges	0,00		
791 - Transferts de charges d'exploitation	0,00		
796 - Transferts de charges financières	0,00		
797 - Transferts de charges exceptionnelles	0,00		
87 - Contributions volontaires en nature	0,00		
870 - Bénévolat	0,00		
871 - Prestations en nature	0,00		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

875 - Dons en nature	0,00		
Total	75 164,00		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé > Budget prévisionnel du 01/01/2027 au 31/12/2027

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Charges

LIBELLÉ	MONTANT PRÉVU
60 - Achats	14 080,00
601 - Prestations de services	13 000,00
602 - Achats matières et fournitures	0,00
603 - Variations des stocks d'approvisionnements et marchandises	0,00
606 - Achats non stockés de matière et fournitures	1 080,00
61 - Services extérieurs	1 732,00
613 - Locations	0,00
614 - Charges locatives et de copropriété	0,00
615 - Entretien et réparation	0,00
616 - Assurance	1 732,00
618 - Documentation	0,00
62 - Autres services extérieurs	1 000,00
622 - Rémunérations intermédiaires et honoraires	0,00
623 - Publicité, publication	1 000,00
625 - Déplacements, missions	0,00
627 - Services bancaires, autres	0,00
63 - Impôts et taxes	0,00
631 - Impôts et taxes sur rémunération	0,00
635 - Autres impôts et taxes	0,00
64 - Charges de personnel	30 240,00
641 - Total rémunération des personnels	30 240,00
645 - Charges sociales	0,00
648 - Autres charges de personnel	0,00
65 - Autres charges de gestion courante	0,00
66 - Charges financières	0,00
67 - Charges exceptionnelles	0,00
68 - Dotation aux amortissements	0,00
689 - Engagement à réaliser sur ressources affectées	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Charges fixes de fonctionnement	0,00
Frais financiers	0,00
Autres	0,00
86 - Emploi des contributions volontaires en nature	0,00
860 - Secours en nature	0,00
861 - Mise à disposition gratuite de biens et de services	0,00
862 - Prestations	0,00
863 - Personnel bénévole	0,00
Total	47 052,00

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé > Budget prévisionnel du 01/01/2027 au 31/12/2027

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Produits

LIBELLÉ	MONTANT
70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	0,00
701 - Ventes de produits finis	0,00
702 - Ventes de produits intermédiaires	0,00
703 - Ventes de produits résiduels	0,00
704 - Travaux	0,00
705 - Etudes	0,00
706 - Prestations de services	0,00
707 - Ventes de marchandises	0,00
708 - Produits des activités annexes	0,00
709 - Rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise	0,00
71 - Production stockée ou déstockage	0,00
713 - Variation des stocks en-cours de production, produits	0,00
72 - Production immobilisée	0,00
721 - Immobilisations incorporelles	0,00
722 - Immobilisations corporelles	0,00
74 - Subventions d'exploitation	47 052,00
ARS	29 642,00
Etat : préciser le(s) ministère(s)	0,00
Régions	0,00
Départements	0,00
Intercommunalités	0,00
Communes	0,00
Organismes sociaux : MSA	10 000,00
Fonds européens	0,00
Agence de services et de paiement	0,00
Autres établissements publics : PNR GRANDS CAUSSES	7 410,00
Aides privées	0,00
Autres	0,00
75 - Autres produits de gestion courante	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

751 - Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00		
752 - Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles	0,00		
753 - Jetons de présence et rémunérations d'administrateurs, gérants	0,00		
754 - Ristournes perçues des coopératives provenant des excédents	0,00		
755 - Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	0,00		
756 - Cotisations	0,00		
758 - Produits divers de gestion courante	0,00		
76 - Produits financiers	0,00		
761 - Produits de participations	0,00		
762 - Produits des autres immobilisations financières	0,00		
763 - Revenus des autres créances	0,00		
764 - Revenus des valeurs mobilières de placement	0,00		
765 - Escomptes obtenus	0,00		
766 - Gains de change	0,00		
767 - Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00		
768 - Autres produits financiers	0,00		
77 - Produits exceptionnels	0,00		
771 - Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0,00		
772 - Compte pour enregistrer, en cours d'exercice, les produits sur exercices antérieurs	0,00		
775 - Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00		
777 - Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00		
778 - Autres produits exceptionnels	0,00		
78 - Reprises sur amortissements et provisions	0,00		
781 - Reprises sur amortissements et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)	0,00		
786 - Reprises sur provisions pour risques (à inscrire dans les produits financiers)	0,00		
787 - Reprises sur provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	0,00		
789 - Reprise sur provisions et fonds dédiés	0,00		
79 - Transferts de charges	0,00		
791 - Transferts de charges d'exploitation	0,00		
796 - Transferts de charges financières	0,00		
797 - Transferts de charges exceptionnelles	0,00		
87 - Contributions volontaires en nature	0,00		
870 - Bénévolat	0,00		
871 - Prestations en nature	0,00		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

875 - Dons en nature	0,00		
Total	47 052,00		

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

VERSION : 5.2.8
Conditions générales d'utilisation

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Synthèse du plan de financement

FINANCEMENT	2025	2026	2027	TOTAL	
Financement ARS	**741,00 €**	**27 192,00 €**	**29 642,00 €**	**57 575,00 €**	**43,00 %**
MI1-1-2 | Action 001 : Le Carrétou, bon reflexe santé	741,00 €	27 192,00 €	29 642,00 €	57 575,00 €	43,00 %
Cofinancement	**10 186,00 €**	**47 972,00 €**	**17 410,00 €**	**75 568,00 €**	**57,00 %**
MSA	1 666,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	21 666,00 €	16,00 %
TIMS CEE	8 335,00 €	31 174,00 €	0,00 €	39 509,00 €	30,00 %
PNR Grands Causses	185,00 €	6 798,00 €	7 410,00 €	14 393,00 €	11,00 %
Montant Total	**10 927,00 €**	**75 164,00 €**	**47 052,00 €**	**133 143,00 €**	**100,00 %**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Projet N°202525730 - Déposé

Le Carrétou des Bons Réflexes Santé

Données du projet

Le dossier a été déposé le 10/10/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé

VERSION : 5.2.8

Conditions générales d'utilisation

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_078-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération n°2025-079 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Vente en régie de visière de soleil upcyclée

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte et motif de l'action

Par la signature fin 2021 d'un contrat d'objectifs territorial avec l'ADEME, le PNR des Grands Causses (PNR GC) et les collectivités qui le composent ont réaffirmé leur volonté de renforcer collectivement la transition écologique du territoire, notamment sur le sujet de l'économie circulaire.
Le secteur du tourisme, pilier majeur de l'économie locale, fait partie intégrante de cette stratégie de transition qui touche tous les secteurs d'activité.
Si des actions ont déjà été menées autour de la transition de la filière touristique depuis plusieurs années (ex : soutien aux hébergeurs touristiques pour adapter des équipements/pratiques en vue de faire des économies d'énergie via le Fonds tourisme durable de l'ADEME), d'autres perspectives s'ouvrent aujourd'hui.
L'économie circulaire se présente ainsi comme un concept susceptible d'apporter des réponses très concrètes aux questions posées par les limites des modèles économiques actuels et les questions d'épuisement des ressources.

C'est dans ce cadre qu'est né le projet autour de la création de « souvenirs durables dans les Grands Causses», projet à la croisée des sujets de tourisme durable et d'économie circulaire.

Le challenge « Souvenir durable dans les Grands Causses » consiste en :

1. **Créer et fabriquer un objet, à destination du grand public, à partir de matières issues des activités de pleine nature (escalade, randonnées, activités aquatiques…) destinées à être jetées. Concept autrement appelé « upcycling » ou « surcyclage ».**
2. **Proposer cet objet sur le territoire : aux habitants et aux visiteurs de passage**

Il a été organisé par le PNR des Grands Causses, les communautés de communes, offices de tourisme et agences d'attractivité du territoire.

Objectifs de l'action

Les objectifs de ce projet sont multiples :
- Valoriser des matières destinées à être jetées en leur donnant une seconde vie
- Impliquer la filière des activités de pleine nature dans son ensemble : en amont avec la fourniture de la matière première, mais également en aval au travers de la distribution de l'objet sur le territoire (via les offices de tourisme, les prestataires de pleine nature, les clubs sportifs…)
- Accompagner et soutenir les acteurs de la filière touristique dans un nouveau pan de la transition écologique
- Poursuivre le soutien de la filière touristique locale par la mise en lumière de celle-ci au travers d'un objet identitaire du territoire des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_079-DE
Reçu le 17/12/2025

Descriptif de l'action

La matière choisie pour la première édition du challenge : les combinaisons néoprènes.

C'est La Transformerie, recyclerie située à Laissac qui a remporté le challenge avec sa REvisière, visière de soleil. Elle s'est vue attribuée une commande d'un montant d'environ 3 000€.

La fabrication est assurée par La Transformerie en lien avec des prestataires locaux. Les 1ères pièces seront produites fin 2025.

Modalités financières

Le coût unitaire de la *REvisière* est de 14€ TTC.
La commande portera sur 180 unités, pour 2 994€TTC (frais de déplacement inclus).

Les REvisières seront vendues au grand public au prix de 17€TTC l'unité, prix homogène sur l'ensemble du territoire du PNR GC.

Une convention sera établie entre le PNR GC le revendeur pour fixer le nombre et les modalités de ventes.

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical :

- Valide ce projet et les prix de vente des visières
- Autorise le Président à solliciter les subventions et à signer les documents nécessaires notamment les conventions de financement avec la Région

Fait et délibéré à Millau, les jours, mois et an susdits
Le Président



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_079-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-080 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Renouvellement de la convention de mise à disposition de véhicule pour SEM Causses Energia pour 2026

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Depuis la création de la SEM Causses Energia, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses met à disposition régulière son parc automobile au personnel de la SEM.

Afin d'organiser et de réglementer cet usage, une convention annuelle est signée entre Causses Energia et le Syndicat mixte et, a été actée par délibération :

- n°2016-082 du comité syndical du 2 décembre 2016,
- n°2018-005 du comité syndical du 9 février 2018,
- n°2019-035 du comité syndical du 22 mars 2019,
- n°2019-107 du comité syndical du 16 décembre 2019,
- n°2021-009 du comité syndical du 5 février 2021,
- n°2021-071 du comité syndical du 3 décembre 2021,
- n°2022-063 du comité syndical du 9 décembre 2022
- n°2023-097 du comité syndical du 24 novembre 2023
- n°2024-082 du bureau syndical du 22 novembre 2024

Cette mise à disposition de véhicules se poursuit en **2026**, il convient donc de renouveler la convention en actualisant notamment la liste des véhicules (cf : pièce jointe annexée à la délibération).

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_080-DE
Reçu le 17/12/2025

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE VEHICULE

Entre les soussignés

Le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses - 71, boulevard de l'Ayrolle BP50126 12101 MILLAU Cedex - représenté par son Directeur, Monsieur Sébastien PUJOL, ci-après désigné PNRGC

D'une part,

ET

La Société d'Economie Mixte Causses Energia - 71, boulevard de l'Ayrolle BP50126 12101 MILLAU Cedex - représenté par sa Présidente, Madame Séverine PEYRETOUT, ci-après désigné SEM Causses Energia

D'autre part

Article 1 : Désignation des véhicules

Les véhicules mis à disposition de la SEM Causses Energia sont :

- TOYOTA Yaris EE-515-JL *(véhicule mis en autopartage)*
- TOYOTA Yaris GK-646-VL
- TOYOTA Yaris EE-801-JL
- TOYOTA Corolla FK-373-TW
- SUZUKI IGNIS FD-369-CV
- JEPP COMPASS FY-092-FC
- PEUGEOT E-208 électrique GD-054-ST
- FAIT FIORINO DW-282-XF
- TOYOTA C-HR FJ-319-JH

Article 2 : Principes généraux

La SEM Causses Energia utilisera les véhicules dans un strict cadre professionnel, pour les déplacements liés à ses missions et à son activité.

En cas de besoins simultanés, les agents du PNRGC restent prioritaires sur l'utilisation des dits véhicules.

Article 3 : Assurance

Le PNRGC s'engage à assurer les véhicules mis à disposition.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_080-DE
Reçu le 17/12/2025

Article 4 : Etat des véhicules

Le PNRGC prend en charge l'entretien et s'engage à mettre à disposition des véhicules en bon état de marche et de propreté.

La SEM Causses Energia s'engage à les restituer dans le même état. Si une dégradation ne peut pas être prise en charge par le contrat d'assurance et reste clairement imputable à la SEM Causses Energia, le PNRGC refacturera à la SEM la remise en état aux frais réels et justifiera sa demande de remboursement en y joignant la copie des factures de réparation et de remise en état.

Article 5 : Démarche de réservation et carnet de bord des véhicules

La SEM Causses Energia réservera les véhicules sur le planning du PNRGC, une semaine à l'avance de préférence.

La SEM Causses Energia s'engage à renseigner le carnet de bord des véhicules du PNRGC en mentionnant le nom du conducteur, le motif du déplacement et les kilomètres parcourus sur la mission.

Article 6 : Période de validité de la convention

Du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026

Article 7 : Frais de carburant

Le plein des véhicules se fait par les utilisateurs auprès des fournisseurs en compte avec le PNRGC. Les factures de carburant seront réglées par le PNRGC.

Article 8 : Facturation de la mise à disposition

Le PNRGC facturera à la SEM Causses Energia la mise à disposition des véhicules en fin de période de validité de la présente convention au prix de 0.40 euros le kilomètre.

La facture sera conforme au décompte établi par la SEM Causses Energia sur le nombre de kilomètres annuels parcourus.

Fait à Millau, le XX XXXX 2025, en deux exemplaires originaux.

SEM Causses Energia

Séverine PEYRETOUT, Présidente

SM Parc naturel régional des Grands Causses

Sébastien PUJOL, Directeur

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_080-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-081 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Projet de convention de partenariat pour la mise en œuvre d'une compensation environnementale avec les porteurs du projet, la SCTL, la Commune de La Couvertoirade, la CC Larzac et Vallées et le PNRGC

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Dans le cadre de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Communauté de communes Larzac et Vallées (approuvée le 30.09.2025), ayant pour objectif la réalisation d'un éco-hameau au lieu-dit « La Salvetat », commune de la Couvertoirade et pour donner suite aux avis des personnes publiques associées, l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) a intégré les prescriptions relatives à la compensation environnementale à mettre en oeuvre au droit de la parcelle N349, qui couvre une surface de 8ha71. Pour rappel, ce projet d'éco-hameau intègre un volet densification du hameau, un volet restauration et réhabilitation de bâtiments vacants en habitation ainsi que la création de nouveaux logements.

Objectifs

La présente convention a pour objectif de définir les engagements des parties prenantes au projet pour mette en œuvre le plan de gestion relatif à la compensation environnementale de la parcelle susvisée.

Enjeux

Afin que cette démarche soit la plus intégrée possible aux enjeux et besoins de l'exploitation agricole concernée, un diagnostic pastoral à l'échelle de l'ensemble de l'exploitation agricole qui exploite la parcelle N 349 sera réalisé. Ce diagnostic permettra de définir des actions adaptées à l'exploitation et aux milieux naturels, et d'affiner les principes inscrits dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP). L'OAP expose le diagnostic des milieux composant la parcelle N349 ; ainsi que les enjeux, objectifs et modalités de gestion à mettre en oeuvre : parcours boisé fermé, parcours en voie de fermeture, dalles rocheuses, parcours semi ouvert, parcours ouvert stable (voir convention ci-jointe)

Engagements

Les porteurs de projet s'engagent à :

Faire réaliser par un expert agricole un diagnostic pastoral sur l'ensemble de l'exploitation agricole qui exploite la parcelle N349 ;

Mettre en oeuvre le programme d'actions établi par l'expert agricole à suite du diagnostic pastoral, en collaboration avec l'exploitant agricole ;

Prendre à sa charge les coûts liés à la réalisation du programme d'actions (débroussaillage etc.) ;

Solliciter le PNRGC pour une réunion de sensibilisation auprès des futurs habitants de l'éco-hameau pour expliquer les enjeux du site et présenter les bonnes pratiques pour la préservation de ces milieux fragiles d'une grande qualité environnementale ;

Participer au comité de suivi pour présenter avec l'exploitant agricole les actions réalisées et celles à venir. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_081-DE
Reçu le 17/12/2025

L'exploitant s'engage à :
Mettre en œuvre sur la parcelle N349, à la suite du diagnostic pastoral, les prescriptions qui auront été définies selon les milieux ;
Accompagner la démarche pour la bonne prise en compte des enjeux de biodiversité lors de l'élaboration du programme d'actions et lors de la réalisation de celles-ci par les porteurs de projets et l'exploitant ;
Participer au comité de suivi pour présenter avec les porteurs de projets les actions réalisées et celles à venir. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

Le PNRGC s'engage à :
Animer une réunion de sensibilisation auprès des futurs habitants de l'éco-hameau pour expliquer les enjeux du site et présenter les bonnes pratiques pour la préservation de ces milieux fragiles d'une grande qualité environnementale ;
Suivre la mise en oeuvre du programme d'actions ;
Coanimer avec la Communauté de communes Larzac et Vallées, le comité de suivi. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

La Communauté de communes Larzac et Vallées s'engage à :
Coanimer avec le Parc Naturel Régional des Grands Causses, le comité de suivi. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

La commune de La Couvertoirade, Le Conseil de Gérance, s'engagent à :
Participer au comité de suivi. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à signer la convention de partenariat ci-jointe et à mettre les moyens nécessaires pour la bonne réalisation de ce projet.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_081-DE
Reçu le 17/12/2025

CONVENTION d'engagement

Révision Allégée n°1 du PLUI de la Communauté de communes Larzac et Vallées, approuvée le 30.09.2025

Mise en œuvre de la compensation environnementale

Entre les soussignés :

Monsieur Richard FIOL, Président du Parc Naturel Régional des Grands Causses (PNRGC),

Monsieur Christophe LABORIE, Président de la Communauté de Communes Larzac et Vallées,

Madame Maryse ROUX, Maire de la Commune de La Couvertoirade,

Porteurs de projet,

Monsieur, Exploitant agricole,

Conseil de Gérance, Société Civile des Terres du Larzac (SCTL)

Il a été convenu ce qui suit :

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Contexte et objectifs

Dans le cadre de la procédure de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Communauté de communes Larzac et Vallées (approuvée le 30.09.2025), ayant pour objectif la réalisation d'un éco-hameau au lieu-dit « La Salvetat », commune de la Couvertoirade et pour donner suite aux avis des personnes ubliques associées, l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) a intégré les prescriptions relatives à la compensation environnementale à mettre en œuvre au droit de la parcelle N349, qui couvre une surface de 8ha71.

La présente convention a pour objectif de définir les engagements des parties prenantes au projet pour mette en œuvre le plan de gestion relatif à la compensation environnementale de la parcelle susvisée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_081-DE
Reçu le 17/12/2025

<u>Article 2 :</u> Rappel des principes de compensation environnementale proposés par l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°35 du PLUi

Afin que cette démarche soit la plus intégrée possible aux enjeux et besoins de l'exploitation agricole concernée, un diagnostic pastoral à l'échelle de l'ensemble de l'exploitation agricole qui exploite la parcelle N 349 sera réalisé. Ce diagnostic permettra de définir des actions adaptées à l'exploitation et aux milieux naturels, et d'affiner les principes inscrits dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

<u>Pour rappel, l'OAP expose le diagnostic des milieux composant la parcelle N349 ; ainsi que les enjeux, objectifs et modalités de gestion à mettre en œuvre :</u>

<u>Parcours boisé fermé :</u>

- Enjeux : Accessibilité de cette zone aux animaux / intensité de pâturage en fonction des milieux et espèces présentes / effet parasol en cas de fortes chaleurs.
- Objectifs :
    - Faciliter la perméabilité de l'ensemble de la parcelle aux animaux,
    - (Re) créer des voies de pénétration entre les différentes portions de la parcelle, afin d'aider les animaux à exploiter le maximum de ressources disponibles,
    - Inciter un pâturage plus intense pour favoriser la flore des pelouses,
    - Maintenir une ouverture des pelouses favorables au pâturage et à la biodiversité.
- Modalités de gestion : Campagne d'abattage et de débroussaillage sur ce parcours pour créer des layons et des clairières.

<u>Parcours en voie de fermeture :</u>

- Enjeux : Accessibilité de cette zone aux animaux / intensité de pâturage en fonction des milieux et des espèces présentes.
- Objectifs :
    - Faciliter la perméabilité de l'ensemble de la parcelle aux animaux,
    - (Re) créer des voies de pénétration entre les différentes portions de la parcelle, afin d'aider les animaux à exploiter le maximum de ressources disponibles,
    - Inciter un pâturage plus intense pour favoriser la flore des pelouses,
    - Maintenir une ouverture des pelouses favorables au pâturage et à la biodiversité.
- Modalités de gestion :
    - Mettre en place un débroussaillage mécanique sélectif qui facilite le passage des animaux et favorise la flore et la faune des milieux ouverts. Afin d'optimiser le travail d'ouverture, il sera, par exemple, choisi de couper les pins noirs et les genévriers de port étalé au sol, en raison de leur important recouvrement au sol. On conservera les feuillus (alisier, chêne, aubépine, etc.), dont les fruits sont une ressource alimentaire pour les animaux. Ces opérations seront réalisées en automne-hiver, après nidification des oiseaux.
    - Création et maintien de layons et de clairières,
    - Mettre en place un pâturage tournant.

<u>Dalles rocheuses :</u>

- Enjeux et objectifs : Préserver ces milieux fragiles en mosaïques de fort intérêt écologique.
- Modalités de gestion :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_081-DE
Reçu le 17/12/2025

- Interdire tout piétinement ou dépôt,
- Prévoir un pâturage léger pour le maintien de ces milieux ouverts.

Parcours semi-ouvert :

- Enjeux et objectifs : Maintien et renforcement des milieux ouverts / augmentation de la ressource alimentaire accessible pour les animaux.
- Modalités de gestion :
  - Mettre en place une campagne d'abattage et de débroussaillage des sujets de genévriers les plus étalés,
  - Créer de nouveaux layons,
  - Mettre en place un pâturage tournant avec la pose de refends.

Parcours ouvert stable :

- Enjeux et objectifs : Maintien des milieux ouverts pour préserver la ressource fourragère et la diversité des essences (graminées, légumineuses) présentes.
- Modalités de gestion :
  - Supprimer les prunelliers,
  - Maintenir la pression de pâturage actuelle.

Article 3 : Modalités de mise en œuvre du plan de gestion pour la compensation à mettre en œuvre au droit de la parcelle N349

Les porteurs de projet s'engagent à :

- Faire réaliser par un expert agricole un diagnostic pastoral sur l'ensemble de l'exploitation agricole qui exploite la parcelle N349 ;
- Mettre en œuvre le programme d'actions établi par l'expert agricole à suite du diagnostic pastoral, en collaboration avec l'exploitant agricole ;
- Prendre à sa charge les coûts liés à la réalisation du programme d'actions (débroussaillage etc.) ;
- Solliciter le PNRGC pour une réunion de sensibilisation auprès des futurs habitants de l'éco-hameau pour expliquer les enjeux du site et présenter les bonnes pratiques pour la préservation de ces milieux fragiles d'une grande qualité environnementale ;
- Participer au comité de suivi pour présenter avec l'exploitant agricole les actions réalisées et celles à venir. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

L'exploitant s'engage à :

- Mettre en œuvre sur la parcelle N349, à la suite du diagnostic pastoral, les prescriptions qui auront été définies selon les milieux ;
- Accompagner la démarche pour la bonne prise en compte des enjeux de biodiversité lors de l'élaboration du programme d'actions et lors de la réalisation de celles-ci par les porteurs de projets et l'exploitant ;
- Participer au comité de suivi pour présenter avec les porteurs de projets les actions réalisées et celles à venir. une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

Le PNRGC s'engage à :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_081-DE
Reçu le 17/12/2025

- Animer une réunion de sensibilisation auprès des futurs habitants de l'éco-hameau pour expliquer les enjeux du site et présenter les bonnes pratiques pour la préservation de ces milieux fragiles d'une grande qualité environnementale ;
- Suivre la mise en œuvre du programme d'actions ;
- Coanimer avec la Communauté de communes Larzac et Vallées, le comité de suivi. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

La Communauté de communes Larzac et Vallées s'engage à :

- Coanimer avec le Parc Naturel Régional des Grands Causses, le comité de suivi. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

La commune de la Couvertoirade,

Le Conseil de Gérance,

S'engagent à :

- Participer au comité de suivi. Une réunion annuelle sera réalisée entre les parties.

Article 4 : Mise en place d'un Comité de suivi

Un comité de suivi, composé de l'ensemble des parties signataires, sera mis en place pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des prescriptions liées à la compensation environnementale et à son plan de gestion, qui sera traduit suite à un diagnostic pastoral en programme d'actions pluriannuel.

Le Comité de suivi se réunira à minima une fois par an, il sera coanimé par la Communauté de communes Larzac et Vallées et le PNRGC.

Article 5 : Exécution de la convention

La présente convention prendra effet à compter de sa signature.

La présente convention est établie pour la durée de la mise en œuvre des prescriptions de la compensation environnementale et de son programme d'action.

Fait le ……

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_081-DE
Reçu le 17/12/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_081-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-082 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Activités et prestations du guichet rénovation énergétique du PNRGC en 2026

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Dans le cadre de la réorientation des activités du guichet rénovation énergétique du Parc des Grands Causses suite aux diverses évolutions réglementaires, il apparait nécessaire de revoir les tarifs des prestations Mon Accompagnateur Rénov (MAR) que propose le service du Parc sur le périmètre du PNR des Grands Causse et de l'Aubrac.

Pour rappel, à partir du 1 janvier 2026, les espaces Conseils France rénov seront portés :

- par la CC Millau grands Causses sur son territoire
- sur le reste du territoire aveyronnais par le département de l'Aveyron en partenariat avec l'Adil

De ce fait, le guichet de la rénovation énergétique du Parc des Grands Causses poursuivra son accompagnement prestations Mon Accompagnateur Rénov (MAR) qui consiste à :

- Réaliser des audits chez les propriétaires souhaitant engager des travaux de rénovation énergétique,
- Accompagner les propriétaires dans le dépôt de demande de subventions et la demande de solde
- Accompagner les propriétaires dans le choix des entreprises et la bonne exécution des travaux

De plus, à partir du 1 janvier 2026, le guichet portera un service SLIME coordonné par le CLER depuis 2013 (**Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie**) de lutte contre la précarité énergétique. Le Parc naturel régional des Grands Causses est le premier PNR à porter ce type de service qui croise les enjeux énergétiques, la santé et le social.

Objectifs

Afin de compléter l'actions du guichet de la rénovation énergétique du Parc des Grands Causses, il est proposé d'une part de signer une convention avec la CC de Millau Grands Causses pour réaliser pour le compte de la CC qui sera ECFR le volet dynamique territoriale et d'autre part de revoir et compléter les tarifs de prestation du MAR. Une demande à venir concerne des audits sur le radon avec la distribution de kit radon via un programme de l'ARS en lien avec le volet santé et le Contrat local de Santé pour l'hiver 26/27.

La Convention de prestations de service sur le volet Dynamique territoriale du pacte territorial de la CC Millau grand Causses (projet ci-joint) prévoit la réalisation d'animation pour le compte de la CC Millau grands Causses : nuit de la thermographie, réunion d'information vers les habitants et les professionnels (apéro rénov) et les copros, participation au salon de l'habitat, réalisation d'un guide de bonnes pratiques auprès des professionnels....Cette convention fonctionnera sous forme de bon de commande en fonction des besoins de l'ECFR.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_082-DE
Reçu le 17/12/2025

Concernant l'accompagnement Mon Accompagnateur Rénov, il est proposé de fixer les tarifs des prestations suivantes :

- 1800 € la prestation complète MAR avec :
  - Phase Audit à 500 €
  - Phase dossier subventions : 900 €
  - Visites finales de chantier : 400 €
- Dossier EcoPTZ avec un audit : 500 €
- Aide au dossier mono geste : 370 €/journée ou 185 € /demi-journée avec un plafond maximum de 10% du montant des subventions obtenues

Plan de financement

DEPENSES	2026
Salaires	160 000 €
Formation	6 000 €
Petits investissements	5 000 €
Frais de structure et divers	27 000 €
TOTAL DEPENSES	198 000 €
RECETTES	
Prestations MAR	126 000 €
Convention ECFR CC MGC	7030 €
SLIME Cler	36 103 €
Autofinancement PNR GC Dont PNR Aubrac	28 867 € 4 000 €
TOTAL RECETTES	198 000 €

VOTE : Pour : **14** Contre : / Abstention : /

Au regard de ces éléments, le Président propose au Bureau syndical que le PNR des Grands Causses :

- approuve le projet de convention avec la CC de Millau Grands Causses pour le volet dynamique territoriale du PACTE de la CC
- approuve la maquette financière du guichet
- approuve les tarifs des prestations susvisés

et donne mandat au Président pour signer les documents nécessaires à la bonne mise en œuvre de ce service.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_082-DE
Reçu le 17/12/2025

CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES

Prestations de services pour le volet 1 - *Dymamique territoriale* du Pacte territorial de la Communauté de communes de Millau Grands Causses
Champs d'intervention relatif à la rénovation énergétique

2026 CONV XX

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, faisant élection de domicile au 71 boulevard de l'Ayrolle – BP 50126 – 12101 MILLAU Cedex,
Représenté par son Président, Richard FIOL, dument habilité pour ce faire,

Désigné ci-après par « PNRGC »

D'UNE PART,

ET

La Communauté de communes de Millau Grands Causses, 1, place du beffroi 12100 Millau
Représentée par sa Présidente, Emmanuelle GAZEL,

Désignée ci-après par « La Collectivité »

D'AUTRE PART,

Vu l'article L5721-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans sa rédaction issue de la Loi n°2004-809 du 13 août 2004, article 166-II (Journal Officiel du 17 août 2004) qui prévoit que les services d'un syndicat mixte peuvent être en tout ou partie mis à disposition des collectivités ou établissements membres, pour l'exercice de leurs compétences ;

Vu les statuts du syndicat mixte du PNRGC ;

Vu les statuts de la Communauté de communes de Millau Grands Causses ;

Considérant le besoin d'animation territoriale pour la mise en œuvre de la convention du pacte territorial entre la collectivité et l'ANAH ;

Considérant les compétences et moyens existants au sein du syndicat mixte du PNRGC ;

Considérant la délibération n°2015-030 du comité syndical du PNRGC en date du 22 juin 2015 autorisant son Président ce type de convention et à mettre à disposition des services au profit d'autres collectivités ;

Considérant la délibération de la Collectivité en date du …… exprimant le souhait de bénéficier de la prestation de services du PNRGC ;

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_082-DE
Reçu le 17/12/2025

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet, conformément à l'article L5721-9 du CGCT, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de préciser les conditions et modalités de prestations de services du PNRGC au profit de la Collectivité ci-dessus désignée.
Par la présente convention, les services du PNRGC sont mis à la disposition de la Collectivité pour l'exercice de la mission de dynamique territoriale du Pacte territorial – Champs d'intervention relatif à la rénovation énergétique, entre la collectivité et l'ANAH.

Article 2 - Prestations de services concernés

Les agents du PNRGC intervenant dans le cadre de la mise à disposition relative aux missions confiées au Parc au terme des présentes seront proposés par ce dernier en fonction des compétences requises. L'autorité hiérarchique dans le cadre de cette mise à disposition de services relève de l'autorité territoriale du PNRGC, représentée par son Président.
Le Président du PNRGC s'efforce d'assurer la continuité du service dans le cadre de la présente mise à disposition.

Article 3 - Modalités de fonctionnement

L'intervention des services du PNRGC pour la mission concernée est globale.

La Collectivité détermine en concertation avec le PNRGC l'organisation qui lui paraît la plus pertinente pour réaliser dans les meilleures conditions les prestations convenues. En début d'année, un calendrier prévisionnel des interventions est programmé par la collectivité et le PNRGC, avec un objectif de réalisation de 8 animations par an.

Conformément aux dispositions de l'article L5721-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'exécutif de la Collectivité peut adresser directement, au Directeur Général des Services du PNRGC, toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches et des missions qu'il confie au PNRGC.
La Collectivité ne peut toutefois imposer unilatéralement au cours de l'année des modifications relatives à la nature et aux conditions d'exécution de la convention susceptible d'engendrer des perturbations du service assuré.

En cas de difficultés liées à l'exécution de la mission assurée par les services mis à disposition, les deux parties s'efforcent de recourir à une solution amiable.

Article 4 - Situation des agents exerçant leurs fonctions dans les services mis à disposition

Les agents du PNRGC mis à disposition pour ces prestations demeurent statutairement employés par le PNRGC, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.

Article 5 - Modalités d'intervention des services

Les animations suivantes sont proposées :

- Participation aux salons de l'habitat (Foire de l'habitat de septembre) ;

Qui comprend : présence sur le stand partagé avec la CCMGC d'un agent 2X3h/jour sur un week-end, fourniture de matériel de stand.

- Animation de nuit de la thermographie ;

Qui comprend : préparation de l'intervention en partenariat avec la commune accueillante, réalisation de l'animation sur 2 heures avec 1 agent, préparation du document de communication, fourniture du matériel de présentation de cette animation, fourniture d'en-cas pour le moment convivial en fin d'animation (les frais de déplacement sont compris).

- Vers les habitants : réunion d'information sur les aides à la rénovation énergétique et/ou Fresque de la rénovation énergétique ;

Qui comprend : préparation de l'intervention en partenariat avec la Communauté de communes, réalisation de l'animation sur 2 heures avec 1 agent, préparation du document de communication,

fourniture du matériel de présentation de cette animation, fourniture d'en-cas pour le moment convivial en fin d'animation (les frais de déplacement sont compris).

- Vers les professionnels du bâtiment : mobilisation sous le format Apéro-Réno ;

Qui comprend : préparation de l'intervention (y compris la démarche d'information et de communication auprès des personnes cibles avec communiqué, mailing, courrier… avec le listing existant du PNRGC) et animation de ce temps d'échange prévu sur deux heures avec un agent + coordination avec un ou deux intervenants extérieurs, préparation du document de communication, fourniture du matériel de présentation de cette animation, fourniture d'en-cas pour le moment convivial en fin d'animation (les frais de déplacement sont compris).

- Vers les professionnels du bâtiment : la rédaction d'un guide de bonnes pratiques ;

Format livret, ré actualisable au besoin, dans une démarche transversale rappelant les démarches réglementaires à effectuer pour les travaux, les obligations des artisans, les aides financières locales, *liste non exhaustive*.

- Vers les copropriétés (agences immobilières et syndics de copropriétés) : mobilisation sous le format Apéro-réno ;

Qui comprend : préparation de l'intervention en partenariat avec la Communauté de communes et animation de ce temps d'échange prévu sur deux heures avec un agent, préparation du document de communication, fourniture du matériel de présentation de cette animation, fourniture d'en-cas pour le moment convivial en fin d'animation (les frais de déplacement sont compris).

D'autres missions seront également susceptibles d'être organisées à la demande de la collectivité :

- Vers les habitants : réunion d'information sur les économies d'énergie en maison individuelle ;

Qui comprend : préparation de l'intervention en partenariat avec la Communauté de communes, réalisation de l'animation sur 2 heures avec 1 agent, préparation du document de communication, fourniture du matériel de présentation de cette animation, fourniture d'en-cas pour le moment convivial en fin d'animation (les frais de déplacement sont compris).

- Animations et participations aux portes ouvertes ou sessions d'information des agents MSF, points infos services, etc ;

Qui comprend : préparation de l'intervention en partenariat avec la Communauté de communes, réalisation de l'animation sur 2 heures avec 1 agent, en lien avec le service accueillant, préparation du document de communication, fourniture du matériel de présentation de cette animation, (les frais de déplacement sont compris).

- Appuis aux associations et organisateurs de manifestation de transition écologique/habitat ;

Qui comprend : préparation de l'intervention en partenariat avec la Communauté de communes, réalisation de l'animation sur 2 heures avec 1 agent, en lien avec le service accueillant, préparation du document de communication, fourniture du matériel de présentation de cette animation, (les frais de déplacement sont compris).

L'ensemble des documents d'information et de communication : communiqué, mailing, courrier et document de communication produits et diffusés, seront transmis au moins 15 jours avant la date de la manifestation au service habitat de la collectivité pour avis. Ils devront faire apparaître les logos de la CCMGC et de France Rénov'.

Les missions précitées sont proposées sous forme de bon de commande avec une demande intervenant au minimum 6 semaines avant la date de déroulement et organisée en entente entre les parties suivant les disponibilités de chacun. D'autres animations pourront être programmées en fonction des besoins de la collectivité et des capacités du PNR à y répondre.

La collectivité veillera au bon déroulement de l'animation, notamment : la fixation de la date d'intervention et de la mise à disposition gratuite de la salle ou lieu d'animation le cas échéant. En cas de

difficultés liées à l'exécution de la mission assurée par les services mis à disposition, les deux parties s'efforcent de recourir à une solution amiable.

Article 6 - Modalités financières

Le paiement des frais engagés sur des missions commandées de manière expresse par la collectivité se fera sur la base des coûts suivants :

Réf. Action	Libellé action	Forfait en € pour 1 animation	Nombre estimé la 1re année
1	Participation aux salons de l'habitat (2*3h/jr sur 1 WE)	740 €	1
2	Animation de la nuit de la thermographie	370 €	2
3	Réunion d'information sur les aides à la rénovation et/ou fresque de la rénovation à destination des PO de Maisons individuelles	370 €	1
4	Mobilisation des professionnels – Apéro réno	740 €	1
5	Mobilisation des copropriétés – Apéro réno	740 €	1
6	Animation, participation aux portes ouvertes ou session d'information des agents MSF, points infos services etc présence sur une demi-journée	370 €	A la demande
7	Appui aux associations et organisateurs de manifestation de transition énergétique/ habitat -présence sur 1 demi-journée	370 €	A la demande
8	Autres actions d'animation	370€/jr (prépa+ animation)	A la demande
9	Rédaction d'un guide pratique à l'attention des artisans	3 700 €	1 (en année 1)

Ces coûts sont des forfaits. Pour d'autres actions, un coût horaire de 370 €/jr sera appliqué pour le temps passé de préparation et de réalisation de l'action. Ce coût horaire sera doublé si l'animation se déroule le WE (du vendredi 18h au lundi 8h).

Article 7 – Conduite de l'opération et suivi des actions engagées

La Communauté de communes Millau Grands Causses est chargée, en tant que maître d'ouvrage du Pacte territorial, de piloter l'opération, de veiller au respect de la convention et à la bonne coordination des différents partenaires. En ce sens, la participation des agents du PNRGC aux instances de pilotage du Pacte territorial est attendue.

Les indicateurs d'activité sont les suivants :

- Nombre de participants à l'animation / nombre de personnes invitées
- Nombre de contacts pouvant être relayés auprès de l'ECFR le cas échéant

Article 8 - Entrée en vigueur et durée de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur au 01/01/2026.
Elle est conclue pour une période de 1 an, renouvelable 4 fois pour un nouvelle période d'un an, sans excéder 4 ans supplémentaires.

Article 9 - Résiliation de la convention

La présente convention peut être dénoncée librement par l'une ou l'autre des parties avec préavis écrit de trois mois ; dans ce cas, les sommes déjà perçues par le syndicat mixte du PNRGC pour l'exécution des tâches effectuées pour le compte de la Collectivité lui demeureront acquises et celle-ci devra s'acquitter des sommes qui resteraient dues pour le service effectivement fait.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_082-DE

Reçu le 17/12/2025

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge aux termes de la présente convention entraînera, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit de ladite convention, un mois après mise en demeure d'exécution par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) restée sans effet.

Quelle que soit la cause de résiliation, la Collectivité pourra faire l'usage qu'elle souhaite des informations ou des documents d'ores et déjà remis.

Article 10 - Modification de la convention

Toute modification des conditions d'exécution de la présente convention donne lieu à la conclusion d'un avenant dûment approuvé par chacune des parties.
Aucune modification ne pourra être déduite, soit de la passivité de l'une ou l'autre des parties, soit de simples tolérances, quelles qu'en soient la fréquence ou la durée, les parties restant toujours libres d'exiger la stricte application de la convention et de ses éventuels avenants.

Article 11 - Responsabilités

En cas de mise en cause de la responsabilité du PNRGC dans l'exécution des missions qui lui sont confiées par la collectivité dans le cadre de la présente convention, celle-ci lui impose la réparation des dommages causés à elle-même ou au tiers. Si la responsabilité du PNRGC s'avère engagée, ce dernier devra faire face aux dépenses sur ses fonds propres.

Article 12 - Litiges

A défaut de règlement amiable, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention, seront portés devant le Tribunal Administratif du lieu d'exécution de la mission.

Fait à Millau, en deux exemplaires originaux, le …….

Richard FIOL	**Emmanuelle GAZEL**
Président du Parc naturel régional des Grands Causses	Présidente de la Communauté de communes de Millau Grands Causses

Délibération PNRGC n°2025-083 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Convention cadre en quasi régie 2026-2027 IPAMAC

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Créée en 1998, l'IPAMAC, association Inter-Parcs du Massif central, concourt à l'élaboration d'un projet territorial de développement durable du Massif central par la mutualisation de moyens au service d'actions concrètes et novatrices en faveur des 11 Parcs naturels régionaux et du Parc National des Cévennes.

Dans le prolongement du programme d'action 2024-2026, l'association IPAMAC souhaite aujourd'hui, dans le cadre du nouveau projet d'intérêt général (**actions 2026-2027**), avec les Parcs de son réseau et ses partenaires, mettre l'accent sur les enjeux suivants, dans le contexte du changement climatique :

- Favoriser un tourisme respectueux des habitants et des espaces naturels,
- Améliorer les connaissances sur la biodiversité des ressources emblématiques du Massif central (forêts, milieux ouverts, ciel étoilé), sensibiliser et favoriser leur préservation,
- Enrichir la réflexion sur l'habitabilité des territoires, pour engager de nouvelles actions d'aménagement des territoires, de façon responsable et respectueuse des habitants et des espaces naturels.

Objet

La convention cadre de quasi régie (annexe) précise les actions collectives mises en œuvre auxquelles participe le PNR des Grands Causses dans le cadre du programme d'action 2026-2027 :

- **Volet Tourisme durable :**
  - Expérimentations de nouvelles offres d'itinérances adaptées à un nouveau contexte (sanitaire et climatique) : Développement d'aires d'éco-bivouac, itinérances accessibles, valorisation des itinérances par l'art contemporain.
  - Meilleure gestion de la fréquentation des espaces naturels : Observation et sensibilisation des visiteurs,
  - Accompagnement des Parcs à la création de séjours adaptés aux nouvelles attentes des visiteurs.

- **Volet Attractivité :**
  - Connaissance des nouveaux arrivants dans les Parcs du Massif central.
  - Réflexion-prospective sur l'habitabilité des territoires par l'organisation de résidences de territoires (recherche-action).
  - Temps d'échanges et de partage sur le sujet des tiers-lieux.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

- **Volet Biodiversité :**
  - Préservation et valorisation des Forêts Anciennes du Massif central.
  - Développement d'une Trame Noire à l'échelle du Massif central.
  - Préservation et valorisation des Milieux ouverts herbacés du Massif central.

Budget

La contribution financière du PNR des Grands Causses pour la réalisation du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » s'élève à 6 500 €.

Pour permettre la réalisation du programme d'action 2026-2027, le PNR des Grands Causses versera une avance de trésorerie remboursable et non rémunérée s'élevant à 9 428,19 €.

Par ailleurs dans le cadre d'un marché subséquent (annexe à la convention), Le PNR des Grands Causses pourra réaliser pour le compte de l'IPAMAC des prestations pour un montant global maximum de 7 480€.

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide la convention cadre de quasi régie et le marché subséquent annexé et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

CONVENTION-CADRE EN QUASI-RÉGIE
RELATIVE AUX
ACTIONS EN INTER-PARCS MASSIF CENTRAL 2026-2027

N°05 _IPAMAC_2627

ENTRE

L'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC), association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, portant le numéro SIRET 430 223 321 00026, ayant son siège sis Moulin de Virieu, 2 rue Benaÿ à Pélussin (42410), représentée par son Président en exercice, Monsieur Stéphane RODIER, agissant es-qualité en vertu d'une résolution du Conseil d'administration 2024_12_11 en date du 11/12/2024,

Ci-après dénommée « l'IPAMAC »,

ET

Le syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses, ayant son siège 71, Bd de l'Ayrolle - BP 126 12101 MILLAU, représenté par son Président en exercice, Monsieur Richard FIOL, agissant es-qualité en vertu d'une délibération du Comité syndical n° en date du ,

Ci-après dénommée « le Parc »,

Ensembles ci-après dénommés « les Parties »,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

I. Créée en 1998, l'IPAMAC, association Inter-Parcs du Massif central, concourt à l'élaboration d'un projet territorial de développement durable du Massif central par la mutualisation de moyens au service d'actions concrètes et novatrices. L'IPAMAC regroupe 11 Parcs naturels régionaux (Aubrac, Volcans d'Auvergne, Pilat, Monts d'Ardèche, Causses du Quercy, Haut-Languedoc, Grands Causses, Millevaches en Limousin, Morvan et Livradois Forez, Périgord-Limousin) et le Parc national des Cévennes. Son fonctionnement repose sur la synergie et la concertation entre les membres du réseau.

La mise en réseau permet aux Parcs de mutualiser des moyens humains et financiers publics pour la réalisation de projets d'intérêt général qu'ils ne pourraient réaliser seuls.

II. Brève description du projet

Le dernier programme d'actions triennal (2022-2024) porté par l'association IPAMAC était axé sur trois thématiques :

- ✓ Le Tourisme durable :
  - Expérimentations de nouvelles offres d'itinérances adaptées à un nouveau contexte (sanitaire et climatique) : développement d'aires d'éco-bivouac, itinérances accessibles, valorisation des itinérances par l'art contemporain,
  - Meilleure gestion de la fréquentation des espaces naturels : observation et sensibilisation des visiteurs,
  - Accompagnement des Parcs à la création de séjours adaptés aux nouvelles attentes des visiteurs ;
- ✓ L'Attractivité :
  - Connaissance des nouveaux arrivants dans les Parcs du Massif central,
  - Réflexion-prospective sur l'habitabilité des territoires par l'organisation de résidences de territoires (recherche-action),
  - Temps d'échanges et de partage sur le sujet des tiers-lieux ;
- ✓ La Biodiversité :
  - Préservation et valorisation des Forêts Anciennes du Massif central,
  - Développement d'une Trame Noire à l'échelle du Massif central,
  - Préservation et valorisation des Milieux ouverts herbacés du Massif central.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Dans le prolongement de ces actions, dans le cadre du nouveau projet d'intérêt général (**actions 2026-2027**), l'association IPAMAC souhaite aujourd'hui, avec les Parcs de son réseau et ses partenaires, mettre l'accent sur les enjeux suivants, dans le contexte du changement climatique :

- ✓ Favoriser un tourisme respectueux des habitants et des espaces naturels,
- ✓ Améliorer les connaissances sur la biodiversité des ressources emblématiques du Massif central (forêts, milieux ouverts, ciel étoilé), sensibiliser et favoriser leur préservation,
- ✓ Enrichir la réflexion sur l'habitabilité des territoires, pour engager de nouvelles actions d'aménagement des territoires, de façon responsable et respectueuse des habitants et des espaces naturels.

III. Pour la réalisation du Projet d'intérêt général décrit au II. ci-avant, l'IPAMAC conclut avec ses membres intéressés une convention définissant les objectifs du Projet, les obligations de chaque partie, les contributions financières et les modalités de réalisation de certaines prestations ou des travaux nécessaires à la mise en œuvre du Projet.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et plus précisément de ses articles L. 2511-1 et suivants, la relation contractuelle entre l'IPAMAC et ses Parcs adhérents se caractérise notamment, lorsque les Parcs adhérents réalisent une prestation ou des travaux pour l'IPAMAC, par une situation de quasi-régie conjointe.

Les Parcs adhérents sont en effet des pouvoirs adjudicateurs au sens du Code de la commande publique, et ils exercent conjointement sur l'IPAMAC un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services. En retour, l'IPAMAC réalise l'exclusivité ou presque de son activité en direction des Parcs adhérents. Enfin, le capital de l'IPAMAC ne comporte pas de participation directe de capitaux privés.

La conséquence de cette situation de quasi-régie conjointe est que les contrats de prestations de services ou de travaux conclus entre l'IPAMAC et ses Parcs adhérents ne sont pas soumis aux obligations de publicité et de mise en concurrence du Code de la commande publique.

CECI EXPOSÉ, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

CHAPITRE I : OBJET DE LA CONVENTION-CADRE

Article 1 : Approbation du Projet

1.1. Les Parties approuvent l'objet et les objectifs du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » définis à l'article 1.2. ci-dessous ainsi que les modalités de contribution à sa bonne réalisation, telles que définies par la présente convention.

1.2. Le Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » a pour objet principal la préservation et la valorisation des patrimoines naturels, culturels et touristiques emblématiques du Massif central.

Ses objectifs principaux sont les suivants :

- ✓ Favoriser un **tourisme respectueux des habitants et des espaces naturels**, par la mise en œuvre d'actions visant à :
  - Garantir une expérience touristique de qualité tout en préservant les espaces naturels,
  - Favoriser l'accessibilité aux sports et loisirs de nature adaptés à tous les publics dans les Parcs du Massif central,
  - Expérimenter de nouvelles formes de tourisme et accompagner le développement de la pratique du bivouac,
- ✓ Améliorer les connaissances sur la **biodiversité** et les ressources emblématiques du Massif central (forêts, milieux ouverts, ciel étoilé), sensibiliser et favoriser leur préservation, par la mise en œuvre d'actions visant à :
  - Préserver les sols et la ressource en eau en forêt,
  - Mieux connaître l'impact du changement climatique sur certaines essences forestières dans le but de favoriser la résilience des forêts du Massif central,
  - Concrétiser des trames de vieux bois à l'échelle du Massif central,
  - Favoriser un éclairage responsable des sites culturels patrimoniaux du Massif central, pour préserver la trame noire,
  - Sensibiliser les acteurs locaux et favoriser leur montée en compétences, mettre en avant les bonnes pratiques, pour mieux valoriser et préserver les ressources naturelles du Massif central (entretien et valorisation des forêts et milieux ouverts) et le ciel étoilé.
- ✓ Enrichir la réflexion sur l'**habitabilité des territoires**, pour engager de nouvelles actions d'aménagement des territoires, de façon responsable et respectueuse des habitants, des espaces naturels et de la ressource en eau, en capitalisant sur les résidences de territoires mises en œuvre en 2024 et 2025, et en favorisant le partage d'expériences.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Le présent projet se déroulera sur le territoire du Massif central, territoire de moyenne montagne fortement impactée par le changement climatique. Dans le cadre de l'Inter-Parcs Massif central, les Parcs du Massif central agiront collectivement pour la préservation et la valorisation des patrimoines naturels, culturels et touristiques emblématiques du Massif central.

Pour la mise en œuvre de ce projet, l'IPAMAC assurera les missions suivantes :

- suivi administratif et financier : montage et gestion des dossiers de demande de financement, gestion des prestations externes (de la rédaction des cahiers des charges au paiement des prestations), etc. ;
- coordination et animation du réseau : organisation de réunions régulières de suivi des actions, avec les Parcs et les partenaires (le cas échéant), relecture et validation finale des livrables, proposition de contenus rédactionnels pour communiquer sur l'avancement du projet ;
- mise en œuvre, suivi et coordination des actions : gestion et suivi des prestataires ;
- partage et transfert d'expériences à l'échelle du Massif central et à l'échelle nationale, et valorisation des actions mises en œuvre sur les Parcs.

Le Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » est décrit plus en détail en **annexe n°1**. L'annexe n°1 précise également **les engagements du Parc** dans la mise en œuvre de chacune des actions.

Article 2 : Durée - renouvellement

2.1. La présente convention-cadre est conclue pour une durée de trois ans.

2.2. Elle prend effet à compter du 01/07/2025, et court par conséquent jusqu'au 30/06/2028.

2.3. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse, après accord des parties.

A cette fin, les parties se concerteront dans les six mois qui précèdent la date de fin de la présente convention-cadre, notamment pour redéfinir les prestations nécessaires à la réalisation du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » ainsi que l'enveloppe budgétaire globale arrêtée à cet effet et définie à l'article 5.3. de la présente convention-cadre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

CHAPITRE II : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 3 : Budget prévisionnel

3.1. Le budget prévisionnel du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » se décompose comme suit :

DEPENSES CONVENTIONNEES *(ventilées par année)*	2026	2027	TOTAUX	RESSOURCES	%	TOTAUX
Services Extérieurs	118 205,00 €	118 205,00 €	236 410,00 €	**FNADT**	80%	348 117,93 €
Personnel IPAMAC (DG et CP)	71 418,05 €	71 418,05 €	142 836,10 €	**Autofi** *(Contribution financières des Parcs)*	20%	87 029,48 €
Stagiaires *(2 / an, 2 Biodiv et 2 Tourisme)*	14 989,52 €	14 989,52 €	29 979,04 €			
Coûts indirects	12 961,14 €	12 961,14 €	25 922,27 €			
TOTAUX	**217 573,71 €**	**217 573,71 €**	**435 147,41 €**	**TOTAUX**	**100%**	**435 147,41 €**

DEPENSES CONVENTIONNEES *(ventilées par action)*	Action 1 Tourisme durable	Action 2 Biodiversité	Action 3 Axe transversal	TOTAUX
Services Extérieurs	56 500,00 €	177 410,00 €	2 500,00 €	**236 410,00 €**
Personnel IPAMAC (DG et CP)	61 309,65 €	74 714,27 €	6 812,18 €	**142 836,10 €**
Stagiaires *(2 / an, 2 Biodiv et 2 Tourisme)*	14 989,52 €	14 989,52 €		**29 979,04 €**
Coûts indirects	11 444,88 €	13 455,57 €	1 021,83 €	**25 922,27 €**
TOTAUX	**144 244,04 €**	**280 569,36 €**	**10 334,01 €**	**435 147,41 €**
RESSOURCES CONVENTIONNEES *(ventilées par action)*	**Action 1 Tourisme durable**	**Action 2 Biodiversité**	**Action 3 Axe transversal**	**TOTAUX**
FNADT - Conventionné *(80%)*	115 395,23 €	224 455,49 €	8 267,21 €	**348 117,93 €**
Autofinancement *(20% de contribution des Parcs)*	28 848,81 €	56 113,87 €	2 066,80 €	**87 029,48 €**
TOTAUX	**144 244,04 €**	**280 569,36 €**	**10 334,01 €**	**435 147,41 €**

3.2. Le Parc s'engage à contribuer financièrement à la réalisation du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » en versant à l'IPAMAC la somme de **6 500 €** (Six-mille-cinq-cents euros).
Cette participation a été calculée en fonction de l'engagement du Parc dans les actions Tourisme durable, Biodiversité (Trame noire, Forêts anciennes et/ou Milieux Ouverts Herbacés) et Axe transversal / Habitabilité (détail du calcul disponible sur demande auprès de l'IPAMAC). **Cette participation est versée à la signature de la présente convention et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC**.

3.3. L'IPAMAC s'engage à assurer la recherche de financements du Projet auprès des partenaires (Etat, collectivités publiques, fonds structurels européens, etc.), telles qu'elles sont décrites dans le tableau ci-dessus.

Article 4 : Avance de trésorerie par le Parc

Pour permettre la réalisation du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » par l'IPAMAC, le Parc s'engage à verser une avance de trésorerie remboursable et non rémunérée de neuf-mille-quatre-cent-vingt-huit euros et dix-neuf centimes (**9 428,19 €**).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Cette avance sera versée par le Parc à la signature de la présente convention, sur présentation d'une facture par l'IPAMAC.

L'IPAMAC s'engage à rembourser l'avance de trésorerie au Parc dès réception des soldes des subventions liées au Projet.

CHAPITRE III : PRESTATIONS - MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Article 5 : Prestations et/ou travaux

5.1. La réalisation du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » nécessite la réalisation des prestations de services et/ou travaux décrits en annexe n°1, dont le financement est recherché et assuré par l'IPAMAC.

5.2. La réalisation de ces prestations de services et/ou travaux pourra en partie être confiée au Parc par la conclusion de marchés subséquents à la présente convention-cadre, dans les conditions exposées à l'article 6 ci-dessous.

5.3. Le montant global maximum des marchés subséquents qui pourront être conclus en application de la présente convention-cadre s'élève à **7 480 €** HT (Sept-mille-quatre-cent-quatre-vingts euros hors taxes), sans engagement de la part de l'IPAMAC d'atteindre ce montant.

Article 6 : Conclusion des marchés subséquents

6.1. Les marchés subséquents conclus en application de la présente convention-cadre ont pour objet la réalisation par le Parc d'une ou plusieurs des prestations de services et/ou travaux nécessaires à la réalisation du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 », telles que décrites en annexe n°1.

6.2. Les marchés subséquents sont négociés et signés par le Président de l'IPAMAC ainsi que par le Président du Parc dans la limite de la présente convention-cadre et des délibérations l'approuvant.

6.3. Chaque marché subséquent conclu entre l'IPAMAC et le Parc en application de la présente convention-cadre précise :

- l'identité des cocontractants,
- la nature des prestations de service et/ou travaux confiés par l'IPAMAC,
- les objectifs et les livrables attendus,
- les délais impartis pour la réalisation des missions,
- le montant de la rémunération du Parc par l'IPAMAC,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

- le rappel du montant global disponible pour assurer le financement des prestations de services et/ou travaux nécessaires à la réalisation du Projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 », tel qu'indiqué à l'article 5.3. de la présente convention-cadre.

Article 7 : Propriété des résultats et modalités de communication

7.1 Les prestations et/ou travaux réalisés par le Parc en application de la présente convention-cadre, lorsqu'elles entrent dans le champ d'application du droit d'auteur, entrainent acceptation de la divulgation de l'étude par son auteur.
Le Parc naturel régional des Grands Causses susceptible d'avoir la qualité d'auteur ne peut :

1° S'opposer à la modification de l'étude décidée dans l'intérêt général, lorsque cette modification ne porte pas atteinte à son honneur ou à sa réputation ;
2° Exercer un droit de repentir et de retrait, sauf accord de l'IPAMAC.

7.2. La présente convention-cadre ainsi que les marchés subséquents passés sur son fondement entrainent, lorsqu'ils donnent lieu à la réalisation de prestations et/ou travaux susceptibles d'entrer dans le champ d'application du droit d'auteur, à la cession totale, à titre gratuit, à l'IPAMAC des droits de représentation et de reproduction définis à l'article L. 122-1 du Code de la propriété intellectuelle.

7.3. Lors de toute communication relative au Projet et aux prestations et/ou travaux objets de la présente convention-cadre, les Parties mentionnent tous les auteurs et les autres partenaires éventuellement investis dans la réalisation du Projet.

Article 8 : Droit de contrôle et information

L'IPAMAC dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière des prestations et/ou travaux faisant l'objet d'un marché subséquent conclu avec le PARC.

Article 9 : Responsabilité

Le Parc fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait des prestations et/ou travaux réalisés par lui dans le cadre de la présente convention-cadre et des marchés subséquents afférents.

Article 10 : Cession et sous-traitance

10.1. Le Parc ne peut en aucun cas céder à un tiers les droits et obligations qu'ils détiennent en vertu de la présente convention-cadre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

10.2. Dans les conditions définies au Titre I de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, le Parc pourra sous-traiter une partie des prestations et/ou travaux qui lui seront confiés par l'IPAMAC aux termes d'un marché subséquent conclu en application de la présente convention-cadre.

Conformément à l'article L. 2521-2 du Code de la commande publique, les éventuels sous-traitants du Parc n'ont en aucun droit au paiement direct de leur prestation par l'IPAMAC.

Les contrats de sous-traitance conclus par le Parc dans ce cadre seront soumis au respect des règles du Code de la commande publique.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 11 : Résiliation

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

11.1.1. L'IPAMAC peut résilier à tout moment pour motif d'intérêt général la présente convention-cadre.

La résiliation de la présente convention-cadre emporte la résiliation automatique des éventuels marchés subséquents conclus pour son application. Le cas échéant, l'IPAMAC sera redevable envers le Parc de l'indemnisation définie à l'article 11.1.2. ci-dessous.

11.1.2. L'IPAMAC peut également résilier à tout moment pour motif d'intérêt général l'un des marchés subséquents conclu en application de la présente convention-cadre.

L'IPAMAC est alors redevable envers le Parc d'une indemnisation financière égale à 5% du montant des prestations et/ou travaux restant à réaliser.

11.1.3. La résiliation pour motif d'intérêt général est notifiée au Parc par courrier recommandé avec accusé de réception et prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'IPAMAC.

11.2. Résiliation pour faute

11.2.1. L'IPAMAC peut résilier la présente convention-cadre ou l'un des marchés subséquents conclu pour son application pour faute, notamment dans les cas suivants :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

- Lorsque le titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de la mission qui lui a été confiée ou en cas de non-respect des prestations et/ou travaux tels que définis dans les documents contractuels,
- Lorsque le titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements,
- Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations et/ou travaux, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations et/ou travaux,
- En cas de retard significatif, retards successifs sur un ou plusieurs marchés subséquents conclu en application de la présente convention-cadre,
- En cas de restitution récurrente de livrables inexploitables ou non conformes par le titulaire,
- En cas de non-respect par le titulaire des prestations et/ou travaux tels que définis dans les documents contractuels.

11.2.2. La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis de réception et restée infructueuse après un délai de 15 jours calendaires francs à compter de sa réception par le PARC.

En cas de retards successifs, une seule mise en demeure est nécessaire ; la convention-cadre ou le marché subséquent pouvant être résiliés immédiatement à l'issue d'un nouveau retard quel qu'il soit.

11.3. Résiliation par le Parc naturel régional des Grands Causses

Le Parc peut résilier unilatéralement la présente convention-cadre, sous réserve d'en informer préalablement l'IPAMAC par courrier recommandé avec accusé de réception.

La résiliation prend effet à compter d'un délai de trois mois suivant la réception de la notification par l'IPAMAC.

La résiliation de la présente convention-cadre par le Parc emporte la résiliation des éventuels marchés subséquents conclus en son application, sans préjudice de l'indemnisation de l'IPAMAC si cette résiliation lui cause un préjudice.

Article 12 : Litiges, médiation et conciliation

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention-cadre ou de ses marchés subséquents, les Parties s'emploient à le solutionner de manière amiable en se réunissant avec la même bonne foi que celle qui a présidé à la conclusion de la présente convention-cadre.

En cas de litige persistant, la partie la plus diligente saisit le Président de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France d'une demande de médiation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

A défaut d'accord ou si le Président de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France n'a pas répondu à la saisine dans un délai de trente jours, le différend peut être tranché par le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Article 13 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention-cadre, les Parties élisent domicile aux adresses respectivement mentionnées en tête des présentes.

Article 14 : Annexes

Les documents contractuels qui déterminent les droits et obligations des Parties sont constitués par la présente convention-cadre et les annexes ci-après énumérées. En cas de contradiction entre le contrat et ses annexes, la convention-cadre prévaudra.
Les annexes de la présente convention-cadre sont les suivantes :

- **Annexe 1** : Description du Projet, des engagements du Parc et des prestations prévues
- **Annexe 2 :** Résolution du Bureau de l'IPAMAC du 08/04/2025
- **Annexe 3** : Délibération du Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses n° du .

Fait à , le .

En trois exemplaires originaux.

Pour l'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC)
Monsieur Stéphane RODIER
Le Président du Conseil d'administration de l'IPAMAC

Pour le syndicat mixte de gestion du
Parc naturel régional des Grands Causses
Monsieur Richard FIOL
Le Président du Comité syndical

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

ANNEXE N°1

Description du projet, des engagements du Parc et des prestations et/ou travaux prévus

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

I. Préambule du projet « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 »

L'association IPAMAC (Inter-Parcs du Massif central) a été créée en 1998. Elle regroupe aujourd'hui les 12 Parcs naturels situés sur le territoire du Massif central (11 Parcs naturels régionaux et le Parc national des Cévennes).

Les dernières actions portées par l'association IPAMAC étaient axées sur trois thématiques :

- ✓ Le Tourisme durable :
  - Expérimentations de nouvelles offres d'itinérances adaptées à un nouveau contexte (sanitaire et climatique) : développement d'aires d'éco-bivouac, itinérances accessibles, valorisation des itinérances par l'art contemporain
  - Meilleure gestion de la fréquentation des espaces naturels : observation et sensibilisation des visiteurs
  - Accompagnement des Parcs à la création de séjours adaptés aux nouvelles attentes des visiteurs
- ✓ L'Attractivité :
  - Connaissance des nouveaux arrivants dans les Parcs du Massif central
  - Réflexion-prospective sur l'habitabilité des territoires par l'organisation de résidences de territoires (recherche-action)
  - Temps d'échanges et de partage sur le sujet des tiers-lieux
- ✓ La Biodiversité :
  - Préservation et valorisation des Forêts Anciennes du Massif central
  - Développement d'une Trame Noire à l'échelle du Massif central
  - Préservation et valorisation des Milieux ouverts herbacés du Massif central

Dans le prolongement de ces actions, l'association IPAMAC souhaite aujourd'hui, avec les Parcs de son réseau et ses partenaires, mettre l'accent sur les enjeux suivants, dans le contexte du changement climatique :

- ✓ Favoriser un tourisme respectueux des habitants et des espaces naturels,
- ✓ Améliorer les connaissances sur la biodiversité et les ressources emblématiques du Massif central (forêts, milieux ouverts, ciel étoilé), sensibiliser et favoriser leur préservation,
- ✓ Enrichir la réflexion sur l'habitabilité des territoires, pour engager de nouvelles actions d'aménagement des territoires, de façon responsable et respectueuse des habitants et des espaces naturels.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

II. L'objectif du projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » est le suivant :

- ✓ (Action 1) Favoriser un **tourisme respectueux des habitants et des espaces naturels**, par la mise en œuvre d'actions visant à :
  - Garantir une expérience touristique de qualité tout en préservant les espaces naturels,
  - Favoriser l'accessibilité aux sports et loisirs de nature adaptés à tous les publics dans les Parcs du Massif central,
  - Expérimenter de nouvelles formes de tourisme et accompagner le développement de la pratique du bivouac,

- ✓ (Action 2) Améliorer les connaissances sur la **biodiversité** et les ressources emblématiques du Massif central (forêts, milieux ouverts, ciel étoilé), sensibiliser et favoriser leur préservation, par la mise en œuvre d'actions visant à :
  - Préserver les sols et la ressource en eau en forêt,
  - Mieux connaître l'impact du changement climatique sur certaines essences forestières dans le but de favoriser la résilience des forêts du Massif central,
  - Concrétiser des trames de vieux bois à l'échelle du Massif central,
  - Favoriser un éclairage responsable des sites culturels patrimoniaux du Massif central, pour préserver la trame noire,
  - Sensibiliser les acteurs locaux et favoriser leur montée en compétences, mettre en avant les bonnes pratiques, pour mieux valoriser et préserver les ressources naturelles du Massif central (entretien et valorisation des forêts et milieux ouverts) et le ciel étoilé.

- ✓ (Action 3) Enrichir la réflexion sur l'**habitabilité des territoires**, pour engager de nouvelles actions d'aménagement des territoires, de façon responsable et respectueuse des habitants et des espaces naturels, en capitalisant sur les résidences de territoires mises en œuvre en 2023 et 2024, et en favorisant le partage d'expériences.

Les outils méthodologiques créés dans le cadre de ces actions et les enseignements tirés des expérimentations viseront à être largement diffusés et partagés, à l'échelle du Massif central et au-delà.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

III. Pour atteindre ces objectifs, l'IPAMAC a identifié plusieurs actions à réaliser :

Sur l'axe **Tourisme respectueux des habitants et des espaces naturels** (action 1), il est **s'agira de mettre en place les actions spécifiques suivantes :**

Sous-action n°1 : Activités de pleine nature adaptées à tous les publics

Objectif : Favoriser l'accessibilité aux sports et loisirs de nature adaptés à tous les publics dans les Parcs naturels du Massif central

L'IPAMAC s'engage à :

- développer le partenariat avec des têtes de réseaux nationales (Fédérations françaises Handisport, Sports adaptés) pour faciliter l'accompagnement des Parcs du Massif central à la mise en œuvre de séjours touristiques et activités de pleine nature accessibles,
- valoriser les actions déjà mises en œuvre par le Parc, par le passé, sur l'accessibilité aux sports et loisirs de nature.

Le Parc naturel régional des Grands Causses n'est pas engagé dans cette sous-action.

Période de réalisation des actions : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Sous-action n°2 : Adaptation des pratiques et offres touristiques au dérèglement climatique

Objectif : Adapter et expérimenter de nouvelles pratiques, de nouvelles formes de tourisme et de mobilité pour découvrir les Parcs du Massif central, dans le contexte du dérèglement climatique.

L'IPAMAC s'engage à :

- réaliser un diagnostic des démarches emblématiques d'adaptation de l'offre touristique au changement climatique, mises en œuvre par des socio-professionnels du tourisme, pour identifier les bonnes pratiques et les enseignements de diverses expériences (par le biais d'un stage sur l'année 2026),
- organiser la capitalisation sur ces expériences dans l'objectif d'identifier de nouvelles actions novatrices à mener sur ces enjeux à l'échelle Massif central (à partir de 2027),
- mettre en œuvre ces nouvelles actions concrètes à l'échelle d'itinérances et/ou de sites du Massif central pour appuyer la création d'offres adaptées au dérèglement climatique (par le biais de l'engagement d'un prestataire extérieur),
- valoriser les actions mises en œuvre dans les Parcs, sur ce thème.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- Participer et suivre les réunions organisées par l'IPAMAC pour la mise en œuvre de l'action,
- Répondre aux sollicitations techniques de l'IPAMAC, des partenaires et prestataires éventuellement missionnés par cette action, pour faciliter la mise en œuvre de l'action,
- Relayer, le cas échéant, les sollicitations auprès de son réseau local (partenaires, prestataires touristiques),
- Communiquer aux partenaires de son territoire ou hors de son territoire, sur les résultats des actions menées (en respectant les règles de publicité des financeurs, notamment de l'Etat).

Période de réalisation des actions : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Sous-action n°3 : Aires de bivouac

Objectifs :

- Pallier le manque d'hébergements en itinérance et cadrer la pratique, en hausse, du bivouac.
- Garantir une expérience touristique de qualité tout en préservant les espaces naturels : aménager et sensibiliser les pratiquants sur le respect des espaces naturels.

L'IPAMAC s'engage à :

- assurer un appui technique auprès du Parc :
    - Mise à disposition des outils méthodologiques, catalogues d'équipements,
    - Organisation de temps d'échanges techniques (en individuel ou en collectif),
    - Suivi régulier des projets "Eco-Bivouac du Massif central" mis en œuvre sur le Parc.
- valoriser les aires de bivouac existantes sur le Parc et assurer une démarche de sensibilisation des pratiquants aux bons comportements dans la pratique du bivouac :
    - Réalisation d'une cartographie des aires de bivouac sur le site IPAMAC,
    - Mise à jour de documents de communication,
    - Suivi de la mise en œuvre de panneaux de sensibilisation sur les nouvelles aires de bivouac.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- Participer et suivre les réunions organisées par l'IPAMAC pour la mise en œuvre de l'action,
- Répondre aux sollicitations techniques de l'IPAMAC, des partenaires et prestataires éventuellement missionnés par cette action, pour faciliter la mise en œuvre de l'action,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

- Relayer, le cas échéant, les sollicitations auprès de son réseau local (partenaires, prestataires touristiques),
- Communiquer aux partenaires de son territoire ou hors de son territoire, sur les résultats des actions menées (en respectant les règles de publicité des financeurs, notamment de l'Etat).

Période de réalisation des actions : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Sous-action n°4 : Meilleure Gestion des Fréquentations

Objectif :
Garantir une expérience touristique de qualité tout en préservant les espaces naturels :

- Observer et analyser la fréquentation,
- Sensibiliser les pratiquants / visiteurs sur le respect des espaces naturels,
- Prévenir les conflits d'usage.

L'IPAMAC s'engage à :

- assurer un appui méthodologique pour outiller et faire monter en compétences les équipes des Parcs pour la réalisation d'études de fréquentation en autonomie, sur la base des outils méthodologiques déjà créés et avec l'appui d'un bureau d'étude pour l'étape de formation des équipes des Parcs, en s'appuyant notamment sur la plateforme "Outdoorvision" pour les Parcs disposant d'accès à la plateforme.
- organiser une journée de séminaire pour faciliter l'appropriation de la notion de "Capacité de Charge" au sein des Parcs (avec l'appui d'universitaires et de scientifiques). L'objectif sera ensuite, pour les Parcs, d'intégrer le concept dans l'aménagement et la réglementation des sites naturels et activités de pleine nature.
- valoriser les actions mises en œuvre par le Parc sur ces thèmes.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- Participer et suivre les réunions organisées par l'IPAMAC pour la mise en œuvre de l'action,
- Répondre aux sollicitations techniques de l'IPAMAC, des partenaires et prestataires éventuellement missionnés par cette action, pour faciliter la mise en œuvre de l'action,
- Relayer, le cas échéant, les sollicitations auprès de son réseau local (partenaires, prestataires touristiques),
- Communiquer aux partenaires de son territoire ou hors de son territoire, sur les résultats des actions menées (en respectant les règles de publicité des financeurs, notamment de l'Etat).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Période de réalisation des actions : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Sous-action n°5 : Promotion des séjours

Objectif : Capitaliser sur les séjours et offres créés dans les Parcs (itinérances, offres touristiques) et renforcer leur commercialisation

L'IPAMAC s'engage à :

- suivre et consolider le partenariat avec le Comité Social et Economique (CSE) de Michelin pour commercialiser des offres touristiques portant les valeurs des parcs du Massif central (secteur 2h30 autour de Clermont-Ferrand),
    - en faisant le relais avec les Parcs et OT concernés par le partenariat,
    - Recherchant le cas échéant, de nouveaux Parcs et OT pour la création de nouveaux séjours,
- coordonner une étude prospective, pour développer des partenariats avec d'autres CSE/Comités d'entreprises du Massif central afin de permettre aux 12 Parcs du Massif central de commercialiser des offres touristiques portant leurs valeurs. Il s'agira de :
    - Etablir la liste des CSE prêts à nouer ce type de partenariat, et sous quelles conditions (= une prise de contact avec ces CSE sera nécessaire),
    - Rédiger une base de convention de partenariat qui sera ajustée aux conditions de chaque CSE.

  Cette action devra s'inspirer des démarches entreprises en lien avec le CSE Michelin, d'une part, et avec la Fédération des PNR de France, d'autre part (dans le cadre du projet Destination Parcs).
  Cette action pourra être mise en œuvre avec l'appui d'un stagiaire.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- Participer et suivre les réunions organisées par l'IPAMAC pour la mise en œuvre de l'action,
- Répondre aux sollicitations techniques de l'IPAMAC, des partenaires et prestataires éventuellement missionnés par cette action, pour faciliter la mise en œuvre de l'action,
- Relayer, le cas échéant, les sollicitations auprès de son réseau local (partenaires, prestataires touristiques),
- Communiquer aux partenaires de son territoire ou hors de son territoire, sur les résultats des actions menées (en respectant les règles de publicité des financeurs, notamment de l'Etat).

Période de réalisation des actions : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

En lien avec toutes les actions listées ci-dessus

Objectif : Favoriser la montée en compétences des Parcs et le partage d'expériences sur le Tourisme durable

L'IPAMAC s'engage à :

- organiser régulièrement des temps d'échanges et de partage d'expérience rassemblant les chargés de mission Tourisme / Activités de pleine nature des Parcs, notamment un séminaire, sur 2 jours, en 2027,
- partager et diffuser les livrables produits sur chacune des actions.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- Participer aux temps de partage d'expérience (en visio-conférence).

Période de réalisation des actions : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Sur l'axe **Biodiversité** (action 2), il s'agira de mettre en place les actions spécifiques suivantes :

Sous-action n°1 : Forêts Anciennes

Objectif : Préservation et valorisation des Forêts Anciennes du Massif central

L'IPAMAC s'engage à :

- Réaliser un état des lieux des connaissances scientifiques sur la préservation des sols forestiers et de la ressource en eau en forêt ainsi qu'un plan d'actions opérationnel à l'échelle des Parcs du Massif central, avec l'appui de deux stagiaires de 6 mois. Un premier stagiaire en 2026 travaillera sur les sols forestiers et un second en 2027 sur la ressource en eau en forêt,
- Poursuivre, avec l'appui d'un bureau d'étude, le travail sur la résilience de certaines essences forestières face au changement climatique. Le bureau d'étude établira le protocole, fera (ou fera faire) les relevés et analysera les données issues des relevés de terrain faits sur les Parcs du Massif central,
- Coordonner, avec l'appui de la Fédération des parcs naturels régionaux, de nouvelles éditions du concours Sylvotrophées en 2025-2026. Cet appui national permettra de rendre la démarche plus attractive auprès des propriétaires et gestionnaires forestiers et de sensibiliser plus largement les professionnels de la filière et le grand public aux pratiques sylvicoles,
- Coordonner le déploiement de trames de vieux bois dans les Parcs du Massif central en accompagnant les propriétaires et gestionnaires, en réalisant des diagnostics de maturité, en mettant en place des contrats d'Obligations Réelles Environnementales (ORE) ou en organisant des ateliers, formations ou séminaires spécifiques,
- Co-organiser, avec un des Parcs du Massif central, un séminaire "Forêts Anciennes" en 2026 à l'échelle du Massif central,
- Co-organiser, avec un des Parcs du Massif central, une journée de restitution de l'action Forêts Anciennes 2026-2027.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- Participer aux réunions et évènements organisés dans le cadre de l'action Forêts Anciennes 2026-2027,
- Contribuer aux travaux menés par les stagiaires sur la préservation des sols forestiers et la ressource en eau en forêt,
- Organiser de nouvelles éditions du concours Sylvotrophée en 2025-2026,
- La conduite d'actions locales en faveur du déploiement de trames de vieux bois.

Livrables attendus à produire par le Parc :

- 1 fiche "Retour d'expérience" pour l'organisation des nouvelles éditions

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Sylvotrophées en 2025-2026 avec l'ensemble des supports de communication réalisés
- 1 fiche "Retour d'expérience" pour la mise en œuvre d'actions locales en faveur du déploiement de trames de vieux bois.

Période de réalisation : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Sous-action n°2 : Trame Noire

Objectif : Développement d'une Trame Noire à l'échelle du Massif central,

L'IPAMAC s'engage à :
- Accompagner, avec l'appui d'un bureau d'étude, des propriétaires et gestionnaires de sites culturels, patrimoniaux et touristiques vers un éclairage raisonné. Le bureau d'étude réalisera les diagnostics sur site et définira des préconisations concrètes en lien avec les propriétaires et les Parcs du Massif central.
- Co-organiser, avec un des Parcs du Massif central, un séminaire "Trame Noire" en 2026 à l'échelle du Massif central,
- Co-organiser, avec un des Parcs du Massif central, une journée de restitution de l'action Trame Noire 2026-2027.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :
- Participer aux réunions et évènements organisés dans le cadre de l'action Trame Noire 2026-2027,
- Accueillir et co-organiser avec l'IPAMAC une journée de restitution de l'action Trame Noire 2026-2027.

Livrables attendus à produire par le Parc :
- Organisation d'une journée de restitution de l'action Trame Noire 2026-2027.

Période de réalisation : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Sous-action n°3 : Milieux Ouverts Herbacés

Objectif : Préservation et valorisation des Milieux ouverts herbacés du Massif central.

L'IPAMAC s'engage à :
- Co-organiser, avec 4 parcs du Massif central, des journées techniques pour favoriser les échanger et faire monter en compétences les membres du réseau Milieux Ouverts Herbacés,
- Organiser régulièrement des comités techniques pour échanger sur des projets en lien avec la préservation des Milieux Ouverts Herbacés,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

- Réaliser des supports et/ou outils techniques communs, avec l'appui d'un parc du Massif central, à destination des agriculteurs, des techniciens et des lycées agricoles afin de les accompagner dans leurs démarches de valorisation et de préservation des Milieux Ouverts Herbacés. Ces supports et/ outils permettront de mettre en valeur ceux déjà produits par les membres du réseau,
- Coordonner différentes actions de communication en lien avec l'année internationale du Pastoralisme en 2026 : nouvelle édition de la *Journée mondiale des Prairies naturelles* avec une communication à une plus grande échelle, une participation au Sommet de l'Élevage avec notamment une présence sur le stand Pastoralisme et une animation du site Pâturages du Massif central,
- Poursuivre l'investissement dans les Comités scientifiques et techniques du Cluster Herbe,
- Consolider et élargir le cercle des parcs et partenaires impliqués dans le réseau « Milieux Ouverts herbacés ».

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- Participer aux comités techniques et aux journées techniques organisés dans le cadre de l'action Milieux Ouverts Herbacés 2026-2027,
- Participer à l'animation du stand Pastoralisme lors du Sommet de l'élevage.

Livrables attendus à produire par le Parc :

- 1 fiche "Retour d'expérience" pour la participation au Sommet de l'élevage.

Période de réalisation : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Sur l'**axe transversal** intégrant notamment la **réflexion sur l'habitabilité des territoires** (action 3),

Il s'agira de mettre en place les actions spécifiques suivantes :

Sous-action n°1 : Habitabilité

Objectifs :

- Favoriser l'appropriation de la notion d'habitabilité au sein des Parcs dans le contexte du changement climatique, auprès des habitants et des acteurs locaux (élus, associations…),
- Favoriser le partage d'expérience et la montée en compétences des Parcs sur des sujets clés / d'actualité (problématiques partagées par les Parcs sur les questions d'accueil).

L'IPAMAC s'engage à :

- organiser un webinaire de mise en commun des travaux sur l'habitabilité : partage d'expériences, enseignements tirés et identification de perspectives à l'échelle du Massif central (un an après la fin des résidences de territoires sur l'habitabilité),
- organiser des webinaire(s) et voyages d'étude sur les thèmes suivants (1 webinaire / an + 1 voyage d'étude / an) sur des thèmes à préciser :
    - Vivre-ensemble / Bien commun / Comment créer des composantes communes ?
    - Rôle et spécificités des Parcs en termes d'accueil ? Comment les Parcs participent à un « territoire en transition » ?
    - L'accompagnement des politiques d'accueil : le rôle des Parcs vis-à-vis des tiers-lieux et des démarches innovantes d'accueil qui peuvent être mises en place par des collectifs d'habitants sur les territoires.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- Participer aux webinaires et voyages d'étude organisés par l'IPAMAC,
- Relayer, le cas échéant, les invitations à ces évènements auprès de son réseau local (partenaires),
- Communiquer aux partenaires de son territoire ou hors de son territoire, sur les résultats des actions menées (en respectant les règles de publicité des financeurs, notamment de l'Etat).

Période de réalisation des actions : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Sous-action n°2 : Axe transversal

Objectifs :

- Préserver et valoriser les richesses culturelles du Massif central et favoriser leur appropriation auprès des habitants et visiteurs,
- Favoriser le partage entre les Parcs du Massif central sur des sujets d'actualité / problématiques communes.

L'IPAMAC s'engage à :

- suivre les actions mises en œuvre par d'autres acteurs du Massif central sur le sujet de la LAINE et relayer les informations sur des éventuels temps de partage d'expériences auprès des Parcs,
- suivre les actions mises en œuvre par d'autres acteurs du Massif central sur le sujet de la PIERRE SECHE et relayer les informations sur des éventuels temps de partage d'expériences auprès des Parcs,
- organiser des temps d'échanges et de partage d'expérience au besoin, en fonction des actualités des Parcs (ex. de sujets : partage de la ressource en eau, loup…),
- valoriser les actions des Parcs menés sur ces thèmes auprès des partenaires Massif central et de la Fédération des PNR de France, le cas échéant.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :

- transmettre à l'IPAMAC les informations sur des projets menés sur ces thèmes sur son territoire,
- inviter l'IPAMAC et les autres Parcs du réseau IPAMAC à des temps d'échanges organisés par le Parc sur ces thèmes.

Période de réalisation des actions : 1er juillet 2025 au 30 juin 2028

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

MARCHÉ SUBSEQUENT

CONCLU EN APPLICATION
DE LA CONVENTION-CADRE RELATIVE AU PROJET
« ACTIONS EN INTER-PARCS MASSIF CENTRAL 2026-2027 »

ENTRE

L'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC), association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, portant le numéro SIRET 430 223 321 00026, ayant son siège sis Moulin de Virieu, 2 rue Benaÿ à Pélussin (42410), représentée par son Président en exercice, Monsieur Stéphane RODIER, agissant es-qualité en vertu d'une résolution du Conseil d'administration 2024_12_11 en date du 11/12/2024,

Le commanditaire,

Ci-après dénommée « l'IPAMAC »,

ET

Le syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses, ayant son siège 71, Bd de l'Ayrolle - BP 126 MILLAU, représenté par son Président en exercice, Richard FIOL, agissant es-qualité en vertu d'une délibération du Comité syndical n° en date du ,

Le prestataire,

Ci-après dénommée « le Parc »,

Ensembles ci-après dénommés « les Parties »,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du marché

Par le présent marché, conclu en application de la convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 », l'IPAMAC confie au Parc naturel régional des Grands Causses la réalisation des prestations de service et/ou travaux définis à l'article 3 ci-dessous.

Article 2 : Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des Parties jusqu'à la date de livraison des prestations.

Article 3 : Prestations à réaliser

En application du présent marché, le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à réaliser pour l'IPAMAC les prestations de service et/ou travaux suivant(e)s :

3.1. Sous-action n°1 : Forêts anciennes

3.1.1. Nature de la prestation

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à mettre en œuvre des actions pour le projet Forêts Anciennes, pour un montant prévisionnel de **5 400 €**.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'action n°2 (sous-action 1) exposée à l'article III de l'annexe 1 de l'accord convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » en application duquel le présent marché est conclu.

3.1.2. **Objectifs attendus**

- Participer aux réunions et évènements organisés dans le cadre de l'action Forêts Anciennes 2026-2027,
- Contribuer aux travaux menés par les stagiaires sur la préservation des sols forestiers et la ressource en eau en forêt,
- Organiser de nouvelles éditions du concours Sylvotrophée en 2025-2026,
- La conduite d'actions locales en faveur du déploiement de trames de vieux bois.

3.1.3. **Livrables à produire**

- 1 fiche "Retour d'expérience" pour l'organisation des nouvelles éditions

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Sylvotrophées en 2025-2026 avec l'ensemble des supports de communication réalisés
- 1 fiche "Retour d'expérience" pour la mise en œuvre d'actions locales en faveur du déploiement de trames de vieux bois.

3.1.4. Délais de livraison

Cette action sera réalisée avant le 30 juin 2028.

3.2. Sous-action n°2 : Trame Noire

3.2.1. Nature de la prestation

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à mettre en œuvre des actions pour le projet Trame Noire, pour un montant prévisionnel de **1 000 €**.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'action n°2 (sous-action 2) exposée à l'article III de l'annexe 1 de l'accord convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » en application duquel le présent marché est conclu.

3.2.2. Objectifs attendus
- Participer aux réunions et évènements organisés dans le cadre de l'action Trame Noire 2026-2027,
- Accueillir et co-organiser avec l'IPAMAC une journée de restitution de l'action Trame Noire 2026-2027.

3.2.3. Livrables à produire
- Organisation d'une journée de restitution de l'action Trame Noire 2026-2027.

3.2.4. Délais de livraison

Cette action sera réalisée avant le 30 juin 2028.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

3.3. Sous-action n°3 : Milieux Ouverts Herbacés

3.3.1. ***Nature de la prestation***

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à mettre en œuvre des actions pour le projet Milieux Ouverts Herbacés (MOH), pour un montant prévisionnel de **1 080 €.**

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'action n°2 (sous-action 3) exposée à l'article III de l'annexe 1 de l'accord convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » en application duquel le présent marché est conclu.

3.3.2. Objectifs attendus

- Participer aux comités techniques et aux journées techniques organisés dans le cadre de l'action Milieux Ouverts Herbacés 2026-2027,
- Participer à l'animation du stand Pastoralisme lors du Sommet de l'élevage.

3.3.3. Livrables à produire

- 1 fiche "Retour d'expérience" pour la participation au Sommet de l'élevage.

3.3.4. Délais de livraison.

Cette action sera réalisée avant le 30 juin 2028.

Article 4 : Prix

4.1. Le prix versé au Parc en application du présent marché a un caractère global et forfaitaire, non révisable non modifiable.

4.2 Le prix s'élève à **7 480** € (Sept-mille-quatre-cent-quatre-vingts euros).

4.2. Le prix est versé comme suit :

- 50% versé à la signature du présent marché et sur présentation d'une facture par le Parc,
- 50% versé à la réception de tous les livrables et sur présentation d'une facture par le Parc, avant le 30 juin 2028.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Article 5 : Élection de domicile

Pour l'exécution du présent marché subséquent, les Parties élisent domicile aux adresses respectivement mentionnées en tête des présentes.

Article 6 : Annexes

Les documents contractuels qui déterminent les droits et obligations des Parties sont constitués par le présent marché subséquent et par la convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Actions en Inter-Parcs Massif central 2026-2027 » en application de laquelle il est conclu.

Fait à , le .

En trois exemplaires originaux.

Pour l'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC)
Stéphane RODIER
Le Président du Conseil d'administration

Pour le syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses
Richard FIOL
Le Président du Comité syndical

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_083-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-084 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Création d'une stratégie de communication régionale pour les marques valeurs et esprit parc

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Les marques Esprit et Valeurs Parc sont considérées par les Parcs comme de véritables outils de développement des territoires : au service du développement des filières, au service de la politique d'expérimentation et d'innovation des Parcs mais aussi au service de la structuration d'une destination et d'un positionnement local et environnementale des territoires.

Bien que ces marques soient perçues comme un atout pour les territoires, elles sont encore peu connues et reconnues. Afin que les entreprises puissent positionner Esprit Parc ou Valeurs Parc, comme une plus-value commerciale et environnementale, il est nécessaire d'améliorer leur notoriété.

Dans cet objectif, mener une réflexion à l'échelle régionale semble pertinent. Ainsi, 6 Parcs naturels régionaux et un Parc national en association avec les services de la Région ont décidé de créer une stratégie de communication régionale pour les marques Valeurs et Esprit Parc. Cette action s'intègre dans une stratégie de coopération plus globale de réflexion autour du positionnement des marques, de leur mise en œuvre locale et de la réflexion sur un cadre stratégique à l'échelle régionale. Ce programme d'actions se concrétise par le dépôt d'une coopération régionale avec des fonds LEADER dans laquelle l'action susmentionnée s'inscrit comme action relevant d'un des axes de collaboration. La présente convention régit les objectifs et les modalités de la collaboration entre les parties pour la mise en œuvre et la conduite de l'action susmentionnée.

Objectifs

Les parties décident de se faire accompagner par un bureau d'étude afin de réaliser un état des lieux des moyens, des besoins et des réalisations existants sur chaque Parc, de construire une stratégie de communication commune à la suite de cet état des lieux et d'identifier une ou plusieurs actions de communication à l'échelle régionale.

Au bilan de cet accompagnement, les livrables attendus sont :

- Un état des lieux pour chaque Parc,
- Un plan stratégique pour la communication,
- Une fiche descriptive comprenant les modalités logistiques et les coûts prévisionnels pour une ou plusieurs actions régionales.

Ce projet intègre la prestation d'un bureau d'étude extérieur ou d'un groupement.

Le PNR Causses du Quercy est le Parc « chef de file » du projet et de ses composantes. Les 6 autres Parcs sont les Parcs « partenaires ». En conséquence, le PNR CQ est l'interlocuteur de la Région Occitanie, cofinanceur de l'opération, pour sa conduite technique, administratif et financière.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_084-DE
Reçu le 17/12/2025

En sa qualité de Chef de file, le PNR CQ assure le pilotage de l'action « création d'une stratégie de communication régionale pour les marques Valeurs et Esprit Parc », objet de la présente convention. En particulier, il assure la coordination et l'animation générale du projet sur les plans technique, administratif et financier. Il pilote les marchés dans le cadre de l'application des règles relatives aux marchés publics. Les consultations pour le recours à des prestataires sont lancés par le PNR CQ, sur la base de cahier des charges et de règlements de consultation établis en commun. Les choix des prestataires s'effectuent d'un commun accord entre les 7 Parcs. En outre, le PNR CQ assure la coordination générale et la gestion administrative et financière du projet en mobilisant son ingénierie.

Budget

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est bâti sur l'hypothèse de l'obtention d'un concours des fonds régionaux de 15 000 €.

Chacun des Parcs partenaires concours au financement de l'opération par le versement de quote-part auprès du PNR Causses du Quercy, soit 714,3 €, au plus tard le mois suivant la date de signature de l'accord d'engagement.

Le Parc chef de file sollicitera auprès de chaque Parcs le versement de la quote-part.

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_084-DE
Reçu le 17/12/2025

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DE L'AUBRAC
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES PYRENEES ARIEGOISES
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES PYRENEES CATALANES
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU HAUT LANGUEDOC
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES CAUSSES DU QUERCY
L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU PARC NATIONAL DES PYRENEES
POUR LA CREATION D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION REGIONALE POUR LES MARQUES VALEURS ET ESPRIT PARC

V-21/10/2025

Entre :

Le syndicat mixte du Parc naturel régional de l'Aubrac représenté par son Président Bernard BASTIDE, et désigné ci-après « le PNR A »,
Le syndicat mixte du Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises, représenté par son Président Kamel CHIBLI, et désigné ci-après « le PNR PA »
Le syndicat mixte du Parc naturel régional des Pyrénées Catalanes, représenté par son Président Michel GARCIA, et désigné ci-après « le PNR PC »
Le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, représenté par son Président Richard FIOL, et désigné ci-après « le PNR GC »
Le syndicat mixte du Parc naturel régional du Haut Languedoc, représenté par sa Présidente Christine BERNOT, et désigné ci-après « le PNR HL »
Le syndicat mixte du Parc naturel régional des Causses du Quercy, représenté par sa Présidente Catherine MARLAS, et désigné ci-après « le PNR CQ »
L'établissement public du parc national des Pyrénées, représenté par Louis ARMARY, et désigné ci-après « le PN P »

Désignés solidairement ci-après « les parties » ou « les Parcs »,

Il est convenu ce qui suit :

I. OBJET DE LA CONVENTION

Les marques Esprit et Valeurs Parc sont considérées par les Parcs comme de véritables outils de développement des territoires : au service du développement des filières, au service de la politique d'expérimentation et d'innovation des Parcs mais aussi au service de la structuration d'une destination et d'un positionnement local et environnementale des territoires.

Bien que ces marques soient perçues comme un atout pour les territoires, elles sont encore peu connues et reconnues. Afin que les entreprises puissent positionner Esprit Parc ou Valeurs Parc, comme une plus-value commerciale et environnementale, il est nécessaire d'améliorer leur notoriété.

Dans cet objectif, mener une réflexion à l'échelle régionale semble pertinent. Ainsi, 6 Parcs naturels régionaux et un Parc national en association avec les services de la Région ont décidé de créer une stratégie de communication régionale pour les marques Valeurs et Esprit Parc. Cette action s'intègre dans une stratégie de coopération plus globale de réflexion autour du positionnement des marques, de leur mise en œuvre locale et de la réflexion sur un cadre stratégique à l'échelle régionale. Ce programme d'actions se concrétise par le dépôt d'une coopération régionale avec des fonds LEADER

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_084-DE
Reçu le 17/12/2025

dans laquelle l'action susmentionnée s'inscrit comme action relevant d'un des axes de collaboration. La présente convention régit les objectifs et les modalités de la collaboration entre les parties pour la mise en œuvre et la conduite de l'action susmentionnée.

II. CONTENU DE LA COLLABORATION

Les parties décident de se faire accompagner par un bureau d'étude afin de réaliser un état des lieux des moyens, des besoins et des réalisations existants sur chaque Parc, de construire une stratégie de communication commune à la suite de cet état des lieux et d'identifier une ou plusieurs actions de communication à l'échelle régionale.

Au bilan de cet accompagnement, les livrables attendus sont :

- Un état des lieux pour chaque Parc,
- Un plan stratégique pour la communication,
- Une fiche descriptive comprenant les modalités logistiques et les coûts prévisionnels pour une ou plusieurs actions régionales.

Ce projet intègre la prestation d'un bureau d'étude extérieur ou d'un groupement.

Le PNR CQ est le Parc « chef de file » du projet et de ses composantes. Les 6 autres Parcs sont les Parcs « partenaires ». En conséquence, le PNR CQ est l'interlocuteur de la Région Occitanie, cofinanceur de l'opération, pour sa conduite technique, administratif et financière.

III. PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties, jusqu'au terme défini ci-dessous.

La convention reste en tout état de cause en vigueur jusqu'à la clôture administrative et financière du projet c'est-à-dire lorsque le chef de file sera totalement déchargé de ses obligations.

Cette échéance est évaluée pour effet 24 mois après signature de la présente.

IV. ENGAGEMENTS DES PARTIES

En sa qualité de Chef de file, le PNR CQ assure le pilotage de l'action « création d'une stratégie de communication régionale pour les marques Valeurs et Esprit Parc », objet de la présente convention.

En particulier, il assure la coordination et l'animation générale du projet sur les plans technique, administratif et financier.

Il pilote les marchés dans le cadre de l'application des règles relatives aux marchés publics.

Les consultations pour le recours à des prestataires sont lancés par le PNR CQ, sur la base de cahier des charges et de règlements de consultation établis en commun. Les choix des prestataires s'effectuent d'un commun accord entre les 7 Parcs.

Les modalités de mise en œuvre des engagements financiers des parties sont détaillées à l'article V.

Chacun des 7 parcs partenaires participe au financement de l'opération, selon l'annexe financière annexée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_084-DE
Reçu le 17/12/2025

Chacun mobilise son ingénierie afin de mener à bien l'opération dans le cadre collectif de l'Interparcs et sur son propre territoire.

En outre, le PNR CQ assure la coordination générale et la gestion administrative et financière du projet en mobilisant son ingénierie.

Chacun des 7 Parcs se soumet aux obligations des porteurs de projets bénéficiant de fonds régionaux.

Les parties se déclarent solidaires dans la conception et la mise en œuvre de l'opération et se portent mutuellement assistance devant des tiers dans la défense des objectifs, des modalités et de la mise en œuvre de la présente convention.

V. MODALITES FINANCIERES

Une annexe financière, signée par chacune des parties, détaille les modalités financières de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est bâti sur l'hypothèse de l'obtention d'un concours des fonds régionaux de 15 000 €.

Les données de l'annexe financières sont recalculées, dans le cas d'un montant d'aide régionale différent à celui mentionné ci-dessus.

Chacun des Parcs partenaires concours au financement de l'opération par le versement de quote-part auprès du PNR CQ, soit 714,3 €, au plus tard le mois suivant la date de signature de l'accord d'engagement. Le Parc chef de file sollicitera auprès de chaque Parcs le versement de la quote-part.
Les versements entre les parties sont effectués par mandats administratifs.

Dans le cas d'un contrôle par les financeurs du projet, aboutissant à un reversement partiel ou total des sommes versées, charque partenaire s'engage à compenser ce reversement au PNR CQ au prorata 1/7 de la somme reversée.

VI. PROPRIETE DES DONNEES

Les données produites ou recueillie dans le cadre de cette opération sont propriétés des parties. Les documents de communication liés à la présente convention sont propriétés conjointes des parties.

VII. COMMUNICATION

Sur tout support et lors de toute opération ou communication relevant de l'application du présent protocole, mention est faite des parties et leurs logos respectifs ainsi que celui de le Région Occitanie.

VIII. RESILIATION

Si pour une raison quelconque une des parties se trouve empêchée de mettre en œuvre la convention, la résiliation est effectuée par lettre recommandée par un préavis minimal de deux mois.

Les parties s'engagent à assumer les encours en cas de résiliation

IX. TERME DE LA CONVENTION

La convention prend fin au terme de la période précisée dans l'article III.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_084-DE
Reçu le 17/12/2025

Elle donne lieu à une évaluation de sa mise en œuvre, réalisée conjointement par les parties.

X. AVENANTS

La présente convention peut faire l'objet d'avenants, cosignés par les parties.

XI. REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir de l'interprétation ou de l'exécution des clauses du présent contrat. En cas de désaccord persistant, le litige est porté devant le tribunal administratif de Toulouse. En cas de contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Toulouse.

Pour le Parc-Géoparc des Causses du Quercy
La présidente Catherine MARLAS

Pour le PNR de l'AUBRAC
Le président Bernard BASTIDE

Pour le PNR des Pyrénées Ariégeoises
Le président Kamel CHIBLI

Pour le PNR des Pyrénées Catalanes
Le président Michel GARCIA

Pour le PNR des Grands Causses
Le président Richard FIOL

Pour le PNR du Haut-Languedoc
La présidente Christine BERNOT

Pour le PN des Pyrénées
Le président Louis ARMARY

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_084-DE
Reçu le 17/12/2025

ANNEXE FINANCIERE A LA CONVENTION DE PARTENAIRAT ENTRE
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DE L'AUBRAC
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES PYRENEES ARIEGOISES
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES PYRENEES CATALANES
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU HAUT LANGUEDOC
LE SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES CAUSSES DU QUERCY
L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU PARC NATIONAL DES PYRENEES
POUR LA CREATION D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION REGIONALE POUR LES MARQUES VALEURS ET ESPRIT PARC

Plan de financement prévisionnel de l'opération :

DEPENSES		**RECETTES**	
Cabinet extérieur pour accompagner et créer une stratégie de communication et promotion Esprit et valeurs Parc à l'échelle régionale	20000 €	Région Occitanie (75%)	15 000 €
		Parcs (25%)	5 000€
TOTAL	20 000 € TTC	TOTAL	20 000 €

Détail de la prestation des Parcs partenaires :

PNR CQ	Sub Région – 2142.8 € + autofin 714.3 €
PNR PA	Sub Région – 2142.8 € + autofin 714.3 €
PNR PC	Sub Région – 2142.8 € + autofin 714.3 €
PNR HL	Sub Région – 2142.8 € + autofin 714.3 €
PNR GC	Sub Région – 2142.8 € + autofin 714.3 €
PNR A	Sub Région – 2142.8 € + autofin 714.3 €
PN P	Sub Région – 2142.8 € + autofin 714.3 €

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_084-DE
Reçu le 17/12/2025

Pour le Parc-Géoparc des Causses du Quercy
La présidente Catherine MARLAS

Pour le PNR de l'AUBRAC
Le président Bernard BASTIDE

Pour le PNR des Pyrénées Ariégeoises
Le président Kamel CHIBLI

Pour le PNR des Pyrénées Catalanes
Le président Michel GARCIA

Pour le PNR des Grands Causses
Le président Richard FIOL

Pour le PNR du Haut-Languedoc
La présidente Christine BERNOT

Pour le PN des Pyrénées
Le président Louis ARMARY

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_084-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-085 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Renouvellement de la convention d'adhésion au SMICA pour les prestations de services et d'assistance informatiques

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Le Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses est lié par convention, depuis de nombreuses années, au SMICA, afin de pouvoir bénéficier des services informatiques suivants, (certains sont accessibles depuis la plateforme de services « e-occitanie ») :

- Hébergement des comptes et données du PNRGC dans l'infrastructure hébergée du SMICA (DATA Center d'Albi)
- Maintenance des ordinateurs portables de l'équipe (à l'exclusion des plus vieux modèles),
- Dématérialisation des marchés publics et autres consultations (plateforme SAFETENDER)
- Dématérialisation de la télétransmission des actes administratifs auprès de la Préfecture pour le contrôle de légalité (OK-ACTES), envoi de courriers recommandés en ligne (OK-COURRIER)
- Certificats de signature dématérialisés du Président, et de la Direction,
- Accès à la plateforme SIG du SMICA : X'MAP (cadastre en ligne, et autres données SIG)
- Accompagnement à la mise en place de la conformité au RGPD,

Il convient aujourd'hui de renouveler cette convention triennale (qui est arrivée à terme fin 2025).

Le montant total de la rémunération du SMICA pour ces services sera, pour l'année 2025, d'un montant de 35 000 € nets environ, dont 4 592 euros net environ pour les services de la Plateforme e-Aveyron.
Le Bureau Syndical autorise le Président du Parc à signer cette convention triennale.

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_085-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-086 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Fond Vert 2025 pour le Plan Climat Air Energie Territorial PCAET – action CPIE 2025-2026 :
PROJET : ENGAGÉ EAU JARDIN
SERVICE CONSEILS ACTIONS HABITANTS, ENSEMBLE VERS LA TRANSITION ECOLOGIQUE

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses s'est engagé avec les Communautés de communes qui le composent dans une politique locale de l'énergie très ambitieuse à travers son PCAET (approuvé en décembre 2019), mutualisé avec 5 EPCI du sud-Aveyron. Ceci dans une démarche volontaire pour 4 d'entre elles : seule la CC de Millau a pour obligation de réaliser un PCAET.

Depuis novembre 2023, la révision du SCOT a été engagé ainsi que la révision du PCAET pour élaborer un nouveau plan d'actions 2025-2031. Un projet co-construit de plan d'actions a été élaboré en partenariat avec les CC et les acteurs du territoire en renforçant les volets d'adaptation au changement climatique et en complétant ce plan d'actions avec les thématiques économie circulaire et santé humaine.

Dans ce cadre un financement du fond vert a été obtenu en juillet dernier (délibération de demande du 26 juin 2025). Il va permettre de financer une action portée par le CPIE du Rouergue « Engagé Eau Jardin : service conseils actions habitants, ensemble vers la transition ecologique »

Objectifs

Ce projet porté par le CPIE du Rouergue vise à guider les particuliers dans l'adoption de solutions concrètes pour une meilleure gestion des eaux pluviales, la désimperméabilisation des sols et l'aménagement écologique des jardins.

À travers des diagnostics personnalisés, un accompagnement technique et un soutien matériel, ce projet ambitionne de rendre accessibles à tous des changements significatifs. En partenariat avec le Conseil départemental, l'Agence de l'Eau Adour Garonne, le PETR Ouest Aveyron, la Communauté de communes Millau Grands Causses et les Syndicats de bassins versants, il s'inscrit dans une démarche territoriale cohérente et innovante. Le label **"Je ne peux pas, j'ai transition"** vient valoriser les efforts des foyers engagés, tout en créant une dynamique collective propice à l'échange et à l'entraide.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

L'ambition est double : **réduire l'impact environnemental des habitations tout en répondant à une volonté citoyenne croissante d'agir pour la transition écologique.** Ce projet se veut être en synergie et résonnance de l'action publique et une passerelle entre les enjeux environnementaux globaux et les actions locales, une manière concrète de conjuguer sensibilisation, accompagnement, et passage à l'action.

Ce projet prévoit d'accompagner 45 foyers :

Répartition des foyers aidés en 2026 par territoires (au prorata des aides)	Nombre de foyers
Territoire PNR des Grands Causses, CC Millau Grands Causses et Commune de Millau	15 foyers
Territoire PNR Aubrac	15 foyers
Territoire PETR Ouest Aveyron	15 foyers
TOTAL	45 foyers

Budget

Le coût total des dépenses, supporté par le CPIE, est de 76 000 euros pour accompagner 45 ménages sur les territoires du PETR Centre ouest Aveyron, le PNR Aubrac, la CC de Millau et le PNR des grands Causses.
Les recettes prévisionnelles du CPIE sont les suivants :

Plan de financement Budget sur 1 an pour 45 foyers	Montant	Part (%)
Autofinancement CPIE	15 500 €	20%
Agence de l'eau (sollicité)	21 500 €	28%
Communauté de communes de Millau Grands Causses (obtenu)	1 500 €	2%
Ville de Millau (obtenu)	1 500 €	2%
PNRGC - Fonds Vert	10 000 €	13%
GAL LEADER - PETR COA	13 000 €	17%
GAL LEADER - PNR Aubrac	13 000 €	17%
TOTAL	**76 000 €**	100%

VOTE : Pour : **14** Contre : / Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président :

- à verser cette subvention de 10 000 € au CPIE du Rouergue dès à présent
- Et à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

ROUERGUE

Budget prévisionnel et plan de financement du projet "Engagé Eau Jardin- Service Conseils Actions Habitants"
version septembre 2025

Budget sur 1 an pour 45 foyers	Jours	Montant	PNRGC + Millau GC (15 foyers)		PNR Aubrac (15foyers)		PETR COA (15 foyers)	
1. Accompagnement des foyers (dont suivi et évaluation post accompagnement) : 45 foyers	132	66 000 €	44,5	22 000 €	44,5	22 000 €	44,5	22 000 €
2. Gestion du projet	12	6 000 €	4	2 000 €	4	2 000 €	4	2 000 €
3. **Outils pédagogiques :**Livrets, fiches pratiques	3	1 350 €	1	450 €	1	450 €	1	450 €
3*4. **Organisation d'événements :** Ateliers et visites complémentaires :	3	1 350 €	1	450 €	1	450 €	1	450 €
5. Frais de déplacement	Forfait	1 300 €	Forfait	433 €	Forfait	433 €	Forfait	433 €
TOTAL	**150**	**76 000 €**	**Total**	25 333 €	**Total**	25 333 €	**Total**	25 333 €
						76 000 €		

Plan de financement Budget sur 1 an pour 45 foyers	Montant	Part (%)
Autofinancement CPIE	15 500 €	20%
Agence de l'eau (sollicité)	21 500 €	28%
Communauté de communes de Millau Grands Causses (obtenu)	1 500 €	2%
Ville de Millau (obtenu)	1 500 €	2%
PNRGC - Fonds Vert	10 000 €	13%
GAL LEADER - PETR COA	13 000 €	17%
GAL LEADER - PNR Aubrac	13 000 €	17%
TOTAL	**76 000 €**	**100%**

Répartition des foyers aidés en 2026 par territoires (au prorata des aides)	Nombre de foyers
Territoire PNR des Grands Causses, CC Millau Grands Causses et Commune de Millau	15 foyers
Territoire PNR Aubrac	15 foyers
Territoire PETR Ouest Aveyron	15 foyers
TOTAL	45 foyers

Budget par territoire

Budget sur 1 an pour 15 foyers	Jours	Montant
1. Accompagnement des foyers (dont suivi et évaluation post accompagnement)	44,5	22 000 €
2. Gestion du projet	4	2 000 €
3. **Outils pédagogiques :**Livrets, fiches pratiques	1	450 €
3*4. **Organisation d'événements :** Ateliers et visites complémentaires :	1	450 €
5. Frais de déplacement	Forfait	433 €
TOTAL	**50,5**	**25 333 €**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

ROUERGUE

NOTE DETAILLEE

PROJET : ENGAGÉ EAU JARDIN

SERVICE CONSEILS ACTIONS HABITANTS, ENSEMBLE VERS LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Introduction

Face aux défis grandissants posés par le changement climatique, la gestion durable de l'eau et la préservation de la biodiversité s'imposent comme des priorités absolues. Ces enjeux, cruciaux à l'échelle globale, trouvent des répercussions locales concrètes : ruissellements excessifs, assèchement des sols, pénurie d'eau potable en période estivale, et disparition alarmante des habitats naturels essentiels à la faune et la flore. Ces réalités appellent des réponses tangibles, adaptées aux territoires et aux besoins spécifiques de leurs habitants.

Dans ce contexte, une demande forte émerge de la part des citoyens : celle d'être accompagnés et conseillés pour transformer leur cadre de vie. Beaucoup expriment un besoin de soutien face à des questions techniques, mais surtout une envie sincère de passer à l'action et d'agir à leur échelle pour un avenir plus durable. Le projet **"Engagé Eau Jardin : Conseil – Action – Habitant : ensemble vers la transition écologique"**, porté par le CPIE du Rouergue, répond directement à cette aspiration. Il vise à guider les particuliers dans l'adoption de solutions concrètes pour une meilleure gestion des eaux pluviales, la désimperméabilisation des sols et l'aménagement écologique des jardins.

À travers des diagnostics personnalisés, un accompagnement technique et un soutien matériel, ce projet ambitionne de rendre accessibles à tous des changements significatifs. En partenariat avec le Conseil départemental, l'Agence de l'Eau Adour Garonne, le PETR Ouest Aveyron, la Communauté de communes Millau Grands Causses et les Syndicats de bassins versants, il s'inscrit dans une démarche territoriale cohérente et innovante. Le label **"Je ne peux pas, j'ai transition"** vient valoriser les efforts des foyers engagés, tout en créant une dynamique collective propice à l'échange et à l'entraide.

Notre ambition est double : **réduire l'impact environnemental des habitations tout en répondant à une volonté citoyenne croissante d'agir pour la transition écologique.** Ce projet se veut être en synergie et résonnance de l'action publique et une passerelle entre les enjeux environnementaux globaux et les actions locales, une manière concrète de conjuguer sensibilisation, accompagnement, et passage à l'action.

A. Les points forts du projet

1. **Réponse à des besoins réels :**
    - Les enjeux liés à l'eau (gestion des ressources, désimperméabilisation) et à la biodiversité sont prioritaires face au changement climatique.
    - Les particuliers jouent un rôle clé, souvent volontaires mais en manque d'informations, dans ces dynamiques.
2. **Approche pédagogique et personnalisée :**

CPIE du Rouergue : 25 avenue Charles de Gaulle 12100 Millau
Tél : 05 65 60 66 57 – email : cpie-rouergue@orange.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

- Le diagnostic individuel favorise l'appropriation des solutions par les habitants.
- L'accompagnement pratique donne les moyens d'agir, même avec des ressources limitées.

3. **Dimension collective :**
   - Le label "Je ne peux pas, j'ai transition" crée une identité commune et une reconnaissance locale.
4. **Partenariats stratégiques :**
   - L'implication des collectivités locales et des syndicats de bassins versants garantit une cohérence territoriale.

B. Les objectifs du projet

1. **Réduire l'impact environnemental :**
   - Limiter les ruissellements et la pollution des eaux de surface.
   - Améliorer l'infiltration et le stockage de l'eau dans les sols : gestion des écoulements.
   - Préserver et enrichir la biodiversité locale.
2. **Encourager une transition durable :**
   - Sensibiliser et accompagner les habitants vers des pratiques respectueuses de l'eau et de la biodiversité.
   - Permettre aux particuliers de concrétiser des actions simples mais impactantes chez eux, au quotidien.
3. **Fédérer une communauté engagée :**
   - Construire un réseau d'ambassadeurs inspirant d'autres foyers.
   - Valoriser cet engagement grâce au label "Je ne peux pas, j'ai transition".
4. **Évaluer et valoriser les résultats :**
   - Mesurer les économies d'eau réalisées par foyer.
   - Estimer la réduction des surfaces imperméabilisées et l'augmentation des espaces favorables à la biodiversité.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

CPIE du Rouergue : 25 avenue Charles de Gaulle 12100 Millau
Tél : 05 65 66 66 57 – email : cpie-rouergue@orange.fr

C. Méthodologie du projet

1. Temps de rencontre et diagnostic

- **Durée :** 1 à 2 heures.
- **Objectifs :** Comprendre les spécificités du terrain, les pratiques actuelles et les ambitions de l'habitant.
- **Actions :**
    - Identification des opportunités d'action :
        - Gestion des eaux pluviales (cuves, bassins d'infiltration).
        - Désimperméabilisation des sols (terrasses, allées, zones de stationnement).
        - Aménagement du jardin et du sol favorisant la biodiversité (haies vives, espaces fleuris, tonte des pelouseFa etc).
        - Gestion des déchets verts
    - Discussions sur les priorités, le budget et le degré d'implication souhaité par l'habitant.

2. Définition du plan d'action

- **Élaboration personnalisée :**
    - Conseils techniques par les animateurs du CPIE.
    - Recommandations sur les matériaux, végétaux et techniques à privilégier.
    - Mobilisation d'experts externes si nécessaire (paysagistes, écologues, artisans).
- **Livret d'accompagnement comprenant :**
    - Un plan d'aménagement adapté.
    - Une fiche pratique sur la gestion de l'eau et la biodiversité.
    - Une estimation des coûts et ressources nécessaires.

3. Mise en œuvre des actions

- **Deux options :**
    - **Autonomie :** L'habitant met en place les aménagements selon les recommandations.
    - **Accompagnement actif :** Un animateur du CPIE assiste la mise en œuvre sur le terrain.
- **Suivi post-intervention :**
    - Évaluation de l'impact et ajustements si besoin.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

CPIE du Rouergue : 25 avenue Charles de Gaulle 12100 Millau
Tél : 05 65 60 66 57 – email : cpie-rouergue@orange.fr

D. Le label "Je ne peux pas, j'ai transition"

Le label **"Je ne peux pas, j'ai transition"** peut jouer plusieurs rôles stratégiques pour le projet.

1. Reconnaissance des efforts des foyers

- **Valorisation des participants** : Le label sert à reconnaître officiellement l'engagement des foyers dans la transition écologique, leur offrant une visibilité locale.
- **Fierté et motivation** : Recevoir ce label devient une source de satisfaction pour les habitants et les incite à poursuivre leurs efforts.

2. Création d'un réseau d'ambassadeurs

- **Partage d'expériences** : Les foyers labellisés peuvent devenir des exemples concrets pour inspirer d'autres particuliers à adopter des pratiques durables.
- **Événements communautaires** : Ces foyers pourraient accueillir des visites, des portes ouvertes ou des ateliers pour montrer leurs réalisations.
- **Réseau local actif** : Une communauté de foyers labellisés peut échanger astuces, ressources et bonnes pratiques via des événements ou des plateformes numériques.

3. Outil de communication et de sensibilisation

- **Visibilité locale et régionale** : Le label peut être utilisé dans des campagnes de communication pour promouvoir le projet auprès du grand public et des décideurs.
- **Promotion de la transition écologique** : Les maisons labellisées, avec un panneau ou une plaque visible, agissent comme des vitrines pour démontrer les bénéfices concrets des pratiques écologiques.

4. Incitation à participer

- **Effet d'entraînement** : Le label donne envie à d'autres foyers de s'impliquer pour rejoindre ce réseau valorisé.
- **Avantages potentiels** : Il peut être associé à des incitations comme des bons d'achat, des réductions auprès de partenaires locaux (pépinières, artisans), ou des avantages fiscaux si des partenariats sont établis avec des collectivités ou des entreprises.

5. Outil de suivi et d'évaluation

- **Cartographie des maisons labellisées** : Le CPIE pourrait développer une carte interactive des foyers engagés, permettant de visualiser l'impact territorial du projet.
- **Indicateur de succès** : Le nombre de labels attribués chaque année peut servir d'indicateur concret pour évaluer la portée et l'efficacité du programme.

Le label "Je ne peux pas, j'ai transition" dépasse la simple reconnaissance et devient un véritable levier pour fédérer, promouvoir et multiplier les impacts du projet. Il s'agit d'un outil transversal qui peut soutenir les objectifs pédagogiques, communautaires, environnementaux et institutionnels.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

CPIE du Rouergue : 25 avenue Charles de Gaulle 12100 Millau
Tél : 05 65 66 66 57 – email : cpie-rouergue@orange.fr

E. Enrichissements possibles

1. Événements collectifs :

- Journées portes ouvertes dans des foyers labellisés pour inspirer d'autres habitants.
- Ateliers thématiques (fabrication de jardinière, création de jardins pour les pollinisateurs, ateliers santé environnement : qualité de l'air intérieur-extérieur et perturbateurs endocriniens).

2. Partenariats locaux :

- Coopération avec des pépinières pour fournir des plantes adaptées.
- Collaboration avec des artisans pour des réductions sur les aménagements.

3. Outils numériques :

- Application ou site permettant de suivre les progrès, échanger avec la communauté et accéder à des fiches-conseils.
- Cartographie des maisons labellisées pour une vitrine locale.

4. Évaluation :

- Mesure du niveau de l'engagement de l'habitant

F. Communication et financement

1. Campagnes de communication :

- Articles dans les journaux locaux.
- Posts sur les réseaux sociaux.
- Partenariats avec les collectivités pour toucher un large public.

G. Rôle du CPIE du Rouergue

1. **Expertise technique et sensibilisation** : Le CPIE met à disposition son savoir-faire pour accompagner les habitants dans la gestion durable de leurs ressources (eau, biodiversité). Il conçoit et anime les diagnostics, élabore des plans d'action personnalisés et fournit des outils pédagogiques. Il s'appuie sur des experts le cas échéants.
2. **Accompagnement de terrain** : Le CPIE joue un rôle clé dans la mise en œuvre des solutions, en travaillant directement avec les particuliers pour transformer leurs espaces en modèles d'aménagement durable.
3. **Coordination et mobilisation des acteurs** : En lien avec ses partenaires (Conseil départemental, Agence de l'Eau, PETR, Communauté de communes Millau Grands Causses,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

CPIE du Rouergue : 25 avenue Charles de Gaulle 12100 Millau
Tél : 05 65 66 66 57 – email : cpie-rouergue@orange.fr

Syndicats de bassins versants), le CPIE coordonne les efforts, mobilise des experts externes si nécessaire et assure un suivi de l'impact des actions.

4. **Création de dynamique locale** : Le CPIE fédère une communauté d'habitants engagés grâce au label "Je ne peux pas, j'ai transition" et aux initiatives collectives comme des ateliers ou des visites de jardins exemplaires.
5. **Valorisation et communication** : Enfin, le CPIE assure la promotion du projet, sensibilise le grand public et garantit la visibilité des efforts locaux auprès des financeurs et des partenaires.

H. Rôle des partenaires

1. Agence de l'Eau Adour Garonne :

- Soutien technique et financier

2. PETR Ouest Aveyron et Communauté de communes Millau Grands Causses :

- Coordination avec d'autres initiatives territoriales (transition énergétique, économie circulaire).
- Identification de foyers ou zones prioritaires.
- Mobilisation d'acteurs locaux pour renforcer le réseau de professionnels notamment les 9 communauté de communes du PETR et des communes de la CCMGC.

3. Syndicats de bassins versants :

- Expertise sur la gestion des eaux pluviales et la désimperméabilisation.
- Intégration des diagnostics des jardins dans une stratégie globale de protection des bassins versants.
- Appui technique et logistique pour des solutions adaptées.

Conclusion

Ce service structure une approche cohérente et innovante pour accompagner les habitants dans la transition écologique. Grâce à des partenariats stratégiques et à une forte implication locale, il répond aux besoins environnementaux tout en mobilisant les citoyens. Sa mise en œuvre repose sur des actions concrètes, mesurables et adaptées, garantissant un impact durable sur le territoire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_086-DE
Reçu le 17/12/2025

CPIE du Rouergue : 25 avenue Charles de Gaulle 12100 Millau
Tél : 05 65 60 66 57 – email : cpie-rouergue@orange.fr

Délibération PNRGC n°2025- 087 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

ADEFPAT – EMC2
Formation-accompagnement à la création d'une Personne Morale Organisatrice Territoriale

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Ce projet s'inscrit dans la charte du PNR 2024 -2039 (Axe II – Orientation n°5 « construire un territoire à Energie positive » Mesure 15 « pour des énergies renouvelables intégrées au territoire »)

Depuis 2009, le Parc naturel régional des Grands Causses est engagé dans la mise en œuvre d'une transition énergétique locale avec en ligne de mire l'objectif de l'équilibre énergétique en 2030. Il s'est doté pour cela d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) et a soutenu la création de deux projets structurants :
- la SEM Causse Energia est un outil de financement et de pilotage des projets énergétiques des collectivités : réseaux de chaleur, toitures photovoltaïques, filière locale bois-énergie, création de boucles d'autoconsommation collective…
- la SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) Sud Energia permet de mobiliser l'épargne citoyenne locale sur des projets énergétiques et donc de relocaliser le pouvoir d'orientation des projets énergétique, auparavant aux mains de groupes industriels nationaux. Par ailleurs, les financements citoyens servent d'amorçage à des subventions de la Région Occitanie d'une part, et surtout engagent une dynamique vertueuse autour de l'énergie.

Le Parc promeut et soutient par ailleurs des projets communaux de production photovoltaïque, des projets d'ombrières et des projets de producteurs divers (biomasse, photovoltaïque au sol ou en toiture).
Le développement de boucles d'autoconsommation d'électricité photovoltaïque génèrera des dynamiques collectives locales responsables, induisant des comportements vertueux et efficaces au plan énergétique.
Ce développement passe par l'organisation et la montée en compétences des acteurs locaux sur la gouvernance énergétique, avec la création d'une Personne Morale Organisatrice (intermédiaire organisateur entre ENEDIS, les producteurs locaux et les "auto-consommateurs"), le Parc sollicite l'Adefpat pour accompagner la jeune structure EMC2, engagée dans un processus de croissance.

Objectifs

Le Bureau syndical décide de mandater un groupe projet chargé d'élaborer des propositions. Afin de faciliter la production collective, le Bureau syndical sollicite un accompagnement par la formation auprès de l'ADEFPAT.
Ce groupe remplit une mission d'intérêt général pour le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses. Les membres du groupe projet sont chargés d'élaborer des propositions afin d'aider le Syndicat mixte à exercer ses compétences en partant des besoins des bénéficiaires ultimes du service d'intérêt général. La seule compensation financière apportée aux membres du groupe projet est l'action de formation-développement mise en œuvre par l'ADEFPAT pour développer une compétence collective au sein du groupe projet.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_087-DE
Reçu le 17/12/2025

L'action de formation-développement est dimensionnée aux besoins de la mission à la suite d'un travail réalisé conjointement entre l'ADEFPAT et le Syndicat mixte. Du fait de cette mission d'intérêt général, cette aide par la formation n'est pas considérée comme une aide d'Etat pour chacun des acteurs économiques participant au groupe projet.

Du fait de cette mission d'intérêt général, cette aide par la formation n'est pas considérée comme une aide d'Etat pour chacun des acteurs économiques participant au groupe projet.

Budget

La contribution du Syndicat Mixte du Parc naturel régional au financement de cette formation accompagnement est d'un montant correspondant à 25% du cout global de l'accompagnement, soit 1 500 euros

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_087-DE
Reçu le 17/12/2025

STAGE N° 12/25/0363	**ENERGIE MUTUALISEE EN CIRCUIT COURT (EMC2)** **Formation-accompagnement à la création d'une Personne morale organisatrice**	**PNR DES GRANDS CAUSSES**

LES CRITERES

Critères de rattachement au FEADER programme Formation-développement

OBJECTIF PROJET	SECTEUR ACTIVITE	TAILLE ENTREPRISE	OBJECTIF FORMATION	TYPE FORMATION	ENCADREMENT AIDES
Projet structurant pour le territoire	Environnement – Energie	< 10 salariés	Organisation collective	Générale collective	De Minimis

Type de bénéficiaires : Administrateurs, salariés, dirigeants

Nombre d'activités / entreprises concernées par l'accompagnement : 3
Nombre d'emplois concernés : 1
Lieu de résidence des bénéficiaires / lieu du projet : Sainte-Eulalie de Cernon

LE CONTEXTE DU PROJET

Depuis 2009, le Parc naturel régional des Grands Causses est engagé dans la mise en œuvre d'une transition énergétique locale avec en ligne de mire l'objectif de l'équilibre énergétique en 2030. Il s'est doté pour cela d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) et a soutenu la création de deux projets structurants :
- la SEM Causse Energia est un outil de financement et de pilotage des projets énergétiques des collectivités : réseaux de chaleur, toitures photovoltaïques, filière locale bois-énergie, création de boucles d'autoconsommation collective...
- la SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) Sud Energia permet de mobiliser l'épargne citoyenne locale sur des projets énergétiques et donc de relocaliser le pouvoir d'orientation des projets énergétique, auparavant aux mains de groupes industriels nationaux. Par ailleurs, les financements citoyens servent d'amorçage à des subventions de la Région Occitanie d'une part, et surtout engagent une dynamique vertueuse autour de l'énergie.
Le Parc promeut et soutient par ailleurs des projets communaux de production photovoltaïque, des projets d'ombrières et des projets de producteurs divers (biomasse, photovoltaïque au sol ou en toiture).
Le développement de boucles d'autoconsommation d'électricité photovoltaïque génèrera des dynamiques collectives locales responsables, induisant des comportements vertueux et efficaces au plan énergétique.
Ce développement passe par l'organisation et la montée en compétences des acteurs locaux sur la gouvernance énergétique, avec la création d'une Personne Morale Organisatrice (intermédiaire organisateur entre ENEDIS, les producteurs locaux et les "auto-consommateurs"), le Parc sollicite l'Adefpat pour accompagner la jeune structure EMC2, engagée dans un processus de croissance.

LE PROJET

La SEM Causse Energia, créée en 2016, a mis en place et gère le réseau de chaleur biomasse de Saint-Affrique. Depuis ce premier projet, elle a réalisé une chaufferie biomasse à l'Ehpad de Saint-Rome de Tarn et un autre projet similaire est en cours de finalisation à Saint Laurent d'Olt. Le Parc des Grands Causses a porté en 2020 l'émergence d'une SCIC de financement citoyen, Sud Energia. Cette SCIC est à l'origine du projet Tournesol : un parc photovoltaïque au sol à Sainte Eulalie de Cernon, avec à la clé une boucle d'autoconsommation d'un rayon de moins de 20km, qui sera opérationnelle en octobre 2026.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_087-DE
Reçu le 17/12/2025

CA du « date_CA »

« Nom »

La coopérative s'est aussi engagée dans la conduite de boucles d'autoconsommation collective pour des collectivités au service des citoyens.

Les boucles d'autoconsommation représentent une opportunité de meilleure maîtrise locale de l'énergie : l'électricité produite (par des particuliers, des collectivités, des agriculteurs...) est vendue à un tarif avantageux à des consommateurs locaux (entreprises, particuliers, collectivités...), qui ont tout intérêt à la consommer au moment où elle est produite. Ces consommateurs gardent leur contrat avec un fournisseur classique pour avoir de l'électricité hors période de production de la boucle locale. Et les surplus de production de la boucle locale sont revendus sur le marché de l'électricité.

Pour le bon fonctionnement d'un tel système, le Code de l'énergie impose l'existence d'une Personne Morale Organisatrice (PMO). Celle-ci réunit les parties prenantes et gère les relations dans la boucle, la loi laisse ouverte les possibilités de statut ou de portage par l'un ou l'autre des acteurs locaux de la boucle ou par une nouvelle structure juridique.
L'association Energie Mutualisée en Circuit Court (EMC2) s'est créée en vue de porter la fonction PMO pour le territoire des Grands Causses, avec un premier projet à Sainte Eulalie. EMC2 assume aujourd'hui les fonctions suivantes :
- montage du projet de boucle, nécessitant de la sensibilisation de terrain et une bonne connaissance des enjeux sociétaux, économiques et techniques des projets énergétiques citoyens. Le but est de faire adhérer des producteurs et des consommateurs sur un territoire donné (dont les limites sont réglementées), et de déboucher sur un projet équilibré aux plans techniques et financiers. Concernant le projet Tournesol, cette fonction a été assumée par l'un des gérants d'EMC2.
- mise en œuvre, paramétrage, saisie des données contractuelles et contrôle du logiciel Ellocoop conçu pour gérer automatiquement les flux énergétiques et financiers entre les parties (consommateurs, producteurs, Enedis, fournisseur classique). Le projet de Sainte Eulalie a permis de paramétrer et de tester ce logiciel, après y avoir entré les informations sur les producteurs et consommateurs.

Les prévisionnels de ce service permettent d'envisager :
- ☐ pour les consommateurs : une baisse des tarifs, un gain sur les taxes, une stabilité des prix.
- ☐ pour les producteurs, une stabilité des tarifs d'achat dans un contexte structurellement à la baisse.

EMC2 a prévu un partage de la valeur générée en 3 tiers égaux pour les usagers, les producteurs et la structure de gestion.

Dans le sud Aveyron, plusieurs autres projets similaires vont voir le jour dans un avenir proche. Avec pour chacun la même obligation d'une Personne Morale Organisatrice. Au vu de cette première expérience et du potentiel besoin de nouvelles PMO, les gérants souhaitent faire profiter à d'autres projets de boucles de leurs compétences et donner une dimension territoriale à la gestion des enjeux électriques locaux : ils envisagent qu'EMC2 devienne la PMO du territoire, ce qui nécessiterait les changements suivants (avec des conséquences en matière d'organisation et de ressources humaines) :

- renforcer les fonctions actuelles, avec probablement la professionnalisation de la fonction "Sensibilisation et montage de projets de boucles"
- développer une fonction de gestion coordonnée des différentes boucles, dont les périmètres vont possiblement se recouper
- initier une gouvernance locale de l'énergie, afin de concerter l'ensemble des parties prenantes dans des projets ou des démarches impliquant plusieurs acteurs : Sud Energia, Causse Energia, EMC2, Enedis, PNR des Grands Causses, communautés de communes, ainsi que les autres producteurs locaux (Lum du Larzac, Solairewatt Lodévois, microcentrales hydroélectriques...).
- faire émerger une fonction de pilotage stratégique d'EMC2 : gouvernance, stratégie de croissance, partenariats...

Ces trois nouvelles fonctions nécessiteront elles aussi une professionnalisation du service et le développement de compétences nouvelles.

ANALYSE DES BESOINS DES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS DE REUSSITE DU PROJET

Les membres du groupe projet ont acquis, par leur profession (certains sont ingénieurs, d'autres ont eu à faire à des questions énergétiques dans leur entreprise ou leur activité associative), par leur engagement en tant que

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_087-DE
Reçu le 17/12/2025

consommateurs ou promoteur des énergies renouvelables ou par leur engagement dans une structure locale liée à l'énergie, des compétences en matière de gestion de projets énergétiques, de montage financier et de mobilisation de l'épargne citoyenne. Ils n'ont en revanche ni l'expérience ni le recul nécessaire pour penser le passage à l'échelle d'une PMO territoriale et les conséquences en termes d'organisation.
Les autres acteurs locaux de l'énergie seront concernés par l'initiative de gouvernance locale de l'énergie, ils sont donc associés au groupe d'appui au projet et pourront en cas de besoin être sollicités au cours des séances de formation-développement ou en intersessions.
Plusieurs partenaires ont apporté leur soutien aux acteurs en présence : l'Agence Régionale Energie Climat, La Région Occitanie, Enercoop, le réseau ECLER (Energie Citoyenne Locale et Renouvelable) Occitanie, les Chambres consulaires. Ils pourront être mobilisés ponctuellement pendant l'accompagnement chacun dans leur domaine d'expertise.

LES OBJECTIFS D'ACCOMPAGNEMENT

En aidant les porteurs de projet à penser la croissance d'EMC2 et son positionnement comme PMO territoriale, les consultants formateurs leur apporteront les compétences pour piloter le montage, la gouvernance et la gestion de plusieurs boucles d'autoconsommation sur le territoire.

LE GROUPE PROJET

Les bénéficiaires sont des administrateurs gérants l'association EMC2, entourés d'Alexandra Moulin, directrice de Causse Energia, présidente de Sud Energia et d'EMC2.

Nom Prénom	Statut	Commune
Barbaud Pierre	Administrateur Sud Energia	Millau
Emile Jean-Claude	Président d'EMC2	Millau
Labourdette Hubert	Dirigeant HLE Advisor, secrétaire d'EMC2	Ste-Eulalie de Cernon
Moulin Alexandra	Directrice Salariée de Causse Energia et présidente de Sud Energia	Millau
Christian Albinet	Administrateur de Sud Energia et d'EMC2	Millau
Alain Mondeteguy	Secrétaire d'EMC2	Millau
Séverine Peyretout	Administratrice d'EMC2 et Causse Energia, élue CC Millau Grands Causses	Millau

LE DISPOSITIF DE FORMATION-DEVELOPPEMENT

CONTENU DES SEANCES

1. La stratégie d'EMC2 :
   - vision prospective partagée du marché de l'énergie : les tendances, l'intérêt des BAC dans ce contexte et les conséquences sur EMC2
   - quelle ambition, quel déploiement de l'activité, quelle taille atteindre...?
   - la Place d'EMC2 et Sud Energia dans l'organisation locale de l'Energie de proximité (le positionnement par rapport au territoire, aux autres acteurs, les opportunités de partenariat avec d'autres producteurs, avec d'autres projets de boucles)
   - la stratégie d'essaimage
   - la valeur matérielle et immatérielle proposée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_087-DE
Reçu le 17/12/2025

2. Le modèle économique d'EMC2

- comment toutes les activités s'imbriquent-elles pour conduire cette stratégie ?
- l'ensemble des ressources nécessaires : matérielles, immatérielles
- l'organisation humaine choisie : professionnalisme et compétences à développer ; bénévolat, salariat.
- la structure des coûts
- les sources de financement, les équilibres financiers

METHODES ET SAVOIR TRANSMIS

Intelligence collective sur les connaissances à partager au sein du groupe projet (marché de l'énergie, partenariats locaux, pilotage économique...)
Méthodes de la réflexivité
Méthode de construction et d'analyse d'un modèle économique

TRAVAUX INTER-SESSIONS

Rencontre de partenaires
Formalisation de documents cadres et décisions sur le projet (stratégie, partenariat, modalités d'organisation, prévisionnels...)
Mise en œuvre de décisions appliquées au premier projet de boucle d'autoconsommation

ORGANISATION

Lieu : Sainte-Eulalie de Cernon

Période de réalisation : Janvier 2025 à décembre 2027

Consultant-formateur : Stéphane Hénin (Kanopé) et Séverine Toulis (Ozon)

Nombre de bénéficiaires-stagiaires : 7

Durée totale :

Modules	Stagiaires	Jour théoriques	Jours Pratiques	Heures stagiaires théoriques	Heures stagiaires Pratiques	Total heures stagiaires
Module Stratégique et économique	7	2	2	98	98	196
Module partenariat et coopé. territoriale	7	1	1	49	49	98
Module commun (2 intervenants)	7	2	1	98	49	147
TOTAL	7	5 jours	4 jours	245	196	441

BUDGET

COUTS		FINANCEMENTS	
Dépenses prises en compte par le FEADER			
Honoraire d'intervenant 7 j * 1 200 €	8 400 €	Adefpat FEADER (60%) Région Occitanie (40 %)	11 580 €

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_087-DE
Reçu le 17/12/2025

Temps Adefpat	2 650 €		
Dépenses non prises en compte par le FEADER			
Fonctionnement Adefpat	1 650 €	Participants	1 650 €
Budget Total	**12 700 €**	**Budget Total**	**12 700 €**

GROUPE D'APPUI AU PROJET

Organisme de développement : PNR des Grands Causses
Animation : Sébastien Pujol
Elu référent : Edmond Gros
Composition du groupe :
Frédéric BILLAUD, DGS directeur CC Millau Grands Causses
Cédric BOULOUIS, DGS CC Larzac et Vallées
Thierry CADENET, Maire Mairie de Saint Eulalie de Cernon
Guillaume CHAMBERT, Directeur Syndicat Intercommunal d'Energie du Département de l'Aveyron
Simon COSSUS, Directeur d'Enercoop
Elise COSTES, Directrice Maison de la Région
Sylvain GOMBERT, Responsable Investissement Projets EnR, ECLR – Energie partagée
Edmond GROS, Vice-Président PNR des Grands Causses et administrateur Adefpat
Fabien KLINGELSCHMIDT, DGS CC du Lodévois
Corinne MERCIER, Manager du pôle performance CCI12
Alexandra MOULIN, Présidente Sud Energia
Jérôme MOURIES, Président CC Muse et Raspes du Tarn
Séverine PEYRETOUT, Elue communautaire CC Millau Grands Causses
Aurélien PONS, Responsable du pôle ENR AREC Occitanie
Sébastien PUJOL, Directeur PNR des Grands Causses
Jean-Philippe SABATHIE, Maire de Combret
Cécile SURY, DGS CC des Causses à l'Aubrac
Laurent TABUTIN, DGS CC du Saint-Affricain Roquefort sept Vallons
Juliette TARROUX, Ad'Occ
Cyrille URRUSTY, DGS CC Monts, Rance et Rougier
Pascal BONNIN, Conseiller en formation développement Adefpat

Modalités de mobilisation du GAP :
Le GAP se réunit le 9 décembre.
Les représentants d'autres producteurs d'électricité du territoire (Lum du Larzac, Solairewatt du Lodévois, propriétaires de micro-centrales…) seront associés à l'accompagnement à l'occasion des travaux du groupe sur la gestion du partenariat.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_087-DE
Reçu le 17/12/2025

Délibération PNRGC n°2025-088 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Dépôt dossier Fonds Vert 2025 « Protéger et restaurer les espaces naturels »

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

La déclinaison de la Stratégie Nationales pour les Aires Protégées (SNAP) 2030 sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses a été lancée de manière effective en octobre 2024, dans le cadre d'une précédente subvention Fonds Vert (édition 2023). Depuis, divers projets ont vu le jour sur un ensemble de sites identifiés pour une labellisation en zones de protection forte (ZPF). Ces sites sont regroupés au sein d'une liste de sites prioritaires et complémentaires, validée par délibération du Comité syndical du Parc le 14/02/2025. Les réflexions lancées sur les sites prioritaires ont permis d'identifier plus précisément les besoins de protection et de gestion, et de programmer une stratégie pour chaque site.

La réalisation des différentes stratégies implique un ensemble d'études préalables aux demandes de classement en ZPF, ainsi qu'un travail à moyen / long terme pour la mise en place des outils de protection, la rédaction de plans de gestion et le lancement des actions en résultant.
Il s'avère également nécessaire d'envisager sur certains sites des acquisitions foncières afin de mettre en place plus facilement des outils de protection et/ou préserver rapidement des zones à forts enjeux biodiversité.

La chronologie des stratégies envisagées et l'investissement financier nécessaire à leur réalisation dépassant le cadre de la subvention Fonds Vert 2023, il a semblé opportun de déposer une seconde demande de subvention afin de poursuivre les réflexions et actions de protection et gestion engagées depuis 2024.

Objectifs

Disposer des moyens financiers pour pérenniser les stratégies de protection et de gestion de la biodiversité développées depuis 2024 dans le cadre de la déclinaison de la SNAP sur le territoire du Parc :

- Labellisation (ou demande déposée) de 5 sites en zones de protection forte à l'horizon 2029.
- Stratégies de création d'aires protégées reconnues automatiquement comme zone de protection forte bien engagée pour au moins 2 sites (1 création de RNR + 1 création d'APPG)

Anticiper les opportunités foncières et/ou de gestion sur les sites identifiés.

Contribuer de façon active à l'objectif de 10% de protection forte affiché à l'échelle nationale dans le cadre de la SNAP 2030 (5% pour la région Occitanie)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Budget

Cette demande de financements a été budgétisée sur 3 ans, pour la période 2026-2029.
Elle a été coconstruite avec les partenaires engagés dans la démarche de déclinaison de la SNAP sur le territoire du Parc. Ces partenaires ont proposé certaines actions qui ont été intégrées à la présente demande de financements, la part d'auto-financement de ces actions restant à leur charge.

Dépenses prévisionnelles :

- Ingénierie..... 68 240,00€
- Etudes..... 100 442,00€
- Travaux..... 18 450,00€
- Equipements..... 30 193,00€
- Frais annexes..... 53 660,00€

Plan de financement prévisionnel :

- Financement Fonds Vert (80%)..... 216 788,00€
- Autofinancement Parc naturel régional des Grands Causses..... 31 905,00€
- Autofinancement partenaires..... 22 292,00€

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Bureau syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Coût estimatif de l'opération

Pour être recevable, un dossier doit faire apparaître des montants identiques sur les devis ou l'APD, la délibération et le plan de financement

Nature des dépenses les montants indiqués (sans arrondi) doivent être justifiés ajoutez des lignes si nécessaire	Nom du prestataire	Montant (TTC)
Maîtrise d'œuvre / Assistance à maîtrise d'ouvrage		
Projet de classement RNR - complément à la subvention région		10 350,00 €
Poste Chargé de mission SIG 6 mois - TVB + appui SNAP		20 000,00 €
Contribution élaboration notes techniques + plans de gestion - prestations/stages	à définir	28 990,00 €
Concertation et animation de projet (concertation, conception, animation)		8 900,00 €
Études		
Inventaires et études naturalistes complémentaires	CEN Occitanie, LPO GC, LPO DT12, CPIE CM, CBNPMP	68 682,00 €
Diagnostic des enjeux écologiques - 2 sites	CEN Occitanie	11 760,00 €
Etudes de fréquentation - 1 site	à définir	20 000,00 €
Travaux		
Réfection des sentiers et murets de pierre sèches		14 250,00 €
Pose équipements divers AEER		4 200,00 €
Équipements		
2 éco-compteurs		4 256,00 €
1 piège-photo		582,00 €
1 paire jumelles		2 655,00 €
panneaux signalétique + information/sensibilisation		21 700,00 €
Habillement terrain		1 000,00 €
Frais annexes		
Outil de mise en ligne carto LizMap (abonnement 36 mois)		3 600,00 €
Acquisitions foncières (budget participation acquisition + frais divers + abonnement supplémentaire Vigifoncier)		37 060,00 €
Défraiement Conseil scientifique		3 000,00 €
Communication		10 000,00 €
COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL (HT)		**270 985,00 €**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Ressources prévisionnelles de l'opération				
Financements	**à préciser le cas échéant**	**sollicité ou acquis**	**Montant (TTC)**	**Taux**
Fonds chaleur				0,00%
autre mesure Fonds Vert			216 788,00 €	80,00%
Fonds FPRNM Barnier				0,00%
Fonds européens				0,00%
DETR				0,00%
DSIL				0,00%
FNADT				0,00%
Fonds mobilités actives				0,00%
Pacte local des solidarités				0,00%
Autres aide État				0,00%
Conseil régional				0,00%
Conseil départemental				0,00%
EPCI				0,00%
Autre collectivité				0,00%
à préciser				0,00%
Sous-total aides publiques	**Taux de financement public**		216 788,00 €	80,00%
Opérations standardisées CEE				
Autres aides non publiques				
à préciser				
Sous-total autres aides non publiques			0,00 €	0,00%
Part de la collectivité	Fonds propres *		54 197,00 €	
	Emprunt			
	Crédit bail ou autres			
	Recettes générées par le projet ou moindres dépenses de fonctionnement			
Participation du porteur de projet (autofinancement)			54 197,00 €	20,00%
TOTAL RESSOURCES PRÉVISIONNELLES (HT)			**270 985,00 €**	100,00%

* **Fonds propres : 54 197,00€**

dont part PARC = 31 905,00€

dont part PARTENAIRES = 22 292,00€

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Dossier n°	:	26511027
Démarche	:	FONDS VERT - Accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2030
Organisme	:	DGALN - Direction de l'eau et de la biodiversité

Ce dossier est **en construction**.

Historique

Déposé le	:	26 novembre 25 09:20

Identité du demandeur

Email	:	clara.garcia-matos@parc-grands-causses.fr
SIRET	:	25120134900015
SIRET du siège social	:	25120134900015
Dénomination	:	SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES
Forme juridique	:	Syndicat mixte ouvert
Libellé NAF	:	Administration publique (tutelle) des activités économiques
Code NAF	:	84.13Z
Date de création	:	13 juillet 1995
État administratif	:	en activité
Effectif (ISPF)	:	20 à 49 salariés
Code effectif	:	12
Adresse	:	SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES 71 BOULEVARD DE L'AYROLLE 12100 MILLAU FRANCE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Formulaire

Bienvenue sur le formulaire de demande de subvention Fonds vert ?
Merci pour votre engagement envers la transition écologique !

Afin de ne vous demander que le strict nécessaire le formulaire s'adapte aux particularités de votre projet. Votre précision lors du remplissage est précieuse pour faciliter le traitement de votre dossier et faire avancer la transition écologique car certaines des données renseignées pourront alimenter les indicateurs nationaux de la transition écologique.

Votre dossier est enregistré automatiquement après chaque modification. Vous pouvez à tout moment fermer la fenêtre et reprendre plus tard là où vous en étiez. N'hésitez pas à prendre votre temps pour bien le compléter.

Préambule

Personne responsable du suivi du dossier
La personne qui remplit ce formulaire et dépose le dossier sur la plateforme Démarches Simplifiées sera l'interlocutrice principale des services d'instruction.

Vous pouvez inviter d'autres personnes de votre structure à modifier le dossier.
Si jamais vous cessez d'être la personne en charge du suivi du dossier, pensez à transférer le dossier à la personne qui prend la relève.

NOM de la personne responsable du suivi du dossier
GARCIA MATOS

Prénom de la personne responsable du suivi du dossier
Clara

Fonction de la personne responsable du suivi du dossier
Chargée de mission Stratégie aires protégées

Téléphone de la personne responsable du suivi du dossier
07 43 36 74 58

Adresse électronique de la personne responsable du suivi du dossier
clara.garcia-matos@parc-grands-causses.fr

Vos interlocuteurs dans les territoires
?? Attention : avant de soumettre votre candidature à l'aide Fonds Vert Biodiversité, en fonction de la nature de votre projet nous vous invitons à vous renseigner auprès de la DREAL ou DEAL ou l'[OFB](https://www.ofb.gouv.fr/sites/default/files/Fichiers/Appels%20%C3%A0%20projets/ABC2025/Trombi_DR.pdf) pour prendre connaissance des priorités d'action et des conditions d'acceptation de vos projets dans votre région.
L'attribution des subventions Fonds Vert Biodiversité sera davantage priorisée en 2025 selon les enjeux locaux.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Contact préalable des services de votre territoire
Oui

Détails de la prise de contact préalable avec les services
DDT Aveyron (Service biodiversité, eau et forêt) : Mail d'information quant à la préparation d'un dossier envoyé à Nathalie Charpiat le 04/09/2025

DREAL Occitanie : Mail d'information quant à la préparation d'un dossier envoyé à Anne Hervouët le 18/09/2025

1. Informations sur le porteur de projet

Identification du porteur de projet

Définition d'un porteur de projet qui candidate à une aide du Fonds Vert
Le porteur de projet est la personne morale qui, par défaut, perçoit la subvention du fonds vert et effectue les dépenses du projet. Le numéro SIRET renseigné à l'écran précédent permettant d'accéder au formulaire doit correspondre à celui du porteur de projet.

Dans le cas d'un projet avec plusieurs co-porteurs, leur identification et les relations entre eux sont à préciser dans la suite du formulaire le cas échéant.

Nature du porteur de projet
Syndicat mixte

Représentant légal du porteur de projet
Maire, président d'EPCI, de conseil départemental, conseil régional...

NOM du représentant légal du porteur de projet
FIOL

Prénom du représentant légal du porteur de projet
Richard

Fonction du représentant légal du porteur de projet
Président de la structure porteuse du projet

Adresse électronique du représentant légal du porteur de projet
info@parc-grands-causses.fr

Identification des co-porteurs

Le porteur de projet peut mentionner dans son dossier un « co-portage » avec un partenaire
Dans ce cas, les relations conventionnelles ou contractuelles seront détaillées ainsi que toutes les informations utiles à l'établissement de la convention financière si le co-porteur est susceptible de percevoir directement des subventions.

Ce dossier fait-il l'objet d'un co-portage ?
Non

2. Présentation générale du projet et ambition écologique

Description globale du projet

Intitulé du projet
Poursuite de la déclinaison du volet zones de protection forte de la SNAP 2030 sur le territoire du PNR des Grands Causses

Résumé du projet (10 lignes)
A la suite du lancement en 2024 de la déclinaison de la SNAP 2030 sur le territoire du PNR des Grands Causses, divers projets ont vu le jour sur un ensemble de sites identifiés pour une labellisation en zones de protection forte (ZPF) au sein d'une liste de sites prioritaires et complémentaires.

Ces projets concernent à la fois la création / l'extension d'aires protégées automatiquement considérées comme ZPF (RNR/APPB/APPG) et le renforcement des mesures de protection et de gestion d'aires protégées existantes (ENS/ORE) dans le but de les faire bénéficier de la démarche de labellisation au cas par cas en ZPF.

La réalisation de ces projets implique un travail à moyen / long terme pour la mise en place des démarches de protection sur les sites identifiés, la rédaction de plans de gestion et leur réalisation. Les premières démarches ont d'ores et déjà été lancées en lien avec les partenaires du Parc, qui contribuent activement à leur montage et réalisation.

Mesure principale du projet
Protéger et restaurer les espaces naturels

Sous-mesure principale de protection et restauration des espaces naturels
Mettre en œuvre la stratégie nationale pour les aires protégées

Sous-mesure(s) secondaire(s)
Non communiqué

Dossier de présentation du projet
- Dossier présentation_FV2025.pdf
- Point_etape_sousprojets_oct2025.xlsx
- 20250326_Pres_COPIL_1.pdf
- délibération déclinaison SNAP_14022025.pdf

Contexte territorial du projet

Localisation du projet
France métropolitaine

Région du projet
Occitanie

Département d'implantation du projet
12 - Aveyron

Ce projet concerne t-il plus d'un département ?
Oui

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Autre(s) département(s) concerné(s)
34 - Hérault

Le projet dispose t-il d'une adresse identifiable ?
Non

Territoire concerné par le projet
Parc naturel régional des Grands Causses, territoire rural étendu sur 380 565 hectares et 2 départements (Aveyron et Hérault).

Le PNR des Grands Causses regroupe 119 communes adhérentes et 9 intercommunalités.

Les projets de protection portés dans le cadre de la SNAP concernent au total 24 communes du Parc.

Commune principale du projet
Mostuéjouls (12720)

Code Postal :
12720

Département :
12 – Aveyron

Votre projet se situe t-il dans une aire protégée ?
Oui

Type(s) d'aire(s) protégée(s)
Parc naturel régional, Arrêté de protection de biotope, Site Natura 2000, Site classé, Site bénéficiant d'une obligation réelle environnementale prévus par l'article L. 132-3 du code de l'environnement, Site du conservatoire des espaces naturels (site acquis et géré), Bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (au titre des zones délimitées par la France en application des instruments régionaux ou internationaux), Espace naturel sensible prévu par l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme

Zonage(s) spécifique(s)
Avenir montagnes

Contractualisation(s)
aucun contrat

PCAET : le projet est-il inscrit dans un Plan Climat-air-énergie territorial ?
Non

Ambition écologique du projet

Objectifs environnementaux impactés favorablement
Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes (biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles), Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Ambition écologique du projet
La création et l'extension d'aires protégées ainsi que le développement de plan de gestion sur les sites dans un but de labellisation en zone de protection forte agiront favorablement pour la protection de la biodiversité et des écosystèmes.

La mise en place d'outils de protection comme une Réserve naturelle régionale et l'élaboration de plans de gestion permettront de lancer des actions en lien avec l'adaptation au changement climatique à l'échelle locale.

Spécificités du projet

Travaux : le financement demandé comprend t-il des travaux ?
Oui

Acquisitions : le financement demandé comprend t-il des acquisitions ?
Oui

Calendrier et maturité du projet

Date prévisionnelle de début d'exécution de l'opération
01 janvier 2026

Date prévisionnelle de fin d'exécution de l'opération
01 janvier 2029

Maturité du projet : préciser la nature de votre besoin et votre calendrier
La réalisation des projets de protection implique un travail à moyen / long terme pour la mise en place des démarches sur les sites identifiés, la rédaction de plans de gestion et leur réalisation. Les premières démarches ont d'ores et déjà été lancées sur divers sites, notamment sur 4 sites prioritaires où des réflexions poussées ont été entamées et des réunions de concertation lancées.

Les partenaires techniques et scientifiques locaux sont identifiés et plusieurs sont prêts à s'investir concrètement dans la réalisation des divers projets. Ils ont proposé des actions qui ont été intégrées à la présente demande de financements. Ces actions se traduisent majoritairement par des prestations d'études et de participation à l'élaboration de certains documents de gestion.

Le temps de mise en œuvre des premiers projets lancés est estimé entre 1 et 5 ans selon les projets, à partir de la date de leur lancement officiel. L'atteinte des objectifs (5 sites labellisés ZPF et stratégie de labellisation bien engagée pour 2 sites) est envisagée pour 2029-2030.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

3. Plan de financement prévisionnel

Régime TVA du porteur de projet
Non assujetti à la TVA : dépenses en TTC

Attestation de non-récupération de la TVA
- Attestation de non assujetti TVA 23072025.pdf

Plan de financement prévisionnel détaillé
- Poursuite declinaison ZPF SNAP2030_Plan de financement prévisionnel_biodiversité.ods

Dépenses de l'opération

Coût total de l'opération en euros hors taxes (€ HT)
270 985

Montant total des dépenses éligibles au Fonds vert en euros (€)
216 788

Financement de l'opération

Montant de l'aide Fonds vert demandée en euros (€)
216 788

Auto-financement : participation du porteur de projet en euros (€)
54 197

Montant total des subventions publiques sollicitées (hormis présente demande) en euros (€)
0

Aides de l'Union Européenne

Avez-vous sollicité une aide de l'Union Européenne pour financer ce projet ?
Non

Autres aides publiques sollicitées

Avez-vous déjà sollicité les aides Fonds Vert, DETR ou DSIL pour financer cette opération ?
Non

D'autres aides publiques ont-elles été sollicitées pour financer cette opération ?
Non

4. Description détaillée du projet

L'affichage des questions de cette section est conditionnée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Mise en œuvre de la stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP)

Nature de l'action SNAP financée
Opérations de maîtrise foncière pérenne avec un objectif de protection pérenne de la biodiversité et d'atteinte de l'objectif de mise sous protection forte de 10% du territoire, Actions d'investissement, fonctionnement (hors personnel) et d'intervention pour une bonne mise en œuvre des documents de gestion des aires protégées

Opérations de maîtrise foncière pérenne avec un objectif de protection pérenne de la biodiversité et d'atteinte de l'objectif de mise sous protection forte de 10% du territoire

Type d'action d'opérations de maîtrise foncière pérenne financée
Réalisation d'une opération de maîtrise foncière avec un objectif pérenne de protection de la biodiversité , y compris le cas échéant actions d'animation territoriale associée

Statut de l'aire protégée concernée
Projet de future aire protégée de protection forte

Surface concernée par l'opération de maîtrise foncière en hectares (ha)
150

Nature de l'opération de maitrise foncière
Acquisition

Actions d'investissement, fonctionnement (hors personnel) et d'intervention pour une bonne mise en œuvre des documents de gestion des aires protégées

Type(s) d'action d'investissement, fonctionnement (hors personnel) et d'intervention pour une bonne mise en œuvre des documents de gestion des aires protégées financée
Actions directes de protection, Études préalables aux actions d'investissement ou d'intervention (exemple : plans de paysages associés à un écosystème), Opérations sur patrimoine bâti et/ou naturel

Surface des aires protégées concernée par le projet en hectares (ha)
10 988,85

L'action concerne-t-elle un retrait d'épave ou de navire abandonné de plaisance ?
Non

5. Finalisation du dossier

Pièces justificatives

Délibération de l'organe délibérant.
- délibération déclinaison SNAP_14022025_vattente.pdf

Lettre de soutien du Parc Naturel Régional ou du Parc National
- Lettre soutien_NA.docx

Tableau indiquant les subventions et les aides publiques

Justificatifs des dépenses prévisionnelles
- Devis.zip

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Pièces complémentaires

Documents liés aux travaux
- PNRGC_sentiersStMarcellin.pdf

Documents liés aux acquisitions
- Parcellaire_enjeux_acquisition_rougiers.png
- Parcellaire_enjeux_acquisition_stmarcellin.png

Tous autres documents utiles à la bonne compréhension du projet

Annexes comptables

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) au format PDF
- RIB Parc 2025.pdf

Engagements du porteur de projet
Vous êtes invités à prendre connaissance et valider les engagements suivants avant de déposer votre dossier.

Engagement n°1 - Obligation d'information en cas de modification du projet
Oui

Engagement n°2 - Obligation de publication du plan de financement
Oui

Engagement n°3 - Exactitude des informations
Oui

Engagement n°4 - Être en situation régulière au regard des obligations légales, administratives, fiscales, sociales, comptables et environnementales.
Oui

Engagement n°5 - Autoriser le traitement des données renseignées
Oui

Engagement n°6 - Fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour suivre la réalisation de l'opération
Oui

Engagement n°7 - Me soumettre à tout contrôle technique, administratif, comptable et financier, et communiquer toutes pièces et informations en lien avec l'opération.
Oui

Engagement n°8 - Aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date de réception de la demande de subvention
Oui

À noter :
Vous êtes sur le point de déposer votre dossier.

Une fois déposé, votre dossier passera au statut *en construction* : il sera encore modifiable et accessible depuis votre tableau de bord Démarches Simplifiées, et vous pourrez entrer en contact avec un instructeur des services de l'État via la messagerie Démarches Simplifiées.

Les services instructeurs auront accès à votre dossier et pourront évaluer sa complétude. Si nécessaire, des pièces ou des informations complémentaires vous seront demandées. Si elles ne sont pas apportées dans un délai raisonnable, l'administration se réserve le droit de classer votre dossier sans suite.

Une fois le dossier jugé recevable, les services instructeurs le passeront *en instruction*. Vous serez automatiquement notifié, et le dossier ne sera plus modifiable (sauf en cas d'éventuelle demande de compléments).

Suite à l'instruction de votre dossier, une décision (*accepté*, *refusé* ou *classé sans suite*) vous sera notifiée.

Merci de votre candidature à l'aide du Fonds Vert !

Messagerie

Email automatique, 26 novembre 25 09:20
[Votre dossier nº 26511027 a bien été déposé (FONDS VERT - Accompagnement de la stratégie national...] Bonjour, Dans le cadre du FONDS VERT - Accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2030, votre dossier nº 26511027 a bien été déposé. Si besoin est, vous pouvez encore y apporter des modifications. Les services de l'Etat, dans votre département et votre région, en charge d'instruire votre demande vont se mobiliser pour étudier votre projet. Si votre dossier est complet et recevable, il passera au statut "en instruction". Sinon, vous serez sollicités par les services pour préciser votre dossier avec leur appui.L'acceptation ou le rejet de votre projet vous sera communiqué par courrier officiel du représentant de l'État dans votre département ou votre région. Cordialement, Le service instructeur

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_088-DE
Reçu le 16/12/2025

Délibération n° 2025-089 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Adhésion au contrat groupe assurance des risques statutaires 2026-2029 du Centre de Gestion de l'Aveyron (Collectivités jusqu'à 30 agents CNRACL)

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Le Président rappelle :

- que le syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses a demandé, le 22 mai 2025, au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aveyron de participer à la consultation du contrat d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986.

Le Président expose :

- que le Centre de Gestion de l'Aveyron, par mail du 23 octobre 2025, a communiqué au syndicat mixte du Parc les résultats de la consultation.

Le Bureau syndical, après en avoir délibéré :
Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ; non encore codifié ;

Vu le Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

DECIDE

ARTICLE 1er :

- d'accepter la proposition suivante

Assureur : *CNP Assurances*
Courtier : *Willis Towers Watson France*
Durée du contrat : 4 ans (date d'effet au 01/01/2026).
Préavis : contrat résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_089-DE
Reçu le 17/12/2025

Agents Permanents (Titulaires ou Stagiaires) affiliés à la C.N.R.A.C.L.

Risques garantis :

- Décès
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service
- Longue maladie, maladie longue durée
- Maternité y compris congés pathologiques / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire ou temps partiel pour raison thérapeutique sans arrêt préalable à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
- Temps partiel pour raison thérapeutique consécutif à un arrêt, mise en disponibilité d'office pour raison de santé, infirmité de guerre, allocation d'invalidité temporaire
- Maintien du demi-traitement pour les agents ayant épuisé leurs droits à prestations

Conditions : (garanties/franchises/taux)

Collectivités employant jusqu'à 30 agents affiliés CNRACL

Garanties IJ 100%

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX	Choix*
Tous les risques, avec une **franchise de 10 jours sur la garantie Maladie Ordinaire**	6.12%	X
Tous les risques, avec une **franchise de 15 jours sur la garantie Maladie Ordinaire**	5.89%	
Tous les risques, avec une **franchise de 20 jours sur la garantie Maladie Ordinaire**	5.55%	
Tous les risques, avec une **franchise de 30 jours sur la garantie Maladie Ordinaire**	5.07%	

**Cocher la proposition retenue*

Agents Titulaires ou Stagiaires non-affiliés à la C.N.R.A.C.L. Et Agents Non-Titulaires ou Agents affiliés I.R.C.A.N.T.E.C

Risques garantis :

- Congé pour invalidité imputable au service
- Grave maladie
- Maternité (y compris congés pathologiques) / Adoption / Paternité et accueil de l'enfant
- Maladie ordinaire à l'expiration d'une période de franchise mentionnée à l'acte d'engagement
- Reprise d'activité partielle pour motif thérapeutique

Conditions : (garanties/franchises/taux)

Garanties IJ 100%

GARANTIES ET FRANCHISES	TAUX	Choix*
Tous les risques, avec une **franchise de 10 jours sur la garantie Maladie Ordinaire**	1.30%	X

**Cocher la proposition retenue*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_089-DE
Reçu le 17/12/2025

ARTICLE 2 :

- De déléguer au Centre de Gestion la gestion du contrat pour la période 2026-2029 (conseil, interface avec les divers interlocuteurs, actions en faveur de la maîtrise de l'absentéisme…).

Les missions confiées au Centre de gestion sont détaillées dans une convention et font l'objet d'une participation financière annuelle due au Centre de Gestion pour chaque collectivité ou établissement public local assuré.

Ces frais s'élèvent à :

➔0.25 % de la masse salariale assurée CNRACL *(1)*

➔0.08 % de la masse salariale assurée IRCANTEC *(1)*

ARTICLE 3 :

- D'autoriser le Président ou son représentant à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

ARTICLE 4 :

Le Président a délégation pour résilier, si besoin, le contrat d'assurance statutaire en cours.

VOTE :	Pour : **14**	Contre : /	Abstention : /

Ainsi fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président, Richard FIOL



(1) Masse salariale assurée : TIB, NBI, SFT

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_089-DE
Reçu le 17/12/2025

Rend Compte PNRGC n°2025-090 du Bureau syndical du 12 décembre 2025

Attribution de marchés publics : Rend compte

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

Contexte

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les Régions et Départements, notamment son article 10 ;
Vu les dispositions du code de la commande publique ;
Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22 4° ;
Vu la délibération n°2024-006 du comité syndical en date du 15 mars 2024 donnant délégation de pouvoir à Monsieur le Président pour la durée de son mandat et notamment pour prendre toutes les décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
Vu l'article 35 du Règlement Intérieur du Comité Syndical en date du 29 mars 2024 relatif à la délégation d'attribution de pouvoirs du Président du SMPNRGC ;
Vu que le montant HT inférieur au seuil de procédure formalisée pour les marchés et accords-cadres ;
Considérant qu'il est fait obligation au Président de rendre compte de ces décisions lors des réunions de l'organe délibérant ;

Le Bureau Syndical prend acte des décisions prises en matière de signature de marchés publics :

- **Marché de :** Fabrication d'outils d'interprétation du patrimoine : panneaux et supports (Réf. : 2025-03)
- **Attribué à :** EMPREINTE
- **Montant maximum de :** 200 000.00 € / 4 ans

- **Marché de :** Fourniture et pose de signalétique sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses : LOT 1 et Lot 2 (Réf. : 2025-04)
- **Attribué à :** SIGNAUX GIROD
- **Montant maximum de :**
- Lot n° 1 – rénovation et extension de la signalétique du PNR : 70 000.00 € / 4 ans
- Lot n°2 – signalisation d'information locale : 140 000.00 €/4 ans

---

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20251212-20251212_090-AU
Reçu le 17/12/2025

Parc naturel régional des Grands Causses	**Compte-rendu de la réunion du Bureau Syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses du 12 décembre 2025 à 16h00 Salle d'animation – 2 rue de la Petite Côte – 12150 Sévérac d'Aveyron**

■ **Président de séance**	**Richard FIOL**
■ **Présents**	Jacques **ARLES** - Clément **CARLES** – Richard **FIOL** - Emmanuelle **GAZEL** – Edmond **GROS** - Christophe **LABORIE** – Gaëlle **LEVEQUE** - Jacques **RIGAUD** - Christine **SAHUET** – Cyril **TOUZET**
■ **Procurations**	Monique **ALIES** donne pouvoir à Christophe LABORIE Fadilha **BENAMMAR-KOLY** donne pouvoir à Emmanuelle GAZEL Daniel **FABRE** donne pouvoir à Jacques ARLES Séverine **PEYRETOUT** donne pouvoir à Edmond GROS
■ **Absents, excusés**	Claude **ASSIER**

1. **ADEFPAT – Association Jeunesse et Vacances Millavoises – Formation accompagnement au projet associatif de La Salvage**
   Lecture de la délibération par Edmond GROS
   Vote à l'unanimité

2. **Avenant à la convention Vigifoncier SAFER**
   Lecture de la délibération par Daniel FABRE
   Vote à l'unanimité

3. **Candidature à l'APP Bons réflexes Santé Occitanie**
   Lecture de la délibération par Emmanuelle GAZEL
   Vote à l'unanimité

4. **Vente en régie de visière de soleil upcyclée**
   Lecture de la délibération par Jacques ARLES
   Vote à l'unanimité

5. **Renouvellement de la convention de mise à disposition de véhicule pour la SEM Causses Energia pour 2026**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité

6. **Convention de compensation avec La Couvertoirade**
   Lecture de la délibération par Christophe LABORIE
   Vote à l'unanimité

7. **Tarifs du guichet M.A.R. 2026**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité

8. **Convention IPAMAC 2026-2027**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité

9. **Convention Interparcs Occitanie**
   Lecture de la délibération par Richard FIOL
   Vote à l'unanimité

10. **Renouvellement de la convention triennale avec le SMICA**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

11. **Partenariat CPIE – PCAET**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

12. **ADEFPAT – EMC2**
Lecture de la délibération par Edmond GROS
Vote à l'unanimité

13. **Fond Vert SNAP**
Lecture de la délibération par Christophe LABORIE
Vote à l'unanimité

14. **Contrat d'assurance statutaire 2026-2029 avec le Centre de Gestion de l'Aveyron**
Lecture de la délibération par Richard FIOL
Vote à l'unanimité

15. **Rend compte des marchés publics**
Présentation du rend compte par Richard FIOL